Conférence de La Haye de droit international privé
Hague Conference on Private International Law

Actes et documents

de la Vingt et unième session

Proceedings

of the Twenty-First Session

Tome I (Partie/Part 1)

Obligations alimentaires
Child support

Actes et documents de la Vingt et unième session
Proceedings of the Twenty-First Session

Conférence de La Haye de droit international privé
Hague Conference on Private International Law

Actes et documents

de la Vingt et unième session
5 au 23 novembre 2007

Proceedings

of the Twenty-First Session
5 to 23 November 2007

Tome I (Partie/Part 1)

Obligations alimentaires
Child support

Édités par le Bureau Permanent
Publiés par la HCCH/La Haye/2020

Edited by the Permanent Bureau
Published by HCCH/The Hague/2020

ISBN Partie/Part 1 978-94-90265-97-7
ISBN Partie/Part 2 978-94-90265-98-4

Printed on acid-free paper.

© 2020 HCCH

Hague Conference on Private International Law
Churchillplein 6B
2517 JW The Hague | Netherlands
fax: +31 (0)70 360 4867
<www.hcch.net>

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photo-copying, microfilming, recording or otherwise, without written permission from the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law.

Avis au lecteur

La présente publication est la première d'une série de trois tomes intitulés *Actes et documents de la Vingt et unième session*. Cette série contient l'ensemble des procès-verbaux et documents de travail de la Vingt et unième session de la HCCH ainsi que les documents pertinents des Commissions spéciales préparatoires et des études préliminaires réalisées par le Bureau Permanent. Sa forme et son contenu ont été déterminés par le souci de rendre accessibles à tout intéressé – juge, professeur, avocat, personne privée ou administration nationale – les travaux qui ont conduit à la *Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* et au *Protocole du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*, dans le but de contribuer à une bonne compréhension des textes adoptés et des motifs qui ont déterminé les solutions consacrées dans la Convention et le Protocole.

Ce premier tome, qui se divise en deux volumes, ne comprend que les documents directement liés au texte final de la Convention HCCH de 2007 sur le recouvrement des aliments. Les documents concernant le Protocole HCCH de 2007 sur les obligations alimentaires sont publiés dans le tome II des *Actes et documents de la Vingt et unième session*. Ce dernier tome et le tome III concernant les matières diverses sont réunis dans un seul volume.

En ce qui concerne le tome III, il convient de noter que jusqu'en 2005, le Conseil sur les affaires générales et la politique (CAGP) se réunissait en tant que Commission de la Session diplomatique et donc, en principe, tous les quatre ans. À la suite de la révision du Statut de la HCCH en 2005, le CAGP se tient, en principe, chaque année. La Vingt et unième session a donc été la première Session diplomatique à ne pas avoir inclus une Commission distincte sur les affaires générales et la politique. Les documents préliminaires préparés à l'attention du CAGP entre 2005 et 2007 ne sont donc pas inclus dans les *Actes et documents de la Vingt et unième session* mais sont disponibles sur le site web de la HCCH (<www.hcch.net>), de même que tous les documents relatifs aux réunions annuelles du CAGP qui ont eu lieu entre les Vingt et unième et Vingt-deuxième sessions. Tous les autres documents divers relatifs à la Vingt et unième session sont rassemblés dans le tome III.

Le présent tome comprend les documents de travail et les procès-verbaux de la Commission I, chargée de travailler sur la Convention HCCH de 2007 sur le recouvrement des aliments lors de la Session diplomatique de novembre 2007. Il contient également le texte final adopté de la Convention, ainsi que le Rapport explicatif préparé par Alegría Borrás et Jennifer Degeling avec l'aide de William Duncan et Philippe Lortie.

Notice to the reader

This publication is the first in a series of three Tomes entitled *Proceedings of the Twenty-First Session*. This series contains all the minutes and working documents of the Twenty-First Session of the HCCH as well as relevant documents from the preparatory Special Commissions and the preliminary studies carried out by the Permanent Bureau. Its form and its content have been determined by the concern to render accessible to all interested persons – judges, professors, lawyers, private individuals, and national administrations – the working materials which led to the *Convention of 23 November 2007 on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance* and the *Protocol of 23 November 2007 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*, with the aim of contributing to better comprehension of the texts adopted and the thinking that determined which solutions were to be embodied in the Convention and Protocol.

This first Tome, which is divided into two volumes, encompasses only the documents directly related to the final text of the HCCH 2007 Convention on Child Support. The documents concerning the HCCH 2007 Protocol on Maintenance Obligations are published in Tome II of the *Proceedings of the Twenty-First Session*. Tome II and Tome III concerning Miscellaneous matters are combined in a single volume.

With regard to Tome III, it is important to note that until 2005, the Council on General Affairs and Policy (CGAP) met as a Commission of the Diplomatic Session and so, in principle, met every four years. Following the revision of the HCCH Statute in 2005, CGAP has been held, in principle, annually. The Twenty-First Session was therefore the first Diplomatic Session that did not include a separate Commission on General Affairs and Policy. Preliminary Documents prepared for the attention of CGAP between 2005 and 2007 are consequently not included in the *Proceedings of the Twenty-First Session* but are available on the HCCH website (<www.hcch.net>), as are all documents related to the annual CGAP meetings that were held between the Twenty-First and Twenty-Second Sessions. All other miscellaneous documents relevant to the Twenty-First Session are collected in Tome III.

The present Tome includes the working documents and minutes of Commission I, charged with work on the HCCH 2007 Convention on Child Support during the Diplomatic Session of November 2007. It also contains the final adopted text of the Convention, as well as the Explanatory Report drawn up by Alegría Borrás and Jennifer Degeling with the assistance of William Duncan and Philippe Lortie.

La HCCH est une organisation bilingue dont les langues officielles sont l'anglais et le français. Ainsi, les documents inclus dans les *Actes et documents* sont reproduits, dans la mesure du possible, dans les deux langues. Conformément à la pratique de la HCCH, les interventions faites par les délégations lors de la Vingt et unième session ont été rendues en français ou en anglais selon la langue dans laquelle l'intervention a été faite.

L'édition des *Actes et documents* a été assurée par Mme Hélène Guerin, Mme Lydie De Loof, Mme Sandrine Brard et Mme Anna Koelewijn.

La collection complète des *Actes et documents de la Vingt et unième session (2007)* se présente comme suit :

Tome I – Obligations alimentaires (deux volumes)

Tome II – Loi applicable

Tome III – Matières diverses

Le tome I peut être commandé, séparément ou avec les tomes II et III, auprès du Bureau Permanent de la HCCH. Les publications de la HCCH peuvent être consultées sur le site web (<www.hcch.net>). Le Bureau Permanent peut être contacté à l'adresse suivante : Churchillplein 6b, 2517 JW La Haye, Pays-Bas (courrier électronique : <secretariat@hcch.net>).

Le Secrétaire général
de la HCCH,

C. BERNASCONI

Le Président
de la Vingt et unième session,

A.V.M. STRUYCKEN

The HCCH is a bilingual organisation with both English and French being its official languages. Thus, the documents included in the *Proceedings* are reproduced to the extent possible in both languages. In accordance with the practice of the HCCH, the remarks made by delegates during the Twenty-First Session have been rendered in French or in English depending on the language in which the intervention was made.

The editing of the *Proceedings* was carried out by Ms Hélène Guerin, Mrs Lydie De Loof, Mrs Sandrine Brard and Mrs Anna Koelewijn.

The complete collection of the *Proceedings of the Twenty-First Session (2007)* is as follows:

Tome I – Child support (two volumes)

Tome II – Applicable law

Tome III – Miscellaneous matters

Tome I can be ordered, separately or with Tomes II and III, from the Permanent Bureau of the HCCH. The publications of the HCCH can be consulted on the website (<www.hcch.net>). The Permanent Bureau can be contacted at Churchillplein 6b, 2517 JW The Hague, The Netherlands (e-mail: <secretariat@hcch.net>).

The Secretary General
of the HCCH,

C. BERNASCONI

The President
of the Twenty-First Session,

A.V.M. STRUYCKEN

Vingt et unième session

Twenty-First Session

Travaux préliminaires
Preliminary work

Liste des Documents préliminaires[1]

Note sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger (*Document préliminaire No 1 de septembre 1995*), cf. *Actes et documents de la Dix-huitième session*, tome I, *Matières diverses*, p. 134.

Conclusions générales de la Commission spéciale de novembre 1995 sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger (*Document préliminaire No 10 de mai 1996*), cf. *Actes et documents de la Dix-huitième session*, tome I, *Matières diverses*, p. 122.

Questionnaire sur les obligations alimentaires (*Document préliminaire No 1 de novembre 1998*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Note sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative (*Document préliminaire No 2 de janvier 1999*), *infra*, p. I-12.

Extraits des réponses au Questionnaire de novembre 1998 sur les obligations alimentaires (*Document préliminaire No 3 d'avril 1999*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999, cf. *Actes et documents de la Dix-neuvième session*, tome I, *Matières diverses*, p. 216.

Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 1 de juin 2002*), *infra*, p. I-46.

Compilation des réponses au Questionnaire de 2002 concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 2 d'avril 2003*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 3 d'avril 2003*), *infra*, p. I-54.

Filiation et aliments internationaux envers les enfants – Réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points (*Document préliminaire No 4 d'avril 2003*), *infra*, p. I-128.

Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) (*Document préliminaire No 5 d'octobre 2003*), *infra*, p. I-160.

Questionnaire supplémentaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 6 de février 2004*), *infra*, p. I-202.

Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 7 d'avril 2004*), *infra*, p. I-206.

Procédures de reconnaissance et d'exécution à l'étranger des décisions concernant les aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 8 de mai 2004*), *infra*, p. I-226.

Transfert de fonds et utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 9 de mai 2004*), *infra*, p. I-236.

Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 10 de mai 2004*), *infra*, p. I-258.

Application d'un instrument sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments (*Document préliminaire No 11 de mai 2004*), *infra*, p. I-278.

Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 13 de janvier 2005*), *infra*, p. I-282.

Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative de la Commission spéciale d'avril 2005 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 15 de mars 2005*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 16 d'octobre 2005*), *infra*, p. I-298.

Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 17 de mai 2006*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Coordination entre le projet sur les aliments et d'autres instruments internationaux (*Document préliminaire No 18 de juin 2006*), *infra*, p. I-328.

[1] La table des matières se trouve à la fin du présent tome.

Liste des Documents préliminaires

List of Preliminary Documents[1]

Note on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance (*Preliminary Document No 1 of September 1995*), *cf. Proceedings of the Eighteenth Session*, Tome I, *Miscellaneous matters*, p. 135.

General Conclusions of the Special Commission of November 1995 on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance (*Preliminary Document No 10 of May 1996*), *cf. Proceedings of the Eighteenth Session*, Tome I, *Miscellaneous matters*, p. 123.

Questionnaire on Maintenance Obligations (*Preliminary Document No 1 of November 1998*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Note on the Desirability of Revising the Hague Conventions on Maintenance Obligations and Including in a New Instrument Rules on Judicial and Administrative Co-operation (*Preliminary Document No 2 of January 1999*), *infra*, p. I-13.

Extracts from the Responses to the November 1998 Questionnaire on Maintenance Obligations (*Preliminary Document No 3 of April 1999*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999, *cf. Proceedings of the Nineteenth Session*, Tome I, *Miscellaneous matters*, p. 217.

Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 1 of June 2002*), *infra*, p. I-47.

Compilation of Responses to the 2002 Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 2 of April 2003*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 3 of April 2003*), *infra*, p. I-55.

Parentage and International Child Support – Responses to the 2002 Questionnaire and an Analysis of the Issues (*Preliminary Document No 4 of April 2003*), *infra*, p. I-129.

Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003) (*Preliminary Document No 5 of October 2003*), *infra*, p. I-161.

Additional Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 6 of February 2004*), *infra*, p. I-203.

Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 7 of April 2004*), *infra*, p. I-207.

Procedures for Recognition and Enforcement Abroad of Decisions concerning Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 8 of May 2004*), *infra*, p. I-227.

Transfer of Funds and the Use of Information Technology in relation to the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 9 of May 2004*), *infra*, p. I-237.

Administrative and Legal Costs and Expenses under the New Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, including Legal Aid and Assistance (*Preliminary Document No 10 of May 2004*), *infra*, p. I-259.

Application of an Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance irrespective of the International or Internal Character of the Maintenance Claim (*Preliminary Document No 11 of May 2004*), *infra*, p. I-279.

Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 13 of January 2005*), *infra*, p. I-283.

Report of the Administrative Co-operation Working Group of the Special Commission of April 2005 on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 15 of March 2005*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Tentative Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 16 of October 2005*), *infra*, p. I-299.

Report of the Forms Working Group of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 17 of May 2006*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Co-ordination between the Maintenance Project and other International Instruments (*Preliminary Document No 18 of June 2006*), *infra*, p. I-329.

[1] The table of contents appears at the end of this tome.

Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 19 de juin 2006*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Questions se rapportant à l'Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 21 de juin 2006*), *infra*, p. I-348.

Observations portant sur l'Esquisse d'un projet de Convention (Doc. prél. No 16) (*Document préliminaire No 23 de juin 2006*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Avant-projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 25 de janvier 2007*), *infra*, p. I-372.

Observations du Comité de rédaction sur le texte de l'avant-projet de Convention (*Document préliminaire No 26 de janvier 2007*), *infra*, p. I-406.

Avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 29 de juin 2007*), *infra*, p. I-412.

Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires – Rapport (*Document préliminaire No 31-A de juillet 2007*), *infra*, p. I-446.

Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires – Formulaires recommandés (*Document préliminaire No 31-B de juillet 2007*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Projet de Rapport explicatif sur l'avant-projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 32 d'octobre 2007*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative (*Document préliminaire No 34 d'octobre 2007*), *infra*, p. I-458.

Observations sur l'avant-projet révisé de Convention (Doc. prél. No 29) et sur l'avant-projet de Protocole (Doc. prél. No 30) (*Document préliminaire No 35 d'octobre 2007*), cf. site web de la Conférence de La Haye de droit international privé, <www.hcch.net>.

Liste complète des observations relatives à l'avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (*Document préliminaire No 36 d'octobre 2007*), *infra*, p. I-470.

Report of the Administrative Co-operation Working Group of the Special Commission of June 2006 on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 19 of June 2006*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Issues arising under the Tentative Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 21 of June 2006*), *infra*, p. I-349.

Comments on the Tentative Draft Convention (Prel. Doc. No 16) (*Preliminary Document No 23 of June 2006*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 25 of January 2007*), *infra*, p. I-373.

Observations of the Drafting Committee on the Text of the Preliminary Draft Convention (*Preliminary Document No 26 of January 2007*), *infra*, p. I-407.

Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 29 of June 2007*), *infra*, p. I-413.

Report of the Forms Working Group – Report (*Preliminary Document No 31-A of July 2007*), *infra*, p. I-447

Report of the Forms Working Group – Recommended Forms (*Preliminary Document No 31-B of July 2007*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Draft Explanatory Report on the Hague Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 32 of October 2007*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Report of the Administrative Co-operation Working Group (*Preliminary Document No 34 of October 2007*), *infra*, p. I-459.

Comments on the Revised Preliminary Draft Convention (Prel. Doc. No 29) and the Preliminary Draft Protocol (Prel. Doc. No 30) (*Preliminary Document No 35 of October 2007*), *cf.* website of the Hague Conference on Private International Law, <www.hcch.net>.

Consolidated List of Comments on the Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (*Preliminary Document No 36 of October 2007*), *infra*, p. I-470.

Note sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative

ÉTABLIE PAR WILLIAM DUNCAN
PREMIER SECRÉTAIRE

Document préliminaire No 2 de janvier 1999

Table des matières

		Page
INTRODUCTION		I-12
CHAPITRE I – LES CONVENTIONS DE LA HAYE		I-18
A	*Conventions de La Haye de 1958 et 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires*	I-18
1	*Situation actuelle et description*	I-18
2	*Difficultés de fonctionnement et insuffisances*	I-20
B	*Conventions de La Haye de 1956 et 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*	I-22
1	*Situation actuelle et description*	I-22
2	*Conclusions de la Commission spéciale de 1995*	I-24
3	*Article 8 et autonomie de la volonté*	I-26
4	*Choix de la loi – Quelques pistes de réflexion*	I-28
5	*Accords en matière d'aliments*	I-28
CHAPITRE II – CONVENTION DE NEW YORK ET AUTRES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX		I-30
A	*Convention de New York*	I-30
1	*Situation actuelle et description*	I-30
2	*Difficultés de fonctionnement et insuffisances*	I-32
3	*Réexamen de la Convention*	I-34
B	*Conventions régionales*	I-34
C	*Arrangements bilatéraux*	I-36
CHAPITRE III – FAUT-IL ÉLABORER UN NOUVEL INSTRUMENT INTERNATIONAL ?		I-38
Compétence		I-38
Loi applicable		I-40
Reconnaissance, exécution et coopération		I-40
Intégration et autres options		I-44
RÉSUMÉ		I-44

INTRODUCTION

1 Dans l'Acte final de la Dix-huitième session, la Conférence de La Haye de droit international privé a chargé le Secrétaire général :

> « *a* de convoquer, avant la Dix-neuvième session, une Commission spéciale chargée d'examiner le fonctionnement des Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* et, à l'occasion de cette réunion, d'examiner l'opportunité de reviser ces Conventions de La Haye et l'inclusion dans un nouvel instrument de dispositions sur la coopération judiciaire et administrative ;
>
> *b* de tenir à jour la liste des autorités prévues par la Convention de New York de 1956 et de communiquer, au rythme d'une ou deux fois par année, cette liste à toutes ces autorités dans les États membres de la Conférence de La Haye ;
>
> *c* de convoquer un groupe de travail informel chargé d'établir un projet de formules modèles destinées à accompagner les dossiers et à assurer l'accusé de réception de ceux-ci dans l'application de la Convention de New York de 1956, ces projets de formules devant être examinés et éventuellement adoptés lors de la prochaine Commission spéciale sur le fonctionnement des Conventions en matière d'obligations alimentaires. »[1]

2 Cette Décision a été prise à la suite de l'examen des Recommandations de la Commission spéciale de novembre 1995 sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, selon lesquelles le Secrétaire général devait a) convoquer régulièrement, à un rythme d'une réunion tous les quatre ou cinq ans, une Commission spéciale chargée d'examiner le fonctionnement desdites Conventions et b) tenir à jour la liste des autorités prévues par la Convention de New York de 1956[2]. Toutefois, la décision de s'interroger sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye et l'inclusion dans un nouvel instrument de dispositions sur la coopération judiciaire et administrative n'a pas pour origine une recommandation de la Commission spéciale de 1995.

3 La Commission spéciale de novembre 1995 a, à partir d'une Note sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York de 1956, établie par Michel Pelichet[3], examiné en détail un grand nombre de problèmes pratiques concernant le fonctionnement des quatre Conventions de La Haye et de la Convention de New York. De surcroît, la Note Pelichet décrivait et analysait d'autres Conventions en rapport avec certaines Parties aux Conventions de La Haye et de New York, à savoir :

a) la *Convention interaméricaine sur les obligations alimentaires*, élaborée sous l'égide de l'Organisation des États américains et conclue à Montevideo le 15 juillet 1989 (la Convention de Montevideo) ;
b) la *Convention entre les États membres des Communautés européennes sur la simplification des procédures relatives au recouvrement des créances alimentaires*, conclue à Rome le 6 novembre 1990 (la Convention de Rome) ;
c) la *Convention sur la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, con-

[1] Acte final de la Dix-huitième session, 19 octobre 1996, Partie B, Décision 7, *Actes et documents de la Dix-huitième session (1996)*, tome I, *Matières diverses*, p. 28 à 56, à la p. 46.
[2] Voir « Conclusions générales de la Commission spéciale de novembre 1995 sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger », établies par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 10 de mai 1996, *ibid.*, p. 122 à 132, au para. 54. Ce document est dénommé ci-après « Conclusions générales ».
[3] « Note sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger », établie par Michel Pelichet, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de septembre 1995, publié comme annexe au Doc. prél. No 10 de mai 1996, *ibid.*, p. 134 à 178. Ce document est dénommé ci-après « Note Pelichet ».

Reviser les Conventions aliments

Note on the Desirability of Revising the Hague Conventions on Maintenance Obligations and Including in a New Instrument Rules on Judicial and Administrative Co-operation

DRAWN UP BY WILLIAM DUNCAN
FIRST SECRETARY

Preliminary Document No 2 of January 1999

Table of contents

		Page
INTRODUCTION		I-13
CHAPTER I – THE HAGUE CONVENTIONS		I-19
A	*The 1958 and 1973 Hague Conventions on recognition and enforcement of maintenance obligations*	I-19
1	*Current status and description*	I-19
2	*Operational difficulties and limitations*	I-21
B	*The 1956 and 1973 Hague Conventions on the law applicable to maintenance obligations*	I-23
1	*Current status and description*	I-23
2	*Conclusions of the 1995 Special Commission*	I-25
3	*Article 8 and party autonomy*	I-27
4	*Choice of law – Some issues*	I-29
5	*Maintenance agreements*	I-29
CHAPTER II – THE NEW YORK CONVENTION AND OTHER INTERNATIONAL INSTRUMENTS		I-31
A	*The New York Convention*	I-31
1	*Current status and description*	I-31
2	*Operational difficulties and limitations*	I-33
3	*Review of the Convention*	I-35
B	*Some regional conventions*	I-35
C	*Bilateral arrangements*	I-37
CHAPTER III – TOWARDS A NEW INTERNATIONAL INSTRUMENT?		I-39
Jurisdiction		I-39
Applicable law		I-41
Recognition, enforcement and co-operation		I-41
Integration and alternative approaches		I-45
SUMMARY		I-45

INTRODUCTION

1 In the Final Act of the Eighteenth Session, the Hague Conference on Private International Law requested the Secretary General:

> "*a* to convene, before the Nineteenth Session, a Special Commission instructed to examine the operation of the Hague Conventions on maintenance obligations and the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* and to examine, on the occasion of that meeting, the desirability of revising those Hague Conventions, and the inclusion in a new instrument of rules on judicial and administrative co-operation;
>
> *b* to keep an up-to-date list of the authorities provided for under the New York Convention of 1956 and to communicate this list, once or twice a year, to all those authorities in the Member States of the Hague Conference;
>
> *c* to convene an informal working group in order to draft model forms to accompany the requests and to ensure the acknowledgement of receipt of the latter in application of the New York Convention of 1956, it being understood that such draft forms would have to be examined and possibly adopted at the next Special Commission on the operation of the Conventions in regard to maintenance obligations."[1]

2 This Decision was taken following discussion of the Recommendations of the Special Commission of November 1995 on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*, which were a) that the Secretary General should convene regularly, every four or five years, a Special Commission to examine the operation of the Conventions concerned, and b) that the Secretary General should keep an up-to-date list of authorities provided for under the 1956 New York Convention.[2] However, the decision to examine the desirability of revising the Hague Conventions and including in a new instrument rules on judicial and administrative co-operation did not follow a recommendation of the 1995 Special Commission.

3 The Special Commission of November 1995, working with a Note on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the 1956 New York Convention, drawn up by Michel Pelichet,[3] examined in detail a large number of practical problems concerning the operation of the four Hague Conventions and the New York Convention. Moreover, the Pelichet Note described and discussed other Conventions relevant to certain Parties to the Hague and New York Conventions, namely:

a) the *Inter-American Convention on Support Obligations*, drafted under the auspices of the Organization of American States and concluded at Montevideo on 15 July 1989 (the Montevideo Convention);
b) the *Convention Between the Member States of the European Communities on the Simplification of Procedures for the Recovery of Maintenance Payments*, concluded at Rome on 6 November 1990 (the Rome Convention); and
c) the *Convention on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters*, concluded at

[1] Final Act of the Eighteenth Session, 19 October 1996, Part B, Decision 7, in *Proceedings of the Eighteenth Session (1996)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 29-56, at p. 47.
[2] See "General Conclusions of the Special Commission of November 1995 on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 10 of May 1996, *ibid.*, pp. 123-133, at para. 54. This document is hereafter referred to as the "General Conclusions".
[3] "Note on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance", drawn up by Michel Pelichet, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of September 1995, published as an Annex to Prel. Doc. No 10 of May 1996, *ibid.*, pp. 135-179. This document is hereafter referred to as the "Pelichet Note".

clue à Bruxelles le 27 septembre 1968, de même que la Convention parallèle de Lugano conclue le 16 septembre 1988 (les Conventions de Bruxelles et de Lugano)[4].

4 La Note Pelichet, de même que les Conclusions générales, donnent des Conventions existantes et des difficultés que pose leur fonctionnement une description qui reste d'actualité. Le lecteur est également invité à consulter le Rapport explicatif sur les Conventions de La Haye de 1973 établi par Michel Verwilghen[5].

5 Un « Questionnaire sur les obligations alimentaires »[6] a été élaboré et soumis aux États parties aux Conventions de La Haye et de New York ainsi qu'aux États non parties qui sont Membres de la Conférence de La Haye dans le but de recenser tous les problèmes que continue à poser le fonctionnement des Conventions de La Haye et de New York, et de déterminer les raisons pour lesquelles les États qui ne sont pas Parties à ces Conventions ne les ont pas encore ratifiées ou n'y ont pas encore adhéré. Il est prévu d'établir préalablement à la Commission spéciale une autre note synthétisant les réponses au Questionnaire et destinée à faciliter les débats lors de la Commission spéciale du 13 au 16 avril 1999[7].

6 L'objet de la présente Note est de faciliter l'inventaire des questions que la Commission spéciale pourrait être amenée à examiner dans la perspective d'une éventuelle revision des Conventions de La Haye et de l'inclusion dans un nouvel instrument de dispositions sur la coopération judiciaire et administrative. Il ne s'agit pas d'examiner en détail le fonctionnement actuel des Conventions. Néanmoins, avant de s'interroger sur la nécessité éventuelle de réformer celles-ci, il convient au préalable de procéder à une description générale des accords existants et de donner un aperçu de leurs insuffisances et de leurs dysfonctionnements, à partir des Conclusions générales de la dernière Commission spéciale.

7 Il y a lieu de préciser d'emblée que le principe d'une revision éventuelle des Conventions de La Haye (ou de la Convention de New York) n'a pas rencontré l'assentiment de la Commission spéciale de novembre 1995 :

> « La Commission spéciale reconnaît que, d'une manière générale, les quatre Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et la Convention de New York de 1956 sont de bons traités. Les difficultés d'application des Conventions de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des décisions et de la Convention de New York sont dues beaucoup plus à des différences de niveaux de vie entre les pays parties à ces Conventions, à des convictions religieuses ou philosophiques souvent incompatibles et surtout à la mauvaise volonté systématique des débiteurs d'aliments. Aussi la Commission spéciale estime-t-elle qu'en l'état actuel des choses, il semble inutile de proposer une revision de l'un quelconque de ces Traités. »[8]

Ce point de vue est conforme à l'opinion exprimée dans la Note Pelichet, où l'on peut lire, à propos des quatre Conventions de La Haye :

> « […] À part certains problèmes qu'elles soulèvent et que nous examinerons plus loin, ces Conventions fonctionnent bien et ont sans conteste apporté des solutions valables dans une matière non seulement délicate, mais souvent anarchique. L'application de ces Traités par les tribunaux semble conforme à leur but et réaliser l'harmonie nécessaire dans cette matière. Il paraît dès lors délicat qu'une Commission spéciale vienne bouleverser l'économie d'un système qui semble jusqu'à maintenant être appliqué de manière satisfaisante par les juges. Il faudrait vraiment des raisons impérieuses pour qu'à la fin des travaux de la Commission spéciale se dégage un consensus qui tendrait à la revision de l'une ou l'autre de ces Conventions. Il ne faut pas oublier qu'une revision des Conventions de La Haye aboutirait à l'adoption d'un nouveau traité qui viendrait allonger la liste que nous avons indiquée plus haut et augmenter le risque de conflit de conventions. »[9]

De surcroît, en ce qui concerne la Convention de New York, la Note Pelichet souligne que toute revision « ne saurait être du ressort de la Conférence de La Haye, mais bien uniquement des États parties à cette Convention, éventuellement encouragés par l'Organisation des Nations Unies »[10].

8 La Commission spéciale de novembre 1995 n'avait pas pour objet de se prononcer sur la nécessité ou l'absence de nécessité d'un nouvel instrument. Elle n'a donc pas analysé en détail des points qui pouvaient sembler s'y rapporter, comme par exemple les raisons pour lesquelles de nombreux États n'ont pas adhéré à l'une ou plusieurs des Conventions existantes[11]. En revanche, la Commission spéciale recommandée par la Dix-huitième session de la Conférence de La Haye a expressément reçu un mandat plus large et doit, par conséquent, se prononcer sur des problèmes de portée plus vaste. Quoi qu'il en soit, il faut d'emblée inviter à la prudence. En effet, la revision des instruments existants ou l'introduction d'un nouvel instrument risquant, en tout cas pendant une période transitoire, de compliquer encore une situation déjà complexe vu le nombre de Conventions existant, l'introduction d'un nouvel instrument doit être justifiée par des raisons impérieuses.

9 Un quart de siècle s'est écoulé depuis qu'ont été élaborées les deux dernières Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires. Il n'est pas inutile de signaler certaines évolutions dans les systèmes nationaux de soutien familial pendant cette période dont il faudrait peut-être tenir compte lorsqu'on envisage des réformes dans le domaine international. Certains des systèmes juridiques en présence lors des négociations d'il y a 25 ans avaient des traits communs. L'attribution d'aliments était pour l'essentiel décidée par les tribunaux au cas par cas, le juge ayant une grande latitude pour déterminer ce que représentait un montant raisonnable en tenant compte des ressources du créancier et des besoins de l'ayant droit. Ce système de justice personnalisée est de plus en plus critiqué au sein de certaines juridictions au motif que, dans la pratique, il tend à être très coûteux et inefficace. Le montant des aliments accordés, souvent limité, ne justifie pas le coût d'une enquête judiciaire détaillée et les problèmes d'exécution ont

4 Voir Note Pelichet (*op. cit.* note 3), chapitre III.
5 *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, tome IV, *Obligations alimentaires*, p. 384 à 465. Ce document est dénommé ci-après « Rapport explicatif ».
6 Établi par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 1 de novembre 1998, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
7 Voir "Extraits des réponses au Questionnaire sur les obligations alimentaires", Doc. prél. No 3 d'avril 1999, *id.*
8 Conclusions générales (*op. cit.* note 2), para. 6.
9 Note Pelichet (*op. cit.* note 3), para. 12.
10 *Ibid.*, para. 11.
11 Les raisons qui expliquent l'absence de ratification ou d'adhésion, souvent difficiles à déterminer avec précision, sont très variables et vont de l'objection de principe jusqu'à la difficulté de ménager une niche dans l'ordre du jour des organes législatifs. En fait, plusieurs États non parties restent ouverts à l'idée de ratifier certaines des Conventions de La Haye ou d'y adhérer, notamment la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*. Les réponses au Questionnaire sur les obligations alimentaires (*op. cit.* note 6), qui comporte des questions à ce sujet, devraient apporter des précisions.

Reviser les Conventions aliments

Brussels on 27 September 1968, together with the parallel Lugano Convention, concluded on 16 September 1988 (the Brussels and Lugano Conventions).[4]

4 The Pelichet Note, together with the General Conclusions, still provide an accurate general description of the existing Conventions and of the difficulties experienced in their operation. The reader's attention is also directed to the Explanatory Report to the 1973 Hague Conventions drawn up by Michel Verwilghen.[5]

5 A "Questionnaire on Maintenance Obligations"[6] was drawn up and submitted to States Parties to the Hague and New York Conventions, and to non-Party States which were Members of the Hague Conference, with a view to identifying any continuing problems in the operation of the Hague and New York Conventions, as well as to elucidate the reasons why States which are not Parties to these Conventions have not so far ratified or acceded to them. It is intended that a further note will be drawn up in advance of the Special Commission, synthesising the responses to the Questionnaire in order to assist discussion in the Special Commission which is to take place from 13 to 16 April 1999.[7]

6 The purpose of this Note is to assist in identifying the issues relevant to consideration by that Special Commission of any possible revision of the Hague Conventions, and the inclusion in any new instrument of rules on judicial and administrative co-operation. It is not the purpose of this Note to examine in detail the current operation of the Conventions. However, a broad description of the existing conventional arrangements, together with an overview of their limitations and operational difficulties, which draws on the General Conclusions of the last Special Commission, will be a necessary prelude to discussion of the need, if any, for reform.

7 It should be stated from the outset that the idea of revising any of the Hague Conventions (or the New York Convention) did not meet with the approval of the Special Commission of November 1995:

> "The Special Commission acknowledges that, generally speaking, the four Hague Conventions on maintenance obligations and the New York Convention of 1956 are sound treaties. The difficulties in applying the Hague Conventions on the recognition and enforcement of decisions and the New York Convention are to a much greater extent due to differences in the standard of living between the countries Parties to those Conventions, as well as to frequently incompatible religious or philosophical convictions and, above all, to the systematic bad faith of maintenance debtors. Hence the Special Commission considers that in the present state of affairs, it seems pointless to propose a revision of any of those Treaties."[8]

This was in line with the opinion expressed in the Pelichet Note which, in relation to the four Hague Conventions, stated the following:

> "[…] With the exception of certain problems to which they give rise and which we shall examine later on, those Conventions operate satisfactorily and have undoubtedly provided valid solutions in a domain which is not only sensitive, but frequently anarchic. The application of those Treaties by the courts appears to be in line with their purpose and to create the required harmony in this field. It consequently seems problematic for a Special Commission to overturn the structure of a system which appears so far to have been applied in a satisfactory manner by the courts. There would have to be really compelling reasons for the Special Commission, at the conclusion of its work, to reach a consensus in favour of revising one or other of those Conventions. It has to be borne in mind that a revision of the Hague Conventions would lead to the adoption of a new treaty, thereby lengthening the list indicated above and increasing the risk of a conflict of conventions."[9]

Moreover, with regard to the New York Convention, the Pelichet Note pointed out that any redrafting would be "the exclusive responsibility of the States Parties to that Convention, possibly with some encouragement from the United Nations".[10]

8 It was not the purpose of the Special Commission of November 1995 to consider the need or otherwise for a new instrument. The Special Commission therefore did not consider in any detail matters which might be regarded as relevant to that issue, such as the reasons why many States have not become Parties to one or more of the existing Conventions.[11] On the other hand, the Special Commission recommended by the Eighteenth Session of the Hague Conference has expressly been given a broader remit, and must therefore address the wider considerations. Nevertheless, it is still wise to begin by recalling the caution that, because the revision of existing instruments or the introduction of a new instrument would, at least for an interim period, add even more complication to an already complex configuration of Conventions, compelling reasons are needed to justify the introduction of any new instrument.

9 A quarter of a century has passed since the last two Hague Conventions on maintenance obligations were drawn up. It is worth noting certain trends in the development of domestic systems of family support which have been in evidence during the intervening years, and which may have some relevance in considering appropriate reforms at the international level. Some of the legal systems represented during the negotiations 25 years ago shared certain common features. Maintenance awards were for the most part determined by courts on an individualised basis, with the judge having a considerable degree of discretion in determining what constituted reasonable maintenance for a dependant having regard to the resources of the liable relative and the needs of the dependant. This system of individualised justice has come under increasing criticism in several jurisdictions on the basis that in its practical operation it tends to be very costly and ineffective. The amounts of maintenance awarded are often small, not justifying the expense of a detailed judicial inquiry, and problems of en-

[4] See Pelichet Note (*op. cit.* note 3), Chapter III.
[5] *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, Tome IV, *Obligations alimentaires*, pp. 384-465. This document is hereafter referred to as the "Explanatory Report".
[6] Drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 1 of November 1998, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
[7] See "Extracts from the Responses to the Questionnaire on Maintenance Obligations", Prel. Doc. No 3 of April 1999, *id.*
[8] General Conclusions (*op. cit.* note 2), para. 6.
[9] Pelichet Note (*op. cit.* note 3), para. 12.
[10] *Ibid.*, para. 11.
[11] The reasons for non-ratification / accession are often difficult to ascertain, ranging from objections in principle to difficulties in finding legislative time. In fact several non-Party States remain open to the possibility of ratifying or acceding to certain of the Hague Conventions, particularly the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*. Responses to the Questionnaire on Maintenance Obligations (*op. cit.* note 6), which includes questions concerning reasons for non-ratification / accession, should cast further light on this matter.

tendance à se répéter, particulièrement à long terme. La charge que représente pour un parent seul l'introduction d'une instance et l'adoption de mesures pour faire appliquer les jugements est très lourde alors même que l'espoir d'un revenu suffisant ou régulier est souvent ténu. Les problèmes de pauvreté que connaissent les familles monoparentales sont résolus en partie par un accroissement de l'aide publique. Or, maints gouvernements sont aujourd'hui soucieux de ne pas alourdir la pression fiscale quand elle découle du refus des parents débiteurs d'honorer leurs obligations familiales. Cette situation a abouti à plusieurs réformes, dont certaines ne sont encore appliquées qu'à un stade expérimental, destinées, d'une part, à libérer les créanciers de la nécessité d'avoir à réclamer des aliments et assurer un revenu régulier pour les ayants droit, notamment lorsqu'il s'agit d'enfants et, d'autre part, de faire respecter plus efficacement et à un moindre coût les obligations personnelles en matière d'aliments. D'une manière générale, ces mesures, qui concernent principalement la pension alimentaire des enfants, peuvent être réparties en quatre catégories :

a) Dans certains pays, un changement s'est opéré dans le mode d'évaluation des aliments. Largement discrétionnaire à l'origine, il tend depuis un certain temps déjà dans quelques États à être calculé à l'aide d'une formule plus ou moins affinée, conçue pour accroître la prévisibilité et la sécurité des versements (et, indirectement, favoriser un arrangement), mais aussi limiter la durée et le coût des procédures[12].

b) Dans certains pays, la fixation du montant des aliments, du moins en première instance, relève aujourd'hui des autorités administratives et non plus des autorités judiciaires, et ne donne pas forcément lieu à une audience. Là encore, l'objectif est de réduire les coûts et d'obtenir une plus grande efficacité. Les procédures administratives sont parfois limitées aux demandes alimentaires correspondant à un niveau égal ou inférieur au minimum vital[13].

c) Les mécanismes conçus pour retrouver les parents débiteurs, déterminer leurs ressources et exécuter les décisions rendues en matière d'obligations alimentaires se sont affinés. Ainsi, le recours à des ordonnances donnant lieu à des retenues de salaires automatiques est aujourd'hui courant. Les bases de données exploitées par les organismes du secteur public (service des impôts, sécurité sociale ou services délivrant des agréments) sont aujourd'hui sollicitées

[12] Dans l'ensemble, les formules de calcul de la pension alimentaire de l'enfant, qu'elles soient définies par l'institution judiciaire ou par la loi, visent à trouver un juste milieu entre la satisfaction des besoins de l'enfant et la capacité du parent débiteur à s'acquitter de son dû, mais les modes de calcul précis diffèrent d'un pays à l'autre, ou d'un état à l'autre dans certains systèmes fédéraux. En voici quelques exemples :
Au Royaume-Uni, la *Loi sur les pensions alimentaires des enfants de 1991* a établi une formule complexe, présentée sous forme algébrique dans l'annexe à la Loi, selon laquelle le parent débiteur peut être tenu de verser jusqu'à 50 % de son revenu disponible après acquittement de l'impôt et de diverses prestations. Suite à la publication en 1999 par le *Department of Social Security* du Royaume-Uni d'un Livre Blanc intitulé « Un nouveau contrat social : droits des enfants et responsabilités des parents » (*A New Contract for Welfare: Children's Rights and Parents' Responsibilities*, Londres, Stationery Office, 1999), le Gouvernement britannique a annoncé l'introduction d'une nouvelle formule de calcul basée sur un pourcentage fixe du revenu net d'impôt du parent absent – 15 % pour un enfant, 20 % pour deux enfants et un maximum de 25 % pour trois enfants et plus. Voir la *Loi sur les aliments envers les enfants, les retraites et la sécurité sociale de 2000* (*Child Support, Pensions and Social Security Act 2000*).
D'après la nouvelle Loi allemande sur les pensions alimentaires des enfants (*Kindesunterhaltsgesetz*), entrée en vigueur le 1er juillet 1998 (BGBl [*Bundesgesetzblatt* (Journal officiel)] 1998 I 666), les aliments peuvent être exigés sous la forme soit d'un *forfait* (*Individualunterhalt*), soit d'un *pourcentage du montant normal applicable* (*Regelbetrag*). Il est généralement réclamé une somme forfaitaire calculée d'après l'un des nombreux barèmes établis par les tribunaux dans le passé (le plus connu est la *Düsseldorfer Tabelle*) et qui continuent d'être appliqués. Les montants sont déterminés dans un Décret (*Regelbetrag-Verordnung*), annexé à la nouvelle Loi, qui peut être modifié par le pouvoir exécutif (en principe tous les deux ans). Le Décret distingue trois catégories de créanciers d'aliments correspondant à trois classes d'âge ; il fixe également des montants spécifiques pour l'est du pays (ancienne RDA). Les montants indiqués servent essentiellement de base d'évaluation et permettent d'émettre ce qu'il est convenu d'appeler un titre d'aliment évolutif (*Unterhaltstitel in dynamisierter Form*). Supposons par exemple que le débiteur d'aliments dispose d'un revenu net de 4 500 DM et que l'enfant est âgé de 15 ans. Selon le *Düsseldorfer Tabelle*, le forfait serait de 713 DM, somme qui équivaut à 142 % du montant normal applicable fixé par le Décret (soit 502 DM) ; ce montant étant inférieur à la limite de 150 % fixée par la Loi, le débiteur d'aliments est en droit d'obtenir un titre d'aliment évolutif. L'avantage de ce titre est que le montant à verser par le débiteur d'aliments est *automatiquement réajusté* si les montants de base sont modifiés ou si le créancier d'aliments change de classe d'âge. De surcroît, le titre est *immédiatement exécutoire*. En outre, les montants de base constituent le facteur déterminant pour engager une procédure simplifiée (voir note 13 ci-dessous).
Aux États-Unis d'Amérique, pour pouvoir prétendre au financement par l'état fédéral des programmes de recouvrement des pensions alimentaires dues aux enfants, les différents états sont tenus d'adopter des lignes directrices en la matière (voir Programme d'exécution des obligations de pensions alimentaires au titre IV-D de la *Loi sur la sécurité sociale* (*Social Security Act*)). Certains états appliquent des barèmes définissant des pourcentages du revenu net ou brut du parent débiteur. Une autre formule consiste à déterminer d'abord les besoins minimums du parent débiteur d'aliments. La loi fédérale impose que les lignes directrices des états remplissent les critères suivants :
– tenir compte de tous les revenus des parents qui n'ont pas la garde ;
– reposer sur des critères descriptifs et numériques précis et aboutir à un calcul de l'obligation alimentaire ;
– pourvoir aux besoins de l'enfant en matière de soins de santé par une couverture d'assurance maladie ou d'autres moyens.
Dans le cadre de ces critères, les lignes directrices des états sont très variables. Elles se classent en trois grandes catégories :
– Une directive relative à « la part de revenu » part du principe que l'enfant devrait recevoir la même proportion du revenu parental que celle qu'il aurait reçue si les parents vivaient ensemble. Trente-quatre états appliquent ce principe.
– La directive relative au « pourcentage de revenu » stipule que le parent qui n'a pas la garde devrait verser un pourcentage fixe de son revenu brut ou net au titre de la pension alimentaire. Ces directives incluent souvent un ajustement en raison de décisions préexistantes en matière alimentaire et tiennent compte du nombre d'ayants droit. Dix-sept états les appliquent.
– Enfin, la directive de « Melson » est une formule globale reposant sur trois principes de base : 1) les parents devraient conserver un revenu suffisant pour leurs besoins élémentaires et encourager un emploi continu ; 2) les parents ne devraient conserver aucun revenu excédentaire tant que les besoins élémentaires des ayants droit ne sont pas satisfaits ; 3) lorsque le revenu est suffisant pour couvrir les besoins élémentaires des parents et de tous les ayants droit, ces derniers sont fondés à partager tout revenu additionnel de façon à pouvoir bénéficier du niveau de vie plus élevé du parent qui n'a pas la garde. Trois états appliquent la directive de Melson.
En Suède, les aliments sont calculés en pourcentage du revenu annuel du parent débiteur, déduction faite d'un abattement de base. Le taux retenu dépend du nombre d'enfants dont le parent débiteur est responsable. L'abattement de base, qui est pratiqué sur le revenu net d'impôt, couvre les dépenses de logement et autres frais de subsistance, ainsi que les aliments dus aux ayants droit qui vivent avec le parent débiteur.
Au Canada, des formules définies par les autorités judiciaires (voir *Paras c. Paras* [1971], 1 *OR* 130 (Ont. C.A.) and *Levesque c. Levesque* [1994], 4 *R.F.L.* (4th) 373 (Alta C.A.)) ont récemment été remplacées par des directives fédérales assorties de barèmes qui fixent les montants mensuels des pensions en fonction du revenu du parent débiteur, les pourcentages étant relevés quand le nombre d'enfants est supérieur et légèrement modifiés d'après le montant des revenus. Les barèmes diffèrent d'une province ou d'un territoire à l'autre en fonction des taux d'imposition. Les directives se présentent sous la forme de dispositions établies en vertu de la législation modifiant la *Loi fédérale sur le divorce de 1985*.
En Autriche, où ce sont les tribunaux qui continuent de fixer le montant des aliments, les lignes directrices établies par les autorités judiciaires sont appliquées en fonction des besoins moyens des enfants d'un âge donné calculés sur des bases statistiques et en fonction d'un certain pourcentage du revenu net du débiteur d'aliments.
En Australie, les aliments envers les enfants sont calculés sur la base d'un pourcentage du revenu non exonéré, 18 % pour un enfant, 20 % pour deux, 32 % pour trois, 34 % pour quatre et 35 % pour cinq enfants ou plus.
En Norvège, les aliments envers les enfants sont déterminés par un pourcentage du revenu brut du débiteur, 11 % pour un enfant, 18 % pour deux, 24 % pour trois, et 28 % pour quatre enfants ou plus. Dans certains cas, comme lorsque le débiteur dispose d'un faible revenu, le montant déterminé est discrétionnaire. Des réformes entreront en vigueur en octobre 2003 : elles impliquent un système plus complexe d'évaluation basé sur des critères spécifiés.
Les pays comme la France, la Finlande, le Japon, le Luxembourg, Malte, Panama, la République tchèque, la Slovaquie et la Suisse n'emploient pas de formule mathématique pour évaluer la pension alimentaire des enfants.

[13] Ainsi, selon la nouvelle Loi allemande (voir note précédente), pour les demandes alimentaires d'un montant inférieur à un certain niveau (150 % du montant normal), il est appliqué une procédure simplifiée confiée à un fonctionnaire ne relevant pas de l'autorité judiciaire (*Rechtspfleger*), qui ne donne généralement pas lieu à une audience proprement dite et qui n'autorise qu'un nombre limité de moyens de défense. En Australie le *Child Support Agency* (organe administratif) publie des évaluations qui fixent le montant des obligations du débiteur en appliquant une formule officielle. Au Royaume-Uni, une *Child Support Agency* est chargée de la détermination et du recouvrement des pensions alimentaires ainsi que de l'exécution des obligations en la matière. Aux États-Unis d'Amérique, les états peuvent avoir recours à des procédures administratives ou d'autres mécanismes juridiques pour rendre et exécuter des décisions plus rapidement en général qu'au moyen de procédures judiciaires.

Reviser les Conventions aliments

forcement have tended to be chronic especially in the longer term. The burden on lone parents of instituting maintenance proceedings and taking measures to enforce judgments has been a heavy one, often undertaken with little prospect of obtaining an adequate or regular income in the long term. The problems of poverty surrounding single parent families has been met in part by increased public assistance. At the same time, many governments have become concerned by the consequent fiscal burden in so far as it arises from a failure by liable relatives to honour family commitments. The result has been the introduction of various reforms, some still at an experimental stage, designed on the one hand to reduce the burden on individuals of pursuing maintenance claims and to secure a regular income for dependant family members, especially children, and on the other, to enforce more effectively and at lower cost private support obligations. Such measures, which tend to concentrate particularly on child support, may be roughly categorised as follows:

a) In some countries there has been a change in the way in which maintenance is assessed from a broad discretionary basis to one (which has a longer history in certain States) in which calculation proceeds on the basis of a more or less refined formula, designed to increase predictability and certainty (and indirectly encourage agreement) and to reduce the length and costs of hearings.[12]

b) In some countries the function of determining the amount of maintenance to be paid, at least in the first instance, has become an administrative rather than a judicial function, not necessarily involving a hearing, with the objective again of reducing costs and improving efficiency. Administrative procedures are sometimes limited to claims for maintenance at or below a subsistence level.[13]

c) Mechanisms for locating liable relatives, determining their resources, and enforcing maintenance orders have become more sophisticated. The use, for example, of orders providing for automatic deductions from wages at source has by now become commonplace. Government controlled databases (relating, *e.g.*, to revenue, social welfare or public licensing) are being employed more frequently both in

[12] Generally speaking, child support formulae, whether judicially or legislatively established, involve a balance between the child's needs and the liable parent's ability to pay, but precise formulae differ from country to country and between states within certain federal systems. The following are examples.
In the United Kingdom, the *Child Support Act 1991* introduced a complicated formula, contained in algebraic form in the schedule to the Act, under which the liable parent could be required to pay at the rate of 50% of disposable income after tax and various allowances. Following the publication in 1999 by the Great Britain Department of Social Security of a White Paper entitled "A New Contract for Welfare: Children's Rights and Parents' Responsibilities" (London, Stationery Office, 1999), the Government of the United Kingdom announced the introduction of a new formula based on a flat percentage of the absent parent's after-tax income, 15% for one child, 20% for two children and a maximum of 25% if there are three or more children. See *Child Support, Pensions and Social Security Act 2000*.
Under the new German Law on child maintenance (*Kindesunterhaltsgesetz*), which came into force on 1 July 1998 (BGBl [*Bundesgesetzblatt* / Official Gazette] 1998 I 666), maintenance may be requested either in the form of a *fixed amount* (*Individualunterhalt*), or a *percentage of the relevant standard amount* (*Regelbetrag*). A fixed amount is usually claimed on the basis of one of the various tables established by the courts in the past (the best known being the *Düsseldorfer Tabelle*) and which continue to be used. The standard amounts are determined in a statutory instrument (*Regelbetrag-Verordnung*) which is annexed to the new Law so as to enable amendment by the executive (presumably on a two-yearly basis). The statutory instrument distinguishes three different age categories of the maintenance creditor; it also establishes specific amounts applicable to the Eastern part of Germany (the former GDR). The standard amounts serve essentially as an assessment basis for the issuing of a so-called 'dynamic maintenance title' (*Unterhaltstitel in dynamisierter Form*). As an example, let us assume the maintenance debtor has a net income of 4,500 DM and the child is 15 years old. According to the *Düsseldorfer Tabelle*, the fixed amount of maintenance would be 713 DM, which equals 142% of the relevant standard amount determined by the statutory instrument (*i.e.*, 502 DM); since this is below the limit of 150% fixed by the Law, the maintenance debtor is entitled to a "dynamic maintenance title". The particular benefit of a dynamic maintenance title lies in the fact that the amount to be paid by the maintenance debtor is *automatically adjusted* if the standard amounts are changed or if the maintenance creditor moves into the next age category. Furthermore, a dynamic maintenance title is *immediately enforceable*. The standard amounts also serve as a decisive marker for the possibility of a simplified maintenance procedure (see below, note).
In the United States of America, in order to be eligible for federal funding of child support enforcement programmes, individual states must adopt guidelines for child support (see the Child Support Enforcement Program under Title IV-D of the *Social Security Act*). Some states employ percentage tables based on the liable parent's net or gross income. Another formula begins with an assessment of the minimum needs of the liable parent. Federal law requires state guidelines to meet the following criteria:
– take into consideration all earnings and income of the non-custodial parents;
– be based on specific descriptive and numeric criteria and result in a computation of the support obligation;
– provide for the child's health care needs, through health insurance coverage or other means.
Within these criteria state guidelines vary widely. There are three principal types:
– An income shares guideline is based on the concept that the child should receive the same proportion of parental income that he would have received if the parents lived together. Thirty-four states use an income shares guideline.
– The basic principle of the percentage of income guideline is that the non-custodial parent should pay a flat percentage of gross or net income in child support. These guidelines often include an adjustment for pre-existing support orders, and take into account the number of dependents. Seventeen states use the percentage-of-income guideline.
– The Melson guideline is a comprehensive formula with three basic principles: 1) parents should keep sufficient income for their basic needs and to encourage continued employment; 2) parents should not retain any excess income until the basic needs of the dependents are met; and 3) when income is sufficient to provide the basic needs of the parents and all dependents, the dependents are entitled to share any additional income so that they can benefit from the non-custodial parent's higher standard of living. Three states use the Melson guideline.
In Sweden, maintenance support is based on a percentage of the annual income of the liable parent reduced by a basic allowance. The percentage rate depends on the number of children for whom the liable parent is responsible. The basic allowance, which is retained from after-tax income, covers housing and other living expenses as well as support owed to dependents living with the liable parent.
In Canada, judicially established formulae (see *Paras* v. *Paras* [1971], 1 *OR* 130 (Ont. C.A.) and *Levesque* v. *Levesque* [1994], 4 *R.F.L.* (4th) 373 (Alta C.A.)) have recently been replaced by federal Guidelines, based on tables which establish monthly child support payments by reference to the liable parent's income, with the percentage increased for the number of children and modified slightly by income levels. The tables differ for each province and territory in accordance with different tax rates. The Guidelines are in the form of regulations made pursuant to legislation amending the *Federal Divorce Act 1985*.
In Austria, where maintenance payments continue to be assessed by the courts, guidelines established by the courts operate based on the statistically calculated average needs for children of a certain age and a certain percentage of the net income of the maintenance debtor.
In Australia, child support is calculated on the basis of a percentage of non-exempted income, 18% for one child, 20% for two, 32% for three, 34% for four and 35% for five or more children.
In Norway, child support is determined as a percentage of the debtor's gross income, 11% for one child, 18% for two, 24% for three and 28% for four or more children. In special cases, such as low income debtors, the amount is determined on a discretionary basis. From October 2003, reforms will come into effect entailing a more complex system of assessment based on a number of specified criteria.
In countries such as the Czech Republic, Finland, France, Japan, Luxembourg, Malta, Panama, Slovakia and Switzerland, formula systems are not used to assess child support.

[13] *E.g.*, under the new German Law (see previous note), for maintenance claims below a certain level (150% of the standard amount), a simplified procedure applies conducted by a non-judicial officer (*Rechtspfleger*), involving in most cases no formal hearing, and the possibility of only a limited range of defences. In Australia the Child Support Agency (an administrative body) issues child support assessments which establish the amount of a debtor's liability according to a statutory formula. In the United Kingdom, a Child Support Agency is responsible for the assessment, collection and enforcement of child support. In the United States of America, states may use administrative procedures or other legal processes for establishing and enforcing orders more quickly than is usually possible with court proceedings.

plus fréquemment tant pour obtenir des renseignements que pour faire appliquer des décisions[14].

d) La participation des pouvoirs publics aux mécanismes de recouvrement des aliments, en partie motivée par une volonté d'alléger les charges de la collectivité, s'est en fait renforcée dans certaines juridictions. On constate dans certains États une tendance à l'assimilation des systèmes d'aide public et privé et une idée tend à s'imposer de plus en plus : pour que des obligations privées puissent être effectivement exécutées, il importe souvent que l'État prenne l'initiative d'introduire des demandes contre les débiteurs d'aliments défaillants et de faire appliquer les décisions correspondantes[15]. Il est parfois recouru à des systèmes qui permettent le paiement d'avances par l'État sur les sommes dues à un créancier d'aliments[16].

10 Ces évolutions amènent à s'interroger sur les règles de droit international privé en vigueur, notamment celles qui figurent dans des instruments internationaux, de même que sur les systèmes de coopération administrative et judiciaire existant actuellement au niveau international. Ainsi, la tendance à la simplification des procédures et de la base d'évaluation des aliments, notamment dans le cas des enfants, a-t-elle des incidences en ce qui concerne les règles sur le droit applicable ? L'intervention croissante des pouvoirs publics dans les demandes d'aliments et l'application des décisions rendues en la matière trouve-t-elle sa juste expression dans les systèmes actuels de coopération administrative et judiciaire ? Les dispositions actuelles relatives à la reconnaissance et à l'exécution des décisions, ou celles qui ont trait à la coopération, tiennent-elles suffisamment compte des possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information ?

Il est difficile de prévoir où l'évolution actuelle des processus de réforme des systèmes nationaux aboutira[17]. Toutefois, on peut penser sans risque de se tromper que tout nouvel accord international devra tenir compte du souci des gouvernements de définir des systèmes économiques et de la nécessité de tirer tout le parti possible des nouvelles technologies.

CHAPITRE I – LES CONVENTIONS DE LA HAYE

A *Conventions de La Haye de 1958 et 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions en matière d'obligations alimentaires*

1 *Situation actuelle et description*

11 La situation reste à peu près inchangée depuis 1995. Les États parties à la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* sont toujours au nombre de 19 et restent les mêmes[18]. Les deux dernières ratifications de la Convention par l'Espagne et le Portugal sont intervenues il y a 25 ans, en 1973, et la dernière adhésion, celle du Suriname, a eu lieu en 1975 au moment de l'accession à l'indépendance de ce pays, où elle était déjà appliquée. La *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* compte 18 États parties[19], soit deux de plus qu'en 1995 à la suite de l'adhésion de la Pologne en 1995 et de l'Estonie en 1998. Les États parties aux deux Conventions sont en majorité les mêmes. La plupart des États parties à la Convention de 1958 sont également Parties à celle de 1973, exception faite de l'Autriche, de la Belgique (qui a signé la Convention mais ne l'a pas ratifiée), de la Hongrie et du Suriname. Les États parties à la Convention de 1973 qui ne sont pas Parties à celle de 1958 sont l'Estonie, le Luxembourg (qui a signé la Convention de 1958), la Pologne et le Royaume-

[14] Ainsi, la nouvelle législation fédérale canadienne (voir note 12 ci-dessus) prévoit que certaines banques de données fédérales, notamment celles établies par Revenu Canada en matière d'imposition des revenus, pourront être utilisées pour aider à retrouver les débiteurs défaillants. Pour faciliter l'exécution d'une décision au niveau fédéral, il est possible d'obtenir la suspension d'un passeport ou d'un permis délivré au niveau fédéral (permis de pêche, par ex.). Certains gouvernements provinciaux ont adopté une législation similaire autorisant par exemple la suspension du permis de conduire d'un débiteur d'aliments n'ayant pas rempli ses obligations.
Aux États-Unis d'Amérique, des services d'enquête spécialisés, habilités dans chaque état à rechercher dans les fichiers des états et les archives locales des renseignements en vue de localiser un parent absent, peuvent solliciter l'assistance d'un service fédéral ayant accès à des sources d'information en matière de sécurité sociale, en matière fiscale ou à d'autres sources fédérales. Pour pouvoir prétendre à bénéficier des programmes d'exécution des obligations en matière de pension alimentaire financés par des fonds fédéraux, les états doivent prévoir des mécanismes de recouvrement tels que retenues sur salaires, retenues sur retours fiscaux et communications des encours de prêts. Plusieurs états se sont dotés d'instruments légaux qui leur permettent de recourir à des techniques d'exécution telles que l'inscription de privilèges sur les biens immobiliers ou personnels du débiteur, le dépôt en garantie d'actions ou d'obligations, la communication de renseignements aux organismes de crédit à la consommation et le retrait des licences commerciales ou professionnelles. Comme au Royaume-Uni, une exécution administrative directe par l'organisme chargé de faciliter le recouvrement est prévue (voir *Uniform Interstate Family Support Act* 1996, section 507, qui permet de procéder à ce type d'exécution administrative dans un autre état).
La nouvelle Loi allemande contient des dispositions destinées à faciliter l'exécution des décisions, notamment en renforçant les droits d'accès des tribunaux aux renseignements d'ordre personnel figurant dans les fichiers établis par les employeurs, les compagnies d'assurance et les organismes financiers. Ceux-ci sont tenus de communiquer les renseignements demandés.

[15] Au Royaume-Uni, par exemple, il a été proposé de considérer la question des pensions alimentaires dues aux enfants comme une des composantes d'un service intégré de protection sociale. Un nouveau logiciel, actuellement expérimenté, devrait permettre de traiter à la fois les demandes de pensions alimentaires, les demandes de revenu minimum et les allocations-logement (voir le Rapport gouvernemental rédigé par le *Department of Social Security*, *Children First: a new approach to child support*, Londres, The Stationery Office, 1998).

[16] Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 4 février 1982 une Recommandation relative au versement par l'État d'avances sur les aliments dus aux enfants (No R (82) 2), qui prévoit que « [l]e paiement d'avances sur les aliments dus à des enfants sera effectué en vertu d'un système établi par l'État lorsqu'une personne, tenue par un titre exécutoire à verser ces aliments, ne remplit pas son obligation » (annexe à la Recommandation, para. 1). En Autriche, un tel système qui n'est pas lié au régime de sécurité sociale avait déjà été introduit par une loi de 1976. En 1996, l'État autrichien a consenti des avances totalisant 935,4 millions de schillings, dont 44 % ont été remboursés par les débiteurs d'aliments (information communiquée par M. Werner Schütz, Ministère autrichien de la Justice).
En Suède, une Loi relative aux avances sur prestations alimentaires (1964:143) a institué un système combiné d'avances sur pensions alimentaires et d'allocations minimums pour enfants garanties par l'État qui établit ainsi un lien entre le système d'exécution des obligations privées en matière d'aliments et le système public d'aide à l'enfance. Dans le cadre de ce système, l'État est habilité à obtenir le remboursement de l'élément de la prestation d'aliments correspondant à l'avance consentie. En 1993/94, les avances de l'État se sont élevées à plus de 4 000 millions de couronnes suédoises, dont un quart environ ont été remboursés par les créanciers concernés. Ce système a été aboli par une Loi sur l'aide en matière d'aliments de 1996 (1030), aux termes de laquelle le droit de l'enfant à prestations d'entretien n'est pas assujetti à une décision concernant une responsabilité d'aliments relevant du droit civil. Le Bureau de la Sécurité sociale décide, après versement de l'avance, du montant de la contribution due par le débiteur et représentant un certain pourcentage de son revenu annuel, déduction faite d'un abattement de base (voir A. Saldeen, « New Rules on Financial Support of Children Entitled to Maintenance », *in* A. Bainham (dir.), *The International Survey of Family Law 1996*, publié pour l'*International Society of Family Law*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1998).

[17] Au Royaume-Uni, par exemple, les réformes introduites par la *Child Support Act 1991* ont fait l'objet d'un examen constant. Le Rapport gouvernemental (*Children First*, *op. cit.* note 15), tout en conservant l'essence même de la réforme de 1991, propose, pour évaluer les obligations, une nouvelle formule simplifiée consistant à répartir en « tranches simples » les revenus nets du débiteur (15 % pour un enfant, 20 % pour deux, 25 % pour trois ou plus).
En Australie, la *Child Support Agency* calcule depuis 1989 la pension alimentaire en appliquant une formule administrative, ces décisions pouvant faire l'objet d'un recours devant les tribunaux. Un *Child Support Review Office* a été créé trois ans plus tard pour définir des moyens rapides, simples et bon marché de définir des dérogations par rapport à la formule standard. Ce système fait l'objet d'un examen constant depuis sa mise en place (pour un commentaire récent voir B. Doyle, « Confessions of a Child Support Review Officer », *Australian Family Lawyer*, vol. 13, No 1 (1998), 32).

[18] Les États ci-après sont Parties à la Convention de La Haye de 1958 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Liechtenstein, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Slovaquie, Suède, Suisse, Suriname et Turquie.

[19] Les États ci-après sont Parties à la Convention de La Haye de 1973 : Allemagne, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie.

Reviser les Conventions aliments

gathering relevant information and in assisting with enforcement.[14]

d) State involvement in securing private maintenance, motivated in part by a wish to reduce costs to the State, has in fact intensified in certain jurisdictions. There is a tendency in some States towards the integration of public and private support systems, and an acceptance that the effective enforcement of private obligations often requires the initiative of the State in bringing and enforcing claims against the recalcitrant maintenance debtors.[15] Systems of advance payment by the State of maintenance due to a maintenance creditor are sometimes used.[16]

10 These trends prompt certain questions concerning the existing rules of private international law, especially those embodied in the international instruments, and concerning the existing systems of administrative and judicial co-operation at the international level. For example, does the trend towards simplification in the procedures and the basis for assessing maintenance, especially in respect of children, have any implications for applicable law rules? Is the increasing involvement of public authorities in the process of claiming and enforcing maintenance adequately reflected in current systems of administrative and judicial co-operation? Do the existing provisions concerning recognition and enforcement of decisions, as well as those concerning co-operation, take sufficiently into account the possibilities opened up by the new information technology?

It is not easy to predict where current trends in the reform of domestic systems will eventually lead.[17] However, it may be safe to assume that in any new international arrangements, governments will be concerned in particular with questions of cost effectiveness, as well as with the importance of making maximum use of the new technology.

CHAPTER I – THE HAGUE CONVENTIONS

A *The 1958 and 1973 Hague Conventions on recognition and enforcement of maintenance obligations*

1 *Current status and description*

11 The status of these two Conventions has changed little since 1995. The same 19 States are Parties to the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children.[18] The last ratifications, by Portugal and Spain, occurred 25 years ago in 1973, and the last accession was by Suriname in 1975, effectively continuing the application of the Convention following independence. The *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* has 18 States Parties[19] which, with the accession of Poland in 1995 and Estonia in 1998, is two more than in 1995. Membership of the two Conventions overlaps to a considerable degree. Most States Parties to the 1958 Convention are also Parties to the 1973 Convention, the exceptions being Austria, Belgium (which has signed but not ratified the Convention), Hungary and Suriname. The States Parties to the 1973 Convention which are not Parties to the 1958 Convention are Estonia, Luxembourg (which has signed the 1958 Convention), Poland and the United

[14] *E.g.*, under the new Canadian federal legislation (see above, note 12), certain federally controlled databanks, including that kept by Revenue Canada for income tax purposes, will be accessible to help locate defaulters. To assist with enforcement at the federal level, there is the possibility of suspension of a passport or a federally granted license, such as a fishing permit. Some provincial governments have also enacted similar legislation allowing, *e.g.*, suspension of the driver's license of a defaulting maintenance debtor.
In the United States of America, parent locator services in each state are equipped to search state and local records for information concerning the whereabouts of an absent parent, and may call upon the assistance of a federal service which has access to social security, internal revenue and other federal information resources. In order to be eligible for federal funding of child enforcement programmes, individual states must establish enforcement procedures such as wage withholding, tax refund intercepts and credit reporting. Various states have laws which allow them to use enforcement techniques such as liens on real or personal property owned by the debtor, posting of securities or bonds, reporting to consumer credit agencies and withholding state trade or professional licenses from defaulters. As with the United Kingdom, direct administrative enforcement by the support enforcement agency is provided for. (See *Uniform Interstate Family Support Act* 1996, Section 507, which permits such administrative enforcement on an interstate basis.)
The new German Law contains provisions designed to facilitate enforcement, including greater rights of access by the courts to personal data contained in the records of employers, insurance companies and financial authorities. These bodies are obliged to provide the information.

[15] In the United Kingdom, *e.g.*, it has been suggested that child maintenance should become one element of an integrated welfare service. New computer software is being tried out making it possible to deal with child support applications, income support applications and housing benefits all in one. (See the Government Green Paper drafted by the Department of Social Security, *Children First: a new approach to child support*, London, The Stationery Office, 1998.)

[16] The Committee of Ministers of the Council of Europe adopted on 4 February 1982 a Recommendation on payment by the State of advances on child maintenance (No R (82) 2), under which "[p]ayments of advances on child maintenance will be made under a system set up by the state where a person who is under a legal obligation to pay maintenance, which has become enforceable by compulsory process, has failed to comply with his obligation" (Appendix to Recommendation, para. 1). In Austria such a system, which is not linked to the social security system, was introduced earlier by an Act of 1976. In 1996, the Austrian State paid advances amounting to 935.4 million Schillings, 44% of which was repaid by maintenance debtors (information supplied by Dr Werner Schütz, Ministry of Justice, Austria).
In Sweden, an *Act relating to Advance Payments on Maintenance Allowances* (1964:143) combined a system of advance payment of child maintenance with a State-guaranteed minimum allowance for children, thus linking the system for enforcing private maintenance obligations with the public system of child support. The State, under this system, was entitled to seek reimbursement of that element of the maintenance allowance which constituted an advance payment. In 1993/1994 the cost to the State of advance payments amounted to over SEK 4,000 million, approximately 25% of which was reimbursed to the State by liable persons. This system has been abolished by a *Maintenance Support Act* of 1996 (1030), under which the child's entitlement to a maintenance allowance is not made dependent upon the determination of a support liability under civil law. The Social Insurance Office, following payment of the allowance, decides on the appropriate contribution by any liable person, based on a percentage of his or her annual income, reduced by a basic allowance. (See A. Saldeen, "New Rules on Financial Support of Children Entitled to Maintenance", in A. Bainham (ed.), *The International Survey of Family Law 1996*, published on behalf of the International Society of Family Law, The Hague, Martinus Nijhoff, 1998.)

[17] In the United Kingdom, *e.g.*, the reforms introduced by the *Child Support Act 1991* have been the subject of continuing review. The Government Green Paper (*Children First*, *op. cit.* note 15), while maintaining the basic structure of the 1991 reform, has proposed a new, more simple formula for assessing liability, based on a "simple slice" of the liable person's net income (15% for one child, 20% for two, 25% for three or more).
In Australia, the *Child Support Agency* began assessing child support under an administrative formula in 1989, with the possibility of appeal to the courts. A *Child Support Review Office* was established three years later to provide a quick, simple and cheap means of determining departures from the child support formula. The system has been under constant review since its inception. (For a recent comment, see B. Doyle, "Confessions of a Child Support Review Officer", *Australian Family Lawyer*, Vol. 13, No 1 (1998), 32.)

[18] The following States are Parties to the 1958 Hague Convention: Austria, Belgium, Czech Republic, Denmark, Finland, France, Germany, Hungary, Italy, Liechtenstein, Netherlands, Norway, Portugal, Slovak Republic, Spain, Suriname, Sweden, Switzerland and Turkey.

[19] The following States are Parties to the 1973 Hague Convention: Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Germany, Italy, Luxembourg, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Slovak Republic, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey and the United Kingdom.

Uni. Il convient de rappeler qu'aux termes de son article 29, la Convention de 1973 remplace, dans les rapports entre les États qui y sont Parties, celle de 1958. En conséquence, pour la plupart des États parties, la Convention de 1973 a dans la pratique largement remplacé celle de 1958. Si l'on excepte le Suriname, les États parties aux deux Conventions sont tous des États européens.

12 Les Conventions ont quelques caractéristiques principales qui peuvent être résumées comme suit. Elles établissent entre les États contractants un mécanisme de reconnaissance et d'exécution réciproques des décisions en matière d'obligations alimentaires. La Convention de 1958 était limitée aux obligations envers les enfants tandis que celle de 1973 s'applique à toutes les obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance (art. 1er). Aucune des Conventions ne fixe de règles uniformes investissant une autorité du pouvoir de rendre une décision en matière d'aliments. Il existe toutefois des règles de compétence indirecte dans la mesure où il est défini des conditions de reconnaissance ou d'exécution. Ces conditions sont les suivantes :

1) le créancier ou le débiteur avaient leur résidence habituelle dans l'État où la décision a été rendue lors de l'introduction de l'instance (Conventions de 1958 et 1973)[20] ; ou

2) les deux parties avaient la nationalité dudit État (Convention de 1973)[21] ; ou
3) le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité considérée (Conventions de 1958 et 1973)[22] ; ou
4) la décision a été rendue en raison d'un divorce, d'une séparation de corps ou d'une annulation par l'autorité d'un État reconnue comme compétente en la matière (Convention de 1973)[23].

Les principaux motifs de refus de reconnaissance et d'exécution sont les suivants :

1) l'incompatibilité manifeste avec l'ordre public de l'État requis (Conventions de 1958 et 1973)[24] ;
2) une fraude commise dans la procédure (Convention de 1973)[25] ;
3) l'existence d'un litige entre les mêmes parties ayant le même objet dans l'État requis (Convention de 1973)[26] ;

4) l'incompatibilité avec une décision rendue antérieurement dans l'État requis (Conventions de 1958 et 1973)[27].

La reconnaissance et l'exécution des décisions rendues par défaut sont soumises à certaines conditions de notification.

13 Un certain nombre d'aspects de la Convention de 1973 en indiquent la portée. La Convention prévoit des obligations envers des institutions publiques poursuivant le remboursement de prestations accordées à un créancier d'aliments[28]. Elle s'applique aux décisions rendues par les autorités judiciaires ou administratives[29], ainsi qu'aux transactions passées devant et entre ces autorités[30]. Elle s'applique aux décisions ou transactions modifiant une décision ou une transaction antérieure[31], ainsi qu'à toute composante d'une décision ou transaction de portée plus large concernant des obligations alimentaires[32]. Bien qu'il existe un principe général selon lequel la décision considérée ne doit plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine, ce principe ne s'applique pas aux décisions exécutoires par provision ou aux mesures provisoires si pareilles décisions peuvent avoir été rendues dans l'État requis[33].

14 L'État requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence[34] et il ne peut y avoir aucune revision au fond de la décision dans l'État requis à moins que la Convention n'en dispose autrement[35].

2 *Difficultés de fonctionnement et insuffisances*

15 On trouvera ci-après une liste de facteurs à prendre en considération dans la perspective d'une éventuelle revision des Conventions. Ces facteurs ont principalement trait à la Convention de 1973. Il convient de faire remarquer que la Commission spéciale de novembre 1995 a estimé que le fonctionnement de la Convention était satisfaisant dans une large mesure. Les points mentionnés ici font principalement référence à certaines difficultés rencontrées dans le fonctionnement pratique de la Convention ou aux raisons pour lesquelles un plus grand nombre d'États n'a pas ratifié la Convention ou n'y a pas adhéré.

a) Les règles relatives à la compétence juridictionnelle indirecte, quoique couramment admises dans la plupart des États européens, ne sont pas acceptées de façon universelle. Ainsi, aux États-Unis d'Amérique, les règles juridictionnelles qui n'imposent pas que le défendeur relève de la compétence personnelle du tribunal sont en général inconstitutionnelles et la compétence fondée, sans aucune restriction, sur la résidence habituelle du demandeur, peut également poser des difficultés de type constitutionnel[36].

b) La Convention elle-même ne prévoit pas de mécanisme de coopération administrative alors qu'il s'agit là d'une importante composante de nombre des Conventions de La Haye plus récentes. À l'évidence, cette situation s'explique avant tout par l'antériorité de la Convention de New York. Il faut toutefois rappeler que, dans un État, la Convention de La Haye et la Convention de New York ne s'appliquent pas de façon complémentaire. De plus, dans quelques autres États, il n'est pas certain que toutes les décisions exécutoires aux termes de la Convention de La Haye puissent bénéficier du système de coopération administrative prévu par la Convention de New York ; des doutes subsistent notamment à l'égard de décisions rendues en faveur d'une autorité publique. Il existe également certaines disparités entre les Conventions de New York et de La Haye, notamment quant aux dispositions en matière d'assistance judiciaire, qui peuvent donner lieu à des difficultés de coordination entre les Conventions.

c) Les Conventions n'apportent ni solution ni assistance quant au problème de retrouver un débiteur qui se soustrait à ses obligations.

[20] Art. 3, chiffre 1, et art. 7, chiffre 1, respectivement.
[21] Art. 7, chiffre 2.
[22] Art. 3, chiffre 3, et art. 7, chiffre 3, respectivement.
[23] Art. 8.
[24] Art. 2, chiffre 5, et art. 5, chiffre 1, respectivement.
[25] Art. 5, chiffre 2.
[26] Art. 5, chiffre 3.
[27] Art. 2, chiffre 4, et art. 5, chiffre 4, respectivement. Aux termes de la Convention de 1973, le principe est étendu aux décisions remplissant les conditions nécessaires pour être reconnues dans l'État requis.
[28] Voir chapitre IV.
[29] Art. 1er.
[30] *Ibid.*
[31] Art. 2.
[32] Art. 3.
[33] Art. 4.
[34] Art. 9.
[35] Art. 12.
[36] Voir *Kulko* c. *Cour suprême de Californie* 436 US 84 (1978). Pour une analyse plus récente, voir G.F. Dehart, « Comity, Conventions, and the Constitution: State and Federal Initiatives in International Support Enforcement », 28 *Family Law Quarterly* 89 (1994), et M.S. Melli, « The United States and the International Enforcement of Family Support », *in* N. Lowe and G. Douglas (dir.), *Families Across Frontiers*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1996, 715-731.

Reviser les Conventions aliments

Kingdom. It should be borne in mind that, under Article 29 of the 1973 Convention, this Convention replaces, as regards the States which are Parties to it, the 1958 Convention. Therefore, for most participating States, the 1973 Convention has in effect largely replaced the 1958 Convention. With the exception of Suriname, membership of the two Conventions is confined to European States.

12 The principal features of the Conventions may be summarised as follows. They provide for a system of reciprocal recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations among Contracting States. The 1958 Convention was confined to obligations in respect of children, while the 1973 Convention applies to any maintenance obligation arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity (Art. 1). Neither Convention lays down uniform rules governing the exercise by an authority of jurisdiction to make a decision relating to maintenance. However, rules of indirect jurisdiction operate, in the sense of being conditions of recognition or enforcement. These conditions are:

1) that the creditor or debtor had his habitual residence in the State where the decision was rendered at the time when proceedings were instituted (1958 and 1973 Conventions);[20] or
2) that both Parties were nationals of that State (1973 Convention);[21] or
3) that the defendant submitted to the jurisdiction (1958 and 1973 Conventions);[22] or
4) that the decision was given by reason of a divorce, legal separation or annulment by an authority of a State recognised as having jurisdiction in such matters (1973 Convention).[23]

The principal grounds for refusal of recognition or enforcement are:

1) manifest incompatibility with the public policy of the State addressed (1958 and 1973 Conventions);[24]
2) fraud in relation to procedure (1973 Convention);[25]

3) the existence of prior proceedings between the same Parties and having the same purposes in the State addressed (1973 Convention);[26]
4) incompatibility with a prior decision rendered in the State addressed (1958 and 1973 Conventions).[27]

Recognition and enforcement of decisions rendered by default are subject to certain notice requirements.

13 A number of features of the 1973 Convention indicate the breadth of its scope. The Convention includes obligations towards public bodies claiming reimbursement of benefits given to a maintenance creditor.[28] It applies to decisions made by judicial or administrative authorities,[29] and to settlements made by or before such authorities.[30] It applies to modification decisions or settlements,[31] and to any part of a broader decision or settlement which concerns maintenance obligations.[32] While there is a general principle that the decision concerned must no longer be subject to ordinary forms of review in the State of origin, this does not apply to provisionally enforceable decisions or provisional measures if similar decisions could have been rendered in the State addressed.[33]

14 The State addressed is bound by the findings of fact on which the State of origin based its jurisdiction[34] and there can be no review of the merits of the decision in the State addressed other than that provided for by the Convention.[35]

2 *Operational difficulties and limitations*

15 The following is a list of factors relevant in considering possible revision of the Conventions. They relate primarily to the 1973 Convention. It should be noted that the Special Commission of November 1995 found that the operation of the Convention was largely satisfactory. The matters mentioned here have to do mainly with certain difficulties experienced in the practical operation of the Convention or with the reasons why more States have not ratified or acceded to the Convention.

a) The rules of indirect jurisdiction, though familiar to most European States, are not universally acceptable. For example, in the United States of America jurisdictional standards which do not require that the defendant should be subject to the personal jurisdiction of the court are generally unconstitutional, and jurisdiction based, without any limitations, on the habitual residence of the applicant may also present constitutional problems.[36]

b) The Convention does not itself provide for a system of administrative co-operation which is an important feature of many of the more recent Hague Conventions. The prior existence of the New York Convention is obviously the main reason. However, it should be recalled that in one State the Hague Convention and the New York Convention do not operate on a complementary basis, and in some other States there are doubts as to whether certain orders enforceable under the Hague Convention, for example, those made in favour of public authorities, may benefit from the system of administrative co-operation provided for by the New York Convention. There are also certain disparities between the New York and Hague Conventions, such as those relating to provisions for legal aid, which may give rise to problems of co-ordination between the Conventions.

c) The Conventions provide no solution or assistance in respect of the problem of locating a debtor who is avoiding his or her obligations.

[20] Art. 3, sub-para. 1, and Art. 7, sub-para. 1, respectively.
[21] Art. 7, sub-para. 2.
[22] Art. 3, sub-para. 3, and Art. 7, sub-para. 3, respectively.
[23] Art. 8.
[24] Art. 2, sub-para. 5, and Art. 5, sub-para. 1, respectively.
[25] Art. 5, sub-para. 2.
[26] Art. 5, sub-para. 3.
[27] Art. 2, sub-para. 4, and Art. 5, sub-para. 4, respectively. Under the 1973 Convention, the principle is extended to decisions which are entitled to be recognised in the State addressed.
[28] See Chapter IV.
[29] Art. 1.
[30] *Ibid.*
[31] Art. 2.
[32] Art. 3.
[33] Art. 4.
[34] Art. 9.
[35] Art. 12.
[36] See *Kulko* v. *Superior Court of California* 436 US 84 (1978). For recent discussion, see G.F. Dehart, "Comity, Conventions, and the Constitution: State and Federal Initiatives in International Support Enforcement", 28 *Family Law Quarterly* 89 (1994), and M.S. Melli, "The United States and the International Enforcement of Family Support", in N. Lowe and G. Douglas (eds.), *Families Across Frontiers*, The Hague, Martinus Nijhoff, 1996, 715-731.

d) Les Conventions ont donné lieu à des différences d'interprétation au sujet de la compétence des autorités de l'État requis à modifier une décision en matière d'aliments rendue par le tribunal de l'État d'origine. Bien qu'il soit généralement admis que la modification du contenu d'une décision rendue par un tribunal dans l'État requis lors de la procédure d'exécution est contraire à l'esprit et à la lettre des deux Conventions, il reste qu'il faut définir dans quelles circonstances un autre tribunal a compétence pour modifier une décision antérieure. À l'évidence, les Conventions ne fixent pas de règle de compétence directe et ne sont donc pas expressément conçues pour résoudre ce problème. Néanmoins, on a pu soutenir qu'en établissant une compétence juridictionnelle indirecte en faveur des autorités de l'État dans lequel le débiteur d'aliments avait sa résidence habituelle, le chiffre 1 de l'article 7 de la Convention de 1973 a implicitement pour effet d'admettre que le tribunal peut modifier la décision[37]. Ainsi, si l'objectif premier du chiffre 1 de l'article 7 était de permettre l'exécution dans d'autres États contractants d'une décision issue d'une procédure introduite par le créancier d'aliments dans l'État où le débiteur d'aliments avait sa résidence principale, il aurait pour effet indirect de permettre au débiteur d'aliments de solliciter une modification dans l'État où il a sa résidence habituelle, ce qui serait contraire, par exemple, au principe énoncé dans les Conventions de Bruxelles et de Lugano[38].

e) L'absence de disposition en matière de prescription pour les procédures d'exécution a soulevé des difficultés. Les Conventions n'indiquent pas clairement, par exemple, si la prescription d'une action en exequatur est régie par la législation de l'État où a été rendue la décision à l'origine ou de l'État dans lequel l'exécution est demandée[39].

f) L'article 15 de la Convention de 1973, qui traite de l'assistance judiciaire dans les procédures de reconnaissance ou d'exécution, avait été jugé progressiste en 1972, dans la mesure où il n'exige pas que le demandeur possède la nationalité d'un État contractant et qu'il le fait bénéficier des « avantages les plus larges » prévus par le droit de l'État requis, même si une assistance judiciaire totale ou une exemption complète des frais et dépens ne lui a pas été accordée dans l'État d'origine[40]. Or, cette disposition peut aujourd'hui être considérée comme limitative en ce qu'elle n'impose pas à un État l'obligation d'accorder l'assistance judiciaire ou l'exemption des frais et dépens au stade de la reconnaissance ou de l'exécution : soit a) lorsque le créancier d'aliments n'en a pas bénéficié dans l'État d'origine, soit b) lorsque le droit de l'État requis ne prévoit pas une telle possibilité. La situation financière de la plupart des créanciers d'aliments étant précaire, l'attribution d'une assistance judiciaire suffisante au stade de l'exécution revêt une grande importance. Comme l'a montré la Commission spéciale de novembre 1995, il n'est pas aisé de trouver un terrain d'entente en matière d'assistance judiciaire et les pratiques varient largement. Dans les pays où l'assistance judiciaire est prévue, elle peut être calculée de différentes manières et diverses restrictions peuvent être fixées. Ainsi, en matière de pension alimentaire due aux enfants, le montant de l'assistance peut être ou ne pas être calculé uniquement en fonction du patrimoine de l'enfant[41].

g) L'obligation qui est faite au chiffre 5 de l'article 17 de la Convention de 1973 à la partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution d'une décision de produire la traduction certifiée conforme de divers documents y compris « une expédition complète et conforme de la décision »[42] a pu donner lieu à certaines difficultés. Les Conclusions générales proposent de rendre moins contraignantes les obligations existantes et, en ce qui concerne la décision proprement dite, de les limiter à la partie essentielle d'un jugement, « de son dispositif et des motifs, à savoir la partie qui concerne uniquement l'obligation alimentaire […] »[43].

h) L'application dans le temps de la Convention de 1958 a posé des problèmes particuliers. Il ne convient pas de les évoquer ici[44].

Il y a lieu de souligner que la Convention de 1973 a permis de résoudre quelques-uns des problèmes auxquels avait donné lieu la Convention de 1958. Il n'était pas fait mention de transactions entre créanciers et débiteurs d'aliments dans la Convention de 1958 ; l'article 21 comble cette lacune. La Convention de 1973 comporte un chapitre spécifique sur les institutions publiques où il est clairement indiqué que les dispositions relatives à la reconnaissance et l'exécution s'appliquent aussi bien aux décisions rendues contre un débiteur d'aliments à la demande d'une institution publique qu'aux décisions rendues entre un créancier et un débiteur d'aliments et donnant le droit à l'institution publique d'invoquer la reconnaissance ou de demander l'exécution à la place du créancier. Nous l'avons dit, la Convention de 1973 a un champ d'application *rationae personae* plus large que celle de 1958, même si certaines réserves permettent d'en limiter la portée. Ces réserves, qui sont en fait nombreuses, limitent en pratique la reconnaissance et l'exécution au titre de la Convention de 1973 soit à des décisions concernant des enfants en dessous d'un certain âge soit à des décisions rendues dans le cadre d'une procédure de divorce ou de séparation de corps.

B *Conventions de La Haye de 1956 et 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*

1 *Situation actuelle et description*

16 L'état de la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* n'a pas varié depuis 1995. Treize États sont Parties à la Convention[45] ; deux États l'ont signée mais ne l'ont pas ratifiée[46]. Onze États sont aujourd'hui Parties à la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*[47], le seul nouvel État partie à la Convention depuis 1995 étant la Pologne. La Belgique a signé, mais n'a pas ratifié, la Convention de 1973.

17 Trois États sont Parties à la Convention de 1956 mais pas à celle de 1973. Il s'agit des États suivants : Autriche, Belgique et Liechtenstein. Tous les États parties à la Convention de 1973 sont aussi Parties à la Convention de 1956. Exception faite du Japon, les États parties aux deux Conventions sont européens. Pour les dix États qui y sont Parties, les règles de la Convention de 1973 remplacent celles

[37] Voir Note Pelichet (*op. cit.* note 3), para. 95, et Conclusions générales (*op. cit.* note 2), para. 24.
[38] Voir para. 49 et s. ci-après.
[39] Voir analyse dans Conclusions générales (*op. cit.* note 2), para. 25 à 27.
[40] Voir Rapport explicatif (*op. cit.* note 5), para. 82.
[41] Voir Conclusions générales (*op. cit.* note 2), para. 7 à 12.
[42] Convention de 1973, art. 17, chiffre 1.
[43] Conclusions générales (*op. cit.* note 2), para. 14.
[44] *Ibid.*, para. 21 et Note Pelichet (*op. cit.* note 3), para. 62 à 66.
[45] Les États ci-après sont Parties à la Convention de La Haye de 1956 : Autriche, Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suisse et Turquie.
[46] Les deux États ci-après ont signé, mais n'ont pas ratifié, la Convention de 1956 : Grèce et Norvège.
[47] Les États ci-après sont Parties à la Convention de La Haye de 1973 : Allemagne, Espagne, France, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suisse et Turquie.

Reviser les Conventions aliments

d) The Conventions have given rise to some debate on the question of the competence of the authorities of the State addressed to modify a maintenance decision made by the court of origin. While it is generally accepted that modification of the content of a decision by a court in the State addressed in the course of enforcement proceedings is contrary to the letter and spirit of the two Conventions, there remains the problem of determining in what circumstances a court, other than the court of origin, has jurisdiction to modify an existing order. The Conventions do not of course provide for rules of direct jurisdiction and are not therefore expressly designed to resolve this problem. However, it has been suggested that Article 7, sub-paragraph 1, of the 1973 Convention, by recognising indirectly the jurisdiction of the authorities of the State where the maintenance debtor has his habitual residence, supports implicitly the exercise of a modification jurisdiction by those authorities.[37] Thus, whereas the primary intent of Article 7, sub-paragraph 1, was to ensure that an order made on the application of the maintenance creditor in the State of the maintenance debtor's habitual residence would be enforceable in other Contracting States, the implicit effect is to support the proposition that the maintenance debtor has a right to seek a modification in the State of his / her own habitual residence, a principle that is contrary for example to that contained in the Brussels and Lugano Conventions.[38]

e) Problems have arisen due to the absence of a provision relating to limitation periods concerning enforcement proceedings. The Conventions do not make it clear, for example, whether a limitation period on an action for enforcement is governed by the law of the State of origin of the decision or the law of the State where enforcement is sought.[39]

f) Article 15 of the 1973 Convention, which concerns the provision of legal aid in recognition or enforcement proceedings, was thought to be progressive in 1972, in that it does not require the applicant to be a national of a Contracting State, and it entitles him or her to the "most extensive benefits" which the law of the State addressed knows, even though she / he was not granted complete legal aid or exemption from costs and expenses in the State of origin.[40] However, the provision may now be seen as somewhat limited in that it imposes no obligation on a State to provide legal aid or exemption for costs or expenses at the stage of recognition or enforcement: either a) where the maintenance creditor had no such entitlements in the State of origin, or b) where none is provided for by the State addressed. Given the reduced circumstances of most maintenance creditors the provision of adequate legal aid at the enforcement stage is a matter of great importance. As the Special Commission of November 1995 showed, it is not easy to reach agreement on the issues surrounding legal assistance and there is great diversity in existing practices. In those countries where legal aid is available, it may be calculated in different ways and it may be subject to different limitations. For example, when maintenance for a child is concerned, the amount of assistance may or may not be calculated solely in relation to the assets of the child.[41]

g) The requirement of Article 17, sub-paragraph 5, of the 1973 Convention that the party seeking recognition or applying for enforcement of a decision should furnish a translation, certified as true, of various documents including "a complete and true copy of the decision",[42] has been a source of some friction. The General Conclusions suggest that some limits should be placed on the current requirements and that, with regard to the decision itself, the requirement should apply only to the essential part of a judgment, "the operative clause and the reasoning, *i.e.* the part which solely concerns the maintenance obligation […]".[43]

h) Particular problems have occurred in relation to the temporal application of the 1958 Convention. These need not concern us here.[44]

It is important to note that some of the problems arising under the 1958 Convention were resolved in the drafting of the 1973 Convention. The omission of settlements between maintenance creditors and debtors from the 1958 Convention was remedied by Article 21 of the 1973 Convention. The 1973 Convention contains a specific chapter on public bodies which makes it clear that the recognition and enforcement provisions apply both to decisions rendered against a maintenance debtor on the application of a public body, and to decisions rendered between a maintenance creditor and a maintenance debtor giving rise to an entitlement in the public body to seek recognition or enforcement in place of the creditor. As has been pointed out, the scope *rationae personae* of the 1973 Convention is broader than that of the 1958 Convention, even though such scope may be limited by reservations. Many such reservations have in fact been made which in their practical effect restrict recognition and enforcement under the 1973 Convention to maintenance decisions in respect either of children under a certain age or those made pursuant to a divorce or legal separation.

B *The 1956 and 1973 Hague Conventions on the law applicable to maintenance obligations*

1 *Current status and description*

16 The status of the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children has not changed since 1995. There are 13 States Parties to the Convention,[45] and two States which have signed, but have not ratified it.[46] There are now 11 States Parties to the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*,[47] the only addition since 1995 being Poland. Belgium has signed, but not ratified the 1973 Convention.

17 Three States are Parties to the 1956 Convention, but not to the 1973 Convention, namely Austria, Belgium and Liechtenstein. All the States Parties to the 1973 Convention are also Parties to the 1956 Convention. With the exception of Japan, the States Parties to both Conventions are European. For the ten States Parties to the 1973 Convention, the

[37] See Pelichet Note (*op. cit.* note 3), para. 95, and General Conclusions (*op. cit.* note 2), para. 24.
[38] See below, paras 49 *et seq*.
[39] See discussion in General Conclusions (*op. cit.* note 2), paras 25-27.
[40] See Explanatory Report (*op. cit.* note 5), para. 82.
[41] See General Conclusions (*op. cit.* note 2), paras 7-12.
[42] 1973 Convention, Art. 17, sub-para. 1.
[43] General Conclusions (*op. cit.* note 2), para. 14.
[44] *Ibid.*, para. 21 and Pelichet Note (*op. cit.* note 3), paras 62-66.
[45] The following States are Parties to the 1956 Hague Convention: Austria, Belgium, France, Germany, Italy, Japan, Liechtenstein, Luxembourg, Netherlands, Portugal, Spain, Switzerland and Turkey.
[46] The following two States have signed, but not ratified the 1956 Convention: Greece and Norway.
[47] The following States are Parties to the 1973 Hague Convention: France, Germany, Italy, Japan, Luxembourg, Netherlands, Poland, Portugal, Spain, Switzerland and Turkey.

de la Convention de 1956, sauf dans les relations avec les trois États parties à la Convention de 1956 qui n'ont pas ratifié la Convention de 1973.

18 Les principales caractéristiques des deux Conventions, qui sont décrites de façon plus détaillée dans la Note Pelichet[48], peuvent être résumées comme suit. Les deux Conventions diffèrent par deux aspects importants. D'une part, la Convention de 1956 ne détermine la loi applicable aux obligations alimentaires qu'envers les enfants alors que la Convention de 1973 s'applique aux obligations alimentaires « découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime »[49]. D'autre part, les dispositions de la Convention de 1956 ne s'appliquent que si la loi désignée est celle d'un État contractant, alors que les dispositions de la Convention de 1973 sont universelles dans le sens où elles s'appliquent même si la loi applicable est celle d'un État non contractant.

19 Pour de nombreux aspects importants, les deux Conventions envisagent les questions sous des angles similaires. Toutes deux donnent la priorité à la loi de la résidence habituelle de l'enfant ou de l'ayant droit en général. Lorsque la résidence habituelle change, les deux Conventions appliquent la loi de la nouvelle résidence habituelle à partir du moment où le changement est survenu. Les deux Conventions autorisent un État contractant à faire une réserve aux termes de laquelle sa loi interne s'applique lorsque le créancier et le débiteur ont la nationalité de cet État, et si le débiteur y a sa résidence habituelle. Les deux Conventions acceptent les facteurs de rattachement subsidiaires dans l'intérêt de l'enfant / de l'ayant droit. Mais là s'arrêtent les similitudes.

20 Aux termes de la Convention de 1956, est appliquée la loi désignée par les règles nationales de conflit de l'autorité saisie si la loi de la résidence habituelle de l'enfant ne prévoit pas de droit aux aliments[50]. En revanche, la Convention de 1973 prévoit toute une série de facteurs de rattachement subsidiaires, dans le cas où le créancier est dans l'incapacité d'obtenir des aliments en vertu de la loi de sa résidence habituelle. La première option est la loi nationale commune du créancier et du débiteur. Si aux termes de ladite loi le créancier demeure dans l'incapacité d'obtenir des aliments du débiteur, c'est la loi interne de l'autorité saisie qui s'applique.

21 À titre d'exception, l'article 8 de la Convention de 1973 établit une règle particulière régissant les obligations alimentaires entre époux divorcés et la revision des décisions relatives à ces obligations. Dans tout État contractant où le divorce est prononcé ou reconnu, la loi applicable est la loi appliquée au divorce. Le même principe vaut pour les séparations de corps et pour les cas où le mariage a été déclaré nul ou annulé. L'article 9 de la Convention de 1973 contient une disposition particulière sur le droit d'une institution publique d'obtenir le remboursement de la prestation fournie au créancier. La loi applicable est la loi de laquelle relève l'institution.

22 L'article 10 de la Convention de 1973 précise certains des aspects qui sont déterminés par la loi applicable :

> « 1) si, dans quelle mesure et à qui le créancier peut réclamer des aliments ;
>
> 2) qui est admis à intenter l'action alimentaire et quels sont les délais pour l'intenter ;
>
> 3) les limites de l'obligation du débiteur, lorsque l'institution publique qui a fourni des aliments au créancier demande le remboursement de sa prestation ».

23 Aux termes des deux Conventions, l'application de la loi désignée par la Convention peut être écartée si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public. De plus, la Convention de 1973 définit une obligation fondamentale selon laquelle dans la détermination du montant de la prestation alimentaire il doit être tenu compte des besoins du créancier et des ressources du débiteur[51].

24 L'article 7 de la Convention de 1973 établit une exception à la loi normalement applicable en reconnaissant au débiteur d'aliments le droit de s'opposer à la réclamation d'aliments d'un collatéral ou d'un allié en l'absence d'obligation à son égard suivant leur loi nationale commune ou, à défaut de nationalité commune, suivant la loi interne de sa résidence habituelle. La Convention de 1973, aux termes de son article 13, prévoit une réserve limitant la portée de la Convention aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux, ou envers une personne âgée de moins de 21 ans et qui n'a pas été mariée.

2 *Conclusions de la Commission spéciale de 1995*

25 La Note Pelichet, à partir d'une analyse de la jurisprudence, concluait que « l'application des deux Conventions de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires n'a pas soulevé de difficultés majeures »[52], et qu'en dépit d'une abondante jurisprudence, « la très grande majorité de celle-ci ne fait que confirmer ce que le texte des Conventions dit assez clairement »[53]. Les affaires analysées dans la Note Pelichet[54] portent notamment sur l'application dans le temps de l'article 8 de la Convention de 1973, la détermination de la résidence habituelle de l'enfant, la capacité, notamment celle d'une institution publique, d'intenter l'action alimentaire et le fait de savoir si le droit à une provision pour frais de procédure de divorce est englobé dans la notion d'obligations alimentaires. Deux points, la question préalable et l'autonomie de la volonté, ont fait l'objet d'une attention particulière et sont examinés ci-après plus en détail.

26 Les Conclusions générales traitent tout d'abord de la loi applicable à la question préalable et en particulier de la question de savoir s'il existe une relation de filiation. La conclusion tirée était que la question préalable est régie par la loi applicable à l'obligation alimentaire[55], et que tel demeure le cas même si la loi désignée elle-même exige que la question d'état soit tranchée à titre principal[56]. La pratique de certains États consistant à refuser la reconnaissance à des ordonnances alimentaires au motif d'irrégularité dans le règlement de la question préalable a été jugée imputable, non aux textes de la Convention, mais à la réticence de certains États à faire produire des effets alimentaires à une filiation naturelle, voire seulement supposée[57].

27 Les Conclusions générales traitent ensuite de l'article 8 de la Convention de 1973. Tout en reconnaissant que cet article a fait l'objet de certaines critiques, la Commission

[48] *Op. cit.* note 3, chapitre I, A.
[49] Art. 1er.
[50] Art. 3.
[51] Art. 11, al. 2.
[52] Note Pelichet (*op. cit.* note 3), para. 23.
[53] *Ibid.*, para. 36.
[54] *Ibid.*, para. 36 à 57.
[55] Conclusions générales (*op. cit.* note 2), para. 29.
[56] *Ibid.*, para. 30.
[57] *Ibid.*, para. 31.

Reviser les Conventions aliments

rules of that Convention replace those of the 1956 Convention, save in relation to the three States Parties to the 1956 Convention which have not ratified the 1973 Convention.

18 The main features of the two Conventions, which are described more fully in the Pelichet Note,[48] may be summarised as follows. The two Conventions differ in two important respects. First the 1956 Convention determines the law applicable to maintenance obligations only in respect of children, while the 1973 Convention applies to maintenance obligations "arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including a maintenance obligation in respect of a child who is not legitimate".[49] Second, the rules under the 1956 Convention apply only when the law designated is that of a Contracting State, while the rules under the 1973 Convention are universal in the sense that they apply even if the applicable law is that of a non-Contracting State.

19 In many important respects the two Conventions adopt similar approaches. Both Conventions give first priority to the law of the child's / dependant person's habitual residence. Where a change of habitual residence occurs both Conventions apply the law of the new habitual residence from the time that the change occurs. Both Conventions permit a Contracting State to make a reservation that its internal law shall apply if the creditor and the debtor are both nationals of that State, and if the debtor has his habitual residence there. Both Conventions accept subsidiary connecting factors in the interests of the child / dependant person. But here similarities end.

20 Under the 1956 Convention the law designated by the national conflict rules of the authority seised is applicable if the law of the child's habitual residence gives no right to maintenance.[50] The 1973 Convention, on the other hand, provides for a cascade of subsidiary connecting factors, in the event of the creditor being unable to obtain maintenance by virtue of the law of his or her habitual residence. The first alternative is the law of the common nationality of the creditor and debtor. If under that rule the creditor is still unable to obtain maintenance from the debtor, the internal law of the authority seised applies.

21 By way of exception Article 8 of the 1973 Convention lays down a special rule governing maintenance obligations between divorced spouses and the revision of decisions relating to such obligations. In any Contracting State in which the divorce is granted or recognised, the applicable law is the law applied to the divorce. The same rule applies to legal separations, and cases where a marriage has been declared void or annulled. Article 9 of the 1973 Convention contains a special rule concerning the right of a public body to obtain reimbursement of benefits provided for a maintenance creditor. The governing law is that to which the body is subject.

22 Article 10 of the 1973 Convention specifies some of the matters which are determined by the applicable law, as follows:

> "(1) whether, to what extent and from whom a creditor may claim maintenance;
>
> (2) who is entitled to institute maintenance proceedings and the time limits for their institution;
>
> (3) the extent of the obligation of a maintenance debtor, where a public body seeks reimbursement of benefits provided for a creditor".

23 Under both Conventions the application of the law designated under the Convention may be refused if it is manifestly incompatible with public policy (*ordre public*). In addition, the 1973 Convention contains a substantive requirement that, in determining the amount of maintenance, the needs of the creditor and the resources of the debtor must be taken into account.[51]

24 Article 7 of the 1973 Convention makes an exception to the normal applicable law rules by allowing the maintenance debtor to object to a request for maintenance by a person related collaterally or by affinity if no such obligation exists under the law of the parties' common nationality or, in the absence of a common nationality, under the internal law of the debtor's habitual residence. The 1973 Convention, by Article 13, permits a reservation limiting the scope of the Convention to maintenance obligations between spouses and former spouses, or in respect of a never married person below / under 21 years of age.

2 *Conclusions of the 1995 Special Commission*

25 The Pelichet Note, on the basis of a survey of case law, concluded that "the application of the two Hague Conventions on the law applicable to maintenance obligations has not given rise to major difficulties",[52] and that, despite the large number of court rulings, "the vast majority of them merely confirm what is fairly clearly stated in the text of the Conventions".[53] The cases discussed in the Pelichet Note[54] concern, *inter alia*, the temporal application of Article 8 of the 1973 Convention, determination of the habitual residence of a child, the capacity particularly of public bodies to introduce proceedings for maintenance, and whether the right to an advance for the costs of divorce proceedings is embodied in the concept of maintenance obligations. Two subjects, those of the incidental question and party autonomy, received particular attention and are discussed further below.

26 The General Conclusions deal first with the law applicable to the incidental question, and in particular the question of whether a parent-child relationship exists. The conclusion drawn was that the incidental question is governed by the law applicable to the maintenance obligation,[55] and that this remains the case even if the designated law itself requires that the question of status should be decided as a main issue.[56] The practice in certain States of refusing recognition to maintenance orders on the grounds of irregularity in the settlement of the incidental question was said to be ascribable, not to the text of the Convention, but to a reluctance in certain States to accept that a natural or even supposed parent-child relationship should have maintenance effects.[57]

27 Next the General Conclusions address Article 8 of the 1973 Convention. While acknowledging that this Article had been the subject of some criticism, the Special Com-

[48] *Op. cit.* note 3, Chapter I, A.
[49] Art. 1.
[50] Art. 3.
[51] Art. 11, 2nd para.
[52] Pelichet Note (*op. cit.* note 3), para. 23.
[53] *Ibid.*, para. 36.
[54] *Ibid.*, paras 36-57.
[55] General Conclusions (*op. cit.* note 2), para. 29.
[56] *Ibid.*, para. 30.
[57] *Ibid.*, para. 31.

spéciale a approuvé le principe fondamental selon lequel les questions d'obligations alimentaires entre époux divorcés devraient être régies par la loi qui régit leur divorce. La règle est apparue comme un moyen « de garantir la prévisibilité à long terme des rapports alimentaires entre ex-époux »[58]. Le risque qu'elle puisse conduire à appliquer un droit ignorant partiellement ou totalement l'obligation alimentaire entre ex-conjoints a été reconnu mais l'attention a été appelée sur les mécanismes correctifs prévus dans la Convention elle-même, notamment l'exception d'ordre public de l'article 11, alinéa premier, et la règle matérielle de l'article 11, alinéa 2, selon laquelle le juge doit tenir compte des besoins du créancier et des ressources du débiteur pour déterminer le montant de la prestation alimentaire[59].

28 Enfin, en ce qui concerne la question de l'autonomie de la volonté, il a été reconnu que « les conceptions avaient considérablement évolué en faveur de la liberté des parties pour l'aménagement des conséquences de la dissolution de leur union »[60]. Cependant, il ne s'est dégagé aucune majorité pour proposer une revision de l'article 8 de la Convention de 1973 à cet égard. Certains délégués se sont également inquiétés de la nécessité de « s'assurer qu'une éventuelle loi d'autonomie, si elle était admise, ne portât pas atteinte à la protection de la partie la plus faible »[61].

3 *Article 8 et autonomie de la volonté*

29 Il a été question de l'autonomie de la volonté et, à cet égard, de l'interprétation correcte de l'article 8 de la Convention de 1973, dans une importante décision de la Cour suprême des Pays-Bas du 21 février 1997[62]. Les parties étaient deux personnes de nationalité iranienne, l'époux ayant également la nationalité néerlandaise. Mariées en Iran en 1976, elles s'étaient installées en 1984 aux Pays-Bas, où elles avaient toujours leur domicile au moment de la procédure. Les époux s'étaient séparés en 1991 et, en 1992, l'époux avait engagé une procédure de divorce aux Pays-Bas. Appliquant la loi iranienne en tant que loi nationale des deux conjoints (applicable au titre de l'art. 1er de la section 1 de la Loi néerlandaise du 25 mars 1981 sur la loi applicable au divorce et à la séparation de corps ainsi qu'à la reconnaissance des décisions de pays étrangers en la matière), la Cour d'appel de La Haye avait prononcé le divorce. Lors d'une audience devant le tribunal, les parties étaient convenues d'un commun accord que la loi néerlandaise régirait la demande d'aliments de l'épouse. C'est donc la loi néerlandaise qui fut appliquée. L'époux fit appel de la décision auprès de la Cour suprême au motif notamment que, conformément à l'article 8 de la Convention de 1973, la Cour d'appel aurait dû appliquer la loi iranienne – celle du divorce – à la demande d'aliments. La Cour suprême statua qu'au vu de sa genèse et de celle de la Convention en général, l'article 8 de la Convention de 1973 n'empêchait pas les époux de choisir la loi applicable, à savoir la loi du pays de leur résidence habituelle commune pendant une longue période et la loi du for.

30 La décision de la Cour suprême des Pays-Bas a été critiquée à plusieurs titres : au motif que les règles d'interprétation des traités contenues dans les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités* n'avaient pas été convenablement appliquées, que la décision n'était pas conforme à la pratique d'autres États[63], qu'elle n'allait pas dans le sens de l'objectif général visant à uniformiser les principes en matière de conflits et à assurer la sécurité juridique, que le raisonnement du tribunal était contraire aux intentions manifestes des auteurs de la Convention et que la décision revenait à exercer de façon injustifiée un pouvoir relevant en principe de l'autorité législative[64]. Toutefois, en remettant en cause la relation entre la loi applicable au divorce et celle applicable à l'obligation alimentaire, la décision a pour effet d'atténuer la rigidité apparente de l'article 8 de la Convention de 1973, qui a longtemps été contesté, notamment au motif qu'il pouvait assujettir les ex-époux pendant des années à une loi avec laquelle, en raison de leur changement de situation, ils n'avaient plus de liens. On peut cependant faire valoir que cette apparente rigidité peut être atténuée par le recours à la clause de l'ordre public contenue dans la Convention elle-même, ou à la règle matérielle de l'alinéa 2 de l'article 11 qui invite à tenir compte des besoins du créancier[65].

31 La décision laisse de nombreuses questions sans réponse[66]. Le choix par les époux de la loi applicable n'est-il admissible que lorsque la loi retenue est celle du for et / ou d'un État avec lequel l'un des époux ou les deux époux entretiennent un lien fort ? Que faut-il entendre précisément par un lien fort dans ce contexte ? Le choix est-il acceptable lorsqu'il se traduit par l'application d'une loi qui ne reconnaît pas de droit aux aliments dans des circonstances où ces aliments ne pouvaient être refusés aux termes de la loi applicable par ailleurs en vertu de l'article 8 ? Le principe du *perpetuatio juris* s'applique-t-il aussi à la loi choisie par les parties ? Quelles sont les obligations qui conditionnent le choix de chaque partie ? Ce choix ne peut-il être fait qu'à la demande des parties lors de la procédure en divorce ? Les parties ont-elles la possibilité de choisir la loi applicable dans une procédure tendant à modifier une décision déjà rendue en application de la loi régissant le divorce ?

32 Quoi qu'on puisse penser des mérites de la décision de la Cour suprême des Pays-Bas, on est fondé à y voir le symptôme des difficultés croissantes auxquelles donnent lieu depuis quelques années deux aspects de la Convention de 1973 : 1) l'absence de toute disposition précise sur l'autonomie de la volonté (et de toute certitude quant au fait de savoir si les principes de la Convention s'appliquent ou non aux accords en matière d'aliments), et 2) un mécontentement par rapport à la rigidité apparente et – dans une certaine mesure – la raison d'être même de l'article 8 de la Convention de 1973. Ces difficultés amènent à se demander s'il est aujourd'hui opportun de reviser la Convention ou d'envisager la rédaction d'un protocole. Au-delà des questions de principe, on est en droit de s'inquiéter du sentiment d'incertitude créé par la décision de la Cour suprême des Pays-Bas. Il peut donc être utile d'énumérer certaines questions qu'il serait bon de considérer si une telle refonte devait avoir lieu.

[58] *Ibid.*, para. 33.
[59] *Ibid.*, para. 32.
[60] *Ibid.*, para. 34.
[61] *Ibid.*, para. 35.
[62] Cour suprême (*Hoge Raad*), 21 février 1997, *RvdW*, 56C.
[63] Voir par ex. OLG Karlsruhe 24 août 1989, *FamRZ* 1990, 313, 314.
[64] Voir en particulier M. Sumampouw, « Article 8 Hague Maintenance Convention 1973 Set Aside in Favour of Party Autonomy : One Step too Far », *Netherlands International Law Review* 1998, vol. XLV, No I, 115-128 ; P. Mankowski, « Wahl des auf den Scheidungsunterhalt anwendbaren Rechts », *FuR* 11-12/97, 316-318. Pour une discussion plus en profondeur, voir K. Boele-Woelki, « Artikel 8 Haags Alimentatieverdrag 1973 staat op de tocht », *FJR*, vol. 19, No 6 (juin 1997), 133, et « Artikel 8 Haager Unterhaltsübereinkommen steht einer Rechtswahl nicht entgegen », *IPRax* 1998, 492 ; L.Th.L.G. Pellis, « Enige aspecten van rechtskeuze in het internationale alimentatierecht », *WPNR* 97/6280, 527-530 ; P. Vlas, « Rechtskeuze op postdivortiële alimentatie: een Hollandse verlegenheidsoplossing », 46 *Ars Aequi* (1997) 11, 820-827 ; P.M.M. Mostermans, « Het toepasselijke recht op internationale alimentatie-overeenkomsten », 19 *FJR*, No 6 (juin 1997), 155-159.
[65] Voir par ex. K. Boele-Woelki (*op. cit.* note 64). Mais voir aussi *infra*, para. 34 b).
[66] Voir en particulier P. Vlas (*op. cit.* note 64).

mission approved the basic principle that questions of maintenance obligations between divorced spouses should be governed by the law which governs their divorce. The rule was seen as "guaranteeing the foreseeable nature of maintenance relationships between former spouses in the long term".[58] The concern that the rule might result in the application of a law which makes little or no provision for maintenance between former spouses was acknowledged, but attention was drawn to corrective mechanisms within the Convention itself, notably the public policy exception of Article 11, first paragraph, and the substantive rule contained in Article 11, second paragraph, requiring a court to take account of the needs of the creditor and the resources of the debtor in determining the amount of maintenance.[59]

28 Finally, on the question of party autonomy, there was recognition of "a considerable change of opinion in favour of the freedom of the parties to settle the consequences of the dissolution of their marriage".[60] However, there was no majority in favour of proposing a revision of Article 8 of the 1973 Convention in this respect. There was also concern expressed by some delegates "to ensure that any law of autonomy, were it to be adopted, would not have a negative impact on the protection of the weaker party".[61]

3 *Article 8 and party autonomy*

29 The question of party autonomy and, in relation to it, the correct interpretation of Article 8 of the 1973 Convention has been addressed in an important decision of the Netherlands Supreme Court of 21 February 1997.[62] The parties were both Iranian nationals, the husband also having Dutch nationality. They had married in Iran in 1976 and moved in 1984 to the Netherlands where they continued to have their domicile at the time of the proceedings. They had separated in 1991, and in 1992 the husband had instituted divorce proceedings in the Netherlands. Applying Iranian law as the national law of both the husband and the wife (applicable under Art. 1, Section 1 of the Dutch Act of 25 March 1981 on the law applicable to divorce and legal separation and to the recognition of foreign decisions thereof), the Hague Court of Appeal granted the divorce. In an appearance before the court the parties jointly agreed that Dutch law should govern the wife's application for maintenance. Dutch law was therefore applied. The husband appealed to the Supreme Court *inter alia* on the ground that, in accordance with Article 8 of the 1973 Convention, the Appellate Court should have applied Iranian law, the law governing the divorce, to the maintenance claim. The Supreme Court ruled that Article 8 of the 1973 Convention, in the light of its history and that of the Convention as a whole, was not incompatible with the admission of a choice by divorced spouses of the governing law, the law chosen being that of the country of their common habitual residence for a long period and of the forum.

30 The decision of the Netherlands Supreme Court has been criticised on a number of grounds. It has been suggested that the rules of interpretation of treaties contained in Articles 31 and 32 of the *Vienna Convention of 23 May 1969 on the Law of Treaties* were not properly applied, that the decision does not accord with the practice of other States,[63] that it frustrates the overall objective of unifying conflict principles and securing legal certainty, that the reasoning of the Court conflicts with the clear intentions of the drafters of the Convention, and that the decision constituted an unwarranted exercise of powers which should be reserved to the legislature.[64] However, the effect of the decision, by severing the link between the law applicable to the divorce and the law applicable to the maintenance obligation, is to ameliorate the apparent rigidity of Article 8 of the 1973 Convention which for long has been the subject of some criticism, particularly on the ground that it may subject ex-spouses for many years to a law with which, as a result of a change in their circumstances, they are no longer connected. On the other hand, it may be argued that this apparent rigidity can be ameliorated by use of the public policy clause within the Convention itself, as well as the substantive provision of Article 11, second paragraph, requiring account to be taken of the needs of the maintenance creditor.[65]

31 The decision has left many questions unanswered.[66] Is the choice by the spouses of the applicable law admissible only when the law chosen is the law of the forum and / or of a State with which one and / or both spouses have a substantial connection? What exactly is the meaning of a substantial connection in this context? Is the choice acceptable when it results in the application of a law which denies maintenance in circumstances in which such maintenance could not be denied under the law otherwise applicable under Article 8? Does the principle of *perpetuatio juris* apply also to the law chosen by the parties? What are the formal requirements attaching to the party's choice? Can the choice only be made by request of the parties in the course of the divorce proceedings? Is it possible for the parties to choose the applicable law in proceedings to modify a decision already made in accordance with the law governing the divorce?

32 Whatever conclusions are drawn concerning the merits of the decision of the Netherlands Supreme Court, it may be realistic to regard it as a symptom of the increasing unease which has been felt for some years in relation to two aspects of the 1973 Convention: 1) the absence from the Convention of any clear provision in relation to party autonomy (as well as the uncertainty which exists as to whether the Convention principles do or do not cover maintenance agreements), and 2) dissatisfaction with the apparent rigidity and to some extent even the underlying rationale of Article 8 of the 1973 Convention. This raises the question of whether it is now opportune to revise the Convention or to consider the drafting of a protocol. Quite apart from questions of principle, the uncertainty occasioned by the decision of the Netherlands Supreme Court is a matter of concern. It may, therefore, be helpful to list some of the issues which may need to be addressed if such a review were to take place.

[58] *Ibid.*, para. 33.
[59] *Ibid.*, para. 32.
[60] *Ibid.*, para. 34.
[61] *Ibid.*, para. 35.
[62] Supreme Court (*Hoge Raad*), 21 February 1997, *RvdW*, 56C.
[63] See, *e.g.*, OLG Karlsruhe 24 August 1989, *FamRZ* 1990, 313, 314.
[64] See, in particular, M. Sumampouw, "Article 8 Hague Maintenance Convention 1973 Set Aside in Favour of Party Autonomy: One Step too Far", *Netherlands International Law Review* 1998, Vol. XLV, Issue I, 115-128; P. Mankowski, "Wahl des auf den Scheidungsunterhalt anwendbaren Rechts", *FuR* 11-12/97, 316-318. For further discussion, see K. Boele-Woelki, "Artikel 8 Haags Alimentatieverdrag 1973 staat op de tocht", *FJR*, Vol. 19, No 6 (June 1997), 133, and "Artikel 8 Haager Unterhaltsübereinkommen steht einer Rechtswahl nicht entgegen", *IPRax* 1998, 492; L.Th.L.G. Pellis, "Enige aspecten van rechtskeuze in het internationale alimentatierecht", *WPNR* 97/6280, 527-530; P. Vlas, "Rechtskeuze op postdivortiële alimentatie: een Hollandse verlegenheidsoplossing", 46 *Ars Aequi* (1997) 11, 820-827; P.M.M. Mostermans, "Het toepasselijke recht op internationale alimentatie-overeenkomsten", 19 *FJR*, No 6 (June 1997), 155-159.
[65] See, *e.g.*, K. Boele-Woelki (*op. cit.* note 64). But see *infra*, para. 34 b).
[66] See, in particular, P. Vlas (*op. cit.* note 64).

4 *Choix de la loi – Quelques pistes de réflexion*

33 Les questions complexes soulevées par l'introduction du principe de l'autonomie de la volonté dans les aspects du droit international privé liés aux obligations alimentaires n'ont jamais été analysées en détail par la Conférence de La Haye. La question n'était en effet pas d'actualité au moment de la rédaction de la Convention de 1973 et le Rapport explicatif n'évoque pas la possibilité pour les parties de choisir la loi applicable. La Note Pelichet précise qu'un certain degré d'autonomie de la volonté est reconnu dans d'autres secteurs du droit de la famille, notamment en ce qui concerne les régimes matrimoniaux et la loi applicable au droit à la succession d'une personne décédée[67]. Il est également fait état de l'importance des conventions que passent – et sont en fait de plus en plus encouragées à passer – les parties en ce qui concerne les conséquences du divorce, arrangements financiers compris, et des difficultés tenant aux aspects de ces accords liés au droit international privé (la loi régissant l'accord peut être différente de celle définie par la Convention de 1973 et il n'est pas certain que les parties aient le droit de choisir une loi applicable qui soit différente de la loi applicable aux termes de la Convention). La Note Pelichet admet également que les tribunaux ont tendance à accepter assez facilement de ratifier de telles conventions sans trop s'occuper de la loi applicable aux régimes alimentaires[68].

34 Une analyse plus détaillée des questions devra traiter au moins des points suivants :

a) *À qui doit s'appliquer l'autonomie de la volonté et à propos de quelles obligations alimentaires ?* L'autonomie doit-elle être limitée aux obligations alimentaires d'adultes (époux par ex.) entre eux ou doit-elle s'étendre aussi aux conventions alimentaires passées entre adultes pour des enfants ? Dans l'affirmative, quelles dispositions spéciales faut-il prévoir afin d'éviter que les adultes n'utilisent leur autonomie de façon à limiter les obligations qu'ils ont envers leurs enfants en vertu du droit qui serait autrement applicable ?

b) *Faut-il fixer des limites à l'autonomie de la volonté et, dans l'affirmative, lesquelles ?* Faut-il limiter le choix des parties à une loi avec laquelle elles ont des liens importants ? Ou faut-il assujettir leur choix aux dispositions impératives de tout ordre juridique, comme par exemple celui de l'État de la résidence habituelle du créancier d'aliments, qui peut avoir intérêt à s'assurer que certaines obligations minimums sont satisfaites en matière d'aliments ? La difficulté ici est de concevoir des techniques appropriées pour faire en sorte que l'autonomie de la volonté ne soit pas utilisée d'une manière qui limite de façon inacceptable les droits alimentaires auxquels une personne à charge pourrait prétendre, hors de toute considération de choix. Le recours à l'exception d'ordre public pour permettre au for d'appliquer sa propre loi dans un cas particulier peut constituer un ultime recours nécessaire mais il s'agit d'un instrument peu efficace pour résoudre un problème manifestement prévisible. L'adoption d'une règle matérielle, comme celle contenue dans l'alinéa 2 de l'article 11 de la Convention de 1973, qui fait obligation au tribunal saisi de tenir compte, quelle que soit la loi applicable, des besoins du créancier et des ressources du débiteur dans la détermination du montant de la prestation, représente une autre technique possible. Toutefois, l'obligation faite au tribunal de tenir compte de certains facteurs ne représente pas une garantie particulièrement sûre pour un ayant droit vulnérable. De même, l'alinéa 2 de l'article 11, tel qu'il est actuellement libellé, ne permettrait pas de fonder un droit alimentaire quand il n'en existe pas aux termes de la loi applicable, par exemple lorsqu'un conjoint à charge est déchu de ses droits au motif qu'il y a eu « faute ». Quoi qu'il en soit, il pourrait s'avérer éminemment difficile de parvenir à définir en termes plus précis, dans le cadre d'un instrument de droit international privé, les droits minimums d'une personne à charge.

35 Sans doute peut-on faire valoir aussi que, si des limites sont fixées en matière de choix, elles devraient être raisonnables, c'est-à-dire correspondre à ce qui est nécessaire pour garantir l'entretien des ayants droit. En d'autres termes, lorsqu'il est envisagé de fixer la prestation alimentaire à un niveau correspondant aux besoins fondamentaux ou minimums des ayants droit, le choix doit être limité. Mais lorsqu'il s'agit de fixer la prestation au-dessus du niveau de subsistance, une plus grande latitude devrait être prévue.

36 *Quel droit régit la validité formelle et matérielle d'un accord de droit applicable ?* Étant donné le risque de fraude et l'inégalité qui caractérise souvent la position relative des époux divorcés, des questions de validité du choix de la loi applicable aux obligations alimentaires sont appelées à se poser dans la pratique. Il importe aussi de se souvenir que les accords entre époux en matière d'aliments sont, dans maints systèmes juridiques, assujettis à des règles particulières qui restreignent la liberté contractuelle habituelle et qui donnent parfois aux tribunaux le pouvoir de modifier les termes d'un accord en matière d'aliments au vu de circonstances inattendues ou de faits nouveaux. Les questions qui se posent sont notamment les suivantes : Quel droit fixe les formalités d'un accord de droit applicable ? Quel droit régit la validité matérielle de celui-ci, comme par exemple des questions de fraude, d'erreur, de violation de l'obligation d'information ou de lésion ? Quel droit détermine si l'accord de droit applicable peut lui-même être modifié par un tribunal ou une autre autorité ?

5 *Accords en matière d'aliments*

37 Un réexamen quel qu'il soit de la Convention de 1973 doit porter non seulement sur la question de l'incidence d'un accord de droit applicable mais aussi sur la question à la fois distincte et connexe de la loi qui doit régir les accords en matière d'aliments et les obligations en découlant. Les deux questions sont distinctes en ce sens qu'un accord en matière d'aliments n'inclut pas nécessairement une disposition sur le choix de la loi applicable, de même qu'un accord de droit applicable n'est pas forcément conclu dans le cadre d'un accord en matière d'aliments de portée plus large. Elles sont liées dans le sens où elles soulèvent toutes deux des problèmes d'autonomie, y compris les limites de la liberté contractuelle nécessaires pour protéger les ayants droit vulnérables. Là encore, il est superflu de rappeler que les accords en matière d'aliments sont fréquents. La plupart des systèmes juridiques les encouragent et prévoient des procédures pour les faire enregistrer auprès d'un tribunal ou d'une autre autorité, ou reconnaître par ces institutions.

38 Il ressort clairement du Rapport explicatif que les négociations sur la Convention de 1973 n'ont pas permis de trancher la question de l'éventuelle inclusion des obligations alimentaires qui découlent de contrats dans le champ d'application de la Convention. Ces obligations ne sont ni incluses ni exclues dans la Convention.

> « Après des débats très animés, la Commission spéciale préféra en rester à la solution adoptée en octobre 1972 dans la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des décisions : ne rien mentionner de précis

[67] *Op. cit.* note 3, au para. 54.
[68] *Ibid.*, para. 55.

Reviser les Conventions aliments

4 *Choice of law – Some issues*

33 The complex issues raised by the injection of the principle of party autonomy into the private international law aspects of maintenance obligations have never been addressed in detail by the Hague Conference. The issue was not in fact a live one at the time of the drafting of the 1973 Convention, and the Explanatory Report makes no mention of the possibility of choice of a governing law by the parties. In the Pelichet Note, there is recognition of the limited degree to which party autonomy has been recognised in other areas of family law, for example in the domain of matrimonial property and in respect of the law applicable to succession to the estate of a deceased.[67] There is also recognition of the extent to which parties make, and indeed increasingly are encouraged to make, agreements with respect to the consequences of divorce, including financial arrangements, and of the difficulties relating to the private international law aspects of such agreements. (The law governing the agreement may be different from that designated under the 1973 Convention, and there is uncertainty as to the right of the parties to choose a governing law which is different from the law applicable under the Convention.) The Pelichet Note also acknowledges that courts tend readily to ratify such agreements without going into questions of the applicable law.[68]

34 A more detailed analysis of the issues will need to consider at least the following:

a) *To whom should party autonomy extend and in respect of which maintenance obligations?* Should autonomy be limited to the maintenance obligations of adults (spouses or otherwise) *inter se*, or should it also extend to maintenance arrangements made between adults in respect of children? If so, what special provisions are needed to prevent adults from using their autonomy in a way which would limit the obligations which they have towards their children under the law which would otherwise apply to their maintenance obligations?

b) *What, if any, should be the limits on party autonomy?* Should the parties be limited in their choice to a law with which they have some substantial connections? Or should their choice be made subject to the mandatory provisions of any legal system, such for example as that of the State of the habitual residence of the maintenance creditor, which may have an interest in ensuring that certain minimal maintenance obligations are met? The challenge here is to devise appropriate techniques for ensuring that party autonomy is not employed in a manner which reduces the maintenance entitlements to which a dependant might, were it not for the exercise of choice, be entitled to an unacceptably low level. The use of the public policy exception to enable the forum to apply its own law in a particular case may be a necessary last resort, but it is a blunt instrument to employ in resolving a problem which is clearly foreseeable. The introduction of a substantive principle, such as that contained in Article 11, second paragraph, of the 1973 Convention, which requires the court seised, whatever the applicable law, to take account of the needs of the creditor and the means of the debtor in determining the amount of maintenance, is an alternative technique. However, a requirement that a court must take into account certain factors is not a particularly strong guarantee for a vulnerable dependant. Nor could Article 11, second paragraph, as currently drafted, allow a maintenance right to be constructed where none at all exists under the applicable law, for example where a dependant spouse is disqualified on the basis of "fault". Yet it may be very difficult to achieve agreement on any greater precision in defining in substantive terms, within a private international law instrument, the minimum entitlements of a dependant.

35 It may also be argued that, if limits are placed on choice, they should be proportionate in the sense of being no more than is necessary to ensure the essentials of support for dependants. This would imply that, where maintenance is being considered up to the level of meeting the basic or minimum needs of dependants, choice needs to be limited; but where provision for a dependant beyond subsistence level is at issue, there should be more scope for the exercise of free choice.

36 *Which law governs the formal and essential validity of the choice of law agreement?* Given the potential for fraud and the unequal bargaining position in which divorced spouses often find themselves, questions concerning the validity of a choice of law to govern maintenance obligations are likely to arise in practice. It is also important to bear in mind that spousal agreements concerning maintenance are, in many legal systems, subject to special rules which limit the usual freedom of contract and which sometimes give courts powers to vary the terms of a maintenance agreement in the light of unanticipated circumstances or newly discovered facts. The specific questions which arise include: Which law governs the formalities of the choice of law agreement? Which law governs its essential validity, including issues such as fraud, mistake, misrepresentation or unconscionability? Which law governs the question of whether the choice of law agreement may itself be subject to modification by a court or other authority?

5 *Maintenance agreements*

37 Any review of the 1973 Convention will need to consider not only the question of the effect of choice of law agreements, but also the separate and related question of the law which should govern maintenance agreements and the obligations arising under them. The two questions are distinct in that a maintenance agreement will not necessarily contain a choice of law clause, and equally a choice of law agreement will not necessarily form part of a broader maintenance agreement. They are related in the sense that they both raise issues concerning autonomy, including the limits on contractual freedom necessary to protect vulnerable dependants. Again, it is hardly necessary to point out that maintenance agreements are common. Most legal systems encourage them and have procedures whereby agreements can be registered with or ratified by a court or other authority.

38 It is clear from the Explanatory Report that no agreement was reached during negotiations on the 1973 Convention on the question of whether maintenance obligations which arise out of contract should be included within the scope of the Convention. The Convention neither includes nor excludes them.

> "After some very lively debates, the Special Commission decided to keep to the solution adopted in October, 1972, in the Convention on the recognition and enforcement of decisions, which was to make no precise

[67] *Op. cit.* note 3, at para. 54.
[68] *Ibid.*, para. 55.

dans le texte même du traité. De ce silence voulu, l'on déduira que le juge saisi possède toute latitude : ou bien, il interprétera les clauses conventionnelles comme recouvrant l'hypothèse des obligations alimentaires découlant d'un contrat et il appliquera en conséquence les dispositions du traité ; ou bien, au contraire, il retiendra les règles du droit international privé commun. Cette liberté d'appréciation laissée au tribunal constitue donc une brèche dans l'unification. La complexité du problème envisagé – dont on trouve des indices éclairants dans les procès-verbaux des discussions de la Commission spéciale – a empêché les Délégués de s'entendre pour combler celle-ci. Il faut espérer que l'uniformité de la jurisprudence corrigera, sur ce point, les conséquences du silence de la loi. On peut croire aussi que la difficulté n'apparaîtra que dans quelques cas limites. »[69]

En dépit des espoirs exprimés dans le Rapport explicatif, il apparaît que la question de la loi applicable aux obligations alimentaires découlant d'un contrat n'est pas tranchée. Rien ne permet d'affirmer s'il faut appliquer les dispositions de la Convention de 1973, et en particulier l'article 8[70].

39 Si l'on excepte la question de savoir dans quelle mesure une disposition sur le droit applicable contenue dans l'accord lui-même doit être respectée – les effets d'une telle disposition ont été analysés plus haut – l'un des principaux problèmes est de déterminer si une disposition comme celle contenue dans l'article 8 de la Convention de 1973, qui stipule que les obligations découlant d'un accord en matière d'aliments passé par les époux en instance de divorce sont soumises à la loi qui régit leur divorce, est acceptable. La disposition a l'avantage de conférer une certitude mais elle présente un inconvénient potentiel : l'accord des parties peut être régi par la loi d'un système avec lequel ils ont peu de liens réels. Les règles impératives du pays dans lequel ils vivent peuvent être ignorées, voire éludées, si la possibilité d'un choix quant à la loi applicable au divorce leur est accordée. Si l'État dans lequel vivent les parties est également le for, il est à l'évidence possible d'échapper à ce risque en ayant recours au dispositif peu maniable et imprévisible de l'exception d'ordre public, qui consiste à assurer l'application de normes protectrices prévues dans la législation du for. Il se peut néanmoins que le for soit l'État où le débiteur d'aliments réside et que l'accord porte atteinte aux règles impératives de l'État où réside le créancier d'aliments. Ces règles peuvent être spécifiquement conçues pour protéger les créanciers d'aliments vivant dans l'État considéré.

40 La présente analyse indique que, non seulement l'article 8 n'est pas satisfaisant dans son application, mais qu'il est peut-être nécessaire de prévoir une disposition plus générale garantissant à un créancier d'aliments, quel que soit le contenu d'un accord (y compris toute clause relative au choix de la loi applicable qu'il est susceptible de comporter), la protection de toute règle impérative de l'État dans lequel il réside. Ce concept est à l'évidence familier dans le contexte d'autres contrats mettant en jeu des parties pouvant nécessiter une protection particulière, comme c'est le cas des contrats de consommateurs et des contrats de travail[71].

41 Enfin, il est utile de signaler que, si le principe de la non-application des dispositions de la Convention de 1973 aux accords en matière d'aliments devait prévaloir, il serait possible d'avoir recours à une « Déclaration » spécifique pour éliminer tout élément de doute. Une telle Déclaration a ainsi été adoptée le 6 octobre 1980 par la Quatorzième session de la Conférence à propos de la portée de la *Convention de La Haye du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels*. Cette Déclaration, conçue pour protéger les consommateurs, après qu'il a été reconnu que leurs intérêts n'avaient pas été pris en compte au moment de la négociation de la Convention de 1955, confirmait que la Convention ne mettait pas obstacle à l'application par les États parties de règles particulières sur la loi applicable aux ventes aux consommateurs[72].

CHAPITRE II – CONVENTION DE NEW YORK ET AUTRES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

A *Convention de New York*

1 *Situation actuelle et description*

42 Il est souhaitable, lorsque l'on s'interroge sur l'opportunité d'une revision des Conventions de La Haye, de prendre en considération les techniques et solutions adoptées dans le cadre d'autres accords internationaux – de type multilatéral, régional et bilatéral – relatifs aux obligations alimentaires. Compte tenu du mandat expressément défini à sa Dix-huitième session par la Conférence, qui a demandé que la Commission spéciale, convoquée par le Secrétaire général, envisage « l'inclusion dans un nouvel instrument de dispositions sur la coopération judiciaire et administrative »[73], il convient de prêter une attention particulière à la Convention de New York, principal instrument international régissant actuellement ces questions.

43 La *Convention des Nations Unies sur le recouvrement des aliments à l'étranger* du 20 juin 1956 comptait (en décembre 1998) 56 États parties, soit quatre de plus qu'en mai 1995[74]. La Convention établit un système de coopération administrative entre les autorités créées aux termes de la Convention dans différents États, en proposant une assistance au créancier d'aliments d'un État qui souhaite poursuivre sa demande contre un débiteur d'aliments dans un autre. Le fonctionnement de la Convention a été résumé dans la Note Pelichet comme suit :

« 98 […] La Convention institue un système qui permet à un créancier d'aliments, vivant dans un pays A, avant de recourir aux tribunaux dans le pays étranger, de mettre en œuvre des autorités administratives du pays B où se trouve établi le débiteur, celles-ci pouvant utiliser les procédés habituels avant procès, c'est-à-dire rappel de la dette, sommation, fixation des délais d'exécution, retenue bénévole du salaire, éventuelle plainte pénale pour abandon de famille, etc. Le système adopté par la Convention de New York est le suivant : chaque État signataire désigne une autorité administrative ou judiciaire qui reçoit la réclamation émanant du créancier d'aliments sur son territoire et destinée à l'étranger (Autorité dite *expéditrice*, article 2, paragraphe 1). L'État contractant doit également désigner une autorité

[69] Rapport explicatif (*op. cit.* note 5), para. 120.
[70] Voir P.M.M. Mostermans (*op. cit.* note 64).
[71] Voir par ex. art. 5 et 6 de la *Convention de la Communauté européenne du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles* qui, en ce qui concerne les contrats de consommateurs et de travail respectivement interdit (sous certaines conditions) que le choix de la loi prive le consommateur / l'employé de la protection accordée par les règles impératives de sa résidence habituelle (dans le cas des consommateurs) ou de la loi qui serait applicable en l'absence de choix (dans le cas des employés).

[72] Acte final de la Quatorzième session, 25 octobre 1980, Partie C I, *Actes et documents de la Quatorzième session (1980)*, tome I, *Matières diverses*, p. I-62.
[73] Acte final de la Dix-huitième session (*loc. cit.* note 1).
[74] Les quatre nouveaux États parties sont l'Irlande (1995), l'Uruguay (1995), le Bélarus (1996) et l'Estonie (1997).

Reviser les Conventions aliments

mention in the actual text of the treaty. It can be deduced from this intentional silence that a court hearing any particular case will have a large degree of latitude; it will either interpret the clauses of the Convention as covering the case of maintenance obligations arising out of contract and, therefore, apply the treaty provisions; or, on the other hand, it will apply the generally applicable rules of private international law. Thus, the discretion left to the court is a gap in unification. The complexity of the problem – which can be seen in the minutes of the Special Commission's discussions – prevented the Delegates from bridging this gap. It is to be hoped that uniformity in the case law on this point will remedy the silence of the law. There is reason to believe, also, that this difficulty will only arise in a limited number of cases."[69]

Despite the hopes expressed in the Explanatory Report, it appears that there is continuing uncertainty on the question of the law applicable to maintenance obligations arising out of contract. Doubts continue to exist as to whether the rules of the 1973 Convention, and in particular Article 8, should be applied.[70]

39 Leaving aside the question of the extent to which a choice of law clause in the agreement itself should be respected, the implications of which have been discussed above, one of the main issues is whether a rule such as that contained in Article 8 of the 1973 Convention is acceptable, *i.e.*, a rule which requires that obligations under a maintenance agreement made by divorcing spouses should be referred to the law which governs their divorce. The rule has the advantage of certainty. But it has the potential disadvantage that the parties' agreement may be governed by the law of a system with which they have little real connection. The mandatory rules of the country in which they in fact live may be ignored, or may even be evaded, if the parties are allowed some choice in relation to the law applicable to the divorce. If the State in which the parties live is also the forum, this result can of course be avoided by the clumsy and unpredictable device of the public policy exception, *i.e.*, to ensure the application of protective rules of the domestic law of the forum. However, it is possible that the forum will be the State where the maintenance debtor resides and that the agreement offends mandatory rules of the State where the maintenance creditor resides. These rules may be specifically designed to protect maintenance creditors living in that State.

40 The circumstances described here suggest not only that Article 8 may in its operation be unsatisfactory, but that there is perhaps a need for a more general rule guaranteeing to a maintenance creditor, regardless of the contents of any agreement (including any choice of law clause that it may contain), the protection of any mandatory rules of the State in which he or she resides. This idea is of course a familiar one in relation to other contracts involving persons who may require special protection, such as consumer or employment contracts.[71]

41 Finally, it is worth mentioning that, if the view were to prevail that the 1973 Convention rules are not appropriate to maintenance agreements, a "Declaration" to this effect could be employed to remove any element of doubt. Such a Declaration was, for example, adopted on 6 October 1980 by the Fourteenth Session of the Conference in relation to the scope of the Hague Convention of 15 June 1955 on the law applicable to international sales of goods. That Declaration, which was designed to protect consumers, after acknowledging that their interests were not taken into account when the 1955 Convention was negotiated, confirmed that States Parties were not prevented from applying special rules on the law applicable to consumer sales.[72]

CHAPTER II – THE NEW YORK CONVENTION AND OTHER INTERNATIONAL INSTRUMENTS

A *The New York Convention*

1 *Current status and description*

42 It is wise, when considering the possible revision of the Hague Conventions, to take account of the techniques and solutions adopted in other international instruments – multilateral, regional and bilateral – which deal with maintenance obligations. In view of the express mandate given by the Eighteenth Session of the Conference that the Special Commission, convened by the Secretary General, should examine "the inclusion in a new instrument of rules on judicial and administrative co-operation",[73] special attention needs to be paid to the New York Convention which is currently the principal international instrument regulating these matters.

43 The *United Nations Convention on the Recovery Abroad of Maintenance* of 20 June 1956 has (as at December 1998) 56 States Parties, four more than in May 1995.[74] The Convention sets up a system of administrative co-operation between authorities established under the Convention in different States, offering assistance to a maintenance creditor in one State who wishes to pursue his or her claim against a maintenance debtor in another. The operation of the Convention was summarised in the Pelichet Note as follows:

"98 […] The Convention institutes a system enabling a maintenance creditor, living in State A, before petitioning any court in the foreign State, to put into operation the administrative machinery in State B (State of the debtor's residence), by means of the usual pretrial procedures, *i.e.* reminder of the debt, summons, determination of the time for enforcement, voluntary reduction from the debtor's salary, possible criminal charges for abandonment of the family, etc. The system adopted in the New York Convention is the following: each signatory State designates an administrative or judicial authority to receive claims from a maintenance creditor in its territory against a person resident abroad (the so-called Transmitting Agency, Article 2, paragraph 1). The Contracting State also has to designate an adminis-

[69] Explanatory Report (*op. cit.* note 5), para. 120.
[70] See P.M.M. Mostermans (*op. cit.* note 64).
[71] See, *e.g.*, Arts 5 and 6 of the *European Community Convention of 19 June 1980 on the Law Applicable to Contractual Obligations* which, as regards respectively consumer and employment contracts, prevents (under certain conditions) a choice of law from depriving the consumer / employee of the protection afforded by mandatory rules of his or her habitual residence (in the case of consumers) or of the law which would be applicable in the absence of choice (in the case of employees).
[72] Final Act of the Fourteenth Session, 25 October 1980, Part C I, *Actes et documents de la Quatorzième session (1980)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, p. I-62.
[73] Final Act of the Eighteenth Session (*loc. cit.* note 1).
[74] The four additions are Ireland (1995), Uruguay (1995), Belarus (1996) and Estonia (1997).

administrative chargée de recevoir les réclamations d'aliments provenant de l'étranger (Institution dite *intermédiaire*, article 2, paragraphe 2). Ces autorités correspondent directement entre elles, sans passer ni par une hiérarchie administrative, ni par la voie diplomatique. L'institution intermédiaire, qui est informée du cas et qui a en mains le dossier, prend au nom du créancier toutes les mesures propres à assurer le recouvrement des aliments : elle essaiera notamment de transiger, voire d'intimider, mais lorsque cela sera nécessaire, elle sera obligée d'intenter l'action ou de faire exécuter un jugement obtenu dans l'État du créancier (article 6).

99 La Convention accorde un certain nombre de facilités au créancier : l'assistance judiciaire gratuite lui sera notamment conférée dans la même mesure où elle serait accordée au créancier qui réside dans l'État où l'action est intentée, la dispense de la *cautio judicatum solvi* est expressément prévue, enfin les services tant des autorités expéditrices que des institutions intermédiaires sont gratuits et des facilités sont accordées au transfert de fonds destinés à des aliments ou à des frais de justice connexes (articles 9 et 10 de la Convention). »[75]

2 *Difficultés de fonctionnement et insuffisances*

44 La Convention de New York fonctionne plus ou moins bien selon les États. Dans de nombreux États parties, elle est inopérante, s'applique de façon unilatérale (c.-à-d. pour les affaires sortantes seulement) ou connaît nombre de dysfonctionnements. La principale raison de cette situation est que, pour toute une série de raisons habituellement liées à des difficultés économiques, les États concernés n'ont pas mis en place, ou doté de ressources suffisantes, des structures administratives efficaces pour satisfaire aux obligations imposées par la Convention[76].

45 Dans les États où la Convention fonctionne à peu près bien, un certain nombre de problèmes spécifiques demeurent, dont beaucoup ont été analysés en détail à l'occasion de la Commission spéciale de 1995. Ces problèmes sont résumés ci-après.

i) Alors que les États parties admettent généralement que la Convention de New York et les Conventions de La Haye doivent être considérées comme complémentaires, le Royaume-Uni reste d'avis que la Convention de New York et la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution s'excluent mutuellement.

ii) Un désaccord subsiste entre les États quant au fait de savoir si les procédures de la Convention de New York ne valent que pour le créancier ou si elles peuvent aussi être utilisées par une institution publique à laquelle les droits du créancier d'aliments peuvent avoir été cédés sous une certaine forme. Rien dans la Convention n'autorise expressément son utilisation par des institutions publiques[77]. La Commission spéciale de 1995 a recommandé que « toute demande adressée par un organisme public par les voies instituées par la Convention de New York soit accompagnée d'une procuration donnée par le créancier d'aliments, même si ce dernier a déjà touché des subsides et que l'organisme public ait été légalement subrogé dans ses droits »[78]. En dépit de cette recommandation, certains États (l'Allemagne par ex.) ont toujours des difficultés à traiter les demandes de remboursement émanant d'organismes publics, même lorsqu'une procuration est produite.

iii) La Commission spéciale de 1995 a estimé à la quasi-unanimité que le fonctionnement du système de la Convention n'exige pas qu'une décision ait déjà été rendue dans l'État d'origine. Toutefois, deux États, la Belgique et la France, continuent d'appliquer cette règle. La grande majorité des États ont estimé que le système de la Convention pouvait être utilisé pour aider un créancier à obtenir *de novo*, par des moyens judiciaires ou autres, les aliments dans l'État requis.

iv) Le préambule de la Convention de New York dispose que ses dispositions sont conçues pour aider « les personnes dans le besoin dont le soutien légal se trouve à l'étranger ». Aucune autre définition n'est donnée du champ d'application *rationae personae* de la Convention. Cette absence de définition peut donner lieu à des difficultés, bien que la Commission spéciale de 1995 ait estimé à l'unanimité que la Convention « s'applique aux obligations alimentaires dans les 'relations de famille' entendues au sens large, comme l'envisageaient les travaux préparatoires de la Convention, y compris les pensions alimentaires après divorce »[79].

v) Les pratiques en matière de paiement des frais et d'attribution de l'assistance judiciaire varient. L'article 9 de la Convention de New York établit 1) le principe d'une égalité de traitement entre créanciers et résidents ou ressortissants de l'État où l'action est intentée en ce qui concerne le paiement des frais et dépens et les exemptions correspondantes, 2) le principe que les créanciers ne peuvent être tenus en tant qu'étranger ou non-résident de fournir une caution ni de faire aucun dépôt et 3) une règle excluant la possibilité qu'une rémunération puisse être perçue par les autorités expéditrices et les institutions intermédiaires. La question de l'assistance judiciaire en soi n'est pas abordée. Les opinions divergent quant à l'étendue des responsabilités des autorités expéditrices et institutions intermédiaires à cet égard. Une stricte interprétation limite leur responsabilité à la fourniture gratuite des seuls services qu'elles sont tenues de dispenser aux termes de la Convention. Il faut rappeler à cet égard qu'aux termes de l'article 6, l'institution intermédiaire est elle-même autorisée entre autres à intenter et poursuivre une action alimentaire. Certaines institutions sont préoccupées par les coûts réels ou potentiels qu'elles supportent ou peuvent avoir à supporter aux termes de la Convention et des différences de charge qui découlent des différences de pratique entre États.

vi) La traduction pose un problème particulier. Cette question a déjà été abordée[80] dans le cadre des Conventions de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution. L'application stricte de la Convention de New York fait obligation aux autorités expéditrices de faire traduire tous les documents pertinents et, aux termes de l'article 9, d'en assumer le coût. Ce coût peut être très élevé et l'obligation n'est donc pas toujours respectée. La Commission spéciale de 1995 a reconnu la nécessité de modifier les obligations en matière de traduction aux seuls documents et parties du jugement absolument indispensables. Elle n'a toutefois pas défini de méthode particulière pour atteindre ce résultat.

vii) La Commission spéciale de 1995 a considéré l'obligation qui est faite au paragraphe 3 de l'article 3 de la Convention de New York d'accompagner la demande d'une photographie du créancier et, si possible, du débiteur, comme

[75] Note Pelichet (*op. cit.* note 3), para. 98 et 99.
[76] Pour une explication détaillée, voir *ibid.*, para. 103 à 117.
[77] Voir notamment art. 1er.
[78] Conclusions générales (*op. cit.* note 2), para. 47.
[79] *Ibid.*, para. 49.
[80] Au para. 15 g).

Reviser les Conventions aliments

trative authority to act as receiver of claims coming from abroad (the so-called Receiving Agency, Article 2, paragraph 2). These agencies correspond directly with each other, without passing either through an administrative hierarchy or through diplomatic channels. The receiving agency having been informed of the case, and having the file in its hands, takes all appropriate steps on behalf of the claimant for the recovery of the maintenance: in particular, it will try to settle the case or bring pressure to bear upon the debtor, but when necessary will institute or prosecute an action for maintenance or for the enforcement of the judgment obtained in the State of the creditor (Article 6).

99 The Convention accords a certain number of facilities to the creditor: in particular, legal aid will be given to him to the same extent as it would be granted to a creditor residing in the State where the proceedings were instituted, the exemption from any requirement to make any payment or deposit as security for costs is expressly provided for; lastly, the services both of the Transmitting and Receiving Agencies are free of charge and facilities are provided for the transfer of funds payable as maintenance or to cover expenses in respect of proceedings under the Convention (Articles 9 and 10 of the Convention)."[75]

2 *Operational difficulties and limitations*

44 The operation of the New York Convention varies from State to State. There are many States Parties in which the Convention does not operate at all, or operates unilaterally (*i.e.*, with respect to outgoing cases only), or operates with great difficulty. The primary cause is that, for a variety of reasons associated usually with economic difficulties, the States concerned have not established, or properly resourced, efficient administrative structures to carry out the obligations imposed by the Convention.[76]

45 Among those States in which the Convention operates reasonably well, there remain a number of specific problems, many of which were discussed in detail at the 1995 Special Commission. They are listed here in summary form.

i) While State Parties generally agree that the New York Convention and the Hague Conventions should be regarded as complementary, the United Kingdom continues to take the view that the New York Convention and the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement should be operated in the alternative.

ii) There remains disagreement between States as to whether the procedures of the New York Convention are available only to the creditor or may be utilised also by a public body to whom the rights of the maintenance creditor have in some way been delegated. There is no express authorisation within the Convention for its use by public authorities.[77] The 1995 Special Commission recommended that "any application addressed by a public body through the channels instituted by the New York Convention should be accompanied by a power of attorney furnished by the maintenance creditor, even if the latter has already received allowances and the public body has been legally subrogated to his rights".[78] Despite this recommendation, it remains a problem for certain States (*e.g.*, Germany) to process applications by public authorities for reimbursement even where a power of attorney is provided.

iii) The almost unanimous opinion of the 1995 Special Commission was that the operation of the Convention system does not require that there be an existing decision rendered in the State of origin. However, two States, Belgium and France, continue to apply this requirement. The great majority of States take the view that the Convention system can be utilised to assist a creditor to obtain *de novo*, by judicial or other means, maintenance in the State addressed.

iv) The Preamble to the New York Convention states that its provisions are designed to assist "persons in need dependent for their maintenance on persons abroad". No further definition is given of the Convention's scope *rationae personae*. This may give rise to difficulties, though the 1995 Special Commission unanimously considered that the Convention "applies to maintenance obligations in 'family relationships', within the broad meaning of the term, as envisaged in the *travaux préparatoires* of the Convention, including maintenance payments after divorce".[79]

v) Practices regarding payment of costs and the provision of legal aid vary. Article 9 of the New York Convention lays down 1) a principle of equal treatment between claimants and residents or nationals of the State where proceedings are pending in relation to the payment of costs and charges and exemptions therefrom, 2) a requirement that claimants may not be required as aliens or non-residents to furnish a bond or provide other security for costs, and 3) a rule that fees may not be charged by the transmitting and receiving agencies. The issue of legal assistance as such is not addressed. There are different views as to the extent of the responsibilities in this regard of the transmitting and receiving agencies. A strict interpretation confines their responsibility to the free provision only of those services which they are obliged to provide under the Convention. It should be recalled in this regard that, under Article 6, the receiving agency is itself authorised, *inter alia*, to institute and prosecute an action for maintenance. There is concern among some agencies in relation to the actual and potential costs which they do or may incur under the Convention, and in relation to the unequal burdens which result from divergent State practice.

vi) A particular problem is that of translation. This has already been discussed above[80] in the context of the Hague Conventions on recognition and enforcement. A strict application of the New York Convention procedures requires the transmitting agency to have translated all the relevant documents and, under Article 9, to bear the costs. This may be very expensive and is not always done. The 1995 Special Commission recognised a need to modify the translation requirements to cover only those documents, and only those elements of any judgment concerned, which are absolutely essential. However, the Special Commission did not decide upon any specific method of achieving this result.

vii) The requirement of Article 3, paragraph 3, of the New York Convention that the application should be accompanied by a photograph of the claimant and, where available, of the respondent, was viewed by the 1995 Special Com-

[75] Pelichet Note (*op. cit.* note 3), paras 98 and 99.
[76] For a detailed explanation see *ibid.*, paras 103-117.
[77] See especially Art. 1.
[78] General Conclusions (*op. cit.* note 2), para. 47.
[79] *Ibid.*, para. 49.
[80] At para. 15 g).

une exigence inutile pour le demandeur. En fait, la Commission spéciale a conclu qu'« une photographie n'a plus à accompagner systématiquement les dossiers »[81].

viii) La Commission spéciale de 1995 a appelé l'attention sur les difficultés qui peuvent se poser pour les ayants droit lorsqu'un débiteur, qui est fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies, invoque son immunité de fonctionnaire international pour échapper à ses obligations alimentaires.

ix) Au cours de la Commission spéciale de 1995, un groupe de travail a tenté d'élaborer des formules modèles destinées à accompagner les dossiers transmis dans le cadre de la Convention de New York et de garantir qu'elles parviennent au destinataire[82]. La Conférence de La Haye a demandé à sa Dix-huitième session au Secrétaire général de convoquer un groupe de travail informel en le chargeant d'élaborer un nouveau projet destiné à être examiné et éventuellement adopté par la prochaine Commission spéciale. Les États ont été invités à soumettre des observations par écrit sur ces formules au Bureau Permanent préalablement à la Commission spéciale prévue en avril 1999, pour aider la Commission à parvenir à une conclusion.

x) Enfin, le problème de l'absence de liste actualisée des autorités nationales prévue aux termes de la Convention de New York a été résolu par la Conférence de La Haye qui fait circuler à intervalles réguliers parmi les autorités une liste à jour ainsi que des précisions sur les personnes à contacter[83].

3 *Réexamen de la Convention*

46 La plupart des difficultés liées au fonctionnement de la Convention de New York tiennent davantage à la manière dont elle est appliquée dans certains États qu'à ses défauts mêmes. L'un des problèmes majeurs demeure l'absence de volonté ou l'incapacité de nombreux États parties de consacrer les ressources nécessaires à la mise en place du dispositif administratif capable d'assumer avec une rapidité et une efficacité suffisantes les fonctions imparties par la Convention aux autorités expéditrices et aux institutions intermédiaires.

47 La Convention propose un mécanisme de coopération administratif souple, qui constitue incontestablement l'un de ses points forts puisqu'il permet à quelques États parties à la Convention de l'utiliser avec un certain succès depuis plus de 40 ans. En revanche, cette souplesse a entraîné des différences en matière d'application sur un certain nombre de points importants. Ainsi, étant donné que les institutions publiques sont de plus en plus souvent amenées à poursuivre et faire appliquer des actions engagées contre des débiteurs d'aliments, et que l'on assiste dans certains États à une forme d'intégration des systèmes public et privé d'obligations alimentaires, on peut s'inquiéter de ce que des doutes puissent subsister quant à l'applicabilité de la Convention de New York aux demandes émanant d'institutions publiques. De même, en ne traitant que les demandes présentées au titre de la Convention de New York qui font déjà l'objet d'une décision dans l'État d'origine, certains États limitent gravement la portée de la Convention.

48 Toute réforme éventuelle de la Convention de New York doit tenir compte des procédures de revision définies dans son article 20, aux termes duquel toute Partie contractante pourra demander la revision de la Convention et le Secrétaire général convoquera une conférence qui étudierait toute revision proposée si la majorité des Parties contractantes l'approuve. La revision de la Convention de New York ne relève pas des fonctions de la Conférence de La Haye. La Conférence de La Haye pourrait se pencher sur la question de la coopération administrative dans le cadre d'un nouvel instrument, qui pourrait être conçu par exemple pour établir un lien plus étroit avec les Conventions de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution. Le risque que représenterait le choix d'une telle option sans que l'inclusion de nouvelles dispositions en matière de coopération ne vienne renforcer de manière certaine le système existant, est illustré par le destin de la Convention de Rome de 1990, dont l'objectif fondamental est semblable à celui de la Convention de New York, c'est-à-dire faciliter le recouvrement de créances alimentaires au moyen d'un système de coopération s'appuyant sur des Autorités centrales. Son champ d'application est plus limité que celui de la Convention de New York, puisque la Convention de Rome ne s'applique qu'aux jugements alimentaires qui relèvent du champ d'application de l'article premier de la Convention de Bruxelles de 1968. En dépit de quelques améliorations par rapport à la Convention de New York, notamment parce qu'elle fait explicitement bénéficier les personnes (institutions publiques, par ex.) qui sont habilitées à être subrogées dans les droits du créancier des dispositions de la Convention, elle n'est toujours pas entrée en vigueur. À n'en pas douter, cette situation tient au fait que tous les États membres de l'Union européenne étant aujourd'hui Parties à la Convention de New York, la Convention de Rome n'apporte pas véritablement de nouveauté.

B *Conventions régionales*

49 Le chapitre III de la Note Pelichet donne un résumé de trois Conventions régionales qui portent partiellement ou totalement sur les obligations alimentaires : les *Conventions sur la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale* (les Conventions de Bruxelles et de Lugano) ; la *Convention interaméricaine sur les obligations alimentaires* (la Convention de Montevideo) ; et la *Convention entre les États membres des Communautés européennes sur la simplification des procédures relatives au recouvrement des créances alimentaires* (la Convention de Rome).

50 Ces Conventions ne sont mentionnées ici que pour en souligner certains aspects particuliers qui les distinguent des Conventions de La Haye et de New York et qui peuvent amener à envisager la nécessité d'un nouvel instrument de portée mondiale. Quatre aspects méritent notamment d'être signalés :

i) Les Conventions de Bruxelles / Lugano et de Montevideo diffèrent des Conventions de La Haye en ce qu'elles définissent des règles de compétence directe. Les dispositions définies dans les Conventions de Bruxelles / Lugano favorisent le créancier d'aliments en lui laissant le choix d'intenter une action contre le débiteur soit dans l'État du domicile ou de la résidence habituelle de celui-ci[84], soit dans l'État de son propre domicile ou de sa résidence habituelle[85]. En revanche, le débiteur d'aliments, s'il cherche par exemple à faire modifier la décision d'origine, ne peut intenter un recours (au titre de la principale disposition de l'art. 2) que dans l'État du domicile ou de la résidence habituelle du défendeur (à savoir le créancier). La Convention

[81] Conclusions générales (*op. cit.* note 2), para. 51.
[82] Voir Doc. trav. No 15, Commission spéciale de novembre 1995 sur les obligations alimentaires, proposition du Groupe de travail – Formules modèles.
[83] La dernière circulaire date du 22 mai 1998 (Ref. No L.c. ON 25 (98)).
[84] Art. 2.
[85] Art. 5(2).

Reviser les Conventions aliments

mission as constituting in some cases an unnecessary hindrance for the applicant. In fact, the Special Commission concluded that "files no longer have to be systematically accompanied by a photograph".[81]

viii) The 1995 Special Commission drew attention to the difficulties for dependants which arise when the debtor, who is a staff member of the United Nations, invokes immunity as an international official to avoid his or her maintenance obligations.

ix) An attempt was made by a Working Group in the course of the 1995 Special Commission to draft model forms to accompany the files transmitted under the New York Convention, and to ensure their receipt.[82] The Secretary General was requested by the Eighteenth Session of the Hague Conference to convene an informal Working Group to prepare a further draft for examination and possible adoption by the next Special Commission. States were invited to submit written observations on them to the Permanent Bureau, in advance of the Special Commission to be held in April 1999, in order to assist that Commission in reaching a conclusion.

x) Finally, the problem of the absence of an up-to-date list of the national authorities provided for under the New York Convention has now been remedied by the Hague Conference, which from time to time circulates among authorities an updated list, together with contact details.[83]

3 *Review of the Convention*

46 Most of the problems concerning the operation of the New York Convention have to do more with the manner of its implementation in particular States than with any intrinsic defects in the Convention itself. A major outstanding problem remains the unwillingness or inability of a large number of States Parties to devote the resources necessary to establish administrative machinery which has the capacity to carry out with reasonable speed and efficiency the functions which the Convention gives to transmitting and receiving agencies.

47 The Convention offers a flexible structure for administrative co-operation, which undoubtedly has been one of its strengths, enabling it to operate reasonably successfully among some of the States Parties for more than 40 years. On the other hand, this flexibility has given rise to variations in practice on a number of important issues. For example, given the increasing extent to which public authorities are involved in pursuing and enforcing claims against maintenance debtors, and the tendency in some States towards some degree of integration of public and private maintenance systems, it is a matter of concern that there should remain doubts as to the applicability of the New York Convention to applications made by public authorities. It is also a serious limitation that some States will only process applications under the New York Convention where there already exists a decision on maintenance in the State of origin.

48 Consideration of any possible review of the New York Convention must bear in mind the procedures for its revision which are set out in Article 20, under which any Party may request a revision of the Convention, and a conference to consider any proposed revision must be convened by the Secretary General of the United Nations if a majority of the Contracting Parties so approve. Revision of the New York Convention is not a function of the Hague Conference. It would be possible for the Hague Conference to consider the question of administrative co-operation in the context of a new instrument, perhaps one designed to link in more closely with the Hague Conventions on recognition and enforcement. The danger of embarking on this course, without there being a very clear added value to any new co-operation provisions, is illustrated by the fate of the 1990 Rome Convention, the basic objective of which is similar to that of the New York Convention, that is, to facilitate the recovery of maintenance through a system of co-operation based on Central Authorities. Its scope is narrower than that of the New York Convention, applying only to maintenance judgments falling within the scope of Article 1 of the 1968 Brussels Convention. Despite certain improvements on the New York Convention, and in particular a clear entitlement for persons (such as public bodies) exercising the creditor's rights of redress to benefit from the Convention procedures, it has not yet come into operation. One of the reasons no doubt is that, because all Member States of the European Union are now Parties to the New York Convention, the Rome Convention offers relatively little by way of added value.

B *Some regional Conventions*

49 Chapter III of the Pelichet Note summarises three regional Conventions dealing either wholly or partially with maintenance obligations: the *Conventions on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters* (the Brussels and Lugano Conventions); the *Inter-American Convention on Support Obligations* (the Montevideo Convention); and the *Convention Between the Member States of the European Communities on the Simplification of Procedures for the Recovery of Maintenance Payments* (the Rome Convention).

50 These Conventions are mentioned here only for the purpose of highlighting certain special features which distinguish them from the Hague and New York Conventions and which may be relevant in considering the need for any new worldwide instrument. Four features in particular are worth mentioning.

i) The Brussels / Lugano and Montevideo Conventions differ from the Hague Conventions in that they provide rules of direct jurisdiction. The rules provided for in the Brussels / Lugano Conventions favour the maintenance creditor by giving him or her a choice of proceeding against the debtor either in the State of the debtor's domicile or habitual residence,[84] or in the State where the creditor is himself or herself domiciled or habitually resident.[85] The maintenance debtor, on the other hand, for example if modification of the original order is being sought, may only bring proceedings (under the principal rule in Art. 2) in the State of the defendant's (*i.e.*, the creditor's) domicile or habitual residence. The Montevideo Convention goes fur-

[81] General Conclusions (*op. cit.* note 2), para. 51.
[82] See Work. Doc. No 15, Special Commission of November 1995 on Maintenance Obligations, proposal of the Working Group on Model Forms.
[83] The latest Circular was sent out on 22 May 1998 (Ref. No L.c. ON 25 (98)).
[84] Art. 2.
[85] Art. 5(2).

de Montevideo va plus loin en donnant au demandeur la possibilité de choisir entre trois fors[86]. Les deux premiers sont ceux prévus par les Conventions de Bruxelles / Lugano. Il s'y ajoute les autorités de l'État avec lequel le débiteur d'aliments a des liens personnels tels que patrimoine ou revenus.

ii) La Convention de Montevideo définit le champ d'application *rationae personae* de la Convention autrement que les Conventions de La Haye. Les Conventions de La Haye de 1973 définissent leur champ d'application de façon large en y incluant les obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime. Elles donnent ensuite la possibilité aux États parties de limiter ce champ d'application en émettant des réserves. À l'inverse, la Convention de Montevideo ne vise que les obligations alimentaires vis-à-vis des enfants ou celles entre époux en raison du mariage ou après divorce[87] mais elle permet ensuite aux États d'émettre une déclaration lors de la signature ou de la ratification de la Convention pour en étendre la portée à d'autres obligations alimentaires tirées du droit de la famille ou d'autres relations légales[88].

iii) À l'inverse des Conventions Bruxelles / Lugano, la Convention de Montevideo contient aussi des dispositions sur la loi applicable. Ces dispositions, tout comme celles contenues dans les Conventions de La Haye de 1956 et 1973, sont destinées à servir les intérêts du créancier d'aliments. L'autorité saisie est tenue d'appliquer soit la loi du domicile ou de la résidence habituelle du créancier d'aliments, soit celle du domicile ou de la résidence habituelle du débiteur d'aliments, selon que l'une ou l'autre est plus favorable au demandeur.

iv) Les dispositions de la Convention de Rome, quant à elles, portent essentiellement, nous l'avons vu[89], sur la coopération administrative et présentent un aspect au moins qui les distingue de celles de la Convention de New York. En effet, elles autorisent explicitement les institutions publiques, lorsqu'elles sont subrogées aux droits du créancier ou qu'elles en sont le mandataire, à bénéficier des dispositions de la Convention.

C *Arrangements bilatéraux*

51 Outre les Conventions multilatérales et régionales, il existe quantité d'accords bilatéraux régissant les obligations alimentaires. Ainsi, des États comme l'Australie, le Canada et les États-Unis d'Amérique, qui ne sont Parties à aucune des Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires, sont habitués depuis longtemps à négocier de tels arrangements avec différents États. La démarche adoptée par les États-Unis en matière d'arrangements bilatéraux vaut la peine d'être soulignée car elle représente un modèle de coopération particulièrement souple qui mérite qu'on s'y arrête lorsqu'on envisage l'élaboration d'un nouvel instrument international.

52 Les États-Unis d'Amérique ne sont pas Parties aux Conventions de La Haye et de New York. Avant 1996, la plupart des états fédérés avaient conclu des arrangements d'exécution réciproque avec environ 20 pays (et, en ce qui concerne le Canada, avec plusieurs provinces), mais ces états fédérés n'avaient pas tous des arrangements avec l'ensemble de ces pays. À partir de 1996, plusieurs arrangements bilatéraux ont été négociés au niveau fédéral. Deux arrangements ont été conclus (avec l'Irlande et la Slovaquie) par de simples déclarations unilatérales parallèles sur les politiques, plusieurs autres arrangements de ce genre sont sur le point d'être achevés. Les négociations de deux accords formels, qui pourraient être adaptés à beaucoup d'autres pays, sont presque terminées et un accord « modèle » a été préparé. Tous ces accords concernent des pays qui ont déjà des arrangements avec un ou plusieurs états fédérés. Des pourparlers ont été menés avec 35 pays. La législation fédérale applicable[90] autorise le Secrétaire d'État à faire bénéficier un pays étranger d'un traitement réciproque sous réserve que ledit pays élabore, en vue de l'application et l'exécution d'obligations alimentaires auxquelles peuvent prétendre des personnes résidant aux États-Unis, des procédures qui satisfont à certaines conditions :

a) il doit exister une procédure concernant l'établissement de la paternité ainsi que l'adoption et l'exécution de décisions définissant des obligations alimentaires envers des enfants ou des parents chargés de la tutelle ;

b) les personnes résidant aux États-Unis doivent pouvoir bénéficier de telles procédures à titre gratuit ;

c) une Autorité centrale chargée de faciliter l'application des obligations et de veiller au respect des règles impératives doit être désignée.

Les États-Unis assument des obligations réciproques, y compris en faisant exécuter sans frais sur leur territoire les droits reconnus à des personnes résidant à l'étranger.

53 Dans la mesure où ces arrangements prévoient une reconnaissance et une exécution mutuelles des décisions alimentaires, il n'est pas appliqué de règles uniformes de compétence indirecte. Au contraire, chaque État est autorisé à appliquer ses règles propres. En d'autres termes, la décision d'un tribunal étranger sera reconnue et exécutée si, dans des conditions identiques, l'exercice d'une compétence juridictionnelle directe aurait été possible dans le pays requis. Si, selon ces règles, l'exécution n'est pas possible, le pays requis est dans l'obligation de faciliter les procédures pour obtenir une décision exécutoire dans le pays en question[91].

54 Deux aspects de ces arrangements méritent qu'on s'y arrête. En premier lieu, la conception de la reconnaissance et de l'exécution est plus libérale que, par exemple, dans les Conventions de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution. Cette souplesse a pour contrepartie l'obligation faite à l'État requis, si l'exécution n'est pas possible, de faciliter l'ouverture d'une nouvelle procédure. Ce pragmatisme souligne l'objectif ultime de l'arrangement, qui est d'aider le créancier à obtenir d'une manière ou d'une autre l'exécution dans le pays étranger. Elle est aussi un moyen d'échapper aux problèmes que peuvent poser aux États-Unis d'Amérique les restrictions constitutionnelles concernant l'exercice d'une compétence vis-à-vis de non-résidents[92].

55 Le deuxième point est l'importance donnée dans les arrangements à certaines questions fondamentales comme celles de l'assistance judiciaire et de l'établissement de la paternité, considérées comme indispensables au bon fonctionnement d'un système d'exécution international et que les Conventions de La Haye ne traitent que de façon partielle dans le meilleur des cas.

[86] Art. 8.
[87] Art. 1er.
[88] Art. 3.
[89] Voir para. 48 ci-dessus.
[90] 42 *USC* § 659A.
[91] Pour de plus amples renseignements, voir « Déclarations unilatérales parallèles sur les politiques – les arrangements bilatéraux, une autre possibilité par rapport aux Conventions sur l'exécution des obligations alimentaires », Doc. trav. No 2 de la délégation des États-Unis d'Amérique, Commission spéciale sur les obligations alimentaires de novembre 1995. Voir aussi G.F. Dehart (*op. cit.* note 36).
[92] Voir ci-dessus para. 15 a).

Reviser les Conventions aliments

ther by offering the claimant three choices of forum.[86] These consist of the two provided for under the Brussels / Lugano Conventions, and in addition jurisdiction is given to the authorities of the State with which the "support debtor" has personal links, such as property or income.

ii) The Montevideo Convention approaches definition of the scope *rationae personae* of the Convention in a manner different from that of the Hague Conventions. The 1973 Hague Conventions define their scope broadly to include maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including a maintenance obligation in respect of a child who is not legitimate. They then offer the possibility to States Parties of limiting this scope by reservations. The Montevideo Convention, by contrast, confines its scope to obligations towards children or those between spouses on grounds of marriage or subsequent to divorce,[87] but then permits individual States to make a declaration at the time of signature or ratification extending the scope of the Convention to other support obligations based on family law or other legal relationships.[88]

iii) The Montevideo Convention, in contrast to the Brussels / Lugano Conventions, also contains applicable law provisions. These, like those of the 1956 and 1973 Hague Conventions, are intended to operate to the advantage of the maintenance creditor. The authority seised is required to apply either the law of the domicile or habitual residence of the "support creditor", or that of the domicile or habitual residence of the "support debtor", in accordance with which of these is more favourable to the claimant.

iv) As regards the Rome Convention, as has already been observed,[89] this deals primarily with administrative co-operation and it contains at least one feature which distinguishes it from the New York Convention. It clearly authorises public bodies, when exercising a maintenance creditor's rights of redress or representing the creditor, to make use of the Convention procedures.

C *Bilateral arrangements*

51 In addition to the multilateral and regional Conventions, there exist a plethora of bilateral arrangements governing maintenance obligations. For example, States such as Australia, Canada and the United States of America, which are not Parties to any of the Hague Conventions on maintenance obligations, have considerable experience in negotiating such arrangements with individual States. The approach of the United States to such bilateral arrangements is worth highlighting because it offers a particularly flexible model of co-operation which deserves to be taken into account in considering any possible new international instrument.

52 The United States of America is not Party to the Hague or to the New York Conventions. Prior to 1996 most individual states had reciprocal enforcement arrangements with some 20 countries (and, in the case of Canada, with individual provinces), but not all states had arrangements with all of these countries. Since 1996, various bilateral arrangements have been negotiated at the federal level. There have been two agreements (with Ireland and the Slovak Republic) made by parallel unilateral policy declaration, with several more close to conclusion. Negotiations for two formal agreements which may be adaptable to many countries are nearly completed, and a "model" agreement has been prepared. All of these arrangements are with countries which have existing arrangements with one or more individual states. Talks have been held with a total of 35 countries. The relevant federal legislation[90] authorises the Secretary of State to declare any foreign country a reciprocating country provided that country establishes procedures for the establishment and enforcement of support owed to United States residents which satisfy a limited number of mandatory requirements:

a) there must be a procedure for establishment of paternity and for the establishment and enforcement of orders of support for children and custodial parents;

b) such procedures must be provided to United States residents at no cost;

c) a Central Authority must be appointed with responsibility for facilitating support enforcement and ensuring compliance with the mandatory requirements.

Reciprocal obligations are assumed by the United States, including the provision of cost-free support enforcement services in the United States to persons resident abroad.

53 In so far as these arrangements provide for mutual recognition and enforcement of maintenance decisions, uniform rules of indirect jurisdiction are not applied. Instead, each State is permitted to apply its own standards. In other words, a foreign decision will be recognised and enforced if, on the same facts, the exercise of jurisdiction would have been possible in the requested country. If, applying these standards, enforcement is not possible, the country addressed is obliged to facilitate proceedings to obtain an enforceable order in that country.[91]

54 Two features of these arrangements deserve special emphasis. First, the approach to recognition and enforcement is relaxed by comparison, for example, with the Hague Conventions on recognition and enforcement. This is compensated for by the obligation on the State addressed, if enforcement is not possible, to facilitate fresh proceedings. This pragmatic approach underscores the ultimate objective of the arrangement, which is to assist the creditor by one means or another to obtain enforcement in the foreign country. It also offers a way out of any problems which may arise in the United States of America from the constitutional restraints on the exercise of jurisdiction in respect of non-residents.[92]

55 The second feature is the emphasis that the arrangements place on certain key issues, such as legal assistance and the establishment of paternity, which are viewed as essential to an effective system of international enforcement, but which under the Hague Conventions are addressed only partially or not at all.

[86] Art. 8.
[87] Art. 1.
[88] Art. 3.
[89] See above, para. 48.

[90] 42 *USC* § 659A.
[91] For further background information, see "Parallel Unilateral Policy Declarations – Bilateral Arrangements as an Alternative to Conventions on the Enforcement of Support (Maintenance) Obligations", Work. Doc. No 2 submitted by the delegation of the United States of America, Special Commission of November 1995 on Maintenance Obligations. See also G.F. Dehart (*op. cit.* note 36).
[92] See above, para. 15 a).

56 « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées en vue d'assurer le recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes ayant une responsabilité financière à son égard, que ce soit sur leur territoire ou à l'étranger. En particulier, pour tenir compte des cas où la personne qui a une responsabilité financière à l'égard de l'enfant vit dans un État autre que celui de l'enfant, les États parties favorisent l'adhésion à des accords internationaux ou la conclusion de tels accords ainsi que l'adoption de tous autres arrangements appropriés. »

Ces principes, énoncés au paragraphe 4 de l'article 27 de la *Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant* du 20 novembre 1989[93], rejoignent quelques-uns des objectifs qui sous-tendent notre propos. Bien que le problème de la pension alimentaire envers un enfant soit essentiel, nous ne devons pas non plus perdre de vue les obligations alimentaires vis-à-vis d'autres parents à charge.

57 Il nous appartient maintenant de déterminer si l'élaboration d'un ou de plusieurs instruments multilatéraux ou la modification de ceux qui existent en matière de recouvrement des aliments et d'exécution des obligations alimentaires au niveau international se justifient. Nous avons déjà indiqué que, compte tenu du grand nombre d'instruments existant déjà dans ce domaine, l'introduction de tout nouvel instrument doit être motivée par des raisons impérieuses.

58 Les précédents chapitres étaient essentiellement consacrés à l'examen du fonctionnement sur le plan pratique des quatre Conventions de La Haye et de la Convention de New York et, exception faite de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*, la situation n'a pas changé par rapport à 1995, année de la dernière réunion de la Commission spéciale. Comme on pouvait s'y attendre, le fonctionnement des Conventions pose plusieurs problèmes d'ordre pratique. En dépit de ces difficultés, les Conventions régissent de façon relativement satisfaisante les relations entre États parties dans le domaine considéré et, pour ce qui est de la Convention de New York, entre les États parties qui ont su consentir un gros effort pour en appliquer les dispositions. Nombre des problèmes de fonctionnement pourraient être résolus par la mise au point, par exemple dans le cadre de la Commission spéciale, de pratiques convenues ou de clauses d'interprétation communes[94]. La Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution est la seule à avoir déjà révélé des défauts qui pourraient nécessiter davantage que quelques retouches.

59 Nous avons toutefois analysé les Conventions pour l'essentiel à la lumière des objectifs qui avaient été fixés à l'époque, c'est-à-dire il y a entre 26 et 43 ans de cela. Nous l'avons vu, les législations et les procédures nationales ont beaucoup évolué depuis lors dans le domaine des obligations alimentaires découlant de relations de famille. Les réformes ont surtout consisté à améliorer l'efficacité et abaisser le coût des mécanismes existants, notamment en ce qui concerne la pension alimentaire due aux enfants, et à faciliter la tâche du créancier d'aliments qui tente de faire valoir ses droits. Il convient de s'interroger sur la nécessité de traduire ces changements au niveau international ou d'en tenir compte d'une autre manière. Il convient aussi de se demander pourquoi un grand nombre d'États n'ont pas cru devoir ratifier les Conventions de La Haye ou y adhérer.

60 La situation présente est extraordinairement complexe puisqu'il existe toute une série d'accords et de conventions multilatéraux, régionaux et bilatéraux destinés à régir soit d'une manière générale soit sur des points particuliers, les différents aspects des mécanismes d'exécution des obligations alimentaires à l'échelle internationale. Dans un État donné, il peut exister jusqu'à cinq conventions multilatérales et une convention régionale, de même que plusieurs arrangements bilatéraux, traitant de ces questions. Pour le conseil ou le fonctionnaire appelé à intervenir ou à émettre des avis, il est déjà difficile de se repérer dans cet imbroglio juridique, mais pour les créanciers et débiteurs d'aliments, le système doit paraître incompréhensible. Si le problème se situait sur un plan purement national, il serait impératif de l'unifier. En revanche, sur un plan international, l'addition d'une nouvelle convention, l'un de ses objectifs fût-il de réaliser une unification, risquerait de compliquer encore la situation car certains États pourraient ne pas vouloir la ratifier ou le faire au bout d'un long délai. Pour être utile, un nouvel instrument devrait bénéficier d'un large soutien et présenter pour les États parties d'importants avantages par rapport aux instruments existants mais, surtout, rallier à sa cause les États qui n'ont à ce jour ratifié aucune des conventions multilatérales existantes.

61 Lorsqu'on procède à un tel réexamen, l'une des méthodes peut consister à partir du principe qu'il n'existe aucun instrument multilatéral et à imaginer quelles pourraient être alors les composantes idéales d'un instrument de type entièrement nouveau, moderne et, pourquoi pas, exhaustif. Dans un deuxième temps, il faudrait se demander quelle part de cet idéal peut être atteinte dans le cadre des différents systèmes nationaux. En comparant les résultats de cette spéculation aux dispositions des accords internationaux existants il serait possible de déterminer si les améliorations envisageables justifient le temps et les efforts considérables qui seraient nécessaires pour élaborer un nouvel instrument quel qu'il soit. Choisissons d'examiner en premier lieu la question de la compétence.

Compétence

62 Il existe des règles de compétence directe en matière d'obligations alimentaires à l'échelon régional mais pas sur un plan élargi à l'échelle internationale. Il est permis de se demander si le temps n'est pas venu de combler cette lacune. On sait les difficultés que pose l'uniformisation des règles en matière de compétence directe à l'échelle mondiale quel que soit le sujet considéré. Ces difficultés sont actuellement examinées par la Conférence de La Haye dans le cadre de la compétence internationale et des effets des jugements rendus à l'étranger en matière civile et commerciale[95]. En

[93] Ratifiée par 191 États.

[94] La persistance de ces problèmes de fonctionnement quatre ans après la dernière réunion de la Commission spéciale n'est toutefois pas encourageante.

[95] Au moment de la rédaction, ont eu lieu trois réunions de la Commission spéciale sur la compétence, la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en particulier les rapports suivants établis par Catherine Kessedjian, Secrétaire général adjoint : « Compétence juridictionnelle internationale et effets des jugements étrangers en matière civile et commerciale », Doc. prél. No 7 d'avril 1997, *Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome II, *Jugements*, p. 12 à 72 ; « Rapport de synthèse des travaux de la Commission spéciale de juin 1997 sur la compétence juridictionnelle internationale et les effets des jugements étrangers en matière civile et commerciale », Doc. prél. No 8 de novembre 1997, *ibid.*, p. 80 à 106 ; et « Rapport de synthèse des travaux de la Commission spéciale de mars 1998 sur la compétence juridictionnelle internationale et les effets des jugements étrangers en matière civile et commerciale », Doc. prél. No 9 de juillet 1998, ibid., p. 108 à 142. Depuis la première réunion de la Commission spéciale, il est apparu que les obligations alimentaires seraient exclues du champ d'application de la future Convention sur les jugements (voir *ibid.*, para. 4). La proposition du Comité de rédaction (Doc. trav. No 144 du 20 novembre 1998) confirme cette tendance en excluant les obligations alimentaires du champ d'application matériel du projet de Convention. Les « obligations alimentaires » sont également exclues du champ d'application de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* (art. 4) et les « obligations alimentaires entre époux » sont exclues du champ d'application de la *Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux* (art. 1er).

56 "States Parties shall take all appropriate measures to secure the recovery of maintenance for the child from the parents or other persons having financial responsibility for the child, both within the State Party and from abroad. In particular, where the person having financial responsibility for the child lives in a State different from that of the child, States Parties shall promote the accession to international agreements or the conclusion of such agreements, as well as the making of other appropriate arrangements."

These principles, which are contained in Article 27, paragraph 4, of the *United Nations Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989,[93] indicate some of the underlying objectives in the area which is under review. While child support is the major problem, it should not be forgotten that we are also concerned with maintenance in respect of other dependant family members.

57 We must now consider whether there exists a case for any new or revised multilateral instrument or instruments in respect of the international recovery and enforcement of maintenance. It has already been suggested that, given the large number of existing instruments in this area, a compelling case needs to be established for the introduction of any new instrument.

58 The review, in the preceding chapters, of the four Hague Conventions and of the New York Convention has concentrated on their practical operation and, with the exception of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, the position today is similar to that pertaining in 1995 at the time of the last meeting of the Special Commission. There are, as might be expected, various practical problems surrounding the operation of the Conventions. Otherwise the Conventions are operating reasonably successfully among States Parties or, in the case of the New York Convention, among those States Parties which have been able to make a serious effort to implement its provisions. Many of the operational problems are ones which might be addressed by the development, possibly within the Special Commission, of agreed practices or common understandings concerning interpretation.94 Only the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement has begun to reveal flaws that may require more than cosmetic surgery.

59 This review of the Conventions has, however, been carried out largely in the light of their own objectives set between 26 and 43 years ago. As has already been observed, there have been important developments in domestic laws and procedures relating to family maintenance obligations since that time. These reforms have concentrated on achieving greater efficiency and cost-effectiveness, especially in child support systems, and in reducing for the maintenance creditor some of the burdens of prosecuting a claim. It needs to be considered whether some of these changes should be reflected or otherwise accommodated at the international level. Also to be taken into consideration are the reasons why a good many States have not felt inclined to ratify or accede to the Hague Conventions.

60 The present situation is extraordinarily complex, with a mixture of multilateral, regional and bilateral arrangements and conventions which attempt to deal, either comprehensively or piecemeal, with the various elements involved in the machinery of international enforcement of maintenance obligations. In a single State there may be as many as five multilateral and a regional convention operating alongside several bilateral arrangements. For the lawyer or the administrator working within the system or providing advice, the problems of legal navigation are difficult enough; for maintenance creditors and debtors the picture must appear incomprehensible. If one were dealing with domestic law, the case for consolidation would be overwhelming. However, in the international sphere the addition of a further convention, even though one of its purposes might be consolidation, may, because some States may be unwilling or slow to ratify, complicate the position further. In order to improve the situation, any new instrument would need to command widespread support and be seen to offer significant advantages to States Parties to existing instruments, and indeed to offer clear incentives to ratification to those States which have so far preferred not to join any of the multilateral conventions.

61 One way of proceeding with a review of this kind is to imagine for the moment that no multilateral instruments exist, and to consider in that case what would be the ideal components of an entirely new, modern and perhaps comprehensive instrument. Next, it would need to be considered how much of the ideal is in fact achievable in the context of the different national systems. The results of such speculation might then be compared with the existing international arrangements, and a judgment would then be possible as to whether the improvements which appear to be achievable would justify the considerable time and effort necessary to develop any new instrument. We might begin this process of review by considering the matter of jurisdiction.

Jurisdiction

62 Rules of direct jurisdiction in respect of maintenance obligations operate at the regional level, but do not exist on a wider international basis. Has the time come to consider whether this situation should be remedied? The difficulties in achieving uniformity in rules of direct jurisdiction on any subject matter at a worldwide level are well known and are at this time being considered by the Hague Conference in the context of international jurisdiction and the effects of foreign judgments in civil and commercial matters.[95] In the

[93] Ratified by 191 States.

[94] However, the fact that many of these operational problems persist four years after the last meeting of the Special Commission is not encouraging.

[95] At the time of writing there have been three meetings of the Special Commission on the question of jurisdiction, recognition and enforcement of foreign judgments in civil and commercial matters: in June 1997, March 1998 and November 1998. See, in particular, the following reports drawn up by Catherine Kessedjian, Deputy Secretary General: "International Jurisdiction and Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters", Prel. Doc. No 7 of April 1997, *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome II, *Judgments*, pp. 13-73; "Synthesis of the Work of the Special Commission of June 1997 on International Jurisdiction and the Effects of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters", Prel. Doc. No 8 of November 1997, *ibid.*, pp. 81-107; and "Synthesis of the Work of the Special Commission of March 1998 on International Jurisdiction and the Effects of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters", Prel. Doc. No 9 of July 1998, *ibid.*, pp. 109-143.
From the first of these Special Commission meetings a trend took shape which would exclude maintenance obligations from the scope of the future Judgments Convention. (See *ibid.*, para. 4.) The proposal of the Drafting Committee (Work. Doc. No 144 of 20 November 1998) confirms this trend by excluding maintenance obligations from the substantive scope of the projected Convention.
"Maintenance obligations" are also excluded from the scope of the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children* (Art. 4) and "maintenance obligations between spouses" are excluded from the scope of the *Hague Convention of 14 March 1978 on the Law Applicable to Matrimonial Property Regimes* (Art. 1).

matière d'obligations alimentaires, les problèmes liés à la compétence directe peuvent être moins complexes qu'en matière commerciale. Ainsi, la probabilité d'un conflit de compétence est moindre. On peut penser que deux principes au moins feront l'objet d'un accord général : 1) que ce soient les autorités de l'État de résidence habituelle du débiteur d'aliments qui aient compétence et 2) que soit compétent le tribunal devant lequel le débiteur a comparu sans contestation. La principale question de principe est de définir dans quelles circonstances le débiteur d'aliments peut être soumis à la compétence des autorités du pays où réside le créancier d'aliments.

63 On peut affirmer qu'il est temps de commencer à faire accepter au niveau international un principe déjà admis dans de nombreuses régions qui garantirait aux ayants droit la possibilité, à tout le moins dans la majorité des cas, d'intenter une action dans l'État de leur résidence habituelle. Ce principe apparaît déjà de façon explicite dans les deux instruments régionaux qui ont été examinés ci-dessus et il est implicite dans la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution. Les difficultés constitutionnelles que peut présenter une telle règle, notamment aux États-Unis d'Amérique, devraient être considérées non comme un obstacle insurmontable mais plutôt comme une incitation à concevoir une règle qui limite le plus possible tout danger de traitement inéquitable d'un débiteur d'aliments. Il paraît vraisemblable que dans la grande majorité des cas où des créanciers d'aliments intentent des actions dans l'État de leur résidence habituelle, le lien entre le débiteur et l'État en question est tel qu'il justifie l'exercice de la compétence personnelle[96]. Il est révélateur à cet égard de constater qu'aux États-Unis le *Uniform Interstate Family Support Act* de 1996 institue un certain nombre de nouvelles règles destinées « à donner au tribunal de l'état de résidence de la famille à charge le maximum de probabilité d'obtenir une compétence personnelle sur le défendeur absent »[97]. Même s'il n'était pas possible de s'accorder sur un principe simple qui consisterait à conférer dans tous les cas la compétence à l'État où le créancier a sa résidence habituelle, il serait tout à fait envisageable de concevoir une règle qui limite au minimum les circonstances dans lesquelles cette compétence ne peut être exercée, à savoir lorsqu'il n'existe aucun lien de quelque nature que ce soit entre le débiteur et l'État considéré. Une autre solution consisterait à accepter le principe général et à autoriser les différents États à se réserver le droit de refuser la compétence (et l'exécution) dans quelques circonstances bien spécifiques seulement.

64 Concevoir des règles de compétence directe présenterait un autre avantage en permettant de clarifier la compétence lorsqu'il s'agit de modifier une décision exécutoire existante. Cet important aspect, bien qu'il n'en soit pas directement question dans la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, a été rendu plus confus par ladite Convention. Le problème n'est pas simple. Il s'agirait de décider si le principe de base doit être la continuité, et s'il faut dans une certaine mesure conserver la compétence à l'État où la décision a été rendue en premier lieu, ou au contraire si la solution adoptée doit davantage tenir compte des possibles changements de résidence des parties, notamment du créancier d'aliments.

Loi applicable

65 On peut estimer que le moment est venu d'évaluer plus en profondeur le bon moyen d'aborder la question de la loi applicable aux obligations alimentaires. La *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* laisse de côté d'importants problèmes concernant le choix de la loi applicable par les parties elles-mêmes, la loi applicable aux accords en matière d'aliments, la règle contenue dans la Convention qui applique la loi régissant le divorce aux obligations alimentaires des époux divorcés, ainsi que la loi applicable à toute question accessoire, notamment celle de la paternité.

66 En fait, il pourrait aussi être pertinent de reconsidérer le rôle joué par la loi du for. On peut en effet faire valoir par exemple qu'à un moment où les États ont besoin de mécanismes économiques et efficaces pour prendre des décisions en matière d'aliments et qu'ils ont de plus en plus recours à des procédures administratives à cette fin, l'application d'une législation étrangère, outre qu'elle est coûteuse, nécessite du temps et peut ne pas toujours être possible. Ce dernier point est naturellement lié à la question de la compétence. L'application de la loi du for serait moins sujette à caution s'il existait une garantie permettant, dans la plupart des cas, au créancier de déposer une requête devant les autorités de l'État de sa résidence habituelle.

67 Si l'on considère cependant que la loi du for ne doit pas s'appliquer lorsque le requérant est un non-résident et que le choix de la règle de droit doit, d'une certaine manière, effectivement favoriser le créancier, on est néanmoins fondé à se demander si les règles de la Convention de La Haye de 1973 sur la loi applicable sont les plus appropriées. Est-ce qu'une règle semblable à celle contenue dans la Convention de Montevideo présenterait pour le créancier des avantages plus certains ? (De même, est-ce que le principe consistant à accorder au créancier la possibilité de choisir la loi la plus favorable parmi les lois disponibles ne doit pas s'appliquer aussi à des aspects tels que les délais d'exécution des obligations alimentaires ?)

68 L'une des difficultés que pose la conception de règles de droit d'application uniformes est qu'il est peu probable qu'elles intéressent les juridictions de *common law* qui appliquent habituellement la loi du for. Certains États estimeront aussi que la conception de principes uniformes concernant la loi applicable ne constitue pas un point déterminant lorsque l'objectif général est d'améliorer les mécanismes internationaux permettant le recouvrement des aliments. S'il était établi une nouvelle Convention où figureraient les règles de droit applicables, le problème des réserves se poserait sans doute.

Reconnaissance, exécution et coopération

69 À maints égards, la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* constituait un instrument novateur souple, qui a permis de répondre à quelques-unes des principales évolutions constatées dans les systèmes nationaux ces 25 dernières années. On peut en donner pour preuve son application à des décisions tant administratives que judiciaires, et les dispositions particulières liées aux instances introduites par des institutions publiques qui poursuivent le remboursement de prestations

[96] Voir D. Cavers, « International Enforcement of Family Support », 81 *Columbia Law Review* 994 (1981), et M.S. Melli (*op. cit.* note 36).

[97] Voir « Prefatory Note to the Act », section II, para. 4 [*traduction du Bureau Permanent*]. La section 201 de la Loi prévoit, parmi les critères pour établir la compétence personnelle d'un état sur un « individu » non-résident, que l'individu ait résidé avec l'enfant dans ledit état, que l'individu ait résidé dans l'état et réglé les dépenses prénatales ou versé une pension pour l'enfant, que l'enfant réside dans l'état en raison des actes ou des instructions de l'individu, que l'individu ait eu dans cet état des rapports sexuels à l'occasion desquels l'enfant aurait pu être conçu, ainsi que tout autre facteur conforme à la Constitution de l'état concerné et à celle des États-Unis en matière d'exercice de la compétence personnelle.

Reviser les Conventions aliments

area of maintenance obligations, the problems surrounding direct jurisdiction may be less complex than in the commercial area. For example, the problem of competing jurisdictions is less likely to arise. There would probably be general agreement on at least two principles: 1) that the authorities of the habitual residence of the maintenance debtor should have jurisdiction, and 2) that the appearance of the maintenance debtor without protest should also found jurisdiction. The main problem of principle is to define those circumstances in which the maintenance debtor may be made subject to the jurisdiction of the authorities of the country where the maintenance creditor resides.

63 Arguably it is time, at the international level, to work towards a principle which is already accepted in certain regions, guaranteeing that dependant family members may, at least in the great majority of cases, institute proceedings in the State where they have their habitual residence. This principle is already explicit in the two regional instruments which have been examined above, and is implicit in the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement. The constitutional difficulties which such a rule may present, particularly for the United States of America, should perhaps not be regarded as an insuperable obstacle but rather as a challenge to devise a rule which minimises any potential unfairness to maintenance debtors. It seems likely that in the great majority of cases in which creditors institute proceedings in the State in which they have their habitual residence, the link between the debtor and that State will be such as to justify the exercise of personal jurisdiction.[96] It is significant that the United States *Uniform Interstate Family Support Act* of 1996 has instituted a number of new rules "to provide a tribunal in the home [s]tate of the supported family with the maximum possible opportunity to secure personal jurisdiction over an absent respondent".[97] Even if it were not possible to achieve agreement on a simple principle giving jurisdiction in all cases to the State where the creditor habitually resides, it may well be possible to devise a rule which reduces to a minimum the circumstances in which such jurisdiction could not be exercised, *i.e.*, in circumstances where there is no link whatsoever between the debtor and that State. An alternative approach would be to accept the general principle, and to allow individual States to reserve the right to refuse jurisdiction (and enforcement) in narrowly defined circumstances.

64 A further advantage of developing rules of direct jurisdiction would be the opportunity to clarify jurisdiction to modify an existing enforceable order. This important matter, although not directly addressed by the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, has been confused by it. It is not a straightforward matter. One problem would be to decide whether the basic principle should be one of continuity, with some degree of continuing jurisdiction in the State where the original order is made, or whether on the other hand the solution adopted should reflect more closely any changes in the residence of the parties, in particular that of the maintenance creditor.

Applicable law

65 Arguably the time is ripe for a more fundamental appraisal of the correct approach towards the law applicable to maintenance obligations. There exist in relation to the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* substantial problems concerning choice of the applicable law by the parties themselves, the law applicable to maintenance agreements, the rule in the Convention which applies the law governing the divorce to the maintenance obligations of divorced spouses, as well as the question of the law applicable to any incidental question, particularly that of paternity.

66 Indeed there may even be a case for reconsidering the role of the law of the forum. There is an argument, for example, that at a time when States are seeking cost-effective and speedy mechanisms for determining maintenance, and are increasingly using administrative procedures for that purpose, the application of foreign law is not only costly and time-consuming but may not always be feasible. This last matter is of course linked to the issue of jurisdiction. The application of forum law would be less objectionable if there is a guarantee that in most cases the creditor may bring an application before the authorities of the State of his or her habitual residence.

67 If the view nevertheless is that forum law should not apply where the applicant is a non-resident, and indeed that the appropriate choice of law rule should in some way lean in favour of the creditor, there may yet be some doubts as to whether the rules of the 1973 Hague Convention on Applicable Law are the most appropriate. Would a rule similar to that in the Montevideo Convention offer the creditor more significant advantages? (Also, should the principle of giving the creditor the benefit of the most favourable law among those available not also be applied to matters such as limitation periods applicable to the enforcement of maintenance obligations?)

68 One of the difficulties in devising uniform applicable law rules is that they are unlikely to be attractive to those common law jurisdictions which traditionally apply forum law. It will also be the view of some States that the development of uniform principles concerning applicable law is not a centrally important issue within the overall context of improving the international machinery for the recovery of maintenance. If a new Convention were to be drafted in which applicable law rules constituted one element, the issue of reservations would probably arise.

Recognition, enforcement and co-operation

69 In many respects the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* was a far-seeing and flexible instrument, which has been able to accommodate some of the principal developments which have occurred in domestic systems over the last 25 years. Examples are its application to the decisions of administrative as well as judicial authorities, and the special provisions relating to applications brought by public bodies which are either seeking reimbursement of benefits provided to the mainte-

[96] See D. Cavers, "International Enforcement of Family Support", 81 *Columbia Law Review* 994 (1981), and M.S. Melli (*op. cit.* note 36).

[97] See Prefatory Note to the Act, Section II A, para. 4. Section 201 of that Act includes, among the factors necessary to establish personal jurisdiction of a state over a non-resident "individual", that the individual resided with the child in that state, that the individual resided in that state and provided prenatal expenses or support for the child, that the child resides in that state as a result of the acts or directives of the individual, that the individual engaged in sexual intercourse in that state and the child may have been conceived by that act of intercourse, and any other basis consistent with the Constitutions of the state concerned and of the United States for the exercise of personal jurisdiction.

Revising the Maintenance Conventions

fournies au créancier d'aliments ou qui exercent, par subrogation, les droits dudit créancier. Il est possible de porter partiellement remède à certains dysfonctionnements déjà mentionnés en modifiant simplement les pratiques existantes, mais force est de reconnaître que l'analyse réalisée par la Commission spéciale de 1995 n'a pas permis de beaucoup progresser sur nombre de ces points. La Convention contient certains éléments qui ont probablement empêché un plus grand nombre de ratifications. Ainsi, nous l'avons dit, les dispositions en matière de compétence juridictionnelle indirecte peuvent poser problème pour les États-Unis d'Amérique. Toutefois, ces problèmes ne sont pas insurmontables[98]. De même, les réserves prévues à l'article 26(2) offrent une grande marge de manœuvre aux États qui auraient des difficultés à accepter le large champ d'application *rationae personae* de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution.

70 Si des critiques devaient être émises à l'encontre de la Convention, elles porteraient davantage sur ce qu'elle ne dispose pas que sur ce qu'elle dispose. La question fondamentale est sans doute de savoir si, à la lumière de l'évolution constatée ces 25 dernières années, la Convention continue de jouer pleinement son rôle en vue d'une exécution efficace, rapide, économique et équitable des obligations alimentaires sur le plan international.

71 Prenons par exemple le cas simple d'une décision en matière de pension alimentaire rendue à la demande d'une mère résidant dans un État A contre un père résidant dans un État B. La décision a été rendue rapidement à la suite d'une évaluation administrative établie sur la base d'une formule réglementaire. Le père n'a pas soulevé d'objection et la mère ou l'autorité concernée invoque l'exécution de la décision dans l'État B. Dans l'État A, l'exécution est possible avec un minimum de formalités au moyen d'une retenue sur le salaire ou le traitement du débiteur d'aliments.

72 Il serait très utile dans ce cas de pouvoir engager une procédure d'exécution rapide dans l'État B, qui pourrait simplement permettre la reconnaissance et l'application dans cet État de l'ordonnance de retenue sur le revenu prononcée dans l'État A[99]. Les procédures en matière de reconnaissance et d'exécution de décisions au titre de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution sont régies en général, selon les dispositions de l'article 13, par la loi de l'État requis. Aux termes de la Convention, c'est aux États parties qu'il appartient de décider si une procédure d'exécution simple et rapide doit être prévue. On peut se demander s'il ne serait pas possible qu'un instrument international pertinent définisse lui-même une procédure d'exécution accélérée dans des affaires simples de ce type. On pourrait objecter qu'une telle disposition reviendrait à imposer aux États l'obligation de proposer des méthodes d'exécution accélérées qui n'existent pas encore pour les affaires traitées au niveau national. Même si l'on accepte cet argument, il serait toujours possible de rendre obligatoires des procédures accélérées dans l'État requis, si de telles procédures existent déjà. Ce principe général pourrait aussi être appliqué à d'autres aspects de l'exécution. Si l'exécution dans les deux États concernés est possible dans le cadre d'un dispositif administratif spécifique, comme un organisme chargé de récupérer les pensions alimentaires, la Convention pourrait garantir l'accès à un tel processus sur la base de la réciprocité.

73 La question qui vient ensuite à l'esprit est celle de savoir si la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution définit et résout les principaux obstacles susceptibles de bloquer l'exécution des décisions dans de bonnes conditions. L'un des problèmes qui se pose est incontestablement celui de l'assistance judiciaire. Cette question a déjà été abordée[100] et, s'il s'agit indubitablement là d'un domaine dans lequel il est difficile de définir des dispositions uniformes qui soient satisfaisantes, des efforts en matière d'exécution des obligations alimentaires peuvent cependant être justifiés lorsque l'attribution d'une assistance judiciaire adéquate peut présenter une importance aussi capitale.

74 L'une des difficultés que pose la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution tient à l'absence de toute disposition en matière de coopération administrative. Incontestablement, cette situation s'explique en partie par l'antériorité de la Convention de New York. Il en résulte cependant que la Convention de La Haye de 1973 ne fait pas obligation aux États parties de créer un mécanisme de coopération fondé, par exemple, sur un système d'autorités centrales ou autres, qui seraient explicitement chargées de coopérer, de réaliser les objectifs de la Convention, de faciliter les communications ou d'aider à réunir des éléments de preuve. Bien qu'elle pallie certains de ces défauts, la Convention de New York n'est pas totalement complémentaire de la Convention de 1973. Un État refuse d'appliquer les deux Conventions parallèlement. D'autres États ne reconnaissent pas que les procédures de la Convention de New York puissent, à l'inverse de celles de la Convention de 1973, être utilisées par des institutions publiques.

75 De surcroît, il pourrait être utile d'ajouter certains éléments de coopération au système souple et concret – fût-il quelque peu rudimentaire – mis en place par la Convention de New York. L'obligation d'aider à retrouver un débiteur d'aliments dans l'État requis en constitue un exemple évident. Il n'existe pas de disposition (en dehors de celles contenues dans l'art. 7) prévoyant une procédure simple qui permettrait à l'autorité statuant en matière d'aliments dans l'État où réside le créancier d'être informée – directement ou indirectement – par une autorité de l'État où réside le débiteur d'aliments, par exemple des revenus ou autres ressources de celui-ci.

76 Ces domaines de coopération n'ont pas forcément un rapport direct avec la reconnaissance et l'exécution. En fait, ils révèlent la nécessité de prévoir des dispositions en matière de coopération qui facilitent l'accès aux informations pertinentes dans un autre État, qu'il s'agisse de rendre une décision en matière d'entretien ou de la faire reconnaître ou exécuter. À cet égard, peut-être faudrait-il envisager, dans les affaires internationales, de prévoir des dispositions concernant l'utilisation d'informations (ou l'accès à des informations) contenues dans des bases de données informatisées qui, dans certains systèmes nationaux, sont accessibles au créancier d'aliments, pour qu'il puisse soit retrouver le parent débiteur, soit être renseigné sur ses revenus ou ses ressources (par ex. bases de données établies par les autorités fiscales ou les organismes de sécurité sociale)[101].

[98] Voir para. 63 ci-dessus.
[99] Pour un exemple d'un système de ce type fonctionnant entre des états liés par un système fédéral, voir le *Uniform Interstate Family Support Act* (1996) des États-Unis, section 501.
[100] Au para. 15 f).
[101] Voir note 14 ci-dessus. Il est incontestable que, dans ce domaine, différentes approches nationales et régionales devront être envisagées en ce qui concerne la protection des données.

Reviser les Conventions aliments

nance creditor or are exercising, by subrogation, the rights of the maintenance creditor. Some of the operational difficulties which have already been discussed may be ameliorated by simple changes in practice, though it has to be admitted that the review conducted by the 1995 Special Commission has not resulted in much progress on many of these fronts. The Convention does contain certain elements which may have inhibited wider ratification. For example, as already indicated, the rules of indirect jurisdiction may cause some difficulties for the United States of America. But these may not be insuperable.[98] Also, for States which may have difficulty in accepting the broad scope of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement *rationae personae*, the reservations provided for by Article 26(2) offer considerable flexibility.

70 If there are criticisms of the Convention they may relate more to what the Convention does not do than to what it does. Perhaps the fundamental question to address is whether, in the light of developments in the last quarter century, the Convention continues to do all that it might to promote efficiency, speed, cost-effectiveness and fairness in the international enforcement of maintenance obligations.

71 Take, for example, a simple case in which a modest order for child support is made on the application of a mother resident in State A against a father resident in State B. The order has been made quickly following an administrative assessment based on a statutory formula. The father has not lodged any objections, and the mother or the authority concerned seeks enforcement of the order in State B. In State A enforcement is possible with minimum formality through direct deductions from the maintenance debtor's salary or wages.

72 There is a strong case here for permitting a rapid enforcement procedure in State B, possibly one which simply allows the recognition and application in State B of the income withholding order made in State A.[99] The procedures for recognition and enforcement of decisions under the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement are governed, under Article 13, in general by the law of the State addressed. Whether a simple and rapid enforcement procedure is to be available is left, under the Convention, to be decided by the individual States Parties. It may be asked whether it might not be possible for the appropriate international instrument itself to provide for a "fast track" enforcement procedure in simple cases of this sort. The objection may be raised that this would impose an obligation on States to make available "fast track" methods of enforcement where they are not already available in domestic cases. Even if this is accepted, there could nevertheless be an obligation to make "fast track" procedures available in the State addressed where they already exist. This general approach might also apply to other aspects of enforcement. If enforcement in both of the States concerned is possible through a special administrative process, such as a child support agency, the Convention itself might guarantee access to such a procedure on the basis of reciprocity.

73 The next question is whether the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement identifies and offers a solution to the major stumbling blocks which may inhibit successful enforcement. One of these is undoubtedly the question of legal aid. This has already been discussed above,[100] and, while it is acknowledged that this is an area in which it is difficult to achieve satisfactory uniform provisions, the effort to do so in respect of the enforcement of maintenance obligations, where adequate legal assistance may be of such vital importance, may be worthwhile.

74 One set of problems which besets the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement arises from the absence in it of any provisions relating to administrative co-operation. No doubt the prior existence of the New York Convention is part of the explanation. The result, however, is that under the 1973 Hague Convention there is no obligation on States Parties to establish a system of co-operation based on central or other authorities which have an explicit duty to co-operate, to achieve the purposes of the Convention, to facilitate communications or to assist in the collection of relevant evidence. Even though the New York Convention fills some of these gaps, complementarity between it and the 1973 Convention is not complete. One State has not allowed the two Conventions to operate in tandem. Certain other States do not accept that the procedures of the New York Convention, in contrast to those of the 1973 Convention, may be utilised by public bodies.

75 Moreover, there are certain elements of co-operation which might usefully be added to the flexible and practical, though somewhat rudimentary, system established by the New York Convention. An obligation to give assistance in locating a maintenance debtor in the requested State is an obvious example. There is no provision (apart from that contained in Art. 7) for a simple procedure whereby an authority determining maintenance in the State where the maintenance creditor is resident may obtain information from or through an authority in a State where the maintenance debtor is resident, relating for example to the latter's earning or other resources.

76 These areas of co-operation are not necessarily directly related to recognition and enforcement. In fact, they highlight the need for co-operation provisions which facilitate access to relevant information in another State, whether for the purposes of making an original maintenance decision or for the purposes of recognition or enforcement. In this context, thought might also be given to the feasibility, in international cases, of provisions concerning the use of, or access to, information which is held in the automated databases which are in some national systems made accessible to the maintenance creditor, either for the purpose of locating the liable parent or to obtain information concerning income or resources (*e.g.*, databases established by revenue or social welfare authorities).[101]

[98] See above, para. 63.
[99] For an example of such a system operating among states within a federal system, see the United States *Uniform Interstate Family Support Act* (1996), Section 501.

[100] At para. 15 f).
[101] See above, note 14. It is appreciated that this is an area in which different national and regional approaches to data protection will need to be considered.

77 Un nouvel instrument permettrait de réaliser un certain degré d'intégration, qui fait actuellement défaut dans le système international en vigueur. Il s'agit d'une part de réaliser une meilleure coordination entre les éléments existants – compétence, reconnaissance et exécution, lois applicables et coopération – qui font actuellement l'objet d'instruments séparés. Il s'agit, d'autre part, de combler le type de lacunes définies dans la précédente section. Il s'agit enfin de veiller à prévoir dans le système des moyens parallèles de réaliser les objectifs généraux fixés.

78 La principale raison d'être d'une réglementation internationale est de faciliter le recouvrement d'aliments en faveur d'enfants ou d'autres ayants droit lorsque le débiteur d'aliments réside dans un autre pays. L'idéal pour les parents à charge est de pouvoir obtenir une décision dans le pays où ils vivent et de la faire exécuter dans le pays où vit le débiteur. Tel doit être sans doute l'objectif premier du système. Or, l'idéal n'est pas toujours réalisable et il n'est pas nécessairement possible dans certains États de garantir l'exécution de décisions rendues à l'étranger contre des débiteurs d'aliments qui résident dans l'État requis. Dans un tel cas, un système intégré doit être doublé, dans la mesure du possible, d'un mécanisme parallèle ou d'un système de rechange. Le dispositif le mieux adapté est celui qui aide l'ayant droit à obtenir au départ une décision dans le pays où réside le débiteur. Cette situation, si elle n'est pas idéale, est dans la mesure où l'assistance voulue est fournie, beaucoup moins douloureuse pour les ayants droit qu'une situation où l'ordre international, incapable de garantir l'exécution d'une décision étrangère n'offre aucune autre alternative. C'est cette conception pragmatique qui sous-tend en fait le système établi par la Convention de New York. La difficulté est que la Convention ne précise pas les implications d'un tel système. Un nouvel instrument serait l'occasion de combler cette lacune.

79 Dans certains États, les dispositions qui aident le créancier d'aliments à poursuivre une demande dans le pays de résidence du débiteur existent déjà, complétant ainsi le système mis en place par la Convention de New York. Un nouvel instrument permettrait de définir des règles uniformes spécifiques dans ce domaine. Des dispositions en matière d'aide judiciaire et d'assistance entreraient dans ce cadre, de même qu'une garantie de pouvoir accéder à d'autres procédures spécifiques[102]. Lorsque le créancier bénéficie de l'appui d'une institution publique dans l'État de sa résidence habituelle et que l'institution poursuit la demande contre le débiteur, une nouvelle Convention pourrait favoriser une coopération directe entre ladite autorité et son pendant dans le pays où réside le débiteur. Le principe peut aussi être appliqué à des règles facilitant l'obtention et la communication d'informations ayant un lien avec l'évaluation du montant des aliments ou les règles concernant la détermination ou la transmission d'éléments de preuve. On peut aussi ajouter une disposition faisant obligation aux autorités du pays dans lequel réside le débiteur d'aider à établir la paternité.

[102] Ce n'est pas toujours le cas actuellement. Ainsi, la procédure administrative établie par le *Child Support Act* de 1991 en vigueur au Royaume-Uni n'est pas accessible si l'un des parents ou l'enfant vivent hors du Royaume-Uni. De même, en Australie, les affaires internationales sont de plus en plus souvent confiées à des tribunaux et de moins en moins à la *Child Support Agency*.

80 Les avantages que pourrait présenter la mise au point d'un nouvel instrument international intégré en matière d'obligations alimentaires seraient les suivants :

1) élaboration d'un ensemble de règles uniformes de compétence juridictionnelle directe spécifiant l'État dont les autorités ont compétence pour décider d'un problème d'aliments ou pour modifier une décision existante dans ce domaine ;
2) modification de certaines dispositions relatives à la loi applicable aux obligations alimentaires contenues dans les Conventions de La Haye de 1956 et 1973 ;
3) renforcement des Conventions de La Haye de 1958 et 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution par l'introduction (entre autres) de procédures d'exécution accélérées, de dispositions intégrées concernant la coopération administrative et d'une disposition destinée à encourager l'utilisation de bases de données informatisées et de moyens de communication électroniques ;
4) amélioration du dispositif de coopération administrative existant en précisant mieux le rôle et les fonctions des organismes nationaux responsables ;
5) conception d'une approche plus uniforme du problème de l'assistance en cas de procédures engagées dans l'État où le débiteur a sa résidence habituelle.

81 La Commission spéciale pourrait donc déterminer :

a) si ces objectifs sont pertinents ;
b) dans quelle mesure ils pourraient être concrétisés par la mise au point d'un nouvel instrument international ;

c) si les améliorations envisageables justifieraient les efforts nécessaires pour mettre au point un nouvel instrument.

82 Si l'idée qu'il faut concevoir un nouvel instrument s'impose, nombre des questions qui ont été présentées dans les grandes lignes seulement devront être analysées plus en détail. Le Bureau Permanent entreprendrait alors d'élaborer un rapport plus fouillé. Différents points qui n'ont pas été abordés dans la présente Note devront aussi être examinés. Ainsi, faut-il définir ce qu'on entend par « obligations alimentaires » pour inclure toutes les décisions d'ordre financier, et pas seulement les ordres de paiement périodiques, dont l'objet est d'assurer l'entretien des parents à charge[103]. Le champ d'application *ratione personae* de tout nouvel instrument doit-il tenir compte des changements intervenus dans les législations nationales de certains pays qui étendent des obligations alimentaires à d'autres formes de vie commune[104] ? La Commission spéciale pourrait définir d'autres domaines devant faire l'objet d'un examen plus approfondi.

[103] Voir par ex. la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne à propos du terme « obligation alimentaire » contenu dans l'art. 5(2) de la Convention de Bruxelles : Affaire 120/79 : *De Cavel c. De Cavel* (No 2), [1980] *CJCE Rec.* 731 ; Affaire C-220/95 : *Van den Boogaard c. Laumen*, [1997] *CJCE Rec.* 1-1147.
[104] Voir par ex. pour les Pays-Bas, la *Loi sur le partenariat enregistré* de 1997, entrée en vigueur le 1er janvier 1998, et pour la Suède, la *Loi sur le partenariat enregistré* [droit de la famille] de 1994.

77 A new instrument would provide the opportunity for a degree of integration which is lacking in the present international system. This is partly a matter of achieving better co-ordination between the existing elements – jurisdiction, recognition and enforcement, applicable law and co-operation – which at present are dealt with by separate instruments. It is next a matter of filling in the kind of gaps which have been identified in the previous section. It is also a matter of ensuring that there are built into the system alternative approaches to achieving the overall objectives.

78 The basic purpose of international regulation is to facilitate the recovery of maintenance for the support of children and other dependants in circumstances where the maintenance debtor resides in a different country. The ideal for the dependant family members is to be able to obtain a maintenance decision in the country where they live and to have it enforced in the country where the liable person lives. This should perhaps be the primary objective of the system. However, the ideal is not always attainable and in certain States it may not in all cases be possible to guarantee enforcement of foreign decisions made against resident maintenance debtors. In such a situation an integrated system requires provision, if possible, for an alternative mechanism or a back-up system. The most obvious is one which facilitates the dependant in obtaining an original decision in the country where the liable person is resident. This is not an ideal solution but, if the appropriate assistance is furnished, it is a great deal less painful for dependants than a situation in which the international order, having failed to secure enforcement of a foreign decision, provides no alternative. It is this pragmatic approach which in fact underlies the New York Convention system. The problem lies in the fact that its implications are not spelled out in any detail. A new instrument would provide the opportunity to do this.

79 In some States rules which facilitate the maintenance creditor in pursuing a claim in the debtor's country of residence already exist, in effect adding "flesh" to the "bones" of the New York Convention system. A new instrument would provide the opportunity to establish specific uniform rules in this area. Provisions concerning legal aid and assistance might be one aspect. A guarantee of access to any special procedures might be another.[102] In a case where the creditor is receiving support from a public authority in the State of his or her habitual residence, and the public authority is pursuing the claim against the debtor, a new Convention might facilitate direct co-operation between that authority and any similar authority operating in the country where the debtor is resident. Rules which facilitate the obtaining and communication of information relevant to the assessment of maintenance, and rules concerning the taking and transmission of evidence, are also relevant. A provision requiring the authorities of the State in which the debtor is resident to provide assistance in relation to the establishment of paternity might also be included.

[102] This is not always the case at present. *E.g.*, the administrative procedure established by the United Kingdom *Child Support Act* 1991 is not available where either of the parents or the child live outside Great Britain and Northern Ireland. In Australia also, international cases tend to be dealt with by the courts rather than the Child Support Agency.

SUMMARY

80 The potential advantages of working towards a new integrated international instrument concerning maintenance obligations may be summarised as follows:

1) development of a set of uniform rules of direct jurisdiction specifying which State's authorities have jurisdiction to decide upon a question of maintenance or to modify an existing decision;

2) revision of certain of the provisions concerning the law applicable to maintenance obligations contained in the 1956 and 1973 Hague Conventions;
3) reinforcement of the 1958 and 1973 Hague Conventions on recognition and enforcement, by the addition (*inter alia*) of "fast track" enforcement procedures, integrated provisions concerning administrative co-operation, and provision to encourage the use of automated databases and electronic means of communication;

4) improvement of existing machinery for administrative co-operation, by giving more precision to the role and functions of responsible national organs;
5) development of a more uniform approach to the provision of assistance in proceedings initiated in the State where the debtor has his or her habitual residence.

81 The Special Commission may therefore wish to consider:

a) whether these are appropriate goals;
b) to what extent any of these goals are likely to be achievable through the development of a new international instrument;
c) whether the improvements which appear to be feasible would justify the efforts necessary to develop any new instrument.

82 If a view does emerge that a new instrument is needed, many of the matters which have been addressed only in outline above will need to be explored in more detail. The Permanent Bureau would then embark on the preparation of a more detailed report. Various matters which have not been mentioned in this Note may also need to be addressed. For example, is there need for a definition of "maintenance" to ensure the inclusion of all financial orders (*i.e.*, not solely periodical payment orders) whose purpose is to provide for the support of dependent family members?[103] Should the scope *ratione personae* of any new instrument take account of changes in the national laws of certain countries extending the range of partnerships which give rise to maintenance obligations?[104] The Special Commission may wish to identify other areas which may require further study.

[103] See, *e.g.*, the jurisprudence of the Court of Justice of the European Union on the term "maintenance" in Art. 5(2) of the Brussels Convention. Case 120/79: *De Cavel* v. *De Cavel* (No 2), [1980] *ECR* 731; Case C-220/95: *Van den Boogaard* v. *Laumen*, [1997] *ECR* I-1147.
[104] See, *e.g.*, the Netherlands *Registered Partnership Act* 1997 which entered into force on 1 January 1998, and the Swedish *Registered Partnership [Family Law] Act* 1994.

Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

DOCUMENT ÉTABLI PAR WILLIAM DUNCAN
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Document préliminaire No 1 de juin 2002

I HISTORIQUE

La Commission spéciale sur les obligations alimentaires de la Conférence de La Haye de droit international privé d'avril 1999 s'est réunie pour « examiner le fonctionnement des Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* [ainsi que] l'opportunité de reviser ces Conventions de La Haye et l'inclusion dans un nouvel instrument de dispositions sur la coopération judiciaire et administrative », conformément à la Décision de la Dix-huitième session[1].

La Commission spéciale a adopté unanimement la Recommandation suivante concernant la réforme du système :

« *La Commission spéciale sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York sur le recouvrement des aliments à l'étranger,*

– *après avoir examiné le fonctionnement pratique de ces Conventions et tenu compte d'autres instruments et arrangements régionaux et bilatéraux,*

– *constatant le besoin de moderniser et d'améliorer le système international de recouvrement des aliments pour enfants et pour d'autres personnes à charge,*

– *recommande que la Conférence de La Haye entame des travaux en vue de l'établissement d'un nouvel instrument mondial.*

Ce nouvel instrument devrait

– *prévoir comme l'un de ses éléments essentiels des dispositions en matière de coopération administrative,*

– *être complet et s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes, en particulier des dispositions en matière de reconnaissance et d'exécution des obligations alimentaires,*

– *prendre en considération les besoins futurs, les développements survenant dans les systèmes nationaux et internationaux de recouvrement d'obligations alimentaires et les possibilités offertes par les progrès des techniques d'information,*

– *être structuré de manière à combiner l'efficacité maximale avec la flexibilité nécessaire pour assurer une large ratification.*

Ces travaux devraient être menés en coopération avec d'autres organisations internationales, en particulier les Nations Unies.

La Conférence de La Haye, tout en s'acquittant de cette tâche, devrait continuer à aider à promouvoir le fonctionnement efficace des Conventions existantes et la ratification de la Convention de New York et des deux Conventions de La Haye de 1973.

La Commission spéciale rappelle et souligne l'importance des recommandations pratiques contenues dans les Conclusions générales de la Commission spéciale de novembre 1995, qui ont été établies par le Bureau Permanent (Affaires générales, Doc. prél. No 10, mai 1996). »[2]

La Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de mai 2000 a conclu, suivant cette Recommandation, que l'ordre du jour de la Conférence devrait inclure en priorité « l'établissement d'une nouvelle Convention exhaustive en matière d'obligations alimentaires, qui devrait améliorer les Conventions de La Haye existantes en la matière et inclure des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative. Les États non membres de la Conférence de La Haye, notamment les États parties à la Convention de New York de 1956 devraient être invités à participer à ce travail futur »[3].

La Commission I sur les affaires générales et la politique de la Dix-neuvième session diplomatique de la Conférence de La Haye de droit international privé, qui s'est réunie du 22 au 24 avril 2002, a réaffirmé la conclusion de la Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de mai 2000 et a ajouté que « [t]ous les efforts devraient être faits pour s'assurer d'un processus inclusif, comprenant si possible la traduction des documents principaux et l'interprétation en espagnol des réunions plénières »[4].

II PLAN D'ACTION

Actuellement, le Bureau Permanent effectue des recherches et des consultations afin de préparer le terrain des négociations, au sein de la Conférence de La Haye, sur le nouvel instrument mondial relatif aux obligations alimentaires. Un rapport sera préparé par le Bureau Permanent afin de fournir aux Membres et aux autres États des informations de fond sur les développements aux niveaux national et international, et d'identifier certaines des questions susceptibles de susciter débat lorsque les négociations relatives à ce nouvel instrument commenceront. Il est prévu que le rapport sera disponible pour les États avant la fin de l'année 2002, et qu'une première Commission spéciale se tiendra dans la première partie de l'année 2003, afin d'entamer les négociations.

[1] Acte final de la Dix-huitième session, 19 octobre 1996, Partie B, Décision 7 *a*, *Actes et documents de la Dix-huitième session (1996)*, tome I, *Matières diverses*, p. 28 à 56, à la p. 46.

[2] « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234, aux p. 226 et 228, para. 46.

[3] « Conclusions de la Commission spéciale de mai 2000 sur les affaires générales et la politique de la Conférence », établies par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 10 de juin 2000, *ibid.*, p. 78 à 106, à la p. 96, Recommandation B.

[4] Doc. trav. No 4 de la Commission I, proposition de la Présidence, distribué le 24 avril 2002, *ibid.*, p. 580 à 582, à la p. 581.

Note d'information & Questionnaire de 2002

Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

DRAWN UP BY WILLIAM DUNCAN
DEPUTY SECRETARY GENERAL

Preliminary Document No 1 of June 2002

I BACKGROUND

The Special Commission on Maintenance Obligations of the Hague Conference on Private International Law of April 1999 met "to examine the operation of the Hague Conventions on maintenance obligations and the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* and to examine […] the desirability of revising those Hague Conventions, and the inclusion in a new instrument of rules on judicial and administrative co-operation", in accordance with the Decision of the Eighteenth Session.[1]

On the question of reform of the system, the Special Commission reached the following unanimous Recommendation:

"*The Special Commission on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention on the Recovery Abroad of Maintenance,*

– having examined the practical operation of these Conventions and having taken into account other regional and bilateral instruments and arrangements,

– recognising the need to modernise and improve the international system for the recovery of maintenance for children and other dependent persons,

– recommends that the Hague Conference should commence work on the elaboration of a new worldwide international instrument.

The new instrument should

– contain as an essential element provisions relating to administrative co-operation,

– be comprehensive in nature, building upon the best features of the existing Conventions, including in particular those concerning the recognition and enforcement of maintenance obligations,

– take account of future needs, the developments occurring in national and international systems of maintenance recovery and the opportunities provided by advances in information technology,

– be structured to combine the maximum efficiency with the flexibility necessary to achieve widespread ratification.

The work should be carried out in co-operation with other relevant international organisations, in particular the United Nations.

The Hague Conference, while accomplishing this task, should continue to assist in promoting the effective operation of the existing Conventions and the ratification of the New York Convention and the two Hague Conventions of 1973.

The Special Commission recalls and emphasises the importance of the practical recommendations contained in the General Conclusions of the Special Commission of November 1995, which were drawn up by the Permanent Bureau (General Affairs, Prel. Doc. No 10, May 1996)."[2]

Following this Recommendation, the Special Commission on General Affairs and Policy of May 2000 concluded that there should be included with priority on the Conference's agenda "the drawing up of a new comprehensive convention on maintenance obligations, which would improve the existing Hague Conventions on this matter, and include rules on judicial and administrative co-operation. Non-Member States of the Hague Conference, in particular signatory States to the New York Convention of 1956, should be invited to participate in this future work".[3]

Commission I on General Affairs and Policy of the Nineteenth Diplomatic Session of the Hague Conference on Private International Law, which met from 22 to 24 April 2002, reaffirmed the conclusion of the Special Commission on General Affairs and Policy of May 2000 and added that "[e]very effort should be made to ensure that the processes involved are inclusive, including by the provision if possible of Spanish translation of key documents and facilities for Spanish interpretation at plenary meetings".[4]

II – PLAN OF ACTION

The Permanent Bureau is currently carrying out research and consultations to prepare the ground for negotiations within the Hague Conference on the new global instrument on maintenance obligations. A report will be prepared by the Permanent Bureau to provide Member and other States with background information on developments at the national and international level, and to identify some of the issues which are likely to be the subject of debate when negotiations over the new instrument begin. It is planned that this report should be available to States before the end of 2002, and that a first Special Commission to begin the negotiations should be convened in the first part of the year 2003.

[1] Final Act of the Eighteenth Session, 19 October 1996, Part B, Decision 7 *a*, *Proceedings of the Eighteenth Session (1996)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 29-56, at p. 47.

[2] "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235, at pp. 227 and 229, para. 46.

[3] "Conclusions of the Special Commission of May 2000 on General Affairs and Policy of the Conference", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 10 of June 2000, *ibid.*, pp. 79-107, at p. 97, Recommendation B.

[4] Work. Doc. No 4 from Commission I, proposal of the Chair, distributed on 24 April 2002, *ibid.*, pp. 580-582, at p. 581.

III – LE QUESTIONNAIRE

En vue de recueillir des informations pertinentes et de tester les opinions, dans un premier temps sur les éléments principaux qui devraient être inclus dans le nouvel instrument, le Bureau Permanent a établi le Questionnaire ci-dessous. Celui-ci est envoyé à tous les États membres de la Conférence de La Haye, aux États parties à la Convention de New York de 1956 et aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales concernées. Le questionnaire sera aussi disponible sur le site web de la Conférence de La Haye à <www.hcch.net>.

Le Questionnaire est divisé en quatre parties qui abordent, premièrement, la pratique en vertu des instruments internationaux existants, deuxièmement, la pratique en vertu des différents systèmes nationaux, troisièmement, les éléments à inclure dans le nouvel instrument et, quatrièmement, les partenaires de la négociation.

Le projet d'établir un nouvel instrument relatif aux obligations alimentaires peut potentiellement bénéficier à des milliers de personnes, enfants et adultes, dans plusieurs États de par le monde, et contribuer également à la réduction de la dépendance à l'aide sociale publique. Le questionnaire est un élément important dans l'établissement de fondations solides sur lesquelles le nouvel instrument pourra s'appuyer.

PARTIE I – PRATIQUE EN VERTU DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX EXISTANT

Le « Questionnaire sur les obligations alimentaires »[5], transmis préalablement à la Commission spéciale d'avril 1999, a déjà fourni beaucoup d'informations sur la pratique en vertu des instruments internationaux existants.

Les États et les organisations qui ont répondu au Questionnaire en 1999 sont invités à fournir les réponses supplémentaires aux parties I à IV de ce Questionnaire concernant toute évolution pertinente survenue depuis avril 1999[6].

Les États et les organisations qui ont été dans l'impossibilité de répondre en 1999 sont invités à transmettre des réponses complètes.

PARTIE II – QUESTIONS CONCERNANT LES SYSTÈMES NATIONAUX RELATIFS AUX ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS ET D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE

Nature de la décision relative à des aliments

1 Quelle forme une décision relative à des aliments envers a) les enfants et b) l'époux ou d'autres membres de la famille peut-elle prendre ? L'une ou l'autre se limite-t-elle notamment à un paiement périodique ? Existe-t-il des circonstances dans lesquelles un versement unique, un transfert de propriété ou une ordonnance similaire peuvent tendre à assurer les obligations alimentaires ?

Éligibilité

2 Dans votre pays, qui est en droit de bénéficier d'une décision relative à des aliments (par ex. l'enfant, l'époux, un autre parent, etc.) ?

3 Quelle est votre définition d'un enfant « à charge » dans le contexte des aliments envers les enfants ?

4 Quelle est la loi applicable pour déterminer l'éligibilité a) des enfants et b) de l'époux ou d'autres membres de la famille à se voir octroyer des aliments ?

Procédure d'évaluation initiale des aliments

5 Les décisions en matière d'aliments envers les enfants sont-elles rendues dans le cadre de procédures administrative ou judiciaire ?

6 Si le demandeur ou le défendeur vit à l'étranger, la procédure est-elle différente ? Dans l'affirmative, merci de bien vouloir préciser.

7 La procédure relative à une demande en matière d'aliments envers l'époux ou d'autres membres de la famille diffère-t-elle de celle envers les enfants ? Dans l'affirmative, les deux procédures peuvent-elles être jointes dans une même demande ?

Méthodes de calcul des aliments

8 L'estimation des aliments envers les enfants est-elle basée sur une formule, des lignes directrices ou d'autres critères ? Merci de bien vouloir préciser les principaux éléments déterminant une évaluation.

9 Lorsque a) le demandeur ou b) le défendeur vit à l'étranger, les critères d'évaluation employés sont-ils différents ?

10 La méthode de calcul des aliments envers l'époux ou d'autres membres de la famille diffère-t-elle de celle envers les enfants ?

11 Quelle est la loi applicable à l'évaluation des aliments envers a) les enfants et b) l'époux ou d'autres membres de la famille ?

Réévaluation / ajustement / modification des décisions ou des évaluations relatives aux aliments

12 Les versements de la pension alimentaire envers les enfants ou l'époux et d'autres membres de la famille font-ils l'objet d'une réévaluation automatique, et dans l'affirmative, par qui et avec quelle fréquence ?

13 Ces versements font-ils l'objet d'une réévaluation automatique en fonction de critères objectifs comme l'index du coût de la vie, et dans l'affirmative, quels en sont les mécanismes et la périodicité ?

14 Dans quelles circonstances la décision en matière d'aliments envers les enfants ou l'époux et d'autres membres de la famille ou l'évaluation de ces aliments peut-elle être revue / modifiée à la hausse ou la baisse ? Cela se fait-il par la même autorité ayant rendu la décision initiale ?

15 Dans quelles circonstances une décision ou une évaluation étrangère peut-elle être revue / modifiée par la demande d'un débiteur résident ?

Détermination de la paternité

16 Quelle est la loi applicable à la détermination de la paternité dans le cadre des procédures en matière d'aliments envers les enfants ?

[5] Établi par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 1 de novembre 1998, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
[6] Voir « Extraits des réponses au Questionnaire sur les obligations alimentaires », Doc. prél. No 3 d'avril 1999, *id.*

Note d'information & Questionnaire de 2002

III – THE QUESTIONNAIRE

In order to gather relevant information, as well as to test opinion in a preliminary way on the principal elements that might be included in the new instrument, the Permanent Bureau has devised a Questionnaire which is set out below. The Questionnaire is being sent out to all Member States of the Hague Conference, to States Parties to the New York Convention of 1956 and to relevant international governmental and non-governmental organisations. The questionnaire will also be posted on the Hague Conference website at <www.hcch.net>.

The Questionnaire falls into four parts which concern, first, practice under the existing international instruments, second, practice under national systems, third, the elements to be included in the new instrument, and fourth, negotiating partners.

The project to establish a new instrument on maintenance obligations has the potential to benefit hundreds of thousands of persons, children and adults, in many States around the world, and to contribute to the reduction of welfare / social security dependency. The questionnaire is an important element in establishing firm foundations on which to build the new instrument.

PART I – PRACTICE UNDER EXISTING INTERNATIONAL INSTRUMENTS

The "Questionnaire on Maintenance Obligations",[5] which was sent out in advance of the Special Commission of April 1999, has already provided much information on practice under the existing international instruments.

States and organisations which responded to the Questionnaire in 1999 are requested only to supply supplementary responses to Parts I to IV of that Questionnaire, covering any relevant developments since April 1999.[6]

States and organisations which were not able to respond in 1999 are asked to provide full responses.

PART II – QUESTIONS CONCERNING NATIONAL SYSTEMS OF MAINTENANCE OBLIGATIONS IN RESPECT OF CHILDREN AND OTHER FAMILY MEMBERS

Form of maintenance decision

1 What form may a maintenance decision take in respect of a) a child and b) a spouse or other family member? In particular, are they confined to periodic payments of money? Are there any circumstances in which a lump sum, property transfer or similar order may be made to satisfy a maintenance obligation?

Eligibility

2 Who is eligible in your country to benefit from a maintenance decision (*e.g.*, child, spouse, other relative, etc.)?

3 What is your definition of a "dependent" child for child support purposes?

4 Which is the law applicable to the question of eligibility of a) child and b) a spouse or other family member to obtain maintenance?

Procedures for the initial assessment of maintenance

5 Is child support determined through an administrative or a judicial process?

6 Is the process different where either the applicant or the respondent live abroad? If so, please give details.

7 Is the process different where the application is for maintenance for a spouse or other family member rather than a child? If so, can the two processes be joined?

Methods of calculating maintenance

8 Is the assessment of child support based on a formula, guidelines, or other criteria? Please outline the principal elements involved in making an assessment.

9 Are there any differences in the assessment criteria employed when a) the applicant or b) the respondent live abroad?

10 Is the method different when the application is for maintenance in respect of a spouse or other family member rather than a child?

11 Which is the law applicable to the assessment of maintenance for a) a child and b) a spouse or other family member?

Reassessment / adjustment / modification of maintenance decisions or assessments

12 Are maintenance payments in respect of children or spouses or other family members subject to automatic reassessment, and if so, by whom and with what frequency?

13 Are such payments subject to automatic adjustment in accordance with an external marker, such as the cost of living index, and if so, by what mechanisms and with what frequency?

14 In what circumstances may a maintenance decision or assessment in respect of a child or a spouse or other family member be varied / modified upwards or downwards? Is this done by the same authority that made the original determination?

15 In what circumstances may a foreign decision or assessment be varied / modified on the application of a resident debtor?

Establishing paternity

16 Which is the law applicable to the determination of paternity in the context of child support proceedings?

[5] Drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 1 of November 1998, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
[6] See "Extracts from the Responses to the Questionnaire on Maintenance Obligations", Prel. Doc. No 3 of April 1999, *id*.

17 Veuillez résumer les exigences administratives et judiciaires relatives à la détermination de la paternité dans le cadre de procédures en matière d'aliments envers les enfants.

18 Veuillez préciser les procédures judiciaires et les méthodes (y compris les procédés scientifiques) par lesquelles la paternité peut être établie dans le cadre des procédures en matières d'aliments envers les enfants. Veuillez indiquer également : les coûts généralement induits ; qui devrait les assumer ; si ces coûts peuvent être couverts par une aide judiciaire ; et, si une distinction est faite sur cette question entre les résidents et les non-résidents.

19 La reconnaissance et l'exécution d'une décision étrangère relative à des aliments envers les enfants peuvent-elles être refusées a) si une recherche en paternité est un élément nécessaire ou b) si une loi ou une méthode employée pour cette recherche est différente de celle utilisée dans votre pays ? Dans l'affirmative, veuillez en expliquer les raisons.

Aide juridique et assistance judiciaire et administrative

20 Quels types d'assistance (y compris l'assistance administrative, l'aide juridique et l'assistance judiciaire) sont disponibles dans votre pays pour :

a) un résident requérant des aliments envers des enfants ;
b) un requérant d'aliments envers des enfants résidant à l'étranger.

21 Veuillez spécifier les principales conditions d'éligibilité, y compris tous les tests relatifs aux moyens (financiers), pour les différentes formes d'assistance disponibles.

22 Les règles et procédures concernant l'aide juridique ou l'assistance judiciaire ou administrative sont-elles différentes pour les demandes d'aliments envers l'époux ou d'autres membres de la famille ?

Frais de justice et autres dépenses

23 Quels types de frais de justice et autres dépenses (y compris les honoraires d'avocats et les frais de tribunaux) entraîne une demande pour des aliments envers les enfants ou l'époux et d'autres membres de la famille ? Pouvez-vous indiquer comment ces frais et ces dépenses varieront depuis la demande initiale jusqu'aux diverses procédures d'appel ou de révision ?

24 Est-il possible de recouvrer les frais de justice et autres dépenses à travers les versements d'une pension alimentaire ?

Accords relatifs au recouvrement et transfert et exécution des décisions

25 Comment le paiement et le recouvrement des aliments envers a) les enfants et b) l'époux ou d'autres membres de la famille sont-ils organisés dans votre pays ?

26 Quels accords particuliers, le cas échéant, sont appliqués lorsque les paiements sont effectués ou recouvrés depuis l'étranger ?

27 Quelles sont les procédures en vigueur pour faire exécuter des décisions relatives à des aliments envers a) les enfants et b) l'époux ou d'autres membres de la famille ?

28 Veuillez dresser une liste des méthodes disponibles pour l'exécution de décisions relatives à des aliments envers a) les enfants et b) l'époux ou d'autres membres de la famille. Veuillez indiquer les méthodes d'exécution / de prélèvement qui, parmi celles listées ci-dessous, sont disponibles dans votre pays :

– saisie sur salaire ;
– prélèvement sur remboursement d'impôt ;
– saisie arrêt de comptes bancaires ou d'autres sources ;
– déduction sur versement de sécurité sociale ;
– vente publique ;
– partage des revenus de pension ; et
– incarcération.

29 Quels sont les frais bancaires types engagés dans le transfert des paiements des aliments de / vers votre pays ?

30 Des accords sont-ils mis en place dans votre pays, par le secteur public ou privé, afin de faciliter les virements au moindre coût de / vers l'étranger ?

PARTIE III – QUESTIONS CONCERNANT LES ÉLÉMENTS À INCLURE DANS LE NOUVEL INSTRUMENT

31 Veuillez énumérer toutes les lacunes du processus actuel, pour l'obtention ou le recouvrement à l'étranger, par des personnes résidant dans votre ressort, d'aliments envers les enfants ou d'autres membres de la famille, auxquelles on pourrait remédier ou qui pourraient être améliorées dans le nouvel instrument.

32 Veuillez énumérer toutes les lacunes du processus actuel, en vertu duquel un requérant étranger cherche à obtenir ou à recouvrir, auprès d'une personne résidant dans votre ressort, des aliments envers les enfants ou d'autres membres de la famille, auxquelles on pourrait remédier ou qui pourraient être améliorées dans le nouvel instrument.

33 Gardant à l'esprit que le nouvel instrument doit « être complet et s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes »[7], et que sa structure exacte n'a pas encore été déterminée, veuillez indiquer vos points de vue préliminaires sur les éléments clefs qui doivent y être pris en compte. À cette fin, il pourra vous être utile d'utiliser la liste suivante et d'indiquer l'importance que vous attachez à chacun des points énumérés :

a) dispositions relatives à la coopération administrative ;
b) dispositions pour la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères ;
c) principes de loi applicable ;
d) règles uniformes de compétence directe applicables pour déterminer et modifier les décisions relatives à des aliments ;

e) dispositions spécifiques d'aide qui doit être fournie à un requérant provenant d'une autre Partie contractante ;
f) dispositions concernant l'aide et l'assistance judiciaires qui doivent être fournies à un requérant provenant d'une autre Partie contractante ;
g) dispositions relatives à la coopération pour la recherche en paternité ;
h) dispositions concernant la coopération en matière de virement international de fonds au moindre coût ;
i) dispositions permettant aux Parties contractantes d'éviter d'octroyer des services au requérant étranger lorsque ceux-ci ne sont pas disponibles sur une base réciproque ;

[7] Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*loc. cit.* note 2).

Note d'information & Questionnaire de 2002

17 Please summarise your administrative and legal requirements concerning the establishment of paternity in the context of child support proceedings.

18 Please outline the legal procedures and the methods (including the scientific methods) by which paternity may be established in the context of proceedings for child support. Please indicate the costs that typically would be involved, who would bear these costs, whether the costs are capable of being covered by legal aid, and whether any distinction is made between residents and non-residents in these matters.

19 May the recognition or enforcement of a foreign child support decision be refused a) if it entails a determination of paternity, or b) if a law or a method is applied to that determination different from that applied in your country? If so, please explain the reasons.

Legal and administrative aid and assistance

20 What forms of assistance (including administrative assistance, legal aid and advice) are available in your country to:

a) a resident claimant for child support;
b) a claimant for child support who is resident abroad.

21 Please specify the principal eligibility requirements, including any means tests, for the different forms of assistance available.

22 Are the rules and procedures concerning legal or administrative aid or assistance different for applications for maintenance for a spouse or other family member?

Legal costs and expenses

23 What are the typical legal costs and expenses (including lawyers' fees and court costs) involved in an application for child support or maintenance in respect of a spouse or other family member? Can you indicate how these costs and expenses will vary from the initial application through any processes of appeal or review?

24 Is it possible for payment of costs and expenses to be met from maintenance payments?

Collection and transfer arrangements and enforcement of decisions

25 How is the payment and collection of a) child support and b) maintenance for a spouse or other family member organised in your country?

26 What, if any, particular arrangements apply where payments are to be made or collected from abroad?

27 What are the procedures for enforcing a) child support decisions and b) maintenance decisions in respect of a spouse or other family member?

28 Please list the methods available for the enforcement of a) child support decisions and b) maintenance decisions in respect of a spouse or other family member. In particular, please indicate whether any of the following enforcement / collection methods are available in your jurisdiction:

– wage withholding;
– tax refund intercepts;
– garnishment from bank accounts or other sources;
– deductions from social security payments;
– forced sale of property;
– division of pension benefits; and
– committal to prison.

29 What are the typical banking costs involved in the transfer of maintenance payments from / to your country?

30 Have any arrangements been developed in your country, either by the public or the private sector, to facilitate the easy and low-cost transfer of payments to / from abroad?

PART III – QUESTIONS CONCERNING THE ELEMENTS TO BE INCLUDED IN THE NEW INSTRUMENT

31 Please list any shortcomings in the current processes for the obtaining or recovery abroad of child support or other forms of family maintenance by persons resident in your country which might be improved or remedied in the new instrument.

32 Please list any shortcomings in the current processes by which a foreign applicant seeks to obtain or recover child support or other forms of family maintenance from a person resident in your jurisdiction which might be improved or remedied in the new instrument.

33 Bearing in mind that the new instrument is to be "comprehensive in nature, building upon the best features of the existing Conventions",[7] and that the precise structure of the new instrument has yet to be determined, please indicate any preliminary views you have on the key elements to be addressed in the new instrument. In doing so, you may find it helpful to use the following list and to indicate what degree of importance, if any, you attach to each of the items listed:

a) provisions concerning administrative co-operation;
b) provisions for the recognition and enforcement of foreign decisions;
c) applicable law principles;
d) uniform direct rules of jurisdiction applying to the determination and modification of decisions in respect of maintenance;
e) provisions specifying the assistance to be provided to an applicant from another Contracting Party;
f) provisions concerning legal aid and assistance to be provided to an applicant from another Contracting Party;

g) provisions concerning co-operation in the establishment of paternity;
h) provisions concerning co-operation in the international transfer of funds at low cost;
i) provisions enabling Contracting Parties to avoid providing services to applicants from abroad where they are not available on a reciprocal basis;

[7] Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*loc. cit.* note 2).

j) formules modèles ;
k) dispositions visant à assurer le respect des obligations en vertu de l'instrument ;
l) dispositions relatives aux institutions publiques qui poursuivent le remboursement de prestations fournies au créancier d'aliments ;
m) autres. Merci de bien vouloir préciser.

34 Au regard de la structure générale de ce nouvel instrument et en gardant à l'esprit que celle-ci devrait « combiner l'efficacité maximale avec la flexibilité nécessaire pour assurer une large ratification »[8],

a) quels éléments parmi ceux que vous avez mentionnés sous la question 33 devraient être introduits comme éléments « centraux », dans le sens où toutes les Parties contractantes devraient sans exception s'y soumettre ;
b) quels sont, parmi ces éléments, ceux qui devraient être facultatifs, dans le sens où les Parties contractantes devraient avoir la liberté de s'y soumettre ou non ; et
c) êtes-vous en faveur d'un principe général par lequel, la reconnaissance d'une décision existante n'étant pas possible dans le pays où le débiteur réside, les autorités de ce pays devraient être obligées de fournir assistance au créancier pour obtenir une nouvelle décision ?

35 Pour les États ayant conclu des accords bilatéraux ou régionaux, veuillez indiquer les éléments de ces accords que vous souhaiteriez voir repris dans ce nouvel instrument.

PART IV – PARTENAIRES DE NÉGOCIATION ET DIVERS

36 Hormis les États membres de la Conférence de La Haye et les États parties à la Convention de New York de 1956[9], quels autres États souhaiteriez-vous inviter à prendre part aux négociations du nouvel instrument ?

37 Seriez-vous disposés à contribuer à un fonds permettant a) aux États moins bien nantis de prendre part aux négociations ou b) de produire en espagnol les principaux documents et d'assurer une interprétation simultanée en espagnol en session plénière ?

38 Disposez-vous d'un site web ou de brochures qui fournissent des informations sur les systèmes des obligations alimentaires envers les enfants et d'autres membres de la famille dans votre pays ? Dans l'affirmative, veuillez nous transmettre les détails ou une copie de toute publication.

Note: Les personnes interrogées sont également invitées à faire part de leurs observations sur tout autre sujet qu'elles considèrent essentiel au développement de ce nouvel instrument.

[8] *Ibid.*
[9] États non membres de la Conférence de La Haye de droit international privé qui sont Parties à la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* : Algérie, Barbade, Burkina Faso, Cap-Vert, Colombie, Équateur, Guatemala, Haïti, Niger, Pakistan, Philippines, République centrafricaine, Saint-Siège et Tunisie.

j) standard forms;
k) provisions aimed at securing compliance with obligations under the instrument;
l) provisions concerning public bodies claiming reimbursement of benefits paid to a maintenance creditor;

m) others. Please specify.

34 With regard to the overall structure of the new instrument, and bearing in mind that the new instrument should "combine the maximum efficiency with the flexibility necessary to achieve widespread ratification",[8]

a) which of the elements that you have mentioned under question 33 should be included as core elements in the sense that all Contracting Parties should without exception be bound to comply with them,
b) which of those elements should be optional, in the sense that Contracting Parties would have the freedom to opt in or opt out of them, and
c) do you favour a general principle that, where recognition of an existing decision is not possible in the country where the debtor resides, the authorities of that country should be under an obligation to provide assistance to the creditor in obtaining a new decision?

35 In the case of States which have entered into bilateral or regional arrangements, please indicate which elements within those arrangements you would wish to see replicated or reflected in the new global instrument.

PART IV – NEGOTIATING PARTNERS AND MISCELLANEOUS

36 Apart from the Member States of the Hague Conference and States Parties to the 1956 New York Convention,[9] are there any other States that you would wish to be invited to take part in the negotiations on the new instrument?

37 Would you be prepared to contribute to a fund a) to enable poorer States to be able to take part in the negotiations or b) to enable principal documents to be translated into Spanish and simultaneous interpretation in Spanish to be available at plenary sessions?

38 Do you have a website or brochure which provides information about the system of child support and other forms of family maintenance in your country? If so, please provide details or a copy of any publications.

Note: Respondents are also invited to comment on any other matters which they consider material to the development of the new instrument.

[8] *Ibid.*
[9] Non-Member States of the Hague Conference on Private International Law which are Parties to the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*: Algeria, Barbados, Burkina Faso, Cape Verde, Central African Republic, Colombia, Ecuador, Guatemala, Haiti, Holy See, Niger, Pakistan, Philippines and Tunisia.

Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

RAPPORT ÉTABLI PAR WILLIAM DUNCAN
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Document préliminaire No 3 d'avril 2003

Table des matières

		Page
CHAPITRE I – QUESTIONS INTRODUCTIVES		I-56
A	*Le mandat pour le nouvel instrument et son contexte*	I-56
B	*Préparatifs des négociations*	I-58
C	*Objet et portée de ce Rapport*	I-58
D	*Quelques évolutions pertinentes des systèmes nationaux*	I-60
CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE		I-62
A	*Considérations préliminaires*	I-62
B	*Les structures existantes*	I-62
C	*Problèmes posés aux États par les systèmes de coopération existants*	I-64
a	*Problèmes structurels*	I-64
b	*Fonctions des organes de coopération*	I-66
c	*Problèmes de procédures*	I-66
d	*Coûts*	I-68
D	*Construction du nouvel instrument – coopération administrative*	I-68
a	*Les autorités chargées de la coopération et leurs fonctions*	I-68
b	*Processus*	I-70
c	*Documentation*	I-70
d	*Formules modèles ou standard*	I-72
e	*Exigences en matière de traduction*	I-74
f	*Rapidité*	I-74
g	*Coûts*	I-76
CHAPITRE III – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES		I-78
A	*Considérations préliminaires*	I-78
B	*Conventions et arrangements multilatéraux, régionaux et bilatéraux existants*	I-78
a	*Conventions de La Haye de 1958 et 1973 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires*	I-78
b	*Les régimes de Bruxelles et de Montevideo*	I-82
c	*Arrangements bilatéraux américains*	I-84
C	*Élaboration du nouvel instrument*	I-86
a	*Approches possibles relatives aux bases de reconnaissance*	I-86
b	*Conjuguer équité avec rapidité et efficacité*	I-90
c	*Exécution au titre des lois nationales*	I-92
CHAPITRE IV – COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT ET DE MODIFICATION DES DÉCISIONS		I-92
A	*Considérations générales*	I-92
B	*Approches existantes relatives à la compétence*	I-94
a	*Le régime de Bruxelles*	I-94
b	*La Convention de Montevideo*	I-96
c	*L'approche relative à la compétence retenue par les États-Unis en application de l'UIFSA*	I-96
d	*Le système du « Commonwealth » des ordonnances provisoires*	I-98
C	*Est-il faisable / possible d'élaborer des règles uniformes de compétence directe ?*	I-98
D	*Quelles sont les solutions possibles concernant la compétence en matière de modification ?*	I-100
a	*Changement du lieu de résidence du débiteur*	I-100
b	*Changement de résidence du créancier*	I-102
c	*Autres situations factuelles*	I-102
d	*Autres approches relatives aux problèmes de compétence en matière de modification*	I-102
E	*Quelques conclusions générales sur la compétence directe*	I-102
CHAPITRE V – LOI APPLICABLE		I-104
A	*Considérations générales*	I-104
B	*Conventions de La Haye de 1956 et 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*	I-106
C	*La Convention de Montevideo*	I-106
D	*Autres approches relatives à la loi applicable*	I-108
a	*Loi applicable à l'éligibilité d'un enfant à se voir octroyer des aliments*	I-108
b	*Loi applicable à l'éligibilité de l'époux ou d'un autre membre de la famille à se voir octroyer des aliments*	I-108
c	*Loi applicable à l'évaluation des aliments pour un enfant, un conjoint ou un autre membre de la famille*	I-108
d	*Loi applicable à la détermination de la filiation*	I-108
E	*Conclusions*	I-108
CHAPITRE VI – INSTAURER LA COOPÉRATION ET ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET COHÉRENTE DU NOUVEL INSTRUMENT		I-110
A	*Considérations générales*	I-110
B	*Exigences au moment de l'intégration*	I-110
C	*Aide à une mise en œuvre efficace*	I-112
D	*Suivi*	I-112
E	*Promouvoir la cohérence des interprétations et des bonnes pratiques*	I-112
F	*Suivi et examen*	I-112
G	*Gestion des plaintes et des blocages*	I-112
H	*Bilatéralisation*	I-114
I	*Rôle et financement du Bureau Permanent*	I-114
J	*Liste des questions à considérer*	I-116

Rapport Duncan

Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

DRAWN UP BY WILLIAM DUNCAN
DEPUTY SECRETARY GENERAL

Preliminary Document No 3 of April 2003

Table of contents

		Page
CHAPTER I – INTRODUCTORY MATTERS		I-57
A	*The mandate for the new instrument and its background*	I-57
B	*Preparations for the negotiations*	I-59
C	*The purpose and scope of this Report*	I-59
D	*Some relevant developments in national systems*	I-61
CHAPTER II – ADMINISTRATIVE CO-OPERATION		I-63
A	*Preliminary considerations*	I-63
B	*The existing structures*	I-63
C	*Problems which have been experienced by States with existing systems of co-operation*	I-65
a	*Structural problems*	I-65
b	*Functions of co-operating organs*	I-67
c	*Problems of process*	I-67
d	*Costs*	I-69
D	*Constructing the new instrument – administrative co-operation*	I-69
a	*Authorities charged with co-operation and their functions*	I-69
b	*Process*	I-71
c	*Documentation*	I-71
d	*Standard or model forms*	I-73
e	*Translation requirements*	I-75
f	*Speed*	I-75
g	*Costs*	I-77
CHAPTER III – RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF MAINTENANCE DECISIONS		I-79
A	*Preliminary considerations*	I-79
B	*Existing multilateral, regional and bilateral conventions and arrangements*	I-79
a	*The 1958 and 1973 Hague Conventions on recognition and enforcement of decisions concerning maintenance obligations*	I-79
b	*The Brussels and Montevideo regimes*	I-83
c	*United States bilateral arrangements*	I-85
C	*Constructing the new instrument*	I-87
a	*Possible approaches to the bases for recognition*	I-87
b	*Combining fairness with speed and efficiency*	I-91
c	*Enforcement under national law*	I-93
CHAPTER IV – JURISDICTION TO MAKE AND MODIFY MAINTENANCE DECISIONS		I-93
A	*General considerations*	I-93
B	*Existing approaches to jurisdiction*	I-95
a	*The Brussels regime*	I-95
b	*The Montevideo Convention*	I-97
c	*The United States approach to jurisdiction under UIFSA*	I-97
d	*The "Commonwealth" provisional orders system*	I-99
C	*Is it feasible to develop uniform rules of direct jurisdiction?*	I-99
D	*What can be done about modification jurisdiction?*	I-101
a	*Change in the debtor's residence*	I-101
b	*Change in the creditor's residence*	I-103
c	*Other factual situations*	I-103
d	*Other approaches to the problems of modification jurisdiction*	I-103
E	*Some general conclusions on direct jurisdiction*	I-103
CHAPTER V – APPLICABLE LAW		I-105
A	*General considerations*	I-105
B	*The 1956 and 1973 Hague Conventions on the law applicable to maintenance obligations*	I-107
C	*The Montevideo Convention*	I-107
D	*Some other approaches to applicable law*	I-109
a	*The law applicable to the eligibility of a child to obtain maintenance*	I-109
b	*The law applicable to the eligibility of the spouse or other family member to obtain maintenance*	I-109
c	*The law applicable to assessment of maintenance for a child, a spouse or other family member*	I-109
d	*The law applicable to the determination of parentage*	I-109
E	*Conclusions*	I-109
CHAPTER VI – BUILDING CO-OPERATION AND SECURING THE EFFECTIVE AND CONSISTENT IMPLEMENTATION OF THE NEW INSTRUMENT		I-111
A	*General considerations*	I-111
B	*Point of entry requirements*	I-111
C	*Support for effective implementation*	I-113
D	*Monitoring*	I-113
E	*Promoting consistent interpretation and good practice*	I-113
F	*Review*	I-113
G	*Handling specific complaints and blockages*	I-113
H	*Bilateralisation*	I-115
I	*The role and financing of the Permanent Bureau*	I-115
J	*Checklist of issues to be considered*	I-117

CHAPITRE VII – QUELQUES QUESTIONS QUANT AU CHAMP D'APPLICATION I-116

A *Champ d'application* ratione personae I-116
B *Sens du terme « aliments »* I-118
C *Autres questions relatives au champ d'application* I-120

CHAPITRE VIII – CONCLUSIONS I-120

ANNEXES*

1 *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*

2 *Convention interaméricaine de Montevideo du 15 juillet 1989 sur les obligations alimentaires*

3 Extraits du Règlement de Bruxelles du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale

4 Accord-type des États-Unis pour l'exécution des obligations alimentaires

5 Formule modèle de demande d'entraide judiciaire et / ou administrative en vue du recouvrement d'aliments à l'étranger**

6 Formule modèle d'avis de réception d'une demande de recouvrement d'aliments à l'étranger**

CHAPITRE I – QUESTIONS INTRODUCTIVES

A *Le mandat pour le nouvel instrument et son contexte*

1 Les Commissions spéciales de la Conférence de La Haye de droit international privé de novembre 1995 et d'avril 1999 se sont réunies pour examiner le fonctionnement des Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires[1] et de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*. La seconde Commission spéciale avait également été invitée à étudier « l'opportunité de reviser ces Conventions de La Haye et l'inclusion dans un nouvel instrument de dispositions sur la coopération judiciaire et administrative »[2].

2 La Commission spéciale de novembre 1995, aidée d'une Note sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York de 1956, établie par Michel Pelichet[3], a procédé à un examen approfondi de nombreux problèmes pratiques relatifs au fonctionnement des quatre Conventions de La Haye et de la Convention de New York[4]. La Commission spéciale de novembre 1995 n'avait pas pour objectif d'envisager le besoin d'un nouvel instrument. Elle n'a donc pas procédé à une analyse détaillée des points susceptibles de relever de cette question, telles que les raisons pour lesquelles de nombreux États n'ont pas adhéré à une ou plusieurs des Conventions existantes.

3 Dans le cadre des préparatifs de la Commission spéciale de 1999, un Questionnaire[5] a été adressé aux États parties aux Conventions de La Haye et de New York et aux États membres de la Conférence de La Haye mais non parties aux Conventions, afin de recenser les problèmes persistants dans le fonctionnement de ces Conventions et d'élucider les raisons pour lesquelles certains États ne les avaient pas ratifiées ou n'y avaient pas adhéré. Des extraits des réponses à ce Questionnaire ont été présentés dans un document préliminaire[6], et une Note sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure, dans un nouvel instrument, des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative, a été rédigée en vue de la Commission spéciale de 1999[7].

4 Concernant la réforme du système, la Commission spéciale d'avril 1999 a formulé la Recommandation suivante à l'unanimité :

« *La Commission spéciale sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York sur le recouvrement des aliments à l'étranger,*

– *après avoir examiné le fonctionnement pratique de ces Conventions et tenu compte d'autres instruments et arrangements régionaux et bilatéraux,*

– *constatant le besoin de moderniser et d'améliorer le système international de recouvrement des aliments pour enfants et pour d'autres personnes à charge,*

– *recommande que la Conférence de La Haye entame des travaux en vue de l'établissement d'un nouvel instrument mondial.*

Ce nouvel instrument devrait

– *prévoir comme l'un de ses éléments essentiels des dispositions en matière de coopération administrative,*

– *être complet et s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes, en particulier des dispositions en matière de reconnaissance et d'exécution des obligations alimentaires,*

– *prendre en considération les besoins futurs, les développements survenant dans les systèmes nationaux et*

* À l'exception de l'annexe 4 (voir ci-dessous, p. I-124), les annexes aux présent Rapport sont contenues dans un document séparé qui est publié sur le site web de la Conférence de La Haye, <www.hcch.net>.
** Telle que rédigée par la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999.
1 *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* ; *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* ; *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* ; *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*.
2 Acte final de la Dix-huitième session, 19 octobre 1996, Partie B, Décision 7 *a*, *Actes et documents de la Dix-huitième session (1996)*, tome I, *Matières diverses*, p. 28 à 56, à la p. 46.
3 Voir « Note sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger », établie par Michel Pelichet, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de septembre 1995, publié comme annexe au Doc. prél. No 10 de mai 1996, *ibid.*, p. 134 à 178.
4 Voir « Conclusions générales de la Commission spéciale de novembre 1995 sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger », établies par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 10 de mai 1996, *ibid.*, p. 122 à 132.
5 Voir « Questionnaire sur les obligations alimentaires », établi par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 1 de novembre 1998 (ci-après « le Questionnaire de 1998 »), disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
6 Voir « Extraits des réponses au Questionnaire sur les obligations alimentaires », Doc. prél. No 3 d'avril 1999, *id*.
7 Voir « Note sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative », établie par William Duncan, Premier Secrétaire, Doc. prél. No 2 de janvier 1999, ci-dessus p. I-12 du présent tome.

CHAPTER VII – SOME QUESTIONS OF SCOPE I-117

A *Scope* ratione personae I-117
B *The meaning of "maintenance"* I-119
C *Other questions concerning scope* I-121

CHAPTER VIII – CONCLUSIONS I-121

ANNEXES*

1 *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*

2 *Inter-American / Montevideo Convention of 15 July 1989 on Support Obligations*

3 Extracts from the Brussels Regulation of 22 December 2000 on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters

4 United States Model Agreement for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations

5 Model Form for a Request for Judicial and / or Administrative Assistance for the Recovery Abroad of Maintenance**

6 Model Form for Acknowledgement of Receipt of an Application for the Recovery Abroad of Maintenance**

CHAPTER I – INTRODUCTORY MATTERS

A *The mandate for the new instrument and its background*

1 Special Commissions of the Hague Conference on Private International Law were held in November 1995 and April 1999 to examine the operation of the Hague Conventions concerning maintenance obligations[1] and of the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*. The second of these Special Commissions was asked, in addition, to examine "the desirability of revising those Hague Conventions, and the inclusion in a new instrument of rules on judicial and administrative co-operation".[2]

2 The Special Commission of November 1995, aided by a Note on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the 1956 New York Convention, drawn up by Michel Pelichet,[3] examined in detail a large number of practical problems concerning the operation of the four Hague Conventions and the New York Convention.[4] It was not the purpose of the Special Commission of November 1995 to consider the need or otherwise for a new instrument. The Special Commission therefore did not consider in any detail matters which might be regarded as relevant to that issue, such as the reasons why many States have not become Parties to one or more of the existing Conventions.

3 Preparations for the 1999 Special Commission included the administration of a Questionnaire[5] to States Parties to the Hague and the New York Conventions and to non-Party States which were Members of the Hague Conference, with a view to identifying continuing problems in the operation of these Conventions and to elucidating the reasons why certain States had not ratified or acceded to them. Extracts from the responses to that Questionnaire were made available in a preliminary document,[6] and a Note on the desirability of revising the Hague Conventions on maintenance obligations and including in a new instrument rules on judicial and administrative co-operation was drawn up in preparation for the 1999 Special Commission.[7]

4 On the question of reform of the system, the Special Commission of April 1999 reached the following unanimous Recommendation:

"*The Special Commission on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention on the Recovery Abroad of Maintenance,*

– having examined the practical operation of these Conventions and having taken into account other regional and bilateral instruments and arrangements,

– recognising the need to modernise and improve the international system for the recovery of maintenance for children and other dependent persons,

– recommends that the Hague Conference should commence work on the elaboration of a new worldwide international instrument.

The new instrument should

– contain as an essential element provisions relating to administrative co-operation,

– be comprehensive in nature, building upon the best features of the existing Conventions, including in particular those concerning the recognition and enforcement of maintenance obligations,

– take account of future needs, the developments occurring in national and international systems of main-

* With the exception of Annex 4 (see below, p. I-124), the Annexes to this Report are contained in a separate document which has been published on the Hague Conference website, <www.hcch.net>.
** As drafted by the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999.
[1] Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children; Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children; *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*; *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*.
[2] Final Act of the Eighteenth Session, 19 October 1996, Part B, Decision 7 *a*, *Proceedings of the Eighteenth Session (1996)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 29-56, at p. 47.
[3] See "Note on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance", drawn up by Michel Pelichet, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of September 1995, published as an Annex to Prel. Doc. No 10 of May 1996, *ibid.*, pp. 135-179.
[4] See "General Conclusions of the Special Commission of November 1995 on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 10 of May 1996, *ibid.*, pp. 123-133.
[5] See "Questionnaire on Maintenance Obligations", drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 1 of November 1998 (hereafter "the 1998 Questionnaire"), available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
[6] See "Extracts from the Responses to the Questionnaire on Maintenance Obligations", Prel. Doc. No 3 of April 1999, *id.*
[7] See "Note on the Desirability of Revising the Hague Conventions on Maintenance Obligations and Including in a New Instrument Rules on Judicial and Administrative Co-operation", drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 2 of January 1999, *supra* p. I-13 of this tome.

internationaux de recouvrement d'obligations alimentaires et les possibilités offertes par les progrès des techniques d'information,

– être structuré de manière à combiner l'efficacité maximale avec la flexibilité nécessaire pour assurer une large ratification.

Ces travaux devraient être menés en coopération avec d'autres organisations internationales, en particulier les Nations Unies.

La Conférence de La Haye, tout en s'acquittant de cette tâche, devrait continuer à aider à promouvoir le fonctionnement efficace des Conventions existantes et la ratification de la Convention de New York et des deux Conventions de La Haye de 1973.

La Commission spéciale rappelle et souligne l'importance des recommandations pratiques contenues dans les Conclusions générales de la Commission spéciale de novembre 1995, qui ont été établies par le Bureau Permanent (Affaires générales, Doc. prél. No 10, mai 1996). »[8]

5 Suivant cette Recommandation, la Commission spéciale sur les Affaires générales et la politique de mai 2000 a conclu que l'Ordre du jour des travaux futurs de la Conférence devrait accorder une place prioritaire à « l'établissement d'une nouvelle Convention exhaustive en matière d'obligations alimentaires, qui devrait améliorer les Conventions de La Haye existantes en la matière et inclure des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative. Les États non membres de la Conférence de La Haye, notamment les États parties à la Convention de New York de 1956 devraient être invités à participer à ce travail futur. »[9]

6 La Commission I sur les Affaires générales et la politique de la Dix-neuvième session diplomatique de la Conférence de La Haye de droit international privé, réunie du 22 au 24 avril 2002, a réaffirmé la conclusion de la Commission spéciale sur les Affaires générales et la politique de mai 2000 et ajouté que « [t]ous les efforts devraient être faits pour s'assurer d'un processus inclusif, comprenant si possible la traduction des documents principaux et l'interprétation en espagnol des réunions plénières »[10]. Ces décisions ont été incluses dans l'Acte final de la Dix-neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé[11].

B *Préparatifs des négociations*

7 Le Bureau Permanent a véritablement entamé les préparatifs des négociations sur le nouvel instrument en 2001/2002. Le processus de recherche et de consultation a été engagé et un Questionnaire détaillé[12] a été soumis aux États membres de la Conférence de La Haye, aux États parties à la Convention de New York et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales concernées. Ce Questionnaire était organisé en quatre parties qui abordaient, premièrement, la pratique en vertu des instruments internationaux existants[13], deuxièmement, la pratique en vertu des différents systèmes nationaux, troisièmement, les éléments à inclure dans le nouvel instrument et, quatrièmement, les partenaires de la négociation. La troisième partie du Questionnaire était conçue comme un premier sondage d'opinion sur les principaux éléments à inclure dans le nouvel instrument[14].

8 Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé a convoqué une première Commission spéciale qui s'est réunie à La Haye du 5 au 16 mai 2003 pour lancer les négociations sur le nouvel instrument. Des invitations ont été adressées à tous les États membres de la Conférence de La Haye, aux États parties à la Convention de New York qui ne sont pas membres de la Conférence de La Haye[15] et à plusieurs autres États sélectionnés, soit sur recommandation d'États membres, soit en raison de leur intérêt pour ces questions[16]. Des invitations ont également été adressées aux organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales concernées.

9 La Commission spéciale devrait se réunir une deuxième fois au premier semestre 2004 et il est espéré qu'une Session diplomatique destinée à approuver le texte définitif de la Convention se tiendra au premier semestre 2005. Au-delà, il appartiendra à la Commission spéciale de mai 2003 de décider des méthodes de travail, et notamment de la mise en place de groupes de travail ou de rédaction. Le Bureau Permanent espère également que certaines réunions régionales pourront être organisées entre les sessions de la Commission spéciale.

C *Objet et portée de ce Rapport*

10 Ce Rapport est conçu pour aider les travaux de la prochaine Commission spéciale. Son premier objectif est de recenser et d'examiner les questions structurelles les plus importantes à résoudre dans le cadre des négociations. Quels sont les principaux éléments à inclure dans le nouvel instrument et comment convient-il de les aborder ? Compte tenu du mandat qui stipule que les dispositions relatives à la coopération administrative seront une composante essentielle du nouvel instrument, ce Rapport dresse la liste détaillée des facteurs qui devront être pris en compte dans la conception de structures et procédures efficaces de coopération internationale.

11 Plusieurs aspects précis ne sont pas envisager dans ce Rapport et feront l'objet d'études séparées. C'est le cas, notamment, des diverses questions entourant l'établissement du lien de filiation dans le contexte du recouvrement international des aliments, qui font l'objet d'une note séparée[17]. Une autre note examinera les mécanismes permettant d'obtenir un virement rapide et économique des pensions

[8] « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234, aux p. 226 et 228, para. 46.

[9] « Conclusions de la Commission spéciale de mai 2000 sur les Affaires générales et la politique de la Conférence », établies par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 10 de juin 2000, *ibid.*, p. 78 à 106, à la p. 96, Recommandation B.

[10] Doc. trav. No 4 de la Commission I, proposition de la Présidence distribué le 24 avril 2002, *ibid.*, p. 580 à 582, à la p. 581.

[11] 13 décembre 2002, *ibid.*, p. 34 à 59, à la p. 44, Décision C 1.

[12] Voir « Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », document établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de juin 2002 (ci-après « le Questionnaire de 2002 »), ci-dessus p. I-46 du présent tome.

[13] Cette partie du Questionnaire invitait les États et organisations à actualiser ou à compléter les réponses apportées au Questionnaire de 1998.

[14] Toutes les réponses au Questionnaire de 2002 figurent dans la « Compilation des réponses au Questionnaire de 2002 concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Doc. prél. No 2 d'avril 2003, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).

[15] Algérie, Barbade, Burkina Faso, Cap Vert, Colombie, Équateur, Guatemala, Haïti, Niger, Pakistan, Philippines, République centrafricaine, Saint-Siège et Tunisie.

[16] Andorre, Bahamas, Belize, Bolivie, Burundi, El Salvador, Fiji, Honduras, Inde, Islande, Jamaïque, Malawi, Maurice, Moldova, Mongolie, Nicaragua, Nigeria, Ouganda, Ouzbékistan, Paraguay, Saint-Kitts, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Vietnam, Zambie et Zimbabwe.

[17] Voir « Filiation et aliments internationaux envers les enfants – Réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points », Rapport établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 4 d'avril 2003, ci-dessous p. I-128 du présent tome.

tenance recovery and the opportunities provided by advances in information technology,

– be structured to combine the maximum efficiency with the flexibility necessary to achieve widespread ratification.

The work should be carried out in co-operation with other relevant international organisations, in particular the United Nations.

The Hague Conference, while accomplishing this task, should continue to assist in promoting the effective operation of the existing Conventions and the ratification of the New York Convention and the two Hague Conventions of 1973.

The Special Commission recalls and emphasises the importance of the practical recommendations contained in the General Conclusions of the Special Commission of November 1995, which were drawn up by the Permanent Bureau (General Affairs, Prel. Doc. No 10, May 1996)."[8]

5 Following this Recommendation, the Special Commission on General Affairs and Policy of May 2000 concluded that there should be included with priority on the Conference's Agenda "the drawing up of a new comprehensive convention on maintenance obligations, which would improve the existing Hague Conventions on this matter, and include rules on judicial and administrative co-operation. Non-Member States of the Hague Conference, in particular signatory States to the New York Convention of 1956, should be invited to participate in this future work."[9]

6 Commission I on General Affairs and Policy of the Nineteenth Diplomatic Session of the Hague Conference on Private International Law, which met from 22 to 24 April 2002, reaffirmed the conclusion of the Special Commission on General Affairs and Policy of May 2000 and added that "[e]very effort should be made to ensure that the processes involved are inclusive, including by the provision if possible of Spanish translation of key documents and facilities for Spanish interpretation at plenary meetings".[10] These decisions were incorporated into the Final Act of the Nineteenth Session of the Hague Conference on Private International Law.[11]

B *Preparations for the negotiations*

7 The Permanent Bureau began preparations in earnest for the negotiations on the new instrument in 2001/2002. The process of research and consultation was commenced and a detailed Questionnaire[12] was administered to Member States of the Hague Conference, States Parties to the New York Convention, and to relevant international governmental and non-governmental organisations. The Questionnaire was divided into four parts which concerned, first, practice under existing international instruments,[13] second, practice under national systems, third, the elements to be included in the new instrument and, fourth, negotiating partners. The third part of the Questionnaire was designed to test opinion in a preliminary way on the principal elements that might be included in the new instrument.[14]

8 The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law convened a first Special Commission to commence negotiations on the new instrument to meet in The Hague from 5 to 16 May 2003. Invitations were extended to all Member States of the Hague Conference, to the States Parties to the New York Convention who are not Member States of the Hague Conference,[15] and to a number of other States selected either on the recommendation of Member States or by reason of their interest in the subject matter.[16] Invitations were also extended to relevant international and non-governmental organisations.

9 It is expected that a second meeting of the Special Commission will take place in the first half of 2004, and it is hoped that a Diplomatic Session to approve a final Convention text will be held in the first half of 2005. Beyond this, it will be for the Special Commission meeting in May 2003 to decide upon working methods, including the establishment of any working or drafting groups. The Permanent Bureau hopes also that certain regional meetings may be possible between sessions of the Special Commission.

C *The purpose and scope of this Report*

10 This Report is written to support the work of the forthcoming Special Commission. Its first objective is to identify and discuss some of the more important structural issues that will need to be resolved in negotiations. What are the principal elements that the new instrument should contain and how should these be approached? Given the mandate, which states that provisions relating to administrative co-operation will be an essential element in the new instrument, the Report lists in some detail the factors which will need to be taken into account in devising efficient structures and procedures for international co-operation.

11 There are a number of specific matters not covered in this Report which will be the subject of separate studies. For example, a separate note is being prepared on the various issues surrounding the establishment of parentage in the context of international maintenance recovery.[17] Another note will look into mechanisms for achieving the rapid and low-cost transfer of maintenance payments from one

[8] "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235, at pp. 227 and 229, para. 46.
[9] "Conclusions of the Special Commission of May 2000 on General Affairs and Policy of the Conference", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 10 of June 2000, *ibid.*, pp. 79-107, at p. 97, Recommendation B.
[10] Work. Doc. No 4 of Commission I, proposal of the Chair distributed on 24 April 2002, *ibid.*, pp. 580-582, at p. 581.
[11] 13 December 2002, *ibid.*, pp. 35-59, at p. 45, Decision C 1.
[12] See "Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of June 2002 (hereafter "the 2002 Questionnaire"), *supra* p. I-47 of this tome.
[13] This part of the Questionnaire asked respondents to update or supplement responses given to the 1998 Questionnaire.
[14] All responses to the 2002 Questionnaire appear in "Compilation of Responses to the 2002 Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", Prel. Doc. No 2 of April 2003, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
[15] Algeria, Barbados, Burkina Faso, Cape Verde, Central African Republic, Colombia, Ecuador, Guatemala, Haiti, Holy See, Niger, Pakistan, the Philippines and Tunisia.
[16] Andorra, Bahamas, Belize, Bolivia, Burundi, El Salvador, Fiji, Honduras, Iceland, India, Jamaica, Malawi, Mauritius, Moldova, Mongolia, Nicaragua, Nigeria, Paraguay, St Kitts, Thailand, Trinidad and Tobago, Turkmenistan, Uganda, Uzbekistan, Viet Nam, Zambia and Zimbabwe.
[17] See "Parentage and International Child Support – Responses to the 2002 Questionnaire and an Analysis of the Issues", drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 4 of April 2003, *infra* p. I-129 of this tome.

alimentaires d'un pays à l'autre, et les questions concernant la communication rapide, en particulier par voie électronique, des informations et de la documentation relatives à des dossiers spécifiques[18]. Là encore, d'autres travaux devront être effectués relatifs aux coûts des services et les dispositions en matière d'aide judiciaire et juridique[19]. Enfin, il est possible que la Commission spéciale de mai 2003 identifie d'autres aspects sur lesquels le Bureau Permanent devra réaliser d'autres études.

12 Ce Rapport évoque à plusieurs reprises les réponses apportées aux Questionnaires de 1998 et 2002. Ces réponses sont regroupées dans d'autres documents préliminaires[20]. Le Bureau Permanent souhaite exprimer sa gratitude pour l'immense travail consacré à la préparation de ces réponses. Lorsqu'il évoque les réponses aux questions destinées à sonder les opinions sur les éléments à inclure éventuellement dans le nouvel instrument, le Rapport garde à l'esprit que ces avis, exprimés à titre préliminaire, n'ont pas de caractère contraignant. C'est la raison pour laquelle les résumés des points de vue exposés sur ces questions sont délibérément présentés sans aucune référence à un État précis, sauf lorsque cela est apparu nécessaire.

D *Quelques évolutions pertinentes des systèmes nationaux*

13 « Un quart de siècle s'est écoulé depuis qu'ont été élaborées les deux dernières Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires. Il n'est pas inutile de signaler certaines évolutions dans les systèmes nationaux de soutien familial pendant cette période dont il faudrait peut-être tenir compte lorsqu'on envisage des réformes dans le domaine international. Certains des systèmes juridiques en présence lors des négociations d'il y a 25 ans avaient des traits communs. L'attribution d'aliments était pour l'essentiel décidée par les tribunaux au cas par cas, le juge ayant une grande latitude pour déterminer ce que représentait un montant raisonnable en tenant compte des ressources du créancier et des besoins de l'ayant droit. Ce système de justice personnalisée est de plus en plus critiqué au sein de certaines juridictions au motif que, dans la pratique, il tend à être très coûteux et inefficace. Le montant des aliments accordés, souvent limité, ne justifie pas le coût d'une enquête judiciaire détaillée et les problèmes d'exécution ont tendance à se répéter, particulièrement à long terme. La charge que représente pour un parent seul l'introduction d'une instance et l'adoption de mesures pour faire appliquer les jugements est très lourde alors même que l'espoir d'un revenu suffisant ou régulier est souvent ténu. Les problèmes de pauvreté que connaissent les familles monoparentales sont résolus en partie par un accroissement de l'aide publique. Or, maints gouvernements sont aujourd'hui soucieux de ne pas alourdir la pression fiscale quand elle découle du refus des parents débiteurs d'honorer leurs obligations familiales. Cette situation a abouti à plusieurs réformes, dont certaines ne sont encore appliquées qu'à un stade expérimental, destinées, d'une part, à libérer les créanciers de la nécessité d'avoir à réclamer des aliments et assurer un revenu régulier pour les ayants droit, notamment lorsqu'il s'agit d'enfants et, d'autre part, de faire respecter plus efficacement et à un moindre coût les obligations personnelles en matière d'aliments. […] »[21]

14 Ce passage, extrait de la Note de janvier 1999 traitant de la revision des Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires, était suivi d'une description de l'évolution des différents systèmes nationaux d'obligations alimentaires envers les enfants. Nous les rappelons ici avec quelques ajouts et actualisations.

– Dans certains pays, un changement s'est opéré dans le mode d'évaluation des aliments. Largement discrétionnaire à l'origine, il tend depuis un certain temps déjà dans quelques États à être calculé à l'aide d'une formule plus ou moins affinée, conçue pour accroître la prévisibilité et la sécurité des versements (et, indirectement, favoriser un arrangement), mais aussi limiter la durée et le coût des procédures. Les formules diffèrent d'un pays à l'autre : elles sont souvent complexes et parfois difficiles à comprendre. Cette question revêt un certain intérêt lorsque l'on se demande s'il est souhaitable d'adopter des règles sur le droit applicable imposant aux autorités / juges d'un pays d'appliquer des critères d'évaluation propres à un autre pays[22].

– Dans certains pays, la fixation du montant des aliments, du moins en première instance, relève aujourd'hui des autorités administratives et non plus des autorités judiciaires, et ne donne pas forcément lieu à une audience. Là encore, l'objectif est de réduire les coûts et d'obtenir une plus grande efficacité[23]. Les procédures administratives sont parfois limitées aux demandes alimentaires correspondant à un niveau égal ou inférieur au minimum vital[24].

– Dans plusieurs pays, on observe une divergence quant au fond et à la forme entre les systèmes des aliments envers les enfants et les systèmes de pensions alimentaires pour le conjoint ou d'autres membres de la famille. Ainsi, la plupart des systèmes administratifs les plus récents concernent les aliments envers les enfants et, bien que des dispositifs soient prévus pour instruire conjointement les affaires d'aliments envers les enfants et celles relatives aux pensions pour conjoints, la fixation de la pension à verser aux conjoints et aux autres membres de la famille est habituellement laissée à l'appréciation du pouvoir judiciaire[25]. Ces divergences peuvent compliquer la coopération internationale car elles peuvent imposer des échanges entre diverses autorités administratives et judiciaires concernant les besoins d'aliments d'une même famille.

– L'autre difficulté est que l'on ne sait pas encore si certaines des autorités administratives les plus récentes interviendront ou non dans les affaires internationales. Ainsi, les autorités britanniques responsables des aliments envers les enfants ne traitent que des affaires nationales, les affaires internationales relevant des tribunaux. En Australie en revanche, l'autorité responsable des aliments envers les

[18] Voir « Transfert de fonds et utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 9 de mai 2004, ci-dessous p. I-236 du présent tome.
[19] Voir « Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, avec l'assistance de Caroline Harnois, Collaboratrice juridique, Doc. prél. No 10 de mai 2004, ci-dessous p. I-258 du présent tome.
[20] Voir Doc. prél. No 3 d'avril 1999 (*op. cit.* note 6) et Doc. prél. No 2 d'avril 2003 (*op. cit.* note 14).
[21] Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), para. 9.
[22] Pour un exposé détaillé des systèmes opérant dans certains États, voir *ibid.*, note 12.
[23] Des systèmes d'évaluation administrative des aliments dus aux enfants sont actuellement en vigueur en Australie, en Autriche, au Danemark, en Finlande (lorsque les parents trouvent un accord), en Norvège, en Nouvelle-Zélande, en Suède et au Royaume-Uni. La procédure judiciaire demeure opérante en Allemagne, au Canada, au Chili, en Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), en Estonie, en France, au Japon, au Luxembourg, à Malte, en Slovaquie et en République tchèque. Au Panama et en Suisse, les deux systèmes peuvent être utilisés. Aux États-Unis d'Amérique, les états appliquent différents systèmes, mais les récents amendements législatifs apportés dans de nombreux états ont mis l'accent sur le recours aux procédures administratives.
[24] Pour quelques exemples dans divers États, voir Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), note 13.
[25] C'est le cas par ex. en Australie et en Autriche.

Rapport Duncan

country to another, and into the issues surrounding rapid communication, particularly by electronic means, of case-specific information and documentation.[18] Again, further work will be needed on the subject of service costs and provisions for legal aid and assistance.[19] The Special Commission of May 2003 may identify other matters on which the Permanent Bureau will need to carry out further studies.

12 This Report makes many references to the responses to the 1998 and 2002 Questionnaires. Separate preliminary documents provide collations of these responses.[20] The Permanent Bureau would like to express its gratitude for the immense work that has gone into the preparation of the responses. In discussing the responses to questions which were designed to test opinion on the possible elements to be included in the new instrument, the Report is careful to respect the fact that these opinions have been expressed in a preliminary, non-binding way. For this reason, summaries of views expressed on these matters are deliberately set out without attributions to particular States, except where this seems to be necessary.

D *Some relevant developments in national systems*

13 "A quarter of a century has passed since the last two Hague Conventions on maintenance obligations were drawn up. It is worth noting certain trends in the development of domestic systems of family support which have been in evidence during the intervening years, and which may have some relevance in considering appropriate reforms at the international level. Some of the legal systems represented during the negotiations 25 years ago shared certain common features. Maintenance awards were for the most part determined by courts on an individualised basis, with the judge having a considerable degree of discretion in determining what constituted reasonable maintenance for a dependant having regard to the resources of the liable relative and the needs of the dependant. This system of individualised justice has come under increasing criticism in several jurisdictions on the basis that in its practical operation it tends to be very costly and ineffective. The amounts of maintenance awarded are often small, not justifying the expense of a detailed judicial inquiry, and problems of enforcement have tended to be chronic especially in the longer term. The burden on lone parents of instituting maintenance proceedings and taking measures to enforce judgments has been a heavy one, often undertaken with little prospect of obtaining an adequate or regular income in the long term. The problems of poverty surrounding single-parent families has been met in part by increased public assistance. At the same time, many governments have become concerned by the consequent fiscal burden in so far as it arises from a failure by liable relatives to honour family commitments. The result has been the introduction of various reforms, some still at an experimental stage, designed on the one hand to reduce the burden on individuals of pursuing maintenance claims and to secure a regular income for dependant family members, especially children, and on the other, to enforce more effectively and at lower cost private support obligations. […]"[21]

14 This passage, taken from the January 1999 Note on revising the Hague Conventions on maintenance obligations, was followed by a description of more specific developments in national child support systems. These are recalled here with some additions and updates.

– In some countries there has been a change in the way in which maintenance is assessed from a broad discretionary basis to one (which has a longer history in certain States) in which calculation proceeds on the basis of a more or less refined formula, designed to increase predictability and certainty (and indirectly encourage agreement) and to reduce the length and costs of hearings. The formulae differ from one country to another: they are often complex and sometimes difficult to understand. This is a matter of some relevance when considering whether it is desirable to adopt applicable law rules requiring authorities / judges in one country to apply the assessment criteria which are peculiar to another country.[22]

– In some countries the function of determining the amount of maintenance to be paid, at least in the first instance, has become an administrative rather than a judicial function, not necessarily involving a hearing, with the objective again of reducing costs and improving efficiency.[23] Administrative procedures are sometimes limited to claims for maintenance at or below a subsistence level.[24]

– There has been a tendency in a number of countries for systems of child support, on the one hand, and systems for spousal support or the support of other family members, on the other, to diverge in terms of both procedure and substance. In particular, most of the newer administrative systems have been established primarily for child support purposes and, although there is sometimes provision for cases of child and spousal support to be joined, maintenance for spouses and other family members is usually left for determination judicially.[25] These divergences can make international co-operation more complicated in that interaction may be required between a diversity of administrative and judicial authorities in respect of one family's maintenance needs.

– There is a further complication in that it is not yet clear whether some of the newer administrative authorities will or will not play a role in respect of international cases. For example, the United Kingdom child support authorities deal only with domestic cases and international cases are dealt with by the courts. The Australian child support au-

[18] See "Transfer of Funds and the Use of Information Technology in relation to the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 9 of May 2004, *infra* p. I-237 of this tome.
[19] See "Administrative and Legal Costs and Expenses under the New Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, including Legal Aid and Assistance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, with the assistance of Caroline Harnois, Legal Officer, Prel. Doc. No 10 of May 2004, *infra* p. I-259 of this tome.
[20] See Prel. Doc. No 3 of April 1999 (*op. cit.* note 6) and Prel. Doc. No 2 of April 2003 (*op. cit.* note 14).
[21] Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), para. 9.
[22] For a detailed description of systems operating in certain States, see *ibid.*, note 12.
[23] Systems of administrative assessment of child support now operate in Australia, Austria, Denmark, Finland (where parents reach agreement), New Zealand, Norway, Sweden and the United Kingdom. The judicial process continues to operate in Canada, Chile, China (Hong Kong Special Administrative Region), the Czech Republic, Estonia, France, Germany, Japan, Luxembourg, Malta and Slovakia. In Panama and Switzerland, both systems may be used. In the United States of America, different states operate different systems but recent legislative changes in many individual states have emphasised the use of administrative processes.
[24] For examples specific to a number of States, see Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), note 13.
[25] This is the case, *e.g.*, in Australia and Austria.

enfants traite les affaires internationales[26] et un accord spécial entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande prévoit la coopération dans les affaires internationales entre les organismes chargés de recouvrer les aliments envers les enfants[27].

– Les mécanismes conçus pour retrouver les parents débiteurs, déterminer leurs ressources et exécuter les décisions rendues en matière d'obligations alimentaires se sont affinés. Ainsi, les recours à des décisions prévoyant des retenues sur salaires automatiques sont aujourd'hui courants. Les bases de données exploitées par les organismes du secteur public (service des impôts, sécurité sociale ou services délivrant des agréments) sont aujourd'hui sollicitées plus fréquemment tant pour obtenir des renseignements que pour faire appliquer des décisions[28].

– La participation des pouvoirs publics aux mécanismes de recouvrement des aliments, en partie motivée par une volonté d'alléger les charges de la collectivité, s'est en fait renforcée dans certaines juridictions. On constate dans certains États une tendance à l'assimilation des systèmes d'aide publics et privés. Une idée tend à s'imposer de plus en plus : pour que des obligations privées puissent être effectivement exécutées, il importe souvent que l'État prenne l'initiative d'introduire des demandes contre les débiteurs d'aliments défaillants et de faire appliquer les décisions correspondantes[29]. Les systèmes qui permettent le paiement d'avances par l'État sur les sommes dues à un créancier d'aliments sont parfois utilisés[30].

CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

A *Considérations préliminaires*

15 Bien qu'il constitue encore le seul cadre mondial de coopération administrative en matière de recouvrement international des aliments, le système instauré par la Convention de New York souffre de problèmes de fonctionnement majeurs. Il est clair, aujourd'hui encore, que de nombreux États parties ne remplissent pas leurs obligations les plus élémentaires au regard de la Convention. Parmi ceux qui les remplissent, on observe des divergences d'interprétation et de pratiques sur tout un ensemble de questions décrites ci-dessous[31]. Le système de coopération mis en place par la Convention manque de précision dans des domaines tels que les exigences relatives aux documents à produire et aux traductions, aux délais, aux rapports d'avancement des dossiers, aux échanges d'informations et à l'établissement de la filiation. Parallèlement, d'autres instruments, tels que la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*, souffrent de l'absence de système intégré de coopération administrative. Or, les Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale d'avril 1999 et, plus récemment, les réponses au Questionnaire de 2002 montrent clairement que l'instauration d'un système efficace de coopération administrative sera une composante essentielle, voire primordiale, du nouvel instrument sur le recouvrement international des aliments.

16 Nos consultations laissent à penser que les objectifs suivants devraient rester au premier plan du travail de conception d'un système moderne de coopération administrative :

– le système devrait être capable de traiter rapidement les demandes, notamment par l'emploi des nouvelles techniques de communication ;
– le système devrait être à la fois efficace et économique. Les coûts ne doivent pas être disproportionnés au regard du montant relativement modeste de la plupart des décisions en matière alimentaire. Le rapport entre les coûts administratifs et le montant des pensions recouvré doit être avantageux ;
– les obligations imposées aux États coopérants ne devraient pas être trop lourdes et devraient tenir compte des différents niveaux de développement et de ressources. Il faut néanmoins reconnaître qu'une structure efficace implique impérativement des ressources. Concevoir un système économique mais inefficace est inutile ;
– le système devrait être assez souple pour permettre l'établissement de liaisons efficaces entre des systèmes administratifs ou judiciaires chargés de l'évaluation et du recouvrement des aliments ainsi que de l'exécution des décisions, très différents d'un pays à l'autre ;
– le système devrait être efficace au sens où il doit éviter des formalités et procédures superflues ou trop complexes ;
– le système devrait être convivial – facile à comprendre et transparent.

17 Il sera également nécessaire de bien distinguer d'une part, les éléments de structure et de procédure administratives qui doivent être précisés dans la Convention elle-même et, d'autre part, les éléments qu'il conviendra d'évoquer dans le Rapport explicatif qui accompagnera la Convention, ou qui pourraient être développés par l'élaboration de recommandations ou de bonnes pratiques acceptées au fil de l'expérience de la Convention. Ce chapitre s'efforce de faire un exposé exhaustif des questions auxquelles l'élaboration d'un nouveau système plus efficace doit apporter une réponse. Il ne faut pas présumer que la solution réside systématiquement dans l'insertion de dispositions dans le texte de la Convention elle-même.

B *Les structures existantes*

18 Le principal instrument multilatéral instituant une coopération administrative entre les États en matière de recouvrement international des aliments est la Convention de New York qui compte aujourd'hui 58 États parties, deux de plus qu'en avril 1999, lors du dernier examen de son fonctionnement pratique à La Haye. Cette Convention instaure un système de coopération entre les autorités « expéditrices » et les institutions « intermédiaires » créées dans chaque État, qui ont pour tâche de faciliter le recouvrement des aliments par un « créancier » se trouvant sur le territoire d'une des Parties contractantes auprès d'un « débiteur » placé « sous la juridiction d'une autre Partie contractante »[32].

19 La demande est adressée par le créancier à l'autorité expéditrice de son pays. Elle doit être accompagnée de « tous les documents pertinents » et notamment, le cas échéant, d'une procuration autorisant l'institution intermédiaire à agir au nom du créancier, d'une photographie du

[26] Ainsi, les décisions étrangères en matière d'aliments envers les enfants qui sont reconnues en Australie, sont transmises directement à la *Child Support Agency* d'Australie pour enregistrement et exécution. Cet organisme peut également effectuer des évaluations à l'encontre de débiteurs résidant à l'étranger.
[27] Cet accord, qui est entré en vigueur le 1er juillet 2000, était en partie conçu pour réduire la complexité et les coûts des procédures pour les parents qui devaient jusque-là s'adresser aux tribunaux. Les autorités néo-zélandaises et australiennes peuvent désormais recouvrer les pensions alimentaires calculées par les autorités de l'autre pays.
[28] Voir Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), note 14. Voir également, *infra*, au para. 99.
[29] *Ibid.*, note 15.
[30] *Ibid.*, note 16.
[31] Voir, *infra*, aux para. 24 à 27.
[32] Art. 1(1).

thority, on the other hand, handles international cases[26] and there is a special agreement between Australia and New Zealand providing for co-operation between the support agencies in international cases.[27]

– Mechanisms for locating liable relatives, determining their resources, and enforcing maintenance orders have become more sophisticated. The use, for example, of orders providing for automatic deductions from wages at source has by now become commonplace. Government controlled databases (relating, *e.g.*, to revenue, social welfare or public licensing) are being employed more frequently both in gathering relevant information and in assisting with enforcement.[28]

– State involvement in securing private maintenance, motivated in part by a wish to reduce costs to the State, has intensified in certain jurisdictions. There is a tendency in some States towards the integration of public and private support systems, and an acceptance that the effective enforcement of private obligations often requires the initiative of the State in bringing and enforcing claims against the recalcitrant maintenance debtors.[29] Systems of advance payment by the State of maintenance due to a maintenance creditor are sometimes used.[30]

CHAPTER II – ADMINISTRATIVE CO-OPERATION

A *Preliminary considerations*

15 The system established by the New York Convention, though still providing the only global framework for administrative co-operation in the international recovery of maintenance, suffers from major operational problems. It remains clear that a large number of States Parties do not fulfil even their most basic obligations under the Convention. Among those that do, there exist divergences in interpretation and practice under the Convention relating to a wide range of issues which are described in more detail below.[31] The system of co-operation set out in the Convention lacks specifics in areas such as documentation and translation requirements, time lines, progress reports, information exchange and paternity establishment. At the same time, other instruments, such as the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, suffer from the absence of an integrated system of administrative co-operation. It is obvious, both from the Conclusions and Recommendations of the Special Commission of April 1999, as well more recently from the responses to the 2002 Questionnaire, that the establishment of an effective system of administrative co-operation will be an essential, and perhaps the most important, element in the new instrument on the international recovery of maintenance.

16 Our consultations suggest that, in devising a modern system of administrative co-operation, the following objectives should be kept to the fore:

– the system should be capable of processing requests swiftly, in particular making full use of new communication technologies;
– the system should be cost-effective. The costs involved should not be disproportionate, having regard to the relatively modest level of most maintenance orders. It should be seen to give good value for money when comparing administrative costs against the amounts of maintenance recovered;
– the obligations imposed on co-operating States should not be too burdensome and should take into account differing levels of development and resource capacities. On the other hand, it has to be recognised that an efficient structure must involve some outlay of resources. No purpose is served by devising a cheap but ineffective system;
– the system should be flexible enough to provide effective links between very different national systems, administrative or judicial, for the collection, assessment and enforcement of maintenance;

– the system should be efficient in the sense of avoiding unnecessary or over-complex formalities and procedures;

– the system should be user-friendly – easy to understand and transparent.

17 It will be necessary also to maintain a sensible distinction between those elements of the administrative structure and process which need to be set out in the Convention itself and those which may rather be referred to within the Explanatory Report which will accompany the Convention, or which may be advanced by the development of recommendations or agreed good practices as experience with the Convention grows. In the course of this Chapter an attempt is made to set out fairly exhaustively the issues that need to be confronted in devising a new and effective system. It should not be assumed that in all cases the solution is to be found by inserting provisions within the Convention itself.

B *The existing structures*

18 The principal multilateral instrument providing for administrative co-operation between States in the international recovery of maintenance is the New York Convention, which now has 58 States Parties, two more than in April 1999 when its practical operation was last reviewed at The Hague. The Convention establishes a system of co-operation through "transmitting" and "receiving" agencies established in each State Party whose task it is to facilitate the recovery of maintenance by a "claimant" in one Contracting Party from a "respondent" "who is subject to the jurisdiction of another Contracting Party".[32]

19 Application is made by the claimant to the transmitting agency in his / her country. The application must be accompanied by "all relevant documents", including, where necessary, a power of attorney authorising the receiving agency to act on behalf of the claimant, a photograph of

[26] *E.g.*, foreign child support orders which are entitled to recognition in Australia are forwarded directly to the Australian Child Support Agency for registration and enforcement. The Agency may also make assessments against debtors resident abroad.
[27] The agreement, which entered into force on 1 July 2000, was designed partly to reduce complexity and costs for parents who, before this date, had to proceed through the courts. The New Zealand and Australian authorities are now able to collect child support liabilities as assessed by the other authority.
[28] See Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), note 14. See also below, at para. 99.
[29] *Ibid.*, note 15.
[30] *Ibid.*, note 16.
[31] See below, at paras 24-27.
[32] Art. 1(1).

créancier et, si possible, d'une photographie du débiteur[33]. L'autorité expéditrice doit prendre toutes les mesures raisonnables pour que soient respectées les exigences de l'État de l'institution intermédiaire (concernant par ex. les éléments de preuve à apporter à l'appui des demandes alimentaires et les conditions dans lesquelles ceux-ci doivent être fournis)[34]. Chaque État contractant doit informer le Secrétaire général des Nations Unies de ces exigences[35]. À moins qu'elle ne considère la demande comme téméraire, l'autorité expéditrice envoie les documents à l'institution intermédiaire, après s'être assurée que les documents sont en bonne et due forme au regard de la loi de l'État du créancier[36]. Lorsqu'il existe déjà une décision (provisoire ou définitive) en matière d'aliments, l'autorité expéditrice doit, à la demande du créancier, transmettre cette décision et, si nécessaire et possible, l'accompagner du compte-rendu des débats au cours desquels cette décision a été prise[37].

20 Le rôle de l'institution intermédiaire est de prendre, au nom du créancier, « toutes mesures propres à assurer le recouvrement des aliments. Notamment, elle transige et, lorsque cela est nécessaire, elle intente et poursuit une action alimentaire et fait exécuter tout jugement, ordonnance et autre acte judiciaire. »[38] L'institution intermédiaire tient l'autorité expéditrice « au courant » et, si elle ne peut agir, elle en donne les raisons et renvoie le dossier à l'autorité expéditrice[39]. La Convention précise les dispositions applicables aux « commissions rogatoires » visant à obtenir d'autres éléments de preuve lorsque la loi des deux Parties contractantes les admet[40].

21 Les autorités expéditrices et les institutions intermédiaires ne peuvent percevoir aucune rémunération pour les services rendus au titre de la Convention[41]. Les créanciers étrangers ou non résidents ne peuvent être tenus de fournir une caution *judicatum solvi*, ni d'effectuer aucun autre versement ou dépôt[42]. Ils ont également droit au même traitement et aux mêmes exemptions de frais et de dépens accordés aux créanciers qui résident dans l'État où l'action est intentée ou qui en sont ressortissants[43].

22 Il faut ajouter que les voies de droit prévues par la Convention de New York étaient conçues pour compléter, et non pour remplacer, les autres voies de droit existantes en droit interne ou en droit international[44], ce qui a notamment pour conséquence que la plupart des États parties à la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, qui ne contient pas elle-même de dispositions sur la coopération administrative, appliquent les deux Conventions de manière complémentaire.

23 La *Convention interaméricaine sur les obligations alimentaires* conclue à Montevideo le 15 juillet 1989[45] ne contient aucune disposition relative à la coopération administrative reposant sur des autorités instituées expressément à cet effet. À l'échelle européenne, il existe bien une *Convention entre les États membres des Communautés européennes sur la simplification des procédures relatives au recouvrement des créances alimentaires*, conclue à Rome le 6 novembre 1990, mais elle n'est pas entrée en vigueur. Elle était conçue comme un complément à la *Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale* (telle qu'amendée)[46], de sorte que le système de coopération se limite à la reconnaissance réciproque et à l'exécution des décisions relatives aux aliments ; il ne prévoit pas de coopération afin d'obtenir une décision initiale. Le système de coopération, organisé par l'intermédiaire des Autorités centrales de chaque État, inclut l'obligation de « rechercher ou localiser le débiteur ou son patrimoine »[47], d'obtenir des administrations ou organismes publics les renseignements nécessaires concernant le débiteur[48], de faciliter le virement des aliments au créancier[49] et, en cas de défaillance, de veiller à ce que « soient mises en œuvre toutes les voies d'exécution prévues dans l'État requis qui sont applicables »[50].

C *Problèmes posés aux États par les systèmes de coopération existants*

24 En préambule à la discussion des éventuelles dispositions du nouvel instrument traitant de la coopération administrative, il pourra être utile de dresser une liste assez détaillée des problèmes liés aux systèmes actuels et plus particulièrement au système de New York. L'inventaire qui suit a été établi à partir des réponses aux Questionnaires de 1998 et 2002 et des comptes-rendus et rapports des deux Commissions spéciales de 1995 et 1999. Il n'est en aucun cas suggéré que ces problèmes se posent dans toutes les affaires, mais ils semblent suffisamment importants ou courants pour être pris en compte dans la réflexion sur les dispositions à porter au nouvel instrument.

a *Problèmes structurels*

(i) La Convention de New York fonctionne plus ou moins bien selon les États. Dans de nombreux États parties, elle est inopérante, s'applique de façon unilatérale (c.-à-d. pour les affaires sortantes seulement) ou connaît de nombreux dysfonctionnements. La principale raison de cette situation est que, pour toute une série de raisons habituellement liées à des difficultés économiques, les États concernés n'ont pas mis en place ou doté de ressources suffisantes, les structures administratives efficaces pour satisfaire aux obligations imposées par la Convention. L'absence de réseau de coopération facilitant le fonctionnement de la Convention aura aggravée ce problème.

(ii) Si la plupart des États parties à la Convention de New York sont prêts à utiliser le système de New York conjointement à d'autres instruments pertinents tels que la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, cette pratique n'est pas universellement acceptée. Les juridictions du Royaume-Uni, par exemple, restent d'avis que les deux Conventions s'appliquent alternativement.

(iii) Un désaccord subsiste entre les États parties à la Convention de New York sur la question de savoir si cette procédure ne vaut que pour le créancier ou si elle peut aussi être utilisée par une institution publique subrogée d'une certaine manière dans les droits du créancier. L'importance de cette question et d'une coordination sur ce point entre la Convention de New York et la Convention de La Haye de

[33] Art. 3(3).
[34] Art. 3(4).
[35] Art. 3(2).
[36] Art. 4.
[37] Art. 5.
[38] Art. 6(1).
[39] Art. 6(2).
[40] Art. 7.
[41] Art. 9(3).
[42] Art. 9(2).
[43] Art. 9(1).
[44] Art. 1(2).
[45] Les États parties à la Convention de Montevideo sont l'Argentine, le Belize, la Bolivie, le Brésil, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Paraguay et l'Uruguay.

[46] Voir, *infra*, note 124.
[47] Art. 3(2)(i).
[48] Art. 3(2)(ii).
[49] Art. 3(2)(iv).
[50] Art. 3(2)(v).

the claimant and, where available, a photograph of the respondent.[33] The transmitting agency must take all reasonable steps to ensure that the requirements (concerning, *e.g.*, the evidence necessary to prove a maintenance claim and the manner of its submission) of the State of the receiving agency are complied with.[34] Each Contracting State is obliged to inform the Secretary General of the United Nations as to those requirements.[35] Unless satisfied that the application is not made in good faith, the transmitting agency sends the documents to the receiving agency, having satisfied itself that they are regular as to form in accordance with the law of the State of the claimant.[36] Where a maintenance order (final or provisional) already exists the transmitting agency must, at the request of the claimant, transmit it together with, where necessary and possible, a record of the proceedings.[37]

20 The role of the receiving authority is to take, on behalf of the claimant, "all appropriate steps for the recovery of maintenance, including the settlement of the claim and, where necessary, the institution and prosecution of an action for maintenance and the execution of any order or other judicial act for the payment of maintenance".[38] The receiving agency has an obligation to keep the transmitting agency "currently informed" and, where it is unable to act, to inform the transmitting agency of its reasons and return the documents.[39] The Convention lays down procedures for the making of "letters of request" for further evidence provided that provision is made for such letters of request under the law of both Contracting States.[40]

21 Transmitting agencies and receiving agencies must not charge any fees in respect of services rendered under the Convention.[41] Claimants may not be required, by virtue of their status as aliens or non-residents, to furnish any bond, make any payment or deposit any security for costs or otherwise.[42] They are also entitled to equal treatment and the same exemptions from costs and charges as are given residents or nationals of the State where proceedings are pending.[43]

22 It should be added that remedies provided by the New York Convention were designed to be in addition to, not in substitution for, remedies available under national or international law.[44] This has meant, for example, that most States Parties to the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, which does not itself contain provisions for administrative co-operation, operate the two Conventions in a complementary way.

23 The *Inter-American Convention on Support Obligations*, concluded at Montevideo on 15 July 1989,[45] has no provisions for administrative co-operation through especially established authorities. At the European level, there does exist a *Convention between the Member States of the European Communities on the Simplification of Procedures for the Recovery of Maintenance Payments*, concluded at Rome on 6 November 1990, but it has not come into force. It was designed to be complementary to the *Brussels Convention of 27 September 1968 on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters* (as amended),[46] so that the system of co-operation is confined to securing the reciprocal recognition and enforcement of existing judgments relating to maintenance; it does not provide for co-operation in obtaining an original order. The system of co-operation, organised through Central Authorities in each State, includes the obligation to "seek out and locate the debtor or his assets",[47] to obtain relevant information from government departments or agencies in relation to the debtor,[48] to facilitate the transfer of maintenance payments to the creditor,[49] and in cases of default to use "all appropriate means of enforcement provided for in the State addressed which are applicable".[50]

C *Problems which have been experienced by States with existing systems of co-operation*

24 As a prelude to the discussion of possible provisions in the new instrument dealing with administrative co-operation, it may be helpful to list in some detail the problems associated with current systems and in particular with the New York system. The following inventory is drawn from responses to the 1998 and 2002 Questionnaires, and from the proceedings and reports of the two Special Commissions of 1995 and 1999. It is certainly not suggested that these problems are experienced in all cases. However, they appear to be sufficiently important or common to be taken into account in considering appropriate provisions in the new instrument.

a *Structural problems*

(i) The operation of the New York Convention varies from State to State. There are many States Parties in which the Convention does not operate at all, or operates unilaterally (*i.e.*, with respect to outgoing cases only), or operates with great difficulty. The primary cause is that, for a variety of reasons associated usually with economic difficulties, the States concerned have not established, or properly resourced, efficient administrative structures to carry out the obligations imposed by the Convention. The absence of a co-operative network supporting the operation of the Convention will have reinforced this problem.

(ii) While most States Parties to the New York Convention are prepared to use the New York system in conjunction with other relevant instruments, such as the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, this practice is not universally accepted. United Kingdom jurisdictions, for example, continue to take the view that the two Conventions should be operated in the alternative.

(iii) There remains disagreement between States Parties to the New York Convention as to whether its procedures are available only to the creditor himself or herself or may be utilised also by a public body to whom the rights of the creditor have in some way been subrogated. The importance of this issue and of achieving co-ordination on this point between the New York Convention and the 1973

[33] Art. 3(3).
[34] Art. 3(4).
[35] Art. 3(2).
[36] Art. 4.
[37] Art. 5.
[38] Art. 6(1).
[39] Art. 6(2).
[40] Art. 7.
[41] Art. 9(3).
[42] Art. 9(2).
[43] Art. 9(1).
[44] Art. 1(2).
[45] States Parties to the Montevideo Convention: Argentina, Belize, Bolivia, Brazil, Costa Rica, Ecuador, Guatemala, Mexico, Panama, Paraguay and Uruguay.
[46] See below, note 124.
[47] Art. 3(2)(i).
[48] Art. 3(2)(ii).
[49] Art. 3(2)(iv).
[50] Art. 3(2)(v).

1973 sur la reconnaissance et l'exécution a été soulignée dans les Conclusions de la Commission spéciale de 1999[51].

(iv) La Convention de New York est conçue avant tout pour aider un « créancier » d'aliments (voir art. 1(1)) à poursuivre des actions alimentaires ou à faire exécuter des décisions à l'étranger. Bien que l'article 8 de la Convention étende ses dispositifs aux « demandes tendant à la modification des décisions judiciaires rendues en matière d'obligations alimentaires », les dispositions ne sont pas explicitement étendues à un débiteur d'aliments qui sollicite la modification d'une décision existante en matière d'obligation alimentaire. Sur ce point, il a été révélé lors de la Commission spéciale de 1999 que les pratiques des États diffèrent encore aujourd'hui.

> « En cours de discussion, il est apparu qu'il existait une divergence au sujet de l'interprétation de l'article 8 de la Convention de New York. Plusieurs États interprètent l'article 8 comme s'appliquant aussi aux demandes de modification soumises par le débiteur (Autriche, Maroc, Pologne, Suisse). À l'opposé, d'autres experts ne partagent pas cette manière de voir et fondent leur interprétation de l'article 8 sur le but général de la Convention de New York, tel qu'il ressort de ses autres dispositions, en particulier l'article 1(1), lequel but est de venir en aide au créancier d'aliments (Irlande, Croatie, Luxembourg, Secrétariat du Commonwealth, Association internationale de droit de la famille). »[52]

(v) Bien que la Commission spéciale de 1995 ait estimé à la quasi-unanimité que le fonctionnement du système de la Convention de New York n'exige pas qu'une décision en matière d'aliments ait été rendue dans l'État d'origine, certains États (par ex. la France et la Belgique) ont continué à appliquer cette règle. Cette approche se distingue de la grande majorité (mais pas la totalité) des États ayant répondu au Questionnaire de 2002 qui ont soutenu un principe général selon lequel, « la reconnaissance d'une décision existante n'étant pas possible dans le pays où le débiteur réside, les autorités de ce pays devraient être obligées de fournir assistance au créancier pour obtenir une nouvelle décision »[53].

(vi) La Convention de New York ne contient pas de dispositions relatives au suivi et à l'examen de son fonctionnement, ni aucun cadre dans lequel encourager la cohérence de l'interprétation et de la mise en œuvre de ses obligations. Le manque de coordination / d'appui dans la mise en œuvre de la Convention s'est traduit par une approche fragmentaire qui a nui au succès de la Convention.

b *Fonctions des organes de coopération*

(i) La coopération apportée par l'État requis en matière de localisation d'un débiteur, que la Convention de New York n'exige pas expressément, est souvent inexistante ou insuffisante.

(ii) Les informations communiquées par les autorités sur la loi et les procédures en vigueur dans leurs propres pays sont souvent insuffisantes. On observe en particulier un fréquent manque de clarté quant aux documents qui doivent être produits à l'appui d'une demande dans l'État requis.

(iii) Les autorités de nombreux pays ne peuvent ou ne veulent pas répondre aux « requêtes en vue de l'obtention d'un service » effectuées préalablement au dépôt d'une demande de recouvrement. Or, de telles demandes (portant par ex. sur l'adresse ou les ressources d'un défendeur potentiel ou sur le prélèvement d'un échantillon d'ADN) peuvent être nécessaires pour déterminer si la demande vaut la peine d'être soumise.

(iv) De manière générale, plusieurs réponses au Questionnaire de 2002 évoquent un manque de clarté dans les obligations réciproques des organes de coopération.

(v) La coopération en matière d'actions en recherche de paternité n'est pas une exigence explicite de la Convention de New York et s'avère souvent insuffisante dans la pratique.

c *Problèmes de procédure*

25 Les problèmes de retard sont évoqués de façon récurrente dans les réponses au Questionnaire de 2002. Ces retards, qui sont liés au traitement des demandes de recouvrement et aux procédures d'exécution, sont dus aux causes suivantes :

– insuffisance ou inexactitude des coordonnées des autorités ;
– difficultés à contacter des organes étrangers ;
– procédures inefficaces ;
– absence de recours aux moyens de communication rapide ;
– imposition de formalités / procédures / documents superflus et chronophages ;
– les informations détaillées envoyées par les autorités expéditrices ne sont pas traitées assez vite et deviennent obsolètes ;
– exigences excessives en matière de documentation à produire ou de traduction ;
– temps excessif passé à tenter d'obtenir un paiement volontaire ;
– emploi de formules non standard ;
– approches différentes de la procédure ;
– défaut de production des documents requis ;
– le personnel employé n'a pas les compétences et connaissances qui lui permettraient de déterminer les problèmes posés par les demandes et de proposer des solutions efficaces ;
– méthodes inefficaces de recouvrement et de transmission des paiements du débiteur, ce qui diminue les versements effectifs après déduction des frais bancaires et des commissions de change.

26 Les problèmes de retard sont exacerbés par l'absence de délais et de procédures visant à rendre les autorités mutuellement comptables de l'avancement des dossiers. Il est souvent difficile d'obtenir des rapports sur l'état d'avancement des dossiers ou les motifs des retards.

27 Il est également important de reconnaître que les délais ne sont pas toujours la conséquence de difficultés liées au processus administratif de coopération. Ils peuvent aussi être la conséquence, par exemple, d'une surcharge de travail des tribunaux ou des astuces du débiteur à déjouer le système en utilisant des moyens dilatoires.

[51] « *Il a été généralement convenu que le rôle des autorités publiques dans le système international de recouvrement d'aliments revêt une importance grandissante, et que ce sujet constituerait un élément important de tout instrument international nouveau ou révisé. L'importance qu'il y avait à parvenir à une coordination sur ce point entre la Convention de New York et les Conventions de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution a été également évoquée.* » Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), para. 22.
[52] *Ibid.*, para. 29.
[53] Doc. prél. No 1 de juin 2002 (*op. cit.* note 12), question 34(c).

Rapport Duncan

Hague Convention on Recognition and Enforcement were highlighted in the Conclusions of the Special Commission of 1999.[51]

(iv) The New York Convention is designed primarily to give assistance to a maintenance "claimant" (see Art. 1(1)) in prosecuting or enforcing abroad a claim for maintenance. Although Article 8 of the Convention extends its provisions to "applications for the variation of maintenance orders", the provisions are not explicitly extended to a maintenance debtor who is seeking modification of an existing maintenance decision. There remains a difference in State practice on this issue, revealed during the Special Commission of 1999.

> "During the discussion, a divergence in the interpretation of Article 8 New York Convention became apparent. A number of States interpret Article 8 as applying also to applications for modification by the debtor (Austria, Morocco, Poland, Switzerland). In contrast, other experts did not accept that view, and based their interpretation of Article 8 on the overall purpose of the New York Convention, reflected in its other provisions, in particular Article 1(1), which is to assist maintenance creditors (Ireland, Croatia, Luxembourg, Commonwealth Secretariat, International Society on Family Law)."[52]

(v) Although it was the almost unanimous opinion of the Special Commission of 1995 that the operation of the New York Convention system does not require that there be an existing maintenance decision rendered in the State of origin, certain States (*e.g.*, France and Belgium) continued to apply this requirement. This approach stands in contrast to the overwhelming (though not unanimous) support shown by respondents to the 2002 Questionnaire for a general principle that, "where recognition of an existing decision is not possible in the country where the debtor resides, the authorities of that country should be under an obligation to provide assistance to the creditor in obtaining a new decision".[53]

(vi) The New York Convention does not include provision to monitor and review its operation, or any framework in which to encourage consistency in interpretation and implementation of its obligations. The lack of co-ordination / support in implementing the Convention has resulted in a fragmented approach which has had a negative effect on the Convention's success.

b *Functions of co-operating organs*

(i) Co-operation from the requested State in locating a debtor, which is not a specific requirement of the New York Convention, is often non-existent or insufficient.

(ii) The provision of information by authorities on the law and procedures operating in their own countries is often less than satisfactory. In particular, there is frequently a lack of clarity about the documents required to be produced to support an application in the requested State.

(iii) Authorities in many countries will not or cannot respond to "limited service requests" made prior to the submission of an application for recovery. Such requests (*e.g.*, to ascertain the whereabouts or resources of a potential respondent or for the collection of DNA samples) may be necessary in order to assess whether an application is worth submitting.

(iv) In general a number of responses to the 2002 Questionnaire suggest insufficient clarity in the reciprocal obligations of co-operating organs.

(v) Co-operation in relation to procedures for determining paternity is not an explicit requirement under the New York Convention and is often in practice unsatisfactory.

c *Problems of process*

25 Problems of delay are a recurring theme in the responses to the 2002 Questionnaire. These delays relate to the processing of applications for recovery and to enforcement procedures. Their causes include:

– inadequate or incorrect contact information concerning authorities;
– difficulties in making contact with foreign organs;
– inefficient procedures;
– failure to employ rapid means of communication;

– imposition of unnecessary and time-consuming formalities / procedures / paperwork;
– detailed information sent by a transmitting agency is not processed quickly enough, and becomes out of date;

– excessive documentary and / or translation requirements;
– inordinate time spent in attempting to obtain a voluntary payment;
– use of non-standard forms;
– varying approaches to procedure;
– failure to supply required documents;
– failure to employ suitably skilled and knowledgeable staff able to identify problems with applications and propose efficient solutions;

– inefficient methods of collecting and transmitting payments by debtor, resulting in reduced payments after bank charges / currency conversion fees have been deducted.

26 The problems of delay are exacerbated by the absence of time lines and procedures for making authorities mutually accountable for the progress of cases. It is often difficult to obtain reports on progress or reasons for delay.

27 At the same time it is important to recognise that delays are not always the result of problems within the process of administrative co-operation. They may also result, for example, from an excessive workload on courts or the ingenuity of a debtor in frustrating the system by using delaying tactics.

[51] "*It was generally agreed that the role of public authorities within the international system for the recovery of maintenance was a matter of increasing importance, and that this matter would constitute an important element in any new or revised international instrument. The importance of achieving co-ordination on this issue between the New York Convention and the Hague Conventions on recognition and enforcement was also raised.*" Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), para. 22.
[52] *Ibid.*, para. 29.
[53] Prel. Doc. No 1 of June 2002 (*op. cit.* note 12), question 34(c).

d *Coûts*

28 Les pratiques relatives au paiement des coûts des services administratifs varient d'un pays à l'autre. En dépit de la règle de la Convention de New York selon laquelle aucune rémunération ne peut être perçue par les autorités expéditrices et les institutions intermédiaires « pour les services qu'elles rendent conformément aux dispositions de la présente Convention »[54], certaines institutions s'inquiètent des coûts effectifs et potentiels qu'elles assument ou pourraient assumer et des charges inégales qui résultent de pratiques divergentes d'un État à l'autre[55].

D *Construction du nouvel instrument – Coopération administrative*

29 La liste ci-dessous recense certains des éléments liés à la coopération administrative dont l'intégration dans le nouvel instrument pourra être considérée. Cette liste s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre des systèmes actuels de coopération administrative, non seulement en matière de recouvrement des aliments, mais aussi dans des domaines comme l'enlèvement international d'enfants et l'adoption internationale, dans lesquels la Conférence de La Haye a acquis un savoir-faire particulier. Les questions examinées s'appuient aussi sur l'expérience acquise lors de l'élaboration d'un Guide de bonnes pratiques relatif à la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*[56] et sur les discussions intervenues lors des Commissions spéciales ayant examiné le fonctionnement de la Convention de La Haye de 1980 et de la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*[57].

a *Les autorités chargées de la coopération et leurs fonctions*

i *Autorités centrales – Désignation*

a) Une Autorité centrale doit-elle être désignée dans chaque État contractant ?
b) Des dispositions standard doivent-elles être prévues pour la désignation de plusieurs Autorités centrales dans les États à plusieurs unités ?
c) Les Autorités centrales désignées et leurs coordonnées doivent-elles être communiquées au Bureau Permanent et si oui, à quel moment ?

ii *Autorités centrales – Responsabilités générales et responsabilités non délégables*

a) La formule standard qui impose aux Autorités centrales de coopérer entre elles et de promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs États pour assurer la protection des enfants et les autres objectifs de la Convention, c'est-à-dire principalement pour faciliter le recouvrement international des aliments, est-elle appropriée[58] ?

b) Faudrait-il confier des responsabilités non délégables aux Autorités centrales telles que, par exemple, la communication d'informations relatives aux lois, procédures, formules et services dans leurs juridictions respectives concernant le recouvrement international des aliments[59] pour tenir les autres Autorités centrales informées du fonctionnement de la Convention et, dans la mesure du possible, lever les obstacles liés à son application[60] ?

iii *Autorités centrales – Responsabilités délégables*

30 Comment les fonctions des Autorités centrales, qui pourraient être exercées directement ou par d'autres autorités ou organismes, doivent-elles être définies ? Les exemples, tous supposés dans un contexte international, sont les suivants :

– localiser le débiteur ;
– rechercher les informations pertinentes relatives au patrimoine du débiteur et à sa localisation[61] ;
– encourager le paiement volontaire des obligations alimentaires ;
– faciliter l'exécution des décisions ou des déterminations en matière alimentaires, reconnues en vertu de la Convention ;
– en l'absence de décision ou de détermination étrangère, ou s'il est impossible de reconnaître et d'exécuter la décision ou la détermination, engager ou faciliter l'ouverture de procédures judiciaires ou administratives afin d'obtenir une décision en matière d'aliments ;
– le cas échéant, aider le demandeur à contacter les autorités compétentes, y compris s'il y a lieu, en apportant une aide judiciaire ou juridique ou en facilitant celle-ci[62] ;

– faciliter le virement des aliments alloués au créancier[63] ;
– lorsque les paiements dus au créancier alimentaire ne sont pas effectués, garantir l'emploi de toutes les voies d'exécution appropriées prévues dans l'État requis[64] ;
– fournir une assistance en vue d'aider à l'établissement de la filiation d'un enfant, dans les procédures relatives aux aliments dans tout État contractant[65] ;
– engager ou faciliter l'ouverture de procédures judiciaires ou administratives afin d'obtenir toutes « mesures provisoires ou d'urgence qui ont un caractère territorial et dont le but est de garantir l'aboutissement d'une réclamation en aliments pendante ou sur le point d'être introduite »[66].

31 Il sera par ailleurs nécessaire de considérer comment définir l'étendue de ces responsabilités. À titre d'exemple, la responsabilité doit-elle consister à « prendre toutes mesures appropriées »[67] ou « toutes dispositions appropriées »[68] ? Ces responsabilités ne doivent-elles exister que dans le contexte de demandes de recouvrement d'aliments ou, au contraire, certaines responsabilités devraient-elles résulter du dépôt d'une « requête en vue de l'obtention d'un service » destinée à déterminer si la demande est appropriée ?

[54] Art. 9(3).
[55] Voir Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), au para. 45(v).
[56] Voir *Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, Première partie – Pratique des Autorités centrales*, Bristol, Droit de la famille, 2003, et *Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, Deuxième partie – Mise en œuvre*, Bristol, Droit de la famille, 2003.
[57] Voir « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale concernant la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (27 septembre – 1er octobre 2002) », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 5 de mars 2003, *Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome I, *Matières diverses*, p. 246 à 248.
[58] Voir Convention de La Haye de 1993, art. 7(1).
[59] *Ibid.*, art. 7(2)(a).
[60] *Ibid.*, art. 7(2)(b).
[61] Voir Convention de Rome, art. 3(2).
[62] Les questions relatives à l'assistance et l'aide juridique fournies sont étudiées plus en détail dans un document séparé, voir Doc. prél. No 10 de mai 2004 (*op. cit.* note 19).
[63] Voir Convention de Montevideo, art. 20 et Convention de Rome, art. 3(2)(iv).
[64] Voir Convention de Rome, art. 3(2)(v).
[65] Voir Doc. prél. No 4 d'avril 2003 (*op. cit.* note 17).
[66] Convention de Montevideo, art. 15(1).
[67] Convention de La Haye de 1980, art. 7(2) et Convention de La Haye de 1993, art. 9(1).
[68] *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants*, art. 31(1).

Rapport Duncan

d *Costs*

28 Practices regarding the payment of costs for administrative services vary from country to country. Despite the rule under the New York Convention that fees may not be charged by the transmitting and receiving agencies "in respect of services rendered under this Convention",[54] there is concern among some agencies in relation to the actual and potential costs which they do or may incur under the Convention, and in relation to the unequal burdens which result from divergent State practices.[55]

D *Constructing the new instrument – Administrative co-operation*

29 The following is in the form of a checklist and discussion of some of the elements relating to administrative co-operation which may need to be considered for inclusion in the new instrument. The checklist draws on the experience with current systems of administrative co-operation, not only in the field of maintenance recovery, but also in areas such as international child abduction and intercountry adoption, fields in which the Hague Conference has developed a particular expertise. The matters reviewed draw also from the experience gained through the development of a Guide to Good Practice under the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*[56] and from the discussions in various Special Commissions which have reviewed the operation of the 1980 Hague Convention and the *Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption*.[57]

a *Authorities charged with co-operation and their functions*

i *Central Authorities – Designation*

a) Is a Central Authority to be designated in each Contracting State?
b) Should there be standard provisions for the appointment of more than one Central Authority in multi-unit States?
c) Should designation of Central Authorities together with their contact details be communicated to the Permanent Bureau and, if so, at what time?

ii *Central Authorities – General responsibilities and non-delegable responsibilities*

a) Is the standard formula appropriate which requires Central Authorities to co-operate with each other and to promote co-operation amongst the competent authorities in their States to achieve the objects of the Convention, *i.e.*, primarily to facilitate the international recovery of maintenance?[58]

b) Should Central Authorities be given any non-delegable responsibilities, such as, for example, the provision of information concerning laws, procedures, forms and services in their respective jurisdictions relevant to the international recovery of maintenance,[59] to keep other Central Authorities informed about the operation of the Convention and, as far as possible, to eliminate obstacles to its application.[60]

iii *Central Authorities – Responsibilities that may be delegated*

30 How should the functions of Central Authorities, which may be exercised directly or through other authorities or bodies, be defined? Examples, all of which are assumed to be in an international context, are as follows:

– to discover the whereabouts of the debtor;
– to seek out relevant information concerning the assets of the debtor and their location;[61]
– to encourage voluntary payment of maintenance obligations;
– to facilitate the enforcement of maintenance decisions or determinations which are entitled to recognition under the Convention;
– where there is no existing foreign order or determination, or it is not possible to recognise and enforce such order or determination, to initiate or facilitate the institution of judicial or administrative proceedings with a view to securing a maintenance decision;
– where necessary, to assist the applicant in having effective access to the relevant authorities, including where the circumstances so require, by the provision or facilitation of legal aid and advice;[62]
– to facilitate the transfer of maintenance payments to the creditor;[63]
– to ensure, where the payments due to the maintenance creditor are not made, the use of all appropriate means of enforcement provided for in the State addressed;[64]
– to provide assistance in establishing the parentage of a child, for the purpose of maintenance proceedings in any Contracting State;[65]
– to initiate or facilitate the institution of judicial or administrative proceedings to obtain any necessary "provisional or urgent measures that are territorial in nature and whose purpose is to secure the outcome of a pending or anticipated support claim".[66]

31 It will also be necessary to consider how to define the extent of such responsibilities. For example, should the responsibility be to "take all appropriate measures",[67] or "all appropriate steps"?[68] Should the responsibilities arise only in the context of applications for the recovery of maintenance or, on the other hand, should certain of the responsibilities arise from the making of a "limited service request" for the purpose of determining whether the application will be appropriate?

[54] Art. 9(3).
[55] See Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), at para. 45(v).
[56] See *Guide to Good Practice under the Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction, Part I – Central Authority Practice*, Bristol, Family Law, 2003, and *Guide to Good Practice under the Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction, Part II – Implementing Measures*, Bristol, Family Law, 2003.
[57] See "Report and Conclusions of the Special Commission concerning the Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction (27 September – 1 October 2002)", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 5 of March 2003, *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 247-249.
[58] *Cf.* 1993 Hague Convention, Art. 7(1).
[59] *Ibid.*, Art. 7(2)(a).
[60] *Ibid.*, Art. 7(2)(b).
[61] *Cf.* Rome Convention, Art. 3(2).
[62] Questions concerning the provision of legal aid and assistance are explored more fully in a separate document, see Prel. Doc. No 10 of May 2004 (*op. cit.* note 19).
[63] *Cf.* Montevideo Convention, Art. 20 and Rome Convention, Art. 3(2)(iv).
[64] *Cf.* Rome Convention, Art. 3(2)(v).
[65] See Prel. Doc. No 4 of April 2003 (*op. cit.* note 17).
[66] Montevideo Convention, Art. 15(1).
[67] 1980 Hague Convention, Art. 7(2) and 1993 Hague Convention, Art. 9(1).
[68] *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*, Art. 31(1).

32 La réflexion sur l'étendue des responsabilités à imposer aux Autorités centrales et aux autres autorités devra tenir compte de considérations humaines et matérielles. Cette question est également liée à celle de la gratuité ou de la facturation des services rendus par les Autorités centrales[69].

33 Il faudra également déterminer si l'ensemble des services, ou seulement une partie d'entre eux, doit être accessible à une institution publique agissant pour le compte d'un créancier d'aliments ou s'efforçant de recouvrer les montants déjà versés à un créancier d'aliments.

iv *Autres autorités ou organismes à qui les responsabilités pourraient être déléguées*

34 Comment définir les autorités auxquelles les responsabilités de l'Autorité centrale peuvent être déléguées ? Elles incluraient probablement des autorités publiques mais la Convention devrait-elle aller au-delà ? Si la délégation à « d'autres organismes » est autorisée, un système d'agrément tel que le prévoit la Convention de La Haye de 1993[70] est-il nécessaire ou non[71] ? Si un système d'agrément est appliqué, quels critères la Convention devrait-elle prévoir et devrait-elle inclure des exigences relatives au contrôle de ces organismes agréés ?

35 Lorsque d'autres autorités ou organismes se voient confier des responsabilités au titre de la Convention, il serait probablement nécessaire d'informer également le Bureau Permanent de leur désignation, de leurs coordonnées et, s'il y a lieu, de l'étendue de leurs responsabilités.

b *Processus*

i *Un cadre procédural*

36 La Convention doit-elle énoncer les procédures de base à suivre par les autorités dans les deux pays concernés ? Ces procédures sont précisées aux articles 3 à 7 de la Convention de New York. De même, le Chapitre IV de la Convention de La Haye de 1993 établit un cadre procédural applicable à l'adoption internationale. Les nombreuses préoccupations exprimées quant au manque de clarté des procédures actuelles pourraient laisser penser qu'au minimum, la Convention devrait clarifier les étapes essentielles des procédures. Quelles devraient-elles être ? Les rubriques suivantes examinent certaines des questions les plus détaillées.

ii *Une procédure de demande*

(i) Le demandeur devrait-il toujours être tenu de présenter sa demande devant les autorités de son État ? C'est le modèle employé dans la Convention de New York[72].

(ii) La Convention devrait-elle autoriser le demandeur à engager directement une procédure dans l'État requis sans l'intervention d'une Autorité centrale[73] ?
(iii) Cette question devrait-elle être déterminée par chaque État contractant ?
(iv) Quelles fonctions l'Autorité centrale du pays du demandeur devrait-elle assumer, et plus particulièrement :

– Quelles devraient être les obligations de conseil ou d'assistance en ce qui concerne la préparation de la demande[74] ?
– On peut supposer qu'il y aurait obligation de transmettre la demande à l'autorité compétente de l'autre État contractant, mais à quelles conditions ? L'autorité expéditrice devrait-elle avoir l'obligation de s'assurer préalablement que les documents sont « d'après la loi de l'État du créancier, en bonne et due forme »[75] ? L'autorité expéditrice devrait-elle être autorisée à refuser de transmettre une demande si elle considère la demande téméraire[76] ou s'il est manifeste que la demande n'est pas fondée[77] ?
(v) La demande devrait-elle être rédigée dans la langue de l'État requis, ou bien en français ou en anglais, les langues de la Conférence de La Haye ?
(vi) Les États devraient-ils pouvoir émettre une réserve dans la Convention quant à la langue de la demande et de la documentation ?
(vii) L'Autorité centrale devrait-elle envoyer un avis de réception ?

c *Documentation*

37 La question de la documentation qui devrait accompagner une demande de recouvrement d'aliments est une source de préoccupation récurrente, qui transparaît dans les réponses au Questionnaire de 2002. Le Rapport de la Commission spéciale de 1999 contient le passage suivant :

> « 14 Il ressort des réponses au Questionnaire [de 1998] que, d'une part, les institutions intermédiaires éprouvent souvent des difficultés à obtenir un dossier complet et convenablement traduit et que, d'autre part, les autorités expéditrices ne savent pas toujours précisément ce dont les institutions intermédiaires ont besoin. Les frais de traduction paraissent être aussi une véritable source de préoccupation. Les discussions de la Commission spéciale ont surtout porté sur la possibilité de limiter le nombre de documents exigés dans les cas internationaux et de réduire le besoin de traduction.
>
> 15 La question d'une limitation du nombre des documents exigés avait aussi été examinée par la Commission spéciale de 1995, et l'on s'était accordé à estimer qu'il ne devrait pas être demandé de photographies des parties. Il apparaît toutefois que dans certains États, le nombre total de documents exigés a augmenté depuis 1995. On a souligné que, dans les procédures d'exécution, les règles nationales rendaient parfois indispensables la présentation de plusieurs documents, par exemple pour établir que la décision d'exécution est définitive ou au moins exécutoire dans le pays d'origine.
>
> 16 Diverses suggestions ont été faites en vue de réduire à l'essentiel le nombre de documents requis. Par exemple, la production du jugement de divorce des parents d'un enfant ne devrait pas être exigée quand cette décision est distincte de celle qui porte sur l'entretien de l'enfant. Selon une suggestion, en matière d'entretien de l'enfant, il ne devrait pas être exigé d'autres documents que la décision sur les aliments, le certificat

[69] Voir, *infra*, aux para. 51 à 55.
[70] Voir art. 9 à 11.
[71] Voir par ex. la Convention de La Haye de 1996, art. 31.
[72] Voir la Convention de New York, art. 3. Voir Convention de La Haye de 1993, art. 14. Comparer avec la Convention de La Haye de 1980 qui autorise à adresser les demandes d'assistance au retour de l'enfant à l'Autorité centrale du lieu de résidence habituelle de l'enfant ou de tout autre État contractant.
[73] Voir la position de la Convention de La Haye de 1980, art. 29.
[74] Voir Convention de New York, art. 3(4) qui impose à l'autorité expéditrice de prendre « toutes les mesures possibles pour que les exigences de la loi de l'État de l'Institution intermédiaire soient respectées ».
[75] Convention de New York, art. 4(2).
[76] *Ibid.*, art. 4(1).
[77] Voir Convention de La Haye de 1980, art. 27.

32 In considering the extent of the responsibilities to be imposed on Central and other Authorities it will be necessary to keep in mind resource (human and material) considerations. This matter is also linked to the question of whether or not services provided by Central Authorities should be free of charge.[69]

33 Consideration will also need to be given to the question of whether all or any of the services should be made available to a public body acting on behalf of, or seeking to recover monies already paid to, a maintenance creditor.

iv *Other authorities or bodies to whom responsibilities may be delegated*

34 How are the authorities to whom Central Authority responsibilities may be delegated to be defined? These would presumably include public authorities but should the Convention go beyond this? If delegation to "other bodies" is permitted, is there a need for a system of accreditation as provided for in the 1993 Hague Convention[70] or not?[71] If a system of accreditation is applied, what criteria should be set out in the Convention, and should there be any requirements concerning the supervision or oversight of such accredited bodies?

35 Where other authorities or bodies are given responsibilities under the Convention, it would presumably be necessary for the Permanent Bureau also to be informed of their designation, contact details and, where necessary, the extent of their responsibilities.

b *Process*

i *A procedural framework*

36 Should the Convention set out basic procedures to be followed by the authorities in the two countries concerned? The New York Convention in Articles 3 to 7 sets out such procedures. An analogy is Chapter IV of the 1993 Hague Convention which establishes a procedural framework for intercountry adoption. The many concerns which have been expressed over the lack of clarity surrounding current procedures may suggest that some essential procedural steps at least should be clarified within the Convention. What should these be? The following headings explore some of the more detailed issues.

ii *An application process*

(i) Should the applicant always be obliged to introduce his / her application before the authorities of his / her own State? This is the model employed in the New York Convention.[72]
(ii) Should the Convention allow an applicant the right to introduce proceedings directly in the State addressed without the intervention of a Central Authority?[73]
(iii) Should this be a matter to be determined by each Contracting State?
(iv) What functions should the Central Authority in the applicant's country perform, in particular:

– What obligations of advice and assistance should there be in respect of the preparation of the application?[74]

– Presumably there would be an obligation to transmit the application to the relevant authority in the other Contracting State, but subject to what conditions? Should the transmitting agency be under an obligation to satisfy itself first that the documents are "regular as to form, in accordance with the law of the State of the claimant"?[75] Should the transmitting agency be allowed to refuse to transmit an application where there is evidence of bad faith,[76] or where it is manifest that the application is not well founded?[77]
(v) Should the application be in the language of the State addressed, or in French or English, the languages of the Hague Conference?
(vi) Should States be able to make a reservation in the Convention about language application and documentation?

(vii) Should the Central Authority send an acknowledgement of receipt?

c *Documentation*

37 The question of what documentation should accompany an application for recovery of maintenance has been a recurring source of concern, which has been again reflected in the responses to the 2002 Questionnaire. The Report and Conclusions of the 1999 Special Commission contains the following passage:

> "14 Responses to the [1998] Questionnaire had indicated that, on the one hand, Receiving Agencies often experience difficulties in obtaining a complete dossier that is properly translated, and, on the other hand, that Transmitting Agencies often do not know precisely what is required by Receiving Agencies. The costs involved in the translation of documents had also appeared as a real source of concern. Discussion in the Special Commission concentrated on the possibilities of limiting the number of documents required in international cases, and on reducing the necessity for translations.
>
> 15 The question of limiting the number of documents required was discussed also during the Special Commission of 1995, and a consensus had been reached that photographs of the parties should not be required. However, it appeared that in some States the overall number of documents required had increased since 1995. It was pointed out that, in enforcement proceedings, national rules of procedure often unavoidably required several documents; for example, proof that the maintenance order was final or at least enforceable in the country of origin.
>
> 16 Various suggestions were made to reduce the number of documents to those that were essential. For example, the decree of divorce in respect of a child's parents should not be required when this has been made separately from a decision on child support. One suggestion was that in child support cases no documents should be required other than the maintenance

[69] See below, at paras 51-55.
[70] See Arts 9-11.
[71] See, *e.g.*, the 1996 Hague Convention, Art. 31.
[72] See New York Convention, Art. 3. *Cf.* 1993 Hague Convention, Art. 14. Contrast 1980 Hague Convention which allows applications to the Central Authority of the child's habitual residence or of any Contracting State for assistance in returning the child.
[73] *Cf.* the position under the 1980 Hague Convention, Art. 29.
[74] See New York Convention, Art. 3(4) which requires the agency to "take all reasonable steps to ensure that the requirements of the law of the State of the Receiving Agency are complied with".
[75] New York Convention, Art. 4(2).
[76] *Ibid.*, Art. 4(1).
[77] See 1980 Hague Convention, Art. 27.

de naissance de l'enfant et, si le mariage des parents n'a pas été dissous, leur certificat de mariage. »[78]

38 L'approche adoptée par la Convention de New York quant aux exigences relatives aux documents peut se résumer de la façon suivante :

– ce sont les exigences de la loi de l'État de l'institution intermédiaire qui doivent être respectées[79] ;
– chaque État contractant doit informer le Secrétaire général des Nations Unies de ses exigences[80] ;
– sans préjudice de ces exigences, toute demande doit être accompagnée d'un minimum d'informations[81].

39 Ajoutons que la formule modèle pour une Demande d'entraide judiciaire et / ou administrative en vue du recouvrement d'aliments à l'étranger, qui a été élaborée lors de la Commission spéciale de 1999 et après celle-ci, liste les documents qui peuvent accompagner une demande[82]. Il n'est pas suggéré que tous les documents qui y figurent doivent être produits[83] dans chaque affaire ; cette liste est davantage conçue comme un guide et ne se prétend pas non plus exhaustive[84]. D'ailleurs, la formule modèle d'Avis de réception d'une demande de recouvrement d'aliments à l'étranger contient une clause standard qui permet à l'autorité requise de spécifier les documents supplémentaires éventuellement nécessaires[85].

40 En ce qui concerne précisément les demandes d'exécution d'une décision existante, les instruments internationaux sont généralement plus précis quant aux documents à fournir. C'est le cas par exemple de l'article 17 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution et de l'article 12 de la Convention de Montevideo.

41 Le défi qui attend les concepteurs du nouvel instrument pourrait être exprimé ainsi :

– comment réduire l'incertitude, les coûts et les retards liés aux exigences en matière de documents et en particulier :
  – comment préciser clairement la nature des documents requis pour une demande donnée ;
  – comment réduire le nombre de documents exigés au minimum indispensable ;
  – comment apporter un certain degré d'uniformité ou de cohérence dans les exigences des différents États en matière de documents.

42 Plusieurs questions d'ordre général devront donc être résolues :

– La Convention devrait-elle inclure une liste des informations / documents devant accompagner une demande ?

– Le principe, selon lequel il appartient à l'État requis de déterminer les documents / informations nécessaires, doit-il être maintenu ?
– Faut-il s'efforcer de standardiser les exigences en matière de documentation[86] ?
– Conviendrait-il d'adopter un principe général limitant les documents exigés à ceux qui sont pertinents et indispensables ?
– Quelles procédures devraient être suivies pour que les exigences des États contractants relatives aux documents soient connues ? (Note : il semble que le système actuel de New York, qui impose une notification au Secrétaire général, ne fonctionne pas bien dans la pratique.)

d *Formules modèles ou standard*

43 Des réponses contrastées ont été apportées à la question 33(j) du Questionnaire de 2002, qui demandait si les formules standard devraient être un élément clé du nouvel instrument. La moitié des États ayant répondu ont estimé que l'élaboration de formules standard était prioritaire. Parmi les autres États, certains pensaient que les formules standard n'étaient pas souhaitables et ne devraient pas être obligatoires, tandis que d'autres jugeaient que bien que les formules standard puissent être souhaitables, elles ne devraient pas être une priorité et que les négociations ne devraient pas être retardées par la recherche d'un accord sur ces formules.

44 Laissant de côté pour l'instant la question de savoir si des formules acceptées doivent être obligatoires (formules standard) ou seulement recommandées comme modèles (formules modèles), il est souhaitable de garder à l'esprit l'intérêt d'une certaine standardisation. Le passage suivant figure dans le Rapport et les Conclusions de la Commission spéciale de 1999 :

> « L'intérêt de formules modèles pour l'expédition et la réception des demandes a été de nouveau souligné. De telles formules facilitent la présentation des données et permettent de résumer et d'énumérer les documents. Si elles ne peuvent se substituer aux documents exigés, elles peuvent cependant réduire la nécessité d'une traduction intégrale des originaux. […] »[87]

45 De plus, l'aspect familier des formules standardisées, même traduites en différentes langues, facilite et accélère le traitement des demandes. D'autre part, les formules standard font ressortir les besoins communs ou partagés entre les États, plutôt que les différences. Le Bureau Permanent est d'avis que les formules standard peuvent apporter de tels avantages, en termes de renforcement de la confiance et de la coopération et d'accélération des demandes, que les efforts de standardisation devraient être poursuivis.

---

[78] Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), para. 14 à 16.
[79] Voir art. 3(4).
[80] Voir art. 3(2).
[81] Voir art. 3(4).
[82] Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), annexe No 1 :
1 Demande d'aliments
2 Décision judiciaire ou administrative accordant des aliments
3 Certificat de l'autorité expéditrice attestant que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine
4 Certificat attestant le caractère exécutoire de la décision
5 Citation à comparaître
6 Acte de notification de la décision établissant l'obligation de payer des aliments
7 Reconnaissance de maternité ou de paternité
8 Acte(s) de naissance(s)
9 Acte de mariage
10 Procuration
11 Décompte actualisé des sommes versées et des sommes dues
12 Fiche familiale d'état civil
13 Certificat de scolarité pour chaque enfant pour lequel des aliments sont dus
14 Informations relatives aux modalités de règlement des pensions
15 Dernier avis d'imposition ou de non-imposition
16 Informations relatives à la localisation du défendeur/débiteur
17 Description donnée par le demandeur/créancier des biens mobiliers et immobiliers du défendeur/débiteur.
[83] « Au cours de la discussion sur les formules modèles proposées, on a exprimé l'espoir que la liste de documents n'encouragerait pas les autorités à demander tous les documents cités, mais uniquement ceux qui seraient jugés pertinents et indispensables. » *Ibid.*, para. 21.
[84] Voir l'explication de M. Morgan (Australie) qui présidait le Groupe de travail chargé de rédiger les formules modèles, *ibid.*, au para. 20.
[85] *Ibid.*, annexe No 2.
[86] Voir également, *infra*, la rubrique Formules modèles ou standard.
[87] Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), para. 18.

Rapport Duncan

order, the birth certificate of the child and, if the parents' marriage was not dissolved, the parents' marriage certificate."[78]

38 The approach to documentary requirements adopted by the New York Convention may be summarised as follows:

– it is the requirements of the law of the State addressed which must be satisfied;[79]
– each Contracting State must inform the Secretary General of the United Nations of its requirements;[80]
– subject to such requirements, certain minimum information should be included in the application.[81]

39 It may be added that the model form for a Request for Judicial and / or Administrative Assistance for the Recovery Abroad of Maintenance, which was developed in the course of and following the 1999 Special Commission, contains a list of documentation that may accompany an application.[82] It is not suggested that all documents in this list must be supplied[83] in each case; it is more in the nature of a checklist. Nor is it suggested that the list is exhaustive.[84] Indeed, the model form for Acknowledgement of Receipt of an Application for the Recovery Abroad of Maintenance contains a standard clause enabling the requested authority to specify additional documentation that may be required.[85]

40 With regard specifically to applications for the enforcement of an existing order, international instruments tend to be more specific as to the documents to be furnished. Examples are Article 17 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement and Article 12 of the Montevideo Convention.

41 The challenge which confronts the framers of the new instrument may be stated thus:

– how to reduce uncertainty, costs and delays arising from documentary requirements and, in particular:

  – how to achieve clarity as to what documents are required in relation to a particular application;
  – how to reduce documentary requirements to a necessary minimum;
  – how to bring some degree of uniformity or consistency in the documentary requirements of different States.

42 A number of general questions will therefore need to be addressed as follows:

– Should the Convention include a list of the minimum information / documentation required to accompany an application?
– Should the principle be maintained that the required information / documentation is a matter for the State addressed?
– Should any attempt be made to standardise documentation requirements?[86]
– Should a general principle be adopted that limits required documents to those that are relevant and necessary?

– What procedures should be followed to ensure that documentation requirements of Contracting States are made known? (Note: it appears that the current New York system, requiring notification to the Secretary General, is not working well in practice.)

d *Standard or model forms*

43 Responses to question 33(j) of the 2002 Questionnaire, asking for opinions on whether standard forms should be a key element in the instrument, were mixed. About half the respondents gave the development of standard forms a high priority. Other opinions ranged from the view that standard forms were not desirable and should not be mandatory, to the view that, while standard forms might be desirable, they should not be a primary focus and negotiations should not be delayed in an attempt to reach agreement on them.

44 Leaving aside for the moment the question of whether any agreed forms should be mandatory (*i.e.*, standard forms) or simply recommended as a model (*i.e.*, model forms), it is well to bear in mind the value of some degree of standardisation. The following passage appears in the Report and Conclusions of the 1999 Special Commission:

> "The value of model forms for the transmission and receipt of applications was re-emphasised. They facilitate the presentation of information and provide the opportunity to summarise and list documents. While they cannot act as substitutes for required documents, they may reduce the need for full translations of the original documents. […]"[87]

45 In addition to this, the familiarity of standardised forms, even when translated into different languages, facilitates and speeds the handling of applications. Standard forms also highlight common or shared needs, rather than differences, between States. It seems to the Permanent Bureau that the potential benefits of standard forms in strengthening trust and co-operation, as well as in expediting applications, are such that efforts at standardisation should continue to be made.

---

[78] Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), paras 14-16.
[79] See Art. 3(4).
[80] See Art. 3(2).
[81] See Art. 3(4).
[82] Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), Annex No 1:
1 Petition / application for maintenance
2 Judicial or administrative maintenance decision
3 Certificate by Transmitting Agency that the decision is no longer subject to ordinary forms of review in the State of origin
4 Certificate that the decision is enforceable
5 Certificate of summons
6 Certificate of service of decision establishing maintenance liability
7 Acknowledgement of parentage
8 Birth certificate(s)
9 Marriage certificate
10 Power of attorney
11 Current statement of amounts paid and amounts due
12 Family civil status certificate
13 Certificate of continuing schooling for each child for whom maintenance is payable
14 Information regarding transmission of payments collected
15 Most recent tax assessment or notice of non-liability
16 Information concerning the location of the Respondent/Debtor
17 Claimant's/Creditor's description of real/personal property belonging to the Respondent/Debtor.
[83] "In the course of discussion of the proposed model forms, the hope was expressed that the list of documents would not encourage agencies to ask for all the documents mentioned, but only those considered relevant and necessary." *Ibid.*, para. 21.
[84] See explanation given by Mr Morgan (Australia), who chaired the Working Group established to draw up the model forms, *ibid.*, at para. 20.
[85] *Ibid.*, Annex No 2.
[86] See also below, Standard or model forms.
[87] Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), para. 18.

e *Exigences en matière de traduction*

46 Les préoccupations relatives aux obligations et aux coûts de traduction ont été elles aussi évoquées de manière récurrente lors des Commissions spéciales de 1995 et 1999, ainsi que dans les réponses au Questionnaire de 2002. Il a été suggéré que certains pays exigent trop de traductions des documents ou qu'ils ne sont pas suffisamment sélectifs dans leurs indications quant aux parties des documents, en particulier des décisions judiciaires, qui doivent être traduites. Les coûts excessifs des traductions sont également soulevés. Les traductions de qualité insuffisante sont source de retard.

47 La position, d'après la Convention de New York, a été résumée de la façon suivante dans la Note de janvier 1999 :

> « […] L'application stricte de la Convention de New York fait obligation aux autorités expéditrices de faire traduire tous les documents pertinents et, aux termes de l'article 9, d'en assumer le coût. Ce coût peut être très élevé et l'obligation n'est donc pas toujours respectée. La Commission spéciale de 1995 a reconnu la nécessité de modifier les obligations en matière de traduction aux seuls documents et parties du jugement absolument indispensables. Elle n'a toutefois pas défini de méthode particulière pour atteindre ce résultat. »[88]

48 Ce même document résumait ainsi la position de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution :

> « L'obligation qui est faite au paragraphe 5 de l'article 17 de la Convention de 1973 à la partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution d'une décision de produire la traduction certifiée conforme de divers documents y compris 'une expédition complète et conforme de la décision' (Art. 17.1) a pu donner lieu à certaines difficultés. Les Conclusions générales [para. 14] proposent de rendre moins contraignantes les obligations existantes et, en ce qui concerne la décision proprement dite, de les limiter à la partie essentielle d'un jugement, 'de son dispositif et des motifs, à savoir la partie qui concerne uniquement l'obligation alimentaire […]'. »[89]

49 Le paragraphe suivant résume la discussion assez peu concluante intervenue sur le sujet lors de la Commission spéciale de 1999 :

> « Pour ce qui est de la traduction des documents exigés, un expert portugais a fait état d'une nouvelle disposition de procédure civile introduite dans son pays en 1997, en vertu de laquelle la traduction de documents officiels ne doit être exigée que lorsqu'elle est nécessaire. Le Président a fait observer que la nécessité de traduire les documents officiels pouvait être réduite de deux façons. L'une était de n'exiger la traduction que lorsque l'autorité intermédiaire le demande expressément ; la seconde possibilité serait de n'exiger de traduction certifiée que pour la partie pertinente de la décision. L'Expert de l'Autriche s'est montré sceptique quant à la possibilité de limiter l'exigence de traduction à une partie du jugement étranger. En Autriche, la Constitution prescrit l'utilisation de la langue officielle, l'allemand, du moins lorsque l'autorité requise est judiciaire et, selon la jurisprudence autrichienne, ce principe constitutionnel est censé s'appliquer à la totalité des jugements. Un expert a proposé de renforcer les pouvoirs des autorités expéditrices. Elles pourraient être chargées de garantir l'authenticité du jugement originel, ce qui éviterait d'en traduire la totalité. »[90]

f *Rapidité*

50 Les problèmes chroniques de retard dans le traitement des demandes et certaines causes de retard ont été décrits plus haut[91]. Il ressort clairement de l'examen des réponses au Questionnaire de 2002, des consultations et des discussions des Commissions spéciales de 1995 et 1999 qu'instaurer un système de traitement des demandes plus rapide et plus réactif doit être un objectif essentiel du nouvel instrument. Nombre des questions évoquées aux paragraphes précédents ont des implications pour la rapidité du processus. De plus, les questions suivantes méritent d'être examinées :

– La question se pose de savoir si le nouvel instrument devrait comporter une disposition générale similaire à celle de l'article 11 de la Convention de La Haye de 1980 imposant aux autorités judiciaires et administratives d'agir « d'urgence » dans les procédures en vue du recouvrement des aliments. Reprendre la formulation de l'article 2 de la même Convention, qui impose de recourir à « leurs procédures d'urgence », serait peut-être aller trop loin.

– Il a été suggéré que le nouvel instrument inclue des délais dans lesquels certaines actions devraient être effectuées ou des réponses données, et qu'il soit fait obligation à l'autorité requise de communiquer régulièrement sur l'avancement du dossier. L'article 6(2) de la Convention de New York impose aux institutions intermédiaires de tenir l'autorité expéditrice « au courant », mais il semble que cette obligation ne soit pas toujours respectée dans la pratique. Un délai précis est imposé, par exemple, à l'article 11 de la Convention de La Haye de 1980, qui autorise un demandeur ou l'Autorité centrale de l'État requérant à demander les raisons du retard si aucune décision n'a été prise dans un délai de six semaines après la date de la saisine. Cela ne constitue pas une garantie d'action, mais permet néanmoins de faire peser une certaine pression sur l'Autorité centrale requise en cas de retard inexpliqué.

– Le nouvel instrument devrait-il inclure une disposition encourageant, rendant obligatoire, ou encore autorisant, l'emploi des moyens de communication internationale les plus rapides, en particulier la voie électronique ? Le point de vue est clairement exposé dans la réponse des États-Unis à la question 32 du Questionnaire de 2002 :

> « Communication électronique des informations afférentes aux dossiers : de sérieux problèmes se posent quant à l'obtention et à l'actualisation efficaces et rapides de toutes les informations nécessaires au traitement d'un dossier. L'envoi par service postal maritime ou aérien des pièces d'un dossier est chrono phage, coûteux et difficile à automatiser. Nous devons étudier comment le nouvel instrument peut exploiter l'évolution des communications électroniques. Peut-être cet instrument pourrait-il disposer que la plupart des informations peuvent être transmises par voie électronique, et que seuls quelques documents clés doivent être transmis par service postal maritime ou aérien.

[88] Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), para. 45(vi).
[89] *Ibid.*, para. 15(g).
[90] Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), para. 17.
[91] Voir la section consacrée aux Problèmes de procédure, *supra*, aux para. 25 à 27.

e *Translation requirements*

46 Concerns over translation requirements and costs have also been a recurring theme in the 1995 and 1999 Special Commissions, as well as in the responses to the 2002 Questionnaire. It has been suggested that some countries require too many documents to be translated or that they are not selective enough in specifying which parts of documents, especially judicial decisions, require translation. Excessive charges for translation are also alleged. Inadequate translations are a cause of delays.

47 The position under the New York Convention was summarised thus in the January 1999 Note:

> "[…] A strict application of the New York Convention procedures requires the transmitting agency to have translated all the relevant documents and, under Article 9, to bear the costs. This may be very expensive and is not always done. The Special Commission of 1995 recognised a need to modify the translation requirements to cover only those documents, and only those elements of any judgment concerned, which are absolutely essential. However, the Special Commission did not decide upon any specific method of achieving this result."[88]

48 The same document summarised the position under the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement as follows:

> "The requirement of Article 17, paragraph 5, of the 1973 Convention that the party seeking recognition or applying for enforcement of a decision should furnish a translation, certified as true, of various documents including 'a complete and true copy of the decision' (Art. 17.1), has been a source of some friction. The General Conclusions [para. 14] suggest that some limits should be placed on the current requirements and that, with regard to the decision itself, the requirement should apply only to the essential part of a judgment, 'the operative clause and the reasoning, *i.e.* the part which solely concerns the maintenance obligation […]'."[89]

49 And the following is the summary of the somewhat inconclusive discussion on the subject during the 1999 Special Commission:

> "As regards the translation of required documents, an expert from Portugal mentioned a new rule of civil procedure introduced in his jurisdiction in 1997 according to which the translation of official documents should not be required except where necessary. The Chairman observed that the need to translate official documents could be reduced in two ways. One way was to limit the translation requirement to cases where the receiving authority expressly requested it; a second option was to substitute a requirement that there be a certified translation of the relevant portion of the order. The Austrian Expert admitted his skepticism as to the possibility of limiting the translation requirement to a portion of the foreign judgment. In Austria the Constitution requires the use of the official language, German, at least when the requested authority is judicial, and this constitutional principal is regarded in Austrian jurisprudence to apply to judgments in their entirety. One expert proposed reinforcing the powers of transmitting authorities. They could be charged with guaranteeing the authenticity of the original judgment, thereby obviating the need to translate the entire judgment."[90]

f *Speed*

50 The chronic problems of delay in processing applications, and some of the causes of delay, have already been described above.[91] It is clear from the 2002 Questionnaire responses, from consultations and discussion at the 1995 and 1999 Special Commissions that a primary objective of the new instrument must be to provide a faster moving and more responsive system for the processing of applications. Many of the matters discussed in the preceding paragraphs have implications for the speed of the process. In addition, the following matters deserve consideration:

– The question arises whether there should be a general provision in the new instrument, similar to that in Article 11 of the 1980 Hague Convention, requiring judicial and administrative authorities to act "expeditiously" in proceedings for the recovery of maintenance. It would perhaps be going too far to import the wording of Article 2 of the same Convention, which provides for the use of "the most expeditious procedures available".

– The suggestion has been made that the new instrument should contain some time lines, *i.e.*, periods within which certain actions should be completed or responses given, and that there should be an obligation on the authority addressed to report periodically on progress. The New York Convention in Article 6(2) requires the receiving agency to keep the transmitting agency "currently informed", but this appears not always to be observed in practice. An example of a specific time line is to be found in Article 11 of the 1980 Hague Convention which entitles an applicant or the Central Authority of the requesting State to request reasons for delay if a decision has not been reached within six weeks from the date of commencement of proceedings. This is not a guarantee of action, but it does enable some pressure to be placed on the Central Authority addressed when there occur unexplained delays.

– Should the new instrument contain a provision encouraging or mandating or authorising the use of the most rapid means of international communication, in particular electronic means? The point is well made in the United States response to question 32 of the 2002 Questionnaire:

> "Electronic Communication of Case Information: There are serious problems with getting and updating all needed case information in a low-cost, efficient, and timely manner. Case information correspondence by surface or airmail is time-consuming, expensive, and difficult to automate. We need to consider how the new instrument can take advantage of developments in electronic communication. Perhaps the instrument could provide that most information could be transmitted electronically, and only a few key documents must be transmitted by surface or airmail.

[88] Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), para. 45(vi).
[89] *Ibid.*, para. 15(g).
[90] Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), para. 17.
[91] See section on Problems of process above, at paras 25-27.

Les informations informelles sur l'avancement des dossiers, par exemple, devraient assurément être acceptables lorsqu'elles sont transmises par voie électronique. Les négociateurs devraient également considérer lesquelles des pièces officielles indispensables à l'instruction d'une requête (formules complétées, requêtes, rapports d'expertise, décisions et autres documents judiciaires ou administratifs officiels, historique des versements, actes de naissance et de mariage, photographies, etc.) pourraient être transmises par voie électronique et utilisées dans les procédures officielles de l'État requis. »[92]

– Devrait-il y avoir une méthode d'examen des performances des autorités, et en particulier du temps qui leur est nécessaire pour traiter les demandes ? Cette question sera traitée plus en détail au chapitre VI ci-dessous[93]. On peut d'ores et déjà noter qu'une présentation objective et comparative des faits, tels que le délai moyen de traitement des demandes, est l'un des moyens les plus efficaces d'attirer l'attention de certaines autorités sur des performances médiocres[94]. Cela soulève la question de savoir si le nouvel instrument devrait imposer aux autorités l'obligation d'établir des rapports et / ou de fournir des statistiques sur certains aspects relatifs au traitement des dossiers.

g *Coûts*

51 Il a été noté plus haut que le système élaboré devra être efficace et économique. Deux aspects sont à considérer ici. Premièrement, les coûts à la charge du demandeur ne devraient pas être de nature à inhiber le recours à la procédure. Deuxièmement, le coût des services incombant aux États contractants ne devrait pas être disproportionné comparativement aux avantages qu'ils apportent en termes d'obtention des aliments effectivement obtenue par les ayants droit, et par conséquent, de réduction des charges payées par les contribuables.

52 Les facteurs de coûts ont été en partie abordés dans les paragraphes consacrés à la recherche de procédures plus efficaces et moins lourdes et d'une réduction des obligations procédurales au minimum indispensable. La question qui se pose plus particulièrement ici est de savoir si les services rendus par les autorités dans le cadre de la Convention devraient être facturés ou gratuits.

53 L'article 9(3) de la Convention de New York prévoit qu'« [a]ucune rémunération ne peut être perçue par les Autorités expéditrices et les Institutions intermédiaires pour les services qu'elles rendent conformément aux dispositions de la présente Convention ». L'article 26 de la Convention de La Haye de 1980 prévoit de même que « [c]haque Autorité centrale supportera ses propres frais en appliquant la Convention »[95] et interdit aux Autorités centrales et aux autres services publics des États contractants d'imposer « aucun frais en relation avec les demandes introduites en application de la Convention »[96]. La Convention de 1980 autorise néanmoins une réserve concernant les coûts « liés à la participation d'un avocat ou d'un conseiller juridique, ou aux frais de justice »[97] et permet aux autorités de recouvrer certaines catégories de coûts auprès d'un parent auteur de l'enlèvement ou d'un parent qui empêche l'exercice des droits de visite.

54 Une approche un peu différente est adoptée dans la Convention de La Haye de 1996 dont l'article 38 dispose :

« 1 Sans préjudice de la possibilité de réclamer des frais raisonnables correspondant aux services fournis, les Autorités centrales et les autres autorités publiques des États contractants supportent leurs frais découlant de l'application des dispositions du présent chapitre.

2 Un État contractant peut conclure des accords avec un ou plusieurs autres États contractants sur la répartition des frais. »[98]

55 L'élaboration de l'approche à adopter en matière de coûts dans le contexte du recouvrement international des aliments devra prendre compte des considérations suivantes :

– les demandeurs d'aliments ont généralement très peu de ressources et des barrières financières même faibles peuvent les dissuader de recourir aux services ;
– la question des coûts est liée à l'étendue des services que les États contractants sont tenus de proposer ;

– si la Convention prévoit que les autorités publiques ont accès aux services administratifs pour aider au recouvrement des aliments pour le compte du créancier ou pour recouvrer les sommes déjà versées au créancier, l'idée de la gratuité de tous les services pourrait se heurter à une certaine résistance ;
– si la Convention prévoit que les débiteurs pourront accéder aux services administratifs, par exemple pour l'aider à obtenir une modification d'une décision existante, la structure de coûts pourrait en être modifiée ;
– il faudrait peut-être penser à la possibilité de facturer certains services au débiteur ou de recouvrer certains coûts sur les aliments versés (c.-à-d. lorsque les aliments alloués excèdent le niveau de subsistance) ;
– enfin, la question des coûts des services administratifs est inextricablement liée à celle des coûts des services juridiques. Dans certains pays, comme nous l'avons déjà souligné[99], la procédure d'évaluation et de recouvrement des aliments est essentiellement administrative, tandis que dans d'autres, c'est une procédure judiciaire. Des questions de réciprocité se poseront si les services sont gratuits dans un pays doté d'un système administratif, tandis que l'assistance judiciaire équivalente n'est pas gratuite dans un pays recourant à un processus judiciaire[100].

[92] Doc. prél. No 2 d'avril 2003 (*op. cit.* note 14) [*traduction du Bureau Permanent*]. Ce sujet est abordé séparément dans un autre rapport, voir Doc. prél. No 9 de mai 2004 (*op. cit.* note 18).
[93] Voir, en particulier, *infra*, les para. 160 à 162.
[94] Voir l'étude des cas traités dans le cadre de la Convention de La Haye de 1980, « Analyse statistique des demandes déposées en 1999 en application de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* (Version corrigée, novembre 2001) », établie par le Professeur Nigel Lowe, Sarah Armstrong et Anest Mathias, Doc. prél. No 3 de mars 2001 à l'intention de la Commission spéciale de mars 2001, disponible, ainsi que des mises à jour ultérieures, sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
[95] Art. 26(1).
[96] Art. 26(2).
[97] Art. 26(3).
[98] La Convention de La Haye de 1993 stipule à son art. 32(2) que « [s]euls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption ». Le contexte est toutefois différent. La facturation des coûts réels aux candidats à une adoption internationale est couramment pratiquée ; les dispositions de la Convention sont conçues pour prévenir des gains financiers malséants.
[99] Voir, *supra*, au para. 14.
[100] La question des coûts et de l'aide juridique est étudiée dans un autre document, voir Doc. prél. No 10 de mai 2004 (*op. cit.* note 19).

Informal case update information, for example, should certainly be acceptable when transmitted electronically. The negotiators should also consider which of the official documentation required to process a request (completed forms, petitions, testimony, decisions, orders and other official court or administrative documents; payment records; birth and marriage certificates; photographs; etc.) might be transmitted electronically and used in official proceedings in the Requested State."[92]

– Should there be some method of reviewing the performance of authorities, and in particular the length of time it takes for them to process applications? There will be further discussion of this subject below in Chapter VI.[93] It may be said here that one of the most effective ways of bringing poor performance to the attention of particular authorities is to have the facts, for example the average times for processing applications, presented in an objective and comparative manner.[94] This in turn raises the question whether there should be an obligation on authorities to report and / or to provide statistics on certain aspects of their handling of cases under the new instrument.

g *Costs*

51 The point has already been made that any system devised should be cost-effective. There are two perspectives here. First, costs for the applicant should not be such as to inhibit use of the process. Second, the cost of services to Contracting States should not be disproportionate to their benefits in terms of achieving support for dependants and in consequence reducing burdens on taxpayers.

52 Cost factors have already been in part addressed in preceding paragraphs in the context of achieving a more efficient and less burdensome process, and in reducing procedural requirements to the minimum necessary. The particular question that arises here is whether the services provided by authorities in carrying out their Convention obligations should be charged for or supplied free of charge.

53 The New York Convention in Article 9(3) provides that "Transmitting and Receiving Agencies shall not charge any fees in respect of services rendered under this Convention". Article 26 of the 1980 Hague Convention similarly provides that "[e]ach Central Authority shall bear its own costs in applying this Convention",[95] and it prohibits Central Authorities and other public services of Contracting States from imposing "any charges in relation to applications submitted under this Convention".[96] However, the 1980 Convention allows a reservation in relation to costs "resulting from the participation of legal counsel or advisers or from court proceedings",[97] and permits the authorities to recover certain categories of costs from an abducting parent or a parent who is preventing the exercise of rights of access.

54 A somewhat different approach is adopted in the 1996 Hague Convention which, in Article 38, provides:

"1 Without prejudice to the possibility of imposing reasonable charges for the provision of services, Central Authorities and other public authorities of Contracting States shall bear their own costs in applying the provisions of this Chapter.

2 Any Contracting State may enter into agreements with one or more other Contracting States concerning the allocation of charges."[98]

55 In devising an approach to the question of costs in the context of the international recovery of maintenance, the following considerations will need to be taken into account:

– applicants for maintenance generally have very limited resources and even small financial barriers may inhibit use by them of services;
– the question of costs is linked to the extent of the services which Contracting States will be required to make available;
– if public authorities are to have access to administrative services under the Convention, to assist in the recovery of maintenance on behalf of the creditor or to recoup monies already paid to the creditor, the idea that all services should be supplied cost-free may meet with some resistance;
– if debtors are to have access to administrative services under the Convention to assist, for example, in obtaining a modification of an existing order, this may also have implications for the cost structure;
– the possibility of making charges against the debtor for certain services or of recovering some costs from maintenance paid (*i.e.*, in cases where the maintenance exceeds subsistence level) should perhaps be borne in mind;
– finally, the issue of costs for administrative services is inextricably linked to the question of costs for legal services. In some countries, as has already been pointed out,[99] the process of assessment and recovery of maintenance is primarily administrative, while in other countries it is judicial. Issues of reciprocity will arise if, in a country providing an administrative system, services are provided free of charge, while in a country relying on the judicial process equivalent legal assistance is not granted.[100]

[92] Prel. Doc. No 2 of April 2003 (*op. cit.* note 14). This matter is taken up again in a separate report, see Prel. Doc. No 9 of May 2004 (*op. cit.* note 18).
[93] See in particular below, paras 160-162.
[94] See the survey of cases dealt with under the 1980 Hague Convention, "A Statistical Analysis of Applications made in 1999 under the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction* (Revised version, November 2001)", drawn up by Professor Nigel Lowe, Sarah Armstrong and Anest Mathias, Prel. Doc. No 3 of March 2001 for the attention of the Special Commission of March 2001, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>) along with subsequent updates.
[95] Art. 26(1).
[96] Art. 26(2).
[97] Art. 26(3).
[98] The 1993 Hague Convention provides in Art. 32(2) that "[o]nly costs and expenses, including reasonable professional fees of persons involved in the adoption, may be charged or paid". The context, however, is rather different. The charging of actual costs to applicants for intercountry adoption is widely practised; the Convention's provisions are designed to prevent the making of improper financial gains.
[99] See above, at para. 14.
[100] The question of costs and legal aid is taken up again in a separate report, see Prel. Doc. No 10 of May 2004 (*op. cit.* note 19).

CHAPITRE III – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

A *Considérations préliminaires*

56 La quasi-totalité des États ayant répondu à la question 33 du Questionnaire de 2002 ont estimé que les dispositions visant à la reconnaissance et à l'exécution des décisions étrangères en matière d'obligations alimentaires devraient être un élément clé du nouvel instrument. Presque tous pensaient également que ces dispositions devraient constituer une partie essentielle, et non optionnelle, de l'instrument.

57 La non-reconnaissance d'une décision existante n'est pas nécessairement fatale pour le recouvrement international des créances alimentaires. En fait, la plupart des États ayant répondu au Questionnaire de 2002 estiment que, lorsque la reconnaissance d'une décision existante est impossible, les autorités de l'État où réside le débiteur devraient avoir l'obligation d'aider le créancier à obtenir une nouvelle décision. Cependant, cette position de repli n'est pas la meilleure solution pour trois raisons au moins. La première est qu'elle implique de refaire des démarches déjà accomplies, ce qui engendre des retards et des coûts supplémentaires. La deuxième est qu'elle engendre une situation dans laquelle coexistent deux décisions alimentaires probablement contradictoires, toutes deux valides, mais dans différents pays. La troisième est que, si une décision existante n'est pas reconnue, le créancier aura probablement beaucoup de difficultés à recouvrer les arriérés encourus en vertu de cette décision. Les arguments en faveur d'un système efficace et largement applicable pour la reconnaissance et l'exécution des décisions alimentaires étrangères sont donc convaincants.

58 Les consultations et les réponses apportées au Questionnaire de 2002 laissent à penser que l'élaboration d'un système approprié devrait tenir compte des facteurs généraux suivants :

– le système adopté devrait pouvoir susciter une adhésion universelle ;
– les procédures relatives à la reconnaissance et à l'exécution doivent être simples et d'un bon rapport coût-efficacité. Là encore, il faut garder à l'esprit que les décisions alimentaires portent généralement sur des sommes relativement modestes qui ne justifient pas des procédures lourdes et coûteuses ;
– l'impératif de rapidité, dans un système dont l'objet est d'aider des ayants droit dans le besoin, est évident ;
– les risques, inhérents à l'adoption d'un principe de reconnaissance automatique et d'exécution en référé, sont relativement faibles, car la plupart des pensions alimentaires sont modestes et périodiques par nature. Il est peu probable que le débiteur réduise ses revenus à un niveau plus bas que le niveau de subsistance ; il existe plusieurs moyens pour éviter cela dans les systèmes nationaux de mise en œuvre (par ex. les taux de gains protégés). Dans la mesure où le débiteur conserve un droit de contestation ultérieure, les irrégularités ou injustices devraient être généralement corrigées avant qu'une grave injustice ne soit commise. Autrement dit, beaucoup d'éléments pointent vers une forte présomption en faveur d'une reconnaissance et d'une exécution automatiques et immédiates ;
– pour que les États contractants aient toute confiance dans le nouveau système, il devrait être admis ou garanti que les méthodes d'exécution, appliquées dans les États accordant la réciprocité, sont efficaces et qu'elles ne font pas peser de charges excessives sur le créancier. S'il est irréaliste et peut-être inopportun d'attendre du nouvel instrument qu'il stipule des méthodes d'exécution précises à employer par les systèmes nationaux, l'expérience des autres Conventions de La Haye a montré qu'une défaillance sérieuse des systèmes nationaux d'exécution peut saper l'efficacité d'un système de coopération internationale par ailleurs satisfaisant[101]. Il importe également qu'il n'y ait aucune discrimination à l'égard des créanciers étrangers concernant l'accès aux procédures d'exécution[102].

B *Conventions et arrangements multilatéraux, régionaux et bilatéraux existants*

a *Conventions de La Haye de 1958 et 1973 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires*

i *Brève description*

59 Les Conventions de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires ont quelques caractéristiques principales qui peuvent être résumées comme suit. Elles établissent entre les États contractants un mécanisme de reconnaissance et d'exécution réciproques des décisions en matière d'obligations alimentaires. La *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* était limitée aux obligations envers les enfants, tandis que la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* s'applique à toutes les obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance (art. 1er). Aucune des Conventions ne fixe de règles uniformes investissant une autorité du pouvoir de rendre une décision en matière d'aliments. Il existe toutefois des règles de compétence indirecte dans la mesure où il est défini des conditions de reconnaissance ou d'exécution. Ces conditions sont les suivantes :

– le créancier ou le débiteur résidaient habituellement dans l'État où la décision a été rendue lors de l'introduction de l'instance (Conventions de 1958 et 1973) ; ou

– les deux parties avaient la nationalité dudit État (Convention de 1973) ; ou
– le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité considérée (Conventions de 1958 et 1973) ; ou
– la décision a été rendue en raison d'un divorce, d'une séparation de corps ou d'une annulation par l'autorité d'un État reconnue comme compétente en la matière (Convention de 1973).

60 Les principaux motifs de refus de reconnaissance et d'exécution sont les suivants :

– l'incompatibilité manifeste avec l'ordre public de l'État requis (Conventions de 1958 et 1973) ;
– une fraude commise dans la procédure (Convention de 1973) ;
– l'existence d'un litige entre les mêmes parties ayant le même objet dans l'État requis (Convention de 1973) ;

– l'incompatibilité avec une décision rendue antérieurement dans l'État requis (Conventions de 1958 et 1973).

[101] Voir « Droit de visite/droit d'entretenir un contact transfrontière et la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, Rapport préliminaire », établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 4 de février 2001 à l'intention de la Commission spéciale de mars 2001, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>), au para. 41.
[102] Voir, *infra*, au para. 101.

Rapport Duncan

A *Preliminary considerations*

56 Almost all of the States which responded to question 33 of the 2002 Questionnaire were of the view that provisions for the recognition and enforcement of foreign maintenance decisions should be a key element in the new instrument. Almost all also thought that such provisions should be a core part of the instrument, and not optional.

57 Non-recognition of an existing decision is not necessarily fatal to the international recovery of maintenance. Indeed, most respondents to the 2002 Questionnaire believe that, in cases where recognition of an existing order is not possible, the authorities of the State where the debtor resides should be under an obligation to provide assistance to the creditor in obtaining a new decision. But this fallback position is a second best for at least three reasons. The first is that it involves duplication of effort, with associated delays and additional costs. The second is that it gives rise to a situation in which two probably conflicting maintenance decisions are in existence, both of which have validity but in different countries. The third is that, if an existing order is not entitled to recognition, it may be very difficult for the creditor to collect arrears that accrued under that order. The case for an effective and widely-applicable system for the recognition and enforcement of foreign maintenance decisions is therefore compelling.

58 Consultations and responses to the 2002 Questionnaire suggest that the following are some of the general factors that should be taken into account in devising an appropriate system:

– the system adopted should be one which is capable of attracting universal support;
– the procedures for recognition and enforcement need to be simple and cost-effective. Again, it has to be borne in mind that maintenance decisions generally involve relatively modest sums which do not justify the use of cumbersome and expensive procedures;

– the need for speed in a system whose purpose is to provide for the support of needy dependents is obvious;
– the risks involved in adopting a principle of automatic recognition and summary enforcement are relatively low, given that maintenance payments are mostly modest and periodic in nature. The risk that the debtor may be reduced to a below-subsistence income is low; within many national systems of enforcement devices (*e.g.*, protected earnings rates) exist to prevent this. Provided that there remains a right of subsequent challenge for the debtor, irregularities or injustices should generally be remediable before any serious injustice is done. In other words, there is much to be said for a strong presumption in favour of automatic and immediate recognition and enforcement;

– for Contracting States to have full confidence in the new system, there should be some understanding or assurance that the methods of enforcement available in reciprocating States are effective and that they do not place excessive burdens on the creditor. While it is unrealistic and perhaps inappropriate to expect the new instrument to stipulate precise methods of enforcement which should be used in national systems, experience with other Hague Conventions has demonstrated that any serious failing in domestic systems of enforcement can undermine the effectiveness of an otherwise satisfactory system of international co-operation.[101] It is also important that there be no discrimination against foreign creditors as regards access to enforcement procedures.[102]

B *Existing multilateral, regional and bilateral conventions and arrangements*

a *The 1958 and 1973 Hague Conventions on recognition and enforcement of maintenance obligations*

i *A brief description*

59 The principal features of the Hague Conventions on recognition and enforcement of maintenance obligations may be summarised as follows. They provide for a system of reciprocal recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations among Contracting States. The Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children was confined to obligations in respect of children, while the *Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* applies to any maintenance obligation arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity (Art. 1). Neither Convention lays down uniform rules governing the exercise by an authority of jurisdiction to make a decision relating to maintenance. However, rules of indirect jurisdiction operate, in the sense of being conditions of recognition or enforcement. These conditions are:

– that the creditor or debtor had his habitual residence in the State where the decision was rendered at the time when proceedings were instituted (1958 and 1973 Conventions); or
– that both Parties were nationals of that State (1973 Convention); or
– that the defendant submitted to the jurisdiction (1958 and 1973 Conventions); or
– that the decision was given by reason of a divorce, legal separation or annulment by an authority of a State recognised as having jurisdiction in such matters (1973 Convention).

60 The principal grounds for refusal of recognition or enforcement are:

– manifest incompatibility with the public policy of the State addressed (1958 and 1973 Conventions);
– fraud in relation to procedure (1973 Convention);

– the existence of prior proceedings between the same Parties and having the same purposes in the State addressed (1973 Convention);
– incompatibility with a prior decision rendered in the State addressed (1958 and 1973 Conventions).

[101] See "Transfrontier Access/Contact and the Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction, A Preliminary Report", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 4 of February 2001 for the attention of the Special Commission of March 2001, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>), at para. 41.
[102] See below, at para. 101.

61 La reconnaissance et l'exécution des décisions rendues par défaut sont soumises à certaines conditions de notification en vertu des deux Conventions.

62 Un certain nombre d'aspects de la Convention de 1973 en indiquent la portée. La Convention prévoit des obligations envers les institutions publiques poursuivant le remboursement de prestations accordées à un créancier d'aliments. Elle s'applique aux décisions rendues par les autorités judiciaires ou administratives, ainsi qu'aux transactions passées devant et entre ces autorités[103]. Elle s'applique aux décisions ou transactions modifiant une décision ou une transaction antérieure, ainsi qu'à toute composante d'une décision ou transaction de portée plus large concernant des obligations alimentaires[104]. Bien qu'il existe un principe général selon lequel la décision considérée ne doit plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine, ce principe ne s'applique pas aux décisions exécutoires par provision ou aux mesures provisoires si pareilles décisions peuvent avoir été rendues dans l'État requis[105].

63 L'État requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence et il ne peut y avoir aucune revision au fond de la décision dans l'État requis à moins que la Convention n'en dispose autrement.

ii *Forces et faiblesses*

64 Les réponses au Questionnaire de 1998 avaient semblé indiquer que les régimes instaurés par les Conventions de La Haye de 1958 et de 1973 fonctionnaient raisonnablement bien[106]. C'est le cas notamment de la Convention de 1973, qui compte de nombreux éléments ayant bien résisté à l'épreuve du temps (par ex. la définition d'une décision en matière d'obligations alimentaires donnée à l'art. 1er), de nombreuses dispositions prévoyantes (par ex. l'application de la Convention aux décisions rendues par des autorités administratives[107], et ses dispositions particulières relatives aux institutions publiques qui poursuivent le remboursement de prestations fournies au créancier d'aliments[108]). Bien que le nombre d'États parties à la Convention de 1973 reste assez faible[109], celle-ci suscite encore l'intérêt de plusieurs autres États[110].

65 L'une des caractéristiques de fond de la Convention de 1973 ayant fait obstacle à une ratification plus large est le principe, bien connu et admis dans de nombreuses juridictions, européennes et autres, suivant lequel une décision alimentaire pourra être reconnue lorsqu'elle a été rendue par les autorités de l'État où le créancier résidait habituellement lors de l'introduction de l'instance[111]. Le principe de la « compétence du for du créancier », comme nous le verrons, figure dans le Règlement du Conseil de la Communauté européenne concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale[112], comme un chef de compétence directe. Autrement dit, c'est un principe qui définit non seulement une condition suivant laquelle la reconnaissance et l'exécution peuvent se fonder, mais également une base pour l'exercice de la compétence[113]. Il en va de même pour la Convention de Montevideo[114].

66 La plupart des insuffisances de la Convention de 1973, qui ont été démontrées lors des Commissions spéciales de 1995 et 1999, sont de nature opérationnelle. Il est intéressant d'en dresser une courte liste ici, car toutes indiquent les points qu'il pourrait être nécessaire de prendre en compte lors de l'élaboration du nouvel instrument[115] :

– la Convention de 1973 ne prévoit pas elle-même de système de coopération administrative et certains États ont été réticents à utiliser la Convention de New York conjointement avec la Convention de 1973[116]. Parmi les pays qui ont recours aux deux Conventions de façon complémentaire, des doutes subsistent quant à la possibilité, pour les décisions rendues en faveur d'autorités publiques qui sont exécutables au titre de la Convention de La Haye, de bénéficier du système de coopération administrative de New York ;
– ni la Convention de 1958 ni celle de 1973 ne fournit de services destinés à localiser le débiteur et les biens du débiteur ;
– la Convention de 1973 a suscité un débat quant à la compétence des autorités de l'État requis en matière de modification d'une décision alimentaire exécutable par ailleurs[117] ;
– l'absence de disposition relative à la loi applicable à la prescription d'une action en exécution a suscité des préoccupations[118] ;
– les dispositions relatives à l'aide et à l'assistance judiciaire et juridique dans les procédures de reconnaissance et d'exécution ont fait l'objet de nombreux débats[119] ;
– les exigences relatives aux documents à produire et à la traduction (voir art. 17, chiffre 5) de la Convention de 1973 ont engendré des frictions[120] ;
– des problèmes particuliers se sont posés quant à l'application temporelle de la Convention[121] ;

103 Voir art. 1er, 2e al. et chapitre V.
104 Voir art. 1er, 2, 3 et 21.
105 Voir art. 4.
106 Voir Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), au para. 23. Voir aussi le Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), au para. 69.
107 Art. 1er.
108 Chapitre IV.
109 La Convention de 1973 a été ratifiée par l'Allemagne, l'Australie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Estonie, la Lituanie et la Pologne y ont adhéré. Le lien entre le statut des Conventions de 1958 et 1973 est décrit dans le Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), au para. 11. Les États actuellement Parties à la Convention de 1958 sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, le Liechtenstein, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République tchèque, la Slovaquie, la Suède, la Suisse, le Suriname et la Turquie.
110 Voir par ex. la récente adhésion de l'Australie le 1er février 2002. La Lituanie a également adhéré à la Convention de 1973 le 5 juin 2002, avec entrée en vigueur le 1er juillet 2003. Le Canada réfléchit à la ratification de la Convention de 1973.
111 Art. 7, chiffre 1.
112 Règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, *JO* L 12 du 16.1.2001, p. 1 à 23. Le même principe est retenu dans la *Convention de Lugano concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, du 16 septembre 1988, ainsi que dans la première Convention de Bruxelles de 1968. Voir, *infra*, note 124.
113 Voir art. 5(2).
114 Voir art. 8(a) et voir, *infra*, le chapitre IV.
115 Pour une explication plus complète, voir Doc. prél. No 1 de septembre 1995 (*op. cit.* note 3), aux para. 62 à 66 ; Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), au para. 15 ; et Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), aux para. 23 à 30.
116 Voir, *supra*, au para. 24.
117 La Conclusion de la Commission spéciale de 1999 sur cette question a été résumée ainsi par le Président : « Le Président a conclu en constatant que, d'une manière générale, les États ne modifient pas les décisions étrangères en matière d'aliments au stade de l'exécution ; que la plupart ne reconnaissent pas à l'État de résidence du débiteur compétence pour modifier une décision portant sur des aliments ; et qu'il existe dans la pratique une divergence quant à l'article 8 de la Convention de New York sur la question de savoir si une assistance administrative en vertu de la Convention peut ou non être accordée en cas de demande de modification soumise par le débiteur. » Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), para. 30.
118 Voir Doc. prél. No 10 de mai 1996 (*op. cit.* note 4), aux para. 25 à 27.
119 Voir, en particulier, Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), partie I, C. La question de l'aide judiciaire et juridique est étudiée dans le Doc. prél. No 10 de mai 2004 (*op. cit.* note 19).
120 Voir Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), aux para. 14 à 17.
121 Voir Doc. prél. No 1 de septembre 1995 (*op. cit.* note 3), aux para. 62 à 66.

Rapport Duncan

61 Recognition and enforcement of decisions rendered by default are subject to certain notice requirements in both Conventions.

62 A number of features of the 1973 Convention indicate the breadth of its scope. The Convention includes obligations towards public bodies claiming reimbursement of benefits given to a maintenance creditor. It applies to decisions made by judicial or administrative authorities, and to settlements made by or before such authorities.[103] It applies to modification decisions or settlements, and to any part of a broader decision or settlement which concerns maintenance obligations.[104] While there is a general principle that the decision concerned must no longer be subject to ordinary forms of review in the State of origin, this does not apply to provisionally enforceable decisions or provisional measures if similar decisions could have been rendered in the State addressed.[105]

63 The State addressed is bound by the findings of fact on which the State of origin based its jurisdiction and there can be no review of the merits of the decision in the State addressed other than that provided for by the Convention.

ii *Strengths and weaknesses*

64 Responses to the 1998 Questionnaire had suggested that the regimes established by the 1958 and 1973 Hague Conventions were working reasonably well.[106] The 1973 Convention in particular has many robust features which have stood the test of time (*e.g.*, the definition of a maintenance decision given in Art. 1) and many features which were forward-looking (*e.g.*, the Convention's application to decisions rendered by administrative authorities,[107] and its special provisions relating to public bodies which claim reimbursement of benefits provided for a maintenance creditor[108]). Although the number of States Parties to the 1973 Convention remains relatively small,[109] the Convention continues to attract active attention from a number of other States.[110]

65 One substantive feature of the 1973 Convention which has inhibited more widespread ratification is the principle, well known and well accepted in many European and other jurisdictions, that a maintenance decision will be entitled to recognition where it has been made by the authorities of the State where the creditor had his or her habitual residence at the time when proceedings were instituted.[111] The principle of a "creditor's jurisdiction" is, as will be seen, included in the Council of the European Community Regulation on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters,[112] where it appears also as a direct ground of jurisdiction. In other words, it is not only a principle that defines a condition on which recognition and enforcement may be based; it also defines a ground for exercising original jurisdiction.[113] The same is true of the Montevideo Convention.[114]

66 Most of the shortcomings in the 1973 Convention, which have been exposed in the 1995 and 1999 Special Commissions, are of an operational character. It is of some value to list these briefly here, as they each indicate matters which may need to be taken into account when devising the new instrument:[115]

– the 1973 Convention does not itself provide for a system of administrative co-operation and, in certain States, there has been a reluctance to use the New York Convention in conjunction with the 1973 Convention.[116] Among those countries that do operate the two Conventions in a complementary manner, there is doubt as to whether decisions made in favour of public authorities which are enforceable under the Hague Convention may benefit from the New York system of administrative co-operation;
– neither the 1958 nor the 1973 Convention provides for services to locate a debtor and a debtor's assets;

– the 1973 Convention has given rise to a debate on the question of the competence of authorities of the State addressed to modify a maintenance decision which is otherwise enforceable;[117]
– the absence of an applicable law provision relating to limitation periods on an action for enforcement has given rise to concerns;[118]
– the provisions concerning legal aid and assistance in recognition and enforcement proceedings have been the subject of much debate;[119]
– documentary and translation requirements (see Art. 17, sub-para. 5) of the 1973 Convention have been the cause of friction;[120]
– particular problems have occurred in relation to the temporal application of the Convention;[121]

[103] See Art. 1, 2nd para. and Chapter V.
[104] See Arts 1, 2, 3 and 21.
[105] See Art. 4.
[106] See Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), at para. 23. See also Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), at para. 69.
[107] Art. 1.
[108] Chapter IV.
[109] The 1973 Convention has been ratified by Australia, Czech Republic, Denmark, Finland, France, Germany, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Norway, Portugal, Slovakia, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey and the United Kingdom and acceded to by Estonia, Lithuania and Poland. The relationship between the status of the 1958 and the 1973 Conventions is described in Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), at para. 11. The current States Parties to the 1958 Convention are Austria, Belgium, Czech Republic, Denmark, Finland, France, Germany, Hungary, Italy, Liechtenstein, Netherlands, Norway, Portugal, Slovakia, Spain, Suriname, Sweden, Switzerland and Turkey.
[110] See, *e.g.*, the recent accession by Australia on 1 February 2002. Lithuania also acceded to the 1973 Convention on 5 June 2002 with entry into force on 1 July 2003. Canada is known to be giving some consideration to ratification of the 1973 Convention.
[111] Art. 7, sub-para. 1.
[112] Council Regulation (EC) No 44/2001 of 22 December 2000 on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters, *OJ* L 12, 16.1.2001, pp. 1-23. The same principle is contained in the *Lugano Convention on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters*, of 16 September 1988, as well as in the original 1968 Brussels Convention. See below, note 124.
[113] See Art. 5(2).
[114] Art. 8(a) and see below, Chapter IV.
[115] For a more detailed explanation see Prel. Doc. No 1 of September 1995 (*op. cit.* note 3), at paras 62-66; Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), at para. 15; and Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), at paras 23-30.
[116] See above, at para. 24.
[117] The conclusion on this matter reached by the Special Commission of 1999 was summarised thus by the Chairman: "The Chairman concluded by noting that, in general, States do not modify foreign maintenance decisions at the enforcement stage; that most States do not recognise the jurisdiction of the State of the debtor's residence to modify a maintenance decision; and that there is a divergence of practice under Article 8 of the New York Convention as to whether or not administrative assistance under the Convention may be afforded to applications for modification made by the debtor." Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), para. 30.
[118] See Prel. Doc. No 10 of May 1996 (*op. cit.* note 4), at paras 25-27.
[119] See particularly Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), Part I, C. The matter of legal aid and advice is taken up in Prel. Doc. No 10 of May 2004 (*op. cit.* note 19).
[120] See Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), at paras 14-17.
[121] See Prel. Doc. No 1 of September 1995 (*op. cit.* note 3), at paras 62-66.

– la Convention de 1973 ne contient aucune disposition spécifique concernant les décisions prévoyant une indexation[122].

67 Le principe de la « compétence du for du créancier » a empêché la ratification universelle de la Convention de 1973. En effet, aux États-Unis d'Amérique, les principes de compétence directe et indirecte qui n'imposent pas que le défendeur relève de la compétence personnelle de l'autorité judiciaire ou administrative qui rend la décision alimentaire sont inconstitutionnels. De ce fait, une règle de compétence directe ou une règle conditionnant la reconnaissance et l'exécution, qui se fonde sans autre limitation sur la résidence habituelle du créancier, est inacceptable aux États-Unis[123].

b *Les régimes de Bruxelles et de Montevideo*

68 Les régimes instaurés par les Conventions de Bruxelles / Lugano[124] et la Convention de Montevideo[125] diffèrent des Conventions de La Haye en ce qu'ils définissent des règles de compétence directe. Les dispositions définies dans les Conventions de Bruxelles / Lugano favorisent le créancier d'aliments en lui laissant le choix d'intenter une action contre le débiteur soit dans l'État du domicile ou de la résidence habituelle de celui-ci, soit dans l'État de son propre domicile ou de sa résidence habituelle. En revanche, le débiteur d'aliments, s'il cherche par exemple à faire modifier la décision d'origine, ne peut intenter une action (au titre de la disposition principale de l'art. 2[126]) que dans l'État du domicile ou de la résidence habituelle du défendeur (à savoir du créancier)[127]. La Convention de Montevideo va plus loin en donnant au demandeur la possibilité de choisir entre trois fors. Les deux premiers sont ceux prévus par les Conventions de Bruxelles / Lugano. Il s'y ajoute, les autorités de l'État avec lequel le débiteur d'aliments a des liens personnels tels que le patrimoine ou les revenus.

69 Ces règles de compétence directe conditionnent aussi les circonstances dans lesquelles les décisions en matière d'aliments peuvent être reconnues et exécutées aux termes des deux instruments, bien que les deux instruments, comme nous le verrons plus loin, adoptent des approches différentes sur la possibilité, pour les autorités de l'État requis, de procéder au contrôle de la compétence des juridictions ou des autorités de l'État d'origine[128].

70 Le Règlement de Bruxelles se différencie de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution par ses dispositions relatives à la reconnaissance et à l'exécution[129]. En effet, les circonstances dans lesquelles la reconnaissance et l'exécution peuvent être refusées sont différentes[130]. Il convient également de noter que certaines dispositions du Règlement de Bruxelles sont conçues pour faciliter ou simplifier la reconnaissance et l'exécution. Ainsi, au titre du Règlement de Bruxelles, un jugement est reconnu « sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure »[131], et le principe général est que la compétence des juridictions de l'État d'origine ne peut être contrôlée[132]. La

[122] Voir Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), aux para. 25 et 26. Au cours de la discussion il est apparu que de nombreux États appliquent des systèmes d'indexation. En général, l'indexation est automatique, c.-à-d. qu'elle s'applique au montant des aliments sans qu'il soit nécessaire de solliciter une décision judiciaire. Tel est le cas en Finlande, en France, en Norvège, aux Pays-Bas et en Suède. L'Allemagne a aussi introduit l'indexation le 1er juillet 1998. (Le système allemand est décrit dans le Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), à la note 12). À l'opposé, en Suisse, seuls les juges peuvent appliquer l'indexation des aliments envers les enfants. En Australie, le système est mixte. Les décisions judiciaires prévoyant le versement d'aliments ne comportent pas d'indexation, à moins d'être expressément prévue, mais il en va différemment dans la législation récente sur l'entretien des enfants adoptés. En général, les États recourent à une indexation annuelle des dettes alimentaires. Il existe toutefois des différences en ce qui concerne les bases de calcul de cette indexation. De nombreux États s'appuient sur l'indice des prix à la consommation, alors que d'autres ont des bases différentes pour le calcul du taux applicable. En outre, le moment d'entrée en jeu de l'indexation varie, c.-à-d. la date à partir de laquelle la nouvelle dette alimentaire commence à courir (par ex. en Australie – 1er juillet ; en France – date d'application variable ; en Norvège – 1er juin ; en Suède – 1er février). En règle générale il semble que la reconnaissance et l'exécution de décisions comportant une indexation soulèvent peu de problèmes, à condition que la méthode d'indexation soit clairement expliquée (Finlande, Norvège, Pays-Bas, Suisse). Un expert des États-Unis d'Amérique a déclaré que si les États-Unis n'ont pas, en principe, de difficulté à exécuter les décisions de cette nature, il importe que l'autorité de l'État requérant calcule le nouveau montant de l'obligation alimentaire. Les Conclusions de la Commission spéciale de 1999 sur ce point ont été résumées par le Président de la façon suivante (au para. 26) : « *Le Président a conclu que les décisions prévoyant une indexation doivent être reconnues et exécutées, à condition que la décision fasse apparaître clairement la méthode d'indexation. Aussi bien le taux d'indexation que sa date d'application doivent être précisés.* »

[123] Voir en particulier l'explication donnée par R.G. Spector dans « Toward an Accommodation of Divergent Jurisdictional Standards for the Determination of Maintenance Obligations in Private International Law », 36 *Family Law Quarterly* 273 (2002), article également annexé à la réponse des États-Unis au Questionnaire de 2002 (Doc. prél. No 2 d'avril 2003, *op. cit.* note 14). Dans cet article il est indiqué que : « Malheureusement, les États-Unis ont récemment reconsidéré la question de la compétence centrée sur l'enfant dans le cadre de l'étude du système inter-états de pension alimentaire de l'enfant. À l'issue d'un long et sérieux débat, la *U.S. Commission on Interstate Child Support* et les rédacteurs du *Uniform Interstate Family Support Act* ont établi que toute tentative de fonder la compétence sur le lieu de résidence du créancier d'aliments ou de l'enfant serait inconstitutionnelle en vertu de l'interprétation donnée par la Cour suprême des États-Unis de la clause de respect de la loi, telle qu'appliquée à l'exercice de la compétence par les tribunaux des états dans les affaires de pensions alimentaires. Ainsi, le *Uniform Act* porte les actions d'un débiteur d'aliments qui le soumettraient à la compétence, dans les limites autorisées par la Cour suprême, mais ne fait aucune tentative pour fonder la compétence sur la résidence habituelle du créancier d'aliments ou de l'enfant. » [*Traduction du Bureau Permanent.*] Voir *U.S. Commission on Interstate Child Support*, « Supporting our Children: A Blueprint for Reform », 79-85 (1992). Voir également *Kulko c. Cour suprême de Californie*, 436 US 84 (1978). Pour une analyse plus récente, voir G.F. Dehart, « Comity, Conventions and the Constitution: State and Federal Initiatives in International Support Enforcement », 28 *Family Law Quarterly* 89 (1994), et M.S. Melli, « The United States and the International Enforcement of Family Support », *in* N. Lowe et G. Douglas (dir.), *Families Across Frontiers*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1996, 715-731.

[124] La première *Convention de Bruxelles concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, du 27 septembre 1968, telle qu'amendée par trois Conventions d'adhésion, n'opère plus aujourd'hui que dans le cadre des relations entre le Danemark et les 14 autres États membres de l'Union européenne. Entre ces 14 États, le Règlement de Bruxelles (Règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale) est aujourd'hui applicable. Il s'agit d'une révision de la Convention de Bruxelles de 1968, mais l'approche de base de la compétence en matière d'aliments a été conservée. Le 16 septembre 1988, les États membres de l'UE et les États de l'AELE ont signé la *Convention de Lugano concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, qui est une Convention parallèle à la Convention de Bruxelles mais ouverte aux États tiers. Les travaux de révision de la Convention de Lugano, qui devaient aboutir à l'harmonisation approximative de cette Convention avec le Règlement de Bruxelles, n'étaient pas encore terminés au moment de la rédaction. Hormis les États membres de l'UE, les États parties à la Convention de Lugano sont l'Islande, la Norvège, la Pologne et la Suisse.

[125] La *Convention interaméricaine sur les obligations alimentaires*, adoptée à Montevideo le 15 juillet 1989 (entrée en vigueur le 6 mars 1996). Cette Convention a été ratifiée par Belize, la Bolivie, le Brésil, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Paraguay et l'Uruguay. L'Argentine y a adhéré. Elle a été signée par la Colombie, Haïti, le Pérou et le Venezuela.

[126] Sauf indication contraire, les renvois concernent les articles du Règlement de Bruxelles.

[127] Un tribunal ayant compétence selon la loi du for pour admettre une action concernant la situation d'une personne (par ex. une procédure de divorce) est également compétent pour traiter les demandes incidentes d'aliments, sauf si sa compétence est uniquement fondée sur la nationalité de l'une des parties. Voir Règlement de Bruxelles, art. 5(2). Il a été proposé d'inclure un autre chef de compétence dans le Règlement de Bruxelles. Lorsque les demandes relatives aux obligations alimentaires sont incidentes à une procédure portant sur la responsabilité parentale, le tribunal ayant compétence pour connaître de cette action sera également compétent pour traiter des aliments. Voir art. 70 de la Proposition de règlement du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le Règlement (CE) No 1347/2000 et modifiant le Règlement (CE) No 44/2001 en ce qui concerne les questions alimentaires, COM(2002)0222 final, *JO* C 203E du 27.8.2002, p. 155 à 178.

[128] Voir en particulier l'art. 35(3) du Règlement de Bruxelles et l'art. 11(a) de la Convention de Montevideo.

[129] Les principes sous-tendant l'approche adoptée dans le Règlement de Bruxelles sont expliqués dans le préambule, aux considérants (16), (17) et (18). Les réformes consacrées par le Règlement de Bruxelles font partie des travaux continus au sein de la Communauté européenne visant à instaurer un véritable espace judiciaire fondé sur le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires (Conclusions du Conseil européen de Tampere, point 33).

[130] Voir l'art. 5 de la Convention de La Haye de 1973 et l'art. 34 du Règlement de Bruxelles.

[131] Art. 33(1).

[132] Art. 35(3).

Rapport Duncan

– the 1973 Convention contains no specific provisions concerning maintenance decisions which are "index-linked".[122]

67 The "creditor's jurisdiction" principle has inhibited universal ratification of the 1973 Convention. In the United States of America, for example, principles of jurisdiction which do not require that the defendant should be subject to the personal jurisdiction of the court or authority rendering the maintenance decision have been held to be unconstitutional by the U.S. Supreme Court. Therefore, the United States could not be a Party to a Convention that included a mandatory direct rule of jurisdiction, or a mandatory rule conditioning recognition and enforcement, which is based solely on the habitual residence of the creditor.[123]

b *The Brussels and Montevideo regimes*

68 The Brussels / Lugano regimes[124] and the Montevideo Convention[125] differ from the Hague Conventions in that they provide rules of direct jurisdiction. The rules provided for in the Brussels / Lugano regimes favour the maintenance creditor by giving him or her a choice of proceeding against the debtor either in the State of the debtor's domicile or habitual residence, or in the State where the creditor is himself or herself domiciled or habitually resident. The maintenance debtor, on the other hand, for example if modification of the original order is being sought, may only bring proceedings (under the principal rule in Art. 2[126]) in the State of the defendant's (*i.e.*, the creditor's) domicile or habitual residence.[127] The Montevideo Convention goes further by offering the claimant three choices of forum. These consist of the two provided for under the Brussels / Lugano Conventions, and in addition jurisdiction is given to the authorities of the State with which the "support debtor" has personal links, such as property or income.

69 These direct rules of jurisdiction also condition the circumstances in which maintenance decisions may be recognised and enforced under the two instruments, though the two instruments, as will be seen, adopt different approaches to the possibility of authorities in the State addressed reviewing the jurisdiction of the originating court or authority.[128]

70 The Brussels Regulation contains a number of provisions concerning recognition and enforcement which distinguish it from the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement.[129] The circumstances in which recognition and enforcement may be refused are different.[130] Also worth noting are certain features of the Brussels Regulation which are designed to ease or simplify recognition and enforcement. For example, a judgment under the Brussels Regulation is entitled to recognition "without any special procedure being required",[131] and there is a general principle that the jurisdiction of the originating court or authority may not be reviewed.[132] On the other hand, the

[122] See Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), at paras 25 and 26. During the discussion, it was apparent that many States have indexation systems. Generally, these entail automatic indexation, *i.e.*, the indexation is applied to maintenance amounts without the necessity for a court order. This is the case in Finland, France, the Netherlands, Norway and Sweden. In addition, Germany introduced indexation on 1 July 1998. (The German system is described in Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), at note 12.) In contrast, in Switzerland, only judges may apply indexation to maintenance orders. In Australia, there is a mixed system. While court maintenance orders are not index-linked unless expressed to be so, recently adopted child support legislation does provide for index linking. In general, States apply indexation to maintenance debts annually. However divergences were apparent as regards the bases for indexation. Many States rely on their consumer price index, while others have different bases for calculation of the applicable rate. In addition, the timing of indexation varies, *i.e.*, the date from which the new maintenance debt applies (*e.g.*, Australia – 1 July; France – variable; Norway – 1 June; Sweden – 1 February). In general, it appeared that few problems were encountered in the recognition and enforcement of orders entailing indexation provided that the indexation was clearly explained (Finland, Netherlands, Norway, Switzerland). An expert from the United States of America stated that, while the United States did not have difficulty in principle in enforcing such orders, it was important that the authority in the requesting State calculate the new amount of the maintenance obligation. The Conclusions of the 1999 Special Commission on this point were summarised thus by the Chairman (at para. 26): "*The Chairman concluded that decisions that were subject to indexation should be recognised and enforced, provided that the indexation was clear on the face of the decision. Both the rate of indexation and the date from which it applies should be made clear.*"

[123] See, in particular, the explanation given by R.G. Spector in "Toward an Accommodation of Divergent Jurisdictional Standards for the Determination of Maintenance Obligations in Private International Law", 36 *Family Law Quarterly* 273 (2002), an article which also appeared as an annex to the United States response to the 2002 Questionnaire (Prel. Doc. No 2 of April 2003, *op. cit.* note 14). In that article it is stated: "Unfortunately, the United States has recently reconsidered the issue of child-centered jurisdiction during the process of studying the interstate child support system. After a long and serious debate, the United States Commission on Interstate Child Support and the drafters of the Uniform Interstate Family Support Act determined that any attempt to base jurisdiction on the residence of the maintenance creditor or the child would be unconstitutional under the United States Supreme Court's interpretation of the Due Process Clause as applied to the exercise of jurisdiction by state courts in maintenance cases. Thus, the Uniform Act expands those actions of a maintenance debtor that would subject him to jurisdiction to the limits allowed by the Supreme Court but does not attempt to base jurisdiction on the habitual residence of the maintenance creditor or of the child." See U.S. Commission on Interstate Child Support, "Supporting our Children: A Blueprint for Reform", 79-85 (1992). See also *Kulko v. Superior Court of California*, 436 US 84 (1978). For a more recent analysis, see G.F. Dehart, "Comity, Conventions and the Constitution: State and Federal Initiatives in International Support Enforcement", 28 *Family Law Quarterly* 89 (1994), and M.S. Melli, "The United States and the International Enforcement of Family Support", in N. Lowe and G. Douglas (eds.), *Families Across Frontiers*, The Hague, Martinus Nijhoff, 1996, 715-731.

[124] The original *Brussels Convention on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters*, of 27 September 1968, as amended by three Accession Conventions, operates now only in the relations between Denmark and the 14 other European Union Member States. Among those 14 States the Brussels Regulation (Council Regulation (EC) No 44/2001 of 22 December 2000 on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters) now operates. This is a revision of the 1968 Brussels Convention, but the basic approach to jurisdiction in respect of maintenance claims has been retained. On 16 September 1988, EU Member States and EFTA States concluded the *Lugano Convention on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters*, which is a parallel Convention to the Brussels Convention but open to third States. Work on the revision of the Lugano Convention to bring it into approximate alignment with the Brussels Regulation was not yet complete at the time of writing. The States Parties to the Lugano Convention, along with the EU States, are Iceland, Norway, Poland and Switzerland.

[125] The *Inter-American Convention on Support Obligations*, adopted at Montevideo on 15 July 1989 (entered into force 6 March 1996). The Convention has been ratified by Belize, Bolivia, Brazil, Costa Rica, Ecuador, Guatemala, Mexico, Panama, Paraguay and Uruguay, and has been acceded to by Argentina. It has been signed by Colombia, Haiti, Peru and Venezuela.

[126] References, except where otherwise indicated, are to the Articles of the Brussels Regulation.

[127] A court having jurisdiction, according to its own law, to entertain proceedings concerning the status of a person (*e.g.*, divorce proceedings) also has jurisdiction to deal with ancillary matters of maintenance, unless its jurisdiction is based solely on the nationality of one of the parties. See Brussels Regulation, Art. 5(2). There is a proposal to add a further ground of jurisdiction under the Brussels Regulation. Where maintenance matters are ancillary to proceedings concerning parental responsibility, the court having jurisdiction to entertain those proceedings will also have jurisdiction to deal with maintenance. See Art. 70 of the Proposal for a Council Regulation concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters and in matters of parental responsibility repealing Regulation (EC) No 1347/2000 and amending Regulation (EC) No 44/2001 in matters relating to maintenance, COM(2002)0222 Final, *OJ* C 203E, 27.8.2002, pp. 155-178.

[128] See in particular the Brussels Regulation, Art. 35(3) and the Montevideo Convention, Art. 11(a).

[129] The principles underlying the approach adopted in the Brussels Regulation are explained in the Preamble at recitals (16), (17) and (18). The reforms embodied in the Brussels Regulation constitute part of the ongoing work within the European Community for the creation of a genuine judicial area based on the principle of mutual recognition of judicial decisions (Conclusions of the Tampere European Council, Point 33).

[130] See Art. 5 of the 1973 Hague Convention and Art. 34 of the Brussels Regulation.

[131] Art. 33(1).

[132] Art. 35(3).

Convention de La Haye de 1973 prévoit quant à elle certaines dispositions spécifiquement axées sur les décisions alimentaires qui n'ont pas de contrepartie dans le Règlement de Bruxelles. C'est le cas notamment de l'article 11 de la Convention de La Haye qui étend l'exécution aux « paiements échus », c'est-à-dire aux arriérés[133].

71 Le Règlement de Bruxelles[134] et la Convention de Montevideo[135] n'ont pas les mêmes exigences en matière de documents à fournir. De plus, comme la Convention de La Haye de 1973, le Règlement de Bruxelles stipule qu'aucune législation ou autre formalité de même ordre ne sera exigée quant aux documents à produire[136].

c *Arrangements bilatéraux américains*

72 Les États-Unis d'Amérique ne sont pas Parties aux Conventions de La Haye ou de New York ni à aucune Convention régionale. Avant 1996, la plupart des états fédérés avaient conclu des arrangements d'exécution réciproque avec une vingtaine de pays (et, dans le cas du Canada, avec les provinces sur une base individuelle), mais tous les états n'avaient pas signé des arrangements avec tous ces pays. Depuis 1996, des arrangements bilatéraux ont été négociés au niveau fédéral. Le contexte de cette intervention fédérale est expliqué dans la réponse des États-Unis au Questionnaire de 2002 :

> « Le Congrès américain a instauré le *National Child Support Enforcement Program* en 1975 en application du Titre IV-D de la *Social Security Act* (title IV-D), 42 U.S.C. §§ 651-669a. Ce programme est un partenariat conjoint entre les autorités fédérales, les états et les autorités locales, conçu pour garantir le versement par les parents d'aliments à leurs enfants. […]
>
> La loi fédérale conditionne le versement de certains fonds fédéraux à l'adoption, par les états, de diverses lois ou procédures visant à accomplir les objectifs du *Child Support Enforcement Program*. L'une des lois exigées, le *Uniform Interstate Family Support Act* (UIFSA) de 1996, a été élaborée par la *National Conference of Commissioners on Uniform State Laws* (NCCUSL) pour instaurer un processus réciproque uniforme applicable à l'établissement et à l'exécution des obligations alimentaires dans tous les états. […] L'adoption de l'UIFSA à l'échelle nationale assure l'uniformité du traitement des affaires entre les états ; elle prévoit la reconnaissance et l'exécution des décisions rendues dans un autre état ; les règles qu'elle instaure garantissent qu'il n'y a qu'une décision en matière d'aliments envers les enfants en vigueur entre les parties ; et elle instaure des règles entre les états pour l'établissement et la modification des décisions alimentaires.
>
> […]
>
> Le Titre IV-D et l'UIFSA prévoient des dispositions spéciales pour les affaires internationales. En règle générale, si un pays étranger est défini, soit par la loi fédérale, soit par la loi d'un état, comme un pays assurant la réciprocité, il est traité comme s'il était un état des États-Unis aux fins d'exécution des pensions alimentaires pour les enfants, et toutes les procédures et mécanismes d'exécution prévus par le titre IV-D et l'UIFSA pour les affaires entre états fédérés sont applicables aux affaires relevant de ce pays étranger. »[137]

73 La législation fédérale applicable de 1996[138] autorise le Secrétaire d'État à faire bénéficier un pays étranger d'un traitement réciproque sous réserve que ledit pays élabore, en vue de la détermination et de l'exécution d'obligations alimentaires auxquelles peuvent prétendre des personnes résidant aux États-Unis, des procédures fondamentalement conformes aux principes suivants :

– il doit exister une procédure pour l'établissement de la filiation, et pour l'adoption et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers des enfants et des parents ayant la garde, y compris des procédures pour le recouvrement et la distribution appropriée des aliments à verser en application de ces décisions ;
– les personnes résidant aux États-Unis doivent pouvoir bénéficier gratuitement de telles procédures, notamment d'une assistance judiciaire et administrative ;
– une Autorité centrale chargée de faciliter l'exécution des obligations et de veiller au respect des règles impératives doit être désignée.

74 Les États-Unis assument des obligations réciproques, y compris en assurant, à des personnes résidant à l'étranger, des services relatifs à l'exécution sans frais sur leur territoire des obligations alimentaires.

75 Les arrangements bilatéraux existants, conclus par les États-Unis dans le cadre de ces dispositions, prennent diverses formes juridiques allant de déclarations de principe unilatérales parallèles[139] à des accords plus formels (par ex. avec l'Australie, la Norvège, les Pays-Bas et le Portugal)[140]. Le modèle sur lequel se fondent les accords en vigueur constitue la première annexe à la réponse des États-Unis au Questionnaire de 2002.

76 L'élément le plus remarquable de l'Accord modèle est que la reconnaissance et l'exécution d'une décision étrangère en matière d'aliments n'est pas conditionnée par des règles spécifiques de compétence indirecte. Chaque État est en fait autorisé à appliquer ses propres critères. Autrement dit, une décision rendue dans l'État d'origine sera reconnue et exécutée si, dans les mêmes conditions, l'exercice de la compétence aurait été possible dans l'État requis[141]. « En vertu de ce principe, les règles juridictionnelles de compétence sur lesquelles le tribunal de l'État requérant a fondé son jugement n'auraient pas d'importance. La question cruciale est de savoir si, quelle que soit la raison déclarée par le tribunal de l'État requérant, les circonstances de cette affaire confirmeraient cette compétence au titre des règles de l'État requis. Dans ce cas, le jugement devrait être re-

133 Il faut noter dans ce contexte que les États de l'Union européenne soumis au Règlement de Bruxelles peuvent encore invoquer la Convention de La Haye de 1973.
134 Art. 53.
135 Art. 12.
136 Art. 56.

137 Doc. prél. No 2 d'avril 2003 (*op. cit.* note 14), partie II [*traduction du Bureau Permanent*].
138 42 USC, para. 659A.
139 Avec diverses provinces canadiennes, l'Irlande, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie. De nombreux autres arrangements sont actuellement en cours de négociation.
140 Voir par ex. *Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the USA for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations* de mai 2001, reproduit dans le *Netherlands International Law Review*, vol. XLVIII, 2001, à la p. 383.
141 Voir art. 7.1 de l'Accord modèle et les explications complémentaires apportées dans R.G. Spector (*op. cit.* note 123), dans lequel il est expliqué, à la note 16, que cette approche a été retenue à l'origine dans le *Uniform Child Custody Jurisdiction Act*, section 13, qui stipulait que :
« Les tribunaux de cet État reconnaîtront et exécuteront un jugement initial ou modificatif rendu par un tribunal d'un autre État ayant fondé sa compétence sur des dispositions fondamentalement conformes à cette Loi ou dans des circonstances répondant aux critères juridictionnels de la Loi, à condition que ce jugement n'ait pas été modifié en vertu de critères juridictionnels fondamentalement similaires à ceux de cette Loi. » [*Traduction du Bureau Permanent.*]

1973 Hague Convention contains certain provisions geared specifically towards maintenance decisions which do not have a counterpart in the Brussels Regulation. One example is Article 11 of the Hague Convention which extends enforcement to "payments already due", *i.e.*, to arrears of maintenance.[133]

71 The documentary requirements of the Brussels Regulation[134] and the Montevideo Convention[135] differ. Additionally, the Brussels Regulation like the 1973 Hague Convention stipulates that no legalisation or other similar formality shall be required in respect of the documents to be furnished.[136]

c *United States bilateral arrangements*

72 The United States of America is not Party to the Hague or to the New York Conventions nor to any regional Convention concerning maintenance obligations. Prior to 1996, most individual states within the United States had reciprocal enforcement arrangements with some 20 countries (and, in the case of Canada, with individual provinces), but not all states had arrangements with all of these countries. Since 1996, bilateral arrangements have been negotiated at the federal level. The background to this federal involvement is explained as follows in the United States response to the 2002 Questionnaire:

> "The U.S. Congress established the national Child Support Enforcement Program in 1975 under Title IV-D of the Social Security Act (title IV-D), 42 U.S.C. §§ 651-669a. The Child Support Enforcement Program is a joint federal, state and local partnership designed to ensure that parents provide support to their children. […]
>
> Federal law requires states, as a condition for receiving certain federal funds, to adopt a variety of specified laws or procedures to accomplish the objectives of the Child Support Enforcement Program. One of the required laws, the Uniform Interstate Family Support Act (UIFSA) of 1996, was developed by the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws (NCCUSL) to provide for a uniform reciprocal process for the establishment and enforcement of child support obligations across state lines. […] The nationwide adoption of UIFSA brings uniformity among states in the processing of interstate cases; it provides for the recognition and enforcement of sister state orders; it establishes rules so that there is only one outstanding child support order between the parties; and it establishes rules among states for establishing and modifying support orders.
>
> […]
>
> Title IV-D and UIFSA have special provisions for international cases. In general, if a foreign country is determined under either federal or state law to be a 'reciprocating' country, it is treated as if it were a state of the United States for purposes of child support enforcement, and all of the procedures and enforcement mechanisms available under title IV-D and UIFSA for interstate cases are available for cases from that foreign country."[137]

73 The relevant 1996 federal legislation[138] authorises the Secretary of State to declare any foreign country a reciprocating country provided that country establishes procedures for the establishment and enforcement of support owed to United States residents which are substantially in conformity with the following standards:

– there must be a procedure for establishment of paternity and for the establishment and enforcement of orders of support for children and custodial parents, including procedures for collection and appropriate distribution of support payments under such orders;

– such procedures, including legal and administrative assistance, must be provided to United States residents at no cost;
– a Central Authority must be designated with responsibility for facilitating support enforcement and ensuring compliance with the mandatory requirements.

74 Reciprocal obligations are assumed by the United States, including the provision of cost-free support enforcement services in the United States to persons resident abroad.

75 The existing bilateral arrangements made by the United States under these provisions take various legal forms ranging from parallel unilateral policy declarations[139] to more formal agreements (*e.g.*, with Australia, the Netherlands, Norway and Portugal).[140] The model on which current agreements are based appears as the first annex to the United States response to the 2002 Questionnaire.

76 The most noticeable feature of the Model Agreement is that recognition and enforcement of a foreign maintenance decision is not conditioned on specific indirect rules of jurisdiction. Either State is in effect permitted to apply its own standards. In other words, a decision given in the originating State will be recognised and enforced if, on the same facts, the exercise of jurisdiction would have been possible in the requested State.[141] "Under this principle, it would not matter what jurisdictional basis the requesting state's court articulated when it rendered the judgment. The crucial question is whether, regardless of the reasons stated by the court of the requesting state, the facts of the case would support jurisdiction under the rules of the requested

[133] It should be noted in this context that EU States subject to the Brussels Regulation may still avail themselves of the 1973 Hague Convention.
[134] Art. 53.
[135] Art. 12.
[136] Art. 56.
[137] Prel. Doc. No 2 of April 2003 (*op. cit.* note 14), Part II.
[138] 42 USC, para. 659A.
[139] With various Canadian Provinces, the Czech Republic, Ireland, Poland and the Slovak Republic. Many more arrangements are currently under negotiation.
[140] See, *e.g.*, Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the USA for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations of May 2001, reproduced in the *Netherlands International Law Review*, Vol. XLVIII, 2001, at p. 383.
[141] See Art. 7.1 of the Model Agreement and the further explanations provided in R.G. Spector (*op. cit.* note 123), where it is explained at note 16 that this approach was originally used in the Uniform Child Custody Jurisdiction Act, section 13, which provided that:
"The courts of this State shall recognize and enforce an initial or modification decree of a court of another state which had assumed jurisdiction under statutory provisions substantially in accordance with this act or which was made under factual circumstances meeting the jurisdictional standards of the act, so long as this decree has not been modified in accordance with jurisdictional standards substantially similar to those of this act."

connu. »[142] S'il ne l'était pas, l'État requis devrait prendre les mesures appropriées pour obtenir une nouvelle décision.

77 Il a été avancé à l'appui de ce principe que, hormis sa souplesse qui admet différentes approches à la compétence en fonction du pays, il fonctionne bien dans la pratique et permet la reconnaissance de la plupart des décisions alimentaires. Dans leur réponse au Questionnaire de 2002, les États-Unis ont proposé que cette approche « basée sur les faits » de la reconnaissance et de l'exécution soit consacrée dans le nouvel instrument et ont estimé que son adoption « éviterait une tentative prolongée et vaine d'élaborer des critères juridictionnels de compétence uniformes »[143].

78 Comme cette proposition sera certainement discutée en Commission spéciale, il peut être intéressant de soulever ici une ou deux questions pratiques qui pourraient mériter réflexion. Selon l'approche proposée par les États-Unis, les affaires ne posent aucune difficulté lorsque le chef de compétence sur lequel se sont fondées les juridictions d'origine est également reconnu dans l'État requis et de fait, c'est sans doute le cas le plus courant. Cependant, lorsque l'autorité d'origine s'est fondée sur des chefs de compétence qui n'existent pas dans l'État requis, des problèmes pratiques d'information et de preuve se posent. Le cas classique se présenterait lorsque l'autorité judiciaire ou administrative d'origine s'est fondée sur le lieu de résidence du créancier dans des circonstances où l'État requis ne reconnaît pas la « compétence du for du créancier », mais admet diverses autres critères de compétences potentiellement applicables[144]. Il sera évidemment important pour le créancier de savoir à l'avance (même avant de décider s'il est préférable d'engager une action dans son pays ou dans celui du débiteur), si la décision sera reconnue dans l'État où réside le débiteur. Cela suppose de connaître le chef de compétence accepté dans l'État requis (c.-à-d. l'État dans lequel réside le débiteur). Ainsi, le premier point pratique est que, pour que le système fonctionne bien, les États contractants fournissent des informations exactes et complètes concernant leurs critères juridictionnels dans les affaires relatives aux aliments, ce qui est plus facile dans un cadre bilatéral. Dans un cadre multilatéral, il faudrait peut-être demander aux États contractants, au moment de la ratification du nouvel instrument ou de l'adhésion à celui-ci, de fournir des informations sur leurs critères juridictionnels à un organe tel que le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye pour l'information des autres États contractants. Il faudrait veiller à tenir ces informations à jour.

79 La question se pose également de savoir comment l'État requis doit vérifier que ses critères de compétence auraient été satisfaits dans des circonstances identiques. Là encore, ce problème ne se posera pas dans les affaires les plus courantes, où le fondement retenu dans l'État d'origine est accepté dans l'État requis. Lorsque ce n'est pas le cas, une difficulté peut se poser puisque les faits susceptibles de fonder la compétence dans l'État requis n'auront pas été nécessairement examinés dans la procédure d'origine. Si, par exemple, le tribunal d'origine a fondé sa compétence sur le lieu de résidence du créancier, il n'aura pas examiné si les circonstances de l'affaire satisfont éventuellement d'autres chefs de compétence, pertinents dans les pays n'acceptant pas la « compétence du for du créancier ». Les questions pratiques qui se posent de ce fait sont les suivantes. Lorsque l'autorité judiciaire ou administrative d'origine s'est fondée sur un chef de compétence qui n'existe pas dans l'État requis, comment les autorités de l'État requis peuvent-elles s'assurer que leurs propres critères juridictionnels auraient été respectées ? Existe-t-il un moyen de résoudre ce problème sans atténuer ou compliquer indûment les procédures de reconnaissance et d'exécution[145] ?

80 L'Accord modèle des États-Unis prévoit d'autres dispositions notables : les décisions relatives aux obligations alimentaires exécutoires comprennent les décisions résultant de la détermination du lien de filiation[146] et l'Accord modèle s'applique aux arriérés[147] et à « la modification des montants dus au titre d'un accord existant en matière d'aliments »[148]. Il y est précisé que les documents transmis en vertu de cet Accord sont exemptés de l'exigence de légalisation et que la présence physique de l'enfant ou du parent investi de la garde n'est pas requise au cours des procédures entreprises en vertu de cet Accord.

C *Élaboration du nouvel instrument*

81 La conception, dans le nouvel instrument, de dispositifs appropriés pour la reconnaissance et l'exécution, pose deux grands défis aux négociateurs :

– comment construire des bases pour la reconnaissance qui soient à la fois acceptables en ce qui a trait au principe et universellement applicables ;
– comment élaborer des procédures de reconnaissance et d'exécution des décisions alimentaires alliant équité, rapidité et efficacité.

a *Approches possibles relatives aux bases de reconnaissance*

82 On peut peut-être penser qu'un consensus se dessinera sur le principe qu'une décision alimentaire prise par une autorité judiciaire ou administrative du pays où réside le débiteur (qu'il s'agisse de son lieu de résidence habituelle ou non) au moment de l'introduction de l'instance devrait pouvoir être reconnue et exécutée à l'étranger. Il en va probablement de même d'une décision pour laquelle le défendeur se soumet à la compétence de l'autorité judiciaire ou administrative. Ces questions peuvent donc être laissées de côté pour le moment.

83 Il est clair que de nombreux États (par ex. les États parties à la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution et à la Convention de Montevideo, ainsi que les États membres de l'Union européenne) souhaiteront continuer à reconnaître et à exécuter, et ont reconnu et exécuté, des décisions rendues par une autorité judiciaire ou administrative dans le pays du lieu de résidence du créancier (habituelle ou non) lors de l'introduction de l'instance. En revanche, au moins un État, les États-Unis d'Amérique, serait incapable de devenir Partie à cet instrument qui requiert qu'on reconnaisse une décision rendue uniquement sur la base de la résidence du créancier, et cela pour les raisons exposées dans leur réponse au Questionnaire de 2002[149].

84 L'approche de la reconnaissance proposée par les États-Unis, que nous appellerons « l'approche fondée sur les faits » pour les besoins présents, présente de nombreux avantages[150]. Sur le principe (en écartant les aspects pra-

[142] R.G. Spector (*ibid.*) [*id.*].
[143] Doc. prél. No 2 d'avril 2003 (*op. cit.* note 14), réponse des États-Unis à la question 33(b) [*id.*].
[144] Voir par ex. les critères de compétence énumérés dans le *U.S. Uniform Interstate Family Support Act*, *infra*, au para. 112.
[145] Pour de plus amples discussions, voir, *infra*, aux para. 91 à 98.
[146] Art. 7(1).
[147] Art. 2(2).
[148] *Ibid.* [*traduction du Bureau Permanent*].
[149] Voir Doc. prél. No 2 d'avril 2003 (*op. cit.* note 14), réponse des États-Unis à la question 33(b).
[150] Voir, *supra*, aux para. 76 et 77.

Rapport Duncan

state. If so, the judgment should be recognized."[142] If not, the requested State should take appropriate steps to establish a new decision.

77 It has been argued in favour of this approach that, quite apart from its flexibility which accommodates varying approaches to jurisdiction in different countries, it works well in practice and results in the recognition of most maintenance decisions. The United States has proposed in its response to the 2002 Questionnaire that this "fact-based" approach to recognition and enforcement should be embodied in the new instrument and that its adoption "would avoid a prolonged and futile effort to develop uniform jurisdictional standards".[143]

78 As there will no doubt be discussion of this proposal in the Special Commission, it may be helpful to raise here one or two practical matters which may merit consideration. Under the approach proposed by the United States matters are straightforward where the ground of jurisdiction relied on by the originating court or authority is one which is also available in the State addressed, and indeed this is probably the most common situation. On the other hand, when the originating authority has relied on jurisdictional grounds which are not available in the State addressed, practical issues of information and proof arise. The classic case would be one where the originating court or authority has relied on the residence of the creditor in circumstances where the State addressed does not make provision for a "creditor's jurisdiction", but does allow a variety of other potentially applicable bases of jurisdiction.[144] It will obviously be important for the creditor to know in advance (even before deciding whether it is better to start proceedings in her own or the debtor's country) whether the order will be recognised in the State where the debtor resides. This implies knowledge of the grounds of jurisdiction accepted in the State addressed (*i.e.*, the State where the debtor is resident). So the first practical point is that, for the system to work well, Contracting States will need to provide accurate and full information concerning their own jurisdictional standards in maintenance cases. This is easier to achieve in a bilateral setting. Within a multilateral framework, it would perhaps be necessary to require Contracting States to provide, upon ratification of or accession to the new instrument, information on their jurisdictional standards to a body such as the Permanent Bureau of the Hague Conference for the information of other Contracting States. This information would have to be kept up-to-date.

79 There is also the question of how the State addressed is to verify that its jurisdictional standards would on the same facts have been met. Again, this problem will not arise in the more usual case where the ground relied on in the originating State is one which is accepted in the State addressed. Where this is not the case, a difficulty may arise because the facts which might ground jurisdiction in the State addressed will not necessarily have been in issue in the original proceedings. If, for example, an originating court has founded its jurisdiction on the creditor's residence, it will not have considered whether the facts of the case satisfy other possible bases of jurisdiction which are relevant in countries which do not accept a creditor's jurisdiction. So the practical questions which arise are as follows. Where the originating court or authority has relied on a ground of jurisdiction which is not available in the State addressed, how are the authorities of the State addressed to satisfy themselves that their own jurisdictional standards would have been met? Is there a way of solving this problem without unduly attenuating or complicating procedures for recognition and enforcement?[145]

80 Some other features of the United States Model Agreement should be noted. Enforceable maintenance decisions include those decisions which arise from a determination of parentage.[146] The Model Agreement applies to arrears,[147] and to "the modification in amounts due under an existing maintenance agreement".[148] It specifies that documents transmitted under it are exempt from legalisation and that the physical presence of the child or custodial parent is not required in proceedings under the agreement.

C *Constructing the new instrument*

81 In devising appropriate provisions for recognition and enforcement in the new instrument, two major challenges confront the negotiators:

– how to construct bases for recognition which are both acceptable in principle and capable of universal application;
– how to shape procedures for recognition and enforcement of maintenance decisions which combine fairness with speed and efficiency.

a *Possible approaches to the bases for recognition*

82 It can perhaps be assumed that there will be general agreement with the principle that a maintenance decision made by a court or an authority of the country in which the debtor had his or her residence (whether habitual or otherwise) at the time of the institution of proceedings should be entitled to be recognised and enforced abroad. The same is probably true of a decision made on the basis of submission by the respondent to the jurisdiction. These matters may therefore be set aside for the moment.

83 There will clearly be many States (*e.g.*, States Parties to the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement and the Montevideo Convention, and States of the European Union) that will wish to continue to recognise and enforce, and have recognised and enforced, decisions given by a court or an authority in the country where the creditor has his or her residence (whether habitual or otherwise) at the relevant time. On the other hand at least one State, the United States of America, would be unable to become a Party to an instrument that required it to recognise a decision based solely on the residence of the creditor, for reasons which are made clear in the United States response to the 2002 Questionnaire.[149]

84 The approach to recognition proposed by the United States, which for present purposes will be called the "fact-based approach", has much to commend it.[150] As a matter of principle (leaving aside the practical issues raised

[142] R.G. Spector (*ibid.*).
[143] Prel. Doc. No 2 of April 2003 (*op. cit.* note 14), United States response to question 33(b).
[144] See, *e.g.*, the bases for jurisdiction set out in the U.S. Uniform Interstate Family Support Act, below, at para. 112.
[145] For further discussions, see below, at paras 91-98.
[146] Art. 7(1).
[147] Art. 2(2).
[148] *Ibid.*
[149] See Prel. Doc. No 2 of April 2003 (*op. cit.* note 14), United States response to question 33(b) .
[150] See above, at paras 76 and 77.

tiques évoqués plus haut[151]), il est difficile d'avancer des arguments contre la proposition qu'un État doit au minimum être disposé à reconnaître les décisions rendues dans des circonstances identiques à celles qui justifient la compétence de ses propres autorités judiciaires ou administratives[152]. L'approche fondée sur les faits suppose par ailleurs que les États qui admettent eux-mêmes la compétence du for du créancier ne pourraient manquer de reconnaître les décisions étrangères fondées sur les mêmes motifs. Cependant, elle ne garantit pas que ces décisions seront universellement reconnues, et ne tient pas non plus compte du fait que certains États pourraient être disposés à aller au-delà de leurs critères juridictionnels propres sur la question de la reconnaissance des décisions étrangères en matière d'obligations alimentaires.

85 Un compromis peut-il être trouvé entre « l'approche fondée sur les faits » suggérée par les États-Unis et la « compétence du for du créancier » pour laquelle de nombreux autres États sont partisans ? Dans l'idéal, un tel compromis devrait maximiser les possibilités de reconnaissance tout en préservant les intérêts des tenants des deux approches. Le nouvel instrument pourrait inclure « l'approche fondée sur les faits » et celle de la « compétence du for du créancier » et proposer deux options aux États contractants :

– admettre deux bases de reconnaissance s'appliquant de façon alternative : l'approche de la compétence du for du créancier et « l'approche fondée sur les faits » (en admettant qu'il y aura chevauchement considérable entre les deux) ;
– accepter « l'approche fondée sur les faits » et non pas la compétence du for du créancier.

86 Il existe en théorie une troisième option, à savoir n'admettre, des deux approches, que celle de la compétence du for du créancier. Cette solution devrait être envisagée si « l'approche fondée sur les faits » se heurte à de sérieuses objections. Cependant, l'acceptation générale de « l'approche fondée sur les faits » dans le contexte des multiples négociations et arrangements bilatéraux des États-Unis laisse à penser qu'il ne sera sans doute pas nécessaire d'envisager cette troisième option[153].

87 Dans l'hypothèse où un consensus se dégagerait sur le fait de proposer les deux options dans le nouvel instrument, un problème de réciprocité semble se poser. En effet, le refus par un État de reconnaître une décision fondée sur un chef de compétence particulier (compétence du for du créancier) n'engendrerait-il pas un déséquilibre ? Le problème est en réalité plus théorique que réel. Il est peu probable qu'un État qui accepte lui-même la compétence du for du créancier voudrait l'exclure en tant que base de reconnaissance. En effet, cela serait incompatible avec le principe de réciprocité qui est sous-jacent à « l'approche fondée sur les faits ». En toute hypothèse, toute possibilité théorique de ce type pourrait être surmontée en limitant le droit de refuser la reconnaissance des décisions fondées uniquement sur le lieu de résidence du créancier aux États qui eux-mêmes n'autorisent pas l'exercice de la compétence sur cette base. Le projet de rédaction très sommaire ci-dessous donne une idée de ce que pourrait être une disposition suivant ce principe. Ce projet tient également compte des cas dans lesquels le débiteur réside dans la juridiction d'origine ou s'est soumis à sa compétence.

1 Une décision en matière alimentaire rendue par une autorité judiciaire ou administrative dans un État contractant (l'État d'origine) doit être reconnue et exécutée dans tous les autres États contractants si :

(a) le débiteur résidait (habituellement) dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;
(b) le débiteur s'est soumis à la compétence de l'autorité ;
(c) les circonstances de l'affaire auraient, *mutatis mutandis*, conféré cette compétence en vertu des règles de l'État requis[154] ; ou
(d) le créancier résidait (habituellement) dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance.

2 Un État contractant dont les autorités judiciaires ou administratives ne peuvent exclusivement fonder leur compétence en matière alimentaire sur le lieu de résidence du créancier peut émettre une réserve quant au paragraphe 1(d)[155].

88 Pour résumer les avantages d'une approche de ce type :

– elle inclut la reconnaissance des décisions fondées sur la compétence du for du créancier pour les États qui préconisent ce principe et souhaitent le voir explicitement exprimé dans le nouvel instrument, et garantit la reconnaissance et l'exécution mutuelles de ces décisions entre ces États ;
– elle répond aux besoins des États qui seraient dans l'impossibilité de reconnaître et d'exécuter une décision exclusivement fondée sur le fait que le lieu de résidence du créancier relève de la compétence de l'autorité judiciaire ou administrative d'origine ;
– aucun État n'est contraint de reconnaître ou d'exécuter une décision étrangère dans des circonstances où, *mutatis mutandis,* ses propres autorités judiciaires ou administratives auraient été incompétentes ;
– pour les États actuellement Parties à la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, cette approche ne se traduirait pas (en écartant pour le moment la question de la compétence en vertu de la nationalité exposée à l'art. 7, chiffre 2 de la Convention de 1973) par une réduction de l'éventail des circonstances dans lesquelles la reconnaissance et l'exécution de décisions étrangères peuvent être autorisées aujourd'hui. Cela suppose évidemment que ces États ne souhaiteraient pas émettre cette réserve.

89 En ce qui concerne la question de la nationalité, que faut-il faire concernant la règle de la Convention de La Haye de 1973 (art. 7, chiffre 2) qui impose la reconnaissance lorsque le débiteur et le créancier d'aliments avaient la nationalité de l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ? Cette règle n'a pas de contrepartie dans la Convention de Montevideo, ni dans le Règlement de Brux-

[151] Voir, *supra*, aux para. 78 et 79.
[152] Ce même principe de « réciprocité » a été admis, dans le contexte de la reconnaissance des divorces, par la Cour d'appel anglaise dans l'affaire *Travers c. Holley* [1953] p. 246. « Il serait contraire au principe et incompatible avec la courtoisie que les tribunaux de ce pays refusent de reconnaître une compétence que, *mutatis mutandis*, ils invoquent pour eux-mêmes. » [*Traduction du Bureau Permanent.*] *Per* L.J. Hodson, p. 257. En Allemagne aussi, c'est cette approche qui forme la base de la reconnaissance et de l'exécution des jugements dans les cas non couverts par les instruments internationaux.
[153] Outre les accords bilatéraux mentionnés plus haut, les États-Unis ont participé à des négociations bilatérales avec environ quinze autres pays. Selon le Département d'État, aucune objection n'a été soulevée contre l'approche juridictionnelle fondée sur les faits.

[154] La formulation du modèle américain est la suivante : « les circonstances de l'affaire permettent la reconnaissance et l'exécution, en vertu des lois applicables et des procédures de l'État requis » [*traduction du Bureau Permanent*].
[155] Il serait peut-être possible d'élaborer une formule plus positive employant une déclaration au lieu d'une procédure de réserve. Par exemple :
Un État contractant peut déclarer que la reconnaissance et l'exécution sur la base du paragraphe (d) ne seront possibles que s'il existe un lien personnel entre le débiteur et l'État où le créancier résidait au moment de l'introduction de l'instance.

Rapport Duncan

above[151]), it is hard to argue against the proposition that, at least as a minimum, a State should be prepared to recognise decisions made in the same circumstances which justify the assumption of jurisdiction by its own courts or authorities.[152] The fact-based approach also entails that States which themselves accept a creditor's jurisdiction would be bound to recognise foreign decisions based on that same foundation. However, the fact-based approach does not guarantee that such decisions will be recognised universally, nor does it allow for the fact that some States may be prepared to go beyond their own jurisdictional standards in recognising foreign maintenance decisions.

85 Is it possible to find a compromise between the "fact-based approach" suggested by the United States and "creditor's jurisdiction" favoured by many other States? Ideally, such a compromise should maximise the possibilities of recognition while preserving the interests of the proponents of the two approaches. One possible approach would be to include in the new instrument both the "fact-based approach" and the "creditor's jurisdiction" approach, and, as between the two, offer Contracting States two options, as follows:

– to accept both the creditor's jurisdiction and the fact-based approach as alternative bases for recognition (accepting that there will often be considerable overlap between the two);

– to accept the fact-based approach, but not the creditor's jurisdiction.

86 There is theoretically a third option, *i.e.*, to accept, as between the two approaches, only the creditor's jurisdiction approach. This would need to be considered if serious objections are raised against the fact-based approach. However, the widespread acceptance of the fact-based approach in the context of the United States' many bilateral negotiations and arrangements suggests that it may not be necessary to consider this third option.[153]

87 If there were agreement that the two options should be available in the new instrument, an issue of reciprocity appears to arise. If one State refuses to recognise a decision based on a particular jurisdictional ground (creditor's jurisdiction), would this not create an imbalance? The problem is in fact more theoretical than real. A State which itself accepts a creditor's jurisdiction is unlikely to want to exclude it as a basis for recognition. Indeed, this would be inconsistent with the reciprocity principle which underlies the fact-based approach. Any theoretical possibility of this kind could, in any event, be overcome by limiting the right to refuse recognition of decisions based solely on the creditor's residence to those States which do not themselves allow the exercise of jurisdiction on this basis. The following very rough draft gives an idea of what a provision along these lines might look like. The draft takes into account also cases where the debtor is resident in the originating jurisdiction or has submitted to that jurisdiction.

1 A maintenance decision made by a court / authority in one Contracting State (the State of origin) shall be recognised and enforced in all other Contracting States if –

(a) the debtor was (habitually) resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;
(b) the debtor submitted to the jurisdiction;

(c) the facts in the case would, *mutatis mutandis*, have supported jurisdiction under the rules of the requested State;[154] or
(d) the creditor was (habitually) resident in the State of origin at the time proceedings were instituted.

2 A Contracting State whose own authorities or courts are not permitted to make a maintenance decision based solely on the residence of the creditor within the jurisdiction may make a reservation in respect of paragraph 1(d).[155]

88 To summarise the advantages of an approach of this sort:

– it includes recognition of decisions based on creditor's jurisdiction for those States who favour this principle and wish to have it expressed explicitly in the new instrument, and it ensures mutual recognition and enforcement of such decisions among such States;

– it accommodates States which would find it impossible to recognise and enforce a decision based solely on the creditor's residence within the jurisdiction of the originating court or authority;

– no State is obliged to recognise or enforce a foreign decision in circumstances where *mutatis mutandis* its own authorities / courts would not be able to exercise jurisdiction;
– for those States currently Parties to the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, this approach would not (leaving aside for the moment the question of nationality jurisdiction under Art. 7, sub-para. 2 of the 1973 Convention) result in any reduction in the range of circumstances in which recognition and enforcement of foreign decisions may at present be afforded. This assumes, of course, that those States would not wish to enter the reservation.

89 With regard to the question of nationality, what is to be done in respect of the rule of the 1973 Hague Convention (Art. 7, sub-para. 2) requiring recognition where the maintenance debtor and creditor were nationals of the State of origin at the time when proceedings were instituted? The rule has no counterpart in the Montevideo Convention nor

[151] See above, at paras 78 and 79.
[152] This same "reciprocity" principle was accepted, in the context of divorce recognition, by the English Court of Appeal in *Travers v. Holley* [1953] p. 246. "It would be contrary to principle and inconsistent with comity if the Courts of this country were to refuse to recognise a jurisdiction which *mutatis mutandis* they claimed for themselves." Per L.J. Hodson, at p. 257. In Germany also it is this approach which provides the basis for recognition and enforcement of judgments in cases not covered by international instruments.
[153] In addition to the bilateral arrangements mentioned above, the United States have been involved in bilateral negotiations with about fifteen other countries. In no case, according to the State Department, have objections been raised to the fact-based jurisdictional approach.

[154] The wording used in the United States model is as follows: "the facts of the case support recognition and enforcement under the applicable laws and procedures of the State addressed".
[155] It might perhaps be possible to devise a more positive formula making use of a declaration rather than a reservation procedure. *E.g.*:
A Contracting State may declare that recognition and enforcement on the basis of paragraph (d) will be afforded only if there exists a personal nexus between the debtor and the State where the creditor was resident at the relevant time.

elles. Les récentes Conventions de La Haye ont eu tendance à réduire le rôle de la nationalité en tant que facteur de connexion. Il faudra déterminer si la nationalité constitue toujours ou non un critère suffisamment réaliste pour la reconnaissance des décisions en matière d'aliments. Ajoutons qu'en tout état de cause, si « l'approche fondée sur les faits » préconisée par les États-Unis d'Amérique était l'une des options adoptées, les États pour lesquels la nationalité reste encore aujourd'hui un critère de compétence continueront entre eux de reconnaître et d'exécuter réciproquement leurs décisions.

90 Il conviendra peut-être par ailleurs de déterminer s'il faut envisager d'inclure des liens autres que le lieu de résidence entre le défendeur et l'État d'origine dans les critères de reconnaissance et d'exécution. La Convention de Montevideo en donne un exemple : dans son article 8(c), elle reconnaît la compétence au « juge avec lequel le débiteur entretient des rapports personnels comme, par exemple, la possession de biens, la perception de revenus ou l'obtention d'avantages économiques »[156]. Un autre exemple est la compétence qui, en vertu du Règlement de Bruxelles, est donnée à un tribunal compétent pour connaître une affaire relative à l'état des personnes[157].

b *Conjuguer équité avec rapidité et efficacité*

91 L'élaboration de procédures de reconnaissance et d'exécution conjuguant équité, rapidité et efficacité devra tenir compte de plusieurs facteurs. Il faut d'abord considérer une série de questions logistiques, dont la plupart ont été examinées au précédent chapitre, et qui ont un effet sur la rapidité et l'efficacité. Ce sont :

– la réduction au strict minimum des exigences en matière de documents à fournir et de traduction, en particulier en ce qui concerne le jugement ou la décision eux-mêmes ;
– l'emploi de formules standard ;
– le recours à des moyens de communication rapides et efficaces ;
– le respect des délais ;
– la suppression de l'exigence de légalisation.

92 La question se pose également de savoir ce que devraient être les motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution. Les motifs énoncés à l'article 5 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution sont-ils satisfaisants ?

« *Article 5*

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée :

1 si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis ; ou

2 si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure ; ou

3 si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie ; ou

4 si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et sur le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis. »

93 Doivent ensuite être considérées les procédures de reconnaissance et d'exécution elles-mêmes. Plusieurs questions se posent ici, concernant notamment le processus de vérification dans l'État requis. En matière de reconnaissance, plutôt que d'exécution, l'obligation devrait-elle être de reconnaître « de plein droit »[158] ou « sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure »[159] ?

94 Vraisemblablement, les autorités de l'État requis devraient être liées par les faits constatés et sur lesquels est fondée la compétence de l'autorité judiciaire ou administrative d'origine[160]. L'autorité de l'État requis ne devrait procéder à aucun examen au fond de la décision[161]. La question se pose également de savoir dans quelle mesure l'autorité de l'État requis peut procéder au contrôle de la compétence des juridictions d'origine. Celui-ci devrait-il être limité d'une manière ou d'une autre[162] ? Comment la question devrait-elle être traitée, en particulier, si « l'approche fondée sur les faits » de la reconnaissance proposée par les États-Unis d'Amérique est préférée ?

95 Comment la procédure de déclaration d'exequatur d'un jugement ou d'enregistrement d'une décision aux fins d'exécution devrait-elle être traitée ? Suffit-il de prévoir que chaque État doit appliquer « une procédure simple et rapide »[163] ? La déclaration d'exequatur devrait-elle être faite dès la délivrance d'une décision ou d'un jugement authentique, sans qu'il y ait, à cette étape de la procédure, d'examen quant aux motifs éventuels de non-reconnaissance[164] ? Ou doit-on aller plus loin et supprimer l'exequatur ? Ainsi, les dispositions de l'article 42 du Règlement du Conseil de la Communauté européenne relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale[165] proposent d'imposer la reconnaissance et l'exécution d'une catégorie limitée de décisions en matière de droit de la famille « sans qu'aucune déclaration lui reconnaissant force exécutoire ne soit requise et sans qu'il ne soit possible de s'opposer à sa reconnaissance »[166], si la décision a été certifiée, dans l'État membre d'origine, conformément à plusieurs exigences spécifiées[167]. La délivrance du certificat n'est pas susceptible de recours[168].

96 Si une approche de ce type était adoptée en matière de décisions relatives aux obligations alimentaires, il faudrait déterminer quelles devraient être les conditions de la certification. Autrement dit, que devrait précisément attester l'autorité d'origine ? Ce pourrait être :

– que le débiteur a été informé et qu'il a eu l'opportunité et suffisamment de temps pour contester la décision ;
– que le calcul des aliments a tenu compte des besoins du créancier et des ressources du débiteur[169] ;

[156] Un tel critère de compétence serait cependant considéré comme exorbitant dans certains systèmes, incluant celui de Bruxelles / Lugano.
[157] Voir, *supra*, note 127.
[158] Voir par ex. la Convention de La Haye de 1996, art. 23(1).
[159] Règlement de Bruxelles, art. 33(1).
[160] Voir Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, art. 9.
[161] *Ibid.*, art. 12.
[162] Voir Règlement de Bruxelles, art. 35(3).
[163] Convention de La Haye de 1996, art. 26(2).
[164] Voir Règlement de Bruxelles, art. 41.
[165] Règlement (CE) No 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le Règlement (CE) No 1347/2000, *JO* L 338 du 23.12.2003, p. 1 à 29.
[166] Art. 42(1).
[167] Exposées à l'art. 42(2).
[168] Art. 43(2).
[169] Voir Convention de La Haye de 1973 sur la loi applicable, art. 11, al. 2.

Rapport Duncan

in the Brussels Regulation. The tendency in recent Hague Conventions has been to reduce the role of nationality as a connecting factor. Whether or not nationality continues to offer a realistic enough test for the recognition of maintenance decisions will need to be considered. It may be added that in any event, should the fact-based approach proposed by the United States of America be adopted as one of the options, those States that continue to apply nationality as a basis for jurisdiction will among themselves continue to recognise and enforce each other's decisions.

90 It may also be appropriate to consider whether connections other than residence between the defendant and the originating State should be considered for inclusion among the bases for recognition and enforcement. An example is provided by the Montevideo Convention which, in Article 8(c), allows jurisdiction to the authorities of "the State to which the debtor is connected by personal links such as possessing property, receiving income or retaining financial benefits".[156] Another example is the jurisdiction which, under the Brussels Regulation, is given to a court having jurisdiction on a matter of status.[157]

b *Combining fairness with speed and efficiency*

91 A number of factors will need to be taken into account in shaping procedures for recognition and enforcement which combine fairness with speed and efficiency. There are first a range of logistical matters, most of which have already been discussed in the previous Chapter, which have an effect on speed and efficiency. These are:

– reduction of documentary and translation requirements to a necessary minimum, particularly with regard to the judgment or decision itself;
– employment of standard forms;
– use of rapid and efficient means of communication;

– adherence to time lines;
– abolition of requirements for legalisation.

92 There is the question of what should be grounds for refusing recognition or enforcement. Are the matters set out in Article 5 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement satisfactory?

> "*Article 5*
>
> Recognition or enforcement of a decision may, however, be refused –
>
> (1) if recognition or enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ('*ordre public*') of the State addressed; or
>
> (2) if the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure; or
>
> (3) if proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted; or
>
> (4) if the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed."

93 Next there are the procedures themselves for recognition and enforcement. A number of issues arise here relating in particular to the process of verification in the State addressed. With regard to recognition rather than enforcement, should the obligation be to recognise "by operation of law"[158] or "without any special procedure being required".[159]

94 Presumably, the authorities of the State addressed should be bound by findings of fact on which the jurisdiction of the originating court or authority was based.[160] There also should be no review of merits by the authorities of the State addressed.[161] There is the question of the extent to which the authorities of the State addressed may review the jurisdiction of the originating court or authority. Should this be limited in some way?[162] How, in particular, should the matter be handled if the "fact-based approach" to recognition proposed by the United States of America is favoured?

95 How should the process of declaring a decision or judgment enforceable or registering the decision or judgment for the purpose of enforcement be handled? Is it enough to say that each State must apply "a simple and rapid procedure"?[163] Should the declaration of enforceability be made immediately on production of an authenticated decision or judgment, without at that stage there being any review of possible grounds for non-recognition?[164] Or should one go further and abolish *exequatur*? Take, for example, the provisions of Article 42 of the Council of the European Community Regulation concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters and the matters of parental responsibility.[165] The proposal is to require recognition and enforcement of a limited class of family law orders "without the need for a declaration of enforceability and without any possibility of opposing its recognition",[166] provided that the judgment has been certified in the originating State in accordance with a number of specified requirements.[167] No appeal lies against the issuing of the certificate.[168]

96 If an approach along these lines were favoured with regard to maintenance decisions, the question would arise of what should be the conditions of certification. In other words, what exactly should the originating authority or court attest to? Examples might be:

– that the debtor has been given notice and sufficient time and opportunity to contest the decision;
– that the maintenance has been calculated taking into account the needs of the creditor and the resources of the debtor;[169]

[156] Such a basis for exercising jurisdiction would, however, be regarded as exorbitant in certain systems, including under the Brussels / Lugano regime.
[157] See above, note 127.
[158] See, *e.g.*, the 1996 Hague Convention, Art. 23(1).
[159] Brussels Regulation, Art. 33(1).
[160] See 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 9.
[161] *Ibid.*, Art. 12.
[162] See Brussels Regulation, Art. 35(3).
[163] 1996 Hague Convention, Art. 26(2).
[164] See Brussels Regulation, Art. 41.
[165] Council Regulation (EC) No 2201/2003 of 27 November 2003 concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters and the matters of parental responsibility, repealing Regulation (EC) No 1347/2000, *OJ* L 338, 23.12.2003, pp. 1-29.
[166] Art. 42(1).
[167] Set out in Art. 42(2).
[168] Art. 43(2).
[169] *Cf.* 1973 Hague Convention on Applicable Law, Art. 11, 2nd para.

– que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine et qu'elle y est exécutoire[170].

97 Une question plus difficile est de savoir si l'autorité d'origine devrait ou pourrait émettre une attestation relative aux fondements de la compétence exercée. Il serait relativement facile de certifier que le débiteur résidait dans le pays de l'autorité d'origine ou s'est soumis à sa compétence au moment de l'introduction de l'instance ou que le lieu de résidence du créancier relevait de la compétence de l'autorité considérée si tels étaient les fondements effectifs de l'exercice de la compétence. Mais dans le cas de « l'approche fondée sur les faits » de la reconnaissance, comment l'autorité d'origine peut-elle certifier que dans des conditions identiques, l'autorité requise aurait été fondée à exercer sa compétence ? Le tribunal certificateur ne peut qu'attester des faits et il est possible qu'il n'ait pas connaissance, au moment de la décision, des facteurs susceptibles de devenir pertinents pour les besoins de la reconnaissance dans un autre État.

98 Deux approches permettraient peut-être de résoudre ce problème. La première est d'admettre que, lorsqu'un créancier s'appuie sur « l'approche fondée sur les faits » pour obtenir la reconnaissance et l'exécution, l'autorité de l'État requis devra effectuer un certain contrôle ou vérification de la compétence. Ce processus pourrait être soutenu si de l'information supplémentaire, pas encore pourvue par la cour / l'autorité d'origine, serait fournie sur demande, suivant la coopération exigée par la Convention. L'alternative est de ne pas faire obligation à l'autorité judiciaire ou administrative d'origine de produire une attestation de compétence. Autrement dit, la décision étrangère certifiée aurait automatiquement droit à la reconnaissance et à l'exécution. Le débiteur pourrait alors se voir donner la possibilité d'opposer des objections à la reconnaissance et à l'exécution dans le cadre de procédures séparées ultérieures. Il y aurait ainsi une forte présomption en faveur de la reconnaissance et de l'exécution et la charge des objections incomberait au débiteur.

c *Exécution au titre des lois nationales*

99 Il existe un large éventail de méthodes et de procédures d'exécution opérant au niveau national, comme le montrent les réponses aux questions 27 et 28 du Questionnaire de 2002. Pour ce qui est des méthodes d'exécution, les saisies sur salaire, les saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources, les déductions sur les prestations de sécurité sociale, la vente forcée de biens et l'incarcération, en dernier recours, sont désormais assez répandues. Les autres mécanismes moins courants sont l'interception des remboursements d'impôt, la division des bénéfices de retraite, le signalement aux agences de crédit, l'abnégation, la suspension ou la révocation de divers permis (par ex. le permis de conduire), la saisie des revenus de jeux et le refus de délivrance de passeports. Les procédures nationales d'exécution diffèrent également par la charge plus ou moins lourde laissée au créancier et assumée par les autorités.

100 Il est courant qu'un instrument relatif à la reconnaissance et à l'exécution des décisions étrangères prévoit que les procédures d'exécution sont régies par la loi de l'État requis[171]. Cependant, comme il a été noté plus haut[172], des difficultés ou des écarts très nets entre les performances nationales en matière d'exécution peuvent parfois saper une coopération internationale par ailleurs satisfaisante, ainsi que le sentiment d'équité indispensable à la confiance mutuelle. Si une forme de bilatéralisation est finalement intégrée à la structure du nouvel instrument[173], il ne fait guère de doute que l'adéquation, l'efficacité ou l'équivalence des méthodes et procédures d'exécution d'un autre pays seront prises en compte dans les décisions d'accepter ou non des relations contraignantes, dans le cadre du traité.

101 Est-il possible d'intégrer dans la nouvelle Convention des dispositions qui garantissent au moins un certain niveau de réciprocité en matière d'exécution ? Il ne serait sans doute pas possible d'imposer des procédures ou mesures spécifiques. Il serait néanmoins possible d'aménager un principe de non-discrimination garantissant que ceux qui invoquent l'exécution de décisions étrangères relatives à des obligations alimentaires ont droit à tout l'éventail de mesures et de procédures d'exécution accessibles dans les procédures purement nationales. Ce principe n'est pas appliqué universellement à l'heure actuelle. Ainsi, en Angleterre & Pays de Galles, les méthodes d'exécution accessibles au créancier domestique via la *Child Support Agency* ne sont pas toutes accessibles aux créanciers étrangers engageant des poursuites judiciaires ; c'est le cas, notamment, du retrait du permis de conduire.

102 Afin de promouvoir la confiance mutuelle, le nouvel instrument pourrait inclure des dispositions exigeant la transparence quant aux méthodes et procédures d'exécution. Cela suppose que lorsqu'un État ratifie l'instrument ou y adhère, il devrait donner des informations détaillées sur les méthodes et procédures d'exécution accessibles, et devrait peut-être aussi informer régulièrement les autres États du fonctionnement de ses procédures d'exécution ouvertes aux demandeurs étrangers. Des informations pourraient aussi être données sur les limites à l'exécution prévues par la loi nationale, notamment toute disposition limitant le montant qu'un débiteur peut se voir ordonner de payer en raison d'une incapacité de payer ou d'un système de « revenus protégés » suivant lequel les revenus du débiteur ne peuvent être inférieurs à un niveau déterminé. Communiquer des informations de ce type contribuerait à éviter au créancier une certaine frustration, les coûts engendrés par l'introduction d'une procédure d'exécution n'offrant aucune perspective d'aboutissement.

CHAPITRE IV – COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT ET DE MODIFICATION DES DÉCISIONS

A *Considérations générales*

103 La question 33(d) du Questionnaire de 2002 sollicitait l'avis des États sur l'opportunité d'inclure dans le nouvel instrument des règles uniformes de compétence directe applicables à la détermination et à la modification des décisions en matière d'aliments. Les avis étaient partagés. Plusieurs États pensaient que de telles règles uniformes devraient être un élément clé du nouvel instrument. Quelques États y étaient opposés. La voie moyenne était représentée par les États qui, tout en reconnaissant l'intérêt potentiel de règles uniformes, estimaient que ce n'était pas une priorité et / ou qu'il était irréaliste d'espérer qu'un accord multilatéral puisse être trouvé sur une question aussi difficile.

104 Comme il a été suggéré au chapitre précédent, il existe sûrement un consensus général sur l'exercice de la compétence d'origine par les autorités judiciaires ou administra-

[170] Voir Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, art. 4.
[171] Voir par ex. la Convention de La Haye de 1996, art. 24.
[172] Voir, *supra*, au para. 58.
[173] Voir, *infra*, aux para. 164 à 168.

Rapport Duncan

– that the decision is no longer subject to ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there.[170]

97 A more difficult question is whether the originating court or authority should or could make an attestation concerning the bases for exercising jurisdiction. It would be easy enough to certify that the debtor was resident in or submitted to the jurisdiction at the relevant time or that the creditor was resident in the jurisdiction, if these were the actual bases for exercising jurisdiction. But in the case of the "fact-based" approach to recognition, how can the originating court or authority be in a position to certify that on the same facts the authority or the court addressed would have been entitled to exercise jurisdiction? The certifying court can only attest to the facts and may not, at the time of making the decision, be aware of the factors which may become relevant for the purposes of recognition in another State.

98 There are perhaps two approaches to resolving this problem. The first is to accept that, where a creditor is relying on the "fact-based" approach to obtain recognition and enforcement, there will have to be some kind of control or process of verification of jurisdiction by the court or authority in the State addressed. This process could be assisted if additional information, not so far provided by the originating court / authority, were to be furnished, on request, as part of the case co-operation called for under the Convention. The alternative is not to require the originating court or authority to make any attestation as to jurisdiction. In other words, the certified foreign decision would be entitled to automatic recognition and enforcement. The debtor could then be given the opportunity to raise objections to recognition and enforcement in subsequent separate proceedings. Thus, there would be a strong presumption in favour of recognition and enforcement and the onus of raising objections would fall on the debtor.

c *Enforcement under national law*

99 A wide range of enforcement methods and procedures operates at national level, as is shown in the responses to questions 27 and 28 of the 2002 Questionnaire. With regard to methods of enforcement, wage withholding, garnishment from bank accounts and other sources, deductions from social security payments, forced sale of property and committal to prison as a last resort are now fairly widespread. Other mechanisms which are less common include tax refund intercepts, division of pension benefits, credit bureau reporting, denial, suspension or revocation of various licenses (*e.g.*, driving licenses), attachment of lottery earnings, and passport denial. National procedures concerning enforcement also differ in the degree to which the burden of pursuing enforcement is taken from the shoulders of the creditor and assumed by the authorities.

100 It is usual for an international instrument dealing with recognition and enforcement of foreign decisions to provide that the procedures for enforcement should be governed by the law of the State addressed.[171] Nevertheless, as has already been noted,[172] difficulties, or markedly different levels of performance, in relation to enforcement at national level can sometimes undermine otherwise satisfactory international co-operation, as well as the sense of fairness necessary to underpin mutual confidence. If any form of bilateralisation is eventually built into the structure of the new instrument,[173] there is little doubt that the adequacy, effectiveness or equivalence of another country's enforcement methods and procedures will be a matter that will be taken into account when decisions are being made about whether or not to enter into binding treaty relationships.

101 Is it possible to build into the new Convention provisions which guarantee at least some level of mutuality with regard to enforcement? It would probably not be feasible to impose an obligation to adopt specific procedures or measures of enforcement. There might, however, be room for a principle of non-discrimination guaranteeing that those seeking to enforce foreign maintenance decisions are entitled to the full range of enforcement measures and procedures available in purely domestic proceedings. This is a principle which is not universally applied at present. For example, in England and Wales the full range of enforcement methods available to domestic creditors through the Child Support Agency, including, for example, loss of a driving license, is not available to foreign creditors proceeding through the courts.

102 In order to promote mutual confidence, the new instrument might contain provisions requiring transparency in relation to enforcement methods and procedures. This implies that a State should, when ratifying or acceding to the instrument, supply details of the enforcement methods and procedures which are available, and should also perhaps supply information to other States on a regular basis as to the operation of its enforcement procedures with respect to foreign applicants. Information might also be supplied concerning limitations on enforcement under national law, including any provisions which limit the amount that a debtor may be ordered to pay by reason of inability to pay or because of a "protected earnings" system, *i.e.*, one under which the earnings of the debtor are not allowed to fall below a certain fixed level. The availability of information of this kind would be important in order that the creditor may avoid the frustration and costs of commencing enforcement proceedings which have no prospects of success.

CHAPTER IV – JURISDICTION TO MAKE AND MODIFY MAINTENANCE DECISIONS

A *General considerations*

103 Question 33(d) of the 2002 Questionnaire asked respondents to give their views on whether the new instrument should contain uniform direct rules of jurisdiction applying to the determination and modification of maintenance decisions. There was a division of opinion. Several respondents were of the view that such uniform rules should be a core element of the new instrument. Some respondents were opposed. A middle ground was occupied by those respondents who, while recognising the potential value of uniform rules, felt that this was not a priority and / or that it was unrealistic to expect that agreement could be reached at the multilateral level on such a difficult issue.

104 As has been suggested in the previous Chapter, there is probably a broad consensus on the exercise of original jurisdiction by the courts / authorities of the country where

[170] *Cf.* 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 4.
[171] See, *e.g.*, the 1996 Hague Convention, Art. 24.
[172] See above, at para. 58.
[173] See below, at paras 164-168.

tives du pays où le défendeur réside (habituellement) au moment de l'introduction d'une instance. De même, il y aurait probablement un accord sur le fait que la compétence d'origine peut se fonder sur la soumission du défendeur à la compétence de l'autorité considérée ou sur un accord entre les parties concernant l'exercice de la compétence. D'un autre côté, comme nous l'avons vu, l'idée que le créancier devrait, comme alternative, avoir accès aux autorités judiciaires ou administratives du pays où il ou elle réside ou est domicilié(e) n'est pas universellement admise. L'argument en faveur de cette option, qui est adoptée dans deux instruments régionaux, procède de la volonté de protéger la partie (habituellement) la plus faible (c.-à-d. le créancier) en lui offrant un for commode dans lequel introduire son action, c'est-à-dire, chez elle. Cependant, comme nous l'avons vu, la « compétence du for du créancier » soulèverait des inquiétudes quant au « *due process* » constitutionnel aux États-Unis d'Amérique vis à vis du débiteur. Ce point de vue est basé sur le désir d'avoir un processus neutre, ne favorisant pas une des parties. Ce n'est pas un point de vue opposé aux intérêts du créancier ; il s'agit plutôt d'un point de vue qui insiste sur le fait que, dans un souci de justice envers le débiteur, le lieu de résidence ou le domicile du créancier devrait être complété par la preuve d'un lien personnel entre le débiteur et l'État du domicile du créancier. En fait, il est probable que les deux systèmes (à savoir la compétence fondée sur le seul critère de la résidence ou du domicile du créancier et la compétence exigeant un lien personnel entre le for et le débiteur) ne divergent pas autant dans leur résultat pratique que la division de la doctrine ne pourrait le suggérer. Il est probable que dans la grande majorité des cas où les créanciers engagent une procédure dans un État où ils résident habituellement, le lien entre le débiteur et l'État est suffisant pour satisfaire les systèmes exigeant un lien de cette nature[174]. Il n'est pas certain non plus que les grands problèmes pratiques actuellement rencontrés par les États dans le recouvrement international des aliments découlent de l'absence de règles uniformes quant à l'exercice de la compétence d'origine. Il est également pertinent de noter que le système des ordonnances provisoires du « Commonwealth » et le système de « demande alimentaire », mentionnés ci-dessus[175], considèrent que les cours / autorités de la résidence du créancier ne sont pas compétentes pour rendre une décision finale exécutoire.

105 En réalité, les problèmes les plus préoccupants découlent davantage plus de l'absence d'accord sur la compétence en matière de modification de décisions alimentaires antérieures. Sur ce problème difficile du pouvoir de modification, il y a là encore une absence d'uniformité, mais qui résulte de différentes causes et produit des conséquences différentes et plus graves. L'une des plus profondes divisions se situe entre, d'une part, les États (comme les États-Unis d'Amérique) qui préconisent un principe général de continuité, avec une forte préférence pour le maintien du pouvoir de modifier une décision alimentaire au sein de l'autorité judiciaire ou administrative d'origine et, d'autre part, les États qui estiment que le pouvoir de modifier une décision alimentaire devrait être transféré assez rapidement, après un changement de résidence de l'une des parties, à un nouveau for. Deux cas de figure se posent de façon récurrente :

– *Cas A :* Une décision alimentaire est rendue dans l'État A à un moment où toutes les parties y résident ou y sont domiciliées. Le débiteur déménage ensuite pour résider dans l'État B et, au motif de ce changement de situation, demande une diminution des aliments à payer.

– *Cas B :* Une décision alimentaire est rendue dans l'État B alors que toutes les parties y résident ou y sont domiciliées. Le créancier déménage dans l'État A et demande une augmentation de la créance alimentaire.

106 Si, dans le cas A, l'État A adhère au principe de continuité et invoque une compétence continue pour modifier ses propres décisions, alors que l'État B est disposé à modifier au motif que la compétence a changé, il en résulte deux décisions concurrentes, la décision d'origine, qui reste valide dans l'État A, et la décision modifiée, qui est valide dans l'État B. Dans le cas B, par contre, aucun des États n'est disposé à amender la décision d'origine.

107 La solution pourrait sembler résider dans l'instauration de règles uniformes régissant la compétence en matière de modification. Cependant, à en juger par les réponses au Questionnaire de 2002, il serait très difficile de trouver un accord sur ce que ces règles devraient être. En effet, il est difficile d'instaurer une approche uniforme globale de la compétence en matière de modification sans convenir également d'une approche relative à la compétence d'origine et, comme nous l'avons vu, il existe de sérieuses divisions doctrinales sur ces deux questions. De plus, l'imposition d'une uniformité qui ne reposerait pas sur un consensus risque de marginaliser certains États et de nuire aux perspectives de ratification universelle du nouvel instrument. Il faudra peut-être déterminer si le « prix » de la recherche de l'uniformité en matière de règles de compétence directe vaut la peine d'être payé ou s'il peut y avoir d'autres moyens d'approcher les problèmes pratiques réels qui se posent dans ce domaine, à savoir les problèmes de décisions concurrentes découlant principalement de l'exercice de la compétence en matière de modification.

B *Approches existantes relatives à la compétence*

a *Le régime de Bruxelles*

108 Il n'existe pas aujourd'hui, au niveau mondial, de règles uniformes de compétence directe pour rendre ou modifier des décisions en matière d'aliments. Il en existe au niveau régional. Il a déjà été expliqué que les règles énoncées dans le Règlement de Bruxelles en vigueur favorisent le créancier d'aliments en lui laissant le choix d'engager une procédure à l'encontre du débiteur, soit dans l'État du domicile du débiteur[176], soit dans l'État où le créancier est lui-même domicilié ou réside habituellement[177]. De même, si l'affaire est accessoire à une procédure concernant d'état d'une personne (telle qu'un divorce), le tribunal compétent conformément à sa propre loi, a compétence pour connaître ces procédures et pour statuer sur les aliments sauf si cette compétence est exclusivement fondée sur la nationalité de l'une des parties[178]. Le créancier conserve les mêmes avantages lorsque la demande porte sur une modification d'une décision antérieure. Le débiteur ne peut en revanche engager d'action en modification (en application de la règle de compétence principale)[179] que dans l'État du domicile du défendeur (c.-à-d. du créancier).

109 Il faut ajouter que l'ensemble de ces règles ne s'applique que si le défendeur est domicilié dans un État membre de l'Union européenne[180]. Si le défendeur (à savoir le

174 Voir D. Cavers, « International Enforcement of Family Support », 81 *Columbia Law Review* 994 (1981), et M.S. Melli (*op. cit.* note 123), p. 715 à 731. Voir également, *infra*, les critères de compétence permis en vertu du *U.S. Uniform Interstate Family Support Act*, au para. 112.
175 Voir, *infra*, aux para. 115 à 118.
176 Art. 2(1). Voir, *supra*, au para. 68.
177 Art. 5(2).
178 *Ibid.* Voir, *supra*, note 127, pour les propositions d'étendre la compétence à un tribunal compétent pour connaître les affaires de responsabilité parentale.
179 Art. 2(1).
180 Voir la formulation de l'art. 2(1) et l'introduction de l'art. 5.

the defendant had his / her (habitual) residence at the time of the institution of proceedings. There would probably also be agreement that original jurisdiction may be based on submission by the defendant to the jurisdiction or on agreement between the parties concerning the exercise of jurisdiction. On the other hand, as we have seen, the idea that the creditor should, as an alternative, have access to the courts / authorities of the country where he / she resides or is domiciled is not universally accepted. The argument for this option, which is favoured in two regional instruments, is based on a wish to protect the (usually) weaker party (*i.e.*, the creditor) by offering him / her a convenient forum in which to bring his / her claim, *i.e.*, on home ground. However, a "creditor's jurisdiction", as we have seen, raises for the United States of America constitutional "due process" concerns *vis-à-vis* the debtor. This view is based on a concern that the process should be neutral, rather than favouring one party. It is not a view that is opposed to the interests of the creditor; it is rather one that insists that, in fairness to the debtor, creditor's residence or domicile should be supplemented by some evidence of a personal nexus between the debtor and the creditor's home State. In fact, it is probable that the two systems (*i.e.*, jurisdiction based on creditor's residence / domicile alone and jurisdiction requiring some personal nexus between the forum and the debtor) do not diverge in their practical outcomes nearly as much as the doctrinal division might suggest. It seems likely that in the great majority of cases in which creditors institute proceedings in the State in which they have their habitual residence, the link between the debtor and that State is sufficient to satisfy systems which require such a nexus.[174] Nor is it obvious that any of the major practical problems currently experienced by States in the international recovery of maintenance derive from the absence of uniform rules for exercising original jurisdiction. It should also be noted that the "Commonwealth" provisional orders scheme, and the "application system", which are mentioned below,[175] proceed on the basis that the courts / authorities where the creditor is resident do not have jurisdiction to make a final enforceable order.

105 The more serious problems are in fact much more associated with absence of agreement in respect of jurisdiction to modify existing maintenance decisions. With regard to this difficult problem of modification jurisdiction, there is again lack of uniformity, but deriving from different causes and having different and more serious consequences. One of the deepest divisions is between, on the one hand, those States (such as the United States of America) which favour a general principle of continuity, with a strong preference for retaining jurisdiction to modify a maintenance decision in the originating court / authority and, on the other hand, those States which favour the view that jurisdiction to modify should shift relatively quickly, following changes in the residence of one of the parties, to a new forum. There are two recurring cases:

– *Case A:* A maintenance decision is made in State A at a time when all parties are resident / domiciled there. The debtor subsequently changes his residence to State B and, on the basis of changed circumstances, seeks a modification downward of his maintenance payments.

– *Case B:* A maintenance decision is made in State B at a time when all parties are resident / domicile there. The creditor moves to State A and seeks a modification upwards.

106 If, in case A, State A is one which adheres to the continuity principle and claims continuing jurisdiction to modify its own decisions, while State B is prepared to modify on the basis that jurisdiction has shifted, the result is two competing decisions, the original decision which remains valid in State A and the modified decision which is valid in State B. In case B, on the other hand, neither State may be prepared to amend the original order.

107 The creation of uniform rules governing modification jurisdiction might seem to offer the solution. However, judging by the responses to the 2002 Questionnaire, it will be very difficult to reach agreement on what those rules should be. It is difficult to establish a comprehensive uniform approach to modification jurisdiction without also agreeing on an approach to original jurisdiction and, as we have seen, there are serious doctrinal divisions in respect of both matters. There is also a risk that the imposition of uniformity which is not based on consensus will result in marginalizing certain States and prejudicing the prospects of universal ratification of the new instrument. A judgment may have to be made as to whether the price of striving for uniformity in relation to direct rules of jurisdiction is worth paying, or whether, on the other hand, there may be other ways of approaching the real practical problems that arise in this area, *i.e.*, the problems of conflicting decisions arising principally from the exercise of modification jurisdiction.

B *Existing approaches to jurisdiction*

a *The Brussels regime*

108 Uniform direct rules of jurisdiction to make or modify maintenance decisions do not at present exist on a global level. They do exist at the regional level. It has already been explained that the rules contained in the current Brussels Regulation favour the maintenance creditor by giving him / her the choice of proceeding against the debtor either in the State of the debtor's domicile,[176] or in the State where the creditor is himself or herself domiciled or habitually resident.[177] Also, if the matter is ancillary to proceedings (such as divorce) concerning the status of the person, the court which, according to its own law, has jurisdiction to entertain those proceedings has jurisdiction to deal with maintenance unless that jurisdiction is based solely on the nationality of one of the parties.[178] Where modification of an existing order is sought, the creditor maintains the same advantages. The debtor, on the other hand, may only bring modification proceedings (under the principal rule of jurisdiction)[179] in the State of the defendant's (*i.e.*, the creditor's) domicile.

109 It should be added that these rules as a whole apply only if the defendant is domiciled in a Member State of the European Union.[180] If the defendant (*i.e.*, the debtor for the

[174] See D. Cavers, "International Enforcement of Family Support", 81 *Columbia Law Review* 994 (1981), and M.S. Melli (*op. cit.* note 123), pp. 715-731. See also the bases for jurisdiction permitted under the U.S. Uniform Interstate Family Support Act, below, at para. 112.
[175] See below, at paras 115-118.
[176] Art. 2(1). See above, at para. 68.
[177] Art. 5(2).
[178] *Ibid.* See above, note 127 for proposals to extend jurisdiction to a court having jurisdiction to deal with matters of parental responsibility.
[179] Art. 2(1).
[180] See the wording of Art. 2(1) and the opening words of Art. 5.

débiteur aux fins d'établissement de la compétence d'origine ou le créancier lorsque le débiteur demande une modification) n'est pas domicilié dans un État membre, la compétence est régie par la loi de chaque État membre[181]. Le Règlement prévoit également la prorogation de compétence, à savoir la compétence fondée sur un accord entre les parties[182], ou basée sur la comparution du défendeur, sauf si la comparution a pour unique objet de contester la compétence[183].

b *La Convention de Montevideo*

110 Comme le Règlement de Bruxelles, la Convention de Montevideo donne le choix au créancier de demander des aliments, soit dans son propre État, soit dans celui du débiteur. La règle en la matière est énoncée à l'article 8 de la Convention :

« *Article 8*

Sont compétents à l'échelle internationale pour connaître des réclamations alimentaires, au choix du créancier, les autorités judiciaires suivantes :

a) le juge ou l'autorité de l'État du domicile ou de la résidence habituelle du créancier ;

b) le juge ou l'autorité de l'État du domicile ou de la résidence habituelle du débiteur ;

c) le juge avec lequel le débiteur entretient des rapports personnels comme, par exemple, la possession de biens, la perception de revenus ou l'obtention d'avantages économiques.

Sous réserve des dispositions du présent article, sont réputées également compétentes les autorités judiciaires et administratives d'autres États, à la condition que le défendeur dans une instance ait accepté de comparaître sans contester la compétence de ce tribunal. »

111 En revanche, la Convention de Montevideo diffère du Règlement de Bruxelles sur la question de la compétence en matière de modification. Elle prévoit en effet dans son article 9 que « [s]ont compétentes pour connaître des actions d'augmentation de la pension alimentaire les autorités mentionnées à l'article 8 », mais les actions en suspension ou en réduction des aliments ne peuvent être connues que par « les autorités qui ont été saisies de la fixation de la pension ».

c *L'approche relative à la compétence retenue par les États-Unis en application de l'*UIFSA

112 L'approche américaine de la compétence d'origine est résumée ainsi par le professeur Spector dans l'article annexé à la réponse des États-Unis d'Amérique au Questionnaire de 2002 :

« Dans les affaires impliquant des attributions financières par le juge, telles que les affaires en matière d'aliments, les règles de compétence édictées par la Constitution se fondent sur le lien entre le défendeur-débiteur et le for. La compétence relative à un défendeur résidant dans l'état est toujours autorisée. Le lien exigé pour qu'un état exerce sa compétence sur un défendeur non résident dans les affaires alimentaires, a été codifié dans le *Uniform Interstate Family Support Act*, qui a été promulgué dans les cinquante états fédérés. Cette loi dispose qu'un état peut exercer sa compétence sur un défendeur non résident dans les circonstances suivantes :

(A) l'individu se voit personnellement notifier une citation dans l'état ;

(B) l'individu se soumet à la compétence de l'état par consentement, en se présentant à la cour ou en déposant une réponse ayant pour effet de renoncer à contester la compétence de l'état ;

(C) l'individu a résidé avec l'enfant dans l'état ;

(D) l'individu a résidé dans l'état et réglé les dépenses prénatales ou versé une pension pour l'enfant ;

(E) l'enfant réside dans l'état en raison des actes ou des instructions de l'individu ;

(F) l'individu a eu des rapports sexuels dans l'état à l'occasion desquels un enfant a été conçu ;

(G) l'individu a revendiqué le lien de filiation dans le registre des pères putatifs de l'état concerné.

Toutes ces circonstances ont été jugées conformes au '*due process*' de la Constitution des États-Unis. Il faut noter l'absence manifeste, dans la liste des cas énumérés, de l'exercice de la compétence exclusivement fondée sur la résidence du créancier d'aliments. En application de la Constitution, les tribunaux américains ne peuvent exercer leur compétence sur un défendeur non résident si le défendeur n'a pas de lien avec le for. De ce fait, les cas énumérés dans le *Uniform Interstate Family Support Act* représentent l'ultime limite de compétence des tribunaux américains à exercer leur compétence sur un défendeur non résident à fin de rendre une décision alimentaire. »[184]

113 Dans la Note établie à l'intention de la Commission spéciale de 1999, le point de vue a été exprimé que les questions constitutionnelles des États-Unis entourant la compétence fondée sur le lieu de résidence du créancier « devraient être considérées non comme un obstacle insurmontable [à un accord sur des règles uniformes] mais plutôt comme une incitation à concevoir une règle qui limite le plus possible tout danger de traitement inéquitable d'un débiteur d'aliments »[185]. Il avait également été jugé révélateur de constater que le *Uniform Interstate Family Support Act* de 1996 institue un certain nombre de nouvelles règles destinées « à donner, au tribunal de l'État de résidence de la famille à charge, le maximum de probabilité d'obtenir une compétence personnelle sur le défendeur absent »[186].

114 En ce qui concerne la compétence en matière de modification, les États-Unis préconisent, comme il a été dit plus haut, un principe de continuité selon lequel la modification doit être demandée dans l'état où a été rendue la décision d'origine tant qu'une des parties au moins y réside encore. Ce principe, matérialisé dans l'UIFSA, est conçu pour éviter les décisions multiples. Le même principe est appliqué pour les décisions étrangères. À moins que les parties n'en aient convenu autrement, un état américain ne peut modifier une décision étrangère que si toutes les parties ont quitté le

[181] Art. 4(1).
[182] Art. 23.
[183] Art. 24.
[184] R.G. Spector (*op. cit.* note 123) [*traduction du Bureau Permanent*].
[185] Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), para. 63.
[186] *Prefatory Note to the Act*, section II A, para. 4 [*traduction du Bureau Permanent*]. Voir également l'extrait de l'article de R.G. Spector cité, *supra*, note 123.

Rapport Duncan

purposes of establishing original jurisdiction or the creditor where the debtor is seeking modification) is not domiciled in a Member State, jurisdiction is governed by the law of each Member State.[181] The Regulation also makes provision for prorogation of jurisdiction, *i.e.*, jurisdiction founded on agreement between the parties,[182] or based on the appearance of the defendant, unless appearance was entered only to contest the jurisdiction.[183]

b *The Montevideo Convention*

110 The Montevideo Convention is similar to the Brussels Regulation in giving the creditor a choice of applying for maintenance either in his or her own jurisdiction or that of the debtor. The relevant rule is set out in Article 8 of the Convention:

> "*Article 8*
>
> At the option of the creditor, support claims may be heard by the following judicial or administrative authorities:
>
> a. Those of the State of domicile or habitual residence of the creditor;
>
> b. Those of the State of domicile or habitual residence of the debtor; or
>
> c. Those of the State to which the debtor is connected by personal links such as possessing property, receiving income or obtaining financial benefits.
>
> Notwithstanding the provisions of this article, a judicial or administrative authority of another State shall also have jurisdiction if the defendant appears before it without challenging its jurisdiction."

111 On the question of modification jurisdiction, the Montevideo Convention is different from the Brussels Regulation. It provides in Article 9 that "[a]ctions to increase the amount of support may be heard by any of the authorities mentioned in Article 8", but where it comes to actions to discontinue or reduce support, these may be heard only "by the authorities of the State that set the amount of support".

c *The United States approach to jurisdiction under UIFSA*

112 The approach to original jurisdiction in the United States of America is summarised thus by Professor Spector in the article annexed to the response of the United States of America to the 2002 Questionnaire:

> "In cases involving monetary awards, such as maintenance cases, the jurisdictional standards dictated by the Constitution are based on the relationship between the defendant-debtor, and the forum. Jurisdiction over a defendant who is a resident of the state is always permitted. The relationship required for a state to exercise jurisdiction over a nonresident defendant in family maintenance cases has been codified in the Uniform Interstate Family Support Act, which has been enacted in all fifty states of the United States. That Act provides that a state may exercise jurisdiction of a nonresident defendant in the following circumstances:
>
> (A) the individual is personally served with a legal citation within the state;
>
> (B) the individual submits to the jurisdiction of the state by consent, by entering a general appearance, or by filing a responsive document that has the effect of waiving the objection to the state's jurisdiction;
>
> (C) the individual resided with the child in the state;
>
> (D) the individual resided in the state and provided prenatal expenses or support for the child;
>
> (E) the child resided in the state as a result of the acts or directives of the individual;
>
> (F) the individual engaged in sexual intercourse in the state and the child may have been conceived by that act of intercourse;
>
> (G) the individual asserted parentage in the state's putative father registry.
>
> All of these enumerated circumstances have been found to be in conformity with the Due Process Clause of the United States Constitution. Conspicuously absent from the list of enumerated circumstances is an exercise of jurisdiction based solely on the residence of the maintenance creditor. Under the Constitution, courts in the United States may not exercise jurisdiction over a nonresident defendant if the defendant has no relationship to the forum. Therefore, the enumerated circumstances mentioned in the Uniform Interstate Family Support Act represent the furthest extent of the ability of any United States court to exercise jurisdiction over a nonresident defendant for the purpose of entering a maintenance order."[184]

113 In the Note prepared for the 1999 Special Commission, the view was expressed that constitutional issues for the United States surrounding jurisdiction based on creditor's residence "should perhaps not be regarded as an insuperable obstacle [to achieving agreement on uniform rules] but rather as a challenge to devise a rule which minimises any potential unfairness to maintenance debtors".[185] It was also thought to be significant that the *Uniform Interstate Family Support Act* of 1996 had instituted a number of rules "to provide a tribunal in the home State of the supported family with the maximum possible opportunity to secure personal jurisdiction over an absent respondent".[186]

114 With regard to modification jurisdiction, the United States, as stated above, favours a continuity principle under which modification must be sought in the jurisdiction that entered the original decision as long as one or more of the parties continues to reside in that jurisdiction. This principle, embodied in UIFSA, is designed to avoid the generation of multiple orders. The same principle is applied in relation to foreign decisions. Unless the parties have agreed otherwise, a United States state may not modify a foreign decision unless all parties have left the originating country and

[181] Art. 4(1).
[182] Art. 23.
[183] Art. 24.
[184] R.G. Spector (*op. cit.* note 123).
[185] Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), para. 63.
[186] Prefatory Note to the Act, Section II A, para. 4. See also the passage from R.G. Spector cited above, note 123.

pays d'origine et si les exigences relatives à la compétence personnelle sont satisfaites. Parallèlement, les autorités judiciaires ou administratives des États-Unis ne reconnaissent pas une décision étrangère modifiant une décision américaine dans les affaires où l'autorité judiciaire ou administrative américaine a une compétence continue. Deux types de problèmes se posent ici dans le cadre international. Premièrement, des décisions concurrentes peuvent survenir lorsque l'autorité d'un état américain revendique une compétence continue, tandis que l'autorité judiciaire ou administrative étrangère invoque le droit d'exercer sa compétence en matière de modification. Deuxièmement, une lacune peut survenir lorsque l'autorité d'un état américain se déclare incompétente pour modifier une décision étrangère au motif que l'autorité judiciaire ou administrative étrangère a une compétence continue, tandis que cette même autorité ne se reconnaît pas une compétence continue. Du fait de ce problème, des modifications de la règle générale sont actuellement à l'étude aux États-Unis[187].

d *Le système du « Commonwealth » des ordonnances provisoires*[188]

115 Un système d'exécution réciproque des ordonnances alimentaires reposant sur des ordonnances provisoires a été instauré dans les années 20 au Royaume-Uni[189] et dans plusieurs autres pays[190]. On réfère parfois à ce système comme étant le système du « Commonwealth ». Lorsqu'un demandeur résidant dans un pays, accordant la réciprocité, souhaite obtenir une décision alimentaire à l'encontre d'un défendeur résidant dans un autre pays, il sollicite d'abord une ordonnance provisoire auprès des autorités judiciaires ou administratives de son pays. Cette ordonnance peut être rendue sans notification ou signification du défendeur et en son absence. Toutefois, elle ne devient exécutoire que si elle est confirmée par une autorité judiciaire ou administrative du pays, accordant la réciprocité, où réside le défendeur. Pour que cette confirmation ait lieu, une copie certifiée de l'ordonnance provisoire d'origine résumant les preuves données lors de la procédure et un certificat des motifs pour lesquels l'ordonnance aurait pu être opposée, ainsi qu'une déclaration identifiant le défendeur et indiquant où il se trouve sont adressés aux autorités responsables du pays accordant la réciprocité. L'autorité judiciaire ou administrative requise du pays accordant la réciprocité peut confirmer l'ordonnance, avec ou sans modification, ou refuser de la confirmer si le défendeur établit les motifs pour lesquels il aurait contesté l'ordonnance. Lorsqu'il confirme l'ordonnance, le tribunal requis n'applique pas son droit matériel propre. Avant de décider de confirmer ou non l'ordonnance, l'autorité judiciaire ou administrative peut renvoyer l'affaire à une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine pour obtention de preuves additionnelles. Une fois confirmée, l'ordonnance est enregistrée par le tribunal et exécutée dans l'État requis, comme si elle avait été rendue par l'autorité judiciaire ou administrative qui procède à l'enregistrement.

116 L'autorité judiciaire ou administrative d'origine reste compétente pour modifier ou révoquer une ordonnance provisoire confirmée, mais toute modification devra être confirmée dans la juridiction accordant la réciprocité, sauf si elle porte sur une réduction des versements ou si le défendeur a comparu ou a été dûment avisé. L'autorité judiciaire ou administrative requise est également compétente pour modifier ou révoquer l'ordonnance d'origine. La procédure de « va-et-vient » s'applique à la confirmation des ordonnances provisoires modifiant ou révoquant les ordonnances alimentaires, tout comme à la confirmation des ordonnances provisoires relatives à des ordonnances alimentaires.

117 Au premier abord, ce système d'ordonnance provisoire semble bien équilibré, en ce qu'il permet au créancier d'aliments d'engager une procédure devant les autorités judiciaires ou administratives du pays où il réside (sans l'inconvénient de devoir signifier le défendeur à l'étranger), alors que l'ordonnance ne devient pas exécutoire avant que le défendeur ait eu la possibilité de la contester devant les autorités judiciaires ou administratives du pays où il réside. Les complications liées à l'exécution d'une décision étrangère ne se posent pas parce que l'ordonnance est rendue par les autorités de l'État où elle est exécutée, c'est-à-dire l'État où le débiteur réside. Cependant, dans la pratique, il semble que le fonctionnement du système de « va-et-vient » soit complexe et lent, car il implique deux ensembles de procédures ou plus. Nos consultations ne nous ont pas permis de conclure à une large adhésion au système des ordonnances provisoires. Tant au Canada qu'en Australie, on préfère désormais une procédure de « demande alimentaire », c'est-à-dire un système dans lequel une assistance à la préparation de la demande est apportée au créancier d'aliments dans son pays, la demande étant ensuite transmise au pays où réside le débiteur pour que la détermination soit effectuée dans ce dernier pays[191].

118 Le modèle de la procédure de « demande alimentaire » est remarquable car d'une part, il accepte la possibilité que les aliments doivent être déterminés dans la juridiction du débiteur et d'autre part, il reconnaît la nécessité d'apporter une aide appropriée au créancier dans la préparation de sa demande dans le pays où il réside.

C *Est-il faisable / possible d'élaborer des règles uniformes de compétence directe ?*

119 Les difficultés que pose l'uniformisation mondiale des règles de compétence directe, quel que soit le domaine, sont bien connues et sont actuellement examinées par la Conférence de La Haye dans le contexte de la compétence internationale et des effets des jugements étrangers en ma-

[187] La réponse des États-Unis au Questionnaire de 2002 souligne que le NCCUSL a proposé des amendements à la version de 1996 de l'UIFSA sur plusieurs questions concernant spécifiquement l'exécution des décisions internationales en matière d'aliments dus à l'enfant. Les amendements de 2001 à l'UIFSA, qui ne sont pas encore adoptés par tous les états fédérés au moment de la rédaction, incluent une disposition selon laquelle un état fédéré peut modifier une décision étrangère relative aux aliments dus à un enfant si le pays étranger ou la sous-division politique « refuse ou n'est pas autorisé à modifier sa décision selon sa propre loi » [*traduction du Bureau Permanent*]. Bien qu'en règle générale, une demande de modification doive être entendue par le tribunal ayant rendu la décision, il est reconnu que dans certains cas, la modification serait impossible en l'absence d'action de la partie requise. Une telle situation d'impasse peut survenir, par exemple, si un pays étranger exige que les parties soient physiquement présentes pour obtenir une modification d'une décision alimentaire en faveur d'un enfant, mais qu'il n'a pas l'autorité pour obliger le non-résident à comparaître. Dans ces circonstances, l'état fédéré « peut assumer la compétence pour modifier la décision alimentaire en faveur d'un enfant et contraindre tous les individus soumis à la compétence personnelle [de l'état], qu'un consentement à la modification de la décision alimentaire en faveur de l'enfant autrement requis de l'individu […] ait été ou non donné ou que l'individu demandant la modification soit un résident [de l'état fédéré] ou de l'État étranger ou de la sous-division politique », UIFSA 2001 § 615 [*traduction du Bureau Permanent*].

[188] Pour une description complète du système tel qu'il fonctionne au Royaume-Uni, voir Dicey, Morris et Collins, *The Conflict of Laws*, 13e éd., Londres, Sweet & Maxwell, 2003, para. 18.175 à 18.181, et pour le Canada, voir J.-G. Castel, *Canadian Conflict of Laws*, 4e éd., Toronto, Butterworths, 1997, para. 279 à 288.

[189] Voir *Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act 1920*, telle qu'amendée par la *Maintenance Orders (Reciprocal Enforcement) Act 1992*.

[190] Le système des ordonnances provisoires fonctionne dans la plupart des États du Commonwealth incluant les unités territoriales de ces États et notamment dans les provinces et territoires canadiens et les territoires et territoires outre-mer indépendants du Royaume-Uni. De tels accords bilatéraux sont négociés entre ces juridictions et parfois avec des États tiers tel que l'Allemagne, l'Autriche, la Norvège ou encore les états des États-Unis d'Amérique.

[191] Ceci, par exemple, constitue l'approche choisie dans la *Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires 2001* (Manitoba), Division I, en vertu de laquelle on établit les procédures permettant au demandeur, qui réside habituellement au Manitoba, de compléter une procédure de « demande alimentaire » et de la soumettre à l'autorité du Manitoba qui doit ensuite revoir la demande, s'assurer qu'elle est complète et la transmettre le plus tôt possible à l'autorité qui accorde la réciprocité.

the requirements of personal jurisdiction are met. At the same time, United States courts / authorities will not recognise a foreign order which modifies a United States order in circumstances where the United States court / authority has continuing jurisdiction. Two types of problem arise here within the international situation. First, competing orders may arise where the authority of a state in the United States asserts continuing jurisdiction, while the foreign court / authority claims the right to exercise modification jurisdiction. Secondly, a lacuna can arise where an authority of a state in the United States refuses to accept jurisdiction to modify a foreign order on the basis that the foreign court / authority has continuing jurisdiction, while that same foreign court / authority does not itself accept that it has continuing jurisdiction. Because of this problem, some modifications to the general rule are currently under consideration in the United States.[187]

d *The "Commonwealth" provisional orders system*[188]

115 A system of reciprocal enforcement of maintenance orders (REMO), based on provisional orders, was established in the 1920s in the United Kingdom[189] and several other countries.[190] The system is sometimes referred to as the "Commonwealth" system. Where an applicant who is resident in one reciprocating country wishes to obtain a maintenance order against a respondent in another, she first applies for a provisional order from the courts / authorities in her own country. Such an order can be made without notice to, and in the absence of, the respondent. However, the order becomes enforceable only if and when confirmed by a court / authority in the reciprocating country where the respondent is resident. In order to bring this about, a certified copy of the original provisional order, summarising the evidence given in the proceedings, and a certificate of the grounds on which the making of the order may have been opposed, as well as statements identifying the respondent and indicating his whereabouts, are sent to the responsible authorities in the reciprocating jurisdiction. The court / authority addressed in the reciprocating country may confirm the order, either with or without alteration, or, if the respondent establishes grounds on which he might have opposed the making of the order, may refuse to confirm it. The court addressed does not apply its own substantive law in confirming the order. Before deciding whether or not to confirm the order, the court / authority may remit the case to a court / authority in the originating country for the taking of further evidence. Once confirmed, the order is registered by the court and enforced in the State addressed, as if it had been made by the registering court / authority.

116 The originating court / authority maintains jurisdiction to vary or revoke a confirmed provisional order, but any variation will need to be confirmed in the reciprocating jurisdiction, unless it involves a reduction in the rate of payments or the respondent has appeared or been given appropriate notice. The court / authority addressed also has jurisdiction to vary or revoke the original decision. The "shuttlecock" procedure applies to the confirmation of provisional orders varying or revoking maintenance orders, just as it does to the confirmation of provisional maintenance orders.

117 At first glance, this provisional order system appears to represent a fair balance, in that it permits the maintenance creditor to open proceedings before the courts / authorities of the country where she lives (without the inconvenience of having to serve notice on the respondent abroad), while at the same time the order does not become enforceable before the respondent has had an opportunity to contest it before the courts / authorities of the country where he is resident. The complications of enforcing a foreign order do not arise, because the order is made by the authorities of the State in which it is enforced, *i.e.*, the State where the debtor is resident. In practice, however, it appears that the operation of the "shuttlecock" system can be complex and slow, involving as it does two or more sets of procedures. In our consultations, we did not find that the provisional order system attracted much support. Both in Canada and Australia there is now a preference for an "application system", *i.e.*, a system under which the maintenance creditor receives assistance in her home country in preparing an application which is then transmitted to the country where the debtor resides for a determination to be made in that country.[191]

118 The "application system" model is notable in that, on the one hand it accepts that the determination of maintenance may have to be made in the debtor's jurisdiction, while at the same time it acknowledges the need to provide appropriate support to the creditor in making the application from the country in which she is resident.

C *Is it feasible to develop uniform rules of direct jurisdiction?*

119 The difficulties in achieving uniformity in rules of direct jurisdiction on any subject matter at a global level are well known and are at the moment being considered by the Hague Conference in the context of international jurisdiction and the effects of foreign judgments in civil and

[187] The United States response to the 2002 Questionnaire (see Prel. Doc. No 2 of April 2003, *op. cit.* note 14) points out that NCCUSL proposed amendments to the 1996 version of UIFSA that specifically address a number of international child support enforcement issues. The 2001 UIFSA amendments, which had not yet been uniformly adopted by U.S. states at the time of writing, include a provision that a U.S. state may modify a foreign child support order if the foreign country or political subdivision "will not or may not modify its order pursuant to its laws". Although as a general rule any requests for modification should be heard by the tribunal that issued the order, it is recognised that in certain cases, modification would not be possible, absent action by the requested party. Such a stalemate may occur, *e.g.*, if a foreign country requires that parties be physically present to obtain a modification of a child support order, but it lacks the authority to compel a non-resident to appear. The U.S. state in such circumstances "may assume jurisdiction to modify the child-support order and bind all individuals subject to the personal jurisdiction [of the state] whether or not the consent to modification of a child-support order otherwise required of the individual […] has been given or whether the individual seeking modification is a resident of [the U.S. state] or of the foreign country or political subdivision", UIFSA 2001 § 615.

[188] For a full description of the system as it operates in the United Kingdom, see Dicey, Morris and Collins, *The Conflict of Laws*, 13th ed., London, Sweet & Maxwell, 2003, paras 18.175-18.181, and for Canada, see J.-G. Castel, *Canadian Conflict of Laws*, 4th ed., Toronto, Butterworths, 1997, paras 279-288.

[189] See Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act 1920, as amended by Maintenance Orders (Reciprocal Enforcement) Act 1992.

[190] The "Commonwealth" provisional orders scheme is embraced by most of the States of the Commonwealth including by the territorial units of these States, *e.g.*, Canadian provinces and territories and overseas dependant territories of the United Kingdom. Such bilateral agreements are negotiated between these jurisdictions and sometimes with third States such as Austria, Germany, Norway or the states of the United States of America.

[191] This, *e.g.*, is the approach taken in the *Inter-Jurisdictional Support Orders Act 2001* (Manitoba), Division I of which sets out procedures whereby a claimant, who is ordinarily resident in Manitoba, completes a "support application" and submits it to the authority in Manitoba, which must then review the application to ensure that it is complete and forward it as soon as possible to the reciprocating jurisdiction.

tière civile et commerciale[192]. Bien que les problèmes soient moins complexes généralement que dans le domaine des jugements civils ou commerciaux, l'élaboration de règles uniformes applicables aux actions alimentaires serait un formidable défi. On peine à voir comment parvenir à un compromis entre des systèmes qui, en ce qui concerne la compétence d'origine, donnent la priorité et l'avantage aux ayants droit vulnérables et ceux qui, pour des raisons de « *due process* », semblent exiger un lien personnel entre le for et le défendeur. Il serait peut-être plus aisé de parvenir à un compromis entre les deux points de vue opposés sur la compétence en matière de modification. En effet, dans un contexte différent mais apparenté, celui de la compétence en matière de décisions portant sur la protection des enfants, un accord sur la compétence en matière de modification a finalement été trouvé sur des règles uniformes dans la Convention de La Haye de 1996[193].

120 Quelles sont les possibilités ? On pourrait tenter d'élaborer une règle qui respecte la compétence personnelle tout en réduisant au minimum les circonstances pour lesquelles la compétence du for du créancier ne pourrait pas être exercée. Autrement dit, on pourrait tenter d'étendre à son maximum le concept de lien personnel entre le défendeur et le for. Cependant, cette solution pourrait laisser subsister des incertitudes constitutionnelles et ne résoudrait pas le conflit lorsque aucun lien personnel entre le débiteur et le for ne peut être établi. Ce serait le cas, par exemple, dans une affaire où une mère, qui réside habituellement dans l'État X, conçoit un enfant dans l'État Y avec un père qui vit dans cet État et intente ensuite une action contre le père dans l'État X. Le problème se poserait également lorsque la mère qui vivait avec son enfant et le père dans l'État X quitte cet État avec son enfant pour résider dans l'État Y et y intente une action contre le père.

D *Quelles sont les solutions possibles concernant la compétence en matière de modification ?*

121 S'il est vrai, comme il a été avancé plus haut, que le principal inconvénient pratique de l'absence de règles uniformes réside dans le domaine de la compétence en matière de modification et que le principal problème est le prononcé de plusieurs décisions, il faut examiner si cette difficulté peut être résolue par des solutions plus ciblées. Deux cas types seront examinés, le premier dans lequel le débiteur change de lieu de résidence postérieurement à la décision d'origine et le deuxième dans lequel le créancier change de lieu de résidence.

a *Changement du lieu de résidence du débiteur*

122 *H et W vivent aux États-Unis d'Amérique dans l'état X, avec D, leur fille âgée de sept ans. Ils se séparent et les autorités de l'état X fixent la pension alimentaire à 250 dollars par semaine. Tandis que W continue de vivre dans l'état X avec D dont elle a la garde, H s'installe à l'étranger dans l'État Y et y débute une liaison avec G avec laquelle il a un enfant E. Il déclare désormais qu'il ne peut plus verser 250 dollars par semaine de pension alimentaire pour D pour deux raisons principales. Il a des moyens limités du fait de ses obligations envers E et il soutient qu'en raison des différences de régimes fiscaux et sociaux de l'État Y, son revenu disponible est inférieur. Il souhaite que la pension de 250 dollars par semaine soit abaissée et que les autorités de l'État Y procèdent à cette revision.*

123 Il est clair que si les autorités de l'État Y rendent une décision réduisant la pension à verser à l'enfant, cette décision ne serait pas reconnue dans l'état américain X, qui invoquera la compétence continue en application des principes de l'UIFSA. La décision d'origine restera valide et les arriérés continueront de se cumuler dans l'état américain X.

124 C'est un fait intéressant et peut-être surprenant que si l'État Y était un État membre de l'Union européenne et que le Règlement de Bruxelles devait s'appliquer à cette demande de modification (il n'est pas applicable parce que le défendeur dans l'action en modification n'est pas domicilié dans un État membre de l'UE), le résultat serait similaire. En vertu de ce régime, un débiteur demandant une modification ne peut pas, en l'absence d'accord ou de soumission par le défendeur, intenter une action dans la juridiction où il réside ; il doit intenter cette action dans la juridiction du domicile du défendeur (dans ce cas le créancier). Autrement dit, c'est un cas dans lequel le principe de compétence continue de l'UIFSA et le principe de Bruxelles de compétence du for du créancier produisent le même résultat.

125 Il ne s'agit pas bien entendu de suggérer que le résultat sera identique dans tous les cas (voir les exemples plus bas). Mais la coïncidence dans ce cas de figure qui est l'une des situations types qui suscitent des préoccupations, laisse à penser qu'il pourrait être possible d'élaborer une règle qui résoudra au moins une partie du problème de compétence en matière de modification. La règle pourrait être proche du modèle suivant :

> Lorsqu'une décision a été rendue par une autorité judiciaire / administrative de l'État où, lors de l'introduction de l'instance, le créancier et le débiteur étaient tous deux résidents, et que le débiteur a déménagé postérieurement pour résider dans un autre État alors que le créancier n'a pas déménagé, la procédure en modification de la décision d'origine ne peut être introduite dans cet autre État en l'absence d'accord ou de soumission.

126 Certaines réserves devraient être insérées. La première est qu'il importerait de veiller à ce que le débiteur reçoive une aide adaptée, via le processus de coopération administrative, lorsqu'il intente une action dans l'État d'origine. L'autorité judiciaire / administrative d'origine devrait disposer de l'ensemble des faits relatifs aux points sur lesquels le débiteur s'appuie pour solliciter une modification ; le système de coopération administrative devrait contribuer à garantir la disponibilité de ces informations et l'absence de retards injustifiés. (Il ressort de nos consultations qu'actuel-

[192] Au moment de la rédaction, ont eu lieu cinq réunions de la Commission spéciale sur la compétence, la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale : en juin 1997, mars 1998, novembre 1998, juin 1999 et octobre 1999. Voir « Avant-projet de Convention adopté par la Commission spéciale et Rapport de Peter Nygh et Fausto Pocar », Doc. prél. No 11 d'août 2000, *Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome II, *Jugements*, p. 190 à 312. Voir également les rapports suivants établis par Catherine Kessedjian, Secrétaire général adjoint : « Compétence juridictionnelle internationale et effets des jugements étrangers en matière civile et commerciale », Doc. prél. No 7 d'avril 1997, *ibid.*, p. 12 à 72 ; « Rapport de synthèse des travaux de la Commission spéciale de juin 1997 sur la compétence juridictionnelle internationale et les effets des jugements étrangers en matière civile et commerciale », Doc. prél. No 8 de novembre 1997, *ibid.*, p. 80 à 106 ; et « Rapport de synthèse des travaux de la Commission spéciale de mars 1998 sur la compétence juridictionnelle internationale et les effets des jugements étrangers en matière civile et commerciale », Doc. prél. No 9 de juillet 1998, *ibid.*, p. 108 à 142.
La première réunion de la Commission spéciale a vu naître la volonté d'exclure les obligations alimentaires du champ d'application de la future Convention sur les jugements. (Voir *ibid.*, para. 4). Les « obligations alimentaires » sont également exclues du champ d'application de la Convention de La Haye de 1996 (art. 4) et les « obligations alimentaires entre époux » sont exclues du champ d'application de la *Convention du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux* (art. 1er).

[193] Voir, en particulier, l'art. 5(2) qui admet que la compétence pour rendre et modifier des décisions en matière de protection (y compris par ex. les ordonnances de garde) change en même temps que change le lieu de résidence habituelle de l'enfant. Cependant, ces questions sont différentes de celles qui se posent dans des procédures relatives à des demandes alimentaires. Il y a des raisons beaucoup plus importantes de donner compétence à la juridiction où réside habituellement l'enfant dans les affaires de protection de l'enfant.

Rapport Duncan

commercial matters.[192] Although the problems are less complex than in the field of civil and commercial judgments generally, the construction of uniform rules for maintenance proceedings would be a formidable challenge. It is hard to see how to achieve a compromise between systems which, in relation to original jurisdiction, place priority on convenience for vulnerable dependants, and those which, for due process reasons, require a personal nexus between the forum and the defendant. A compromise may perhaps be more easily attainable between the two opposing views on modification jurisdiction. Indeed, in another but related context, that of jurisdiction to make protection orders in relation to children, agreement concerning modification jurisdiction was eventually reached on uniform rules in the 1996 Hague Convention.[193]

120 What are the possibilities? One could try to devise a rule which respects personal jurisdiction but at the same time reduces to a minimum the circumstances in which creditor's jurisdiction could not be exercised. In other words, an attempt could be made to expand to its limit the concept of a personal nexus between the defendant and the forum. However, this may leave constitutional uncertainties and one would still be left with difficulty in a case where no personal link between the debtor and the forum can be constructed. An example would be a case where a mother, who has her habitual residence in State X, conceives a child in State Y by a father who is living in that State and then institutes proceedings against the father in State X. Another example would be one where a mother who has been living with her child and the father in State X moves from that State with the child to State Y and there brings proceedings against the father.

D *What can be done about modification jurisdiction?*

121 If it is true, as has been suggested above, that the main practical disadvantage of the absence of uniform rules lies in the area of modification jurisdiction and that the principal problem is the generation of multiple decisions, it is worth considering whether there are more focused ways of relieving this difficulty. Two typical cases will be considered, the first where the debtor's residence changes following the making of the original decision, and the second where the creditor's residence changes.

a *Change in the debtor's residence*

122 *H and W are living in the United States of America in state X, together with their 7-year old daughter D. Their relationship breaks down and the authorities in state X fix child support at $250 per week. While W continues to live in state X with D in her custody, H moves to live abroad in State Y and there he begins a relationship with G and has a child E by her. He now claims that he is unable to pay $250 per week support for D for two principal reasons. He has reduced means because of his obligations to E and he claims that, owing to the differences in the tax and social welfare regimes of State Y, he has less disposable income. He wishes to have the $250 a week order modified downwards, and he wants to have the authorities in State Y make the adjustment.*

123 It is clear that, if the authorities in State Y make an order reducing the child support payable, that order would not be entitled to recognition in U.S. state X which will, under UIFSA principles, claim continuing jurisdiction. The original order will continue to run, and to clock up arrears, in U.S. state X.

124 It is an interesting and perhaps surprising fact that, if State Y were a European Union State and the Brussels Regulation were to be applied to this modification application (it is not applicable because the defendant in the modification proceedings is not domiciled in a Member State of the EU), a similar result would follow. Under that regime a debtor seeking modification may not, absent agreement or submission by the defendant, bring proceedings in the jurisdiction where he is resident; he must bring those proceedings where the defendant (in this case the creditor) is domiciled. In other words, this is a case where the UIFSA principle of continuing jurisdiction and the Brussels principle of creditor's jurisdiction produce the same outcome.

125 This is not, of course, to suggest that the same outcome will be produced in every case (see examples below). But the coincidence in relation to this case, which is one of the typical situations which give rise to concern, suggests that it might be possible to devise a rule which will tackle at least part of the problem of modification jurisdiction. The rule might be somewhat along the following lines:

> Where an order has been made by a court / authority of the State where at the time of the institution of proceedings both the creditor and the debtor were resident, and the debtor has subsequently changed his / her residence to another State but the creditor has not, proceedings to modify the original order may not, in the absence of agreement or submission, be instituted in that other State.

126 Certain provisos should be introduced. The first is that it would be important to ensure that the debtor is given appropriate assistance, through the process of administrative co-operation, in bringing modification proceedings in the State of origin. The court / authority of origin should have the full facts available concerning the matters on which the debtor is relying in applying for modification; the system of administrative co-operation should help to ensure that this is the case and that unnecessary delays do not occur. (We understand from our consultations that, in

[192] At the time of writing there have been five Special Commission meetings on the question of jurisdiction, recognition and enforcement of foreign judgments in civil and commercial matters: in June 1997, March 1998, November 1998, June 1999 and October 1999. See "Preliminary Draft Convention adopted by the Special Commission and Report by Peter Nygh and Fausto Pocar", Prel. Doc. No 11 of August 2000, *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome II, *Judgments*, pp. 191-313. See also the following reports drawn up by Catherine Kessedjian, Deputy Secretary General: "International Jurisdiction and Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters", Prel. Doc. No 7 of April 1997, *ibid.*, pp. 13-73; "Synthesis of the Work of the Special Commission of June 1997 on International Jurisdiction and the Effects of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters", Prel. Doc. No 8 of November 1997, *ibid.*, pp. 81-107; and "Synthesis of the Work of the Special Commission of March 1998 on International Jurisdiction and the Effects of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters", Prel. Doc. No 9 of July 1998, *ibid.*, pp. 109-143.
From the first of these Special Commission meetings a trend took shape which would exclude maintenance obligations from the scope of the future Judgments Convention. (See *ibid.*, para. 4.) "Maintenance obligations" are also excluded from the scope of the 1996 Hague Convention (Art. 4) and "maintenance obligations between spouses" are excluded from the scope of the *Hague Convention of 14 March 1978 on the Law Applicable to Matrimonial Property Regimes* (Art. 1).

[193] See, in particular, Art. 5(2) which accepts that jurisdiction to make and modify protection orders (including, *e.g.*, custody orders) shifts with a change in the child's habitual residence. However, the issues are different from those which arise in maintenance proceedings. There are far stronger reasons to tie jurisdiction to the child's habitual residence in the area of child protection.

lement, de sérieux retards se produisent parfois lorsque les débiteurs intentent une action en revision dans un état américain d'origine). Il est possible également que la loi d'un État donné, n'autorise pas l'autorité judiciaire ou administrative à exercer une compétence en matière de modification dans des circonstances de ce type. Ces considérations laissent à penser que le principe général exposé plus haut ne devrait pas opérer a) lorsque le délai de traitement de la demande en modification dans l'État d'origine est excessif et b) lorsque, selon la loi du for, l'État d'origine n'est pas compétent pour modifier sa propre décision.

127 Il faut garder à l'esprit que si, dans cet exemple, l'état américain X modifie sa décision d'origine, l'exécution de cette décision modifiée reviendrait à l'État Y. Ce serait possible si l'approche de la reconnaissance et de l'exécution suggérée au chapitre précédent est adoptée. Il faut également se souvenir que l'État dans lequel l'exécution doit intervenir devra appliquer ses propres règles quant au mode d'exécution et que ces règles peuvent elles-mêmes imposer des limites à ce que le débiteur peut être contraint de payer au final.

b *Changement de résidence du créancier*

128 *H et W vivent aux États-Unis d'Amérique dans l'état X, avec leur fils de sept ans, S. H et W se séparent. Les autorités de l'état X fixent la pension alimentaire de l'enfant à 250 dollars par semaine. H continue de résider dans l'état X, mais W déménage avec son fils S, dont elle a la garde, pour s'installer dans l'État Y (c.-à-d. à l'extérieur des États-Unis). Après y avoir vécu deux ans, elle demande une augmentation de la pension alimentaire ; ses dépenses afférentes à S ayant augmenté et parce que H gagne maintenant un salaire plus élevé. Elle souhaiterait introduire la demande en modification dans l'État Y où elle vit.*

129 Dans ce cas, il semble qu'il y ait peu de chances de réconcilier les deux systèmes. Supposons que l'État Y autorise W à introduire sa demande devant ses autorités judiciaires ou administratives, et que la pension alimentaire est portée à 350 dollars par semaine. Les autorités judiciaires ou administratives de l'état américain X pourraient invoquer la continuité de la compétence et ne pas exécuter la décision modifiée à l'encontre de H. L'absence de règle de compétence acceptée dans ce cas implique que W devra en fait introduire sa demande en modification devant les autorités judiciaires ou administratives d'un État étranger.

130 Que cela constitue un abus injuste à l'égard de W dépend beaucoup du niveau d'aide et de soutien qui lui est accordé lorsqu'elle introduit sa demande de modification à l'étranger. L'existence d'une coopération rapide et efficace entre les deux autorités concernées pourrait minimiser les inconvénients qu'elle aurait à subir. De plus, le fait que la modification soit effectuée dans l'État où H réside implique que les efforts faits afin d'obtenir l'exécution porteront probablement plus leurs fruits. Ce cas de figure n'est sans doute pas la situation idéale pour les pays qui préconisent la compétence du for du créancier mais c'est une situation à laquelle on peut remédier par une coopération étroite.

c *Autres situations factuelles*

131 Il est évident que les faits peuvent être bien plus compliqués que dans les deux cas exposés plus haut. Il est possible, par exemple, que le créancier et le débiteur vivent déjà dans des pays différents lorsque la décision d'origine est rendue et que la demande en modification soit postérieure à un changement de résidence du créancier ou du débiteur dans un troisième pays. Exemples :

– H réside dans l'État Z. W réside dans l'État Y. W obtient une décision alimentaire dans l'État Y. H déménage pour s'installer dans l'état américain X. La décision de W fondée sur la compétence du for du créancier ne serait probablement pas reconnue dans l'état américain X, et les autorités de l'état X ne reconnaîtraient probablement pas une modification décidée dans l'État Y même s'il exerce en réalité une compétence continue. Dans ce cas de figure, le créancier d'aliments recherchant l'exécution aux États-Unis devrait obtenir une décision exécutoire dans l'état X.
– H réside dans l'état américain X. W réside dans l'État Y. W obtient une décision en matière d'aliments dans l'état américain X. H déménage ensuite dans l'État Z. Dans ce cas, il est probable que W obtiendrait une modification dans son pays de résidence qui serait exécutoire dans l'État Z, dans l'hypothèse où l'État Z admet la compétence du for du créancier.
– Les faits sont identiques à ceux de l'exemple précédent excepté que c'est W qui déménage ensuite dans l'État Z. Dans ce cas, H devrait en fait invoquer la modification dans l'état américain X.

d *Autres approches relatives aux problèmes de compétence en matière de modification*

132 Il a déjà été suggéré que l'une des principales conditions pour surmonter les problèmes liés à la compétence en matière de modification est d'instaurer un système de coopération rapide et efficace, combiné à un soutien approprié pour le créancier ou le débiteur, de sorte que lorsqu'une modification doit être sollicitée dans un for incommode pour l'une des parties, l'inconvénient est minimisé pour le demandeur.

133 Une autre possibilité est d'examiner si certains principes au fond pourraient constituer un frein à l'exercice de la compétence en matière de modification d'une autorité judiciaire / administrative dans une affaire à caractère international. Les exemples peuvent être les suivants :

– une autorité judiciaire ou administrative ne devrait ordonner aucune modification sans tenir compte des facteurs sur lesquels l'autorité judiciaire ou administrative d'origine a fondé sa décision ;
– un changement de résidence ne devrait pas à lui seul être considéré comme un changement de situation suffisant pour justifier une modification ;
– lorsqu'une modification est invoquée après un changement de résidence de l'une des parties, l'autorité judiciaire ou administrative devrait tenir compte du motif du changement de résidence (lorsque vérifiable), et en particulier du fait que ce changement a été ou non effectué pour augmenter ou diminuer une obligation alimentaire[194].

E *Quelques conclusions générales sur la compétence directe*

134 (1) Un accord sur des règles uniformes de compétence directe aurait évidemment des avantages. Ceux-ci incluraient la clarté et la prévisibilité. Malgré que des règles uniformes permettraient d'éviter des décisions d'origine contradictoires, le problème dans les cas relatifs aux aliments (plus particulièrement les aliments envers les enfants) n'est pas aussi sérieux qu'il peut l'être dans les autres ma-

[194] Une troisième possibilité est de considérer les principes de la loi applicable dans le contexte particulier des requêtes en modification. Par exemple, devrait-il y avoir un principe général, mais non immuable, selon lequel l'autorité judiciaire ou administrative qui modifie la décision d'origine devrait appliquer la même loi que celle qui a été appliquée par l'autorité judiciaire ou administrative d'origine ? Ce principe ne serait sans doute pas approprié dans tous les cas et compte tenu des différences d'approche de la loi applicable, même au stade de la décision d'origine, il serait difficile de trouver un accord sur ce point.

cases where at the moment debtors seek modification in an originating United States state, serious delays sometimes occur.) It is also possible that, under its own rules, a particular State would not allow its courts / authorities to exercise modification jurisdiction in circumstances of this kind. These considerations suggest that the general principle set out above should not operate a) where there is unreasonable delay in addressing the modification application in the originating State, and b) where under its own rules the originating State lacks jurisdiction to modify its own order.

127 It should be remembered that if, in the example, U.S. state X modifies its original order, that modified decision would fall to be enforced in State Y. This would be possible if the approach to recognition and enforcement suggested in the previous Chapter is adopted. It should also be recalled that the State in which enforcement is to take place will be required to apply its own rules to the manner in which enforcement is to take place, and those rules may themselves place certain limits on what at the end of the day the debtor can be compelled to pay.

b *Change in the creditor's residence*

128 *H and W are living in the United States of America in state X, together with their 7-year-old son S. H and W separate. The authorities in state X fix child support at $250 per week. H continues to live in state X but W subsequently moves together with S, who is in her custody, to live in State Y (*i.e.*, outside the United States). After living there for two years she claims that the child support should be raised because her expenses related to S have increased and because H is now earning a higher salary. She would like to make the modification application in State Y where she is living.*

129 Here there seems to be little chance of reconciling the two systems. Assume that State Y would allow W to bring her modification application before its courts / authorities and that she does so and that child support is increased to $350 per week. The courts / authorities of U.S. state X may claim continuing jurisdiction and not enforce the modified order against H. The absence of an agreed jurisdictional standard in this case means that W will in effect have to bring her modification proceedings before the courts / authorities of a foreign State.

130 Whether this constitutes an unfair imposition on W depends very much on the degree of assistance and support she is given in making her modification application abroad. If there is swift and effective co-operation between the two authorities concerned, any inconvenience to W could be minimised. Moreover, the fact that the modification would be made in the State where H is resident means that enforcement efforts are likely to be more successful. It may not be the ideal situation for those countries which advocate a creditor's jurisdiction, but it is one which is remediable through close co-operation.

c *Other factual situations*

131 Facts can of course be much more complicated than in the two cases set out above. It is possible, for example, that the creditor and debtor are already living in different countries when the original decision is made and that the application to modify follows a change in either the creditor's or the debtor's residence to a third country. For example:

– H is resident in State Z. W is resident in State Y. W obtains a child support order in State Y. H moves to U.S. state X. W's order, based on creditor's jurisdiction, would probably not be entitled to recognition in U.S. state X, nor probably would the authorities in state X recognise any modification made in State Y even though it is exercising in effect a continuing jurisdiction. The maintenance creditor seeking enforcement in the United States would in this case need to seek an enforceable order in state X.

– H is resident in United States state X. W is resident in State Y. W obtains a support order in United States state X. H subsequently moves to State Z. In such case, presumably, W would obtain a modification in her country of residence which would be enforceable in State Z, assuming that State Z accepts a creditor's jurisdiction.

– The facts are as in the example above except that it is W who subsequently moves to State Z. In such case, W would, in effect, have to seek modification in United States state X.

d *Other approaches to the problems of modification jurisdiction*

132 It has already been suggested that one of the principal requirements for overcoming the problems associated with modification jurisdiction is the establishment of a fast and effective system of co-operation, combined with appropriate supports for the creditor or debtor, so that when a modification has to be applied for in what appears to one of the parties to be an inconvenient forum, the inconvenience is minimised for the applicant.

133 Another possibility is to consider whether there may be certain substantive principles which might act as a check upon a court / authority exercising modification jurisdiction in an international case. Examples might be:

– that a court / authority should not order modification without taking into account the factors upon which the originating court / authority based its order;

– a change of residence should not, without more, be considered as a change of circumstance sufficient to justify a modification;
– where modification is sought following a change in the residence of one of the parties, the court / authority should take into account the reason (where ascertainable) for the change in residence, and in particular whether that change was effected in order either to increase or reduce a maintenance liability.[194]

E *Some general conclusions on direct jurisdiction*

134 (1) If agreement were possible on uniform direct rules of jurisdiction, there would obviously be advantages. These would include clarity and foreseeability. While uniform rules would also avoid conflicting original decisions, this is not as serious a problem with maintenance (particularly child support) as with other civil or commercial matters.

[194] A third possibility is to consider applicable law principles in the special context of modification applications. *E.g.*, should there be a general, but not invariable, principle that the modifying court / authority should apply the same law as was applied by the originating court / authority. This would probably not be appropriate in all cases and, given the differences in approach to applicable law even at the stage of making an original decision, it would be difficult to reach agreement on this.

tières civiles et commerciales. Les avantages pratiques des règles uniformes se manifesteraient principalement dans le contexte des actions en modification, en ce que les règles uniformes aideraient à prévenir une situation dans laquelle la décision d'origine et la décision modifiée restent toutes deux valides dans les différents pays concernés.

(2) Dans le même ordre d'idées, les inconvénients de l'absence d'uniformité des règles de compétence directe se manifestent de façon plus marquée dans le contexte des demandes en modification. Il est possible de réduire certains de ces inconvénients. Un accord pourrait en particulier être trouvé sur un principe de continuité de la compétence lorsque le créancier réside encore dans l'État d'origine.

(3) Un moyen essentiel de réduire les inconvénients est de garantir, lorsque le demandeur en modification doit introduire sa demande dans un pays étranger, qu'il y ait un système rationnel et efficace de coopération entre les autorités concernées assurant la rapidité des échanges d'information et des documents nécessaires et toute aide appropriée au demandeur. On peut soutenir que le développement d'un système effectif de coopération contribuerait beaucoup plus au succès d'un nouvel instrument qu'un accord portant sur les critères uniformes de compétence. Il est pertinent de noter que pendant les négociations qui ont menées à l'adoption de la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale, les efforts entrepris afin d'obtenir un accord sur les critères uniformes de compétence ont été abandonnés et on a préféré développer des procédures de coopération respectant le rôle spécifique de protection de l'enfant tant des pays d'accueil que dans des pays d'origine[195].

(4) Il importe de veiller à ce que, en cas de changement de résidence de l'une des parties, la compétence en matière de modification de la décision ne soit pas exercée à la légère. Des principes quant au fond peuvent y contribuer.

(5) En ce qui concerne l'exercice de la compétence d'origine, il est possible de résoudre, tout au moins en partie, les préoccupations que peut susciter le fonctionnement de règles de compétence susceptibles d'être jugées inéquitables, soit pour le créancier soit pour le débiteur, en veillant à ce que les conditions exposées au point (3) soient remplies.

CHAPITRE V – LOI APPLICABLE

A *Considérations générales*

135 La question 33(c) du Questionnaire de 2002, qui demandait si les principes de la loi applicable devaient être un élément clé du nouvel instrument, a trouvé des réponses partagées. En effet, une forte minorité d'États a estimé que ces principes devraient être un élément clé tandis qu'une minorité bien plus faible était opposée à leur inclusion et qu'un troisième groupe de pays jugeait que l'inclusion de ces principes ne devrait pas être une priorité, ou réservait sa position sur la question. Parmi ce troisième groupe figuraient des États qui estimaient que, s'il y a lieu de discuter de l'approche de la loi applicable, un accord pourrait s'avérer très difficile à trouver et qu'il ne faudrait pas laisser la recherche de cet accord retarder l'avancement des travaux dans d'autres domaines. Quelques États ont attiré l'attention sur des questions particulières qui bénéficieraient de principes acceptés de loi applicable, par exemple la question du « mode de représentation en justice » du mineur (France), ou celle des délais de prescription (Suède). D'autres États ont suggéré qu'au lieu de traiter la question de la loi applicable dans son intégralité, le nouvel instrument ne devrait aborder que certaines questions sélectionnées, mais sans les spécifier.

136 Il ne fait guère de doute que vouloir inclure un ensemble complet de principes relatifs à la loi applicable dans le nouvel instrument représente une tâche colossale. Bien qu'un régime multilatéral existe déjà sous la forme des deux Conventions de La Haye sur la loi applicable (la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* et la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*), la discussion relatives à ces Conventions lors des Commissions spéciales de 1995 et de 1999, qui est résumée ci-dessous, laisse à penser que la réévaluation de ces Conventions ne serait pas simple. De plus, ces Conventions ont suscité un nombre relativement modeste de ratifications et d'adhésions, principalement concentrées en Europe[196], et de la part d'États appliquant traditionnellement la loi étrangère dans les affaires relatives aux aliments[197]. Il sera évidemment encore plus ardu d'élaborer un régime de loi applicable susceptible d'attirer un groupe d'États plus universel, notamment ceux qui, traditionnellement, appliquent principalement la loi du for en matière alimentaire. En effet, au vu du recours croissant de nombreux systèmes nationaux à des modes d'évaluation souvent très complexes des aliments ou des pensions alimentaires envers les enfants[198], il pourrait être très difficile pour les systèmes de *common law* d'abandonner la règle générale selon laquelle, dans un seul souci de commodité, la loi du for s'applique à la quantification des aliments.

137 Étant donné qu'un grand nombre d'États s'intéresse à un régime général de loi applicable tandis qu'une importante minorité d'États peut être dans l'impossibilité de souscrire à un tel régime, quelles sont les conséquences du point de vue de l'élaboration d'un nouvel instrument ? Une première possibilité consisterait à inclure un régime de loi applicable sous forme d'élément optionnel, c'est-à-dire un élément à l'égard duquel une réserve (exclusion) ou une déclaration (inclusion) pourrait être exprimée. L'autre possibilité serait d'exclure cet élément du nouvel instrument et d'organiser des débats séparés lors de la revision des Conventions de La Haye existantes. Cette deuxième possibilité ne serait pas conforme au concept d'instrument « complet », mais elle permettrait de cibler la discussion et de progresser plus rapidement sur les questions pour lesquelles une approche universelle est réalisable.

138 Parallèlement, il pourrait s'avérer plus facile de réunir un consensus sur l'opportunité d'une approche commune pour certaines questions, notamment sur la possibilité de l'application de la loi étrangère dans certains cas. Hormis les questions précises mentionnées par les États ayant répondu au Questionnaire de 2002, la question se pose aussi du droit d'un enfant ou d'un autre ayant droit à un soutien ou à des aliments. Par exemple, quelle loi devrait régir l'âge auquel l'enfant cesse d'avoir droit à des aliments ? Discuter un nombre limité d'aspects relatifs à la loi applicable lors-

[195] Voir les chapitres III et IV de la Convention de 1993 qui établissent une structure et des procédures détaillées de coopération.

[196] Convention de 1956 : Allemagne, Autriche, Belgique, Chine (Région administrative spéciale de Macao seulement), Espagne, France, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Turquie. Convention de 1973 : Allemagne, Espagne, Estonie, France, Italie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suisse, Turquie.

[197] Sur les raisons pour lesquelles certains États n'ont pas ratifié les Conventions de La Haye de 1956 et de 1973 ou n'y ont pas adhéré, voir Doc. prél. No 3 d'avril 1999 (*op. cit.* note 6), partie III, section B, réponses aux questions 1 et 2. En fait, la plupart des États qui y sont mentionnés n'avaient pas de raison de principe pour ne pas ratifier ou accéder, et certains envisageaient une ratification ou une adhésion.

[198] Voir, *supra*, note 22.

Rapport Duncan

The practical advantages of uniform rules would show themselves primarily in the context of modification cases in that uniform rules would help to prevent a situation in which the original order and the modified order both remain valid in the different countries concerned.

(2) By the same token, the disadvantages of lack of uniformity in direct rules of jurisdiction show themselves most markedly in the context of modification cases. Some of these disadvantages can be ameliorated. In particular, agreement might be possible on a principle of continuing jurisdiction in those cases where the creditor has remained resident in the originating State.

(3) An essential way of reducing inconvenience is to ensure that, when an applicant for a modification order has to bring his / her application in a foreign country, there is in operation an efficient and effective system of co-operation between the authorities concerned to ensure speed in the necessary exchange of information / documentation, and that the applicant is provided with the appropriate supports. Arguably, the development of an effective system of co-operation will be far more important for the success of the new instrument than agreement on uniform standards of jurisdiction. It is of some relevance to note that, in the negotiations concerning the 1993 Hague Convention on Intercountry Adoption, attempts to achieve agreement on uniform jurisdictional standards were abandoned in favour of the development of co-operation procedures which respected the proper role which both the receiving country and the country of origin have in securing the protection of the child.[195]

(4) It is important to ensure that, where a change in the residence of one of the parties occurs, modification jurisdiction is not exercised lightly. Some substantive principles may help in achieving this.

(5) With regard to the exercise of original jurisdiction, concerns over unfairness to the creditor or the debtor which may arise from the operation of jurisdictional standards which may be thought to be unfair either to the creditor or to the debtor, can also be addressed, at least in part, by ensuring that the conditions set out in (3) above are met.

CHAPTER V – APPLICABLE LAW

A *General considerations*

135 Responses to question 33(c) of the 2002 Questionnaire, which asked whether applicable law principles should be a key element in the new instrument, were mixed. A substantial minority of respondents felt that such principles should be included as a core element. A much smaller minority was opposed to their inclusion. A middle group of respondents felt that the inclusion of such principles should not be a priority, or reserved their position on the question. Among that middle group of respondents were States that were of the opinion that, while the approach to applicable law should be discussed, it might be very difficult to reach agreement and that this should not be allowed to delay progress on other areas. Some respondents drew attention to particular matters which would benefit from agreed applicable law principles, for example, the question of the "*mode de représentation en justice*" of the minor (France), or the question of limitation periods (Sweden). Some other respondents suggested that the new instrument should address only certain selected but unspecified matters, rather than address applicable law in its entirety.

136 There is little doubt that if an attempt is made to include in the new instrument a comprehensive set of applicable law principles, the task will be a formidable one. Although there already exists a multilateral scheme in the form of the two Hague Conventions on applicable law (the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children and the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*), discussion of these Conventions at the 1995 and 1999 Special Commissions, which is summarised below, suggests that re-evaluation of these Conventions would not be a simple matter. Moreover, these are Conventions which have attracted a relatively modest number of ratifications and accessions, largely within the European area,[196] and among States which have a tradition of applying foreign law in maintenance cases.[197] The construction of an applicable law regime which would be attractive to a more universal set of States, including those which have a tradition of applying principally forum law to maintenance cases, will obviously be even more difficult. Indeed, with the increasing use of often highly complex formulae for the assessment of maintenance or child support in many national systems,[198] it may be very difficult to shift common law systems from the general rule that, as a matter of practicality alone, forum law should apply to the quantification of maintenance.

137 Given that, on the one hand, there is a substantial number of States that have an interest in a general applicable law regime while, on the other hand, there is a substantial minority of States which may not be in a position to subscribe to such a regime, what are the consequences in terms of the development of a new instrument? One possibility would be to include an applicable law regime as an optional element in the new instrument, *i.e.*, one in respect of which a reservation (opt out) or declaration (opt in) could be entered. Another possibility would be to leave this element out of the new instrument and to have separate discussions on revision of the existing Hague Conventions. This second possibility would not be in keeping with the concept of a "comprehensive" instrument. On the other hand, it would enable discussion to concentrate and to move ahead more rapidly on those matters on which a universal approach is feasible.

138 At the same time, there are particular matters on which it may be easier to obtain agreement that a common approach, including the possibility of the application of foreign law in certain cases, would be wise. Apart from those specific matters mentioned by respondents to the 2002 Questionnaire, there is also the question of entitlement to support or maintenance for a child or other dependent. Which law, for example, should govern the age at which a child ceases to be entitled to receive maintenance? Discussion of a limited set of applicable law issues where there is

[195] See Chapters III and IV of the 1993 Convention which establish the structure and detailed procedures for co-operation.

[196] 1956 Convention: Austria, Belgium, China (Macau Special Administrative Region only), France, Germany, Italy, Japan, Liechtenstein, Luxembourg, Netherlands, Portugal, Spain, Switzerland, Turkey. 1973 Convention: Estonia, France, Germany, Italy, Japan, Lithuania, Luxembourg, Netherlands, Poland, Portugal, Spain, Switzerland, Turkey.

[197] For the reasons why certain States have not ratified or acceded to the 1956 and 1973 Hague Conventions, see Prel. Doc. No 3 of April 1999 (*op. cit.* note 6), Part III, section B, responses to questions 1 and 2. In fact, most of the States mentioned therein did not have reasons of principle for not ratifying or acceding, and some were considering ratification or accession.

[198] See above, note 22.

qu'une perspective de consensus se dégage, pourrait avoir de considérables avantages quant au fond, et présenterait en outre l'intérêt d'éviter une tentative longue et peut-être vaine de réunir un consensus sur un régime général quant à la loi applicable.

B *Conventions de La Haye de 1956 et 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*

139 Les principales caractéristiques des Conventions de La Haye de 1956 et 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires sont décrites en détail dans la Note préparée par Michel Pelichet pour la Commission spéciale de 1995[199]. Elles ont également été résumées dans la Note rédigée pour la Commission spéciale de 1999[200].

140 Les questions et problèmes soulevés par les deux Conventions de La Haye, qui ont fait l'objet de discussions approfondies lors des Commissions spéciales de 1995 et 1999, sont expliqués et examinés en détail dans les notes et conclusions afférentes à ces deux Commissions spéciales[201]. Ils peuvent être brièvement résumés comme suit :

– La loi applicable à la détermination de la filiation, lorsque celle-ci constitue une question accessoire à une action alimentaire, a été discutée lors des deux Commissions spéciales. La conclusion de la Commission spéciale de 1995 soutenait l'opinion selon laquelle la loi applicable est celle qui régit l'obligation alimentaire (c.-à-d. la question principale)[202], mais des approches divergentes subsistaient au moment de la Commission spéciale de 1999[203].
– L'article 8 de la Convention de 1973 prévoit que la loi applicable à un divorce régit, dans l'État contractant où le divorce est accordé ou reconnu, les obligations alimentaires des époux divorcés, ainsi que toute revision de ces obligations. La Commission spéciale de 1995, tout en reconnaissant que cette règle a été critiquée, a approuvé le principe de base consistant à « garantir la prévisibilité à long terme des rapports alimentaires entre ex-époux »[204]. Un argument en faveur d'une plus grande autonomie des parties quant à la loi applicable dans ces circonstances a été présenté lors de la Commission spéciale de 1995[205] et longuement débattu lors de la Commission spéciale de 1999[206]. Les conclusions de la discussion ont été résumées de la façon suivante dans le Rapport et les Conclusions de la Commission spéciale de 1999 :

> « 37 Certains échanges ont eu lieu au sujet des problèmes soulevés par la décision de la Cour suprême des Pays-Bas en date du 21 février 1997 [*Hoge Raad*, 21 février 1997, *RvdW*, 56C] relative à l'interprétation de l'article 8 de la Convention de La Haye de 1973. La Cour a jugé que l'article 8 de la Convention de La Haye de 1973, étant donné ses antécédents historiques et ceux de la Convention dans son ensemble, n'est pas incompatible avec la possibilité pour des époux divorcés de choisir la loi applicable, celle-ci étant la loi du pays de leur résidence habituelle commune pendant une longue période ainsi que la loi du for. La loi néerlandaise, choisie par les parties, a été appliquée plutôt que la loi iranienne qui régissait le divorce. Les réponses au Questionnaire donnent à penser qu'il est peu probable que la plupart des tribunaux nationaux des autres États parties adoptent la même manière de voir (voir le Doc. prél. No 3 [partie III, section A, question 2]). Il a été souligné que la décision de la Cour suprême se prête à diverses nuances d'interprétation – [que c'est une instance, qui représente la tendance grandissante à appliquer la loi du for,] que c'est un exemple à caractère exceptionnel de l'application de la loi du pays auquel les époux sont le plus étroitement liés et qu'elle constitue une reconnaissance de l'importance de l'autonomie de la volonté dans la détermination de la loi applicable.
>
> 38 Sur le point de savoir s'il était souhaitable d'évoluer vers une plus grande autonomie de la volonté, l'on a fait état du rôle croissant de cette autonomie dans des sphères connexes du droit de la famille tel que le droit successoral (voir, par exemple, la *Convention de La Haye du premier août 1989 sur la loi applicable aux successions à cause de mort*). On a souligné qu'il importait de prendre garde aux influences indues qui pourraient s'exercer et signalé qu'il pouvait y avoir conflit entre la tendance à une plus grande autonomie de la volonté des parties, d'une part, et d'autre part la propension de certains pays à calculer le montant des dettes alimentaires suivant une simple procédure administrative liée à la loi du for. L'Expert d'un État partie à la Convention de 1973 sur la loi applicable a fermement contesté la nécessité de toute revision de l'article 8. »[207]

141 Hormis la question de savoir si la volonté des parties peut déplacer la loi apparemment applicable aux termes de l'article 8, d'autres problèmes se posent autour des accords en matière d'aliments et de la loi qui leur est applicable. Ces questions, qui font l'objet d'un examen approfondi dans la Note rédigée pour la Commission spéciale de 1999[208], peuvent être résumées ainsi :

– Faut-il limiter l'autonomie des parties, c'est-à-dire la liberté des parties de choisir la loi applicable, et si oui, quelles doivent être les limites ? En particulier, un lien réel devrait-il exister entre la loi choisie et la situation des parties, et les parties peuvent-elles, par leur choix, échapper aux règles obligatoires qui seraient par ailleurs applicables[209] ?
– Quelle loi régit la validité formelle et matérielle d'un accord relatif à la loi applicable[210] ?
– Quelle loi devrait régir les obligations découlant des accords en matière d'aliments que les parties aient ou non choisi expressément la loi applicable ? Le doute subsiste sur le fait de savoir si ce sont les règles de la Convention de 1973, et en particulier l'article 8, qui devraient s'appliquer ou si les règles généralement applicables du droit international privé devraient régir les accords en matière d'aliments[211].

C *La Convention de Montevideo*

142 La Convention de Montevideo, contrairement au régime de Bruxelles, contient elle aussi des principes de loi applicable exposés aux articles 6 et 7. L'approche est similaire à celle des Conventions de La Haye dans la mesure où les règles sont destinées à avantager le créancier. Cependant, plutôt que l'approche en « cascade » adoptée dans la Convention de La Haye de 1973 sur la loi applicable, la

199 Voir Doc. prél. No 1 de septembre 1995 (*op. cit.* note 3), chapitre I, A.
200 Voir Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), para. 18 à 24.
201 Voir Doc. prél. No 1 de septembre 1995 (*op. cit.* note 3) ; Doc. prél. No 10 de mai 1996 (*op. cit.* note 4) ; Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7) ; et Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8).
202 Voir Doc. prél. No 10 de mai 1996 (*op. cit.* note 4), aux para. 29 et 30.
203 Voir Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), para. 6.
204 Doc. prél. No 10 de mai 1996 (*op. cit.* note 4), para. 33.
205 Voir *ibid.*, para. 35.
206 Voir Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), aux para. 29 à 41.
207 Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), para. 37 et 38.
208 Voir Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), para. 33 à 41.
209 *Ibid.*, para. 34 et 35.
210 *Ibid.*, para. 36.
211 *Ibid.*, para. 37 et 38.

Rapport Duncan

at least some prospect of consensus may have considerable benefits both in terms of substance and in terms of avoiding a long and perhaps futile attempt at gaining consensus on a general applicable law regime.

B *The 1956 and 1973 Hague Conventions on the law applicable to maintenance obligations*

139 The main features of the 1956 and 1973 Hague Conventions on the law applicable to maintenance obligations are described fully in the Note prepared by Michel Pelichet for the 1995 Special Commission.[199] These were also summarised in the Note prepared for the 1999 Special Commission.[200]

140 Issues and problems arising from the two Hague Conventions, which were discussed fully at the Special Commissions of 1995 and 1999, are explained and discussed in detail in the notes and conclusions associated with those two Special Commissions.[201] They may be briefly summarised here as follows:

– The law applicable to the determination of parentage, where it arises as an incidental question in maintenance proceedings, was discussed in both Special Commissions. The conclusion of the 1995 Special Commission supported the view that the applicable law is that which governs the maintenance obligation (*i.e.*, the main question),[202] but divergent approaches still existed at the time of the 1999 Special Commission.[203]

– Article 8 of the 1973 Convention provides that the law applicable to a divorce shall, in the Contracting State where the divorce is granted or recognised, govern the maintenance obligations of the divorced spouses, as well as any revision of those obligations. The 1995 Special Commission, while acknowledging that this rule had been the subject of some criticism, approved the basic principle as "guaranteeing the foreseeable nature of maintenance relationships between former spouses in the long term".[204] An argument in favour of giving the parties greater autonomy in relation to applicable law in these circumstances was raised in the 1995 Special Commission[205] and was discussed at some length in the 1999 Special Commission.[206] The conclusions of the discussion are summarised thus in the Report and Conclusions of the 1999 Special Commission:

> "37 The issues raised by the decision by the Netherlands Supreme Court of 21 February 1997 [*Hoge Raad*, 21 February 1997, *RvdW*, 56C] concerning the interpretation of Article 8 of the Hague Convention of 1973 were the subject of some discussion. The Court had ruled that Article 8 of the Hague Convention of 1973, in the light of its history and that of the Convention as a whole, was not incompatible with the admission of a choice by divorced spouses of the governing law, the law chosen being that of the country of their common habitual residence for a long period and of the forum. Dutch Law, chosen by the parties, was applied rather than Iranian Law, which governed the divorce. The responses to the Questionnaire suggest that the national courts of other States Parties are for the most part unlikely to adopt the same approach (see Preliminary Document No 3 [Part III, section A, question 2]). It was pointed out that differing emphases could be placed on the interpretation of the Supreme Court's decision – that it is an instance of the growing tendency to apply forum law, that it is an example, by way of exception of the application of the law of the country with which the spouses have their closest connection, and that it constitutes recognition of the importance of party autonomy in determining the applicable law.
>
> 38 On the question of the desirability of movement towards greater party autonomy, reference was made to the increasing role of party autonomy in related spheres of family law such as that of succession law. (See, for example, the *Hague Convention of 1 August 1989 on the Law Applicable to Succession to the Estates of Deceased Persons*.) The importance of safeguards against any undue influence was raised, as well as a possible conflict between a movement towards greater party autonomy on the one hand, and on the other hand, the shift in certain countries towards the calculation of maintenance payments by way of a simple administrative procedure focussed on the law of the forum. A firm view was expressed by the expert of one State Party to the 1973 Applicable Law Convention against the need for any revision of Article 8."[207]

141 Quite apart from the question of whether party choice may displace the law apparently applicable under Article 8, there exist a number of other issues surrounding maintenance agreements and the law applicable to them. These are discussed more fully in the Note prepared for the 1999 Special Commission[208] and may be summarised as follows:

– What, if any, should be the limits on party autonomy, *i.e.*, on the parties' freedom to choose their own governing law? In particular, should there be some real connection between the law chosen and the situation of the parties, and can the parties by their choice evade mandatory rules which would otherwise be applicable?[209]

– Which law governs the formal and essential validity of any choice of law agreement?[210]

– Whether the parties have or have not made an express choice of law, which law should govern the obligations arising under maintenance agreements? There remains continuing doubt as to whether it is the rules of the 1973 Convention, and in particular Article 8, which should apply or whether generally applicable rules of private international law should govern maintenance agreements.[211]

C *The Montevideo Convention*

142 The Montevideo Convention, unlike the Brussels regime, also contains in Articles 6 and 7 applicable law principles. The approach is similar to that of the Hague Conventions to the extent that the rules are designed to operate to the advantage of the creditor. However, rather than the "cascade" approach adopted in the 1973 Hague Convention

199 See Prel. Doc. No 1 of September 1995 (*op. cit.* note 3), Chapter I, A.
200 See Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), paras 18-24.
201 See Prel. Doc. No 1 of September 1995 (*op. cit.* note 3); Prel. Doc. No 10 of May 1996 (*op. cit.* note 4); Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7); and Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8).
202 See Prel. Doc. No 10 of May 1996 (*op. cit.* note 4), at paras 29 and 30.
203 See Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), at para. 6.
204 Prel. Doc. No 10 of May 1996 (*op. cit.* note 4), at para. 33.
205 See *ibid.*, para. 35.
206 See Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), paras 29-41.
207 Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 8), paras 37 and 38.
208 See Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), paras 33-41.
209 *Ibid.*, paras 34 and 35.
210 *Ibid.*, para. 36.
211 *Ibid.*, paras 37 and 38.

Convention de Montevideo se limite à proposer deux solutions et impose à l'autorité judiciaire ou administrative de sélectionner la plus favorable au créancier. En fait, c'est à l'autorité judiciaire ou administrative qu'échoit la charge d'examiner les deux lois et de déterminer quelles seraient les conséquences de leur application dans les circonstances en l'espèce.

> « *Article 6*
>
> Les obligations alimentaires ainsi que les qualités de créancier et de débiteur d'aliments sont régies par la législation qui, de l'avis de l'autorité compétente, s'avère la plus favorable à l'intérêt du créancier, à savoir :
>
> (a) la législation de l'État du domicile ou de la résidence habituelle du créancier ;
>
> (b) la législation de l'État du domicile ou de la résidence habituelle du débiteur.
>
> *Article 7*
>
> Sont régies par le droit applicable, conformément à l'article 6, les questions suivantes relatives :
>
> a) au montant de la créance alimentaire et aux délais et conditions fixés pour son versement ;
>
> b) à la détermination des personnes qui sont habilitées à introduire une réclamation en aliments en faveur du créancier, et
>
> c) aux autres conditions requises pour l'exercice du droit aux aliments. »

D *Autres approches relatives à la loi applicable*

143 D'autres approches relatives à la loi applicable ressortent des réponses aux questions 4 (loi applicable aux questions d'éligibilité), 11 (loi applicable à l'évaluation des aliments) et 16 (loi applicable à la détermination de la filiation) du Questionnaire de 2002.

a *Loi applicable à l'éligibilité d'un enfant à se voir octroyer des aliments*

144 Les provinces et territoires canadiens adoptent une approche en cascade, quoique plus limitée que celle exposée dans la Convention de La Haye de 1973 sur la loi applicable. Dans les provinces et territoires de *common law*, la loi applicable est celle de l'État où l'enfant réside habituellement et, lorsque l'enfant n'est pas éligible à obtenir des aliments en vertu de cette loi, c'est la loi du for[212]. Au Québec, la loi applicable est successivement la loi du domicile du créancier d'aliments, puis celle du domicile du débiteur.

145 En Slovaquie et en Suède, la loi applicable n'est pas déterminée successivement. En Slovaquie, la loi nationale de l'État du créancier s'applique, tandis qu'en Suède, c'est celle de l'État où l'ayant droit réside habituellement, à moins que les parties n'en conviennent autrement. En Finlande, la loi interne finlandaise s'applique lorsque l'obligation alimentaire est fixée par une autorité administrative, tandis que lorsque l'obligation est déterminée par un juge, une distinction s'opère entre les enfants légitimes et illégitimes. Si l'enfant est illégitime, la loi finlandaise continue de s'appliquer. Pour un enfant légitime, la loi applicable est celle de l'État dont l'enfant est citoyen. Aux États-Unis d'Amérique, c'est généralement la loi du for qui s'applique, y compris la loi fédérale pertinente.

b *Loi applicable à l'éligibilité de l'époux ou d'un autre membre de la famille à se voir octroyer des aliments*

146 Dans les provinces et territoires canadiens de *common law*, la loi applicable est la loi du for et si le demandeur n'a pas droit à un soutien aux termes de cette loi, c'est la loi de la juridiction de la dernière résidence habituelle commune des parties[213]. En ce qui concerne les ex-conjoints, la Loi sur le divorce s'applique. Dans la province de droit civil du Québec, la loi applicable est d'abord celle du domicile du créancier d'aliments, puis la loi du domicile du débiteur. Pour les ex-conjoints ou les conjoints séparés, la loi sur le divorce / la nullité / la séparation s'applique.

147 En Slovaquie et en Suède, la loi applicable est la même que pour les enfants. En Finlande, la loi interne finlandaise s'applique aux décisions prises par une autorité administrative. S'agissant des décisions judiciaires, la loi applicable est celle de l'État où le créancier est domicilié. Aux États-Unis d'Amérique, les obligations alimentaires envers un époux ou un autre membre de la famille sont généralement régies par la loi des états fédérés sans supervision fédérale.

c *Loi applicable à l'évaluation des aliments pour un enfant, un conjoint ou un autre membre de la famille*

148 Dans les provinces et territoires canadiens, de *common law* et de droit civil, la loi du for s'applique[214]. En Suède, sauf si les parties en ont convenu autrement, la loi applicable est celle de l'État où l'ayant droit réside habituellement. En Slovaquie, c'est la loi nationale de l'État du créancier qui s'applique. Aux États-Unis d'Amérique, la loi du for s'applique, y compris toute loi fédérale applicable. Dans le cas des aliments dus aux enfants, la loi de l'état fédéré s'applique dans le cadre général fixé par la loi fédérale[215]. La loi de l'état régit presque intégralement l'établissement des aliments envers les époux et régit totalement les aliments pour les autres membres de la famille.

d *Loi applicable à la détermination de la filiation*

149 Cette question est examinée dans un document séparé consacré à la détermination de la filiation[216].

E *Conclusions*

150 Ce chapitre n'a donné qu'un bref résumé des principaux problèmes entourant les Conventions de La Haye de 1956 et 1973 sur la loi applicable en matière d'obligations alimentaires et a donné quelques indications d'approches alternatives aux questions de loi applicable. Cela a suffi à montrer que, si un réexamen doit intervenir, les questions à aborder sont nombreuses et complexes. C'est ce que suggèrent également les conclusions de la Note établie pour la Commission spéciale de 1999 :

> « 65 On peut estimer que le moment est venu d'évaluer plus en profondeur le bon moyen d'aborder la question de la loi applicable aux obligations alimentaires. La *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* laisse de

[212] Voir par ex. la *Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires* (Manitoba), art. 12(1).

[213] *Ibid.*, art. 12(3).
[214] *Ibid.*, art. 12(2).
[215] *Federal Law* 42 *U.S.C.*, para. 667. *Federal Regulations* 45 *C.F.R.*, para. 302.56. Voir, *supra*, au para. 72.
[216] Voir Doc. prél. No 4 d'avril 2003 (*op. cit.* note 17).

on Applicable Law, the Montevideo Convention simply provides two alternatives and requires a court or authority to select the one which is more favourable to the creditor. In effect, the court or authority is given the burden of looking into both laws and working out what the consequences of their application would be in the particular circumstances.

> "*Article 6*
>
> Support obligations, as well as the definition of support creditor and debtor, shall be governed by whichever of the following laws the competent authority finds the most favorable to the creditor:
>
> a. That of the State of domicile or habitual residence of the creditor;
>
> b. That of the State of domicile or habitual residence of the debtor.
>
> *Article 7*
>
> The applicable law pursuant to Article 6 shall determine:
>
> a. The amount of support due and the timing of and conditions for payment:
>
> b. Who may bring a support claim on behalf of the creditor; and
>
> c. Any other condition necessary for enjoyment of the right to support."

D *Some other approaches to applicable law*

143 Other approaches to applicable law issues may be gleaned by reference to the responses to questions 4 (law applicable to questions of eligibility), 11 (law applicable to assessment of maintenance), and 16 (law applicable to the determination of paternity) of the 2002 Questionnaire.

a *The law applicable to the eligibility of a child to obtain maintenance*

144 Canadian provinces and territories adopt a cascade approach, though one more limited than that set out in the 1973 Hague Convention on Applicable Law. In the common law provinces and territories the applicable law is the law of the State where the child is ordinarily resident and, if the child is not entitled to support under that law, then the law of the forum.[212] In Quebec, the applicable law is successively the law of the domicile of the maintenance creditor and then the domicile of the debtor.

145 In Slovakia and Sweden, the applicable law is not determined successively. In Slovakia, the national law of the State of the creditor applies, while in Sweden it is the State of the habitual residence of the dependent, unless the parties agree otherwise. In Finland, where a maintenance obligation is decided by an administrative authority, Finnish internal law applies. Where the obligation is determined by a judge, a distinction is made between legitimate and illegitimate children. If the child is illegitimate, Finnish law continues to apply. For a legitimate child, the applicable law is the law of the State of which the child is a citizen. In the United States of America it is generally the law of the forum which applies, including relevant federal law.

b *The law applicable to the eligibility of the spouse or other family member to obtain maintenance*

146 In the common law provinces and territories of Canada, the applicable law is forum law and, if under that law the claimant is not entitled to support, then it is the law of the jurisdiction where the parties last maintained a common habitual residence.[213] In relation to ex-spouses the Divorce Act applies. In the civil law Province of Quebec, the applicable law is the law of the domicile of the maintenance creditor and then successively the law of the domicile of the debtor. In relation to ex-spouses or separated spouses, the law of the divorce / nullity / separation applies.

147 In Slovakia and Sweden, the applicable law is the same as for children. In Finland, Finnish internal law applies to decisions made by an administrative authority. The applicable law for a judicial decision is the law of the State where the creditor is domiciled. In the United States of America, maintenance obligations relating to a spouse or other family member are generally governed by state law without federal oversight.

c *The law applicable to assessment of maintenance for a child, a spouse or other family member*

148 In Canadian provinces and territories, both common law and civil law, forum law applies.[214] In Sweden, unless the parties have agreed otherwise, the applicable law is the law of the State where the dependent has his / her habitual residence. In Slovakia, it is the national law of the creditor's State which applies. In the United States of America, the law of the forum applies, including any applicable federal law. In the case of child support, state law operates within the broad federal mandates.[215] State law almost entirely controls establishment of spousal maintenance, and totally controls maintenance of other family members.

d *The law applicable to the determination of parentage*

149 This matter is discussed in a separate document devoted to the issue of determining parentage.[216]

E *Conclusions*

150 This Chapter has provided only a brief summary of the principal problems surrounding the 1956 and 1973 Hague Conventions on applicable law relating to maintenance obligations and has given some indication of alternative approaches to applicable law issues. It has been enough to show that, if a review is to take place, the issues involved are many and complex. This is also suggested by the conclusions reached in the Note which was prepared for the 1999 Special Commission, as follows:

> "65 Arguably the time is ripe for a more fundamental appraisal of the correct approach towards the law applicable to maintenance obligations. There exist in relation to the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* sub-

[212] See, *e.g.*, the *Inter-Jurisdictional Support Orders Act* (Manitoba), Section 12(1).

[213] *Ibid.*, Section 12(3).
[214] *Ibid.*, Section 12(2).
[215] Federal Law 42 U.S.C., para. 667. Federal Regulations 45 C.F.R., para. 302.56. See above, at para. 72.
[216] See Prel. Doc. No 4 of April 2003 (*op. cit.* note 17).

côté d'importants problèmes concernant le choix de la loi applicable par les parties elles-mêmes, la loi applicable aux accords en matière d'aliments, la règle contenue dans la Convention qui applique la loi régissant le divorce aux obligations alimentaires des époux divorcés, ainsi que la loi applicable à toute question accessoire, notamment celle de la paternité.

66 En fait, il pourrait aussi être pertinent de reconsidérer le rôle joué par la loi du for. On peut en effet faire valoir par exemple qu'à un moment où les États ont besoin de mécanismes économiques et efficaces pour prendre des décisions en matière d'aliments et qu'ils ont de plus en plus recours à des procédures administratives à cette fin, l'application d'une législation étrangère, outre qu'elle est coûteuse, nécessite du temps et peut ne pas toujours être possible. […] »[217]

151 En revanche, il est important de noter qu'aucune des Commissions spéciales de 1995 et 1999 n'a été en mesure de suggérer des alternatives ou des solutions aux problèmes soulevés. Il n'a pas non plus été possible de conclure que la Convention de La Haye de 1973 sur la loi applicable avait cessé de répondre à son objectif premier.

CHAPITRE VI – INSTAURER LA COOPÉRATION ET ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET COHÉRENTE DU NOUVEL INSTRUMENT

A *Considérations générales*

152 Le nouvel instrument sera un outil de travail pratique, qui fixera les procédures à observer dans des circonstances particulières et prévoira des dispositions détaillées en matière de coopération entre les autorités des États contractants. Ces dispositions seront appliquées et interprétées dans le monde entier dans des pays de cultures juridiques et administratives différentes. Parallèlement, il n'y aura probablement pas d'organe exécutif ou judiciaire vers lequel les États contractants pourraient se tourner pour mettre fin aux blocages ou faire exécuter les obligations dans des États partenaires récalcitrants ou donner des interprétations contraignantes du texte de la Convention. Ce chapitre examine ce qui peut être fait pour assurer :

– une mise en œuvre efficace de l'instrument ;

– une cohérence raisonnable de la pratique et de l'interprétation de la Convention dans les États contractants ;
– un traitement et une résolution rapides des problèmes et blocages opérationnels ;
– l'instauration et l'entretien de la confiance mutuelle entre les États contractants, indispensable à une coopération efficace.

153 Ces mêmes défis se sont posés aux Conventions de La Haye, instaurant des systèmes de coopération administrative et judiciaire, dans les domaines de la protection des enfants et de la coopération judiciaire. La Conférence de La Haye a d'ailleurs été à l'avant-garde en développant des services de suivi des Conventions contribuant au fonctionnement efficace de ses instruments. Le Bureau Permanent, qui consacre aujourd'hui 50 % de son temps à ces activités postérieures aux Conventions[218], estime que ce type d'activité est absolument indispensable à la santé et à la vitalité de systèmes internationaux efficaces de coopération, et que des travaux postérieurs aux Conventions plus intensifs encore, seront nécessaires pour assurer le succès du nouvel instrument sur les obligations alimentaires[219].

154 La question 33(k) du Questionnaire de 2002 demandait si les dispositions visant à garantir le respect des obligations en vertu du nouvel instrument devraient constituer un de ses éléments clés. Les réponses montrent que ces questions de respect des obligations constituent une préoccupation majeure de nombreux États. La plupart des États qui ont répondu ont estimé que le nouvel instrument devrait prévoir des dispositions relatives au respect des obligations. Une minorité a jugé que cela n'était pas nécessaire et que le respect des obligations des États au regard du nouvel instrument devrait être considéré comme allant de soi. Certains États ont reconnu que veiller au respect des obligations requiert tout un ensemble d'efforts, notamment le suivi du fonctionnement de la Convention, la formation et le soutien.

155 Ce chapitre examine les mesures susceptibles de contribuer à une mise en œuvre efficace, à des pratiques cohérentes, au développement de la coopération et de la compréhension mutuelles entre les États contractants et au respect des obligations de la Convention.

B *Exigences au moment de l'intégration*

156 Il est normal de demander aux États, au moment où ils intègrent un système de coopération internationale, de fournir certaines informations élémentaires dont les autres États contractants ont besoin pour une coopération effective. Il est évident que les coordonnées des Autorités centrales et des autres organes ayant des responsabilités au regard de la Convention seront nécessaires. Ces informations devraient être communiquées au Bureau Permanent au moment de la ratification ou de l'adhésion, pour être portées sur le site web de la Conférence de La Haye et diffusées par d'autres moyens[220].

157 Il convient de déterminer si d'autres informations devraient être exigées au moment de l'intégration. Faudrait-il, par exemple, imposer aux États de donner des informations sur les procédures de base pour obtenir ou exécuter une décision alimentaire au titre de la Convention, les documents exigés pour les actions engagées dans le cadre de la Convention[221], les règles de compétence appliquées par le nouvel État contractant (pour les besoins de reconnaissance et d'exécution)[222], les procédures applicables à l'obtention d'une aide juridique et judiciaire et d'autres formes similaires d'assistance et les mécanismes d'exécution existants dans cet État ?

[217] Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 7), para. 65 et 66.
[218] Voir « La Conférence de La Haye de droit international privé : Déficit de ressources et positionnement stratégique », préparé par PricewaterhouseCooper, Doc. prél. No 19 de mars 2002, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 118 à 134.

[219] Pour une description des travaux entrepris par le Bureau Permanent à l'appui de la Convention de La Haye de 1980, voir W. Duncan, « Action in Support of the Hague Child Abduction Convention: A View from the Permanent Bureau », *New York University Journal of International Law and Politics*, vol. 33 (2000) 103.
[220] Voir par ex. l'art. 13 de la Convention de La Haye de 1993 :
« La désignation des Autorités centrales et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions, ainsi que le nom et l'adresse des organismes agréés, sont communiqués par chaque État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé. »
On peut peut-être déplorer que l'article ne précise pas le moment auquel ces informations devraient être diffusées. Voir aussi les art. 29, 44 et 45(1) de la Convention de La Haye de 1996.
[221] Voir art. 3(2), de la Convention de New York :
« Chaque Partie contractante informe le Secrétaire général des éléments de preuve normalement exigés à l'appui des demandes alimentaires par la loi de l'État de l'Institution intermédiaire, des conditions dans lesquelles ceux-ci doivent être fournis pour être recevables et des autres conditions fixées par cette loi. »
[222] Voir, *supra*, au para. 78.

stantial problems concerning choice of the applicable law by the parties themselves, the law applicable to maintenance agreements, the rule in the Convention which applies the law governing the divorce to the maintenance obligations of divorced spouses, as well as the question of the law applicable to any incidental question, particularly that of paternity.

66 Indeed there may even be a case for reconsidering the role of the law of the forum. There is an argument, for example, that at a time when States are seeking cost-effective and speedy mechanisms for determining maintenance, and are increasingly using administrative procedures for that purpose, the application of foreign law is not only costly and time-consuming but may not always be feasible. […]"[217]

151 However, it should also be emphasised that neither the 1995 nor the 1999 Special Commissions were able to suggest alternatives or solutions to the problems raised; nor did they conclude that, in view of the difficulties, the 1973 Hague Convention on Applicable Law had ceased to serve its basic purpose.

CHAPTER VI – BUILDING CO-OPERATION AND SECURING THE EFFECTIVE AND CONSISTENT IMPLEMENTATION OF THE NEW INSTRUMENT

A *General considerations*

152 The new instrument will be a practical working tool, setting out procedures to be observed in particular cases and containing detailed provisions for co-operation between authorities in the different Contracting States. Its provisions will be applied and interpreted in countries all around the world which have different legal and administrative cultures. At the same time, there will probably be no executive or judicial body to which Contracting States may turn to remove blockages or to enforce obligations on recalcitrant partner States, or to provide binding interpretations of the Convention's text. This Chapter considers what can be done to ensure:

– that the instrument is effectively implemented in Contracting States;
– that practice and interpretation under the Convention is kept reasonably consistent in Contracting States;
– that operational problems and blockages are confronted and resolved in a timely fashion;
– that the mutual confidence among Contracting States, which is necessary for effective co-operation, is developed and maintained.

153 These same challenges have confronted existing Hague Conventions which establish systems of administrative and judicial co-operation in the areas of child protection and legal co-operation. The Hague Conference has indeed been in the forefront in developing post-Convention services to support the effective operation of its instruments. The Permanent Bureau now spends 50% of its time on post-Convention activities.[218] It is the Permanent Bureau's view that this type of activity is absolutely essential to maintain the health and vitality of workable international systems of co-operation, and that even more intensified post-Convention work will be needed if the new instrument on maintenance obligations is to be a success.[219]

154 Question 33(k) of the 2002 Questionnaire asked for views on whether provisions aimed at securing compliance with obligations under the new instrument should constitute one of its key elements. The responses show that issues of compliance are a major concern for many States. Most respondents felt that provisions concerning compliance should be included in the new instrument. A minority felt that this was unnecessary and that States should, as a matter of course, be expected to meet their international obligations under the new instrument. Certain States recognised that securing compliance requires a wide range of efforts, including monitoring of the operation of the Convention, education and support.

155 This Chapter considers various measures which may contribute to effective implementation, consistent practices, the development of mutual co-operation and understanding among Contracting States, and compliance with Convention obligations.

B *Point of entry requirements*

156 It is normal to require States, at the time of entry into a system of international co-operation, to provide certain basic information needed by other Contracting States to enable co-operation to take place. Obviously, contact details of Central Authorities and other bodies with Convention responsibilities will be required. This information should be supplied to the Permanent Bureau at the time of ratification / accession, to be placed on the Hague Conference website and disseminated by other means.[220]

157 The question arises whether any other point of entry information should be required. For example, should there be an obligation to provide information describing the basic procedures for obtaining or enforcing a maintenance decision under the Convention, the documentary requirements for proceedings under the Convention,[221] the jurisdictional standards applied by the new Contracting State (for purposes of recognition and enforcement),[222] the procedures applicable to the obtaining of legal aid and other similar forms of assistance, and the enforcement mechanisms that are available within that State?

---

[217] Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 7), paras 65 and 66.
[218] See "The Hague Conference on Private International Law: Resource Deficiencies and Strategic Positioning", prepared by PricewaterhouseCoopers, Prel. Doc. No 19 of March 2002, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 119-135.

[219] For a description of work undertaken by the Permanent Bureau in support of the 1980 Hague Convention, see W. Duncan, "Action in Support of the Hague Child Abduction Convention: A View from the Permanent Bureau", *New York University Journal of International Law and Politics*, Vol. 33 (2000) 103.
[220] See, *e.g.*, Art. 13 of the 1993 Hague Convention:
"The designation of the Central Authorities and, where appropriate, the extent of their functions, as well as the names and addresses of the accredited bodies shall be communicated by each Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law."
Perhaps, unfortunately, the Article does not specify the time at which the communications should be made. See also Arts 29, 44 and 45(1) of the 1996 Hague Convention.
[221] *Cf.* Art. 3(2), of the New York Convention:
"Each Contracting Party shall inform the Secretary-General as to the evidence normally required under the law of the State of the Receiving Agency for the proof of maintenance claims, of the manner in which such evidence should be submitted, and of other requirements to be complied with under such law."
[222] See above, at para. 78.

158 Bien qu'aucune obligation de ce type ne soit posée, par exemple, dans la Convention de La Haye de 1980, la pratique acceptée, dans le cadre de cette Convention, est d'encourager les États qui viennent d'adhérer à répondre à un Questionnaire standard simple donnant des informations de base sur leur système juridique concernant le fonctionnement de la Convention de 1980[223]. Ce Questionnaire facultatif, qui est administré par le Bureau Permanent, est également conçu pour aider les États contractants existants à décider d'accepter ou non les nouvelles adhésions[224].

C *Aide à une mise en œuvre efficace*

159 L'efficacité de la mise en œuvre repose tout d'abord sur des efforts au niveau national. Cependant, l'expérience acquise dans le cadre des autres Conventions de La Haye montre que l'on peut faire beaucoup pour aider un État à intégrer une nouvelle Convention dans son système judiciaire et administratif. Ce qui suit peut être retenu à titre d'exemple :

– l'élaboration d'un Guide de bonnes pratiques relatif à la mise en œuvre, proposant des exemples de mesures (législatives, administratives, structurelles et de formation) prises par d'autres États pour assurer une mise en œuvre réussie[225] ;
– l'apport de conseils et d'une assistance techniques par le Bureau Permanent ;
– la tenue d'une Commission spéciale pour examiner les aspects de la mise en œuvre[226] ;
– l'aide à la formation des personnes et des autorités qui, au niveau national, seront chargées de la mise en œuvre de la Convention.

D *Suivi*

160 Aujourd'hui, le Bureau Permanent contribue au suivi du fonctionnement des trois nouvelles Conventions de La Haye sur les enfants, ainsi que d'autres Conventions comportant des systèmes de coopération administrative ou judiciaire. Cette aide peut revêtir différentes formes :

– collecte et analyse de la jurisprudence nationale liée à ces Conventions[227] ;
– encouragement des recherches sur le fonctionnement des Conventions ;
– élaboration de statistiques permettant de suivre les tendances générales du fonctionnement des Conventions[228] ;
– envoi de questionnaires aux États parties relatifs au fonctionnement de différentes Conventions.

E *Promouvoir la cohérence des interprétations et des bonnes pratiques*

161 Des mesures peuvent assurer la cohérence des interprétations et l'adoption de bonnes pratiques. Ce sont notamment :

– la collecte et la diffusion de la jurisprudence relative à la Convention[229] ;
– l'élaboration de Guides de bonnes pratiques[230] ;
– la promotion de systèmes uniformes ou similaires de gestion de dossiers[231] ;
– l'emploi de formules modèles ;
– l'organisation de séminaires et de formations internationaux pour les personnes qui sont chargés de la mise en œuvre de la Convention, notamment les juges ;
– la mise en place et le maintien de réseaux, notamment de circuits réguliers de communication[232], entre les responsables de la mise en œuvre de la Convention.

F *Suivi et examen*

162 Il est désormais d'usage d'organiser à intervalles réguliers (à peu près tous les quatre ans) des Commissions spéciales chargées de faire un bilan global du fonctionnement pratique de plusieurs Conventions de La Haye. Certaines Conventions de La Haye autorisent expressément le Secrétaire général à convoquer de telles Commissions spéciales[233]. Ces sessions de suivi et d'examen, auxquelles participent habituellement le personnel des Autorités centrales, des dirigeants, des juges, des organisations non gouvernementales et autres organisations internationales, s'appuient sur des études préparatoires effectuées par le Bureau Permanent, en général à partir d'un questionnaire qui aura été adressé aux États contractants. Ces sessions facilitent le recensement des problèmes d'ordre général posés par les systèmes internationaux de coopération, des divergences de pratiques et des blocages plus spécifiques. Elles contribuent aussi à nouer des relations de travail étroites et efficaces entre les autorités des différents États contractants. Elles aboutissent généralement à l'adoption d'un ensemble de recommandations visant à améliorer le fonctionnement pratique des Conventions. L'examen du fonctionnement des Conventions peut revêtir des formes plus spécifiques. Certaines Conventions, telle que la *Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant*[234], comprennent des obligations d'information en vertu desquelles les États contractants doivent régulièrement soumettre à un organe international (le Comité des droits de l'enfant) à intervalles réguliers des rapports relatifs à la mise en œuvre et au fonctionnement de la Convention dans leur région. Dans le cas de la Convention sur les droits de l'enfant, la remise de ces bilans est suivie d'un rapport établi par le Comité des droits de l'enfant et incluant des recommandations.

G *Gestion des plaintes et des blocages*

163 Les Conventions de La Haye ne comprennent pas de mécanismes pour porter plainte. Si l'Autorité centrale d'un État contractant n'est pas satisfaite des actions engagées ou non engagées par une autre Autorité centrale, il appartient généralement aux autorités concernées de résoudre le problème ensemble. La Convention de La Haye de 1980, par exemple, oblige les Autorités centrales à prendre toutes les mesures appropriées, dans la mesure du possible, pour éliminer tout obstacle à l'application de la Convention[235]. En vertu de la Convention de La Haye de 1993, il incombe

[223] Voir l'Espace Enlèvement d'enfants du site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
[224] Conformément à la procédure prévue à l'art. 38. Voir, *infra*, au para. 165.
[225] Voir par ex. le Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de 1980, Deuxième partie – Mise en œuvre (*op. cit.* note 56).
[226] Une Commission spéciale s'est ainsi tenue en 1994 pour discuter des aspects de la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1993.
[227] Voir par ex. l'établissement d'INCADAT, la base de données internationale sur les enlèvements d'enfants (<www.incadat.com>). Voir, également, M. Sumampouw, *Les nouvelles conventions de La Haye : leur application par les juges nationaux*, Dordrecht/Londres, Martinus Nijhoff, 1996.
[228] Il est demandé aux États parties à la Convention de La Haye de 1980 de fournir des statistiques annuelles au Bureau Permanent selon une formule standard acceptée. Au moment de la rédaction, des travaux sont engagés pour constituer une base de données statistiques électronique (INCASTAT) relative à la Convention de 1980.
[229] Voir, *supra*, note 227
[230] Voir, *supra*, note 56.
[231] Des travaux sont actuellement menés afin d'élaborer un système électronique de gestion de dossiers pour les Autorités centrales au titre de la Convention de La Haye de 1980.
[232] Voir par ex. *La Lettre des juges sur la Protection internationale des enfants*, qui est désormais publiée deux fois par an par la Conférence de La Haye de droit international privé.
[233] Convention de La Haye de 1993, art. 42, et Convention de La Haye de 1996, art. 56.
[234] Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, voir partie II.
[235] Art. 7(2)(i).

158 Although there are no similar requirements within, for example, the 1980 Hague Convention, the practice has been approved under that Convention of encouraging new acceding States to provide answers to a simple standard Questionnaire setting out some basic information about their legal systems which is relevant to the operation of the 1980 Convention.[223] This voluntary Questionnaire is administered by the Permanent Bureau, and is designed also to assist the existing Contracting States to decide whether or not to accept the new accessions.[224]

C *Support for effective implementation*

159 Effective implementation requires efforts primarily at the national level. However, experience with other Hague Conventions shows that much can be done to support and assist a State in its efforts to integrate a new Convention successfully into its own legal and administrative system. The following are examples:

– development of a Guide to Good Practice on implementing measures, offering States examples of the measures (legislative, administrative, structural and educational) taken by other States to achieve successful implementation;[225]
– provision of technical advice and assistance by the Permanent Bureau;
– holding of a Special Commission to discuss aspects of implementation;[226]
– assistance in the training of persons and authorities who at the national level will have the responsibility to implement the Convention.

D *Monitoring*

160 The Permanent Bureau at present helps to monitor the operation of the three modern Hague Children's Conventions, as well as other Conventions which involve systems of administrative or judicial co-operation. This may involve:

– collection and analysis of national case law relating to the particular Convention;[227]
– promotion of research into the operation of particular Conventions;
– the maintenance of statistics making it possible to track general trends in the operation of Conventions;[228]
– addressing questionnaires to States Parties concerning the operation of different Conventions.

E *Promoting consistent interpretation and good practice*

161 Among the measures which may be taken to ensure consistent interpretation and the adoption of best practices are:

– collection and dissemination of case law under the Convention;[229]
– development of Guides to Good Practice;[230]
– promotion of uniform or similar case management systems;[231]
– use of standard forms;
– holding of international seminars / training sessions for those, including judges, responsible for implementing the Convention;
– establishment and maintenance of networks, including regular channels of communication,[232] among those responsible for implementing the Convention.

F *Review*

162 The practice has developed of holding at regular intervals (about every four years) Special Commissions to carry out general reviews of the operation of a number of the Hague Conventions. Some Hague Conventions specifically authorise the Secretary General to convene such Special Commissions.[233] These review sessions, attended typically by Central Authority personnel, policy makers, judges, non-governmental organisations and other international organisations, are supported by preparatory studies carried out by the Permanent Bureau, usually on the basis of a questionnaire which will have been administered to Contracting States. These general review sessions are helpful in identifying systemic problems within the international systems of co-operation, divergences of practice and more specific blockages. They are also helpful in developing close and effective working relationships between authorities in the different Contracting States. They usually result in approval of a range of recommendations to improve the practical working of the Convention. Review of the operation of the Convention can take more specific forms. Some Conventions, such as the *United Nations Convention on the Rights of the Child*,[234] contain reporting requirements under which Contracting States are required to submit to an international body (the Committee on the Rights of the Child) at regular intervals reports concerning the implementation and operation of the Convention in their own areas. In the case of the Convention on the Rights of the Child, this is followed by the issuing of a report, with recommendations, by the Committee on the Rights of the Child.

G *Handling specific complaints and blockages*

163 Hague Conventions do not incorporate complaints mechanisms. If the Central Authority of one Contracting State is not happy with actions taken or not taken by another, it is generally left to the authorities concerned to work out these problems together. The 1980 Hague Convention, for example, imposes on Central Authorities the obligation to take all appropriate measures, as far as possible, to eliminate any obstacles to the application of the Convention.[235] Under the 1993 Hague Convention Central Authorities are

[223] See the Child Abduction Section of the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
[224] Under the procedure provided for in Art. 38. See below, at para. 165.
[225] See, *e.g.*, the Guide to Good Practice under the 1980 Convention, Part II – Implementing Measures (*op. cit.* note 56).
[226] *E.g.*, a Special Commission was held in 1994 to discuss aspects of implementation of the 1993 Hague Convention.
[227] See, *e.g.*, the establishment of INCADAT, the international Child Abduction Database (<www.incadat.com>). See also M. Sumampouw, *Les nouvelles conventions de La Haye : leur application par les juges nationaux*, Dordrecht/ London, Martinus Nijhoff, 1996.
[228] States Parties to the 1980 Hague Convention are requested to provide the Permanent Bureau with annual statistics according to an agreed standard form. At the time of writing, work was being undertaken to establish an electronic statistical database (INCASTAT) for the 1980 Convention.
[229] See above, note 227.
[230] See above, note 56.
[231] Work is currently being undertaken in relation to the development of an electronic case management system for Central Authorities under the 1980 Hague Convention.
[232] See, *e.g.*, *The Judges' Newsletter on International Child Protection*, which is now published biannually by the Hague Conference on Private International Law.
[233] 1993 Hague Convention, Art. 42, and 1996 Hague Convention, Art. 56.
[234] Adopted by the General Assembly of the United Nations on 20 November 1989, See Part II.
[235] Art. 7(2)(i).

également aux Autorités centrales de veiller à ce que des mesures appropriées soient prises pour garantir le respect des dispositions de la Convention[236]. Le Bureau Permanent n'a aucun rôle officiel au titre des Conventions, bien qu'on ait parfois recours à ses bons offices de manière informelle pour résoudre des difficultés nuisant à l'efficacité de la coopération entre les Autorités centrales ou les autres autorités compétentes. Ainsi, le Bureau Permanent par exemple a parfois aidé à organiser et à animer des réunions entre Autorités centrales ou groupes d'Autorités centrales pour débattre de difficultés opérationnelles particulières.

H *Bilatéralisation*

164 Un État contractant au nouvel instrument devrait-il être autorisé à choisir les autres États contractants avec lesquels il est prêt à nouer une relation dans le cadre du traité, et si oui, dans quelle mesure ? En théorie, plusieurs possibilités sont envisageables. À un extrême, le nouvel instrument pourrait automatiquement, et sans limite, entrer en vigueur entre chaque nouvel État contractant et tous les autres États contractants existants. À l'autre extrême, chaque État contractant pourrait avoir le droit de décider, à l'égard de chacun des autres États contractants, avec lequel de ces États il est prêt à nouer des relations contraignantes (bilatéralisation totale).

165 Plusieurs Conventions de La Haye, notamment la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, adoptent une voie moyenne (bilatéralisation partielle), par laquelle les États membres peuvent prétendre à une admission automatique dans le club de la Convention, tandis que les États non membres ne sont pas assurés que tous les États contractants existants traiteront avec eux. Par exemple, en vertu de la Convention de La Haye de 1973, tous les États membres de la Conférence de La Haye au moment de la Douzième session de la Conférence (lors de laquelle le traité était négocié) sont fondés à ratifier la Convention, laquelle entre automatiquement en vigueur entre tous ces États qui ont ratifié. D'autres États peuvent adhérer à la Convention, mais leur adhésion n'est effective qu'à l'égard des États contractants qui n'ont pas émis d'objection dans un délai de 12 mois[237]. La Convention de La Haye de 1980 opère la même distinction entre les États qui étaient Membres de la Conférence à l'époque des négociations et les autres[238]. Cependant, dans ce cas, une déclaration positive est exigée pour que l'adhésion prenne effet entre l'État qui adhère et tout État contractant existant[239]. La conséquence pratique de ces dispositions est qu'un délai peut s'écouler avant qu'un État qui adhère à la Convention de 1980 n'ait des liens avec la totalité, ou même une grande partie, des autres États contractants[240].

166 Le système adopté en vertu de la Convention de La Haye de 1980 présente des avantages et des inconvénients. L'un de ses inconvénients est la frustration que peut éprouver un État qui vient d'adhérer dans l'attente que les autres États contractants se prononcent sur l'acceptation de son adhésion. L'un de ses avantages est qu'il offre aux États contractants existants la possibilité d'examiner si le nouvel État qui adhère a mis en place les structures de base nécessaires pour pouvoir assumer ses obligations au titre de la Convention. Cela dit, il est clair que les États ont des points de vue différents sur l'intérêt du système relevant de la Convention de 1980 et différentes politiques à l'égard de l'acceptation des adhésions, certains se montrant prudents, d'autres acceptant les nouvelles adhésions sans difficulté.

167 Pour les États qui souhaitent assurer un échange équitable ou une équivalence considérable de l'offre de services, fournis par eux-mêmes et par les autres États avec lesquels ils coopèrent, un processus de bilatéralisation semble effectivement offrir une forme de protection. Cependant, la question 33(i) du Questionnaire de 2002 qui demandait si le nouvel instrument devait contenir des dispositions autorisant les Parties contractantes à ne pas proposer de services à des demandeurs étrangers, s'ils ne sont pas offerts sur une base réciproque, a suscité des réponses contrastées. La plupart des États qui ont répondu étaient opposés à cette idée ou ne jugeaient pas la question prioritaire. Certains y étaient fortement opposés et jugeaient ces dispositions rétrogrades. Bien que la question 33(i) n'ait pas été posée dans le contexte d'une éventuelle bilatéralisation, il est certain que les réponses montrent qu'il pourrait y avoir une forte opposition quant à l'idée de bilatéralisation totale.

168 Du point de vue du Bureau Permanent, il est préférable d'engager les négociations en se concentrant sur les dispositions de fond du nouvel instrument et sur la tâche consistant à assurer un équilibre et à intégrer des mécanismes appropriés, dans la Convention elle-même, pour que les États contractants prennent au sérieux leurs obligations au titre de la Convention. Il serait peut-être opportun d'attendre que les négociations soient déjà bien avancées pour décider d'une bilatéralisation ou non, totale ou partielle dans le premier cas.

I *Rôle et financement du Bureau Permanent*

169 Le fonctionnement efficace d'instruments internationaux comme celui qui est envisagé repose sur une grande diversité d'acteurs. La responsabilité principale revient bien entendu aux États contractants eux-mêmes ainsi qu'à leurs Autorités centrales et à leurs autres autorités compétentes. Les juges, les membres des professions juridiques et des autres professions concernées, les organisations non gouvernementales, les universitaires et les chercheurs et en particulier les utilisateurs des services fournis par la nouvelle Convention auront tous, si l'expérience des autres Conventions de La Haye se répète, un rôle déterminant pour l'avenir de la Convention. La Conférence de La Haye de droit international privé elle-même, par l'intermédiaire de son Bureau Permanent, pourra elle aussi jouer un rôle important. Ce rôle consisterait à gérer les traités, à assembler et à diffuser les informations, à faciliter et à coordonner les efforts pour garantir une mise en œuvre efficace, notamment l'examen du fonctionnement pratique de la Convention, et à fournir d'autres services à la demande des États membres de la Conférence de La Haye.

170 Le financement des services postérieurs aux Conventions est l'un des problèmes auxquels le Bureau Permanent devra faire face. Le développement des services afférents aux Conventions de La Haye existantes s'est fait en interne et le budget a été obtenu de façon ponctuelle. Le Budget supplémentaire de la Conférence de La Haye, qui est désormais fixé chaque année, est essentiellement affecté au financement de ces services postérieurs aux Conventions. Il faudra déterminer s'il est raisonnable, eu égard au nouvel instrument sur les obligations alimentaires, de s'appuyer ainsi sur des contributions volontaires des États membres de la Conférence pour financer des activités que beaucoup jugeront essentielles. Il faudra également se demander si cette charge devrait incomber aux États membres unique-

[236] Art. 33.
[237] Art. 31. Voir Convention de La Haye de 1993, art. 44, et Convention de La Haye de 1996, art. 58, où le délai d'objection est de six mois. Dans le cas de la Convention de 1993, l'entrée automatique au club est également ouverte à la signature aux États qui ont pris part à la Session durant laquelle la Convention a été négociée (art. 43).
[238] Art. 37.
[239] Art. 38.
[240] Voir l'état des adhésions et acceptations d'adhésion à la Convention de 1980 à l'Espace Enlèvement d'enfants du site web de la Conférence (<www.hcch.net>).

also responsible for ensuring that appropriate measures are taken to ensure that the provisions of the Convention are respected.[236] The Permanent Bureau is not given any formal role under the Conventions, though it is from time to time asked to use its good offices on an informal basis to address difficulties that are hampering effective co-operation between Central or other competent authorities. The Permanent Bureau has, for example, from time to time helped to organise and facilitate meetings among Central Authorities or groups of Central Authorities to discuss particular operational difficulties.

H *Bilateralisation*

164 To what extent, if at all, should one Contracting State to the new instrument be allowed to pick and choose with which other Contracting States it is prepared to enter into a treaty relationship? As a matter of theory, there exist a range of possibilities. At one extreme, the new instrument could automatically, and without limitations, become effective between each new Contracting State and all existing Contracting States. At the other extreme, each Contracting State could have the right to decide, in respect of each of the other Contracting States, with which of these States it is prepared to enter into binding relationships (total bilateralisation).

165 Several Hague Conventions, including the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, adopt a middle path (partial bilateralisation), whereby Member States qualify for automatic entry into the Convention club, while non-Member States are subject to the possibility that individual existing Contracting States may not do business with them. For example, under the 1973 Hague Convention all Member States of the Hague Conference at the time of the Conference's Twelfth Session (when the treaty was being negotiated) are entitled to ratify the Convention which enters into effect automatically among all such ratifying States. Other States may accede to the Convention, but the accession is effective only in relation to those Contracting States which have not raised an objection within a 12-month period.[237] The 1980 Hague Convention makes the same distinction between States which were Member States of the Conference at the time of the negotiations and other States.[238] However, in this case a positive declaration is required before an accession becomes effective between the acceding State and any existing Contracting State.[239] The result in practice is that there may be some delay before an acceding State to the 1980 Convention enjoys relations with the full, or even a wide, range of other Contracting States.[240]

166 The system adopted under the 1980 Hague Convention has advantages and disadvantages. One disadvantage is the frustration that a newly acceding State may experience while it waits for other Contracting States to address the matter of acceptance of its accession. One advantage is that the system gives existing Contracting States the opportunity to consider whether the newly acceding State has put into place the basic structures necessary to be able to undertake Convention obligations. However, it is clear that different States have different views about the value of the system operating under the 1980 Convention, and different policies towards the acceptance of accessions, some being cautious and others accepting new accessions readily.

167 For those States which are concerned to ensure that there is a fair exchange or a substantial equivalence in the provision of services offered by themselves and other States with whom they co-operate, a bilateralisation process does seem to offer a form of protection. However, question 33(i) of the 2002 Questionnaire, which asked whether the new instrument should contain provisions enabling Contracting Parties to avoid providing services to applicants from abroad where they are not available on a reciprocal basis, prompted mixed responses. Most respondents were either opposed to the idea or did not regard it as a priority issue. Some were strongly opposed, regarding such provisions as a retrograde step. Although question 33(i) was not asked in the context of possible bilateralisation, the responses do suggest that there may be considerable opposition to the idea of total bilateralisation.

168 In the view of the Permanent Bureau, it is better to begin negotiations by concentrating on the substantive provisions of the new instrument and on the task of building into the Convention itself the appropriate balances and mechanisms for ensuring that Contracting States take seriously their Convention obligations. It may be wise to leave a decision on complete, partial or no bilateralisation until towards the end of the negotiations.

I *The role and financing of the Permanent Bureau*

169 International instruments of the kind being planned depend for their effective operation on a wide range of actors. The principal responsibility of course rests with the Contracting States themselves and their own Central and other competent authorities. Judges, members of the legal and other relevant professions, non-governmental organisations, academics and researchers, and, not least, the users of the services provided by the new Convention will all, if the experience with other Hague Conventions is replicated, have an important role in shaping the Convention's future. The Hague Conference on Private International Law itself, through its Permanent Bureau, may also have an important role to play. The role would be one of treaty administration, information gathering and dissemination, the facilitation and co-ordination of efforts to ensure effective implementation, including review of the practical operation of the Convention, and the provision of other services when requested by Member States of the Hague Conference.

170 One of the problems that the Permanent Bureau will face concerns the financing of its post-Convention services. The development of these services in respect of existing Hague Conventions has been organic in nature, and budgeting has been largely *ad hoc*. The supplementary budget of the Hague Conference, which is now fixed annually, is devoted primarily to the funding of these post-Convention services. Whether it is sensible, in respect of the new instrument on maintenance obligations, to rely in this way on voluntary contributions of Member States of the Conference to support activities which many will regard as essential, will need to be discussed. It also needs to be asked whether this burden should fall on Member States of the

[236] Art. 33.
[237] Art. 31. *Cf.* the 1993 Hague Convention, Art. 44, and the 1996 Hague Convention, Art. 58, where the time for objection is six months. In the case of the 1993 Convention, automatic entry to the club is also available to States which took part in the Session during which the Convention was negotiated (Art. 43).
[238] Art. 37.
[239] Art. 38.
[240] See the chart of accessions and acceptances of accessions to the 1980 Convention at the Child Abduction Section of the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

ment ou à tous les États contractants qui bénéficieront des services fournis.

J *Liste des questions à considérer*

171 Ce très bref exposé des pratiques relatives aux diverses autres Conventions de La Haye soulève un certain nombre de questions concernant le nouvel instrument sur les obligations alimentaires :

– Quelles devraient-être les « exigences au moment de l'intégration » et parmi ces exigences, lesquelles devraient être exposées dans le nouvel instrument lui-même ? En particulier, quelles informations, outre les coordonnées des autorités concernées, devraient être fournies concernant les procédures applicables et les services accessibles aux demandeurs étrangers ?
– Quelles dispositions devraient-être prises pour aider les États à mettre efficacement en œuvre la nouvelle Convention ?
– Comment le suivi devrait-il être effectué ? Faudrait-il en particulier contraindre les États contractants à fournir des informations statistiques et autres concernant le fonctionnement de la Convention, ou à remettre un rapport général périodique sur le fonctionnement de la Convention ?
– Quelles mesures devraient être prises pour promouvoir la cohérence des interprétations et des pratiques en vertu du nouvel instrument ?
– Comment le bilan du fonctionnement de la Convention devrait-il être effectué ? Des Commissions spéciales devraient-elles se tenir régulièrement pour examiner le fonctionnement pratique de la Convention ? Une procédure devrait-elle être prévue pour effectuer davantage d'examens concernant plus précisément les États ?
– À qui le nouvel instrument devrait-il confier la responsabilité du traitement des plaintes spécifiques concernant le fonctionnement de la Convention et des problèmes systémiques ?
– La Convention devrait-elle inclure des dispositions permettant la bilatéralisation, et si oui, celles-ci devraient-elles s'appliquer à tous les États ou uniquement aux États qui n'ont pas participé aux négociations conduisant à l'adoption de la Convention ?
– Dans quelle mesure le Bureau Permanent devrait-il se voir confier des responsabilités au titre des points précédents et comment sa participation sera-t-elle financée ? Le rôle du Bureau Permanent en termes de prestations de services postérieurs à la Convention devrait-il être inclus dans l'instrument lui-même ?

CHAPITRE VII – QUELQUES QUESTIONS QUANT AU CHAMP D'APPLICATION

A *Champ d'application* ratione personae

172 Les Conventions de La Haye de 1958 et 1973 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires se différencient par leur champ d'application *ratione personae*. En effet, la Convention de 1958 se limite aux obligations envers les enfants, tandis que la Convention de 1973 s'applique à toute obligation alimentaire découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance[241]. Cela étant, le champ d'application *ratione personae* de la Convention de 1973 peut être limité par des réserves[242]. En réalité, les nombreuses réserves effectuées à ce titre ont pour conséquence pratique de restreindre la reconnaissance et l'exécution aux décisions alimentaires à l'égard des enfants en dessous d'un certain âge ou à celles qui sont rendues à la suite d'un divorce ou d'une séparation légale. La Convention de La Haye de 1973 sur la loi applicable adopte une position similaire sur le champ d'application *ratione personae* et sur les réserves à cet égard[243].

173 Les réponses à la question 2 du Questionnaire de 2002, relative à l'éligibilité à bénéficier d'une décision alimentaire en vertu de la loi nationale, ont révélé un ensemble de positions communes aux États mais aussi d'importantes différences. Dans tous les États qui ont répondu au Questionnaire, les enfants et les époux ou ex-époux sont en droit de bénéficier d'une décision relative à des aliments. En Finlande, les enfants du conjoint et les enfants placés dans une famille d'accueil n'ont pas droit à des aliments. Inversement, en Estonie, les beaux-parents et les parents de famille d'accueil ont le droit de recevoir des aliments à certaines conditions. En France, en ce qui concerne les enfants adoptés, une différence est opérée entre l'adoption plénière et l'adoption simple. Dans ce dernier cas, c'est la famille d'origine de l'enfant qui peut être obligée de verser des aliments, tandis que dans celui de l'adoption plénière, ce sont les parents adoptifs qui peuvent avoir cette obligation. Dans certains États, les gardiens ou autres personnes ayant la garde légale d'un enfant ont le droit de recevoir des aliments pour le compte d'un enfant. En France, même lorsque la paternité n'a pas été établie, un homme peut être obligé de verser des subsides à un enfant. En Allemagne, au Japon, en République tchèque, en Slovaquie et en Suisse, un parent non marié a droit à des aliments de l'autre parent pendant un délai limité après la naissance de l'enfant. Dans plusieurs États, notamment l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, le Chili, l'Estonie, la France, le Luxembourg, Malte, Panama, la République tchèque, la Slovaquie et la Suisse, les parents ont le droit de bénéficier d'obligations alimentaires imposées à leurs enfants. En Allemagne, au Chili, en Estonie, en France, au Luxembourg, à Malte, au Panama, en Slovaquie et en Suisse, les grands-parents et / ou les petits-enfants peuvent bénéficier d'aliments. De plus, dans certaines juridictions, d'autres ascendants ou descendants peuvent avoir droit à une pension. Il est fait obligation de subvenir aux besoins de la famille par alliance en France et au Luxembourg, les enfants de même lit peuvent bénéficier d'aliments au Chili, au Japon et à Malte. Dans un nombre croissant de juridictions, les couples de même sexe ou hétérosexuels ayant noué un partenariat enregistré peuvent bénéficier d'obligations alimentaires. Aux Pays-Bas, un couple de même sexe peut avoir une obligation alimentaire découlant du mariage. Les règles en matière d'obligations alimentaires entre cohabitants, n'ayant d'aucune façon officialisé leur liaison, sont différentes bien que dans la plupart des États les obligations alimentaires ne s'étendent pas aux couples non mariés.

174 En dépit de ces nombreuses différences entre les lois des systèmes nationaux, aucune difficulté majeure ne semble s'être posée dans la pratique entre les Parties aux Conventions de La Haye de 1973. La formule polyvalente de l'article premier, qui renvoie aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance (associée à un régime de réserves libéral), semble bien avoir résisté au temps. Des problèmes peuvent évidemment survenir lorsqu'il est demandé à un État contractant d'exécuter une décision alimentaire découlant d'une relation qui n'est pas reconnue dans l'État requis, par exemple, un partenariat enregistré entre personnes de même sexe. Dans de tels cas, il est possible de refuser la reconnaissance ou l'exécution au motif que celle-ci serait manifestement incompatible avec la l'ordre publique de l'État requis[244].

[241] Art. 1er.
[242] Art. 26.
[243] Voir art. 1er et 14.
[244] Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, Art. 5(1).

Conference only, or on all the Contracting States who will benefit from the services provided.

J *Checklist of issues to be considered*

171 This very brief description of practices operating under various other Hague Conventions prompts a checklist of questions in relation to the new instrument on maintenance obligations:

– What should be the "point of entry requirements" and which of these should be set out in the new instrument itself? In particular, what information, in addition to contact information of relevant authorities, should be provided concerning procedures applicable and facilities available to foreign applicants?

– What provisions should be made to support States in achieving effective implementation of the new Convention?

– How should monitoring be conducted? In particular, should Contracting States be required to supply statistical and other information concerning the operation of the Convention, or indeed to supply periodically a general report on the operation of the Convention?
– What measures should be taken to promote consistent interpretation and practice under the new instrument?

– How should review of the operation of the Convention be conducted? Should there be regular Special Commissions to review the practical operation of the Convention? Should there be a procedure for conducting more State specific reviews?

– On whom should the new instrument place the responsibility for handling specific complaints concerning the operation of the Convention and for addressing systemic problems?
– Should the Convention contain provisions permitting bilateralisation, and if so should this apply to all States or only in relation to States who have not been involved in the negotiations leading to the adoption of the Convention?

– To what extent should the Permanent Bureau be given responsibilities under the above heads and how will its involvement be financed? Should the role of the Permanent Bureau in providing post-Convention services be written into the instrument itself?

CHAPTER VII – SOME QUESTIONS OF SCOPE

A *Scope* ratione personae

172 The 1958 and 1973 Hague Conventions on the recognition and enforcement of maintenance decisions differ in scope *ratione personae*. The 1958 Convention is confined to obligations in respect of children, while the 1973 Convention applies to any maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity.[241] However, the scope *ratione personae* of the 1973 Convention may be limited by reservations.[242] Many such reservations have in fact been made which in their practical effect restrict recognition and enforcement largely to maintenance decisions in respect either of children under a certain age or those made pursuant to a divorce or legal separation. The position on scope *ratione personae* and on reservations thereto is similar under the 1973 Hague Convention on Applicable Law.[243]

173 The responses to question 2 of the 2002 Questionnaire, which asked about eligibility to benefit from a maintenance decision under national law, revealed a core of common ground among States but also significant differences at the margins. In all responding States, children and spouses or ex-spouses are entitled to benefit from a maintenance decision. In Finland, step-children and foster children are not entitled to maintenance. Conversely, in Estonia, step-parents and foster parents are entitled to receive maintenance under certain conditions. In France, with regard to adopted children, a distinction is made between full and simple adoption. In the latter case, it is the child's original family who may be obliged to provide maintenance, while in the case of full adoption it is the adoptive parents who may have the obligation. In some States guardians or others with legal custody of a child are entitled to receive maintenance on behalf of a child. In France, even where the paternity has not been established, a man may be obliged to maintain a child. In the Czech Republic, Germany, Japan, Slovakia and Switzerland, an unmarried parent is entitled to support from the other parent for a limited period of time after the child's birth. In several States, including Austria, Canada, Chile, the Czech Republic, Estonia, France, Germany, Luxembourg, Malta, Panama, Slovakia and Switzerland, parents are entitled to benefit from maintenance obligations placed upon their children. In Chile, Estonia, France, Germany, Luxembourg, Malta, Panama, Slovakia and Switzerland, grandparents and / or grandchildren are able to benefit from maintenance obligations. Additionally, in some jurisdictions, other ascendant or descendent relatives may be entitled to maintenance. There is an obligation to maintain in-laws in France and Luxembourg. Siblings can benefit from a maintenance obligation in Chile, Japan and Malta. In an increasing number of jurisdictions same-sex or heterosexual couples in registered or domestic partnerships may benefit from maintenance obligations. In the Netherlands, a same-sex couple may also incur maintenance obligations through marriage. Rules concerning maintenance obligations between cohabitees who have not in any way formalised their relationship differ, though in most States, maintenance obligations do not as a general rule extend to non-married couples.

174 Despite these many differences between the laws operating in national systems, major difficulties do not appear to have occurred in practice among Parties to the 1973 Hague Conventions. The robust formula in Article 1, which refers to maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity (combined with liberal reservation regimes), seems to have stood the test of time. Problems obviously can potentially arise where one Contracting State is asked to enforce a maintenance decision which arises from a relationship which is not recognised in the State addressed, for example, a registered same-sex partnership. In such cases, the option is open to refuse recognition or enforcement on the basis that this would be manifestly incompatible with the public policy of the State addressed.[244]

[241] Art. 1.
[242] Art. 26.
[243] See Arts 1 and 14.
[244] 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 5, sub-para. 1.

175 La Convention de Montevideo adopte une approche plus étroite du champ d'application *ratione personae*. La Convention s'applique « aux obligations alimentaires envers des mineurs qui ont cette qualité et à celles qui découlent des relations matrimoniales entre époux ou ceux qui avaient ce statut »[245]. De plus, un État peut faire une déclaration restreignant le champ d'application de la Convention aux obligations alimentaires envers les enfants[246]. Cela étant, un État contractant peut déclarer que la Convention s'appliquera aux obligations alimentaires envers d'autres créanciers et peut indiquer le degré de parenté ou d'autres liens légaux qui déterminent la qualité de créancier et de débiteur d'aliments aux termes de sa propre législation[247]. Il faut également garder à l'esprit que les principes alternatifs posés par la Convention de Montevideo en matière de loi applicable à la définition d'un « créancier et d'un débiteur d'aliments », sont très favorables au créancier[248].

176 Outre la règle définissant les obligations alimentaires (art. 1er) et la règle en matière de loi applicable (art. 6), la Convention de Montevideo contient un principe de fond concernant la définition d'un enfant au regard de la Convention :

> « *Article 2*
>
> Aux effets de la présente Convention, est considérée comme mineure toute personne qui n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans. Sans préjudice de ce qui précède, les avantages de cette Convention s'étendront à toute personne qui, après avoir atteint cet âge, continue d'être un créancier de prestations alimentaires conformément à la législation applicable prévue aux articles 6 et 7. »

177 La formule utilisée par les États-Unis d'Amérique dans ses arrangements bilatéraux est, elle aussi, plus ciblée que dans les Conventions de La Haye de 1973. Elle renvoie aux obligations découlant du mariage ou de la parenté, notamment à une obligation alimentaire envers un enfant né hors mariage. Une clause restrictive stipule qu'une obligation alimentaire envers un conjoint ou un ex-conjoint, lorsqu'il n'y a pas d'enfant mineur, ne sera exécutée aux États-Unis au titre de l'accord concerné, que dans les états et autres juridictions des États-Unis qui choisissent de le faire.

178 Les exemples donnés plus haut laissent entrevoir plusieurs approches en ce qui a trait à la définition du champ d'application *ratione personae* susceptibles d'être employées, pour certaines de manière combinée, dans le nouvel instrument :

– une définition générale des obligations alimentaires, large ou étroite ;
– une définition générale d'un enfant pour les besoins de l'instrument ;
– la possibilité pour les États contractants d'ajouter, par une déclaration, des catégories de créanciers couverts par l'instrument ;
– la possibilité pour les États contractants de limiter le champ d'application de la Convention par une déclaration ou une réserve ;
– l'inclusion d'une règle de loi applicable régissant la définition d'un créancier ou d'un débiteur pour les besoins de la Convention ;
– l'inclusion de l'exception d'ordre public pour éviter de contraindre un État à reconnaître et exécuter des décisions alimentaires concernant certaines catégories de débiteurs ou de créanciers.

[245] Art. 1(2).
[246] Art. 1(3).
[247] Art. 3.
[248] Art. 6 et voir, *supra*, au para. 68.

179 Il faut admettre qu'on peine à voir comment certaines de ces approches peuvent opérer, ensemble, sans confusion. Ainsi, l'association de principes de fond et d'une règle de droit applicable dans la Convention de Montevideo laisse entrevoir des possibilités de contradictions, sauf s'il est admis que les principes de fond de la Convention l'emportent.

B *Sens du terme « aliments »*[249]

180 Les réponses à la question 1 du Questionnaire de 2002 montrent la diversité des formes que peuvent revêtir les décisions alimentaires dans les différentes lois nationales. Les aliments dus aux enfants prennent généralement la forme de versements périodiques. Dans certains États, comme l'Autriche, l'Estonie, le Luxembourg, la Norvège et le Panama, les aliments sont limités à des versements périodiques. Dans d'autres États, notamment l'Australie, le Danemark et la République tchèque, les décisions relatives aux aliments en faveur des enfants prennent toujours la forme de versements périodiques, bien que les parties puissent s'entendre sur des paiements forfaitaires. Au Chili, le tribunal peut décider que les obligations alimentaires peuvent être acquittées en tout ou partie par des paiements en nature. Le paiement en nature est également possible à Malte, dans certaines juridictions du Canada et dans certains états des États-Unis d'Amérique. Dans de nombreux États, les obligations alimentaires envers les enfants peuvent être également acquittées par des paiements forfaitaires et / ou des transferts de propriété. En Allemagne, en France, en Slovaquie, en Suède, en Suisse et dans certaines juridictions du Canada et des États-Unis, de telles mesures sont rares et peuvent être limitées à certaines circonstances. À l'inverse, en Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), en Finlande, au Japon et à Malte, les limites au recours à des paiements forfaitaires et / ou à des transferts de propriété sont moindres. Au Royaume-Uni, deux systèmes traitent des obligations alimentaires envers les enfants, la *Child Support Agency* et les tribunaux. La *Child Support Agency* est un organe administratif qui n'est autorisé qu'à ordonner des paiements périodiques. Les tribunaux peuvent en outre exiger un paiement forfaitaire et / ou un transfert de propriété.

181 Comme pour les enfants, les paiements périodiques sont le moyen le plus courant de s'acquitter des obligations envers des époux, des ex-époux et d'autres membres de la famille. Dans certains États, les obligations alimentaires ne concernant pas les enfants sont considérées avec plus de souplesse. Les paiements forfaitaires et transferts de pro-

[249] Le Rapport explicatif sur les Conventions Obligations alimentaires de 1973, de Michel Verwilghen, *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, tome IV, *Obligations alimentaires*, p. 384 à 465, fait référence (au para. 18) à l'absence de définition des termes « obligations alimentaires » et « aliments » dans les Conventions de La Haye de 1973. Des explications supplémentaires sont également données dans le Rapport de la Commission spéciale, établi par Michel Verwilghen, *ibid.*, p. 95 à 139, au para. 10 :

> « Les avant-projets de conventions ne contiennent pas de *définition* de l'expression 'obligation alimentaire' ni du mot 'aliment'. Les Experts se souvenaient que, confrontés à la difficulté de rédiger pareilles définitions, leurs collègues rassemblés en 1956 sous les auspices soit de la Conférence de La Haye, soit de l'Organisation des Nations Unies, avaient vainement tenté de parvenir à formuler un texte satisfaisant.
> La notion d'*obligation alimentaire* doit être comprise, eu égard au contexte dans lequel elle se situe, dans son acceptation la plus large, mais compte tenu des limites formulées expressément par les rédacteurs ; l'expression vise donc, dans ce cadre, le lien juridique en vertu duquel une personne peut contraindre une ou plusieurs autres à lui donner des aliments. Quant à ce terme 'aliments', il est utilisé par toutes les législations des États membres de la Conférence, mais ses connotations divergent parfois sensiblement. Ici aussi, les avant-projets ne fournissent pas de définition. Le projet-loi applicable prévoit que la loi compétente en vertu des dispositions conventionnelles doit être consultée pour savoir ce qu'il faut entendre par là. Sans doute, ces précisions ne suffiront-elles pas à supprimer radicalement toute hésitation. Les Experts en ont été conscients, mais ils ont été unanimes à confier aux juges, dans chaque cas d'espèce, le soin de qualifier la situation juridique ».

Rapport Duncan

175 The Montevideo Convention takes a more focused approach to scope *ratione personae*. The Convention applies "to child support obligations owed because of the child's minority and to spousal support obligations arising from the matrimonial relationship between spouses or former spouses".[245] Moreover, a State may make a declaration restricting the scope of the Convention to child support obligations.[246] On the other hand, a Contracting State has the option to declare that the Convention will apply to support obligations in favour of other creditors, and may indicate the degree of kinship or other legal relationship required by its law for a person to be a support creditor or debtor.[247] It should be recalled also that the Montevideo Convention contains alternative applicable law principles to be applied to the definition of "support creditor and debtor", which lean strongly in favour of the creditor.[248]

176 In addition to the rule defining support obligations (Art. 1) and the applicable law rule (Art. 6), the Montevideo Convention contains a substantive principle concerning the definition of a child for the purpose of the Convention:

> "*Article 2*
>
> For the purposes of this Convention, a child shall be any person below the age of eighteen years. However, the benefits of this Convention shall also apply to those who, having attained that age, continue to be entitled to support under the applicable law prescribed by Articles 6 and 7."

177 The formula used by the United States of America in its bilateral arrangements is also more focused than that in the 1973 Hague Conventions. It refers to obligations arising from marriage or parentage, including a maintenance obligation towards a child born out of wedlock. The proviso is attached that a maintenance obligation towards a spouse or former spouse, where there are no minor children, will be enforced in the United States under the relevant agreement only in those states and other jurisdictions of the United States that elect to do so.

178 The examples provided above suggest that various approaches to the definition of scope *ratione personae* could be employed in the new instrument, some of them in combination, as follows:

– a general definition of maintenance obligations, whether wide or narrow;
– a general definition of a child for the purpose of the instrument;
– the possibility for Contracting States to add by declaration to the categories of creditors covered by the instrument;
– the possibility for Contracting States to restrict the scope of the Convention by declaration or reservation;

– the inclusion of an applicable law rule governing further the definition of a creditor or a debtor for the purposes of the Convention;
– the inclusion of the public policy exception to avoid an obligation on a State to recognise and enforce maintenance decisions in respect of certain categories of debtors or creditors.

[245] Art. 1(2).
[246] Art. 1(3).
[247] Art. 3.
[248] Art. 6 and see above, at para. 68.

179 It has to be said that it is not easy to see how some of these approaches can, without confusion, operate in combination. For example, the mixture of substantive principles with an applicable law rule in the Montevideo Convention suggests the possibility of contradictions, unless it is accepted that the Convention's substantive principles take priority.

B *The meaning of "maintenance"*[249]

180 Responses to question 1 of the 2002 Questionnaire illustrate the variety of forms which maintenance decisions may take under different national laws. Child support generally takes the form of periodic payments. In certain States, such as Austria, Estonia, Luxembourg, Norway and Panama, child maintenance is in fact confined to periodical payments. In other States, including Australia, the Czech Republic and Denmark, orders relating to child maintenance are always by way of periodical payments, although parties can agree to the use of lump-sum payments. In Chile, the court can decide that maintenance obligations may be discharged in whole or in part by payment in kind. Payment in kind is also possible in Malta, certain jurisdictions of Canada, and certain states of the United States of America. In many States lump-sum payments and / or property transfers are also available to discharge child maintenance obligations. In France, Germany, Slovakia, Sweden, Switzerland and some jurisdictions within Canada and the United States, such measures are not commonly used and may be limited to particular circumstances. Conversely, in China (Hong Kong Special Administrative Region), Finland, Japan and Malta, there are less limitations on the use of lump-sum payments and / or property transfers. In the United Kingdom there are two systems for dealing with child maintenance obligations, the Child Support Agency and the courts. The Child Support Agency is an administrative body and is only entitled to stipulate periodical payments. The courts can additionally require payment by means of a lump sum and / or a transfer of property.

181 As with child support, periodical payments are the most common means of discharging maintenance obligations in respect of spouses, former spouses and other family members. In some States, maintenance obligations not relating to children are viewed with more flexibility. Lump-sum payments and property transfers are more common.

[249] The Explanatory Report on the 1973 Hague Maintenance Conventions, by Michel Verwilghen, *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, Tome IV, *Obligations alimentaires*, pp. 384-465, refers (at para. 18) to the absence of a formal definition of the terms "maintenance obligations" and "maintenance" in the 1973 Hague Conventions. Further explanation is given in the Report of the Special Commission, by Michel Verwilghen, *ibid.*, pp. 95-139, at para. 10:
"The draft Conventions do not contain any *definition* of the term 'maintenance obligation', nor of the word 'maintenance'. The Experts recalled that their colleagues meeting in 1956 under the auspices either of the Hague Conference or of the United Nations Organisation when confronted with the difficulty of drafting such definitions, had attempted in vain to arrive at a satisfactory text. Having regard to the context in which it is used, the concept of *maintenance obligation* should be understood in its widest sense, but within the limits expressly stipulated by the draftsmen; the term thus refers in this context to the legal tie by virtue of which a person may compel another or several persons to provide him with maintenance. As regard the term 'maintenance', it is used by every legislation among the Member States of the Conference but its meaning sometimes varies to a noticeable extent. Here again, the draft Conventions do not provide any definition. The Applicable-Law Draft provides that one should refer to the law applicable under the provisions of the Convention to ascertain what is meant by 'maintenance'. These precisions will undoubtedly not suffice radically to remove any doubts. The Experts were aware of this, but they were unanimous in leaving it to the court in every particular case to characterize the legal situation."

priété sont plus courants. En Autriche et en Norvège, où les aliments dus aux enfants sont confinés à des versements périodiques, la pension alimentaire due au conjoint peut être acquittée sous forme d'un versement forfaitaire et / ou d'un transfert de propriété. Au Luxembourg, la seule exception aux versements périodiques est la possibilité d'ordonner le versement d'une somme forfaitaire prélevée sur la succession d'un époux décédé aux fins de subvenir aux besoins du conjoint survivant. En Allemagne, en ce qui concerne les pensions alimentaires post-maritales, le créancier d'aliments peut exiger un paiement forfaitaire à condition que cette demande ne constitue pas une charge injuste pour le débiteur d'aliments.

182 La définition du terme « aliments » a fait l'objet de décisions judiciaires au titre des systèmes de Bruxelles et de Lugano. En vertu de l'article premier de la première Convention de Bruxelles, les droits de propriété découlant d'une relation matrimoniale sont exclus du champ d'application de la Convention, tandis que les questions alimentaires sont comprises dans la Convention et assujetties à des règles spéciales[250]. La ligne de démarcation entre les demandes alimentaires et les demandes relatives aux biens des époux a été examinée par la Cour de justice européenne. La différence entre les deux, dans une affaire où un paiement forfaitaire ou un transfert de propriété a été ordonné, par exemple, dépend de l'objectif poursuivi par l'autorité qui rend la décision. Lorsque cette décision est rendue en faveur d'un époux et lorsqu'elle est conçue pour permettre à cet époux de subvenir à ses besoins et que les besoins et les ressources de chaque époux sont pris en compte dans la détermination du montant, la décision sera considérée comme alimentaire. Si, en revanche, la décision ne porte que sur un réajustement de la propriété entre les époux, elle sera considérée comme relevant des droits de propriété découlant d'une relation conjugale[251]. Bref, c'est l'objet de la décision et non sa forme qui détermine s'il s'agit d'une décision alimentaire. Il faut peut-être examiner s'il est nécessaire ou opportun que le nouvel instrument contienne une définition des aliments suivant des lignes similaires.

C *Autres questions relatives au champ d'application*

183 Les autres questions relatives au champ d'application du nouvel instrument, dont certaines ont déjà été évoquées, sont les suivantes :

– si le nouvel instrument devrait, comme la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, contenir des dispositions concernant les institutions publiques qui poursuivent le remboursement de prestations fournies au créancier d'aliments[252] ;
– si le nouvel instrument devrait traiter du recouvrement des arriérés ;
– si le nouvel instrument devrait traiter des obligations découlant d'un accord contraignant en matière d'aliments ; et
– si un comportement fautif, tel que le déplacement ou le non-retour illicites d'un enfant (l'enlèvement) dans une autre juridiction, devrait empêcher un créancier, remplissant par ailleurs les conditions requises, de profiter des bénéfices du nouvel instrument.

[250] Art. 5(2). Voir, *supra*, au para. 108.
[251] Voir *De Cavel c. De Cavel* (No 2) [1980] *Rec.* 731, et *Van den Boogaard c. Laumen*, C-220/95, décision du 27 février 1997.
[252] Voir les réponses à la question 33(l) du Questionnaire de 2002 dans le Doc. prél. No 2 d'avril 2003 (*op. cit.* note 14). Les réponses à cette question ont été largement favorables à l'inclusion. On a exprimé le point de vue à l'effet que les institutions publiques étrangères devraient avoir suffisamment de moyens pour défendre leurs droits par leurs propres moyens. On a aussi exprimé une préoccupation quant au fait de rendre l'aide judiciaire accessible aux institutions publiques.

184 La mise en place d'un nouvel instrument universel sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille pourrait bénéficier à des milliers de personnes dans le besoin, enfants et adultes, dans le monde entier. Cet instrument pourrait aussi aider indirectement les ministères des finances nationaux en réduisant la dépendance à l'égard des prestations sociales versées par l'État.

185 Les travaux effectués lors des Commissions spéciales précédentes ont montré que le système pour le recouvrement international des aliments, qui repose aujourd'hui sur des accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux, doit être amélioré à bien des égards. Il est excessivement complexe ; les dispositions relatives à la coopération administrative doivent faire l'objet d'une refonte et d'un suivi adéquat ; pour diverses raisons, notamment le manque d'efficacité par rapport aux coûts engendrés, le système international est sous-utilisé et doit être rendu accessible à un ensemble bien plus large de créanciers alimentaires ; le système n'exploite pas suffisamment les gains de temps et d'argent permis par les nouvelles technologies de l'information ; et il ne tient pas compte de nombreuses évolutions importantes intervenues dans les systèmes nationaux, en particulier les systèmes de versement d'aliments aux enfants, qui sont conçus pour améliorer les performances en matière d'établissement de la responsabilité, de calcul, et d'exécution, des paiements.

186 Le mandat défini pour les prochaines négociations précise que le nouvel instrument devrait être complet. Cela ne signifie pas nécessairement qu'il devrait s'efforcer de résoudre tous les problèmes. Ce serait impossible et il serait déraisonnable de se fixer un tel objectif. Ce Rapport a suggéré en différents points qu'il conviendrait d'adopter une approche pragmatique concentrée sur les questions dont l'expérience pratique a montré l'importance fondamentale dans la mise en place d'un système international efficace. Certaines priorités devront être fixées assez tôt dans les négociations. Il est d'ores et déjà clair que la première priorité devrait être donnée à l'instauration d'un système efficace de coopération entre les États contractants et qu'un autre aspect important est celui de la reconnaissance et de l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires. Mais des choix difficiles devront être faits. Il faudra par exemple décider si les travaux considérables qu'impliquerait un examen général des principes de la loi applicable seraient justifiés à ce stade des négociations.

187 Ce Rapport a souligné l'universalité du nouvel instrument. Il devrait pouvoir attirer de nombreuses ratifications. Comme toujours, des problèmes se poseront pour réconcilier la grande diversité des systèmes nationaux et la nécessité d'instaurer un système commun efficace. L'expérience acquise lors de la négociation d'autres Conventions à La Haye (la Convention sur l'adoption internationale de 1993 en est un bon exemple) laisse à penser que, lorsqu'il y a accord sur des objectifs communs, il est généralement possible de concilier les différences des systèmes nationaux ou de les accommoder. On pourrait suggérer qu'un objectif prioritaire soit l'établissement d'un système international de recouvrement des aliments / pensions alimentaires envers les enfants conjuguant équité, performance et efficacité. Lorsqu'il existe d'importantes différences nationales, comme c'est le cas par exemple de certaines règles de compétence, il conviendrait peut-être de ne pas viser l'uniformité à tout prix, mais de trouver des solutions pratiques allant dans le sens de l'objectif fondamental de la Conven-

Rapport Duncan

Indeed, in Austria and Norway, where child maintenance is confined to periodical payments, spousal maintenance may take the form of a lump-sum payment and / or property transfer. In Luxembourg, the only exception to the use of periodical payments is the possibility of ordering a lump sum from the estate of a deceased spouse for the purpose of maintaining the surviving spouse. In Germany, in relation to post-marital maintenance, it is possible for the maintenance creditor to demand a lump-sum payment provided that the maintenance debtor will not be unfairly burdened by this demand.

182 The definition of "maintenance" has been the subject of judicial decisions under the Brussels and Lugano systems. Under Article 1 of the original Brussels Convention, rights in property arising out of a matrimonial relationship are excluded from the scope of the Convention, while matters relating to maintenance are within the Convention and indeed subject to special rules.[250] The dividing line between maintenance and matrimonial property claims has been examined by the European Court of Justice. The difference between the two, in a case for example where a lump sum or transfer of property has been ordered, depends on the objective pursued by the authority making the order. Where such an order is made in favour of a spouse, and where it is designed to enable that spouse to provide for himself or herself and where the needs and resources of each spouse are taken into account in determining the amount, the decision will be regarded as one concerning maintenance. If, on the other hand, the award is solely concerned with the readjustment of property between the spouses, it will be regarded as being concerned with rights in property arising out of a matrimonial relationship.[251] In short, it is the purpose of the order rather than its form which determines whether it is a maintenance order. Whether it is necessary or appropriate for the new instrument to contain a definition of maintenance along similar lines should perhaps be given some consideration.

C *Other questions concerning scope*

183 Other questions concerning the scope of the new instrument, some of which have already been referred to, include:

– whether the new instrument should, like the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, contain provisions concerning public bodies claiming reimbursement of benefits paid to a maintenance creditor;[252]

– whether the new instrument should deal with the recovery of arrears;

– whether the new instrument should deal with obligations arising from a binding maintenance agreement; and

– whether wrongful conduct, such as the unlawful removal or retention of a child (*i.e.*, abduction) in another jurisdiction, should disqualify an otherwise qualified claimant from enjoying the benefits of the new instrument.

[250] Art. 5(2). See above, at para. 108.
[251] See *De Cavel* v. *De Cavel* (No 2) [1980] *ECR* 731, and *Van den Boogaard* v. *Laumen*, C-220/95, decided 27 February 1997.
[252] See the responses to question 33(l) of the 2002 Questionnaire in Prel. Doc. No 2 of April 2003 (*op. cit.* note 14). Responses to this question were largely in favour of inclusion. A view was expressed that foreign public bodies should have sufficient means to vindicate their rights by their own means, and a concern was expressed about making legal aid available to public bodies.

184 The project to establish a new global instrument on the international recovery of child support and other forms of family maintenance has the potential to benefit many thousands of dependent persons, children and adults, in countries all around the world. It may also indirectly assist national exchequers by reducing dependency on state welfare payments.

185 The work carried out in previous Special Commissions has shown that there are many respects in which the international system for the recovery of maintenance, based as it is on a configuration of multilateral, regional and bilateral arrangements, needs to be improved. It is excessively complex; provisions for administrative co-operation need to be overhauled and properly monitored; for a variety of reasons, including lack of cost-effectiveness, the international system is under-utilised and needs to be made accessible to a much wider range of maintenance and child support recipients; the system does not make enough use of the savings in cost and time made possible by the new information technologies; and it does not take into account many important developments that have occurred in national systems, particularly child support systems, which are designed to improve the efficiency with which liability is established and payments are calculated and then enforced.

186 The mandate for the forthcoming negotiations states that the new instrument should be comprehensive in nature. This does not necessarily mean that it should try to resolve every problem. To do this would be impossible and to attempt to do it would be unwise. This Report has at various points suggested that a pragmatic approach should be taken which places concentration on those matters which, from practical experience, are known to be of central importance in establishing an effective international system. Some priorities will need to be established at a fairly early stage in the negotiations. It is already clear that the utmost priority should be attached to establishing an effective system of co-operation between Contracting States, and that another important area is that of recognition and enforcement of maintenance decisions. But some difficult choices will have to be made. For example, it will have to be decided whether the considerable work that would be involved in a general review of applicable law principles would be justified at this stage in the negotiations.

187 This Report has placed some emphasis on the universality of the new instrument. It should be one which is capable of widespread ratification. As always, problems will arise of reconciling the diversity in national systems with the need to establish an effective common system. Experience with the negotiation of other Conventions at The Hague (the 1993 Intercountry Adoption Convention being a good example) suggests that, where there is agreement on common goals, differences among national systems can generally be reconciled or accommodated. It might be suggested that a primary goal is the establishment of an international system of maintenance / child support recovery which is fair, efficient and effective. Where significant national differences exist, as they do for example in respect of certain rules of jurisdiction, the approach should perhaps be not to try to achieve uniformity at all costs, but to find practical solutions which will promote the fundamental goal of the

tion. Souvent, la solution résidera dans les dispositions relatives à la coopération entre les États contractants, qui formeront le noyau du nouvel instrument.

188 Ce qu'il faut, c'est un instrument qui apporte clarté et cohérence à l'échelle internationale. Sa structure et ses dispositions devraient être aisément compréhensibles dans une multitude de systèmes juridiques différents et par divers professionnels – juges, administrateurs, avocats et autres – qui seront responsables de la mise en œuvre au niveau national. Un excès de détails dans l'instrument lui-même ne contribue pas à y parvenir et des décisions judicieuses devront être prises quant à ce qu'il serait peut-être préférable d'évoquer dans le Rapport explicatif qui accompagnera la Convention, ou de développer plus avant, via des recommandations ou des guides de bonnes pratiques, au fil de l'expérience du fonctionnement du nouvel instrument. Parallèlement, sur certains aspects, et plus particulièrement dans le domaine de la coopération administrative, où les pratiques divergent fortement, il conviendra d'être précis pour éviter toute méprise.

189 Réussir un instrument clair et cohérent ne sera que le début d'un processus continu. L'expérience acquise au titre des autres Conventions de La Haye instaurant des systèmes de coopération judiciaire et administrative a démontré l'importance des travaux « postérieurs aux Conventions » pour assurer une large ratification, une mise en œuvre efficace et cohérente au niveau national, le suivi et l'examen du fonctionnement du nouvel instrument et, plus généralement, des efforts visant à bâtir les réseaux et la confiance mutuelle dont dépendra le fonctionnement de la Convention. Il faudra réfléchir au moyen d'inclure dans l'instrument lui-même les meilleures dispositions et structures pour épauler ces travaux « postérieurs aux Conventions ».

Convention. Often the solution will be found within the provisions for co-operation between Contracting States which will form the core of the new instrument.

188 What is needed is an instrument which provides clarity and coherence at the international level. Its structure and provisions should be readily understandable within a multitude of different legal systems and by a variety of professionals – judges, administrators, lawyers and others – who will have the responsibility of implementation at the national level. Excessive detail within the instrument itself will not help to achieve this, and wise decisions will need to be made concerning matters which may be better left for mention in the Explanatory Report which will accompany the Convention, or for further development through recommendations or guides to good practice as experience with the operation of the new instrument develops. At the same time, on certain matters and especially in the area of administrative co-operation, where at present there exist wide divergences in practice, there will be a need for precision if misunderstanding is to be avoided.

189 Achieving an instrument which is clear and coherent will be only the beginning of a continuing process. Experience with other Hague Conventions which set out systems of administrative or judicial co-operation has demonstrated the importance of continuing "post-Convention" work to ensure widespread ratification, effective and consistent implementation at national level, monitoring and review of the operation of the instrument, and more generally work to build up the networks and the mutual confidence on which the successful operation of the Convention will depend. Thought will need to be given as to how the best provisions and structures to support this "post-Convention" work may be built into the instrument itself.

United States Model Agreement for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations

[available in English only]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
AND THE GOVERNMENT OF _____
FOR THE ENFORCEMENT OF MAINTENANCE (SUPPORT) OBLIGATIONS

The Government of the United States of America

and

the Government of _____ (hereinafter referred to as the Parties),

Resolved to establish a uniform and effective framework for the enforcement of maintenance obligations, the recognition of maintenance decisions, and the determination of parentage,

In accordance with section 459A of the Social Security Act, Title 42, United States Code, section 659A, and as authorized by the laws of _____,

Have agreed as follows:

Article 1

Objective

1. Subject to the provisions of this Agreement, the Parties hereby seek to provide for:

a. the recovery of maintenance or the reimbursement of maintenance to which a maintenance creditor or a public body having provided benefits for a maintenance creditor subject to the jurisdiction of one Party (hereinafter referred to as the claimant) is entitled from a maintenance debtor who is subject to the jurisdiction of the other Party (hereinafter referred to as the respondent), and

b. the recognition and enforcement of maintenance orders, reimbursement orders and settlements (hereinafter referred to as maintenance decisions) made or recognized within the jurisdiction of either Party.

Article 2

Scope

1. This Agreement shall apply to maintenance obligations arising from a family relationship or parentage, including a maintenance obligation towards a child born out of wedlock. However, a maintenance obligation towards a spouse or former spouse where there are no minor children will be enforced under this Agreement on the basis of reciprocity between _____ and the individual states and other jurisdictions of the United States.

2. This Agreement applies to the collection of payment arrears on a maintenance obligation and to the modification in amounts due under an existing maintenance decision.

3. The remedies provided for in this Agreement are not exclusive and do not affect the availability of any other remedies for the enforcement of a valid maintenance obligation.

4. This Agreement shall not apply if the Requested Party makes or recognizes a judicial finding that the person seeking the recovery of maintenance has wrongfully removed or retained the child for whom maintenance is sought in the territory of the Requesting Party.

Article 3

Central Authorities

1. The Parties shall each designate a body as Central Authority which shall facilitate compliance with the provisions of this agreement.

2. The Central Authority for _____ shall be _____.

3. The Central Authority for the United States of America shall be the Office of Child Support Enforcement in the Department of Health and Human Services, as authorized by Title IV-D of the Social Security Act.

4. The parties may designate other public bodies to carry out any of the provisions of this agreement in co-ordination with the Central Authority.

5. Any changes in the designation of the Central Authority or other public bodies by one Party shall be communicated promptly to the Central Authority of the other Party.

6. Communications shall be addressed by the Central Authority or other public body of one Party directly to the Central Authority or other responsible public body of the other Party as designated by that Party.

Article 4

Applications and Transmission of Documents and Judicial Assistance

1. An application for the recovery or reimbursement of maintenance from a respondent subject to the jurisdiction of the Requested Party shall be made by the Central Authority or other designated public body of the Requesting Party, in accordance with the applicable procedures of the Requesting Party.

2. The application shall be made on a standard form in English and _____ to be agreed upon by the Central Authorities of both Parties, and shall be accompanied by all relevant documents. All documents shall be translated into the language of the Requested Party.

3. The Central Authority or other designated public body of the Requesting Party shall transmit the documents referred to in paragraphs 2 and 5 of this Article to the Central Authority or other designated public body of the Requested Party.

4. Before transmitting the documents to the Central Authority or other designated public body of the Requested Party, the Central Authority or other designated public body of the Requesting Party shall satisfy itself that they comply with the law of the Requesting party and the requirements of this Agreement.

5. When the application is based on or the documents include a decision issued by a competent court or agency establishing parentage or for the payment of maintenance:

a. the Central Authority or other designated public body of the Requesting Party shall transmit a copy of the decision certified or verified in accordance with the requirements of the Requested Party;

b. the decision shall be accompanied by a statement of finality or, if not final, a statement of enforceability and by evidence that the respondent has appeared in the proceedings or has been given notice and an opportunity to appear;

c. the Central Authority or other designated body of the Requesting Party shall notify the Central Authority or other designated body of the Requested Party of any subsequent change by operation of law in the amount required to be enforced under the decision.

6. In carrying out their tasks under this Agreement, the Parties shall provide each other assistance and information within the limits of their respective laws, and consistent with any treaties related to judicial assistance in force between the Parties.

7. All documents transmitted under this Agreement shall be exempt from legalization.

Article 5

Functions of the Central Authority of the Requested Party

The Central Authority or other designated public body of the Requested Party shall take on behalf of the claimant all appropriate steps for the recovery or reimbursement of maintenance, including the institution and prosecution of proceedings for maintenance, the determination of parentage where necessary, the execution of any judicial or administrative decision and the collection and distribution of payments collected.

Article 6

Cost of services

All procedures described in this Agreement, including services of the Central Authority, and necessary legal and administrative assistance, shall be provided by the Central Authority or other designated public body of the Requested Party without cost to the claimant. The costs of testing blood or tissue for parentage determinations shall be borne by the Central Authority or other designated public body of the Requested Party. The Central Authority or other designated public body of the Requested Party may assess costs in any proceeding against the respondent appearing in its jurisdiction.

Article 7

Recognition and enforcement of maintenance decisions

1. Maintenance decisions, including maintenance decisions arising from a determination of parentage, from one Party shall be recognized and enforced in the other Party to the extent that the facts in the case support recognition and enforcement under the applicable laws and procedures of the latter Party.

2. Maintenance decisions made after the failure of the respondent to appear shall be considered as decisions under paragraph 1 if it is demonstrated that notice had been given and the opportunity to be heard had been satisfied in a way to satisfy the standards of the Requested Party.

3. The Requested Party shall take all appropriate steps to establish a maintenance decision if it is unable, under paragraph 1, to recognize a maintenance decision of the Requesting Party.

Article 8

Applicable Law

1. All actions and proceedings under this Agreement by either Party shall be carried out pursuant to the law including choice of law provisions and procedures of that Party.

2. The physical presence of the child or custodial parent shall not be required in proceedings under this Agreement in the Requested Party.

Article 9

Territorial Application

1. For _____, this Agreement shall apply to _____.

2. For the United States of America, this Agreement shall apply to the fifty states, the District of Columbia, Guam, Puerto Rico, the United States Virgin Islands, and any other jurisdiction of the United States participating in Title IV-D of the Social Security Act.

Article 10

Federal State Clause

With respect to the United States, any reference to the law or requirements or procedures or standards of a Party or of the Requesting or Requested Party shall be construed as a reference to the law, requirements, procedures or standards of the relevant state or other jurisdiction of the United States.

Entry into force

1. This Agreement shall enter into force on the later of the dates on which each Party has been notified in writing through the diplomatic channel that the legal requirements under domestic law for the entry into force have been fulfilled.

2. This Agreement shall apply to any outstanding maintenance decision, or payment accrued under such decision, regardless of the date of that decision.

Article 11

Termination

1. Either Party may terminate this Agreement by notification in writing addressed to the other Party through the diplomatic channel.

2. The termination shall take effect on the first day of the third month following the receipt of the notification.

3. In the event that either Party's domestic legal authority to carry out its obligations under this Agreement ceases, in whole or in part, either party may suspend application of this Agreement, or with the agreement of the other Party, any part of this Agreement. In that event, the Parties will seek, to the fullest extent practicable in accordance with domestic law, to minimize unfavorable effects on the continuing recognition and enforcement of maintenance obligations covered by this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

Done at _____ in duplicate, in English and _____ languages both of which are equally authentic, on this _____ day of _____, _____.

Filiation et aliments internationaux envers les enfants – Réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points

RAPPORT ÉTABLI PAR PHILIPPE LORTIE
PREMIER SECRÉTAIRE

Document préliminaire No 4 d'avril 2003

Table des matières

		Page
INTRODUCTION		I-128
I	EXAMEN GÉNÉRAL DES DIVERS SYSTÈMES INTERNES EN RAPPORT AVEC L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN DE FILIATION (QUESTIONS 17 ET 18 DU QUESTIONNAIRE DE 2002)	I-130
A	*Les différentes méthodes juridiques d'établissement du lien de filiation*	I-130
B	*Les utilisations différentes des méthodes d'établissement du lien de filiation en rapport avec les différents systèmes pour l'établissement des aliments envers les enfants*	I-130
C	*Les méthodes médicales ou scientifiques utilisées pour l'établissement du lien de filiation*	I-134
D	*Les questions de frais en rapport avec l'établissement du lien de filiation*	I-134
II	LA LOI APPLICABLE À LA DÉTERMINATION DU LIEN DE FILIATION DANS LE CONTEXTE DES PROCÉDURES EN MATIÈRE D'ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS (QUESTION 16 DU QUESTIONNAIRE DE 2002 ET QUESTION 1A (PARTIE III) DU QUESTIONNAIRE DE 1998)	I-136
A	*Considérations d'ordre général*	I-136
B	*La loi applicable à la détermination du lien de filiation à titre de question principale*	I-136
C	*La loi applicable à la détermination du lien de filiation, lorsqu'elle survient à titre de question incidente dans les procédures pour des aliments envers les enfants*	I-138
III	LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS ÉTRANGÈRES EN MATIÈRE D'ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS EN RAPPORT AVEC LES QUESTIONS D'ÉTABLISSEMENT DU LIEN DE FILIATION (QUESTION 19 DU QUESTIONNAIRE DE 2002)	I-140
A	*Considérations d'ordre général*	I-140
B	*Le refus de reconnaissance et d'exécution d'une décision en matière d'aliments envers les enfants si elle se prononce sur le lien de filiation*	I-140
C	*Le refus de reconnaître et d'exécuter une décision en matière d'aliments envers les enfants si une loi ou une méthode est appliquée à l'établissement du lien de filiation différente de celle appliquée dans l'État requis*	I-140
IV	LA MISE EN PLACE DE MÉCANISMES DE COOPÉRATION DANS L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN DE FILIATION (QUESTIONS 33G ET 34 DU QUESTIONNAIRE DE 2002)	I-142
A	*Considérations d'ordre général*	I-142
B	*La construction du nouvel instrument – Coopération administrative à l'égard de l'établissement du lien de filiation*	I-142
CONCLUSION		I-144
A	*Considérations d'ordre général*	I-144
B	*Questions de la loi applicable en rapport avec l'établissement du lien de filiation*	I-144
C	*Questions de reconnaissance et d'exécution en rapport avec l'établissement du lien de filiation*	I-144
D	*Questions de coopération en rapport avec l'établissement du lien de filiation*	I-144

INTRODUCTION

1 Comme indiqué dans le Rapport rédigé par William Duncan, Secrétaire général adjoint de la Conférence de La Haye de droit international privé, intitulé « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », à l'intention de la Commission spéciale de mai 2003 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, un certain nombre de questions particulières que ce Rapport ne traite pas feront l'objet d'études distinctes[1]. Le présent document traite de diverses questions, notamment en rapport avec les règles du droit international privé, entourant l'établissement du lien de filiation dans le contexte du recouvrement international des aliments[2]. Cependant, avant de procéder à l'examen des questions concernant les règles de droit international privé, il importe d'examiner l'état des droits internes. La présente analyse repose principalement sur les réponses aux Questionnaires de 1998 et de 2002[3].

2 Tout au long de cette étude, il importe de garder à l'esprit que le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille surviendra généralement à l'occasion de deux scénarios différents. La première situation couvre les mesures prises par le créancier pour le recouvrement international des aliments alloués initialement dans un contexte purement interne, lorsque le créancier et le débiteur se trouvaient tous deux dans le même ressort. La seconde situation est celle où le créancier réclame des aliments et souhaite obtenir une décision relative aux aliments envers un débiteur situé dans un

[1] Voir le Doc. prél. No 3 d'avril 2003, ci-dessus p. I-54 du présent tome (ci-après « le Rapport Duncan »), au para. 11.

[2] En droit international public, les questions de lien de filiation et d'aliments envers les enfants sont couvertes par la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant*, faite à New York le 20 novembre 1989, *UNTS* vol. 1577, p. 3, à laquelle sont parties 191 États. Voir les art. 7, 8 et 27 de la Convention. Plus précisément, l'art. 27(4) de la Convention dispose que « les États parties prennent toutes les mesures appropriées en vue d'assurer le recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant […] ».

[3] « Questionnaire sur les obligations alimentaires », établi par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 1 de novembre 1998, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>), et « Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », document établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de juin 2002, ci-dessus p. I-46 du présent tome. Les réponses aux deux Questionnaires sont accessibles dans « Extraits des réponses au Questionnaire sur les obligations alimentaires », Doc. prél. No 3 d'avril 1999, et « Compilation des réponses au Questionnaire de 2002 concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Doc. prél. No 2 d'avril 2003, tous deux disponibles sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).

Filiation et aliments internationaux

Parentage and International Child Support – Responses to the 2002 Questionnaire and an Analysis of the Issues

DRAWN UP BY PHILIPPE LORTIE
FIRST SECRETARY

Preliminary Document No 4 of April 2003

Table of contents

		Page
INTRODUCTION		I-129
I	OVERVIEW OF THE DIFFERENT DOMESTIC SYSTEMS IN RELATION TO THE ESTABLISHMENT OF PARENTAGE (QUESTIONS 17 AND 18 OF THE 2002 QUESTIONNAIRE)	I-131
A	*The different legal methods for establishment of parentage*	I-131
B	*The different uses of the methods for the establishment of parentage in relation to the different systems for the establishment of child support*	I-131
C	*The scientific or medical methods used for the establishment of parentage*	I-135
D	*The cost issues in relation to the establishment of parentage*	I-135
II	THE LAW APPLICABLE TO THE DETERMINATION OF PARENTAGE IN THE CONTEXT OF CHILD SUPPORT PROCEEDINGS (QUESTION 16 OF THE 2002 QUESTIONNAIRE AND QUESTION 1A (PART III) OF THE 1998 QUESTIONNAIRE)	I-137
A	*General considerations*	I-137
B	*The law applicable to the determination of parentage as a main issue*	I-137
C	*The law applicable to the determination of parentage, where it arises as an incidental question in child support proceedings*	I-139
III	RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF FOREIGN DECISIONS WITH REGARD TO CHILD SUPPORT IN RELATION TO ESTABLISHMENT OF PARENTAGE ISSUES (QUESTION 19 OF THE 2002 QUESTIONNAIRE)	I-141
A	*General considerations*	I-141
B	*The refusal to recognise and enforce a child support decision if it entails a determination of parentage*	I-141
C	*The refusal to recognise and enforce a child support decision if a law or a method applied to the determination of parentage is different from that applied in the requested State*	I-141
IV	THE PROVISION OF CO-OPERATION MECHANISMS IN THE ESTABLISHMENT OF PARENTAGE (QUESTIONS 33G AND 34 OF THE 2002 QUESTIONNAIRE)	I-143
A	*General considerations*	I-143
B	*Constructing the new instrument – administrative co-operation with regard to the establishment of parentage*	I-143
CONCLUSION		I-145
A	*General considerations*	I-145
B	*Issues of applicable law in relation to the establishment of parentage*	I-145
C	*Issues of recognition and enforcement in relation to the establishment of parentage*	I-145
D	*Issues of co-operation in relation to the establishment of parentage*	I-145

INTRODUCTION

1 As stated in the Report drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General of the Hague Conference on Private International Law, entitled "Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", for the attention of the Special Commission of May 2003 on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, a number of specific matters not covered in that Report would be the subject of separate studies.[1] This document will deal with various issues, especially in relation to the rules of private international law, surrounding the establishment of parentage in the context of international maintenance recovery.[2] However, before turning to the examination of the rules of private international law issues, it is important to consider the state of national laws. This analysis draws mostly from responses to the 1998 and 2002 Questionnaires.[3]

2 Throughout this study, it is important to remember that the international recovery of child support and other forms of family maintenance will generally arise from two different scenarios. The first situation consists of the creditor taking measures for the international recovery of maintenance granted, initially, in a purely domestic context, when both the creditor and the debtor were in the same jurisdiction. The second situation is where the creditor is claiming maintenance and seeking a maintenance decision

[1] See Prel. Doc. No 3 of April 2003, *supra* p. I-55 of this tome (hereafter "the Duncan Report"), at para. 11.
[2] In public international law, issues of parentage and child support are included in the *United Nations Convention on the Rights of the Child*, done at New York on 20 November 1989, *UNTS*, Vol. 1577, p. 3, to which 191 States are Parties. See Arts 7, 8 and 27 of the Convention. More specifically, Art. 27(4) of the Convention provides that "States Parties shall take all appropriate measures to secure the recovery of maintenance for the child […]".
[3] "Questionnaire on Maintenance Obligations", drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 1 of November 1998, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>), and "Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of June 2002, *supra* p. I-47 of this tome. Responses to the two Questionnaires may be consulted in "Extracts from the Responses to the Questionnaire on Maintenance Obligations", Prel. Doc. No 3 of April 1999, and "Compilation of Responses to the 2002 Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", Prel. Doc. No 2 of April 2003, both available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

autre ressort. Dans les deux cas, il peut survenir une question relative à la filiation impliquant deux ressorts au moins.

I EXAMEN GÉNÉRAL DES DIVERS SYSTÈMES INTERNES EN RAPPORT AVEC L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN DE FILIATION (QUESTIONS 17 ET 18 DU QUESTIONNAIRE DE 2002)

A *Les différentes méthodes juridiques d'établissement du lien de filiation*

3 Dans le cadre de la question des aliments envers les enfants, le lien de filiation peut être établi par des présomptions établies par la loi, par reconnaissance, ou par décision d'une autorité compétente[4].

a *Établissement du lien de filiation par présomption*

4 Dans le cadre du présent document, le terme « présomption » désigne une situation où des effets en droit sont produits par la seule opération de la loi. Les présomptions sont généralement utilisées dans le cas d'enfants nés du mariage. En général, l'enfant conçu avant ou pendant le mariage et né pendant le mariage est présumé être l'enfant de l'époux de la mère. En outre, un enfant conçu pendant le mariage et né après la fin du mariage sera présumé être l'enfant de l'ancien époux. D'autres présomptions peuvent être prévues pour le cas d'un enfant conçu pendant un premier mariage et né pendant un second ou d'un enfant conçu avant le mariage et né après la fin du mariage. Dans certains cas, la loi fixant ces présomptions pourra prévoir des délais pendant lesquels la conception et la naissance sont censées se produire en se référant à la période de gestation. Enfin, certains États pourront ne pas appliquer ces présomptions si l'enfant naît après la séparation de fait ou de droit des conjoints, ou après la dissolution du mariage ou le divorce. Des règles particulières pourront également s'appliquer en cas de nullité du mariage.

5 Parfois, les présomptions sont utilisées dans le cas d'enfants nés hors du mariage. Avec les aménagements nécessaires, elles pourront s'appliquer dans les cas où la mère de l'enfant vit ou a vécu avec un homme, sans être mariée, pendant la période de gestation.

6 Il est généralement possible de renverser une présomption de lien de filiation devant une autorité compétente. Des restrictions procédurales, dans l'intérêt de l'enfant, pourront s'appliquer. En général, l'autorité compétente sera un organe judiciaire. Il peut également s'agir d'une autorité administrative.

b *Établissement du lien de filiation par reconnaissance*

7 Dans le cadre du présent document, le terme « reconnaissance » vise les situations où le lien de filiation est établi sur la base d'un acte volontaire du ou des parents. Cette reconnaissance pourra revêtir des formes différentes, par exemple, expression de volonté devant une autorité administrative (par ex. registre de l'état civil), dans un protocole devant une juridiction ou autorité administrative, par accord conjoint écrit ou par enregistrement ou certificat conjoints.

8 Dans certains États, la mère et / ou l'enfant ont la possibilité de s'opposer à l'établissement du lien de filiation, par la reconnaissance volontaire de la personne prétendant être le père. Dans d'autres États, la reconnaissance du lien de filiation nécessite le consentement simultané du père, de la mère et de l'enfant. Cependant, dans ce dernier cas, le consentement de l'enfant peut être conditionné par le fait qu'il ait atteint un certain âge. Si l'âge n'a pas été fixé, une autorité compétente, selon la nature de l'affaire, pourra évaluer si l'enfant est capable d'exprimer sa propre opinion.

9 Dans la plupart des cas, il est possible de contester la reconnaissance devant une autorité compétente. En général, l'autorité compétente sera un organe judiciaire. Il peut également s'agir d'une autorité administrative.

c *Établissement du lien de filiation par décision judiciaire*

10 Dans un certain nombre d'États, l'établissement d'un lien de filiation par décision judiciaire est de nature accessoire ; le recours aux tribunaux est ouvert afin de contester le lien de filiation établi par présomption ou par reconnaissance. En général, il est également possible de demander l'établissement du lien de filiation par une autorité compétente, s'il n'est pas possible de l'établir autrement. La détermination judiciaire du lien de filiation est généralement fondée sur une présomption, des éléments de preuve oraux ou écrits, ou des éléments de preuve biomédicaux, y compris des tests sanguins et génétiques (ADN).

11 La détermination judiciaire du lien de filiation pourra être « *erga omnes* » (c.-à-d. que le lien de filiation sera établi à toutes fins) ou aux seules fins de procédures particulières, par exemple, les procédures relatives aux aliments.

d *Situations où les procédures juridiques et les méthodes d'établissement du lien de filiation pourront diverger*

12 Il existe des cas où des démarches différentes ont été adoptées au regard de l'établissement du lien de filiation, à savoir, la naissance anonyme (« accouchement sous X ») ou d'une mère porteuse, ou du fait d'une relation incestueuse ou d'une procréation médicalement assistée. Il est important de noter que les règles sur toutes ces questions divergent entre les différents pays et que de nombreux États n'ont pas encore légiféré, ou ne légifèreront pas, à cet égard.

B *Les différentes utilisations des méthodes d'établissement du lien de filiation dans les différents systèmes pour la détermination des aliments envers les enfants*

13 Les différentes utilisations des méthodes juridiques d'établissement du lien de filiation et leurs diverses combinaisons possibles pourront varier selon que le système de détermination des aliments envers les enfants est de nature administrative[5], juridictionnelle[6] ou une combinaison des deux[7]. Il en est de même, dans le Commonwealth, pour le

[4] Pour une présentation plus détaillée des questions tenant à l'établissement du lien de filiation, voir Conseil de l'Europe, « Livre blanc sur les principes relatifs à l'établissement et aux conséquences juridiques du lien de filiation », CJ-FA (2001) 16 rev., ultérieurement CJ-FA (2006) 4 (voir le site web <www.legal.coe.int>).

[5] Par ex. à l'égard des aliments envers les enfants, l'Australie, le Danemark, la Norvège et la Suède ont des systèmes reposant principalement sur une procédure administrative. En Finlande, s'il y a un accord entre les parents relatif aux aliments envers les enfants, la procédure sera de nature administrative.

[6] La détermination des aliments envers les enfants est de nature juridictionnelle dans la plupart des États d'Europe continentale ainsi que dans les États d'Amérique centrale et latine ayant répondu au Questionnaire de 2002. La procédure de détermination des aliments envers les enfants est également de nature juridictionnelle au Japon.

[7] Dans le cas de la Finlande, voir, *supra*, note 5 ; la procédure est soit administrative, soit juridictionnelle, selon que les parents parviennent ou non à un accord sur les aliments envers les enfants. Aux États-Unis d'Amérique, certains états ont opté pour un système administratif alors que d'autres appliquent des systèmes juridictionnels.

Filiation et aliments internationaux

against a debtor situated in another jurisdiction. In both cases, a question of parentage may arise implicating at least two jurisdictions.

I OVERVIEW OF THE DIFFERENT DOMESTIC SYSTEMS IN RELATION TO THE ESTABLISHMENT OF PARENTAGE (QUESTIONS 17 AND 18 OF THE 2002 QUESTIONNAIRE)

A *The different legal methods for establishment of parentage*

3 For the purpose of child support, parentage may be established by presumptions provided by law, by acknowledgment, or by a decision of a competent authority.[4]

a *Establishment of parentage by presumption*

4 The term presumption, as used in this document, describes situations where legal effects are achieved by simple operation of the law. Presumptions are generally used in the case of children born within wedlock. Usually, the child conceived before or during the marriage and born during the marriage will be presumed to be the child of the mother's husband. Furthermore, the child conceived during the marriage and born after the end of the marriage will be presumed the child of the former husband. Other presumptions may be provided in the case of a child conceived during a first marriage and born during a second, or for a child conceived before marriage and born after the end of the marriage. In some cases, the law setting such presumptions may provide timelines, according to the period of gestation, within which the conception and birth should occur. Finally, some States may not apply these presumptions if the child is born after the factual or legal separation of the spouses or after the dissolution of the marriage or the divorce. Special rules may also apply to cases of nullity of marriage.

5 Sometimes, presumptions are used in the case of children born out of wedlock. With the necessary adjustments they may apply to those cases where the mother of the child is living or has been living with a man without being married during the period of gestation.

6 It is usually possible to rebut a presumption of parentage before a competent authority. Procedural limitations in the child's interests may apply. Generally, the competent authority will be a court of law. It could also be an administrative authority.

b *Establishment of parentage by acknowledgement*

7 The term acknowledgement, as used in this document, describes situations where parentage is established on the basis of a voluntary act of the parent or parents. Such acknowledgement may have different forms, for example expression of will before an administrative authority (*e.g.*, civil register), in a protocol before a court or administrative authority, by a joint written agreement or by joint registration or certificate.

8 In some States, the mother and / or the child may be given the possibility to oppose the establishment of parentage by voluntary acknowledgement of the person alleging to be the father. In other States, the acknowledgement of parentage requires the simultaneous consent of father, mother and child. However, in this latter situation, the consent of the child could be conditional upon her or him reaching a certain age. If an age has not been fixed, a competent authority, depending on the nature of the case, may assess if the child is capable of expressing her or his own views.

9 In most situations, it is possible to contest the acknowledgement before a competent authority. Generally, the competent authority will be a court of law. It could also be an administrative authority.

c *Establishment of parentage by judicial decision*

10 In a number of States, determination of parentage by a judicial decision has a subsidiary character; recourse to the courts is available in order to contest parentage established by presumption or by acknowledgement. Usually, it is also possible to request the establishment of parentage by a competent authority, if it is not possible to establish it otherwise. The judicial determination of parentage is usually based on a presumption, oral or documentary evidence, or bio-medical evidence, including blood and genetic (DNA) testing.

11 The judicial determination of parentage may be "*erga omnes*" (*i.e.*, parentage is established for all purposes) or for the purposes only of specific proceedings, *e.g.*, maintenance proceedings.

d *Cases where legal procedure and methods for the establishment of parentage may differ*

12 There are cases where different approaches have been adopted with regard to the establishment of parentage, namely, where a child is born anonymously ("*accouchement sous X*") or of a surrogate mother or as a result of an incestuous relationship or of medically assisted procreation. It is important to note that rules on all these matters differ around the world and that many States have not yet legislated or may not legislate in this respect.

B *The different uses of the methods for the establishment of parentage in relation to the different systems for the establishment of child support*

13 The different uses of the legal methods for the establishment of parentage and their possible different combinations may vary according to whether the system for the establishment of child support is administrative in nature,[5] court driven[6] or a combination of the two.[7] The same can

[4] For a more detailed presentation of issues regarding the establishment of parentage, see Council of Europe, "White Paper on principles concerning the establishment and legal consequences of parentage", CJ-FA (2001) 16 rev., subsequently CJ-FA (2006) 4 (visit <www.legal.coe.int>).

[5] *E.g.*, in relation to child support, Australia, Denmark, Norway and Sweden have systems that rest mostly on an administrative procedure. In Finland, if there is an agreement between the parents in relation to child support, the procedure will be an administrative one.

[6] The determination of child support is court driven in most of the continental European States as well as the Central and South American States that have answered the 2002 Questionnaire. The procedure for child support in Japan is also court driven.

[7] In the case of Finland, see, *supra*, note 5; the procedure will either be administrative or judicial depending on whether the parents can agree on child support. In the United States of America, some states have opted for an administrative system whereas other states operate court driven systems.

mécanisme d'exécution réciproque des ordonnances alimentaires[8] ou son dérivé, le système de « demande alimentaire »[9], tous deux destinés à coordonner l'établissement transfrontalier d'aliments envers les enfants par l'intermédiaire de l'utilisation de systèmes internes.

a *Système administratif de détermination des aliments envers les enfants et l'établissement du lien de filiation*

14 Dans la plupart des cas, dans le cadre d'un système administratif, une autorité administrative compétente accordera des aliments aux enfants sur le fondement d'une présomption ou d'une reconnaissance d'un lien de filiation. En général, dans ces systèmes, l'utilisation de présomptions sera limitée aux enfants nés du mariage. Dans la plupart des cas, il est possible de contester le lien de filiation devant une juridiction ou de faire établir le lien de filiation par une décision judiciaire s'il n'est pas possible de l'établir autrement.

b *Système juridictionnel de détermination des aliments envers les enfants et l'établissement du lien de filiation*

(i) *L'établissement du lien de filiation* erga omnes *à titre de condition de la détermination des aliments envers les enfants*

15 Dans des États tels que l'Allemagne, le Japon et le Luxembourg, seules les autorités judiciaires peuvent statuer en matière d'aliments envers les enfants[10]. En outre, dans ces États, l'établissement du lien de filiation est *erga omnes*. Le lien de filiation étant lié à l'état des personnes, il sera pertinent pour toutes les questions associées telles que la succession, la garde et les aliments envers les enfants. Les aliments envers les enfants seront conditionnés par l'établissement du lien de filiation[11]. Si le lien de filiation n'a pas été établi précédemment, les questions de lien de filiation et d'aliments envers les enfants pourront être jointes en une seule et même procédure[12], dans le cadre de laquelle le lien de filiation pourrait être traité à titre de question préalable, ou ils pourront faire l'objet de deux procédures distinctes[13].

(ii) *L'établissement du lien de filiation par présomption pour la détermination des aliments envers les enfants, l'exception au principe «* erga omnes *»*

16 En France, où la détermination des aliments envers les enfants relève de la responsabilité de l'autorité judiciaire, la reconnaissance volontaire de filiation par les parents est la principale procédure utilisée pour établir le lien de filiation. Le lien de filiation *erga omnes* pourra également être établi par décision judiciaire dans le cadre d'une action en recherche de paternité, mais uniquement s'il y a des indices graves ou une présomption. Cependant, l'établissement du lien de filiation *erga omnes* n'est pas nécessairement une condition pour l'obtention d'aliments envers les enfants[14]. Lorsque le lien de filiation *erga omnes* n'est pas établi, une juridiction, sur le fondement d'une présomption, pourra allouer des aliments aux présumés enfants (« subsides »).

c *Systèmes dans lesquels coexistent des processus administratif et juridictionnel*

(i) *L'exemple de la Finlande*

17 En Finlande, si les parents peuvent parvenir à un accord sur les aliments à verser et que le conseil municipal des services sociaux entérine l'accord, la question sera traitée au travers d'un processus administratif. Cependant, si les parents ne peuvent parvenir à un accord, la question est traitée à travers un processus judiciaire. Le processus judiciaire, qui se concentrera sur la question du lien de filiation, propose deux procédures alternatives : un *procès en paternité* au sens strict, dans lequel tous les éléments de preuve seront présentés à un tribunal, et un processus judiciaire de *reconnaissance de paternité*. Un processus administratif visant à obtenir une reconnaissance de paternité, destinée à être confirmée par une juridiction, précédera ce dernier processus. À la suite d'une décision judiciaire de *reconnaissance de paternité*, les parties pourront convenir des aliments à verser ou engager une procédure judiciaire distincte à cet égard. Dans le cas d'un *procès en paternité*, la même juridiction pourra régler les questions d'aliments après avoir statué sur la question du lien de filiation.

(ii) *L'exemple des États-Unis*

18 Aux États-Unis d'Amérique, certains états ont opté pour un système administratif alors que d'autres états continuent d'appliquer des systèmes juridictionnels. Il semble que dans tous les états, l'accent ait été mis sur la procédure de reconnaissance[15]. Si une reconnaissance de paternité devient une constatation de paternité, elle constituera le fondement d'une décision de versement d'aliments à l'enfant[16]. Cependant, une décision définitive de versement d'aliments à l'encontre du père ne peut être établie, pour un enfant né de parents non mariés, avant que la paternité n'ait été établie. La paternité sera établie par l'intermédiaire de

[8] Le Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles et Ecosse), ainsi que de nombreux autres membres du Commonwealth, ont mis en place des accords bilatéraux pour l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires envers les enfants. Voir Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), aux para. 115 à 118, pour une description du mécanisme du « Commonwealth », et, *infra*, para. 20 et 21 du présent Rapport.

[9] Au cours des dernières années, les provinces et territoires du Canada ont développé un système de « demande alimentaire » en vue de moderniser leurs accords bilatéraux pour l'exécution réciproque des décisions en matière d'aliments envers les enfants. Voir Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*ibid.*) et, *infra*, para. 20 et 21 du présent Rapport.

[10] Les réponses aux questions 1, 5 et 16 à 18 du Questionnaire de 2002 semblent indiquer que des États tels que la Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), la Croatie, l'Estonie, Malte, le Panama, la République tchèque, la Roumanie et la Suisse relèveraient de cette catégorie, sous réserve de quelques différences minimes. En Croatie, il n'est pas nécessaire d'établir le lien de filiation si un accord entre parents relatif aux aliments envers les enfants est enregistré auprès d'une autorité administrative chargée d'évaluer si l'accord est dans l'intérêt de l'enfant. En Suisse, les aliments envers les enfants pourront faire l'objet d'une convention entre les parents, approuvée par une autorité administrative.

[11] Il est intéressant de noter qu'en Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), lorsque les parties sont mari et femme et que des aliments envers les enfants sont demandés dans une procédure de divorce, de nullité du mariage ou de séparation judiciaire, aucun établissement du lien de filiation n'est requis. Le facteur pertinent est de savoir si l'enfant est un « enfant de la famille » et non si le défendeur est le père biologique de l'enfant.

[12] En Croatie, les aliments envers les enfants sont généralement traités dans le cadre de procédures concernant le lien de filiation.

[13] Au Luxembourg, deux juridictions différentes traitent des questions d'aliments envers les enfants et de lien de filiation.

[14] Pour plus de détails, voir F. Herzfelder, *Les obligations alimentaires en droit international privé conventionnel : Les deux Conventions de La Haye du 2 octobre 1973*, Paris, *LGDJ*, 1985, p. 146 et 147.

[15] Selon la réponse des États-Unis à la question 17 du Questionnaire de 2002 :
« Tous les états ont des programmes dans lesquels les hôpitaux accordent aux parents non mariés d'un nouveau-né la possibilité de reconnaître la paternité du père de l'enfant. Les états doivent également aider les parents à reconnaître la paternité jusqu'au dix-huitième anniversaire de l'enfant, par l'intermédiaire des registres de l'état civil ou autres organismes désignés par l'état. Avant qu'une mère et un père putatif ne puissent signer une reconnaissance de paternité, ils sont avisés des conséquences juridiques et des droits (y compris, si l'un des parents est mineur, tous droits résultant de l'état de mineur) et des responsabilités qui résultent de la signature de la reconnaissance. » [*Traduction du Bureau Permanent.*]

[16] *Ibid.* :
« Une reconnaissance de paternité devient une constatation de paternité, à moins que l'homme ayant signé la reconnaissance ne nie par la suite être le père dans les 60 jours ou avant la date d'une procédure judiciaire relative à l'enfant, à la première échéance. » [*Id.*]

Filiation et aliments internationaux

be noted with regard to the "Commonwealth" scheme of reciprocal enforcement of maintenance orders[8] or, its derivative, the "application system",[9] both designed to co-ordinate the cross-border establishment of child support through the use of domestic systems.

a *Administrative system for child support and the establishment of parentage*

14 In most cases, under an administrative system a competent administrative authority will grant child support on the basis of a presumption or an acknowledgement of parentage. Usually, in these systems, the use of presumptions will be limited to children born within wedlock. In most cases, it will be possible to contest parentage before a court or to have parentage established by a judicial decision if it is not possible to establish otherwise.

b *Court driven system for child support and the establishment of parentage*

(i) *The establishment of parentage* erga omnes *as a condition of the determination of child support*

15 In States such as Germany, Japan and Luxembourg, only judicial authorities can decide on child support.[10] Furthermore, in these States, the establishment of parentage is *erga omnes*. Parentage being related to personal status, it will be relevant to all associated matters such as succession, custody and child support. Child support will be conditional upon the establishment of parentage.[11] If parentage has not been established previously, the issues of parentage and child support may be joined in the same action,[12] where parentage could be dealt with as a preliminary question, or there could be two different proceedings.[13]

(ii) *The establishment of parentage by presumption for child support, the exception to the* erga omnes *principle*

16 In France, where the determination of child support is under the responsibility of the judicial authorities, the voluntary acknowledgement of parentage by the parents is the main procedure used to establish parentage. Parentage *erga omnes* can also be established by a judicial decision through a paternity action, but only if there is strong evidence or presumption. However, the establishment of parentage *erga omnes* is not necessarily a condition of the establishment of child support.[14] Where parentage *erga omnes* is not established, a court, on the basis of a presumption, may grant child support ("*subsides*").

c *Systems where administrative and court driven processes co-exist*

(i) *The example of Finland*

17 In Finland, if the parents can reach an agreement on the maintenance to be paid and the municipal social welfare board approves the agreement, the matter will be handled through an administrative process. However, if the parents cannot reach an agreement, the matter is handled through a judicial process. The judicial process, which will focus on the question of parentage, offers two types of proceedings: either a formal *paternity trial*, in which all the evidence will be produced before a court, or a judicial process for *paternity acknowledgement*. An administrative process aimed at getting an acknowledgement of parentage, to be confirmed by a court, will precede this latter process. Further to a *paternity acknowledgement* judicial decision, the parties can agree on the maintenance to be paid or institute separate judicial proceedings to this effect. In the case of a *paternity trial* the same court can resolve the maintenance issues after having decided the parentage issue.

(ii) *The example of the United States*

18 In the United States of America, some states have opted for an administrative system whereas other states still operate court driven systems. It appears that in all the states an emphasis has been made on the acknowledgement procedure.[15] If an acknowledgement of paternity becomes a finding of paternity it will create the basis for a child support order.[16] However, a final support order against the father cannot be established for a child who is born to unmarried parents until paternity has been established. Paternity will be established either through the use of presump-

[8] The United Kingdom (England & Wales and Scotland), as well as many other members of the Commonwealth, have bilateral arrangements in place for the reciprocal enforcement of maintenance orders. See Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), at paras 115-118, for a description of the "Commonwealth" scheme, and, *infra*, paras 20-21 of this Report.

[9] During recent years, provinces and territories in Canada have been developing an "application system" in view of modernising their bilateral arrangements for the reciprocal enforcement of maintenance orders. See Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*ibid.*) and, *infra*, paras 20-21 of this Report.

[10] Responses to questions 1, 5 and 16-18 of the 2002 Questionnaire seem to indicate that States such as China (Hong Kong Special Administrative Region), Croatia, the Czech Republic, Estonia, Malta, Panama, Romania and Switzerland would fall within this category, subject to some minor differences. In Croatia parentage will not have to be established if a child support agreement between parents is registered with an administrative authority responsible to assess whether the agreement is in the best interests of the child. In Switzerland, child support could be the subject of an agreement between the parents verified by an administrative authority.

[11] It is interesting to note that in China (Hong Kong Special Administrative Region) where the parties are husband and wife and child support is sought in proceedings for divorce, nullity of marriage or judicial separation, no establishment of parentage is required. The relevant factor is whether the child is a "child of the family" and not whether the respondent is the natural father of the child.

[12] In Croatia, child support is usually addressed in parentage proceedings.

[13] In Luxembourg, two different courts deal with the issues of child support and parentage.

[14] See, for further information, F. Herzfelder, *Les obligations alimentaires en droit international privé conventionnel : Les deux Conventions de La Haye du 2 octobre 1973*, Paris, *LGDJ*, 1985, at pp. 146-147.

[15] According to the response of the United States to question 17 of the 2002 Questionnaire:

"All states have programs in which birthing hospitals provide unmarried parents of a newborn the opportunity to acknowledge the father's paternity of the child. States must also assist parents to acknowledge paternity up until the child's eighteenth birthday through vital records offices or other entities designated by the State. Before a mother and a putative father can sign an acknowledgement of paternity, [they] must be given notice [of] the legal consequences of, and the rights (including, if one parent is a minor, any rights afforded due to minority status) and responsibilities that arise from signing the acknowledgement."

[16] *Ibid.*:

"An acknowledgement of paternity becomes a finding of paternity unless the man who signed the acknowledgement subsequently denies that he is the father within 60 days or the date of a legal proceeding relating to the child, whichever occurs first."

présomptions, applicables à la fois aux couples mariés et aux concubins, ou par des tests génétiques ordonnés sur demande d'une partie. Dans les affaires contestées, l'autorité administrative a la faculté d'ordonner de tels tests[17].

(iii) *L'exemple du Royaume-Uni*

19 Au niveau interne, le Royaume-Uni combine également des processus administratif et judiciaire. Le processus administratif ne s'applique qu'à un « enfant remplissant les conditions requises »[18] alors que le processus juridictionnel traite, par exemple, des aliments versés autrement que de manière périodique, des aliments versés aux enfants qui ont entre 18 et 25 ans et poursuivant leur scolarité, ou des aliments accordés dans les procédures de divorce, d'affaires matrimoniales ou de succession. Il est intéressant de noter que dans le cadre de ce processus administratif, qui est fondé sur un système de « demande alimentaire »[19], le lien de filiation ne sera examiné que s'il est nié. S'il est nié avant qu'une évaluation en matière d'aliments ait été effectuée, l'autorité administrative examinera si une présomption de paternité peut être appliquée ; dans le cas contraire, les parties se verront proposer des tests scientifiques de paternité. Si le lien de filiation est nié à la suite d'une évaluation alimentaire, il appartiendra au parent qui allègue l'absence de lien de filiation d'en apporter la preuve. Là encore, des tests scientifiques de paternité pourront être proposés. L'un ou l'autre des parents pourra s'adresser à une juridiction à tout moment pour obtenir une déclaration de lien de filiation.

d *Systèmes destinés à coordonner la détermination transfrontière des aliments envers les enfants par l'intermédiaire de l'utilisation de systèmes internes – Description du mécanisme du « Commonwealth », l'accent étant mis sur le système canadien de « demande alimentaire » (ressorts de* common law*)*

20 Le mécanisme du « Commonwealth »[20] repose généralement sur un système judiciaire[21]. En résumé, dans le cadre de ce mécanisme, une ordonnance (de nature provisoire) sera accordée dans l'État d'origine, sans comparution personnelle, puis confirmée dans l'État requis où le défendeur peut présenter une défense[22]. Le système canadien de « demande alimentaire » est semblable, sous la réserve que c'est une autorité administrative et non une autorité judiciaire[23] qui examinera la demande dans l'État d'origine avant de l'envoyer à l'État destinataire pour qu'une juridiction ou autorité administrative statue à son égard.

21 Il apparaît qu'en application du système du « Commonwealth », le lien de filiation ne sera mis en cause que si « le père pendant l'audience de confirmation fait valoir en défense qu'il n'est pas le père de l'enfant et que la procédure, dans laquelle la décision relative au lien de filiation a été rendue, n'a pas été portée à sa connaissance »[24]. Dans ce cas, l'autorité de l'État destinataire pourra renvoyer l'affaire à l'autorité de l'État d'origine pour obtenir tout nouvel élément de preuve[25]. Un processus quelque peu semblable pour l'obtention de renseignements, documents ou éléments de preuve supplémentaires est également prévu dans le système canadien de « demande alimentaire »[26], dans le cadre duquel le demandeur doit présenter une preuve *prima facie* de lien de filiation. En vertu du système de « demande alimentaire », l'autorité compétente de l'État destinataire peut statuer à l'égard du lien de filiation, et l'effet de sa décision sera limité à la demande d'aliments en cause (c.-à-d., sans établir le lien de filiation *erga omnes*)[27]. Pour statuer sur la question de la paternité, l'autorité examinera si une présomption de paternité peut être appliquée, et à défaut, il est possible d'ordonner aux parties de se soumettre à des tests scientifiques.

C *Les méthodes médicales ou scientifiques utilisées pour l'établissement du lien de filiation*

22 Selon les réponses au Questionnaire de 2002, les tests ADN peuvent être utilisés dans les procédures judiciaires dans tous les États[28]. Les méthodes des tests ADN permettent d'établir un lien de filiation avec 99 % de certitude et d'exclure un lien de filiation avec une certitude de 100 %[29]. Dans bon nombre d'États, les tests ADN peuvent être effectués de manière volontaire[30]. Dans la plupart des cas, il appartient aux juridictions d'ordonner des tests ADN, que le système relatif aux aliments envers les enfants soit de nature administrative ou juridictionnelle[31]. Selon les États, une juridiction pourra ordonner, contraindre, ou donner instruction de réaliser des tests ADN. Cela pourra se faire à la demande d'une des parties ou à la discrétion des tribunaux. Dans certains États, les juridictions pourront tirer toute conclusion du refus d'une partie de se soumettre à un test[32].

D *Les questions de frais relatifs à l'établissement du lien de filiation*

23 Parmi les États ayant répondu au Questionnaire de 2002, le coût des test ADN couvrant les deux parents et un enfant va de €300[33] à €1 500[34] dans une situation domestique. Une situation internationale pourra impliquer des frais

[17] Voir les réponses des États-Unis aux questions 16 à 18 pour plus de détails.
[18] Le *Child Support Act* de 1991, qui est en vigueur dans tout le Royaume-Uni, s'applique à un enfant de moins de 16 ans, ou scolarisé à plein temps et de moins de 19 ans, ou de moins de 18 ans et disponible soit pour travailler, soit pour un programme de formation des jeunes alors que le parent continue de bénéficier de prestations familiales pour cet enfant.
[19] Voir le Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), aux para. 115 à 118, pour une description du système canadien de « demande alimentaire », et les para. 20 et 21 du présent Rapport.
[20] *Ibid.*
[21] Au Royaume-Uni, les affaires en matière alimentaire envers les enfants à l'étranger non couvertes par le mécanisme décrit au para. 19 relèvent du mécanisme du « Commonwealth » dans le cadre d'un processus judiciaire. En Nouvelle-Zélande, les décisions étrangères couvertes par le mécanisme du « Commonwealth » relèvent d'un processus administratif.
[22] Pour plus de détails, voir le Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), aux para. 115 à 118.
[23] Sauf si le ressort appliquant la réciprocité exige une ordonnance provisoire d'une autorité judiciaire canadienne.
[24] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question 16 du Questionnaire de 2002 [*traduction du Bureau Permanent*].
[25] *Ibid.*
[26] Voir la *Loi sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque du Manitoba*, C.C.S.M. c. 160, para. 6(3) et 7(4).
[27] *Ibid.*, para. 11(1) et (2).
[28] De tous les États ayant répondu au Questionnaire de 2002, il n'y a que la Roumanie où l'utilisation des tests ADN dans les procédures judiciaire n'est pas la norme. En Suisse, il s'agit de la méthode scientifique utilisée à titre exclusif. De rares États, tels que l'Allemagne, la République tchèque et la Slovaquie continuent d'utiliser des tests sanguins traditionnels dans certains cas. En Allemagne, les tests *Serostat* et les tests de génie génétique (DNS) sont également utilisés dans certaines procédures judiciaires. Il est intéressant de noter que selon les États, les tests peuvent être réalisés par des services administratifs tels que la médecine légale ou par l'intermédiaire d'organismes privés.
[29] Les États-Unis d'Amérique et la République tchèque ont indiqué ces pourcentages dans leur réponse à la question 17. Les tests ADN sont généralement réalisés à partir de tissus ou liquides corporels (par ex. frottis buccal).
[30] En Australie et au Canada, les autorités inviteront les parties intéressées à se soumettre volontairement à des tests ADN avant d'ordonner les tests.
[31] En Finlande, dans le cadre d'une procédure en reconnaissance de paternité (voir, *supra*, para. 18), l'autorité administrative exigera le consentement de toutes les parties à titre de condition avant de les soumettre à des tests ADN. Aux États-Unis d'Amérique, la *Child Support Agency* pourra ordonner des tests ADN sur demande d'une partie, si la demande est appuyée d'une déclaration sous serment de la partie. Voir la réponse des États-Unis à la question 17 pour plus de détails. Il semble qu'en France, les tests ADN ne seront ordonnés que pour l'établissement d'un lien de filiation *erga omnes*.
[32] C'est le cas par ex. en Australie, en Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), à Malte, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.
[33] Coût le plus faible, selon la réponse du Canada à la question 18 du Questionnaire de 2002.
[34] Coût le plus élevé, selon la réponse de l'Allemagne à la question 18 du Questionnaire de 2002.

Filiation et aliments internationaux

tions, applicable to both married couples and common law couples, or by genetic tests ordered upon the request of a party. In contested cases, the administrative authority can order such tests.[17]

(iii) *The example of the United Kingdom*

19 At the domestic level, the United Kingdom also combines an administrative process and a judicial process. The administrative process applies only to a "qualifying child"[18] whereas the court process deals, for example, with maintenance paid otherwise than on a periodic basis, maintenance for children between the ages of 18 and 25 continuing their education, or maintenance in relation to divorce, matrimonial and inheritance proceedings. It is interesting to note that under this administrative process, which is based on an "application system",[19] parentage will be an issue only if it is denied. If it is denied before a maintenance assessment has been made, the administrative authority will examine whether a presumption of paternity can be made; if not the parties will be offered scientific paternity tests. If parentage is denied following a maintenance assessment, the onus will be on the alleged parent to provide evidence of non-parentage. Again, scientific paternity tests may be offered. Either parent can apply at any time to a court for a declaration of parentage.

d *Systems designed to co-ordinate the cross-border establishment of child support through the use of domestic systems – Description of the "Commonwealth" scheme, with an emphasis on the Canadian "application system" (common law jurisdictions)*

20 The "Commonwealth" scheme[20] usually rests on a judicial system.[21] In summary, under this scheme an order (provisional in nature) will be granted in the State of origin, without personal appearance, and later confirmed in the receiving State where the respondent can present a defence.[22] The Canadian "application system" is similar, except that it is an administrative authority, not a court,[23] which will review the application in the State of origin before it will be sent to the receiving State for a court or administrative authority to decide upon.

21 It appears that under the "Commonwealth" scheme, parentage will be an issue only if "[t]he father during the hearing of the confirmation proceedings raises the defence that he is not the father of the child and that the proceedings in which the affiliation order was made were not brought to his notice".[24] In that case, the authority in the receiving State may remit the case to the authority of the State of origin for the taking of any further evidence.[25] A somewhat similar process for additional information, documents or evidence is also provided for under the Canadian "application system",[26] under which the applicant must provide *prima facie* evidence of parentage. Under the "application system", the competent authority in the receiving State may make a decision with regard to parentage the effect of which will be limited to the maintenance application at issue (*i.e.*, without establishing parentage *erga omnes*).[27] In deciding the issue of paternity, the authority will examine whether a presumption of paternity can be made; if not, the parties could be ordered to undergo scientific tests.

C *The scientific or medical methods used for the establishment of parentage*

22 According to the answers to the 2002 Questionnaire, DNA testing may be used in court proceedings in all States.[28] DNA testing methods are able to establish parentage with 99% certainty and to exclude parentage with 100% certainty.[29] In a good number of States, DNA testing may be done on a voluntary basis.[30] In most cases, it is for the courts to order DNA testing whether the child support system is administrative or court based.[31] Depending on the State, a court may order, compel or give direction to conduct DNA testing. It can be at the request of one of the parties or at the discretion of the courts. In some States, the courts can draw inferences from the refusal of a party to submit to a test.[32]

D *The cost issues in relation to the establishment of parentage*

23 Among States responding to the 2002 Questionnaire, the cost of DNA testing covering both parents and one child ranges from €300[33] to €1,500[34] in a domestic situation. In the case of international situations there may be extra costs

[17] See the United States responses to questions 16-18 of the 2002 Questionnaire for more details.
[18] The *Child Support Act* 1991, which is in force throughout the United Kingdom, applies to a child under the age of 16, or under the age of 19 and in school full-time, or under 18 and available for either work or youth training while the parent is still claiming child support for that child.
[19] See Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), at paras 115-118, for a description of the Canadian "application system" and, *infra*, paras 20-21 of this Report.
[20] *Ibid.*
[21] In the United Kingdom, overseas child support cases not covered by the scheme described under para. 19 would be covered by the "Commonwealth" scheme under a judicial process. In New Zealand, overseas orders covered by the "Commonwealth" scheme are treated under an administrative process.
[22] For more details, see Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), at paras 115-118.
[23] Unless the reciprocating jurisdiction requires a provisional order from a Canadian court.
[24] Response of New Zealand to question 16 of the 2002 Questionnaire.
[25] *Ibid.*
[26] See Sub-sections 6(3) and 7(4) of the Manitoba *Inter-jurisdictional Support Orders Act*, C.C.S.M. c. I60
[27] *Ibid.*, Sub-sections 11(1)-(2).
[28] Of all the States that have answered the 2002 Questionnaire, it is only in Romania that the use of DNA testing in court proceedings is not standard. In Switzerland, it is the exclusive scientific method used. Few States, such as the Czech Republic, Germany and the Slovak Republic still use conventional blood tests on some occasions. In Germany, Serostat tests and genetic engineering tests (DNS) are also used in court proceedings. It is interesting to note that depending on the States, the tests can be conducted by government services such as the forensic services or through private entities.
[29] The Czech Republic and the United States of America indicated these percentages in their responses to question 17. DNA testing is usually done using bodily tissues or fluids (*e.g.*, mouth swab).
[30] In Australia and Canada, authorities will invite interested parties to voluntarily agree to DNA testing prior to ordering the tests.
[31] In Finland, under *paternity acknowledgement* proceedings (see, *supra*, para. 18), the administrative authority will require consent from all parties as a condition before submitting to DNA testing. In the United States of America a Child Support Agency can order DNA testing upon the request of a party, if the request is supported by a sworn statement of the party. See the United States response to question 17 for more details. It seems that in France, DNA testing will be ordered only for the establishment of parentage *erga omnes*.
[32] This is the case, *e.g.*, in Australia, China (Hong Kong Special Administrative Region), Malta, the Netherlands and the United Kingdom.
[33] Lowest cost according to Canada's response to question 18 of the 2002 Questionnaire.
[34] Highest cost according to Germany's response to question 18 of the 2002 Questionnaire.

supplémentaires. Dans certains États, les tests ADN sont à la charge de l'État[35]. En général, la partie à l'encontre de laquelle le résultat donne tort supportera les frais[36]. Dans certains États, la partie demanderesse paye le test en avance ; si le test est positif, le parent présumé en supportera les frais[37]. En Australie, la partie contestant le lien de filiation doit payer d'abord ; si le lien de filiation n'est pas établi à l'égard de cette partie, l'État supportera le coût des tests ADN[38]. Cette procédure est destinée à décourager les faux dénis de lien de filiation. Dans quelques États, le demandeur devra régler le test[39]. Dans un petit nombre d'États, la juridiction invitera les parties à parvenir à un accord ou le leur ordonnera[40]. Enfin, dans un ressort, la détermination de la partie supportant le coût des tests sera laissée à l'appréciation de l'autorité judiciaire[41].

24 Sauf lorsque l'État prend à sa charge le coût des tests[42], l'aide juridictionnelle est généralement disponible et couvrira le coût des tests ADN[43]. Dans presque tous les États répondants, le sort des coûts correspondant aux tests ADN est le même à l'égard des résidents et des non-résidents[44]. Dans certains cas, ce traitement ne sera accordé que sous réserve de réciprocité[45].

II LA LOI APPLICABLE À LA DÉTERMINATION DU LIEN DE FILIATION DANS LE CONTEXTE DES PROCÉDURES EN MATIÈRE D'ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS (QUESTION 16 DU QUESTIONNAIRE DE 2002 ET QUESTION 1A (PARTIE III) DU QUESTIONNAIRE DE 1998)

A *Considérations d'ordre général*

25 Cette partie de l'étude complète la discussion sur la loi applicable dans le Rapport Duncan[46]. La question de l'établissement du lien de filiation en rapport avec la loi applicable est double. D'abord, se pose la question de la loi applicable à la détermination du lien de filiation, à titre de question principale, pouvant affecter une procédure en matière d'aliments envers les enfants. Comme observé précédemment[47], dans un certain nombre d'États, ceci signifie la loi applicable à l'établissement du lien de filiation *erga omnes* puisque l'établissement du lien de filiation peut ne pas être limité qu'à la question des aliments envers les enfants[48]. Se pose ensuite la question de la loi applicable à l'établissement du lien de filiation lorsqu'elle survient à titre de question incidente dans une procédure en matière d'aliments envers les enfants[49]. C'est cette approche qui a été retenue dans le cadre de la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* et de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*[50].

B *La loi applicable à la détermination du lien de filiation à titre de question principale*

26 Il n'existe actuellement aucun instrument international à portée mondiale établissant des règles applicables directement et expressément à la détermination d'un lien de filiation à titre de question principale[51]. Dans sa réponse au Questionnaire de 2002, la Suisse note à juste titre que la loi applicable à l'établissement d'un lien de filiation *erga omnes* pourra mener, dans certaines situations, à une loi différente de celle applicable au lien de filiation à titre de question incidente dans une procédure en matière d'aliments envers les enfants. À cet égard, dans sa réponse au Questionnaire de 2002, le Luxembourg doute qu'un nouvel instrument doive entreprendre de fournir un cadre juridique applicable à la fois aux questions d'aliments et de filiation entre le débiteur et le créancier.

27 Pour la plupart des ressorts relevant de la tradition de la *common law*, la loi applicable à l'établissement du lien de filiation est la loi du for[52]. Dans les ressorts de tradition de droit civil, l'application du droit étranger est plus courante. Au Québec, le ressort canadien de tradition de droit civil, la loi applicable sera la loi de l'État du domicile ou de la nationalité de l'enfant ou de l'un de ses parents lors de la naissance de l'enfant, selon ce qui est le plus avantageux pour l'enfant. L'Autriche et la République slovaque appliqueraient la loi de la nationalité de l'enfant, alors que l'Estonie appliquerait la loi de l'État de résidence de l'enfant au moment de sa naissance. En Suisse, la loi prévoit une règle en cascade. Le droit applicable serait le droit de l'État de résidence habituelle de l'enfant au moment de sa naissance, à moins qu'un intérêt prépondérant n'exige que le droit de l'État de résidence habituelle de l'enfant au moment de la date de l'action soit appliqué. Toutefois, si aucun des parents n'est domicilié dans cet État et si les

[35] C'est le cas des États où les aliments envers les enfants sont accordés dans le cadre d'un processus administratif. Il s'agit du Danemark, de la Finlande et de la Norvège. En Croatie et aux États-Unis d'Amérique, l'autorité compétente supportera les frais, avec la possibilité de demander le remboursement auprès du parent présumé si le test est positif.

[36] Ceci comprendrait la Croatie et les États-Unis d'Amérique, et également l'Australie, l'Estonie, la France, le Japon, le Panama, la République tchèque, la Roumanie et le Royaume-Uni.

[37] C'est le cas dans des États tels que la France, le Japon, le Panama et le Royaume-Uni.

[38] La République tchèque dispose d'une règle semblable, sous réserve que le parent présumé n'est pas tenu de payer les frais à l'avance.

[39] C'est la règle au Chili et en Nouvelle-Zélande ; dans ce dernier cas, la règle ne fonctionne que pour les demandes en application de la *Convention du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* (la Convention de New York).

[40] C'est le cas aux Pays-Bas et au Canada. Cependant, au Canada, la juridiction ne procédera à un arrangement entre les parties que si les parties ne peuvent parvenir à un accord par elles-mêmes.

[41] C'est le cas en Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong).

[42] Voir, *supra*, note 35.

[43] Seuls les Pays-Bas ont indiqué que les tests ADN ne seraient pas pris en charge par l'aide juridictionnelle.

[44] En Croatie, en France et au Japon, les non-résidents ne peuvent bénéficier de l'aide juridictionnelle. En Croatie, il existe une disposition particulière sur la prise en charge des frais de justice par le demandeur s'il est de nationalité étrangère. En France, l'aide juridictionnelle est accordée aux citoyens français, citoyens d'États membres de l'UE et étrangers résidant en France. Malheureusement, dans leurs réponses à la question 18 du Questionnaire de 2002, l'Allemagne, le Canada, le Luxembourg et la Roumanie n'ont pas indiqué si une distinction est faite entre résidents et non-résidents à cet égard.

[45] Les États-Unis d'Amérique, la Finlande et la Slovaquie prévoient une telle réciprocité dans des accords bilatéraux.

[46] Voir Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), aux para. 135 à 151. Pour un résumé des Conventions de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires, voir « Note sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative », établie par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 2 de janvier 1999, ci-dessus p. I-12 du présent tome, aux para. 18 à 24.

[47] Voir, *supra*, para. 15 et 16, décrivant le système juridictionnel.

[48] Voir, *supra*, para. 15, Allemagne, Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), Croatie, Estonie, Japon, Luxembourg, Malte, Panama, République tchèque, Roumanie et Suisse.

[49] Voir Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), au para. 140.

[50] À cet égard, la réponse de l'Allemagne à la question 16 du Questionnaire de 2002 indique que : « Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, la question préliminaire de paternité survenant dans le contexte d'une obligation alimentaire est à joindre à titre connexe, ce qui signifie qu'il doit être statué sur l'établissement de la paternité conformément à la loi devant s'appliquer selon le droit international privé à l'obligation alimentaire. » [*Traduction du Bureau Permanent.*] Le Japon et les Pays-Bas se basent tous les deux sur la Convention de La Haye de 1973 pour déterminer la loi applicable.

[51] Il convient de noter que le Conseil de l'Europe travaille à la question des liens de filiation depuis un certain nombre d'années. Les consultations sur cette question sont encore en cours. Voir le Livre blanc sur les principes relatifs à l'établissement et aux conséquences juridiques du lien de filiation (*op. cit.* note 4). Le sujet de la loi applicable à l'établissement de la filiation et aux questions relatives à la reconnaissance des décisions concernant l'établissement de la filiation était parmi les sujets d'études à proposer à la Treizième session de la Conférence de La Haye. En revanche, le sujet n'a pas été porté au Programme de travail de la Conférence. Voir « Note sur la filiation », établie par le Bureau Permanent, Doc. prél. H de septembre 1976, *Actes et documents de la Treizième session (1976)*, tome I, *Matières diverses*, p. 125 à 130.

[52] Australie, Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), États-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni. Il semble que la Finlande relèverait également de cette catégorie.

involved. In some States, DNA testing is paid for by the State.[35] Generally the party against whom the finding was made will pay the costs.[36] In some States, the applicant pays for the test in advance; if the test is positive the presumed parent will pay the costs of the test.[37] In Australia, the party contesting parentage has to pay first; if parentage is not established *vis-à-vis* this party, the State will pay the costs of DNA testing.[38] This procedure is aimed at discouraging false denials of parentage. In a few States the applicant will have to pay for the test.[39] In a small number of States, the court will invite or order the parties to come to an arrangement.[40] Finally, in one jurisdiction, the decision as to who will pay the costs of the test will be left to the discretion of the court.[41]

24 Except where the State covers the costs of the test,[42] legal aid is usually available and will cover the costs of DNA testing.[43] In almost all the responding States the treatment of costs in relation to DNA testing is the same with regard to residents and non-residents.[44] In some cases, this treatment would be available only on a reciprocity basis.[45]

II THE LAW APPLICABLE TO THE DETERMINATION OF PARENTAGE IN THE CONTEXT OF CHILD SUPPORT PROCEEDINGS (QUESTION 16 OF THE 2002 QUESTIONNAIRE AND QUESTION 1A (PART III) OF THE 1998 QUESTIONNAIRE)

A *General considerations*

25 This part of the study is supplemental to the discussion of the applicable law in the Duncan Report.[46] The issue of establishment of parentage with regard to applicable law is twofold. First, there is the issue of the law applicable to the determination of parentage as a main issue that may have a bearing on child support proceedings. As it was observed earlier,[47] in a number of States, this translates into the law applicable to the determination of parentage *erga omnes* because the determination of parentage may not be limited to the issue of child support.[48] Secondly, there is the issue of the law applicable to the determination of parentage, where it arises as an incidental question in child support proceedings.[49] This is the approach that was retained under the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children and the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*.[50]

B *The law applicable to the determination of parentage as a main issue*

26 At present, there is no international instrument of a global scope establishing rules directly and specifically applicable to the determination of parentage as a main issue.[51] In its response to the 2002 Questionnaire, Switzerland rightly notes that the law applicable to the establishment of parentage *erga omnes* may lead, in some situations, to a different law than the one applicable to parentage as an incidental question in a child support proceeding. In this respect, in its reply to the 2002 Questionnaire, Luxembourg doubts whether a new instrument should undertake to provide an applicable law framework for both issues of maintenance and affiliation between the debtor and the creditor.

27 For most of the jurisdictions of common law tradition, the law applicable to the establishment of parentage is the law of the forum.[52] In jurisdictions of civil law tradition, the application of foreign law is more common. In Quebec, the Canadian jurisdiction of civil law tradition, the law applicable will be the law of the State of the domicile or nationality of the child or of one of his / her parents, at the time of the birth of the child, whichever is the more beneficial to the child. Austria and the Slovak Republic would apply the law of the State of the nationality of the child whereas Estonia would apply the law of the State of residence of the child at the time of birth. In Switzerland, the law provides for a cascade approach. The law applicable would be the law of the State of the habitual residence of the child at the time of birth unless a prevailing interest requires that the law of the State of the habitual residence at the time of proceedings applies. However, if neither of the parents is domiciled in that State and the three individ-

[35] This is the case in States where child support rests on an administrative process such as in Denmark, Finland and Norway. In Croatia and in the United States of America, the competent authority will support the costs with the possibility to seek reimbursement from the presumed parent if the test is positive.
[36] This would include Croatia, the United States of America and also Australia, the Czech Republic, Estonia, France, Japan, Panama, Romania and the United Kingdom.
[37] This is the case in States such as France, Japan, Panama and the United Kingdom.
[38] The Czech Republic has a similar rule, except that the presumed parent does not have to pay the costs in advance.
[39] This is the rule in Chile and in New Zealand; in the latter case the rule only operates for applications under the *Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* (the New York Convention).
[40] This is the case for the Netherlands and Canada. However, in Canada the court will make an arrangement between the parties only if the parties cannot come to an understanding on their own.
[41] This is the case of China (Hong Kong Special Administrative Region).
[42] See, *supra*, note 35.
[43] Only the Netherlands has indicated that DNA tests would not be covered by legal aid.
[44] In Croatia, France and Japan, non-residents cannot benefit from legal aid. In Croatia there is a special provision on the coverage of judiciary costs by the applicant if he/she is a foreign national. In France legal aid is granted to French nationals, EU citizens and foreigners residing in France. Unfortunately, in their responses to question 18 of the 2002 Questionnaire, Canada, Germany, Luxembourg, and Romania have not indicated whether there is any distinction between residents and non-residents in this matter.
[45] Finland, the Slovak Republic and the United States of America provide for such reciprocity in bilateral arrangements.
[46] See Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), at paras 135-151. For a summary of the Hague Conventions on the law applicable to maintenance obligations, see "Note on the Desirability of Revising the Hague Conventions on Maintenance Obligations and Including in a New Instrument Rules on Judicial and Administrative Co-operation", drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 2 of January 1999, *supra* p. I-13 of this tome, paras 18-24.
[47] See, *supra*, paras 15-16, which provide a description of the judicial based system.
[48] See, *supra*, para. 15, China (Hong Kong Special Administrative Region), Croatia, the Czech Republic, Estonia, Germany, Japan, Luxembourg, Malta, Panama, Romania and Switzerland.
[49] See Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), at para. 140.
[50] In this respect, Germany's response to question 16 of the 2002 Questionnaire states that: "In accordance with the case law of the Federal Court of Justice, the preliminary question of paternity emerging in the context of a duty of support […] is to be joined in a connected manner, meaning that establishing paternity is to be adjudicated in accordance with the law stated to apply by international private law of the maintenance status." Japan and the Netherlands both refer to the 1973 Hague Convention to determine the applicable law.
[51] It should be noted that the Council of Europe has been working on the issue of parentage for a number of years. Consultations on this matter are still ongoing. See the White Paper on principles concerning the establishment and legal consequences of parentage (*op. cit.* note 4). The subject of the law applicable to establishment of filiation and recognition of decisions concerning the establishment of filiation was one of the subjects proposed for consideration by the Thirteenth Session of the Hague Conference. However, the subject was not retained on the Work Programme of the Conference. See "Note on filiation", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. H of September 1976, *Actes et documents de la Treizième session (1976)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 125-130.
[52] Australia, China (Hong Kong Special Administrative Region), New Zealand, the United Kingdom and the United States of America. It appears that Finland would also fall into this category.

trois personnes concernées ont la même nationalité, le droit de l'État de la nationalité s'appliquera.

28 Enfin, il est intéressant de noter qu'en Suède, où le système d'aliments envers les enfants est administratif, la loi applicable à l'établissement du lien de filiation variera selon qu'il est établi par présomption, reconnaissance ou décision judiciaire. Dans le premier cas, ce sera la loi de l'État où l'enfant avait initialement sa résidence habituelle. Si personne n'est considéré comme étant le père selon cette loi, la loi de l'État de la nationalité de l'enfant sera applicable. À l'égard de la reconnaissance, la loi applicable sera la loi du for. Lorsque le lien de filiation est déterminé par une décision judiciaire, la loi applicable sera la loi de l'État où l'enfant a sa résidence habituelle au moment de la décision.

29 À la lumière de cette étude préliminaire, il semblerait que le développement d'une démarche commune pour déterminer la loi applicable à l'établissement du lien de filiation, à titre de question principale, serait difficile. Cependant, s'il était décidé d'inclure dans l'instrument un régime facultatif pour la loi applicable[53], l'idée pourrait être poursuivie mais nécessiterait un temps considérable et pourrait ralentir la marche des négociations[54]. Il pourrait également être décidé de s'en remettre à des règles limitées à la loi applicable à la détermination du lien de filiation lorsqu'elle survient à titre de question incidente, comme il est actuellement fait en application des Conventions de La Haye de 1956 et 1973 sur la loi applicable.

C *La loi applicable à la détermination du lien de filiation, lorsqu'elle survient à titre de question incidente dans les procédures en matière d'aliments envers les enfants*

30 À l'époque du développement de la Convention de La Haye de 1956, il y avait d'importantes différences – aussi bien au niveau du fond qu'au niveau des règles de droit international privé – entre les différents États[55]. Il en était de même en 1973, et c'est encore vrai aujourd'hui. En 1956, les négociateurs avaient souhaité distinguer l'obligation alimentaire, proprement dite, de la relation de famille dont cette obligation résultait. Les négociateurs ont été d'avis qu'il fallait accorder la priorité à la fourniture d'une aide sous forme d'aliments envers les enfants et que l'établissement du lien de filiation était secondaire[56]. Les obligations alimentaires envers les enfants se sont donc vues attribuer un facteur de rattachement autonome et distinct. Cependant, les obligations alimentaires envers les enfants ne sont pas des obligations indépendantes en soi. Comme indiqué en partie I de la présente étude, l'octroi d'aliments envers les enfants est généralement conditionnée par l'établissement d'un lien de filiation sous une forme ou une autre. La difficulté de la question incidente se pose donc.

31 Les Conventions de La Haye de 1956 et de 1973 disposent toutes deux qu'elles ne règlent « que les conflits de lois en matière d'obligations alimentaires »[57]. En outre, les deux Conventions disposent que « [l]es décisions rendues en application de la Convention ne préjugent pas [des questions de filiation et des rapports familiaux entre le débiteur et le créancier] »[58]. Cependant, par rapport à la Convention de 1956, l'article premier de la Convention de 1973 comporte des dispositions supplémentaires indiquant que « [l]a présente Convention s'applique aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance […] ». Au premier abord, cette disposition semble contredire les règles établies par la Convention. En fait, il n'est pas paradoxal d'indiquer que la Convention s'appliquera aux obligations alimentaires résultant de ces relations puis de dire que les décisions rendues en application de la Convention ne préjugent pas de l'existence de l'une quelconque de ces relations. C'est parce que la Convention n'a pas pour objectif de résoudre les conflits de lois à l'égard de questions autres que celles qui y sont expressément définies[59].

32 Dans ce contexte, il est alors nécessaire de s'assurer de la loi qui sera appliquée à la question incidente. Aucune des Conventions ne répond directement à cette question, mais elles proposent toutes deux une réponse indirecte. L'article premier de la Convention de La Haye de 1956 dispose que « [l]a loi de la résidence habituelle de l'enfant détermine si, dans quelle mesure et à qui l'enfant peut réclamer des aliments »[60]. De même, l'article 10 de la Convention de La Haye de 1973 dispose que « [l]a loi applicable à l'obligation alimentaire détermine notamment : (1) si, dans quelle mesure et à qui le créancier peut réclamer des aliments […] »[61].

33 Le problème de la question incidente, à l'égard des Conventions de La Haye de 1956 et 1973, a été débattu lors d'une Commission spéciale à la fois en 1995 et en 1999. « La Commission spéciale [de 1995] a […] relevé avec satisfaction et approuvé à l'unanimité la convergence des jurisprudences nationales des États parties aux Conventions, convergence selon laquelle la question préalable se voit régir par la loi applicable à l'obligation alimentaire. »[62] En outre, cette même Commission spéciale a approuvé que « la question de filiation peut être traitée comme question préalable, même si la loi désignée pour régir l'obligation alimentaire exige que la question d'état soit tranchée à titre principal »[63]. À son tour, la Commission spéciale de 1999 a noté que « plusieurs pays, tels que les Pays-Bas, l'Italie, l'Allemagne et la Suisse, continuent à admettre comme loi applicable celle qui régit l'obligation alimentaire. La situation reste néanmoins incertaine dans d'autres pays, comme la France et le Portugal, ainsi qu'en Espagne pour ce qui concerne la Convention de 1973. Il semblerait que la conclusion adoptée par la Commission spéciale de 1995 en faveur de la première conception n'ait pas modifié la situation. »[64] S'il était décidé d'inclure des règles sur la loi

[53] Voir Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), au para. 137.
[54] Une possibilité dans ce cadre facultatif serait de prévoir à la fois une règle en cascade et une règle de la loi du for, et que les États parties choisissent l'un ou l'autre de ces régimes. Cette possibilité exigerait également une analyse supplémentaire et plus de temps pour être développée. Cette approche est celle qui a été conçue dans le cadre de la Convention de La Haye de 1956. Cependant, dans le cas de la Convention de 1956, cette démarche était limitée à la loi applicable aux obligations alimentaires. Elle ne couvrait pas la loi applicable à l'établissement du lien de filiation.
[55] A.E. von Overbeck, « La contribution de la Conférence de La Haye au développement du droit international privé », *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, 1992-II (tome 233), p. 65 à 69.
[56] *Ibid.*
[57] Art. 5 de la Convention de 1956 et art. 2 de la Convention de 1973.
[58] *Id.* La *Convention interaméricaine du 15 juillet 1989 sur les obligations alimentaires* (la Convention de Montevideo) utilise une formulation semblable à l'art. 5.
[59] Voir Michel Verwilghen, Rapport explicatif sur les Conventions Obligations alimentaires de 1973, *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, tome IV, *Obligations alimentaires*, p. 384 à 465, au para. 126.
[60] Les art. 1er et 2 de la Convention de 1956 apportent ensuite de nouvelles possibilités quant au droit applicable. L'art. 1er prévoit la loi applicable en cas de changement de résidence habituelle. L'art. 2 permet aux États contractants de déclarer applicable la loi du for sous certaines conditions.
[61] L'art. 7 de la Convention de Montevideo dispose que « sont régies par le droit applicable conformément à l'article 6 les questions suivantes relatives : […] (c) aux autres conditions requises pour l'exercice du droit aux aliments ».
[62] « Conclusions générales de la Commission spéciale de novembre 1995 sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger », établies par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 10 de mai 1996, *Actes et documents de la Dix-huitième session (1996)*, tome I, *Matières diverses*, p. 122 à 132, para. 29.
[63] *Ibid.*, para. 30.
[64] « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234, para. 6.

Filiation et aliments internationaux

uals involved share the same nationality, the law of the State of the nationality will apply.

28 Finally, it is interesting to note that in Sweden, where the child support system is administrative, the law applicable to the establishment of parentage will differ whether it is established by presumption, acknowledgement or judicial decision. In the first situation, it will be the law of the State where the child initially had his or her habitual residence. If no one is considered to be the father according to that law, the law of the State of the nationality of the child will be applicable. In relation to acknowledgement, the law applicable will be the law of the forum. When parentage is determined by a judicial decision, the law applicable will be the law of the State where the child has his or her habitual residence at the time of the decision.

29 In the light of this preliminary study, it would appear that the development of a common approach to the law applicable to the determination of parentage as a main issue would be a challenge. However, if a decision were made to include in the instrument an optional regime for applicable law,[53] the idea could be pursued but would require a considerable amount of time and could slow the pace of the negotiations.[54] A decision could also be made to rely on rules limited to the law applicable to the determination of parentage, where it arises as an incidental question, as is being done at present under the 1956 and 1973 Hague Conventions on applicable law.

C *The law applicable to the determination of parentage, where it arises as an incidental question in child support proceedings*

30 At the time the 1956 Hague Convention was developed there were major differences – both at the substantive level and at the conflicts rules level – between the various States.[55] This was equally the case in 1973 and remains true today. In 1956, the negotiators had wished to distinguish between the maintenance obligation itself and the family relationship from which that obligation arose. The negotiators felt that priority should be given to the provision of child support assistance and that the establishment of parentage was secondary.[56] Thus, child support obligations were given an autonomous and distinct connecting factor. However, child support obligations are not independent obligations *per se*. As described under section I of this study, the establishment of child support is usually conditional upon some kind of establishment of parentage. Thus, the difficulty of the incidental question arises.

31 Both the 1956 and 1973 Hague Conventions provide that the Conventions shall govern "only conflicts of laws in respect of maintenance obligations".[57] Furthermore, both Conventions provide that "[d]ecisions rendered in application of this Convention shall be without prejudice to [questions of affiliation or to family relationships between the creditor and the debtor]".[58] However, in comparison to the 1956 Convention, Article 1 of the 1973 Convention provides additional language, which states that the "Convention shall apply to maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity […]". At first glance, this provision seems to contradict the rules set out in the Convention. In fact, it is not paradoxical to state that the Convention will apply to maintenance obligations arising from such relationships and then to go on to say that decisions rendered in application of the Convention shall be without prejudice to the existence of any of these relationships. That is because the Convention's objective is not to resolve conflicts of laws in respect of matters other than those expressly defined therein.[59]

32 Against this background, it is then necessary to ascertain which law will be applied to the incidental question. Neither Convention provides a direct reply to this question, but they both offer an indirect answer. Article 1 of the 1956 Hague Convention provides that "the law of the habitual residence of the child shall determine whether, to what extent and from whom a child may claim maintenance".[60] Similarly, Article 10 of the 1973 Hague Convention provides that "[t]he law applicable to a maintenance obligation shall determine *inter alia* – (1) whether, to what extent and from whom a creditor may claim maintenance […]".[61]

33 The issue of the incidental question in relation to the 1956 and 1973 Hague Conventions was discussed in both the 1995 and 1999 Special Commissions. "The [1995] Special Commission […] noted with satisfaction and unanimously approved the convergence of the national court rulings of the States Parties to the Conventions, by which the incidental question is governed by the law applicable to the maintenance obligation."[62] Furthermore, that same Special Commission approved that "the question of the parent / child relationship may be treated as an incidental question, even if the law designated to govern the maintenance obligation requires that the question of status should be decided as a main issue".[63] In turn, the 1999 Special Commission noted "that several countries, such as the Netherlands, Italy, Germany and Switzerland, accept that the applicable law is that which governs the maintenance obligation. Nevertheless, the issue remains uncertain in others such as France and Portugal, and in Spain in respect of the 1973 Convention. The conclusion of the Special Commission of 1995, which supported the former approach, appears not to have affected the situation."[64] If it were decided to include appli-

[53] See Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), at para. 137.
[54] One possibility under this optional framework would be to provide both for a cascade approach and a law of the forum scheme and for States Parties to opt for either one of those two regimes. This possibility would also require further analysis and more time to develop. This was the approach devised under the 1956 Hague Convention. However, in the case of the 1956 Convention this approach was limited to the law applicable to maintenance obligations. It did not encompass the law applicable to the establishment of parentage.
[55] A.E. von Overbeck, "La contribution de la Conférence de La Haye au développement du droit international privé", *Recueil de cours de l'Académie de droit international*, 1992-II (Vol. 233), at pp. 65-69.
[56] *Ibid.*
[57] Art. 5 of the 1956 Convention and Art. 2 of the 1973 Convention.
[58] *Id.* The *Inter-American Convention of 15 July 1989 on Support Obligations* (the Montevideo Convention) uses similar language in Art. 5.
[59] See Michel Verwilghen, Explanatory Report on the 1973 Hague Maintenance Conventions, *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, Tome IV, *Obligations alimentaires*, pp. 384-465, at para. 126.
[60] [*Translation by the United Nations.*] Arts 1 and 2 of the 1956 Convention then provide further possibilities as to the applicable law. Art. 1 provides for the law applicable in the case of a change of habitual residence. Art. 2 allows Contracting States to declare the law of the forum applicable under certain conditions.
[61] Art. 7 of the Montevideo Convention provides that "[t]he applicable law pursuant to Article 6 shall determine: […] (c) any other condition necessary for enjoyment of the right to support".
[62] "General Conclusions of the Special Commission of November 1995 on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 10 of May 1996, *Proceedings of the Eighteenth Session (1996)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 123-133, para. 29.
[63] *Ibid.*, para. 30.
[64] "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235, para. 6.

applicable dans le nouvel instrument, il pourrait être désormais possible d'inclure une disposition indiquant expressément que la loi applicable à une obligation alimentaire régira également la question incidente à l'égard de l'établissement du lien de filiation[65]. S'il était décidé de ne pas inclure de dispositions sur la loi applicable dans le nouvel instrument, les États parties à la Convention de 1973 pourraient réaffirmer le principe convenu par la Commission spéciale.

III LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS ÉTRANGÈRES EN MATIÈRE D'ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS EN RAPPORT AVEC LES QUESTIONS D'ÉTABLISSEMENT DU LIEN DE FILIATION (QUESTION 19 DU QUESTIONNAIRE DE 2002)

A *Considérations d'ordre général*

34 La *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* dispose que les règles de la Convention ne s'appliquent qu'au corps de la décision, ou à la partie d'une transaction, qui concerne la question des aliments. Selon le Rapport explicatif de Michel Verwilghen :

> « [L]a reconnaissance et l'exécution de la partie alimentaire de la décision étrangère devait être *en principe* indépendante de l'efficacité, dans l'État requis, de la partie de cette décision qui concerne l'état des personnes ou toute autre matière. L'autorité saisie de la démarche en *exequatur* ne devrait donc pas *systématiquement* refuser d'appliquer la Convention au motif que l'obligation alimentaire est l'accessoire ou la conséquence d'une relation familiale ou 'quasi-familiale' établie selon le droit de l'État d'origine dans le jugement soumis à *exequatur*.
>
> Certes, le plaideur habile invoquera l'*exception d'ordre public* à l'appui de pareil raisonnement, pour provoquer le refus de reconnaissance et d'exécution. Mais […] l'autorité requise ne peut accueillir cette exception que si la partie alimentaire de la décision est *manifestement incompatible* avec l'ordre public de l'État dont dépend cette autorité […]. »[66]

B *Le refus de reconnaissance et d'exécution d'une décision en matière d'aliments envers les enfants si elle se prononce sur le lien de filiation*

35 La question de la reconnaissance et de l'exécution, en vertu de la Convention de La Haye de 1973 et de la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants*, de décisions étrangères relatives aux obligations alimentaires envers les enfants, se prononçant sur le lien de filiation, a été débattue par la Commission spéciale de 1999. Il était clair alors, comme maintenant, que dans la plupart des États, le fondement de cette détermination ne fait l'objet d'aucune enquête. En 1999, l'Allemagne, le Chili, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse ont soutenu cette affirmation. Dans leurs réponses au Questionnaire de 2002, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, le Japon, le Luxembourg, le Panama, la Roumanie, la Suisse, la Suède et le Royaume-Uni ont également soutenu cette affirmation. Le Chili, le Danemark et la Norvège ont fait remarquer qu'ils refuseront de reconnaître et d'exécuter une décision en matière d'aliments envers les enfants si le lien de filiation n'a pas été déterminé précédemment. La République slovaque a répondu que si la détermination concerne un enfant de nationalité slovaque et que cette décision n'a pas été précédemment reconnue par la Cour suprême de la République slovaque, la reconnaissance et l'exécution d'une décision en matière d'aliments envers les enfants, se prononçant sur le lien de filiation non reconnue par la Cour suprême seront refusées. Au cours de la Commission spéciale de 1999, l'Espagne et le Maroc ont été les seuls États à déclarer que la reconnaissance d'une décision pourrait être refusée si elle implique une détermination de paternité[67].

36 À l'heure actuelle, il pourrait être possible d'inclure dans le nouvel instrument une disposition indiquant que la reconnaissance d'une décision en matière d'aliments envers les enfants ne peut être refusée au motif que la décision se prononce sur la paternité. En 1999, la Commission spéciale a accepté ce qui pourrait être décrit comme une position de repli. La Recommandation a alors été d'inclure une disposition indiquant que « *lorsque la reconnaissance est refusée au motif que la décision se prononce sur la paternité, l'État refusant la reconnaissance devrait à tout le moins prévoir la possibilité d'actions tendant à établir derechef la paternité dans ledit État* »[68]. Il pourrait être décidé que ce principe pourrait être inclus dans une disposition de coopération. En conclusion, il convient de noter que dans l'adaptation de la Convention de Bruxelles (*Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*) dans le Règlement de Bruxelles I (Règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale), l'article 27(4) de la Convention de Bruxelles a été écarté[69].

C *Le refus de reconnaître et d'exécuter une décision en matière d'aliments envers les enfants si une loi ou une méthode appliquée à l'établissement du lien de filiation est différente de celle appliquée dans l'État requis*

37 Une majorité d'États répondant à la question 19 du Questionnaire de 2002 a clairement indiqué qu'ils ne refuseront pas de reconnaître et d'exécuter une décision en matière d'aliments envers les enfants si une loi ou une méthode appliquée à l'établissement du lien de filiation est différente de celle appliquée dans l'État requis[70]. Certains

[65] Il est intéressant de noter qu'en 1973, une telle disposition a presque été incluse dans le texte. Cependant, « [a]près réflexion, cette proposition fut rejetée, essentiellement par crainte de voir la solution souhaitable rédigée de façon ambiguë », M. Verwilghen (*op. cit.* note 59), para. 127.

[66] *Ibid.*, para. 38.

[67] Voir Rapport et Conclusions de la Commission spéciale d'avril 1999 (*op. cit.* note 64), au para. 7.

[68] *Ibid.*

[69] En application de l'art. 27(4), un jugement ne doit pas être reconnu « si le tribunal de l'État d'origine, pour rendre sa décision, a, en tranchant une question relative à l'état ou à la capacité des personnes physiques, aux régimes matrimoniaux, aux testaments et aux successions, méconnu une règle de droit international privé de l'État requis, à moins que sa décision n'aboutisse au même résultat que s'il avait fait application des règles du droit international privé de l'État requis ». Il a été noté à l'égard de l'art. 27(4) que l'exécution d'une décision relative aux aliments dus à un enfant né hors du mariage était plus avantageuse sous le régime de La Haye que selon les Conventions de Bruxelles et Lugano. Voir « Note sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger », établie par Michel Pelichet, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de septembre 1995, publié comme annexe au Doc. prél. No 10 de mai 1996 (*op. cit.* note 62), aux para. 126 à 128.

[70] En République tchèque, la juridiction ne réévalue pas le fondement du jugement étranger, c'est-à-dire qu'elle ne compare pas si la loi ou la méthode appliquée pour établir la paternité dans le pays étranger est identique à la pratique judiciaire tchèque. Par contre, il semble que les autorités danoises examineront si la paternité a été établie exactement selon la loi et la méthode de l'État requérant.

Filiation et aliments internationaux

cable law rules in the new instrument, it may now be possible to include a provision stating expressly that the law applicable to a maintenance obligation shall also govern the incidental question in relation to the establishment of parentage.[65] If it were decided not to include applicable law rules in the new instrument, States Parties to the 1973 Convention could reaffirm the principle agreed to by the Special Commission.

III RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF FOREIGN DECISIONS WITH REGARD TO CHILD SUPPORT IN RELATION TO ESTABLISHMENT OF PARENTAGE ISSUES (QUESTION 19 OF THE 2002 QUESTIONNAIRE)

A *General considerations*

34 The *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* provides that the rules of the Convention shall apply only to the body of the decision, or the part of a settlement, which relates to the maintenance issue. According to the Explanatory Report by Michel Verwilghen:

> "[R]ecognition and enforcement of that part of a foreign decision which relates to maintenance should, *in principle*, be independent of the effectiveness, in the State addressed, of that part of the said decision which concerns the status of persons or any other matter. The authority charged with taking the necessary steps relating to enforcement (*exequatur*) need not, therefore, *systematically* refuse to apply the Convention for the reason that the maintenance obligation is subordinate to, or results from a family or 'quasi-family' relationship which is settled, in accordance with the law of the State of origin, in the judgment which is submitted for enforcement.
>
> Certainly the able litigant will invoke the *plea of public policy* ('ordre public') supported by the same reasoning in order to bring about a refusal of recognition and enforceability. But […] the authority addressed can only accept this plea if the part of the decision relating to maintenance is *manifestly incompatible* with the public policy of the State to which that authority belongs […]."[66]

B *The refusal to recognise and enforce a child support decision if it entails a determination of parentage*

35 The question of the recognition and enforcement, under the 1973 Hague Convention and the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children, of foreign child support decisions which entail a finding of parentage was discussed by the 1999 Special Commission. It was clear then, as it is now, that in most States no enquiry is made into the basis for that determination. In 1999, Chile, Germany, Italy, the Netherlands, Portugal and Switzerland were supportive of this statement. In their answers to the 2002 Questionnaire, Australia, Austria, Estonia, Finland, Germany, Japan, Luxembourg, Panama, Romania, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and the United States of America are also supportive of this statement. Chile, Denmark and Norway have pointed out that they will refuse to recognise and enforce a child support decision if parentage has not been previously determined. The Slovak Republic has answered that if the determination relates to a child who is a Slovak national and such decision was not previously recognised by the Supreme Court of the Slovak Republic, the recognition and enforcement of a child support decision that entails a determination of parentage not recognised by the Supreme Court will be refused. During the 1999 Special Commission, Morocco and Spain were the only States that stated that recognition of a decision may be refused if it entails a determination of paternity.[67]

36 At this juncture, it may be possible to include in the new instrument a provision stating that the recognition of a child support decision cannot be refused on the basis that the decision entails a finding of paternity. In 1999, the Special Commission agreed to what could be described as a fallback position. The Recommendation then was to include a provision stating that "*in a case where recognition is refused on the basis that the decision entails a finding of paternity, the refusing State should at least facilitate proceedings to establish paternity anew in that State*".[68] It might be decided that this principle could be included in a co-operation provision. In closing, it is worth noting that in the adaptation of the Brussels Convention (*Convention of 27 September 1968 on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters*) into the Brussels I Regulation (Council Regulation (EC) No 44/2001 of 22 December 2000 on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters), Article 27(4) of the Brussels Convention has been set aside.[69]

C *The refusal to recognise and enforce a child support decision if a law or a method applied to the determination of parentage is different from that applied in the requested State*

37 A majority of the States answering question 19 of the 2002 Questionnaire clearly indicated that they will not refuse to recognise and enforce a child support decision if a law or a method applied to the determination of parentage is different from that applied in the requested State.[70] Some

[65] It is interesting to note that in 1973, such a provision was almost included in the text. However, "[t]his proposal was rejected, after reflection, mainly because of fears that the desired solution would be drafted in an ambiguous manner", M. Verwilghen (*op. cit.* note 59), para. 127.
[66] *Ibid*., para. 38.

[67] See Report and Conclusions of the April 1999 Special Commission (*op. cit.* note 64), at para. 7.
[68] *Ibid.*
[69] Under Art. 27(4), a judgment should not be recognised "if the court of the State in which the judgment was given, in order to arrive at its judgment, has decided a preliminary question concerning the status or legal capacity of natural persons, rights in property arising out of a matrimonial relationship, wills or succession in a way that conflicts with a rule of the private international law of the State in which the recognition is sought, unless the same result would have been reached by the application of the rules of private international law of that State". It was noted, with regard to Art. 27(4), that the enforcement of a decision relating to maintenance due to a child born out of wedlock was more advantageous under the Hague regime than the Brussels/Lugano Conventions. See "Note on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance", drawn up by Michel Pelichet, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of September 1995, published as Annex to Prel. Doc. No 10 of May 1996 (*op. cit.* note 62), at paras 126-128.
[70] In the Czech Republic, the court does not reassess the rationale of a foreign judgment, *i.e.*, it does not compare whether the law or the method applied in determining the paternity in the foreign country is identical to Czech judicial practice. On the other hand, it seems that Danish authorities will examine if paternity has been determined correctly according to the law and method of the requesting State.

États ont indiqué qu'ils refuseraient la reconnaissance et l'exécution si la méthode utilisée est contraire à l'ordre public[71]. Le Japon a indiqué dans sa réponse que si, par exemple, la reconnaissance d'une décision étrangère, ayant appliqué une loi ou méthode étrangère pour l'établissement du lien de filiation, produit une situation incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs, l'autorité judiciaire refusera de reconnaître et d'exécuter la décision[72]. Dans le cas de la Suisse, si la paternité a été établie selon une méthode contraire à l'ordre public, par exemple, non-utilisation de tests ADN et preuve sur la base de l'audition d'un seul témoin, il y aura un refus de reconnaissance et d'exécution[73]. D'autres États ont indiqué dans leur réponse qu'ils appliqueraient les motifs de refus figurant à l'article 5 de la Convention de La Haye de 1973[74].

38 En résumé, il pourrait être possible d'inclure dans le nouvel instrument une disposition indiquant que la reconnaissance d'une décision en matière d'aliments envers les enfants ne peut être refusée au motif qu'une loi ou méthode appliquée à la détermination du lien de filiation est différente de celle appliquée dans l'État requis. En outre, une position de repli pourrait consister à inclure une disposition de coopération indiquant que dans une affaire où la reconnaissance est refusée au motif qu'une loi ou méthode appliquée à la détermination du lien de filiation est différente de celle appliquée dans l'État requis, l'État refusant la reconnaissance devrait à tout le moins prévoir la possibilité d'actions tendant à établir derechef la paternité dans ledit État.

IV LA MISE EN PLACE DE MÉCANISMES DE COOPÉRATION DANS L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN DE FILIATION (QUESTIONS 33G ET 34 DU QUESTIONNAIRE DE 2002)

A *Considérations d'ordre général*

39 Comme indiqué dans le Rapport Duncan :

> « Bien qu'il constitue encore le seul cadre mondial de coopération administrative en matière de recouvrement international des aliments, le système instauré par la Convention de New York souffre de problèmes de fonctionnement majeurs. Il est clair, aujourd'hui encore, que de nombreux États parties ne remplissent pas leurs obligations les plus élémentaires au regard de la Convention. Parmi ceux qui les remplissent, on observe des divergences d'interprétation et de pratiques sur tout un ensemble de questions […]. »[75]

40 Selon l'article 6(1) de la Convention de New York, le rôle de l'autorité destinataire est de prendre, pour le compte du réclamant, « toutes mesures propres à assurer le recouvrement des aliments […] et, lorsque cela est nécessaire, elle intente et poursuit une action alimentaire et fait exécuter tout jugement, ordonnance ou autre acte judiciaire ». Les avis divergent quant à savoir si l'obligation indiquée à l'article 6(1) comprend également les actions pour l'établissement de la paternité[76]. Il est certain que la coopération en relation avec les procédures pour l'établissement du lien de filiation n'est pas une exigence explicite selon la Convention de New York, et est souvent insuffisante en pratique[77]. Dans les accords bilatéraux des États-Unis d'Amérique, l'accent a été mis sur l'établissement du lien de filiation. Il est considéré comme essentiel pour un système efficace d'exécution internationale[78].

B *La construction du nouvel instrument – Coopération administrative à l'égard de l'établissement du lien de filiation*

41 Une majorité des États ayant répondu à la question 33 du Questionnaire de 2002 sont d'avis que les dispositions concernant la coopération dans l'établissement du lien de filiation devraient être un élément essentiel du nouvel instrument[79]. Par contre, la République slovaque et le Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles et Écosse) ont déclaré que ce n'était pas un élément important. Dans le cas de la République slovaque, le raisonnement pourrait être à l'effet que les questions de lien de filiation sont toujours traitées hors du contexte des procédures en matière d'aliments envers les enfants[80]. Les réponses du Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles et Écosse) peuvent s'expliquer par le fait que selon son système d'aliments envers les enfants, le lien de filiation n'est un élément en cause que s'il est contesté[81]. Seuls le Luxembourg et la Suisse sont d'avis que cette coopération outrepasserait le cadre d'un instrument sur le recouvrement international des aliments envers les enfants. En rapport avec la question 34, près du tiers des États ont indiqué que l'établissement du lien de filiation devrait être un élément essentiel, alors qu'un autre tiers des États ont indiqué qu'il devrait être un élément facultatif. Un peu plus du tiers des États n'avaient aucune observation en rapport avec cette question dans le cadre de la question 34.

42 La coopération à l'égard de l'établissement du lien de filiation peut être nécessaire lorsqu'une procédure pour la détermination d'aliments envers les enfants est engagée alors que le créancier et le débiteur résident habituellement dans deux États différents, ou lorsque l'enfant est né dans un État autre que l'État ou les États de résidence habituelle du créancier et du débiteur. L'assistance d'une autorité requise pourra être nécessaire à une autorité judiciaire ou administrative afin d'obtenir des éléments de preuve en vue de déterminer le lien de filiation avant ou pendant la procédure relative aux aliments envers les enfants[82] ou, par une autorité requérante, avant la présentation d'une demande alimentaire envers les enfants[83]. Une autorité requise pour-

---

[71] Australie, Canada, Japon, Norvège, Royaume-Uni (Écosse) et Suisse.
[72] Voir l'art. 118 du Code de Procédure civile du Japon.
[73] Au Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles), la personne contestant la paternité a la possibilité de demander des tests scientifiques si les éléments de preuve obtenus de l'autre pays sont moins fiables que les tests ADN.
[74] France et Royaume-Uni (Écosse). Les États-Unis d'Amérique ont indiqué dans leur réponse « qu'une contestation ne peut aboutir que sur le fondement de l'un des motifs suivants : le tribunal statuant était dépourvu de compétence *ratione personae* à l'égard de la partie contestante ; la décision a été obtenue par dol ; la décision a été invalidée, suspendue ou modifiée par une décision ultérieure ; le tribunal statuant a sursis à la décision dans l'attente d'un appel ; il existe suivant le droit étatique une défense contre la mesure demandée ; un règlement partiel ou intégral a été effectué ; ou l'exécution de tout ou partie des arrérages est prescrite » [*traduction du Bureau Permanent*].
[75] Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), para. 15.
[76] Voir la réponse de la Suède à la question 33. Voir également la réponse des États-Unis d'Amérique à la question 2 (partie I, section B) du Questionnaire de 1998, où il est indiqué qu'ils ratifieraient la Convention de New York « si la Convention disposait explicitement que toutes les affaires, y compris celles dans lesquelles la paternité est en cause, étaient comprises dans ses procédures avec soit la reconnaissance d'une décision existante, soit l'obtention d'une nouvelle décision à titre d'alternatives de plein droit » [*traduction du Bureau Permanent*].
[77] Voir Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), au para. 24.
[78] Voir Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 46), au para. 55.
[79] Cinq États n'ont présenté aucune observation à cet égard, à savoir la Finlande, la France, le Japon, Malte et la Roumanie.
[80] Voir, *supra*, para. 35.
[81] Voir, *supra*, para. 21.
[82] Ceci serait destiné aux procédures administratives ou juridictionnelles internes en matière d'aliments envers les enfants.
[83] Voir la réponse des États-Unis d'Amérique à la question 31 du Questionnaire de 2002 :
> « Une large majorité de demandes des états des États-Unis auprès d'États étrangers concernent la reconnaissance et l'exécution d'une décision aux États-Unis, c'est-à-dire que la paternité a été établie et une décision a été rendue par une juridiction des États-Unis. Mais à l'occasion, un état des États-Unis demandera à un pays étranger d'établir la paternité et de rendre une décision initiale en matière d'aliments envers les enfants. Certains états ne sont pas en mesure de prendre l'une ou l'autre de ces mesures, laissant au demandeur aux États-Unis le soin d'aller dans le pays étranger, engager un conseil, et y entamer un contentieux. » [*Traduction du Bureau Permanent.*]

States have indicated that they would refuse recognition and enforcement if the method used is contrary to public policy (*ordre public*).[71] Japan indicated in its response that if, *e.g.*, the recognition of a foreign decision which applied a foreign law or method for the establishment of parentage brings about a situation incompatible with public order and good morals, the court will refuse to recognise and enforce the decision.[72] In the case of Switzerland, if paternity has been established according to a method contrary to public policy, *e.g.*, no use of DNA testing and evidence relying on just one witness, there will be refusal of recognition and enforcement.[73] Other States have indicated in their response that they would apply the grounds for refusal found in Article 5 of the 1973 Hague Convention.[74]

38 In summary, it may be possible to include in the new instrument a provision stating that the recognition of a child support decision cannot be refused on the basis that a law or a method is applied to the determination of parentage different from that applied in the requested State. Furthermore, a fallback position could be to include a co-operation provision stating that in a case where recognition is refused on the basis that a law or a method is applied to the determination of parentage different from that applied in the requested State, the refusing State should at least facilitate proceedings to establish paternity anew in that State.

IV THE PROVISION OF CO-OPERATION MECHANISMS IN THE ESTABLISHMENT OF PARENTAGE (QUESTIONS 33G AND 34 OF THE 2002 QUESTIONNAIRE)

A *General considerations*

39 As mentioned in the Duncan Report:

> "The system established by the New York Convention, though still providing the only global framework for administrative co-operation in the international recovery of maintenance, suffers from major operational problems. It remains clear that a large number of States Parties do not fulfil even their most basic obligations under the Convention. Among those that do, there exist divergences in interpretation and practice under the Convention relating to a wide range of issues […]."[75]

40 According to Article 6(1) of the New York Convention, the role of the receiving authority is to take, on behalf of the claimant, "all appropriate steps for the recovery of maintenance, including the settlement of the claim and, where necessary, the institution and prosecution of an action for maintenance and the execution of any order or other judicial act for the payment of maintenance". There are different views as to whether the obligation stated in Article 6(1) also includes actions for the establishment of paternity.[76] Certainly, co-operation in relation to procedures for the determination of parentage is not an explicit requirement under the New York Convention and is often in practice unsatisfactory.[77] In United States bilateral arrangements, a strong emphasis has been put on the establishment of parentage. It is viewed as essential to an effective system of international enforcement.[78]

B *Constructing the new instrument – administrative co-operation with regard to the establishment of parentage*

41 A majority of the States that responded to question 33 of the 2002 Questionnaire were of the view that provisions concerning co-operation in the establishment of parentage should be a key element in the new instrument.[79] On the other hand, the Slovak Republic and the United Kingdom (England & Wales and Scotland) stated that this is not an important feature. In the case of the Slovak Republic, the rationale could be because parentage issues are always dealt with outside the context of child support proceedings.[80] The answers of the United Kingdom (England & Wales and Scotland) may be explained by the fact that under their child support systems parentage becomes an issue only when it is denied.[81] Only Luxembourg and Switzerland are of the view that such co-operation would fall outside the scope of an instrument on the recovery of child support. In relation to question 34, almost one third of the States indicated that the establishment of parentage should be a core element where another third of the States indicated that it should be an optional element. A little more than a third of the States did not have any comments in relation to this issue under question 34.

42 Co-operation with regard to the establishment of parentage may be necessary when an action for the establishment of child support is initiated where the creditor and the debtor habitually reside in two different States or where the child is born in a State other than the State or States where the creditor and debtor habitually reside. Assistance from a requested authority may be needed by a judicial or administrative authority in order to obtain evidence for the purpose of determining parentage prior or during child support proceedings[82] or by a requesting authority prior to initiating an application for child support.[83] A requested authority could

[71] Australia, Canada, Japan, Norway, Switzerland and the United Kingdom (Scotland).
[72] See Art. 118 of the Code of Civil Procedure of Japan.
[73] In the United Kingdom (England & Wales), it is open to the person denying paternity to request scientific tests if the evidence obtained from the other State is less reliable than DNA testing.
[74] France and the United Kingdom (Scotland). The United States of America has indicated in its response "that a successful contest must be based upon one of the following: the issuing tribunal lacked personal jurisdiction over the contesting party; the order was obtained by fraud; the order has been vacated, suspended, or modified by a later order; the issuing tribunal has stayed the order pending appeal; there is a defense under state law to the remedy sought; full or partial payment has been made; or the statute of limitation precludes enforcement of some or all of the arrearages".
[75] Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), para. 15.
[76] See the response of Sweden to question 33. See also the response of the United States of America to question 2 (Part I, Section B) of the 1998 Questionnaire, where it is indicated that they would ratify the New York Convention if "the Convention made it clear that all cases, including those cases where paternity was an issue, were included within its procedures with either recognition of an existing order or the obtaining of a new order as automatic alternatives".
[77] See Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), at para. 24.
[78] See Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 46), at para. 55.
[79] Five States did not have any comment in this respect, namely Finland, France, Japan, Malta and Romania.
[80] See, *supra*, para. 35.
[81] See, *supra*, para. 21.
[82] This would be for the purpose of administrative or court based domestic child support proceedings.
[83] See the response of the United States of America to question 31 of the 2002 Questionnaire:
"The vast majority of requests from U.S. states to foreign countries are for the recognition and enforcement of a U.S. decision, *i.e.*, paternity has been established and a decision entered in a U.S. tribunal. But occasionally a U.S. state will ask a foreign country to establish paternity and enter an initial child support decision. Some states are not able to do either of these things, leaving the U.S. applicant faced with having to go to the foreign country, hire private counsel, and initiate litigation there."

rait également proposer une assistance pour l'établissement du lien de filiation lorsqu'elle statue sur une demande alimentaire envers les enfants en provenance d'une autorité requérante[84]. Cependant, ces possibilités font référence à la question posée dans le Rapport Duncan : L'assistance devrait-elle survenir dans le seul contexte des demandes pour le recouvrement des aliments, ou au contraire, devrait-elle résulter de la présentation d'une « requête en vue de l'obtention d'un service » afin de déterminer si la demande sera appropriée[85] ?

43 Les dispositions de coopération pour l'établissement du lien de filiation pourraient comprendre, au minimum, les fonctions suivantes :

– localiser le débiteur ; et
– fournir une assistance pour l'établissement du lien de filiation d'un enfant dans les procédures relatives aux obligations alimentaires dans les États contractants[86].

44 De ces principes généraux pourraient découler des fonctions plus particulières alignées sur les diverses procédures et méthodes d'établissement du lien de filiation décrites en partie I du présent document. Le cas échéant, une Autorité centrale pourrait aider à l'obtention :

– des documents pertinents (c.-à-d., actes de mariage, documents relatifs au divorce, à l'annulation du mariage, à la séparation judiciaire, etc.) en rapport avec l'établissement du lien de filiation par présomption ;
– d'une reconnaissance volontaire du lien de filiation par le débiteur ;
– des éléments de preuve écrits et oraux pertinents, nécessaires à l'établissement du lien de filiation par une autorité judiciaire dans l'État d'origine (État requérant) ; et
– d'un test ADN volontaire du parent présumé[87].

45 Enfin, une disposition de coopération pourrait être incorporée selon laquelle les résidents et non-résidents devraient bénéficier du même traitement, sous réserve de réciprocité ou non, à l'égard de l'utilisation des tests ADN et du traitement des frais correspondants.

CONCLUSION

A *Considérations d'ordre général*

46 Étant donné l'importance de l'établissement du lien de filiation dans les procédures relatives aux obligations alimentaires envers les enfants, l'absence de toute disposition dans le nouvel instrument pour faciliter l'établissement du lien de filiation pourrait être considérée comme une occasion manquée.

B *Questions de la loi applicable en rapport avec l'établissement du lien de filiation*

47 Il apparaît que le développement d'une démarche commune à l'égard de la loi applicable pour l'établissement du lien de filiation à titre de question principale susceptible d'affecter une procédure en matière d'aliments envers les enfants serait difficile[88]. Cependant, s'il était décidé d'inclure dans l'instrument un régime facultatif pour la loi applicable, l'idée pourrait être creusée mais nécessiterait un temps considérable et pourrait ralentir la marche des négociations.

48 En définitive, il pourrait être décidé de s'en remettre à des règles limitées à la loi applicable à la détermination du lien de filiation, lorsqu'elle survient à titre de question incidente. Une décision de suivre cette direction confirmerait la démarche convenue en 1956 et en 1973. Dans ce cas, il pourrait être actuellement possible de réaffirmer le principe selon lequel la loi applicable à une obligation alimentaire régira également la question incidente en rapport avec l'établissement du lien de filiation.

C *Questions de reconnaissance et d'exécution en rapport avec l'établissement du lien de filiation*

49 Il pourrait être possible d'inclure dans le nouvel instrument une disposition indiquant que la reconnaissance d'une décision en matière d'aliments envers les enfants ne peut être refusée au motif que la décision se prononce sur la paternité ou qu'une loi ou une méthode appliquée à l'établissement du lien de filiation est différente de celle appliquée dans l'État requis.

50 En outre, une disposition de coopération de repli pourrait être incluse, dans un nouvel instrument, indiquant que dans une affaire où la reconnaissance est refusée au motif que la décision se prononce sur la paternité ou qu'une loi ou une méthode appliquée à l'établissement du lien de filiation est différente de celle appliquée dans l'État requis, l'État refusant la reconnaissance devrait à tout le moins prévoir la possibilité d'actions tendant à établir derechef la paternité dans ledit État[89].

D *Questions de coopération en rapport avec l'établissement du lien de filiation*

51 Des dispositions de coopération à l'égard de l'établissement du lien de filiation pourraient inclure, au minimum, les fonctions suivantes : localiser le débiteur et fournir une assistance pour l'établissement du lien de filiation d'un enfant dans les procédures en matière d'aliments dans les États contractants. Des fonctions plus détaillées pourraient inclure une assistance à l'obtention : des documents pertinents à l'établissement du lien de filiation par présomption ; d'une reconnaissance volontaire du lien de filiation par le débiteur ; des éléments de preuve écrits et oraux pertinents nécessaires pour l'établissement du lien de filiation par une autorité judiciaire ; et, d'un test ADN volontaire du présumé parent.

52 Enfin, une disposition de coopération pourrait être incorporée selon laquelle les résidents et non-résidents devraient bénéficier du même traitement, sous réserve de réciprocité ou non, à l'égard de l'utilisation des tests ADN et du traitement des frais correspondants.

---

[84] Ce serait le cas du mécanisme du « Commonwealth », du système canadien de « demande alimentaire », ou du système de la Convention de New York.
[85] Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 1), para. 31.
[86] Voir Doc. prél. No 2 de janvier 1999 (*op. cit.* note 46), au para. 79.
[87] L'obtention de preuves décrite ici pourrait s'inscrire dans une coopération utilisant les circuits établis en application de la *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale*.
[88] Une description des divers régimes internes figure, *supra*, aux para. 13 à 21.
[89] Voir, *supra*, para. 36 et 38.

Filiation et aliments internationaux

also offer assistance for the establishment of parentage when deciding on an application for child support from a requesting authority.[84] However, these possibilities refer to the question posed in the Duncan Report: Should the assistance arise only in the context of applications for the recovery of maintenance or, on the other hand, should it arise from the making of a "limited service request" for the purpose of determining whether the application will be appropriate?[85]

43 Co-operation provisions with regard to the establishment of parentage could include, at a minimum, the following functions:

– to discover the whereabouts of the debtor; and,
– to provide assistance in establishing the parentage of a child for the purpose of maintenance proceedings in Contracting States.[86]

44 From these general principles could follow more specific functions in line with the different procedures and methods for the establishment of parentage described in section I of this document. Where applicable a Central Authority could assist in obtaining:

– relevant documents (*i.e.*, marriage certificates, documents relating to divorce, marriage annulment, legal separation, etc.) in relation to the establishment of parentage by presumption;
– a voluntary acknowledgement of parentage from the debtor;
– relevant oral and documentary evidence required for the establishment of parentage by a judicial authority in the State of origin (requesting State); and,
– a voluntary DNA test of the presumed parent.[87]

45 Finally, a co-operation provision could be included to the effect that residents and non-residents should be treated equally, either on a reciprocal basis or not, with regard to the use of DNA testing and the treatment of its associated costs.

CONCLUSION

A *General considerations*

46 Given the importance of establishing parentage in child support proceedings, the absence of any provision within the new instrument to facilitate establishment of parentage might be seen as a lost opportunity.

B *Issues of applicable law in relation to the establishment of parentage*

47 It appears that the development of a common approach to the law applicable for the establishment of parentage as a main issue that may have a bearing on child support proceedings would be a challenge.[88] However, if a decision were made to include in the instrument an optional regime for applicable law, the idea could be pursued but would require a considerable amount of time and could slow the pace of the negotiations.

48 Ultimately, a decision could be made to remit to rules limited to law applicable to the determination of parentage, where it arises as an incidental question. A decision to pursue this direction would confirm the approach agreed to in 1956 and in 1973. In that case, perhaps it would now be possible to reaffirm the principle to the effect that the law applicable to a maintenance obligation shall also govern the incidental question in relation to the establishment of parentage.

C *Issues of recognition and enforcement in relation to the establishment of parentage*

49 It may be possible to include in the new instrument a provision stating that the recognition of a child support decision cannot be refused on the basis that the decision entails a finding of paternity or that a law or a method is applied to the determination of parentage different from that applied in the requested State.

50 Furthermore, a fallback co-operation provision could be included in a new instrument stating that in a case where recognition is refused on the basis that the decision entails a finding of paternity or that a law or a method is applied to the determination of parentage different from that applied in the requested State, the refusing State should at least facilitate proceedings to establish paternity anew in that State.[89]

D *Issues of co-operation in relation to the establishment of parentage*

51 Co-operation provisions with regard to the establishment of parentage could include, at a minimum, the following functions: to discover the whereabouts of the debtor; and, to provide assistance in establishing the parentage of a child for the purpose of maintenance proceedings in Contracting States. More detailed functions could include assistance to obtain: the relevant documents in relation to the establishment of parentage by presumption; a voluntary acknowledgement of parentage from the debtor; the relevant oral and documentary evidence required for the establishment of parentage by a judicial authority; and, a voluntary DNA test of the presumed parent.

52 Finally, a co-operation provision could be included to the effect that residents and non-residents should be treated equally, either on a reciprocal basis or not, with regard to the use of DNA testing and the treatment of its associated costs.

[84] This would be the case for the purpose of the "Commonwealth" scheme, the Canadian "application system" or the New York Convention system.
[85] Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 1), para. 31.
[86] See Prel. Doc. No 2 of January 1999 (*op. cit.* note 46), at para. 79.
[87] The taking of evidence described here could amount to a co-operation using the channels established under the *Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters*.
[88] A description of the different domestic regimes can be found, *supra*, at paras 13-21.
[89] See, *supra*, paras 36 and 38.

Commission spéciale
Special Commission

Note du Bureau Permanent

Conformément à la tradition ne sont pas reproduits les Documents de travail et Procès-verbaux des séances de la Commission spéciale.
Bien que le Rapport établi par Alegría Borrás et Jennifer Degeling et les Observations des Gouvernements fassent parfois référence à de tels documents, ces citations, destinées aux experts gouvernementaux en vue de la préparation de la Session plénière, n'ont plus une grande importance pour le lecteur des Actes et documents et elles n'ont été maintenues dans le texte que pour signaler les endroits où les co-Rapporteurs et les Gouvernements ont évoqué expressément les travaux de la Commission spéciale.

Notice by the Permanent Bureau

As in the past, the Working Documents and the Minutes of the Special Commission's meetings have not been reproduced in this volume.
Although the Report of Alegría Borrás and Jennifer Degeling and the Comments of the Governments refer to such documents, these citations, which were intended to assist the governmental experts in preparing for the Plenary Session, are not essential for the reader of the Proceedings; they have been retained in the text in order to indicate the places where the co-Reporters and the Governments made specific reference to the Special Commission's discussions.

Liste des participants à la Commission spéciale

List of participants in the Special Commission meetings

La Commission spéciale a siégé du 5 au 16 mai 2003, du 7 au 18 juin 2004, du 4 au 15 avril 2005, du 19 au 28 juin 2006 et du 8 au 16 mai 2007.

The Special Commission met from 5 to 16 May 2003, from 7 to 18 June 2004, from 4 to 15 April 2005, from 19 to 28 June 2006 and from 8 to 16 May 2007.

EXPERTS DES ÉTATS MEMBRES REPRÉSENTÉS
EXPERTS OF THE MEMBER STATES REPRESENTED

Afrique du Sud/South Africa

Mr *Thibegoane A.J. Sello*[5], Director, International Legal Relations, Department of Justice and Constitutional Development, Pretoria (previously Deputy Director of International Affairs[2]; Senior Legal Administrative Officer[3]; Deputy Director[4])
Mr *Peter Vhangani Makwarela*[3], Counsellor, Embassy of the Republic of South Africa, The Hague
H.E. Mrs *Hlengiwe B. Mkhize*[5], Ambassador of South Africa, Embassy of the Republic of South Africa, The Hague
Mr *Marthinus C.J. van Schalkwyk*[5], Counsellor Multilateral, Embassy of the Republic of South Africa, The Hague

Albanie/Albania

Ms *Anita Shaqiri-Hallulli*[5], Second Secretary, Embassy of the Republic of Albania, The Hague

Allemagne/Germany

Mr *Rolf Wagner*[2, 3], *Ministerialrat*, Head of Section for Private International Law, Ministry of Justice, Berlin (previously *Ministerialrat*, Section for Private International Law, Federal Ministry of Justice[11])
Mr *Matthias Heger*[2, 3, 4, 5], *Ministerialrat*, Section for International Civil Procedure, Ministry of Justice, Berlin (previously *Regierungsdirektor*, Federal Ministry of Justice[1])
Ms *Carolin Speich*[1], *Regierungsrätin* z.A., Lawyer at the Office of the Federal Prosecutor General, German Central Authority, Bonn
Mr *Jürgen Becker*[2, 3], Third Secretary, Section for Legal and Social Affairs, Embassy of the Federal Republic of Germany, The Hague
Mr *Martin Lossen*[2, 3], Public Prosecutor, Lawyer at the Office of the Federal Prosecutor General, German Central Authority, Bonn
Mr *Ulrich Vogt*[4], Head of Section, German Receiving Agency (1956 New York Convention), Federal Office of Administration (*Bundesverwaltungsamt*), Cologne (previously Representative of German Receiving Agency[2, 3])
Mr *Wilhelm Struck*[5], Lawyer, Head of Section, *Referat* II B2, Federal Office of Administration *(Bundesverwaltungsamt)*, Cologne (previously Representative[3] then Head of Section[4], German Receiving Agency)
Mr *Hans-Michael Veith*[4], Head of the International Civil Law Relations Unit, *Generalbundesanwalt beim Bundesgerichtshof, Dienststelle Bundeszentralregister*, Bonn (previously Head of the Central Authority, Senior Public Prosecutor at the Federal High Court, German Central Authority, Bonn[3])
Mr *Bernd Zeitler*[4, 5], Second Secretary, Section for Legal and Social Affairs, Embassy of the Federal Republic of Germany, The Hague
Ms *Christina Wicke*[4], Office of the Federal Prosecutor General, *Generalbundesanwalt beim Bundesgerichtshof – Zentrale Behörde*, Bonn
Ms *Angelika Schlunck*[5], *Ministerialrätin*, Section for International Civil Procedure, *Bundesministerium der Justiz*, Berlin
Mr *Harald Schoen*[5], *Regierungsrat*, Section for International Civil Procedure, *Bundesministerium der Justiz*, Berlin
Mr *Oliver Pagenkopf*[5], *Regierungsdirektor, Bundesamt für Justiz*, Bonn

Argentine/Argentina

Ms *Silvia A. Raiola*[2, 3], Counsellor, Embassy of Argentina, The Hague
Ms *María Isabel Rua*[4], Advisor, Legal Affairs Department, Ministry of Foreign Relations, Buenos Aires
Ms *Adriana Beatriz Rodriguez*[4], Family Judge, Mendoza

Australie/Australia

Ms *Jennifer Degeling*[1, 2], Principal Legal Officer, International Family Law Section, Attorney-General's Department, Canberra
Ms *Catherine Argall*[1, 2], General Manager, Child Support Agency, Canberra
Ms *Sheila Bird*[3], Acting General Manager, Child Support Agency, Canberra (previously Assistant General Manager[1])
Ms *Cheryl Stevenson*[2], Assistant General Manager, Child Support Agency, Canberra
Ms *Zoe Cameron*[5], Senior Adviser, Legal and Quality Assurance Team, Child Support Agency, Sydney (previously Senior Advisor[3] then Senior Advisor, Legal Services[4], Child Support Agency, Canberra)
Ms *Dolores Schneider*[4], Director, Legal Services, Child Support Agency, Canberra
Mr *Peter Arnaudo*[5], Assistant Secretary, Family Law Branch, Attorney-General's Department, Canberra
Mr *David Mole*[5], Assistant General Manager, External Relations, Child Support Agency, Hobart

Autriche/Austria

Mr *Werner Schütz*[4, 5], Deputy Director General (Retired), Federal Ministry of Justice, Vienna (previously Deputy Director General[1, 2, 3])
Mrs *Gudrun Dürrigl*[1], Judge, Federal Ministry of Justice, Vienna
Mr *Robert Fucik*[5], Director, Department for International Family Law, Ministry of Justice, Vienna (previously Deputy Director[4])

[1] A assisté à la Première réunion. Si aucun numéro n'est indiqué, cela signifie que le participant a assisté aux cinq réunions de la Commission spéciale. / Attended the First Meeting. The absence of numbers indicates that the participant attended all five Special Commission meetings.
[2] A assisté à la Deuxième réunion / Attended the Second Meeting.
[3] A assisté à la Troisième réunion / Attended the Third Meeting.
[4] A assisté à la Quatrième réunion / Attended the Fourth Meeting.
[5] A assisté à la Cinquième réunion / Attended the Fifth Meeting.

Liste/List – Participants

Bélarus/Belarus

Mr *Aleksei Raiman*[5], Counsellor, Embassy of the Republic of Belarus, The Hague
Mr *Zakhar Naumov*[5], First Secretary, Embassy of the Republic of Belarus, The Hague

Belgique/Belgium

Mme *Irène Lambreth*[1, 4, 5], Conseiller général à la Direction générale de la Législation et des Libertés et Droit fondamentaux du Service public fédéral justice, Bruxelles
M. *Lucien de Leebeeck*[1], Conseiller au Service public fédéral justice, Bruxelles
Mme *Nathalie Bartholome*[2], Direction générale de la législation, des droits fondamentaux et libertés, Ministère de la Justice, Bruxelles
Mme *Karlijne van Bree*[2, 3], Attaché, Service public fédéral de justice, Bruxelles
M. *Jacques H.L. Matthys*[2], Direction générale de la législation, des droits et libertés fondamentaux, Service public fédéral de justice, Bruxelles
Mme *Florence Borcy*[4, 5], Attaché à la Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux du Service public fédéral justice, Bruxelles
M. *Walter Lion*[4], Représentant Permanent-adjoint auprès de la Représentation permanente de la Belgique, Ambassade du Royaume de Belgique, La Haye
M. *Robert Verheyleweghen*[4], Directeur-adjoint de Chancellerie auprès de la Direction générale des Affaires consulaires (Service Notariat), Service Public Fédéral – Affaires étrangères, Bruxelles

Brésil/Brazil

Mr *Fabio Abud Antibas*[1], Secretary, Embassy of Brazil, The Hague
Ms *Nádia de Araújo*[5], Government Attorney, State of Rio de Janeiro (previously Professor of Private International Law, *Pontificia Universidade Católica*, Rio de Janeiro[2, 3, 4])
Mr *Márcio Garcia*, Deputy Director, Department of Assets, Recovery and International Legal Cooperation, Ministry of Justice, Brasilia, D.F.
Mr *Claudio Roberto Poles*[2], First Secretary, Embassy of Brazil, The Hague
Mrs *Maria Rosa Loula*[3], Coordinator of International Agreements, Brasilia, D.F.
Mr *João Grandino Rodas*[4], Professor of private international law, University of Sao Paulo, Brasilia
Mr *Wesley Cesar Vieira*[4], Public Attorney, Ministry of Foreign Affairs, Brasilia, D.F.
Ms *Renata Orphão*[4], Attorney, Brussels, Belgium
Ms *Maria Rosa Guimarães Loula*[5], Director, Department of Assets Retrieval and International Judicial Co-operation, Ministry of Justice, Brasilia, D.F.
Ms *Mônica Jacqueline Sifuentes Pacheco de Medeiros*[5], Federal Judge, Tribunal Regional Federal da 1ª Região, Brasilia, D.F.
Mr *Pedro Marcos de Castro Saldanha*[5], Second Secretary, Embassy of Brazil, The Hague
Mr *Leandro de Oliveira Moll*[5], Third Secretary, Legal Affairs Division, Ministry of External Affairs, Brasilia, D.F.
Mr *Fernando Messere*[5], Government Attorney, Office of the Legal Adviser, Ministry of External Affairs, Brasilia, D.F.

Bulgarie/Bulgaria

Mme *Nadejda Todorova*[2], Expert, Ministère de la Justice, Sofia
Mrs *Silvia de Boer*[2, 3], Attaché Legal Affairs, Embassy of the Republic of Bulgaria, The Hague
Ms *Bilyana Belyakova*[3], Expert dans le Département d'assistance judiciaire internationale, Ministère de la Justice, Sofia
Ms *Katya Vasileva Zaharieva*[4], Junior Expert, International Legal Child Support and Intercountry Adoptions Directorate, Ministry of Justice, Sofia
Ms *Milanka Patak*[5], Chief Expert, International Legal Protection of Children and International Adoptions Directorate, Ministry of Justice, Sofia

Canada

Mme *Manon Dostie*[1, 2], Avocate, Équipe de droit international privé, Ministère de la Justice, Ottawa
Mme *Danièle Ménard*, Senior Counsel, Coordinatrice, Politique d'exécution des obligations alimentaires, Ministère de la Justice, Ottawa
Mme *Denise Gervais*, Conseillère juridique, Direction de la recherche et de la législation ministérielle, Ministère de la Justice du Québec, Sainte-Foy
Ms *Tracy Morrow*, Crown Counsel, Family Law Branch, Manitoba Justice, Winnipeg
Ms *Mounia Allouch*[2, 3, 4], Counsel, Private International Law Section, Department of Justice, Ottawa

Chili/Chile

Ms *Maria Eugenia Jana*[2], Director, Metropolitan Legal Aid Corporation, Santiago de Chile
Mr *Juan Cristobal González*[4], Head, International Relations and Co-operation, Ministry of Justice, Santiago de Chile
Ms *María Paz Martin Cofré*[4, 5], *Abogado jefe(s), Oficina Internacional, Corporación de Asistencia Judicial de la Región Metropolitana*, Santiago de Chile
Mrs *Elena Bornand*[5], Second Secretary, Embassy of Chile, The Hague

Chine/China

H.E. Mr *Zushou Zhu*[1], Ambassador of the People's Republic of China, Embassy of the People's Republic of China, The Hague
Mr *Guoshun Sun*[1], First Secretary, Embassy of the People's Republic of China, The Hague
Mr *Ian Wingfield*[1], Law Officer, International Law Division, Department of Justice, Hong Kong Special Administrative Region
Mr *James Ding*, Senior Government Counsel, International Law Division, Department of Justice, Hong Kong Special Administrative Region
Ms *Patricia Albuquerque Ferreira*[5], Sub-coordinator, Government of the Macau SAR, International Law Office, Macau Special Administrative Region (previously Deputy Director[1, 3, 4])
Ms *Carla Mendonça*[1], Legal Adviser, International Law Office of the Government of the Macau Special Administrative Region, Macau
H.E. Ms *Hanqin Xue*[2, 4], Ambassador of the People's Republic of China, Embassy of the People's Republic of China, The Hague
Ms *Yanping Sun*[2], Judge, Supreme People's Court, Civil Division, Beijing
Mr *Jin Sun*[2, 3], Deputy Division Director, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing
Ms *Xiaoyan Liu*[2, 3, 4], Third Secretary, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing
Ms *Carla Mendonça*[2], Legal Adviser, International Law Office of the Government of the Macau Special Administrative Region, Macau
Mr *Xianliang Yi*[2, 4, 5], Counsellor (Legal & Political Affairs), Embassy of the People's Republic of China, The Hague
Mr *Hong-wu Yu*[3], Juge, Cour Suprême populaire, Beijing

Mr *Ming Zhang*[3, 5], Section Chief, Ministry of Justice, Department of Judicial Assistance and Foreign Affairs, Beijing
Ms *Chi Cheng Lou*[3, 4], Legal Advisor, International Law Office of the Government of the Macau SAR, Macau SAR
Ms *Ping Bai*[4], Deputy Director General, Ministry of Justice, Department of Judicial Assistance and Foreign Affairs, Beijing
Ms *Yajun Wan*[4], Desk Officer, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing
Mr *Wei Hu*[4], Attaché, Embassy of the People's Republic of China, The Hague
Mr *Jinxian Zhang*[5], Judge, No 1 Division of Civil Trial, Supreme People's Court of the People's Republic of China, Beijing
Mr *Lixiao Tian*[5], Director, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing
Mr *Yu Xu*[5], Deputy Section Chief, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing
Ms *Yajun Wan*[5], Desk Officer, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing
Ms *Chi Cheng Lou*[5], Senior Officer, Government of the Macau SAR, International Law Office, Macau SAR
Mr *Wei Hu*[5], Third Secretary, Embassy of the People's Republic of China, The Hague

Communauté Européenne/European Community

Conseil de l'Union Européenne/Council of the European Union

Mme *Bente Soerensen*[5], Administrateur, Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, Belgique

Commission européenne/European Commission

Ms *Katja Lenzing*[5], Legal Officer, DG Justice, Freedom, Security Unit C. 1. (Civil Justice), European Commission, Brussels, Belgium
Mr *Miloš Haťapka*[5], Seconded National Expert, DG Justice, Freedom, Security Unit C. 1. (Civil Justice), European Commission, Brussels, Belgium

Parlement européen/European Parliament

Mr *Kieran Bradley*[5], Head of Unit, Legal Service, European Parliament, Brussels, Belgium

République de Corée/Republic of Korea

Mr *Dong-Eun Chung*[1, 2, 3], Legal Counsellor, Embassy of the Republic of Korea, The Hague
Mr *Kwang-hyun Suk*[1], Professor of Law, Hanyang University, Seoul
Mr *Ki-Chang Yum*[2], Judge, Seoul Family Court, Seoul
Mr *Wook-Rae Lee*[2], Judge, Deputy Director General for Investigative Research, Supreme Court of Korea, Seoul
Mr *Jin Ho Jung*[2], Deputy Director, Multilateral Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade, Seoul
Mr *Dong-hwan Che*[5], First Secretary, Embassy of the Republic of Korea, The Hague
Ms *Juwon Lee*[5], Second Secretary, Multilateral Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade, Seoul

Croatie/Croatia

Mr *Petar Šarčević*[1], Professor of Law at the University of Rijeka, Rijeka
Mrs *Mira Martinec*[1], Minister Counsellor, Embassy of Croatia, The Hague
Ms *Vesna Tomljenivic*[3], Faculty of Law, University of Rijeka, Rijeka

Danemark/Denmark

Mr *Lars Thøgersen*[4], Special Advisor, Department of Family Affairs, Ministry of Family and Consumer Affairs, Copenhagen (previously Special Consultant, Department of Private Law, Ministry of Justice, Copenhagen[2]; Special Consultant, Department of Family Affairs, Ministry of Family and Consumer Affairs, Copenhagen[3])
Mr *Asger Janfelt*[2], Head of Section, Ministry of Justice, Copenhagen
Ms *Julie Sinkbaek Juuel*[5], Department of Family Affairs, Ministry of Family and Consumer Affairs, Copenhagen

Égypte/Egypt

Ms *Namira Negm*[3], First Secretary, Ministry of Foreign Affairs, Cairo (previously Second Secretary, Embassy of Egypt, The Hague[1])
Mr *Mohamed Ibrahim El Shinawy*[2], Second Secretary, Embassy of Egypt, The Hague
Mr *Walid Shamseldin*[4], Second Secretary, Embassy of Egypt, The Hague

Espagne/Spain

Mme *Alegría Borrás*, Professeur de droit international privé, Université de Barcelone, Barcelone
Mrs *Alicia Moral*[1], Counsellor, Embassy of Spain, The Hague
Ms *Esther Pías Garcia*[1], Legal Adviser, *Subdirección general de cooperación juridical internacional*, Ministry of Justice, Madrid
Mr *Antonio Amorós Mayoral*[1], *Técnico Superior*, Department of Justice Affairs of the European Union and International Organisations, Ministry of Justice, Madrid
Mrs *Cristina González Beilfuss*[1], Lecturer in Private International Law, *Universidad de Barcelona, Facultad de Derecho*, Barcelona
Mr *Pascual Ortuño Munoz*[1, 2, 3], Judge, Court of Appeals; Professor of the Judicial School of Barcelona, Barcelona
Ms *Maria Del Carmen Parra Rodriguez*[5], Professor, Assistant Lecturer, University Abat Oliba CEU, Molins de Rei (previously Professor, Lecturer, University of Barcelona, Barcelona[2, 3, 4])
Mr *Tomás Lopez Vilarino*[2, 3, 4, 5], First Secretary, Embassy of Spain, The Hague

États-Unis d'Amérique/United States of America

Ms *Mary Helen Carlson*, Attorney Adviser, Office of Private International Law, Department of State, Washington, D.C.
Ms *Monica A. Gaw*[2, 3], Senior Policy Analyst, Assistant Director, Office of Policy Review and Inter-Agency Liaison, Overseas Citizens Services, Bureau of Consular Affairs, Department of State, Washington, D.C. (previously Senior Policy Analyst[1])
Mr *Robert E. Keith*, Chief Counsel, Office of the General Counsel, Children, Families and Aging Division, Department of Health and Human Services, Washington, D.C.
Ms *Elizabeth Matheson*, Director, Division of Policy, Office of Child Support Enforcement, Department of Health and Human Services, Washington, D.C.
Mr *Gary Caswell*[1], Vice President for International Reciprocity, National Child Support Enforcement Association, San Antonio, Texas
Mr *John J. Sampson*[1, 2, 3, 4], Professor of Law, University of Texas School of Law, Austin, Texas

Liste/List – Participants

Mr *Robert G. Spector*[1, 3], Glenn R. Watson Professor of Law, University of Oklahoma, Norman, Oklahoma
Ms *Sherri Z. Heller*[2], Commissioner, Office of Child Support Enforcement, Department of Health and Human Services, Washington, D.C.
Ms *Mary Dahlberg*[2, 3], Deputy Attorney General, International Liaison for Child Support Enforcement, California Office of the Attorney General, Sacramento, California
Ms *Margaret Campbell Haynes*[2, 3, 4], Director, State and Local Government, Tier Technologies, Inc., Arlington, Virginia
Ms *Mariana Celia Silveira*[2, 3], National Law Center for Inter-American Free Trade, Tucson, Arizona
Ms *Kayla Hall*[2], Intern, Office of the Legal Counsellor, Embassy of the United States of America, The Hague
Ms *Margaret Bean*[4, 5], Commissioner, Office of Child Support Enforcement, Department of Health and Human Services, Washington, D.C.
Mr *Robert G. Spector*[4, 5], Professor of Law, University of Oklahoma, School of Law, Norman, Oklahoma
Mr *Clifton Johnson*[4], Legal Counselor, Embassy of the United States of America, The Hague
Ms *Heather A. Schildge*[4], Deputy Legal Counselor, Embassy of the United States of America, The Hague
Ms *Mariana Silveira*[5], Research Director, National Law Center for Inter-American Free Trade, Tucson, Arizona

Finlande/Finland

Mr *Markku J. Helin*, Counsellor of Legislation, Ministry of Justice, Helsinki
Ms *Minna-Kaisa Liukko*[1, 2], Legal Officer, Legal Department, Consular Issues, Ministry of Foreign Affairs, Helsinki
Ms *Tuija Miettilä*, Child Support Officer, Social Services Department, Office for Family Law Matters, Helsinki
Ms *Hanna Rantala*[3, 4], Legal Officer, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Helsinki

France

Mme *Sonya Djemni-Wagner*[1, 2], Magistrat, Bureau de la négociation en droit privé et économique, Service des Affaires européennes et internationales, Ministère de la Justice, Paris
Mme *Jacqueline Lesbros*[1, 2], Sous-directrice adjointe à la Sous-direction de la coopération internationale en droit de la famille, Ministère des Affaires étrangères, Paris
Mme *Michèle Dubrocard*[1], Conseiller juridique, Ambassade de France, La Haye
Mme *Brigitte Boulouis*[3], Adjointe au sous-directeur de la coopération internationale en droit de la famille, Ministère des Affaires étrangères, Paris
M. *Michel Rispe*[4], Magistrat, Direction des Affaires civiles et du Sceau, Sous-direction du droit économique, Bureau de l'Entraide civile et commerciale internationale, Ministère de la Justice, Paris (auparavant Adjoint au Chef du Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale[3])
M *Jérôme Deroulez*[3], Magistrat, Ministère de la Justice, Paris
M. *Édouard de Leiris*[5], Magistrat, Bureau du droit processuel et social, Direction des Affaires civiles et du Sceau, Ministère de la Justice, Paris
M. *Cyril Nourissat*[5], Professeur Agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin, Faculté de Droit, Lyon
Mme *Marie-Caroline Celeyron-Bouillot*[5], Rédactrice au sein du Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale, Ministère de la Justice, Paris

Grèce/Greece

Mr *George Papageorgiou*[1], Judge, Ministry of Justice, Athens
M. *Dimitrios Goulousis*[1], Conseiller au Ministère de la Justice, Athènes

Hongrie/Hungary

Ms *Mária Kurucz*, Head of Division, Department of Civil Law Codification and Private International Law, Ministry of Justice and Law Enforcement, Budapest
Ms *Krisztina Barabás*[4, 5], Department of Child Care, Ministry of Social Affairs and Labour, Budapest
Ms *Zsuzsa Agoston*[1], Principal Counsellor, Ministry of Health, Social and Family Affairs, Budapest

Irlande/Ireland

Ms *Philomena Connick*[1, 2, 3], Higher Executive Officer, Central Authority for Maintenance Recovery, Department of Justice, Equality and Law Reform, Dublin
Mr *John Hurley*[1, 2], Principal Officer, Department of Justice, Equality and Law Reform, Dublin
Ms *Michelle Moriarty*[2], Intern, Department of Justice, Equality and Law Reform, Dublin
Ms *Vera Kelly*[3], Civil Law Reform Division, Department of Justice, Dublin
Ms *Emma Peppard*[3], Central Authority for Maintenance Recovery, Department of Justice, Dublin
Mr *John Kenny*[4, 5], Principal Officer, Civil Law Reform Division, Department of Justice, Equality and Law Reform, Dublin
Mr *Michael Flynn*[4, 5], Assistant Principal Officer, Civil Law Reform Division, Department of Justice, Equality and Law Reform, Dublin
Ms *Antoinette Doran*[4], Administration Officer, Civil Law Reform Division, Department of Justice, Equality and Law Reform, Dublin

Islande/Iceland

Mrs *Jóhanna Gunnarsdottir*[3], Senior Legal Expert, Civil Law Affairs, Ministry of Justice and Ecclesiastical Affairs, Reykjavik

Israël/Israel

Mr *Peretz Segal*, Director and Head of Legal Counsel Department, Ministry of Justice, Jerusalem

Italie/Italy

S.E. M. *Fausto Pocar*, Vice-président du Tribunal, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye
Mrs *Stefania Bariatti*[1, 2], Professeur de droit international privé, Université de Milan, Milan
Mrs *Lidia Sandrini*[1, 2, 3], Doctor in International Law, Department of International Law, University of Milan, Milan
M. *Giampaolo Leccisi*[2, 3], *Vice Capo Ufficio Legislativo*, Ministry of Justice, Rome
Ms *Irene Ambrosi*[2, 3], Magistrate, Ministry of Justice, Rome
Mr *Alberto Malatesta*[3, 4, 5], Professor of International Law, Faculty of Jurisprudence, Carlo Cattaneo University – LIUC, Castellanza

Japon/Japan

Mr *Shinichiro Hayakawa*[3, 4, 5], Professor of Law, Department of Advanced Social and International Studies, Graduate School of Arts and Sciences, University of Tokyo, Tokyo (previously Professor of Law, University of Tohoku, Sendai[1, 2])
Mr *Yasuhito Inoue*[1, 2, 3], First Secretary, Embassy of Japan, The Hague
Mr *Hironori Wanami*[4, 5], First Secretary, Embassy of Japan, The Hague

Lettonie/Latvia

Ms *Dagnija Palčevska*[3, 4], Deputy Director, Department of European and International Law, Ministry of Justice, Riga
Ms *Līga Ābolina*[4], Director of the Legal Department, Administration of the Maintenance Guarantee Fund, Ministry for Children and Family Affairs, Riga
Mr *Sandris Rāgs*[4], Director of Law and Strategic Planning Department, Ministry for Children and Family Affairs, Riga (previously Vice Head, Ministry for Children and Family Affairs[3])
Ms *Sintija Daugule*[5], Director, Legal Department of the Administration Maintenance Guarantee Fund, Ministry for Children and Family Affairs, Riga
Ms *Evita Drobiševska*[5], Deputy Director, Legal and European Affairs Department, Ministry for Children and Family Affairs, Riga

Luxembourg

Mme *Jeanne Guillaume*[1], Avocat Général au Parquet général de Luxembourg
M. *Nico Edon*[1, 2], Premier avocat général au Parquet Général de Luxembourg
Mme *Sarah Khabirpour*[2, 3], Attaché de Gouvernement, Ministère de la Justice, Luxembourg
M. *Yves Huberty*[3], Attaché de Gouvernement, Ministère de la Justice, Luxembourg
M. *Robert Bever*[4, 5], Conseiller, Justice et Affaires Intérieures (JAI), Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne, Bruxelles, Belgique

Malaisie/Malaysia

Ms *Meng Yeen Carol Foo*[3], Federal Counsel, Attorney General's Chambers, Putrajaya
Mr *Mahamad Naser Disa*[3], Senior Federal Counsel, Attorney General's Chambers, Putrajaya

Maroc/Morocco

M. *Mohammed Azzine*[1], Juge ; Conseiller Juridique près l'Ambassade du Royaume du Maroc, La Haye
Mrs *Nour El Houda Benomar*[2], Counsellor, Embassy of Morocco, The Hague
M. *Said Safi*[5], Ministre plénipotentiaire, Ambassade du Royaume du Maroc, La Haye
M. *Said Soussi*[5], Juge notarial, Ambassade du Royaume du Maroc, La Haye

Mexique/Mexico

Dra *María Elena Mansilla y Mejía*, (External[1, 4, 5]) Adviser[2, 3] on Private International Law, Legal Advisor's Office, Ministry of Foreign Affairs, Mexico City
H.E. Mr *Santiago Oñate-Laborde*[1], Ambassador of Mexico, Embassy of Mexico, The Hague
Ms *Patricia Oviedo Colector*[2, 3], Attaché, Legal Affairs, Embassy of Mexico, The Hague (previously Auxiliar in Multilateral Relations[1])
Mr *Jorge Antonio Becerra Andrade*[2], Head of the Child and Family Protection Office, Hidalgo's System for the Full Development of the Family (DIF), Hidalgo
Ms *Maxwel Aurora Flores*[2, 3], In charge of Department of International Recovery of Maintenance Support, Ministry of Foreign Affairs, Col. Tlaltelolco, D.F.
Mr *Erasmo A. Lara Cabrera*[2, 3, 5], Third Secretary, Embassy of Mexico, The Hague
H.E. *Sandra Fuentes-Berain*[3], Ambassador of Mexico to the Kingdom of the Netherlands, The Hague
Mr *Miguel Angel de la Cruz*[3], *Procurador de la Familia*, DIF, Coahuila
Ms *Yaneth Basilio Gonzalez*[3], *Procuradora de la Defensa del Menor y la Familia*, DIF, Cuernavaco Morelos
Mr *Antonio Alejandro Romero Hernández*[4], Director General, Legal and Institutional Liaison, National System for the Full Development of the Family (DIF), Mexico City
Mrs *Mariana Ramos Sánchez*[4], Director of International Affairs, National Agency for Family Development (DIF), Mexico City
Ms *Mónica Ríos Tarín*[5], General Director for Legal and Institutional Affairs, *Sistema Nacional para el Desarrollo Integral de la Familia* (DIF), Mexico City
Ms *María del Rocío Vázquez Álvarez*[5], Director of Family Law, General Directorate of Protection and Consular Affairs, *Secretaría de Relaciones Exteriores*, Mexico City

Monaco

Mme *Sabine-Anne Minazzoli*[4], Substitut détaché auprès de la Direction des Services Judiciaires, Palais de Justice, Monaco
M. *Pierre-Henri Settimo*[5], Premier secrétaire, Ambassade de la Principauté de Monaco, Bruxelles, Belgique
M. *Christophe Crovetto*[5], Deuxième secrétaire, Ambassade de la Principauté de Monaco, Bruxelles, Belgique

Norvège/Norway

Mr *Ingar Kompelien*[1, 3, 4, 5], Deputy Director General, Ministry of Labour and Social Affairs, Oslo
Mr *Tor André Jenssen*[1, 2, 3, 4], Senior Advisor, Ministry of Labour and Social Affairs, Oslo
Mrs *Åse Kristensen*, Senior Adviser, National Office for Social Insurance Abroad, Oslo
Mrs *Hilde Eline Hoel*[2], Senior Adviser, Ministry of Children and Family Affairs, Oslo
Ms *Sille Hofgaard Andersen*[2, 3, 4], Adviser, Ministry of Children and Family Affairs, Oslo
Ms *Marita Andreassen*[3, 4], Legal Adviser, National Insurance Collection Agency, Kirkenes
Ms *Tove Friisø*[4, 5], Deputy Director General, Ministry of Children and Equality, Oslo
Ms *Angelica Veland*[4], Legal Adviser, National Insurance Collection Agency, Kirkenes

Nouvelle-Zélande/New Zealand

Ms *Jan Marie Doogue*, Family Court Judge, Family Court of New Zealand, Auckland
Mr *Ian Webber*[2, 3, 4], Principal Review Officer, Child Support, Inland Revenue Department, Wellington
Ms *Lenore Bamfield*[2, 3, 4, 5], Senior Policy Analyst, Inland Revenue Department, Wellington
Mr *Phil Knipe*[3], Manager, Commercial Property and Regulatory Team, Public Law Group, Ministry of Justice, Wellington
Mr *Peter F. Boshier*[4], Principal Family Court Judge, Chief Judges Chambers, Wellington
Ms *Julie Nind*[4, 5], Principal Adviser, Public Law Group, Ministry of Justice, Wellington

Panama

Mr *Pedro Sitton Ureta*[1], Counsellor, Embassy of Panama, Brussels

Pays-Bas/Netherlands

M. *A.V.M. (Teun) Struycken*, Président de la Commission d'État néerlandaise de droit international privé, Professeur de droit émérite, Heilig Landstichting

Liste/List – Participants

Mr *Paul Vlas*[1], Professor of Private International and Comparative Law, Free University, Amsterdam
Ms *Dorothea van Iterson*, Counsellor of Legislation, Department of Private Law, Ministry of Justice, The Hague
Mr *Pascal van der Maas Kalčik*[1, 2], Head Central Office for Recovery of Maintenance, Gouda
Ms *Hilde Drenth*[4], Central Office for Recovery of Maintenance, Gouda

Pérou/Peru

Mr *Jaime Burgos Morales*[1], Counsellor, Embassy of Peru, The Hague
Mr *Luis Gonzalo Cieza*[5], Second Secretary, Embassy of Peru, The Hague (previously Third Secretary[2])
Mrs *Nelly Calderon-Navarro*[5], Public Prosecutor on Civil Affairs, Public Ministry, Lima

Pologne/Poland

Mr *Janusz Polowniak*[2], Counsellor, Embassy of Poland, The Hague
Ms *Olga Tyton*[3], Legal Officer, Department of International Co-operation and European Law, Ministry of Justice, Warsaw
Ms *Agnieszka Borowska*[5], Chief Expert, Treaty and Legal Division, Ministry of Justice, Warsaw (previously Chief Expert, Legal Advisor, Judicial Assistance and European Law Department, Ministry of Justice[4])
Mr *Andrzej Ryng*[4, 5], First Secretary, Embassy of Poland, The Hague
Ms *Ewelina Kochowska*[5], Chief expert of the Treaty and Legal Division, Ministry of Justice, Warsaw

Portugal

Ms *Maria Elda Gama*[1, 2, 3, 5], Head of Division, International Law Co-operation Division, Ministry of Justice, Lisbon
Ms *Raquel Ferreira Correia*[1, 2, 3], Legal Adviser, Ministry of Justice, Lisbon
Ms *Sara Nunes De Almeida*[3, 4], Legal Advisor, Ministry of Justice, Lisbon
Ms *Anabela Pereira*[4], Child Support Officer, Ministry of Justice, *Direcção-Geral da Administração da Justiça*, Lisbon
Mr *Ivan Azevedo*[5], Legal Advisor, Ministry of Justice, Lisbon

Roumanie/Romania

Ms *Ioana Burduf*[3, 4], Legal Adviser, Directorate of International Law and Treaties, Ministry of Justice, Bucharest
Ms *Mirela Pascaru*[4, 5], Third Secretary, Embassy of Romania, The Hague
Mr *Mihai Dumitrache*[5], Third Secretary – Permanent Representation of Romania to the Council of the European Union, Brussels
Mrs *Honoria Dumitrescu*[5], Legal Adviser, Directory for the Elaboration of Legislative Documents, Studies and Documentation, Ministry of Justice, Bucharest

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord/ United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Mr *Stephen Gocke*[1, 2, 3, 4], Senior Legal Adviser, Legal & International Group, Lord Chancellor's Department, Department for Constitutional Affairs, London
Mr *Paul Jackson*[1], Head of Divorce, Mediation, Property, REMO & Domestic Violence Branch, Lord Chancellor's Department, London
Mrs *Vivien Andrew*[3], Senior Policy Adviser, European Policy Division, Department for Constitutional Affairs, London (previously Head of Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders (REMO) Section, Policy Expert, Family Policy Division, Lord Chancellor's Department[1, 2])
Mr *Philip Ashmore*[3], Head of Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders (REMO), Official Solicitor and Public Trustee, London (previously Deputy Head of REMO Section, Family Policy Division, Lord Chancellor's Department, London[1])
Ms *Laura Mulheron*[1], Policy Adviser, Civil Justice and International Division, Courts Group, Scottish Executive Justice Department, Edinburgh
Ms *Louise Miller*[1, 2, 3], Head of Private International Law Branch, Scottish Executive Justice Department, Edinburgh
Mr *Paul R. Beaumont*, Head of Law School, Professor of European Union and Private International Law, University of Aberdeen; Adviser to Lord Chancellor's Department and Scottish Executive, Aberdeen
Mr *Paul Ahearn*[4], Family Private International Law, Her Majesty's Courts Service, London (previously Family Justice Directorate, Department for Constitutional Affairs, London[3])
Mr *Colin Pipe*[5], Senior Policy Manager, Civil & Family Justice Division, Ministry of Justice, London (previously Policy Manager, Private International Law, Directorate of Family Justice[3] then Policy Manager, Family Private International Law, Her Majesty's Courts Service[4], Department for Constitutional Affairs, London)
Ms *Claire Newton*[3, 4], Private International Law, Scottish Executive Justice Department, Edinburgh
Mr *Philip Ashmore*[4, 5], Head of Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders (REMO), Official Solicitor and Public Trustee, London
Mr *David Berry*[4], Private International Law (B1), Scottish Executive Justice Department, Edinburgh
Mr *James J. Fawcett*[4, 5], Legal Adviser, Department for Constitutional Affairs, Ministry of Justice, London
Mr *Brian Peddie*[5], Head of European and International Branch, Scottish Executive Justice Department, Edinburgh
Mr *Marcus Houston*[5], Scottish Executive Justice Department, Edinburgh

Fédération de Russie/Russian Federation

Mrs *Joulia Sorokina*[1], Attaché, Ministry of Foreign Affairs, Moscow
Ms *Tatiana Sharahova*[5], Head of Department, Main Legal Directorate of the President of the Russian Federation, Moscow (previously Lawyer of the Administration of the President of the Russian Federation, Embassy of the Russian Federation, The Hague[1]; Head of Division, Presidential State Legal Department, Moscow[2]; Official of the Main Legal Office of the President, Moscow[3])
Mr *Kirill Sokolov-Shcherbachev*[1], Third Secretary, Embassy of the Russian Federation, The Hague
Mr *Alexander Matveev*[2], Deputy Director, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Moscow
Ms *Elena Kulikova*[5], Acting Division Head, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Moscow (previously First Secretary, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs[2, 3, 4])
Ms *Vera Zitkova*[2], Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Moscow
Ms *Oxana Yurchenko*[2], Consultant of the Department of International Co-operation, Ministry of Justice, Moscow
Mr *Pavel Arkadievitch Kornatskiy*[5], Second Secretary, Embassy of the Russian Federation, The Hague (previously Third Secretary[2, 3])
Mr *Eugeny Rurikov*[3], Official of the Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Moscow
Mrs *E. Gurova*[3], Official of the Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Moscow

Ms *Natalia Filippova*[4], Legal Department, President's Administration, Moscow
Ms *Sofia Sarenkova*[4], Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Moscow
Mrs *Anna G. Shatunovskaya-Byurno*[5], Division Head, International Law and Co-operation Department, Ministry of Justice, Moscow

Slovaquie/Slovakia

Mr *Miloš Haťapka*[1], Director, Division for Private International Law and International Judicial Co-operation, Ministry of Justice, Bratislava
Mrs *Alena Mátejová*[1, 2, 3], Director of the Central Authority, Centre for International Legal Protection of Children and Youth, Bratislava
Mrs *Martina Grnová*[2], Senior Advisor, Private International Law Division, Ministry of Justice, Bratislava
Mrs *Martina Krajciova*[3], Senior Advisor, Private International Law Division, Ministry of Justice, Bratislava
Ms *Tatiana Hačková*[4], Deputy Director, Private International Law Division, Ministry of Justice, Bratislava
Ms *Helena Chrzanová*[4], Director, Centre for International Legal Protection of Children and Youth, Bratislava
Ms *Helena Kasanová*[5], International and European Law Department, Ministry of Justice, Bratislava
Ms *Martina Štefániková*[5], Centre for International Legal Protection of Children and Youth, Bratislava

Slovénie/Slovenia

Ms *Ana Dežman Mušič*[4, 5], Advisor, Directorate for International Co-operation and International Legal Assistance, Ministry of Justice, Ljubljana
Ms *Lidija Koman Perenič*[5], Supreme Court Judge, Ministry of Justice, Ljubljana

Sri Lanka

Mr *Vadivel Krishnamoorthy*[2], Counsellor, Embassy of Sri Lanka, The Hague (previously First Secretary, Embassy of Sri Lanka, The Hague[1])

Suède/Sweden

Ms *Charlotta Arvidsson*[1, 2], Legal Adviser, Division for Procedural Law and Court Issues, Ministry of Justice, Stockholm
Mrs *Anna Svantesson*[3, 4, 5], Child Support Specialist, International Division, Swedish Social Insurance Agency, Stockholm (previously Child Support Specialist, International Division, Stockholm County Social Insurance Office, Stockholm[1, 2])
Mr *Michael Hellner*[4], Associate Professor in Private International Law, Faculty of Law, Uppsala University, Uppsala (previously Special Adviser in Private International Law, Division for Family Law, the Law of Contracts, Torts and Property, Ministry of Justice, Stockholm[3])
Ms *Susanne Fagerberg*[4], Director, Swedish Social Insurance Agency, Stockholm
Ms *Danijela Pavic*[5], Legal Adviser, Division for Family Law and the Law of Contracts, Torts and Personal Property, Ministry of Justice, Stockholm

Suisse/Switzerland

M. *Andrea Bonomi*, Professeur ordinaire de droit international privé, Université de Lausanne, Lausanne-Dorigny
Mme *Sandra John*, Avocate, Section du droit international privé, Office fédéral de la justice, Berne
M. *Alexander R. Markus*[5], Chef de la Section du droit international privé, Office fédéral de la Justice, Berne

République tchèque/Czech Republic

Mr *Rostislav Zalesky*[1, 2, 3, 4], Director of the Office for International Legal Protection of Children, Brno
Ms *Marta Sosnovcová*[2, 3], Lawyer, Department of International Law and Legal Aid in Civil Matters, Ministry of Justice, Prague
Ms *Marta Zavadilová*[4, 5], Director, Department of International Treaties and Legal Assistance in Civil Matters, Ministry of Justice, Prague
Ms *Martina Šourková*[4], Ministry of Justice, International Department, Prague
Ms *Věra Krajánková*[5], Head of the Civil Unit of the International Department, Ministry of Justice, Prague
Ms *Markéta Nováková*[5], Deputy Director, Office for International Legal Protection of Children, Brno

Ukraine

Ms *Mariia Lykhodid*[4], Senior Specialist, Department for International Co-operation, Ministry of Justice, Kiev
Mr *Andriy Pravednyk*[4, 5], Counsellor, Embassy of Ukraine, The Hague
Mme *Olena Shevchenko*[4], Spécialiste principale, Secrétariat du Cabinet des Ministres de l'Ukraine, Kiev
Ms *Kateryna G. Shevchenko*[5], Deputy Director, Directorate for International Co-operation, Ministry of Justice, Kiev
Ms *Kseniya Volkova*[4, 5], Head of Division of Family and Housing Legislation, Directorate for Civil Legislation and Entrepreneurship, Ministry of Justice, Kiev
Mr *Andriy Pasichnyk*[5], Legal Affairs Department, Division of International Law, Ministry of Foreign Affairs, Kiev

Uruguay

Mrs *Cecilia Fresnedo de Aguirre*[4], Professor of private international law, University of the Republic and Catholic University of Uruguay, Montevideo

Venezuela

H.E. Mr *Norman Pino de Lión*[1], Ambassador of Venezuela, Embassy of Venezuela, The Hague
Ms *Jacnedine Dordelly*[1], First Secretary, Embassy of Venezuela, The Hague
Mr *Enrique Rondon Musso*[2, 5], Minister Counsellor, Deputy Head of Mission, Embassy of Venezuela, The Hague

OBSERVATEURS – OBSERVERS

REPRÉSENTANTS D'ÉTATS INVITÉS – REPRESENTATIVES FOR INVITED STATES

Algérie/Algeria

Mme *Ourida Haddad*[4], Juge (Conseillère à la Cour Suprême); Conseillère du Ministère de la Justice, Alger
Mlle *Aïcha Mouna Djellal*[5], Attaché diplomatique auprès de l'Ambassade de la République Algérienne, La Haye

Bolivie/Bolivia

Ms *Myrna Romero*[5], Responsible *Nacional del Area Niñez*, Ministry of Justice, La Paz

Liste/List – Participants

Burkina Faso

Mme *Kiédala U.V. Sanon*[5], Juriste, Chef du service de protection sociale et juridique de la famille, Ministère de l'Action sociale et de la solidarité nationale, Ouagadougou
Mme *Sabine Bakyono Kanzie*[5], Conseiller des Affaires étrangères, Chef de service Traités et Accords internationaux, Ministère des Affaires Étrangères, Ouagadougou

Colombie/Colombia

Mrs *Pilar Gomez*[1], First Secretary, Embassy of Colombia, The Hague
Mrs *Victoria Pauwels*[1], Second Secretary, Embassy of Colombia, The Hague
Mrs *Sonia Pereira Portilla*[4], Minister Plenipotentiary, Embassy of Colombia, The Hague

Costa Rica

Mrs *Marcela Matamoros-Indorf*[1], Minister-Counsellor, Embassy of Costa Rica, The Hague
Mr *Jorge Aguilar Castillo*[2, 3, 4], Chief of Treaty Office, Ministry of Foreign Affairs, Department of Treaties and Agreements, San José

République dominicaine/Dominican Republic

Ms *Pilar Awad Baez*[2], Vice-consul, Embassy of the Dominican Republic, The Hague
Ms *Tilza Ares de Gonzales*[3, 4], National Council for Childhood and Adolescence (CONANI), Santo Domingo
Ms *Kety Abikaran*[3], Head of Articulation and Integration, National Council for Childhood and Adolescence (CONANI), Santo Domingo
Ms *Carmen Rosa Hernández de Pastor*[4], Director of Children and Families, Supreme Court of Justice, Santo Domingo
Mr *Julio Rodriguez Liberato*[5], *Sub-Consultor jurídico del CONANI, Consejo Nacional para la Niñez y la Adolescencia (CONANI)*, Santo Domingo (previously *Abogado*, *Consejo Nacional para la Niñez y la Adolescencia (CONANI)*, Santo Domingo[4])

El Salvador

Mr *Marcos Gregorio Sánchez Trejo*[2, 3, 5], Attorney General, *Ministerio Publico, Procuraduría General de la República El Salvador (PGR)*, San Salvador
Ms *Lilian Alvarado de Overdiek*[3], Counsellor, Embassy of El Salvador, The Hague
H.E. Mr *Edgar Hernán Varela Alas*[4, 5], Ambassador of El Salvador, Embassy of El Salvador, The Hague

Équateur/Ecuador

H.E. Mr *Jaime Francisco Puig Plaza*[1], Ambassador of Ecuador, Embassy of Ecuador, The Hague
Mr *Jorge Patricio Palacios*[1], Second Secretary, Embassy of Ecuador, The Hague
Ms *Mónica Martinez*[2], First Secretary, Multilateral Division, Ministry of Foreign Affairs, Quito
Ms *Lorena Dávalos Carrasco*[4], Co-ordinator of the *Unidad de relaciones internacionales de la Autoridad central de la Secretaria Ejecutiva Nacional del Consejo Nacional de la Niñez y Adolescencia*, Quito
Mr *Luis Esteban de la Torre*[5], *Coordinador juridico, Consejo Nacional de la Niñez y Adolescencia*, Quito

Guatemala

Ms *Maria S. Lara de Kracht*, Minister Counsellor, Chargé d'affaires a.i., Embassy of Guatemala, The Hague
Mr *Mario Estuardo Gordillo Galindo*[4], *Procurador General de la Nación, Procuraduría General de la Nación,* Guatemala City
Mrs *Sully de Uclés*[5], Deputy Secretary of Family Protection, Shelter and Rehabilitation, Secretariat of Social Welfare, Presidency of the Republic of Guatemala, Guatemala City
Mrs *Judith de Sosa*[5], Deputy Secretary of Family and Community Support, Secretariat of Social Welfare, Presidency of the Republic of Guatemala, Guatemala City
Mrs *Mirna Lorenzana de González*[5], Legal Advisor of the office of the Secretariat of Social Welfare, Presidency of the Republic of Guatemala, Guatemala City
H.E. Mrs *Carla Rodríguez Mancia*[5], Ambassador of Guatemala, Embassy of Guatemala, The Hague
Mr *Victor Hugo Barrios Barahona*[5], Deputy Prosecutor, *Procuraduria General de la Nación*, Guatemala City

Inde/India

Mr *Narinder Singh*[2], Joint Secretary, Legal & Treaties Division, Ministry of External Affairs, New Delhi
Ms *Loveleen Kacker*[3], Joint Secretary, Government of India, New Delhi
Mr *Chandra Kant Reejonia*[4], Under-Secretary, Ministry of Women and Child Development, New Delhi

Indonésie/Indonesia

Mr *Damos Dumoli Agusman*[5], Director, Directorate of Legal and Treaties on Economic and Socio-Cultural Affairs, Department of Foreign Affairs, Jakarta
Mr *Amrih Jinangkung*[5], First Secretary, Embassy of the Republic of Indonesia, The Hague
Ms *Muniroh Rahim*[5], Third Secretary, Political Affairs, Embassy of the Republic of Indonesia, The Hague

Iran

Mr *Seyed Hossein Sadat Meidani*[5], Legal Advisor, Embassy of the Islamic Republic of Iran, The Hague

Jamaïque/Jamaica

Mr *Nigel Parke*[4], Legal Officer, Legal Services Unit, Ministry of Justice, Kingston

Mongolie/Mongolia

Mrs *Tsedev Unurtsetseg*[2], Deputy Director, Population and Social Welfare Department, Ministry of Social Welfare and Labour, Ulaanbaatar

Nicaragua

Ms *Ana Vijil*[1], First Secretary, Embassy of Nicaragua, The Hague
Mr *Fabio David Sanchez*[3], *Dirección de Asesoria Legal, Ministerio de la Familia*, Managua

Nigéria/Nigeria

H.E. Mrs *Mary Nanwor Lar*[3], Ambassador of Nigeria, Embassy of Nigeria, The Hague

Ouganda/Uganda

Ms *Mirjam Blaak*[2], Deputy Head of Mission, Embassy of the Republic of Uganda, Brussels, Belgium

Pakistan

Mrs *Kehkeshan Azhar*[4], Minister, Embassy of Pakistan, The Hague (previously Counsellor[2])

Paraguay

Mrs *Inés Martínez Valinotti*[2], Doctor in Law, Professor of Private International Law; Embassy of Paraguay, Brussels, Belgium (previously Advisor to the Ministry of Foreign Affairs, Asunción[1])

Philippines

Mr *Eduardo V. Aro*[1], Minister Counsellor, Embassy of the Philippines, The Hague
Mr *Noel Servigon*[1], First Secretary, Embassy of the Philippines, The Hague
Ms *Sally D. Escutin*[2, 3, 4], Attorney, Director of Legal Service, Department of Social Welfare and Development, Quezon City

Saint-Siège/Holy See

M. *J.W. Schneider*[1], S.J. Emeritus, Deurne, Pays-Bas
M. *J.L.W. Zuijdwijk*[2], Expert juridique de la Conférence Episcopale Néerlandaise, Veelerveen, Pays-Bas
Mr *Henk-Willem Gelderblom*[5], Apostolic Nuntiature, The Hague

Thaïlande/Thailand

Mr *Chowarit Salitula*[3], Minister Counsellor, Royal Thai Embassy, The Hague
Mrs *Sinee Sangkhao Pamornkool*[5], Public Prosecutor, Department of Civil Litigation, Office of the Attorney General, Bangkok
Ms *Rinrutai Chatchavalwong*[5], Public Prosecutor, Office of International Peoples' Rights Protection, Office of the Attorney General, Bangkok
Ms *Usa Janploy*[5], Justice Affairs Officer, Office of Justice Affairs, Ministry of Justice, Nontaburi

Ukraine

Mr *Vasyl Suprun*[1], Deputy Head, Legal Department of the Cabinet of Ministers, Kiev
Mr *Volodymyr Krokhmal*[1], Deputy Director for Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Kiev
Mr *Andrij Pravednyk*[1, 2, 3], Counsellor, Embassy of Ukraine, The Hague
Ms *Lyudmyla Ruda*[1], Leading Expert, Ministry of Justice, Kiev
H.E. Mr *Dmytro Markov*[2], Ambassador of Ukraine, Embassy of Ukraine, The Hague
Ms *Kateryna G. Shevchenko*[2, 3], Head of the International Legal Assistance Department, Vice-Director for International Cooperation, Ministry of Justice, Kiev
Ms *Xeniya Volkova*[2], Head of Division of Family and Housing Legislation, Directorate for Civil Legislation & Entrepreneurship, Ministry of Justice, Kiev
Mr *Volodymyr Shkilevych*[2, 3], First Secretary, Office of the Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs, Kiev
Ms *Maryana Betsa*[3], Second Secretary, Embassy of Ukraine, The Hague

Uruguay

Ms *Cecilia Fresnedo de Aguirre*[2], Professor of private international law, University of the Republic and Catholic University of Uruguay, Montevideo

Venezuela

Mr *Enrique Rondon Musso*[4], Minister Counsellor, Deputy Head of Mission, Embassy of Venezuela, The Hague

Viet Nam

Mrs *Dang Hoang Oanh*[5], Legal Expert, Department of International Co-operation, Ministry of Justice, Hanoi

Zimbabwe

Ms *Nicea Gumbo*[2], Law Officer, Ministry of Justice, Legal and Parliamentary Affairs, Harare

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES –
REPRESENTATIVES FOR INTERGOVERNMENTAL ORGANISATIONS

Caribbean Community (CARICOM)

Ms *Thelma Rodney-Edwards*[3, 4], Legal Adviser, Office of the General Counsel, Georgetown, Guyana, South America
Ms *Alexis Downes-Amsterdam*[5], Senior Legal Draftsperson, CARICOM Legislative Drafting Facility, Caribbean Community Secretariat, Greater Georgetown

Commission des Nations Unies pour les droits de l'enfant/ United Nations Committee on the Rights of the Child (UNCRC)

Mr *Jaap E. Doek*[2], Professor; Chairperson of the Committee on the Rights of the Child, Lisse

Commonwealth Secretariat

Mr *J. David McClean*[1, 2, 3, 4], Professor, Consultant in Private International Law, School of Law, University of Sheffield, Sheffield, United Kingdom
Ms *Cheryl A. Thompson-Barrow*[2], Head of Law Development Section, Deputy Director of Legal and Constitutional Affairs Division, London

Institut interaméricain de l'enfant (IIN)/Inter-American Children's Institute (IACI)

Ms *Cecilia Fresnedo de Aguirre*[1, 2], Professor of Private International Law, University of the Republic and Catholic University of Uruguay, Montevideo, Uruguay

Union européenne/European Union

Commission européenne/European Commission

Mme *Marie-Odile Baur*[1, 2], Expert national détaché, Direction générale JA1-A3, Commission européenne, Bruxelles, Belgique
M. *Antoine Buchet*[2, 3, 4], Administrateur principal, Commission européenne, Département de la justice civile, Bruxelles, Belgique
Mr *Miloš Haťapka*[2, 3, 4], Seconded National Expert, European Commission, Civil Justice, Brussels, Belgium

Liste/List – Participants

Conseil de l'Union européenne/Council of the European Union

M. *Fernando Paulino Pereira*[4], Responsable de la Coopération judiciaire en matière civile et commerciale, Direction générale Justice et Affaires intérieures, Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, Belgique (auparavant Chargé coopération judiciaire dans les matières civiles[1], Chargé coopération judiciaire civile, Administrateur principal à la Direction générale « H » Justice et Affaires intérieures[2] puis Responsable de la Coopération judiciaire civile[3], Secrétariat général, Conseil de l'Union européenne, Bruxelles)
Mme *Catherine Deboyser*[1, 2], Juge, Direction générale Justice et Affaires intérieures, Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, Belgique
Mme *Bente Soerensen*[3], Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général, Bruxelles, Belgique
Ms *Kristi Raba*[4], Administrator, Judicial Cooperation Unit, DG H - Justice and Home Affairs, Council of the European Union, Brussels, Belgium

Parlement européen/European Parliament

Mr *Harry Duintjer Tebbens*[1, 2, 3, 4], Head of Division, Legal Service, European Parliament, Brussels, Belgium
Mme *Carmen Castillo del Carpio*[2, 3], Administrateur Principal, Service Juridique du Parlement européen, Bruxelles, Belgique

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES –
REPRESENTATIVES FOR NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS

Association internationale de droit de la famille/International Society of Family Law (ISFL)

Ms *Ann Laquer Estin*[5], Professor of Law, University of Iowa, College of Law, Iowa City, Iowa, United States of America

Association internationale de droit judiciaire (AIDJ)

Mme *Annelies Wylleman*[1], Docteur en droit, Professeur, Membre de l'Institut de Droit civil, Université de Gand, Gand, Belgique
Mme *Katrijn Boone*[1], Licenciée en droit, Assistante à l'Institut de Droit civil, Université de Gand, Gand, Belgique
Mr *Gerd Verschelden*[3], Faculteit der Rechtsgeleerdheid, University of Gent, Gent, Belgium
Mrs *Lore Slabbinck*[3], Notarieel medewerkster, Evergem-Sleidinge, Belgium

Association internationale des Magistrats de la jeunesse et famille (AIMJF)/International Association of Juvenile and Family Court Magistrates

Ms *C.E. Dettmeijer-Vermeulen*[2], Judge, *Arrondissementsrechtbank 's-Gravenhage*, The Hague
Mme *Annette Carina Olland*[2], Juge, Tribunal de La Haye

Association internationale du barreau/International Bar Association (IBA)

Ms *Gloria F. Dehart*, Deputy Attorney General, Office of the Attorney General, San Francisco, California, United States of America
Mr *Gary Caswell*[5], Attorney at Law, San Antonio, Texas, United States of America (previously Director, International Family Solutions (IFS), Corpus Christi, Texas[2, 3, 4])
Ms *Margaret H. Bennett*[1], Solicitor, Margaret Bennett Solicitors, London, United Kingdom
Ms *Battle R. Robinson*[4], Delaware Family Court Judge (Retired), Attorney to the Delaware State Legislature Legislative Hall, Dover, Delaware, United States of America

Défense des enfants-international/Defence for Children International (DCI)

Ms *Annemieke Wolthuis*[2], Senior staff member, Defence for Children International Section the Netherlands, Amsterdam
Ms *Beata Stappers*[2, 3, 5], Defence for Children International / ECPAT Nederland, Amsterdam

Deutsches Institut für Jugendhilfe und Familienrecht (DIJuF)/German Institute for Youth Human Services and Family Law

Mr *Dieter Bäumel*[3], Chief Justice of the District Court, DIJuF, Hainichen, Federal Republic of Germany
Ms *Ana-Sabine Boehm*[2, 3, 4], Lawyer, DIJuF, Heidelberg, Federal Republic of Germany
Mrs *Nina Dethloff*[3], Director of the Institute for German, European and International Family Law; University of Bonn, Bonn, Federal Republic of Germany
Ms *Natalie Faetan*[3, 4, 5], Head of Section International Recovery of Child Support, DIJuF, Heidelberg, Federal Republic of Germany
Mr *Thomas Meysen*[3, 4], Director, DIJuF, Heidelberg, Federal Republic of Germany
Ms *Claudia Schmidt*[4], Assistant Managing Director, DIJuF, Heidelberg, Federal Republic of Germany

International Academy of Matrimonial Lawyers (IAML)

Mr *Charles Shainberg*[1, 2], President of the IAML, Attorney-at-law, Shainberg & Viola, Philadelphia, Pennsylvania, United States of America
Mr *Frank L. McGuane*[1, 2], Jr, Attorney at Law, McGuane & Hogan, LLP, Attorneys at Law, Denver, Colorado, United States of America
Mrs *Carla Smeets*[3], Lawyer, Rotterdam, The Netherlands

International Law Association (ILA)

Mr *Jun Yokoyama*[1], Professor of Private International Law, Hitotsubashi University, Tokyo, Japan

International Association of Women Judges (IAWJ)

Ms *Shireen Avis Fisher*[4], International Judge, War Crime Chamber, Court of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo, Bosnia and Herzegovina (previously State Court Judge (Active retired), Vermont, United States of America[1, 2]; Trial Judge (Active retired), London, United Kingdom[3])
Ms *Patricia A. Whalen*[2, 3, 4], Family Court Magistrate, Vermont Family Court, Brattleboro, Vermont, United States of America

National Child Support Enforcement Association (NCSEA)

Ms *Ann Barkley*[5],
Vice President, International Reciprocity, NCSEA, Washington, DC, United States of America (previously President, NCSEA / Vice President, ACS State & Local Solutions, Children and Family Services, Washington, DC[1]; Past President and Co-Chair of the International Committee, NCSEA, Washington, DC[3, 4])
Ms *Kay Farley*[5], Past President, NCSEA, Arlington, Virginia, United States of America (previously Immediate Past President[1], Past President[3, 4] and Co-chair[3], Vice President for

International Reciprocity[4] and Chair[4], International Committee, NCSEA, Arlington; Director[1, 2, 3], Government Relations Office, National Center for State Courts, Arlington)
Ms *Alisha A. Griffin*[4], Past President and Chair of the Policy Committee, NCSEA, Trenton, New Jersey, United States of America (previously President Elect[1], President[2], Immediate Past President[3], NCSEA, Trenton; Assistant Director[1], New Jersey Division of Family Development, Child Support and Paternity Programs, Trenton; Assistant Director, Child Support[2, 3], New Jersey Department of Health and Human Services, Trenton)
Mr *Curtis Child*[1], Member Board of Directors, National Child Support Enforcement Association; Director, California Department of Child Support Services, Rancho Cordova, California, United States of America
Ms *Marilyn Ray Smith*[1, 2], Deputy Commissioner, Child Support Enforcement Division, Massachusetts Department of Revenue, Boston, Massachusetts, United States of America
Ms *Margaret Bean*[2, 3], President, NCSEA; Deputy Commissioner and Director CSE, Division of Child Support Enforcement, Albany, New York, United States of America
Ms *Elana L. Hatch*[2], Chief Deputy District Attorney, Clark County District Attorney's Office, Las Vegas, Nevada, United States of America
Mr *Vernon Drew*[3, 4], President, NCSEA; Center for the Support of Families, Silver Spring, Maryland, United States of America
Ms *Mary Ann Wellbank*[4], President-Elect, NCSEA, Clancy, Montana, United States of America

Organisation of Eastern Caribbean States (OECS)

Ms *Lydia V. Elliott*[5], Senior Legal Draftsperson, OECS, St. Lucia

Consultant to the Permanent Bureau
Mr *J. David McClean*[5], Professor, University of Sheffield, School of Law, Sheffield, United Kingdom

BUREAU DE LA COMMISSION SPÉCIALE
OFFICERS OF THE SPECIAL COMMISSION

Président de la Commission spéciale
Chairman of the Special Commission

S.E. M. *Fausto Pocar* (Italie / Italy)

Présidente suppléante de la réunion
Acting Chair of the meeting

Ms *Mária Kurucz*[4] (Hongrie / Hungary)

Vice-présidents de la Commission spéciale
Vice-Chairs of the Special Commission

M. *Andrea Bonomi*[5] (Suisse / Switzerland)
Ms *Mary Helen Carlson*[3, 4, 5] (États-Unis d'Amérique / United States of America)
Ms *Maria Kurucz*[3, 4, 5] (Hongrie / Hungary)
Mr *Jin Sun*[3] (Chine / China)

Co-Rapporteur de la Commission spéciale
Co-Reporter of the Special Commission

Mme *Alegría Borrás* (Espagne / Spain)
Ms *Jennifer Degeling*[1, 2] (Australie / Australia)

Présidente du Comité de rédaction
Chair of the Drafting Committee

Ms *Jan Marie Doogue*[2, 3, 4, 5] (Nouvelle-Zélande / New Zealand)

SECRÉTARIAT – SECRETARIAT

Secrétaire général – Secretary General
Mr *Hans van Loon*

Secrétaire général adjoint – Deputy Secretary General
Mr *William Duncan*

Premiers secrétaires – First Secretaries
Mr *Christophe Bernasconi*
Mr *Philippe Lortie*
Ms *Andrea Schulz*

Collaborateurs juridiques – Legal Officers
Ms *Jenny Degeling*[3, 4, 5], Principal Legal Officer
Ms *Marion Ely*[2, 3, 4, 5], Senior Legal Officer
Mlle *Frederike Stikkelbroeck*[5], Attachée de direction auprès du Secrétaire général
Ms *Laura Martinez-Mora*[5], Intercountry Adoption Co-ordinator
Mr *Ignacio Goicoechea*[4, 5], Liaison Legal Officer for Latin America
Mlle *Sandrine Alexandre*[5], Collaboratrice juridique
Ms *Sarah Armstrong*[3, 4], Legal Officer
Ms *Mayela Celis Aguilar*[3, 4, 5], Legal Officer
Ms *Caroline Harnois*[2, 3, 4], Legal Officer
Ms *Juliane Hirsch*[5], Legal Officer
Mlle *Ivana Radić*[5], Collaboratrice juridique
Ms *Yuko Nishitani*[2], Principal Legal Officer on Secondment
Ms *Sheila Bird*[2], Expert Consultant, Australia
M. *Patrick Gingras*[4, 5], fonctionnaire en détachement, Ministère de la Justice du Québec

Secrétaires rédacteurs – Recording Secretaries
Ms *Sarah Armstrong*[1], Legal Officer, Hague Conference on Private International Law, The Hague
Ms *Leila Ben Debba*[2], Intern at the Permanent Bureau, Student at St. Mary's University, San Antonio, Texas, United States of America
Mr *Justin Borg Barthet*[4, 5], Doctoral candidate, Aberdeen, Scotland, United Kingdom
Ms *Caroline Buteau*[2, 3], Membre du Barreau du Québec, Étudiante à la maîtrise, Université du Québec à Montréal, Canada
Ms *Carole Chan*[4], Lawyer, Moncton, New Brunswick, Canada
Ms *Magali Ghenassia*[1], Judge on Secondment, Hague Conference on Private International Law, The Hague
Ms *Claire Hussin*[1], Lawyer, Freehills, Melbourne, Victoria, Australia
Ms *Rachel Jensen*[1], Attorney, The Hague
Mlle *Thalia Kruger*[4], Leuven, Belgium
M. *Nicolas Lambert*[4], Moncton, New Brunswick, Canada
Ms *Eimear Long*[5], Ashford, Ireland
M. *Ralf Mercédat*[1, 2, 3, 4], Laval, Quebec, Canada
Mlle *Valériane Oreamuno*[5], Juriste, Paris, France
Ms *Samantha Patterson*[3], Cardiff, United Kingdom
Ms *Ivana Radic*[4], Legal Officer, Hague Conference on Private International Law, The Hague
Ms *Cleta Smith Puckett*[3], Norman, Oklahoma, United States of America
Mr *Scott Spence*[3], The Hague
Mr *Ian Sumner*[2], Research Assistant, University of Utrecht, The Netherlands
Ms *Laurence Thébault*[1], Doctorante en droit, Paris, France
M. *Fabrice Toulieux*[2, 3], Étudiant doctorant à l'Université de Lyon, Genas, France
Mme *Nicoline Tourtet*[5], Assistante Collaboratrice juridique – stagiaire, Conférence de La Haye de droit international privé, La Haye
Ms *Marguerite Walter*[2], Student, New York University, School of Law, New York, United States of America

Liste/List – Participants

Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003)

ÉTABLI PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 5 d'octobre 2003

Table des matières

		Page
INTRODUCTION		I-160
A	*Mandat, représentation et présidence*	I-160
B	*Documents préliminaires et ordre du jour*	I-162
PARTIE I – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE		I-164
A	*Les Autorités et leurs fonctions*	I-164
B	*La procédure de demande*	I-166
C	*La documentation et sa diffusion*	I-168
D	*Les formules modèles ou standard*	I-168
E	*Les exigences en matière de traduction*	I-170
F	*Rapidité*	I-170
G	*Le transfert électronique des fonds*	I-172
H	*Coûts*	I-172
I	*Autres*	I-174
PARTIE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION		I-174
A	*Bases de reconnaissance*	I-174
B	*Procédures de reconnaissance et d'exécution*	I-176
C	*Exécution en vertu des lois nationales*	I-176
D	*Le projet du Groupe de travail (Comité de Rédaction)*	I-178
PARTIE III – COMPÉTENCES POUR RENDRE ET MODIFIER LES DÉCISIONS ALIMENTAIRES		I-178
A	*Questions et informations générales*	I-178
B	*Options ayant fait l'objet de considération*	I-178
C	*Arguments en faveur de règles de compétence directe*	I-180
D	*Arguments contre l'inclusion de règles de compétence directe*	I-180
E	*Compétence en matière de modification*	I-180
F	*Conclusion*	I-182
PARTIE IV – LOI APPLICABLE		I-182
A	*Questions générales et préliminaires*	I-182
B	*Options considérées*	I-182
C	*Le débat*	I-182
PARTIE V – FILIATION ET ALIMENTS INTERNATIONAUX ENVERS LES ENFANTS		I-184
A	*La mise en place de mécanismes de coopération dans l'établissement du lien de filiation*	I-186
B	*La reconnaissance et l'exécution de décisions étrangères en matière d'aliments envers les enfants en rapport avec les questions d'établissement du lien de filiation*	I-188
C	*La loi applicable à la détermination du lien de filiation dans le contexte des procédures en matière d'aliments envers les enfants*	I-188
D	*Résultat et résumé des discussions relatives aux questions de filiation*	I-188
PARTIE VI – INSTAURER UNE COOPÉRATION ET ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET COHÉRENTE		I-190
A	*Considérations générales*	I-190
B	*Exigences au moment de l'intégration*	I-190
C	*Mise en œuvre efficace*	I-190
D	*Suivi*	I-190
E	*Promouvoir la cohérence des interprétations et des bonnes pratiques*	I-190
F	*Examen*	I-190
G	*Bilatéralisation*	I-190
H	*Rôle du Bureau Permanent*	I-192
PARTIE VII – CHAMP D'APPLICATION		I-192
A	*Champ d'application* ratione personae	I-192
B	*Faculté d'élargir ou de limiter le champ d'application de la Convention*	I-192
C	*Sens du terme « aliments »*	I-192
D	*Autres questions relatives au champ d'application*	I-192
TRAVAUX FUTURS ET MANDAT DU COMITÉ DE RÉDACTION		I-194
ANNEXES		
I	*Document de travail No 1*	I-194
II	*Document de travail No 2*	I-198

INTRODUCTION

A *Mandat, représentation et présidence*

1 La Commission spéciale de la Conférence de La Haye de droit international privé sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille s'est réunie dans les bâtiments de l'Académie du Palais de la Paix à La Haye, du 5 au 16 mai 2003. La réunion faisait suite à une Recommandation adoptée originalement par la Commission spéciale d'avril 1999 sur la revision du fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*[1].

2 Suivant cette Recommandation, la Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de la Conférence de mai 2000 a conclu que l'Ordre du jour des travaux futurs de la Conférence devrait de façon prioritaire travailler

[1] Voir « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234, aux p. 226 et 228, para. 46. La Recommandation est également reproduite dans « Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », document établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de juin 2002, ci-dessus p. I-46 du présent tome.

Commission spéciale – Première réunion

Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003)

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 5 of October 2003

Table of contents

		Page
INTRODUCTION		I-161
A	*Terms of reference, representation and chairmanship*	I-161
B	*Preliminary Documents and agenda*	I-163
PART I – ADMINISTRATIVE CO-OPERATION		I-165
A	*Authorities and their functions*	I-165
B	*The application process*	I-167
C	*Documentation and its transmission*	I-169
D	*Standard or model forms*	I-169
E	*Translation requirements*	I-171
F	*Speed*	I-171
G	*Electronic transfer of funds*	I-173
H	*Costs*	I-173
I	*Other*	I-175
PART II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT		I-175
A	*Bases for recognition*	I-175
B	*Procedures for recognition and enforcement*	I-177
C	*Enforcement under national law*	I-177
D	*The Working Group's (Drafting Committee) Draft*	I-179
PART III – JURISDICTION TO MAKE AND MODIFY MAINTENANCE DECISIONS		I-179
A	*General questions and background*	I-179
B	*Options considered*	I-179
C	*In favour of including direct rules of jurisdiction*	I-181
D	*Against the inclusion of rules of direct jurisdiction*	I-181
E	*Modification jurisdiction*	I-181
F	*Conclusion*	I-183
PART IV – APPLICABLE LAW		I-183
A	*General questions and background*	I-183
B	*Options considered*	I-183
C	*The debate*	I-183
PART V – PARENTAGE AND INTERNATIONAL CHILD SUPPORT		I-185
A	*The provision of co-operation mechanisms in the establishment of parentage*	I-187
B	*The recognition and enforcement of foreign decisions with regard to child support in relation to the establishment of parentage issues*	I-189
C	*The law applicable to the determination of parentage in the context of child support proceedings*	I-189
D	*Outcome and summary of the discussions in relation to parentage issues*	I-189
PART VI – BUILDING CO-OPERATION AND SECURING EFFECTIVE AND CONSISTENT IMPLEMENTATION		I-191
A	*General considerations*	I-191
B	*Point of entry requirements*	I-191
C	*Effective implementation*	I-191
D	*Monitoring*	I-191
E	*Promoting consistent interpretation and good practice*	I-191
F	*Review*	I-191
G	*Bilateralisation*	I-191
H	*The role of the Permanent Bureau*	I-193
PART VII – SCOPE		I-193
A	*Scope* ratione personae	I-193
B	*Possibility of expanding or narrowing the scope of the Convention*	I-193
C	*The meaning of "maintenance"*	I-193
D	*Other questions concerning the scope*	I-193
FUTURE WORK AND MANDATE OF THE DRAFTING COMMITTEE		I-195
ANNEXES		
I	*Working Document No 1*	I-195
II	*Working Document No 2*	I-199

INTRODUCTION

A *Terms of reference, representation and chairmanship*

1 The Special Commission of the Hague Conference on Private International Law on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance met in the Academy Building of the Peace Palace in The Hague from 5 to 16 May 2003. This followed a Recommendation originally adopted by the Special Commission of April 1999 on the review of the operation of the Hague Conventions concerning Maintenance Obligations and of the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*.[1]

2 Following this Recommendation, the Special Commission on General Affairs and Policy of the Conference of May 2000 concluded that there should be included with priority on the Conference's Agenda "the drawing up of a

[1] See "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235, at pp. 227 and 229, para. 46. The Recommendation has also been reproduced in "Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of June 2002, *supra* p. I-47 of this tome.

à « l'établissement d'une nouvelle Convention exhaustive en matière d'obligations alimentaires, qui devrait améliorer les Conventions de La Haye existantes en la matière et inclure des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative. Les États non membres de la Conférence de La Haye, notamment les États parties à la Convention de New York de 1956, devraient être invités à participer à ce travail futur. »[2]

3 La Commission I sur les Affaires générales et la politique de la Dix-neuvième session diplomatique de la Conférence, réunie du 22 au 24 avril 2002, a réaffirmé la conclusion de la Commission spéciale sur les Affaires générales et la politique de mai 2000 et ajouté que « [t]ous les efforts devraient être faits pour s'assurer d'un processus inclusif, comprenant si possible la traduction des documents principaux et l'interprétation en espagnol des réunions plénières »[3]. Ces décisions ont été incluses dans l'Acte final de la Dix-neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé[4].

4 Parmi les 46 États représentés lors de la Commission spéciale de mai 2003, 14 étaient Parties à la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants*, dont un État ayant ratifié la Convention pour le compte d'une de ses Régions administratives spéciales, 17 d'entre eux étaient Parties à la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants*, 16 étaient Parties à la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*, 10 étaient Parties à la *Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* et 33 à la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* (cinq d'entre eux n'étant pas Membres de la Conférence de La Haye). Il est à noter que neuf des États représentés étaient Parties aux cinq Conventions sur les obligations alimentaires. En outre, cinq organisations intergouvernementales et six organisations non gouvernementales étaient présentes à titre d'observateurs.

5 La Commission spéciale a été ouverte par M. Teun Struycken, Président de la Commission d'État néerlandaise pour la codification du droit international privé. Sur sa proposition, l'Honorable M. Fausto Pocar (Italie) a été élu à l'unanimité Président de la Commission. Mme Alegría Borrás (Espagne) et Mme Jenny Degeling (Australie) ont été élues Rapporteurs.

6 Pendant la Commission spéciale, le Président a proposé la formation d'un Groupe de travail qui deviendra éventuellement un Comité de rédaction responsable de la préparation d'un avant-projet du nouvel instrument relatif aux aliments[5]. Les experts et observateurs suivants ont été élus en tant que membres du Groupe de travail : Mme Jan Marie Doogue (Présidente, Nouvelle-Zélande), Mme Stefania Bariatti (Italie), Mme Marie-Odile Baur (observateur, Union européenne – Commission européenne), M. Paul Beaumont (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord), Mme Alegría Borrás (Rapporteur – membre *ex officio*, Espagne), Mme Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), Mme Jennifer Degeling (Rapporteur – membre *ex officio*, Australie), Mme Sonya Djemni-Wagner (France), Mme Cecilia Fresnedo de Aguirre (observateur, Institut interaméricain de l'enfant (IIE)), Mme Denise Gervais (Canada), M. Miloš Haťapka (Slovaquie), M. Robert Keith (États-Unis d'Amérique), Mme Mária Kurucz (Hongrie), Mme María Elena Mansilla y Mejia (Mexique), Mme Namira Negm (Égypte) et M. Guoshun Sun (Chine). Un Groupe de travail sur la loi applicable a aussi été formé lors de la Commission spéciale[6]. En outre, à la fin de la réunion, deux groupes informels ont été mis en place[7].

B *Documents préliminaires et ordre du jour*

7 Quatre Documents préliminaires ont été préparés en vue de la Commission dont trois avaient préalablement été envoyés aux participants.

– Document préliminaire No 1, « Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille »[8], a été envoyé aux Organes nationaux en juin 2002 ;
– Document préliminaire No 2, « Compilation des réponses au Questionnaire de 2002 concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille »[9], était disponible lors de la réunion de la Commission spéciale, sous forme de disquette, pour chaque chef de délégation et sur le site web de la Conférence dès réception par le Bureau Permanent ;
– Document préliminaire No 3, « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille »[10], a été envoyé aux Organes nationaux en avril 2003 ;
– Document préliminaire No 4, « Filiation et aliments internationaux envers les enfants – Réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points »[11], a été envoyé aux Organes nationaux en avril 2003.

8 L'ordre du jour adopté par la Commission spéciale reflétait son mandat. Les sujets suivants ont été successivement abordés : la coopération administrative, la reconnaissance et l'exécution, la compétence, la loi applicable, l'instauration d'une coopération et la mise en œuvre efficace et cohérente et les questions relatives au champ d'application. En outre, M. William Duncan, Secrétaire général adjoint, a présenté le futur Document préliminaire sur l'aide juridique et juridictionnel[12] et M. Philippe Lortie, Premier secrétaire, a présenté celui qui portera sur l'utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement des aliments[13].

9 La Commission spéciale s'est terminée par la revue et l'approbation des Documents de travail Nos 1 et 2 du Groupe de travail (Comité de rédaction) qui se trouvent en annexe.

[2] « Conclusions de la Commission spéciale de mai 2000 sur les Affaires générales et la politique de la Conférence », établies par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 10 de juin 2000, *ibid.*, p. 78 à 106, à la p. 96, Recommandation B.
[3] Doc. trav. No 4 de la Commission I, proposition de la Présidence, distribué le 24 avril 2002, *ibid.*, p. 580 à 582, à la p. 581.
[4] 13 décembre 2002, *ibid.*, p. 34 à 59, à la p. 44, Décision C 1.
[5] Voir le para. 145, ci-dessous.
[6] Voir les para. 107 à 109, ci-dessous.
[7] Voir le para. 147, ci-dessous.
[8] *Op. cit.* note 1 (ci-après « le Questionnaire de 2002 »).
[9] Doc. prél. No 2 d'avril 2003, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
[10] Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 3 d'avril 2003, ci-dessus p. I-54 du présent tome.
[11] Rapport établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 4 d'avril 2003, ci-dessus p. I-128 du présent tome.
[12] « Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, avec l'assistance de Caroline Harnois, Collaboratrice juridique, Doc. prél. No 10 de mai 2004, ci-dessous p. I-258 du présent tome.
[13] « Transfert de fonds et utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 9 de mai 2004, ci-dessous p. I-236 du présent tome.

new comprehensive convention on maintenance obligations, which would improve the existing Hague Conventions on this matter, and include rules on judicial and administrative co-operation. Non-Member States of the Hague Conference, in particular signatory States to the New York Convention of 1956, should be invited to participate in this future work."[2]

3 Commission I on General Affairs and Policy of the Nineteenth Diplomatic Session of the Conference, which met from 22 to 24 April 2002, reaffirmed the conclusion of the Special Commission on General Affairs and Policy of May 2000 and added that "[e]very effort should be made to ensure that the processes involved are inclusive, including by the provision if possible of Spanish translation of key documents and facilities for Spanish interpretation at plenary meetings".[3] These decisions were incorporated into the Final Act of the Nineteenth Session of the Hague Conference on Private International Law.[4]

4 Of the 46 States represented at the Special Commission meeting in May 2003, 14 were Parties to the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children, one of which has ratified the Convention on behalf of a certain Special Administrative Region, 17 were Parties to the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children, 16 were Parties to the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, 10 were Parties to the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*, and 33 were Parties to the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* (five being non-Member States of the Hague Conference). It is worth noting that nine of the States represented were Parties to the five Conventions on Maintenance Obligations. In addition, five intergovernmental organisations and six non-governmental organisations were present as observers.

5 The Special Commission was opened by Mr Teun Struycken, Chairman of the Netherlands Standing Committee on Private International Law. He proposed the Honourable Mr Fausto Pocar (Italy) as the Chair of the meeting, who was elected unanimously by the Commission. Mrs Alegría Borrás (Spain) and Mrs Jennifer Degeling (Australia) were elected as *Rapporteurs*.

6 During the Special Commission, the Chair of the meeting proposed the creation of a Working Group, which would later become a Drafting Committee for the preparation of a preliminary draft of the new instrument on maintenance.[5] The following experts and observers were elected to the Working Group: Ms Jan Marie Doogue (Chair, New Zealand), Mrs Stefania Bariatti (Italy), Mrs Marie-Odile Baur (observer, European Union – European Commission), Mr Paul Beaumont (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland), Mrs Alegría Borrás (Rapporteur – *ex officio* member, Spain), Ms Mary Helen Carlson (United States of America), Ms Jennifer Degeling (Rapporteur – *ex officio* member, Australia), Ms Sonya Djemni-Wagner (France), Ms Cecilia Fresnedo de Aguirre (observer, Inter-American Children's Institute (IACI)), Ms Denise Gervais (Canada), Mr Miloš Haťapka (Slovakia), Mr Robert Keith (United States of America), Ms Mária Kurucz (Hungary), Mrs María Elena Mansilla y Mejia (Mexico), Ms Namira Negm (Egypt) and Mr Guoshun Sun (China). A Working Group on Applicable Law was also created during the Special Commission.[6] In addition, at the end of the meeting two informal working groups were agreed upon.[7]

B *Preliminary Documents and agenda*

7 Four Preliminary Documents were prepared for the Commission, three of which had been previously circulated to participants:

– Preliminary Document No 1, "Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance",[8] was sent out to National Organs in June 2002;
– Preliminary Document No 2, "Compilation of Responses to the 2002 Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance",[9] was made available in the form of a disk for each head of delegation at the meeting and on the Hague Conference website as soon as the responses had been received by the Permanent Bureau;
– Preliminary Document No 3, "Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance",[10] was sent out to National Organs in April 2003;

– Preliminary Document No 4, "Parentage and International Child Support – Responses to the 2002 Questionnaire and an Analysis of the Issues",[11] was sent out to National Organs in April 2003.

8 The agenda adopted by the Special Commission reflected its mandate. The discussions concerned successively administrative co-operation, recognition and enforcement, jurisdiction, applicable law, building co-operation and securing compliance, and questions of scope. There was also a presentation by William Duncan, Deputy Secretary General, on a future Preliminary Document on legal aid[12] and a presentation by Philippe Lortie, First Secretary, on a future Preliminary Document concerning the use of information technology in respect to the recovery of maintenance.[13]

9 The Commission ended with a review and approval of Working Documents Nos 1 and 2 of the Working Group (Drafting Committee), which are annexed hereto.

2 "Conclusions of the Special Commission of May 2000 on General Affairs and Policy of the Conference", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 10 of June 2000, *ibid.*, pp. 79-107, at p. 97, Recommendation B.
3 Work. Doc. No 4 from Commission I, proposal of the Chair, distributed on 24 April 2002, *ibid.*, pp. 580-582, at p. 581.
4 13 December 2002, *ibid.*, pp. 35-59, at p. 45, Decision C 1.
5 See below, para. 145.
6 See below, paras 107-109.
7 See below, para. 147.
8 *Op. cit.* note 1 (hereafter "the 2002 Questionnaire").
9 Prel. Doc. No 2 of April 2003, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
10 Drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 3 of April 2003, *supra* p. I-55 of this tome.
11 Drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 4 of April 2003, *supra* p. I-129 of this tome.
12 "Administrative and Legal Costs and Expenses under the New Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, including Legal Aid and Assistance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, with the assistance of Caroline Harnois, Legal Officer, Prel. Doc. No 10 of May 2004, *infra* p. I-259 of this tome.
13 "Transfer of Funds and the Use of Information Technology in relation to the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 9 of May 2004, *infra* p. I-237 of this tome.

10 La discussion en séance plénière a porté premièrement sur la façon de structurer un système de coopération administrative efficace et réceptif. Les experts ont convenu, tel qu'ils l'avaient fait lors de la Commission spéciale de 1999, que le système de recouvrement international des aliments est excessivement complexe et les dispositions relatives à la coopération administrative devraient faire l'objet d'une refonte et d'un suivi adéquat. À cet égard, les discussions portant sur la coopération administrative se sont concentrées sur l'établissement des autorités et la détermination de leurs fonctions, la procédure de demande, la documentation et sa transmission, le besoin de formules modèles ou standard le cas échéant, les exigences en matière de traduction, la rapidité et les coûts. À certains moments de la discussion on a fait référence aux gains de temps et d'argent qui pourraient être réalisés par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information. La discussion s'est inspirée de la description offerte au chapitre II du Document préliminaire No 3. De façon générale, le système devrait pouvoir traiter rapidement les demandes, être à la fois efficace et économique, ne pas imposer d'obligations trop lourdes, être suffisamment souple et convivial et éviter les formalités trop contraignantes. La Commission spéciale a réalisé un progrès considérable et à la fin de sa réunion des accords avaient été conclu sur plusieurs éléments permettant ainsi au Comité de rédaction de continuer son travail[14]. À la fin de la Commission spéciale, lors de l'étude des propositions du Groupe de travail (Comité de rédaction) relative à la coopération administrative et de la discussion concernant ce qui devrait constituer le noyau dur de la coopération administrative, certains experts ont suggéré de s'inspirer de certaines dispositions existantes, telles que l'article 7 de la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*, les articles 7 à 9 de la *Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*, ou encore les articles 29 à 31 de la *Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants*.

11 Plusieurs questions difficiles restent à résoudre et certaines d'entre elles ont des implications financières pour les États. Par exemple, quels services devraient être fournis par les autorités de chaque État ? Qui bénéficierait de ces services ? Dans quelle mesure ces services pourraient-ils être fournis gratuitement ? L'étude détaillée présentement menée par le Bureau Permanent sur les coûts des services et l'assistance et l'aide juridique devrait permettre de d'éclaircir ces questions (voir le Doc. prél. No 10). Les différents systèmes de recouvrement des aliments envers les enfants existant au niveau international et, en particulier, la division entre les systèmes administratifs et judiciaires d'obtention et d'exécution des décisions alimentaires envers les enfants rendent la résolution de ces questions plus difficile.

A *Les Autorités et leurs fonctions*

12 Il a été observé qu'un certain nombre d'Autorités centrales, établies en application de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, ne fonctionne pas de façon efficace. Des ressources insuffisantes et un manque de coordination et de soutien dans la mise en œuvre de la Convention ont été avancées comme source de ce disfonctionnement. Des dispositions adéquates devraient être introduites dans le nouvel instrument pour tenir compte de ces problèmes.

13 Lors de la discussion relative aux autorités et leurs fonctions, les experts se sont concentrés sur deux éléments : d'une part, la question de la désignation des Autorités centrales et, d'autre part, celle de leurs responsabilités (para. 29 à 35 du Doc. prél. No 3).

Autorités centrales – désignation

14 Les discussions ont révélé l'existence de structures de coopération administrative variées selon les États. Il est possible que les fonctions d'autorités expéditrices et d'institutions intermédiaires soient conférées à des autorités distinctes. Cette séparation des fonctions peut bien fonctionner et repose, dans certains cas, sur des règles constitutionnelles. Néanmoins, certains experts se sont prononcés en faveur de l'établissement d'une Autorité centrale unique soulignant l'importance d'une bonne connaissance de la part de l'Autorité de l'ensemble des aspects liés à la procédure. En effet, certains États, tels que les États à plusieurs unités territoriales, ont plus d'une Autorité centrale. Malgré les divergences d'opinions en la matière, un consensus semble émerger. Les experts admettent en effet qu'il convient de laisser une certaine latitude aux États quant à la manière d'organiser leur système de coopération, dès lors qu'une seule Autorité centrale est identifiée comme « point de contact unique » pour la transmission de documents et pour toute information concernant l'état d'avancement de la procédure. À cet égard, plusieurs experts ont émis le souhait que la désignation d'Autorités centrales, ainsi que leurs coordonnées, soient communiquées au Bureau Permanent préalablement à la ratification du nouvel instrument et que le Bureau Permanent soit informé promptement de tout changement.

15 En outre, plusieurs experts ont proposé de s'appuyer sur l'expérience acquise lors de l'élaboration de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*. Notamment, il a été fait mention qu'il pourrait être utile d'élaborer un Guide de bonnes pratiques afin d'aider les Autorités centrales.

Autorités centrales – responsabilités

16 Quant aux responsabilités, il a été noté qu'un consensus ressort des réponses aux Questionnaires de 1998[15] et 2002 au sujet du besoin d'établir un noyau dur relatif aux rôles et fonctions des Autorités centrales. L'objectif de la discussion était de convenir de définitions relatives à l'étendue des responsabilités qui doivent incomber aux Autorités centrales, afin de déterminer, par la suite, si certaines de ces responsabilités peuvent être déléguées. Une liste des fonctions envisageables a été établie à partir d'instruments existants et des réponses obtenues aux Questionnaires. Ces fonctions sont énumérées au Document préliminaire No 3 (para. 30).

17 La question des ressources et des « requêtes en vue de l'obtention d'un service » a été discutée. On a considéré qu'il n'était pas nécessaire d'avoir un système d'agrément tel que le prévoit la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*. Quant à la question des ressources, il est possible que des services additionnels puissent être octroyés sur une base réciproque. Il a aussi été souligné que la question des services offerts par les Autorités

[14] Voir les propositions du Groupe de travail (Comité de rédaction) de la Commission spéciale de mai 2003 apparaissant dans le Doc. trav. No 1, dont une copie est jointe à l'annexe I de ce Rapport.

[15] « Questionnaire sur les obligations alimentaires », établi par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 1 de novembre 1998, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).

10 The discussion in plenary concentrated in the first instance on the structuring of an efficient and responsive system of administrative co-operation. Experts agreed, as they did during the 1999 Special Commission, that the international system for the recovery of child support and other forms of family maintenance is excessively complex and that provisions for administrative co-operation need to be overhauled and properly monitored. In this respect, the discussion on administrative co-operation focussed on the establishment of authorities and their functions / responsibilities, the application process, documentation and its transmission, the need for forms whether standard or models, translation requirements, speed and costs. From time to time during the discussion, reference was made to the savings in cost and time that could be achieved by the use of new information technologies. The discussion took place in the context of the description in Preliminary Document No 3, Chapter II. Overall, the system should be capable of processing requests swiftly, cost-effective, flexible, user-friendly and should not impose obligations which are too burdensome. Considerable progress was made and by the end of the Special Commission a large number of "heads" were agreed which now provide a basis for the Drafting Committee to continue its work.[14] At the end of the Special Commission, during the discussion of the administrative co-operation proposals by the Working Group (Drafting Committee) and the overall question of what should constitute the core content of administrative co-operation, some experts suggested taking as examples certain provisions of existing Hague Conventions. Reference was made to Article 7 of the *Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*, Articles 7 to 9 of the *Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption*, and Articles 29 to 31 of the *Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*.

11 A number of questions remain to be resolved, some of which have at their root concerns about resource implications for States. What should be the range of services to be provided by authorities in each Contracting State, to whom should those services be made available, and to what extent should they be provided cost-free? A further study being carried out by the Permanent Bureau on service costs and provisions for legal aid and assistance should help to throw some further light on these issues (see Prel. Doc. No 10). The problems are complicated by the different child support systems that operate internationally, and in particular by the divide between administrative and court based systems for the assessment and enforcement of child support.

A *Authorities and their functions*

12 It was observed that a substantial number of the Central Authorities established under the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* do not operate efficiently. Inadequate resources and a lack of co-ordination and support in implementing the Convention were put forward as reasons for this inefficiency. Appropriate provisions in the new instrument should respond to these problems.

13 The discussion on Central Authorities and their functions focussed on two elements: firstly, the question of the designation of Central Authorities; secondly, the question of the responsibilities to be ascribed to those Authorities (paras 29-35 of Prel. Doc. No 3).

Central Authorities – designation

14 The discussions revealed the existence of varying systems of administrative co-operation in different States. Some States have separate receiving and transmitting agencies. This separation of functions is essential in some States for constitutional reasons and can operate successfully. Nevertheless, a number of experts were in favour of the establishment of a single Central Authority in order that one agency be aware of and responsible for all aspects related to the process. Certain States, such as multi-unit States, have more than one Central Authority. Despite the divergence of opinions on this matter, the overall consensus emerged that States should be free to decide how to organise their systems of co-operation, so long as one Central Authority "point of contact" is identified for the purposes of communication and tracking the progress of an application. In this respect, several experts were of the view that it is essential that the designation of Central Authorities together with their contact details be communicated to the Permanent Bureau before ratification of the new instrument, and that the Permanent Bureau should be promptly informed of any changes.

15 Several experts proposed drawing from the experience gained through the development of the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*. In particular, it was mentioned that it could be useful to develop a Guide to Good Practice in order to assist Central Authorities.

Central Authorities – responsibilities

16 Secondly, in relation to the responsibilities, it was pointed out that responses to the 1998[15] and 2002 Questionnaires expressed a consensus concerning the need to establish the core roles and functions of Central Authorities. The discussion aimed at considering how to define the extent of the responsibilities and which, if any, can be delegated. A list of possible functions which had been derived from other instruments and from the responses to the Questionnaires are set out in Preliminary Document No 3 (para. 30).

17 The issue of resources and the question of "limited service requests" were discussed. It was not considered that there would be a need for a system of accreditation, as provided for in the *Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption*. In relation to the issue of resources, it was possible that extra services could be provided on a reciprocal basis. It was also pointed out that the question of

[14] See the administrative co-operation proposals by the Working Group (Drafting Committee) of the May 2003 Special Commission included in Work. Doc. No 1, a copy of which can be found in Annex I to this Report.

[15] "Questionnaire on Maintenance Obligations", drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 1 of November 1998, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

centrales est étroitement liée à la question du champ d'application du nouvel instrument.

18 Certains experts estiment que le nouvel instrument ne devrait traiter que des fonctions essentielles des Autorités centrales. Il semble aussi opportun de déterminer les fonctions pouvant ou ne pouvant pas être déléguées. Plusieurs experts ont confirmé que les Autorités centrales de leur État satisfont à l'ensemble des fonctions décrites dans le Document préliminaire No 3. En revanche, quelques réserves ont été exprimées relativement à certains aspects de la liste.

19 En ce qui concerne la localisation du débiteur et la recherche d'informations, les réponses sont très variées et dépendent de l'étendue des pouvoirs reconnus aux Autorités centrales et de leur capacité d'accéder à certaines bases de données telles que celles de la sécurité sociale ou de l'administration fiscale. Il s'avère, en effet, que dans certains États, ces bases de données sont inexistantes ou inaccessibles en raison des lois sur la protection des données. On a souligné l'importance d'encourager le paiement volontaire des obligations alimentaires. Néanmoins, le risque de procédures trop longues, coûteuses et non productives a été mis en exergue. Plusieurs experts estiment que la fourniture, le cas échéant, d'une aide judiciaire ou juridique constitue une fonction essentielle des Autorités centrales. Beaucoup d'Autorités centrales sont confrontées à des difficultés au sujet de la fourniture d'une assistance en vue d'établir la filiation d'un enfant, en particulier au regard des coûts engendrés et de la limitation de leurs compétences. Des experts ont indiqué que bien que cela ne constitue pas une pratique courante dans leur État, il est envisageable de demander aux Autorités centrales d'engager ou de faciliter l'ouverture des procédures afin d'obtenir toute mesure provisoire ou d'urgence ayant un caractère territorial et dont le but est de garantir l'aboutissement d'une réclamation en aliments pendante ou étant sur le point d'être introduite.

20 Suite à cet échange de vues préliminaire, il a été suggéré qu'une approche basée sur les buts communs faciliterait la discussion relative aux rôles et fonctions des Autorités centrales. En ce qui concerne la question du champ d'application, plusieurs experts sont d'avis que la situation financière de l'enfant est intrinsèquement liée à celle du parent. Ainsi, ils ont affirmé que les services fournis par les Autorités centrales devraient inclure, à l'intérieur de la nouvelle Convention, la pension alimentaire pour le conjoint gardien de l'enfant. Par ailleurs, certains experts veulent s'assurer que les autres créanciers d'aliments potentiels ne seront pas exclus du nouvel instrument. À cet égard, ils notent que les Conventions existantes incluent les obligations alimentaires pour d'autres adultes. Plusieurs experts reconnaissent que l'Autorité centrale devrait fournir des services tant aux créanciers qu'aux débiteurs.

21 La question des Autorités et leurs fonctions a été discutée à nouveau à la fin de la Commission spéciale, à la lumière du Document de travail No 1 du Groupe de travail (Comité de rédaction). La quatrième section du Document de travail No 1 prévoit des fonctions possibles pour les Autorités centrales. Le paragraphe e) souligne les fonctions qui sont généralement considérées comme essentielles pour les Autorités centrales et le paragraphe f) énumère d'autres possibilités invoquées lors des séances plénières ou des réunions du Groupe de travail (Comité de rédaction), qui ne prêtent généralement pas à controverse. En revanche, le paragraphe g) établit une liste de fonctions qui ont fait l'objet de discussions et qui ont révélé des avis divergents.

22 La Présidente du Groupe de travail (Comité de rédaction) a demandé aux experts de donner leur opinion sur les fonctions qui devraient être obligatoires et celles qui seraient facultatives. Certains experts reconnaissent que toutes les fonctions possibles énumérées aux paragraphes f) et g) de la quatrième section sont importantes. Ils croient que la plupart de ces fonctions devraient être, soit assumées directement par des Autorités centrales, soit déléguées.

23 Certains experts étaient d'avis que le paragraphe f) (i), « recevoir ou transmettre les demandes », devrait être considéré comme une fonction essentielle pour les Autorités centrales. Certains experts ont noté que le paragraphe f) (iii) traite de la transmission d'information générale et que le paragraphe f) (vi) traite des demandes d'informations spécifiques au sujet de dossiers précis. Certains experts ont reconnu qu'il peut être difficile pour les Autorités centrales, dont le personnel est administratif, de fournir des informations détaillées sur les lois et procédures. Un expert a suggéré également que le libellé du paragraphe f) (iii) qui traite de la fourniture d'informations relatives aux lois et procédures, serait peut-être plus approprié si on y mentionnait « l'État contractant » au lieu de « chaque État contractant ». Un expert note que la coopération prévue au paragraphe f) (iv) devrait être obligatoire.

24 Certains experts ont souligné que la recherche d'information sur le patrimoine du débiteur prévue au paragraphe g) (i) de la quatrième section peut être difficile. Plusieurs experts s'inquiètent du champ d'application du paragraphe g) (ii). On a abordé la question de savoir si le créancier, désirant entamer des procédures dans l'État du lieu de résidence du débiteur, devrait pouvoir recevoir une assistance de l'Autorité centrale de cet État. Plusieurs experts ont souligné que cette situation représente la majeure partie du travail des Autorités centrales de leur pays et qu'elles fournissent effectivement une assistance au créancier dans ces cas. Plusieurs experts étaient d'avis que l'assistance dans l'établissement de la filiation, prévue au paragraphe g) (iii), ne devrait pas être une fonction essentielle des Autorités centrales. En revanche, un autre expert a estimé que le paragraphe g) (iii) devrait constituer une fonction essentielle pour les Autorités centrales. D'autres experts ont noté l'importance de ce paragraphe en pratique.

B *La procédure de demande*

25 La discussion relative à la procédure de demande a commencé avec une présentation de la formule modèle de la Commission spéciale de 1999 sur la « Demande d'entraide judiciaire et / ou administrative en vue du recouvrement d'aliments à l'étranger », reproduite en annexe aux Rapport et Conclusions de la Commission spéciale de 1999. La formule modèle prévoit quatre situations permettant le dépôt d'une requête. Ces quatre situations et les questions de savoir qui a la capacité d'adresser une demande et quel est le rôle de l'Autorité centrale dans la procédure de demande ont fait l'objet de discussions. Ces quatre situations sont les suivantes :

1) une demande de recouvrement d'aliments fondée sur une décision ou un autre acte judiciaire ou administratif existant, rendu dans l'État requérant ;
2) une demande de recouvrement d'aliments, si nécessaire par l'institution de nouvelles procédures lorsque la reconnaissance et / ou l'exécution de la décision ou un autre acte judiciaire ou administratif existant ne sont pas possibles ou refusées ;
3) une demande de recouvrement d'aliments lorsqu'il n'existe ni décision ni autre acte judiciaire ou administratif ;
4) une demande de modification d'une décision existante accordant des aliments.

Commission spéciale – Première réunion

Central Authority services was linked to the question of the scope of the new instrument.

18 Some experts believed that the new instrument should deal only with the essential functions of Central Authorities. It was also considered necessary to indicate in the instrument which functions could and could not be delegated. Many experts confirmed that the Central Authorities in their States perform all the functions listed in Preliminary Document No 3. However, some reservations were expressed with regard to certain aspects of the list.

19 In relation to the whereabouts and assets of the debtor, responses were varied and depended largely on the extent of the powers of a Central Authority and its access to sources of information, such as those relating to social security and taxation. It would appear that in certain States these sources of information do not exist or are unavailable as a result of data protection laws. The importance of encouraging voluntary payments of maintenance obligations was recognised. However, attention was drawn to the risk that a lengthy procedure would result, which could be expensive and counter-productive. Several experts agreed that Central Authorities should take responsibility for securing legal assistance for applicants where necessary. Many States' Central Authorities confronted difficulties with regard to providing assistance in establishing the parentage of a child, in particular for reasons of cost and lack of power or jurisdiction. Some experts indicated that, although it was not their States' usual practice, it would be possible for their Central Authorities to initiate or facilitate the institution of proceedings to obtain provisional or urgent measures that are territorial in nature and whose purpose is to secure the outcome of a pending or anticipated support claim.

20 Further to this preliminary exchange of views, it was suggested that an approach focussing on common goals could facilitate the discussion of the roles and functions of the Central Authorities. With regard to the related question of "scope", several experts were of the opinion that the financial needs of the child are intrinsically linked to the financial needs of the parents. They therefore expressed their desire that the services provided by the Central Authorities should extend to spousal support for custodial parents within the new Convention. Some experts wished to ensure that other potential maintenance creditors were not excluded from the new instrument. In this regard they drew attention to existing Conventions which include maintenance obligations for other adults. Many experts also recognised that the Central Authority should provide assistance both to the creditor and the debtor.

21 Further discussions took place at the end of the Special Commission on the issue of Authorities and their functions in the light of Working Document No 1 of the Working Group (Drafting Committee). Section 4 of Working Document No 1 provides for possible functions of Central Authorities. Paragraph e) of section 4 outlines what are generally considered to be core functions of Central Authorities and paragraph f) lists some other possible functions raised in discussions in the plenary or the Working Group (Drafting Committee) which are largely non-controversial. However, paragraph g) lists some functions which have been the subject of debate and differing views.

22 Experts were asked by the Chairman of the Working Group (Drafting Committee) for their views on whether particular functions should be considered mandatory or optional. Some experts recognised that all the functions listed in paragraphs f) and g) of section 4 are important, and felt that most of these functions should be carried out either directly by a Central Authority or by delegation.

23 A few experts were of the opinion that paragraph f) (i), "to receive and transmit applications", should be a mandatory obligation of Central Authorities. Some experts noted that paragraph f) (iii) relates to provision of general information and paragraph f) (vi) refers to provision of information on the specific case. Some experts recognised that it may be difficult for Central Authorities which are staffed by administrative personnel to provide detailed information on laws and procedures. An expert also suggested that it might be more appropriate if the wording of paragraph f) (iii) relating to the provision of information with regard to laws and procedures, concerned "the" Contracting State and not "each" Contracting State. An expert noted that the co-operation provision in paragraph f) (iv) should also be mandatory.

24 Some experts noted that finding information in relation to the assets of the debtor as outlined in paragraph g) (i) of section 4 could be difficult. Many experts were concerned about the scope of paragraph g) (ii). With regard to the issue of whether a creditor, attempting to bring proceedings in the State of the debtor should be able to receive assistance from the Central Authority of the State of the debtor, several experts highlighted that this situation represents a substantial part of the workload of their Central Authorities and they do provide assistance in these cases. Several experts were of the opinion that assistance in relation to the establishment of parentage as outlined in paragraph g) (iii) should not be a core function of the Central Authorities. However, another expert felt that paragraph g) (iii) should constitute a core function for Central Authorities. Other experts noted the importance of this paragraph in practice.

B *The application process*

25 The application process discussion began with an introduction of the model form drawn up by the 1999 Special Commission, "Request for Judicial and / or Administrative Assistance for the Recovery Abroad of Maintenance", reproduced in the annexes to the Report and Conclusions of the 1999 Special Commission. The model form contemplates four situations in which it is possible to make an application. These four situations and questions concerning who is entitled to make an application and the role of the Central Authorities in relation to the application process were the subject of the discussion. These four situations are:

1) an application for recovery of maintenance based on an existing order or other judicial or administrative act made in the requesting State;
2) an application for recovery of maintenance, if necessary by the institution of fresh proceedings where the recognition and / or enforcement of the order or other judicial or administrative act is not possible, or is refused;

3) an application for recovery of maintenance where there is no existing order or other judicial or administrative act;
4) an application for the modification of an existing maintenance order.

26 Les experts soutiennent l'utilisation des formules standard dans la procédure de demande. La plupart des experts reconnaissent que les quatre situations pour lesquelles la demande peut être faite en utilisant la formule modèle devraient toutes être prévues dans le nouvel instrument. En revanche, certains experts ont exprimé leurs réserves quant aux deuxième et troisième situations. La question des réserves a été discutée à un stade ultérieur.

27 Les experts ont discuté du rôle de l'Autorité centrale dans la procédure de demande. Trois questions ont été soulevées à cet égard. Premièrement, un demandeur est-il tenu de déposer sa demande auprès de l'Autorité centrale de son pays d'origine ? Deuxièmement, un demandeur a-t-il le droit d'instituer directement des procédures auprès des autorités administratives et judiciaires à l'intérieur de l'État requis ? Troisièmement, un demandeur peut-il déposer sa demande directement auprès de l'Autorité centrale de l'État requis ? En général, les experts préfèrent que la procédure de demande ait lieu entre l'Autorité centrale de l'État d'origine et de l'État requis. Cette procédure réduit les risques de fraude. De plus, il a été fait mention que l'Autorité centrale a l'opportunité de vérifier la conformité du dossier avant de le transmettre à l'État requis. De même, certains experts estiment qu'il est important que les demandeurs aient la possibilité d'adresser directement leur demande à l'autorité judiciaire ou administrative de l'État concerné.

28 Plusieurs experts ont souligné l'importance de permettre au débiteur de déposer une demande auprès de l'Autorité centrale. Cela est particulièrement pertinent dans le cadre d'une modification des décisions judiciaires ou administratives relatives au recouvrement des aliments. En outre, selon plusieurs experts, les autorités publiques devraient avoir le droit de déposer une demande auprès d'une Autorité centrale. Cela s'avère particulièrement pertinent lorsque les Autorités centrales versent à l'avance des sommes au créancier d'aliments. De nombreux experts ont noté que la procédure de demande des autorités publiques ne devrait pas différer de celle des individus. Cette affirmation souffre d'une exception, celle de l'aide et de l'assistance judiciaire et juridique.

29 La majorité des experts reconnaît l'importance de l'utilisation de l'accusé de réception dans la procédure de demande. Toutefois, il faut faire une distinction entre deux situations : d'une part, le cas où l'accusé de réception indique uniquement que la demande a été reçue par l'autorité compétente, d'autre part, le cas où l'accusé de réception vise à déterminer que la procédure de demande est conforme aux exigences de l'État requis. Au regard de la première situation, il est envisageable d'imposer un délai. En revanche, dans la deuxième situation, la complexité des dossiers de demande rendrait l'imposition d'un délai strict plus difficile.

30 À la fin de la Commission spéciale, la procédure de demande a été discutée à nouveau à la lumière du Document de travail No 1 du Groupe de travail (Comité de rédaction). Dans le contexte du paragraphe d) de la cinquième section, les experts ont discuté de ce que pourrait constituer une demande d'assistance limitée et de la question du recouvrement des arriérés. Certains experts sont d'avis qu'une demande d'assistance limitée relativement à la localisation du débiteur et / ou de son patrimoine pourrait être incluse. Certains experts ont noté que les règles de protection de la vie privée peuvent nuire à l'obtention d'informations sur le patrimoine du débiteur. De plus, plusieurs experts favorisent l'inclusion de demandes de recouvrement d'arriérés.

C *La documentation et sa diffusion*

31 Lors de la Commission spéciale de 1999, il a été indiqué que les institutions intermédiaires éprouvent souvent des difficultés à obtenir un dossier complet et que les autorités expéditrices ne connaissent pas toujours précisément les exigences des institutions intermédiaires. On a noté les difficultés pratiques à appliquer les exigences de l'article 3(2) de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, qui imposent aux États Membres d'informer les Nations Unies de leur législation interne.

32 Trois questions ont été discutées par les experts : 1) Comment préciser clairement la nature des documents requis pour une demande donnée ? 2) Comment réduire au minimum le nombre de documents exigés ? 3) Est-il souhaitable de se diriger vers une uniformité dans les exigences des différents États ?

33 Les autres points discutés furent les questions de savoir : a) si la Convention doit inclure une liste d'informations / documents devant accompagner une demande ; b) s'il faut maintenir le principe selon lequel il appartient à l'État requis de déterminer les documents / informations nécessaires ; c) s'il faut s'efforcer de standardiser les exigences ; d) quelles procédures pourraient assurer que les exigences des États relatives aux documents soient connues. Le défi qui attend les concepteurs du nouvel instrument sera, entre autres, de concevoir des dispositions qui permettront de réduire l'incertitude, les coûts et les retards.

34 Les experts indiquent que le nombre de documents à produire devrait être limité. Cependant, de nombreux experts distinguent les demandes de reconnaissance et d'exécution des décisions des demandes initiales d'aliments ou de modification. Quelques experts soulignent la nécessité d'aboutir à une uniformité tout en reconnaissant les difficultés pratiques pour y parvenir. D'autres s'interrogent sur le rôle à attribuer aux Autorités centrales en matière de documentation.

35 Il a été annoncé que le Bureau Permanent prépare actuellement un rapport sur l'utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement des aliments y compris les différentes méthodes de communication électronique disponibles (voir Doc. prél. No 9). Il a été expliqué que la référence à la notion de documentation écrite dans le nouvel instrument permettra d'utiliser les techniques de communication électronique lorsque les États ont adopté le principe d'équivalence fonctionnelle. De nombreux experts ont souligné l'intérêt de communiquer par courrier électronique. Quelques experts indiquent que leur Autorité centrale communique déjà par voie électronique. Alors que certains experts précisent que leur législation interne permet la transmission par voie électronique de documents relatifs à une affaire donnée, d'autres rappellent que leur État continue à exiger des documents écrits authentifiés. À ce propos, un expert a présenté son système interne qui permet à une Autorité centrale de vérifier l'authenticité de documents électroniques qui seront amenés à être utilisés dans certaines procédures judiciaires. Il soutient par ailleurs que ce système pourrait être transposé au niveau international.

D *Les formules modèles ou standard*

36 Les réponses au questionnaire de 2002 sur cette question ont été mitigées. Il a été stipulé que le Bureau Permanent soutient l'utilisation des formules standard. Les experts et observateurs ont convenu que les formules modèles

Commission spéciale – Première réunion

26 Experts endorsed the use of a standard form for applications. Most experts agreed that the four situations in which applications may be made under the model form should all be provided for in the new instrument. However, a few experts expressed some reservations with regard to points 2) and 3). The issue of possible reservations was discussed at a later stage.

27 Experts discussed the role of the Central Authorities in the application process. Three questions were raised in this respect: firstly, whether applicants should be obliged to apply through the Central Authority in their own State; secondly, whether applicants should be entitled to apply directly to the judicial or administrative authorities in the requested State; thirdly, whether applicants should be allowed to apply directly to the Central Authority in the requested State. Generally, experts preferred that an application proceed from the requesting Central Authority to the requested Central Authority. This procedure reduces the risk of fraud. Additionally, it was mentioned that the Central Authority has the opportunity to verify the application before it is transmitted. At the same time some experts felt it important that applicants should retain the right to make applications directly to the judicial or administrative authorities of the State addressed.

28 Many experts underlined the importance of ensuring that the maintenance debtor has a right to apply to the Central Authority. This is particularly important in relation to the modification of judicial or administrative decisions relating to maintenance. Additionally, according to several experts, public authorities should have the right to make an application to a Central Authority. This is particularly important when such Central Authorities have made an advance payment to a maintenance creditor. Several experts felt that the application process should be the same for public authorities as for individuals. An exception may need to be made in relation to legal aid issues.

29 The majority of experts recognised the importance of acknowledging receipt of an application. However, they noted the necessity to distinguish between two situations: on the one hand a bare notification that an application has been received, and on the other hand an acknowledgement that an application is complete. With regard to the former situation a time limit could be imposed. However, in the latter situation, more complex issues would make it more difficult to set a strict time limit.

30 At the end of the Special Commission, the application process was discussed once again in the light of Working Document No 1 of the Working Group (Drafting Committee). Experts commented on section 5, paragraph d) as to what could be included in relation to requests for limited assistance and on the question of recovery of arrears. Many experts were of the opinion that requests for limited assistance in relation to locating the debtor and / or his assets could be included. Some experts noted that data protection rules could hinder the ability to obtain information relating to the assets of the debtor. In addition, several experts favoured the inclusion of requests for the recovery of arrears.

C *Documentation and its transmission*

31 It had been indicated during the 1999 Special Commission that, on the one hand, receiving agencies often encountered difficulties in obtaining complete dossiers; on the other hand, transmitting agencies were sometimes unsure of the documentary requirements of the receiving agency. Furthermore, shortcomings experienced in implementing the requirement, under Article 3(2) of the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*, that Member States inform the United Nations of their legal requirements were noted.

32 Three questions were discussed by the experts: 1) How do we achieve clarity as to the documents required for a specific application? 2) How do we reduce documentary requirements to a minimum? 3) Is it appropriate to move towards some level of uniformity in the States' requirements?

33 Other issues for discussion were: a) whether the new Convention should enumerate the information / documents to accompany an application; b) whether it should maintain the principle that required information / documentation is a matter for the State addressed; c) whether it should standardise such requirements; and d) which procedure will best ensure that the requirements of the States are known. The challenge confronting the framers of the new instrument would be to devise provisions which would lead to the reduction of uncertainty, costs and delays.

34 Experts agreed that the number of documents should be limited. However, several experts distinguished requests for recognition and enforcement from applications for maintenance or modification. A few experts stressed the importance of achieving uniformity, while acknowledging the practical difficulties in doing so. In addition, some experts raised questions concerning the level of involvement by the Central Authority in documentary matters.

35 It was announced that the Permanent Bureau is preparing a report regarding the use of information technology in relation to the international recovery of child support and other forms of family maintenance, and the different methods of electronic communication (see Prel. Doc. No 9). It was explained that, in the new instrument, references to written documents should permit electronic communication for those States that have adopted the functional equivalence approach. It was generally agreed that the use of electronic communication is desirable. Some experts stated that their Central Authority already communicates via electronic means. And, whereas some experts pointed out that their respective State has enacted laws providing for the admission of electronically-transmitted documents, others reported that their State still requires authenticated written documents. One expert described the internal system of his State, which permits a Central Authority to check the authenticity of electronic documents for use in adjudicating certain cases. He advocated the introduction of such a system on the international level.

D *Standard or model forms*

36 The responses to the 2002 Questionnaire on this issue were mixed. It was stated that the Permanent Bureau supports the use of standard forms. Experts and observers agreed that standard or model forms can be useful in gath-

ou standard sont précieuses pour rassembler des informations. Elles ont un effet positif sur les coûts, la rapidité de traitement de la demande, ainsi que sur la confiance et la coopération entre les États. Cependant, beaucoup d'experts sont favorables à une utilisation limitée de telles formules en précisant qu'elles ne sont pas adaptées pour recueillir certaines informations détaillées comme les revenus. Certains experts suggèrent de prévoir une liste minimum d'informations simples à inclure dans ces formules. D'autres ont souligné le besoin de souplesse afin d'assurer le développement progressif de ces formules à la lumière des expériences acquises. Au contraire, quelques experts ont dit souhaiter que leur utilisation soit imposée. Un observateur, quant à lui, a suggéré de créer une formule électronique disponible sur une base de données placée sous la responsabilité de la Conférence de La Haye.

E *Les exigences en matière de traduction*

37 La discussion des exigences de traduction s'est concentrée sur les points suivants : 1) L'ensemble des documents doit-il être traduit ou seulement certains d'entre eux ? 2) Quel État doit supporter les coûts de traduction ? 3) La traduction doit-elle concerner l'ensemble de la décision judiciaire ou être limitée à son seul dispositif ? 4) La traduction doit-elle être automatique ou seulement effectuée sur demande de l'institution intermédiaire ? 5) Doit-on admettre un système de déclaration concernant les exigences des États en matière de traduction ?

38 La plupart des experts et observateurs ont précisé que les autorités judiciaires de leur État exigent une traduction de l'ensemble de la décision judiciaire. Certains d'entre eux ont relevé également l'exigence de la traduction de l'ensemble des documents. Quelques experts ont souligné la nécessité de traduire l'ensemble de la décision initiale afin que les autorités judiciaires requises puissent contrôler les conditions de la reconnaissance et l'exécution telles que la compatibilité avec l'ordre public, la compétence initiale et l'absence de fraude dans la procédure.

39 Par contre, un certain nombre d'experts et d'observateurs s'est dit favorable à une traduction partielle de la décision judiciaire, limitée au dispositif. Un expert a proposé à cet effet de limiter la traduction à un document certifié, rédigé par le tribunal d'origine, résumant la décision initiale et fournissant les informations essentielles en matière d'aliments. Cette idée a été soutenue par quelques experts en raison de la possibilité de réduction des coûts. Enfin, certains experts ont proposé une approche plus souple permettant à chaque État d'établir ses propres exigences en matière de traduction.

40 L'ensemble des experts et observateurs soutient l'idée selon laquelle les frais de traduction devraient être supportés par l'État expéditeur conformément à la règle de courtoisie internationale. Cependant, certains experts ont souligné que ces coûts pourraient être réduits en permettant la traduction des documents dans une langue répandue comme l'anglais ou le français. Il a été noté que les exigences relatives à la traduction pourraient à nouveau être discutées, sujet aux procédures qui seront éventuellement adoptées pour la reconnaissance et l'exécution des jugements. Par exemple, si le système devait assurer une révision de la décision uniquement à la demande du débiteur, une traduction complète ne devrait pas être requise en première instance. Les coûts engendrés par la traduction, dans le cas où le débiteur demanderait une révision, pourraient être supportés par celui-ci.

F *Rapidité*

41 Il a été reconnu que l'instauration d'un système de traitement des demandes, plus rapide et plus réactif, doit être un objectif essentiel du nouvel instrument. En effet, les problèmes de retard sont évoqués de façon récurrente dans les réponses au Questionnaire de 2002. L'absence de délais-limite et de procédures visant à rendre les autorités mutuellement comptables de l'avancement des dossiers, ont exacerbé les problèmes de retard dont les causes sont exposées dans le Document préliminaire No 3 (para. 25). Il est souligné que la plupart des matières évoquées au sujet de la coopération administrative ont des répercussions dans la rapidité du processus.

42 Dans le cadre de leurs discussions concernant la rapidité, les experts ont touché aux approches suivantes : imposer aux autorités l'obligation d'agir d'urgence, inclure des délais et requérir une communication régulière sur l'avancement du dossier, intégrer l'utilisation des moyens de communication les plus rapides et instaurer des méthodes d'examen des performances incluant l'exigence de fournir des statistiques relatives à la rapidité à laquelle les cas sont traités (voir Doc. prél. No 3, para. 50).

43 En premier lieu, les experts ont discuté de la question de savoir si le nouvel instrument devrait imposer aux autorités judiciaires et administratives l'obligation d'agir « d'urgence », comme cela est prévu à l'article 11 de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*. Bien qu'ils reconnaissent l'importance d'un traitement rapide des demandes, plusieurs experts pensent qu'une telle obligation ne se justifie pas dans le contexte des obligations alimentaires et serait, en tout cas, difficile à imposer aux autorités judiciaires. Un expert a suggéré qu'il était plus réaliste d'imposer aux Autorités centrales l'obligation d'agir avec diligence. D'autres experts ont estimé, au contraire, qu'un retard dans le recouvrement d'aliments pourrait engendrer des conséquences dramatiques à l'égard des personnes les plus démunies. Dès lors, bien que l'urgence ne soit, certes, pas la même qu'en matière d'enlèvement d'enfant, l'obligation d'agir d'urgence demeure justifiée.

44 En deuxième lieu, plusieurs experts se sont exprimés en faveur de l'inclusion de délais dans le nouvel instrument. En effet, certains États ont déjà mis en place de tels délais. Ils ont constaté que même si les délais ne constituent pas une garantie d'action, leur présence crée une certaine pression pour les Autorités centrales. Cependant, il a également été souligné que les délais doivent être adaptés en fonction des services offerts par les Autorités centrales. D'autres experts ont estimé, quant à eux, que l'imposition de délais n'est pas efficace ou appropriée en pratique. Non seulement cela empêcherait toute flexibilité mais l'exécution forcée ne serait pas envisageable. Plusieurs experts pensent qu'obliger les Autorités centrales à s'informer régulièrement de l'avancement des dossiers constitue un autre moyen efficace d'encourager un traitement plus rapide des demandes d'aliments.

45 En troisième lieu, les experts ont reconnu et souligné l'utilité d'inclure dans le nouvel instrument une disposition encourageant, rendant obligatoire ou encore autorisant l'emploi des moyens de communication internationale les plus rapides, en particulier la voie électronique. Bien que la transmission électronique de documents ne soit pas appropriée dans toutes les situations, les experts souhaiteraient que cette méthode de communication soit utilisée chaque fois que cela est possible.

Commission spéciale – Première réunion

ering information. They have a beneficial impact on State co-operation and mutual trust, as well as speed and cost. However, many experts advocated the limited use of such forms, cautioning that they are ill-suited for gathering certain detailed types of information, such as income. Some suggested a minimum list of simple information to be included in the forms. Other experts stressed the need for flexibility in order to allow the forms to evolve gradually over time in light of experience. Some experts supported the use of mandatory forms. One observer argued in favour of an electronic form, which could be made available on a database maintained by the Hague Conference.

E *Translation requirements*

37 The discussion of translation requirements focussed on the following questions: 1) Should all the documents be translated, or only those specified? 2) Which State should carry the cost of translation? 3) Should entire decisions be translated or only their essential parts? 4) Should the translation be automatic or only upon request by the receiving State? 5) Should each State be required to declare its translation requirements?

38 A majority of experts and observers advocated the full translation of judicial decisions, with a few also favouring complete translation of all required documents. Some experts reasoned that the entire decision must be translated in order for judicial officers to review the grounds for recognition and enforcement, such as compatibility with public policy, jurisdiction, and non-existence of fraud.

39 In contrast, a substantial number of experts and observers supported partial translation of judicial decisions, limited to the essential part. In addition, one expert proposed that the translation be limited to a certified synopsis, drafted by the court of origin and providing the essential facts and information regarding maintenance. This idea was supported by some experts because of its potential for lowering costs. Finally, some experts expressed a preference for a flexible approach, permitting each State to establish its own requirements.

40 The consensus was that the cost of translation should be borne by the transmitting State, in keeping with the tradition of international courtesy. However, as a few experts pointed out, this cost may be reduced by permitting translation into a widely-used language, such as English or French. It was noted that the issue of requirements concerning translations may have to be discussed again depending which procedures will eventually be adopted concerning recognition and enforcement. If for example, the system were to provide for review of the decision only on application by the debtor, a full translation may not then be required in the first instance. The cost of supplying a translation in case the debtor asks for a review might fall on the debtor.

F *Speed*

41 It was recognised that the provision of a fast moving and responsive system for the processing of applications must be a primary objective of the new instrument. Indeed, problems of delay were a recurring theme in the responses to the 2002 Questionnaire. The absence of time lines and procedures for making authorities mutually accountable for the progress of cases exacerbates problems of delay, the causes of which are listed in Preliminary Document No 3 (para. 25). The point was made that many of the matters discussed with regard to the subject of administrative co-operation have implications for the speed of the process.

42 In their discussion regarding speed, the experts addressed the following possible approaches: obliging authorities to act "expeditiously"; including time lines and requiring periodic reports on progress; including a provision concerning the use of the most rapid means of communication; and, establishing methods of reviewing performance including a requirement to provide statistical information concerning the speed with which cases are handled (see Prel. Doc. No 3, para. 50).

43 First, the experts discussed the question of whether the new instrument should oblige judicial and administrative authorities to act "expeditiously", as required by Article 11 of the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*. Although recognising the importance of speedy processing of applications, some experts were of the view that such a provision is not justified in the context of maintenance obligations and, in any event, would be difficult to impose upon judicial authorities. One expert suggested that it would be more realistic to impose upon Central Authorities a requirement to act diligently. Other experts, however, emphasised that delays in recovery of maintenance could result in grave consequences for those in real need. Therefore, although the level of urgency is certainly not the same as that in cases of child abduction, an obligation to act "expeditiously" is justified.

44 Secondly, several experts were in favour of the inclusion of time lines in the new instrument. Indeed, certain States have already established such time lines. They observed that, even if those time lines are not a guarantee of action, their presence does enable some pressure to be placed on Central Authorities. However, it was also underlined that time lines should be adapted in accordance with the services to be carried out by Central Authorities. Some experts believed, on the other hand, that the establishment of time lines would not be effective or appropriate in practice. Not only would time lines prevent flexibility, but enforceability would not be possible. Many experts agreed that obliging Central Authorities to make periodic progress reports would constitute another effective means of encouraging the expeditious processing of maintenance applications.

45 Thirdly, the value of including a provision in the new instrument encouraging or mandating or authorising the use of the most rapid means of international communication, in particular electronic means, was recognised and emphasised by the experts. While electronic transmission of documents will not be appropriate in all situations, the experts expressed the desire that this method of communication be used wherever possible.

46 Finalement, plusieurs experts ont admis qu'une méthode d'examen des performances des Autorités centrales, telle que la fourniture de statistiques, aurait une incidence positive sur le niveau de responsabilisation de ces Autorités. Il a été observé que l'inclusion, dans le nouvel instrument, d'une disposition générale imposant le traitement rapide des dossiers, ne serait pas suffisante. Des experts ont souligné notamment l'importance d'un Guide de bonnes pratiques, l'utilisation de formules standard dans les communications, ainsi que les bénéfices provenant du soutien postérieur aux Conventions. Enfin, il a été constaté que les objectifs de rapidité et d'efficacité devraient être combinés dans le traitement des dossiers.

G *Le transfert électronique des fonds*

47 La question des transferts électroniques de fonds en matière de recouvrement des pensions alimentaires a été discutée tant dans le cadre de l'examen de la question de rapidité que par rapport à celle des coûts. Une étude indiquant les différentes voies envisageables est en cours de préparation et sera distribuée aux experts avant la deuxième Commission spéciale (voir Doc. prél. No 9).

48 Plusieurs méthodes de transfert de fonds existantes ont été examinées. Tout d'abord, un créancier non résident pourrait ouvrir un compte bancaire dans l'État du débiteur et accéder aux fonds via un guichet automatique (ATM) ou Banquomat. Ensuite, le créancier peut choisir une banque multinationale disposant de filiales tant dans son propre État que dans celui du débiteur afin de réduire les coûts de transfert de fonds. Troisièmement, les fonds peuvent être transférés par le biais d'un système international de compensation et de règlement, tel que SWIFT. Ce dernier est disponible à l'échelle mondiale mais demeure relativement onéreux. Un système privé similaire a été mis en place entre les États-Unis d'Amérique et le Canada. Ce système permet des transferts de fonds à coûts très bas. Un tel système devrait aussi être prochainement disponible au sein de l'Union Européenne, sous l'égide de la Banque Centrale Européenne. Sa mise en place semble néanmoins difficile sans le soutien des établissements bancaires impliqués puisque ces dernières sont généralement responsables de la mise en place de ces systèmes.

49 Il a été suggéré d'inclure, dans le nouvel instrument, une disposition générale telle que celle prévue à l'article 20 de la *Convention interaméricaine du 15 juillet 1989 sur les obligations alimentaires* (la Convention de Montevideo). Une telle disposition pourrait permettre de conclure des arrangements bilatéraux qui pourraient être nécessaires afin de mettre en œuvre de tels systèmes.

50 Plusieurs experts ont fait part de leurs expériences relatives au transfert de fonds. Un expert a indiqué que les versements des aliments, pris individuellement, sont souvent si bas qu'il est parfois nécessaire de les regrouper afin de diminuer les coûts de transfert. En outre, il est difficile d'intéresser les banques centrales aux transferts de fonds en matière d'obligations alimentaires en raison des faibles montants impliqués.

51 Le Bureau Permanent poursuivra l'étude de cette matière, en coordination avec les experts ainsi qu'avec les banques centrales et organisations internationales impliquées. À cet égard, il serait intéressant que les experts nous informe du volume total des transferts internationaux d'aliments, afin d'inciter les banques à travailler sur ce point.

H *Coûts*

52 La question qui se pose en ce qui concerne les coûts est de savoir si, ou dans quelles circonstances, les services rendus par les Autorités centrales doivent être facturés ou être gratuits[16].

53 Il a été observé que les coûts engendrés par les services administratifs sont étroitement liés à la question de l'assistance et de l'aide juridique. Cette question très importante fera l'objet d'un Document préliminaire spécifique (voir Doc. prél. No 10). Ainsi, à ce stade, la discussion s'est concentrée sur la question des coûts strictement liés aux services administratifs et les points détaillés dans le Document préliminaire No 3 (para. 55).

54 Les experts reconnaissent que la gratuité des services en matière d'aliments serait souhaitable. Néanmoins, la plupart des Autorités centrales ont des moyens financiers limités. Les experts ont noté que la question des coûts est très complexe. Plusieurs experts reconnaissent l'importance de fournir gratuitement les services essentiels. Certains experts ont suggéré que les États pourraient convenir de services gratuits additionnels sur une base réciproque, dans un accord bilatéral. Pour cette raison il a été suggéré que le nouvel instrument identifie les fonctions essentielles des Autorités centrales à fournir gratuitement et détermine une seconde catégorie de fonctions dont les frais pourraient être partiellement ou totalement facturés. Des experts ont approuvé la proposition selon laquelle les services administratifs ne devraient pas nécessairement être fournis gratuitement aux autorités publiques. Plusieurs experts n'ont pas favorisé le recouvrement des coûts auprès du créancier. Par contre, ils ne s'opposent pas au recouvrement des coûts auprès du débiteur. En fait, plusieurs experts se sont dits en faveur d'une facturation des coûts au débiteur dans certains cas, notamment lorsque le paiement n'est pas volontaire. À cette fin, il devrait être possible de recouvrer les coûts sur les aliments versés. Il a été observé que des questions de réciprocité se poseront si le nouvel instrument impose à certaines Autorités centrales un fardeau plus lourd, par exemple à celles procédant au recouvrement des aliments envers les enfants par l'intermédiaire d'un système administratif. Il est suggéré d'appliquer un principe général d'équivalence aux fardeaux assumés par les États contractants.

55 Les experts ont noté qu'en ce qui concerne le recouvrement des créances, certains États font une distinction entre les autorités publiques et les personnes physiques. Cette distinction est particulièrement pertinente dans le cadre des procédures judiciaires. En effet, certains États acceptent seulement les demandes d'assistance judiciaire provenant des personnes physiques.

56 L'assistance et l'aide juridique ont aussi été discutées par rapport à la question des coûts[17]. Il y a une grande disparité entre les États relativement à leur système d'aide et d'assistance judiciaire et il y a un souhait, évoqué lors de la Commission spéciale de 1999, d'établir une approche plus uniforme au sein de la nouvelle Convention. Trois éléments importants doivent être examinés à cet égard. Premièrement, il est important de s'assurer qu'un créancier d'aliments potentiel ne soit pas empêché d'agir en raison d'un manque de moyens. Deuxièmement, il ne devrait pas y avoir de déséquilibre relatif aux charges financières impo-

[16] Voir Doc. prél. No 3, para. 51 à 55. Les para. 53 et 54 décrivent les instruments existants qui contiennent des dispositions relatives aux coûts en relation avec les Autorités centrales et le para. 55 procure une liste non exhaustive des considérations qui peuvent être prises en compte dans l'élaboration de l'approche à adopter en matière de coûts dans un nouvel instrument sur les obligations alimentaires.

[17] Voir para. 8, ci-dessus, et le Doc. prél. No 10.

46 Finally, many experts agreed that a method of reviewing the performance of Central Authorities, such as the provision of statistics, would have a positive impact on the level of accountability of those Authorities. It was observed that the inclusion of a general provision in the new instrument requiring the speedy processing of applications would not be sufficient. In particular, experts emphasised the importance of a Guide to Good Practice and the use of standard forms for communication, as well as the benefits of post-Convention support. Finally, it was acknowledged that the goals of speed and efficiency should be combined in the processing of applications.

G *Electronic transfer of funds*

47 The issue of electronic transfer of funds in relation to the recovery of maintenance payments was discussed both in relation to speed and costs. A study indicating all possible avenues is in preparation and will be distributed to experts at a later stage before the next meeting of the Special Commission (see Prel. Doc. No 9).

48 Several existing methods of transferring funds were examined. First, a non-resident creditor may open a bank account in the State of the debtor and access funds through an Automatic Teller Machine (ATM) or Banquomat. Second, the creditor may choose a multinational bank with branches in the States of both creditor and debtor in order to reduce the cost of transferring funds. Third, the funds may be transferred through electronic clearing house or settlement systems, such as SWIFT. SWIFT is available worldwide, but is rather expensive. A similar private system of compensation is in place between the United States of America and Canada. The latter system allows for very low-cost transfers of funds. Such a system may soon be available within the European Union under the aegis of the European Central Bank. However, the implementation of such a system would be difficult without the support of the banks concerned as they are usually responsible for the implementation of such systems.

49 It was suggested that the new instrument include a general provision similar to Article 20 of the *Inter-American Convention of 15 July 1989 on Support Obligations* (the Montevideo Convention). Such a provision could allow the conclusion of bilateral arrangements which may be necessary to implement such systems.

50 Several experts shared their experience on the issue of transfer of funds. One expert noted that payments taken individually were often so small that it was sometimes necessary to group them together in order to diminish the transfer costs. It was also observed that, as a result of the small amounts involved, it is difficult to interest central banks in transfers for maintenance matters.

51 The Permanent Bureau will continue its study of this matter in co-ordination with the experts and also with central banks and international organisations involved. In this respect, it would be interesting to know from the experts the total number and amounts of the transfers involved in maintenance cases in order to convince the banks to work on this issue.

H *Costs*

52 The question discussed which arises in relation to costs is whether or in what circumstances the services provided by Central Authorities should be charged for or supplied free of charge.[16]

53 It was acknowledged that the costs engendered by administrative services are closely linked to the question of legal aid and assistance. The question of legal aid and assistance is very important and will be the subject of a separate Preliminary Document (see Prel. Doc. No 10). Therefore, at this stage, the discussion focussed only on the issue of those costs linked to administrative services and the considerations listed in Preliminary Document No 3 (para. 55).

54 The experts recognised that free services in maintenance matters would be desirable. However, most Central Authorities have limited financial resources. Experts noted that the question of costs is very complex. Several experts recognised the importance of providing core services free of charge. Some experts suggested that additional services could be provided cost-free on a bilateral reciprocity basis. Therefore, it was suggested that the new instrument identify core functions of Central Authorities to be supplied free of charge and determine a second category of functions for which costs could be partially or fully charged. Some experts approved the proposal that administrative services need not be supplied cost-free to public authorities. Many experts were not in favour of recovering costs from the creditor. However, they did not oppose recovery of costs from the debtor. In fact, many experts were in favour of making charges against the debtor for certain services in certain cases, in particular where a payment is not voluntary. To this end, it might be possible to recover some costs from maintenance paid. It was observed that issues of reciprocity will arise if the new instrument in effect places greater burdens on certain Central Authorities, for example those that operate administrative systems for recovery of child support. It was suggested that a general principle of equivalence should apply to the burdens assumed by Contracting States.

55 Experts noted that in relation to the recovery of costs, some States make a distinction between public authorities and individuals. This distinction is particularly pertinent in regard to judicial proceedings as some States will only accept applications for legal aid from individuals.

56 The subject of legal aid and assistance was also discussed in relation to cost.[17] There is a great disparity between States in relation to their legal aid systems and there is a wish, as expressed during the 1999 Special Commission, to establish a more uniform approach within the new Convention. Three important elements have to be examined in this respect: firstly, the importance of ensuring that a potential creditor is not inhibited from proceeding through lack of means; secondly, that there should not be an imbalance in the financial burdens imposed on States which op-

[16] See Prel. Doc. No 3, paras 51-55. Paras 53 and 54 describe existing instruments which have relevant provisions on costs in relation to Central Authorities and para. 55 provides a non-exhaustive list of factors which might be taken into account in devising an approach to the question of costs within a new instrument on maintenance obligations.
[17] See above, para. 8 and Prel. Doc. No 10.

sées aux États utilisant un système administratif et ceux qui utilisent un système judiciaire. Troisièmement, il est important d'éviter la discrimination envers les demandeurs internationaux.

57 Plusieurs experts ont décrit le système d'aide judiciaire existant dans leur État. Dans quelques États, l'aide judiciaire est disponible pour tous les demandeurs. Dans plusieurs États, l'attribution de l'aide judiciaire est subordonnée à un test basé sur les moyens des parents ou de l'enfant. Un expert a noté que, même si un demandeur ne remplit pas les conditions de ressources, l'aide judiciaire peut être accordée si la cause est digne d'intérêt. Plusieurs experts ont noté qu'il existe une discrimination positive à l'intérieur de leur État en faveur des demandeurs étrangers. Cela est parfois justifié et devrait être pris en considération dans la rédaction de toute disposition non discriminatoire.

58 Vers la fin de la Commission spéciale, la Présidente du Groupe de travail (Comité de rédaction) a introduit le point 9 du Document de travail No 1 relatif aux coûts. Elle a noté que certaines fonctions devraient être fournies gratuitement, alors que d'autres pourraient engendrer des coûts. Elle a noté également qu'une distinction relative aux coûts pourrait être nécessaire entre les aliments versés à des enfants et les aliments versés aux autres membres de la famille. Finalement, elle a soulevé la question du recouvrement potentiel des coûts du débiteur d'aliments.

59 Les experts ont réitéré que les fonctions essentielles des Autorités centrales devraient être fournies gratuitement. Par contre, ils ont souligné qu'il pourrait être nécessaire de payer pour certains services additionnels. Certains experts ont suggéré de faire une distinction en ce qui concerne les coûts entre les aliments envers les enfants et ceux destinés aux autres membres de la famille. En revanche, d'autres experts ont estimé qu'il ne faudrait pas inclure une telle distinction. Plusieurs experts voulaient s'assurer que le recouvrement des frais du débiteur ne se fasse pas au détriment du créancier. Un expert a noté que, selon les lois de son État, il serait impossible de recouvrer les coûts du débiteur. Un expert a suggéré qu'il devrait y avoir des règles différentes pour les débiteurs d'aliments et pour les autorités publiques en leur qualité de demandeur. Certains experts sont d'avis qu'il ne devrait pas y avoir de différence.

I *Autres*

60 En ce qui a trait aux autres questions, afin d'aider le Groupe de travail (Comité de rédaction), il a été indiqué que les experts devraient réfléchir aux fonctions essentielles des Autorités centrales qu'ils souhaiteraient inclure dans le nouvel instrument. Il convient de s'interroger davantage quant à la détermination des fonctions obligatoires et, parmi celles-ci, celles qui devraient être fournies gratuitement, et garder à l'esprit qu'il y aura différents types de demandes et différentes catégories de demandeurs.

61 Une Rapporteur a insisté sur la nécessité de se tourner vers l'avenir en vue de l'élaboration d'un nouvel instrument. Elle a aussi exprimé le souhait que les experts, qui en ont la capacité, s'efforcent d'influencer le développement et d'améliorer les structures et ressources des Autorités centrales dans leur État. Il a été observé notamment que l'utilisation de formules standard constitue une méthode simple et efficace en vue de diminuer les coûts relatifs au personnel et délais de traitement des demandes d'aliments.

62 En vue de l'application future et à long terme du nouvel instrument, il a été mentionné qu'il pourrait être intéressant d'examiner la possibilité d'établir un système électronique de gestion de dossiers tel que celui actuellement expérimenté par le Bureau Permanent dans le cadre de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*. Un tel système pourrait permettre aux utilisateurs de communiquer et de suivre le traitement des dossiers en matière d'aliments, de manière efficace et à moindre frais. Il a aussi été mentionné que la mise en place d'un tel système électronique de gestion de dossiers pourrait aussi contribuer à une certaine homogénéité de la pratique et, dès lors, augmenter la confiance entre les Autorités centrales, ainsi que de permettre la collecte de statistiques.

63 D'autres experts ont souligné l'importance de certaines questions à examiner en vue de l'élaboration d'un nouvel instrument. Ils ont évoqué notamment les possibilités suivantes : inclure une disposition relative à la médiation comme mode alternatif de règlement des conflits, distribuer des brochures visant à promouvoir le nouvel instrument au sein des États, prévoir la fourniture de services limités, rédiger un Guide de bonnes pratiques et inciter les Autorités centrales à faciliter les transferts de fonds.

PARTIE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

A *Bases de reconnaissance*

64 Les réponses au Questionnaire de 2002 ont démontré une volonté marquée d'inclure dans le nouvel instrument un système efficace de reconnaissance et d'exécution des décisions alimentaires étrangères. Un système permettant une reconnaissance la plus large possible des décisions existantes est fortement à l'avantage du créancier. Il permet d'éliminer les coûts et délais qui incombent au créancier lorsqu'il doit faire une nouvelle demande parce que la décision existante ne peut être reconnue. Un tel système aide aussi à réduire les problèmes engendrés par les décisions contradictoires multiples. Plusieurs experts ont insisté sur l'importance de concevoir un régime de reconnaissance et d'exécution simple, d'un bon rapport qualité-prix et capable de susciter une adhésion universelle.

65 En ce qui concerne les bases possibles de reconnaissance, aucune opposition n'a été exprimée quant à la reconnaissance basée sur la résidence (habituelle ou autre) du défendeur ou la soumission volontaire du défendeur à la juridiction. Plusieurs délégués ont aussi exprimé leur appui au principe selon lequel une décision rendue par les autorités du pays dans lequel le créancier a sa résidence habituelle devrait être reconnue et exécutée. On a affirmé qu'un tel principe est à la fois juste et simple et offre une prévisibilité et certitude juridique.

66 Un expert des États-Unis d'Amérique a indiqué que l'*Uniform Interstate Family Support Act* des États-Unis a été promulgué dans les 50 états fédérés et établit sept situations dans lesquels un état peut exercer sa compétence sur un défendeur non résident. Il a été noté qu'aucun de ces chefs de compétence ne fait état de la compétence du « for du créancier » en tant que tel, bien qu'en pratique, il existe un grand nombre de situations dans lesquelles un créancier peut saisir l'autorité compétente de sa juridiction. L'expert a expliqué les raisons constitutionnelles au refus d'appliquer l'approche de la compétence du « for du créancier ». La Cour suprême a en effet indiqué qu'en matière d'aliments, en vertu du principe constitutionnel du « *due process* », il doit exister un lien entre le débiteur et l'État dans lequel la décision est prononcée. Les experts américains ont dit espérer, par conséquent, qu'il sera possible de réconci-

Commission spéciale – Première réunion

erate an administrative system and those which operate a judicial system; and thirdly, the importance of avoiding discrimination against foreign applicants.

57 Several experts described the legal aid system existing in their States. In some States legal aid is available to all applicants. In many States the attribution of legal aid is dependent upon a means test based on the parent or the child. One expert noted that even if an applicant fails to meet a means test, legal aid can be provided based on the merits of the case. Many experts noted that in their States there is positive discrimination in favour of foreign applicants. This is sometimes justified, and should be taken into account in the formulation of any non-discrimination provision.

58 Later during the meeting of the Special Commission, the Chair of the Working Group (Drafting Committee) introduced section 9 of Working Document No 1 relating to costs. She noted that certain functions should be provided free of charge and others might come at a cost. She also noted that a distinction might be needed in relation to costs between child support and others forms of family maintenance. Finally, she raised the issue of the possibility of recovering costs from the maintenance debtor.

59 Experts reiterated that the core functions of Central Authorities should be provided free of charge. However, they underlined that it might be necessary to charge for certain additional services. A few experts were of the opinion that a distinction should be made in relation to costs between child support applications and applications for other forms of family maintenance. Other experts expressed a view that no such distinction should be made. Many experts wanted to ensure that the recovery of costs from the debtor should not be detrimental to the creditor. An expert noted that under the law of her State it would be impossible to recover costs from the debtor. An expert suggested that there should be a difference in rules for maintenance debtors and public authorities as applicants. Some experts were of the opinion that there should not be such a difference.

I *Other*

60 In relation to other issues it was indicated that, in order to assist the Working Group (Drafting Committee), it would be useful for the experts to reflect upon the core functions that they would like to see ascribed to Central Authorities in the new instrument. Further consideration would need to be given to which functions should be considered mandatory and, among those functions, which should be supplied free of charge bearing in mind that that there will be different types of application and different categories of applicant.

61 One of the *Rapporteurs* stressed the need to look to the future in the creation of the new instrument. She also expressed the hope that those experts with the capacity to do so would strive to influence the development and improve the structure and resources of Central Authorities in their States. The use of standard forms was referred to as a simple and effective way to minimise staff costs and speed up the processing of maintenance applications.

62 With a view to the future and long-term application of the new instrument, it was mentioned that it could be useful to consider establishing an electronic case management system, such as that which is currently being piloted by the Permanent Bureau under the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*. Such a system could allow users to communicate and track the processing of maintenance cases effectively and at low cost. It was also mentioned that the establishment of an electronic case management system could contribute to a certain uniformity of practice and, therefore, increase confidence among Central Authorities, as well as facilitate the gathering of statistics.

63 Other experts wished to underline the importance of certain issues being examined in the elaboration of a new instrument. In particular, experts discussed the following issues: the possibility of including a mediation provision as an alternative method of dispute resolution; the distribution within States of brochures promoting the new instrument; provision for limited service requests; the drafting of a Guide to Good Practice; and encouraging Central Authorities to facilitate the transfer of funds.

PART II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

A *Bases for recognition*

64 Responses to the 2002 questionnaire had shown strong support for the view that the new instrument should contain an efficient system for the recognition and enforcement of foreign maintenance decisions. A system which provides for the widest possible recognition of existing decisions is strongly in the interest of the creditor. It eliminates the costs and delays which are incurred if the creditor has to pursue a fresh application because an existing order cannot be recognised. It also helps to reduce the problems arising from multiple conflicting orders. Several experts emphasised the importance of devising a scheme of recognition and enforcement which is relatively simple and cost-effective, as well as one which is capable of securing widespread support among States.

65 With regard to the possible bases for recognition, no opposition was expressed to recognition based on the residence (habitual or otherwise) of the defendant, or the voluntary submission of the defendant to the jurisdiction. Many delegates also expressed their support for the principle that a decision given by the authorities of the country where the creditor had his / her habitual residence should be recognised and enforced. Such a principle was said to be both just and simple, giving legal certainty and predictability.

66 An expert from the United States of America indicated that the U.S. Uniform Interstate Family Support Act has been enacted in all 50 states and enumerates seven circumstances in which the state may exercise jurisdiction over a non-resident defendant. It was noted that "creditor's jurisdiction" was not included as such among these bases of jurisdiction, although in practice there are very many circumstances in which a creditor may proceed in his / her own jurisdiction. The expert explained the constitutional reasons for the refusal to apply the rule of "creditor's jurisdiction". The Supreme Court has indicated that in maintenance cases, in accordance with the constitutional principle of "due process", there must be a link between the debtor and the State in which the order was made. Therefore, the Ameri-

lier les différentes approches en présence, dans le nouvel instrument.

67 Les experts des États-Unis d'Amérique ont indiqué qu'ils seraient disposés à accepter un instrument qui leur permettrait de faire une déclaration ou d'émettre une réserve, en raison de leur incapacité à fonder exclusivement leur compétence sur le lieu de résidence du créancier.

68 Les experts ont discuté de l'approche « basée sur les faits » qui avait été expliquée lors de la Commission spéciale de 1999 et qui a été mise de l'avant par les États-Unis d'Amérique dans leurs réponses au Questionnaire de 2002. En vertu de cette approche, une décision étrangère est reconnue lorsque les circonstances factuelles dans lesquelles elle a été rendue auraient fondé la compétence du tribunal ou de l'autorité adressée. Des experts des États-Unis ont confirmé leur désir d'intégrer dans le nouvel instrument, l'approche basée sur les faits parmi d'autres fondements de reconnaissance et d'exécution. Ils ont précisé que l'objectif principal était le recouvrement des aliments et que l'approche basée sur les faits n'avait rencontré aucune opposition dans le cadre d'accords bilatéraux, dans lesquels elle a été utilisée.

69 Plusieurs experts ont suggéré que l'approche basée sur les faits serait acceptable et réalisable dans un cadre général de reconnaissance et d'exécution. Toutefois, certains experts ont exprimé leur réticence à inclure l'approche basée sur les faits dans le nouvel instrument alors que la compétence du for du créancier est appliquée par une large majorité d'États. En outre, ils ont observé que les régimes de Bruxelles établissent des règles uniformes de compétence au niveau de la Communauté européenne. Ces régimes favorisent le créancier d'aliments en lui laissant le choix d'intenter une action contre le débiteur soit dans l'État de la résidence de celui-ci, soit dans l'État de son propre domicile. En revanche, en cas de modification de la décision d'origine, la seule compétence possible est celle du lieu de résidence du créancier.

70 Un grand nombre d'experts a indiqué qu'il est primordial que le nouvel instrument soit en mesure de susciter une adhésion universelle. À cette fin, ils souhaitent qu'un compromis soit recherché et estiment que la proposition du Secrétaire général adjoint dans le Document préliminaire No 3 (para. 87) constitue une base de travail satisfaisante pour les négociations.

> « 1 Une décision en matière alimentaire rendue par une autorité judiciaire ou administrative dans un État contractant (l'État d'origine) doit être reconnue et exécutée dans tous les autres États contractants si :
>
> (a) le débiteur résidait (habituellement) dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;
>
> (b) le débiteur s'est soumis à la compétence de l'autorité ;
>
> (c) les circonstances de l'affaire auraient, *mutatis mutandis*, conféré cette compétence en vertu des règles de l'État requis ; ou
>
> (d) le créancier résidait (habituellement) dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance.
>
> 2 Un État contractant dont les autorités judiciaires ou administratives ne peuvent exclusivement fonder leur compétence en matière alimentaire sur le lieu de résidence du créancier peut émettre une réserve quant au paragraphe 1(d). »

71 Cette proposition permettrait en effet d'atteindre un compromis constructif sans pour autant exiger une renonciation des États à leur système de reconnaissance existant. En outre, une coopération administrative efficace devrait pouvoir faciliter la mise en œuvre des différentes approches. Ceci constitue ce sur quoi le Groupe de travail (Comité de rédaction) peut travailler.

72 Un expert a suggéré d'ajouter d'autres chefs de compétence à la liste proposée dans le Document préliminaire No 3 afin de reconnaître, par exemple, l'autonomie de la volonté des parties ou encore la compétence pour les affaires accessoires de l'État reconnu compétent quant à la procédure concernant l'état de la personne.

73 Un observateur a attiré l'attention des experts sur le Code de procédure civile de l'Uruguay qui dispose qu'en vue de reconnaître une décision étrangère, l'autorité uruguayenne doit vérifier la compétence de l'auteur du jugement, au regard de la loi applicable dans l'État où cette décision a été prise.

74 La possibilité de reconnaître une décision alimentaire pour laquelle les parents ont convenu d'une autorité a été soulevée. La question de la nationalité a également été abordée mais plusieurs experts ont été d'avis que la compétence basée sur le critère de résidence habituelle était plus utile et réaliste que le critère de la nationalité.

B *Procédures de reconnaissance et d'exécution*

75 En ce qui concerne les procédures de reconnaissance et d'exécution, les experts ont reconnu de façon générale la nécessité d'établir des procédures équitables, efficaces et rapides pouvant être appliquées tant dans les systèmes administratifs que judiciaires. En outre, ils ont affirmé l'importance de ne pas réviser les décisions au fond au moment de la reconnaissance.

76 Plusieurs experts ont exprimé leur désir de prendre en considération la mise en place d'un système dans lequel il incombe au débiteur de soulever des objections à la reconnaissance, c'est-à-dire un système dans lequel il y a reconnaissance à moins que le débiteur ne soulève une des objections prévues dans une liste limitée de défenses ou de motifs de refus, pendant une période de temps déterminée. Un expert a noté l'importance, dans ce contexte, d'interpréter la défense d'ordre public de manière restrictive. Toutefois, plusieurs experts ont été d'avis qu'il était prématuré, à ce stade, de considérer l'abolition de l'exequatur.

C *Exécution en vertu des lois nationales*

77 En ce qui concerne les mesures d'exécution en vigueur dans les divers États, il a été accepté que de profondes divergences existaient à ce sujet et il a été observé que de profonds désaccords entre les États sur les pratiques en matière d'exécution pouvaient mener à une perte de confiance mutuelle.

78 Plusieurs experts ont décrit les mécanismes d'exécution existants dans leur État respectif. Il a été reconnu de façon générale que les mécanismes disponibles pour l'exécution des décisions alimentaires en vertu du nouvel instrument devraient être déterminés par les lois nationales de l'État qui exécute. Néanmoins, plusieurs États ont reconnu le besoin d'un principe explicite de non-discrimination. On a aussi favorisé des procédures qui assuraient une transparence. Il serait important, par exemple, que les États fournissent de l'information relative à leurs procédures d'exécution, lors de leur adhésion ou ratification du nouvel ins-

Commission spéciale – Première réunion

can experts hoped that it would be possible to reconcile the divergent approaches in the new instrument.

67 Experts from the United States of America indicated that they would be inclined to accept an instrument which would allow them to make a declaration or reservation with respect to their inability to base their jurisdiction solely on the residence of a creditor.

68 Experts discussed the "fact-based" approach to recognition which had been explained at the 1999 Special Commission and was proposed for acceptance in the response of the United States of America to the 2002 Questionnaire. Under this approach a foreign decision is recognised if made in factual circumstances which would, *mutatis mutandis*, be a basis for jurisdiction in the court / authority addressed. Experts from the United States confirmed their wish that the new instrument should include the fact-based approach among the bases for recognition and enforcement. They emphasised that the main objective was the recovery of maintenance and observed that the fact-based approach worked successfully and had encountered no opposition in the context of the bilateral agreements in which it is utilised.

69 Several other experts suggested that the fact-based approach was workable and acceptable within a general scheme of recognition and enforcement. However, certain experts expressed reluctance at including the fact-based approach in the new instrument, in view of the fact that the creditor's jurisdiction approach is applied by a large majority of States. Furthermore, they noted that the Brussels regimes establish uniform rules of jurisdiction at the level of the European Community. These regimes favour the maintenance creditor by giving him or her a choice of proceeding against the debtor either in the State of the debtor's residence, or in the State where the creditor is himself or herself resident. On the other hand, in cases of modification of the original order the only possible jurisdiction is that of the creditor's residence.

70 A large number of experts indicated that it was essential that the new instrument be capable of attracting universal support. They therefore expressed the hope that a compromise would be sought and supported the proposal of the Deputy Secretary General in Preliminary Document No 3 (para. 87) as a good starting point for negotiations:

> "1 A maintenance decision made by a court / authority in one Contracting State (the State of origin) shall be recognised and enforced in all other Contracting States if –
>
> (a) the debtor was (habitually) resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;
>
> (b) the debtor submitted to the jurisdiction;
>
> (c) the facts in the case would, *mutatis mutandis*, have supported jurisdiction under the rules of the requested State; or
>
> (d) the creditor was (habitually) resident in the State of origin at the time proceedings were instituted.
>
> 2 A Contracting State whose own authorities or courts are not permitted to make a maintenance decision based solely on the residence of the creditor within the jurisdiction may make a reservation in respect of paragraph 1(d)."

71 This proposal would allow a constructive compromise to be reached without the need for States to renounce their existing systems of recognition and enforcement. Furthermore, effective administrative co-operation would facilitate the application of different approaches. This was the basis on which the Working Group (Drafting Committee) was at present to proceed.

72 One expert suggested the addition of other bases for recognition to the list proposed in Preliminary Document No 3, in order to recognise, for example, agreed jurisdiction and jurisdiction for matters ancillary to proceedings concerning the status of the person for which the State has jurisdiction.

73 One observer drew the attention of the experts to the Code of Civil Procedure of Uruguay which provides that, in order to recognise a foreign judgment, the Uruguayan authority must verify the jurisdiction of the decision-maker under the applicable law of the State in which the decision was made.

74 The possibility was raised of recognising a maintenance decision where made by an authority agreed upon by the parents. The issue of nationality was also addressed, but several experts expressed the view that habitual residence provided a more realistic and useful basis for recognition than nationality.

B *Procedures for recognition and enforcement*

75 With regard to procedures for recognition and enforcement experts generally recognised the need to establish fair, efficient and speedy procedures, and ones capable of being applied within both administrative and judicial systems. Additionally, they stated the importance of not reviewing the merits of the decision at the recognition stage.

76 Several experts indicated their willingness to consider a system which places the onus on the debtor of raising objections to recognition, *i.e.*, a system in which recognition occurs unless the debtor raises one among a limited list of defences or grounds for refusal within a specified period of time. One expert noted the importance, in this context, of interpreting the public policy "defence" restrictively. On the other hand, several experts expressed the view that it is premature at this stage to consider abolition of "*exequatur*".

C *Enforcement under national law*

77 With regard to the enforcement measures operating in different States, it was recognised that there exist at present wide divergences, and the observation was made that wide discrepancies in enforcement practice between different States can lead to a loss of mutual confidence.

78 Several experts described the enforcement methods available in their respective States. There was general acceptance that the mechanisms available for enforcing maintenance decisions under the new instrument would have to be determined by the national law of the enforcing State. Nevertheless, several experts accepted the need for an explicit principle of non-discrimination. There was also support for procedures that would ensure transparency. It would be important, for example, for States to supply information relating to their enforcement procedures at the time of acceding to or ratifying the new instrument. This

Special Commission – First Meeting

trument. Cela pourrait, par exemple, inclure des « critères de fixation de revenu protégé », qui sont en opération dans plusieurs pays afin d'assurer que le débiteur conserve un revenu net minimal. Bien que le besoin d'inclure une disposition d'information générale sur l'exécution ait été accepté de façon générale, un expert a toutefois noté qu'il pourrait être inopportun d'exclure un État de l'acceptation de la nouvelle Convention en raison de mécanismes d'exécution apparemment inadéquats.

D *Le projet du Groupe de travail (Comité de rédaction)*

79 Les titres proposés par le Groupe de travail (Comité de rédaction) sur la reconnaissance et l'exécution sont contenus dans le Document de travail No 2 (voir annexe II). Suite à la présentation de ces titres par la Présidente du Groupe de travail (Comité de rédaction), certaines questions spécifiques ont été posées par les experts.

80 De nombreux experts se sont opposés à la possibilité d'effectuer une réserve du paragraphe 1(c) qui prévoit que le tribunal de l'État requis doit reconnaître une décision étrangère si, pour les mêmes faits, il avait eu compétence en vertu des règles internes de cet État. Certains experts ont précisé que le paragraphe 1(c) concerne les cas où un tribunal aurait pu avoir compétence plutôt que les cas où il aurait exercé sa compétence.

81 Un expert a exprimé son inquiétude quant au paragraphe 2 qui permettrait aux États de faire une réserve lorsque le critère de compétence est celui du seul lieu de résidence du créancier. Il a suggéré, afin d'accroître la prévisibilité, d'inclure une liste complète de critères de reconnaissance ou un système de déclaration par lequel les États indiqueraient les circonstances dans lesquelles ils accepteraient ou non de reconnaître la décision. Un autre expert s'est interrogé sur le paragraphe 2, notamment lorsque la loi interne d'un État qui fonde la compétence sur le lieu de résidence du créancier est ambiguë.

82 Quelques États sont favorables à la possibilité d'inclure, dans la nouvelle Convention, la nationalité comme base de reconnaissance. On a souligné qu'en vertu du paragraphe 1(c), un État qui accepte la nationalité comme critère de compétence devra également reconnaître les décisions étrangères fondées sur ce critère. S'agissant du lieu de résidence habituelle de l'enfant, quelques experts ont précisé que ce critère serait redondant étant donné l'inclusion du lieu de résidence du créancier. Un autre expert a rappelé cependant que, dans certains États, l'enfant n'est pas considéré comme un créancier. Un expert s'est dit favorable à l'introduction, en vue de la reconnaissance, des cas d'accord entre parties ainsi que les décisions rendues par une autorité compétente pour statuer sur les questions de statut personnel. Il a rappelé que ces critères s'appliquent au sein de l'Union européenne, en vertu des régimes de Bruxelles.

83 Certains experts se sont interrogés sur la définition de la notion de fraude, à savoir si elle doit se limiter aux questions de procédure. Un expert s'est dit favorable à l'introduction d'une disposition permettant de vérifier la compétence de l'État d'origine.

84 Certains experts ont suggéré de réviser le texte relatif au modèle a) et de préciser que le débiteur a la possibilité, et non l'obligation, de soulever une objection dans un délai donné. Plusieurs experts favorisent l'inclusion d'une disposition précisant que la présence de l'enfant ou du parent qui en a la garde n'est pas nécessaire au cours de la procédure de reconnaissance et d'exécution.

85 Quelques experts ont sollicité des précisions sur le fonctionnement des deux systèmes envisagés dans le Document de travail No 2. On a indiqué que les deux modèles se différencient dans la mesure où dans le modèle a), le défendeur est le seul à pouvoir soulever des objections relatives à la reconnaissance et à l'exécution, alors que dans le modèle b), l'autorité de l'État requis peut, de manière indépendante, examiner s'il existe des motifs de refus.

PARTIE III – COMPÉTENCES POUR RENDRE ET MODIFIER LES DÉCISIONS ALIMENTAIRES

A *Questions et informations générales*

86 Les discussions en séance plénière sur les règles de compétence directe se sont concentrées sur les questions de savoir s'il était désirable de prévoir des règles uniformes dans le nouvel instrument, si des règles uniformes procureraient des bénéfices réels et pratiques au système international et s'il était réaliste d'espérer que les négociations sur ce sujet se concluent par un accord ou un consensus. Il y a eu très peu d'échanges, à cette étape, à propos de ce qui pourrait être le contenu des règles uniformes de compétence d'un nouvel instrument. Les discussions ont porté sur la description des approches existantes relatives à la compétence au sein de certains systèmes interne et régional, décrites au Document préliminaire No 3, chapitre IV. Cette description a identifié deux sujets pour lesquels les avis divergent quant aux approches existantes relatives à la compétence. Premièrement, en ce qui concerne la compétence en matière de décisions ou d'ordonnances alimentaires, des avis divergents ont été exprimés d'un côté par les experts des systèmes dans lesquels la résidence / le domicile du créancier suffit pour exercer la compétence (illustrés par les régimes de Bruxelles / Lugano et de Montevideo) et, de l'autre côté, par les experts des systèmes qui requièrent l'existence d'un lien minimal entre le tribunal ou l'autorité exerçant sa compétence et le débiteur (illustré par le système opérant aux États-Unis d'Amérique). Deuxièmement, en ce qui concerne la compétence en matière de modification des décisions, des avis divergents ont été exprimés par les experts des systèmes qui adoptent le concept général de « compétence continue » de l'État qui a rendu la décision ou l'ordonnance d'origine (voir le modèle des États-Unis) et ceux qui, par opposition, acceptent que la compétence en matière de modification d'une décision existante puisse être transférée aux tribunaux ou autorités d'un autre État, en particulier à celui où le créancier a établi sa nouvelle résidence ou domicile (voir le modèle de Bruxelles / Lugano, par ex.).

B *Options ayant fait l'objet de considération*

87 Au cours du débat sur ce sujet, les experts ont considéré plusieurs options, dont les suivantes :

a) Un noyau dur commun aux bases de compétence faisant l'objet d'un important accord devrait être recherché, en commençant, par exemple, avec la compétence du for du défendeur et l'acceptation de se soumettre à la compétence, en ajoutant ensuite la compétence du for du créancier, sujet aux limites nécessaires pour satisfaire les préoccupations de certains États quant au « *due process* ».
b) Ce noyau commun de règles, incluant la compétence du for du créancier, pourrait être choisi parce qu'il contient des principes généralement acceptés. Il pourrait toutefois être combiné avec un type de disposition de sortie pour les États qui ne peuvent accepter la compétence du for du créancier en son état pur.

Commission spéciale – Première réunion

might, for example, include general information concerning "protected earning rates" which operate in many countries to ensure that the debtor retains a minimum net income. While the need for the provision of general information on enforcement was generally accepted, one expert suggested that it would be inappropriate to exclude a State from the new Convention system simply because that State was perceived to have inadequate enforcement mechanisms.

D *The Working Group's (Drafting Committee) draft*

79 The headings proposed by the Working Group (Drafting Committee) on recognition and enforcement are contained in Working Document No 2 (see Annex II). Upon presentation of these headings by the Chair of the Working Group (Drafting Committee), a number of specific points were raised by experts.

80 Many experts opposed the possibility of reservation on paragraph 1(c), which requires recognition of a foreign order if the court addressed could have exercised jurisdiction under domestic law on the same facts. Several experts clarified that paragraph 1(c) includes cases in which the court could have had jurisdiction, rather than would have exercised jurisdiction.

81 One expert expressed concern about paragraph 2, which permits States to make a reservation where jurisdiction was based on the creditor's residence alone. Moreover, to increase foreseeability, he suggested either a complete list of criteria for recognition or a declaration system whereby States indicate the circumstances in which they will and will not recognise an order. Another expert questioned paragraph 2 as it relates to States with ambiguous internal law as to creditor-based jurisdiction.

82 A few experts supported the inclusion of nationality as a further basis for recognition in the new Convention. It was noted that, under paragraph 1(c), a State which itself accepts nationality jurisdiction will be obliged to recognise foreign decisions given on a nationality basis. As to the child's habitual residence, some experts asserted that it was redundant given the inclusion of creditor's residence. Another expert cautioned that the child is not the creditor in some States. One expert advocated including for recognition purposes the cases of party agreement and maintenance orders issued by a State with jurisdiction on a matter of personal status, referring to the situation in the European Union under the Brussels regimes.

83 Certain experts queried the definition of "fraud", whether the term was limited to procedure. One expert advocated including a provision for verifying jurisdiction in the original State.

84 Certain experts suggested revising model a) to make clear that, although the debtor has the opportunity, he is not "obliged" to object within the specified period. Several experts supported a provision specifying that the presence of the child or custodial parent is not required during proceedings.

85 Some experts requested clarification on the operation of the two models in Working Document No 2 and it was pointed out that the two models differ in that, under model a), the defendant bears responsibility for raising certain grounds for refusing recognition and enforcement, whereas under model b), the State requested has the power independently to review whether bases for refusal exist.

PART III – JURISDICTION TO MAKE AND MODIFY MAINTENANCE DECISIONS

A *General questions and background*

86 The discussion in plenary on the subject of direct rules of jurisdiction focused on the questions of whether the inclusion of uniform rules in the new instrument was desirable, whether uniform rules would bring real and practical benefits to the international system, and whether it was realistic to expect that negotiations on the subject would produce agreement or consensus. There was less discussion at this stage of what might be the precise content of any uniform rules of jurisdiction within the new instrument. The discussion took place in the context of the description in Preliminary Document No 3, Chapter IV, of existing approaches to jurisdiction within certain national and regional systems. That description had identified two important areas of divergence in relation to current approaches to jurisdiction. First, in the case of jurisdiction to make original maintenance orders or decisions, there was the divergence between on the one hand those systems which accepted creditor's residence / domicile without more as a basis for exercising jurisdiction (typified by the Brussels / Lugano and Montevideo regimes), and on the other hand systems which insist upon some minimum nexus between the court or authority exercising jurisdiction and the debtor (typified by the system operating within the United States of America). Second, in the case of jurisdiction to modify an existing maintenance order or decision, there was the divergence between systems which adopt the general concept of "continuing jurisdiction" in the State where the original order or decision was made (see United States model), and those which on the other hand accept that jurisdiction to modify an existing order may shift to the courts or authorities of another State, in particular one in which the creditor has established a new residence or domicile (see the Brussels / Lugano model as an example).

B *Options considered*

87 During the debate on the subject, experts considered a number of options, including the following:

a) An attempt should be made to identify a common core of jurisdictional grounds on which there might be widespread agreement, beginning for example with defendant's forum and submission to the jurisdiction, and then adding a creditor's forum but subject to limitations necessary to satisfy the "due process" concerns of certain States.

b) A common core of rules might be identified, including creditor's forum, on the basis that this principle is widely accepted, but this might be combined with some kind of opt-out provision for States unable to accept a pure creditor's forum.

c) La recherche de principes uniformes devrait être mise de côté et l'accent devrait être mis sur le développement d'un système efficace de coopération combiné avec des règles de compétence indirecte en matière de reconnaissance et d'exécution des décisions ou ordonnances alimentaires.

88 Voici un résumé des arguments exprimés lors de la Commission spéciale en faveur et contre l'inclusion de règles uniformes de compétence directe dans le nouvel instrument, tant en ce qui concerne la compétence d'origine qu'en matière de modification.

C *Arguments en faveur de règles de compétence directe*

a) Convenir d'un ensemble uniforme de règles quant à la compétence favoriserait les objectifs de clarté, prévisibilité et simplicité.
b) Convenir de critères juridictionnels de compétence favoriserait la confiance mutuelle et fournirait une structure solide permettant d'établir un système efficace de coopération administrative. Il serait difficile pour les autorités administratives de travailler avec des systèmes étrangers opérant des critères juridictionnels de compétence variés.
c) Des règles uniformes de compétence directe fourniront une base solide à un système de reconnaissance et d'exécution des décisions alimentaires et permettrait le traitement de façon simple et rapide des procédures de reconnaissance et d'exécution.
d) Des règles uniformes aident à éviter la duplication des litiges et les nombreuses décisions contradictoires. Malgré que cela ne soit pas un problème sérieux quant à l'exercice de la compétence d'origine (particulièrement lorsqu'il s'agit d'aliments envers les enfants), cela constitue un problème véritable en ce qui concerne la compétence en matière de modification d'une ordonnance existante. Il est difficile de concevoir des règles concernant la compétence en matière de modification sans considérer en même temps les bases d'exercice de la compétence d'origine.
e) Il est probable que certains chefs de compétence fassent l'objet d'un important accord tels que la résidence du défendeur (peu importe sa définition) ou l'acceptation du défendeur de se soumettre à la compétence. En outre, l'idée selon laquelle la résidence du créancier (peu importe sa définition) devrait être une base de compétence est très largement acceptée.
f) Si plusieurs États ou la majorité d'entre eux semblent être en accord sur les règles de compétence directe, il faut que cet accord soit reflété dans le nouvel instrument. La minorité d'États, ne pouvant se joindre au consensus, devrait pouvoir bénéficier d'un type de disposition de sortie.

g) Si, comme cela semble être le cas, les différences concrètes sont minimes entre les systèmes qui acceptent la compétence du créancier sans qualification et ceux qui ne l'acceptent pas, il doit être possible de formuler des principes juridictionnels de compétence qui satisfassent le plus grand nombre d'opinions possible.
h) Les règles uniformes de compétence prévues dans les Conventions de La Haye fournissent un excellent modèle de réforme pour les systèmes nationaux.

D *Arguments contre l'inclusion de règles de compétence directe*

a) L'absence de critères juridictionnels de compétence au niveau international n'a pas été une source sérieuse d'inquiétudes en pratique, ni la cause des défauts présentement rencontrés dans le système international. Ainsi, l'harmonisation des règles de compétence directe suscite peu d'intérêt pour plusieurs États.
b) L'expérience a démontré qu'il peut être extrêmement difficile d'obtenir un consensus sur une approche uniforme lorsque différentes approches en matière de compétence sont appliquées dans différents systèmes, qu'elles font toutes l'objet d'un appui en principe et semblent toutes bien fonctionner en pratique et sont satisfaisantes dans leur contexte respectif.
c) Les avantages escomptés d'un système uniforme ne justifient pas l'énergie et le temps que l'on devrait investir dans la recherche d'un consensus qui pourrait s'avérer futile et prolonger les négociations inutilement. Il y a un risque que l'accent ne soit pas mis sur ce qui constitue les véritables problèmes pratiques, tels que la mise en place d'un système de coopération administrative efficace et réceptif.

d) Un système de reconnaissance et d'exécution peut fonctionner efficacement à l'aide de règles de compétence indirecte sans qu'il ne soit nécessaire d'avoir un accord sur des règles uniformes de compétence directe. Voir, par exemple, la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*.
e) Le problème des décisions multiples découlant de l'exercice de la compétence en matière de modification pourrait être amélioré par l'utilisation de règles autres que celles de compétence directe, incluant, par exemple, les dispositions concernant la reconnaissance et l'exécution.
f) L'établissement de règles de compétence directe au niveau international différera inévitablement, quant à certains aspects, des règles adoptées dans les instruments régionaux, créant ainsi un problème complexe de « déconnexion », c'est-à-dire un problème quant à l'emplacement de la ligne séparant les affaires comprises dans le champ d'application respectif des instruments régionaux et internationaux.
g) Tout désavantage qui pourrait être causé par l'absence de critères uniformes de compétence, et en particulier celui qui affecte le créancier alimentaire, pourrait être amélioré par l'introduction d'un système de coopération efficace et réceptif qui maximiserait le support offert au créancier indifféremment du pays où la demande alimentaire a été introduite.

89 La balance des opinions des experts a favorisé la mise de côté de la question générale des règles uniformes de compétence directe. Même si plusieurs experts reconnaissent les avantages théoriques des règles uniformes, l'opinion prépondérante est à l'effet que les bénéfices pratiques que procureraient des règles uniformes sont modestes par rapport aux coûts qu'engendrerait cette longue tentative d'obtention d'un consensus qui pourrait s'avérer futile. Le Président a conclu que même si le débat sur la compétence d'origine n'était pas clos, les discussions plus détaillées sur ce sujet devaient, pour l'instant, être reportées à une date ultérieure.

E *Compétence en matière de modification*

90 En ce qui concerne la compétence en matière de modification, les experts ont reconnu qu'il existait de nombreux problèmes (voir le Doc. prél. No 3, aux para. 105 et 106). En plus du risque d'obtenir des décisions / ordonnances contradictoires, il se pourrait que dans certaines circonstances, un litige survienne et qu'aucun tribunal ou autorité n'ait compétence pour entendre la demande de modification. Le fait que les tribunaux de certains pays modifient une décision ou ordonnance alimentaire dans le contexte d'une procédure de reconnaissance et d'exécution constitue un problème continu.

91 Quelques experts ont estimé qu'il serait possible d'obtenir une solution par consensus en ce qui concerne le cas

Commission spéciale – Première réunion

c) The search for uniform principles should be set aside, and concentration should be placed on developing an effective system of co-operation combined with indirect rules of jurisdiction for the purposes of recognition and enforcement of maintenance decisions or orders.

88 The following is a distillation of the arguments expressed during the Special Commission meeting for and against including in the new instrument uniform direct rules of jurisdiction, whether in respect of the exercise of original jurisdiction or in respect of modification jurisdiction.

C *In favour of including direct rules of jurisdiction*

a) A uniform agreed set of jurisdictional rules would promote the goals of clarity, foreseeability and simplicity.

b) Agreed jurisdictional standards will foster mutual confidence and provide a firm framework on which to build an effective system of administrative co-operation. Administrative authorities will find their work more difficult if they have to deal with foreign systems operating varying jurisdictional standards.

c) Uniform direct rules of jurisdiction provide a firm foundation for a system of recognition and enforcement of maintenance decisions, and make it easier to operate simple and rapid procedures for recognition and enforcement.

d) Uniform rules help to prevent duplication of litigation and the generation of multiple conflicting decisions. While this may not be a serious problem in relation to the exercise of original jurisdiction (especially where child support is concerned), it is a real problem in the context of jurisdiction to modify an existing order. It is difficult to devise rules which regulate modification jurisdiction without at the same time considering the grounds for exercising original jurisdiction.

e) There is likely to be broad agreement in respect of certain heads of jurisdiction, such as defendant's residence (however defined), or submission of the defendant to the jurisdiction. Also, the idea that the residence (however defined) of the creditor should found jurisdiction is very widely accepted.

f) Where there is a situation in which it appears that many or most States would be able to agree on common rules of direct jurisdiction, the opportunity to reflect this in the new instrument should not be lost. The position of a minority of States that cannot join the consensus could be accommodated by an opt-out clause of some sort.

g) If, as appears to be the case, the differences are small in terms of practice between those systems which do and those which do not without qualification accept a creditor's jurisdiction, it ought to be possible to formulate jurisdictional principles which capture the large area of common ground.

h) Uniform rules on jurisdiction in Hague Conventions provide a valuable model for reforms in national systems.

D *Against the inclusion of rules of direct jurisdiction*

a) The absence at the international level of agreed jurisdictional standards has not in practice been a serious cause of concern, and is not a source of the major shortcomings currently experienced within the international system. For many States, harmonisation of direct rules of jurisdiction generates little interest.

b) Experience has shown that, where different approaches to jurisdiction operate in different systems, where both are supported by principle, and where both seem to work well in practice and give satisfaction within their respective contexts, it may be extremely difficult to reach consensus on a uniform approach.

c) The perceived advantage of a uniform system are not such as to justify the energy and time that would need to be devoted to the search for consensus, which may in any case be futile and may prolong negotiations unnecessarily. There is a danger that attention will be distracted away from the real practical problems, in particular putting in place an efficient and responsive system of administrative co-operation.

d) A system of recognition and enforcement can operate successfully on the basis of indirect rules of jurisdiction, without the need to agree uniform direct rules. See for example the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*.

e) The problems of multiple decisions arising from the exercise of modification jurisdiction may be ameliorated by means other than the elaboration of direct rules of jurisdiction, including for example by provisions relating to recognition and enforcement.

f) The establishment of rules of direct jurisdiction at the international level, which will inevitably differ in some respects from the rules adopted in regional instruments, raises the complex problem of "disconnection", *i.e.*, how to define the borderline between cases coming within the scope of the international and regional instruments respectively.

g) Any disadvantages, in particular for the maintenance creditor, which may arise from the absence of uniform standards of jurisdiction, may be ameliorated by the introduction of an effective and efficient system of co-operation which maximises the supports offered to the creditor regardless of the country in which the maintenance application is made.

89 The balance of opinion among experts favoured leaving aside the general issue of uniform direct rules of jurisdiction. While many experts acknowledged the theoretical advantages of uniform rules, the preponderant view was that any practical benefits to be derived from uniform rules were far outweighed by the cost of embarking on a long, complex and possibly futile attempt to reach a consensus. The Chairman concluded that while the debate on original jurisdiction was not closed, further discussion of the subject should be set aside, for the time being, to be resumed at a later date.

E *Modification jurisdiction*

90 In relation specifically to modification jurisdiction, experts recognised a number of current problems (see Prel. Doc. No 3, paras 105 and 106). There is not only the danger of conflicting orders / decisions, there is also a risk that in certain circumstances there will arise a lacuna in which no court or authority has jurisdiction to deal with a modification application. There is also the continuing problem that in certain countries courts modify a maintenance decision or order in the context of recognition and enforcement proceedings.

91 Some experts were of the view that, for the case in which the debtor moves his or her residence and then seeks

du débiteur qui change son lieu de résidence ou son domicile et tente ensuite d'obtenir une modification (voir par ex. le Doc. prél. No 3, au para. 125). Toutefois, la solution s'avère plus difficile à obtenir lorsque le créancier change son lieu de résidence. Plusieurs experts ont soulevé la question de la compétence continue en décrivant le système interne de leur État. Un expert a soulevé la possibilité que son État modifie sa loi interne afin de tenir compte de ce principe.

92 On a fait mention du lien qui existe entre la compétence en matière de modification et la coopération administrative. Dans de cas semblables, lorsque les débiteurs et créanciers sont obligés de demander une modification dans l'État où réside l'autre partie ou décident de le faire, l'assistance appropriée devrait leur être fournie et les cas devraient être traités avec rapidité.

93 Plusieurs experts ont fait valoir que le nouvel instrument devrait être aussi équitable pour les créanciers que pour les débiteurs. Un expert a insisté sur le besoin de tenir compte des modifications à la hausse et à la baisse. Un autre expert a décrit les méthodes d'assistance mises à disposition des créanciers et débiteurs dans son État lors des demandes de modification. À la clôture du débat sur ce sujet, le Président a suggéré que, même si cela ne peut régler tous les problèmes, le nouvel instrument pourrait contenir certaines règles de compétence en matière de modification. Toutefois, ces questions devront être réglées ultérieurement.

F *Conclusion*

94 Le dernier jour de la Commission spéciale, les experts ont abordé de nouveau le sujet de la compétence lorsqu'il a été proposé de former un groupe de travail informel pour discuter des questions de compétence directe. La proposition a été soutenue par plusieurs experts bien que d'autres étaient d'avis que ce groupe ne devrait pas empiéter sur le travail effectué par le Comité de rédaction ou le Groupe de travail sur la loi applicable et ont insisté sur le défaut de consensus quant à l'inclusion de règles de compétence directe dans la nouvelle Convention. Le Président a insisté sur le fait que le groupe de travail serait informel et a invité les délégations intéressées à contacter la délégation de l'Allemagne afin qu'elles puissent discuter du sujet.

PARTIE IV – LOI APPLICABLE

A *Questions générales et préliminaires*

95 La Commission spéciale a discuté de la question de savoir si le nouvel instrument devait contenir des dispositions sur la loi applicable par les autorités ou tribunaux qui rendent les décisions alimentaires et, dans l'affirmative, ce que devraient être ces règles. La discussion a eu lieu en tenant compte du fait que les États adoptent des approches très différentes quant aux questions relatives à la loi applicable (décrites au Doc. prél. No 3, chapitre V). Il existe déjà deux instruments multilatéraux qui prévoient des principes favorables au créancier en matière de loi applicable et qui tendent à maximiser les chances du créancier d'obtenir des aliments. Il s'agit de la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* et la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*. Le nombre d'États parties à ces Conventions est très limité et la plupart sont des États de tradition civiliste. Au niveau régional, les instruments de Bruxelles / Lugano ne prévoient aucun principe de loi applicable mais la Convention de Montevideo prévoit une règle favorable au créancier qui exige que les autorités appliquent la loi du lieu de résidence habituelle du créancier ou du débiteur, selon celle qui est la plus avantageuse pour le créancier. En outre, plusieurs systèmes de *common law* ont l'habitude d'appliquer la loi du for qui, surtout en ce qui concerne la quantification des aliments, est perçue comme un aspect pratique. Dans plusieurs États, des règles sur la loi applicable existent relativement à certains sujets spécifiques tels que la question de l'éligibilité aux aliments. La loi applicable à la détermination de la filiation dans le contexte de procédures alimentaires est traitée séparément[18].

B *Options considérées*

96 Les experts ont considéré, entres autres, les options suivantes :

a) inclure un régime général de loi applicable dans le nouvel instrument ;
b) inclure un régime général de loi applicable dans le nouvel instrument qui serait optionnel pour les États parties, possiblement sous la forme d'un protocole optionnel ou d'un système de déclarations ;
c) inclure des règles de loi applicable relatives à certains sujets spécifiques dans le nouvel instrument ;
d) ne pas inclure de disposition sur la loi applicable dans le nouvel instrument.

C *Le débat*

97 La discussion des experts a démontré l'existence d'un large éventail d'opinions, reflétant dans une certaine mesure les approches différentes des questions de loi applicable. La majorité des experts des juridictions de droit civil favorise l'inclusion (d'une certaine forme) d'un régime de loi applicable pour des raison de collégialité, justice, clarté et de cohérence, et parce qu'ils estiment que le nouvel instrument devrait être complet. Toutefois, plusieurs experts provenant des juridictions de *common law*, et particulièrement des juridictions possédant des systèmes administratifs de recouvrement des aliments qui opèrent à coût très faible, tendent à favoriser l'application de la loi du for, surtout en ce qui concerne la quantification des aliments, et estiment que la voie alternative n'est pas pratique.

98 La plupart des experts qui privilégient l'inclusion d'un régime général de loi applicable considèrent que la Convention de La Haye de 1973 devrait servir de point de départ. Il est important de s'inspirer de ce qui existe déjà et les États parties sont très satisfaits de la Convention de 1973. Ses principes de loi applicable sont appliqués avec succès dans de nombreux cas. Le principe de base de la Convention, selon lequel la loi interne du lieu habituel de résidence du créancier alimentaire devrait régir l'obligation alimentaire, a été reconnu comme étant juste et approprié. Toutefois, on a aussi reconnu le besoin de revoir certains aspects de la Convention de 1973. L'article 8(1), qui stipule que la loi applicable à un divorce devrait aussi être applicable aux obligations alimentaires (et à leur révision) entre les époux divorcés, a été interprété de différentes façons et représentait une source particulière de préoccupations.

99 On a fait valoir que les présentes négociations procurent une opportunité unique de revoir la Convention de La Haye de 1973 et qu'il ne fallait pas la manquer. On a aussi reconnu qu'il s'agissait d'un processus dans lequel tous les États devraient être impliqués et non seulement les États déjà Parties à la Convention de 1973 ou de 1956.

[18] Voir para. 124, ci-dessous.

modification, a consensus solution might be arrived at (see, *e.g.*, Prel. Doc. No 3, at para. 125). However, where it is the creditor who moves his or her residence, a solution is more difficult to find. Several experts raised the issue of continuing jurisdiction, describing their States' internal systems. One expert expressed the possibility of her State amending its domestic law to accommodate this principle.

92 There was reference also to the connection between modification jurisdiction and administrative co-operation. In those cases where creditors and debtors are either obliged or decide to seek modification in the State where the other party is resident, appropriate assistance should be provided and cases should be processed with due speed.

93 Several experts expressed concern that the new instrument must be fair to creditors and debtors alike. One expert emphasised the need to take into account both upward and downward modifications. Another expert described the methods available in his State for assisting creditors and debtors in their applications for modification. In closing the debate on this subject, the Chairman suggested that the new instrument might contain some rules regarding modification jurisdiction, even if it could not solve all problems. However, these questions must be resolved at a later time.

F *Conclusion*

94 On the last day of the Special Commission, experts returned to the subject of jurisdiction, when a proposal was made for the establishment of an informal working group for the exchange of views on direct jurisdiction. The proposal was supported by several experts, though others were concerned that the group should not encroach on the work of the Drafting Committee or the Working Group on Applicable Law, and stressed the lack of consensus regarding direct jurisdiction in the new Convention. The Chairman, on the basis that the working group would be informal, invited interested delegations to contact the delegation of Germany in order that those with an interest might proceed to an exchange of views.

PART IV – APPLICABLE LAW

A *General questions and background*

95 The Special Commission discussed whether the new instrument should or should not contain provisions concerning the law to be applied by authorities or courts when making maintenance decisions, and if so, what these rules should be. The discussion took place against the current background (described in Prel. Doc. No 3, Chapter V) of States adopting a variety of approaches to applicable law questions. There already exist two multi-lateral instruments, the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children and the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*, which contain creditor-friendly applicable law principles designed to maximise the chances of the creditor obtaining maintenance, which have still a relatively small circle of States Parties, mostly from within the civil law tradition. At the regional level, the Brussels / Lugano regime does not include applicable law principles, but the Montevideo Convention does contain a creditor-friendly rule requiring authorities to apply the law of the habitual residence of the creditor or the debtor according to which is more favourable to the creditor. Apart from this, many common law systems have a long tradition of applying forum law which, particularly in respect of the quantification of maintenance, is seen as a matter of practicality. There are also a number of States in which applicable law rules exist for specific subject matters, such as the question of eligibility to obtain maintenance. The law applicable to the determination of parentage in the context of child support proceedings is addressed separately.[18]

B *Options considered*

96 Among the options considered by experts were the following:

a) to include within the new instrument a general applicable law regime;
b) to include within the new instrument a general applicable law regime, but on an optional basis for Contracting States, perhaps in the form of an optional protocol, or a declaration system;
c) to include within the new instrument applicable law rules dealing with certain specific subject matters;
d) to have no provisions in the new instrument concerning applicable law.

C *The debate*

97 The discussion among experts revealed a wide spectrum of views, reflecting to some extent different traditions with regard to applicable law issues. Experts from civil law jurisdictions for the most part favoured the inclusion in the instrument (in some form) of an applicable law regime for reasons of comity, justice, clarity and consistency, as well as because the new instrument should be comprehensive in nature. On the other hand, many experts representing common law jurisdictions, including in particular those with experience of operating low-cost administrative systems of maintenance assessment, tended to favour the application of forum law, especially to quantification of maintenance, and viewed the alternative as impractical.

98 Most experts who favoured the inclusion of a general applicable law regime felt that the 1973 Hague Convention should provide the starting point. It was important to build on what already exists, and the 1973 Convention has given broad satisfaction among its Contracting States. Its applicable law principles are applied successfully in a large number of cases. The basic principle of the Convention, that the internal law of the habitual residence of the maintenance creditor should govern the maintenance obligation, was viewed as just and appropriate. At the same time, the need to review certain aspects of the 1973 Convention was recognised. Article 8(1), which provides that the law applicable to a divorce should also be applicable to maintenance obligations (and their revision) between the divorced spouses, had been subject to different interpretations and was one particular source of concern.

99 The argument was put that the current negotiations present a rare opportunity to review the 1973 Hague Convention and that this opportunity should not be lost. It was also felt that this should be a process involving all States, not just those which are already Parties to the 1973 or the 1956 Convention.

[18] See below, para. 124.

100 Plusieurs experts ont également souligné que les pays appliquant une loi étrangère aux affaires alimentaires le font sans difficulté, coûts ou délais indus. Dans plusieurs systèmes de droit civil, le juge a une obligation *ex officio* d'appliquer la loi étrangère et dispose des moyens nécessaires pour comprendre ce en quoi elle consiste.

101 Toutefois, plusieurs experts, représentant principalement les juridictions de *common law*, ont insisté sur les difficultés pratiques et les implications financières découlant de l'application de la loi étrangère aux affaires alimentaires.

102 Il existe des différences fondamentales, profondément enracinées dans la tradition, dans les façons de mettre en preuve la loi étrangère dans les systèmes de droit civil et ceux de *common law*. Dans les système de *common law*, la mise en preuve de la loi étrangère est généralement traitée comme une question de faits. Le requérant a généralement le fardeau de prouver de la loi étrangère. Un témoignage d'expert est généralement requis et l'opportunité de contredire la preuve doit être offerte. Malgré cela, l'application de la loi étrangère entraîne des problèmes de fiabilité. Des erreurs sont facilement commises.

103 On a ensuite convenu que les bénéfices potentiels ne justifient généralement pas le coût et le temps qu'entraînerait la mise en preuve de la loi étrangère étant donné que plusieurs affaires impliquent des sommes relativement peu élevées d'aliments. Dans les États qui ont mis en place un système administratif de recouvrement des aliments afin d'en augmenter l'efficacité, exiger l'application de la loi étrangère pourrait causer le renvoi d'affaires alimentaires devant les tribunaux et causer des délais et dépenses. Ceci ne serait évidemment pas dans l'intérêt des créanciers bien que le nouveau système devrait leur être favorable. En outre, il est irréaliste de croire que les systèmes complexes d'évaluation basés sur des formules, développés dans plusieurs pays, devraient être appliqués dans d'autres pays par des juges qui ne les connaissent pas ou par des fonctionnaires administratifs qui n'ont pas de formation juridique.

104 Quelques experts ont discuté de la possibilité de trouver un compromis. Au Canada, par exemple, on retrouve des systèmes de droit civil et de *common law* parmi les provinces et bien que les règles de loi applicable favorisent le créancier quant à la question de l'éligibilité aux aliments, on applique la loi du for relativement à l'appréciation ou la quantification des aliments. En plus, quelques experts ont affirmé que bien qu'en théorie il y ait des différences apparentes, en réalité les résultats découlant de l'application des approches de droit civil et de *common law* sont souvent les mêmes. Par exemple, l'application de la loi du lieu de résidence habituelle du créancier, selon laquelle le créancier introduira sa demande devant les autorités de son lieu de résidence (comme cela est très fréquemment le cas), équivaudrait en fait à appliquer la loi du for.

105 Plusieurs experts ont insisté sur l'importance de trouver des principes de loi applicable quant à certains sujets spécifiques pour lesquels l'absence de ces principes est une cause d'incertitude et même d'injustice. Parmi les sujets nommés se trouvent les questions de l'éligibilité à bénéficier d'une décision alimentaire, la question de la représentation en justice d'un enfant et les délais de prescription relativement à l'exécution des demandes alimentaires. Toutefois, un expert a souligné les complications pouvant survenir lorsque différents principes de loi applicable s'appliquent à différents aspects d'une même demande.

106 Il y a eu un bref échange d'opinions entre experts sur le rôle que devrait avoir le principe de « l'autonomie des parties » dans tout processus de révision des principes de loi applicable. Il a été reconnu que cela soulève de nombreuses questions difficiles, telles que la limitation imposée à l'autonomie des parties par la désignation de la loi applicable particulièrement dans les affaires d'aliments envers les enfants, tout comme la question de la loi gouvernant la validité formelle et essentielle de tout choix de loi fait par les parties. On s'est aussi interrogé sur la question de savoir quelle loi devrait s'appliquer aux obligations alimentaires découlant d'un accord ne comprenant pas une clause expresse relative à la loi applicable. Parmi ces questions, certaines ont fait l'objet de discussions plus détaillées lors de Commissions spéciales antérieures[19].

107 Suivant la proposition du Président, la Commission spéciale a décidé d'établir un groupe de travail sur les questions de loi applicable, incluant des experts provenant des États parties aux Conventions de La Haye de 1956 et 1973 et d'autres États. Il a été convenu que le mandat du Groupe de travail serait le suivant :

1) examiner si la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* devrait être révisée et dans quelle mesure ;
2) explorer les possibilités de compromis entre les différentes approches relatives à la loi applicable ;
3) examiner les possibilités de compromis sur certaines questions relatives à la loi applicable, telles que les délais de prescription quant à l'exécution, l'autonomie des parties dans le contexte des aliments envers les époux, l'éligibilité aux aliments et la représentation en justice d'un enfant.

108 La fonction du Groupe de travail n'est pas de fournir des solutions précises mais plutôt de faire des recommandations pouvant aider la prochaine réunion de la Commission spéciale à décider de la façon de procéder.

109 Les experts suivants ont été élus à l'unanimité pour faire partie du Groupe de travail sur la loi applicable qui sera assisté dans son travail par le Bureau Permanent : M. Andrea Bonomi (Président, Suisse), Mlle Sheila Bird (Australie), Mlle Raquel Correia (Portugal), Mme Michèle Dubrocard (France), M. Shinichiro Hayakawa (Japon), Mme Åse Kristensen (Norvège), M. David McClean (observateur, Secrétariat du Commonwealth), Mme Tracy Morrow (Canada), M. Robert Spector (États-Unis d'Amérique) et M. Rolf Wagner (Allemagne).

PARTIE V – FILIATION ET ALIMENTS INTERNATIONAUX ENVERS LES ENFANTS

110 La question de la filiation, étudiée dans le Document préliminaire No 4, a été traitée à trois occasions lors de la Commission spéciale. Elle a été considérée dans le cadre des discussions relatives à la coopération administrative, puis, en relation avec la question de la reconnaissance et l'exécution et, finalement, en ce qui a trait aux questions de loi applicable.

111 Lors de ces discussions, il a été fait référence au Rapport explicatif sur les Conventions de La Haye de 1973, établi par Michel Verwilghen, qui indique qu'à l'époque « [p]our la grande majorité des Délégués [présents à la Ses-

[19] Voir le Doc. prél. No 3, para. 141 et la « Note sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative », établie par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 2 de janvier 1999, ci-dessus p. I-12 du présent tome, para. 33 à 41.

100 A number of experts also pointed out that, in those countries where there is a tradition of applying foreign law in maintenance cases, this is done without undue difficulty, cost or delays. In many civil law systems the judge has a duty to apply foreign law *ex officio* and has the means available to find out what that law consists of.

101 On the other hand, several experts, principally representing common law jurisdictions, emphasised the practical difficulties and the cost implications of applying foreign law in maintenance cases.

102 There are fundamental differences in the approach to proof of foreign law between civil and common law systems, which are deeply rooted in tradition. In common law systems, proof of foreign law is generally treated as an issue of fact. The burden of proving foreign law generally rests on the proponent. Expert evidence is usually needed, and an opportunity to counter that evidence must be given. Even then, there are problems of reliability in applying foreign law. Mistakes are very easily made.

103 It was further agreed that the cost and time involved in proving foreign law are generally not justified on a cost / benefit analysis, given that in many cases relatively small sums of maintenance may be involved. In those States which have, in order to increase efficiency, introduced administrative systems of assessment, a requirement to apply foreign law may drive maintenance cases back into the courts and this may lead to delays and expense, a result which would not be in the interests of creditors, for whose benefit the new systems have been introduced. Moreover, with the development in several countries of complex formula-based systems of assessment, the idea that these should be applied in other countries by judges who have no familiarity with them, or administrative officials who have no legal training, is unrealistic.

104 Some experts discussed the possibility of a compromise approach. In Canada, for example, where both civil and common law systems are represented in the provinces, applicable law rules designed to favour the creditor operate in relation to the question of eligibility for maintenance, while forum law applies to the matter of assessment or quantification of maintenance. Additionally, some experts suggested that, in reality despite apparent theoretical differences the results of the application of the civil law and common law approaches are often the same. For example, the application of the law of the creditor's habitual residence, where (as is frequently the case) the creditor brings the application before the authorities where he or she is resident, will in fact result in the application of forum law.

105 A number of experts referred to the importance of finding satisfactory applicable law principles in relation to specific subject matters, where their absence was a cause of uncertainty or even injustice. Among the matters referred to were the questions of eligibility to benefit from a maintenance decision, the question of representation *en justice* of a child, and limitation periods relating to the enforcement of maintenance claims. At the same time, one expert warned of the complications which arise if different applicable law principles apply to different aspects of the same claim.

106 There was a brief exchange of views among experts on the role that the principle of "party autonomy" should play in any revision of applicable law principles. It was recognised that this raised a number of difficult questions, such as the limits on party autonomy in designating the applicable law especially in child support cases, as well as the question of the law to govern the formal and the essential validity of any choice of law made by the parties. The question also arose of the law which should govern maintenance obligations arising out of an agreement which does not contain an express choice of law clause. Some of these issues had been discussed in more detail in previous Special Commissions.[19]

107 The Special Commission, on the proposal of the Chairman, decided to establish a working group on applicable law issues comprising experts drawn both from States Parties to the 1956 and 1973 Hague Conventions and other States. The agreed mandate of the Working Group is as follows:

1) to examine whether and to what extent the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* should be revised;
2) to explore possible compromises between the different approaches to applicable law;
3) to assess the possibility of a compromise on certain issues of applicable law, such as limitation periods, in relation to enforcement, party autonomy as to spousal support, eligibility for maintenance, and representation *en justice* of the child.

108 The function of the Working Group is not to provide precise solutions, but rather to make recommendations to help enable the Special Commission, at its next meeting, to decide how to proceed.

109 The following experts were unanimously elected to the Working Group on Applicable Law, which will be assisted in its work by the Permanent Bureau: Mr Andrea Bonomi (Chair, Switzerland), Ms Sheila Bird (Australia), Miss Raquel Correia (Portugal), Ms Michèle Dubrocard (France), Mr Shinichiro Hayakawa (Japan), Mrs Åse Kristensen (Norway), Mr David McClean (observer, Commonwealth Secretariat), Ms Tracy Morrow (Canada), Mr Robert Spector (United States of America) and Mr Rolf Wagner (Germany).

PART V – PARENTAGE AND INTERNATIONAL CHILD SUPPORT

110 The issue of parentage, the study of which is dealt with in Preliminary Document No 4, was examined on three different occasions during the Special Commission. It was first considered during the discussions on administrative co-operation, then, in relation to the question of recognition and enforcement and, finally, with regard to the matter of applicable law.

111 During these discussions reference was made to the Explanatory Report on the 1973 Hague Conventions, written by Michel Verwilghen, which states that "[t]he great majority of Delegates [attending the Diplomatic Conference]

[19] See Prel. Doc. No 3, para. 141 and "Note on the Desirability of Revising the Hague Conventions on Maintenance Obligations and Including in a New Instrument Rules on Judicial and Administrative Co-operation", drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 2 of January 1999, *supra* p. I-13 of this tome, paras 33-41.

sion diplomatique], la reconnaissance et l'exécution de la partie alimentaire de la décision étrangère devait être *en principe* indépendante de l'efficacité, dans l'État requis, de la partie de cette décision qui concerne l'état des personnes ou toute autre matière »[20]. Il a confirmé que la reconnaissance et l'exécution ne peut être refusée que si la partie alimentaire de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis.

A *La mise en place de mécanismes de coopération dans l'établissement du lien de filiation*

112 Les divergences d'interprétation et de pratiques en vertu de l'article 6(1) de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, qui stipule que le rôle de l'autorité destinataire est qu'elle prend, pour le compte du réclamant, « toutes mesures propres à assurer le recouvrement des aliments […], elle transige et, lorsque cela est nécessaire, elle intente et poursuit une action alimentaire et fait exécuter tout jugement, ordonnance ou autre acte judiciaire », constituaient, entre autres choses, l'arrière-plan des discussions relatives aux mécanismes de coopération pour l'établissement du lien de filiation. Les avis divergent quant à savoir si l'obligation indiquée à l'article 6(1) comprend également les actions pour l'établissement de la paternité. Il est certain que la coopération lors des procédures d'établissement du lien de filiation n'est pas une exigence explicite de la Convention de New York, et est souvent insuffisante en pratique. De plus, certains accords bilatéraux récents ont mis l'accent sur l'établissement du lien de filiation. Il est considéré comme essentiel pour un système efficace d'exécution internationale.

113 Lors de l'étude des différents mécanismes de coopération pour l'établissement de la filiation, quelques experts se sont interrogés sur la portée et les effets de l'établissement du lien de filiation dans d'autres pays. Certains experts ont souligné que dans leur État, les décisions d'octroi d'aliments peuvent être reconnues indépendamment de la détermination de paternité dans le pays d'origine.

114 Lors des discussions, l'hypothèse suivante a été présentée aux experts afin de stimuler la discussion.

> Une mère et son enfant vivent aux États-Unis d'Amérique (État A). Le père allégué vit en France, en Allemagne ou en République Slovaque (État B). Les parents ne sont pas mariés et l'enfant n'a pas été reconnu par le père. Hypothétiquement, les États A et B sont Parties à la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*. En raison de relations sexuelles survenues aux États-Unis entre la mère et le père, le créancier peut saisir la juridiction compétente de l'État A. Le tribunal de l'État A, avant de se prononcer, s'adresse à l'État B afin d'obtenir une reconnaissance volontaire du père ou, à défaut, des éléments de preuve nécessaires à l'établissement de la paternité. Toute décision du tribunal de l'État A devra être reconnue et exécutée par l'État B à un stade ultérieur. Par hypothèse, les États A et B sont Parties à la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*. Il est rappelé à ce stade que l'effet de la Convention de 1973 est limité à la partie de la décision relative à l'obligation alimentaire (art. 3).

115 Certains experts se sont dits favorables à un système de coopération administrative soutenue par une Autorité centrale forte. Quelques experts ont indiqué qu'ils favoriseraient l'inclusion, dans la Convention, des fonctions de coopération énoncées au Document préliminaire No 4. Des dispositions de coopération à l'égard de l'établissement du lien de filiation pourraient inclure, au minimum, les fonctions suivantes : localiser le débiteur et fournir une assistance pour l'établissement du lien de filiation d'un enfant dans les procédures en matière d'aliments dans les États contractants. Des fonctions plus détaillées pourraient inclure une assistance à l'obtention : des documents pertinents à l'établissement du lien de filiation par présomption ; d'une reconnaissance volontaire du lien de filiation par le débiteur ; des éléments de preuve écrits et oraux pertinents nécessaires pour l'établissement du lien de filiation par une autorité judiciaire ; et, d'un test ADN volontaire du parent présumé.

116 Cependant, en ce qui a trait à la dernière fonction, plusieurs experts ont précisé que leur État ne pourrait exécuter une demande de test génétique si la personne intéressée refusait de s'y soumettre. D'autres experts ont exprimé des réticences d'ordre général à l'égard d'un arrangement administratif de coopération dans la mesure où ils considèrent qu'il n'appartient pas à l'État d'intervenir dans des questions d'ordre privé mais soulignent que leur État exécute les commissions rogatoires provenant de l'étranger qui visent à obtenir des éléments de preuve, en vertu d'instruments tels que la *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale* et même lorsque l'État n'y est pas tenu en vertu d'un instrument international. À ce sujet, il a été rappelé aux experts que des règles relatives à l'obtention des preuves par commission rogatoire sont prévues par la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*.

117 Il a été demandé aux experts si les États ne seraient pas plus disposés à coopérer et à fournir des éléments de preuve en vue de l'établissement du lien de filiation, s'ils étaient assurés de n'avoir à reconnaître et à exécuter ultérieurement que la partie de la décision relative aux aliments. Alors que quelques experts ont précisé que, dans leur État, la compétence exclusive est un motif de refus de reconnaissance et d'exécution de décisions étrangères relatives à la détermination du lien de filiation, l'un d'entre eux a indiqué, cependant, que son État pourrait, tout de même, fournir une assistance et des éléments de preuve à un pays étranger.

118 Il a été rappelé aux experts que certaines questions ont été débattues et notamment résolues par le biais de l'article 12 de la *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale*, qui prévoit que l'exécution d'une commission rogatoire ne peut être refusée pour le seul motif que la loi de l'État requis revendique une compétence judiciaire exclusive dans l'affaire en cause ou que sa loi interne n'admet pas l'ouverture d'une procédure sur la base des preuves obtenues. Dans ce contexte, un expert s'est interrogé sur l'interprétation de l'article 3 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*. Plusieurs experts ont précisé que leur État n'aborde pas la question du lien de filiation lorsque la demande porte sur la reconnaissance et l'exécution de décisions alimentaires étrangères. Cependant, quelques experts ont indiqué que, même si la question du lien de filiation n'est pas en soi un motif de refus de reconnaissance ou d'exécution d'une décision étrangère, elle peut dans certains cas soulever une question d'ordre public.

[20] M. Verwilghen, Rapport explicatif sur les Conventions Obligations alimentaires de 1973, *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, tome IV, *Obligations alimentaires*, p. 384 à 465, para. 38.

Commission spéciale – Première réunion

felt that the recognition and enforcement of that part of a foreign decision which relates to maintenance should, *in principle*, be independent of the effectiveness, in the State addressed, of that part of the said decision which concerns the status of persons or any other matter".[20] He confirmed that recognition and enforcement can be refused only if the portion of the decision relating to maintenance is manifestly incompatible with public policy of the requested State.

A *The provision of co-operation mechanisms in the establishment of parentage*

112 The background to the discussion of co-operation mechanisms for the establishment of parentage is, among other things, the divergence in interpretation and practice under Article 6(1) of the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*, according to which the role of the receiving authority is to take, on behalf of the claimant, "all appropriate steps for the recovery of maintenance, including the settlement of the claim and, where necessary, the institution and prosecution of an action for maintenance and the execution of any order or other judicial act for the payment of maintenance". There are different views as to whether the obligation stated in Article 6(1) also includes actions for the establishment of paternity. Certainly, co-operation in relation to procedures for the determination of parentage is not an explicit requirement under the New York Convention and is often in practice unsatisfactory. Furthermore, some recent bilateral arrangements have put a strong emphasis on the establishment of parentage. It is viewed as essential to an effective system of international enforcement.

113 In the course of the consideration of possible co-operation mechanisms for the establishment of parentage, a few experts questioned the scope and the binding effect of parentage determinations in other States. Some experts reported that, in their States, foreign maintenance decisions can be recognised independently of the foreign determination of paternity.

114 During the discussion, the following hypothetical was presented to the experts in order to stimulate the debate:

> Mother and child live in the United States of America (State A). The alleged father lives in either Slovakia, Germany, or France (State B). The mother and father are not married, and paternity has not yet been recognised. Hypothetically, both State A and State B are Parties to the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*. Based on the sexual relationship that took place in the United States between the mother and father, the creditor is able to file an action for maintenance in State A. Before rendering a decision, the court of State A asks State B to obtain voluntary recognition by the father or, failing that, to assist in gathering evidence of parentage. Any decision rendered by the court of State A will subsequently have to be enforced by State B. States A and B are hypothetically Party to the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*. It is recalled that the effect of that Convention is limited to the parts of the decision which concern maintenance obligations (as provided under Art. 3).

115 Some experts advocated a system of co-operation facilitated by a strong Central Authority. Some indicated that they would favour the inclusion, in the Convention, of the co-operation functions listed in Preliminary Document No 4. Co-operation provisions with regard to the establishment of parentage could include, at a minimum, the following functions: to discover the whereabouts of the debtor, and, to provide assistance in establishing the parentage of a child for the purpose of maintenance proceedings in Contracting States. More detailed functions could include assistance to obtain: the relevant documents in relation to the establishment of parentage by presumption; a voluntary acknowledgement of parentage from the debtor; the relevant oral and documentary evidence required for the establishment of parentage by a judicial authority; and, a voluntary DNA test of the presumed parent.

116 However, with regard to the last function, certain experts explained that their States cannot accommodate requests for genetic testing if the alleged parent refuses. Other experts expressed an overall reticence for an administrative co-operation scheme because it is not the role of their States to facilitate what they consider to be private matters, while noting that their respective States execute foreign letters of request for evidence, under instruments such as the *Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters*, or even if not obliged to do so under an international instrument. In this respect, experts were reminded that the taking of evidence by letters of request is provided for in the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*.

117 The experts were asked whether the States would be more willing to co-operate and provide evidence if they were assured that doing so would not oblige them later to recognise parentage and that they need only recognise and enforce the maintenance aspect of the decision. While certain experts noted that exclusive jurisdiction prevents their State from recognising and enforcing foreign judicial orders in relation to parentage determination, one indicated that the State would provide assistance, nevertheless.

118 It was pointed out to experts that certain issues under discussion have been addressed in Article 12 of the *Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters*, which provides that a State cannot refuse to execute a letter of request solely on the grounds that it has exclusive jurisdiction over the subject matter of the action or that its internal law would not admit a right of action on the basis of evidence obtained. In this respect, one expert raised questions of interpretation with respect to Article 3 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*. Several experts reported that their respective States do not look at issues of parentage when recognising and enforcing foreign maintenance orders. While parentage is not a ground for non-recognition as such, a number of experts indicated that a parentage determination could in certain circumstances raise an issue of public policy in the requested State.

[20] M. Verwilghen, Explanatory Report on the 1973 Hague Maintenance Conventions, *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, Tome IV, *Obligations alimentaires*, pp. 384-465, para. 38.

B *La reconnaissance et l'exécution de décisions étrangères en matière d'aliments envers les enfants en rapport avec les questions d'établissement du lien de filiation*

119 La discussion des questions de reconnaissance et d'exécution a commencé là où la discussion de la coopération s'était arrêtée, à savoir à l'examen de l'article 3 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*. La question de savoir si la nouvelle Convention ne devrait s'appliquer qu'à la reconnaissance et à l'exécution de la partie de la décision qui concerne les aliments, conformément à l'article 3, a été posée aux experts. Plusieurs d'entre eux étaient en faveur de l'inclusion, dans le nouvel instrument, d'une disposition semblable à l'article 3, bien que les experts s'accordent sur le fait que les questions relatives aux obligations alimentaires et à la filiation sont étroitement liées. En revanche, quelques experts ont exprimé des réticences à l'idée de considérer ces deux éléments séparément. Néanmoins, certains experts ont précisé que la nouvelle disposition devrait être plus explicite afin d'éviter des interprétations divergentes.

120 Sur ce point, le Rapport explicatif sur les Conventions de 1973 précise que :

> « L'autorité saisie de la démarche en *exequatur* ne devrait donc pas *systématiquement* refuser d'appliquer la Convention au motif que l'obligation alimentaire est l'accessoire ou la conséquence d'une relation familiale ou 'quasi-familiale' établie selon le droit de l'État d'origine dans le jugement soumis à *exequatur*.
>
> Certes, le plaideur habile invoquera l'*exception d'ordre public* à l'appui de pareil raisonnement, pour provoquer le refus de reconnaissance et d'exécution. Mais […] l'autorité requise ne peut accueillir cette exception que si la partie alimentaire de la décision est *manifestement incompatible* avec l'ordre public de l'État dont dépend cette autorité […]. »[21]

Il a été proposé de prévoir explicitement dans une nouvelle version de l'article 3 que le nouvel instrument ne devrait pas s'appliquer aux questions relatives à la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives à la filiation.

121 De nombreux experts étaient en faveur de l'inclusion d'une disposition similaire à celle proposée dans le Document préliminaire No 4 (para. 49) indiquant que la reconnaissance d'une décision en matière d'aliments envers les enfants ne peut être refusée au motif que la décision se prononce sur la paternité ou qu'une loi ou une méthode appliquée à l'établissement du lien de filiation est différente de celle appliquée dans l'État requis. Aux yeux des experts, une telle disposition permettrait de résoudre certains problèmes rencontrés par les États en matière de recouvrement international d'aliments. L'efficacité du nouvel instrument risquerait d'être compromise si la reconnaissance et l'exécution de la partie alimentaire de la décision étaient soumises à la reconnaissance, par l'État requis, de la partie de la décision relative au lien de filiation.

122 Certains experts ont soulevé la question de l'exception d'ordre public comme fondement de refus de la reconnaissance et de l'exécution d'une décision en matière d'aliments. Des opinions divergentes ont été exprimées quant à la question de savoir si l'exception d'ordre public devait être prise en compte dans le nouvel instrument, et dans l'affirmative, dans quelle mesure elle devait l'être.

123 Il a été observé de façon générale qu'il semblerait incohérent de prétendre, d'un côté, que la créancier devrait, pour des raisons de justice, pouvoir instituer des procédures dans son État de résidence lorsque, de l'autre côté, on ne lui fournit pas l'assistance nécessaire afin d'établir la paternité dans l'État de résidence du débiteur.

C *La loi applicable à la détermination du lien de filiation dans le contexte des procédures en matière d'aliments envers les enfants*

124 Il a été rappelé aux experts que l'établissement du lien de filiation en rapport avec la loi applicable peut se présenter de deux façons, à savoir, la loi applicable à la détermination du lien de filiation en tant que question principale et en tant que question préalable. En premier lieu, plusieurs experts étaient d'avis qu'il serait inapproprié de prévoir, dans la nouvelle Convention, une règle générale de loi applicable pour l'établissement de la paternité *erga omnes*. En second lieu, en ce qui concerne la question de la loi applicable à la détermination de la filiation en tant que question préalable, il a été indiqué que ni la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* ni la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* ne contient de dispositions spécifiques à ce sujet. Ce problème a été débattu au cours des deux dernières réunions de la Commission spéciale, en particulier lors de la Commission spéciale de 1995, et plusieurs experts ont approuvé unanimement la conclusion de cette Commission spéciale à l'effet que la loi applicable à l'obligation alimentaire devrait s'appliquer également à la question préalable de la filiation. Lorsque l'on a demandé aux experts si leur jurisprudence nationale a évoluée depuis la Commission spéciale de 1999, plusieurs ont confirmé qu'elle était demeurée inchangée. Bon nombre d'experts ont estimé que l'approche basée sur la loi applicable à la détermination de la filiation en tant que question préalable est la plus appropriée.

D *Résultat et résumé des discussions relatives aux questions de filiation*

125 En ce qui a trait à la reconnaissance et l'exécution, un consensus semble se dégager en faveur de l'inclusion, dans le nouvel instrument, d'une disposition similaire à celle de l'article 3 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* et que ce nouvel article 3 devrait être plus explicite et dans le même ordre d'idée que ce qui a été exprimé dans le Rapport explicatif sur les Conventions de 1973[22].

126 En ce qui a trait à la question de la coopération pour l'établissement de la filiation, il appert que la majorité des experts est favorable à la mise à disposition de tels mécanismes. En revanche, deux possibilités différentes émergent. Premièrement, certains experts favorisent le recours aux mécanismes de coopération judiciaire tels que ceux prévus par la *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale*. À l'opposé, certains experts favorisent le recours à un système de coopération administrative. Lors de la prochaine réunion de la Commission spéciale, les experts voudront peut-être explorer dans quelle mesure ils pour-

[21] *Loc. cit.* note 20.

[22] *Ibid.*

Commission spéciale – Première réunion

B *The recognition and enforcement of foreign decisions with regard to child support in relation to the establishment of parentage issues*

119 The discussion on recognition and enforcement started where the discussion of co-operation ended, that is, with the consideration of Article 3 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*. When asked whether the new Convention should apply only to recognition and enforcement of the body of a decision which relates to the maintenance issue, in accordance with Article 3, many experts were in favour of the inclusion in the new instrument of a provision similar to Article 3, even though the experts were in general agreement that issues of maintenance and parentage are closely linked. However certain experts expressed reluctance at the idea of considering these two elements separately. Nonetheless, some experts observed that a new Article 3 should be more explicit, in order to prevent divergent interpretations.

120 On this point, the Explanatory Report on the 1973 Conventions states that:

> "The authority charged with taking the necessary steps relating to enforcement (*exequatur*) need not, therefore, *systematically* refuse to apply the Convention for the reason that the maintenance obligation is subordinate to, or results from a family or 'quasi-family' relationship which is settled, in accordance with the law of the State of origin, in the judgment which is submitted for enforcement.
>
> Certainly the able litigant will invoke the *plea of public policy* ('ordre public') supported by the same reasoning in order to bring about a refusal of recognition and enforceability. But […] the authority addressed can only accept this plea if the part of the decision relating to maintenance is *manifestly incompatible* with the public policy of the State to which that authority belongs […]."[21]

One proposal was to state explicitly in a new version of Article 3 that the new instrument shall not apply to issues relating to the recognition and enforcement of parentage decisions.

121 Many experts supported the inclusion of a provision similar to the proposal outlined in Preliminary Document No 4 (para. 49) stating that the recognition of a child support decision cannot be refused on the basis that the decision entailed a finding of paternity or that a law or a method was applied to the determination of parentage different from that applied in the requested State. It was the view of experts that such a provision would resolve some of the problems encountered by States in the international recovery of maintenance. The effectiveness of the new instrument might be compromised if the recognition and enforcement of the part of the decision relating to maintenance was subject to the recognition by the requested State of the part of the decision concerning parentage.

122 Some experts raised the question of the exception of public policy as a ground of refusal for the recognition and enforcement of maintenance decisions. Different opinions were expressed regarding whether or not, and to what extent, the exception of public policy should be taken into account under the new instrument.

123 The general observation was made that it would seem to be inconsistent to argue on the one hand that the creditor should as a matter of justice be allowed to institute maintenance proceedings in her State of residence, while on the other hand not providing her with the assistance necessary to establish paternity in the State where the defendant is resident.

C *The law applicable to the determination of parentage in the context of child support proceedings*

124 The experts were reminded that the issue of the law applicable to the determination of parentage in the context of child support proceedings might arise in two ways, namely the law applicable as to the determination of parentage as a main issue, and as only an incidental issue. Several experts were of the opinion that it would not be appropriate for the new Convention to lay down a general applicable law rule for establishing parentage *erga omnes*. Secondly, as to the issue of the law applicable to parentage determination as an incidental question, it was indicated that neither the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children nor the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* contain specific provisions on this matter. This issue was discussed during the previous two Special Commission meetings, in particular the 1995 Special Commission, and several experts endorsed the unanimous conclusion of that Special Commission that the law applicable to the maintenance obligation should also apply to incidental parentage issues. When asked whether their national case law had changed since the 1999 Special Commission, several experts replied that their jurisprudence had remained unchanged. A good number of experts expressed the view that the approach based on the law applicable to parentage determination as an incidental question is the appropriate approach.

D *Outcome and summary of the discussions in relation to parentage issues*

125 On the issue of recognition and enforcement, it seems that a consensus is developing in favour of the inclusion in the new instrument of a provision similar to Article 3 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, and that this new Article 3 should be more explicit along the lines set out in the Explanatory Report on the 1973 Conventions.[22]

126 On the issue of co-operation for the establishment of parentage, it appears that a majority of experts would favour the availability of such a mechanism. However, two different possibilities emerged. First, some experts would favour the use of a judicial co-operation system such as the *Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters*. On the other hand, some experts would favour an administrative co-operation system. At the next meeting of the Special Commission, experts may want to explore how far they could

[21] *Loc. cit.* note 20.

[22] *Ibid.*

raient développer un système administratif de coopération tout en ayant recours, de façon minimale, à un système de coopération judiciaire.

127 En ce qui concerne les travaux futurs relatifs à la loi applicable, quelques experts ont suggéré que le Groupe de travail sur la loi applicable s'intéresse à l'établissement du lien de filiation, pris en tant que question préalable à celle des aliments. Ainsi, cette question a été ajoutée au mandat du Groupe de travail.

PARTIE VI – INSTAURER UNE COOPÉRATION ET ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE ET COHÉRENTE

128 La discussion portant sur l'instauration d'une coopération et l'assurance d'une mise en œuvre efficace et cohérente a débuté en séance plénière par la présentation du chapitre VI du Document préliminaire No 3. Une série de questions a été présentée aux délégués dont les suivantes :

– Quelles devraient-être les « exigences au moment de l'intégration » et parmi ces exigences, lesquelles devraient être exposées dans le nouvel instrument lui-même ?
– Quelles dispositions devraient-être prises pour aider les États à mettre efficacement en œuvre la nouvelle Convention ?
– Comment le suivi devrait-il être effectué ?
– Quelles mesures devraient être prises pour promouvoir la cohérence des interprétations et des pratiques en vertu du nouvel instrument ?
– Comment le bilan du fonctionnement de la Convention devrait-il être effectué ?
– À qui le nouvel instrument devrait-il confier la responsabilité du traitement des plaintes spécifiques concernant le fonctionnement de la Convention et des problèmes systémiques ?
– La Convention devrait-elle inclure des dispositions permettant la bilatéralisation, et si oui, celles-ci devraient-elles s'appliquer à tous les États ou uniquement aux États qui n'ont pas participé aux négociations conduisant à l'adoption de la Convention ?
– Dans quelle mesure le Bureau Permanent devrait-il se voir confier des responsabilités au titre des points précédents et comment sa participation sera-t-elle financée ? Le rôle du Bureau Permanent en termes de prestations de services postérieurs à la Convention devrait-il être inclus dans l'instrument lui-même ?

A *Considérations générales*

129 La discussion a eu pour but d'examiner ce qui pouvait être fait pour assurer une mise en œuvre efficace de l'instrument, une cohérence raisonnable de la pratique et de l'interprétation de la Convention dans les États contractants, un traitement et une résolution rapides des problèmes et blocages opérationnels et l'instauration et l'entretien de la confiance mutuelle entre les États contractants, indispensable à une coopération efficace. Il a été reconnu que la mise en place de services de suivi de la Convention est nécessaire afin d'assurer une mise en œuvre efficace et cohérente du nouvel instrument. En effet, il ressort des réponses au Questionnaire de 2002 que les États sont d'avis que des dispositions relatives au respect des obligations devraient être incluses dans le nouvel instrument et les réponses à la question 33(h) du Questionnaire ont démontré que ce sujet constitue une préoccupation majeure pour plusieurs États. De plus, de nombreux experts ont indiqué, au cours de la discussion, que l'expérience des autres Conventions a aussi démontré que l'établissement d'un système efficace pour la mise en œuvre du nouvel instrument est essentiel.

B *Exigences au moment de l'intégration*

130 Plusieurs experts ont estimé qu'il serait souhaitable de demander aux États, au moment de leur adhésion au nouvel instrument, de fournir certaines informations élémentaires dont les autres États contractants ont besoin en vue d'une coopération efficace. Il a été indiqué qu'il pourrait être utile d'identifier les informations considérées comme indispensables pour la mise en œuvre efficace du nouvel instrument, en plus de l'adresse et autres informations relatives aux Autorités centrales. À cette fin, certains experts ont proposé de recourir à l'utilisation de formules standard ou encore de rédiger un questionnaire simple et suffisamment court.

C *Mise en œuvre efficace*

131 De nombreux experts ont estimé qu'il serait utile d'aider les États et Autorités centrales dans la mise en œuvre efficace du nouvel instrument, notamment par l'élaboration d'un Guide de bonnes pratiques, l'apport de conseils par le Bureau Permanent, la tenue de Commissions spéciales pour examiner la mise en œuvre et le fonctionnement pratique de la Convention, et l'aide à l'information des personnes et des autorités.

D *Suivi*

132 De nombreux experts ont observé qu'il était important d'assurer le suivi du fonctionnement du nouvel instrument, notamment par le recueil d'informations auprès des Autorités centrales. Certains experts ont indiqué, en revanche, qu'il était risqué d'imposer aux Autorités centrales des obligations trop lourdes et difficiles à honorer eu égard au manque de ressources humaines et financières. D'autres experts ont suggéré que les États commencent, d'ores et déjà, à envisager un système de rapport, sans attendre la rédaction du nouvel instrument.

E *Promouvoir la cohérence des interprétations et des bonnes pratiques*

133 Les experts ont discuté d'un moyen de promouvoir la cohérence des interprétations et des bonnes pratiques dans le nouvel instrument. En particulier, un expert s'est référé à la suggestion, déjà faite, d'examiner la possibilité d'établir un système électronique de gestion des dossiers, tel que celui actuellement expérimenté dans le cadre de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*. Il a cependant été observé que le projet pilote était encore dans sa phase-test. Les premiers résultats indiquent néanmoins qu'un tel système pourrait présenter un réel intérêt pour les Autorités centrales.

F *Examen*

134 Les experts ont exprimé leur soutien à l'organisation, à intervalles réguliers, de Commissions spéciales chargées d'examiner le fonctionnement pratique du nouvel instrument.

G *Bilatéralisation*

135 Beaucoup d'experts ont estimé qu'il était prématuré de discuter des questions relatives à la bilatéralisation à ce stade préliminaire des négociations. En outre, certains ex-

Commission spéciale – Première réunion

move forward an administrative co-operation system while using as a minimum a judicial co-operation system.

127 With regard to future work in relation to applicable law, some experts suggested that the Working Group on Applicable Law should consider the issue of parentage determination, but only as an incidental question to maintenance. This issue has been added to the mandate of the Working Group.

PART VI – BUILDING CO-OPERATION AND SECURING EFFECTIVE AND CONSISTENT IMPLEMENTATION

128 The discussion on the building of co-operation and the securing of effective and consistent implementation concentrated in the plenary on Chapter VI of Preliminary Document No 3. A checklist of questions was raised for the delegates' consideration, such as the following:

– What should be the "point of entry requirements" and which of these should be set out in the new instrument itself?
– What provisions should be made to support States in achieving effective implementation of the new Convention?

– How should monitoring be conducted?
– What measures should be taken to promote consistent interpretation and practice under the new instrument?

– How should review of the operation of the Convention be conducted?
– On whom should the new instrument place the responsibility for handling specific complaints concerning the operation of the Convention and for addressing systemic problems?
– Should the Convention contain provisions permitting bilateralisation, and if so should this apply to all States or only in relation to States who have not been involved in the negotiations leading to the adoption of the Convention?

– To what extent should the Permanent Bureau be given responsibilities under the above heads and how will its involvement be financed? Should the role of the Permanent Bureau in providing post-Convention services be written into the instrument itself?

A *General considerations*

129 The discussion took place in order to examine what could be done to ensure the effective and consistent implementation of the instrument, a reasonably consistent practice and interpretation of the Convention in Contracting States, the addressing and resolution of the operational problems and blockages in a timely fashion, and the development and maintenance of mutual confidence among the Contracting States, which is necessary for effective co-operation. It was recognised that the development of post-Convention services would be necessary to ensure the effective and consistent implementation of the new instrument. The responses to the 2002 Questionnaire showed that States feel that provisions concerning compliance should be included in the new instrument and responses to question 33(h) of the Questionnaire showed that this issue constitutes a major concern for many States. Moreover, several experts observed that experience with other Conventions has revealed that the establishment of an effective implementation system will be essential for the new instrument.

B *Point of entry requirements*

130 Many experts were in favour of requiring States, at the time of accession to or ratification of the new instrument, to provide certain basic information needed by other Contracting States to enable co-operation to take place. It was observed that it might be useful to identify what information, in addition to contact information concerning Central Authorities, is considered to be essential for the effective implementation of the new instrument. In this regard, certain experts proposed the use of model forms and the drafting of short and simple questionnaires.

C *Effective implementation*

131 Several experts indicated that it would be useful to provide support to States and Central Authorities for the effective implementation of the new instrument, in particular through the development of a Guide to Good Practice, the provision of advice by the Permanent Bureau, the holding of Special Commissions to review the implementation and the practical operation of the Convention, and assistance in the training of persons and authorities.

D *Monitoring*

132 Many experts observed the importance of monitoring the operation of the new instrument, in particular through the collection of information from Central Authorities. However, some experts emphasised the dangers of imposing upon Central Authorities heavy reporting obligations, difficult to honour for reasons of lack of human and financial resources. Other experts suggested that States start to consider reporting systems even before the new instrument is drafted.

E *Promoting consistent interpretation and good practice*

133 The experts discussed ways to promote consistent interpretation and good practice under the new instrument. In particular, an expert referred to the suggestion put forward at an earlier session to consider establishing an electronic case management system, such as that which is currently being piloted under the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*. However, it was observed that this pilot project was still in the testing phase. Nevertheless, preliminary results indicate that such a system could have real potential for Central Authorities in the context of a new instrument on maintenance obligations.

F *Review*

134 Some experts expressed their support for the holding at regular intervals of Special Commissions to carry out general reviews of the operation of the new instrument.

G *Bilateralisation*

135 Many experts were of the view that it was premature to discuss questions relating to bilateralisation at this stage of negotiations. Furthermore, experts were divided on the

perts ont semblé divisés quant à l'opportunité d'inclure une disposition sur la bilatéralisation dans le nouvel instrument.

H *Rôle du Bureau Permanent*

136 Un expert a suggéré que le Bureau Permanent joue un rôle dans la résolution des problèmes rencontrés entre des Autorités centrales. Il a toutefois été indiqué que le Bureau Permanent ne jouit d'aucune autorité en vertu des Conventions existantes pour intervenir dans les contentieux particuliers. Les Autorités centrales elles-mêmes ont la responsabilité de supprimer les obstacles au bon fonctionnement des Conventions. Toutefois, le Bureau Permanent utilisera ses bons offices pour résoudre des difficultés nuisant à l'efficacité de la coopération, notamment en organisant et animant des réunions entre les Autorités centrales pour débattre de difficultés opérationnelles particulières.

PARTIE VII – CHAMP D'APPLICATION

137 La discussion portant sur le champ d'application a débuté en séance plénière par la présentation du chapitre VII du Document préliminaire No 3.

A *Champ d'application* ratione personae

138 La discussion a d'abord porté sur le champ d'application *ratione personae*. Les Conventions existantes en matière d'aliments, telles les Conventions de La Haye de 1958 et 1973 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires se différencient en effet par leur champ d'application *ratione personae*, c'est-à-dire que la Convention de 1958 se limite aux obligations alimentaires envers les enfants tandis que la Convention de 1973 s'applique à toute obligation alimentaire découlant des relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance. Toutefois, le champ d'application de la Convention de 1973 peut être limité par le biais de réserves.

139 Ainsi, au cours des discussions, on a noté que bien que le droit aux aliments des enfants, époux et ex-époux soit reconnu dans la plupart des systèmes, il existe toutefois une divergence des systèmes quant au droit aux aliments des autres membres de la famille. On a discuté, par exemple, du cas des beaux-enfants, des enfants placés en famille d'accueil et enfants adoptés, des partenaires non mariés et enregistrés ainsi que des ascendants. La question de savoir s'il est nécessaire d'avoir une définition générale du champ d'application *ratione personae* à l'intérieur du nouvel instrument s'est alors posée. À ce sujet, plusieurs experts ont exprimé leur appréciation du caractère souple des Conventions de La Haye de 1973 et de leur étendue, deux points devenant de plus en plus importants du fait de l'évolution rapide du droit de la famille. On a aussi souligné que les tribunaux disposent souvent du pouvoir de reconnaître et d'exécuter des décisions qu'ils ne pourraient pas nécessairement rendre eux-mêmes, et que dans la pratique le champ d'application large de la Convention de 1973 avait été satisfaisant. Certains experts suggèrent que le champ d'application devrait varier selon qu'il s'agit d'un type de créancier alimentaire ou d'un autre. Par exemple, les obligations imposées aux États membres par la Convention pourraient être plus étendues lorsque le créancier est un enfant que lorsqu'il s'agit d'un autre membre de la famille. Un expert fait toutefois remarquer que la plupart des créanciers sont financièrement dans le besoin et que, par conséquent, il ne faudrait pas nécessairement favoriser les enfants. Néanmoins, on a reconnu la relation entre le champ d'application de la nouvelle Convention et la volonté des États de s'engager à fournir un large éventail de services.

140 On s'est aussi demandé s'il fallait inclure dans le nouvel instrument des définitions plus précises. Sur ce point, les experts ont estimé que ces définitions, comme celle relative à l'âge de l'admissibilité de l'enfant, n'étaient pas souhaitables car elles risqueraient de causer des difficultés dans l'application du nouvel instrument. On a aussi mentionné la possibilité d'inclure des règles de loi applicable régissant certains éléments du champ d'application, tel que la définition des termes créancier et débiteur.

141 Le champ d'application a été discuté à nouveau à un stade ultérieur de la Session plénière, dans le cadre de la présentation du Document de travail No 1. La Présidente du Groupe de travail (Comité de rédaction) a alors demandé aux experts si le champ d'application *ratione personae* du nouvel instrument devait être entendu largement ou limité en fonction de l'identité des créanciers d'aliments. Beaucoup d'experts se sont dits en faveur d'un champ d'application large car une limitation du champ d'application à certains créanciers d'aliments, tels qu'aux enfants, constituerait un retour en arrière par rapport aux Conventions existantes. Aussi, ces experts ont reconnu qu'une formulation semblable à celle de l'article premier de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* pourrait constituer un point de départ satisfaisant.

B *Faculté d'élargir ou de limiter le champ d'application de la Convention*

142 On a ensuite abordé la question de savoir si les États devraient disposer de la faculté d'élargir ou de limiter le champ d'application de la Convention, éventuellement par le biais d'un accord réciproque. Quelques experts se sont opposés à l'inclusion des réserves et des déclarations concernant le champ d'application car elles compliqueraient l'application de la Convention et créeraient un instrument à géométrie variable. D'autre part, certains experts étaient plutôt d'avis qu'à ce stade préliminaire des négociations, il ne faudrait pas exclure cette faculté car elle pourrait faciliter l'acceptation générale de cette Convention. Quelques experts ont estimé qu'il sera nécessaire d'examiner la possibilité pour les États de faire des réserves ou déclarations dans le nouvel instrument afin de tenir compte de l'ordre public national. Les experts ont ainsi reconnu l'importance d'atteindre un équilibre dans la définition du champ d'application, dans le but d'assurer une acceptation étendue de la Convention.

C *Sens du terme « aliments »*

143 On s'est ensuite interrogé sur le sens du terme « aliments ». En effet, les réponses à la question 1 du Questionnaire de 2002 montrent la diversité des formes que peuvent revêtir les décisions alimentaires dans les différentes lois nationales. On a mentionné que les aliments peuvent être versés, par exemple, sous forme de paiements périodiques, sommes forfaitaires, transferts de propriété ou paiement en nature. Plusieurs experts étaient d'avis qu'il n'était pas nécessaire d'inclure une définition du terme « aliments » dans la nouvelle Convention. Plusieurs experts ont suggéré que bien qu'il serait inutile de définir le terme « aliments » dans le nouvel instrument, le Rapport explicatif devrait, quant à lui, apporter des précisions à ce sujet.

D *Autres questions relatives au champ d'application*

144 On a ensuite discuté de quatre autres questions relatives au champ d'application. Premièrement, on s'est demandé si le nouvel instrument devait contenir des dispositions concernant les institutions publiques qui recherchent

Commission spéciale – Première réunion

appropriateness of including a provision on bilateralisation in the new instrument.

H *The role of the Permanent Bureau*

136 One expert suggested that perhaps the Permanent Bureau could play a role in the resolution of problems arising between Central Authorities. It was explained that the Permanent Bureau is given no authority under existing Conventions to intervene in particular disputes. The Central Authorities themselves have the primary responsibility to remove obstacles to the proper functioning of existing Conventions. However, the Permanent Bureau uses its good offices to address difficulties that hamper effective co-operation between Central Authorities, for example by organising and facilitating meetings to discuss particular operational difficulties.

PART VII – SCOPE

137 The discussion on the scope in the plenary focussed on the issues identified in Chapter VII of Preliminary Document No 3.

A *Scope* ratione personae

138 The discussion first concentrated on the scope *ratione personae*. The existing Conventions on maintenance, such as the 1958 and 1973 Hague Conventions on the recognition and enforcement of maintenance decisions, differ in scope *ratione personae*. On the one hand, the 1958 Convention is confined to obligations in respect of children; on the other hand, the 1973 Convention applies to any maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity. However, the scope of the 1973 Convention may be limited by reservations.

139 It was noted during the discussion that even though it is recognised in most systems that children and spouses or ex-spouses have a right to maintenance, there are still many differences among the systems concerning other family members' rights to maintenance. Examples included the position of stepchildren, foster children and adopted children, unmarried and registered partners, and ascendant relatives. The question of whether a general definition of the scope *ratione personae* should be included in the new instrument was then raised. On this issue, many experts expressed their appreciation of the flexible and broad scope of the 1973 Conventions, a point that would be particularly important in a new instrument in the light of the rapid developments in the area of family law. It was also noted that courts are often able to recognise and enforce decisions which they would not necessarily be able to make themselves, and that the experience with the broad scope of the 1973 Convention had been satisfactory. Some experts suggested that the scope might vary according to the type of maintenance creditor. For example, obligations undertaken by States under the new instrument may be broader in relation to children and narrower in relation to other members of the family. However, an expert highlighted that most potential creditors are in financial need and therefore the new instrument should not necessarily favour children. Nevertheless, the relationship between the scope of the new Convention and the willingness of States to commit to providing a wide range of services was acknowledged.

140 The question of whether the new instrument should provide specific definitions was also raised. On this issue, experts stated that specific definitions, such as providing an age limit to define a child, would not be beneficial since they could cause difficulties in the application of the new instrument. The possibility of including an applicable law rule governing certain elements of scope, such as the definition of a creditor or debtor, was also raised.

141 Additional discussions on the scope took place at a later stage of the Plenary Session in the light of the introduction of Working Document No 1. The Chairman of the Working Group (Drafting Committee) then asked the experts if the scope *ratione personae* of the new instrument should be broad or narrow in relation to the identity of maintenance creditors. Many experts supported broad scope for the new instrument since limiting scope to certain maintenance creditors, such as children, would constitute a step backwards from existing Conventions. Also, these experts were of the opinion that a wording similar to that contained in Article 1 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* would constitute a satisfactory starting point.

B *Possibility of expanding or narrowing the scope of the Convention*

142 The possibility of allowing the States to extend or restrict the scope, perhaps on a reciprocal basis, was then discussed. Some experts opposed the idea of including within the new instrument reservations or declarations with regard to scope, as these may lead to great variations complicating the application of the Convention. However, other experts considered that at this early stage of discussions the possibility of including reservations and declarations should not be excluded since these might broaden support for the Convention's general acceptance. Some experts believed that it was necessary to examine the possibility of States making a reservation or declaration under the new instrument in order to take account of national public policy. Experts recognised the importance of balancing a broad scope with the need to ensure that the Convention can be widely accepted.

C *The meaning of "maintenance"*

143 The discussion then concentrated on the meaning of "maintenance". The responses to question 1 of the 2002 Questionnaire illustrate the variety of forms which maintenance decisions may take under national laws. It was mentioned that maintenance can be payable under many forms such as periodical payments, lump-sum payments, property transfers and payments in kind. Several experts felt that the inclusion of a definition of "maintenance" in the new Convention was unnecessary. Several experts suggested that even if it was unnecessary to define "maintenance" in the Convention, some guidelines on this matter should be given in the Explanatory Report.

D *Other questions concerning the scope*

144 Four other questions concerning the scope were then discussed. First, delegates were asked whether the new instrument should contain provisions concerning public bod-

le remboursement de prestations fournies au créancier alimentaire. Les experts ont estimé qu'en effet, il serait utile d'inclure ces autorités, tout comme le fait la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*. Quant à la question de savoir si le nouvel instrument devrait traiter des obligations découlant du recouvrement des arriérés, les experts ont été d'avis que l'on pourrait inclure des règles à ce propos pour autant qu'elles soient clairement définies. Certains experts ont aussi noté les différences du droit interne dans le cadre des questions du recouvrement rétroactif des arriérés. En ce qui concerne les institutions publiques et le recouvrement des arriérés, les experts ont souligné l'importance de conserver les acquis des Conventions de La Haye de 1973. Relativement à la question de l'incorporation des obligations découlant d'un accord contraignant en matière d'aliments, les experts s'y sont montrés favorables dans la mesure où ces accords sont exécutoires dans leur pays d'origine. Un expert a noté l'importance de l'inclusion de ces accords en raison de l'accroissement des méthodes de prévention et règlement de différends et, en particulier, de la médiation.

TRAVAUX FUTURS ET MANDAT DU COMITÉ DE RÉDACTION

145 La composition du Comité de rédaction est établie au paragraphe 6, ci-dessus. Le mandat du Comité de rédaction, tel qu'identifié par le Président et approuvé par la Commission spéciale, est le suivant :

Le Comité de rédaction poursuivra son travail jusqu'à la prochaine session de la Commission spéciale. Son mandat est d'établir une proposition d'avant-projet d'une nouvelle Convention abordant toute question ayant été débattue au cours de la présente session, du moment que le Comité de rédaction considère que le débat en Session plénière a fourni suffisamment d'éléments pour lui permettre de préparer un tel avant-projet, que ce soit suivant une orientation claire ou sous forme d'options ou d'alternatives, et en utilisant des notes de bas de page afin de souligner les questions restant à trancher lorsque cela s'avère approprié. Ainsi, il s'agit d'un mandat large mais limité aux questions discutées en Session plénière. Le Comité de rédaction ne doit pas aborder les questions pour lesquelles la Session plénière décide d'adopter une façon de procéder différente, comme pour la question de la loi applicable. Le Comité de rédaction choisira la méthode de travail la plus appropriée : il pourra communiquer par voie électronique, organiser des réunions de travail ou opter pour ces deux possibilités. Le Comité de rédaction bénéficiera de l'assistance du Bureau Permanent.

146 Les membres du Comité de rédaction ont convenu de se réunir à La Haye du 12 au 16 janvier 2004. Afin de préparer la réunion, il a été convenu par les membres du Comité de rédaction que la Présidente se réunirait avec un sous-groupe du Comité de rédaction à La Haye, du 27 au 30 octobre 2003, pour préparer un texte préliminaire et provisoire et un document de discussion. Tous les membres du Comité de rédaction ont été consultés individuellement et ils ont tous, sans exception, convenu qu'il s'agissait de la façon appropriée de procéder. Les personnes impliquées dans la réunion préparatoire sont : la Présidente, Mme Alegría Borrás, Mme Jennifer Degeling, Mme Denise Gervais, Mme Sonya Djemni-Wagner, Mme Mary Helen Carlson et M. Paul R. Beaumont.

147 Il a aussi été décidé que le Groupe de travail sur la loi applicable devait continuer son travail (voir ci-dessus, au para. 107 et 127, le mandat du Groupe de travail). Finalement, il a été convenu de mettre en place des groupes de travail informels afin de discuter et d'échanger de l'information sur les aspects pratiques de la coopération étatique et discuter des règles de compétence directe. Toutefois, ces groupes de travail informels n'ont pas le mandat de faire rapport à la Commission spéciale ou au Comité de rédaction (voir ci-dessus, au para. 94).

ANNEXE I

Document de travail No 1 de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (du 5 au 16 mai 2003)

Proposition du Groupe de travail (distribuée le 13 mai 2003)

APERÇU DES OBJECTIFS ET DISPOSITIONS SUR LA COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Préambule

1 *Objectifs de la Convention*

2 *Champs d'application*

Point de départ

Le champ d'application devrait être large et l'approche adoptée dans les Conventions de 1973 devrait servir de point de départ.

L'article premier de la *Convention de 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* indique :

> « La présente Convention s'applique aux décisions en matière d'obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime, rendues par les autorités judiciaires ou administratives d'un État contractant […] »

Réserves et déclarations

La possibilité de faire des réserves et déclarations et leur étendue sera revue ultérieurement.

Définitions

Il ne semble pas nécessaire pour l'instant d'inclure des définitions des termes « enfant » et « aliments ». Ceci est toutefois sans préjudice des règles de loi applicable concernant, par exemple, la question de l'éligibilité.

Le terme « décision » pourrait inclure :

a) une décision rendue par une autorité judiciaire ou administrative ;
b) une transaction passée devant une telle autorité ;
c) une décision ou une transaction modifiant une décision ou une transaction antérieure.

Pourrait inclure :

a) des instruments authentiques ;
b) un accord ayant été enregistré, incluant ceux résultant de la médiation.

Commission spéciale – Première réunion

ies claiming reimbursement of benefits paid to a maintenance creditor. Experts were in favour of including public bodies in the new instrument, as in the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*. In relation to the question of whether the new instrument should deal with the recovery of arrears, the experts were of the opinion that rules on this matter should be included as long as they are clearly defined. Some experts also noted the difference in domestic laws relating to the ability to establish maintenance obligations retroactively. In relation to the inclusion of public bodies and the recovery of arrears, experts highlighted the importance of maintaining the agreements reached on these subjects in the 1973 Hague Conventions. Concerning the question of whether the instrument should deal with obligations arising from a binding maintenance agreement, several experts favoured their inclusion provided that they are enforceable in the State in which they were made. An expert highlighted that the inclusion of such agreements is particularly important due to the increasing use of alternative dispute mechanisms, especially mediation.

FUTURE WORK AND MANDATE OF THE DRAFTING COMMITTEE

145 The composition of the Drafting Committee is set out above at paragraph 6. The mandate of the Drafting Committee, as outlined by the Chairman and agreed by the Special Commission, is as follows:

The Drafting Committee will continue working in the interim period until the next session of the Special Commission. Its mandate is to draft a tentative preliminary draft of the new Convention dealing with any issues that have been discussed in the Plenary, provided that the Drafting Committee considers that the debate in Plenary offers sufficient elements to enable the Committee to prepare such drafts, whether in a clear direction or in the form of options or alternatives, using footnotes to highlight outstanding issues where this is appropriate. The mandate is therefore a broad one, but one limited to what has been discussed in the Plenary. The Drafting Committee should not consider issues in respect of which the Plenary decided upon a different course of action, such as with the subject of applicable law. The Drafting Committee will determine the best method of working, by e-mail or Committee meetings or both. The Drafting Committee will also be assisted by the Permanent Bureau.

146 The members of the Drafting Committee have agreed to meet in The Hague from 12 to 16 January 2004. In order to prepare for this meeting, it was agreed among the members of the Drafting Committee that the Chairman would meet with a small sub-group of the Drafting Committee in The Hague from 27 to 30 October 2003 to prepare a preliminary and provisional text and discussion paper. All members of the Drafting Committee were consulted individually, and without exception agreed that this was the appropriate course. The persons involved in the preparatory meeting will be the Chair, Mrs Alegría Borrás, Ms Jennifer Degeling, Ms Denise Gervais, Ms Sonya Djemni-Wagner, Ms Mary Helen Carlson, and Mr Paul R. Beaumont.

147 It was also decided that the Working Group on Applicable Law should continue its work (see above, at paras 107 and 127, for the mandate of the Working Group). Finally, informal working groups to discuss and exchange information on the operational aspects of State co-operation and to exchange views on direct jurisdiction were agreed upon, but without any mandate to report to the Special Commission or the Drafting Committee (see above, at para. 94).

ANNEX I

Working Document No 1 of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5 to 16 May 2003)

Proposal by the Working Group (distributed 13 May 2003)

OUTLINE OF OBJECTS AND ADMINISTRATIVE CO-OPERATION PROVISIONS

Preamble

1 *Objects of the Convention*

2 *Scope*

Starting point

Scope should be broad and the approach adopted in the 1973 Hague Conventions could be a starting point.

Article 1 of the *1973 Convention on Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* states:

> "This Convention shall apply to a decision rendered by a judicial or administrative authority in a Contracting State in respect of a maintenance obligation arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including a maintenance obligation towards an infant who is not legitimate […]"

Reservations and declarations

The possibility and extent of any reservations or declarations concerning scope will be revisited at a later stage.

Definitions

There seems to be no need at present for substantive definitions of 'child' or 'maintenance'. This is without prejudice to the possibility of applicable law rules concerning, *e.g.*, the question of entitlement.

The concept of 'decision' may include:

a) a decision rendered by a judicial or administrative authority;
b) a settlement made by or before such authority;
c) a decision or settlement modifying a previous decision or settlement.

May include:

a) authentic instruments;
b) a registered agreement, including one arising from mediation.

À considérer possiblement ultérieurement :
Un accord privé qui est exécutoire mais qui n'a pas été enregistré

Arriérés

Si une disposition relative aux arriérés était incluse, une distinction pourrait être faite entre les « arriérés » et les « paiements avec rappel » ou les « paiements rétroactifs ».

Intérêts encourus

Possibilité d'inclure une disposition permettant le cumul des intérêts.

Coûts de recouvrement et conversion

Les créanciers d'aliments sont désavantagés lorsque ces coûts sont déduits des paiements alimentaires.

Le nouvel instrument pourrait préciser celui qui doit supporter ces coûts et la façon dont ils peuvent faire l'objet de recouvrement.

Il pourrait y avoir une coopération quant à la reconnaissance et l'exécution des décisions portant sur le recouvrement des coûts.

3 *Coopération administrative*

a) Définir l'objet de la coopération administrative afin d'en souligner l'importance
b) Définir l'étendue et le noyau dur de la coopération
c) Permettre la conclusion d'arrangements bilatéraux ou régionaux afin d'offrir un niveau de coopération plus élevé entre deux États ou groupes d'États

4 *Les autorités et leurs fonctions*

a) Désigner une Autorité centrale (voir par ex. l'art. 29 de la *Convention de 1996 sur la protection des enfants* qui pourrait constituer un modèle)
b) Notifier quelle autorité ou quelles autorités sont compétentes pour envoyer et recevoir les demandes
c) Procéder à la désignation et à la notification au moment de la ratification ou de l'adhésion et mettre à jour lorsque nécessaire
d) Les fonctions des autorités pourraient faire l'objet d'une distinction utile selon qu'elles :

(i) ne peuvent être accomplies que par l'Autorité centrale ou qu'elles peuvent être déléguées à un autre organe
(ii) sont impératives ou supplétives
(iii) concernent le créancier d'aliments ou qu'elles concernent le débiteur d'aliments
(iv) concernent les demandes envoyées ou qu'elles concernent les demandes reçues

e) Les fonctions (tirées du para. 30 du Doc. prél. No 3 d'avril 2003) possibles à ce stade sont :

(i) Localiser le débiteur
(ii) Encourager le paiement volontaire des aliments (sans préjudice du recouvrement rapide des aliments)
(iii) Faciliter l'exécution des décisions en matière alimentaire, reconnues en vertu de la Convention
(iv) Le cas échéant, aider le demandeur à contacter les autorités compétentes, y compris s'il y a lieu en apportant une assistance judiciaire ou juridique ou en facilitant celles-ci (voir par ex. l'art. 7(2)(g) de la *Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants* qui pourrait constituer un modèle)

f) Autres fonctions possibles identifiées par la Session plénière ou par le Groupe de travail :

(i) Recevoir ou transmettre les demandes ;
(ii) Dresser un état périodique ou un rapport d'état des demandes particulières ;
(iii) Fournir des informations relatives aux lois et procédures de chaque État contractant (voir par ex. l'art. 30(2) de la *Convention de 1996 sur la protection des enfants* qui pourrait constituer un modèle) ;
(iv) Coopérer et promouvoir la coopération avec les autres autorités (voir par ex. l'art. 30(1) de la *Convention de 1996 sur la protection des enfants* qui pourrait constituer un modèle) ;
(v) Se tenir mutuellement informés et, autant que possible, lever les obstacles éventuellement rencontrés (voir par ex. l'art. 7(2)(i) de la *Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants* qui pourrait constituer un modèle) ;
(vi) Faciliter l'obtention d'informations pertinentes pour les procédures judiciaires (voir par ex. l'art. 7 de la *Convention de New York de 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* qui pourrait constituer un modèle) ;
(vii) Faciliter le recours à la médiation (voir par ex. l'art. 31(b) de la *Convention de 1996 sur la protection des enfants* qui pourrait constituer un modèle) ;
(viii) Faciliter le virement des aliments alloués au créancier.

g) Autres fonctions demandant une attention particulière de la Session plénière ou par le Groupe de travail

(i) Rechercher les informations pertinentes relatives au patrimoine du débiteur et à sa localisation ;
(ii) En l'absence de décision étrangère, ou s'il est impossible de reconnaître et d'exécuter la décision, engager ou faciliter l'ouverture de procédures judiciaires ou administratives afin d'obtenir une décision en matière d'aliments ;
(iii) Fournir une assistance en vue d'aider à l'établissement de la filiation d'un enfant, dans les procédures relatives aux aliments dans tout État contractant ;
(iv) Engager ou faciliter l'ouverture de procédures judiciaires ou administratives afin d'obtenir toutes « mesures provisoires ou d'urgence qui ont un caractère territorial et dont le but est de garantir l'aboutissement d'une réclamation en aliments pendante ou sur le point d'être introduite » (voir l'art. 15 de la *Convention interaméricaine de Montevideo de 1989 sur les obligations alimentaires*).

5 *La procédure de demande*

a) Le contenu de la demande
b) Le contenu de certains types de demandes pourrait figurer dans le texte de la Convention si l'utilisation d'une formule obligatoire ou standard n'est pas retenue.
c) Possibilité d'indiquer les exigences minimales quant à la documentation requise pour initier la demande (selon le type de demande)
d) Différents types de demandes

Commission spéciale – Première réunion

Reserve for future possible consideration:
A private agreement which is enforceable but has not been registered.

Arrears

If a possible provision on arrears is included, it may need to make a distinction between "arrears" and "backdated" or "retroactive payments".

Accrued interest

A possible provision for interest to accrue on arrears.

Costs of collection and conversion

Maintenance creditors are disadvantaged when these costs are deducted from maintenance payments.

The new instrument might specify who has responsibility for such costs and how they can be recovered.

There could be co-operation in relation to the recognition and enforcement of decisions on recovery of costs.

3 *Administrative co-operation*

a) Define the purpose of administrative co-operation to highlight its importance
b) Define the extent and core content of co-operation
c) Provide for bilateral or regional arrangements to offer a higher level of co-operation between two States or groups of States

4 *Authorities and their functions*

a) Designate Central Authority (see, *e.g.*, Art. 29 of the 1996 *Convention on the Protection of Children* as a possible model)
b) Notify which authority or authorities are competent to send and receive applications
c) Make the designations and notifications at the time of ratification or accession and update when necessary

d) Functions of authorities could usefully distinguish between –

(i) those that can only be done by the Central Authority and those that can be delegated to another body
(ii) those that are mandatory and not mandatory
(iii) those that concern the maintenance creditor and those that concern the maintenance debtor
(iv) those that concern outgoing applications and those that concern incoming applications

e) Possible functions (from para. 30 of Prel. Doc. No 3 of April 2003) at this stage are –

(i) to discover the whereabouts of the debtor
(ii) to encourage voluntary payment of maintenance obligations (but not at the expense of delaying recovery of maintenance)
(iii) to facilitate the enforcement of maintenance decisions which are entitled to recognition under the Convention
(iv) where necessary, to assist the applicant in having effective access to the relevant authorities, including where the circumstances so require, by the provision or facilitation of legal aid and advice (see, *e.g.*, Art. 7(2)(g) of the *1980 Convention on International Child Abduction* as a possible model)

f) Other possible functions identified by the Plenary or the Working Group:

(i) to receive and transmit applications
(ii) to provide progress reports or status reports on particular cases
(iii) to provide information about the laws and procedures of each Contracting State (see, *e.g.*, Art. 30(2), of the *1996 Convention on the Protection of Children* as a possible model)
(iv) to co-operate with other authorities (see, *e.g.*, Art. 30(1) of the *1996 Convention on the Protection of Children* as a possible model)
(v) to keep each other informed and, as far as possible, to eliminate any obstacles (see, *e.g.*, Art. 7(2)(i) of the *1980 Convention on International Child Abduction* as a possible model)
(vi) to facilitate obtaining relevant information for legal proceedings (see, *e.g.*, Art. 7 of the *New York Convention of 1956 on the Recovery of Maintenance Abroad* as a possible model)
(vii) to facilitate access to mediation (see, *e.g.*, Art. 31(b) of the *1996 Convention on the Protection of Children* as a possible model)
(viii) to facilitate the transfer of maintenance payments to the creditor

g) Other functions that require particular attention from the Plenary Session:

(i) to seek out relevant information concerning the assets of the debtor and their location
(ii) where there is no existing foreign decision, or it is not possible to recognise and enforce such decision, to initiate or facilitate the institution of judicial or administrative proceedings with a view to securing a maintenance decision
(iii) to provide assistance in establishing the parentage of a child, for the purpose of maintenance proceedings in any Contracting State
(iv) to initiate or facilitate the institution of judicial or administrative proceedings to obtain any necessary "provisional or urgent measures that are territorial in nature and whose purpose is to secure the outcome of a pending or anticipated support claim" (see Art. 15 of the *Inter-American / Montevideo Convention of 1989 on Support Obligations*)

5 *The application process*

a) Content of the application
b) The content of certain types of applications might be specified in the text of the Convention if the use of a prescribed or standard form is not adopted
c) Possibly indicate a minimum standard of documentation for initiating applications (depending on the type of application)
d) Possible types of request

Special Commission – First Meeting

(i) Reconnaissance et exécution d'une décision existante
(ii) Établissement d'une nouvelle décision
– si la reconnaissance et l'exécution ne sont pas possibles
– lorsqu'il n'y a pas de décision préexistante
(iii) Modification d'une décision existante
(iv) Assistance limitée (exemple : simple localisation du débiteur)
(v) Recouvrement des arriérés

e) Demandeurs potentiels

(i) Le créancier d'aliments
(ii) Les autorités publiques (nul besoin de procédures différentes pour les autorités publiques)
– lorsqu'un remboursement est recherché
– lorsqu'elles agissent au nom du créancier
(iii) Représentant légal du créancier
(iv) Le débiteur d'aliments

f) Récipiendaires possibles de la demande

(i) Une Autorité centrale de l'État requérant sans limiter la possibilité de s'adresser directement aux autorités judiciaires / administratives de l'État requis (voir par ex. les art. 29 et 30 de la *Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants* qui pourraient constituer des modèles)

g) Méthodes possibles pour faire une demande

(i) Par une formule standard ou une formule modèle ou aucune formule (possibilité d'inclure une procédure d'amendement ; voir par ex. l'art. 30 de la *Convention de 1980 sur l'accès à la justice* qui pourrait constituer un modèle)
(ii) Avec des annexes permettant des explications écrites ou de plus amples informations
(iii) Avec des formules standard pour certifications, d'une décision notamment, ou d'autres exigences relatives aux pièces
(iv) Par la poste, par des moyens électroniques ou par d'autres moyens

h) Clarifier les responsabilités de l'État expéditeur (E) et récepteur (R) quant à la documentation, telles que :

(i) Vérifier et approuver les demandes (E)
(ii) Envoyer les demandes (E)
(iii) Envoyer un accusé de réception ou une confirmation de l'acceptabilité de la demande, à l'intérieur de délais prévus (R)
(iv) Identifier un point de contact ayant la responsabilité d'un dossier spécifique (R+E)
(v) Se tenir mutuellement informés de l'état d'avancement des dossiers et répondre aux demandes de renseignement au moment opportun (R+E)
(vi) Notifier aux autres États les exigences relatives à tous les types de demandes prévus par la Convention (R)
(vii) Spécifier la façon de faire ces notifications (R+E)

6 *Exigences linguistiques possibles*

a) Langue de l'État requis sous réserve d'un accord différent (ou une autre langue selon l'accord des parties)
b) Possibilité de traduire seulement certains dossiers
c) Possibilité de dispositions relatives aux frais de traduction
d) Possibilité d'une disposition relative à la mesure dans laquelle les décisions devraient être traduites

7 *La rapidité*

a) Délais possibles pour les Autorités centrales
b) Les décisions judiciaires et administratives devraient être prises aussi rapidement que possible tout en permettant un examen adéquat des questions

8 *Transferts de fonds*

a) Les États ne devraient pas limiter ou interdire les transferts de fonds servant à des fins alimentaires
b) Les États sont encouragés à promouvoir l'utilisation de moyens les plus rentables et efficaces disponibles pour les transferts de fonds
c) Des accords bilatéraux peuvent permettre des arrangements de transferts moins coûteux

9 *Coûts*

a) Coûts entre États

(i) Un principe de base pourrait être à l'effet que chaque État supporte ses propres frais ; en revanche, il pourrait y avoir quelques exceptions à ce principe.
(ii) Permettre des arrangements bilatéraux et régionaux

b) Coûts possibles entre le demandeur et l'Autorité centrale

(i) Les fonctions essentielles devraient être gratuites (voir par ex. l'art. 26 de la *Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants* qui pourrait constituer un modèle)

c) Général

(i) Certaines tâches pourraient être effectuées à un coût raisonnable
(ii) Le recouvrement potentiel des coûts du débiteur d'aliments
(iii) Possibilité de distinguer entre une demande d'aliments pour l'enfant et les autres demandes
(iv) Possibilité d'avoir des règles différentes pour le débiteur d'aliments et pour les autorités publiques en leur qualité de demandeur

ANNEXE II

Document de travail No 2 de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (du 5 au 16 mai 2003)

Proposition du Groupe de travail (distribuée le 15 mai 2003)

1 *Reconnaissance et exécution*

Bases de reconnaissance

Ce qui suit pourrait servir de point de départ :

1 Une décision en matière alimentaire rendue par une autorité judiciaire ou administrative dans un État contractant (l'État d'origine) doit être reconnue et exécutée dans tous les autres États contractants si :

Commission spéciale – Première réunion

(i) recognition and enforcement of an existing decision
(ii) establishment of a new decision
– if recognition and enforcement is not possible
– where there was no prior existing decision
(iii) modification of an existing decision
(iv) limited assistance, *e.g.*, only locating the debtor
(v) recovery of arrears

e) Possible applicants

(i) maintenance creditor
(ii) public authorities (no need for separate procedures for public authorities)
– when seeking reimbursement
– when acting on behalf of the creditor
(iii) legal representative of the creditor
(iv) maintenance debtor

f) Possible recipients of the application

(i) a Central Authority in the requesting State, but nothing shall prohibit direct access to the judicial / administrative authorities of the requested State (see, *e.g.*, Arts 29 and 30 of the *1980 Convention on International Child Abduction* as possible models)

g) Possible methods of application

(i) by a standard form or model form or neither (possible inclusion of an amendment procedure; see, *e.g.*, Art. 30 of the *1980 Convention on Access to Justice* as a possible model)
(ii) with annexes for narrative explanation or further information
(iii) with standard forms for certifications, *e.g.*, of decisions, or other documentary requirements
(iv) by post, by electronic transmission or other means

h) Clarify responsibilities of Sending (S) and Receiving (R) States regarding documentation, such as:

(i) vet and check applications (S)
(ii) send applications (S)
(iii) send acknowledgement – of receipt, or of acceptability of the application – within set timelines (R)
(iv) identify a point of contact with responsibility for a particular case (R+S)
(v) keep each other informed of the progress of the case and provide timely responses to enquiries (R+S)
(vi) notify other States of documentary requirements for each type of application allowed by the Convention (R)
(vii) specify how these notifications are made (R+S)

6 *Possible language requirements*

a) Language of the requested State unless otherwise agreed (or other language by agreement)
b) Possibly specify documents to be translated
c) Possible provision concerning cost of translation
d) Possible provision concerning the extent to which decisions should be translated

7 *Speed*

a) Possible timelines for Central Authorities
b) Judicial / administrative decision making should be carried out as quickly as a proper consideration of the issues will allow

8 *Transfer of funds*

a) There should be no national limitation or prohibition on transfer of maintenance funds
b) States are encouraged to promote the use of the most cost-effective and efficient means available to transfer funds
c) Bilateral agreements may assist cheaper transfer arrangements

9 *Costs*

a) Costs between States

(i) a basic principle could be that each State bears its own costs, however, there may be some exceptions to this principle
(ii) provide for bilateral/regional arrangements

b) Possible costs between the applicant and the Central Authority

(i) core functions should be free (see, *e.g.*, Art. 26 of the *1980 Convention on International Child Abduction* as a possible model)

c) General

(i) a reasonable charge could be made for certain functions
(ii) possible recovery of costs from the maintenance debtor
(iii) possibility of distinguishing an application for child support from other forms of support
(iv) possibility of different rules for maintenance debtors and public authorities as applicants

ANNEX II

Working Document No 2 of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5 to 16 May 2003)

Proposal by the Working Group (distributed 15 May 2003)

1 *Recognition and enforcement*

Bases for recognition

The following to be used as a starting point:

1 A maintenance decision made by a judicial or administrative authority in one Contracting State (the State of origin) shall be recognised and enforced in all other Contracting States if –

(a) le débiteur résidait (habituellement) dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(b) le débiteur s'est soumis à la compétence de l'autorité ;

(c) les circonstances de l'affaire auraient, *mutatis mutandis*, conféré cette compétence en vertu des règles de l'État requis ; ou

(d) le créancier résidait (habituellement) dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance.

2 Un État contractant dont les autorités judiciaires ou administratives ne peuvent exclusivement fonder leur compétence en matière alimentaire sur le lieu de résidence du créancier peut émettre une réserve quant au paragraphe 1(d).

Possibilité de permettre une réserve relative au paragraphe 1(c)

Possibilité d'inclure d'autres bases de reconnaissance :

a) lorsque la compétence a fait l'objet d'un accord entre les parties (autonomie des parties)
b) lorsque la décision alimentaire a été rendue par une autorité ayant compétence sur les questions de statut personnel
c) lorsque l'enfant résidait habituellement dans la juridiction

La possibilité d'inclure la nationalité sera examinée à nouveau

Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution

Motifs possibles de refus de reconnaissance et d'exécution :

a) l'ordre public
b) la fraude
c) le défaut de notification de l'instance et / ou d'opportunité d'être entendu
d) les décisions incompatibles

Revoir la question des procédures en cours

La possibilité d'examiner certains problèmes relatifs à la compétence en matière de modification dans la section intitulée « décisions incompatibles » sera revue

Procédures de reconnaissance et d'exécution

L'État requis sera lié par les constatations de fait qui ont fondé la compétence de l'autorité judiciaire ou administrative d'origine

Pas de révision au fond par les autorités de l'État requis

Principe général selon lequel la procédure de reconnaissance et d'exécution est régie par la loi de l'État requis, sauf stipulation contraire dans la Convention

Différents modèles devraient être considérés, incluant :

a) un système en vertu duquel le débiteur, suite à la notification de la procédure d'exécution, est tenu, dans un délai donné, de soulever toute objection à la reconnaissance et l'exécution

b) un système qui permet un contrôle *ex officio* par l'autorité de l'État requis

Dans tous les cas, des procédures rapides devraient être appliquées à l'enregistrement ou à la déclaration d'exécution, et les procédures devraient être justes à l'égard du débiteur

Devraient être considérés à nouveau :

a) la réduction au minimum nécessaire des exigences de traduction et documents
b) l'emploi de formules standard
c) l'utilisation de moyens de communication rapides et efficaces
d) le respect des délais
e) la suppression de l'exigence de légalisation

Possibilité d'indiquer les documents à fournir

L'exécution en vertu des lois nationales

Inclure un principe de non-discrimination

Inclure des dispositions relatives à la transparence, incluant la soumission d'information concernant les règles ou procédures d'exécution interne, au moment de la ratification ou de l'adhésion

Examiner ultérieurement la possibilité d'annexer à la Convention des recommandations non contraignantes relatives aux procédures internes d'exécution

2 *Compétence directe*

À revoir ultérieurement

Commission spéciale – Première réunion

(a) the debtor was (habitually) resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(b) the debtor submitted to the jurisdiction;

(c) the facts in the case would, *mutatis mutandis*, have supported jurisdiction under the rules of the requested State; or

(d) the creditor was (habitually) resident in the State of origin at the time proceedings were instituted.

2 A Contracting State whose own authorities or courts are not permitted to make a maintenance decision based solely on the residence of the creditor within the jurisdiction may make a reservation in respect of paragraph 1(d).

Possibility that reservation would be permitted in respect of paragraph 1(c)

Possibility of including further bases of recognition such as:

a) where jurisdiction has been agreed between the parties (party autonomy)
b) where the maintenance decision was made by an authority having jurisdiction on a matter of personal status
c) where the child was habitually resident in the jurisdiction

Possibility of including nationality to be revisited

Grounds for refusing recognition or enforcement

The following are possible grounds for refusing recognition or enforcement:

a) public policy
b) fraud
c) lack of notice of the proceedings and / or opportunity to be heard
d) conflicting decisions

Issues concerning pending proceedings to be considered

Possibility of addressing certain problems surrounding modification jurisdiction under the heading "conflicting decisions" to be considered

Procedures for recognition and enforcement

State addressed to be bound by findings of fact on which the jurisdiction of the originating judicial or administrative authority was based

No review of merits by the authorities of the State addressed

General principle that the procedure for recognition and enforcement is governed by the law of the State addressed unless the Convention otherwise provides

Different models to be considered, including:

a) a system under which, following notice of enforcement proceedings, the debtor is obliged, within a specified period, to raise any objections to recognition and enforcement
b) a system allowing *ex officio* control by the authority of the State addressed

In any case, rapid procedures should be applied to registration or declaration of enforceability, and procedures should be fair to the debtor

Further consideration to be given to the following:

a) reducing documentary and translation requirements to a necessary minimum
b) the employment of standard forms
c) the use of rapid and efficient means of communication

d) the adherence to time lines
e) the abolition of the requirements of legalisation

Possibly specify documents to be furnished

Enforcement under national law

A principle of non-discrimination to be included

Provisions to be included providing for transparency, including supplying information concerning national enforcement rules or procedures, at time of ratification or accession

Possibility to be considered later of annexing to the Convention non-binding recommendations concerning national procedures for enforcement

2 *Direct jurisdiction*

To be revisited at a later stage

Special Commission – First Meeting

Questionnaire supplémentaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

ÉTABLI PAR PHILIPPE LORTIE
PREMIER SECRÉTAIRE

Document préliminaire No 6 de février 2004

INTRODUCTION

Lors de la Commission spéciale de mai 2003 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé a annoncé qu'il poursuivrait l'étude des transferts électroniques de fonds et de l'utilisation des technologies de l'information en coordination avec les experts ainsi qu'avec les banques centrales et les organisations internationales impliquées. Il a été noté, à cet égard, qu'il serait intéressant d'être informé par les experts du volume total des transferts internationaux d'aliments, afin d'inciter les banques à travailler sur ce point[1].

En vue de recueillir des informations pertinentes au sujet des transferts électroniques de fonds et de l'utilisation des technologies de l'information, le Bureau Permanent a établi le Questionnaire ci-dessous. Ce Questionnaire s'ajoute à la Note d'information et Questionnaire de juin 2002[2] et a été envoyé à tous les États membres de la Conférence de La Haye, aux États parties à la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, aux autres États invités à la Commission spéciale de juin 2004 ainsi qu'aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales pertinentes.

Le Questionnaire est divisé en trois parties qui abordent, premièrement, les dispositifs relatifs aux recouvrements et transferts (questions 25, 26, 29 et 30 du Questionnaire de 2002), deuxièmement, les statistiques relatives aux transferts de fonds transfrontières de votre pays et, troisièmement, l'utilisation des technologies de l'information.

Le projet d'établir un nouvel instrument relatif aux obligations alimentaires peut potentiellement bénéficier à des milliers de personnes, enfants et adultes, dans plusieurs États de par le monde et contribuer également à la réduction de la dépendance à l'aide sociale publique.

I – DISPOSITIFS RELATIFS AUX RECOUVREMENTS ET TRANSFERTS (QUESTIONNAIRE DE 2002)

Les questions 25, 26, 29 et 30 du Questionnaire de 2002 traitent du recouvrement et transfert des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille ; elles sont reproduites ci-dessous.

Les États et les organisations qui ont répondu au Questionnaire de 2002 sont invités à ne fournir que les réponses supplémentaires à ces questions relatives à toute évolution pertinente survenue depuis qu'ils ont répondu la première fois. Les États et les organisations qui ont été dans l'impossibilité de répondre au Questionnaire de 2002 sont invités à transmettre des réponses complètes.

25 Comment le paiement et le recouvrement des aliments envers (a) les enfants et (b) les époux ou d'autres membres de la famille sont-ils organisés dans votre pays ?

26 Quels accords particuliers, le cas échéant, sont appliqués lorsque les paiements sont effectués ou recouvrés depuis l'étranger ?

29 Quels sont les frais bancaires types engagés dans le transfert et les paiements des aliments de / vers votre pays ?

30 Des accords sont-ils mis en place dans votre pays, par le secteur public ou privé, afin de faciliter les virements au moindre coût de / vers l'étranger ?

En ce qui a trait à la question 30, voir, pour des exemples, « L'utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement des aliments – Le virement international des fonds à faible coût », Document d'information présenté par le Bureau Permanent, 16 mai 2003, à l'intention de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (5-16 mai 2003)[3].

II – STATISTIQUES RELATIVES AUX TRANSFERTS DE FONDS TRANSFRONTIÈRES

1 Votre pays est-il en mesure de contrôler / surveiller / estimer les paiements transfrontières d'aliments envers (a) les enfants et (b) les époux ou d'autres membres de la famille ? Merci de bien vouloir répondre par OUI ou par NON.

2 Quelle est votre estimation pour l'année 2003 du nombre total des transferts (a) en partance vers et (b) en provenance de l'étranger ? Merci de bien vouloir, si possible, faire la distinction entre les transferts d'aliments envers (i) les enfants et (ii) les époux ou d'autres membres de la famille.

3 Quelle est votre estimation pour l'année 2003 du montant total des paiements d'aliments (a) en partance vers et (b) en provenance de l'étranger ? Merci de bien vouloir, si possible, faire la distinction entre les paiements d'aliments envers (i) les enfants et (ii) les époux ou d'autres membres de la famille.

[1] Voir le « Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) », établi par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, ci-dessus p. I-160 du présent tome, au para. 51.

[2] « Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de juin 2002 (le « Questionnaire de 2002 »), ci-dessus p. I-46 du présent tome.

[3] Les exemples fournis dans le Document d'information sont reproduits dans « Transfert de fonds et utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 9 de mai 2004, ci-dessous p. I-236 du présent tome, section I.

Additional Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

DRAWN UP BY PHILIPPE LORTIE
FIRST SECRETARY

Preliminary Document No 6 of February 2004

INTRODUCTION

During the Special Commission of May 2003 on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law announced that it would continue its study of the electronic transfer of funds and the use of information technology in co-ordination with the experts and also with central banks and international organisations involved. It was noted, in this respect, that it would be interesting to know from the experts the total number and amounts of the transfers involved in maintenance cases in order to convince the banks to work on this issue.[1]

In order to gather relevant information in relation to electronic transfer of funds and the use of information technology, the Permanent Bureau devised a Questionnaire, which is set out below. This Questionnaire is additional to the Information Note and Questionnaire of June 2002.[2] It was sent to all Member States of the Hague Conference, to States Parties to the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*, to other States invited to the June 2004 Special Commission and to relevant international governmental and non-governmental organisations.

The Questionnaire falls into three parts that concern, first, collection and transfer arrangements (questions 25, 26, 29 and 30 of the 2002 Questionnaire), second, statistics concerning the cross-border transfer of funds in your country, and third, the use of information technology.

The project to establish a new instrument on maintenance obligations has the potential to benefit hundreds of thousands of persons, children and adults, in many States around the world, and to contribute to the reduction of welfare / social security dependency.

I – COLLECTION AND TRANSFER ARRANGEMENTS (THE 2002 QUESTIONNAIRE)

Questions 25, 26, 29 and 30 of the 2002 Questionnaire deal with the collection and transfer arrangements of child support and maintenance for other family members. These questions are reproduced below.

States and organisations that responded to the 2002 Questionnaire are requested only to supply supplementary responses to these questions, covering any relevant developments since they responded the first time. States and organisations that were not able to respond to the 2002 Questionnaire are requested to provide full responses.

25 How is the payment and collection of (a) child support and (b) maintenance for a spouse or other family member organised in your country?

26 What, if any, particular arrangements apply where payments are to be made or collected from abroad?

29 What are the typical banking costs involved in the transfer of maintenance payments from / to your country?

30 Have any arrangements been developed in your country, either by the public or the private sector, to facilitate the easy and low-cost transfer of payments to / from abroad?

In relation to question 30, see, for examples, "The Use of Information Technology with respect to the Recovery of Maintenance – The International Transfer of Funds at a Low Cost", Information Document presented by the Permanent Bureau, 16 May 2003, for the attention of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003).[3]

II – STATISTICS CONCERNING THE CROSS-BORDER TRANSFER OF FUNDS

1 Does your country have any means of monitoring / tracking / estimating (a) cross-border child support payments or (b) cross-border maintenance payments for a spouse or other family member? Please respond by YES or NO.

2 What is your estimate of the total number of (a) outgoing and (b) incoming cross-border transfers in 2003? If possible, it would be appreciated if you could make a distinction between transfers for (i) child support and (ii) maintenance for a spouse or other family member.

3 What is your estimate of the total amount of (a) outgoing and (b) incoming cross-border maintenance payments in 2003? If possible, it would be appreciated if you could make a distinction between payments for (i) child support and (ii) maintenance for a spouse or other family member.

[1] See "Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003)", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 5 of October 2003, *supra* p. I-161 of this tome, at para. 51.

[2] "Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of June 2002 (the "2002 Questionnaire"), *supra* p. I-47 of this tome.

[3] The examples set out in the Information Document can be found in "Transfer of Funds and the Use of Information Technology in relation to the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 9 of May 2004, *infra* p. I-237 of this tome, section I.

4 Quelle est votre estimation du montant annuel minimum, maximum et moyen par dossiers traités en 2003 ? Merci de bien vouloir, si possible, faire la distinction entre les paiements d'aliments envers (a) les enfants et (b) les époux ou d'autres membres de la famille.

5 Quelle est la fréquence type de vos recouvrements et transferts des paiements des aliments transfrontières ?

(a) ___% hebdomadaire
(b) ___% mensuel
(c) ___% trimestriel
(d) ___% autre (merci de préciser)

Merci de bien vouloir, si possible, faire la distinction entre les paiements d'aliments (i) en partance vers et (ii) en provenance de l'étranger.

6 Quels sont les coûts approximatifs impliqués (par ex. les frais de traitement, les frais administratifs, les frais de conversion) pour un paiement transfrontière dans votre pays :

(a) sous format papier (chèque, note bancaire, etc.) ;
(b) sous forme électronique (SWIFT ou autre (merci de préciser)).

Merci de nous fournir les montants en € (Euros) ou en $ (dollars des États-Unis) pour les questions 3, 4 et 6.

III – UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

7 Dans un contexte purement national, l'autorité responsable des aliments envers les enfants, les époux ou d'autres membres de la famille, peut-elle recevoir ou envoyer par télécopie ou par courrier électronique :

(a) des demandes alimentaires (c.-à-d. des demandes pour l'obtention et le recouvrement d'aliments ou pour la modification et l'exécution d'une décision alimentaire) ;
(b) des actes publics (par ex. les documents relevant d'une juridiction de l'État, documents administratifs, actes notariés, déclarations officielles comme les extraits d'actes de naissance et de mariage) ; et,
(c) d'autres types de demandes ?

Si oui, merci de préciser à quelles conditions (par ex. identification, authentification, confidentialité, intégrité, non-répudiation, disponibilité (récupération)).

8 Dans le contexte international, votre pays, en tant qu'État requis, dispose-t-il de mécanismes transfrontières en vertu desquels l'autorité responsable des aliments envers les enfants, les époux ou d'autres membres de la famille, peut accepter la transmission par télécopie ou par courrier électronique depuis l'étranger :

(a) de demandes alimentaires (voir la question 7(a)) ;
(b) d'actes publics (voir la question 7(b)) ; et,
(c) d'autres types de demandes ?

Si oui, merci de préciser à quelles conditions (voir la question 7 *in fine*)

9 Dans le contexte international, votre pays, en tant qu'État requérant, dispose-t-il de mécanismes transfrontières en vertu desquels l'autorité responsable des aliments envers les enfants, les époux ou d'autres membres de la famille, peut envoyer par télécopie ou par courrier électronique :

(a) des demandes alimentaires (voir la question 7(a)) ;
(b) des actes publics (voir la question 7(b)) ; et,
(c) autres types de demandes ?

Si oui, merci de fournir des exemples.

10 En référence aux questions 7 et 8, votre pays applique-t-il le principe de « l'équivalence fonctionnelle » aux documents électroniques ou à la transmission électronique, concernant les documents apparaissant aux lettres (a), (b) et (c), qui seraient utilisés en matière d'aliments envers les enfants, les époux ou d'autres membres de la famille ? Merci de bien vouloir répondre par OUI ou par NON. Dans l'affirmative, veuillez, si possible, faire la distinction entre le contexte national et le contexte international. Dans le cas contraire veuillez fournir une explication.

11 Les signatures électroniques sont-elles utilisées dans votre pays à l'égard des documents électroniques ou transmission électronique qui seraient utilisés en matière d'aliments envers les enfants, les époux ou d'autres membres de la famille ? Merci de bien vouloir répondre par OUI ou par NON. Dans l'affirmative, veuillez, si possible, faire la distinction entre le contexte national et le contexte international. Dans le cas contraire veuillez fournir une explication.

12 Votre pays s'est-il doté d'une législation basée sur (a) la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique, et (b) la Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques ? Merci de bien vouloir répondre par OUI ou par NON. Dans l'affirmative, veuillez préciser si elle s'applique à la question des aliments et, si possible, faire la distinction entre le contexte national et le contexte international. Dans le cas contraire veuillez fournir une explication.

Note : Les personnes interrogées sont également invitées à faire connaître leurs observations sur tout autre sujet qu'elles considèrent pertinent aux transferts électroniques de fonds et à l'utilisation des technologies de l'information dans le cadre des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille.

Questionnaire supplémentaire

4 What is your estimation of the annual minimum, maximum and average amount per case handled in 2003? If possible, it would be appreciated if you could make a distinction between payments for (a) child support and (b) maintenance for a spouse or other family member.

5 What is the typical frequency of your cross-border collection and transfer of maintenance payments?

(a) ___% weekly
(b) ___% monthly
(c) ___% quarterly
(d) ___% other (please specify)

If possible, it would be appreciated if you could make a distinction between (i) outgoing and (ii) incoming cross-border payments.

6 What is the approximate cost involved (*e.g.*, processing fee, administrative cost, currency conversion) for a cross-border transfer in your country for:

(a) paper-based (check, bank note, etc.) transfers;
(b) electronic transfers (SWIFT or other (please specify)).

Please provide amounts in € (Euros) or $ (US dollars) for questions 3, 4 and 6.

III – THE USE OF INFORMATION TECHNOLOGY

7 In a purely domestic context, may the competent authority responsible for child support and other forms of family maintenance in your country receive or send by way of fax or e-mail:

(a) maintenance applications (*i.e.*, for the establishment, recovery, modification or enforcement of maintenance);

(b) public documents (*e.g.*, court or tribunal documents, administrative documents, notarial acts, official certificates such as birth or marriage certificates); and,

(c) other types of requests?

If so, please explain subject to what requirements (*e.g.*, identification, authentication, confidentiality, integrity, non-repudiation and availability (retrievable)).

8 In the international context, are cross-border arrangements in place in your country, as requested State, according to which the competent authority responsible for child support and other forms of family maintenance may accept by way of fax or e-mail from abroad:

(a) maintenance applications (see question 7(a));
(b) public documents (see question 7(b)); and,
(c) other types of requests?

If so, please explain subject to what requirements (see question 7 *in fine*).

9 In the international context, are cross-border arrangements in place in your country, as requesting State, according to which the competent authority responsible for child support and other forms of family maintenance can use e-mail and fax to forward:

(a) maintenance applications (see question 7(a));
(b) public documents (see question 7(b)); and,
(c) other types of requests?

If so, please provide examples.

10 With regard to questions 7 and 8, does your country apply a "functional equivalent" approach in relation to electronic documents and electronic communications, covering documents listed under (a), (b) and (c), that would apply to child support or other maintenance matters? Please respond by YES or NO. If YES, please distinguish between the domestic and international context. If NO, please explain.

11 Are electronic signatures used in your country in relation to electronic documents and electronic communications that would apply to child support or other maintenance matters? Please respond by YES or NO. If YES, please distinguish between the domestic and international context. If NO, please explain.

12 Has your country enacted legislation based on (a) the UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce, and (b) the UNCITRAL Model Law on Electronic Signatures? Please respond by YES or NO. If YES, please indicate if they apply to maintenance matters and distinguish between the domestic and international context. If NO, please explain.

Note: Respondents are also invited to comment on any other matter that they consider material in relation to the electronic transfer of funds and the use of information technology in the context of child support and other forms of family maintenance.

Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

PRÉPARÉE PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION
(LA HAYE, 12-16 JANVIER 2004)

Document préliminaire No 7 d'avril 2004

ESQUISSE D'UNE CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS ET D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE

[Note : Sauf indication contraire, les crochets sont utilisés pour identifier une proposition de rédaction ou un sujet qui n'a pas encore été pleinement considéré par la Commission spéciale.]

PRÉAMBULE[1]

Les États signataires de la présente Convention,

[Désirant mettre l'accent sur l'importance de la coopération administrative pour le recouvrement des aliments envers les enfants et autres membres de la famille[2],

Tenant compte de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* du 20 novembre 1989, en particulier l'article 27,

Reconnaissant que tout enfant devrait avoir un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social[3],

Reconnaissant qu'incombe au premier chef aux parents, ou autres personnes ayant la charge de l'enfant, la responsabilité d'assurer, dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant[4],

Rappelant que les États doivent prendre toutes les mesures appropriées, notamment la conclusion d'accords internationaux, en vue d'assurer le recouvrement des aliments pour l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes ayant une responsabilité financière à son égard, en particulier, lorsque la personne qui a une responsabilité financière à l'égard de l'enfant vit dans un État autre que celui de l'enfant[5],

[Reconnaissant l'importance des autres types d'obligations alimentaires,][6]

[Reconnaissant l'importance de la responsabilité,][7]

Désirant s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes[8],

Cherchant à tirer profit des récents développements de la technologie et à créer un système souple et efficace susceptible de s'adapter à mesure de la modification des besoins et des nouvelles possibilités offertes par le développement des technologies de l'information[9].]

CHAPITRE PREMIER – CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS[10]

Article premier Objets

La présente Convention a pour objet :

1 d'établir un système complet de coopération entre les autorités des États contractants[11] en vue du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille[, y compris l'établissement de la filiation à cette fin][12] ;

2 d'assurer la reconnaissance et l'exécution des décisions alimentaires.

Article 2 Champ d'application[13]

1 La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires[14] découlant de relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance[, y compris les obligations ali-

[1] Le Comité de rédaction présente une proposition de rédaction du préambule afin de faciliter la discussion de la Commission spéciale. Le texte apparaît entre crochets car cette question n'a pas été traitée en détail par de la Commission spéciale.
[2] La référence à « l'importance de la coopération administrative » provient du para. 3 a) du Doc. trav. No 1, proposition du Groupe de travail de la Commission spéciale de mai 2003, distribué le 13 mai 2003 (ci-après le Doc. trav. No 1), publié comme annexe I au « Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) », établi par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, ci-dessus p. I-160 du présent tome. Le préambule pourrait être l'endroit approprié pour ce type d'énoncé.
[3] Le langage est tiré de l'art. 27(1) de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* du 20 novembre 1989.
[4] *Ibid.*, art. 27(2).
[5] *Ibid.*, art. 27(4).
[6] Le Comité de rédaction n'a pas eu suffisamment de temps pour trouver une formulation précise pour exprimer l'idée contenue dans ce considérant.
[7] *Id.*
[8] Le langage est tiré de la Recommandation initiale suggérant d'entreprendre le travail d'élaboration d'un nouvel instrument mondial, faite par la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999. Voir « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234, aux p. 226 et 228, para. 46.
[9] *Ibid.*, le langage est tiré en partie du mandat initial.
[10] La possibilité de faire des réserves et déclarations relatives au champ d'application, y compris la possibilité de limiter le champ d'application de la Convention aux obligations alimentaires envers les enfants, ainsi que l'étendue de ces réserves et déclarations, sera reconsidérée ultérieurement (voir le Doc. trav. No 1, para. 2, et le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 142).
[11] La référence à la « coopération entre les autorités des États contractants » dans la disposition sur les « objets » provient du Doc. trav. No 1, para. 3. La formulation est similaire à celle de l'art. 1(b) de la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*.
[12] Le niveau de coopération fourni par la Convention dans le cadre de l'établissement de filiation en vue du recouvrement d'aliments n'a pas encore été décidé.
[13] La formule s'inspire de l'art. 1er de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* qui a été le point de départ convenu, tel que le prévoit le Doc. trav. No 1, para. 2.
[14] La référence à l'art. 1er de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution aux « décisions […] rendues par les autorités judiciaires ou administratives d'un État contractant » a été omise. Cette référence, bien qu'étant appropriée pour une Convention portant uniquement sur la reconnaissance et l'exécution, peut être perçue comme étant trop étroite pour une Convention qui portera aussi sur la coopération administrative, possiblement la loi applicable (voir la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*, art. 1er) et peut-être d'autres sujets.

Esquisse d'une Convention

Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

PREPARED BY THE DRAFTING COMMITTEE
(THE HAGUE, 12-16 JANUARY 2004)

Preliminary Document No 7 of April 2004

WORKING DRAFT OF A CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOVERY OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS OF FAMILY MAINTENANCE

[Note: Except where otherwise indicated, square brackets are used to signify text which is tentative or which deals with a matter which has not yet been fully considered by the Special Commission.]

PREAMBLE[1]

The States signatory to the present Convention,

[Emphasising the importance of international administrative co-operation for the international recovery of child support and other forms of family maintenance,[2]

Taking into account the United Nations *Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989, in particular Article 27,

Recognising that every child should have a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development,[3]

Recognising that both parents or others responsible for the child have the primary responsibility to secure, within their abilities and financial capacities, the conditions of living necessary for the child's development,[4]

Recalling that States should take all appropriate measures, including the conclusion of international agreements, to secure the recovery of maintenance for the child from the parents or other persons having financial responsibility for the child, in particular, where the person having financial responsibility for the child lives in a State different from that of the child,[5]

[Recognising the importance of other forms of family maintenance,][6]

[Recognising the importance of accountability,][7]

Desiring to build upon the best features of existing Conventions,[8]

Seeking to take advantage of recent advances in technology and to create a flexible and efficient system, which can continue to evolve as needs change and further advances in information technology create new opportunities.[9]]

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS[10]

Article 1 Objects

The objects of the present Convention are –

1 to establish a comprehensive system of co-operation between the authorities of the Contracting States[11] for the international recovery of child support and other forms of family maintenance[, including the establishment of parentage for such purposes];[12]

2 to provide for the recognition and enforcement of maintenance decisions.

Article 2 Scope[13]

1 This Convention shall apply to maintenance obligations[14] arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity[, including a maintenance obligation in

[1] This tentative wording for the Preamble is put forward by the Drafting Committee to assist discussion within the Special Commission, which has not yet considered this matter in detail, hence the use of square brackets.
[2] The reference to "the importance of international administrative co-operation" derives from para. 3 a) of Work. Doc. No 1, proposal by the Working Group of the Special Commission of May 2003, distributed 13 May 2003 (hereinafter Work. Doc. No 1), published as Annex I to the "Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003)", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 5 of October 2003, *supra* p. I-161 of this tome. The Preamble may be an appropriate location for this type of statement.
[3] The language is drawn from the United Nations *Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989, Art. 27(1).
[4] *Ibid.*, Art. 27(2).
[5] *Ibid.*, Art. 27(4).
[6] The Drafting Committee had no time to consider precise language for the idea expressed in this recital.
[7] *Id.*
[8] The wording here is drawn from the original Recommendation to commence work on the elaboration of a new worldwide international instrument, made by the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999. See "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235, at pp. 227 and 229, para. 46.
[9] *Ibid.* The wording is inspired in part by the original mandate.
[10] The possibility and extent of any reservations or declarations concerning scope, including the possibility of limiting the scope of the Convention to child support, will be revisited at a later stage (see Work. Doc. No 1, para. 2, and Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 142).
[11] The reference in the "objects" clause to "co-operation between the authorities of the Contracting States" derives from Work. Doc. No 1, para. 3. The formulation is similar to that of Art. 1(b) of the *Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption*.
[12] The degree to which the Convention will provide for co-operation in establishing parentage for the purposes of maintenance recovery has yet to be decided.
[13] The formula is based on Art. 1 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* which was the agreed starting point, as expressed in Work. Doc. No 1, para. 2.
[14] The reference in Art. 1 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement to "a decision rendered by a judicial or administrative authority in a Contracting State" has been omitted. This reference, while appropriate to a Convention dealing solely with recognition and enforcement, may be seen to be unduly narrow for a Convention which will also cover administrative co-operation, possibly applicable law (see the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*, Art. 1) and perhaps other matters.

mentaires envers un enfant indépendamment de la situation de famille de ses parents][15].

2 La Convention s'applique aussi aux demandes de remboursement des prestations versées à titre d'aliments présentées par une institution publique.

[*Article 3 Caractère international de la réclamation d'aliments*][16]

[*Article 4*

Si la décision ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de la Convention reste limité à cette dernière.][17]

Article 5 Définitions[18]

Au sens de la présente Convention :

1 « décision »[19] comprend :

(a) les décisions rendues par une autorité judiciaire ou administrative ;

(b) les accords passés devant ou homologués par une telle autorité[20] ;

(c) les accords enregistrés ou déposés auprès d'une telle autorité ;

(d) les décisions ou les accords modifiant une décision ou un accord antérieur ;

[(e) les décisions qui ordonnent le paiement des aliments de façon rétroactive ;

(f) les instruments authentiques ;

(g) les accords privés qui sont exécutoires mais qui n'ont pas été enregistrés.][21]

2 « obligation alimentaire » comprend l'obligation de payer les arrérages et intérêts, le cas échéant[22].

3 …[23]

CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Article 6 Désignation des Autorités centrales[24]

1 Chaque État contractant, au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2 Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

[3 Un État contractant peut à tout moment modifier la désignation d'une Autorité centrale conformément à l'article 10.][25]

Article 7 Fonctions générales des Autorités centrales

1 Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs États pour réaliser les objectifs de la Convention[26].

2 Elles prennent directement toutes mesures appropriées pour[27] :

(a) fournir des informations au Bureau Permanent sur la législation et les procédures de leurs États en matière d'aliments ;

(b) lever les obstacles à l'application de la Convention, dans la mesure du possible.

[15] Il semble que l'utilisation du mot « légitime » à l'art. 1er de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, est dépassée. Une formulation alternative a été suggérée dans l'avant-projet.
Il est à se demander si la disposition commençant par les mots « y compris les obligations alimentaires envers un enfant » est encore nécessaire. Un principe de non-discrimination relatif aux enfants pourrait possiblement figurer au préambule.

[16] La question de savoir s'il est nécessaire d'inclure une disposition relative au champ d'application territorial ou personnel des différents chapitres de la Convention pourrait être examinée. Voir, par exemple, l'art. 2(3) de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution qui s'applique dans le contexte de la reconnaissance et l'exécution. Pour une étude plus détaillée de ces questions, voir « Application d'un instrument sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments », Note établie par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 11 de mai 2004, ci-dessous p. I-278 du présent tome.

[17] Voir l'art. 3 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution. La question de savoir si ce principe doit être inclus n'a pas été discutée lors de la Commission spéciale. L'article a fait l'objet de discussion lors de la Commission spéciale dans le contexte de la reconnaissance et l'exécution d'une décision alimentaire qui est subordonnée à la détermination de la filiation.

[18] Le Comité de rédaction n'est, pour l'instant, pas convaincu qu'il soit nécessaire de prévoir un article général sur les « définitions » dans la Convention étant donné qu'une définition de « décision » est prévue à l'art. 26 aux fins du chapitre IV (Reconnaissance et exécution). L'article est prévu pour l'instant afin de faciliter la discussion.

[19] Il est possible que la définition de « décision » dans le contexte plus général du chapitre III (Demandes) (qui couvre l'obtention et la modification de décisions tout comme la reconnaissance et l'exécution) doive avoir une portée plus étendue que celle du chapitre IV. L'article est inclus pour l'instant afin de faciliter la discussion à ce sujet. Finalement, il sera important d'un point de vue rédactionnel d'éviter un chevauchement inutile entre les art. 5 et 26.
La définition présentée ici est fondée sur le concept de « décision » prévu au Doc. trav. No 1, para. 2, avec quelques modifications.

[20] Le langage est tiré de l'art. 12 du « Projet relatif aux accords exclusifs d'élection de for », Doc. trav. No 49, proposition du Comité de rédaction de la Commission spéciale sur la compétence, la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, distribué le 9 décembre 2003, *Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome III, *Élection de for*, p. 397 à 404 (ci-après le Projet de La Haye relatif aux accords exclusifs d'élection de for).

[21] Les sous-paragraphes (e), (f) et (g) renvoient à des questions pour lesquelles des discussions additionnelles seront nécessaires.

[22] Les précisions relatives au concept d'« obligation alimentaire » assurent que le paiement des arrérages et des intérêts sur les aliments sera compris dans le champ d'application de la Convention (voir le Doc. trav. No 1, para. 2).

[23] D'autres définitions pourraient être nécessaires.

[24] Voir le Doc. trav. No 1, para. 4 a), b) et c). La formulation est inspirée des diverses Conventions de La Haye, par exemple de l'art. 29 de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* et de l'art. 28 de la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes*.

[25] Le Comité de rédaction recommande de prévoir expressément la possibilité de modifier la désignation d'une Autorité centrale, liée à l'obligation d'informer le Bureau Permanent de tout changement prévue à l'art. 10.

[26] Voir le Doc. trav. No 1, para. 4 f)(iv). Voir la Convention de La Haye de 1996, art. 30(1), et la Convention de La Haye de 2000, art. 29(1).

[27] Voir le Doc. trav. No 1, para. 4 f)(v). Voir la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*, art. 7(2)(i).

Esquisse d'une Convention

respect of a child regardless of the marital status of the parents].[15]

2 The Convention shall also apply to claims by a public body for reimbursement of benefits provided in lieu of maintenance.

[*Article 3 International character of the maintenance claim*][16]

[*Article 4*

If a decision does not relate solely to a maintenance obligation, the effect of the Convention is limited to the parts of the decision which concern maintenance obligations.][17]

Article 5 Definitions[18]

For the purposes of this Convention –

1 "decision"[19] includes –

(a) a decision rendered by a judicial or administrative authority;

(b) a settlement concluded before or approved by such authority;[20]

(c) an agreement registered or filed with such authority;

(d) a decision or settlement modifying a previous decision or settlement;

[(e) a decision which requires maintenance to be paid retroactively;

(f) an authentic instrument;

(g) a private agreement which is enforceable but has not been registered.][21]

2 "maintenance obligation" includes any obligation to pay arrears or interest.[22]

3 …[23]

CHAPTER II – ADMINISTRATIVE COOPERATION

Article 6 Designation of Central Authorities[24]

1 A Contracting State shall, at the time when the instrument of ratification or accession is deposited, designate a Central Authority to discharge the duties that are imposed by the Convention on such an authority.

2 Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and to specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

[3 A Contracting State may modify the designation of a Central Authority in accordance with Article 10.][25]

Article 7 General functions of Central Authorities

1 Central Authorities shall co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to achieve the purposes of the Convention.[26]

2 They shall take directly all appropriate measures[27] –

(a) to provide information to the Permanent Bureau as to the laws and procedures of their States concerning maintenance obligations;

(b) to eliminate as far as possible any obstacles to the application of the Convention.

[15] The use of the word "legitimate" in Art. 1 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement seems outdated. Alternative wording is suggested in the draft.
It may yet be considered whether the clause beginning "including a maintenance obligation in respect of a child" is still necessary. A principle of non-discrimination concerning children could possibly appear in the Preamble.

[16] It may be considered whether a provision defining the territorial / personal scope of different chapters within the Convention is needed. See, *e.g.*, Art. 2(3) of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, which is geared to the context of recognition and enforcement. For more information on these issues, see "Application of an Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance Irrespective of the International or Internal Character of the Maintenance Claim", Note drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 11 of May 2004, *infra* p. I-279 of this tome.

[17] See the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 3. Whether this principle should be included has yet to be considered by the Special Commission. The Article has been discussed by the Special Commission in the context of the recognition of a maintenance decision which is predicated on a determination of parentage.

[18] The Drafting Committee is uncertain at this stage whether it is necessary to include an article on "definitions" for the Convention as a whole, particularly in view of the fact that a definition of "decision" appears at Art. 26 for the purposes of Chapter IV (Recognition and enforcement). The Article is included at this point to assist discussion.

[19] It is possible that the definition of "decision" for the purposes of Chapter III (Applications), where the context is broader (covering establishment and modification of decisions, as well as recognition and enforcement), may need to be wider than that in Chapter IV. For the moment, a definition is included here to assist discussion of this matter. Ultimately it will be important, as a drafting matter, to avoid unnecessary overlap between Arts 5 and 26.
The definition set out here is based, with modifications, on the concept of "decision" as set out in Work. Doc. No 1, para. 2.

[20] The wording here is borrowed from Art. 12 of the "Draft on Exclusive Choice of Court Agreements", Work. Doc. No 49, proposal of the Drafting Committee of the Special Commission on Jurisdiction, Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters, distributed 9 December 2003, *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome III, *Choice of Court*, pp. 397-405 (hereinafter the Hague Draft on Exclusive Choice of Court Agreements).

[21] Sub-paragraphs (e), (f) and (g) refer to matters on which further discussion will be needed.

[22] This clarification of the concept of "maintenance obligation" in effect ensures that payment of arrears and interest on maintenance fall within the scope of the Convention (see Work. Doc. No 1, para. 2).

[23] Further definitions may be required.

[24] See Work. Doc. No 1, para. 4 a), b) and c). The wording is drawn from various Hague Conventions, *e.g.*, Art. 29 of the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*, and Art. 28 of the *Hague Convention of 13 January 2000 on the International Protection of Adults*.

[25] The Drafting Committee recommends the inclusion of an express power to modify the designation of a Central Authority, linked to the obligation to inform the Permanent Bureau of any changes under Art. 10.

[26] See Work. Doc. No 1, para. 4 f)(iv). See the 1996 Hague Convention, Art. 30(1), and the 2000 Hague Convention, Art. 29(1).

[27] See Work. Doc. No 1, para. 4 f)(v). See the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*, Art. 7(2)(i).

Article 8 Fonctions spécifiques des Autorités centrales

Les Autorités centrales fournissent une assistance concernant les demandes introduites en vertu de la Convention et, en particulier, prennent toutes les mesures appropriées[28] pour :

(a) transmettre et recevoir les demandes introduites en vertu du chapitre III[29] ;

(b) initier ou faciliter l'introduction de procédures judiciaires ou administratives afin [d'obtenir,] reconnaître, exécuter [ou modifier] une décision en matière d'aliments en conformité avec les procédures prévues au chapitre III ;

(c) accorder ou faciliter, le cas échéant, l'obtention de l'assistance judiciaire et juridique[, y compris la participation d'un avocat][30] ;

(d) localiser le débiteur[31] ;

(e) rechercher les informations pertinentes relatives aux revenus et au patrimoine du débiteur [ou du créancier], y compris à la localisation des biens[32] ;

(f) encourager le paiement volontaire des aliments [sans préjudice du recouvrement rapide des aliments][33] ;

[(g) faciliter l'exécution continue des décisions alimentaires, y compris le contrôle de la régularité des paiements ;][34]

(h) faciliter le virement rapide des aliments alloués au créancier[35] ;

(i) dresser, conformément à l'article 22(5), un état périodique ou un rapport d'état des demandes particulières[36] ;

(j) faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre[37] ;

(k) fournir des informations sur la législation et les procédures applicables à une affaire particulière ;

(l) encourager le recours à la médiation, conciliation ou tout autre mode analogue[38] ;

[(m) fournir une assistance pour établir la filiation d'un enfant en vue de l'obtention d'aliments ;][39]

[(n) engager ou faciliter l'introduction de procédures judiciaires ou administratives afin d'obtenir, si nécessaire, toute mesure provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande d'aliments pendante ou envisagée][40].

[*Article 9 Intermédiaires*

Les fonctions conférées à l'Autorité centrale en vertu de l'article 8 peuvent être exercées par des intermédiaires dans la mesure prévue par la loi de son État et sous le contrôle des autorités compétentes de cet État.][41]

Article 10 Notification au Bureau Permanent

La désignation des Autorités centrales et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions, ainsi que le nom et l'adresse de tout intermédiaire désigné pour envoyer et recevoir les demandes en vertu de l'article 8(a) de la Convention, sont communiqués par chaque État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé[42]. Les États contractants doivent informer promptement le Bureau Permanent de tout changement.

CHAPITRE III – DEMANDES[43]

Article 11 Demandes disponibles[44]

1 Une personne résidant dans un État contractant qui poursuit le recouvrement d'aliments dans un autre État contractant peut[, sous réserve des règles de compétence

[28] L'expression « toutes les mesures appropriées » est tirée de la Convention de La Haye de 1980, art. 7(2). L'expression « dispositions appropriées » est employée aux art. 30 et 31 de la Convention de La Haye de 1996.
[29] Voir le Doc. trav. No 1, para. 4 f)(i).
[30] *Ibid.*, para. 4 e)(iv). Le langage est tiré de l'art. 7(2)(g) de la Convention de La Haye de 1980. La formulation a été modifiée en omettant la première phrase et en ajoutant les mots « y compris la participation d'un avocat ». Il est reconnu que les questions d'aide juridique et juridictionnelle et de coûts de façon générale n'ont pas été traitées en profondeur. Un document sur le sujet a été préparé par le Bureau Permanent, voir « Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, avec l'assistance de Caroline Harnois, Collaboratrice juridique, Doc. prél. No 10 de mai 2004, ci-dessous p. I-258 du présent tome.
[31] Voir le Doc. trav. No 1, para. 4 e)(i).
[32] *Ibid.*, para. 4 g)(i).
[33] *Ibid.*, para. 4 e)(ii). Les mots entre crochets expriment une idée qui devra être formulée de façon plus adéquate.
[34] *Ibid.*, para. 4 e)(iii). Les mots « reconnues en vertu de la Convention » après « décisions alimentaires » ne sont pas utilisés puisqu'il est possible de demander à l'Autorité centrale de traiter une demande de reconnaissance.
[35] *Ibid.*, para. 4 f)(viii).
[36] *Ibid.*, para. 4 f)(ii).
[37] *Ibid.*, para. 4 f)(vi). Voir la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, art. 7. Le texte a été bonifié. Les discussions, tenues lors de la Commission spéciale, relatives aux obligations des Autorités centrales en ce qui a trait à l'obtention des preuves, et plus particulièrement dans le cadre de l'établissement de la filiation, ont été peu concluantes.
[38] Voir le Doc. trav. No 1, para. 4 f)(vii). Il y a certaines appréhensions à l'effet que le mot « faciliter » crée une obligation qui s'avérera non réalisable dans plusieurs pays. Le mot « encourager » est suggéré pour considération.
[39] *Ibid.*, para. 4 g)(iii). Voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 114 et 123. Il est possible qu'un certain chevauchement existe entre les para. (j) et (m) de l'art. 8.
[40] Voir le Doc. trav. No 1, para. 4 g)(iv). Voir la *Convention interaméricaine du 15 juillet 1989 sur les obligations alimentaires* (la Convention de Montevideo), art. 15(1). Voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 19.
Une mesure provisoire, pour éviter la dilapidation des biens par exemple, peut être recherchée dans l'État où la demande de recouvrement d'aliments a été introduite ou dans un autre État où les biens du débiteur sont situés.
[41] L'objectif de cet article, dont le sujet n'a pas fait l'objet de discussion lors de la Commission spéciale, est double : a) établir que les fonctions de l'Autorité centrale prévues à l'art. 8 peuvent être remplies par des intermédiaires et b) indiquer que l'accomplissement des fonctions déléguées devrait être assujetti au contrôle des autorités compétentes. Le langage est inspiré de l'art. 22(2) de la Convention de La Haye de 1993.
[42] La formulation est inspirée de l'art. 13 de la Convention de La Haye de 1993.
[43] Ce chapitre décrit les différents types de demandes pouvant être traitées en vertu de la Convention (voir le Doc. trav. No 1, para. 5 d)). Voir aussi la formule modèle de Demande d'entraide judiciaire et/ou administrative en vue du recouvrement d'aliments à l'étranger, section 1, publiée comme annexe No 1 aux Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 (*op. cit.* note 8), à la p. 230.
Les différents types de demandes sont présentement traités séparément dans cet article et les suivants afin de faciliter la discussion et clarifier certaines différences dans les procédures s'appliquant à chacune d'entre elles. Il pourrait éventuellement être approprié d'amalgamer certains types de demandes.
Le Comité de rédaction désire aussi souligner qu'il n'a pas disposé de suffisamment de temps pour considérer pleinement les exigences procédurales relatives à tous les types de demandes. Par conséquent, plusieurs articles dans ce chapitre sont incomplets.
[44] On présume que les différents types de demandes en vertu de cet article peuvent être faites en combinaison ou en alternative, le cas échéant.

Esquisse d'une Convention

Article 8 Specific functions of Central Authorities

Central Authorities shall provide assistance with applications brought under the Convention and in particular shall take all appropriate measures –[28]

(a) to transmit and receive applications under Chapter III;[29]

(b) to initiate or facilitate the institution of judicial or administrative proceedings with a view to [the establishment,] the recognition, the enforcement [or the modification] of a maintenance decision, in accordance with the procedures set out in Chapter III;

(c) to provide or facilitate, where the circumstances so require, the provision of legal aid and advice[, including the participation of legal counsel and advisers];[30]

(d) to discover the whereabouts of the debtor;[31]

(e) to seek out relevant information concerning the income and other financial circumstances of the debtor [or creditor], including the location of assets;[32]

(f) to encourage voluntary payment of maintenance obligations [but not at the expense of delaying recovery of maintenance];[33]

[(g) to facilitate the ongoing enforcement of maintenance decisions, including the monitoring of payments;][34]

(h) to facilitate the expeditious transfer of maintenance payments to the creditor;[35]

(i) to provide, in accordance with Article 22(5), progress reports on particular cases;[36]

(j) to facilitate the obtaining of documentary or other evidence;[37]

(k) to provide information about laws and procedures relevant to a particular case;

(l) to encourage the use of mediation, conciliation or similar processes;[38]

[(m) to provide assistance in establishing the parentage of a child for the purpose of recovery of maintenance;][39]

[(n) to initiate or facilitate the institution of judicial or administrative proceedings to obtain any necessary provisional measures that are territorial in nature and the purpose of which is to secure the outcome of a pending or anticipated maintenance application].[40]

[*Article 9 Intermediaries*

The functions of the Central Authority under Article 8 may be performed by intermediaries to the extent permitted by the law of that State and subject to the supervision of the competent authorities of that State.][41]

Article 10 Notifications to the Permanent Bureau

The designation of the Central Authorities and, where appropriate, the extent of their functions, as well as the names and addresses of any intermediaries which are designated to transmit and receive applications under Article 8(a) of the Convention, shall be communicated by each Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law.[42] Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

CHAPTER III – APPLICATIONS[43]

Article 11 Available applications[44]

1 A person resident in one Contracting State seeking to recover maintenance in another Contracting State may[,

[28] The phrase "all appropriate measures" is taken from Art. 7(2) of the 1980 Hague Convention. The phrase "appropriate steps" is used in Arts 30 and 31 of the 1996 Hague Convention.
[29] See Work. Doc. No 1, para. 4 f)(i).
[30] *Ibid.*, para. 4 e)(iv). This language is drawn from Art. 7(2)(g) of the 1980 Hague Convention. The formula is modified by omitting the first phrase and adding a reference to "including the participation of legal counsel and advisers". It is recognised that issues of legal aid and advice, as well as costs more generally, have not yet been fully addressed. A paper on this subject has been prepared by the Permanent Bureau, see "Administrative and Legal Costs and Expenses under the New Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, including Legal Aid and Assistance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, with the assistance of Caroline Harnois, Legal Officer, Prel. Doc. No 10 of May 2004, *infra* p. I-259 of this tome.
[31] See Work. Doc. No 1, para. 4 e)(i).
[32] *Ibid.*, para. 4 g)(i).
[33] *Ibid.*, para, 4 e)(ii). The words in square brackets express an idea which has yet to be properly drafted.
[34] *Ibid.*, para. 4 e)(iii). The words "which are entitled to recognition under the Convention" after "maintenance decisions" are not used, because the Central Authority may be asked to process an application for recognition.
[35] *Ibid.*, para. 4 f)(viii).
[36] *Ibid.*, para. 4 f)(ii).
[37] *Ibid.*, para. 4 f)(vi). See the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*, Art. 7. The wording has been expanded. Debates in the Special Commission concerning the obligations of Central Authorities in relation to the obtaining of evidence, particularly in the context of establishing parentage, were inconclusive.
[38] See Work. Doc. No 1, para. 4 f)(vii). There is some concern that the word "facilitate" may create an obligation which is not realisable in many countries. The word "encourage" is suggested for consideration.
[39] *Ibid.*, para. 4 g)(iii). See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, paras 114 and 123. There may be some overlap between Art. 8(j) and (m).
[40] See Work. Doc. No 1, para. 4 g)(iv). See the *Inter-American Convention of 15 July 1989 on Support Obligations* (the Montevideo Convention), Art. 15(1). See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 19.
A provisional measure, *e.g.*, to prevent the dissipation of assets, might be sought in the State to which an application for the recovery of maintenance has been made, or in another Contracting State in which assets of the debtor are located.
[41] The purpose of this Article, the subject matter of which has not been discussed fully by the Special Commission, is twofold: a) to establish that the Central Authority functions under Art. 8 may be performed by intermediaries, and b) to indicate that the performance of such delegated functions should be subject to supervision by competent authorities. The formula is inspired by Art. 22(2) of the 1993 Hague Convention.
[42] This language is drawn from Art. 13 of the 1993 Hague Convention.
[43] This Chapter describes the different types of application which may be processed under the Convention (see Work. Doc. No 1, para. 5 d)). See also section 1 of the Model Form for a Request for Judicial and/or Administrative Assistance for the Recovery Abroad of Maintenance, published as Annex No 1 to the Report and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999 (*op. cit.* note 8), at p. 231.
The different types of application are separated out in this and the subsequent Articles at this stage in order to assist discussion and help clarify any differences in the procedures applying to each of them. Eventually, it may be appropriate to amalgamate some of the different forms of application.
The Drafting Committee also wishes to note that it did not have time to consider in full the procedural requirements for all forms of application. Consequently, several of the Articles in this Chapter are incomplete.
[44] It is assumed that, where appropriate, different forms of application under this Article may be made in combination or in the alternative.

applicables dans cet État,][45] présenter une des demandes suivantes en vertu de la Convention[46] :

(a) reconnaissance et exécution d'une décision rendue dans un État contractant[47] ;

(b) exécution d'une décision rendue dans l'État requis[48] ;

[(c) obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision ;]

[(d) obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée ;]

[(e) modification d'une décision dans l'État requis ;]

[(f) modification d'une décision n'ayant pas été rendue dans l'État requis ;]

(g) recouvrement des arrérages ;

[(h) assistance limitée][49].

2 Une personne résidant dans un État contractant à l'encontre de laquelle une décision alimentaire existe peut[, sous réserve des règles de compétence applicables dans cet État,] présenter une des demandes suivantes en vertu de la Convention :

[(a) modification d'une décision dans l'État requis ;]

[(b) modification d'une décision n'ayant pas été rendue dans l'État requis ;]

[(c) assistance limitée].

[3 Une personne résidant dans un État contractant qui requiert de l'assistance dans un autre État contractant pour l'établissement de la filiation d'un enfant en vue du recouvrement d'aliments peut[, sous réserve des règles de compétence applicables dans cet État,] présenter une des demandes suivantes en vertu de la Convention :

(a) reconnaissance d'une décision établissant la filiation rendue dans un État contractant[, y compris un accord volontaire enregistré ou authentifié] ;

(b) établissement de la filiation dans l'État requis ;

(c) assistance limitée[50].][51]

Article 12 Demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision existante

1 La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et][52] comprendre :

[(a) le nom du créancier ;

(b) le cas échéant, le nom et la date de naissance de l'enfant pour lequel des aliments sont demandés ;

(c) le nom du débiteur et, s'ils sont connus, son adresse, le nom et l'adresse de son employeur, ainsi qu'une description de ses biens meubles et immeubles ;

(d) le montant de la pension alimentaire, les conditions s'y rapportant et, le cas échéant, l'indice d'indexation applicable[53].

2 La demande doit être accompagnée d'un résumé / copie de la décision certifiée conforme aux formulaires prévus à ???, y compris un certificat attestant que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine et, le cas échéant, qu'elle y est exécutoire[54].

3 …[55]]

Article 13 Demande d'exécution d'une décision rendue dans l'État requis

La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et] comprendre :

…

[45] Selon les décisions qui seront prises, les règles de compétence applicables seront, soit a) des règles uniformes prévues à la Convention, soit b) les règles applicables dans cet État.

[46] Le langage du chapeau indique que le para. 1er s'applique uniquement aux demandes des créanciers alimentaires. Le para. 2 s'applique aux débiteurs d'aliments. La situation des autorités publiques pourrait être traitée au chapitre VI (voir, ci-dessous, la note 118).

[47] Le statut des décisions rendues dans les États non contractants devra faire l'objet de plus amples considérations dans le contexte de cet article.

[48] Par exemple, lorsque le créancier ne réside plus dans la juridiction où la décision a été rendue et où réside le débiteur.

[49] Les formes spécifiques d'assistance limitée devront être énumérées, par exemple, les formes d'assistance prévues à l'art. 8(d) et (e). Voir aussi, ci-dessous, la note 66.

[50] Les formes spécifiques d'assistance limitée devront être énumérées, par exemple, les formes d'assistance prévues à l'art. 8(d) et (j), contacter le père putatif afin d'obtenir une reconnaissance volontaire de filiation ou sa coopération pour passer les tests d'ADN.

[51] Il reste à décider si la Convention contiendra des demandes d'assistance pour l'établissement de la filiation en vue du recouvrement des aliments. Ce paragraphe est rédigé de façon à illustrer les différents types de demandes.

[52] La référence à l'utilisation d'un formulaire standard, qui apparaît aussi aux articles suivants, constitue une des options considérées par la Commission spéciale (voir le Doc. trav. No 1, para. 5 g)(i)). Les experts présents à la Commission spéciale se sont dits favorables à l'utilisation d'un formulaire standard (voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 26) mais il reste à décider si son utilisation sera obligatoire ou optionnelle.
On a aussi soulevé la question de savoir s'il serait possible d'établir, en application de la Convention, une procédure pour revoir et mettre à jour les formulaires modèles et standard. Le Bureau Permanent examine présentement l'opportunité de cette suggestion.
Les sujets qui, en vertu du para. 1, doivent être inclus dans la demande (Doc. trav. No 1, para. 5 c)) s'inspirent du langage de la Formule modèle de demande d'entraide judiciaire et/ou administrative en vue du recouvrement des aliments à l'étranger, du Projet de loi No 2 – Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments (Québec) de 2003 (ci-après le Projet de loi No 2 (Québec) de 2003), et par l'art. 311 du *Uniform Interstate Family Support Act* (États-Unis d'Amérique) de 1996 (ci-après UIFSA).
Si un formulaire obligatoire est éventuellement accepté, il est possible qu'il ne soit pas nécessaire de décrire le contenu de la demande en détail dans le texte de la Convention.

[53] L'« indice d'indexation applicable » a été tiré de l'art. 24(3) du Projet de loi No 2 (Québec) de 2003. Cela n'a pas été discuté par la Commission spéciale.

[54] La formulation de cette disposition dépendra de l'avis de la Commission spéciale au sujet de la définition d'une « décision » pouvant être reconnue et exécutée. Le langage est inspiré, en partie, de l'art. 4 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution.
Le sens du mot « certifié » et la question de savoir s'il y aura un certificat standard à ce propos, doivent être décidés.

[55] On devra considérer la question de la nécessité de documents additionnels lorsqu'une décision est rendue par défaut. Voir, par exemple, la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, art. 17(3) :
« s'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document de nature à prouver que l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été régulièrement notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'État d'origine ».

Esquisse d'une Convention

subject to the jurisdictional rules applicable in that State,][45] make an application under the Convention for any of the following –[46]

(a) recognition and enforcement of a decision made in a Contracting State;[47]

(b) enforcement of a decision made in the requested State;[48]

[(c) establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision;]

[(d) establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused;]

[(e) modification of a decision made in a requested State;]

[(f) modification of a decision not made in a requested State;]

(g) recovery of arrears;

[(h) limited assistance].[49]

2 A person resident in one Contracting State against whom there is an existing maintenance decision may[, subject to the jurisdictional rules applicable in that State,] make an application under the Convention for any of the following –

[(a) modification of a decision made in a requested State;]

[(b) modification of a decision not made in a requested State;]

[(c) limited assistance].

[3 A person resident in one Contracting State who needs assistance in another Contracting State in establishing the parentage of a child for the purpose of seeking to recover maintenance may[, subject to the jurisdictional rules applicable in that State,] make an application under the Convention for any of the following –

(a) recognition of a decision establishing parentage[, including a registered or authenticated voluntary agreement,] made in a Contracting State;

(b) establishment of parentage in the requested State;

(c) limited assistance.[50]][51]

Article 12 Application for recognition and enforcement of an existing decision

1 The application [shall be in the standard form provided for in ??? and][52] shall include –

[(a) the name of the creditor;

(b) the name and the date of birth of any child for whom support is sought;

(c) the name of the debtor and, if known, the address of the debtor, the name and address of the employer of the debtor and a description of the movable and immovable property of the debtor;

(d) the amount of, and the conditions attached to the maintenance payments, and where relevant the applicable basis of indexation.[53]

2 The application shall be accompanied by a synopsis / copy of the decision certified in accordance with the forms set out at ???, including certification that the decision is no longer subject to ordinary forms of review in the State of origin and, when necessary, that it is enforceable.[54]

3 …[55]]

Article 13 Application to enforce a decision made in the requested State

The application [shall be in the standard form provided for in ??? and] shall include –

…

[45] Depending on decisions yet to be taken, the applicable jurisdictional rules may be either a) uniform rules set out in the Convention or b) the rules otherwise operating in that State.

[46] The wording of the chapeau indicates that para. 1 applies only to applications made by maintenance creditors. Para. 2 refers to maintenance debtors. The position of public authorities may be dealt with in Chapter VI (see note 118 below).

[47] Further consideration will need to be given to the status, in this Article, of decisions made in non-Contracting States.

[48] *E.g.*, when the creditor no longer resides in the jurisdiction where the decision was made and where the debtor resides.

[49] Specific forms of limited assistance will need to be enumerated, *e.g.*, those forms of assistance set out in Art. 8(d) and (e) (see also note 66 below).

[50] Specific forms of limited assistance will need to be enumerated, *e.g.*, those forms of assistance set out in Art. 8(d) and (j), to contact the putative father to obtain a voluntary admission of paternity or co-operation to conduct DNA testing.

[51] It remains to be decided whether the Convention will provide for applications for assistance for establishing parentage for the purpose of the recovery of maintenance. This paragraph is drafted to illustrate different forms which such applications might take.

[52] The reference to the use of a standard form, which also appears in subsequent Articles, follows one of the options considered by the Special Commission (see Work. Doc. No 1, para. 5 g)(i)). Experts at the Special Commission endorsed the use of standard forms (see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 26), but it remains to be decided whether their use will be mandatory or optional.
The question has also been raised of the possibility of establishing under the Convention a procedure for reviewing and updating mandatory or standard forms. The Permanent Bureau is examining the feasibility of this suggestion.
The matters which, under para. 1, must be included with the application (see Work. Doc. No 1, para. 5 c)) are inspired by the wording of the Model Form for a Request for Judicial and/or Administrative Assistance for the Recovery Abroad of Maintenance, by Section 24 of *Bill 2, an Act Respecting the reciprocal issue and enforcement of support orders (Quebec)* of 2003 (hereinafter Bill 2 (Quebec) of 2003), and by Section 311 of the Uniform Interstate Family Support Act (United States of America) of 1996 (hereinafter UIFSA).
If a mandatory form is eventually accepted, it may not be necessary to describe the contents of an application in such detail in the text of the Convention.

[53] The "applicable basis of indexation" is an item taken from Section 24(3) of Bill 2 (Quebec) of 2003. It has not been considered by the Special Commission.

[54] The precise wording of this provision will depend on the view eventually taken by the Special Commission as to the definition of a "decision" which is entitled to be recognised and enforced. The wording is in part inspired by Art. 4 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement.
What exactly is meant by "certified" and whether there will be a standard certificate for this purpose, has yet to be determined.

[55] Consideration will need to be given to any additional documentary requirements in the case of a decision given by default. See, *e.g.*, the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 17(3):
"if the decision was rendered by default, the original or a certified true copy of any document required to prove that the notice of the institution of proceedings, including notice of the substance of claim, has been properly served on the defaulting party according to the law of the State of origin".

Article 14 Demande en vue d'obtenir une décision en matière d'aliments dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision[56]

La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et] comprendre :

[(a) le nom du demandeur ;

(b) le nom du défendeur et les informations dont le demandeur dispose pour le localiser ou établir son identité ;

(c) la situation financière du défendeur, dans la mesure où le demandeur la connaît ;

(d) le nom de la personne pour laquelle les aliments sont demandés ou l'ont été, sa date de naissance ainsi que des précisions sur les liens qui l'unissent au demandeur et au défendeur ;

(e) les motifs au soutien de la demande, dont notamment les besoins de la personne pour laquelle les aliments sont demandés, les ressources dont elle dispose et les circonstances dans lesquelles elle se trouve ;

(f) les autres informations et documents exigés par l'État requis[57].]

Article 15 Demande en vue d'obtenir une décision en matière d'aliments dans l'État requis lorsque la reconnaissance et / ou l'exécution d'une décision existante n'est pas possible ou est refusée[58]

La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et] comprendre :

(a) …[59]

Article 16 Demande de modification d'une décision existante en matière d'aliments rendue dans l'État requis[60]

La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et] comprendre :

(a) un exposé des motifs au soutien de la demande en modification ;

(b) les autres informations et documents exigés par l'État requis ;

(c) …[61]

Article 17 Demande de modification d'une décision existante en matière d'aliments n'ayant pas été rendue dans l'État requis[62]

La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et] comprendre :

(a) un exposé des motifs au soutien de la demande en modification ;

(b) tout autre information et document exigés par l'État requis ;

(c) …[63]

Article 18 Demande de recouvrement des arrérages[64]

La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et] comprendre :

…

Article 19 Demande d'assistance limitée[65]

La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et] comprendre[66] :

…

[*Article 20 Demande d'établissement ou de reconnaissance de la filiation*

La demande devrait [être conforme au formulaire standard fourni à ??? et] comprendre :

…][67]

Article 21 Demande par l'intermédiaire de l'Autorité centrale

Lorsque l'assistance d'une Autorité centrale est requise relativement à une demande introduite en vertu de ce chapitre, cette demande d'assistance est transmise à l'Autorité centrale de l'État requis par l'intermédiaire de l'Autorité centrale de l'État requérant[68].

---

[56] La Commission spéciale a accueilli l'idée selon laquelle la Convention devrait s'appliquer aux demandes d'établissement d'une décision en matière alimentaire dans l'État requis bien que certaines réserves aient été exprimées (voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 26.)
Les éléments à inclure dans la demande proviennent de l'art. 5 du Projet de loi No 2 (Québec) de 2003.

[57] Il s'agit d'exemples d'autorisations écrites permettant à l'Autorité centrale d'agir pour le compte du demandeur (voir, par exemple, la Convention de La Haye de 1980, art. 28) et d'informations relatives à la situation financière du demandeur.

[58] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 d)(ii). Voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 26.

[59] Il est possible qu'il ne soit pas nécessaire d'avoir un article autonome traitant des cas où la reconnaissance / l'exécution d'une décision existante n'est pas possible. Une solution alternative serait d'inclure une disposition à l'effet que l'État requis ne peut refuser d'établir une décision en matière d'aliments pour la seule raison qu'une décision existante ne peut pas être exécutée.

[60] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 d)(iii). Voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 26.

[61] Les sujets à inclure dans la demande ne figurent pas tous dans la liste.

[62] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 d)(iii). Voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 26.

[63] Les sujets à inclure dans la demande ne figurent pas tous dans la liste.

[64] Il existe un doute quant à la nécessité d'un article autonome qui traiterait des demandes en recouvrement des arrérages. De telles demandes accompagnent généralement une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision existante rendue dans l'État requérant. Toutefois, une demande de recouvrement des arrérages faite en vertu d'une décision rendue dans l'État requis est aussi possible. La demande peut porter sur le recouvrement des arrérages : a) cumulés en vertu d'une décision obtenue dans l'État requis, ou b) cumulés en vertu d'une décision obtenue dans l'État requérant. Différentes exigences en matière de documentation peuvent s'appliquer aux différents cas.

[65] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 d)(iv). Voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 30.

[66] Les exemples de demandes d'assistance limitée peuvent comprendre une demande de localisation du débiteur, localisation des biens du débiteur, d'assistance à l'établissement de la filiation (par ex., reconnaissance volontaire de filiation, coopération afin de passer les tests d'ADN) ou d'aide à l'exécution. Cette dernière forme de demande peut être faite lorsque le créancier a quitté le pays où la décision a été rendue mais rencontre de la résistance dans ce pays.

[67] Voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 126.

[68] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 f)(i).

Article 14 Application to establish a maintenance decision in the requested State where there is no existing decision[56]

The application [shall be in the standard form provided for in ??? and] shall include –

[(a) the name of the claimant;

(b) the name of the defendant and any other information known to the claimant that can be used to locate or identify the defendant;

(c) the financial circumstances of the defendant, to the extent known by the claimant;

(d) the name of the person for whom maintenance is or was claimed, the date of birth of the person and details of the relationship of the person with the claimant and the defendant;

(e) the grounds on which the application is based, including the needs of the person for whom maintenance is claimed and financial and other circumstances of the person; and,

(f) any other information or document required by the requested State.[57]]

Article 15 Application to establish a maintenance decision in the requested State where recognition and / or enforcement of an existing order is not possible or is refused[58]

The application [shall be in the standard form provided for in ??? and] shall include –

(a) …[59]

Article 16 Application to modify an existing maintenance decision made in the requested State[60]

The application [shall be in the standard form provided for in ??? and] shall include –

(a) a statement of the grounds on which modification is sought;

(b) any other information or document required by the requested State;

(c) …[61]

Article 17 Application to modify an existing maintenance decision not made in the requested State[62]

The application [shall be in the standard form provided for in ??? and] shall include –

(a) a statement of the grounds on which modification is sought;

(b) any other information or document required by the requested State;

(c) …[63]

Article 18 Application for recovery of arrears[64]

The application [shall be in the standard form provided for in ??? and] shall include –

…

Article 19 Application for limited assistance[65]

The application [shall be in the standard form provided for in ??? and] shall include –[66]

…

[*Article 20 Application for the establishment or recognition of parentage*

The application [shall be in the standard form provided for in ??? and] shall include –

…][67]

Article 21 Application through Central Authority

Where the assistance of a Central Authority is requested in relation to an application under this Chapter, that request must be made through the Central Authority of the requesting State to the Central Authority of the requested State.[68]

[56] The idea that the Convention should cover applications to establish a maintenance order in the requested State received support at the Special Commission, though some reservations were expressed (see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 26).
The matters to be included in the application are inspired by Section 5 of Bill 2 (Quebec) of 2003.
[57] Examples are a written authorisation empowering the Central Authorities to act on behalf of the applicant (see, *e.g.*, the 1980 Hague Convention, Art. 28) or information concerning the financial circumstances of the claimant.
[58] See Work. Doc. No 1, para. 5 d)(ii). See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 26.
[59] It may be that a separate article to deal with cases where recognition / enforcement of an existing order is not possible is not necessary. An alternative could be to include a provision to the effect that the requested State may not refuse to establish a maintenance decision solely for the reason that an existing decision cannot be enforced.
[60] See Work. Doc. No 1, para. 5 d)(iii). See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 26.
[61] The matters to be included in the application are not expressed comprehensively.
[62] See Work. Doc. No 1, para. 5 d)(iii). See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 26.
[63] The matters to be included in the application are not expressed comprehensively.
[64] It is doubtful whether a separate article is needed for application for the recovery of arrears. Usually such applications will accompany an application for recognition and enforcement of an existing order made in the requesting State. However, an application for recovery of arrears under an order made in the requested State is also possible. The application may be for the recovery of arrears: a) accruing under a decision made in the requested State, or b) accruing under a decision made in the requesting State. Different documentary requirements may apply to each case.
[65] See Work. Doc. No 1, para. 5 d)(iv). See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 30.
[66] Examples of limited assistance applications might include a request to discover the whereabouts of the debtor, to locate the assets of the debtor, to provide assistance in establishing parentage (*e.g.*, voluntary admission of parentage, cooperation to conduct DNA testing) or to facilitate enforcement. This last form of request might be made when the creditor has moved away from the country where the decision was made, but meets resistance with enforcement in that country.
[67] See Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 126.
[68] See Work. Doc. No 1, para. 5 f)(i).

L'État requérant est celui de la résidence [habituelle] du demandeur[69].

Article 22 Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires[70]

1 L'Autorité centrale de l'État requérant transmet la demande à l'Autorité centrale de l'État requis, après s'être assurée de la conformité de la demande aux critères de la Convention[71].

2 L'Autorité centrale requise accuse réception de la demande dans un délai de [dix] jours ouvrables[72].

3 Après s'être assurée que la demande est complète, l'Autorité centrale requise en informe l'Autorité centrale requérante dans un délai de [vingt] jours ouvrables[73]. Lorsque la demande est incomplète, l'Autorité centrale requise informe, dans le même délai, l'Autorité centrale requérante de tout document ou information additionnels requis[74]. Au même moment, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante des nom et adresse de la personne responsable de la demande[75].

[4 Lorsqu'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies[ou que la demande n'est pas fondée], une Autorité centrale n'est pas tenue d'accepter une telle demande. En ce cas, l'Autorité centrale requise informe immédiatement de ses motifs l'Autorité centrale requérante.][76]

5 Les Autorités centrales requises et requérantes :

(a) se tiennent informées de l'identité de la personne contact responsable d'une affaire particulière[77] ;

(b) se tiennent informées de l'état d'avancement de l'affaire[78] et répondent à leurs demandes de renseignements respectives en temps opportun[79].

6 Les Autorités centrales traitent une affaire aussi rapidement que le permet un examen approprié des questions[80].

7 Les Autorités centrales utilisent les moyens de communication les plus rapides dont elles disposent[81].

[69] Le Comité de rédaction est d'avis qu'il est nécessaire de définir le facteur de rattachement minimal entre le demandeur et l'État dans lequel une demande doit être introduite. La préférence du Comité est d'avoir comme facteur de rattachement la simple « résidence » du demandeur dans cet État. La simple « résidence » doit être distinguée de la « présence » du demandeur, qui constitue un facteur de rattachement trop fragile, et de la « résidence habituelle » qui impose un critère trop élevé et qui réfère à un ensemble de précédents complexes.

[70] Le terme « demande » est utilisé pour décrire les étapes initiales d'une réclamation et cela, jusqu'à ce que la demande soit considérée complète ; le terme « affaire » est utilisé par la suite.

[71] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 h)(i) et (ii). Faire la comparaison avec l'art. 4 de la Convention de New York.

[72] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 h)(iii) et 7 a). Un délai strict pour accuser réception de la demande pourrait être approprié. Voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 41.

[73] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 h)(iii). Le délai fixé devra faire l'objet de plus amples considérations.

[74] Le délai fixé devra faire l'objet de plus amples considérations.

[75] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 h)(iv).

[76] Le langage est inspiré de l'art. 27 de la Convention de La Haye de 1980. Il faudra examiner s'il est désirable d'inclure une telle disposition. Le Comité de rédaction est d'avis qu'il est utile pour une Autorité centrale requérante d'avoir des pouvoirs limités lui permettant de rejeter une demande. En revanche, elle ne pourrait pas rejeter cette demande pour le motif incertain qu'une décision « n'est pas fondée ».

[77] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 h)(iv).

[78] *Ibid.*, para. 5 h)(v). Faire la comparaison avec l'art. 6(2) de la Convention de New York.

[79] Voir le Doc. trav. No 1, para. 5 h)(v).

[80] *Ibid.*, para. 7 b).

[81] *Ibid.*, para. 5 g)(iv).

Article 23 Exigences linguistiques[82]

1 Toute communication à l'Autorité centrale ou à toute autre autorité d'un État contractant est adressée dans la langue originale et accompagnée d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet État ou, lorsque cette traduction est difficilement réalisable, d'une traduction en français ou en anglais, sauf dispense de l'autorité de l'État requis[83].

2 Toutefois, un État contractant pourra, en faisant une réserve conformément à l'article ???, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais[84].

3 Un État contractant peut, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article ???, indiquer les autres langues dans lesquelles il acceptera des communications et traductions.

4 …[85]

5 …[86]

Article 24 Transferts de fonds

1 Les États sont encouragés à promouvoir, notamment au moyen d'accords bilatéraux ou régionaux, l'utilisation des méthodes les moins coûteuses et les plus efficaces disponibles pour les transferts de fonds destinés à être versés comme aliments[87].

2 Les États contractants dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorderont la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés comme aliments ou à couvrir des frais et dépens encourus pour toute demande régie par la Convention[88].

[82] Le langage des para. 1er et 2 est celui utilisé à l'art. 54 de la Convention de La Haye de 1996 et à l'art. 51 de la Convention de La Haye de 2000. Il pourrait être nécessaire de considérer de façon spécifique la question de la traduction de la décision aux fins de reconnaissance et exécution. Il sera aussi nécessaire d'examiner si cet article pourrait être situé dans le chapitre Dispositions générales.

[83] La clause finale du para. 1er, « sauf dispense de l'autorité de l'État requis », est tirée de l'art. 17(5) de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution. Il faudra se demander si les exigences linguistiques strictes devraient aussi s'appliquer aux communications informelles entre les Autorités centrales.

[84] Un article relatif aux réserves devra être rédigé au chapitre des Dispositions générales.

[85] La question des coûts relatifs à la traduction devra être considérée lors d'une discussion plus générale sur les coûts et l'aide juridique et juridictionnelle (voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 52 à 54).

[86] La possibilité de conclure des accords bilatéraux et régionaux devrait aussi être notée (voir aussi, ci-dessous, la note 91).

[87] Voir le Doc. trav. No 1, para. 8 b) et c). Voir la Convention de Montevideo, art. 20.

[88] Voir le Doc. trav. No 1, para. 8 a). Le langage est tiré de l'art. 22 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution.

Esquisse d'une Convention

A requesting State is one in which the applicant has his or her [habitual] residence.[69]

Article 22 Transmission, receipt and processing of applications and cases[70]

1 The Central Authority of the requesting State shall, if satisfied that the application complies with the requirements of the Convention, transmit the application to the Central Authority of the requested State.[71]

2 The requested Central Authority shall acknowledge receipt of the application within [ten] working days.[72]

3 The requested Central Authority if satisfied that the application is complete shall within [twenty] working days so inform the Requesting Central Authority.[73] If the application is not complete, the requested Central Authority shall, within the same time limit, inform the requesting Central Authority of any additional information or documentation required.[74] At the same time, the requested Central Authority shall provide to the requesting Central Authority the name and contact details of the person responsible for the application.[75]

[4 When it is manifest that the requirements of this Convention are not fulfilled[or that the application is otherwise not well founded], a Central Authority is not bound to accept the application. In that case, the requested Central Authority shall forthwith inform the requesting Central Authority of its reasons.][76]

5 Requesting and requested Central Authorities shall –

(a) keep each other informed of the person responsible for a particular case;[77]

(b) keep each other informed of the progress of the case[78] and provide timely responses to mutual enquiries;[79]

6 Central Authorities shall process a case as quickly as a proper consideration of the issues will allow.[80]

7 Central Authorities shall employ the most rapid means of communication at their disposal.[81]

Article 23 Language requirements[82]

1 Any communication sent to the Central Authority or to another authority of a Contracting State shall be in the original language, and shall be accompanied by a translation into the official language or one of the official languages of the other State or, where that is not feasible, a translation into French or English, unless the authority of the requested State dispenses with translation.[83]

2 However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article ???, object to the use of either French or English, but not both.[84]

3 A Contracting State may, by way of declaration in accordance with Article ???, indicate one or more additional languages in which it will accept communications or translations or both.

4 …[85]

5 …[86]

Article 24 Transfer of funds

1 States are encouraged to promote, including by means of bilateral or regional agreements, the use of the most cost-effective and efficient methods available to transfer funds payable as maintenance.[87]

2 A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable as maintenance or to cover costs and expenses in respect of any claim under this Convention.[88]

[69] The Drafting Committee suggests that it is necessary to define a minimum connection between the applicant and the State in which an application may be initiated. The preference within the Committee is for the connecting factor to be the simple "residence" of the applicant in that State. Simple "residence" is to be contrasted with, on the one hand, the mere "presence" of the applicant which is too fragile a connection, and, on the other hand, "habitual residence", which sets too high a standard and carries the "baggage" of a complex case-law.

[70] The word "application" is used to describe the initial stages of a claim up to the point where the application is regarded as complete. Thereafter the word "case" is employed.

[71] See Work. Doc. No 1, para. 5 h)(i) and (ii). Compare with Art. 4 of the New York Convention.

[72] See Work. Doc. No 1, paras. 5 h)(iii) and 7 a). A strict time-line may be appropriate for the bare acknowledgement of receipt of the application. See Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 41.

[73] See Work. Doc. No 1, para. 5 h)(iii). The set time-line requires further consideration.

[74] The set time-line requires further consideration.

[75] See Work. Doc. No 1, para. 5 h)(iv).

[76] The wording derives from Art. 27 of the 1980 Hague Convention.
It has yet to be considered whether to include such a provision. The Drafting Committee is of the opinion that it is wise to give the requested Central Authority a limited power to reject an application, but not on the uncertain ground that the application is "not well founded".

[77] See Work. Doc. No 1, para. 5 h)(iv).

[78] *Ibid.*, para. 5 h)(v). Compare with Art. 6(2) of the New York Convention.

[79] See Work. Doc. No 1, para. 5 h)(v).

[80] *Ibid.*, para. 7 b).

[81] *Ibid.*, para. 5 g)(iv).

[82] The language in paras 1 and 2 is that used in Art. 54 of the 1996 Hague Convention and Art. 51 of the 2000 Hague Convention. It may be necessary to consider specifically the question of translation of the decision for purposes of recognition and enforcement. It will also be necessary to consider whether this Article would be better placed in the Chapter on General provisions.

[83] The final clause in para. 1, "unless the authority of the requested State dispenses with translation", is based on Art. 17(5) of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement. It may be considered whether the strict language requirements should apply to less formal communications between Central Authorities.

[84] The Article concerning reservations in the Chapter on General provisions has yet to be drafted.

[85] The issue of translation costs remains to be considered in the context of a more general future discussion of costs and legal aid (see Prel. Doc. No 5 of October 2003, paras 52-54).

[86] The possibility of bilateral or regional arrangements should also be noted (see also below, note 91).

[87] See Work. Doc. No 1, para. 8 b) and c). See the Montevideo Convention, Art. 20.

[88] See Work. Doc. No 1, para. 8 a). The wording is taken from Art. 22 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement.

Article 25 Coûts administratifs[89]

[L'assistance accordée à un demandeur en application de la Convention l'est gratuitement, sauf disposition contraire prévue aux articles ???.][90]

L'assistance accordée par une Autorité centrale à une autre Autorité centrale en application de la Convention l'est gratuitement, sauf disposition contraire prévue aux articles ???[91].

CHAPITRE IV – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

Article 26 Définitions

Au sens du présent chapitre :

1 « décision »[92] signifie :

(a) les décisions rendues par une autorité judiciaire ou administrative ;

(b) les accords passés devant ou homologués par une telle autorité ;

[(c) les accords enregistrés ou déposés auprès d'une telle autorité ;

(d) les instruments authentiques ;

(e) les accords privés qui sont exécutoires mais qui n'ont pas été enregistrés.][93]

2 une décision est susceptible d'inclure l'obligation de payer les arrérages[, les aliments rétroactivement] et les intérêts, le cas échéant.

Article 27 Bases de reconnaissance[94]

1 Une décision en matière alimentaire rendue dans un État contractant (l'État d'origine) doit être reconnue et exécutée dans les autres États contractants si :

(a) le débiteur résidait [habituellement] dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(b) le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité soit expressément soit en s'expliquant sur le fond sans réserves touchant à la compétence à la première occasion offerte[95] ;

(c) le créancier résidait [habituellement] dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(d) les circonstances de l'affaire auraient, *mutatis mutandis*, conféré cette compétence en vertu des règles de l'État requis[96] ;

[(e) la compétence a fait l'objet d'un accord entre les parties ;

(f) une décision alimentaire a été rendue par une autorité ayant compétence sur les questions de statut personnel ; ou

(g) l'enfant résidait habituellement dans la juridiction[97]][98].

2 Un État contractant[99] peut émettre une réserve quant au paragraphe premier (c)[, (e), (f) ou (g)].

3 Une décision n'est reconnue que si elle produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécutée que si elle est exécutoire dans l'État d'origine[100].

[89] Ceci ne concerne pas la question des demandes d'aide juridique et juridictionnelle, qui sera examinée ultérieurement.

[90] Ceci constitue un principe général (voir Doc. trav. No 1, para. 9 a)(i)) pour lequel il pourrait y avoir plusieurs exceptions. Les exceptions possibles pourraient inclure :
– Recouvrement des coûts auprès du débiteur alimentaire
– Coûts relatifs aux autorités publiques recherchant le remboursement
– Coûts des demandes d'aliments autres que celles pour les enfants
– Coûts des services particuliers tels que l'assistance dans la détermination de la filiation
– Accords spéciaux sur une base bilatérale ou régionale
Voir le Doc. trav. No 1, para. 9 a) et c).
Parmi les questions de principe en suspens se trouvent les suivantes :
– Devrait-on fournir les services gratuitement dans tous les cas ?
– Devrait-on fournir les services gratuitement dans les affaires alimentaires envers les enfants ?
– Devrait-on fournir obligatoirement les services dans tous les cas mais sujets à les fournir à titre onéreux ?
– Devrait-on fournir obligatoirement les services dans les affaires alimentaires envers les enfants mais sujets à les fournir à titre onéreux ?
– Devrait-on faire la différence entre le cas où le demandeur est le débiteur et le cas où il est créancier ?
– Devrait-on assujettir l'assistance à un test basé sur les ressources des parents ou de l'enfant ?
– Le test basé sur les ressources devrait-il être basé sur la loi de l'État requis ou sur celle de l'État requérant ?
Voir le Doc. trav. No 1, para. 9.

[91] Voir le Doc. trav. No 1, para. 9 a). Il pourrait être nécessaire de prévoir des arrangements bilatéraux ou régionaux.

[92] Voir l'art. 5 et la note 19, ci-dessus. Voir aussi le Doc. trav. No 1, para. 2.

[93] Il n'y a pas de consensus à l'effet que les alinéas (c), (d) et (e) devraient être inclus. Cela devra faire l'objet de plus amples considérations. Le Comité de rédaction est d'avis que le test sous-jacent devrait être la question de savoir si l'instrument ou l'accord est exécutoire comme s'il s'agissait d'une décision d'un tribunal plutôt que d'un simple contrat.

[94] Tel que convenu par la Commission spéciale (voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 70 et le Doc. trav. No 2, proposition du Groupe de travail de la Commission spéciale de mai 2003, distribué le 15 mai 2003, publié comme annexe II au Doc. prél. No 5 d'octobre 2003 (ci-après le Doc. trav. No 2), para. 1), cet article a comme point de départ la formulation proposée dans le Rapport intitulé « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 3 d'avril 2003, ci-dessus p. I-54 du présent tome, au para. 87.

[95] Ce langage est tiré de l'art. 7(3) de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution et on y a ajouté des mots permettant d'assurer que la soumission à la compétence et la reconnaissance ne seront pas empêchées par une objection future à la juridiction.
Il est reconnu qu'il pourrait, en pratique, y avoir un chevauchement entre les bases de soumission et les bases prévues à l'alinéa (e).

[96] Au Doc. trav. No 2, para. 2, il y a une référence à la possibilité de permettre une réserve au para. 1(d). Plusieurs experts s'étaient opposés à cette possibilité (voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 80).

[97] La reconnaissance fondée sur la résidence habituelle de l'enfant dans l'État d'origine devrait être pertinente uniquement lorsque la décision concerne les aliments envers les enfants. Cette base de reconnaissance est pertinente lorsque le demandeur d'aliments envers un enfant (habituellement un parent) et l'enfant résident dans des États différents.

[98] Les trois dernières bases de reconnaissance sont entre crochets puisqu'elles n'ont pas été pleinement considérées lors de la Commission spéciale. Voir le Doc. trav. No 2 et le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 82. La possibilité d'inclure une référence à la « nationalité » est mentionnée au Doc. trav. No 2, para. 4. Voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 74 et 82 qui font référence aux avis divergents sur ce sujet.

[99] Les mots « dont les autorités judiciaires ou administratives ne peuvent exclusivement fonder leur compétence en matière alimentaire sur le lieu de résidence du créancier » qui étaient inclus dans l'esquisse originale sont considérés comme n'étant pas nécessaires. Même si un État, dont la loi prévoit une compétence basée sur la résidence du créancier, faisait une réserve au para. 2, les décisions étrangères basées sur la résidence du créancier seraient quand même reconnues en vertu du para. 1(c).

[100] Le langage est inspiré de l'art. 7(3) du Projet de La Haye relatif aux accords exclusifs d'élection de for. La signification du mot « exécutoire » devra faire l'objet de plus amples considérations. En vertu de l'art. 4 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, « [l]es décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles » peuvent être reconnues et déclarées exécutoires dans l'État requis si pareilles décisions peuvent être rendues et exécutées.

Esquisse d'une Convention

Article 25 Administrative costs[89]

[The provision of assistance under the Convention shall be without cost to the applicant, except as provided in Articles ???.][90]

The provision of assistance under the Convention by one Central Authority shall be without cost to any other Central Authority, except as provided in Articles ???.[91]

CHAPTER IV – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 26 Definitions

For the purposes of this Chapter –

1 "decision"[92] means –

(a) a decision rendered by a judicial or administrative authority;

(b) a settlement concluded before or approved by such authority;

[(c) an agreement registered or filed with such authority;

(d) an authentic instrument;

(e) a private agreement which is enforceable but has not been registered.][93]

2 a decision may include a requirement to pay arrears[, retroactive maintenance] or interest.

Article 27 Bases for recognition[94]

1 A maintenance decision made in one Contracting State (the State of origin) shall be recognised and enforced in other Contracting States if –

(a) the debtor was [habitually] resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(b) the respondent has submitted to the jurisdiction either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;[95]

(c) the creditor was [habitually] resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(d) the facts in the case would, *mutatis mutandis*, have supported jurisdiction under the rules of the requested State;[96]

[(e) the jurisdiction has been agreed between the parties;

(f) the maintenance decision was made by an authority having jurisdiction on a matter of personal status; or

(g) the child was habitually resident in the jurisdiction[97].][98]

2 A Contracting State[99] may make a reservation in respect of paragraph 1 (c)[, (e), (f) or (g)].

3 A decision shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.[100]

[89] This does not concern the issue of legal aid which remains to be considered.

[90] This is a statement of a general principle (see Work. Doc. No 1, para. 9 a)(i)) to which there are likely to be several exceptions. Possible exceptions include:
– Recovery of costs from the maintenance debtor
– Charges in respect of public authorities seeking reimbursement
– Charges for cases other than child-support
– Charges for specific services such as assistance in establishing parentage
– Special arrangements on a bilateral or regional basis
See Work. Doc. No 1, para. 9 a) and c).
Among the questions of principle which remain outstanding are:
– Should the services be provided free of charge in all cases?
– Should services be provided free of charge at least in child support cases?
– Should provision of services be mandatory in all cases, but subject to the possibility of charges being made?
– Should provision of services be mandatory in child support cases, but subject to the possibility of charges being made?
– Should a differentiation be made between the debtor and the creditor as an applicant?
– Should any means test be based on the means of the parent or the child?
– Should any means test be based on the law of the requested State or of the requesting State?
See Work. Doc. No 1, para. 9.

[91] See Work. Doc. No 1, para. 9 a). There may be a need to provide for bilateral or regional arrangements.

[92] See Art. 5 and note 19 above. See also Work. Doc. No 1, para. 2.

[93] There is no agreement that sub-paras (c), (d) and (e) should be included. Further discussion will be needed. In the view of the Drafting Committee the underlying test should be whether the instrument or agreement is enforceable as if it were an order of the court rather than simply as a contract.

[94] As agreed by the Special Commission (see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 70, and Work. Doc. No 2, proposal by the Working Group of the Special Commission of May 2003, distributed 15 May 2003, published as Annex II to Prel. Doc. No 5 of October 2003 (hereinafter Work. Doc. No 2), para. 1), this Article uses as its starting point the formula proposed in the Report entitled "Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 3 of April 2003, *supra* p. I-55 of this tome, at para. 87.

[95] This formula is taken in part from Art. 7(3) of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement with the addition of words which ensure that any later objection to the jurisdiction will not negate submission and will not therefore prevent recognition.
It is recognised that in practice there may be some overlap between the submission basis and the basis set out in sub-para. (e).

[96] In Work. Doc. No 2, para. 2, there is a reference to the possibility that a reservation might be permitted in para. 1(d). Many experts opposed this possibility (see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 80).

[97] Recognition based on the habitual residence of the child in the State of origin should only be relevant to the extent that the decision concerns child support. This basis for recognition is relevant in circumstances where the applicant for child support (usually a parent) and the child are habitually resident in different States.

[98] The last three bases for recognition are placed in square brackets, not having been given full consideration by the Special Commission. See Work. Doc. No 2, and Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 82. The possibility of including some reference to "nationality" is mentioned in Work. Doc. No 2, para. 4. See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, paras 74 and 82, referring to opposing views on this subject.

[99] The words "whose own authorities or courts are not permitted to make a maintenance decision based solely on the residence of the creditor within the jurisdiction", which were included after "A Contracting State" in the original draft, are regarded as unnecessary. Even if a State, whose own laws permit jurisdiction based on creditor's residence, were to make a reservation in respect of para. 2, foreign decisions based on creditor's residence would still be recognised under para. 1(c).

[100] The wording here is taken from Art. 7(3) of the Hague Draft on Exclusive Choice of Court Agreements. Further consideration will need to be given to the meaning of "enforceable". Under Art. 4 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement "[p]rovisionally enforceable decisions and provisional measures" may be recognised and enforced if similar decisions may be rendered and enforced in the State addressed.

Article 28 Divisibilité

Lorsque la décision porte sur plusieurs chefs de la demande en aliments et que la reconnaissance ou l'exécution ne peut être accordée pour le tout, l'autorité de l'État requis applique la Convention à la partie de la décision qui peut être reconnue ou déclarée exécutoire[101].

Article 29 Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution[102]

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée :

1 si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis[103] ;

2 si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure[104] ;

3 si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie[105] ; ou

4 si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et sur le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis[106].

[5 Disposition relative au défaut de notification de l'instance et / ou d'opportunité d'être entendu.][107]

Article 30 Procédure de reconnaissance et d'exécution

[Voir Document préliminaire No 8 de mai 2004.][108]

Article 31 Constatations de fait

L'autorité de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence[109].

Article 32 Interdiction de la révision au fond

L'autorité de l'État requis ne procède à aucune révision au fond de la décision[110].

Article 33 Reconnaissance ou exécution partielle

La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée[111].

Article 34 Présence de l'enfant et du demandeur

[La présence physique de l'enfant et du demandeur ne doit pas être exigée lors de procédures entreprises en vertu du présent chapitre dans l'État requis.][112]

CHAPITRE V – EXÉCUTION PAR L'ÉTAT REQUIS[113]

[*Article 35 Mesures d'exécution*

Les États contractants doivent prendre des mesures efficaces afin d'exécuter les décisions en application de la Convention, telles que :

(a) la saisie des salaires ;

[101] Cette terminologie est inspirée de l'art. 10 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution. Comparer avec l'art. 11 du Projet de La Haye relatif aux accords exclusifs d'élection de for, qui stipule : « La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée, si la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou si seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en application de la Convention. »

[102] Voir le Doc. trav. No 2, para. 5 à 7.

[103] Ceci est une formulation standard. Voir, par exemple, la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, art. 5(1).

[104] Ceci est la formulation utilisée à l'art. 5(2) de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution. Voir également le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 83, pour la définition de « fraude ».

[105] Voir la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, art. 5(3).

[106] *Ibid.*, art. 5(4). Il est à noter que la Commission spéciale a suggéré qu'il était possible de traiter de certains problèmes relatifs à la compétence en matière de modification au titre « décisions incompatibles ».

[107] Le Doc. trav. No 2, para. 5 c), prévoit la disposition relative au « défaut de notification de l'instance et / ou d'opportunité d'être entendu » en tant que motif possible de refus de reconnaissance. Les possibilités suivantes pourraient être considérées :

a) L'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire. (Voir le Règlement de Bruxelles du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, art. 34(2).)

Ou

Disposition autonome :

b) Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une décision par défaut n'est reconnue ou déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'État d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense. (Voir la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, art. 6.)

Ou

c) Les décisions alimentaires rendues suite au défaut du défendeur de comparaître doivent être considérées au même titre que les décisions rendues en vertu du paragraphe 1, s'il est démontré que le défendeur en a reçu notification et qu'il a eu la possibilité de se faire entendre conformément aux critères de la Partie requise. (Voir l'Accord-type des États-Unis d'Amérique pour l'exécution des obligations alimentaires, publié comme annexe 4 au Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*op. cit.* note 94) [*traduction du Bureau Permanent*], art. 7(2).)

Quelle que soit la formulation choisie, il sera important de garder à l'esprit que dans certains systèmes administratifs de recouvrement des aliments envers les enfants, les procédures de protection du débiteur en place ne consistent pas en l'obligation d'aviser au préalable le débiteur mais, plutôt, en une opportunité de demander une révision ou évaluation d'une décision alimentaire. Ces questions seront traitées plus en détail dans le rapport préparé par le Bureau Permanent relatif aux procédures de reconnaissance et d'exécution. Voir la note suivante.

[108] Le Doc. prél. No 8 de mai 2004 met en relief certaines approches possibles y compris celles prévues dans les Règlements de Bruxelles I, Bruxelles II et Bruxelles II *bis* et celles prévues au UIFSA et au Projet de loi No 2 (Québec) de 2003. Ces différents modèles incluent :

a) un système en vertu duquel, suite à la notification de la procédure d'exécution, un délai est donné au débiteur durant lequel il peut soulever toute objection à la reconnaissance et l'exécution (voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 84).

b) un système qui permet un contrôle *ex officio* par l'autorité de l'État requis (voir aussi *ibid.*, para. 85).

S'il devait y avoir une disposition relative à l'enregistrement d'une déclaration d'exécution, des procédures rapides devraient être appliquées (voir le Doc. trav. No 2, para. 12).

[109] Voir *ibid.*, para. 8. Le langage est celui utilisé à l'art. 9 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution.

[110] Voir le Doc. trav. No 2, para. 9. Cette formulation est inspirée de l'art. 12 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution. Le Comité de rédaction considère que les mots « à moins que la Convention n'en dispose autrement » ne sont pas nécessaires. L'art. 27 de la Convention de La Haye de 1996 utilise, quant à lui, une autre formulation.

[111] Cette terminologie est tirée de l'art. 14 de la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution.

[112] Cette règle a été discutée dans le contexte des procédures d'exécution, voir aussi le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 84. L'idée d'inclure d'autres règles générales devra être considérée.

[113] L'idée d'annexer à la Convention des recommandations non contraignantes relatives aux procédures nationales d'exécution devra être considérée ultérieurement (voir le Doc. trav. No 2, para. 17).

Esquisse d'une Convention

Article 28 Severability

If a decision deals with several issues in an application for maintenance and if recognition or enforcement cannot be granted for the whole of the decision, the authority of the State addressed shall apply this Convention to that part of the decision which can be recognised or enforced.[101]

Article 29 Grounds for refusing recognition and enforcement[102]

Recognition or enforcement of a decision may, however, be refused –

1 if recognition or enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ("*ordre public*") of the State addressed;[103]

2 if the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;[104]

3 if proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted;[105] or

4 if the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed.[106]

[5 Provision regarding lack of notice of the proceedings and / or opportunity to be heard.][107]

Article 30 Procedure for recognition and enforcement

[See Preliminary Document No 8 of May 2004.][108]

Article 31 Findings of fact

The authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.[109]

Article 32 No review of the merits

There shall be no review by the authority of the State addressed of the merits of a decision.[110]

Article 33 Partial recognition or enforcement

Partial recognition or enforcement of a decision can always be applied for.[111]

Article 34 Physical presence of the child or applicant

[The physical presence of the child or applicant shall not be required in any proceedings in the requested State under this Chapter.][112]

CHAPTER V – ENFORCEMENT BY THE REQUESTED STATE[113]

[*Article 35 Enforcement measures*

Contracting States shall take effective measures to enforce decisions under the Convention, by means such as –

(a) wage withholding;

[101] The words are taken from Art. 10 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement. Compare with Art. 11 of the Hague Draft on Exclusive Choice of Court Agreements which reads: "Recognition or enforcement of a severable part of a judgement shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgement is capable of being recognised or enforced under this Convention."

[102] See Work. Doc. No 2, paras 5-7.

[103] This is a standard formula. See, *e.g.*, the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 5(1).

[104] This is the formula used in Art. 5(2) of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement. See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 83, concerning the definition of "fraud".

[105] See the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 5(3).

[106] *Ibid.*, Art. 5(4). Note the suggestion made in the Special Commission of the possibility of addressing certain problems surrounding modification jurisdiction under the heading "conflicting decisions".

[107] Work. Doc. No 2, para. 5 c) mentions a provision regarding "lack of notice of the proceedings and / or opportunity to be heard" as a possible basis for refusal of recognition. The following possibilities might be considered:

a) Where it was given in default of appearance, if the defendant was not served with the document which instituted the proceedings or with an equivalent document in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant failed to commence proceedings to challenge the judgment when it was possible for him to do so. (See the Brussels Regulation of 22 December 2000 on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters, Art. 34(2).)

Or

Stand-alone provision:

b) Without prejudice to the provisions of Article 5, a decision rendered by default shall be recognised or enforced only if notice of the institution of the proceedings, including notice of the substance of the claim, has been served on the defaulting party in accordance with the law of the State of origin and if, having regard to the circumstances, that party has had sufficient time to enable him to defend the proceedings. (See the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 6.)

Or

c) Maintenance decisions made after the failure of the respondent to appear shall be considered as decisions under paragraph 1 if it is demonstrated that notice had been given and the opportunity to be heard had been satisfied in a way to satisfy the standards of the Requested Party. (See the United States Model Agreement for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations, published as Annex 4 to Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*op. cit.* note 94), Art. 7(2).)

Whatever formula is chosen, it will be important to bear in mind the procedures operating within certain administrative systems of child support, in which the protection for the debtor consists not in a requirement of prior notice, but rather in the opportunity to request review of a maintenance decision or assessment. These matters will be discussed further in the report by the Permanent Bureau concerning procedures for recognition and enforcement (see next note).

[108] Prel. Doc. No 8 of May 2004 outlines some of the possible approaches. including those in the Brussels I, Brussels II and Brussels II *bis* Regulations, the system operating under UIFSA, and Bill 2 (Quebec) of 2003. Included among the possible models are:

a) a system under which, following notice of enforcement proceedings, the debtor is given a specified period within which to raise any objections to recognition and enforcement (see also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 84).

b) a system allowing *ex officio* control by the authority of the State addressed (see also *ibid.*, para. 85).

If there is to be a provision concerning registration or a declaration of enforceability, rapid procedures should be applied (see Work. Doc. No 2, para. 12).

[109] See *ibid.*, para. 8. The wording is that used in Art. 9 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement.

[110] See Work. Doc. No 2, para. 9. The wording is based on Art. 12 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement. The phrase "unless this Convention otherwise provides" in that Article is thought by the Drafting Committee to be unnecessary. Compare with Art. 27 of the 1996 Hague Convention where a different formulation is used.

[111] The wording is from Art. 14 of the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement.

[112] This rule has been discussed in the context of enforcement procedures (see also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 84). Consideration might be given to the idea of including a more general rule.

[113] Consideration is to be given later to the idea of annexing to the Convention non-binding recommendations concerning national procedures for enforcement (see Work. Doc. No 2, para. 17).

(b) les saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources ;

(c) les déductions sur les prestations de sécurité sociale ;

(d) gage sur les biens ou vente forcée ;

(e) la saisie des remboursements d'impôt ;

(f) la retenue ou saisie des pensions de retraite ;

(g) le signalement aux organismes de crédit ;

(h) le refus de délivrance, la suspension ou la révocation de divers permis (le permis de conduire par exemple).][114]

Article 36 Loi de l'État requis

Les mesures d'exécution sont régies par la loi de l'État requis[115].

Article 37 Non-discrimination

Lorsqu'une décision étrangère peut être reconnue et exécutée en vertu de la Convention, l'État requis met à disposition au moins les mêmes méthodes d'exécution que celles applicables aux affaires internes[116].

Article 38 Informations relatives aux règles et procédures d'exécution

Les États contractants, au moment de la ratification ou de l'adhésion, fournissent au Bureau Permanent des informations détaillées quant à leurs procédures et règles d'exécution, y compris les règles de protection du débiteur. De telles informations sont tenues à jour par les États contractants[117].

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX INSTITUTIONS PUBLIQUES[118]

Article 39

La décision rendue contre un débiteur à la demande d'une institution publique qui poursuit le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments est reconnue et déclarée exécutoire conformément à la Convention si ce remboursement peut être obtenu par cette institution selon la loi qui la régit.

[114] Cet article est proposé par le Comité de rédaction afin d'illustrer une éventuelle approche en matière d'exécution en vertu des lois nationales. Cette possibilité n'a pas encore été l'objet de discussions en Commission spéciale. Une rédaction plus précise sera nécessaire si l'on estime que cette idée mérite d'être considérée de façon plus approfondie.

[115] La formulation est celle utilisée à l'art. 27 de la Convention de La Haye de 2000.

[116] Voir le Doc. trav. No 2, para. 15. Voir aussi le Doc. prél. No 3 d'avril 2003, para. 101 et le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 78.

[117] Voir le Doc. trav. No 2, para. 16.

[118] Voir la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, art. 18 à 20. Deux autres questions restent à considérer :
a) la question de savoir si les institutions publiques devraient être soumises à un régime séparé de coûts et frais ;
b) la question de savoir quels types de demandes, prévues au chapitre III, devraient être disponibles pour les institutions publiques.

Article 40

Une institution publique peut, dans la mesure des prestations fournies au créancier, demander la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue entre le créancier et le débiteur d'aliments si, d'après la loi qui la régit, elle est de plein droit habilitée à invoquer la reconnaissance ou à demander l'exécution de la décision à la place du créancier.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES[119]

Article 41 Application générale des règles de reconnaissance[120]

Les dispositions du chapitre IV de cette Convention[, hormis l'article 30,] s'appliquent que la demande de reconnaissance et d'exécution ait été présentée ou non par l'intermédiaire de l'Autorité centrale en vertu de l'article 21[121].

Article 42 Légalisation

Les documents transmis en application de la Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue[122].

Article 43 Examen du fonctionnement pratique de la Convention

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de

[119] D'autres sujets devront possiblement être considérés dans ce chapitre, y compris :
– la possibilité d'avoir une procédure simplifiée de modification des formulaires standard ;
– l'obligation des États de notifier les exigences en matière de documents au moment de la ratification / adhésion et de notifier tout changement subséquent ;
– l'exigence générale selon laquelle les États contractants doivent prendre toutes mesures appropriées pour assurer, dans les limites de leur territoire, la réalisation des objectifs de la Convention et, à cet effet, ils doivent appliquer leurs procédures les plus rapides (voir, par exemple, la Convention de La Haye de 1980, art. 2).

[120] Le Comité de rédaction examine la possibilité d'inclure dans le texte (tel qu'il est suggéré au Doc. trav. No 1, para. 5 f)(i)) un principe plus général similaire à celui de l'art. 29 de la Convention de La Haye de 1980, qui se lit comme suit :
« La Convention ne fait pas obstacle à la faculté pour la personne, l'institution ou l'organisme qui prétend qu'il y a eu une violation du droit de garde ou de visite au sens des articles 3 ou 21 de s'adresser directement aux autorités judiciaires ou administratives des États contractants, par application ou non des dispositions de la Convention. »
Somme toute, une règle générale de ce type devra faire l'objet de plus amples considérations. Il est probable que la Commission spéciale souhaite discuter de la question de savoir si certains types de demandes et procédures spéciales prévues à la Convention devraient seulement être disponibles lorsqu'une demande est faite par l'intermédiaire d'une Autorité centrale.
Le souhait de la Commission spéciale de préserver les droits existants d'accès direct aux tribunaux et aux organismes administratifs qui rendent des décisions en matière d'aliments pourrait être comblé en utilisant une formulation basée sur l'art. 13 du UIFSA qui stipule que les recours offerts par cette loi sont cumulatifs et ne restreignent pas la disponibilité des recours en vertu d'autres lois.
On s'est aussi demandé s'il fallait spécifier que les demandes « directes » devraient être permises seulement lorsqu'elles le sont en vertu de la loi de l'État requis.

[121] Le Comité de rédaction a procédé sur la prémisse que les *bases* de reconnaissance et d'exécution des décisions alimentaires étrangères seront d'application générale et s'appliqueront indépendamment du fait qu'une demande en reconnaissance et exécution soit faite par l'intermédiaire de l'Autorité centrale ou non. La même logique s'applique pour certains autres principes généraux. D'autre part, il faudra considérer si des procédures spéciales régissant la reconnaissance et l'exécution (qui restent à considérer) devraient s'appliquer seulement lorsque la demande est faite par l'intermédiaire de l'Autorité centrale.

[122] Voir le Doc. trav. No 2, para. 13 e). Le langage est celui utilisé à l'art. 43 de la Convention de La Haye de 1996.

Esquisse d'une Convention

(b) garnishment from bank accounts and other sources;

(c) deductions from social security payments;

(d) lien on or forced sale of property;

(e) tax refund withholding;

(f) withholding or attachment of pension benefits;

(g) credit bureau reporting;

(h) denial, suspension or revocation of various licenses (for example, driving licenses).][114]

Article 36 Enforcement under national law

Enforcement shall take place in accordance with the law of the requested State.[115]

Article 37 Non-discrimination

Where a foreign decision is entitled to be recognised and enforced under the Convention, the requested State shall provide at least the same range of enforcement methods as are available in domestic cases.[116]

Article 38 Information concerning enforcement rules and procedures

Contracting States, at the time of ratification or accession, shall provide the Permanent Bureau with a description of their enforcement rules and procedures, including any debtor protection rules. Such information shall be kept up to date by the Contracting States.[117]

CHAPTER VI – ADDITIONAL PROVISIONS RELATING TO PUBLIC BODIES[118]

Article 39

A decision rendered against a debtor on the application of a public body which claims reimbursement of benefits paid in lieu of maintenance shall be recognised and enforced in accordance with this Convention if reimbursement can be obtained by the public body under the law to which it is subject.

Article 40

A public body may seek recognition or claim enforcement of a decision rendered between a creditor and maintenance debtor to the extent of the benefits provided for the creditor if it is entitled *ipso jure*, under the law to which it is subject, to seek recognition or claim enforcement of the decision in place of the creditor.

CHAPTER VII – GENERAL PROVISIONS[119]

Article 41 General applicability of rules on recognition[120]

The provisions of Chapter IV of this Convention[, with the exception of Article 30,] shall apply whether or not the application for recognition and enforcement was made through the Central Authority in accordance with Article 21.[121]

Article 42 Legalisation

All documents transmitted under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality.[122]

Article 43 Review of practical operation of the Convention

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation

[114] This Article is put forward by the Drafting Committee to illustrate a possible approach to a provision on enforcement under national law. This possible approach has not yet been discussed by the Special Commission. More precise drafting would be needed if this idea is considered worthy of further consideration.
[115] The formulation is that used in Art. 27 of the 2000 Hague Convention.
[116] See Work. Doc. No 2, para. 15. See also Prel. Doc. No 3 of April 2003, para. 101, and Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 78.
[117] See Work. Doc. No 2, para. 16.
[118] See the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Arts 18-20. Two further matters call for consideration:
a) whether public bodies should be subject to a separate regime of costs and charges, and
b) which of the forms of application set out in Chapter III should be available to public bodies.

[119] Other matters may need to be considered under this Chapter. These include:
– the possibility of a streamlined procedure for modifying standard forms;
– obligations of States to give notice of documentary requirements at the time of ratification / accession and to notify any subsequent changes;
– a general requirement on States to take all appropriate measures to secure within their territories the implementation of the objects of the Convention, and for this purpose to apply rapid procedures (see, *e.g.*, the 1980 Hague Convention, Art. 2).
[120] The Drafting Committee considered the possibility of including in the text (as suggested in Work. Doc. No 1, para. 5 f)(i)) a more general principle similar to that which appears in Art. 29 of the 1980 Hague Convention, which reads:
"This Convention shall not preclude any person, institution or body who claims that there has been a breach of custody or access rights within the meaning of Article 3 or 21 from applying directly to the judicial or administrative authorities of a Contracting State, whether or not under the provisions of this Convention."
On balance, a general rule of this nature was thought to require further consideration. It was felt that the Special Commission may wish to discuss whether certain forms of application and special procedures set out in the Convention should only be available if an application is processed through Central Authorities.
The wish of the Special Commission to preserve existing rights of direct access to the courts or administrative bodies which make maintenance decisions could be accommodated by using a formula based on Art. 103 of UIFSA, which states that the remedies afforded by the Act are cumulative and do not affect the availability of remedies under other laws.
It also has to be considered whether it should be specified that "direct" applications should be permitted only when allowed under the law of the requested State.
[121] The Drafting Committee has proceeded on the basis that the *grounds* for recognition and enforcement of foreign maintenance decisions will be of general application and will apply whether or not an application for recognition and enforcement is made through Central Authorities. The same is true for certain other general principles. On the other hand, it remains to be considered whether any special procedures governing recognition and enforcement (which have yet to be considered) should apply only where application is made through Central Authorities.
[122] See Work. Doc. No 2, para. 13 e). The formula is that used in Art. 43 of the 1996 Hague Convention.

la Convention[123] et d'encourager le développement de bonnes pratiques en vertu de la Convention[124].

À cette fin, les États contractants collaborent avec le Bureau Permanent afin de réunir des informations relatives au fonctionnement pratique de la Convention, notamment des statistiques et de la jurisprudence[125].

Article 44 Interprétation uniforme

Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application[126].

[123] La faculté du Secrétaire général de convoquer des réunions de la Commission spéciale afin de revoir le fonctionnement pratique des Conventions est maintenant devenue la norme pour les Conventions de La Haye qui prévoient des systèmes de coopération administrative ou judiciaire. Voir, par exemple, l'art. 42 de la Convention de La Haye de 1993, l'art. 56 de la Convention de La Haye de 1996 et l'art. 52 de la Convention de La Haye de 2000.

[124] La création éventuelle d'un Guide de bonnes pratiques en vertu de la nouvelle Convention est déjà envisagée par la Commission spéciale, voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 131. Pour des exemples, voir Conférence de La Haye de droit international privé, *Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, Première partie – Pratique des Autorités centrales*, et *Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, Deuxième partie – Mise en œuvre*, publiés par Droit de la famille (Family Law, Bristol), 2003.

[125] Les discussions lors de la Commission spéciale (voir *ibid.*, para. 132) illustrent le besoin de conserver un équilibre entre un suivit efficace du fonctionnement de la Convention et la protection des Autorités centrales contre les obligations de rapport excessives. Le devoir de coopération avec le Bureau Permanent relativement à la collecte de certaines informations reflète la pratique développée en vertu des Conventions de La Haye de 1980 et 1993.

[126] Ce langage est tiré de l'art. 13 de la *Convention de La Haye sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire*.

of the Convention[123] and to encourage the development of good practices under the Convention.[124]

For the purpose of such review Contracting States shall co-operate with the Permanent Bureau in the gathering of information, including statistics and case law, concerning the practical operation of the Convention.[125]

Article 44 Uniform interpretation

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.[126]

[123] The power of the Secretary General to convene Special Commission meetings to review the practical operation of Conventions has now become standard in relation to Hague Conventions which involve systems of administrative or judicial co-operation. See, *e.g.*, the 1993 Hague Convention, Art. 42, the 1996 Hague Convention, Art. 56 and the 2000 Hague Convention, Art. 52.

[124] The eventual development of a Guide to Good Practice under the new Convention has already been envisaged by the Special Commission, see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 131. For examples, see Hague Conference on Private International Law, *Guide to Good Practice under the Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction, Part I – Central Authority Practice*, and *Guide to Good Practice under the Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction, Part II – Implementing Measures*, both published by Family Law (Bristol), 2003.

[125] Discussion in the Special Commission (see *ibid.*, para. 132) suggested the need to maintain a balance between effective monitoring of the operation of the Convention and protecting Central Authorities from excessive reporting obligations. The duty to co-operate with the Permanent Bureau in relation to the gathering of certain types of information reflects the practice which has developed under the 1980 and 1993 Hague Conventions.

[126] The wording is taken from Art. 13 of the *Hague Convention on the Law Applicable to Certain Rights in Respect of Securities held with an Intermediary*.

Procédures de reconnaissance et d'exécution à l'étranger des décisions concernant les aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

RAPPORT ÉTABLI PAR WILLIAM DUNCAN
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Document préliminaire No 8 de mai 2004

INTRODUCTION

1 Il a déjà été convenu par la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille que les dispositions relatives à la reconnaissance et à l'exécution des décisions étrangères en matière d'aliments devraient faire partie intégrante de l'instrument en cours d'élaboration. Des avancées considérables ont été réalisées lors de la Première réunion de la Commission spéciale, organisée à La Haye en mai 2003, en ce qui concerne l'élaboration des composantes de base d'un système de reconnaissance et d'exécution, et l'ampleur de ces progrès se reflète maintenant dans le chapitre IV de l'« Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparée par le Comité de rédaction lors de sa réunion du 12 au 16 janvier 2004 à La Haye[1].

2 Cette Esquisse intègre des dispositions sur les bases pour la reconnaissance, sur la définition d'une « décision » aux fins de reconnaissance et d'exécution, sur les motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution, ainsi que sur d'autres aspects plus spécifiques. En revanche, elle ne comprend pas encore de dispositions complètes concernant les procédures de reconnaissance ou d'exécution. Plusieurs questions restent en suspens. Quel niveau de contrôle ou de révision au fond les autorités de l'État requis devraient-elles exercer sur une demande d'exécution d'une décision étrangère ? De quelles questions les autorités de l'État requis devraient-elles pouvoir tenir compte *ex officio* ? À quel moment la partie contre laquelle l'exécution est demandée devrait-elle être autorisée à soulever des objections et les motifs de contestation devraient-ils être limités ? Les procédures de reconnaissance et d'exécution devraient-elles être assorties de contraintes de délais ou faudrait-il prévoir des procédures en référé ? L'objet de cette note est de présenter un certain nombre de modèles basés sur les instruments existants ainsi qu'une proposition de modèle qui pourrait aider la Commission spéciale à examiner ces questions plus avant.

I PRINCIPES ET CONSIDÉRATIONS GÉNÉRAUX

3 Dans le Document préliminaire No 3, l'argument en faveur d'une procédure simple, rapide, efficace et économique a été formulé de la façon suivante :

> « – les procédures relatives à la reconnaissance et à l'exécution doivent être simples et d'un bon rapport coût-efficacité. Là encore, il faut garder à l'esprit que les décisions alimentaires portent généralement sur des sommes relativement modestes qui ne justifient pas des procédures lourdes et coûteuses ;
> – l'impératif de rapidité, dans un système dont l'objet est d'aider des ayants droit dans le besoin, est évident ;
> – les risques, inhérents à l'adoption d'un principe de reconnaissance automatique et d'exécution en référé, sont relativement faibles, car la plupart des pensions alimentaires sont modestes et périodiques par nature. Il est peu probable que le débiteur réduise ses revenus à un niveau plus bas que le niveau de subsistance ; il existe plusieurs moyens pour éviter cela dans les systèmes nationaux de mise en œuvre (par exemple : les taux de gains protégés). Dans la mesure où le débiteur conserve un droit de contestation ultérieure, les irrégularités ou injustices devraient être généralement corrigées avant qu'une grave injustice ne soit commise. Autrement dit, beaucoup d'éléments pointent vers une forte présomption en faveur d'une reconnaissance et d'une exécution automatiques et immédiates ; […]. »[2]

4 Les discussions intervenues lors de la Première réunion de la Commission spéciale en mai 2003 avaient fait apparaître des hésitations sur une approche aussi radicale. La nécessité de permettre à l'État requis d'invoquer des questions d'ordre public et celle de permettre à la personne contre laquelle l'exécution est demandée d'avancer certains arguments en défense ont été parmi les raisons invoquées pour lesquelles « une reconnaissance et une exécution automatiques et immédiates » pourraient se révéler prématurées. Il est vrai cependant que l'impératif d'une procédure rapide et économique a été admis.

II ESQUISSE D'UNE CONVENTION

5 L'Esquisse comprend déjà plusieurs éléments qui contribueraient à simplifier et à accélérer la procédure de reconnaissance et d'exécution des ordonnances relatives aux aliments envers des enfants et d'autres membres de la famille.

a) Les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution exposés dans le projet d'article 29 sont limités. Ils sont discrétionnaires et n'ont aucun caractère obligatoire. Cependant, la discussion de ces motifs n'est pas encore terminée. Il faut poursuivre la réflexion sur la disposition relative aux décisions par défaut[3] ainsi que sur la possibilité de traiter certains problèmes entourant la compétence en matière de modification au titre « décisions incompatibles »[4].
b) Le projet d'article 31 lie l'État requis aux constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence.
c) Le projet d'article 32 interdit à l'État requis de procéder à une révision au fond.
d) Bien que la discussion relative aux documents à produire pour une demande de reconnaissance et d'exécution ne soit pas encore terminée, le projet d'article 12 expose les premières idées : demandes suivant un formulaire standard et accompagnées d'un simple résumé de la décision ou encore formulaire standard attestant que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire et qu'elle est exécutoire dans l'État d'origine.

[1] Doc. prél. No 7 d'avril 2004, ci-dessus p. I-206 du présent tome (ci-après « l'Esquisse »).

[2] « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 3 d'avril 2003, ci-dessus p. I-54 du présent tome, para. 58.

[3] Voir l'Esquisse, art. 29(5) et note 107, et *infra*, para. 6.

[4] Comme il a été suggéré pendant la Commission spéciale, voir *ibid.*, note 106.

Procedures for Recognition and Enforcement Abroad of Decisions concerning Child Support and other Forms of Family Maintenance

DRAWN UP BY WILLIAM DUNCAN
DEPUTY SECRETARY GENERAL

Preliminary Document No 8 of May 2004

INTRODUCTION

1 It has already been agreed by the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance that provisions for the recognition and enforcement of foreign maintenance decisions should be included as a core element in the instrument currently being developed. Considerable progress was made during the First Meeting of the Special Commission, held in The Hague in May 2003, in developing the basic elements of a system of recognition and enforcement, and the extent of that progress is now reflected in Chapter IV of the "Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee at its meeting of 12 to 16 January 2004 in The Hague.[1]

2 The Working Draft includes provisions on the bases for recognition, on the definition of "decision" for the purposes of recognition and enforcement, on grounds for refusing recognition or enforcement, and some other more specific matters. On the other hand, the Working Draft does not yet include complete provisions concerning procedures for recognition or enforcement. Several questions remain to be addressed. What level of control or review should be exercised by the authorities of the State addressed when a request for the enforcement of a foreign decision is made? What are the matters which the authorities addressed should be entitled to take into account on an *ex officio* basis? At what stage should the party against whom enforcement is sought have the right to raise objections, and should the grounds for challenge be limited? Should procedures for recognition or enforcement be time-limited or summary in nature? The purpose of this paper is to present a number of the models from existing instruments, as well as a suggested model for discussion which may assist the Special Commission in further consideration of these questions.

I GENERAL PRINCIPLES AND CONSIDERATIONS

3 In Preliminary Document No 3 of April 2003, the argument for a simple, speedy and cost-effective procedure was put as follows:

> "– the procedures for recognition and enforcement need to be simple and cost-effective. Again, it has to be borne in mind that maintenance decisions generally involve relatively modest sums which do not justify the use of cumbersome and expensive procedures;
>
> – the need for speed in a system whose purpose is to provide for the support of needy dependents is obvious;
> – the risks involved in adopting a principle of automatic recognition and summary enforcement are relatively low, given that maintenance payments are mostly modest and periodic in nature. The risk that the debtor may be reduced to a below-subsistence income is low; within many national systems of enforcement devices (*e.g.*, protected earnings rates) exist to prevent this. Provided that there remains a right of subsequent challenge for the debtor, irregularities or injustices should generally be remediable before any serious injustice is done. In other words, there is much to be said for a strong presumption in favour of automatic and immediate recognition and enforcement; […]."[2]

4 Discussions during the First Meeting of the Special Commission in May 2003 revealed some hesitations about such a radical approach. The need to allow for the State addressed to have some opportunity to raise issues of public policy, and for the person against whom enforcement is sought to put forward certain defences, were suggested as reasons why "automatic and immediate recognition and enforcement" may be premature. On the other hand, there was recognition of the need for a procedure which is speedy and cost-effective.

II THE WORKING DRAFT

5 The Working Draft already contains a number of elements which would help to simplify and expedite the procedure for the recognition and enforcement of child support orders and other family maintenance orders.

a) The grounds for refusing recognition and enforcement, set out in draft Article 29, are limited. The grounds are discretionary and not mandatory. However, discussion of these grounds is not yet complete. Further consideration has to be given to the provision relating to default decisions[3] as well as to the possibility of addressing certain problems surrounding modification jurisdiction under the heading of "conflicting decisions".[4]
b) Draft Article 31 binds the State addressed to the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.
c) Draft Article 32 prohibits review of the merits of the decision by the State addressed.
d) Although discussion of the documentary requirements for an application for recognition and enforcement is not yet complete, draft Article 12 sets out preliminary ideas. There is the possibility that the application might be made according to a standard form and that only a synopsis of the decision might be required. There is also the possibility of a standard form for certifying that the decision is no longer subject to ordinary forms of review and that it is enforceable in the State of origin.

[1] Prel. Doc. No 7 of April 2004, *supra* p. I-207 of this tome (hereafter the "Working Draft").

[2] "Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 3 of April 2003, *supra* p. I-55 of this tome, para. 58.

[3] See Working Draft, Art. 29(5) and note 107, and see below, para. 6.

[4] As suggested during the Special Commission, see *ibid.*, note 106.

III PROCÉDURES DE RECONNAISSANCE ET D'EXÉCUTION – QUELQUES MODÈLES

A *Conventions de La Haye*

6 La *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* pose pour principe général que la procédure de reconnaissance ou d'exécution d'une décision est régie par la loi de l'État requis[5]. Une décision rendue dans un État contractant doit être reconnue ou déclarée exécutoire si l'autorité d'origine avait compétence au titre des règles de la Convention et si la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine[6]. La reconnaissance ou l'exécution peuvent être refusées pour plusieurs motifs énoncés dans la Convention[7]. La partie qui invoque la reconnaissance ou demande l'exécution doit produire certains documents, y compris une expédition complète et conforme de la décision[8]. L'autorité de l'État requis ne peut procéder à aucune révision au fond et elle est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence[9].

7 Hormis ces dispositions précises, la Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution laisse à l'État requis la possibilité de déterminer les procédures générales à appliquer en matière de reconnaissance et d'exécution et, en particulier, si une demande de reconnaissance et d'exécution doit donner lieu à une audience complète entre les parties et quel niveau de contrôle *ex officio* doit être exercé par l'autorité requise.

8 Cette approche générale est adoptée avec quelques modifications dans des Conventions de La Haye plus récentes comme la *Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* et la *Convention du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes*. À titre d'exemple, la Convention de 1996 stipule expressément qu'il est nécessaire, aux fins d'exécution, que les mesures de protection de l'enfant soient déclarées exécutoires ou enregistrées, mais il faut souligner que ces mesures sont elles aussi exécutées suivant la procédure prévue par la loi de l'État requis[10]. La seule autre limite posée à l'État requis est que la procédure soit « simple et rapide »[11].

9 La *Convention interaméricaine du 15 juillet 1989 sur les obligations alimentaires* (la Convention de Montevideo) est relativement plus précise. Elle prévoit une obligation à l'effet que l'autorité requise doit vérifier « directement » si les conditions de la reconnaissance sont remplies. Bien que le juge doive statuer en référé, il doit notifier la partie débitrice et une audition doit avoir lieu sans toutefois réviser le fond de la question[12].

B *Instruments instaurant des contrôles plus stricts sur les procédures de reconnaissance et d'exécution*

10 Dans les trois instruments décrits ci-dessous, la procédure par laquelle une décision alimentaire est enregistrée aux fins d'exécution ou déclarée exécutoire est plus étroitement contrôlée. Le contrôle d'office est limité à certaines questions de forme et de documentation. Une audience complète entre les parties au moment de l'enregistrement ou de la déclaration est exclue et c'est à la personne contre laquelle l'exécution est demandée qu'il incombe d'opposer un nombre limité d'arguments à la reconnaissance ou à l'exécution.

11 Le Règlement de Bruxelles concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale[13], dont le champ d'application couvre les obligations alimentaires[14], contient la formule courante selon laquelle les procédures par lesquelles une décision est déclarée exécutoire (ou enregistrée aux fins d'exécution) dans un autre État sont régies par la loi de l'État requis[15]. Cependant, la déclaration relative à la force exécutoire d'une décision doit intervenir dès l'achèvement de certaines formalités[16], à savoir la production d'une copie de la décision et d'un certificat établi suivant un formulaire modèle, comprenant une déclaration constatant la force exécutoire de la décision dans l'État d'origine[17]. À ce stade, il ne peut y avoir aucune révision au fond des motifs possibles de refus de reconnaissance, qui sont exposés à l'article 34, ni de la base sur laquelle la juridiction de l'État d'origine a fondé sa compétence. D'autre part, la partie contre laquelle l'exécution est demandée n'est pas autorisée à ce stade à présenter des observations sur la demande. Il est possible de faire appel de la déclaration constatant la force exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa signification (deux mois lorsque la partie qui fait appel réside dans un autre État membre)[18]. Quelques arguments seulement sont opposables[19] en appel et la juridiction saisie du recours doit statuer à bref délai[20].

12 La logique de ce système est décrite dans les termes suivants du préambule du Règlement :

> « (17) Cette même confiance réciproque justifie que la procédure visant à rendre exécutoire, dans un État membre, une décision rendue dans un autre État membre soit efficace et rapide. À cette fin, la déclaration relative à la force exécutoire d'une décision devrait être délivrée de manière quasi automatique, après un simple contrôle formel des documents fournis, sans qu'il soit possible pour la juridiction de soulever d'office un des motifs de non-exécution prévus par le présent règlement.
>
> (18) Le respect des droits de la défense impose toutefois que le défendeur puisse, le cas échéant, former un recours, examiné de façon contradictoire, contre la déclaration constatant la force exécutoire, s'il considère qu'un des motifs de non-exécution est établi. Une faculté de recours doit également être reconnue au requérant si la déclaration constatant la force exécutoire a été refusée. »

13 Un système similaire, avec certaines exceptions évoquées plus loin sous le titre C, s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des décisions sur l'exercice de la responsabilité parentale en vertu du Règlement de l'Union

5 Art. 13.
6 Art. 4.
7 Voir art. 5 et 6.
8 Art. 17.
9 Art. 12 et 9.
10 Art. 26(1).
11 Art. 26(2).
12 Art. 13.

13 Règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000, *JO* L 12 du 16.01.2001, p. 1 à 23.
14 Le Règlement exclut de son champ d'application les questions de l'état des personnes physiques et des biens liées aux régimes matrimoniaux (art. 1(2)(a)).
15 Art. 40(1).
16 Art. 41.
17 Art. 53.
18 Art. 43(5).
19 Il s'agit des motifs de refus de reconnaissance exposés à l'art. 34 ainsi que de l'absence de compétence du tribunal de l'État d'origine, mais uniquement dans des cas très limités. Voir art. 35(1).
20 Art. 45.

III PROCEDURES FOR RECOGNITION AND ENFORCEMENT – SOME MODELS

A *Hague Conventions*

6 Under the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, the general principle is that the procedure for recognition or enforcement of a decision is governed by the law of the State addressed.[5] Recognition or enforcement of a decision in another Contracting State is required provided that the originating authority had jurisdiction under the Convention rules, and that the decision is no longer subject to ordinary forms of review in the State of origin.[6] Recognition or enforcement may be refused on a number of specified grounds.[7] The party seeking recognition or applying for enforcement must furnish certain documents, including a complete and true copy of the decision.[8] There can be no review of the merits and the authority addressed is bound by the findings of fact on which the originating authority based its jurisdiction.[9]

7 Apart from these specific provisions, the 1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement leaves it to the State addressed to decide upon the general procedures to be applied to recognition and enforcement and, in particular, whether there should be a full *inter partes* hearing on an application for recognition and enforcement, and what degree of *ex officio* control should be exercised by the authority addressed.

8 The same general approach is adopted in later Hague Conventions such as the *Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children* and the *Convention of 13 January 2000 on the International Protection of Adults*, with certain modifications. In the 1996 Convention, for example, there is specific reference to the need for a declaration of enforceability or registration for the purposes of enforcement of measures of child protection. However, this again takes place according to procedures provided in the law of the State addressed.[10] The only further limitation on the State addressed is that the procedure should be "simple and rapid".[11]

9 The *Inter-American Convention of 15 July 1989 on Support Obligations* (the Montevideo Convention) is rather more specific. It requires the authority addressed to ascertain "directly" whether the requirements for recognition have been met. Although proceedings are required to be summary, notice must be given to the debtor and a hearing must take place, though without a reopening of the merits.[12]

B *Instruments placing greater restraints on procedures for recognition or enforcement*

10 In the three instruments to be described in this section, the process by which a maintenance decision is registered for enforcement or declared to be enforceable is more tightly controlled. *Ex officio* control is limited to certain formal or documentary matters. A full *inter partes* hearing at the stage of registration or declaration is ruled out. The burden then falls on the person against whom enforcement is sought to raise certain limited defences to recognition or enforcement.

11 The Brussels Regulation on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters,[13] which has maintenance obligations within its scope,[14] contains the familiar formula that the procedures by which a judgment is declared enforceable (or registered for enforcement) in another State are governed by the law of the Member State in which enforcement is sought.[15] However, the declaration of enforceability must be given immediately on the completion of certain formalities.[16] These consist of a production of a copy of the judgment and a standard form certificate, including a statement that the judgment is enforceable in the State of origin.[17] At this point there can be no review of the possible grounds for refusing recognition, which are set out in Article 34, nor of the basis upon which the originating court assumed jurisdiction. Also, the party against whom enforcement is sought is not entitled at this stage to make submissions on the application. An appeal against the declaration of enforceability may be lodged within one month of service thereof (two months where the appellant is resident in another Member State).[18] Only limited defences may be raised[19] in the appeal and the decision on the appeal must be taken without delay.[20]

12 The rationale for this system is described thus in the Preamble to the Regulation.

> "(17) By virtue of the same principle of mutual trust, the procedure for making enforceable in one Member State a judgment given in another must be efficient and rapid. To that end, the declaration that a judgment is enforceable should be issued virtually automatically after purely formal checks of the documents supplied, without there being any possibility for the court to raise of its own motion any of the grounds for non-enforcement provided for by this Regulation.
>
> (18) However, respect for the rights of the defence means that the defendant should be able to appeal in an adversarial procedure, against the declaration of enforceability, if he considers one of the grounds for non-enforcement to be present. Redress procedures should also be available to the claimant where his application for a declaration of enforceability has been rejected."

13 A similar system, with certain exceptions which are referred to below under section C, applies to the recognition and enforcement of judgments on the exercise of parental responsibility under the European Union Regulation

[5] Art. 13.
[6] Art. 4.
[7] See Arts 5 and 6.
[8] Art. 17.
[9] Arts 12 and 9.
[10] Art. 26(1).
[11] Art. 26(2).
[12] Art. 13.

[13] Council Regulation (EC) No 44/2001 of 22 December 2000, *OJ* L 12, 16.01.2001, pp. 1-23.
[14] The Regulation excludes from its scope matters of status and property arising out of a matrimonial relationship (Art. 1(2)(a)).
[15] Art. 40(1).
[16] Art. 41.
[17] Art. 53.
[18] Art. 43(5).
[19] These include the grounds for refusing recognition set out in Art. 34 as well as lack of jurisdiction in the originating court, but only in very limited cases. See Art. 35(1).
[20] Art. 45.

européenne relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale[21].

14 Au titre de la *Uniform Interstate Family Support Act* (révision de 2001) (États-Unis d'Amérique)[22], l'enregistrement constitue, pour la juridiction de l'état requis, la principale méthode d'exécution inter-états d'une ordonnance d'aliments envers un enfant. Le processus est déclenché par l'envoi de documents et d'informations spécifiés (dont une copie certifiée conforme de la décision) à l'état requis. L'enregistrement a lieu lorsque la décision est déposée auprès du tribunal de l'état requis responsable de l'enregistrement. La décision est alors exécutoire au même titre qu'une ordonnance rendue par une juridiction de l'état requis et elle est soumise aux mêmes procédures[23].

15 La partie contre laquelle l'exécution est demandée est alors notifiée (et avisée de tous les effets de l'enregistrement) et informée qu'elle dispose d'un délai de 20 jours suivant la notification pour solliciter une audience afin de contester la validité de l'exécution[24]. Il incombe à la partie contre laquelle l'exécution est demandée de faire valoir des arguments de défense étroitement circonscrits, par exemple que l'autorité de l'État d'origine n'avait pas compétence, que le paiement a déjà été effectué ou que l'ordonnance a été obtenue par la fraude.

16 Au Canada, la *Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires*[25] adopte une approche comparable. La Loi a été adoptée au Manitoba en juillet 2001[26] et c'est à cette Loi spécifique que nous nous référons ici. À la réception d'une copie certifiée d'une ordonnance extraprovinciale ou étrangère, le tribunal du Manitoba doit enregistrer l'ordonnance comme une ordonnance du tribunal[27]. Elle a alors le même effet que s'il s'agissait d'une décision alimentaire rendue par la juridiction requise et peut être exécutée de la même façon qu'une ordonnance alimentaire qu'elle aurait rendue. Un avis d'enregistrement doit alors être envoyé à toute partie visée par l'ordonnance résidant au Manitoba. Ladite partie peut demander que l'enregistrement soit annulé dans un délai de 30 jours suivant la notification, les motifs étant limités aux suivants :

a) dans l'instance au cours de laquelle l'ordonnance étrangère a été rendue, une partie à l'ordonnance n'a pas été avisée de façon convenable ou n'a pas eu une possibilité raisonnable d'être entendue,
b) l'ordonnance étrangère déroge à l'ordre public du Manitoba, et
c) le tribunal qui a rendu l'ordonnance étrangère n'avait pas compétence pour la rendre[28].

C *Instruments permettant l'exécution automatique (suppression de l'exequatur)*

17 La *Uniform Interstate Family Support Act* (révision de 2001) (États-Unis d'Amérique) prévoit deux procédures d'exécution directe ne nécessitant pas l'assistance d'un tribunal. Premièrement, une ordonnance de saisie-arrêt sur salaire peut être directement adressée à l'employeur du parent sur lequel repose l'obligation dans un autre état, à moins que l'employé ne fasse objection[29]. Deuxièmement, un organisme chargé de faciliter le recouvrement (*Support Enforcement Agency*), à la réception des documents nécessaires à l'enregistrement d'une ordonnance alimentaire ou d'une ordonnance de saisie-arrêt sur salaire émanant d'un autre état, peut recourir à une procédure administrative autorisée par la loi de son état pour exécuter l'ordonnance alimentaire ou de saisie-arrêt sur salaire. Si le débiteur ne conteste pas la validité de l'exécution administrative, il n'est pas nécessaire d'enregistrer l'ordonnance[30].

18 Le Règlement de l'Union européenne sur la responsabilité parentale[31], qui ne s'applique pas aux obligations alimentaires, prévoit des règles spéciales en matière d'exécution des droits de visite accordés par une ordonnance exécutoire dans un autre État membre[32]. Dans ce cas, la déclaration constatant la force exécutoire ou l'enregistrement aux fins d'exécution n'est pas nécessaire et il n'est pas possible de s'opposer à la reconnaissance ou à l'exécution. Le jugement doit être certifié par le juge d'origine selon un formulaire standard[33]. Il en va de même pour une ordonnance de retour d'un enfant enlevé rendue par les autorités du pays de résidence habituelle de l'enfant[34]. La délivrance du certificat n'est susceptible d'aucun recours en appel dans ces deux cas[35].

19 Également intéressant est le Règlement de l'Union européenne portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées en matière civile et commerciale y compris les aliments[36]. Une créance est réputée incontestée si :

a) le débiteur l'a expressément reconnue en l'acceptant au cours d'une procédure judiciaire,
b) le débiteur ne s'y est jamais opposé au cours de la procédure judiciaire,
c) le débiteur n'a pas comparu lors d'une audience relative à cette créance après l'avoir initialement contestée, et
d) le débiteur l'a expressément reconnue dans un acte authentique[37].

20 Une créance incontestée qui a été certifiée à titre d'ordonnance exécutoire européenne dans l'État d'origine pourra être reconnue et exécutée dans les autres États membres sans nécessiter de déclaration constatant la force exécutoire et sans qu'il soit possible de contester sa reconnaissance, excepté lorsque le jugement est incompatible avec une décision antérieure (art. 21). Dans la pratique, les conditions à observer pour la reconnaissance et l'exécution de l'ordonnance ne sont vérifiées que par le tribunal d'origine. Le Règlement établissant l'ordonnance couvre également les jugements par défaut et prévoit des obligations strictes en matière de signification.

[21] Abrogeant le Règlement (CE) No 1347/2000, Règlement (CE) No 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003, *JO* L 338 du 23.12.2003, p. 1 à 29.
[22] Tous les états américains avaient adopté l'UIFSA dès 1998. La révision la plus récente au moment de la rédaction était celle de 2001.
[23] Art. 603.
[24] Art. 605.
[25] La Loi, qui s'applique aux obligations alimentaires envers les enfants et les adultes, a été promulguée dans les 13 provinces et territoires canadiens à l'exception du Québec, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.
[26] C. 160 de la *C.P.L.M.*
[27] Art. 18(1).
[28] Art. 19(3).
[29] Art. 501 et s.
[30] Art. 507.
[31] Règlement (CE) No 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003, voir *supra*, para. 13.
[32] Art. 41.
[33] Art. 41(2).
[34] Art. 42.
[35] Art. 43(2).
[36] Règlement (CE) No 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004, *JO* L 143 du 30.04.2004, p. 15 à 39.
[37] Art. 3(1).

concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters and the matters of parental responsibility.[21]

14 Under the *Uniform Interstate Family Support Act* (2001 revision) (United States of America),[22] registration is the primary method for interstate enforcement of a child support order by a tribunal in a responding state. The process is triggered by the sending of specified records and information (including a certified copy of the order) to the state addressed. Registration occurs when the order is filed in the registering tribunal of the state addressed. The order is then enforceable in the same manner and is subject to the same procedures as an order issued by a tribunal in the state addressed.[23]

15 The non-registering party is then notified (including full information about the effects of registration) and told that a request for a hearing to contest the validity of enforcement must be made within 20 days after notice.[24] The burden falls on the non-registering party to assert narrowly defined defences, for example that the originating authority lacked jurisdiction, that payment has already been made, or that the order was obtained by fraud.

16 The Canadian *Inter-jurisdictional Support Orders Act*[25] adopts a similar approach. That Act was adopted in Manitoba in July 2001[26] and it is that adaptation of the Act that is referred to here. On receipt of a certified copy of an extra-provincial or a foreign order, the Manitoba court must register the order as an order of the court.[27] It then has the same effect as if it were a support order made by the court addressed, and may be enforced in the same manner as a support order made by that court. Notice of registration must then be sent to any party to the order resident in Manitoba. That party may apply, within 30 days after notice, to have registration set aside. The grounds for challenge are limited as follows:

a) that in the proceeding in which the foreign order was made, a party to the order did not have proper notice or a reasonable opportunity to be heard,

b) that the foreign order is contrary to the public policy of Manitoba, and
c) that the court that made the foreign order did not have jurisdiction to make the order.[28]

C *Instruments which allow for automatic enforcement (abolition of* exequatur*)*

17 Under the *Uniform Interstate Family Support Act* (2001 revision) (United States of America) there are two direct enforcement procedures which do not require the assistance of a tribunal. First, an income withholding order can be sent directly to the obligor's employer in another state, unless the employee objects.[29] Secondly, a Support Enforcement Agency, on receiving the documents necessary for registration of a support order or income withholding order from another state, may use any administrative procedure allowed by the law of its state to enforce the support or income withholding order. If the obligor does not contest the validity of administrative enforcement, the order need not be registered.[30]

18 The European Union Regulation on parental responsibility,[31] which does not apply to maintenance obligations, contains special rules for the enforcement in another Member State of rights of access granted in an enforceable judgment.[32] In such a case, there is no need for a declaration of enforceability or registration for enforcement and there is no possibility of opposing recognition or enforcement. The judgment must be certified by the judge of origin according to a standard form.[33] The same applies to an order for the return of an abducted child made by the authorities of the country where the child is habitually resident.[34] No appeal lies against the issuing of a certificate in these two cases.[35]

19 Also of interest is the European Union Regulation creating a European Enforcement Order for uncontested claims in civil and commercial, including maintenance, matters.[36] A claim is to be regarded as uncontested if:

a) the debtor has expressly agreed to it in the course of court proceedings,
b) the debtor never objected to it in the course of court proceedings,
c) the debtor has not appeared at a court hearing after having initially objected to the claim, and
d) the debtor has expressly agreed to it in an authentic instrument.[37]

20 An uncontested claim which has been certified as a European Enforcement Order in the State of origin will be entitled to recognition and enforcement in other Member States without the need for a declaration of enforceability and without any possibility of opposing its recognition, except for a case where the judgment is incompatible with an earlier judgment (Art. 21). In effect, the requirements for the recognition and enforcement of the order are checked only by the court of origin. The Regulation establishing the Order covers also default judgments and contains strict requirements for service.

[21] Repealing Regulation (EC) No 1347/2000, Council Regulation (EC) No 2201/2003 of 27 November 2003, *OJ* L 338, 23.12.2003, pp. 1-29.
[22] All U.S. jurisdictions had by 1998 enacted UIFSA. The most recent version at the time of writing dated from 2001.
[23] Section 603.
[24] Section 605.
[25] The Act, which applies to maintenance obligations in respect of children and adults, has been enacted in all 13 Canadian provinces and territories with the exception of Quebec, the Northwest Territories and the Yukon.
[26] C.C.S.M. c.160.
[27] Section 18(1).
[28] Section 19(3).
[29] Section 501 *et seq*.
[30] Section 507.
[31] Council Regulation (EC) No 2201/2003 of 27 November 2003, see above, para. 13.
[32] Art. 41.
[33] Art. 41(2).
[34] Art. 42.
[35] Art. 43(2).
[36] Regulation (EC) No 805/2004 of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004, *JO* L 143, 30.4.2004, pp. 15-39.
[37] Art. 3(1).

IV MODÈLE PROPOSÉ À LA DISCUSSION

21 Les échanges de vue lors de la Première réunion de la Commission spéciale laissent à penser que l'approche la plus susceptible de faire consensus est une voie moyenne qui se situe entre la suppression totale de l'exequatur d'une part et, d'autre part, la préservation de la phase d'enregistrement / de déclaration d'une procédure permettant un contrôle *ex officio* étendu ainsi qu'une audience entre les parties. Si tel est le cas, les modèles intermédiaires exposés plus haut au titre B apparaîtront probablement comme les plus intéressants. Ce sont ceux qui ont été retenus pour établir le modèle ci-dessous aux fins de discussion seulement.

a) La nouvelle Convention indiquerait précisément quels documents / informations devraient accompagner une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision rendue dans un autre État contractant. Il conviendra en particulier de réfléchir s'il y a lieu d'inclure les documents suivants :

i) formulaire standard de demande,
ii) copie certifiée conforme de la décision ou résumé certifié (suivant un formulaire standard),
iii) certificat attestant que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire et qu'elle est exécutoire dans l'État d'origine,
iv) certificat attestant, en cas de jugement par défaut, que le défendeur a reçu notification et qu'il a eu une possibilité raisonnable de se faire entendre[38],
v) exposé de la base (y compris les constatations de fait pertinentes) sur laquelle l'autorité d'origine a fondé sa compétence.

b) À la réception de la documentation appropriée, l'autorité requise devrait enregistrer la décision aux fins d'exécution ou déclarer la décision exécutoire par une procédure simple et rapide. À ce stade, l'autorité requise se bornerait à examiner la documentation afin d'établir a) que les obligations formelles ont été remplies et b) que la documentation ne présente a priori aucune base au refus de reconnaissance et d'exécution du fait d'une incompatibilité manifeste avec l'ordre public. Une autre solution serait de limiter le contrôle *ex officio* aux questions mentionnées en a). Dans les trois modèles présentés ci-dessus (Bruxelles, États-Unis d'Amérique et Canada), le contrôle *ex officio* sur la base de l'ordre public par l'autorité requise n'est pas autorisé. Il n'y aurait pas d'audience à ce stade et aucune possibilité pour la personne contre laquelle est demandée l'exécution de présenter des observations ou de soulever des objections.

c) Un recours pourrait être formé contre un refus d'enregistrer la décision aux fins d'exécution ou de la déclarer exécutoire.

d) Dès l'enregistrement de la décision aux fins d'exécution (ou la déclaration constatant la force exécutoire), la personne contre laquelle l'exécution est demandée serait notifiée. La notification préciserait les effets de l'enregistrement et le délai de recours en appel.

e) Les motifs de recours possibles seraient énumérés dans la Convention et pourraient inclure :

i) les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution qui sont exposés à l'article 29 de l'Esquisse,
ii) l'absence de compétence de l'autorité d'origine et
iii) le fait que la dette ait déjà été payée.

f) En l'absence de recours contre l'enregistrement ou la déclaration, la décision enregistrée ou déclarée exécutoire serait exécutoire au même titre qu'une décision prise par l'autorité de l'État requis.

22 D'autres questions sont à considérer. Premièrement, la procédure spéciale de reconnaissance et d'exécution ne devrait-elle s'appliquer que lorsque la demande est traitée par le système des Autorités centrales ? En un sens, il devrait en être ainsi compte tenu du contrôle additionnel exercé par les Autorités centrales elles-mêmes. Cependant, s'il en était décidé ainsi, des dispositions séparées seraient-elles nécessaires pour les demandes qui ne sont pas traitées par le système des Autorités centrales ?

23 Deuxièmement, y a-t-il lieu de prévoir une disposition autorisant deux Parties contractantes ou plus à convenir d'appliquer une procédure de reconnaissance ou d'exécution plus simple et plus rapide que celle exposée plus haut ? Par exemple, devrait-il être possible pour deux États ou plus d'abolir l'exequatur entre eux au regard de l'exécution des décisions en général, ou, peut-être, au regard de catégories particulières de décisions (par ex. les décisions incontestées ou les ordonnances de saisie-arrêt sur salaire) ? Cela permettrait d'élaborer des procédures plus simples, plus rapides et plus économiques entre les Parties contractantes qui sont prêtes à accepter ce niveau de coopération et d'intégration. Un principe analogue est posé à l'article 39, paragraphe 2, de la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*, qui autorise les États contractants à conclure des accords « en vue de favoriser l'application de la Convention dans leurs rapports réciproques » et précise les dispositions de la Convention auxquelles il est possible de déroger. Un autre exemple est l'article 36 de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* qui, sans spécifier les dispositions particulières auxquelles il est possible de déroger, autorise les États contractants à limiter les restrictions auxquelles le retour d'un enfant peut être soumis.

24 Troisièmement, il conviendrait de considérer si une procédure accélérée de reconnaissance et d'exécution telle que celle qui est exposée plus haut serait applicable à toutes les formes de décision en matière d'aliments ou seulement aux ordonnances portant sur des paiements périodiques. Par exemple, une ordonnance de paiement d'une importante somme forfaitaire ou de transfert de propriété (qui serait considérée dans certaines juridictions comme une décision « alimentaire » dans la mesure où elle aurait pour objet de subvenir aux besoins du créancier)[39] devrait-elle être soumise à la même procédure ? On se rappellera qu'au titre de l'article 26 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*, un État contractant peut se réserver le droit de ne pas reconnaître et de ne pas déclarer exécutoire une décision ou une transaction ne prévoyant pas la prestation d'aliments par paiements périodiques.

[38] Voir *infra*, para. 25.

[39] Voir Doc. prél. No 3 (*op. cit.* note 2), para. 182.

IV A MODEL FOR DISCUSSION

21 Discussion in the First Meeting of the Special Commission suggests that the approach most likely to attract consensus is a middle road which falls between the complete abolition of *exequatur* on the one hand and, on the other hand, the preservation at the registration / declaration stage of a procedure allowing extensive *ex officio* control as well as an *inter partes* hearing. If this is the case, then the intermediate models set out above under section B are likely to appear most attractive. Drawing on these, the following is a possible model which is put forward for the purposes of discussion only.

a) The new Convention would indicate precisely what documents / information should accompany an application for recognition and enforcement of a decision made in another Contracting State. The matters to be considered for inclusion, in particular, are:

i) a standard form of application,
ii) a certified copy of the decision or a certified synopsis (according to a standard form),
iii) certification that the decision is no longer subject to ordinary forms of review and that it is enforceable in the State of origin,
iv) certification that, in the case of a default decision, an appropriate opportunity to be heard (or notice) was given to the debtor,[38]
v) a statement of the basis (including relevant findings of fact) upon which the originating authority founded its jurisdiction.

b) On receipt of the appropriate documentation, the authority addressed would be required to register the decision for enforcement or declare the decision to be enforceable by a simple and expeditious procedure. At this stage, the authority addressed would be confined to an examination of the documentation to establish a) that formal requirements have been satisfied, and b) that the documentation on its face shows no basis for refusing recognition and enforcement by reason of manifest incompatibility with public policy. An alternative would be to confine *ex officio* review to the matters mentioned in a). Under the three models set out above (Brussels, United States of America and Canada), *ex officio* control on a public policy basis by the authority addressed is not permitted. There would be no hearing at this stage and no possibility for the person against whom enforcement is sought to make submissions or raise objections.

c) Appeal would be allowed against a refusal to register the decision for enforcement or declare the decision to be enforceable.

d) Immediately following the registration of the decision for enforcement (or the declaration of enforceability), the person against whom enforcement is sought would be notified. The notification would include a statement of the effects of registration and would indicate the period of time within which an appeal may be lodged.

e) The possible grounds for appeal would be listed in the Convention and might include:

i) the grounds for refusing recognition and enforcement which are set out in Article 29 of the Working Draft,
ii) absence of jurisdiction in the originating authority, and
iii) that the debt has already been paid.

f) In the absence of an appeal against registration or declaration, the decision once registered or declared enforceable would be enforceable as if it were a decision taken by the authority addressed.

22 Some further matters would need to be considered. First, should the special procedure for recognition and enforcement only apply where application is made *via* the Central Authorities? Arguably this should be the case, given the additional control exercised by the Central Authorities themselves. However, if this is agreed, would separate provisions be needed for applications which are not processed through the Central Authority system?

23 Second, should there be a provision permitting two or more Contracting Parties to agree to apply a procedure for recognition or enforcement which is simpler and swifter than that set out above? For example, should it be possible for two or more States to abolish *exequatur* as between themselves in respect of the enforcement of decisions generally or, perhaps, in respect of particular categories of decision (*e.g.*, uncontested decisions or wage-withholding orders)? This would allow for the development of procedures which are simpler, swifter and cheaper as between Contracting Parties that are ready to accept this level of co-operation and integration. An analogy is to be found in Article 39, paragraph 2, of the *Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption* which allows Contracting States to enter into agreements "with a view to improving the application of the Convention in their mutual relations", and specifies the provisions of the Convention from which derogation may be made. Another example is Article 36 of the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction* which, without specifying the particular provisions from which derogation is possible, allows Contracting States to limit the restrictions to which the return of a child is subject.

24 Third, it may be considered whether an expedited procedure for recognition and enforcement, such as that set out above, would be appropriate in respect of all forms of maintenance decision, or only in respect of orders for the making of periodic payments. For example, should an order for the payment of a substantial lump sum, or for the transfer of property (which would be considered in some jurisdictions to be "maintenance" decisions provided that the purpose was to provide support for the creditor)[39] be subject to the same procedure? It may be recalled that, under Article 26 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, a Contracting State may reserve the right not to recognise or enforce a decision or settlement unless it provides for periodic payments.

[38] See below, para. 25.

[39] See Prel. Doc. No 3 (*op. cit.* note 2), para. 182.

25 La Commission spéciale réunie en mai 2003 a discuté des motifs possibles de refus de reconnaissance et d'exécution d'une décision et les conclusions de cette discussion sont reprises à l'article 29 de l'Esquisse. Bien qu'il ait été convenu que le « défaut de notification de l'instance et / ou d'opportunité d'être entendu »[40] serait une base de refus possible, aucune formulation précise n'a été arrêtée. Dans la note 107 de l'Esquisse, trois formules à considérer sont suggérées :

> a) L'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire. (Règlement de Bruxelles, art. 34(2).)

Ou disposition autonome :

> b) Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une décision par défaut n'est reconnue ou déclarée exécutoire que si l'acte introductif d'instance contenant les éléments essentiels de la demande a été notifié ou signifié à la partie défaillante selon le droit de l'État d'origine et si, compte tenu des circonstances, cette partie a disposé d'un délai suffisant pour présenter sa défense. (Convention de La Haye de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, art. 6.)

Ou

> c) Les décisions alimentaires rendues suite au défaut du défendeur de comparaître doivent être considérées au même titre que les décisions rendues en vertu du paragraphe 1, s'il est démontré que le défendeur en a reçu notification et qu'il a eu la possibilité de se faire entendre conformément aux critères de la Partie requise. (Accord-type des États-Unis d'Amérique pour l'exécution des obligations alimentaires[41] [*traduction du Bureau Permanent*], art. 7(2).)

26 Parallèlement, cette même note précise qu'il sera important de garder à l'esprit que dans certains systèmes administratifs de recouvrement des aliments envers les enfants, les procédures de protection du débiteur en place ne consistent pas en l'obligation d'aviser au préalable le débiteur mais, plutôt, en une opportunité de demander une révision ou évaluation d'une décision alimentaire. Cela peut suggérer qu'une formule qui s'attache au concept plus général de « possibilité de se faire entendre », au moins comme une autre solution à l'obligation plus spécifique de notification, pourrait être appropriée. La formulation utilisée dans la *Loi sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires* de juillet 2001 (Canada) en donne un exemple. La Loi autorise un tribunal à annuler l'enregistrement d'une ordonnance étrangère si, dans l'instance au cours de laquelle l'ordonnance étrangère a été rendue, « une partie à l'ordonnance n'a pas été avisée de façon convenable ou n'a pas eu une possibilité raisonnable de se faire entendre »[42].

---

[40] L'Esquisse, art. 29(5).
[41] Publié comme annexe 4 au Doc. prél. No 3 (*op. cit.* note 2).
[42] Art. 19(3)b)i).

25 The Special Commission meeting in May 2003 discussed the possible grounds for refusing recognition or enforcement of a decision, and the conclusions reached are reflected in Article 29 of the Working Draft. While it was agreed that "lack of notice of the proceedings and / or opportunity to be heard"[40] would be a possible basis for refusal, no precise formula was agreed. In note 107 of the Working Draft, three formulas are suggested for consideration as follows:

> a) Recognition may be refused where the decision was given in default of appearance, if the defendant was not served with the document which instituted the proceedings or with an equivalent document in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant failed to commence proceedings to challenge the judgment when it was possible for him to do so. (Brussels Regulation, Art. 34(2).)

Or a stand-alone provision:

> b) Without prejudice to the provisions of Article 5, a decision rendered by default shall be recognised or enforced only if notice of the institution of the proceedings, including notice of the substance of the claim, has been served on the defaulting party in accordance with the law of the State of origin and if, having regard to the circumstances, that party has had sufficient time to enable him to defend the proceedings. (1973 Hague Convention on Recognition and Enforcement, Art. 6.)

Or:

> c) Maintenance decisions made after the failure of the respondent to appear shall be considered as decisions under paragraph 1 if it is demonstrated that notice had been given and the opportunity to be heard had been satisfied in a way to satisfy the standards of the Requested Party. (United States Model Agreement for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations,[41] Art. 7(2).)

26 At the same time, the same footnote states that it will be important to bear in mind the procedures operating within certain administrative systems of child support, in which the protection for the debtor consists, not in a requirement of prior notice, but rather in the opportunity to request review of a maintenance decision or assessment. This may suggest that a formula which focuses on the broader concept of "opportunity to be heard", at least as an alternative to the more specific requirement of notice, may be appropriate. The wording used in the *Inter-jurisdictional Support Orders Act* of July 2011 (Canada) provides an example. The Act permits a court to set aside registration of a foreign order if, in the proceedings in which the foreign order was made, "a party to the order did not have proper notice or a reasonable opportunity to be heard".[42]

[40] Working Draft, Art. 29(5).
[41] Published as Annex 4 to Prel. Doc. No 3 (*op. cit.* note 2).
[42] Section 19(3)(b)(i).

Transfert de fonds et utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

RAPPORT ÉTABLI PAR PHILIPPE LORTIE
PREMIER SECRÉTAIRE

Document préliminaire No 9 de mai 2004

Table des matières

		Page
INTRODUCTION		I-236
I	VIREMENT INTERNATIONAL ÉLECTRONIQUE DE FONDS	I-238
A	*Réponses au Questionnaire de 2002 et au Questionnaire supplémentaire de 2004*	I-238
B	*Exemples de différentes méthodes de virement de fonds déjà utilisés par les Autorités centrales*	I-240
C	*Exemples de différentes méthodes de virement de fonds potentiellement utilisables par les Autorités centrales et personnes physiques*	I-240
D	*Les systèmes internationaux de règlement – Chambres de compensation automatisées*	I-242
E	*Autres questions concernant le transfert de fonds*	I-244
F	*Résumé*	I-244
II	COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES	I-246
A	*Champ d'application et nature des communications pour le recouvrement d'aliments*	I-246
B	*De la communication sur papier aux communications électroniques – la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique*	I-248
C	*Rédaction d'une Convention faisant appel à l'application de la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique*	I-250
D	*Exemples de communications électroniques existantes, tirés des réponses au Questionnaire supplémentaire de 2004*	I-252
E	*Résumé*	I-254
III	AUTRES EMPLOIS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION POUR AIDER LES AUTORITÉS CENTRALES DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS	I-254
A	*Sites Internet pour recueillir et diffuser l'information*	I-254
B	*Bases de données et systèmes de gestion de dossiers*	I-254
C	*Autres technologies*	I-254
CONCLUSION		I-254

INTRODUCTION*

1 Lors de la Commission spéciale de mai 2003 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé a annoncé qu'il poursuivrait l'étude des transferts électroniques de fonds et de l'utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international des aliments en coordination avec les experts ainsi qu'avec les banques centrales et les organisations internationales impliquées[1]. L'objectif de ce Rapport est de présenter un éventail des systèmes existants en matière de virements électroniques de fonds et de communications électroniques relativement au travail de la Commission spéciale et à l'objectif futur d'instaurer une coopération et d'assurer une mise en œuvre efficace du nouvel instrument[2]. Dans la conduite de ses travaux, la Commission spéciale suit une Recommandation adoptée originellement par la Commission spéciale d'avril 1999 sur la révision du fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York sur le recouvrement des aliments à l'étranger. Cette Recommandation est rédigée comme suit :

> « *Ce nouvel instrument devrait*
>
> *[...]*
>
> – *prendre en considération les besoins futurs, les développements survenant dans les systèmes nationaux et internationaux de recouvrement d'obligations alimentaires et les possibilités offertes par les progrès des [technologies de l'information]* »[3].

2 Déjà, l'Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille prévoit dans son préambule un considérant qui est rédigé comme suit :

> « Cherchant à tirer profit des récents développements de la technologie et à créer un système souple et efficace susceptible de s'adapter à mesure de la modification des besoins et des nouvelles possibilités offertes par le développement des technologies de l'information. »[4]

3 En vue de recueillir des informations pertinentes au sujet des transferts électroniques de fonds et de l'utilisation des technologies de l'information, le Bureau Permanent a produit un « Questionnaire supplémentaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de

* L'auteur tient à remercier Véronique Goyette, stagiaire du Canada au Bureau Permanent (de février à juillet 2003), et Kim Talus, stagiaire de la Finlande au Bureau Permanent (de février à avril 2004) pour leurs recherches lors de la préparation de ce Rapport.

[1] Voir le « Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) », établi par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, ci-dessus p. I-160 du présent tome, para. 35 et 51.

[2] Il a été noté, à cet égard, qu'il serait intéressant d'être informé par les experts du volume total des transferts internationaux d'aliments, afin d'inciter les banques à travailler sur ce point, voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 51.

[3] « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234, à la p. 228, para. 46.

[4] « Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparée par le Comité de rédaction (La Haye, 12-16 janvier 2004), Doc. prél. No 7 d'avril 2004, ci-dessus p. I-206 du présent tome (ci-après « l'Esquisse »).

Transfer of Funds and the Use of Information Technology in relation to the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

DRAWN UP BY PHILIPPE LORTIE
FIRST SECRETARY

Preliminary Document No 9 of May 2004

Table of contents

		Page
INTRODUCTION		I-237
I	INTERNATIONAL ELECTRONIC TRANSFER OF FUNDS	I-239
A	*Responses to the 2002 Questionnaire and the 2004 Additional Questionnaire*	I-239
B	*Examples of different methods to transfer funds already used by Central Authorities*	I-241
C	*Examples of different methods to transfer funds potentially available to both Central Authorities and private persons*	I-241
D	*International settlement systems – Automated clearinghouse systems*	I-243
E	*Other issues in relation to transfer of funds*	I-245
F	*Summary*	I-245
II	ELECTRONIC COMMUNICATIONS	I-247
A	*Scope and nature of communications in the recovery of maintenance*	I-247
B	*From paper-based communications to electronic communications – The UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce*	I-249
C	*Drafting a Convention that calls upon the application of the UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce*	I-251
D	*Examples of existing electronic communications drawn from the answers to the 2004 Additional Questionnaire*	I-253
E	*Summary*	I-255
III	OTHER USAGE OF INFORMATION TECHNOLOGY TO ASSIST CENTRAL AUTHORITIES IN PERFORMING THEIR FUNCTIONS	I-255
A	*Websites to collect and disseminate information*	I-255
B	*Databases and case management systems*	I-255
C	*Other technologies*	I-255
CONCLUSION		I-255

INTRODUCTION*

1 During the Special Commission of May 2003 on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law announced that it would continue its study of the electronic transfer of funds and the use of information technology with respect to the international recovery of maintenance in co-ordination with the experts and also with central banks and international organisations involved in this area.[1] The objective of this study is to gather information to provide an overview of existing systems for the electronic transfer of funds and electronic communications. This information will assist the work of the Special Commission and future co-operation in relation to building and securing effective implementation of the new instrument.[2] In conducting its work the Special Commission is following a Recommendation originally adopted by the Special Commission of April 1999 on the review of the operation of the Hague Conventions concerning Maintenance Obligations and the New York Convention on the Recovery Abroad of Maintenance. This Recommendation reads as follows:

> "*The new instrument should*
>
> *[...]*
>
> *– take account of future needs, the developments occurring in national and international systems of maintenance recovery and the opportunities provided by advances in information technology*".[3]

2 The Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance includes in its Preamble a recital which reads:

> "Seeking to take advantage of recent advances in technology and to create a flexible and efficient system, which can continue to evolve as needs change and further advances in information technology create new opportunities."[4]

3 In order to gather relevant information in relation to electronic transfer of funds and the use of information technology, the Permanent Bureau devised an "Additional Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms

* The author would like to thank Véronique Goyette from Canada, articling student at the Permanent Bureau (February-July 2003), and Kim Talus from Finland, intern at the Permanent Bureau (February-April 2004), for their research assistance with regard to the preparation of this Report.

1 See "Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003)", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 5 of October 2003, *supra* p. I-161 of this tome, paras 35 and 51.

2 It was noted, in this respect, that it would be interesting to know from the experts the total number and amounts of the transfers involved in maintenance cases in order to convince the banks to work on this issue, see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 51.

3 "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235, at p. 229, para. 46.

4 "Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee (The Hague, 12-16 January 2004), Prel. Doc. No 7 of April 2004, *supra* p. I-207 of this tome (hereafter the "Working Draft").

la famille »[5], qui développait davantage la « Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille »[6]. Le Questionnaire supplémentaire était adressé à tous les États membres de la Conférence de La Haye, aux États parties à la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* et aux autres États invités à la Commission spéciale de juin 2004. Des réponses ont également été sollicitées auprès des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales pertinentes[7].

4 Le Questionnaire supplémentaire de 2004 est divisé en trois parties qui abordent, premièrement, les dispositifs relatifs aux recouvrements et transferts[8], deuxièmement, les statistiques relatives aux transferts de fonds transfrontières et, troisièmement, l'utilisation des technologies de l'information.

5 Le présent Rapport, qui repose en partie sur les réponses aux deux Questionnaires, traite du virement international électronique de fonds (partie I), de l'utilisation des communications électroniques (partie II), et autres emplois des technologies de l'information pour aider les Autorités centrales dans l'exercice de leurs fonctions, par exemple les sites Internet pour recueillir et disséminer l'information, les banques de données et systèmes de gestion de dossiers (partie III).

I VIREMENT INTERNATIONAL ÉLECTRONIQUE DE FONDS

6 La question des transferts électroniques de fonds en matière de recouvrement des pensions alimentaires a été discutée lors de la réunion de la Commission spéciale de mai 2003, tant dans le cadre de l'examen de la question de rapidité que par rapport à celle des coûts (un Document d'information préliminaire contenant une partie du présent Rapport a été distribué lors de la réunion). Depuis la Commission spéciale de mai 2003, un dispositif relatif au virement international de fonds a été incorporé dans l'Esquisse. Une telle disposition pourrait permettre de conclure des arrangements bilatéraux ou régionaux qui pourraient être nécessaires afin de mettre en œuvre de tels systèmes[9]. L'article 24 de l'Esquisse prévoit que :

> « 1 Les États sont encouragés à promouvoir, notamment au moyen d'accords bilatéraux ou régionaux, l'utilisation de méthodes les moins coûteuses et les plus efficaces disponibles pour les transferts de fonds destinés à être versés comme aliments[10].
>
> 2 Les États contractants dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorderont la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés comme aliments ou à couvrir des frais et dépens encourus pour toute demande régie par la Convention. »[11]

7 De plus, l'Esquisse comprend des fonctions spécifiques dont les Autorités centrales ont été investies concernant les virements de fonds. Les Autorités centrales devront prendre toutes les mesures appropriées pour : a) encourager le paiement volontaire des aliments[12] ; b) [faciliter l'exécution continue des décisions alimentaires, y compris le contrôle de la régularité des paiements][13] ; et, c) faciliter le virement rapide des aliments alloués au créancier[14].

A *Réponses au Questionnaire de 2002 et au Questionnaire supplémentaire de 2004*[15]

a *Importance attachée à la coopération en matière de virement international de fonds – Réponses aux questions 33(h) et 34 du Questionnaire de 2002*

8 Parmi les 31 juridictions / ressorts qui ont répondu à la question 33, lettre (h) (Quel niveau d'importance attachez-vous à la possibilité d'inclure dans le nouvel instrument des dispositions concernant la coopération en matière de virement international de fonds à moindre coût ?), 21 ont indiqué qu'une telle inclusion est une priorité. Parmi ces 21 juridictions / ressorts, six sont d'avis que l'inclusion est très importante, douze pensent que l'inclusion est importante ou souhaitable et trois estiment que l'inclusion est intéressante. De plus, six juridictions / ressorts n'ont pas exprimé d'opinion et quatre ont indiqué que cela n'est pas une priorité. En ce qui concerne la question 34 du Questionnaire de 2002, qui demandait aux États de classer par ordre d'importance les éléments mentionnés en réponse à la question 33, parmi les 31 juridictions / ressorts qui ont répondu au Questionnaire, cinq sont d'avis que cela est un élément central, 16 pensent que cela est un élément facultatif et dix n'ont pas d'opinion à ce sujet.

b *Réponses au Questionnaire supplémentaire de 2004*

9 Les réponses au Questionnaire supplémentaire font apparaître que moins de la moitié seulement des répondants tiennent des statistiques de leurs dossiers[16]. Il ne faut pas sous-estimer la valeur des statistiques. Outre qu'elles fournissent des indications d'efficacité, les statistiques peuvent faciliter le processus stratégique de décision à l'égard de la mise en œuvre de technologies de l'information. Le coût correspondant à ces technologies sera plus supportable si les avantages dépassent les coûts. Comme le présent Rapport va le montrer, dans la plupart des cas la mise en œuvre de technologies de l'information est limitée à des systèmes

---

5 Établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 6 de février 2004, ci-dessus p. I-202 du présent tome (ci-après le « Questionnaire supplémentaire de 2004 »).

6 Document établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de juin 2002, ci-dessus p. I-46 du présent tome (ci-après le « Questionnaire de 2002 »).

7 Au 21 mai 2003, les États suivants avaient répondu au Questionnaire supplémentaire : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Costa Rica, Danemark, Finlande, Japon, Luxembourg, Maroc, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles), Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

8 Une répétition des questions 25, 26, 29 et 30 du Questionnaire de 2002.

9 *Ibid.*, para. 49.

10 Lors de la Commission spéciale de mai 2003, il a été suggéré d'inclure, dans le nouvel instrument, une disposition générale telle que celle prévue à l'art. 20 de la *Convention interaméricaine du 15 juillet 1989 sur les obligations alimentaires* (la Convention de Montevideo) qui prévoit que « [l]es États parties s'engagent à faciliter les virements de fonds découlant de l'application de la présente Convention » (Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 49).

11 Cette formulation est tiré de l'art. 22 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*.

12 L'Esquisse, art. 8(f).

13 *Ibid.*, art. 8(g). Les crochets indiquent que cette possibilité n'a pas encore été pleinement considérée par la Commission spéciale.

14 *Ibid.*, art. 8(h).

15 Les réponses aux Questionnaires sont disponibles sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>), voir « Compilation des réponses au Questionnaire de 2002 concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Doc. prél. No 2 d'avril 2003 et les réponses au Questionnaire supplémentaire de 2004 qui sont affichées avec le Doc. prél No 6 de février 2004.

16 L'Australie, l'Autriche, le Canada (certains ressorts / juridictions seulement), le Costa Rica, la Finlande, le Maroc, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni (Angleterre et Pays de Galles), la Serbie-et-Monténégro et la Suède tiennent des statistiques. L'Allemagne, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Philippines, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et la Suisse ne tiennent pas de statistiques.

of Family Maintenance",[5] which further developed the "Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance".[6] The Additional Questionnaire was addressed to all Member States of the Hague Conference, to States Parties to the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* and to other States invited to the June 2004 Special Commission. Responses were also sought from relevant international governmental and non-governmental organisations.[7]

4 The 2004 Additional Questionnaire is divided into three parts that concern, first, collection and transfer arrangements,[8] second, statistics concerning the cross-border transfer of funds, and third, the use of information technology.

5 This Report, which draws in part from the answers to both Questionnaires, deals with international electronic transfer of funds (section I), the use of electronic communications (section II), and other uses of information technology to assist Central Authorities in performing their functions, such as Internet sites to collect and disseminate information, databases and case management systems (section III).

I INTERNATIONAL ELECTRONIC TRANSFER OF FUNDS

6 The issue of electronic transfer of funds in relation to the recovery of maintenance payments was discussed in relation to both speed and costs during the May 2003 Special Commission meeting (a preliminary Information Document containing portions of this Report was circulated during the meeting). Since the May Special Commission, a provision on the international transfer of funds has been incorporated into the Working Draft. Such a provision could allow the conclusion of bilateral or regional arrangements that may be necessary to implement such systems.[9] Article 24 of the Working Draft provides that:

> "1 States are encouraged to promote, including by means of bilateral or regional agreements, the use of the most cost-effective and efficient methods available to transfer funds payable as maintenance.[10]
>
> 2 A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable as maintenance or to cover costs and expenses in respect of any claim under this Convention."[11]

7 In addition, specific functions vested in Central Authorities in relation to the transfer of funds have been included in the Working Draft. Central Authorities shall take all appropriate measures to: a) encourage voluntary payment of maintenance obligations;[12] b) [facilitate the ongoing enforcement of maintenance decisions, including the monitoring of payments];[13] and, c) facilitate the expeditious transfer of maintenance payments to the creditor.[14]

A *Responses to the 2002 Questionnaire and the 2004 Additional Questionnaire*[15]

a *Importance attached to co-operation on transfer of funds – Responses to questions 33(h) and 34 of the 2002 Questionnaire*

8 Out of the 31 jurisdictions that answered question 33, letter (h) (What degree of importance do you attach to provisions concerning co-operation in the international transfer of funds at low cost?), 21 jurisdictions indicated that this is a priority. Out of these 21 jurisdictions: six were of the view that it is very important; twelve answered that it is important / desirable; and three indicated that it is interesting. Furthermore, six jurisdictions did not express any views and four jurisdictions indicated that this is not a priority. With regard to question 34 of the 2002 Questionnaire, which requested the States to rank the elements listed in question 33, out of the 31 jurisdictions that answered the Questionnaire: five view this as a core element; 16 think that this is an optional element; and ten have no views on this point.

b *Responses to the 2004 Additional Questionnaire*

9 The responses to the Additional Questionnaire show that less than half of the respondents keep statistics of their cases.[16] The value of statistics is not to be underestimated. In addition to providing performance measurements, statistics can help the strategic decision-making process in relation to the implementation of information technologies. The cost associated with those technologies will be more acceptable where there is a favourable cost-benefit ratio. As this Report will show, in most cases the implementation of information technology is limited to bilateral schemes since

---

[5] Drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 6 of February 2004, *supra* p. I-203 of this tome (hereafter the "2004 Additional Questionnaire").
[6] Drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of June 2002, *supra* p. I-47 of this tome (hereafter the "2002 Questionnaire").
[7] On 21 May 2003, the following States had responded to the Additional Questionnaire: Australia, Austria, Canada, Costa Rica, Czech Republic, Denmark, Finland, Germany, Japan, Luxembourg, Mexico, Morocco, Netherlands, New Zealand, Norway, Philippines, Portugal, Serbia Montenegro, Slovakia, Slovenia, Sweden, Switzerland and the United Kingdom (England & Wales).
[8] A repetition of questions 25, 26, 29 and 30 of the 2002 Questionnaire.
[9] *Ibid.*, para. 49.
[10] During the May 2003 Special Commission, it was suggested that the new instrument include a general provision similar to Art. 20 of the *Inter-American Convention of 15 July 1989 on Support Obligations* (the Montevideo Convention), which provides that "[t]he States Parties undertake to facilitate the transfer of funds required for compliance with this Convention" (see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 49).
[11] This wording is taken from Art. 22 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*.
[12] Working Draft, Art. 8(f).
[13] *Ibid.*, Art. 8(g). The square brackets indicate that this matter has not yet been fully considered by the Special Commission.
[14] *Ibid.*, Art. 8(h).
[15] Responses to the Questionnaires are available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>), see "Compilation of Responses to the 2002 Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", Prel. Doc. No 2 of April 2003 and the responses to the 2004 Additional Questionnaire listed with Prel. Doc. No 6 of February 2004.
[16] Australia, Austria, Canada (not all jurisdictions), Costa Rica, Czech Republic, Finland, Morocco, Netherlands, Serbia and Montenegro, Sweden and the United Kingdom (England & Wales) keep statistics. Germany, Japan, Luxembourg, Mexico, Norway, Philippines, Portugal, Slovakia, Slovenia and Switzerland do not maintain statistics.

bilatéraux, car les exigences techniques et juridiques entourant leur usage divergent d'un État à l'autre. Ainsi, il sera plus réaliste de mettre en œuvre d'abord des technologies de l'information en association avec des États avec lesquels il y a un grand nombre de dossiers. En outre, les banques proposeront des tarifs plus avantageux pour des niveaux d'opérations élevés que pour des volumes moindres[17]. Les réponses au Questionnaire supplémentaire montrent que la fréquence courante des versements est mensuelle. Cependant, en Amérique du Nord, les versements tendent à se faire par quinzaine[18]. En outre, les réponses montrent que le coût des virements électroniques est en baisse ; cela est certainement vrai en Europe, où de nouvelles normes ont été mises en œuvre à cet effet[19]. Les chèques bancaires coûtent généralement au moins le double des virements électroniques. Hors de la zone euros, la commission varie entre 5 et 40 euros par chèque alors qu'elle varie entre 3,5 et 20 euros par virement électronique[20]. Il est important de noter que pour la plupart des types de transfert, la banque émettrice et la banque destinataire imposent toutes deux des commissions d'opération, et particulièrement dans le cas de chèques bancaires.

B *Exemples de différentes méthodes de virement de fonds déjà utilisés par les Autorités centrales*

a *Coopération avec d'autres agences étatiques ou ministères*

10 Dans leurs réponses au Questionnaire supplémentaire, la Norvège et la Suède ont toutes deux indiqué qu'elles viraient des fonds à l'étranger par l'intermédiaire de leurs organismes d'assurance sociale. La possibilité de combiner le réseau d'assurance sociale et celui des paiements d'aliments devrait être encouragée, car ils impliquent tous deux des types de versements et de contrôles semblables.

b *Transferts groupés*

11 Comme il a été observé lors de la Commission spéciale de mai 2003, les paiements pris individuellement sont souvent si faibles qu'il est parfois nécessaire de les regrouper afin de réduire les coûts de transfert[21]. L'Australie fournit un exemple de versements groupés. Une fois par mois, l'agence australienne de prestations aux enfants envoie des paiements d'aliments à destination des services fiscaux néo-zélandais en vue de leur distribution. En parallèle, l'agence australienne de prestations aux enfants envoie séparément par voie électronique un tableau sous Excel aux services fiscaux néo-zélandais indiquant la ventilation des paiements aux créanciers et convertissant les montants en devise néo-zélandaise.

C *Exemples de différentes méthodes de virement de fonds potentiellement utilisables par les Autorités centrales et personnes physiques*[22]

a *Transferts entre succursales*

12 Des transferts entre succursales situées dans des États différents peuvent s'effectuer au sein d'une banque multinationale. Dans cette hypothèse, le créancier devrait choisir une banque ayant des succursales dans son propre État et dans celui du débiteur. Lorsque la banque est choisie, le débiteur, de son propre chef ou suite à une décision d'une autorité, ouvre un compte dans une filiale de cette banque dans son propre État. La banque multinationale peut avoir des moyens favorisant le virement international de fonds à moindre coût, indépendamment des systèmes de règlement de parties tierces. Les deux comptes bancaires peuvent utiliser la même devise ou des devises différentes. Une Autorité centrale pourrait effectuer des transferts de la même manière en ouvrant des comptes bancaires à l'étranger auprès de banques multinationales. C'est ainsi qu'opèrent les organismes d'assurance sociale de Norvège et de Suède. Bien qu'ils ne soient souvent pas gratuits mais certainement peu coûteux, ces transferts entre succursales semblent offrir une solution efficace et pratique.

b *Services de transfert d'argent*

13 Les prestataires de services de paiement et de transfert d'argent tels que Western Union[23] et MoneyGram[24] effectuent des virements de fonds à l'étranger. Ils présentent l'avantage d'avoir une couverture géographique généralement plus étendue que les banques et traitent les transferts très rapidement. Cependant, ils facturent généralement des commissions importantes pour leurs services. Il est à noter que c'est par ce moyen que de nombreux migrants originaires de pays en développement ou sous-développés transfèrent des fonds aux familles qu'ils ont laissées derrière eux. En 2002, ces transferts ont représenté plus de 80 milliards de dollars[25].

c International Remittance Network[26]

14 L'*International Remittance Network* (IRnet) propose un service de transfert de fonds électronique reliant des coopératives dites *credit unions* (établissements financiers semblables à des banques) avec Citibank aux États-Unis d'Amérique. Les adhérents des *credit unions*, tels que des travailleurs agricoles syndiqués émigrés aux États-Unis, peuvent transférer des fonds à destination de succursales Citibank au Salvador, au Guatemala, et au Mexique pour moins de 5 euros par opération.

[17] Le montant le plus faible d'aliments dans un dossier individuel sur un an signalé par les États dans leurs réponses au Questionnaire supplémentaire était de 4,8 euros, le maximum étant de 110 285 euros. Le montant moyen d'aliments pour une personne par an était compris entre 1 200 euros (Slovaquie et Slovénie) et 2 600 euros (Suède), à l'exception de la Norvège (7 200 euros).
[18] En règle générale, la République tchèque encaisse et verse tous les deux mois.
[19] Voir *infra*, para. 21 et 22.
[20] Il convient de noter que la Slovaquie traite les mandats postaux d'un montant de 240 euros à un coût de 0,70 euro.
[21] Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 50.

[22] Des systèmes spécifiques de transferts électroniques de fonds tombant à l'extérieur des systèmes bancaires ou de crédit ne sont pas présentés en détail dans le présent Rapport, car ils risquent de ne pas se conformer à la réglementation financière des services gouvernementaux ou administratifs. En outre, dans la plupart des cas, leur portée géographique est limitée. Des renseignements supplémentaires sur eBay, PayPal et Luup (anciennement Contopronto) sont disponibles sur les sites web suivants : <ebay.com>, <paypal.com>, et <luup.com>.
[23] <westernunion.com>.
[24] <secure.moneygram.com>.
[25] D. Kapur et J. McHale, « Migration's New Payoff », dans *Foreign Policy*, novembre-décembre 2003, p. 47 à 59. La Banque mondiale examine la question des transferts à coût réduit pour ces transferts, car ils constituent l'une des plus importantes sources de développement pour ces pays.
[26] <https://www.woccu.org/documents/IRnetBrochure> (dernière consultation juin 2018).

the technical and legal requirements surrounding their use vary from one State to another. Thus, at first it will be more realistic to implement information technologies in partnership with States with which there is a high volume of cases. Furthermore, banks will offer better rates for larger volumes of transactions than for smaller.[17] The responses to the Additional Questionnaire show that the typical frequency of payment is in most cases on a monthly basis. However, in North America there is a trend for payments on a two-week basis.[18] Furthermore, responses show that the costs of electronic transfers are decreasing; this is certainly true for Europe where new norms have been implemented to that effect.[19] Checks usually cost at least twice the amount of electronic transfers. Outside the Euro zone the fee per check varies between 5 and 40 Euros where the fee per electronic transfer varies between 3.5 and 20 Euros.[20] It is important to note that for most types of transfers both receiving and transmitting banks impose transaction fees, especially in the case of checks.

B *Examples of different methods to transfer funds already used by Central Authorities*

a *Co-operation with other national agencies or departments*

10 In their responses to the Additional Questionnaire both Norway and Sweden indicated that they transfer funds abroad through their Social Insurance Offices. The possibility of combining the social insurance and the maintenance payments network should be encouraged as they both entail similar types of payments and monitoring.

b *Transfers in bulk*

11 As was observed during the May 2003 Special Commission, payments taken individually are often so small that it is sometimes necessary to group them together in order to diminish the transfer costs.[21] Australia offers one example of bulk payments. Once a month the Australian Child Support Authority sends maintenance payments to the New Zealand Inland Revenue Department for distribution purposes. At the same time, the Australian Child Support Authority sends separately by electronic means an Excel spreadsheet to the Inland Revenue Department of New Zealand itemising the payments for the creditors and converting the amounts to New Zealand currency.

C *Examples of different methods to transfer funds potentially available to both Central Authorities and private persons*[22]

a *Inter-branch transfers*

12 Inter-branch transfers between branches located in different States can be operated through a multinational bank. In this regard, the creditor should choose a bank that has branches in both the State of the debtor and in her / his own State. Once a bank is selected, the debtor on his / her own or subject to a decision of an authority will open a bank account in a branch of that bank located in his / her State. The multinational bank may have means available to it to facilitate the international transfer of funds at low costs without depending on the settlement systems of third parties. The two bank accounts can be in the same currency or in different currencies. A Central Authority could operate transfers in the same fashion by opening bank accounts abroad with multinational banks. This is how the Social Insurance Offices of Norway and Sweden operate. Although often not free of charge but certainly not expensive, these inter-branch transfers appear to offer an efficient and practical solution.

b *Money transfer (wire) services*

13 Financial service providers such as Western Union[23] and MoneyGram[24] transfer funds abroad. The advantage of these companies is that they usually have a better geographical coverage in comparison to banks and that they handle transfers very quickly. However, they usually charge high fees for their services. It is worth noting that it is through this medium that many migrants from developing and under-developed States transfer funds to left behind families. In 2002, these transfers accounted for more than 80 billion dollars.[25]

c *The International Remittance Network*[26]

14 The International Remittance Network (IRnet) offers an electronic fund-transfer service linking credit unions (financial institutions similar to banks) with Citibank in the United States of America. Credit union members, such as unionised agricultural workers, who have emigrated to the United States can transfer funds to local Citibank branches in El Salvador, Guatemala and Mexico for less than 5 Euros per transaction.

[17] The smallest amount of maintenance for one individual case for one year reported by the States in their responses to the 2004 Additional Questionnaire was 4.8 Euros while the maximum was 110,285 Euros. The average amount of maintenance for one individual for one year was between 1,200 Euros (Slovakia and Slovenia) and 2,600 Euros (Sweden) with the exception of Norway (7,200 Euros).
[18] As a rule the Czech Republic collects and pays every two months.
[19] See *infra*, paras 21 and 22.
[20] It should be noted that Slovakia processes postal orders for the amount of 240 Euros at a cost of 0.70 Euro.
[21] Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 50.

[22] Specific systems of electronic transfer of funds outside the banking or credit systems are not presented in detail in this Report because they may not meet governmental or departmental agencies' financial standards. Furthermore, in most cases, their geographical scope is limited. Additional information on ebay, PayPal and Luup (formerly Contopronto) can be found on the following websites: <ebay.com>, <paypal.com>, and <luup.com>.
[23] <westernunion.com>.
[24] <secure.moneygram.com>.
[25] D. Kapur and J. McHale, "Migration's New Payoff", in *Foreign Policy*, November-December 2003, pp. 47-59. The World Bank is examining the issue of low-cost transfers in respect of these transfers as they constitute one of the biggest source of development for these countries.
[26] <https://www.woccu.org/documents/IRnetBrochure> (last consulted June 2018).

d *Cartes bancaires (Maestro (Europay-Mastercard), Cirrus (États-Unis d'Amérique, Canada), etc.)*[27]

15 De nos jours, la libéralisation des investissements étrangers (via le réseau des Traités d'investissement bilatéraux (BIT), ou ce que d'autres États appellent les Accords de protection et de promotion des investissements étrangers (FIPA)), permet, dans de nombreux cas, aux non-résidents d'ouvrir des comptes bancaires dans des États étrangers. Ainsi, un créancier peut ouvrir un compte bancaire lui-même ou avec l'aide de l'Autorité centrale (si la loi sur les banques permet une telle délégation) dans l'État du débiteur. Par conséquent, les fonds provenant du compte bancaire du débiteur peuvent être transférés localement à faible coût vers le compte bancaire du créancier. Ensuite, le créancier pourra accéder aux fonds via un guichet automatique depuis l'étranger. Dans ce cas, le guichet automatique convertira automatiquement les fonds dans la devise locale à taux faible. Ce système a l'inconvénient de rendre difficile l'obtention d'une nouvelle carte, par le créancier, depuis l'étranger, en cas de perte. Cela pourrait toutefois se résoudre rapidement si la banque étrangère offre des solutions bancaires par Internet. À cet égard, il sera facile de commander une nouvelle carte et entre-temps, il sera possible pour le créancier de commander en ligne, si ce service est disponible, un virement électronique de fonds vers le compte bancaire local, généralement à coûts très modiques.

e The Mobile Payment Forum[28]

16 Visa a fondé, avec American Express, MasterCard et JCB, le *Mobile Payment Forum*, une organisation sans but lucratif inter-sectorielle lancée en novembre 2001 dans le but de créer un cadre pour des paiements mobiles normalisés, sécurisés et authentifiés, fondé sur les comptes liés aux cartes de crédit. Les débiteurs ou Autorités centrales pourraient transférer des fonds au profit d'une carte de crédit de la même manière que vers un compte bancaire.

D *Les systèmes internationaux de règlement – Chambres de compensation automatisées*

17 Les transferts de fonds peuvent se faire soit par encaissement (prélèvement) soit par paiement (virement). Le premier de ces moyens utilise des chèques bancaires, dont le traitement est généralement plus long, alors que le second utilise le télex ou des logiciels communiquant entre ordinateurs. Les chèques sont transmis au bénéficiaire du transfert de fonds par courrier ou autre moyen en dehors des circuits bancaires. Il appartient alors au bénéficiaire du transfert de fonds de mettre en œuvre la procédure bancaire pour encaisser les fonds prévus par le chèque. On l'appelle donc un « prélèvement » ; les encaissements de billets à ordre ou traites sont également des prélèvements[29].

18 Dans les transferts par télex et entre ordinateurs, c'est le donneur d'ordre qui entame la procédure bancaire en ordonnant à sa banque de débiter son propre compte et de créditer le compte du bénéficiaire. Un transfert de fonds dans lequel le donneur d'ordre entame la procédure bancaire est souvent appelé « virement »[30].

> « Le recouvrement de chèques bancaires, les transferts par télex et les nouveaux transferts par ordinateurs ont un élément important en commun : un montant est transféré entre le donneur d'ordre et le bénéficiaire au moyen du débit du compte bancaire du donneur d'ordre et du crédit du compte bancaire du bénéficiaire. Le règlement entre les banques est également effectué par des opérations de débit et de crédit passées sur les comptes appropriés. Ces comptes peuvent être gérés par les banques en question ou par des banques tierces, notamment une banque centrale. [Dans le cas des transferts entre ordinateurs, le règlement est automatisé.] »[31]

19 Cela peut expliquer pourquoi l'encaissement des chèques bancaires est plus lent, plus coûteux et plus susceptible d'erreurs. Cependant, l'utilisation des transferts électroniques entraîne une difficulté. Au cours de discussions avec des experts de la Réserve Fédérale des États-Unis d'Amérique, ils ont fait remarquer que dans la plupart des cas, l'ordre / instruction de transfert de fonds électronique (EFT) ne dispose pas d'espace suffisant pour inclure toutes les informations particulières au dossier qui sont nécessaires au suivi. Comme nombre d'autorités suivent les versements d'aliments en vue de leur exécution, il est important qu'elles disposent des outils nécessaires pour suivre les versements réels. Leur préférence est donc de les inclure dans l'ordre / instruction EFT. On considère cependant que l'ajout à l'ordre d'un message de données comportant ces renseignements, avec une référence croisée, pourrait atténuer cette difficulté. C'est une méthode utilisée par l'Australie à l'égard de ses versements groupés vers la Nouvelle-Zélande. Il serait encore plus facile d'utiliser cette méthode pour des paiements individuels.

a *Travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI)*

20 En 1992, la CNUDCI a adopté la Loi type sur les virements internationaux[32]. À cette époque, la Loi type a été préparée en réponse à une évolution importante des moyens d'effectuer des transferts internationaux de fonds (c.-à-d., les virements utilisant une technologie entre ordinateurs). La Loi type est une composante essentielle des systèmes internationaux de règlement et de chambres de compensation automatisées. En janvier 1997, le Parlement européen et le Conseil ont adopté la Directive 97/5 concernant les virements transfrontaliers[33], qui est largement inspirée de la Loi type de la CNUDCI. Elle a servi de fondation au récent Règlement 2560/2001 sur les paiements transfrontaliers en euros[34].

b *Travaux au sein de l'Union européenne (UE)*

21 Depuis le 1er juillet 2003, les frais de paiements ou de virements transfrontières au sein de l'UE à concurrence de 12 500 euros sont identiques aux frais prélevés par le même établissement à l'égard de transferts équivalents à l'intérieur de l'État membre où l'établissement est situé[35].

---

[27] Cet exemple a été présenté par un expert lors de la Commission spéciale de 1999. Il pourrait certainement être mis en œuvre au niveau international.
[28] <mobilepaymentforum.org>.
[29] Voir CNUDCI, *Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux*, New York, Nations Unies, 1994 (disponible à l'adresse <www.uncitral.org>), « Note explicative du secrétariat de la CNUDCI », para. 5 et 6.
[30] *Ibid.*
[31] *Ibid.*, para. 4.
[32] Les États membres de l'Union européenne ont mis en œuvre la Loi type, voir note suivante.
[33] Directive (CE) 97/5 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 concernant les virements transfrontaliers, *JO* L 43 du 14.2.1997, p. 25 à 30. Des renseignements supplémentaires sur cette directive sont disponibles à l'adresse <http://ec.europa.eu/internal_market/payments/docs/framework/retailpay-com-contrib/bundeskammer-fur-arbeiter_en.pdf> (dernière consultation en juin 2018).
[34] Voir Règlement (CE) No 2560/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2001 concernant les paiements transfrontaliers en euros, *JO* L 344 du 28.12.2001, p. 13 à 16.
[35] *Ibid.*, art. 3. Par exemple, un virement de 100 euros d'ABN AMRO aux Pays-Bas à destination de Nordea Bank en Finlande serait gratuit aux deux extrémités du transfert. Les transferts semblables de l'Allemagne vers les autres États de la zone euro sont aussi gratuits.

d *ATM cards (Maestro (Europay-Mastercard), Cirrus (United States of America, Canada), etc.)*[27]

15 Nowadays, in the light of the liberalisation of foreign investments through the web of Bilateral Investment Treaties (BITs) or what other States call Foreign Investment Protection and Promotion Agreements (FIPAS), it is possible, in a number of cases, for non-residents to open bank accounts in foreign States. On that basis, a creditor could open a bank account either on her / his own or through a Central Authority (if the bank laws allow for such a possibility) in the State of the debtor. Therefore, funds from the debtor's bank account could be transferred locally at a low cost to the creditor's bank account allowing the creditor from abroad to then access the funds through an Automatic Teller Machine (ATM). In this case, the ATM will automatically make the conversion for the foreign exchange at a low rate. One inconvenience of this system is that if the creditor loses the card it will be difficult to get a new card from abroad. However, this could be resolved quickly if the foreign bank offers Internet-banking solutions. In that respect, it will be easy to order a new card and, in the interim, if available, it will be possible for the creditor to order, online, electronic transfer of funds to the local bank account, usually at a very low cost.

e *The Mobile Payment Forum*[28]

16 Visa has founded, together with American Express, MasterCard and JCB, the Mobile Payment Forum, a non-profit cross-industry organisation launched in November 2001 with the aim of creating a framework for standardised, secure and authenticated mobile payments, based on payment card accounts. Debtors or Central Authorities could transfer funds to a credit card the same way they transfer funds to a bank account.

D *International settlement systems – Automated clearinghouse systems*

17 Transfer of funds can be done either by collection (debit transfers) or by payment (credit transfers). The former uses bank checks that are usually longer to process while the latter uses telex or computer-to-computer software. Checks are transmitted by mail or other means outside banking channels to the beneficiary of the fund transfer. Then, it is for the beneficiary of the fund transfer to initiate the banking procedures to collect the funds provided for in the check. This is why this procedure is called a "debit transfer". Collections of bills of exchange or promissory notes are also debit transfers.[29]

18 In telex and computer-to-computer transfers it is the originator of the funds transfer who begins the banking procedures by issuing a payment order to its bank to debit its account and to credit the account of the beneficiary. A funds transfer in which the originator of the funds transfer initiates the banking procedures is often referred to as a "credit transfer".[30]

> "The collection of bank cheques, telex transfers and the newer computer-to-computer transfers have one element in common: value is transferred from the originator to the beneficiary by a debit to the bank account of the originator and a credit to the bank account of the beneficiary. Settlement between the banks is also accomplished by debits and credits to appropriate accounts. Those accounts may be maintained between the banks concerned or with third banks, including the central bank of one or both countries. [In the case of computer-to-computer transfers the settlement is automated.]"[31]

19 This may explain why the collection of bank checks is slower, more expensive and subject to errors. However, one difficulty arises from the use of electronic transfers. During discussions with experts from the United States Federal Reserve it was pointed out that in most cases there is not enough space on the electronic fund transfer (EFT) order / instructions to include all the case specific information for monitoring purposes. As many authorities monitor maintenance payments for enforcement purposes, it is important for them to have the necessary tools to track the actual payments. Thus, their preference is to include this information in the EFT order / instructions. However, it is felt that supplementing the order with an additional cross-referenced data message including this information could alleviate this difficulty. This is a method used by Australia with regard to its bulk payments to New Zealand. It would be even easier to use this method for individual payments.

a *Work carried out by the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL)*

20 In 1992, UNCITRAL adopted the Model Law on International Credit Transfers.[32] At the time, the Model Law was prepared in response to a major change in the means by which funds transfers are made internationally (*i.e.*, credit-based transfers using computer-to-computer technology). The Model Law is an essential component of international settlement and automated clearinghouse systems. In January 1997, the European Parliament and the Council adopted Directive 97/5 on cross-border credit transfers,[33] which is in large part inspired by the UNCITRAL Model Law. It served as the foundation to the recent Regulation 2560/2001 on cross-border payments in Euros.[34]

b *Work within the European Union (EU)*

21 Since 1 July 2003, charges for cross-border payments or credit transfers within the EU up to 12,500 Euros are the same as the charges levied by the same institution in respect of corresponding transfers within the Member State in which the institution is located.[35]

[27] During the 1999 Special Commission an expert presented this method in relation to a domestic situation; it could certainly be implemented at the international level.
[28] <mobilepaymentforum.org>.
[29] See UNCITRAL, *UNCITRAL Model Law on International Credit Transfers*, New York, United Nations, 1994 (available at <www.uncitral.org>), "Explanatory note by the UNCITRAL secretariat", paras 5 and 6.
[30] *Ibid.*
[31] *Ibid.*, para. 4.
[32] Member States of the European Union have implemented the Model Law, see next note.
[33] Directive (EC) 97/5 of the European Parliament and of the Council of 27 January 1997 on cross-border credit transfers, *OJ* L 43, 14.2.1997, pp. 25-30. Additional information on this Directive can be found at <http://ec.europa.eu/internal_market/payments/docs/framework/retailpay-com-contrib/bundeskammer-fur-arbeiter_en.pdf> (last consulted June 2018).
[34] See Regulation (EC) No 2560/2001 of the European Parliament and of the Council of 19 December 2001 on cross-border payments in euro, *OJ* L 344, 28.12.2001, pp. 13-16.
[35] *Ibid.*, Art. 3. *E.g.*, a credit transfer of 100 Euros from ABN AMRO in the Netherlands to NORDEA Bank in Finland would be free of charge at both ends of the transfer. Similar transfers from Germany to the rest of the Euro zone are also free of charge.

22 À la suite du Règlement 2560/2001, les banques européennes ont créé une chambre de compensation automatisée (CCA) pan-européenne dénommée STEP2 pour le traitement de paiements groupés à faible coût. STEP2 est une infrastructure centrale pour le routage d'instructions de paiement permettant aux banques de réduire les frais tenant au traitement des paiements des clients. Elle traite les ordres de paiement adressés au système par l'intermédiaire d'un message de données sur un réseau sécurisé. STEP2 propose actuellement la distribution des paiements vers presque tous les pays de l'UE[36]. La participation au système STEP2 est actuellement limitée aux banques exerçant leur activité dans l'UE.

c *SWIFT*[37]

23 Le terme SWIFT signifie *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications* (Société pour les télécommunications financières interbancaires mondiales). SWIFT est une organisation coopérative créée et détenue par des banques qui gère un réseau visant à faciliter l'échange de paiements et de messages financiers entre institutions financières à travers le monde. SWIFT fournit un service de messagerie sécurisé pour les communications interbancaires. Un message de paiement SWIFT consiste en un ordre de transfert de fonds ; l'échange de fonds (c.-à-d. la compensation) prend ensuite place via un système de paiement ou un réseau de contacts interbancaires. Ses services sont considérablement utilisés lors des échanges internationaux d'argent ou de titres pour les messages de confirmation et de paiement. L'avantage de SWIFT est d'offrir des services à une grande échelle et de permettre le transfert de n'importe quel montant, tant à des fins commerciales que privées. Toutefois, les services de SWIFT demeurent assez onéreux. Au cours de l'année écoulée, les frais de transfert SWIFT ont diminué. Cela résulte probablement de l'accroissement de la concurrence et de nouvelles technologies informatiques.

d *Système automatique de règlement (FedACH)*[38]

24 Au moment de la rédaction, le système FedACH ne fonctionne que pour les transferts provenant des États-Unis d'Amérique vers le Canada. C'est un système de compensation privé entre la Réserve fédérale de Minneapolis, Minnesota, et la Banque TD à Toronto. Aucune tierce partie (telle que SWIFT) n'est impliquée. Le système est hautement sécurisé. En effet, les transactions s'effectuent via une ligne téléphonique privée (et non par Internet) depuis un serveur informatique vers un autre. Il n'y a pas de seuil minimal relativement au montant à transférer et le système peut être utilisé à des fins commerciales, privées et gouvernementales. Les pensions et prestations sociales transitent également par ce système. Des lots de paiements de millions de dollars sont traités quotidiennement et les fonds sont sécurisés dans un délai de deux ou trois jours. Par conséquent, le risque est minimal. Le volume exceptionnellement élevé de ces transactions rend le système très peu coûteux. Les frais pour les paiements d'obligations alimentaires sont d'environ 5 centimes d'euro par transaction. Aux États-Unis, les transferts à destination du Canada sont transmis par voie électronique à la Réserve fédérale de Minneapolis, à peu de frais, et les paiements reçus au Canada sont à nouveau transférés par voie électronique, à peu de frais, vers toutes autres banques et leurs succursales à travers le Canada. De plus, le système convertit automatiquement les devises.

25 Un transfert depuis le Canada vers les États-Unis d'Amérique à moindre coût est également possible. Pour ce faire, la Banque TD de Toronto transfère les fonds à sa filiale de New York. Cette dernière, ayant accès au système de règlement interne des États-Unis, pourra alors transférer, à peu de frais, les fonds vers n'importe quelle banque aux États-Unis. Nos consultations récentes ont fait apparaître que la Réserve Fédérale à Minneapolis envisage actuellement d'expérimenter des systèmes semblables avec l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse.

E *Autres questions concernant le transfert de fonds*

26 Dans sa réponse au Questionnaire supplémentaire, l'Australie a demandé au Bureau Permanent des renseignements concernant la protection contre le risque de perte de change. Les paiements d'aliments doivent généralement être effectués en devise étrangère et encaissés en devise locale. Entre la date d'encaissement et la remise du paiement, la fluctuation du taux de change pourrait entraîner un gain ou une perte. Une solution possible pour atténuer les fluctuations de taux de change est l'utilisation d'échanges financiers (SWAP). Un échange financier est une opération financière consistant à acheter sur le marché, au moment de l'encaissement, la contre-valeur dans une autre devise. Puis, au moment du paiement (c.-à-d., lors de la conversion des paiements en devise étrangère), le stock de devise étrangère est revendu sur le marché. Une perte d'un côté de l'opération sera donc équilibrée par un gain de l'autre, les deux opérations étant parfaitement symétriques. Un équilibre semblable pourrait être obtenu au moyen de la compensation des deux transferts. Cependant, il est peu probable que les deux montants seront égaux. Ce qui ne peut être compensé pourrait être transféré électroniquement. La compensation donnerait lieu à une perte de change moindre et des coûts de transfert réduits. Une autre possibilité pour atténuer les fluctuations de taux de change consiste à réduire autant que possible le décalage dans le temps entre l'encaissement et la remise. L'utilisation de transferts électroniques pour la totalité du système d'encaissement et de remise contribuerait certainement à réduire les pertes de change.

F *Résumé*

27 Suite à cet examen des mécanismes de virement international électronique de fonds, il semble que l'article 24 de l'Esquisse soit suffisant pour encourager les États à promouvoir l'utilisation des méthodes les moins coûteuses et les plus efficaces disponibles pour les transferts de fonds. À cet égard, les États sont encouragés à mettre en place des cadres juridiques appropriés afin de permettre les virements internationaux, comme la Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux, qui à leur tour donneront le cadre nécessaire aux transferts électroniques de fonds.

28 Lorsqu'il y a un volume important de transferts entre deux États, la possibilité de combiner le réseau d'assurance sociale et celui des paiements d'aliments devrait être encouragée, car ils impliquent tous deux des types de versements et de contrôles semblables. De plus, les États devraient procéder par transferts groupés le plus possible et lorsque l'espace est insuffisant dans l'ordre / instruction de transfert de fond électronique (EFT) pour inclure le détail des paiements et / ou toutes les informations particulières aux dossiers, l'ordre / instruction EFT pourrait être complété par un message de données séparé comportant ces renseignements avec une référence croisée. Les transferts

[36] Information obtenue avant le 1er mai 2004.
[37] <swift.com>.
[38] <frbservices.org>.

Utilisation des technologies de l'information

22 In the footsteps of Regulation 2560/2001, the European banks have created a pan-European Automated Clearing House (ACH) system called STEP2 for processing bulk payments at low costs. STEP2 is a central infrastructure for the routing of payment instructions that enables banks to reduce costs related to processing of customer payments. It processes payment orders sent to the system by means of data message through a secure network. Currently STEP2 offers payment distribution to most of the EU countries.[36] Participation in the STEP2 system is presently restricted to banks operating in the EU.

c *SWIFT*[37]

23 SWIFT stands for Society for Worldwide Inter-bank Financial Telecommunications. SWIFT is a co-operative organisation created and owned by banks which operates a network to facilitate the exchange of payment and other financial messages between financial institutions throughout the world. SWIFT provides a secure messaging service for inter-bank communication. A SWIFT payment message is an instruction to transfer funds; the exchange of funds (*i.e.*, settlement) subsequently takes place via a payment system or through correspondent banking relationships. Its services are extensively used in the foreign exchange, money and securities markets for confirmation and payment messages. The advantages of SWIFT are that it is broadly available and it is possible to transfer any amount, whether for commercial or private purposes. SWIFT services, however, remain rather expensive. During the past year fees for SWIFT transfers have declined, likely due to increased competition and new information technologies.

d *Automated clearinghouse system (FedACH)*[38]

24 At the time of writing, the FedACH system works northbound between the United States of America and Canada only. It is a private clearinghouse system between the Federal Reserve in Minneapolis, Minnesota, and the TD Bank in Toronto. No third party (like SWIFT) is involved. The system is extra secure as the transactions are done through a private telephone line (not the Internet) from one mainframe computer to another. There is no minimum limit to the level of payment and it can be used for commercial, private and government purposes. Social benefits and pension payments are also transmitted through this system. Batch payments of millions of dollars are operated once a day and funds are secured within two or three days. The risk is therefore very low, while the extremely high volume of transactions makes the system very inexpensive. The fee for a maintenance payment is around 5 Eurocents. Transfers in the United States are electronically directed to the Federal Reserve in Minneapolis at very low cost and payments received in Canada are once again transferred electronically at very low cost to all other banks and their branches throughout Canada. Furthermore, the system makes an automatic foreign exchange.

25 A southbound transfer (Canada-United States of America) at low cost is also possible. In order to do so the TD Bank in Toronto would transfer the funds to its branch in New York. The New York branch having access to the domestic clearinghouse system in the United States can then transfer the funds at very low cost to any bank in the United States. Our recent consultations revealed that the Federal Reserve in Minneapolis is now contemplating piloting similar systems with Austria, Germany, the Netherlands, Switzerland and the United Kingdom.

E *Other issues in relation to transfer of funds*

26 In its response to the Additional Questionnaire Australia sought information from the Permanent Bureau concerning protection against currency exchange loss. Maintenance payments usually have to be made in foreign currency while being collected in a local currency. Between the time of collection and distribution of the payment, the fluctuation of the exchange rate could result in a loss or a gain. One solution to alleviate exchange rate fluctuations is the use of SWAPs. A SWAP is a financial operation that consists in buying on the stock market, at the time of collection, the equivalent amount of money in another currency. Then at the time of payment (*i.e.*, when the maintenance payments are converted into the foreign currency) the stock of foreign currency is sold back on the market. Thus, a loss on one side of the operation will be compensated by a gain on the other as the two transactions mirror each other. A similar compensation could also be operated by setting off the two transfers. However, there is a remote chance that the two amounts be equal. What would not be set off could be transferred electronically. The set-off would result in a lower currency exchange loss and lower transfer costs. Another possibility to alleviate exchange rate fluctuations is to shorten as much as possible the delay between collection and distribution. The use of electronic transfers to the entire collection and distribution scheme would certainly assist in reducing currency exchange loss.

F *Summary*

27 Further to this overview of international electronic transfer of funds mechanisms, it appears that Article 24 of the Working Draft is sufficient to encourage States to promote the use of the most cost-effective and efficient methods available to transfer funds. In this regard, States are encouraged to put in place the appropriate legal framework to facilitate international credit transfers, such as the UNCITRAL Model Law on International Credit Transfers, which will provide the adequate framework to facilitate the electronic transfer of funds.

28 Where there is a high volume of transfers between two States, the possibility of combining social insurance and maintenance payment networks should be encouraged as they both entail similar types of payments and monitoring. Furthermore, States should transfer payments in bulk as much as possible, and when there is not enough space on the electronic fund transfer (EFT) order / instructions to provide the breakdown and / or all the case-specific information, the EFT order / instructions should be supplemented with an additional cross-referenced data message including this information. Transfers in bulk could be done either

[36] Information obtained before 1 May 2004.
[37] <swift.com>.
[38] <frbservices.org>.

groupés peuvent se faire soit entre deux banques différentes ou entre les succursales d'une même banque. Puis, dans les cas de volumes importants de transactions l'utilisation d'échanges financiers (SWAPs) ou de la compensation peuvent aider à réduire le risque de perte de change. Dans tous les cas, la meilleure méthode afin d'atténuer les fluctuations de taux de change consiste à réduire autant que possible le décalage dans le temps entre l'encaissement et la remise.

29 Lorsque le volume de transferts entre deux États est trop faible pour mettre en place des systèmes électroniques sophistiqués, l'utilisation de mécanismes tels les transferts entre succursales, les services de transfert d'argent, le *International Remittance Network*, les cartes bancaires (y compris les services bancaires via Internet) et le *Mobile Payment Forum* devrait être considérée.

II COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

30 À certains moments de la discussion de la Commission spéciale de mai 2003, référence a été faite aux gains de temps et d'argent qui pourraient être réalisés par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information[39]. De nombreux experts ont souligné l'intérêt de communiquer par moyens électroniques[40]. Il a été conclu de façon générale que le système devrait pouvoir traiter rapidement les demandes, être à la fois efficace et économique, être suffisamment souple et convivial, et éviter les formalités trop contraignantes[41]. Quelques experts indiquent que leur Autorité centrale communique déjà par voie électronique. Alors que certains experts précisent que leur législation interne permet la transmission par voie électronique de documents, d'autres rappellent que leur État continue à exiger des documents écrits authentifiés[42].

A *Champ d'application et nature des communications pour le recouvrement d'aliments*

31 Avant d'examiner l'application des technologies de l'information aux communications dans le recouvrement d'aliments, il est important de noter l'étendue de ces communications.

a *Champ d'application* ratione personae *et* ratione materiae

32 Les communications en vue du recouvrement d'aliments peuvent avoir lieu à la fois au niveau interne et au niveau international. Dans la plupart des cas, le processus sera le suivant. D'abord, une communication purement interne aura lieu entre une personne cherchant à recouvrer des aliments[43] ou une personne à l'encontre de laquelle il existe une décision alimentaire[44] et une Autorité centrale. Cette communication interne deviendra alors une communication internationale entre deux Autorités centrales[45] d'États différents. Enfin, cette deuxième communication se transformera en une communication interne entre une Autorité centrale et un créancier, débiteur, autorité chargée de l'exécution ou autre autorité publique impliquée dans le processus de recouvrement d'aliments.

33 Les communications pour le recouvrement d'aliments concerneront des demandes visées au chapitre III de l'Esquisse[46], l'obtention de preuves documentaires ou autres[47], de renseignements particuliers portant sur les dossiers[48], et de renseignements d'ordre plus général[49]. Ces communications impliquent la transmission de différents types de documents, qui ont des fonctions différentes et sont soumis à des exigences juridiques différentes. Ces documents comprendront : formules types[50], décisions[51], certification, éléments de preuve[52], informations ou documents exigés par l'État requis[53]. En outre, certains de ces documents peuvent

[39] Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 10.
[40] *Ibid.*, para. 35.
[41] *Ibid.*, para. 10.
[42] *Ibid.*, para. 35.
[43] L'art. 11(1) de l'Esquisse dispose qu'« [u]ne personne résidant dans un État contractant qui poursuit le recouvrement d'aliments dans un autre État contractant peut[, sous réserve des règles de compétence applicables dans cet État,] présenter [une demande] en vertu de la Convention […] ». Il reste à décider des formes de demande visées au chapitre III de l'Esquisse qui devraient être à la disposition des institutions publiques (voir *ibid.*, art. 39 et 40 et note 118). Selon plusieurs experts au cours de la Commission spéciale de mai 2003, les institutions publiques devraient avoir le droit de présenter une demande auprès d'une Autorité centrale. Plusieurs experts étaient d'avis que le processus de demande devrait être le même pour les institutions publiques que pour les particuliers, voir Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 28.
[44] L'art. 11(2) de l'Esquisse dispose qu'« [u]ne personne résidant dans un État contractant à l'encontre de laquelle une décision alimentaire existe peut[, sous réserve des règles de compétence applicables dans cet État,] présenter [une demande] en vertu de la Convention […] ».
[45] Les art. 8(a) et 22(1) de l'Esquisse disposent que les Autorités centrales prennent toutes les mesures appropriées pour transmettre et recevoir les demandes. En outre, selon l'art. 22(2) et (3) de l'Esquisse, une Autorité centrale requise accuse réception d'une demande ou indique que la demande est incomplète. Au cours de la Commission spéciale de mai 2003, les experts ont généralement préféré qu'une demande soit émise par l'Autorité centrale requérante en direction de l'Autorité centrale requise. Selon eux, cette procédure diminuerait le risque de fraude. Par contre, certains experts ont jugé qu'il était important que les demandeurs conservent le droit de présenter une demande directement auprès des autorités judiciaires ou administratives de l'État requis, voir Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 27 et 28.
[46] Les art. 11 à 20 de l'Esquisse décrivent diverses demandes possibles : reconnaissance et exécution d'une décision existante (art. 12) ; exécution d'une décision rendue dans l'État requis (art. 13) ; établissement d'une décision alimentaire dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision (art. 14 – certaines réserves ont été exprimées quant à l'inclusion de cette demande (voir Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 26)) ; établissement d'une décision alimentaire dans l'État requis lorsque la reconnaissance et/ou l'exécution d'une décision existante n'est pas possible ou est refusée (art. 15 – certaines réserves ont été exprimées quant à l'inclusion de cette demande (*ibid.*)) ; modification d'une décision alimentaire existante ou n'ayant pas été rendue dans l'État requis (art. 16 et 17) ; recouvrement des arrérages (art. 18) ; assistance limitée (art. 19) ; et établissement de la filiation (art. 20).
[47] L'Esquisse, art. 8(j).
[48] Selon l'art. 8(i) de l'Esquisse, les Autorités centrales doivent prendre toutes les mesures appropriées pour fournir, conformément à l'art. 22(5), un état périodique ou rapport d'état des demandes particulières, se tenir informées de la personne contact responsable d'un dossier particulier et de l'état d'avancement d'un dossier, et répondre aux demandes d'information en temps opportun. En outre, selon l'art. 8(k), les Autorités centrales prennent toutes les mesures appropriées pour fournir des informations sur la législation et la procédure applicables à une affaire particulière. Enfin, l'art. 22(2) et (3) dispose que les Autorités centrales accusent réception de la demande ou indiquent que la demande est incomplète.
[49] Selon l'art. 7(2)(a) de l'Esquisse, les Autorités centrales doivent fournir des informations au Bureau Permanent, et donc au public, sur la législation et les procédures de leurs États en matière d'aliments.
[50] Voir l'Esquisse, art. 8(a) et 11 à 20. Au cours de la Commission spéciale de mai 2003, les experts ont entériné l'idée de formules types de demande (voir Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 26), mais il reste à décider si leur utilisation sera obligatoire ou facultative.
[51] Les art. 5 et 26 de l'Esquisse prévoient une définition du terme « décision ». Une décision comprend a) les décisions rendues par une autorité judiciaire ou administrative ; b) les accords passés devant ou homologués par une telle autorité ; c) les accords enregistrés ou déposés auprès d'une telle autorité ; d) les décisions ou accords modifiant une décision ou un accord antérieur, et pourrait inclure e) les instruments authentiques, et f) les accords privés qui sont exécutoires mais n'ont pas été enregistrés. À l'égard de la demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision existante visée à l'art. 12 de l'Esquisse, la Commission spéciale pourra souhaiter inclure une exigence d'accompagnement de la demande par un résumé/copie de la décision, certifiés selon des formes particulières restant également à discuter.
[52] L'Esquisse, art. 8(j). Aux fins de la demande visée à l'art. 12, il pourra être nécessaire, dans le cas d'une décision rendue par défaut, d'inclure dans la demande l'original ou une copie certifiée de tout document requis pour prouver que l'engagement de la procédure, y compris une notification du fond de la demande, a bien été signifié à la partie en défaut selon le droit de l'État d'origine (voir *ibid.*, note 55, et *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*).
[53] L'Esquisse, art. 14(f), 16(b) et 17(b). À l'égard de l'art. 14(f), ces autres informations ou documents pourront inclure par exemple une autorisation écrite permettant aux Autorités centrales d'agir pour le compte du demandeur (voir *ibid.*, note 57).

between two different banks or between two branches of the same bank. In addition, where there is a high volume of transactions the use of SWAPs or compensation can help reduce the currency exchange loss. In any event, the best method to alleviate exchange rate fluctuations is to shorten as much as possible the delay between collection and distribution.

29 Where the volume of transfers between two States is too small to set up highly developed electronic systems, the use of mechanisms such as inter-branch transfers, money transfer services, the International Remittance Network, ATM cards (including Internet banking) and the Mobile Payment Forum should be contemplated.

II ELECTRONIC COMMUNICATIONS

30 From time to time during the discussion in the May 2003 Special Commission meeting, reference was made to the savings in cost and time that could be achieved by the use of new information technologies.[39] It was generally agreed that the use of electronic communications is desirable.[40] There was general agreement to the effect that the system should be capable of processing requests swiftly, should be cost-effective, flexible and user-friendly, and should not impose obligations which are too burdensome.[41] Some experts stated that their Central Authorities already communicate via electronic means. While some experts pointed out that their respective States have enacted laws providing for the admission of electronically-transmitted documents, others reported that their State still requires authenticated written documents.[42]

A *Scope and nature of communications in the recovery of maintenance*

31 Before examining the application of information technology to communications in the recovery of maintenance, it is important to note the breadth of such communications.

a *Scope* ratione personae *and* ratione materiae

32 Communications for the recovery of maintenance can take place both at the domestic and at the international level. In most cases the process would be as follows. First, a purely domestic communication would take place between a person seeking to recover maintenance[43] or a person against whom there is an existing maintenance decision[44] and a Central Authority. Then, this domestic communication would become an international communication between two Central Authorities[45] from different States. Finally, this second communication would transform into a domestic communication between a Central Authority and a creditor, a debtor, an enforcement authority or another public authority involved in the maintenance recovery process.

33 The communications for the recovery of maintenance will concern applications set out in Chapter III of the Working Draft,[46] the obtaining of documentary or other evidence,[47] specific information about cases[48] and more general information.[49] These communications will involve the transmission of different kinds of documents for which there will be different functions and different legal requirements. These documents will include: standard forms,[50] decisions,[51] certification, evidence,[52] information or documents required by the requested State.[53] Further-

[39] Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 10.
[40] *Ibid.*, para. 35.
[41] *Ibid.*, para. 10.
[42] *Ibid.*, para. 35.
[43] Art. 11(1) of the Working Draft provides that "[a] person resident in one Contracting State seeking to recover maintenance in another Contracting State may[, subject to the jurisdictional rules applicable in that State,] make application under the Convention […]". It remains to be decided which forms of application set out in Chapter III of the Working Draft could be made available to public bodies (see *ibid.*, Arts 39 and 40 and note 118). According to several experts during the May 2003 Special Commission, public authorities should have the right to make an application to a Central Authority. Several experts felt that the application process should be the same for public authorities as for individuals, see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 28.
[44] Art. 11(2) of the Working Draft provides that "[a] person resident in one Contracting State against whom there is an existing maintenance decision may[, subject to the jurisdictional rules applicable in that State,] make an application under the Convention […]".
[45] Arts 8(a) and 22(1) of the Working Draft provide that Central Authorities shall take all appropriate measures to transmit and receive applications. Furthermore, according to Art. 22(2) and (3) of the Working Draft, a requested Central Authority shall acknowledge receipt of an application or indicate if other information is required. During the May 2003 Special Commission, experts generally preferred that an application proceed from the requesting Central Authority to the requested Central Authority. In their view, this procedure would reduce the risk of fraud. On the other hand, some experts felt it important that applicants should retain the rights to make applications directly to the judicial or administrative authorities of the State addressed, see Prel. Doc. No 5 of October 2003, paras 27 and 28.
[46] Arts 11-20 of the Working Draft set out different possible applications: recognition and enforcement of an existing decision (Art. 12); enforcement of a decision made in the requested State (Art. 13); establishment of a maintenance decision in the requested State where there is no existing decision (Art. 14 – some reservations were expressed about the inclusion of this application (see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 26)); establishment of a maintenance decision in the requested State where recognition and / or enforcement of an existing order is not possible or is refused (Art. 15 – some reservations were expressed about the inclusion of this application (see *ibid.*)); modification of an existing maintenance decision made or not made in the requested State (Arts 16 and 17); recovery of arrears (Art. 18); limited assistance (Art. 19); and, establishment of parentage (Art. 20).
[47] Working Draft, Art. 8(j).
[48] According to Art. 8(i) of the Working Draft, Central Authorities shall take all appropriate measures to provide, in accordance with Art. 22(5), progress reports on particular cases, keep each other informed of the person responsible for a particular case and the progress of a case, and provide timely responses to mutual enquiries. Furthermore, in accordance with Art. 8(k), Central Authorities shall take all appropriate measure to provide information about laws and procedures relevant to a case. Finally, Art. 22(2) and (3) provides that Central Authorities shall acknowledge receipt of the application or indicate if other information is required.
[49] According to Art. 7(2)(a) of the Working Draft, Central Authorities are required to provide information to the Permanent Bureau, thus to the public in general, as to the laws and procedures of their State concerning maintenance obligations.
[50] See Working Draft, Arts 8(a) and 11-20. During the May 2003 Special Commission experts endorsed the application of standard forms for applications (see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 26) but it remains to be decided whether their use will be mandatory or optional.
[51] Arts 5 and 26 of the Working Draft provide a definition of the term decision. A "decision" includes: a) a decision rendered by a judicial or administrative authority, b) a settlement concluded before or approved by such an authority, c) an agreement registered or filed with such authority, d) a decision or settlement modifying a previous decision or settlement, and could include e) an authentic instrument, and, f) a private agreement which is enforceable but has not been registered. With respect to the application for recognition and enforcement of an existing decision set out in Art. 12 of the Working Draft, it may be the wish of the Special Commission to include a requirement to the effect that the application be accompanied by a synopsis / copy of the decision certified in accordance with a specific form which also remains to be discussed.
[52] Working Draft, Art. 8(j). For the purpose of the application set out in Art. 12, it may be necessary in the case of a decision rendered by default to include in the application the original or a certified copy of any document required to prove that the notice of the institution of proceedings, including notice of the substance of the claim, has been properly served on the defaulting party according to the law of the State of origin (see *ibid.*, note 55, and the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*).
[53] Working Draft, Arts 14(f), 16(b) and 17(b). In relation to Art. 14(f), this other information or document may include, *e.g.*, written authorisation empowering the Central Authorities to act on behalf of the applicant (see *ibid.*, note 57).

contenir des renseignements de nature personnelle, confidentielle ou sensible[54].

b *Exigences juridiques devant être remplies par les renseignements communiqués*

34 Les renseignements communiqués devront répondre à des exigences juridiques résultant à la fois de l'instrument futur et de la législation interne en vigueur dans les divers États en cause. Par exemple, l'utilisation de formules types dans le nouvel instrument pourra être obligatoire[55]. L'inclusion dans la demande de certains documents ou information pourra également être obligatoire[56]. En outre, certaines obligations linguistiques pourront devoir être respectées[57]. Par contre, tous les documents transmis en vertu du nouvel instrument seront dispensés de légalisation ou toute autre formalité analogue[58]. De plus, selon le type de renseignements, les données communiquées devront répondre aux diverses exigences en matière de preuve et de procédure du droit des États en cause. De surcroît, les renseignements communiqués devront se conformer aux autres lois, notamment celles relatives à la protection des renseignements personnels ou de la vie privée.

c *Fonctions des documents communiqués*

35 Dans un système fondé sur le papier, les fonctions des versions sur papier des documents relevant du champ d'application de l'Esquisse comprendraient une ou plusieurs des suivantes : fournir un document lisible par tous ; fournir un support inaltérable ; permettre la reproduction d'un document ; permettre l'authentification des données au moyen d'une signature ; et fournir un document sous une forme acceptable par les autorités publiques et les tribunaux[59].

B *De la communication sur papier aux communications électroniques – la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique*

a *La démarche « d'équivalent fonctionnel »*

36 La Loi type sur le commerce électronique adoptée par la CNUDCI en 1996[60] propose une solution pour les communications électroniques en réponse aux exigences juridiques prescrivant l'utilisation d'une documentation traditionnelle à base de papier, en étendant la portée de notions telles que « écrit », « signature » et « original » afin d'inclure les techniques de communication électronique (c.-à-d., de message de données). À cet égard, la Loi type permet aux États d'adapter leurs lois aux évolutions de la technologie des communications sans supprimer les exigences fondées sur le papier ou toucher aux concepts à l'origine de ces exigences[61].

37 La Loi type est fondée sur une démarche nouvelle, « l'approche fondée sur l'équivalent fonctionnel » qui repose sur une analyse des objectifs et des fonctions des exigences traditionnelles fondées sur le papier en vue de déterminer comment ces objectifs ou fonctions peuvent être assurés au moyen des techniques de communications électroniques[62]. « La Loi type ne vise pas à définir un équivalent informatisé de toute forme de document papier, mais plutôt à définir les fonctions essentielles des supports papier en vue de déterminer des critères qui, s'ils sont satisfaits par des messages de données, permettraient à ces messages informatisés de bénéficier du même degré de reconnaissance juridique que le document papier correspondant remplissant la même fonction. »[63] La démarche d'équivalent fonctionnel dans la Loi type a été appliquée à l'égard des concepts « écrit », « signature », et « original ».

b *Champ d'application de la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique*

38 La Loi type ne tient pas compte du support. Le terme « message de données » (c.-à-d., communication électronique) comprendrait des informations créées, enregistrées, transmises ou conservées sous forme numérique ou toute autre forme incorporelle par un moyen électronique, magnétique, optique ou autre semblable, y compris, notamment, l'échange de données informatisées[64], le courrier électronique, l'affichage de messages sur des sites Internet, le télégramme, le télex ou la télécopie[65]. Bien que la Loi type ait pour objet de traiter des communications électroniques dans le domaine commercial, aucune de ses dispositions n'interdit aux États d'étendre son champ d'application pour recouvrir d'autres activités, telles que les activités gouvernementales. Ce faisant, bon nombre d'États ont établi des normes d'information et de technologie auxquelles doivent se conformer les documents électroniques et les usagers. En outre, la Loi type s'applique aux utilisations aussi bien internationales qu'internes des messages de données. Rien n'interdirait l'application de lois internes mettant en œuvre la Loi type à l'égard de communications relatives au recouvrement international d'aliments.

c *Application des exigences juridiques aux messages de données – « reconnaissance juridique », « écrit », « signature », « original », « admissibilité et force probante » et « conservation » – y compris une description de la technologie utilisée*[66]

39 La Loi type, dans son article 5, établit un principe selon lequel l'effet juridique, la validité ou la force exécutoire d'une information ne sont pas déniés au seul motif que

[54] *Ibid.* Par exemple, à l'égard des demandes prévues aux art. 12 et 14 de l'Esquisse, des renseignements personnels et confidentiels pourraient comprendre les nom, date de naissance, acte de naissance ou de mariage, du créancier ou demandeur, les nom et adresse de l'employeur du débiteur et une description des biens meubles et immeubles du débiteur.
[55] Voir *supra*, note 50.
[56] L'Esquisse, art. 22(3).
[57] *Ibid.*, art. 23.
[58] *Ibid.*, art. 42.
[59] Voir CNUDCI, *Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique et Guide pour son incorporation* 1996, avec le nouvel article 5 *bis* tel qu'adopté en 1998, New York, Nations Unies, 1999 (disponible à <www.uncitral.org>), para. 16 du Guide.
[60] *Ibid.* Des textes législatifs fondés sur la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique ont été adoptés dans les pays et territoires suivants : Afrique du Sud*, Australie, Chine (RAS Hong Kong), Colombie*, Équateur*, France, Inde*, Irlande, Jordanie, Maurice, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama*, Philippines, République de Corée, République dominicaine*, Royaume-Uni (Bailiwick de Guernesey, Bailiwick de Jersey et Île de Man, dépendances de la Couronne du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; Bermudes, Îles Caïmans, et Îles turques et Caïques, territoires d'outre-mer du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Singapour, Slovénie, Thaïlande et Venezuela. De plus, des lois uniformes s'inspirant de la Loi type et des principes sur lesquels elle repose ont également été élaborées au Canada (Loi uniforme sur le commerce électronique adoptée en 1999 par la Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada – mise en œuvre par dix provinces et territoires) et aux États-Unis d'Amérique (*Uniform Electronic Transactions Act* adopté en 1999 par la Conférence nationale des commissions de juristes sur l'uniformisation des législations des états – mise en œuvre par 45 états).
* À l'exception des dispositions relatives à la certification et aux signatures électroniques.
[61] Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique, para. 15 du Guide.
[62] *Ibid.*, para. 16 du Guide.
[63] *Ibid.*, para. 18 du Guide.
[64] L'échange de données informatisées (EDI) vise les communications entre ordinateurs telles que celles utilisées pour le virement électronique de fonds dans le cadre d'un système de chambre de compensation automatisée.
[65] Loi type sur le commerce électronique, art. 1er.
[66] La Loi type traite également de questions telles que la formation et la validité des contrats (art. 11), la reconnaissance par les parties des messages de données (art. 12), l'attribution des messages de données (art. 13), les accusés de réception (art. 14), le moment et le lieu de l'expédition et de la réception d'un message de données (art. 15).

more, some of these documents may contain personal, confidential or sensitive information.[54]

b *Legal requirements to be met by the information communicated*

34 The information communicated will have to meet legal requirements set out both in the future instrument and the domestic legislation in force in the different States involved. For example, the use of standard forms in the new instrument may be mandatory.[55] The inclusion in the application of certain documents or information may also be mandatory.[56] Furthermore, certain language requirements may also have to be respected.[57] On the other hand, all documents transmitted under the new instrument will be exempt from legalisation or any analogous formality.[58] In addition, depending on the type of information, the data communicated will have to meet the different evidence and procedural requirements of the law of the States involved. Moreover, the information communicated will have to conform with other laws, especially those relating to the protection of personal information or privacy.

c *Functions of the documents communicated*

35 In a paper world, the functions of the paper versions of documents falling under the scope of the Working Draft would include one or more of the following: to provide that a document would be legible by all; to provide that a document would remain unaltered over time; to allow for the reproduction of a document; to allow for the authentication of data by means of a signature; and to provide that a document would be in a form acceptable to public authorities and courts.[59]

B *From paper-based communications to electronic communications – The* UNCITRAL *Model Law on Electronic Commerce*

a *The "functional equivalent" approach*

36 The Model Law on Electronic Commerce adopted in 1996 by UNCITRAL[60] offers a solution for electronic communications in response to legal requirements prescribing the use of traditional paper-based documentation by way of extension of the scope of such notions as "writing", "signature" and "original" with a view to including electronic communications (*i.e.*, data message) techniques. In this respect, the Model Law allows States to adapt their laws to developments in communications technology without removing the paper-based requirements or upsetting the concepts at the source of these requirements.[61]

37 The Model Law is based on a new approach, the "functional equivalent approach", which is founded on an analysis of the purpose and functions of the traditional paper-based requirement with a view to determining how those purposes or functions can be fulfilled through electronic communications techniques.[62] "The Model Law does not attempt to define a computer-based equivalent to any kind of paper document. Instead, it singles out basic functions of paper-based form requirements, with a view to providing criteria which, once they are met by data messages, enable such data messages to enjoy the same level of legal recognition as corresponding paper documents performing the same function."[63] The functional equivalent approach in the Model Law has been taken in relation to the concepts of "writing", "signature" and "original".

b *Scope of the* UNCITRAL *Model Law on Electronic Commerce*

38 The Model Law is media-neutral. The term "data message" (*i.e.*, electronic communication) would include information created, recorded, transmitted or stored in digital form or in any other intangible form by electronic, magnetic, optical or similar means including, but not limited to, electronic data interchange,[64] electronic mail, the posting of messages on Internet sites, telegram, telex or telecopy.[65] Even though the Model Law is meant to address electronic communications in the commercial sphere, nothing in the Model Law prevents States from extending its scope to cover other activities such as governmental activities. In so doing, a good number of States have established information and technology standards to be met by the electronic documents and complied with by users. Furthermore, the Model Law applies to both international and domestic use of data messages. Nothing would prevent the application of domestic laws enacting the Model Law with respect to communications concerning the international recovery of maintenance.

c *Application of legal requirements to data messages – "legal recognition", "writing", "signature", "original", "admissibility and evidential weight" and "retention" – including a description of the technology in support*[66]

39 The Model Law, in its Article 5, sets out a principle to the effect that information shall not be denied legal effect, validity or enforceability solely on the grounds that it is in

[54] *Ibid. E.g.*, in relation to the applications set out in Arts 12 and 14 of the Working Draft, personal and confidential information may include the name, birth date, birth or marriage certificate, of the creditor or claimant, the name and address of the employer of the debtor and a description of the movable and immovable property of the debtor.
[55] See *supra*, note 50.
[56] Working Draft, Art. 22(3).
[57] *Ibid.*, Art. 23.
[58] *Ibid.*, Art. 42.
[59] See UNCITRAL, *UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce with Guide to Enactment* 1996, with additional article 5 *bis* as adopted in 1998, New York, United Nations, 1999 (available at <www.uncitral.org>), Guide para. 16.
[60] *Ibid.* At the time of writing, legislation implementing provisions of the Model Law has been adopted in Australia, China (Hong Kong SAR), Colombia,* Dominican Republic,* Ecuador,* France, India,* Ireland, Jordan, Mauritius, Mexico, New Zealand, Pakistan, Panama,* Philippines, Republic of Korea, Singapore, Slovenia, South Africa,* Thailand, the United Kingdom (the Bailiwick of Guernsey, the Bailiwick of Jersey and the Isle of Man, all Crown Dependencies of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland; in Bermuda, Cayman Islands, and the Turks and Caicos Islands, overseas territories of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland) and Venezuela. Furthermore, uniform legislation influenced by the Model Law and the principles on which it is based has also been prepared in Canada (Uniform Electronic Commerce Act, adopted in 1999 by the Uniform Law Conference of Canada – enacted in ten provinces and territories) and in the United States of America (Uniform Electronic Transactions Act, adopted in 1999 by the National Conference of Commissioners on Uniform State Law – enacted in 45 states).
* Except for the provisions on certification and electronic signatures.

[61] UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce, Guide para. 15.
[62] *Ibid.*, Guide para. 16.
[63] *Ibid.*, Guide para. 18.
[64] Electronic data interchange (EDI) refers to computer-to-computer communications such as those used for electronic transfer of funds in an automated clearinghouse system.
[65] Model Law on Electronic Commerce, Art. 1.
[66] The Model Law also deals with issues such as the formation and validity of contracts (Art. 11), recognition by parties of data messages (Art. 12), attribution of data messages (Art. 13), acknowledgement of receipt (Art. 14), time and place of dispatch and receipt of data messages (Art. 15).

cette information est sous forme de message de données[67]. Ce principe de non-discrimination n'a pas vocation à prévaloir sur une quelconque exigence résultant de la Loi type[68].

40 Selon l'article 6 de la Loi type, lorsque la loi exige que l'information soit sous forme « écrite », un message de données satisfait à cette exigence si l'information qu'il contient est accessible pour être consultée ultérieurement. Les messages de données peuvent être stockés sur divers types de supports tels que bandes magnétiques, disquettes, disque durs ou puces. En outre, ces systèmes de stockage et les messages de données eux-mêmes peuvent être protégés par l'utilisation de mots de passe ou d'un cryptage.

41 L'article 7 de la Loi type, qui traite des « signatures », dispose notamment que l'exigence de la signature d'une personne est satisfaite à l'égard d'un message de données si une méthode est utilisée pour identifier la personne et indiquer qu'elle approuve l'information contenue dans le message de données[69]. Diverses techniques utilisées soit seules soit combinées permettent d'identifier le créateur du message de données et d'indiquer son approbation[70]. Tout d'abord, l'identité de l'utilisateur du système peut être assurée par l'usage d'un nom d'utilisateur, numéro d'identification personnel (NIP), carte d'identité ou authentification au moyen d'un dispositif biométrique. Les signatures numériques reposant sur la cryptographie à clé publique et les fonctions de hachage[71] fournissent un exemple d'une autre technique qui peut être combinée avec la première[72]. Une autre possibilité consiste à combiner l'infrastructure de signature numérique avec la prestation de services de certification. Dans ce cas, un tiers vérifie que la clé publique correspond à une clé privée. Les autres techniques comprennent l'utilisation de réseaux privés tels que des lignes privées ou réseaux privés virtuels établis sur un réseau public au moyen d'une fonction tunnel. L'indication de l'approbation peut être assurée par l'utilisation de techniques de non-répudiation telles que les signatures numériques et l'utilisation de certificats. Il convient de noter que, en vertu de la Loi type, la simple signature d'un message de données n'a pas vocation à conférer à celui-ci une validité juridique. La question de savoir si un message de données remplissant les conditions d'une signature en vertu de la Loi type a une validité juridique doit être tranchée selon le droit interne approprié, en dehors de la législation incorporant la Loi type en droit national.

42 L'exigence d'un « original » est prévue à l'article 8 de la Loi type. L'exigence est remplie par un message de données s'il existe une garantie fiable quant à l'intégrité de l'information à compter du moment où elle a été créée pour la première fois sous sa forme définitive, en tant que message de données ou autrement. Les critères pour évaluer l'intégrité consistent à savoir si l'information est restée complète et n'a pas été altérée. Les techniques utilisées à cet égard comprennent les signatures numériques, la cryptographie, les fonctions de hachage et les tunnels.

43 L'article 9 de la Loi type fixe les principes à l'égard de « l'admissibilité et de la force probante » des messages de données. La force probante d'un message de données s'apprécie eu égard à la fiabilité du mode de création, de conservation ou de communication du message de données, la fiabilité du mode de préservation de l'intégrité de l'information, la manière dont le créateur a été identifié, et tout autre facteur pertinent. À cet égard, toutes les techniques décrites ci-dessus peuvent être utilisées seules ou combinées – plus le système d'information est sûr, plus grandes seront l'admissibilité et la force probante du message de données.

44 La « conservation » du message de données est la dernière des exigences juridiques prévues par la Loi type. L'article 10 fixe les conditions devant être remplies pour satisfaire aux exigences de « conservation des données » dans un environnement électronique. Ces conditions sont les suivantes : 1) l'information que contient le message est accessible pour être consultée ultérieurement ; 2) le message de données est conservé sous la forme sous laquelle il a été créé, envoyé ou reçu ; et 3) ces informations permettent l'identification de l'origine et de la destination d'un message de données et la date et l'heure de son envoi ou de sa réception.

45 La Loi type ne traite pas de la protection des renseignements personnels. Cependant, il convient de noter que plus la sécurité du système d'information utilisé dans la transmission de données sera élevée, plus grande sera la confidentialité. À cet égard, l'utilisation de mots de passe, de dispositifs d'identification, de lignes privées ou de tunnels et de la cryptographie sera essentielle.

C *Rédaction d'une Convention faisant appel à l'application de la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique*

46 Le nouvel instrument devrait permettre autant que possible l'application des principes entérinés par la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique dans la mesure où sa mise en œuvre recouvre les communications ayant trait au recouvrement international d'aliments. Afin d'encourager cette mise en œuvre, une mention expresse des Lois types de la CNUDCI concernant le commerce électronique pourrait être intégrée au préambule. En outre, le texte du nouvel instrument devrait également être neutre à l'égard des supports[73]. Dans ce domaine, l'Esquisse dispose que les Autorités centrales utilisent les moyens de communication les plus rapides dont elles disposent[74]. Le principe de neutralité à l'égard du support ne serait pas atteint en prescrivant l'utilisation des moyens de communication les plus rapides.

[67] Un principe semblable figure à la section 316(e) de l'*Uniform Interstate Family Support Act* (modification ou révision la plus récente en 2001).
[68] Ces exigences figurent aux art. 6 à 10 de la Loi type.
[69] Il est important de noter qu'en 2001, la CNUDCI a adopté une Loi type sur les signatures électroniques en vue notamment de compléter l'art. 7 de la Loi type de 1996 sur le commerce électronique : *Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques et Guide pour son incorporation* 2001, New York, Nations Unies, 2002. Seuls la Thaïlande et le Mexique ont incorporé la Loi type de 2001. Un certain nombre de pays considèrent que les questions juridiques ayant trait à l'utilisation des signatures de commerce électronique sont déjà réglées par la Loi type de 1996. Ces pays ne prévoient pas l'adoption de nouvelles règles en matière de signatures électroniques.
[70] Voir *ibid.*, para. 29 à 62, pour plus de renseignements sur les technologies concernant les signatures.
[71] Voir *ibid.*, para. 40 : « Une fonction de hachage est un processus mathématique fondé sur un algorithme, qui crée une représentation numérique, ou forme comprimée du message, souvent appelée 'abrégé' ou 'empreinte digitale', et qui prend la forme d'une 'valeur de hachage' ou d'un 'résultat de hachage' d'une longueur normalisée généralement beaucoup plus courte que le message lui-même, mais qui lui est néanmoins unique […] ».
[72] Voir par exemple, les systèmes à clé publique tels que *Secured Socket Layer* (SSL) et *Pretty Good Privacy* (PGP).
[73] Au cours de la Commission spéciale de mai 2003, il a été expliqué que, dans le nouvel instrument, les mentions de documents écrits devraient permettre la communication électronique pour les États ayant adopté la démarche « d'équivalent fonctionnel » de la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique, voir Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 35.
[74] L'Esquisse, art. 22(7). Voir également Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 42. Au cours de la Commission spéciale de mai 2003, des experts ont exprimé le souhait que la communication par voie électronique soit utilisée chaque fois que c'est possible (*ibid.*, para. 45).

the form of a data message.[67] This non-discrimination principle is not intended to override any of the requirements contained in the Model Law.[68]

40 According to Article 6 of the Model Law, where the law requires information to be in "writing", that requirement is met by a data message if the information therein is accessible so as to be usable for subsequent reference. Data messages can be stored on different types of support such as magnetic tapes, floppy disks, hard disks or microchips. Furthermore, these storing systems and the data messages themselves can be protected by the use of passwords or encryption.

41 Article 7 of the Model Law which deals with "signatures" provides, notably, that the requirement of a signature of a person is met in relation to a data message if a method is used to identify that person and to indicate that person's approval of the information contained in the data message.[69] Different techniques either on their own or in combination can be used in order to identify the originator of the data message and to indicate his or her approval.[70] First, the identity of the user of the system can be ensured by the use of a username, personal identification numbers (PINs), identity card or authentication through a biometric device. Digital signatures relying on public key cryptography and hash function[71] provide an example of another technique that can be combined with the first.[72] Another possibility is to combine the digital signature infrastructure with the supply of certification services. In this case, a third party verifies that the public key corresponds to a private key. Other techniques include the use of private networks such as private lines or virtual private networks established on a public network using a tunnelling function. The indication of approval can be ensured by the use of non-repudiation techniques such as digital signatures and the use of certificates. It should be noted that, under the Model Law, the mere signing of a data message is not intended to confer legal validity to the data message. Whether a data message that fulfils the requirement of a signature under the Model Law has legal validity is to be settled under the appropriate domestic law outside the legislation enacting the Model Law.

42 The "original" requirement is provided for under Article 8 of the Model Law. The requirement is met by a data message if there exists a reliable assurance as to the integrity of the information from the time when it was first generated in its final form, as a data message or otherwise. The criteria for assessing integrity shall be whether the information has remained complete and unaltered. Techniques used in this respect include digital signatures, cryptography, hash function and tunnelling.

43 Article 9 of the Model Law sets the principles in relation to the "admissibility and evidential weight" of data messages. In assessing the evidential weight of a data message, regard shall be had to the reliability of the manner in which the data message was generated, stored or communicated, to the reliability of the manner in which the integrity of the information was maintained, to the manner in which its originator was identified, and to any other relevant factor. In this regard, all the techniques described above can be used on their own or in combination – the higher the security of the information system, the higher the admissibility and evidential weight of the data message.

44 The "retention" of data messages is the last of the legal requirements provided for under the Model Law. Article 10 sets the conditions that are necessary to meet in order to fulfil the "data retention" requirements in an electronic environment. These conditions are the following: 1) the information contained in the message is accessible for subsequent reference; 2) the data message is retained in the format in which it was generated, sent or received; and 3) such information enables the identification of the origin and destination of a data message and the date and time when it was sent or received.

45 The Model Law does not deal with the protection of personal information. However, it must be noted that the higher the security of the information system used for the transmission of data, the higher the confidentiality will be. In this respect the utilisation of passwords, identification devices, private lines or tunnelling and cryptography will be essential.

C *Drafting a Convention that calls upon the application of the UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce*

46 The new instrument should allow as much as possible the application of the principles enshrined in the UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce as long as its implementation covers communications related to the international recovery of maintenance. In order to encourage this implementation, a specific reference to the Model Laws of UNCITRAL relating to electronic commerce could be made in the Preamble. Furthermore, the text of the new instrument should also be media-neutral.[73] In this respect, the Working Draft provides that Central Authorities shall employ the most rapid means of communication at their disposal.[74] The media-neutrality principle would not be affected by prescribing the use of the most rapid means of communication.

[67] A similar principle is incorporated in Section 316(e) of the Uniform Interstate Family Support Act (last amended or revised in 2001).
[68] Arts 6-10 of the Model Law provide for these requirements.
[69] It is important to note that in 2001 UNCITRAL adopted a Model Law on Electronic Signatures with a view, in particular, to supplement Art. 7 of the 1996 Model Law on Electronic Commerce: *UNCITRAL Model Law on Electronic Signatures with Guide to Enactment* 2001, New York, United Nations, 2002. Only Thailand and Mexico have enacted the 2001 Model Law. It is the view of a number of countries that the legal issues related to the use of electronic commerce signatures have already been resolved by the 1996 Model Law. These countries do not plan to adopt further rules on electronic signatures.
[70] See *ibid.*, paras 29-62, for further information on technologies in relation to signatures.
[71] See, *ibid.*, para. 40: "A hash function is a mathematical process, based on an algorithm which creates a digital representation, or compressed form of the message, often referred to as a 'message digest', or 'fingerprint' of the message, in the form of a 'hash value' or 'hash result' of a standard length that is usually much smaller than the message but nevertheless substantially unique to it."
[72] See, *e.g.*, public key systems such as Secured Socket Layer (SSL) and Pretty Good Privacy (PGP).
[73] During the May 2003 Special Commission it was explained that, in the new instrument, references to written documents should permit electronic communication for those States that have adopted the "functional equivalent approach" of the UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce, see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 35.
[74] Working Draft, Art. 22(7). See also Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 42. During the May 2003 Special Commission experts expressed the desire that communication by electronic means be used wherever possible (*ibid.*, para. 45).

D *Exemples de communications électroniques existantes, tirés des réponses au Questionnaire supplémentaire de 2004*

a *Communications électroniques dans un contexte interne*

47 Les réponses au Questionnaire supplémentaire de 2004 indiquent qu'en général, les demandes d'aliments présentées à une autorité judiciaire doivent être communiquées en personne ou par courrier utilisant le papier[75]. Dans d'autres États, les demandes peuvent être reçues par télécopie ou courrier électronique à condition que les documents sous leur forme originale suivent par courrier[76]. Cependant, dans un certain nombre d'États il est possible d'envoyer les demandes par télécopie ou par courrier électronique[77]. Les réponses relatives à la communication de documents publics (c'est-à-dire actes judiciaires, actes administratifs, actes authentiques, certificats officiels tels qu'actes de naissance ou de mariage) suivent plus ou moins la même tendance. Certains États n'admettent que les communications sur papier[78]. D'autres acceptent l'envoi de documents publics par télécopie ou par courrier électronique à condition que l'original soit envoyé par courrier sans délai par la suite[79]. Enfin, certains États peuvent recevoir des documents publics sans exiger que les originaux suivent[80]. La plupart des États ayant répondu au Questionnaire supplémentaire ont indiqué utiliser la télécopie ou le courrier électronique pour répondre à des demandes d'information générales ou particulières ayant trait aux dossiers à condition qu'ils répondent aux exigences en matière de protection des renseignements personnels[81]. Il est intéressant de noter que dans certains États, les particuliers peuvent consulter leurs dossiers sur un site Internet sécurisé s'ils sont utilisateurs enregistrés disposant d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe[82]. En outre, aux États-Unis d'Amérique, un réseau privé sécurisé de courrier électronique a été mis en place entre les Agences IV-D[83]. Il transmet les courriers électroniques en vrac vers un serveur où ils sont accessibles le jour suivant.

b *Communications électroniques dans un contexte international*

(i) *En qualité d'État requis*

48 Certains États n'ont mis en place aucun dispositif pour la communication par voie électronique[84]. D'autres États appliquent leurs exigences internes au contexte international[85]. À cet égard, les Philippines et le Portugal admettent l'utilisation du courrier électronique pour tous les types de communications dans les mêmes conditions qu'en interne. L'Autriche, le Canada et le Costa Rica font de même pour la télécopie ou le courrier électronique à condition que les documents originaux soient envoyés ensuite par courrier. La Finlande, la Norvège, et la Serbie-et-Monténégro acceptent les demandes présentées par courrier électronique. L'Australie accepte les demandes et documents publics envoyés par télécopie. L'Allemagne accepte les demandes envoyées par télécopie. Enfin, un bon nombre d'États acceptent les demandes d'information présentées par télécopie ou courrier électronique à condition qu'elles remplissent leurs normes relatives à la protection des renseignements personnels et de la vie privée[86]. Il est intéressant de noter que l'Australie et la Nouvelle-Zélande examinent actuellement la possibilité de mettre en place un système de cryptage de courrier électronique ou une interface web entre leurs deux Autorités centrales.

(ii) *En qualité d'État requérant*

49 Les réponses reçues relativement au scénario pour l'État requérant sont quasiment identiques à celles pour le scénario de l'État requis, sauf quelques exceptions notables. Dans le cas de l'Australie, toutes les communications sont envoyées par courrier du fait des normes strictes résultant des lois relatives à la protection des renseignements personnels et de la vie privée en Australie. Dans le cas de la Nouvelle-Zélande, le moyen de transmission dépend des exigences de l'autre ressort. La Norvège n'a mis en place aucun dispositif. Dans le cas des Philippines, les demandes d'aliments sont généralement envoyées par l'intermédiaire de l'Ambassade de l'État requis.

c *Mise en œuvre de la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique et son application au recouvrement d'aliments*

50 Sur les 23 ressorts ayant répondu au Questionnaire supplémentaire de 2004, sept[87] n'ont pas encore incorporé au droit national la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique ; 16[88] ont incorporé au droit national la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique. Sur ces 16 ressorts, dix n'appliquent pas la Loi type au recouvrement d'aliments[89]. Par contre, cinq ressorts permettent l'utilisation des signatures électroniques pour le recouvrement d'aliments[90].

[75] Autriche, Japon, Luxembourg, Maroc, Mexique, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles), Suède et Suisse.
[76] Costa Rica, République tchèque et Slovaquie. L'Australie peut recevoir les demandes par télécopie ou téléphone, sous réserve d'un justificatif d'identité. La Nouvelle-Zélande peut recevoir les demandes par télécopie à l'égard des aliments envers les enfants.
[77] Allemagne (par télécopie uniquement), Canada (en cas d'urgence et lorsque le moyen est disponible), Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, Norvège, Portugal (les documents doivent être reproduits sous un format texte et porter une signature électronique certifiée par une autorité agréée (le « prestataire de services de certification »)) et Serbie-et-Monténégro.
[78] Autriche, Finlande, Japon, Luxembourg, Maroc, Mexique, Pays-Bas, Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles), Serbie-et-Monténégro, Suède et Suisse.
[79] Australie (télécopie uniquement), Canada (télécopie uniquement), Norvège, Nouvelle-Zélande (télécopie uniquement), République tchèque et Slovaquie.
[80] Danemark (pour certains documents la réglementation pourra exiger des orignaux sur papier), États-Unis d'Amérique, Philippines (dans les conditions suivantes : 1) avec une preuve de la signature sous forme numérique par la personne présentée comme les ayant signés ; 2) avec une preuve de ce que d'autres procédures ou dispositifs de sécurité appropriés, autorisés par la Cour Suprême ou par la loi pour l'authentification des documents électroniques, ont été appliqués aux documents ; ou 3) avec une autre preuve de l'intégrité et de la fiabilité, à la satisfaction du juge), et Portugal.
[81] L'Autriche, le Luxembourg et le Mexique n'utilisent pas cette méthode.
[82] Canada (Colombie-Britannique), États-Unis d'Amérique (dans certains ressorts) et Nouvelle-Zélande.
[83] Les Agences IV-D sont des autorités créées dans chaque état des États-Unis d'Amérique en vue de la réalisation de tâches et d'obligations particulières dans le cadre de l'*Uniform Interstate Family Support Act*.
[84] Allemagne, Danemark, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, République tchèque.
[85] Australie, Canada, Finlande, Mexique, Norvège, Philippines, Portugal, Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles), Serbie-et-Monténégro, Suède et Suisse.
[86] Australie, Autriche, Canada, États-Unis d'Amérique, Finlande, Maroc, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Portugal, Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles), Serbie-et-Monténégro, Suède et Suisse.
[87] Autriche, Costa Rica, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Slovaquie et Suisse.
[88] Allemagne, Australie, Canada, Finlande, Japon, Luxembourg, Maroc, Mexique, Nouvelle-Zélande, Philippines, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles), Serbie-et-Monténégro (uniquement pour le Monténégro), Slovénie et Suède.
[89] Allemagne, Australie, Canada, Japon, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni (Angleterre & Pays de Galles), Slovénie et Suède.
[90] Maroc, Norvège (au cours des trois années à venir), Philippines, Portugal et République tchèque.

Utilisation des technologies de l'information

D *Examples of existing electronic communications drawn from the answers to the 2004 Additional Questionnaire*

a *Electronic communications in the domestic context*

47 Responses to the 2004 Additional Questionnaire indicate that in general applications for maintenance made before a judicial authority have to be transmitted in person or by post using paper.[75] In other States applications can be received by fax or e-mail as long as the documents in their original form follow by post.[76] However, in a number of States it is possible to send applications by fax or e-mail.[77] The responses regarding the transmission of public documents (*i.e.*, court documents, administrative documents, notarial acts, official certificates such as birth or marriage certificates) follow more or less the same trend. Some States will only allow paper-based communications.[78] Other States accept public documents sent by fax or e-mail as long as the originals are sent by post shortly thereafter.[79] Finally some States may receive public documents without the need for originals to follow.[80] Most States that have answered the Additional Questionnaire have indicated that they use fax or e-mail to respond to requests for general or specific information in relation to cases as long as it meets the protection of personal information requirements.[81] It is interesting to note that in some States individuals can consult their files on a secured website if they are registered users with username and password.[82] Furthermore, in the United States of America a private secured e-mail network has been put in place between the IV-D Agencies.[83] It transmits e-mail in batch to a server where e-mails are accessible the next day.

b *Electronic communications in the international context*

(i) *As a requested State*

48 Some States have no arrangement in place in order to communicate by electronic means.[84] Other States will apply their domestic requirements to the international context.[85] In this respect the Philippines and Portugal will allow the use of e-mail for all types of communications under the same conditions as domestically. Austria, Canada and Costa Rica will do the same for fax or e-mail as long as the original documents are sent afterwards by mail. Finland, Norway and Serbia and Montenegro will accept applications made by e-mail. Australia will accept applications and public documents sent by fax. Germany will accept applications by fax. Finally, a good number of States will accept requests for information by fax or e-mail as long as they meet their norms regarding the protection of personal information and privacy.[86] It is worth noting that Australia and New Zealand are examining the possibility to develop an e-mail encryption system or a web interface between their two Central Authorities.

(ii) *As a requesting State*

49 Responses received as to the requesting State scenario are virtually the same as for the requested State scenario apart from a few notable exceptions. In the case of Australia all communications are sent by mail because of the high standards embodied in the protection of personal information and privacy laws of Australia. In the case of New Zealand, the medium of transmission depends on the requirement of the other jurisdiction. Norway has no arrangements in place. In the case of the Philippines maintenance requests are usually sent through the Embassy of the requested State.

c *Implementation of the UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce and its application to the recovery of maintenance*

50 Out of the 23 jurisdictions that have responded to the 2004 Additional Questionnaire, seven jurisdictions[87] have not yet enacted the UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce; 16 jurisdictions[88] have enacted the UNCITRAL Model Law. Out of these 16 jurisdictions, ten do not apply the Model Law to the recovery of maintenance.[89] On the other hand five jurisdictions allow for the use of electronic signatures for the recovery of maintenance.[90]

[75] Austria, Japan, Luxembourg, Mexico, Morocco, Netherlands, Philippines, Sweden, Switzerland and the United Kingdom (England & Wales).
[76] Costa Rica, Czech Republic and Slovakia. Australia can receive applications by fax or telephone, subject to proof of identity. New Zealand can receive applications by fax in relation to child support.
[77] Canada (in urgent matters and where the medium is available), Denmark, Finland, Germany (by fax only), Norway, Portugal (documents must be reproduced in text format and hold an electronic signature certified by an authorised authority ("the certification service provider")), Serbia and Montenegro and the United States of America.
[78] Austria, Finland, Japan, Luxembourg, Mexico, Morocco, Netherlands, Serbia and Montenegro, Sweden, Switzerland and the United Kingdom (England & Wales).
[79] Australia (by fax only), Canada (by fax only), Czech Republic, New Zealand (by fax only), Norway and Slovakia.
[80] Denmark (for certain documents the legislation may require paper originals), Philippines (according to the following conditions: 1) by evidence that it had been digitally signed by the person purported to have signed the same; 2) by evidence that other appropriate security procedures or devices as may be authorised by the Supreme Court or by law for authentication of electronic documents were applied to the documents; or, 3) by other evidence showing integrity and reliability to the satisfaction of the judge), Portugal and the United States of America.
[81] Austria, Luxembourg and Mexico do not use this method.
[82] Canada (British Columbia), New Zealand and the United States of America (in some jurisdictions).
[83] IV-D Agencies are authorities set up in each state of the United States of America in order to carry out specific tasks and obligations provided for in the Uniform Interstate Family Support Act.
[84] Czech Republic, Denmark, Germany, Japan, Luxembourg and New Zealand.
[85] Australia, Canada, Finland, Mexico, Norway, Philippines, Portugal, Serbia and Montenegro, Sweden, Switzerland and the United Kingdom (England & Wales).
[86] Australia, Austria, Canada, Finland, Mexico, Morocco, Netherlands, New Zealand, Norway, Philippines, Portugal, Serbia and Montenegro, Sweden, Switzerland, the United Kingdom (England & Wales) and the United States of America.
[87] Austria, Costa Rica, Denmark, Netherlands, Norway, Slovakia and Switzerland.
[88] Australia, Canada, Czech Republic, Finland, Germany, Japan, Luxembourg, Mexico, Morocco, New Zealand, Philippines, Portugal, Serbia and Montenegro (only for Montenegro), Slovenia, Sweden and the United Kingdom (England & Wales).
[89] Australia, Canada, Germany, Japan, Luxembourg, Mexico, New Zealand, Slovenia, Sweden and the United Kingdom (England & Wales).
[90] Czech Republic, Morocco, Norway (within the next three years), Philippines and Portugal.

E *Résumé*

51 Suite à l'étude des communications électroniques, il appert que le texte de l'Esquisse est neutre à l'égard des supports et qu'il pourrait trouver application tant dans un environnement papier qu'électronique. Ainsi, le nouvel instrument permettrait l'application des principes entérinés par la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique. Cependant, cela ne sera possible que dans la mesure où la mise en œuvre de la Loi type en droit interne recouvre les communications ayant trait au recouvrement des aliments. Afin d'encourager cette mise en œuvre, une mention expresse des Lois types de la CNUDCI concernant le commerce électronique et la possibilité de les étendre aux matières civiles pourrait être intégrée au préambule.

52 Les États sont encouragés à mettre en place des arrangements bilatéraux ou régionaux à l'égard de l'utilisation des communications électroniques relatives au recouvrement des aliments en utilisant les techniques décrites dans ce chapitre. Ce faisant, les États devraient mettre en place des technologies qui rempliront les exigences de leurs États en matière de preuve et qui respecteront leurs lois sur la protection des renseignements personnels et de la vie privée.

III AUTRES EMPLOIS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION POUR AIDER LES AUTORITÉS CENTRALES DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS

A *Sites Internet pour recueillir et diffuser l'information*

53 Les sites Internet peuvent être utilisés de diverses manières à l'égard du recouvrement d'aliments. Ils peuvent être utilisés pour afficher des renseignements publics, tels que les coordonnées des Autorités centrales, et le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions[91], les formules types de demande[92], les lois et procédures des États parties à la Convention concernant les obligations alimentaires[93], les statistiques et la jurisprudence concernant le fonctionnement pratique de la Convention[94] et des profils d'État. Dans tous ces cas, l'information pourrait être présentée sur le site web de la Conférence de La Haye. En outre, la responsabilité de la tenue à jour de ces renseignements relèverait des États parties, car ils se verraient accorder un accès sécurisé limité au système de gestion du contenu du site Internet.

54 En outre, les créanciers, débiteurs et / ou Autorités centrales étrangères pourraient consulter des sites Internet sécurisés auprès desquels ils sont enregistrés comme utilisateurs, avec un nom d'utilisateur et un mot de passe afin de suivre les paiements d'aliments[95], consulter l'état d'avancement de dossiers particuliers[96], ou obtenir des renseignements sur les lois ou procédures pertinentes à une affaire particulière[97]. Il serait même envisageable d'engager et déposer une demande directement en utilisant un site Internet sécurisé, ce qui éliminerait la nécessité de courriers électroniques sécurisés. Cependant, l'utilisation d'un site Internet sécurisé nécessiterait dans un premier temps une communication sur papier afin d'obtenir l'autorisation pour l'attribution d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe ou autre dispositif d'identification.

B *Bases de données et systèmes de gestion de dossiers*

55 Dans certains États, le rapprochement de données provenant de différentes bases de données est utilisé pour localiser le débiteur[98]. Toutes les nuits, les données relatives à l'emploi sont rapprochées des données fiscales et sociales[99]. Les données peuvent également être croisées avec celles des organismes de crédit et des cadastres afin d'obtenir des renseignements concernant le revenu et la situation financière du débiteur, y compris la localisation de biens[100].

56 En vue de l'application future à long terme du nouvel instrument, il a été mentionné qu'il pourrait être intéressant d'examiner la possibilité d'établir un système de gestion des dossiers électroniques, tel que celui actuellement expérimenté par le Bureau Permanent dans le cadre de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*[101]. Un tel système pourrait permettre aux utilisateurs de communiquer et de suivre le traitement des dossiers d'aliments, de manière efficace et à moindre coût. Il a également été mentionné que la mise en place d'un système de gestion des dossiers électroniques pourrait contribuer à une certaine homogénéité des pratiques, et dès lors, augmenter la confiance entre les Autorités centrales, ainsi que permettre la collecte de statistiques[102].

C *Autres technologies*

57 L'utilisation de la visioconférence pourrait être envisagée en vue de faciliter l'obtention des éléments de preuve[103].

CONCLUSION

58 Afin d'accueillir l'application des technologies de l'information dans le recouvrement international d'aliments, les États sont encouragés à mettre en place des cadres juridiques appropriés permettant autant de types de communication électronique que possible. L'incorporation au droit national de la Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux de 1992 et de la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique de 1996 constituerait un fondement solide. Si nécessaire, l'incorporation au droit national de la Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques de 2001 pourrait également être envisagée.

[91] L'Esquisse, art. 10. Des renseignements semblables sont actuellement disponibles sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
[92] Au cours de la Commission spéciale de mai 2003, un observateur a plaidé en faveur d'une formule électronique, qui pourrait être mise à disposition sur une base de données tenue par la Conférence de La Haye, voir Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 36.
[93] L'Esquisse, art. 7(2)(a) et 38.
[94] *Ibid.*, art. 43(2). Le site INCADAT de la Conférence de La Haye (<www.incadat.com>) est un exemple de base de données de jurisprudence pouvant être suivi à cet égard.
[95] *Ibid.*, art. 8(g).
[96] *Ibid.*, art. 8(i).
[97] *Ibid.*, art. 8(k).
[98] *Ibid.*, art. 8(d).
[99] Les États-Unis d'Amérique appliquent un système de ce type. Il est hautement sécurisé afin de respecter les lois sur la protection des renseignements personnels et le respect de la vie privée.
[100] L'Esquisse, art. 8(e). Au cours de la Commission spéciale de mai 2003, certains experts ont relevé que les règles de protection des données pourraient nuire à la capacité à obtenir des renseignements relatifs au patrimoine du débiteur, voir Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 19 et 30.
[101] La Base de données statistiques sur l'enlèvement international d'enfants (INCASTAT).
[102] Voir Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, para. 62.
[103] Voir « Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions Apostille, Obtention des preuves et Notification (28 octobre – 4 novembre 2003) », établies par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 11 de novembre 2003, *Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome I, *Matières diverses*, p. 250 à 262, aux para. 42 à 44.

E *Summary*

51 Further to this study of electronic communications, it appears that the text of the Working Draft is medium-neutral and therefore could be applied either in a paper-based or an electronic environment. Therefore, the new instrument would allow the application of the principles enshrined in the UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce. However, that is as long as the implementation of the Model Law in domestic law covers communications related to the recovery of maintenance. In order to encourage this implementation, a specific reference to the Model Laws of UNCITRAL in relation to electronic commerce and their possible extension to civil matters could be made in the Preamble.

52 States are encouraged to put in place bilateral or regional arrangements with regard to the use of electronic communications concerning the recovery of maintenance using the mechanisms described in this Chapter. In so doing, States should implement technologies that will meet their evidence requirements and that will respect their laws on the protection of personal information and privacy.

III OTHER USAGE OF INFORMATION TECHNOLOGY TO ASSIST CENTRAL AUTHORITIES IN PERFORMING THEIR FUNCTIONS

A *Websites to collect and disseminate information*

53 Websites can be used in different ways in relation to the recovery of maintenance. They can be used to post public information such as the contact details of Central Authorities and, where appropriate, the extent of their functions,[91] standard application forms,[92] the laws and procedures of the States Parties to the Convention concerning maintenance obligations,[93] statistics and case law concerning the practical operation of the Convention[94] and country profiles. In all these cases, the information could be hosted on the website of the Hague Conference. Furthermore, the responsibility of keeping this information up to date would fall upon the States Parties as they would be given a secured limited access to the content management system of the website.

54 Furthermore, creditors, debtors and / or foreign Central Authorities could consult secured websites for which they are registered users with a username and a password in order to monitor maintenance payments,[95] to consult progress reports on particular cases[96] or to obtain information about laws and procedures relevant to a particular case.[97] It might even be possible to directly initiate and file an application using a secured website, thus eliminating the use of secured e-mails. However, the use of a secure website would require at first a paper-based communication in order to obtain clearance for the allocation of a username and password or other identification devices.

B *Databases and case management systems*

55 In certain States, data matching of different databases is used in order to discover the whereabouts of the debtor.[98] Every night, employment data is matched with the tax and social insurance data.[99] The data may also be matched with the credit bureau and property registry data in order to obtain relevant information concerning the income and other financial circumstances of the debtor, including the location of assets.[100]

56 With a view to the future and long-term application of the new instrument, it was mentioned that it could be useful to consider establishing an electronic case management system, such as that which is currently being piloted by the Permanent Bureau under the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*.[101] Such a system could allow users to communicate and track the processing of maintenance cases effectively and at low cost. It was also mentioned that the establishment of an electronic case management system could contribute to a certain uniformity of practice and, therefore, increase confidence among Central Authorities, as well as facilitate the gathering of statistics.[102]

C *Other technologies*

57 The use of videoconferencing could be contemplated with a view to facilitating the taking of evidence.[103]

CONCLUSION

58 In order to welcome the application of information technologies to the international recovery of maintenance, States are encouraged to put in place appropriate legal frameworks accommodating as many types of electronic communications as possible. The enactment of the 1992 UNCITRAL Model Law on International Credit Transfers and the 1996 UNCITRAL Model Law on Electronic Commerce would constitute a solid base. If necessary, enactment of the 2001 UNCITRAL Model Law on Electronic Signatures could also be contemplated.

[91] Working Draft, Art. 10. Similar information is currently available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
[92] During the May 2003 Special Commission, one observer argued in favour of an electronic form, which could be made available on a database maintained by the Hague Conference, see Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 36.
[93] Working Draft, Arts 7(2)(a) and 38.
[94] *Ibid.*, Art. 43(2). The INCADAT website of the Hague Conference (<www.incadat.com>) is an example of a case law database that could be followed in this respect.
[95] *Ibid.*, Art. 8(g).
[96] *Ibid.*, Art. 8(i).
[97] *Ibid.*, Art. 8(k).
[98] *Ibid.*, Art. 8(d).
[99] The United States of America operates a system of this kind. It is highly secure in order to respect protection of personal information or privacy laws.
[100] Working Draft, Art. 8(e). During the May 2003 Special Commission, some experts noted that data protection rules could hinder the ability to obtain information relating to the assets of the debtor, see Prel. Doc. No 5 of October 2003, paras 19 and 30.
[101] The International Child Abduction Statistical Database (INCASTAT).
[102] See Prel. Doc. No 5 of October 2003, para. 62.
[103] See "Conclusions and Recommendations of the Special Commission on the Practical Operation of the Hague Apostille, Evidence and Service Conventions (28 October – 4 November 2003)", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 11 of November 2003, *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 251-263, at paras 42-44.

59 Le Bureau Permanent continuera son travail sur l'utilisation des technologies de l'information pour le recouvrement des aliments, incluant le transfert de fonds à faible coût. Pour ce faire, le Bureau Permanent est toujours intéressé à connaître les expériences des experts quant aux transferts électroniques de fonds et l'utilisation des communications électroniques. En outre, le Bureau Permanent continuera à consulter les institutions bancaires internationales et nationales pertinentes.

59 The Permanent Bureau will continue its work in relation to the use of information technology with respect to the international recovery of maintenance, including the transfer of funds at low costs. In this respect, the Permanent Bureau will want to continue to hear from the experts about their experience in relation to the electronic transfer of funds and the use of electronic communications. Furthermore, in carrying out its work the Permanent Bureau will continue to consult the relevant international and national banking institutions.

Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

RAPPORT ÉTABLI PAR WILLIAM DUNCAN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT, AVEC L'ASSISTANCE DE CAROLINE HARNOIS, COLLABORATRICE JURIDIQUE

Document préliminaire No 10 de mai 2004

Table des matières

		Page
I	DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES ET RAPPORTS ANTÉRIEURS	I-258
A	*Aide et assistance juridique*	I-258
B	*Coûts et dépenses*	I-260
II	RÉPONSES AUX QUESTIONNAIRES	I-264
A	*Principaux critères d'éligibilité*	I-264
a	*Éligibilité* ratione personae	I-264
b	*Éligibilité matérielle*	I-266
c	*Les règles et procédures concernant l'aide juridique ou l'assistance judiciaire ou administrative sont-elles différentes pour les demandes envers les époux ou autres membres de la famille ?*	I-268
III	INSTRUMENTS EXISTANTS	I-270
IV	PROPOSITION DE STRUCTURE DE DISCUSSION	I-274
A	*Considérations générales*	I-274
B	*Coûts des services fournis par les Autorités centrales ou les intermédiaires au titre du chapitre II de l'Esquisse*	I-274
C	*Conseil juridique, assistance judiciaire et représentation en justice*	I-276

I DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES ET RAPPORTS ANTÉRIEURS

A *Aide et assistance juridique*

1 **Document préliminaire No 2 de janvier 1999**[1]

Paragraphe 15 f)

L'article 15 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*, qui traite de l'assistance judiciaire dans les procédures de reconnaissance ou d'exécution, avait été jugé progressiste en 1972, dans la mesure où il n'exige pas que le demandeur possède la nationalité d'un État contractant et qu'il le fait bénéficier des « avantages les plus larges » prévus par le droit de l'État requis, même si une assistance judiciaire totale ou une exemption complète des frais et dépens ne lui a pas été accordée dans l'État d'origine[2]. Or, cette disposition peut aujourd'hui être considérée comme limitative en ce qu'elle n'impose pas à un État l'obligation d'accorder l'assistance judiciaire ou l'exemption des frais et dépens au stade de la reconnaissance ou de l'exécution : soit a) lorsque le créancier d'aliments n'en a pas bénéficié dans l'État d'origine, soit b) lorsque le droit de l'État requis ne prévoit pas une telle possibilité. La situation financière de la plupart des créanciers d'aliments étant précaire, l'attribution d'une assistance judiciaire suffisante au stade de l'exécution revêt une grande importance. Comme l'a montré la Commission spéciale de novembre 1995, il n'est pas aisé de trouver un terrain d'entente en matière d'assistance judiciaire et les pratiques varient largement. Dans les pays où l'assistance judiciaire est prévue, elle peut être calculée de différentes manières et diverses restrictions peuvent être fixées. Ainsi, en matière de pension alimentaire due aux enfants, le montant de l'assistance peut être ou ne pas être calculé uniquement en fonction du patrimoine de l'enfant[3].

Paragraphe 45 v

Les pratiques en matière de paiement des frais et d'attribution de l'assistance judiciaire varient. L'article 9 de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* établit 1) le principe d'une égalité de traitement entre créanciers et résidents ou ressortissants de l'État où l'action est intentée en ce qui concerne le paiement des frais et dépens et les exemptions correspondantes, 2) le principe que les créanciers ne peuvent être tenus en tant qu'étranger ou non-résident de fournir une caution ni de faire aucun dépôt et 3) une règle excluant la possibilité qu'une rémunération puisse être perçue par les autorités expéditrices et les institutions intermédiaires. La question de l'assistance judiciaire en soi n'est pas abordée. Les opinions divergent quant à l'étendue des responsabilités des autorités expéditrices et institutions intermédiaires à cet égard. Une stricte interprétation limite leur responsabilité à la fourniture gratuite des seuls services qu'elles sont tenues de dispenser aux termes de la Convention. Il faut rappeler à cet égard qu'aux termes de l'article 6, l'institution intermédiaire est elle-même autorisée entre autres à intenter et poursuivre une action alimentaire. Certaines institutions sont préoccupées par les coûts réels ou potentiels qu'elles supportent ou peuvent avoir à supporter aux termes de la Convention et des différences de charge qui découlent des différences de pratique entre États.

[1] « Note sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative », établie par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 2 de janvier 1999, ci-dessus p. I-12 du présent tome.

[2] Voir M. Verwilghen, Rapport explicatif sur les Conventions Obligations alimentaires de 1973, *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, tome IV, *Obligations alimentaires*, p. 384 à 465, para. 82.

[3] Voir « Conclusions générales de la Commission spéciale de novembre 1995 sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger », établies par le Bureau permanent, Doc. prél. No 10 de mai 1996, *Actes et documents de la Dix-huitième session (1996)*, tome I, *Matières diverses*, p. 122 à 132, para. 7 à 12.

Frais judiciaires et administratifs

Administrative and Legal Costs and Expenses under the New Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, including Legal Aid and Assistance

DRAWN UP BY WILLIAM DUNCAN, DEPUTY SECRETARY GENERAL, WITH THE ASSISTANCE OF CAROLINE HARNOIS, LEGAL OFFICER

Preliminary Document No 10 of May 2004

Table of contents

		Page
I	PREVIOUS WORKING DOCUMENTS AND REPORTS	I-259
A	*Legal aid*	I-259
B	*Costs and expenses*	I-261
II	RESPONSES TO THE QUESTIONNAIRES	I-265
A	*Principal eligibility requirements*	I-265
a	*Eligibility* ratione personae	I-265
b	*Substantive eligibility*	I-267
c	*Are the rules and procedures concerning legal or administrative aid or assistance different for applications for maintenance for a spouse or other family member?*	I-269
III	EXISTING INSTRUMENTS	I-271
IV	A POSSIBLE STRUCTURE FOR DISCUSSION	I-275
A	*General considerations*	I-275
B	*Costs of services provided by Central Authorities or intermediaries under Chapter II of the Working Draft*	I-275
C	*Legal advice, assistance and representation*	I-277

I PREVIOUS WORKING DOCUMENTS AND REPORTS

A *Legal aid*

1 **Preliminary Document No 2 of January 1999**[1]

Paragraph 15 f)

Article 15 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, which concerns the provision of legal aid in recognition or enforcement proceedings, was thought to be progressive in 1972, in that it does not require the applicant to be a national of a Contracting State, and it entitles him or her to the "most extensive benefits" which the law of the State addressed knows, even though she / he was not granted complete legal aid or exemption from costs and expenses in the State of origin.[2] However, the provision may now be seen as somewhat limited in that it imposes no obligation on a State to provide legal aid or exemption for costs or expenses at the stage of recognition or enforcement: either a) where the maintenance creditor had no such entitlements in the State of origin, or b) where none is provided for by the State addressed. Given the reduced circumstances of most maintenance creditors the provision of adequate legal aid at the enforcement stage is a matter of great importance. As the Special Commission of November 1995 showed, it is not easy to reach agreement on the issues surrounding legal assistance and there is great diversity in existing practices. In those countries where legal aid is available, it may be calculated in different ways and it may be subject to different limitations. For example, when maintenance for a child is concerned, the amount of assistance may or may not be calculated solely in relation to the assets of the child.[3]

Paragraph 45 v

Practices regarding payment of costs and the provision of legal aid vary. Article 9 of the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* lays down 1) a principle of equal treatment between claimants and residents or nationals of the State where proceedings are pending in relation to the payment of costs and charges and exemptions therefrom, 2) a requirement that claimants may not be required as aliens or non-residents to furnish a bond or provide other security for costs, and 3) a rule that fees may not be charged by the transmitting and receiving agencies. The issue of legal assistance as such is not addressed. There are different views as to the extent of the responsibilities in this regard of the transmitting and receiving agencies. A strict interpretation confines their responsibility to the free provision only of those services which they are obliged to provide under the Convention. It should be recalled in this regard that, under Article 6, the receiving agency is itself authorised, *inter alia*, to institute and prosecute an action for maintenance. There is concern among some agencies in relation to the actual and potential costs which they do or may incur under the Convention, and in relation to the unequal burdens which result from divergent State practice.

[1] "Note on the Desirability of Revising the Hague Conventions on Maintenance Obligations and Including in a New Instrument Rules on Judicial and Administrative Co-operation", drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 2 of January 1999, *supra* p. I-13 of this tome.

[2] See M. Verwilghen, Explanatory Report on the 1973 Hague Maintenance Conventions, *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, Tome IV, *Obligations alimentaires*, pp. 384-465, para. 82.

[3] See "General Conclusions of the Special Commission of November 1995 on the operation of the Hague Convention relating to maintenance obligations and of the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 10 of May 1996, *Proceedings of the Eighteenth Session (1996)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 123-133, paras 7-12.

2 **Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999**[4]

Première partie, C – Aide judiciaire et coûts

La question de l'aide judiciaire et des coûts a été longuement débattue à plusieurs reprises durant la réunion de la Commission spéciale, ce qui traduit l'importance que les experts attachent à ce sujet. Les réponses au Questionnaire de 1998[5] ont témoigné de préoccupations très répandues sur ce point et fait ressortir la divergence des pratiques au titre aussi bien de l'article 9 de la Convention de New York que de l'article 15 de la *Convention de La Haye de 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*. Plusieurs délégués ont estimé que la dispensation d'une aide judiciaire adéquate était la condition *sine qua non* d'un système international efficace. Certains experts d'États non parties aux Conventions pertinentes ont cité, comme motif de non-ratification, l'absence de dispositions adéquates.

Plusieurs exemples de manque d'uniformité ont été fournis. Dans certains pays le créancier peut être requis de soumettre de nouvelles demandes d'aide judiciaire, soit à différents stades de la procédure (p. ex. en Allemagne) soit après un certain délai (p. ex. en France). Cela peut entraîner des retards et des problèmes de traduction supplémentaires. Dans certains pays (p. ex. le Portugal) l'aide judiciaire prend en compte le coût de la traduction des documents, alors que dans d'autres (tel le Chili), ce n'est pas le cas. On relève des divergences dans la manière dont les ressources sont évaluées. Certains États (notamment l'Autriche et l'Allemagne) placent l'enfant au centre des préoccupations en s'occupant avant tout de sa situation économique personnelle, alors que d'autres (tels que la France) tiennent compte des ressources dont dispose le foyer auquel il appartient. D'autres encore (comme l'Irlande et, dans une large mesure, la Finlande) ne pratiquent aucune évaluation des ressources dans les cas internationaux.

Plusieurs experts ont exprimé le souhait que l'on s'oriente vers une conception plus uniforme de la dispensation de l'aide judiciaire. Sans harmonisation plus étroite à cet égard, l'efficacité d'une refonte du système international de recouvrement sera amoindrie. Les opinions ont varié sur le point de savoir si ce processus d'harmonisation doit débuter dès maintenant ou s'inscrire uniquement dans le cadre de réformes plus larges de la structure conventionnelle. On s'est généralement accordé, sans toutefois qu'il y ait unanimité, à estimer qu'il serait utile d'essayer de dégager sans tarder certains principes généraux à partir desquels il serait possible de progresser. On a également fait valoir, au sujet des préoccupations que pourrait susciter le coût de la réforme, qu'il faut tenir compte des économies produites par l'amélioration des procédures et des mécanismes de mise en œuvre, y compris l'instauration de méthodes administratives d'évaluation et d'exécution des obligations alimentaires intervenue dans certains pays.

Un Groupe de travail présidé par M. Werner Schutz (Autriche) a été constitué pour mettre en forme les principes suggérés comme base des travaux futurs sur ces questions. Le Document de travail du Groupe[6] a été examiné au cours de la réunion finale de la Commission, sans toutefois être adopté. À l'issue des discussions, il a été estimé que des modifications s'imposaient et le Président a indiqué que le Bureau Permanent élaborerait des conclusions reflétant le débat. Ces conclusions sont les suivantes :

La mise en place d'un système adéquat d'aide judiciaire est indispensable si l'on veut que les mécanismes internationaux de recouvrement des aliments fonctionnent d'une manière efficace. Peu de changements se sont produits depuis la Commission spéciale de 1995 en ce qui concerne la loi et la pratique des États parties à la Convention de New York et aux Conventions de La Haye de 1958 et de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution, de grandes divergences continuant à se manifester. Il est souhaitable d'avancer vers une dispensation plus uniforme et plus efficace de l'aide judiciaire, que ce soit en vertu des structures conventionnelles existantes ou dans le contexte d'un nouvel instrument. En envisageant des réformes, les États parties devraient, s'il y a lieu, examiner

(a) si une condition de ressources doit s'appliquer pour ouvrir droit à l'aide judiciaire dans les cas internationaux,
(b) les avantages qu'il y aurait, lorsqu'une telle condition s'applique, à centrer l'attention sur la situation économique personnelle de l'enfant dans l'évaluation des ressources, et
(c) les inconvénients pour le demandeur, en termes de délais, de frais et de facilité, de tout système imposant le renouvellement des demandes d'aide judiciaire.

B *Coûts et dépenses*

3 **Document préliminaire No 3 d'avril 2003**[7]

Chapitre II, D g – Coûts

Il a été noté plus haut que le système élaboré devra être efficace et économique. Deux aspects sont à considérer ici. Premièrement, les coûts à la charge du demandeur ne devraient pas être de nature à inhiber le recours à la procédure. Deuxièmement, le coût des services incombant aux États contractants ne devrait pas être disproportionné comparativement aux avantages qu'ils apportent en termes d'obtention des aliments effectivement obtenue par les ayants droit, et par conséquent, de réduction des charges payées par les contribuables.

Les facteurs de coûts ont été en partie abordés dans les paragraphes consacrés à la recherche de procédures plus efficaces et moins lourdes et d'une réduction des obligations procédurales au minimum indispensable[8]. La question qui se pose plus particulièrement ici est de savoir si les services rendus par les autorités dans le cadre de la Convention devraient être facturés ou gratuits.

L'article 9(3) de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* prévoit qu'« [a]ucune rémunération ne peut être perçue par les Autorités expéditrices et les Institutions intermédiaires pour les services qu'elles rendent conformément aux dispositions de la présente Convention ». L'article 26 de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* prévoit

[4] « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234.
[5] « Questionnaire sur les obligations alimentaires », établi par William Duncan, Premier secrétaire, Doc. prél. No 1 de novembre 1998, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
[6] Doc. trav. No 5, proposition des délégations de l'Autriche, de la Croatie, de l'Irlande et des Pays-Bas.
[7] « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 3 d'avril 2003, ci-dessus p. I-54 du présent tome.
[8] *Ibid.*, para. 15 à 50.

Frais judiciaires et administratifs

2 **Report and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999**[4]

Part I, C – Legal aid and costs

There was a lengthy debate on legal aid and costs on several occasions during the meeting of the Special Commission, reflecting the importance which the experts attached to this subject. Responses to the 1998 Questionnaire[5] had demonstrated widespread concern on the subject, and indicated divergent practices with regard to both Article 9 of the New York Convention and Article 15 of the *Hague Convention of 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions relating to Maintenance Obligations*. Several delegates expressed the view that the provision of adequate legal aid was a *sine qua non* of an effective international system. Some experts from States not Parties to the relevant Conventions cited the absence of adequate provisions on legal aid as a reason for non-ratification.

Several examples of lack of uniformity were given. In some countries the creditor may be required to make fresh applications for legal aid, whether at different instances of the proceedings (*e.g.* Germany) or after a set period of time (*e.g.* France). This may entail delay and additional translation problems. In some countries (*e.g.* Portugal) legal aid covers the costs of translating documents, whereas in others (*e.g.* Chile) it does not. There are divergences in the operation of means tests. Some States (*e.g.* Austria and Germany) adopt a child-centred approach, concentrating on the economic situation of the child as an individual, while others (*e.g.* France) take into account assets of the child's household. Yet others (*e.g.* Ireland and, to a large extent, Finland) do not apply a means test in international cases.

A wish was expressed by several experts for movement towards a more uniform approach to the provision of legal aid. Without greater harmony in this matter, the efficacy of any re-shaping of the international system of recovery would be diminished. There was a difference of opinion as to whether this process of harmonisation should begin now or only in the context of wider reforms in the Conventional structure. There was general, though not unanimous, agreement that it would be useful to try to identify at this point some general principles which could form a basis for progress. It was also suggested that any concerns that may exist about the cost implications of reform should be set against the savings entailed by more stream-lined procedures and enforcement mechanisms, including the development of administrative approaches to the assessment and enforcement of maintenance which had occurred in some countries.

A Working Group, chaired by Mr Werner Schutz (Austria), was established to draw up suggested principles as a basis for further discussion of the issues. The Group's Working Document[6] was discussed during the final Meeting of the Session, but not adopted. In the light of the discussion it was felt that modifications were needed, and the Chairman indicated that the Permanent Bureau would draft conclusions which reflected that discussion. Those conclusions are as follows:

The provision of an adequate system of legal aid is essential if the international machinery for the recovery of maintenance is to operate effectively. There has been little change since the Special Commission of 1995 in the law and practice of States Parties to the New York Convention and the Hague Conventions of 1958 and 1973 on recognition and enforcement, with wide divergences still evident. A move towards more uniform and effective provision of legal aid is desirable, whether under the existing Conventional structures or in the context of a new instrument. In approaching reform, States Parties should, where appropriate, consider

(a) whether a means test should be required as a qualification for legal aid in international cases,
(b) the advantages, where a means test is applied, of focussing on the economic circumstances of the child as an individual in the assessment of means, and

(c) the disadvantages to the applicant, in terms of time, cost and convenience, of any system which requires renewal of applications for legal aid.

B *Costs and expenses*

3 **Preliminary Document No 3 of April 2003**[7]

Chapter II, D g – Costs

The point has already been made that any system devised should be cost-effective. There are two perspectives here. First, costs for the applicant should not be such as to inhibit use of the process. Second, the cost of services to Contracting States should not be disproportionate to their benefits in terms of achieving support for dependants and in consequence reducing burdens on taxpayers.

Cost factors have already been in part addressed in preceding paragraphs[8] in the context of achieving a more efficient and less burdensome process, and in reducing procedural requirements to the minimum necessary. The particular question that arises here is whether the services provided by authorities in carrying out their Convention obligations should be charged for or supplied free of charge.

The *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* in Article 9(3) provides that "Transmitting and Receiving Agencies shall not charge any fees in respect of services rendered under this Convention". Article 26 of the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction* similarly

[4] "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235.
[5] "Questionnaire on Maintenance Obligations", drawn up by William Duncan, First Secretary, Prel. Doc. No 1 of November 1998, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
[6] Work. Doc. No 5, proposal of the delegations of Austria, Croatia, Ireland and the Netherlands.
[7] "Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 3 of April 2003, *supra* p. I-55 of this tome.
[8] *Ibid.*, paras 15-50.

de même que « [c]haque Autorité centrale supportera ses propres frais en appliquant la Convention » et interdit aux Autorités centrales et aux autres services publics des États contractants d'imposer « aucun frais en relation avec les demandes introduites en application de la Convention ». La Convention de 1980 autorise néanmoins une réserve concernant les coûts « liés à la participation d'un avocat ou d'un conseiller juridique, ou aux frais de justice » et permet aux autorités de recouvrer certaines catégories de coûts auprès d'un parent auteur de l'enlèvement ou d'un parent qui empêche l'exercice des droits de visite.

Une approche un peu différente est adoptée dans la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* dont l'article 38 dispose :

> « 1 Sans préjudice de la possibilité de réclamer des frais raisonnables correspondant aux services fournis, les Autorités centrales et les autres autorités publiques des États contractants supportent leurs frais découlant de l'application des dispositions du présent chapitre.
>
> 2 Un État contractant peut conclure des accords avec un ou plusieurs autres États contractants sur la répartition des frais. »[9]

L'élaboration de l'approche à adopter en matière de coûts dans le contexte du recouvrement international des aliments devra prendre compte des considérations suivantes :

– les demandeurs d'aliments ont généralement très peu de ressources et des barrières financières même faibles peuvent les dissuader de recourir aux services ;
– la question des coûts est liée à l'étendue des services que les États contractants sont tenus de proposer ;

– si la Convention prévoit que les autorités publiques ont accès aux services administratifs pour aider au recouvrement des aliments pour le compte du créancier ou pour recouvrer les sommes déjà versées au créancier, l'idée de la gratuité de tous les services pourrait se heurter à une certaine résistance ;
– si la Convention prévoit que les débiteurs pourront accéder aux services administratifs, par exemple pour l'aider à obtenir une modification d'une décision existante, la structure de coûts pourrait en être modifiée ;
– il faudrait peut-être penser à la possibilité de facturer certains services au débiteur ou de recouvrer certains coûts sur les aliments versés (c.-à-d. lorsque les aliments alloués excèdent le niveau de subsistance) ;
– enfin, la question des coûts des services administratifs est inextricablement liée à celle des coûts des services juridiques. Dans certains pays, comme nous l'avons déjà souligné, la procédure d'évaluation et de recouvrement des aliments est essentiellement administrative, tandis que dans d'autres, c'est une procédure judiciaire. Des questions de réciprocité se poseront si les services sont gratuits dans un pays doté d'un système administratif, tandis que l'assistance judiciaire équivalente n'est pas gratuite dans un pays recourant à un processus judiciaire.

[9] La *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* stipule à son art. 32(2) que « [s]euls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption ». Le contexte est toutefois différent. La facturation des coûts réels aux candidats à une adoption internationale est couramment pratiquée ; les dispositions de la Convention sont conçues pour prévenir des gains financiers malséants.

4 Document préliminaire No 4 d'avril 2003[10]

Section I, D – Les questions de frais en rapport avec l'établissement du lien de filiation

Parmi les États ayant répondu au Questionnaire de 2002[11], le coût des test ADN couvrant les deux parents et un enfant va de €300[12] à €1 500[13] dans une situation domestique. Une situation internationale pourra impliquer des frais supplémentaires. Dans certains États, les tests ADN sont à la charge de l'État[14]. En général, la partie à l'encontre de laquelle le résultat donne tort supportera les frais[15]. Dans certains États, la partie demanderesse paye le test en avance ; si le test est positif, le parent présumé en supportera les frais[16]. En Australie, la partie contestant le lien de filiation doit payer d'abord ; si le lien de filiation n'est pas établi à l'égard de cette partie, l'État supportera le coût des tests ADN[17]. Cette procédure est destinée à décourager les faux dénis de lien de filiation. Dans quelques États, le demandeur devra régler le test[18]. Dans un petit nombre d'États, la juridiction invitera les parties à parvenir à un accord ou le leur ordonnera[19]. Enfin, dans un ressort, la détermination de la partie supportant le coût des tests sera laissée à l'appréciation de l'autorité judiciaire[20].

Sauf lorsque l'État prend à sa charge le coût des tests[21], l'aide juridictionnelle est généralement disponible et couvrira le coût des tests ADN[22]. Dans presque tous les États répondants, le sort des coûts correspondant aux tests ADN est le même à l'égard des résidents et des non-résidents[23]. Dans certains cas, ce traitement ne sera accordé que sous réserve de réciprocité[24].

[10] « Filiation et aliments internationaux envers les enfants – Réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points », Rapport établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 4 d'avril 2003, ci-dessus p. I-128 du présent tome.
[11] « Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », document établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 1 de juin 2002, ci-dessus p. I-46 du présent tome.
[12] Coût le plus faible, selon la réponse du Canada à la question 18 du Questionnaire de 2002.
[13] Coût le plus élevé, selon la réponse de l'Allemagne à la question 18 du Questionnaire de 2002.
[14] C'est le cas des États où les aliments envers les enfants sont accordés dans le cadre d'un processus administratif. Il s'agit du Danemark, de la Finlande et de la Norvège. En Croatie et aux États-Unis d'Amérique, l'autorité compétente supportera les frais, avec la possibilité de demander le remboursement auprès du parent présumé si le test est positif.
[15] Ceci comprendrait la Croatie et les États-Unis d'Amérique, et également l'Australie, l'Estonie, la France, le Japon, le Panama, la République tchèque, la Roumanie et le Royaume-Uni.
[16] C'est le cas dans des États tels que la France, le Japon, le Panama et le Royaume-Uni.
[17] La République tchèque dispose d'une règle semblable, sous réserve que le parent présumé n'est pas tenu de payer les frais à l'avance.
[18] C'est la règle au Chili et en Nouvelle-Zélande ; dans ce dernier cas, la règle ne fonctionne que pour les demandes en application de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*.
[19] C'est le cas aux Pays-Bas et au Canada. Cependant, au Canada, la juridiction ne procédera à un arrangement entre les parties que si les parties ne peuvent parvenir à un accord par elles-mêmes.
[20] C'est le cas en Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong).
[21] Voir, *supra*, note 14.
[22] Seuls les Pays-Bas ont indiqué que les tests ADN ne seraient pas pris en charge par l'aide juridictionnelle.
[23] En Croatie, en France et au Japon, les non-résidents ne peuvent bénéficier de l'aide juridictionnelle. En Croatie, il existe une disposition particulière sur la prise en charge des frais de justice par le demandeur s'il est de nationalité étrangère. En France, l'aide juridictionnelle est accordée aux citoyens français, citoyens d'États membres de l'UE et étrangers résidant en France. Malheureusement, dans leurs réponses à la question 18 du Questionnaire de 2002, l'Allemagne, le Canada, le Luxembourg et la Roumanie n'ont pas indiqué si une distinction est faite entre résidents et non-résidents à cet égard.
[24] Les États-Unis d'Amérique, la Finlande et la Slovaquie prévoient une telle réciprocité dans des accords bilatéraux.

provides that "[e]ach Central Authority shall bear its own costs in applying this Convention", and it prohibits Central Authorities and other public services of Contracting States from imposing "any charges in relation to applications submitted under this Convention". However, the 1980 Convention allows a reservation in relation to costs "resulting from the participation of legal counsel or advisers or from court proceedings", and permits the authorities to recover certain categories of costs from an abducting parent or a parent who is preventing the exercise of rights of access.

A somewhat different approach is adopted in the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children* which, in Article 38, provides:

> "1 Without prejudice to the possibility of imposing reasonable charges for the provision of services, Central Authorities and other public authorities of Contracting States shall bear their own costs in applying the provisions of this Chapter.
>
> 2 Any Contracting State may enter into agreements with one or more other Contracting States concerning the allocation of charges."[9]

In devising an approach to the question of costs in the context of the international recovery of maintenance, the following considerations will need to be taken into account:

– applicants for maintenance generally have very limited resources and even small financial barriers may inhibit use by them of services;
– the question of costs is linked to the extent of the services which Contracting States will be required to make available;
– if public authorities are to have access to administrative services under the Convention, to assist in the recovery of maintenance on behalf of the creditor or to recoup monies already paid to the creditor, the idea that all services should be supplied cost-free may meet with some resistance;
– if debtors are to have access to administrative services under the Convention to assist, for example, in obtaining a modification of an existing order, this may also have implications for the cost structure;
– the possibility of making charges against the debtor for certain services or of recovering some costs from maintenance paid (*i.e.*, in cases where the maintenance exceeds subsistence level) should perhaps be borne in mind;
– finally, the issue of costs for administrative services is inextricably linked to the question of costs for legal services. In some countries, as has already been pointed out, the process of assessment and recovery of maintenance is primarily administrative, while in other countries it is judicial. Issues of reciprocity will arise if, in a country providing an administrative system, services are provided free of charge, while in a country relying on the judicial process equivalent legal assistance is not granted.

[9] The *Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption* provides in Art. 32(2) that "[o]nly costs and expenses, including reasonable professional fees of persons involved in the adoption, may be charged or paid". The context, however, is rather different. The charging of actual costs to applicants for intercountry adoption is widely practised; the Convention's provisions are designed to prevent the making of improper financial gains.

4 Preliminary Document No 4 of April 2003[10]

Section I, D – The cost issues in relation to the establishment of parentage

Among States responding to the 2002 Questionnaire,[11] the cost of DNA testing covering both parents and one child ranges from €300[12] to €1,500[13] in a domestic situation. In the case of international situations there may be extra costs involved. In some States, DNA testing is paid for by the State.[14] Generally the party against whom the finding was made will pay the costs.[15] In some States, the applicant pays for the test in advance; if the test is positive the presumed parent will pay the costs of the test.[16] In Australia, the party contesting parentage has to pay first; if parentage is not established *vis-à-vis* this party, the State will pay the costs of DNA testing.[17] This procedure is aimed at discouraging false denials of parentage. In a few States the applicant will have to pay for the test.[18] In a small number of States, the court will invite or order the parties to come to an arrangement.[19] Finally, in one jurisdiction, the decision as to who will pay the costs of the test will be left to the discretion of the court.[20]

Except where the State covers the costs of the test,[21] legal aid is usually available and will cover the costs of DNA testing.[22] In almost all the responding States the treatment of costs in relation to DNA testing is the same with regard to residents and non-residents.[23] In some cases, this treatment would be available only on a reciprocity basis.[24]

[10] "Parentage and International Child Support – Responses to the 2002 Questionnaire and an Analysis of the Issues", drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 4 of April 2003, *supra* p. I-129 of this tome.
[11] "Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 1 of June 2002, *supra* p. I-47 of this tome.
[12] Lowest cost according to Canada's response to question 18 of the 2002 Questionnaire.
[13] Highest cost according to Germany's response to question 18 of the 2002 Questionnaire.
[14] This is the case in States where child support rests on an administrative process such as Denmark, Finland and Norway. In Croatia and the United States of America, the competent authority will support the costs with the possibility to seek reimbursement from the presumed parent if the test is positive.
[15] This would include Croatia, the United States of America and also Australia, the Czech Republic, Estonia, France, Japan, Panama, Romania and the United Kingdom.
[16] This is the case in States such as France, Japan, Panama and the United Kingdom.
[17] The Czech Republic has a similar rule, except that the presumed parent does not have to pay the costs in advance.
[18] This is the rule in Chile and in New Zealand; in the latter case the rule only operates for applications under the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*.
[19] This is the case for the Netherlands and Canada. However, in Canada the court will make an arrangement between the parties only if the parties cannot come to an understanding on their own.
[20] This is the case of China (Hong Kong Special Administrative Region).
[21] See, *supra*, note 14.
[22] Only the Netherlands has indicated that DNA tests would not be covered by legal aid.
[23] In Croatia, France and Japan, non-residents cannot benefit from legal aid. In Croatia there is a special provision on the coverage of judiciary costs by the applicant if he/she is a foreign national. In France legal aid is granted to French nationals, EU citizens and foreigners residing in France. Unfortunately, in their responses to question 18 of the 2002 Questionnaire, Canada, Germany, Luxembourg, and Romania have not indicated whether there is any distinction between residents and non-residents in this matter.
[24] Finland, the Slovak Republic and the United States of America provide for such reciprocity in bilateral arrangements.

Section IV, B, paragraphe 45

Enfin, une disposition de coopération pourrait être incorporée selon laquelle les résidents et non-résidents devraient bénéficier du même traitement, sous réserve de réciprocité ou non, à l'égard de l'utilisation des tests ADN et du traitement des frais correspondants.

5 Document préliminaire No 7 d'avril 2004[25]

Article 25 – Coûts administratifs[26]

[L'assistance accordée à un demandeur en application de la Convention l'est gratuitement, sauf disposition contraire prévue aux articles ???.][27]

L'assistance accordée par une Autorité centrale à une autre Autorité centrale en application de la Convention l'est gratuitement, sauf disposition contraire prévue aux articles ???[28].

II RÉPONSES AUX QUESTIONNAIRES[29]

A *Principaux critères d'éligibilité*

a *Éligibilité* ratione personae

6 En général, l'aide juridique est accordée uniquement dans le cadre de procédures conduites sur le territoire d'un État. Les individus impliqués dans un litige dans un État autre que le leur, doivent s'adresser à cet État afin de recevoir une aide juridique. Toutefois, certains États imposent des critères de nationalité ou de résidence à l'obtention de l'aide juridique ou exigent la présence des demandeurs sur leur territoire. Des personnes impliquées dans des litiges transfrontières peuvent ainsi n'être éligibles à une aide juridique dans l'État de leur nationalité ni dans l'État étranger.

7 Selon les réponses aux Questionnaires, différents critères peuvent s'appliquer au résident demandeur d'aliments envers des enfants et au demandeur d'aliments envers des enfants résidant à l'étranger. En outre, les réponses varient aussi selon que les aliments s'obtiennent par voie judiciaire, administrative ou hybride.

(i) *Résident demandeur d'aliments envers des enfants*

8 Dans les États où le processus d'obtention d'aliments est totalement administratif, l'aide juridique est souvent perçue comme n'étant pas nécessaire puisque la détermination et l'exécution des aliments relèvent de l'administration publique et que le demandeur résidant reçoit une assistance administrative complète et des conseils (par ex. en Norvège et au Danemark). De façon similaire, dans certains États un enfant n'est éligible théoriquement à l'aide juridique que dans des circonstances exceptionnelles ou pour des raisons spéciales. Cela s'explique toutefois par le fait qu'un enfant qui est éligible à recevoir des aliments peut habituellement obtenir paiement aussi du Bureau d'assurance sociale qui fournit de l'assistance administrative. L'aide juridique est alors perçue comme n'étant pas nécessaire (par ex. en Suède). Dans d'autres États, le processus est administratif en ce sens qu'un organe administratif aide le résident demandeur à conclure un accord avec le défendeur. Lorsque les parties ne parviennent pas à un tel accord, le demandeur peut s'adresser à un juge afin qu'il se prononce sur leur dossier, transformant ainsi le processus administratif en une procédure judiciaire (par ex. en Finlande). Dans d'autres États, le système de recouvrement des aliments envers les enfants est administratif et non-accusatoire et la représentation légale n'est pas requise. L'aide juridique financée publiquement est par conséquent disponible ou accordée seulement dans des cas précis où les aliments sont déterminés par un tribunal plutôt que par une institution telle qu'une « agence d'aliments pour enfants » (*child support agency*) (par ex. au Royaume-Uni – Angleterre et Pays de Galles).

9 D'autres États procèdent à la fois par voie administrative et judiciaire, selon les circonstances de l'affaire. Par exemple, dans un État, les agences fournissent des services d'exécution complets aux demandeurs d'aliments envers les enfants, y compris la localisation des parents, l'établissement de la paternité et l'octroi d'une assistance juridique et administrative, services faisant partie du processus d'établissement et d'exécution. Toutefois, une aide juridique privée est disponible dans certains cas (par ex. aux États-Unis d'Amérique). Dans un autre État, la représentation légale d'un enfant pour l'obtention d'aliments s'obtient par le biais de l'aide étatique. Cette aide est octroyée par un bureau désigné et comprend une assistance administrative et une aide juridique lorsque le bureau entame des procédures contre le débiteur (Suisse). Dans un autre État, le demandeur résidant peut recevoir gratuitement une assistance juridique et des conseils des autorités administratives et, s'il ne dispose pas de ressources financières suffisantes, il peut bénéficier d'une assistance offerte par le Cour suprême ou la Faculté de Droit de l'Université (Panama).

10 Les services offerts dans le cadre d'une procédure judiciaire varient aussi. Ils incluent généralement une aide et des conseils juridiques, la représentation par un avocat privé, de l'État ou par une institution publique devant les instances judiciaires et à l'extérieur. Toutefois, plusieurs autres formes d'assistance sont aussi disponibles. Dans plu-

---

[25] « Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparée par le Comité de rédaction (La Haye, 12-16 janvier 2004), Doc. prél. No 7 d'avril 2004, ci-dessus p. I-206 du présent tome (ci-après « l'Esquisse »).

[26] Ceci ne concerne pas la question des demandes d'aide juridique et juridictionnelle, qui sera examinée ultérieurement.

[27] Ceci constitue un principe général (voir Doc. trav. No 1, proposition du Groupe de travail de la Commission spéciale de mai 2003, distribué le 13 mai 2003, publié comme annexe I au « Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) », établi par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, ci-dessus p. I-160 du présent tome, para. 9 a)(i)), pour lequel il pourrait y avoir plusieurs exceptions. Les exceptions possibles pourraient inclure :
– Recouvrement des coûts auprès du débiteur alimentaire
– Coûts relatifs aux autorités publiques recherchant le remboursement
– Coûts des demandes d'aliments autres que celles pour les enfants
– Coûts des services particuliers tels que l'assistance dans la détermination de la filiation
– Accords spéciaux sur une base bilatérale ou régionale
Voir le Doc. trav. No 1, para. 9 a) et c).
Parmi les questions de principe en suspens se trouvent les suivantes :
– Devrait-on fournir les services gratuitement dans tous les cas ?
– Devrait-on fournir les services gratuitement dans les affaires alimentaires envers les enfants ?
– Devrait-on fournir obligatoirement les services dans tous les cas mais sujets à les fournir à titre onéreux ?
– Devrait-on fournir obligatoirement les services dans les affaires alimentaires envers les enfants mais sujets à les fournir à titre onéreux ?
– Devrait-on faire la différence entre le cas où le demandeur est le débiteur et le cas où il est créancier ?
– Devrait-on assujettir l'assistance à un test basé sur les ressources des parents ou de l'enfant ?
– Le test basé sur les ressources devrait-il être basé sur la loi de l'État requis ou sur celle de l'État requérant ?
Voir le Doc. trav. No 1, para. 9.

[28] Voir Doc. trav. No 1, para. 9 a). Il pourrait être nécessaire de prévoir des arrangements bilatéraux ou régionaux.

[29] Voir le Questionnaire de 1998 (*op. cit.* note 5) et le Questionnaire de 2002 (*op. cit.* note 11). Trente-deux États ont répondu au Questionnaire de 1998, voir « Extraits des réponses au Questionnaire sur les obligations alimentaires », Doc. prél. No 3 d'avril 1999, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>). Trente-trois États et trois organisations internationales ont répondu au Questionnaire de 2002, voir « Compilation des réponses au Questionnaire de 2002 concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Doc. prél. No 2 d'avril 2003, *id.*

Frais judiciaires et administratifs

Section IV, B, paragraph 45

Finally, a co-operation provision could be included to the effect that residents and non-residents should be treated equally, either on a reciprocal basis or not, with regard to the use of DNA testing and the treatment of its associated costs.

5 Preliminary Document No 7 of April 2004[25]

Article 25 – Administrative costs[26]

[The provision of assistance under the Convention shall be without cost to the applicant, except as provided in Articles ???.][27]

The provision of assistance under the Convention by one Central Authority shall be without cost to any other Central Authority, except as provided in Articles ???.[28]

II RESPONSES TO THE QUESTIONNAIRES[29]

A *Principal eligibility requirements*

a *Eligibility* ratione personae

6 In most cases, legal aid is only granted in respect of proceedings in the State's own territory. Individuals involved in a dispute in a State other than their own, need therefore to look to that State for legal aid. However, some States attach nationality or residence requirements to legal aid, or require applicants to be present on their territory which will lead to the situation where persons in cross-border disputes may find themselves not entitled to legal aid in their state of nationality or habitual residence, nor in the foreign state.

7 According to the responses to the Questionnaires, different criteria may apply to the resident claimant for child support and the claimant for child support residing abroad. Also, among these categories, answers will vary whether the maintenance process is judicial, administrative, or hybrid.

(i) *Resident claimant for child support*

8 In countries where the process is totally administrative, legal aid is often considered as unnecessary since it is the public responsibility to determine and enforce child support and full administrative assistance and advice are provided to the resident claimant (*e.g.*, Norway, Denmark). Similarly, in some States a child is theoretically speaking eligible to legal aid only under special circumstances or for special reasons. However, this can be explained by the fact that a child who is eligible for maintenance can usually also obtain payment from the Social Insurance Office which also provides administrative assistance. Legal aid can therefore be perceived as unnecessary (*e.g.*, Sweden). In some other countries, the process is administrative in that an administrative board helps the resident claimant to conclude an agreement with the respondent. When the parties are not able to reach such an agreement, the claimant can bring the case in front of a judge and transform the process into a judicial one (*e.g.*, Finland). In other States, the child support scheme is administrative and non-adversarial and there is no requirement for legal representation. Public funded legal aid will therefore be available or granted only in limited circumstances when maintenance is fixed by a court rather than an institution such as a child support agency (*e.g.*, United Kingdom – England and Wales).

9 Some other States process through both administrative and judicial channels depending on the circumstances of the case. For example, in one State, agencies provide comprehensive enforcement services to applicants for child support, including locating parents, establishing paternity and providing legal and administrative assistance services that are part of the establishment and enforcement process. However, private legal aid may also be available depending on the case (*e.g.*, United States of America). In another country, the legal representative of the child can obtain State aid in order to recover maintenance. This aid is provided by a designated office and includes administrative assistance and legal aid in cases where the office starts the proceedings against the debtor (Switzerland). In another State, the resident claimant can receive free legal assistance and advice from the administrative authorities and, if he has insufficient economic resources, can benefit from free process support granted by the Supreme Court or the Law Faculty of the University (Panama).

10 The services offered through judicial process also vary. They usually include legal aid and advice, representation in and out of court by a private or state lawyer or a public institution. However, several other forms are also

[25] "Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee (The Hague, 12-16 January 2004), Prel. Doc. No 7 of April 2004, *supra* p. I-207 of this tome (hereafter the "Working Draft").
[26] This does not concern the issue of legal aid, which remains to be considered.
[27] This is a statement of a general principle (see Work. Doc. No 1, proposal by the Working Group of the Special Commission of May 2003, distributed 13 May 2003, published as Annex I to the "Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003)", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 5 of October 2003, *supra* p. I-161 of this tome, para. 9 a)(i)), to which there are likely to be several exceptions. Possible exceptions include:
– Recovery of costs from the maintenance debtor
– Charges in respect of public authorities seeking reimbursement
– Charges for cases other than child-support
– Charges for specific services such as assistance in establishing parentage
– Special arrangements on a bilateral or regional basis
See Work. Doc. No 1, para. 9 a) and c).
Among the questions of principle which remain outstanding are:
– Should the services be provided free of charge in all cases?
– Should services be provided free of charge at least in child support cases?
– Should provision of services be mandatory in all cases, but subject to the possibility of charges being made?
– Should provision of services be mandatory in child support cases, but subject to the possibility of charges being made?
– Should a differentiation be made between the debtor and the creditor as an applicant?
– Should any means test be based on the means of the parent or the child?
– Should any means test be based on the law of the requested State or of the requesting State?
See Work. Doc. No 1, para. 9.
[28] See Work. Doc. No 1, para. 9 a). There may be a need to provide for bilateral or regional arrangements.
[29] See the 1998 Questionnaire (*op. cit.* note 5) and the 2002 Questionnaire (*op. cit.* note 11). Thirty-two States responded to the 1998 Questionnaire, see " Extracts from the Responses to the Questionnaire on Maintenance Obligations", Prel. Doc. No 3 of April 1999, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>). Thirty-three States and three international organisations responded to the 2002 Questionnaire, see "Compilation of Responses to the 2002 Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", Prel. Doc. No 2 of April 2003, *id.*

sieurs États, l'assistance consiste en ou inclut principalement une exonération des frais. Par exemple, dans un pays, en plus d'une assistance juridique gratuite, les parties seront exonérées des frais de cour dans le cadre de procédures alimentaires pour enfants. Toutefois, ils seront exonérés des frais de cour dans le cadre d'autres procédures seulement lorsque certaines conditions sont remplies. Dans un autre cas, une assistance juridique sera octroyée et le Procureur pourra entamer une procédure lui-même puisque les autorités administratives locales ont l'obligation d'offrir une assistance aux enfants afin de prévenir les situations dans lesquelles leur sécurité et développement pourraient être menacés (Roumanie). Dans un autre État, une partie qui n'a pas de moyens financiers suffisants est exonérée du paiement des frais de justice et a la possibilité d'être exonérée des frais de procédure et d'obtenir à l'avance les frais engendrés par les témoins, experts, enquêteurs, avis de publication et une aide juridique (Croatie). Dans un autre État, les tribunaux ont le pouvoir d'imposer à l'État le paiement des frais de représentation, partiellement ou totalement, lorsque la personne est insolvable (Estonie).

11 Dans d'autres cas, l'assistance fournie peut couvrir un large éventail de services. Par exemple, dans un État, lorsque le parent en fait la demande par écrit, les bureaux des services sociaux deviennent les conseillers de l'enfant résidant en recevant et disposant des demandes d'aliments. La nomination d'un conseiller n'a pas comme effet de restreindre la garde parentale par les aliments mais plutôt de conférer au conseiller un statut de curateur. Le conseiller peut ainsi représenter l'enfant lors de procédures judiciaires et à l'extérieur aussi. Toutefois, l'enfant ne pourra plus bénéficier des conseils s'il se relocalise à l'étranger lorsque les aliments commenceront à être versés. Un enfant peut aussi demander une aide juridique pour le recouvrement d'aliments conformément aux dispositions d'ordre général. Une aide juridique peut aussi être octroyée pour couvrir les frais de procédure (demande d'aliments, procédure d'exécution forcée) (Allemagne).

12 Ce manque d'uniformité des formes d'assistance offertes au niveau international se reflète aussi dans certains États à plusieurs unités. Les réponses aux Questionnaires ont indiqué que l'aide juridique et l'assistance administrative varient mais peuvent inclure l'assistance d'un avocat de garde ou d'un avocat du gouvernement, l'aide juridique, la médiation, les centres d'information de droit de la famille et les programmes d'exécution, en fonction des ressources disponibles dans la province où la demande en aliments est introduite ou exécutée (par ex. Canada).

(ii) *Demandeur d'aliments envers des enfants résidant à l'étranger*

13 La disparité est encore plus grande dans le cas du demandeur d'aliments envers des enfants résidant à l'étranger. Deux modèles opposés existent. Dans certains États, les résidents et non-résidents bénéficient des même services (par ex. Chili, République tchèque). Parfois, en plus d'un accès aux mêmes services, le demandeur non résidant recevra aussi des informations et une assistance de l'Autorité centrale (par ex. en Estonie). Toutefois, dans certains États, aucune assistance n'est offerte au demandeur non résidant (par ex. au Japon) ou une certaine forme d'assistance gratuite lui sera offerte seulement si la procédure a été entamée dans cet État en question (par ex. Chine – Région administrative spéciale de Hong Kong). Dans un autre cas, l'assistance ou les conseils cesseront si l'enfant se réinstalle à l'étranger lorsque le versement d'aliments a déjà commencé (Allemagne).

14 Entre ces deux extrêmes, la plupart des États font une distinction entre les États avec lesquels ils ont un accord de réciprocité et ceux avec lesquels ils n'en ont pas. En général, un demandeur résidant dans un État partie à la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* bénéficiera d'une assistance et de conseils et est représenté gratuitement devant le tribunal dans l'autre État partie (telle la situation, par exemple, en Croatie, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Suisse). Cette même règle générale s'applique aux États parties à des conventions internationales (par ex. en France) et des accords de réciprocité (par ex. le Canada, le Royaume-Uni – Écosse, les États-Unis d'Amérique). Le dossier est pris en charge par les autorités de l'État où les aliments ou l'exécution sont recherchés et les services offerts incluent l'assistance d'un avocat de garde ou d'un avocat du gouvernement (par ex. au Canada) et de l'aide juridique (par ex. au Canada et en France). Dans les cas où aucun accord de réciprocité ni convention internationale ne s'applique entre deux États, certains non-résidents peuvent malgré tout bénéficier d'une assistance. Par exemple, un ressortissant non résidant d'un État membre de l'Union européenne est assimilé à un résident en matière d'assistance dans un autre État de l'Union européenne.

15 Certains États offrent une assistance au demandeur non résidant mais en utilisant des moyens différents de ceux réservés aux demandeurs résidants. Par exemple, un enfant résidant à l'étranger ne peut recevoir une assistance des services sociaux pour l'enfance et la jeunesse mais peut demander de l'aide juridique en vertu des dispositions générales et, si elle lui est accordée, il est alors représenté par un avocat (par ex. en Autriche et en Allemagne). Cette assistance lui est fournie afin qu'il fasse valoir ses droits dans l'État où elle est octroyée mais pas pour les faire valoir et les exécuter à l'étranger (par ex. en Allemagne).

16 Dans certains États où les demandes d'aliments sont décidées par le biais d'une procédure administrative, il semble ne pas y avoir de différence de traitement entre un demandeur résidant et un demandeur non résidant et, ainsi, la demande est traitée de la même façon et soumise aux mêmes conditions et procédures (par ex. en Norvège et Suède). Toutefois, dans un État (l'Australie), les demandes internationales d'aliments sont traitées par le Ministère de la Justice et ne sont pas soumises à des tests relatifs aux ressources financières et l'assistance est ainsi disponible pour tous les parents en Australie, résidents ou non. Dans certains États (par ex. aux Pays-Bas), le demandeur étranger est représenté par l'Autorité centrale, ce qui le privilégie par rapport au demandeur national.

17 Dans un autre État, aucune distinction n'est faite entre un résident et un non-résident mais plutôt entre un ressortissant et un non-ressortissant, et les étrangers reçoivent un traitement égal sous réserve de réciprocité (Slovaquie).

18 Dans d'autres États, lorsqu'il n'y a pas d'accord de réciprocité ou de convention internationale, le demandeur non résidant ne recevra qu'une assistance administrative limitée (par ex. au Canada) ou des informations (par ex. en Nouvelle-Zélande).

b *Éligibilité matérielle*

19 Dans la plupart des États, il ne suffit pas au demandeur de répondre au critère *ratione personae* afin d'être admissible à l'aide juridique dans un autre État. Les demandeurs doivent aussi prouver qu'ils sont matériellement éligibles, c'est-à-dire qu'ils remplissent les conditions spé-

Frais judiciaires et administratifs

possible. In several States, the assistance consists of or includes an exemption from fees. For example, in one country, in addition to free legal assistance, the parties will be exempted from court fees in child maintenance cases. However, they will be exempt from court fees in other claims only if certain conditions are fulfilled. In another example, because public local administrative authorities have the obligation of providing child assistance for preventing situations in which security and development of children could be compromised, free legal assistance will be granted and the Prosecutor can introduce the proceedings himself (Romania). In another State, a party with insufficient financial means is exempt from the payment of judicial costs and entitled to an exemption from court fees and advance payment of the costs of witness, experts, investigators, court announcements as well as legal aid (Croatia). In another country, the court has the power to charge the advocate's fees to the State, either partially or totally, when a person is insolvent (Estonia).

11 In other cases, the assistance provided can cover a broad range of services. For example, in one country, when a parent requests it by written application, the youth welfare offices become the advisor of the resident child in asserting and disposing support claims. The appointment of the advisor has the effect that the parental custody is not restricted by support and the advisor is given the status of a curator. The advisor may hence represent the child inside and outside the court. However, the advice will no longer be provided if the child moves abroad after the support starts to apply. A child may also request legal aid in asserting support claims in accordance with general provisions. Legal aid may also be granted for the court proceeding fees (maintenance action, coercive execution proceedings) (Germany).

12 This lack of uniformity concerning the type of assistance offered at the international level is reflected also in some multi-unit countries. Responses to the Questionnaires have indicated that legal and administrative assistance varies but can include the assistance of a duty counsel or a government lawyer, legal aid, mediation, family law information centres and enforcement programs, depending on the resources available in the province where the maintenance claim is made or enforced (*e.g.*, Canada).

(ii) *Claimant for child support residing abroad*

13 Even more disparity is found in the case of the claimant for child support living abroad. Two opposite models exist. In some countries, the same services will be offered to both resident and non-resident (*e.g.*, Chile, Czech Republic). Sometimes, in addition to the same services, the non-resident claimant will also receive information and assistance from the Central Authority (*e.g.*, Estonia). On the other hand, in some countries the non-resident claimant is not admitted to any kind of free assistance (*e.g.*, Japan), or will be entitled to receive such free assistance only if the proceedings were introduced in the country in question (*e.g.*, China – Hong Kong Special Administrative Region). In another case, the assistance or advice will no longer be provided if the child moves abroad after the support starts to apply (Germany).

14 Between these extremes, most States make a distinction between countries with which they have a reciprocating agreement and countries with which they do not. As a general rule, a claimant residing in a State Party to the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* will usually be able to receive assistance and advice and be represented free of charge in court in another State Party (*e.g.*, as is the case in Croatia, Luxembourg, the Netherlands, Switzerland). The same general rule applies for the countries bound by international conventions (France) and those with reciprocating agreements (*e.g.*, Canada, United Kingdom – Scotland, United States of America). The case will be taken up by the authorities of the country where the support or the enforcement is sought and the services offered will then include assistance of a duty counsel or a government lawyer (*e.g.*, Canada) and legal aid (*e.g.*, Canada, France). Even when a reciprocating agreement or international convention does not bind two States, some non-residents will still be entitled to assistance. For example, a non-resident but national of a State Member of the European Union will be assimilated to a resident for purposes of assistance in another European Union State.

15 Some States will offer assistance to a non-resident claimant but through different channels to those reserved for resident claimants. For example, a child residing abroad is not entitled to receive assistance from the Child or Youth Welfare Office but can request legal aid under general provisions and, if granted, will be represented by an attorney-in-law (*e.g.*, Austria, Germany). This assistance will be provided to assert rights in the country where it is granted and not to assert or implement rights abroad (*e.g.*, Germany).

16 In some States, where maintenance is dealt with through an administrative process, no distinction seems to be made between a resident and a non-resident claimant and therefore the application will be processed in the same way and subject to the same conditions and procedures (*e.g.*, Norway, Sweden). However, in one State (Australia), international claims for maintenance are processed though the Attorney General's Department with no means test and therefore assistance is available to all parents in Australia, resident or not. In some States (*e.g.*, the Netherlands), the foreign claimant is represented by the Central Authority and as a result, international claimants are privileged compared to nationals.

17 In another State, no distinction is made between a resident and a non-resident, rather between a national and a non-national, and equal treatment of foreigners is subject to reciprocity (Slovakia).

18 In other countries, when no reciprocating agreement or international convention binds the countries, only a limited amount of administrative assistance (*e.g.*, Canada) or information will be usually provided to the non-resident applicant (*e.g.*, New Zealand).

b *Substantive eligibility*

19 In most countries it is not sufficient for an applicant to fulfil the *ratione personae* criteria in order to obtain legal aid in another State. Applicants must also prove that they are substantively eligible, namely that they meet the specif-

cifiques d'éligibilité envisagées par la législation d'un État, particulièrement en ce qui concerne les ressources financières et le fond de l'affaire pour laquelle on demande de l'aide juridique et la disponibilité de l'aide juridique pour le type de procédure pour laquelle elle est demandée.

20 Le test relatif aux ressources financières est appliqué de diverses façons. Certains États (par ex. l'Allemagne et l'Autriche) placent l'enfant au centre des préoccupations en adoptant une approche basée sur sa situation économique personnelle alors que d'autres (par ex. la France) tiennent compte des ressources dont dispose le foyer auquel appartient l'enfant. Enfin, d'autres (par ex. l'Irlande et, dans une certaine mesure, la Finlande) n'appliquent pas de test basé sur les ressources financières dans les cas internationaux.

21 Dans le cas du demandeur résidant, l'octroi d'une assistance juridique sera généralement subordonné à un test relatif aux ressources financières et au fond de l'affaire. Le test relatif aux ressources financières se fonde généralement sur les revenus mensuels ou annuels des parents mais, dans certains cas, peut plutôt être basé sur la situation de l'enfant (voir ci-dessus). Cette façon de procéder a l'avantage d'octroyer à l'enfant presque automatiquement une assistance et une aide juridiques gratuites. Les biens du demandeur sont aussi parfois pris en considération. Une demande satisfait habituellement au test relatif au fond de l'affaire si elle a suffisamment de chances de réussite et si elle n'est pas manifestement déraisonnable.

22 Certains États européens appliquent un faisceau de conditions. On fixe souvent un plafond à l'aide juridique qui peut être octroyée mais il est possible de le dépasser lorsqu'il s'agit d'une affaire exceptionnelle. Une condition de nationalité est aussi appliquée. À cet égard, le demandeur doit nécessairement être un ressortissant de l'État où la demande d'aliments ou d'exécution est recherchée, un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État avec lequel un accord de réciprocité a été conclu. Une condition de résidence est appliquée de façon alternative. Finalement, on applique le test relatif au fond de l'affaire (France).

23 Dans d'autres États, aucune limite fixe n'est appliquée relativement au plafond des ressources dont peut disposer le demandeur afin d'être éligible à l'assistance. Ainsi, il a lui-même la responsabilité de faire état de sa situation financière et des biens qu'il possède (par ex. en République tchèque). Un autre État applique essentiellement le critère du bien-être du demandeur ou de sa famille et, ainsi, l'assistance est octroyée si une partie est incapable de payer les frais sans porter atteinte à son bien-être (Croatie). D'autres États exigent que le demandeur soit insolvable (Estonie) ou indigent (Japon).

24 Lorsque le demandeur réside à l'étranger, deux situations se présentent habituellement. En général, les États distinguent entre les États parties à la Convention de New York et autres conventions internationales ou des États avec lesquelles un accord de réciprocité est en vigueur, et les autres États. Lorsqu'il y a réciprocité, l'assistance et l'aide juridique seront généralement accordées sans test. Toutefois, quelques États imposent des conditions même lorsqu'il y a réciprocité. Par exemple, les autorités de certains États où il y a réciprocité exigent un certificat établissant que le demandeur a droit de recevoir une aide juridique de façon complète ou partielle ou peut être exempté des frais des procédures. Dans ce cas, le certificat est nécessaire à l'obtention d'une assistance gratuite dans l'État où la demande en aliments ou en exécution est introduite sans enquête relative à sa situation financière et sans contribution (par ex. Royaume-Uni – Écosse). Lorsqu'il n'y a pas de réciprocité, les non-résidents peuvent généralement bénéficier d'une aide ou assistance juridique en vertu de règles générales de droit interne et sous réserve d'un test basé sur les ressources financières ou sur les faits de la cause.

25 Il ressort des réponses aux Questionnaires que les seuils financiers appliqués par la plupart des États pour déterminer si le demandeur est éligible à l'aide juridique ne prennent pas en considération les différences entre les niveaux de revenus des différents États. Ainsi, un demandeur résidant dans un État où le coût de la vie est plus élevé que dans l'État où la procédure doit être introduite pourrait être dissuadé d'intenter un recours transfrontière par crainte de ne pas être éligible à l'aide juridique dans cet autre État. Il est ainsi essentiel de trouver une façon d'assurer que le créancier potentiel ne soit pas empêcher d'agir par manque de ressources financières. Une solution serait de développer un test basé sur la situation financière de l'enfant, comme celui appliqué en Autriche. Cela présenterait l'avantage d'accorder une assistance et une aide juridiques gratuites de manière quasi-automatique.

c *Les règles et procédures concernant l'aide juridique ou l'assistance judiciaire ou administrative sont-elles différentes pour les demandes envers les époux ou autres membres de la famille ?*

26 Les règles et procédures applicables aux demandes d'aliments sont généralement les mêmes dans le cas d'un enfant, d'un époux ou d'un autre membre de la famille. Toutefois, les enfants pourront parfois bénéficier de dispositions particulières sur la protection et l'intérêt des enfants qui leur procurent un traitement plus avantageux.

27 Dans certains États, l'assistance administrative sera fournie gratuitement par des institutions ou organismes tel un Centre de protection juridique international des enfants et de la jeunesse (Slovaquie), « l'agence d'aliments pour enfants » (*Child Support Agency*) (Royaume-Uni – Angleterre et Pays de Galles) ou la *State Child Support Agency* (États-Unis d'Amérique), qui traitent uniquement des demandes envers les enfants. Dans d'autres États, un organisme administratif tel qu'un centre d'aide sociale introduira la demande en aliments ou en modification d'une décision alimentaire au nom de l'enfant lorsque celui-ci vit avec une tierce personne ou avec un parent qui n'exerce pas son droit pour des raisons injustifiées (par ex. en Croatie). Ces institutions n'ont généralement pas d'équivalent pour l'époux ou les autres membres de la famille.

28 Dans d'autres États, bien que la détermination des aliments envers les enfants n'entraîne aucun frais puisqu'elle est effectuée dans le cadre d'une procédure administrative, les parties doivent payer leurs frais, leur avocat et parfois l'avocat de l'autre partie lorsque l'obligation de payer des aliments à l'époux après le divorce est contestée (par ex. au Danemark). Un autre avantage pour l'enfant ou ses parents est que les demandes d'aliments envers les enfants entraînent souvent l'exonération des frais, tel que les frais de procédure (par ex. en Slovaquie). Là encore, ces avantages ne sont pas nécessairement disponibles pour les époux ou les autres membres de la famille.

29 Dans les États où les membres de la famille, autres que les enfants et les époux, peuvent réclamer des aliments, ils peuvent généralement le faire en suivant les mêmes règles et procédures applicables aux demandes d'aliments envers les enfants et les époux. Toutefois, certains États limitent la possibilité d'obtenir une assistance en octroyant une assistance judiciaire uniquement au demandeur résidant

Frais judiciaires et administratifs

ic conditions of eligibility envisaged by that State's legislation, in particular with regard to their financial circumstances and the merits of the case for which legal aid is required, and that the granting of legal aid is available for the type of procedure in which they are involved.

20 There are divergences in the operation of means tests. Some States (*e.g.*, Austria and Germany) adopt a child-centred approach, concentrating on the economic situation of the child as an individual, while others (*e.g.*, France) take into account assets of the child's household. Yet others (*e.g.*, Ireland and, to a large extent, Finland) do not apply a means test in international cases.

21 For a resident applicant, the granting of legal assistance is generally subject to the means test and / or the merits test. The means test is usually based on the monthly or annual income of the parents but in some cases it is rather child-centred (see above). This has the advantage of granting the child quasi-automatically free legal assistance and aid. Sometimes, the property of a claimant will also be taken into consideration. A request will usually satisfy the merits test if it has sufficient chance of success and is not manifestly unreasonable.

22 In some European countries, a series of conditions is applicable. An upper limit is often placed on the legal aid granted but it is possible to depart from this upper limit in exceptional cases. A condition of nationality also applies. Under this condition, the claimant has to be a national of the country where the support or enforcement is sought, a national of a Member State of the European Union or of a reciprocating country. A condition of residence is alternatively applicable. Finally, there is a merits test (France).

23 In some other States no firm limit is fixed concerning the maximum resources a claimant may have in order to be entitled to assistance. Therefore, it is the duty of the claimant to prove what property and financial situation he has (*e.g.*, Czech Republic). In another country, the criteria is the essential well-being of an applicant or his family and therefore the assistance is granted when a party is unable to cover the costs without detriment to such well-being (Croatia). Other States require that to be eligible the claimant must be insolvent (Estonia) or indigent (Japan).

24 In the case of an applicant residing abroad, two situations usually exist. In general, the States distinguish between States Party to the New York Convention and other international conventions or States with which they have a reciprocating agreement and the other States. When there is reciprocity, usually assistance and legal aid will be granted without any test. However, some countries will add a condition even when there is reciprocity. For example, authorities in reciprocating countries will be required to provide a certificate of entitlement stating that a claimant is qualified for complete or partial legal aid or exemption from costs in proceedings. In this case, the certificate is necessary in order for him to receive free assistance in the country where the claim or the enforcement is sought with no inquiry to his financial situation and no need to pay any contribution (*e.g.*, United Kingdom – Scotland). In cases where there is no reciprocity, non-residents are usually entitled to receive legal aid and assistance under the general rules of the internal law and subject to the means and merits test.

25 It emerges from the responses to the Questionnaires that financial thresholds applied by most of the States to determine whether applicants qualify for legal aid do not take into account the differences of income levels between the different States. Consequently, an applicant residing in a State in which the cost of living is higher than in the State where the procedure is to take place may be deterred from instituting cross-border litigation for fear that he will not be eligible for legal aid in this other State. It is therefore essential to find a means of ensuring that a potential creditor will not be deterred from taking an action due to a lack of financial resources. One possible solution is that of developing a means test centred on the child situation, such as in Austria. This has the advantage of granting the child quasi-automatically free legal assistance and aid.

c *Are the rules and procedures concerning legal or administrative aid or assistance different for applications for maintenance for a spouse or other family member?*

26 The rules and procedures applicable to applications for maintenance will usually be the same for a child, a spouse and other members of the family. However, children will sometimes benefit from special provisions on protection and interests of children that provide them with more advantageous treatment.

27 In some States, administrative assistance will be provided free of charge by institutions or organs, such as the Centre for International Legal Protection of Children and Youth (Slovakia), the Child Support Agency (United Kingdom – England and Wales) or the State Child Support Agency (United States of America), which deal only with applications for children. In some other States, an administrative organ such as a welfare centre will institute on behalf of the child a request for establishing or modifying the maintenance obligation if the child lives with a third person or with a parent who does not exercise the right for unjustified reasons (*e.g.*, Croatia). These institutions do not usually have an equivalent for the spouse or the other family members.

28 In other States, while there is no cost for the determination of child maintenance since these cases are being dealt with through an administrative procedure, the parties will have to pay their costs, their attorney and sometimes the other party's attorney when contesting the obligation of paying spousal maintenance after the divorce (*e.g.*, Denmark). Another advantage for a child or his parents will sometimes be exemption from paying fees, such as the court fees, in claims for child support (*e.g.*, Slovakia). Once again, these advantages are not always available for the spouse or the other family members.

29 In the States where the members of the family other than the children and spouses are allowed to claim support, they will usually have the possibility to do so following the same rules and procedures as in child and spouse maintenance cases. However, some States limit the possibility of assistance to judicial assistance to a claimant residing in a

dans un État partie à la Convention de New York, et dans ses limites seulement (par ex. en Suisse).

30 Dans un État en particulier, le système administratif assure une assistance complète et gratuite à l'un des époux ainsi qu'à un enfant et ses parents mais impose toutefois aux deux parents de payer des frais à l'État pour la détermination ou la modification des aliments envers les enfants. Toutefois, de tels frais n'existent pas dans le contexte d'une demande d'aliments envers un époux (Norvège). Des réponses aux Questionnaires, il semble que cela constitue l'une des seules exceptions à la règle générale voulant que les mêmes procédures s'appliquent ou qu'elles favorisent l'enfant.

31 Il est intéressant de noter que la nouvelle Directive 2002/8/CE du Conseil de l'Union européenne du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires s'applique à toute personne physique impliquée dans un litige transfrontière et cela, sans distinction entre les enfants, époux et autres membres de la famille.

III INSTRUMENTS EXISTANTS

32 *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*

Article 15

Le créancier d'aliments qui, dans l'État d'origine, a bénéficié en tout ou en partie de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens, bénéficie, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de l'assistance la plus favorable ou de l'exemption la plus large prévue par le droit de l'État requis.

Article 16

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans les procédures visées par la Convention.

33 *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*

Article 26

Chaque Autorité centrale supportera ses propres frais en appliquant la Convention.

L'Autorité centrale et les autres services publics des États contractants n'imposeront aucun frais en relation avec les demandes introduites en application de la Convention. Notamment, ils ne peuvent réclamer du demandeur le paiement des frais et dépens du procès ou, éventuellement, des frais entraînés par la participation d'un avocat. Cependant, ils peuvent demander le paiement des dépenses causées ou qui seraient causées par les opérations liées au retour de l'enfant.

Toutefois, un État contractant pourra, en faisant la réserve prévue à l'article 42, déclarer qu'il n'est tenu au paiement des frais visés à l'alinéa précédent, liés à la participation d'un avocat ou d'un conseiller juridique, ou aux frais de justice, que dans la mesure où ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance judiciaire et juridique.

[…]

34 *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice*

Article premier

Les ressortissants d'un État contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un État contractant, sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque État contractant dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet État et y résidaient habituellement.

Les personnes auxquelles les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un État contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admises au bénéfice de l'assistance judiciaire aux conditions prévues à l'alinéa précédent, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence habituelle.

Dans les États où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions du présent article s'appliquent aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières.

Article 2

L'article premier s'applique à la consultation juridique, à la condition que le requérant soit présent dans l'État où la consultation est demandée.

Article 3

Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la présente Convention et d'y donner suite.

[…]

Article 13

Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée en application de l'article premier, les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un autre État contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il en va de même des commissions rogatoires et enquêtes sociales, à l'exception des indemnités payées aux experts et aux interprètes.

Lorsqu'une personne a été admise, en application de l'article premier, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans un État contractant à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire dans tout autre État contractant où elle sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

Article 14

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résí-

Frais judiciaires et administratifs

State Party to the New York Convention, and within its limits (*e.g.*, Switzerland).

30 In one specific country, the administrative system provides full assistance free of charge to a spouse as well as a child or his parents with the exception that there is a fee payable to the State by both parents for determination or modification of child support. However this fee does not apply in spouse support cases (Norway). From the responses to the Questionnaires, this seems to be one of the only exceptions to general rules of applying the same procedures or favouring the child.

31 It is worth noting that the Council of the European Union's new Directive 2002/8/EC of 27 January 2003 to improve access to justice in cross-border disputes by establishing minimum common rules relating to legal aid for such disputes applies to natural persons involved in cross-border disputes with no distinction between children, spouses or other family members.

III EXISTING INSTRUMENTS

32 *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*

Article 15

A maintenance creditor, who, in the State of origin, has benefited from complete or partial legal aid or exemption from costs or expenses, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit from the most favourable legal aid or the most extensive exemption from costs or expenses provided for by the law of the State addressed.

Article 16

No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in the proceedings to which the Convention refers.

33 *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*

Article 26

Each Central Authority shall bear its own costs in applying this Convention.

Central Authorities and other public services of Contracting States shall not impose any charges in relation to applications submitted under this Convention. In particular, they may not require any payment from the applicant towards the costs and expenses of the proceedings or, where applicable, those arising from the participation of legal counsel or advisers. However, they may require the payment of the expenses incurred or to be incurred in implementing the return of the child.

However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article 42, declare that it shall not be bound to assume any costs referred to in the preceding paragraph resulting from the participation of legal counsel or advisers or from court proceedings, except insofar as those costs may be covered by its system of legal aid and advice.

[…]

34 *Hague Convention of 25 October 1980 on International Access to Justice*

Article 1

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in each Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.

Persons to whom paragraph 1 does not apply, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid as provided by paragraph 1 if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State.

In States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of this Article shall apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters.

Article 2

Article 1 shall apply to legal advice provided the person seeking advice is present in the State where advice is sought.

Article 3

Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under this Convention.

[…]

Article 13

Where legal aid has been granted in accordance with Article 1, service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges regardless of the manner in which service is effected. The same applies to Letters of Request and social enquiry reports, except for fees paid to experts and interpreters.

Where a person has received legal aid in accordance with Article 1 for proceedings in a Contracting State and a decision has been given in those proceedings, he shall, without any further examination of his circumstances, be entitled to legal aid in any other Contracting State in which he seeks to secure the recognition or enforcement of that decision.

Article 14

No security, bond or deposit of any kind may be required, by reason only of their foreign nationality or of their not being domiciled or resident in the State in which proceed-

dence dans l'État où l'action est intentée, des personnes, physiques ou morales, ayant leur résidence habituelle dans l'un des États contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre État contractant.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou des intervenants pour garantir les frais judiciaires[30].

35 ***Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger***

Article 9 – Exemptions et facilités

1 Dans les procédures régies par la présente Convention, les créanciers bénéficient du traitement et des exemptions de frais et dépens accordés aux créanciers qui résident dans l'État où l'action est intentée ou qui en sont ressortissants.

2 Les créanciers étrangers ou non résidents ne peuvent être tenus de fournir une caution *judicatum solvi*, ni de faire aucun autre versement ou dépôt.

3 Aucune rémunération ne peut être perçue par les Autorités expéditrices et les Institutions intermédiaires pour les services qu'elles rendent conformément aux dispositions de la présente Convention.

36 ***Convention interaméricaine (de Montevideo) du 15 juillet 1989 sur les obligations alimentaires***

Article 14

Aucun type de caution n'est exigé du créancier d'aliments du fait qu'il possède la nationalité étrangère ou a son domicile ou sa résidence habituelle dans un autre État.

L'assistance judiciaire déclarée en faveur du créancier dans l'État partie où il a introduit sa réclamation est reconnue dans l'État partie où a pris effet la reconnaissance ou l'exécution. Les États parties s'engagent à fournir l'assistance judiciaire à ceux qui sont habilités à la recevoir.

37 **Directive 2002/8/CE du Conseil de l'Union européenne du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires**

Article premier – Objectifs et champ d'application

1 La présente directive vise à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes en matière d'aide judiciaire dans le cadre de telles affaires.

2 Elle vise, dans les affaires transfrontalières, toute procédure en matière civile et commerciale, quelle que soit la nature de la juridiction. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

[…]

Article 2 – Litiges transfrontaliers

1 Aux fins de la présente directive, on entend par « litige transfrontalier » : tout litige dans lequel la partie qui présente une demande d'aide judiciaire au titre de la présente directive a son domicile ou sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État du for ou que l'État dans lequel la décision doit être exécutée.

[…]

Article 3 – Droit à l'aide judiciaire

1 Toute personne physique partie à un litige qui relève de la présente directive a le droit de bénéficier d'une aide judiciaire appropriée destinée à lui garantir un accès effectif à la justice, selon les conditions définies par la présente directive.

2 L'aide judiciaire est considérée comme appropriée lorsqu'elle garantit :

(a) des conseils précontentieux en vue d'arriver à un règlement avant d'intenter une procédure judiciaire ;

(b) une assistance juridique et une représentation en justice, ainsi que l'exonération ou la prise en charge des frais de justice du bénéficiaire, y compris les frais visés à l'article 7 et les honoraires des mandataires que le juge désigne pour accomplir des actes durant la procédure.

Dans les États membres où la partie qui succombe est condamnée à régler les frais de la partie adverse, l'aide judiciaire couvre, si le bénéficiaire succombe, les frais de la partie adverse dès lors qu'elle aurait couvert ces frais si le bénéficiaire avait eu son domicile ou sa résidence habituelle dans l'État membre du for.

3 Les États membres ne sont pas tenus de fournir une assistance judiciaire ou d'assurer la représentation en justice dans le cadre de procédures spécialement destinées à permettre aux plaideurs de faire valoir en personne leurs moyens de défense, à moins que le juge ou toute autre autorité compétente n'en décide autrement pour garantir l'égalité entre les parties ou en raison de la complexité de l'affaire.

4 Les États membres peuvent demander aux bénéficiaires de l'aide judiciaire une contribution raisonnable aux frais de justice en tenant compte des conditions visées à l'article 5.

5 Les États membres peuvent prévoir que l'autorité compétente peut décider que le bénéficiaire de l'aide judiciaire doit rembourser celle-ci, en tout ou en partie, si sa situation financière s'est entre-temps sensiblement améliorée ou si l'octroi de l'aide judiciaire a été décidé sur la base d'informations inexactes fournies par le bénéficiaire.

Article 4 – Non-discrimination

Les États membres accordent le bénéfice de l'aide judiciaire, sans discrimination, aux citoyens de l'Union et aux ressortissants de pays tiers en situation régulière de séjour dans l'un des États membres.

[30] Voir aussi les chapitres III et IV de la Convention de La Haye du premier mars 1954 relative à la procédure civile.

Frais judiciaires et administratifs

ings are commenced, from persons (including legal persons) habitually resident in a Contracting State who are plaintiffs or parties intervening in proceedings before the courts or tribunals of another Contracting State.

The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or intervening parties as security for court fees.[30]

35 ***New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance***

Article 9 – Exemptions and facilities

1 In proceedings under this Convention, claimants shall be accorded equal treatment and the same exemptions in the payment of costs and charges as are given to residents or nationals of the State where the proceedings are pending.

2 Claimants shall not be required, because of their status as aliens or non-residents, to furnish any bond or make any payment or deposit as security for costs or otherwise.

3 Transmitting and Receiving Agencies shall not charge any fees in respect of services rendered under this Convention.

36 ***Inter-American (Montevideo) Convention of 15 July 1989 on Support Obligations***

Article 14

No security of any kind may be required from the support creditor because of his foreign nationality or his domicile or habitual residence in another State.

An *in forma pauperis* waiver of court costs granted to a support creditor in the State Party where he brought his action for support shall be recognized in the State Party where recognition or enforcement is sought. The States Parties undertake to provide free legal assistance to the beneficiaries of such waivers.

37 **Council of the European Union Directive 2002/8/EC of 27 January 2003 to improve access to justice in cross-border disputes by establishing minimum common rules relating to legal aid for such disputes**

Article 1 – Aims and scope

1 The purpose of this Directive is to improve access to justice in cross-border disputes by establishing minimum common rules relating to legal aid in such disputes.

2 It shall apply, in cross-border disputes, to civil and commercial matters whatever the nature of the court or tribunal. It shall not extend, in particular, to revenue, customs or administrative matters.

[…]

Article 2 – Cross-border disputes

1 For the purposes of this Directive, a cross-border dispute is one where the party applying for legal aid in the context of this Directive is domiciled or habitually resident in a Member State other than the Member State where the court is sitting or where the decision is to be enforced.

[…]

Article 3 – Right to legal aid

1 Natural persons involved in a dispute covered by this Directive shall be entitled to receive appropriate legal aid in order to ensure their effective access to justice in accordance with the conditions laid down in this Directive.

2 Legal aid is considered to be appropriate when it guarantees:

(a) pre-litigation advice with a view to reaching a settlement prior to bringing legal proceedings;

(b) legal assistance and representation in court, and exemption from, or assistance with, the cost of proceedings of the recipient, including the costs referred to in Article 7 and the fees to persons mandated by the court to perform acts during the proceedings.

In Member States in which a losing party is liable for the costs of the opposing party, if the recipient loses the case, the legal aid shall cover the costs incurred by the opposing party, if it would have covered such costs had the recipient been domiciled or habitually resident in the Member State in which the court is sitting.

3 Member States need not provide legal assistance or representation in the courts or tribunals in proceedings especially designed to enable litigants to make their case in person, except when the courts or any other competent authority otherwise decide in order to ensure equality of parties or in view of the complexity of the case.

4 Member States may request that legal aid recipients pay reasonable contributions towards the costs of proceedings taking into account the conditions referred to in Article 5.

5 Member States may provide that the competent authority may decide that recipients of legal aid must refund it in whole or in part if their financial situation has substantially improved or if the decision to grant legal aid had been taken on the basis of inaccurate information given by the recipient.

Article 4 – Non-discrimination

Member States shall grant legal aid without discrimination to Union citizens and third-country nationals residing lawfully in a Member State.

[30] See also Chapters III and IV of the Hague Convention of 1 March 1954 on civil procedure.

Article 7 – Frais liés au caractère transfrontalier de la procédure

L'aide judiciaire accordée dans l'État du for inclut les frais ci-après directement liés au caractère transfrontalier du litige :

(a) l'interprétation ;

(b) la traduction des documents exigés par la juridiction ou l'autorité compétente et soumis par le bénéficiaire, qui sont nécessaires au règlement du litige, et

(c) les frais de déplacement que le demandeur doit exposer lorsque la loi ou le juge de cet État membre exige la présence physique à l'audience des personnes concernées par l'introduction de la demande et lorsque le juge décide que les personnes concernées ne peuvent être entendues à sa satisfaction par aucun autre moyen.

Article 9 – Continuité de l'aide judiciaire

1 L'aide judiciaire continue à être accordée en totalité ou en partie au bénéficiaire en vue de couvrir les frais exposés pour obtenir qu'un jugement soit exécuté dans l'État membre du for.

2 Un bénéficiaire qui a reçu une aide judiciaire dans l'État membre du for reçoit l'aide judiciaire prévue par la législation de l'État membre dans lequel la décision doit être reconnue, déclarée exécutoire ou exécutée.

3 L'aide judiciaire continue d'être mise à disposition au cas où une voie de recours est exercée soit par, soit contre, le bénéficiaire, sous réserve des articles 5 et 6.

[…]

38 **Accord-type des États-Unis d'Amérique pour l'exécution des obligations alimentaires**[31]

Article 6 – Les coûts des services

Toutes les procédures décrites dans le présent Accord, y compris les services fournis par l'Autorité centrale, ainsi que toute assistance légale ou administrative nécessaire, doivent être prises en charge par l'Autorité centrale ou toute autre institution publique désignée par la Partie requise, sans frais pour le demandeur. Les coûts des tests sanguins ou des tissus corporels servant à déterminer la filiation doivent être supportés par l'Autorité centrale ou toute autre institution publique désignée de la Partie requise. L'Autorité centrale ou toute autre institution publique désignée de la Partie requise peut fixer les frais de toute procédure en vertu de laquelle le défendeur comparaît dans son ressort. [*Traduction du Bureau Permanent.*]

IV PROPOSITION DE STRUCTURE DE DISCUSSION

A *Considérations générales*

39 Les demandeurs d'aliments ont généralement très peu de ressources, et des obstacles financiers même mineurs peuvent les dissuader d'user des possibilités prévues par la nouvelle Convention. Les coûts à la charge du demandeur ne devraient pas être de nature à empêcher le recours ou l'accès effectif aux services et procédures prévues par la Convention.

40 Cependant, pour que la Convention suscite l'adhésion d'un large éventail de Parties contractantes, les charges financières qu'elle leur fait encourir ne devraient pas être considérées comme excessives. Cela ne signifie pas que les services fournis au titre de la Convention n'auront aucun coût pour les Parties contractantes, mais plutôt que les coûts des services rendus ne devraient pas être disproportionnés par rapport aux avantages qu'apporteraient le versement d'aliments à un plus grand nombre d'enfants et à d'autres membres dépendants de la famille et la réduction des budgets d'aide sociale qui en découlerait.

B *Coûts des services fournis par les Autorités centrales ou les intermédiaires au titre du chapitre II de l'Esquisse*

41 Le premier principe général exposé de façon provisoire dans l'Esquisse est que l'assistance accordée à un demandeur en application de la Convention l'est gratuitement, sauf disposition contraire expresse de la Convention. (Voir art. 25(1).)

La réflexion autour des exceptions qu'il conviendrait d'accepter à ce principe général pourrait porter sur les facteurs suivants :

– les services en question ;
– l'objet de la demande, à savoir si elle concerne des aliments envers les enfants ou d'autres membres de la famille ;
– l'identité du demandeur – créancier, débiteur ou une autorité publique ;
– la mesure dans laquelle il sera possible de recouvrer les coûts auprès du débiteur ;
– la possibilité ou non pour les Parties contractantes d'exiger la réciprocité en matière de gratuité des services fournis.

42 Compte tenu de ces considérations, la Convention pourrait comprendre une disposition structurée de la façon suivante :

> 1 Les Autorités centrales, les intermédiaires et les autres services publics des Parties contractantes ne feront payer aucun frais à un demandeur pour la fourniture des services, y compris le traitement des demandes, au titre de la Convention.
>
> 2 Rien dans cet article ne devrait empêcher le recouvrement des coûts auprès d'un débiteur d'aliments, à condition que la capacité du débiteur à s'acquitter de ses obligations alimentaires n'en soit pas affectée.
>
> 3 Une Partie contractante peut, en faisant une déclaration conforme à l'article …, se réserver le droit de faire payer des frais raisonnables :
>
> (a) pour les services fournis à la demande d'une autorité publique (ou d'un débiteur d'aliments) ;
> (b) pour les services fournis au titre de l'article 8, paragraphes [à déterminer] ;
> (c) pour les services fournis au titre de l'article 8, paragraphes [à déterminer], excepté dans le contexte des aliments envers les enfants.
>
> 4 Lorsqu'une Partie contractante a fait une telle déclaration, d'autres Parties contractantes peuvent faire payer des frais raisonnables pour les services sur une base réciproque dans le cadre des demandes transmises par l'Autorité centrale de cette Partie contractante.

[31] Publié comme annexe 4 au Doc. prél. No 3 (*op. cit.* note 7).

Frais judiciaires et administratifs

Article 7 – Costs related to the cross-border nature of the dispute

Legal aid granted in the Member State in which the court is sitting shall cover the following costs directly related to the cross-border nature of the dispute:

(a) interpretation;

(b) translation of the documents required by the court or by the competent authority and presented by the recipient which are necessary for the resolution of the case; and

(c) travel costs to be borne by the applicant where the physical presence of the persons concerned with the presentation of the applicant's case is required in court by the law or by the court of that Member State and the court decides that the persons concerned cannot be heard to the satisfaction of the court by any other means.

Article 9 – Continuity of legal aid

1 Legal aid shall continue to be granted totally or partially to recipients to cover expenses incurred in having a judgment enforced in the Member State where the court is sitting.

2 A recipient who in the Member State where the court is sitting has received legal aid shall receive legal aid provided for by the law of the Member State where recognition or enforcement is sought.

3 Legal aid shall continue to be available if an appeal is brought either against or by the recipient, subject to Articles 5 and 6.

[…]

38 **United States of America Model Agreement for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations**[31]

Article 6 – Cost of services

All procedures described in this Agreement, including services of the Central Authority, and necessary legal and administrative assistance, shall be provided by the Central Authority or other designated public body of the Requested Party without cost to the claimant. The costs of testing blood or tissue for parentage determinations shall be borne by the Central Authority or other designated public body of the Requested Party. The Central Authority or other designated public body of the Requested Party may assess costs in any proceeding against the respondent appearing in its jurisdiction.

IV A POSSIBLE STRUCTURE FOR DISCUSSION

A *General considerations*

39 Applicants for maintenance generally have very limited resources, and even small financial barriers may inhibit use by them of the opportunities otherwise provided by the new Convention. The costs for the applicant should not be such as to inhibit the use of, or prevent effective access to, the services and procedures provided for in the Convention.

40 At the same time the Convention, if it is to be attractive to a wide range of Contracting Parties, should not be seen to impose excessive financial burdens on them. This does not mean that the provision of services under the Convention will be free of cost to Contracting Parties, but rather that the costs of providing services should not be disproportionate to the benefits in terms of achieving support for more children and other family dependants and in consequence reducing welfare budgets.

B *Costs of services provided by Central Authorities or intermediaries under Chapter II of the Working Draft*

41 The first general principle set out tentatively in the Working Draft is that the provision of assistance under the Convention should be without costs to the applicant, save as expressly provided for in the Convention. (See Art. 25(1).)

In considering what exceptions there should be to this general principle, the following are some of the relevant factors:

– the particular services in question;
– whether the application in question is for child support or for some other form of family maintenance;

– who is the applicant – the creditor, the debtor or a public authority;
– to what extent recovery of costs from the debtor will be permitted;
– whether it will be possible for Contracting Parties to insist upon reciprocity with regard to the free provision of services.

42 Bearing these in mind, the following is a possible structure for a Convention provision:

> 1 Central Authorities, intermediaries and other public services of Contracting Parties shall not impose any charge on an applicant for the provision of services, including the processing of applications, under the Convention.
>
> 2 Nothing in this Article should prevent the recovery of costs from a maintenance debtor, provided that this does not affect the capacity of the debtor to discharge his / her maintenance obligations.
>
> 3 A Contracting Party may, by making a declaration in accordance with Article …, reserve the right to impose reasonable charges –
>
> (a) for services provided at the request of a public authority (or maintenance debtor);
> (b) for services provided under Article 8, paragraphs [to be determined];
> (c) for services provided under Article 8, paragraphs [to be determined], except in the context of child support.
>
> 4 Where a Contracting Party has made such declaration, other Contracting Parties may impose reasonable charges for services on a reciprocal basis in respect of applications transmitted by the Central Authority of that Contracting Party.

[31] Published as Annex 4 to Prel. Doc. No 3 (*op. cit.* note 7).

Note : Cette formule est proposée pour clarifier les questions et offrir une structure possible aux discussions de la Commission spéciale.

43 Le second principe général exposé dans l'Esquisse est que les *coûts encourus par une Autorité centrale ne devraient pas être imputés à une autre Autorité centrale*. (Voir art. 25(2).)

Il faudra considérer :

– s'il y a lieu d'autoriser des exceptions à ce principe général et
– si des exceptions peuvent être prévues dans des accords bilatéraux ou régionaux.

44 Enfin, il faudra peut-être considérer s'il y a lieu d'élaborer des règles spéciales concernant :

– les coûts de traduction,
– les coûts des tests sanguins ou sur tissus pour les besoins de détermination de la filiation.

C *Conseil juridique, assistance judiciaire et représentation en justice*

45 Les facteurs généraux dont il devrait être tenu compte dans la formulation d'une disposition relative au conseil juridique, à l'assistance judiciaire et à la représentation en justice (hormis ceux qui ont déjà été évoqués) sont les suivants :

– veiller à ce que les demandeurs aient effectivement accès aux services et procédures prévus par la Convention ;
– veiller à l'équivalence des charges pour les Parties contractantes et des niveaux d'accès aux services, que les procédures soient de nature administrative ou judiciaire ;
– l'opportunité d'appliquer des règles particulières lorsque le demandeur est un organe public ou un débiteur ;
– l'application d'un test relatif aux ressources ou au fond de l'affaire ;
– éviter les discriminations envers les demandeurs étrangers ;
– la prise en compte de tout besoin particulier des demandeurs étrangers découlant de la distance, de la langue, etc.

46 Compte tenu de ces considérations, la Convention pourrait comprendre une disposition structurée de la façon suivante :

1 Les Parties contractantes assureront l'accès effectif aux procédures exposées au chapitre III, y compris, s'il y a lieu, par la fourniture gratuite de conseil juridique, d'assistance judiciaire et de représentation en justice.

2 Les Parties contractantes ne seront pas tenues de fournir une assistance judiciaire ou une représentation en justice eu égard aux procédures exposées au chapitre III lorsque les processus établis sont conçus pour permettre au demandeur de plaider en personne et lorsque l'Autorité centrale fournit l'assistance nécessaire.

3 Les Parties contractantes ne sont pas tenues de fournir gratuitement un conseil juridique, une assistance judiciaire ou une représentation en justice lorsque le requérant est un organe public (ou un débiteur d'aliments).

4 La fourniture d'une assistance judiciaire ou d'une représentation en justice gratuite peut faire l'objet d'un test relatif aux ressources ou au fond de l'affaire. (Dans le cas des demandes concernant des aliments envers les enfants, les ressources évaluées devraient être celles de l'enfant.)

5 Les droits à l'assistance judiciaire ou à la représentation en justice ne seront pas inférieurs à ce qu'ils sont dans les affaires internes équivalentes.

6 Un créancier qui, dans l'État d'origine a bénéficié d'une exonération totale ou partielle des coûts ou des frais devrait avoir droit, dans toute procédure de reconnaissance et d'exécution, à l'exonération la plus complète des coûts et frais prévus par la loi de l'État requis.

7 Les demandeurs ne devraient pas avoir à déposer de caution ou à effectuer un versement ou un dépôt, que ce soit à titre de sûreté pour les coûts ou à un autre titre.

Note : Cette formule est proposée pour clarifier les questions et offrir une structure possible aux discussions de la Commission spéciale.

47 Les autres questions qui devront éventuellement être considérées sont les suivantes :

i) L'aide juridique et l'assistance judiciaire gratuites devraient-elles nécessairement couvrir :

– les coûts d'interprétation,
– la traduction des documents requis,
– les frais de déplacement lorsque la présence physique du demandeur est nécessaire ?

ii) La Convention devrait-elle comprendre une disposition relative à la continuité de l'aide juridique et de l'assistance judiciaire gratuites lorsqu'une voie de recours est exercée ou si des procédures d'exécution séparées sont nécessaires ?

Frais judiciaires et administratifs

Note: This formula is offered as a means of clarifying the issues and to provide a possible structure for discussion within the Special Commission.

43 The second general principle set out in the Working Draft is that *costs incurred by one Central Authority should not be charged to another Central Authority*. (See Art. 25(2).)

It will need to be considered –

– whether any exceptions to this general principle should be permitted, and
– whether exceptions may be provided for in bilateral or regional arrangements.

44 Finally it may need to be considered whether special rules should be developed concerning –

– translation costs;
– the costs of blood or tissue testing for the purposes of determining parentage.

C *Legal advice, assistance and representation*

45 General factors to be considered in formulating a provision on legal advice, assistance and representation (apart from those already mentioned) include the following:

– ensuring that applicants have effective access to the services and procedures provided for in the Convention;
– ensuring that the burdens on Contracting Parties, as well as the levels of access to services, are equivalent whether procedures are administrative or judicial in nature;
– whether special rules should apply where the applicant is a public body or a debtor;
– the application of means or merits tests;

– avoidance of discrimination against overseas applicants;
– consideration of any special needs of overseas applicants arising from distance, language, etc.

46 Bearing these in mind, the following is a possible structure for a Convention provision:

1 Contracting Parties shall provide effective access to the procedures set out in Chapter III, including where necessary by the provision of free legal advice, assistance and representation.

2 Contracting Parties shall not be obliged to provide legal assistance or representation in respect of the procedures set out in Chapter III where the processes established are designed to enable the applicant to make the case in person and where the Central Authority provides such assistance as is necessary.

3 Contracting Parties are not obliged to provide free legal advice, assistance or representation where the applicant is a public body (or a maintenance debtor).

4 The provision of free legal assistance or representation may be made subject to a means or a merits test. (In the case of applications concerning child support, the means assessed should be those of the child.)

5 Entitlements to legal assistance or representation shall not be less than those available in equivalent domestic cases.

6 A creditor who in the State of origin has benefited from complete or partial exemption from costs or expenses should be entitled, in any proceedings for recognition and enforcement, to the most extensive exemption from costs or expenses provided for by the law of the State addressed.

7 Applicants should not be required to furnish any bond or make any payment or deposit as security for costs or otherwise.

Note: This formula is offered as a means of clarifying the issues and to provide a possible structure for discussion within the Special Commission.

47 Further matters that may be considered include:

i) Should free legal aid and assistance necessarily cover:

– interpretation costs;
– translation of required documents;
– travel costs where personal attendance by the applicant is required?

ii) Should there be a provision concerning the continuity of free legal aid and assistance in case of an appeal or where separate enforcement proceedings are necessary?

Application d'un instrument sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments

NOTE ÉTABLIE PAR PHILIPPE LORTIE
PREMIER SECRÉTAIRE

Document préliminaire No 11 de mai 2004

INTRODUCTION

1 Lors de sa réunion des 12 au 16 janvier 2004, le Comité de rédaction a demandé au Bureau Permanent de préparer une note au sujet du caractère international d'une réclamation d'aliments. Le Comité a estimé qu'une telle note serait utile tant en vue de ses travaux qu'en vue des discussions lors de la Commission spéciale de juin 2004. En effet, la question de savoir s'il est nécessaire d'inclure une disposition relative au champ d'application territorial ou personnel des différents chapitres de la nouvelle Convention pourrait être examinée par la Commission spéciale[1]. Voir, par exemple, l'article 2(3) de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* qui prévoit que « [la Convention] s'applique sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments et quelle que soit la nationalité ou la résidence habituelle des parties ».

2 L'article 2(3) de la Convention de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution comporte deux volets. La première partie de la disposition traite du caractère international ou interne de la réclamation d'aliments, qui est l'objet de cette Note. La deuxième partie de la disposition qualifie le principe de réciprocité, relatif aux questions de reconnaissance et d'exécution, compris dans le préambule de la Convention et qui stipule : « [d]ésirant établir des dispositions communes pour régler la reconnaissance et l'exécution réciproques de décisions relatives aux obligations alimentaires […] ». Nonobstant le fait que la Convention de 1973 s'applique uniquement lorsque la décision émane d'un autre État partie à la Convention, la nationalité et la résidence habituelle des parties au moment de la reconnaissance et de l'exécution ne sont pas prises en compte[2]. Les experts à la Commission spéciale de juin 2004 voudront peut-être considérer l'inclusion d'une disposition similaire dans l'Esquisse en ce qui a trait à la reconnaissance et l'exécution des décisions alimentaires[3]. En revanche, la question de la réciprocité dans le cadre de la coopération déborde le sujet de la présente Note et est en partie examinée dans le cadre de la Note sur l'aide judiciaire et juridique[4].

3 Dans son étude sur l'établissement de la filiation, le Bureau Permanent est parti de l'hypothèse de travail que le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille survient généralement à l'occasion de deux scénarios différents :

> « La première situation couvre les mesures prises par le créancier pour le recouvrement international des aliments alloués initialement dans un contexte purement interne, lorsque le créancier et le débiteur se trouvaient tous deux dans le même ressort. La seconde situation est celle où le créancier réclame des aliments et souhaite obtenir une décision relative aux aliments envers un débiteur situé dans un autre ressort. Dans les deux cas, il peut survenir une question relative à la filiation impliquant deux ressorts au moins. »[5]

A *Coopération sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments*

4 Durant un séjour temporaire dans l'État B, un enfant Z a été conçu et est né de la relation entre X et Y conjoints de fait, ayant leur résidence habituelle dans l'État A. Après plusieurs années, X, Y et Z sont retournés dans l'État A où X et Y se sont séparés peu de temps après leur retour. X réclame une pension alimentaire à Y au nom de Z. Malheureusement, des éléments de preuve documentaire relatifs à la filiation sont restés dans l'État B. Dans ce cas de figure, bien que les deux parties résident dans le même ressort, le créancier pourrait obtenir une assistance de l'Autorité centrale de l'État B afin d'obtenir les éléments de preuve documentaire[6] ou pour établir la filiation[7]. L'exemple de la filiation en est un parmi d'autres où l'on pourrait demander l'assistance d'une Autorité centrale étrangère en ce qui concerne, à première vue, une réclamation d'aliments purement interne.

5 Un autre exemple serait une demande d'assistance afin de localiser le débiteur[8]. Il se pourrait très bien que le débiteur se cache dans le même ressort que celui du créancier. En revanche, comme il est introuvable, le créancier voudra demander l'assistance des Autorités centrales des ressorts où il a le plus de chance d'être localisé. De plus, si le débiteur perçoit des revenus ou s'il détient des actifs à l'extérieur du ressort commun, le créancier devrait pouvoir demander l'assistance des Autorités centrales étrangères concernées afin d'obtenir des informations au sujet de ces revenus et de la localisation de ces biens[9].

[1] Voir « Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparée par le Comité de rédaction (La Haye, 12-16 janvier 2004), Doc. prél. No 7 d'avril 2004 (« l'Esquisse »), ci-dessus p. I-206 du présent tome, art. 3.

[2] Naturellement, la nationalité des parties ou le lieu de leur résidence habituelle est prise en considération en ce qui a trait aux règles de compétence indirecte en vertu de l'art. 7 de la Convention de 1973.

[3] Voir M. Verwilghen, Rapport explicatif sur les Conventions de 1973, in *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, tome IV, *Obligations alimentaires*, p. 384 à 465, aux para. 12 et 34, pour de plus amples informations au sujet de la réciprocité.

[4] Voir « Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, avec l'assistance de Caroline Harnois, Collaboratrice juridique, Doc. prél. No 10 de mai 2004, ci-dessus p. I-258 du présent tome, para. 13 à 18, 22 à 24 et 41.

[5] Voir « Filiation et aliments internationaux envers les enfants – Réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points », Rapport établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 4 d'avril 2003, ci-dessus p. I-128 du présent tome, para. 2.

[6] L'Esquisse, art. 8(j) et 19.

[7] *Ibid.*, art. 8(m) et 20 – si cette disposition est incluse dans le nouvel instrument. Voir « Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) », établi par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, ci-dessus p. I-160 du présent tome, para. 126.

[8] L'Esquisse, art. 8(d).

[9] *Ibid.*, art. 8(e).

Application d'un instrument sur les aliments

Application of an Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance irrespective of the International or Internal Character of the Maintenance Claim

DRAWN UP BY PHILIPPE LORTIE
FIRST SECRETARY

Preliminary Document No 11 of May 2004

INTRODUCTION

1 During its meeting held from 12 to 16 January 2004, the Drafting Committee asked the Permanent Bureau to prepare a note in relation to the international character of a maintenance claim. The Committee was of the view that such a note would be useful both for its work and for the discussions during the Special Commission of June 2004. The Special Commission may consider whether a provision is needed defining the territorial / personal scope of different chapters of the new Convention.[1] See, for example, Article 2(3) of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, which provides that "[the Convention] shall apply irrespective of the international or internal character of the maintenance claim and whatever may be the nationality or habitual residence of the parties".

2 Article 2(3) of the 1973 Convention on Recognition and Enforcement is two-fold. The first part of the provision deals with the international or internal character of the maintenance claim, which is the subject of this Note. The second part of the provision qualifies the reciprocity principle, in relation to recognition and enforcement matters, included in the Preamble of the Convention that states: "[d]esiring to establish common provisions to govern the reciprocal recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations […]". Notwithstanding the fact that the 1973 Convention applies when, and only when, the decision stems from another State Party to the Convention, the nationality and habitual residence of the parties at the time of recognition and enforcement are not taken into consideration.[2] Experts attending the June 2004 Special Commission may wish to consider including a similar provision in the Working Draft in relation to recognition and enforcement of maintenance decisions.[3] However, the issue of reciprocity in the context of co-operation is beyond the scope of this Note and is considered in part in the context of legal aid and assistance.[4]

3 In the study on the establishment of parentage, the Permanent Bureau took as a working assumption that the international recovery of child support and other forms of family maintenance will generally arise from two different scenarios:

> "The first situation consists of the creditor taking measures for the international recovery of maintenance granted, initially, in a purely domestic context, when both the creditor and the debtor were in the same jurisdiction. The second situation is where the creditor is claiming maintenance and seeking a maintenance decision against a debtor situated in another jurisdiction. In both cases, a question of parentage may arise implicating at least two jurisdictions."[5]

A *Co-operation irrespective of the international or internal character of the maintenance claim*

4 While temporarily living in State B, a child Z was conceived and born in a common law relationship between X and Y who had their habitual residence in State A. After several years, X, Y and Z returned to State A where shortly thereafter X and Y separated. X claimed maintenance against Y on behalf of Z. Unfortunately, documentary evidence in relation to parentage was left behind in State B. In this situation, even though both parties reside in the same jurisdiction, the creditor might seek the assistance of the Central Authority in State B in order to obtain the documentary evidence[6] or to establish parentage.[7] The example of parentage is one among others where assistance from a foreign Central Authority could be sought in relation to what appears to be a purely domestic maintenance claim.

5 Another example would be a request for assistance to locate the debtor.[8] It could well be that the debtor is hiding in the same jurisdiction as the creditor. However, because he cannot be found the creditor will seek the assistance of the foreign Central Authorities of the jurisdictions where he is most likely to be found. Again, if the debtor receives income from outside the common place of residence or if he has assets outside it, the creditor should be able to seek the assistance of the foreign Central Authorities concerned in order to obtain information concerning these incomes and the location of those assets.[9]

[1] See "Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee (The Hague, 12-16 January 2004), Prel. Doc. No 7 of April 2004 (the "Working Draft"), *supra* p. I-207 of this tome, Art. 3.

[2] Naturally, the nationality of the parties or the place of their habitual residence is taken into consideration with regard to the indirect rule of jurisdiction under Art. 7 of the 1973 Convention.

[3] See M. Verwilghen, Explanatory Report on the 1973 Conventions, in *Actes et documents de la Douzième session (1972)*, Tome IV, *Obligations alimentaires*, pp. 384-465, at paras 12 and 34, for additional information in relation to reciprocity.

[4] See "Administrative and Legal Costs and Expenses under the New Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, including Legal Aid and Assistance", Report drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, with the assistance of Caroline Harnois, Legal Officer, Prel. Doc. No 10 of May 2004, *supra* p. I-259 of this tome, paras 13-18, 22-24 and 41.

[5] See "Parentage and International Child Support – Responses to the 2002 Questionnaire and an Analysis of the Issues", drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 4 of April 2003, *supra* p. I-129 of this tome, para. 2.

[6] Working Draft, Arts 8(j) and 19.

[7] *Ibid.*, Arts 8(m) and 20 – that is, if the provision is included in the new instrument. See "Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003)", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 5 of October 2003, *supra* p. I-161 of this tome, para. 126.

[8] Working Draft, Art. 8(d).

[9] *Ibid.*, Art. 8(e).

B *Reconnaissance et exécution sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments*

6 Une autre demande d'assistance possible pourrait être en relation avec la reconnaissance et l'exécution d'une décision en matière d'aliments[10]. En vertu de l'article 8(b) et des chapitres IV et V de l'Esquisse, suite à la localisation des autres revenus et éléments du patrimoine du débiteur, y compris les biens, à l'extérieur de la juridiction de la résidence habituelle commune, le créancier devrait pouvoir obtenir la reconnaissance de la réclamation d'aliments purement interne et son exécution dans le ressort étranger contre les revenus et les actifs du débiteur. À cet égard, le créancier devrait avoir à sa disposition les mesures telles que celles prévues à l'article 35 de l'Esquisse. Cette possibilité devrait être fournie à une institution publique si un remboursement peut être obtenu contre le débiteur par celle-ci selon la loi qui la régit[11] ou si elle est de plein droit habilitée à invoquer la reconnaissance ou demander l'exécution de la décision à la place du créancier[12].

C *Loi applicable*

7 Bien que l'Esquisse ne contienne pas de chapitre concernant la loi applicable, il est opportun d'entrevoir à l'avance la question de la portée relative au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments[13]. Premièrement, en ce qui a trait à la réciprocité, il est utile de noter que la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* dispose que « [l]a Convention ne s'applique qu'aux cas où la loi désignée par l'article premier, est celle d'un des États contractants »[14] tandis que la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* prévoit que « [l]a loi désignée par la Convention s'applique indépendamment de toute condition de réciprocité, même s'il s'agit de la loi d'un État non contractant »[15] donnant ainsi un caractère universel à ces règles. En vertu de la Convention de 1973 sur la loi applicable, un tribunal national, dans le cas d'une réclamation d'aliments, pourrait appliquer la loi d'un État étranger de la nationalité commune du créancier et du débiteur dans la mesure où le créancier serait dans l'impossibilité d'obtenir des aliments en vertu de la loi de sa résidence habituelle[16]. De plus, la loi étrangère appliquée à un divorce ou à une séparation légale serait aussi applicable à une réclamation d'aliments sans égard au caractère international ou interne au moment de la réclamation d'aliments[17]. En revanche, le nouvel instrument devrait s'appliquer sans égard à la nationalité et la résidence des parties à la réclamation d'aliments[18].

CONCLUSION

8 À la lumière des exemples étudiés ci-dessus, il est recommandé d'inclure dans l'Esquisse une disposition similaire à l'article 2(3) de la Convention de 1973 sur la reconnaissance et l'exécution en ce qui a trait au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments. Une telle disposition pourrait de toute façon trouver application dans le cadre des chapitres relatifs à la coopération, la reconnaissance et l'exécution, et aux institutions publiques. L'incorporation d'une disposition telle que l'article 2(3) de la Convention de 1973 assurerait une continuité avec ce traité et aurait l'avantage d'éviter la qualification d'une réclamation d'aliments comme internationale ou interne.

[10] *Ibid.*, art. 8(b).
[11] *Ibid.*, art. 39.
[12] *Ibid.*, art. 40.
[13] Voir le Doc. prél. No 5 d'octobre 2003 (*op. cit.* note 7), para. 95 à 109.
[14] Convention de La Haye de 1956 sur la loi applicable, art. 6.
[15] Convention de La Haye de 1973 sur la loi applicable, art. 3.
[16] *Ibid.*, art. 5.
[17] *Ibid.*, art. 8. Toutefois, cette disposition a été critiquée et pourrait ne pas être maintenue.
[18] Voir *supra*, para. 2, notes 2 et 3.

B *Recognition and enforcement irrespective of the international or internal character of the maintenance claim*

6 Another possible request for assistance could be in relation to recognition and enforcement of a maintenance decision.[10] In accordance with Article 8(b) and Chapters IV and V of the Working Draft, after locating other sources of income and learning of other financial circumstances of the debtor, including assets, outside the jurisdiction of common habitual residence, the creditor should be able to seek recognition of the purely internal maintenance claim and its enforcement against the debtor's income and assets in the foreign jurisdiction. In that respect, the creditor should have at her / his disposal measures such as the ones listed under Article 35 of the Working Draft. A similar possibility should be given to a public body if reimbursement could be obtained against the debtor by the public body[11] or if it is entitled *ipso jure* to seek recognition or claim enforcement of the decision in place of the creditor.[12]

C *Applicable law*

7 Even though the Working Draft does not include at this point a chapter concerning applicable law, it is worth examining in advance the issue of scope concerning the international or internal character of the maintenance claim.[13] First, in relation to reciprocity, it is worth noting that the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children provides that "[l]a Convention ne s'applique qu'aux cas où la loi désignée par l'article premier, est celle d'un des États contractants"[14] whereas the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* provides that "[t]he law designated by this Convention shall apply irrespective of any requirement of reciprocity and whether or not it is the law of a Contracting State"[15] making these rules universal. Under the 1973 Convention on Applicable Law, a domestic court, in relation to a maintenance claim, could apply the law of a foreign State of the common nationality of the creditor and the debtor because the creditor would be unable to obtain maintenance under the law of her / his habitual residence.[16] Furthermore, the foreign law applied to a divorce or a legal separation could also be applicable to a maintenance claim irrespective of the international or internal character of the maintenance claim at the time.[17] But the new instrument should apply irrespective of the nationality and habitual residence of the parties to the maintenance claim.[18]

CONCLUSION

8 In the light of the examples examined above, it is recommended to include in the Working Draft a provision such as Article 2(3) of the 1973 Convention on Recognition and Enforcement with regard to the international or internal character of the maintenance claim. Such provision could in any event apply to the chapters dealing with co-operation, recognition and enforcement and public authorities. The inclusion of a provision such as Article 2(3) of the 1973 Convention would provide continuity with respect to that treaty and would have the advantage of avoiding the need to qualify a maintenance claim as international or internal.

[10] *Ibid.*, Art. 8(b).
[11] *Ibid.*, Art. 39.
[12] *Ibid.*, Art. 40.
[13] See Prel. Doc. No 5 of October 2003 (*op. cit.* note 7), paras 95-109.
[14] "The Convention shall apply only to cases in which the law designated by Article 1 is the law of one of the Contracting States" [*translation by the United Nations*], 1956 Hague Convention on Applicable Law, Art. 6.
[15] 1973 Hague Convention on Applicable Law, Art. 3.
[16] *Ibid.*, Art. 5.
[17] *Ibid.*, Art. 8. However, this provision has been criticised and may not be retained.
[18] See *supra*, para. 2, notes 2 and 3.

Application of a Maintenance Instrument

Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

PRÉPARÉE PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION
(LA HAYE, 19-22 OCTOBRE 2004)

Document préliminaire No 13 de janvier 2005

ESQUISSE D'UNE CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS ET D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE

[Note : Sauf indication contraire, les crochets sont utilisés pour identifier une proposition de rédaction ou un sujet qui n'a pas encore été pleinement considéré par la Commission spéciale.]

PRÉAMBULE

Les États signataires de la présente Convention,

[Désirant mettre l'accent sur l'importance de la coopération administrative pour le recouvrement des aliments envers les enfants et autres membres de la famille,

Tenant compte de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* du 20 novembre 1989, en particulier l'article 27,

Considérant que tout enfant devrait avoir un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social,

Considérant qu'incombe au premier chef aux parents, ou autres personnes ayant la charge de l'enfant, la responsabilité d'assurer, dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant,

Rappelant que les États devraient prendre toutes les mesures appropriées, notamment la conclusion d'accords internationaux, en vue d'assurer le recouvrement des aliments pour l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes ayant une responsabilité financière à son égard, en particulier, lorsque la personne qui a une responsabilité financière à l'égard de l'enfant vit dans un État autre que celui de l'enfant,

[Reconnaissant l'importance des autres types d'obligations alimentaires,]

[Reconnaissant l'importance de la responsabilité,]

Désirant s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes,

Cherchant à tirer profit des récents développements de la technologie et à créer un système souple et efficace susceptible de s'adapter aux nouveaux besoins et aux nouvelles possibilités offertes par le développement des technologies de l'information.]

CHAPITRE PREMIER – CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

Article premier Objet

La présente Convention a pour objet :

(a) d'établir un système complet de coopération entre les autorités des États contractants en vue du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille[, y compris l'établissement de la filiation à cette fin] ;

(b) d'assurer la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'aliments.

Article 2 Champ d'application

1 La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance[, y compris les obligations alimentaires envers un enfant indépendamment de la situation de famille de ses parents].

2 La Convention s'applique aussi aux demandes de remboursement des avances consenties à titre d'aliments présentées par une institution publique.

[3 Si la décision ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de la Convention reste limité à cette dernière.]

Article 3 Définitions

Aux fins de la présente Convention :

[(a) « enfant » comprend au moins toute personne âgée de moins de 18 ans ;][1]

[(b) « créancier » signifie :

(i) une personne à qui des aliments sont dus ou sont allégués être dus ; ou

(ii) une institution publique à qui le remboursement est dû pour des avances consenties à titre d'aliments[2] ;]

[(c) « débiteur » signifie une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments.]

[1] Si cette définition de l'« enfant » est acceptée, il est probable qu'il ne sera pas nécessaire d'inclure la définition à l'art. 41(2).
[2] Voir la note 19 relative au chapitre VI.

Esquisse d'une Convention

Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

PREPARED BY THE DRAFTING COMMITTEE
(THE HAGUE, 19-22 OCTOBER 2004)

Preliminary Document No 13 of January 2005

WORKING DRAFT OF A CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOVERY OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS OF FAMILY MAINTENANCE

[Note: Except where otherwise indicated, square brackets are used to signify text which is tentative or which deals with a matter which has not yet been fully considered by the Special Commission.]

PREAMBLE

The States signatory to the present Convention,

[Emphasising the importance of international administrative co-operation for the international recovery of child support and other forms of family maintenance,

Taking into account the *United Nations Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989, in particular Article 27,

Considering that every child should have a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development,

Considering that both parents or others responsible for the child have the primary responsibility to secure, within their abilities and financial capacities, the conditions of living necessary for the child's development,

Recalling that States should take all appropriate measures, including the conclusion of international agreements, to secure the recovery of maintenance for the child from the parents or other persons having financial responsibility for the child, in particular, where the person having financial responsibility for the child lives in a State different from that of the child,

[Recognising the importance of other forms of family maintenance,]

[Recognising the importance of accountability,]

Desiring to build upon the best features of existing Conventions,

Seeking to take advantage of recent advances in technology and to create a flexible and efficient system, which can continue to evolve as needs change and further advances in information technology create new opportunities.]

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article 1 Objects

The objects of the present Convention are –

(a) to establish a comprehensive system of co-operation between the authorities of the Contracting States for the international recovery of child support and other forms of family maintenance[, including the establishment of parentage when required for such purpose];

(b) to provide for the recognition and enforcement of maintenance decisions.

Article 2 Scope

1 This Convention shall apply to maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity[, including a maintenance obligation in respect of a child regardless of the marital status of the parents].

2 The Convention shall also apply to claims by a public body for reimbursement of benefits provided in lieu of maintenance.

[3 If a decision does not relate solely to a maintenance obligation, the effect of the Convention is limited to the parts of the decision which concern maintenance obligations.]

Article 3 Definitions

For the purposes of this Convention –

[(a) 'child' includes as a minimum every person below the age of 18;][1]

[(b) 'creditor' means

(i) an individual to whom maintenance is owed or is alleged to be owed; or

(ii) a public body to which reimbursement is owed for benefits provided in lieu of maintenance;[2]]

[(c) 'debtor' means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance.]

[1] If this definition of 'child' is accepted it may not be necessary to include the definition in Art. 41(2).
[2] See note 19 in relation to Chapter VI.

Article 4 Désignation des Autorités centrales

1 Chaque État contractant, au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2 Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et doit spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

3 Chaque État contractant informe le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé de la désignation de l'Autorité centrale ou des Autorités centrales ainsi que de leurs coordonnées et, le cas échéant, de l'étendue de leurs fonctions visées au paragraphe 2. Les États contractants informent promptement le Bureau Permanent de tout changement.

Article 5 Fonctions directes des Autorités centrales

Les Autorités centrales :

(a) coopèrent entre elles et favorisent la collaboration entre les autorités compétentes de leur État pour atteindre les objectifs de la Convention ;

(b) fournissent des informations au Bureau Permanent sur la législation et les procédures applicables dans leur État en matière d'aliments ;

(c) recherchent, dans la mesure du possible, des solutions aux difficultés qui peuvent survenir lors de l'application de la Convention, en particulier des chapitres II et III ;

(d) transmettent et reçoivent les demandes présentées en vertu du chapitre III ;

(e) introduisent ou facilitent l'introduction de procédures relatives aux demandes présentées en vertu du chapitre III.

Article 6 Autres fonctions des Autorités centrales

1 Les Autorités centrales fournissent une assistance relative aux demandes visées au chapitre III, et notamment prennent toutes les mesures appropriées pour :

(a) accorder ou faciliter, le cas échéant, l'obtention [de conseil juridique,] d'assistance judiciaire et de représentation en justice ;

(b) aider à localiser le débiteur ;

(c) aider à la cueillette de l'information pertinente relative aux revenus et au patrimoine du débiteur ou du créancier, y compris à la localisation des biens ;

(d) encourager le paiement volontaire des aliments ;

[(e) faciliter l'exécution continue des décisions en matière d'aliments, y compris le contrôle de la régularité des paiements ;]

(f) faciliter le virement rapide des paiements d'aliments ;

(g) faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre ;

(h) encourager le recours à la médiation, à la conciliation ou tout autre mode analogue de règlement des différends ;

[(i) fournir une assistance pour établir la filiation aux fins de l'obtention d'aliments ;]

[(j) introduire ou faciliter l'introduction de procédures afin d'obtenir, si nécessaire, toute mesure provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande d'aliments pendante ou envisagée.]

2 Les fonctions conférées à l'Autorité centrale en vertu du présent article peuvent être exercées, dans la mesure prévue par la loi de l'État concerné, par des organismes publics, ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de cet État[3].

Article 7 Requête de mesures spécifiques

[1 Une Autorité centrale prend, sur requête justifiée d'une autre Autorité centrale, toute mesure spécifique appropriée visée à l'article 6(1) même lorsque aucune demande visée à l'article 10 n'est pendante devant cette autorité [dès lors que la requête concerne le recouvrement d'aliments à l'étranger].][4]

[2 De telles mesures spécifiques peuvent également être prises par une Autorité centrale à la demande d'une autre Autorité centrale, dans une affaire interne de l'État requérant.]

Article 8 Coûts administratifs

1 Les Autorités centrales et autres autorités mentionnées à l'article 6(2) ne mettent aucun frais à la charge du demandeur pour les services offerts, y compris pour le traitement des demandes régies par la Convention.

2 Le principe prévu au paragraphe premier ne porte pas préjudice de la possibilité d'imposer des frais raisonnables pour :

(a) les services complémentaires de ceux prévus à l'article 6 ;

[(b) les services liés aux tests génétiques pour l'établissement d'une filiation ;]

[(c) les services de traduction ;]

(d) …[5]

3 L'assistance accordée par une Autorité centrale en application de la Convention n'entraîne aucun frais pour toute autre Autorité centrale.

[3] Lors de la Commission spéciale un point de vue a été exprimé selon lequel ce principe devrait aussi s'appliquer à l'art. 5(d) et (e).
[4] Il reste à examiner la question des coûts en vertu de cet article et du chapitre dans lequel il devrait apparaître. Une mesure appropriée peut consister, par exemple, à soumettre la demande à une autorité compétente de l'État requis.
[5] Le Comité de rédaction n'est pas dûment mandaté pour rédiger d'autres exceptions au principe général.

Esquisse d'une Convention

Article 4 Designation of Central Authorities

1 A Contracting State shall, at the time when the instrument of ratification or accession is deposited, designate a Central Authority to discharge the duties that are imposed by the Convention on such an authority.

2 Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and shall specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

3 The designation of the Central Authority or Central Authorities, their contact details, and where appropriate the extent of their functions as specified in paragraph 2, shall be communicated by each Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

Article 5 Direct functions of Central Authorities

Central Authorities shall –

(a) co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to achieve the purposes of the Convention;

(b) provide information to the Permanent Bureau as to the laws and procedures concerning maintenance obligations in their States;

(c) seek as far as possible solutions to difficulties which arise in the application of the Convention, in particular Chapters II and III;

(d) transmit and receive applications under Chapter III;

(e) initiate, or facilitate the institution of, proceedings in respect of applications under Chapter III.

Article 6 Other functions of Central Authorities

1 Central Authorities shall provide assistance in relation to applications under Chapter III, and in particular shall take all appropriate measures –

(a) where the circumstances require, to provide, or facilitate the provision of, legal [advice,] assistance and representation;

(b) to help locate the debtor;

(c) to help to obtain relevant information concerning the income and other financial circumstances of the debtor or creditor, including the location of assets;

(d) to encourage voluntary payment of maintenance;

[(e) to facilitate the ongoing enforcement of maintenance decisions, including the monitoring of payments;]

(f) to facilitate the expeditious transfer of maintenance payments;

(g) to facilitate the obtaining of documentary or other evidence;

(h) to encourage the use of mediation, conciliation or similar processes;

[(i) to provide assistance in establishing parentage for the purpose of recovery of maintenance;]

[(j) to initiate or facilitate the institution of proceedings to obtain any necessary provisional measures that are territorial in nature and the purpose of which is to secure the outcome of a pending or anticipated maintenance application.]

2 The functions of the Central Authority under this Article may, to the extent permitted under the law of that State, be performed by public bodies, or other bodies subject to the supervision of the competent authorities of that State.[3]

Article 7 Requests for specific measures

[1 A Central Authority shall, upon a well-founded request by another Central Authority, take such specific measures under Article 6(1) as are appropriate even when no application under Article 10 is pending before that Authority [provided that the request relates to the recovery of maintenance abroad].][4]

[2 A Central Authority may also take such specific measures on the request of another Central Authority in relation to an internal case in the requesting State.]

Article 8 Administrative costs

1 Central authorities and other authorities mentioned in Article 6(2) shall not impose any charge on an applicant for the provision of services, including the processing of applications under the Convention.

2 The principle set out in paragraph 1 shall be without prejudice to the possibility of imposing reasonable charges for –

(a) services supplementary to those listed under Article 6;

[(b) services in relation to genetic testing for the purpose of establishing parentage;]

[(c) the provision of translation services;]

(d) …[5]

3 The provision of assistance under the Convention by one Central Authority shall be without cost to any other Central Authority.

[3] A view was expressed in the Special Commission that this principle should also apply to Art. 5(d) and (e).
[4] The issue of costs under, and the appropriate Chapter for, this Article remain to be considered. An appropriate measure might include for example referring the request to a competent authority within the requested State.
[5] The Drafting Committee had insufficient mandate to draft any further exceptions to the general principle.

Article 9 Demande par l'intermédiaire de l'Autorité centrale

Lorsque l'assistance d'une Autorité centrale est requise en ce qui concerne une demande introduite en vertu du présent chapitre, cette demande d'assistance est transmise à l'Autorité centrale de l'État requis par l'intermédiaire de l'Autorité centrale de l'État requérant.

L'État requérant est celui de la résidence [habituelle] du demandeur.

Article 10 Demandes disponibles

1 Une personne résidant [habituellement] dans un État contractant qui poursuit le recouvrement d'aliments dans un autre État contractant peut présenter l'une des demandes suivantes :

(a) reconnaissance et exécution ou reconnaissance d'une décision rendue dans un État contractant ;

(b) exécution d'une décision rendue dans l'État requis[6] ; et

sous réserve des règles de compétence applicables dans l'État requis :

[(c) obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision ;]

[(d) obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée ;]

[(e) modification d'une décision rendue dans l'État requis dans la limite permise par la loi de cet État ;]

[(f) modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis dans la limite permise par la loi de l'État requis ;]

(g) recouvrement des arrérages.

2 Une personne résidant [habituellement] dans un État contractant à l'encontre de laquelle une décision en matière d'aliments existe peut présenter dans un autre État contractant[, sous réserve des règles de compétence applicables dans cet État et de l'article 40,] une des demandes suivantes :

[(a) modification d'une décision dans un État requis dans la limite permise par la loi de cet État ;]

[(b) modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis dans la limite permise par la loi de l'État requis.]

[3 Une personne résidant [habituellement] dans un État contractant qui requiert de l'assistance dans un autre État contractant aux fins d'obtenir le recouvrement d'aliments peut[, sous réserve des règles de compétence applicables dans cet État,] présenter une des demandes suivantes :

(a) reconnaissance d'une décision établissant la filiation rendue dans un État contractant[, y compris un accord enregistré ou authentifié] ;

(b) établissement de la filiation dans l'État requis [lorsqu'elle ne peut pas être établie dans l'État requérant].]

Article 11 Contenu de la demande

Première option (s'il n'existe aucun formulaire obligatoire)

1 Toute demande en vertu de l'article 10 comprend au moins :

(a) la nature de la demande ou des demandes ;

(b) le nom et l'adresse du demandeur[7] ;

(c) le nom et, lorsqu'elles sont connues, l'adresse et la date de naissance du défendeur ;

(d) le nom et la date de naissance des personnes pour lesquelles des aliments sont demandés ;

(e) les motifs au soutien de la demande ;

[(f) à l'exception de la demande présentée en vertu de l'article 10(1)(a), toute information ou tout document précisé par l'État requis par déclaration en vertu de l'article ???.]

2 Lorsque cela s'avère approprié, la demande inclut également, lorsqu'ils sont connus :

(a) la situation financière du créancier et du débiteur ;

(b) le nom et l'adresse de l'employeur du débiteur ;

(c) la localisation et la nature des biens du débiteur.

3 La demande est accompagnée de toute information ou tout document justificatif nécessaire. Lorsqu'une demande est présentée en vertu de l'article 10(1)(a), elle est accompagnée des documents précisés à l'article 18(3).

4 Une demande en vertu de l'article 10 peut être présentée conformément au formulaire recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé.

Deuxième option (s'il existe un formulaire obligatoire)[8]

1 Une demande en vertu de l'article 10 est établie conformément au formulaire annexé à cette Convention et accompagnée de tout document nécessaire, sans préjudice au droit de l'État requis d'exiger toute information ou tout document supplémentaire lorsque cela s'avère nécessaire, sauf s'il s'agit d'une demande présentée en vertu de l'article 10(1)(a).

[6] Le Comité de rédaction voudrait appeler l'attention de la Plénière sur une question qui n'a pas encore été soulevée. Une demande d'exécution d'une décision rendue dans un État requis inclut-elle aussi l'exécution d'une décision rendue dans un État non-contractant qui peut être reconnue [ou qui a été reconnue] dans l'État requis ?

[7] Il pourrait être approprié d'assurer la confidentialité de l'adresse dans certains cas exceptionnels.

[8] Cette option est inspirée des art. 5 et 30 de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice*. Elle est suggérée par le Comité de rédaction à titre d'exemple de disposition qui pourrait être utilisée si une décision en faveur des formulaires obligatoires était prise.

Esquisse d'une Convention

Article 9 Application through Central Authority

Where the assistance of a Central Authority is requested in relation to an application under this Chapter, that request shall be made through the Central Authority of the requesting State to the Central Authority of the requested State.

A requesting State is one in which the applicant has his or her [habitual] residence.

Article 10 Available applications

1 A person [habitually] resident in one Contracting State seeking to recover maintenance in another Contracting State may make an application for any of the following –

(a) recognition or recognition and enforcement of a decision made in a Contracting State;

(b) enforcement of a decision made in the requested State;[6] and,

subject to the jurisdictional rules applicable in the requested State –

[(c) establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision;]

[(d) establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused;]

[(e) modification of a decision made in a requested State to the extent permissible under the law of that State;]

[(f) modification of a decision made in a State other than the requested State to the extent permissible under the law of the requested State;]

(g) recovery of arrears.

2 A person [habitually] resident in one Contracting State against whom there is an existing maintenance decision may make an application to another Contracting State[, subject to the jurisdictional rules applicable in that State and Article 40,] for any of the following –

[(a) modification of a decision made in a requested State to the extent permissible under the law of that State;]

[(b) modification of a decision made in a State other than the requested State to the extent permissible under the law of the requested State.]

[3 A person [habitually] resident in one Contracting State who needs assistance in another Contracting State for the purpose of seeking to recover maintenance may[, subject to the jurisdictional rules applicable in that State,] make an application for any of the following –

(a) recognition of a decision establishing parentage[, including a registered or authenticated voluntary agreement,] made in a Contracting State;

(b) establishment of parentage in the requested State [where it cannot be established in the requesting State].]

Article 11 Application contents

Option 1 (if no mandatory forms exist)

1 All applications under Article 10 shall as a minimum include –

(a) the nature of the application or applications;

(b) the name and address of the applicant;[7]

(c) the name and, if known, address and date of birth of the respondent;

(d) the name and the date of birth of any person for whom maintenance is sought;

(e) the grounds upon which the application is based;

[(f) save in an application made under Article 10(1)(a), any information or document specified by declaration under Article ??? by the requested State.]

2 As appropriate, and to the extent known, the application shall in addition in particular include –

(a) the financial circumstances of both the creditor and the debtor;

(b) the name and address of the employer of the debtor;

(c) the location and nature of the assets of the debtor.

3 The application shall be accompanied by any necessary supporting information or documentation. In the case of applications under Article 10(1)(a), the application shall be accompanied only by documents listed under Article 18(3).

4 An application under Article 10 may be made in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

Option 2 (if mandatory forms exist)[8]

1 Applications under Article 10 shall be in accordance with the forms annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice, save in relation to an application under Article 10(1)(a), to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

[6] The Drafting Committee would like to draw the attention of the Plenary to a question not so far addressed. May an application to enforce a decision in a requested State extend also to the enforcement of a decision made in a non-Contracting State which is entitled to recognition [or has been recognised] in the requested State?

[7] It may be appropriate to provide for confidentiality in relation to the address in certain exceptional cases.

[8] This option is inspired by Arts 5 and 30 of the *Hague Convention of 25 October 1980 on International Access to Justice*. It is put forward by the Drafting Committee as an example of a provision which might be used if a decision is taken in favour of mandatory forms.

2 Les formulaires modèles annexés à la présente Convention pourront être amendés par décision d'une Commission spéciale à laquelle seront invités tous les États contractants et tous les États Membres et qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye. La proposition d'amender les formulaires devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.

3 Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des États contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur pour tous les États contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les États contractants.

4 Au cours du délai prévu au paragraphe précédent, tout État contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement. L'État qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

Article 12 Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires par l'intermédiaire des Autorités centrales

[1 L'Autorité centrale de l'État requérant assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et toutes les informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'examen de la demande.][9]

2 L'Autorité centrale de l'État requérant transmet la demande à l'Autorité centrale de l'État requis, après s'être assurée de la conformité de la demande aux exigences de la Convention[10].

3 L'Autorité centrale requise [accuse réception de la demande promptement et], dans un délai de six semaines à compter de la date de réception de la demande, avise l'Autorité centrale de l'État requérant des premières démarches qui ont été ou qui seront entreprises pour traiter la demande et sollicite les documents ou les informations supplémentaires qu'elle estime nécessaires. Dans ce même délai, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante des nom et adresse de la personne ou de l'organe chargé de répondre aux questions relatives à l'état d'avancement de la demande.

[4 Lorsqu'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies [ou que la demande n'est pas fondée], une Autorité centrale n'est pas tenue d'accepter une telle demande. En ce cas, l'Autorité centrale requise informe immédiatement de ses motifs l'Autorité centrale requérante.]

5 Les autorités centrales requises et requérantes :

(a) se tiennent informées de l'identité de la personne contact ou de l'unité responsable d'une affaire particulière ;

(b) se tiennent informées de l'état d'avancement de l'affaire et répondent aux demandes de renseignements en temps opportun.

6 Les Autorités centrales traitent une affaire aussi rapidement que l'autorise un examen adéquat de son contenu.

7 Les Autorités centrales utilisent les moyens de communication les plus rapides dont elles disposent.

Article 13 Accès effectif aux procédures[11]

1 L'État requis assure aux demandeurs un accès effectif aux procédures, y compris les procédures d'appel, qui découlent des demandes présentées conformément au chapitre III, s'il y a lieu par la fourniture gratuite [de conseil juridique,][12] d'assistance judiciaire et de représentation en justice.

2 L'État requis n'est pas tenu de fournir une assistance judiciaire ou une représentation en justice visée au paragraphe premier lorsque les procédures sont conçues de telle sorte qu'elles permettent au demandeur d'agir sans avoir besoin d'assistance ou de représentation et lorsque l'Autorité centrale ou un autre organisme visé à l'article 6(2) fournit toute aide nécessaire.

3 L'octroi d'une assistance judiciaire ou d'une représentation en justice gratuite peut être subordonné à un examen des ressources ou du fond de l'affaire. [Dans le cas des demandes concernant des aliments envers les enfants, les ressources évaluées sont celles de l'enfant.]

4 Les droits à l'assistance judiciaire ou à la représentation en justice ne sont pas inférieurs à ce qu'ils sont dans les affaires internes équivalentes.

[5 Un créancier qui, dans l'État d'origine, a bénéficié d'une assistance judiciaire totale ou partielle des coûts ou d'une exonération des frais a droit, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de bénéficier de l'assistance judiciaire la plus favorable ou de l'exonération la plus complète des coûts et frais prévus par la loi de l'État requis.]

6 Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais dans les procédures introduites par le créancier en vertu de la Convention.

CHAPITRE IV – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

Article 14 Définition de « décision »

Aux fins du présent chapitre :

(a) « décision » signifie :

(i) une décision rendue par une autorité judiciaire ou une autorité administrative ;

(ii) une transaction ou un accord passé devant ou homologué par une telle autorité ;

[9] Cette disposition est inspirée de l'art. 6 de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice*.

[10] La question se pose de savoir si une disposition permettant à l'Autorité centrale de refuser de transmettre une demande serait nécessaire, par exemple dans le cas d'un demandeur abusif. Voir, par exemple, l'art. 4(1) de la *Convention du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* (la Convention de New York) :

« *Article 4 – Transmission du dossier*

1 L'Autorité expéditrice transmet le dossier à l'Institution intermédiaire désignée par l'État du débiteur à moins qu'elle ne considère la demande comme téméraire. »

[11] La question de savoir si ces dispositions devraient s'appliquer (totalement ou en partie) aux demandes directes devrait être examiné, c.-à-d. les demandes qui ne sont pas présentées par l'intermédiaire d'une Autorité centrale.

[12] Si on décide de conserver le terme « conseil », la question de savoir s'il doit être inclus aux para. 2, 3 et 4 devra être considérée.

2 The forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

3 Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.

4 During the period provided for by paragraph 3 any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

Article 12 Transmission, receipt and processing of applications and cases through Central Authorities

[1 The Central Authority of the requesting State shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application.][9]

2 The Central Authority of the requesting State shall, if satisfied that the application complies with the requirements of the Convention, transmit the application to the Central Authority of the requested State.[10]

3 The requested Central Authority shall [acknowledge receipt of the application promptly and], within six weeks from the date of receipt of the application, inform the Central Authority of the requesting State what initial steps have been or will be taken to deal with the application and may request any further necessary documents and information. Within the same six-week period, the requested Central Authority shall provide to the requesting Central Authority the name and contact details of the person or unit responsible for responding to inquiries regarding the progress of the application.

[4 When it is manifest that the requirements of this Convention are not fulfilled [or that the application is otherwise not well founded], a Central Authority is not bound to accept the application. In that case, the requested Central Authority shall forthwith inform the requesting Central Authority of its reasons.]

5 Requesting and requested Central Authorities shall –

(a) keep each other informed of the person or unit responsible for a particular case;

(b) keep each other informed of the progress of the case and provide timely responses to enquiries.

6 Central Authorities shall process a case as quickly as a proper consideration of the issues will allow.

7 Central Authorities shall employ the most rapid means of communication at their disposal.

Article 13 Effective access to procedures[11]

1 The requested State shall provide applicants with effective access to the procedures, including appeal procedures, arising from applications under Chapter III, where necessary by the provision of free legal [advice,][12] assistance and representation.

2 The requested State shall not be obliged to provide the legal assistance or representation referred to in paragraph 1 where the procedures are designed to enable the applicant to make the case without the need for such assistance or representation, and where the Central Authority or other body referred to in Article 6(2) provides such help as is necessary.

3 The provision of free legal assistance or representation may be made subject to a means or a merits test. [In the case of applications concerning child support, the means assessed shall be those of the child.]

4 Entitlements to legal assistance or representation shall not be less than those available in equivalent domestic cases.

[5 A creditor who, in the State of origin, has benefited from complete or partial legal aid or exemption from costs or expenses, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit from the most favourable legal aid or the most extensive exemption from costs or expenses provided for by the law of the State addressed.]

6 No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in proceedings brought by a creditor under the Convention.

CHAPTER IV – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 14 Definition of 'decision'

For the purposes of this Chapter –

(a) "decision" means –

(i) a decision rendered by a judicial or administrative authority;

(ii) a settlement or agreement concluded before or approved by such authority;

[9] This provision is inspired by Art. 6 of the *Hague Convention of 25 October 1980 on International Access to Justice*.

[10] It should be considered whether a provision is needed allowing the requesting Central Authority to refuse to transmit an application for example where there is a vexatious applicant. See for example Art. 4(1) of the *Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* (the New York Convention):
"*Article 4 – Transmission of documents*
1 The Transmitting Agency shall transmit the documents to the Receiving Agency of the State of the respondent, unless satisfied that the application is not made in good faith."

[11] Consideration should be given to whether these provisions should apply (in whole or in part) to direct applications, *i.e.*, applications not made through a Central Authority.

[12] If the decision is made to retain the term "advice", consideration should be given to its inclusion also in paras 2, 3 and 4.

(b) une décision peut comprendre un ajustement automatique par indexation et l'obligation de payer les arrérages[, les aliments rétroactivement] ou les intérêts ;

(c) « autorité administrative » signifie un organisme public dont les décisions, en vertu de la loi de l'État où elle est constituée :

(i) peuvent faire l'objet d'un appel ou d'un contrôle par une autorité judiciaire ; et

(ii) ont la même force et le même effet qu'une décision d'une autorité judiciaire sur le même sujet.

Article 15 Bases de reconnaissance et d'exécution

1 Une décision en matière d'aliments rendue dans un État contractant (l'État d'origine) est reconnue et exécutée dans les autres États contractants si :

(a) le défendeur résidait [habituellement] dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(b) le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en était offerte pour la première fois ;

(c) le créancier résidait [habituellement] dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(d) le droit de l'État requis, dans des circonstances [de fait] similaires, conférerait ou aurait conféré compétence à ses autorités pour rendre une telle décision ;

[(e) la compétence a fait l'objet d'un accord écrit ou verbal avec confirmation écrite entre les parties ;

(f) la décision en matière d'aliments a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes[13] ; ou

(g) l'enfant à qui des aliments ont été accordés résidait [habituellement] dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance.]

2 Un État contractant peut émettre une réserve quant au paragraphe premier (c)[, (e), (f) ou (g)].

3 Une décision n'est reconnue que si elle produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécutée que si elle est exécutoire dans l'État d'origine.

Article 16 Divisibilité et reconnaissance et exécution partielle

1 Si la reconnaissance ou l'exécution d'une décision portant sur plusieurs sujets est demandée, l'État requis, s'il est incapable de reconnaître ou d'exécuter la décision pour le tout, reconnaît ou exécute toute partie divisible de la décision qui peut être reconnue ou exécutée.

2 La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

Article 17 Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution

La reconnaissance ou l'exécution de la décision peut néanmoins être refusée :

(a) si la reconnaissance ou l'exécution de la décision est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis ;

[(b) si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure ;]

(c) si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie ;

(d) si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis ; ou

(e) si le défendeur n'a pas été dûment avisé de la procédure et n'a pas eu la possibilité de se faire entendre, ou s'il n'a pas été dûment avisé de la décision et n'a pas eu la possibilité de la contester.

Article 18 Procédure relative à une demande de reconnaissance et d'exécution[14]

1 Sous réserve des dispositions prévues au présent article, la procédure relative à une demande de reconnaissance et d'exécution est régie par le droit de l'État requis.

2 Une décision rendue dans un État contractant est reconnue et exécutée dans un autre État contractant lorsque, à la demande d'une partie, elle y a été déclarée exécutoire ou y a été enregistrée aux fins d'exécution dans ce dernier État.

3 Une demande en vertu du paragraphe premier est accompagnée :

(a) d'un original de la décision en matière d'aliments ou d'une copie certifiée conforme[15] par l'autorité compétente de l'État d'origine ;

[13] Il peut être nécessaire de compléter cette formulation afin de réduire le risque d'inclure des hypothèses dans lesquelles l'autorité d'origine aurait exercé une compétence exorbitante relative à des questions concernant l'état des personnes, par exemple lorsque la compétence a été exercée uniquement sur la base de la nationalité. Une autre possibilité serait d'inclure une disposition similaire à l'art. 8 de la *Convention du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*.

« *Article 8*

Sans préjudice des dispositions de l'article 7, les autorités d'un État contractant qui ont statué sur la réclamation en aliments sont considérées comme compétentes au sens de la Convention si ces aliments sont dus en raison d'un divorce, d'une séparation de corps, d'une annulation ou d'une nullité de mariage intervenu devant une autorité de cet État reconnue comme compétente en cette matière, selon le droit de l'État requis. »

[14] Le Comité de rédaction reconnaît que cet article ainsi rédigé s'applique largement aux procédures d'exécution. Des modifications seront requises afin d'assurer que les conditions de reconnaissance sont aussi exposées clairement, par exemple, le cas où le débiteur demande la reconnaissance d'une décision existante en matière d'aliments.

[15] Le terme « certifié » en français a soulevé la question de savoir si la certification doit être faite par l'autorité d'origine ou par une autre autorité compétente.

Esquisse d'une Convention

(b) a decision may include automatic adjustment by indexation and a requirement to pay arrears[, retroactive maintenance] or interest;

(c) "administrative authority" means a public body whose decisions, under the law of the State where it is established –

(i) may be made subject of an appeal to or review by a judicial authority; and

(ii) have the same force and effect as a decision of a judicial authority on the same matter.

Article 15 Bases for recognition and enforcement

1 A maintenance decision made in one Contracting State (the State of origin) shall be recognised and enforced in other Contracting States if –

(a) the respondent was [habitually] resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(b) the respondent has submitted to the jurisdiction either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;

(c) the creditor was [habitually] resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(d) the law of the State addressed would in similar [factual] circumstances confer or would have conferred jurisdiction on its authorities to make such a decision;

[(e) there has been agreement to the jurisdiction by the parties in writing or evidenced by writing;

(f) the maintenance decision was made by an authority exercising jurisdiction on a matter of personal status;[13] or

(g) the child for whom the maintenance was ordered was [habitually] resident in the State of origin at the time proceedings were instituted.]

2 A Contracting State may make a reservation in respect of paragraph 1(c)[, (e), (f) or (g)].

3 A decision shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

Article 16 Severability and partial recognition and enforcement

1 If recognition or enforcement of a decision which deals with several issues is applied for, the State addressed, if unable to recognise or enforce the whole of the decision, shall recognise or enforce any severable part of the decision which can be so recognised or enforced.

2 Partial recognition or enforcement of a decision can always be applied for.

Article 17 Grounds for refusing recognition and enforcement

Recognition or enforcement of a decision may, however, be refused –

(a) if recognition or enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ("*ordre public*") of the State addressed;

[(b) if the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;]

(c) if proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted;

(d) if the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed; or

(e) if the respondent did not have proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard, or did not have proper notice of the decision and the opportunity to challenge it.

Article 18 Procedure on an application for recognition and enforcement[14]

1 Subject to the provisions of this Article, the procedure on an application for recognition and enforcement shall be governed by the law of the State addressed.

2 A decision made in a Contracting State shall be recognised and enforced in another Contracting State when, on the application of a party, it has been declared enforceable or registered for enforcement in the latter State.

3 An application under paragraph 1 shall be accompanied by the following –

(a) an original of the maintenance decision or a copy certified[15] by the competent authority in the State of origin;

[13] Consideration might be given to additional wording to reduce the risk of including cases where the originating authority has exercised an exorbitant jurisdiction on a matter of personal status, for example where jurisdiction has been exercised solely on the basis of nationality. Another possibility would be a provision similar to Art. 8 of the *Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*.

"*Article 8*

Without prejudice to the provisions of Article 7, the authority of a Contracting State which has given judgment on a maintenance claim shall be considered to have jurisdiction for the purposes of this Convention if the maintenance is due by reason of a divorce or a legal separation, or a declaration that a marriage is void or annulled, obtained from an authority of that State recognised as having jurisdiction in that matter, according to the law of the State addressed."

[14] The Drafting Committee recognises that this Article as presently drafted applies largely to procedures for enforcement. Modifications will be required to ensure that the conditions for recognition are also made clear, as for example where a debtor applies to have an existing maintenance decision recognised.

[15] The French equivalent of "certified" raised the question of whether the certification should be by the originating authority or by some other competent authority.

[*Alternative proposée :*

(a) d'un extrait de la décision certifié par l'autorité compétente de l'État d'origine établi conformément au formulaire qui se trouve à l'annexe … ;]

(b) d'un certificat de l'autorité compétente de l'État d'origine attestant que la décision est exécutoire [et, dans le cas d'une décision d'une autorité administrative, que les exigences prévues à l'article 14(3) sont remplies] ;

(c) si le défendeur n'a pas été impliqué dans la procédure dans l'État d'origine, d'un document établissant que les conditions de l'article 17(5) ont été remplies ;

[(d) lorsque cela s'avère nécessaire, dans le cas d'une décision prévoyant un ajustement automatique par indexation, d'un document contenant les informations qui sont nécessaires à la réalisation des calculs appropriés.]

4 La demande ne peut être rejetée que pour un des motifs mentionnés [aux articles 15 et 17] [à l'article 17(1)]. À ce stade de la procédure, ni le demandeur ni le défendeur ne peuvent présenter d'observations relativement à la demande. L'autorité compétente de l'État contractant requis statue à bref délai.

5 Après notification de la décision rendue en vertu du paragraphe 4, le demandeur et le défendeur peuvent contester la décision [en droit et en fait]. Un appel est traité selon les règles de la procédure contradictoire. Les seules questions pouvant être examinées en appel sont les suivantes :

(a) les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus à l'article 17 ;

(b) les bases de reconnaissance et d'exécution prévues à l'article 15 ;

(c) le paiement de la dette lorsque la reconnaissance et l'exécution n'ont été demandées que pour les paiements échus.

6 Le recours à l'encontre d'une déclaration du caractère exécutoire ou de l'enregistrement aux fins de l'exécution doit être formé dans un délai de [vingt] jours à compter de la notification de la décision. Si la partie contre laquelle l'exécution est demandée a sa résidence [habituelle] sur le territoire d'un autre État contractant que celui dans lequel la déclaration du caractère exécutoire a été rendue, le délai est de [soixante] jours à compter de la notification[16].

Article 19 Procédure relative à une demande de reconnaissance

L'article 18 s'applique *mutatis mutandis* à une demande de reconnaissance d'une décision en matière d'aliments, à l'exception de l'exigence du caractère exécutoire qui est remplacée par l'exigence selon laquelle la décision produit ses effets dans l'État d'origine.

Article 20 Système plus rapide et plus efficace

Tout État contractant peut conclure avec un ou plusieurs autres États contractants des accords en vue d'établir un système de reconnaissance et exécution plus rapide et plus efficace des décisions en matière d'aliments à condition que de tels accords soient conformes à l'objet et au but de la présente Convention. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

Article 21 Constatations de fait

L'autorité de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence.

Article 22 Interdiction de la révision au fond

L'autorité de l'État requis ne procède à aucune révision au fond de la décision.

Article 23 Présence de l'enfant ou du demandeur

[La présence de l'enfant ou du demandeur n'est pas exigée lors de procédures introduites en vertu du présent chapitre dans l'État requis.]

[*Article 24 Actes authentiques et accords privés*][17]

[*Article 25 Frais*][18]

Article 26 Demandes directes

Les dispositions de ce chapitre[, à l'exception des articles 18 et 19,] s'appliquent également lorsque la demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution n'est pas présentée par l'intermédiaire de l'Autorité centrale en vertu de l'article 9.

CHAPITRE V – EXÉCUTION PAR L'ÉTAT REQUIS

[*Article 27 Mesures d'exécution*

Les États contractants prennent des mesures efficaces afin d'exécuter les décisions en application de la Convention, telles que :

(a) la saisie des salaires ;

(b) les saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources ;

(c) les déductions sur les prestations de sécurité sociale ;

(d) gage sur les biens ou vente forcée ;

(e) la saisie des remboursements d'impôt ;

(f) la retenue ou saisie des pensions de retraite ;

[16] Note : Les règles concernant les délais d'appel s'appliquent seulement à la partie contre laquelle l'exécution est demandée.

[17] Si cette catégorie est inclue, un système distinct d'exécution devra être rédigé. Les conditions d'exécution devraient au moins inclure : a) que l'instrument ou l'accord est exécutoire dans l'État d'origine ; et b) la possibilité de contrôle sur le fondement de l'ordre public.

[18] Il peut être opportun d'inclure une disposition relative à l'exécution d'une décision portant sur les frais. Voir, par exemple, la proposition de la Communauté européenne au Doc. trav. No 40 : « Une condamnation aux frais et dépens de la procédure relative à une décision en matière alimentaire qui est exécutoire conformément à la présente Convention est rendue exécutoire dans tout État contractant. »

Esquisse d'une Convention

[*Alternative proposal:*

(a) an abstract of the decision certified by the competent authority in the State of origin in the form set out in Annex …;]

(b) a certificate from the competent authority in the State of origin that the decision is enforceable [and, in the case of a decision by an administrative authority, that the requirements of Article 14(3) are met];

(c) if the respondent was not involved in the proceedings in the State of origin, a document establishing that the conditions of Article 17(5) were met;

[(d) where necessary, in the case of a decision providing for automatic adjustment by indexation, a document providing the information necessary to make the appropriate calculations.]

4 The application may be refused only for the reasons specified in [Articles 15 and 17] [Article 17(1)]. At this stage of proceedings neither the applicant nor the respondent is entitled to make any submissions on the application. The competent authority of the Contracting State addressed shall give its decision on the application without delay.

5 Upon notification of the decision given in application of paragraph 4, the applicant and the respondent shall have the right to appeal [on fact and law] against the decision. An appeal shall be dealt with in accordance with the rules governing procedure in adversarial matters. The only matters that may be considered on appeal shall be the following –

(a) the grounds for refusing recognition and enforcement set out in Article 17;

(b) the bases for recognition and enforcement under Article 15;

(c) the fulfilment of the debt if the recognition and enforcement was only applied for in respect of payments that fell due in the past.

6 An appeal against a declaration of enforceability or registration for enforcement is to be lodged within [twenty] days of notification of the decision. If the party against whom enforcement is sought is [habitually] resident in a Contracting State other than that in which the declaration of enforceability was given, the time for appealing shall be [sixty] days from notification.[16]

Article 19 Procedure on an application for recognition

Article 18 shall apply *mutatis mutandis* to an application for recognition of a maintenance decision, save that the requirement of enforceability is replaced by the requirement that the decision has effect in the State of origin.

Article 20 More expeditious and effective system

Any Contracting State may enter into agreements with one or more other Contracting States, with a view to creating a more expeditious and effective system for recognition and enforcement of maintenance decisions under this Convention, provided that such agreements are consistent with the objects and purpose of this Convention. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.

Article 21 Findings of fact

The authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.

Article 22 No review of the merits

There shall be no review by the authority of the State addressed of the merits of a decision.

Article 23 Physical presence of the child or applicant

[The physical presence of the child or applicant shall not be required in any proceedings in the requested State under this Chapter.]

[*Article 24 Authentic instruments and private agreements]*[17]

[*Article 25 Costs*][18]

Article 26 Direct applications

The provisions of this Chapter[, with the exception of Articles 18 and 19,] shall also apply when the application for recognition or for recognition and enforcement was not made through the Central Authority in accordance with Article 9.

CHAPTER V – ENFORCEMENT BY THE REQUESTED STATE

[*Article 27 Enforcement measures*

Contracting States shall take effective measures to enforce decisions under the Convention, by means such as –

(a) wage withholding;

(b) garnishment from bank accounts and other sources;

(c) deductions from social security payments;

(d) lien on or forced sale of property;

(e) tax refund withholding;

(f) withholding or attachment of pension benefits;

[16] Note that the rules concerning the time limits within which an appeal must be lodged apply only to the party against whom enforcement is sought.

[17] If this category is included a distinct system for enforcement will need to be drafted. The requirements for enforcement should at least include: a) that the instrument or agreement is enforceable in the country of origin; and, b) the possibility of review on public policy grounds.

[18] Consideration may be given to including a provision relating to the enforcement of an order for costs. See for example the proposal of the European Community in Work. Doc. No 40: "An order for payment of costs based on a maintenance decision which is enforceable according to this Convention shall be rendered enforceable in any other Contracting State."

(g) le signalement aux organismes de crédit ;

(h) le refus de délivrance, la suspension ou la révocation de divers permis (le permis de conduire par exemple).]

Article 28 Exécution en vertu de la loi interne

Les mesures d'exécution sont régies par la loi de l'État requis.

Article 29 Non-discrimination

Lorsqu'une décision étrangère peut être reconnue et exécutée en vertu de la Convention, l'État requis fournit au moins les mêmes moyens d'exécution que ceux qui s'appliquent aux affaires internes.

Article 30 Informations relatives aux règles et procédures d'exécution

Les États contractants, au moment de la ratification ou de l'adhésion, fournissent au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé une description de leurs procédures et règles d'exécution, y compris les règles de protection du débiteur. De telles informations sont tenues à jour par les États contractants.

Article 31 Transferts de fonds

1 Les États sont encouragés à promouvoir, y compris au moyen d'accords bilatéraux ou régionaux, l'utilisation des moyens disponibles les moins coûteux et les plus efficaces pour effectuer des transferts de fonds destinés à être versés comme aliments.

2 Un État contractant dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorde la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés comme aliments ou à couvrir des frais et dépens encourus pour toute demande régie par la présente Convention.

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX INSTITUTIONS PUBLIQUES[19]

Article 32

La décision rendue contre un débiteur à la demande d'une institution publique qui poursuit le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments est reconnue et déclarée exécutoire conformément à la Convention si ce remboursement peut être obtenu par cette institution selon la loi qui la régit.

Article 33

Une institution publique peut, dans la mesure des prestations fournies au créancier, demander la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue entre le créancier et le débiteur d'aliments si, d'après la loi qui la régit, elle est de plein droit habilitée à invoquer la reconnaissance ou à demander l'exécution de la décision à la place du créancier.

[19] Il pourrait être nécessaire d'envisager des dispositions supplémentaires afin de définir le champ d'application de la Convention en ce qui concerne les institutions publiques.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 34 Exigences linguistiques

Option 1 – Texte original

1 Toute demande et tout document s'y rattachant sont adressés dans la langue originale et accompagnés d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'État requis [ou, lorsque cette traduction est difficilement réalisable, d'une traduction en français ou en anglais,][20] sauf dispense de l'autorité compétente de cet État.

2 Un État contractant peut, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article ???, indiquer une ou plusieurs autres langues dans lesquelles il acceptera les demandes et les documents s'y rattachant.

3 Sauf si les Autorités centrales en ont convenu autrement, toute autre communication entre elles est adressée dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'État requis ou, lorsque cette communication est difficilement réalisable, en français ou en anglais.

[4 Toutefois, aux fins des paragraphes premier et 3, un État contractant peut, en faisant une réserve conformément à l'article ???, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.]

5 …[21]

6 …[22]

Option 2 – Alternative proposée

[1 Toute demande et tout document s'y rattachant sont adressés dans la langue originale et accompagnés d'une traduction dans une langue officielle de l'État requis ou dans toute autre langue que l'État requis aura indiqué pouvoir accepter, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article ???, sauf dispense de traduction de l'autorité compétente de cet État[23].

2 Les autorités compétentes des États concernés peuvent décider que la traduction dans la langue officielle de l'État requis sera faite dans l'État requis.

3 Sauf accord contraire des autorités compétentes des États concernés, les frais de traduction d'une demande faite en vertu des paragraphes précédents sont à la charge de l'État requérant.

4 Sauf si les Autorités centrales en ont convenu autrement, toute autre communication entre elles est adressée dans une langue officielle de l'État requis ou en français ou en anglais. Toutefois, un État contractant peut, en faisant une réserve conformément à l'article ???, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.]

[20] Dans certaines circonstances, il pourrait être très difficile pour l'État requérant d'obtenir une traduction dans la langue de l'État requis. Dans ces situations, en application de cet article, l'État requérant pourrait envoyer des documents traduits en anglais ou en français. La question de savoir si l'État requis pourrait, en conséquence, obtenir le remboursement de la traduction dans sa langue reste à discuter.

[21] La question générale des coûts relatifs à la traduction devra être considérée.

[22] Une disposition permettant de conclure des accords bilatéraux et régionaux devra être rédigée.

[23] Note : Cette règle devrait aussi s'appliquer aux demandes introduites directement, par exemple les demandes de reconnaissance et d'exécution qui ne sont pas présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales.

Esquisse d'une Convention

(g) credit bureau reporting;

(h) denial, suspension or revocation of various licenses (for example, driving licenses).]

Article 28 Enforcement under national law

Enforcement shall take place in accordance with the law of the requested State.

Article 29 Non-discrimination

Where a foreign decision is entitled to be recognised and enforced under the Convention, the requested State shall provide at least the same range of enforcement methods as are available in domestic cases.

Article 30 Information concerning enforcement rules and procedures

Contracting States, at the time of ratification or accession, shall provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with a description of their enforcement rules and procedures, including any debtor protection rules. Such information shall be kept up to date by the Contracting States.

Article 31 Transfer of funds

1 States are encouraged to promote, including by means of bilateral or regional agreements, the use of the most cost-effective and efficient methods available to transfer funds payable as maintenance.

2 A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable as maintenance or to cover costs and expenses in respect of any claim under this Convention.

CHAPTER VI – ADDITIONAL PROVISIONS RELATING TO PUBLIC BODIES[19]

Article 32

A decision rendered against a debtor on the application of a public body which claims reimbursement of benefits paid in lieu of maintenance shall be recognised and enforced in accordance with this Convention if reimbursement can be obtained by the public body under the law to which it is subject.

Article 33

A public body may seek recognition or claim enforcement of a decision rendered between a creditor and maintenance debtor to the extent of the benefits provided for the creditor if it is entitled *ipso jure*, under the law to which it is subject, to seek recognition or claim enforcement of the decision in place of the creditor.

[19] Further provisions may need to be considered defining the scope of the Convention in relation to public bodies.

CHAPTER VII – GENERAL PROVISIONS

Article 34 Language requirements

Option 1 – Pre-existing text

1 Any application and related documents shall be in the original language, and shall be accompanied by a translation into the official language or one of the official languages of the requested State [or, where that is not feasible, a translation into French or English,][20] unless the competent authority of that State dispenses with translation.

2 A Contracting State may, by way of declaration in accordance with Article ???, indicate one or more additional languages in which it will accept applications and related documents.

3 Unless otherwise agreed by the Central Authorities, any other communications between such Authorities shall be in the official language or one of the official languages of the requested State or, where that is not feasible, in French or English.

[4 However, in relation to paragraphs 1 and 3, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article ???, object to the use of either French or English.]

5 …[21]

6 …[22]

Option 2 – Alternative proposal

[1 Any application and related documents shall be in the original language, and shall be accompanied by a translation into an official language of the requested State or in another language which the requested State has indicated, by way of declaration in accordance with Article ???, it will accept, unless the competent authority of that State dispenses with translation.[23]

2 By agreement between the competent authorities of the States concerned the translation into an official language of the requested State may be made in the requested State.

3 Unless otherwise agreed by competent authorities of the States concerned, the cost of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the requesting State.

4 Unless otherwise agreed by the Central Authorities, any other communications between such Authorities shall be in an official language of the requested State or in either English or French. However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article ???, object to the use of either French or English.]

[20] In some circumstances it may be very difficult for the requesting State to arrange for a translation into the language of the requested State. In those situations under this Article the requesting State could send the documents translated into either English or French. The issue of whether or not the requested State should then receive reimbursement for the translation into its language remains to be considered.

[21] The general issue of translation costs remains to be considered.

[22] A provision allowing for bilateral or regional arrangements remains to be drafted.

[23] Note that this rule should also apply to direct applications, for example applications for recognition and enforcement not made through Central Authorities.

Article 35 Recouvrement des frais

1 Le recouvrement de tout frais encouru pour l'application de cette Convention n'a pas préséance sur l'obligation de payer les aliments[24].

2 …[25]

Article 36 Légalisation

Les documents transmis en application de la Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue.

[*Article 37 Procuration*

Une procuration qui autorise l'Autorité centrale de l'État requis à agir au nom du demandeur n'est pas requise.]

Article 38 Examen du fonctionnement pratique de la Convention

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention et d'encourager le développement de bonnes pratiques en vertu de la Convention.

À cette fin, les États contractants collaborent avec le Bureau Permanent afin de réunir des informations relatives au fonctionnement pratique de la Convention, y compris des statistiques et de la jurisprudence.

Article 39 Interprétation uniforme

Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 40 Limite aux procédures ouvertes au débiteur[26]

1 Lorsqu'une décision a été rendue dans un État contractant où le créancier a sa résidence [habituelle], le débiteur ne peut introduire de procédures dans un autre État contractant afin d'obtenir une nouvelle décision ou une modification de la décision, tant que le créancier continue à résider [habituellement] dans cet État.

2 Le paragraphe précédent ne s'applique pas :

(a) en cas d'accord entre les parties sur la compétence de cet autre État contractant ;

(b) lorsque le créancier accepte la compétence de cet autre État contractant ; ou

(c) si l'État d'origine n'exerce pas ou ne peut exercer sa compétence pour modifier la décision ou rendre une nouvelle décision.

Article 41 Réserve[27]

1 Tout État contractant, conformément à l'article ???, peut se réserver le droit de ne pas appliquer [la Convention ou] une partie déterminée de la Convention[28] aux obligations alimentaires découlant de toute relation particulière de famille ou d'alliance, autre que les obligations alimentaires envers des enfants.

[2 Aux fins de cet article, le terme « enfant » comprend au moins toute personne de moins de 18 ans.]

[*ou*]

[2 Aux fins de cet article, un enfant est une personne âgée de moins de 18 ans [ou poursuivant des études jusqu'à […] ans ou autrement incapable de subvenir à ses besoins].]

Article 42 Accords bilatéraux / régionaux[29]

[24] Il est nécessaire d'examiner la question de savoir si ce principe devrait s'appliquer uniquement aux aliments envers les enfants.
[25] Il convient d'examiner la possibilité d'inclure une disposition à l'effet que : « Rien dans la présente Convention n'empêche le recouvrement des frais de la partie qui succombe. »
[26] Plusieurs questions relatives à la modification devront être discutées, voir « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 3 d'avril 2003, ci-dessus p. I-54 du présent tome, para. 126 à 133.
[27] Une disposition relative à la réciprocité reste à rédiger.
[28] Lors de la Commission spéciale un point de vue a été exprimé selon lequel aucune réserve ne devrait être autorisée en relation avec des aliments envers les époux pour l'application du chapitre IV.
[29] Cela inclut la possibilité d'accords sur un niveau supérieur de services.

Esquisse d'une Convention

Article 35 Costs recovery

1 Recovery of any costs incurred in the application of this Convention shall not take precedence over the obligation to pay maintenance.[24]

2 …[25]

Article 36 Legalisation

All documents transmitted under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality.

[*Article 37 Power of attorney*

A power of attorney authorising the Central Authority of the requested State to act on behalf of the applicant shall not be required.]

Article 38 Review of the practical operation of the Convention

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Convention and to encourage the development of good practices under the Convention.

For the purpose of such review Contracting States shall cooperate with the Permanent Bureau in the gathering of information, including statistics and case law, concerning the practical operation of the Convention.

Article 39 Uniform interpretation

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 40 Limit on proceedings by debtor[26]

1 Where a decision is made in a Contracting State where the creditor is [habitually] resident, the debtor may not bring proceedings for a new or modified decision in any other Contracting State as long as the creditor remains [habitually] resident in that State.

2 The previous paragraph shall not apply –

(a) where there is agreement between the parties as to the jurisdiction of that other Contracting State;

(b) where the creditor submits to the jurisdiction of that other Contracting State; or,

(c) where the State of origin cannot or will not exercise jurisdiction to modify the decision or make a new decision.

Article 41 Reservation[27]

1 Any Contracting State may, in accordance with Article ???, reserve the right not to apply [the Convention or] any specified part of the Convention[28] to maintenance obligations in respect of any specified family relationships or relationships based on affinity, other than maintenance obligations in respect of children.

[2 For the purpose of this Article the term 'child' includes as a minimum every person below the age of 18.]

[*or*]

[2 For the purpose of this Article a child is a person below the age of 18 [or in continuing education up to […] years old or otherwise unable to support him or herself].]

Article 42 Bilateral / Regional arrangements[29]

[24] Consideration should be given to the question whether this principle should apply only in respect of child support.
[25] Consideration should be given to the inclusion of a provision along the following lines: "Nothing in this Convention shall prevent the recovery of costs from an unsuccessful party."
[26] Several issues in relation to modification remain to be discussed, see "Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 3 of April 2003, *supra* p. I-55 of this tome, paras 126-133.
[27] A provision on reciprocity remains to be drafted.
[28] A view was expressed in the Special Commission that no reservation should be permitted in relation to spousal support under Chapter IV.
[29] This would include the possibility of agreements for the provision of an advanced level of services.

Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

PRÉPARÉE PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION
(LA HAYE, 5-9 SEPTEMBRE 2005)

Document préliminaire No 16 d'octobre 2005

ESQUISSE D'UN PROJET DE CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS ET D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE

[Note : Sauf indication contraire, les crochets sont utilisés pour identifier une proposition de rédaction ou un sujet qui n'a pas encore été pleinement considéré par la Commission spéciale.]

PRÉAMBULE

Les États signataires de la présente Convention,

[Soulignant l'importance de la coopération administrative internationale pour le recouvrement des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille,

Tenant compte de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* du 20 novembre 1989, en particulier les articles 3 et 27,

Considérant que, dans toutes les décisions relatives aux enfants, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être pris en compte de façon prioritaire,

Considérant que tout enfant devrait avoir un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social,

Considérant qu'il incombe au premier chef aux parents, ou aux personnes ayant la charge de l'enfant, de lui assurer, dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, des conditions de vie propices à son développement,

Rappelant que les États devraient prendre toutes les mesures appropriées, notamment la conclusion d'accords internationaux, en vue d'assurer le recouvrement rapide et efficace des aliments pour l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes ayant une responsabilité financière à son égard, en particulier, lorsque la personne qui a une responsabilité financière à l'égard de l'enfant vit dans un État autre que celui de l'enfant,

[Reconnaissant l'importance des autres types d'obligations alimentaires,]

[Reconnaissant l'importance de la responsabilité,]

Désirant s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes,

Cherchant à tirer profit des récents développements de la technologie et à créer un système souple et efficace susceptible de s'adapter aux nouveaux besoins et aux nouvelles possibilités offertes par le développement des technologies de l'information.

Sont résolus de conclure la présente Convention et sont convenus des dispositions suivantes :]

CHAPITRE PREMIER – CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

Article premier Objet

La présente Convention a pour objet d'assurer l'efficacité du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, en particulier :

(a) d'établir un système complet de coopération entre les autorités des États contractants ;

(b) de permettre de présenter des demandes en vue d'obtenir des décisions en matière d'aliments et d'initier d'autres procédures ;

(c) d'assurer la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'aliments ; et

[(d) de requérir des mesures efficaces afin d'exécuter les décisions en matière d'aliments].

Article 2 Champ d'application

1 La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires envers les enfants [indépendamment de la situation de famille des parents] ainsi qu'aux obligations alimentaires découlant d'autres relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance.

2 La Convention s'applique aussi aux demandes de remboursement de prestations fournies à titre d'aliments présentées par une institution publique.

Article 3 Définitions

Aux fins de la présente Convention :

(a) « créancier » signifie une personne à qui des aliments sont dus ou sont allégués être dus ;

(b) « débiteur » signifie une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ;

[(c) « assistance juridique » comprend le conseil juridique, l'assistance dans le cadre d'une affaire portée devant une autorité, la représentation en justice et l'exonération des frais de procédure ;]

[(d) « résidence » comprend la résidence habituelle mais exclut la simple présence ;][1]

[1] La question de savoir si le terme « résidence habituelle » ou « résidence » doit être utilisé devra être examinée à nouveau. La question de savoir si des termes différents peuvent être utilisés dans les chapitres III, IV et V pourra aussi être examinée.

Esquisse d'un projet de Convention

Tentative Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

PREPARED BY THE DRAFTING COMMITTEE
(THE HAGUE, 5-9 SEPTEMBER 2005)

Preliminary Document No 16 of October 2005

TENTATIVE DRAFT CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOVERY OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS OF FAMILY MAINTENANCE

[Note: Except where otherwise indicated, square brackets are used to signify text which is tentative or which deals with a matter which has not yet been fully considered by the Special Commission.]

PREAMBLE

The States signatory to the present Convention,

[Emphasising the importance of international administrative co-operation for the international recovery of child support and other forms of family maintenance,

Taking into account the *United Nations Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989, in particular Articles 3 and 27,

Considering that, in all actions concerning children, the best interests of the child shall be a primary consideration,

Considering that every child should have a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development,

Considering that both parents or others responsible for the child have the primary responsibility to secure, within their abilities and financial capacities, the conditions of living necessary for the child's development,

Recalling that States should take all appropriate measures, including the conclusion of international agreements, to secure the prompt and effective recovery of maintenance for the child from the parents or other persons having financial responsibility for the child, in particular, where the person having financial responsibility for the child lives in a State different from that of the child,

[Recognising the importance of other forms of family maintenance,]

[Recognising the importance of accountability,]

Desiring to build upon the best features of existing Conventions,

Seeking to take advantage of recent advances in technology and to create a flexible and efficient system, which can continue to evolve as needs change and further advances in information technology create new opportunities.

Have resolved to conclude this Convention and have agreed upon the following provisions –]

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article 1 Object

The object of the present Convention is to ensure the effective international recovery of child support and other forms of family maintenance in particular by –

(a) establishing a comprehensive system of co-operation between the authorities of the Contracting States;

(b) making available applications for the establishment of maintenance decisions and for other procedures;

(c) providing for the recognition and enforcement of maintenance decisions; and

[(d) requiring effective measures for the enforcement of maintenance decisions].

Article 2 Scope

1 This Convention applies to maintenance obligations in respect of a child [regardless of the marital status of the parents], as well as maintenance obligations arising from other family relationships, parentage, marriage or affinity.

2 The Convention also applies to claims by a public body for reimbursement of benefits provided in place of maintenance.

Article 3 Definitions

For the purposes of this Convention –

(a) "creditor" means an individual to whom maintenance is owed or is alleged to be owed;

(b) "debtor" means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance;

[(c) "legal assistance" includes legal advice, assistance in bringing a case before an authority, legal representation and exemption from costs of proceedings;]

[(d) "residence" includes habitual residence but excludes mere presence;][1]

[1] Further consideration will need to be given to the use of either "habitual residence" or "residence". Furthermore, consideration could be given to whether to use different terms for the purpose of Chapters III, IV and V.

[(e) « État requérant » signifie l'État contractant dans lequel le demandeur a sa résidence [habituelle] et d'où provient une demande en application de la présente Convention.][2]

CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Article 4 Désignation des Autorités centrales

1 Chaque État contractant, au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2 Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et doit spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

3 Chaque État contractant informe le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé de la désignation de l'Autorité centrale ou des Autorités centrales ainsi que de leurs coordonnées et, le cas échéant, de l'étendue de leurs fonctions visées au paragraphe 2. Les États contractants informent aussitôt le Bureau Permanent de tout changement.

Article 5 Fonctions générales des Autorités centrales

Les Autorités centrales :

(a) coopèrent entre elles et favorisent la collaboration entre les autorités compétentes de leur État pour atteindre les objectifs de la Convention ;

(b) fournissent des informations au Bureau Permanent sur la législation et les procédures applicables dans leur État en matière d'aliments ;

(c) recherchent, dans la mesure du possible, des solutions aux difficultés pouvant survenir dans le cadre de l'application de la Convention.

Article 6 Fonctions spécifiques des Autorités centrales

1 Les Autorités centrales fournissent une assistance relative aux demandes visées au chapitre III. Notamment en :

(a) transmettant et recevant ces demandes ;

(b) introduisant ou facilitant l'introduction de procédures relatives à ces demandes.

2 En ce qui concerne ces demandes, elles prennent [toutes les mesures appropriées] [les mesures existantes les plus efficaces] pour :

(a) accorder ou faciliter l'octroi d'une assistance juridique, lorsque les circonstances l'exigent ;

(b) aider à localiser le débiteur ;

(c) faciliter la recherche des informations pertinentes relatives aux revenus et au patrimoine du débiteur ou du créancier, y compris la localisation de ces biens ;

(d) encourager le règlement amiable des différends afin d'obtenir un paiement volontaire des aliments, lorsque cela s'avère approprié par le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres moyens analogues ;

(e) faciliter l'exécution continue des décisions en matière d'aliments, y compris les arrérages ;

(f) faciliter le [recouvrement et le] virement rapide des paiements d'aliments ;

(g) faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre ;

(h) fournir si nécessaire une assistance pour établir la filiation pour le recouvrement d'aliments ;

[(i) introduire ou faciliter si nécessaire l'introduction de procédures afin d'obtenir toute mesure provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande pendante d'aliments ;]

[(j) faciliter la signification et la notification des actes.]

3 Les fonctions conférées à l'Autorité centrale en vertu du présent article peuvent être exercées, dans la mesure prévue par la loi de l'État concerné, par des organismes publics, ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de cet État. La désignation de tout organisme public ou autre organisme, ainsi que ses coordonnées et l'étendue de ses fonctions sont communiqués par l'État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé. En cas de changement, les États contractants en informent aussitôt le Bureau Permanent.

4 Rien au présent article ni à l'article 7 ne peut être interprété comme imposant à une Autorité centrale l'obligation d'exercer des attributions qui relèvent exclusivement des autorités judiciaires selon la loi de l'État requis.

Article 7 Requête de mesures spécifiques

1 Une Autorité centrale peut présenter une demande motivée à une autre Autorité centrale afin qu'elle prenne des mesures spécifiques appropriées en vertu de l'article 6(2)(b), (c), [(i) et (j)] lorsque aucune demande en application de l'article 10 n'est pendante. L'Autorité centrale requise prend ces mesures si elle les considère nécessaires afin d'aider un demandeur potentiel [à faire une demande prévue à l'article 10 ou][3] à déterminer si une telle demande doit être introduite.

[2 Une Autorité centrale peut également prendre des mesures spécifiques à la demande d'une autre Autorité centrale, dans une affaire concernant le recouvrement des aliments qui est pendante dans l'État requérant.]

[2] La question de savoir si les mots « dans lequel le demandeur vit » devraient remplacer les mots « dans lequel le demandeur a sa résidence [habituelle] » devra être examinée.

[3] L'ajout des termes entre crochets pourrait être nécessaire si la référence à l'art. 6(2)(i) et (j) est retenue.

Esquisse d'un projet de Convention

[(e) "requesting State" means a Contracting State in which the applicant has his or her [habitual] residence, and from which an application under this Convention is made.][2]

CHAPTER II – ADMINISTRATIVE CO-OPERATION

Article 4 Designation of Central Authorities

1 A Contracting State shall, at the time when the instrument of ratification or accession is deposited, designate a Central Authority to discharge the duties that are imposed by the Convention on such an authority.

2 Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and shall specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

3 The designation of the Central Authority or Central Authorities, their contact details, and where appropriate the extent of their functions as specified in paragraph 2, shall be communicated by each Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

Article 5 General functions of Central Authorities

Central Authorities shall –

(a) co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to achieve the purposes of the Convention;

(b) provide information to the Permanent Bureau as to the laws and procedures concerning maintenance obligations in their States;

(c) seek as far as possible solutions to difficulties which arise in the application of the Convention.

Article 6 Specific functions of Central Authorities

1 Central Authorities shall provide assistance in relation to applications under Chapter III. In particular they shall –

(a) transmit and receive such applications;

(b) initiate, or facilitate the institution of, proceedings in respect of such applications.

2 In relation to such applications they shall take [all appropriate measures] [the most effective measures available] –

(a) where the circumstances require, to provide or facilitate the provision of legal assistance;

(b) to help locate the debtor;

(c) to help obtain relevant information concerning the income and other financial circumstances of the debtor or creditor, including the location of assets;

(d) to encourage amicable solutions with a view to obtaining voluntary payment of maintenance, where suitable by use of mediation, conciliation or similar processes;

(e) to facilitate the ongoing enforcement of maintenance decisions including any arrears;

(f) to facilitate the [collection and] expeditious transfer of maintenance payments;

(g) to facilitate the obtaining of documentary or other evidence;

(h) to provide assistance in establishing parentage where necessary for the recovery of maintenance;

[(i) to initiate or facilitate the institution of proceedings to obtain any necessary provisional measures that are territorial in nature and the purpose of which is to secure the outcome of a pending maintenance application;]

[(j) to facilitate service of documents.]

3 The functions of the Central Authority under this Article may, to the extent permitted under the law of that State, be performed by public bodies, or other bodies subject to the supervision of the competent authorities of that State. The designation of any such public bodies or other bodies as well as their contact details and the extent of their functions shall be communicated by a Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

4 Nothing in this Article or Article 7 shall be interpreted as imposing an obligation on a Central Authority to exercise powers that can be exercised only by judicial authorities under the law of the requested State.

Article 7 Requests for specific measures

1 A Central Authority may make a request, supported by reasons, to another Central Authority to take appropriate specific measures under Article 6(2)(b), (c), [(i) and (j)] when no application under Article 10 is pending. The requested Central Authority shall take such measures if satisfied that they are necessary to assist a potential applicant [in making an application under Article 10 or][3] in determining whether such an application should be initiated.

[2 A Central Authority may also take specific measures on the request of another Central Authority in relation to a case concerning the recovery of maintenance pending in the requesting State.]

[2] Consideration may be given to the use of the words "where the applicant lives" instead of the words "in which the applicant has his or her [habitual] residence".

[3] The addition of the bracketed language might be necessary if reference to Art. 6(2)(i) and (j) is retained.

Article 8 Frais de l'Autorité centrale

1 Les Autorités centrales ne mettent aucun frais à la charge du demandeur pour les services qu'elles apportent, et notamment dans le cadre du traitement des demandes en vertu de la Convention.

2 Sous réserve de l'obligation d'assurer un accès effectif aux procédures, prévue à l'article 13, la règle prévue au paragraphe premier ne porte pas préjudice de la possibilité d'imposer des frais raisonnables pour les services supplémentaires ou d'un niveau supérieur à ceux prévus à l'article 6(2)[4], à condition que le demandeur consente préalablement à de tels frais.

3 Chaque Autorité centrale prend en charge ses propres frais dans la mise en œuvre de la Convention.

CHAPITRE III – DEMANDES

Article 9 Demande par l'intermédiaire de l'Autorité centrale

Lorsque l'assistance d'une Autorité centrale est requise s'agissant d'une demande introduite en vertu du présent chapitre, cette demande est transmise à l'Autorité centrale de l'État requis par l'intermédiaire de l'Autorité centrale de l'État requérant.

Article 10 Demandes disponibles

1 Un créancier qui, dans un État requérant, demande le recouvrement d'aliments dans un autre État contractant peut présenter les demandes suivantes [en vertu de la présente Convention][5] :

(a) reconnaissance ou reconnaissance et exécution d'une décision rendue dans un État contractant[6] ;

(b) exécution d'une décision rendue [ou reconnue] dans l'État requis ; et,

sous réserve des règles de compétence applicables dans l'État requis :

(c) obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation si nécessaire ;

[(d) obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision est impossible ou refusée[7] ;]

(e) modification d'une décision rendue dans l'État requis dans la limite permise par la loi de cet État ;

(f) modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis dans la limite permise par la loi de l'État requis[8] ;

(g) recouvrement des arrérages.

2 Un débiteur dans un État requérant à l'encontre duquel une décision en matière d'aliments existe peut présenter dans un autre État contractant, sous réserve des règles de compétence applicables dans cet État et de l'article 14, les demandes suivantes[9] :

(a) modification d'une décision rendue dans l'État requis dans la limite permise par la loi de cet État ;

(b) modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis dans la limite permise par la loi de l'État requis[10].

Article 11 Contenu de la demande

Première option (s'il n'existe aucun formulaire obligatoire)

1 Toute demande en vertu de l'article 10 comprend au moins :

(a) la nature de la demande ou des demandes ;

(b) le nom du demandeur et [ses coordonnées, y compris][11] son adresse [et sa date de naissance][12] ;

(c) le nom et, lorsqu'elles sont connues, l'adresse et la date de naissance du défendeur ;

(d) le nom et la date de naissance des personnes pour lesquelles des aliments sont demandés ;

(e) les motifs au soutien de la demande ;

[(f) dans une demande du créancier, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement ;][13]

[(g) à l'exception de la demande présentée en vertu de l'article 10(1)(a), toute information ou tout document[14] précisé par l'État requis par déclaration en vertu de l'article 55].

2 Lorsque cela s'avère approprié, la demande inclut également, lorsqu'ils sont connus :

(a) les documents sur la situation financière du créancier ;

(b) les documents sur la situation financière du débiteur y compris le nom et l'adresse de l'employeur du débiteur ainsi que la localisation et la nature des biens du débiteur[15] ;

[(c) toute autre information permettant de localiser le défendeur][16].

---

4 La question du coût des services rendus en vertu de l'art. 7 devra être examinée.
5 La Convention n'exclut pas la possibilité d'autres procédures en vertu du droit interne.
6 Des discussions supplémentaires devront avoir lieu sur la question de savoir si une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision dans un État requis inclut aussi une décision rendue dans un État non contractant qui peut être reconnue dans l'État requis.
7 C'est-à-dire sur la base de l'absence de compétence en vertu de l'art. 16 ou sur la base de l'art. 18(b) ou (e).
8 Le Président a noté qu'une délégation a exprimé une inquiétude relativement à cet alinéa.
9 La question de savoir s'il faut prévoir une demande d'obtention d'une décision pour le débiteur potentiel devra être examinée.
10 Le Président a noté qu'une délégation a exprimé une inquiétude relativement à cet alinéa.
11 Cette formulation a été recommandée par le Comité chargé des Formulaires. La question de savoir si des contacts directs seront autorisés entre le demandeur et l'Autorité centrale requise devra être examinée par la Plénière.
12 Ces termes ont été ajoutés à la suite de l'examen du Formulaire de transmission par le Comité de rédaction.
13 Cette formulation a été recommandée par le Comité chargé des Formulaires.
14 La révision finale du texte de la Convention devra être accomplie en s'assurant que le texte est neutre quant à l'utilisation des moyens de communication.
15 Le Comité chargé des Formulaires a suggéré cette reformulation des alinéas (a), (b) et (c) anciens du para. 2.
16 Cette formulation a été recommandée par le Comité chargé des Formulaires.

Esquisse d'un projet de Convention

Article 8 Central Authority costs

1 Central Authorities shall not impose any charge on an applicant for the provision of their services including the processing of applications under the Convention.

2 Subject to the obligation under Article 13 to provide effective access to procedures, the rule set out in paragraph 1 shall be without prejudice to the possibility of imposing reasonable charges for services additional to or at a higher level than those listed under Article 6(2),[4] provided that the applicant gives prior authorisation to any such charges.

3 Each Central Authority shall bear its own costs in applying this Convention.

CHAPTER III – APPLICATIONS

Article 9 Application through Central Authority

Where the assistance of a Central Authority is requested in relation to an application under this Chapter, that application shall be made through the Central Authority of the requesting State to the Central Authority of the requested State.

Article 10 Available applications

1 A creditor in a requesting State seeking to recover maintenance in another Contracting State may make an application [under this Convention][5] for any of the following –

(a) recognition or recognition and enforcement of a decision made in a Contracting State;[6]

(b) enforcement of a decision made [or recognised] in the requested State; and,

subject to the jurisdictional rules applicable in the requested State –

(c) establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage;

[(d) establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused;[7]]

(e) modification of a decision made in the requested State to the extent permissible under the law of that State;

(f) modification of a decision made in a State other than the requested State to the extent permissible under the law of the requested State;[8]

(g) recovery of arrears.

2 A debtor in a requesting State against whom there is an existing maintenance decision may make an application to another Contracting State, subject to the jurisdictional rules applicable in that State and Article 14, for any of the following –[9]

(a) modification of a decision made in the requested State to the extent permissible under the law of that State;

(b) modification of a decision made in a State other than the requested State to the extent permissible under the law of the requested State.[10]

Article 11 Application contents

Option 1 (if no mandatory forms exist)

1 All applications under Article 10 shall as a minimum include –

(a) the nature of the application or applications;

(b) the name and [contact details, including][11] the address [and date of birth][12] of the applicant;

(c) the name and, if known, address and date of birth of the respondent;

(d) the name and the date of birth of any person for whom maintenance is sought;

(e) the grounds upon which the application is based;

[(f) in an application by a creditor, information concerning where the maintenance payment should be sent or electronically transmitted;][13]

[(g) save in an application made under Article 10(1)(a), any information or document[14] specified by declaration under Article 55 by the requested State].

2 As appropriate, and to the extent known, the application shall in addition in particular include –

(a) the financial circumstances of the creditor;

(b) the financial circumstances of the debtor including the name and address of the employer of the debtor and the nature and location of the assets of the debtor;[15]

[(c) any other information that may assist with the location of the respondent].[16]

[4] Consideration should be given to the treatment of costs for services under Art. 7.
[5] The Convention does not exclude the possibility of other procedures being available under national law.
[6] Further discussion is needed on the question of whether an application to recognise and enforce a decision in a requested State extends to a decision made in a non-Contracting State which is entitled to recognition in the requested State.
[7] *I.e.*, on the basis of lack of jurisdiction under Art. 16 or on the basis of Art. 18(b) or (e).
[8] The Chair noted that one delegation expressed concern about this sub-paragraph.
[9] Consideration should be given to whether there should be an application available to a potential debtor for the establishment of a decision.
[10] The Chair noted that one delegation expressed concern about this sub-paragraph.
[11] This language has been recommended by the Forms Committee. The Plenary needs to discuss the policy issue of whether there could be direct contact between the requested Central Authority and the applicant.
[12] These words have been added further to the examination of the Transmittal Form by the Drafting Committee.
[13] This language has been recommended by the Forms Committee.
[14] The final review of the text of the Convention will have to assess whether the text is media-neutral.
[15] The Forms Committee has suggested this reformulation of former sub-paras (a), (b) and (c) of para. 2.
[16] This language has been recommended by the Forms Committee.

3 La demande est accompagnée de toute information ou tout document justificatif nécessaire y compris la documentation relative à l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique[17]. Lorsqu'une demande est présentée en vertu de l'article 10(1)(a), elle est accompagnée des documents énumérés à l'article 20.

4 Une demande en vertu de l'article 10 peut être présentée conformément au formulaire recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé.

Deuxième option (s'il existe des formulaires obligatoires)

Une demande en vertu de l'article 10 est établie conformément aux formulaires annexés à cette Convention et accompagnée de tout document nécessaire, sans préjudice au droit de l'État requis d'exiger toute information ou tout document supplémentaire lorsque cela s'avère nécessaire, sauf s'il s'agit d'une demande présentée en vertu de l'article 10(1)(a).

Article 12 Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires par l'intermédiaire des Autorités centrales

1 L'Autorité centrale de l'État requérant assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et toutes les informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'examen de la demande.

2 L'Autorité centrale de l'État requérant transmet la demande à l'Autorité centrale de l'État requis, après s'être assurée de la conformité de la demande aux exigences de la Convention. La demande est accompagnée du formulaire de transmission prévu à l'annexe ??? de la présente Convention.

3 L'Autorité centrale requise, dans un délai de six semaines à compter de la date de réception de la demande, accuse réception [au moyen du formulaire dont le contenu est prévu à l'annexe ??] et avise l'Autorité centrale de l'État requérant des premières démarches qui ont été ou qui seront entreprises pour traiter la demande et sollicite les documents ou les informations supplémentaires qu'elle estime nécessaires. Dans ce même délai de six semaines, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante des nom et coordonnées de la personne ou du service chargé de répondre aux questions relatives à l'état d'avancement de la demande.

[4 Dans un délai de trois mois suivant l'accusé de réception, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante de l'état de la demande.]

5 Les Autorités centrales requise et requérante :

(a) s'informent de l'identité de la personne de contact ou du service responsable d'une affaire particulière ;

(b) s'informent de l'état d'avancement du dossier et répondent aux demandes de renseignements en temps opportun.

6 Les Autorités centrales traitent un dossier aussi rapidement que l'autorise un examen adéquat de son contenu.

7 Les Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides dont elles disposent.

[8 Une Autorité centrale requise ne peut refuser de traiter une demande que s'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies. Dans ce cas, cette Autorité centrale informe aussitôt l'Autorité centrale requérante de ses motifs. L'Autorité centrale requise ne peut rejeter une demande sur le seul motif que des documents ou informations supplémentaires sont nécessaires.]

Article 13 Accès effectif aux procédures[18]

1 L'État requis assure aux demandeurs un accès effectif aux procédures, y compris dans le cadre des procédures d'appel, qui découlent des demandes présentées conformément au chapitre III, et s'il y a lieu par la fourniture gratuite d'assistance juridique.

2 L'État requis n'est pas tenu de fournir l'assistance juridique visée au paragraphe premier lorsque les procédures sont conçues de telle sorte qu'elles permettent au demandeur d'agir sans avoir besoin d'assistance et lorsque l'Autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires.

3 L'octroi d'une assistance juridique gratuite peut être subordonné à l'examen des ressources du demandeur ou à l'analyse du bien-fondé de l'affaire. Un État contractant peut déclarer, en vertu de l'article 55, qu'il octroiera une assistance juridique gratuite dans le cas des demandes d'aliments envers les enfants, sur le seul fondement d'une évaluation des ressources de l'enfant, ou au contraire sans procéder à aucune évaluation des ressources.

4 Les conditions d'accès à l'assistance juridique gratuite sont équivalentes à celles fixées dans les affaires internes équivalentes.

[5 Un créancier qui, dans l'État d'origine, a bénéficié d'une assistance juridique totale ou partielle des coûts ou d'une exonération des frais a droit, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de bénéficier de l'assistance juridique la plus favorable ou de l'exonération la plus complète des coûts et frais prévus par la loi de l'État requis.]

6 Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais dans les procédures introduites par le créancier en vertu de la Convention.

[7 Dans le cadre des demandes relatives à des aliments envers les enfants, un État contractant peut déclarer, en vertu de l'article 55, qu'il octroiera une assistance juridique gratuite sur la base de la réciprocité à tout autre État contractant qui fera la même déclaration.][19]

[17] *Id.*

[18] La question de savoir si ces dispositions devraient s'appliquer (totalement ou en partie) aux demandes directes ou aux demandes des institutions publiques devrait être examinée.

[19] Une autre proposition est la suivante : « Tout demandeur pouvant bénéficier d'une assistance juridique complète ou partielle dans l'État requérant bénéficie d'une assistance équivalente dans toute procédure en vertu de ce chapitre dans l'État requis. » La possibilité de faire des déclarations réciproques est sans préjudice à l'obligation sous-jacente, prévue au para. 1er, d'assurer un accès effectif aux procédures.

Esquisse d'un projet de Convention

3 The application shall be accompanied by any necessary supporting information or documentation including documentation concerning the entitlement of the applicant to legal assistance.[17] In the case of applications under Article 10(1)(a), the application shall be accompanied only by the documents listed under Article 20.

4 An application under Article 10 may be made in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

Option 2 (if mandatory forms exist)

Applications under Article 10 shall be in accordance with the forms annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice, save in relation to an application under Article 10(1)(a), to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

Article 12 Transmission, receipt and processing of applications and cases through Central Authorities

1 The Central Authority of the requesting State shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application.

2 The Central Authority of the requesting State shall, when satisfied that the application complies with the requirements of the Convention, transmit the application to the Central Authority of the requested State. The application shall be accompanied by the transmittal form set out in Annex ?? to the Convention.

3 The requested Central Authority shall, within six weeks from the date of receipt of the application, acknowledge receipt [in the form the content of which is set out in Annex ??] and inform the Central Authority of the requesting State what initial steps have been or will be taken to deal with the application and may request any further necessary documents and information. Within the same six-week period, the requested Central Authority shall provide to the requesting Central Authority the name and contact details of the person or unit responsible for responding to inquiries regarding the progress of the application.

[4 Within three months after the acknowledgement, the requested Central Authority shall inform the requesting Central Authority of the status of the application.]

5 Requesting and requested Central Authorities shall –

(a) keep each other informed of the person or unit responsible for a particular case;

(b) keep each other informed of the progress of the case and provide timely responses to enquiries.

6 Central Authorities shall process a case as quickly as a proper consideration of the issues will allow.

7 Central Authorities shall employ the most rapid means of communication at their disposal.

[8 A requested Central Authority may refuse to process an application only if it is manifest that the requirements of this Convention are not fulfilled. In such case, that Central Authority shall promptly inform the requesting Central Authority of its reasons. The requested Central Authority may not reject an application solely on the basis that additional documentation or information is needed.]

Article 13 Effective access to procedures[18]

1 The requested State shall provide applicants with effective access to the procedures, including appeal procedures, arising from applications under Chapter III, where necessary by the provision of free legal assistance.

2 The requested State shall not be obliged to provide the legal assistance referred to in paragraph 1 where the procedures are designed to enable the applicant to make the case without the need for such assistance, and where the Central Authority provides such free services as are necessary.

3 The provision of free legal assistance may be made subject to a means or a merits test. A Contracting State may declare under Article 55 that it will provide free legal assistance in applications concerning child support on the basis of the assessment of the child's means only, or without any means test at all.

4 Entitlements to free legal assistance shall not be less than those available in equivalent domestic cases.

[5 A creditor, who in the State of origin has benefited from complete or partial legal aid or exemption from costs or expenses, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit from the most favourable legal aid or the most extensive exemption from costs or expenses provided for by the law of the State addressed.]

6 No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in proceedings brought by a creditor under the Convention.

[7 A Contracting State may declare under Article 55 that it will provide free legal assistance in applications concerning child support on the basis of reciprocity with any other Contracting State that makes the same declaration.][19]

[17] *Id.*

[18] Consideration should be given to whether these provisions should apply (in whole or in part) to direct applications or to applications by public bodies.

[19] An alternative proposal would be the following: "Any applicant who is entitled to complete or partial legal assistance in the requesting State shall be entitled in any proceedings under this Chapter to equivalent legal assistance in the requested State." The possibility of reciprocal declarations would be without prejudice to the overriding obligation in para. 1 to provide effective access to procedures.

CHAPITRE IV – RESTRICTIONS AUX PROCÉDURES ENGAGÉES PAR LE DÉBITEUR

Article 14 Limite aux procédures ouvertes au débiteur

1 Lorsqu'une décision a été rendue dans un État contractant où le créancier a sa résidence [habituelle], le débiteur ne peut introduire de procédures dans un autre État contractant pour obtenir une nouvelle décision ou une modification de la décision, tant que le créancier continue à résider [habituellement] dans cet État[20].

2 Le précédent paragraphe ne s'applique pas :

(a) en cas d'accord écrit ou verbal avec confirmation écrite entre les parties sur la compétence de cet autre État contractant ;

(b) lorsque le créancier se soumet à la compétence de cet autre État contractant, soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en est offerte pour la première fois ; ou,

(c) si l'autorité compétente de l'État d'origine ne peut ou refuse d'exercer sa compétence pour modifier la décision ou rendre une nouvelle décision.

CHAPITRE V – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

Article 15 Champ d'application du chapitre

1 Ce chapitre s'applique aux décisions rendues par une autorité judiciaire ou une autorité administrative en matière d'obligations alimentaires. Ces décisions comprennent les transactions ou accords passés devant ou homologués par ces autorités. Une décision peut comprendre un ajustement automatique par indexation et l'obligation de payer les arrérages[, les aliments rétroactivement][21] ou les intérêts.

2 Si la décision ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de ce chapitre reste limité à cette dernière.

3 Aux fins du paragraphe premier, « autorité administrative » signifie un organisme public dont les décisions, en vertu de la loi de l'État où il est constitué :

(a) peuvent faire l'objet d'un appel ou d'un contrôle par une autorité judiciaire ; et

(b) ont la même force et le même effet qu'une décision d'une autorité judiciaire sur le même sujet.

[4 Ce chapitre s'applique aussi aux actes authentiques et accords privés en matière d'obligations alimentaires, conformément à l'article 25.]

5 Les dispositions de ce chapitre, à l'exception de l'article 19(2), s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à l'autorité compétente de l'État requis[22].

Article 16 Bases de reconnaissance et d'exécution

1 Une décision rendue dans un État contractant (« l'État d'origine ») est reconnue et exécutée dans les autres États contractants si :

(a) le défendeur résidait [habituellement] dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(b) le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en était offerte pour la première fois ;

(c) le créancier résidait [habituellement] dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(d) l'enfant pour lequel des aliments ont été accordés résidait [habituellement] dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance, à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans cet État ou qu'il ait résidé dans cet État et y a fourni des aliments à l'enfant ;

[(e) la compétence a fait l'objet d'un accord écrit ou verbal avec confirmation écrite entre les parties ; ou

(f) la décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes sauf lorsque cette compétence était fondée uniquement sur la nationalité de l'une des parties.]

2 Un État contractant peut faire une réserve quant au paragraphe premier (c)[, (e) ou (f)], conformément à l'article 54.

3 Un État contractant ayant fait une réserve en application du paragraphe 2 reconnaît et exécute une décision si sa législation, dans des circonstances [de fait] similaires, confère ou aurait conféré compétence à ses autorités pour rendre une telle décision[23].

4 Un État contractant prend toutes les mesures appropriées pour qu'une décision soit rendue si la reconnaissance d'une décision est impossible en raison d'une réserve faite en application du paragraphe 2, et si le débiteur réside [habituellement] dans cet État. Cette disposition ne s'applique pas aux demandes directes de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 15(5) à moins qu'une nouvelle demande ne soit faite en vertu de l'article 10(1)(d).

5 Une décision en matière d'aliments, qui ne peut être reconnue uniquement en raison d'une réserve émise quant à l'article 16(1)(c)[, (e) ou (f)], est acceptée, aux fins de telles procédures, comme établissant l'éligibilité du créancier[24].

6 Une décision n'est reconnue que si elle produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécutée que si elle est exécutoire dans l'État d'origine.

[20] Il est opportun d'examiner la question de savoir s'il faut ajouter au para. 1er, après « dans un autre État contractant », les termes suivants : « dans lequel la décision d'origine peut être reconnue ou exécutée en application de la Convention ».

[21] La question de savoir s'il faut définir les termes « arrérages » et « aliments accordés rétroactivement » devra être examinée. Le Comité de rédaction est d'avis que les aliments accordés pour une période précédant la demande d'une décision constitue des aliments accordés rétroactivement et que les aliments n'ayant pas été payés pour une période suivant la décision constituent des arrérages.

[22] Le Comité de rédaction est d'avis qu'il est peut-être nécessaire d'apporter des modifications additionnelles considérables à l'art. 19.

[23] Le Doc. trav. No 63 devra être examiné en ce qui concerne les questions de savoir si 1) la compétence basée sur les faits devrait figurer au para. 1er plutôt qu'au para. 3, et 2) indépendamment de l'endroit où la compétence basée sur les faits figure, si les États contractants doivent indiquer les critères de compétence supplémentaires et la façon dont ils opèrent, au moyen d'une déclaration. Si elle figure au para. 1er, tous les États contractants devront faire une telle déclaration.

[24] Cette disposition pourrait être limitée à la relation parent-enfant selon l'étendue de la réserve prévue à l'art. 44.

Esquisse d'un projet de Convention

CHAPTER IV – RESTRICTIONS ON DEBTORS BRINGING PROCEEDINGS

Article 14 Limit on proceedings by debtor

1 Where a decision is made in a Contracting State where the creditor is [habitually] resident, the debtor may not bring proceedings for a new or modified decision in any other Contracting State as long as the creditor remains [habitually] resident in that State.[20]

2 The previous paragraph shall not apply –

(a) where there is agreement between the parties as to the jurisdiction of that other Contracting State in writing or evidenced in writing;

(b) where the creditor submits to the jurisdiction of that other Contracting State either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity; or,

(c) where the competent authority in the State of origin cannot, or refuses to, exercise jurisdiction to modify the decision or make a new decision.

CHAPTER V – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 15 Scope of the Chapter

1 This Chapter applies to a decision rendered by a judicial or administrative authority in respect of a maintenance obligation. Such decision includes a settlement or agreement concluded before or approved by such an authority. A decision may include automatic adjustment by indexation and a requirement to pay arrears[, retroactive maintenance][21] or interest.

2 If a decision does not relate solely to a maintenance obligation, the effect of this Chapter is limited to the parts of the decision which concern maintenance obligations.

3 For the purpose of paragraph 1, "administrative authority" means a public body whose decisions, under the law of the State where it is established –

(a) may be made subject of an appeal to or review by a judicial authority; and

(b) have the same force and effect as a decision of a judicial authority on the same matter.

[4 This Chapter also applies to authentic instruments and private agreements relating to a maintenance obligation in accordance with Article 25.]

5 The provisions of this Chapter, with the exception of Article 19(2), shall apply to an application for recognition and enforcement made directly to a competent authority of the State addressed.[22]

Article 16 Bases for recognition and enforcement

1 A decision made in one Contracting State ("the State of origin") shall be recognised and enforced in other Contracting States if –

(a) the respondent was [habitually] resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(b) the respondent has submitted to the jurisdiction either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;

(c) the creditor was [habitually] resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(d) the child for whom maintenance was ordered was [habitually] resident in the State of origin at the time proceedings were instituted, provided that the respondent has lived with the child in that State or has resided in that State and provided support for the child there;

[(e) there has been agreement to the jurisdiction by the parties in writing or evidenced by writing; or

(f) the decision was made by an authority exercising jurisdiction on a matter of personal status, unless that jurisdiction was based solely on the nationality of one of the parties.]

2 A Contracting State may make a reservation, in accordance with Article 54, in respect of paragraph 1(c)[, (e) or (f)].

3 A Contracting State making a reservation under paragraph 2 shall recognise and enforce a decision if its law would in similar [factual] circumstances confer or would have conferred jurisdiction on its authorities to make such a decision.[23]

4 A Contracting State shall, if recognition of a decision is not possible as a result of a reservation under paragraph 2, and if the debtor is [habitually] resident in that State, take all appropriate measures to establish a decision. The preceding sentence does not apply to direct applications for recognition and enforcement under Article 15(5) unless a new application is made under Article 10(1)(d).

5 A maintenance decision which cannot be recognised by virtue only of a reservation under Article 16(1)(c)[, (e) or (f)] shall, for the purpose of such proceedings, be accepted as establishing the eligibility of the creditor.[24]

6 A decision shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

[20] Consideration should be given to insert in para. 1 after the terms "any other Contracting State" the following phrase: "in which the original decision can be recognised or enforced under the Convention".
[21] Consideration should be given to whether the terms "arrears" and "retroactive maintenance" should be defined. There is general agreement in the Drafting Committee that maintenance for periods prior to the application for a decision is retroactive maintenance and that unpaid maintenance for periods after the decision constitutes arrears.

[22] The Drafting Committee is aware that some further consequential amendment of Art. 19 may be needed.
[23] Consideration should be given to Work. Doc. No 63 in relation to 1) whether the fact-based jurisdiction should appear in para. 1 instead of para. 3, and 2) wherever the fact-based jurisdiction appears, whether Contracting States should list in a declaration additional bases of jurisdiction than those listed in para. 1 and how they operate. If it appears in para. 1, all Contracting States would have to make this declaration.
[24] The wording of this paragraph may need to be restricted to parent-child relationships depending on the scope of the Art. 44 reservation.

Article 17 Divisibilité et reconnaissance ou exécution partielle

1 Si l'État requis est incapable de reconnaître ou d'exécuter toute la décision, il reconnaît ou exécute chaque partie divisible de la décision qui peut être reconnue ou exécutée.

2 La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

Article 18 Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution

La reconnaissance et l'exécution de la décision peuvent être refusées :

(a) si la reconnaissance et l'exécution de la décision sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;

[(b) si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure ;]

(c) si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie ;

(d) si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis ;

(e) si le défendeur n'a pas été dûment avisé de la procédure et n'a pas eu la possibilité de se faire entendre ; toutefois, la reconnaissance et l'exécution d'une décision ne peuvent être refusées lorsque le défendeur a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester ; ou

(f) si la décision a été rendue en violation de l'article 14.

Article 19 Procédure pour une demande de reconnaissance et d'exécution

1 Sous réserve des dispositions de ce chapitre, les procédures de reconnaissance et d'exécution sont régies par la loi de l'État requis.

2 Lorsqu'une demande a été présentée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale conformément au chapitre III, l'Autorité centrale requise transmet aussitôt la demande à l'autorité compétente pour déterminer si la décision peut être reconnue et exécutée dans l'État requis ou, procède elle-même à cette détermination, si elle est l'autorité compétente.

3 L'autorité compétente procède dans les plus brefs délais à la détermination.

4 La reconnaissance et l'exécution ne peuvent être refusées que pour les raisons spécifiées [aux articles 16 et 18] [à l'article 18(a)]. À ce stade, ni le demandeur ni le défendeur ne sont autorisés à présenter d'objection.

5 Le demandeur et le défendeur reçoivent dans les plus brefs délais notification de la détermination faite en vertu des paragraphes 2 et 3 et ont le droit de la contester ou d'en faire appel [en droit et] en fait.

6 La contestation ou l'appel est formé [20][25] jours suivant la notification de la détermination. Si l'auteur de la contestation ou de l'appel réside [habituellement] dans un État contractant autre que celui où la détermination a été faite, la contestation ou l'appel est formé [60] jours suivant la notification.

7 La contestation ou l'appel ne peuvent se fonder que sur :

(a) les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus à l'article 18 ;

(b) les bases de reconnaissance et d'exécution prévue à l'article 16.

8 La contestation ou l'appel formé par le défendeur peut aussi se fonder sur le paiement de la dette lorsque la reconnaissance et l'exécution n'ont été demandées que pour les paiements échus.

[9 Un recours subséquent n'est possible que s'il est permis par la loi de l'État requis.][26]

Article 20 Documents

Une demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 19 est accompagnée des documents suivants :

(a) un original de la décision en matière d'aliments ou une copie certifiée[27] conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine[28] ;

[Option proposée :

(a) un extrait de la décision certifié par l'autorité compétente de l'État d'origine établi conformément au formulaire qui se trouve à l'annexe … ;]

(b) [lorsque l'État requis l'exige,] un certificat de l'autorité compétente de l'État d'origine attestant que la décision est exécutoire [et, dans le cas d'une décision d'une autorité administrative, que les exigences prévues à l'article 15(3) sont remplies][29] ;

(c) si le défendeur n'a pas comparu dans la procédure dans l'État d'origine, un document établissant que les conditions de l'article 18(e) ont été remplies ;

[(d) si nécessaire, l'état des arrérages certifié ou assermenté indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué ;]

[(e) si nécessaire, dans le cas d'une décision prévoyant un ajustement automatique par indexation, un document contenant les informations qui sont nécessaires à la réalisation des calculs appropriés ;]

[25] Les délais indiqués dans ce paragraphe proviennent du Doc. trav. No 67.
[26] La question de savoir si les termes suivants doivent être ajoutés devra être considérée : « Aucun appel en vertu du présent paragraphe ne peut avoir pour effet d'interrompre ou de suspendre l'exécution. »
[27] Le terme « certifiée » en français a soulevé la question de savoir si la certification doit être faite par l'autorité d'origine ou par une autre autorité compétente.
[28] Il conviendrait d'examiner la question de savoir si les termes « une décision en matière d'aliments » devraient remplacer le para. (a). Cela présenterait l'avantage de permettre aux États requis qui n'exigent pas l'original de la décision ou une copie certifiée conforme de continuer à faire ainsi.
[29] Le Comité de rédaction s'interroge sur la nécessité de conserver le texte entre crochets.

Esquisse d'un projet de Convention

Article 17 Severability and partial recognition and enforcement

1 If the State addressed is unable to recognise or enforce the whole of the decision it shall recognise or enforce any severable part of the decision which can be so recognised or enforced.

2 Partial recognition or enforcement of a decision can always be applied for.

Article 18 Grounds for refusing recognition and enforcement

Recognition and enforcement of a decision may be refused –

(a) if recognition and enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ("*ordre public*") of the State addressed;

[(b) if the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;]

(c) if proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted;

(d) if the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed;

(e) if the respondent did not have proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard; however recognition and enforcement may not be refused if the respondent had proper notice of the decision and the opportunity to challenge it; or

(f) if the decision was made in violation of Article 14.

Article 19 Procedure on an application for recognition and enforcement

1 Subject to the provisions of this Chapter, the procedures for recognition and enforcement shall be governed by the law of the State addressed.

2 Where an application has been made through Central Authorities in accordance with Chapter III, the requested Central Authority shall promptly refer the application to the competent authority for determination whether the decision may be recognised and enforced in the requested State or, if it is the competent authority, make such determination.

3 The competent authority shall make the determination without delay.

4 Recognition and enforcement may be refused only for the reasons specified in [Articles 16 and 18] [Article 18(a)]. At this stage neither the applicant nor the respondent is entitled to make any submissions.

5 The applicant and the respondent shall be promptly notified of the determination made under paragraphs 2 and 3 and shall have the right to challenge or appeal on the ground[s] of [fact and] law against that determination.

6 A challenge or an appeal is to be lodged within [20][25] days of notification of the determination. If the contesting party is [habitually] resident in a Contracting State other than that in which the determination was made, the challenge or appeal shall be lodged within [60] days of notification.

7 A challenge or appeal may be founded only on the following –

(a) the grounds for refusing recognition and enforcement set out in Article 18;

(b) the bases for recognition and enforcement under Article 16.

8 A challenge or an appeal by a respondent may also be founded on the fulfilment of the debt if the recognition and enforcement was only applied for in respect of payments that fell due in the past.

[9 Further appeal is possible only if permitted by the law of the State addressed.][26]

Article 20 Documents

An application for recognition and enforcement under Article 19 shall be accompanied by the following –

(a) an original of the maintenance decision or a true copy certified[27] by the competent authority in the State of origin;[28]

[Alternative proposal:

(a) an abstract of the decision certified by the competent authority in the State of origin in the form set out in Annex …;]

(b) [where required by a requested State,] a certificate from the competent authority in the State of origin that the decision is enforceable [and, in the case of a decision by an administrative authority, that the requirements of Article 15(3) are met];[29]

(c) if the respondent did not appear in the proceedings in the State of origin, a document establishing that the conditions of Article 18(e) were met;

[(d) where necessary, a certified or sworn statement showing the amount of any arrears and the date such amount was calculated;]

[(e) where necessary, in the case of a decision providing for automatic adjustment by indexation, a document providing the information necessary to make the appropriate calculations;]

[25] The time periods in this paragraph are taken from Work. Doc. No 67.
[26] Consideration should be given to the addition of the following terms: "There shall be no stay or suspension of enforcement while any appeal under this paragraph is pending."
[27] The French equivalent of "certified" raised the question of whether the certification should be by the originating authority or by some other competent authority.
[28] Consideration should be given to replacing para. (a) by the following: "a maintenance decision". This would have the advantage of allowing requested States that do not require an original decision or a true copy to continue to do so.
[29] The Drafting Committee queries the retention of the text in square brackets.

(f) si nécessaire, la documentation relative à l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique dans l'État d'origine.

Article 21 Procédure relative à une demande de reconnaissance

Ce chapitre s'applique *mutatis mutandis* à une demande de reconnaissance d'une décision, à l'exception de l'exigence du caractère exécutoire qui est remplacée par l'exigence selon laquelle la décision produit ses effets dans l'État d'origine.

Article 22 Constatations de fait

L'autorité de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence.

Article 23 Interdiction de la révision au fond

L'autorité de l'État requis ne procède à aucune révision au fond de la décision.

Article 24 Présence de l'enfant ou du demandeur

[La présence de l'enfant ou du demandeur n'est pas exigée lors de procédures introduites en vertu du présent chapitre dans l'État requis.]

[*Article 25 Actes authentiques et accords privés*[30]

1 Un acte authentique établi ou un accord privé conclu dans un État contractant est reconnu et exécuté comme une décision dans un autre État contractant conformément à ce chapitre à l'exception des articles 16, 18 et 20, et la reconnaissance ou l'exécution peut être refusée ou contestée uniquement si sa reconnaissance ou son exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis.

2 L'acte authentique ou l'accord privé a la même force et produit les mêmes effets dans l'État requis qu'une décision s'il produit ses effets et est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.

3 Une demande de reconnaissance et d'exécution d'un acte authentique ou d'un accord privé est accompagnée :

(a) d'une copie de l'acte authentique ou de l'accord privé certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine[31] ;

(b) d'un certificat émis par l'autorité compétente de État d'origine attestant que l'acte authentique ou l'accord privé visé est exécutoire de la même façon qu'une décision dans cet État.]

[*Article 26 Exécution d'une décision relative aux frais*][32]

CHAPITRE VI – EXÉCUTION PAR L'ÉTAT REQUIS

Article 27 Exécution en vertu de la loi interne

1 Sous réserve des paragraphes 2 et 3, les mesures d'exécution sont régies par la loi de l'État requis.

2 Toute règle applicable dans l'État d'origine de la décision relative à la durée de l'obligation alimentaire reçoit application.

3 Le délai de prescription relatif à l'exécution des arrérages[33] est déterminé par la loi de l'État d'origine de la décision ou par celle de l'État requis, selon celle qui prévoit le délai plus long.

Article 28 Non-discrimination

L'État requis fournit aux affaires relevant de la présente Convention au moins les mêmes mesures d'exécution que celles qui sont applicables aux affaires internes.

[*Article 29 Mesures d'exécution*

Les États contractants mettent en œuvre les mesures existantes les plus efficaces afin d'exécuter les décisions en application de la Convention, telles que :

(a) la saisie des salaires ;

(b) les saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources ;

(c) les déductions sur les prestations de sécurité sociale ;

(d) gage sur les biens ou vente forcée ;

(e) la saisie des remboursements d'impôt ;

(f) la retenue ou saisie des pensions de retraite ;

(g) le signalement aux organismes de crédit ;

(h) le refus de délivrance, la suspension ou la révocation de divers permis (le permis de conduire par exemple).]

Article 30 Transferts de fonds

1 Les États contractants sont encouragés à promouvoir, y compris au moyen d'accords internationaux, l'utilisation des moyens disponibles les moins coûteux et les plus efficaces pour effectuer des transferts de fonds destinés à être versés comme aliments.

[30] Si cet article est adopté, il conviendrait d'examiner la question de savoir si les règles relatives aux demandes directes (art. 15(5)) doivent s'appliquer pour tous les États contractants.

[31] Il conviendrait d'examiner la question de savoir si les termes « l'acte authentique ou l'accord privé » devraient remplacer l'alinéa (a). Cela présenterait l'avantage de permettre aux États requis qui n'exigent pas l'original de l'instrument authentique, de l'accord privé ou une copie certifiée conforme de continuer à faire ainsi.

[32] Il peut être opportun d'inclure une disposition relative à l'exécution d'une décision portant sur les frais. Voir, par exemple, la proposition de la Communauté européenne au Doc. trav. No 40 : « Une condamnation aux frais et dépens de la procédure relative à une décision en matière alimentaire qui est exécutoire conformément à la présente Convention est rendue exécutoire dans tout État Contractant. »

[33] La relation entre les arrérages et les aliments accordés rétroactivement devra être examinée plus amplement. Voir la note 21.

Esquisse d'un projet de Convention

(f) where necessary, documentation concerning the entitlement of the applicant to legal assistance in the State of origin.

Article 21 Procedure on an application for recognition

This Chapter shall apply *mutatis mutandis* to an application for recognition of a decision, save that the requirement of enforceability is replaced by the requirement that the decision has effect in the State of origin.

Article 22 Findings of fact

The authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.

Article 23 No review of the merits

There shall be no review by the authority of the State addressed of the merits of a decision.

Article 24 Physical presence of the child or applicant

[The physical presence of the child or applicant shall not be required in any proceedings in the requested State under this Chapter.]

[*Article 25 Authentic instruments and private agreements*[30]

1 An authentic instrument or a private agreement made in a Contracting State shall be recognised and enforced in other Contracting States as a decision in accordance with this Chapter, except that Articles 16, 18 and 20 shall not apply, and recognition or enforcement may be refused or challenged only if it would be manifestly incompatible with the public policy ("*ordre public*") of the State addressed.

2 An authentic instrument or a private agreement shall have the same force and effect as a decision in the requested State if it has effect and is enforceable as a decision in the State of origin.

3 An application for recognition and enforcement of an authentic instrument or a private agreement shall be accompanied by the following –

(a) a copy of the authentic instrument or the private agreement certified as true by the competent authority of the State of origin;[31]

(b) a certificate issued by the competent authority in the State of origin that the particular authentic instrument or private agreement is enforceable as a decision in that State.]

[*Article 26 Enforcement of a decision for costs*][32]

CHAPTER VI – ENFORCEMENT BY THE REQUESTED STATE

Article 27 Enforcement under national law

1 Subject to paragraphs 2 and 3, enforcement shall take place in accordance with the law of the State addressed.

2 Effect shall be given to any rules applicable in the State of origin of the decision relating to the duration of the maintenance obligation.

3 Any limitation on the period for which arrears[33] may be enforced shall be determined either by the law of the State of origin of the decision or by the law of the State addressed, whichever provides for the longer limitation period.

Article 28 Non-discrimination

The requested State shall provide at least the same range of enforcement methods for cases under this Convention as are available in domestic cases.

[*Article 29 Enforcement measures*

Contracting States shall make available the most effective measures to enforce decisions under this Convention, such as –

(a) wage withholding;

(b) garnishment from bank accounts and other sources;

(c) deductions from social security payments;

(d) lien on or forced sale of property;

(e) tax refund withholding;

(f) withholding or attachment of pension benefits;

(g) credit bureau reporting;

(h) denial, suspension or revocation of various licenses (for example, driving licenses).]

Article 30 Transfer of funds

1 Contracting States are encouraged to promote, including by means of international agreements, the use of the most cost-effective and efficient methods available to transfer funds payable as maintenance.

[30] If this Article is adopted, consideration should be given to whether the rules for direct applications (Art. 15(5)) should apply for all Contracting States.
[31] Consideration should be given to replacing sub-para. (a) by the following: "the authentic instrument or the private agreement". This would have the advantage of allowing requested States that do not require an original authentic instrument, private agreement or a true copy to continue to do so.
[32] Consideration may be given to including a provision relating to the enforcement of an order for costs. See, *e.g.*, the proposal of the European Community in Work. Doc. No 40: "An order for payment of costs based on a maintenance decision which is enforceable according to this Convention shall be rendered enforceable in any other Contracting State."
[33] Consideration should be given to the relationship between arrears and retroactive maintenance. See note 21.

2 Un État contractant dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorde la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés en vertu de la présente Convention.

Article 31 Informations relatives aux règles et procédures d'exécution

Les États contractants, au moment où ils deviennent Partie à la Convention, fournissent au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé une description de leurs procédures et règles d'exécution, y compris les règles de protection du débiteur. De telles informations sont tenues à jour par les États contractants.

CHAPITRE VII – INSTITUTIONS PUBLIQUES

Article 32 Institutions publiques en qualité de demandeur

1 Le terme « créancier » à l'article 10(1) comprend l'institution publique à laquelle est dû le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments[34].

2 Le droit d'une institution publique de demander le remboursement de la prestation fournie au créancier à titre d'aliments est soumis à la loi qui régit l'institution.

3 La décision rendue contre un débiteur à la demande d'une institution publique qui poursuit le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments est reconnue et déclarée exécutoire conformément à la Convention [si ce remboursement peut être obtenu par cette institution selon la loi qui la régit][35].

4 Une institution publique peut, dans la mesure des prestations fournies au créancier, demander la reconnaissance ou l'exécution d'une décision rendue entre le créancier et le débiteur d'aliments si, d'après la loi qui la régit, elle est de plein droit habilitée à invoquer la reconnaissance ou à demander l'exécution de la décision à la place du créancier.

5 Sans préjudice des dispositions de l'article 20, l'institution publique qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire tout document de nature à prouver qu'elle répond aux conditions prévues par [le paragraphe 3 ou] le paragraphe 4, et que les prestations ont été fournies au créancier d'aliments.

CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 33 Protection des renseignements à caractère personnel

Les renseignements à caractère personnel réunis ou transmis dans le cadre de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins que celles pour lesquelles ils ont été réunis ou transmis.

Article 34 Confidentialité

Toute autorité traitant de renseignements à caractère personnel en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Article 35 Non-divulgation de renseignements

Une autorité ne peut divulguer au défendeur ou au demandeur de renseignements à caractère personnel permettant de localiser une partie ou un enfant si, ce faisant, elle estime que la santé, la sécurité ou la liberté de la partie ou de l'enfant serait compromise. [L'autorité à laquelle ces renseignements sont transmis est liée par l'avis de l'autorité qui les lui a transmis.] Cette disposition ne peut être interprétée comme empêchant les autorités de recueillir et de se transmettre des renseignements.

Article 36 Dispense de légalisation

Les documents transmis en application de la Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue.

[*Article 37 Procuration*

Une procuration qui autorise l'Autorité centrale de l'État requis à agir au nom du demandeur n'est pas requise.]

Article 38 Recouvrement des frais

1 Le recouvrement de tout frais encouru pour l'application de cette Convention n'a pas préséance sur l'obligation de payer les aliments[36].

2 …[37]

Article 39 Exigences linguistiques

1 Toute demande et tout document s'y rattachant sont adressés dans la langue originale et accompagnés d'une traduction dans une langue officielle de l'État requis [ou dans toute autre langue que l'État requis aura indiqué pouvoir accepter, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article 55], sauf dispense de traduction de l'autorité compétente de cet État[38].

2 Tout État contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents dans l'une de ces langues, doit faire connaître, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article 55, la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

[34] Il pourrait aussi être nécessaire de faire référence à l'art. 13(5). Cet article pourrait ne pas être nécessaire à la lumière de l'art. 2(2).

[35] Cette formulation est prise de l'art. 18 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*. Si le para. 2 est accepté, les termes entre crochets seraient redondants. Dans tous les cas, le Comité de rédaction s'interroge sur la nécessité de les conserver puisque la décision en faveur de l'institution publique n'aurait pas été rendue si elle ne pouvait obtenir le remboursement en vertu de son droit interne.

[36] Il est nécessaire d'examiner la question de savoir si ce principe devrait s'appliquer uniquement aux aliments envers les enfants.

[37] Il est nécessaire d'examiner la question de savoir s'il conviendrait d'inclure une disposition à l'effet que : « Rien dans la présente Convention n'empêche le recouvrement des frais de la partie qui succombe. »

[38] Note : Cette règle devrait aussi s'appliquer aux demandes introduites directement, par exemple les demandes de reconnaissance et d'exécution qui ne sont pas présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales.

Esquisse d'un projet de Convention

2 A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable under this Convention.

Article 31 Information concerning enforcement rules and procedures

Contracting States, at the time of becoming a Party to this Convention, shall provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with a description of their enforcement rules and procedures, including any debtor protection rules. Such information shall be kept up to date by the Contracting States.

CHAPTER VII – PUBLIC BODIES

Article 32 Public bodies as applicants

1 The reference to creditor in Article 10(1) includes a public body to which reimbursement is owed for benefits provided in place of maintenance.[34]

2 The right of a public body to seek reimbursement of a benefit provided to the creditor in place of maintenance shall be governed by the law to which the body is subject.

3 A decision rendered against a debtor on the application of a public body which claims reimbursement of benefits paid in place of maintenance shall be recognised and enforced in accordance with this Convention [if reimbursement can be obtained by the public body under the law to which it is subject].[35]

4 A public body may seek recognition or claim enforcement of a decision rendered between a creditor and maintenance debtor to the extent of the benefits provided for the creditor if it is entitled *ipso jure*, under the law to which it is subject, to seek recognition or claim enforcement of the decision in place of the creditor.

5 Without prejudice to the provisions of Article 20, the public body seeking recognition or claiming enforcement of a decision shall furnish any document necessary to prove that it fulfils the conditions of [paragraph 3 or] paragraph 4, and that benefits have been provided for the maintenance creditor.

CHAPTER VIII – GENERAL PROVISIONS

Article 33 Protection of personal information

Personal information gathered or transmitted under the Convention shall be used only for the purposes for which they were gathered or transmitted.

Article 34 Confidentiality

Any authority processing such information shall ensure its confidentiality, in accordance with the law of its State.

Article 35 Non-disclosure of information

An authority shall not disclose to the respondent or to the applicant information leading to the location of any party or child if to do so could, in its opinion, jeopardise the health, safety or liberty of a party or child. [The authority to which the information is transmitted shall be bound by any such opinion arrived at by the transmitting authority.] Nothing in this provision shall impede the gathering and transmitting of information between authorities.

Article 36 No legalisation

All documents transmitted under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality.

[*Article 37 Power of attorney*

A power of attorney authorising the Central Authority of the requested State to act on behalf of the applicant shall not be required.]

Article 38 Costs recovery

1 Recovery of any costs incurred in the application of this Convention shall not take precedence over the obligation to pay maintenance.[36]

2 …[37]

Article 39 Language requirements

1 Any application and related documents shall be in the original language, and shall be accompanied by a translation into an official language of the requested State [or in another language which the requested State has indicated, by way of declaration in accordance with Article 55, it will accept], unless the competent authority of that State dispenses with translation.[38]

2 A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents in one of those languages shall by declaration in accordance with Article 55 specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

[34] It may be necessary to also make reference to Art. 13(5). This Article may not be necessary having regard to Art. 2(2).
[35] This language was taken from Art. 18 of the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*. If para. 2 is accepted, then the language in square brackets is redundant. In any event, the Drafting Committee queries whether it should be retained because the decision in favour of the public body would not have been given if it were not entitled to reimbursement under its own law.
[36] Consideration should be given to the question of whether this principle should apply only in respect of child support.
[37] Consideration should be given to the inclusion of a provision along the following lines: "Nothing in this Convention shall prevent the recovery of costs from an unsuccessful party."
[38] Note that this rule should also apply to direct applications, *e.g.*, applications for recognition and enforcement not made through Central Authorities.

3 Sauf si les Autorités centrales en ont convenu autrement, toute autre communication entre elles est adressée dans une langue officielle de l'État requis ou en français ou en anglais. Toutefois, un État contractant peut, en faisant une réserve conformément à l'article 54, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.

Article 40 Moyens et coûts de traduction

[1 Dans le cas d'une demande présentée en application du chapitre III, les Autorités centrales peuvent convenir, dans une affaire particulière, que la traduction dans la langue officielle de l'État requis sera faite dans l'État requis à partir de la langue originale ou de toute autre langue convenue. S'il n'y a pas d'accord et si l'Autorité centrale requérante ne peut remplir les exigences de l'article 39(1) et (2), la demande et les documents y afférant peuvent être transmis accompagnés d'une traduction en [français ou anglais] pour traduction ultérieure dans une langue officielle de l'État requis.]

2 Les frais de traduction d'une demande faite en vertu du paragraphe précédent sont à la charge de l'État requérant, sauf accord contraire des Autorités centrales des États concernés.

3 Nonobstant l'article 8, l'Autorité centrale requérante peut mettre à la charge du demandeur les frais de traduction d'une demande et des documents s'y rattachant, sauf si ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance juridique.

[*Article 41 Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes[39] :

(a) toute référence à la résidence [habituelle] dans cet État vise, le cas échéant, la résidence [habituelle] dans l'unité territoriale considérée ;

[(b) toute référence à une décision obtenue, reconnue et / ou exécutée, et modifiée dans cet État vise, le cas échéant, une décision obtenue, reconnue et / ou exécutée, et modifiée dans l'unité territoriale considérée ;]

(c) toute référence à une autorité judiciaire ou administrative dans cet État vise, le cas échéant, une autorité judiciaire ou administrative dans l'unité territoriale considérée ;

(d) toute référence aux autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes dans cet État à l'exception des Autorités centrales vise, le cas échéant, les autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes habilités à agir dans l'unité territoriale considérée ;

(e) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;

(f) toute référence à la localisation des biens dans cet État vise, le cas échéant, les biens dans l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal dans une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter une décision d'un autre État contractant pour le seul motif que la décision a été reconnue ou exécutée dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.][40]

[*Article 42 Relations avec d'autres instruments internationaux*]

Article 43 Accords complémentaires[41]

Tout État contractant peut conclure des accords avec un ou plusieurs États contractants afin d'améliorer l'application de la présente Convention entre eux à condition que de tels accords soient conformes à l'objet et au but de la présente Convention. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

Article 44 Réserve relative au champ d'application[42]

Tout État contractant, conformément à l'article 54 peut se réserver le droit de ne pas appliquer [la Convention, ou] [les chapitres II et III de la Convention] [une partie déterminée de la Convention][43], aux obligations alimentaires découlant de toute relation particulière de famille ou d'alliance, autre que les obligations alimentaires des titulaires de la responsabilité parentale[44] envers un enfant de moins de 18 ans[45, 46].

[39] Le para. 1[er] devra être examiné davantage.

[40] Inspiré de l'art. 25 de la *Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for* (ci-après Convention de 2005).

[41] Cela inclut la possibilité d'accords sur un niveau supérieur de services.

[42] Une disposition relative à la réciprocité reste à rédiger.

[43] Lors de la Commission spéciale un point de vue a été exprimé selon lequel aucune réserve ne devrait être autorisée en relation avec des aliments envers les époux pour l'application du chapitre V.

[44] Voir l'art. 1(2) de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* (ci-après Convention de 1996). L'emploi du terme « responsabilité parentale » indique que les États émettant une réserve ne sont pas tenus d'appliquer la Convention aux enfants de moins de 18 ans mariés ou autrement émancipés.

[45] La question des enfants de plus de 18 ans poursuivant des études ou autrement incapables de subvenir à leurs besoins et la question des personnes incapables soulevées par le Doc. trav. No 65 n'a pas été complètement discutée par la Commission spéciale. Il est nécessaire d'examiner l'art. 1[er] de la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes* (ci-après Convention de 2000) qui stipule : « La présente Convention s'applique, dans les situations à caractère international, à la protection des adultes qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de leurs facultés personnelles, ne sont pas en état de pourvoir à leurs intérêts. »

[46] La proposition contenue au Doc. trav. No 64 relative à l'interdiction d'une réserve quant aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux devra être examinée.

Esquisse d'un projet de Convention

3 Unless otherwise agreed by the Central Authorities, any other communications between such Authorities shall be in an official language of the requested State or in either English or French. However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article 54, object to the use of either French or English.

Article 40 Means and costs of translation

[1 In case of applications made under Chapter III, the Central Authorities may agree in an individual case that the translation into an official language of the requested State may be made in the requested State from the original language or from any other agreed language. If no agreement can be reached and it is not possible for the requesting Central Authority to comply with the requirements of Article 39(1) and (2), then the application and related documents may be transmitted with translation into [French or English] for further translation into an official language of the requested State.]

2 The cost of translation arising from the application of the preceding paragraph shall be borne by the requesting State unless otherwise agreed by Central Authorities of the States concerned.

3 Notwithstanding Article 8, the requesting Central Authority may charge an applicant for the costs of translation of an application and related documents, except in so far as those costs may be covered by its system of legal assistance.

[*Article 41 Non-unified legal systems*

1 In relation to a State in which two or more systems of law or sets of rules of law with regard to any matter dealt with in this Convention apply in different territorial units –[39]

(a) any reference to [habitual] residence in that State shall be construed as referring, where appropriate, to [habitual] residence in a territorial unit;

[(b) any reference to a decision established, recognised and / or enforced, and modified in that State shall be construed as referring, where appropriate, to a decision established, recognised and / or enforced, and modified in a territorial unit;]

(c) any reference to a judicial or administrative authority in that State shall be construed as referring, where appropriate, to a judicial or administrative authority in the relevant territorial unit;

(d) any reference to competent authorities, public bodies, and other bodies of that State, other than Central Authorities, shall be construed as referring, where appropriate, to those authorised to act in the relevant territorial unit;

(e) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;

(f) any reference to location of assets in that State shall be construed as referring, where appropriate, to the assets in the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a decision from another Contracting State solely because the decision has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.][40]

[*Article 42 Relationship with other international instruments*]

Article 43 Supplementary agreements[41]

Any Contracting State may enter into agreements with one or more other Contracting States with a view to improving the application of this Convention between or among themselves, provided that such agreements are consistent with the objects and purpose of this Convention. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.

Article 44 Reservation on scope[42]

Any Contracting State may in accordance with Article 54, reserve the right not to apply [the Convention, or] [Chapters II and III of the Convention] [any specified part of the Convention],[43] to maintenance obligations in respect of any specified family relationships or relationships based on affinity, other than maintenance obligations of holders of parental responsibility[44] towards a child under the age of 18.[45, 46]

[39] Further consideration should be given to para. 1.

[40] Drawn from Art. 25 of the *Hague Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements* (hereinafter the 2005 Convention).

[41] This would include the possibility of agreements for the provision of an advanced level of services.

[42] A provision on reciprocity remains to be drafted.

[43] A view was expressed in the Special Commission that no reservation should be permitted in relation to spousal support under Chapter V.

[44] See Art. 1(2) of the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children* (hereinafter the 1996 Convention). The use of the term "parental responsibility" indicates that the Convention does not oblige reserving States to apply the Convention to married or otherwise emancipated children under 18.

[45] The issue of persons above the age of 18 in continuing education and the issue of incapacitated persons raised by Work. Doc. No 65 has not been fully discussed by the Special Commission. Consideration should be given to Art. 1 of the *Hague Convention of 13 January 2000 on the International Protection of Adults* (hereinafter the 2000 Convention) which reads: "This Convention applies to the protection in international situations of adults who, by reason of an impairment or insufficiency of their personal faculties, are not in a position to protect their interests."

[46] Consideration should be given to Work. Doc. No 64 with regard to prohibiting any reservation in respect of maintenance obligations between a spouse and a former spouse.

Article 45 Interprétation uniforme

Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 46 Examen du fonctionnement pratique de la Convention

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention et d'encourager le développement de bonnes pratiques en vertu de la Convention.

À cette fin, les États contractants collaborent avec le Bureau Permanent afin de réunir des informations relatives au fonctionnement pratique de la Convention, y compris des statistiques et de la jurisprudence.

Article 47 Amendement des formulaires

1 Les formulaires modèles annexés à la présente Convention pourront être amendés par décision d'une Commission spéciale qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé et à laquelle seront invités tous les États contractants et tous les États membres. La proposition d'amender les formulaires devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.

2 Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des États contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur pour tous les États contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les États contractants.

3 Au cours du délai prévu au paragraphe précédent, tout État contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement, conformément à l'article 54. L'État qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée[47].

[*Article 48 Dispositions transitoires*]

[CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Article 49 Signature, ratification et adhésion

Première option[48]

1 La Convention est ouverte à la signature des États qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session et des autres États qui ont participé à cette Session.

2 Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention[49].

3 Tout autre État pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 52.

4 L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

5 L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérant et les États contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 57. Une telle objection pourra également être élevée par tout État au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire[50].

OU

5 L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérant et les États contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion, en vertu de l'article 55. Une telle déclaration devra également être faite par tout État membre ratifiant, acceptant ou approuvant la Convention ultérieurement à l'adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du dépositaire qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des États contractants[51].

Deuxième option[52]

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États signataires.

3 Tout État pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire[53].

Article 50 Organisations régionales d'intégration économique

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver la présente Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par la présente Convention.

[47] Cette option est inspirée des art. 5 et 30 de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice*. Ces paragraphes proviennent de l'art. 11 (deuxième option) de l'« Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparée par le Comité de rédaction (La Haye, 19-22 octobre 2004), Doc. prél. No 13 de janvier 2005, ci-dessus p. I-282 du présent tome.

[48] Si on désire faire une distinction entre les États membres, les États ayant participé à la Session et les États tiers aux fins de bilatéralisation.

[49] Inspiré de l'art. 43 de la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* (ci-après Convention de 1993).

[50] Inspiré des art. 44 de la Convention de 1993, 58 de la Convention de 1996 et 54 de la Convention de 2000. Une période plus longue pour la réception des objections est aussi possible.

[51] Inspiré de l'art. 38 de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* (ci-après Convention de 1980).

[52] Pour une Convention complètement ouverte, c'est-à-dire dans laquelle la bilatéralisation n'est pas possible.

[53] Inspiré de l'art. 27 de la Convention de 2005.

Esquisse d'un projet de Convention

Article 45 Uniform interpretation

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 46 Review of practical operation of the Convention

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Convention and to encourage the development of good practices under the Convention.

For the purpose of such review Contracting States shall co-operate with the Permanent Bureau in the gathering of information, including statistics and case law, concerning the practical operation of the Convention.

Article 47 Amendment of forms

1 The forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

2 Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.

3 During the period provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands make a reservation, in accordance with Article 54, with respect to the amendment. The State making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.[47]

[*Article 48 Transition provisions*]

[CHAPTER IX – FINAL PROVISIONS

Article 49 Signature, ratification and accession

Option 1[48]

1 The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twenty-First Session and by the other States which participated in that Session.

2 It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.[49]

3 Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 52.

4 The instrument of accession shall be deposited with the depositary.

5 Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the six months after the receipt of the notification referred to in Article 57. Such an objection may also be raised by States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the depositary.[50]

OR

5 The accession will have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession in accordance with Article 55. Such a declaration will also have to be made by any Member State ratifying, accepting or approving the Convention after an accession. Such declaration shall be deposited with the depositary which shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.[51]

Option 2[52]

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the depositary.[53]

Article 50 Regional Economic Integration Organisations

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

[47] This option is inspired by Arts 5 and 30 of the *Hague Convention of 25 October 1980 on International Access to Justice*. These paragraphs formed part of Art. 11 (Option 2) of the "Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee (The Hague, 19-22 October 2004), Prel. Doc. No 13 of January 2005, *supra* p. I-283 of this tome.
[48] Where a distinction is made for bilateralisation purposes between Member States, States participating in the Session, and third States.
[49] Drawn from Art. 43 of the *Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption* (hereinafter the 1993 Convention).
[50] Drawn from Arts 44 of the 1993 Convention, 58 of the 1996 Convention and 54 of the 2000 Convention. A longer period for the receipt of objections is also possible.
[51] Drawn from Art. 38 of the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction* (hereinafter the 1980 Convention).
[52] For a completely open Convention, *i.e.*, one where no bilateralisation is possible.
[53] Drawn from Art. 27 of the 2005 Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont délégué leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Pour les fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 51, que ses États membres ne seront pas Partie à cette Convention.

4 Toute référence à « État contractant » ou « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie[54].

Article 51 Adhésion des Organisations régionales d'intégration économique

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer, en vertu de l'article 55, qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Partie à cette Convention mais y seront liés en raison du fait de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à « État contractant » ou « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation[55].

Article 52 Entrée en vigueur

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième [/ deuxième] instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par l'article 49.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

(a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique au sens de l'article 50 ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

(b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 53, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification de la déclaration visée dans ledit article[56].

Article 53 Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer, en vertu de l'article 55, que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique[57].

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État[58].

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique[59].

Article 54 Réserves

1 Tout État contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 53(1), faire soit une, soit plusieurs réserves prévues aux articles 16(2), 39(3), 44 et 47(3). Aucune autre réserve ne sera admise.

2 Tout État pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au dépositaire.

3 L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée au paragraphe précédent[60].

4 Aucun État contractant qui aura fait l'usage d'une réserve en application de cette Convention ne pourra prétendre à l'application de la Convention aux questions exclues dans sa réserve.

Article 55 Déclarations

1 Les déclarations visées aux articles 11(1)(g) première option, 13(3) et (7), 39(1) et (2), 49(5) première option, 51(1) et 53(1) peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

[54] Inspiré de l'art. 29 de la Convention de 2005.
[55] Inspiré de l'art. 30 de la Convention de 2005.
[56] Inspiré de l'art. 19 de la *Convention de La Haye sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire* (13 décembre 2002) (ci-après Convention de 2002).
[57] Inspiré des art. 40 de la Convention de 1980, 45 de la Convention de 1993, 59 de la Convention de 1996, 55 de la Convention de 2000, 20 de la Convention de 2002 et 28 de la Convention de 2005.
[58] Inspiré des art. 45 de la Convention de 1993, 59 de la Convention de 1996, 55 de la Convention de 2000, 20 de la Convention de 2002 et 28 de la Convention de 2005.
[59] Inspiré de l'art. 28 de la Convention de 2005.
[60] Inspiré des art. 42 de la Convention de 1980, 60 de la Convention de 1996 et 56 de la Convention de 2000.

Esquisse d'un projet de Convention

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 51 that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention applies equally to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it, where appropriate.[54]

Article 51 Accession by Regional Economic Integration Organisations

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare in accordance with Article 55 that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention applies equally to the Member States of the Organisation, where appropriate.[55]

Article 52 Entry into force

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the third [/ second] instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 49.

2 Thereafter the Convention shall enter into force –

(a) for each State or Regional Economic Integration Organisation referred to in Article 50 subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

(b) for a territorial unit to which the Convention has been extended in accordance with Article 53, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.[56]

Article 53 Declarations with respect to non-unified legal systems

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in the Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare in accordance with Article 55 that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.[57]

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.[58]

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.[59]

Article 54 Reservations

1 Any State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article 53(1), make one or more of the reservations provided for in Articles 16(2), 39(3), 44 and 47(3). No other reservation shall be permitted.

2 Any State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the depositary.

3 The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.[60]

4 A Contracting State which has made a reservation under this Convention shall not be entitled to claim the application of this Convention to such matters as are excluded by its reservation.

Article 55 Declarations

1 Declarations referred to in Articles 11(1)(g) Option 1, 13(3) and (7), 39(1) and (2), 49(5) Option 1, 51(1) and 53(1), may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

[54] Drawn from Art. 29 of the 2005 Convention.
[55] Drawn from Art. 30 of the 2005 Convention.
[56] Drawn from Art. 19 of the *Hague Convention on the Law Applicable to Certain Rights in Respect of Securities held with an Intermediary* (13 December 2002) (hereinafter the 2002 Convention).
[57] Drawn from Arts 40 of the 1980 Convention, 45 of the 1993 Convention, 59 of the 1996 Convention, 55 of the 2000 Convention, 20 of the 2002 Convention and 28 of the 2005 Convention.
[58] Drawn from Arts 45 of the 1993 Convention, 59 of the 1996 Convention, 55 of the 2000 Convention, 20 of the 2002 Convention and 28 of the 2005 Convention.
[59] Drawn from Art. 28 of the 2005 Convention.
[60] Drawn from Arts 42 of the 1980 Convention, 60 of the 1996 Convention and 56 of the 2000 Convention.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 56 Dénonciation

1 Tout État contractant pourra dénoncer la présente Convention par une notification par écrit au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un État à plusieurs unités auxquelles s'applique la Convention[61].

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire[62].

Article 57 Notification

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles 49 et 50, les renseignements suivants[63] :

(a) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées aux articles 49 et 50[64] ;

(b) les adhésions et les objections[65] aux adhésions visées à l'article 49(5) première option[66] ;

OU

(a) + (b) les signatures et ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues aux articles 49 et 50[67] ;

(c) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 52[68] ;

(d) les déclarations visées aux articles 11(1)(g) première option, 13(3) et (7), 39(1) et (2), 49(5) première option, 51(1) et 53(1)[69] ;

(e) les accords visés à l'article 43[70] ;

(f) les réserves visées aux articles 16(2), 39(3), 44 et 47(3) et le retrait des réserves prévu à l'article 54(2)[71] ;

(g) les dénonciations visées à l'article 56[72].

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le ?? ?? 2007, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session.

[61] Inspiré de l'art. 23 de la Convention de 2002.
[62] Inspiré des art. 23 de la Convention de 2002 et 33 de la Convention de 2005.
[63] Inspiré de l'art. 24 de la Convention de 2002.
[64] Inspiré des art. 45 de la Convention de 1980, 48 de la Convention de 1993, 63 de la Convention de 1996 et 59 de la Convention de 2000.
[65] Cela dépend du choix fait antérieurement. Voir l'article relatif à l'adhésion, *supra*.
[66] Inspiré des art. 48 de la Convention de 1993, 63 de la Convention de 1996 et 59 de la Convention de 2000.
[67] Inspiré des art. 24 de la Convention de 2002 et 34 de la Convention de 2005.
[68] Inspiré des art. 45 de la Convention de 1980, 48 de la Convention de 1993, 63 de la Convention de 1996, 59 de la Convention de 2000, 24 de la Convention de 2002 et 34 de la Convention de 2005.
[69] Inspiré des art. 45 de la Convention de 1980, 63 de la Convention de 1996 et 59 de la Convention de 2000.
[70] Inspiré des art. 63 de la Convention de 1996 et 59 de la Convention de 2000.
[71] Inspiré des art. 45 de la Convention de 1980, 63 de la Convention de 1996 et 59 de la Convention de 2000.
[72] Inspiré des art. 45 de la Convention de 1980, 48 de la Convention de 1993, 63 de la Convention de 1996, 59 de la Convention de 2000, 24 de la Convention de 2002 et 34 de la Convention de 2005.

Esquisse d'un projet de Convention

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of three months after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 56 Denunciation

1 A Contracting State to the Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a multi-unit State to which the Convention applies.[61]

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.[62]

Article 57 Notification

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles 49 and 50 of the following –[63]

(a) the signatures, ratifications, acceptances and approvals referred to in Articles 49 and 50;[64]

(b) the accessions and objections[65] raised to accessions referred to in Article 49(5) Option 1;[66]

OR

(a) + (b) the signatures and ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Articles 49 and 50;[67]

(c) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 52;[68]

(d) the declarations referred to in Articles 11(1)(g) Option 1, 13(3) and (7), 39(1) and (2), 49(5) Option 1, 51(1) and 53(1);[69]

(e) the agreements referred to in Article 43;[70]

(f) the reservations referred to in Articles 16(2), 39(3), 44 and 47(3), and the withdrawals referred to in Article 54(2);[71]

(g) the denunciations referred to in Article 56.[72]

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the ?? day of ??, 2007, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twenty-First Session.

[61] Drawn from Art. 23 of the 2002 Convention.
[62] Drawn from Arts 23 of the 2002 Convention and 33 of the 2005 Convention.
[63] Drawn from Art. 24 of the 2002 Convention.
[64] Drawn from Arts 45 of the 1980 Convention, 48 of the 1993 Convention, 63 of the 1996 Convention and 59 of the 2000 Convention.
[65] Depending on the choice made earlier. See Article on Accession, *supra*.
[66] Drawn from Arts 48 of the 1993 Convention, 63 of the 1996 Convention and 59 of the 2000 Convention.
[67] Drawn from Arts 24 of the 2002 Convention and 34 of the 2005 Convention.
[68] Drawn from Arts 45 of the 1980 Convention, 48 of the 1993 Convention, 63 of the 1996 Convention, 59 of the 2000 Convention, 24 of the 2002 Convention and 34 of the 2005 Convention.
[69] Drawn from Arts 45 of the 1980 Convention, 63 of the 1996 Convention and 59 of the 2000 Convention.
[70] Drawn from Arts 63 of the 1996 Convention and 59 of the 2000 Convention.
[71] Drawn from Arts 45 of the 1980 Convention, 63 of the 1996 Convention and 59 of the 2000 Convention.
[72] Drawn from Arts 45 of the 1980 Convention, 48 of the 1993 Convention, 63 of the 1996 Convention, 59 of the 2000 Convention, 24 of the 2002 Convention and 34 of the 2005 Convention.

ANNEXE 1

Formulaire de transmission en vertu de l'article 12(2)

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements personnels réunis ou transmis conformément à la Convention ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été réunis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

☐ *Ne pas divulguer les renseignements, contenus dans le présent formulaire, aux demandes en annexe et aux documents s'y rattachant, qui permettraient de localiser une partie ou un enfant, conformément à l'article 35.*

1 Autorité centrale requérante	2 Personne à contacter dans l'État requérant
	a Langue(s)
a Adresse	b Adresse (si différente)
b ☎	c ☎ (si différent)
c Téléfax	d Téléfax (si différent)
d Télex	e Courriel (si différent)
e Courriel	f Numéro de référence

3 Autorité centrale requise .....

Adresse .....

.....

4 Renseignements personnels concernant le demandeur

a Nom et prénom(s) : .....

b Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

5 Renseignements personnels relatifs à la (aux) personne(s) pour laquelle (lesquelles) des aliments sont demandés

a ☐ La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus

b i Nom et prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

ii Nom et prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

iii Nom et prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

ANNEX 1

Transmittal Form under Article 12(2)

CONFIDENTIALITY AND PERSONAL INFORMATION PROTECTION NOTICE

Personal information gathered or transmitted shall be used only for the purposes for which they were gathered or transmitted. Any authority processing such information shall ensure its confidentiality, in accordance with the law of its State.

☐ Do not disclose information included in this transmittal form, attached applications and supporting documents which may lead to the location of any party or child in accordance with Article 35.

1 Requesting Central Authority	2 Contact person in requesting State
	a Language(s)
a Address	b Address (if different)
b ☎	c ☎ (if different)
c Telefax	d Telefax (if different)
d Telex	e E-mail (if different)
e E-mail	f Reference number

3 Requested Central Authority .....

Address .....

.....

4 Particulars of the applicant

a Family name: .....

b Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

5 Particulars of the person(s) for whom maintenance is sought

a ☐ The person is the same as the applicant named above

b i Full name: .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

ii Full name: .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

iii Full name: .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

6 Renseignements personnels concernant le débiteur[1]

a ☐ La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus

b Nom et prénom(s) : .....

d Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

7 Ce Formulaire de transmission concerne et est accompagné d'une demande visée à :

☐ l'article 10(1)(a) : reconnaissance ou reconnaissance et exécution d'une décision rendue dans un État contractant

☐ l'article 10(1)(b) : exécution d'une décision rendue [ou reconnue] dans l'État requis

☐ l'article 10(1)(c) : obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation lorsque cela est nécessaire

☐ l'article 10(1)(d) : obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée

☐ l'article 10(1)(e) ou (2)(a) : modification d'une décision rendue dans l'État requis dans la limite permise par la loi de cet État

☐ l'article 10(1)(f) ou (2)(b) : modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis dans la limite permise par la loi de l'État requis

☐ l'article 10(1)(g) : recouvrement des arrérages

8 Les documents suivants sont joints et accompagnent la demande :

a Pour les fins d'une demande en vertu de l'article 10(1)(a) et :

Conformément à l'article 20 :

[☐ 1 Original de la décision en matière d'aliments ou d'une copie certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine] (article 20(a))

[OU]

[☐ 1 Extrait de la décision certifiée par l'autorité compétente de l'État d'origine établi conformément au formulaire qui se trouve en annexe … de la Convention] (article 20(a))

☐ 2 Certificat de l'autorité compétente de l'État d'origine attestant que la décision est exécutoire [et, dans le cas d'une décision d'une autorité administrative, que les exigences prévues à l'article 15(3) sont remplies] (article 20(b))

☐ 3 Un document établissant que le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu la possibilité de se faire entendre, ou qu'il a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester, dans le cas où le défendeur n'a pas comparu dans la procédure dans l'État d'origine (article 20(c))

[☐ 4 L'état des arrérages certifié ou assermenté indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué] (article 20(d))

[☐ 5 Document contenant les informations qui sont nécessaires à la réalisation des calculs appropriés dans le cadre d'une décision prévoyant un ajustement automatique par indexation] (article 20(e))

☐ 6 Document relatif à l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique dans l'État d'origine (article 20(f))

[1] En vertu de l'art. 3 de la Convention, « 'débiteur' signifie une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ».

6 Particulars of the debtor[1]

a ☐ The person is the same as the applicant named above

b Full name: .....

c Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

7 This Transmittal Form concerns and is accompanied by an application under:

☐ Article 10(1)(a) – recognition or recognition and enforcement of a decision made in a Contracting State

☐ Article 10(1)(b) – enforcement of a decision made [or recognised] in the requested State

☐ Article 10(1)(c) – establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage

☐ Article 10(1)(d) – establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused

☐ Article 10(1)(e) or (2)(a) – modification of a decision made in a requested State to the extent permissible under the law of that State

☐ Article 10(1)(f) or (2)(b) – modification of a decision made in a State other than the requested State to the extent permissible under the law of the requested State

☐ Article 10(1)(g) – recovery of arrears

8 The following documents are enclosed together with the application:

a For the purpose of an application under Article 10(1)(a), and:

In accordance with Article 20:

[☐ 1 Original of the maintenance decision or a true copy certified by the competent authority in the State of origin] (Article 20(a))

[OR]

[☐ 1 Abstract of the decision certified by the competent authority in the State of origin in the form set out in Annex ... to the Convention] (Article 20(a))

☐ 2 Certificate from the competent authority in the State of origin that the decision is enforceable [and, in the case of a decision by an administrative authority, that the requirements of Article 15(3) are met] (Article 20(b))

☐ 3 A document establishing that the respondent had proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard, or had proper notice of the decision and the opportunity to challenge it, where the respondent did not enter an appearance in the proceedings in the State of origin (Article 20(c))

[☐ 4 A certified or sworn statement showing the amount of any arrears and the date such amount was calculated] (Article 20(d))

[☐ 5 Document providing the information necessary to make appropriate calculations in case of a decision providing for automatic adjustment by indexation] (Article 20(e))

☐ 6 Documentation concerning the entitlement of the applicant to legal assistance in the State of origin (Article 20(f))

[1] According to Art. 3 of the Convention "'debtor' means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance".

Conformément à l'article 25(3) :

☐ 7 Une copie de l'acte authentique ou de l'accord privé certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine (article 25(3)(a))

☐ 8 Un certificat émis par l'autorité compétente de État d'origine attestant que l'acte authentique ou l'accord privé visé est exécutoire comme une décision de cet État (article 25(3)(b))

Conformément à l'article 32(5), tout document de nature à prouver que :

☐ 9 L'institution publique répond aux conditions prévues par [l'article 32(3) ou] l'article 32(4)

☐ 10 Les prestations ont été fournies au créancier d'aliments

☐ 11 Tout autre document accompagnant la demande :

.....

.....

b Pour les fins d'une demande en vertu de l'article 10(1)(b), (c), (d), (e), (f) et (2)(a) ou (b) les documents justificatifs nécessaires conformément à l'article 11(3) :

.....

.....

9 Autres questions sur lesquelles l'Autorité centrale requérante attire l'attention de l'Autorité centrale requise :

.....

.....

Date : .....

Nom : .....

Représentant de l'Autorité centrale requérante

In accordance with Article 25(3):

☐ 7 A copy of the authentic instrument or the private agreement certified as true by the competent authority of the State of origin (Article 25(3)(a))

☐ 8 A certificate issued by the competent authority in the State of origin that the particular authentic instrument or private agreement is enforceable as a decision in that State (Article 25(3)(b))

In accordance with Article 32(5), any document necessary to prove that:

☐ 9 The public body fulfils the conditions of [Article 32(3) or] Article 32(4)

☐ 10 Benefits have been provided for the maintenance creditor

☐ 11 Any other documents accompanying the application:

.....

.....

b For the purpose of an application under Article 10(1)(b), (c), (d), (e), (f), and (2)(a) or (b) the necessary supporting documents in accordance with Article 11(3):

.....

.....

9 Other matters to which the requesting Central Authority draws attention for the consideration of the requested Central Authority:

.....

.....

Date: .....

Name: .....

Representative of the requesting Central Authority

Coordination entre le projet sur les aliments et d'autres instruments internationaux

DOCUMENT ÉTABLI PAR PHILIPPE LORTIE
PREMIER SECRÉTAIRE

Document préliminaire No 18 de juin 2006

INTRODUCTION[1]

1 L'insertion de dispositions relatives à la coordination d'un nouvel instrument avec d'autres instruments internationaux est habituellement traitée au stade ultime des négociations du nouvel instrument. Ce n'est que dans cette phase finale qu'il sera possible de vérifier la coordination entre les nouvelles règles du nouvel instrument et les règles similaires prévues dans d'autres instruments internationaux. Cette coordination est nécessaire pour donner effet, parmi les différents instruments en vigueur entre les mêmes États contractants, aux règles les plus efficaces de ces instruments et pour tenir compte de tout conflit lors de l'application des différentes règles. De plus, l'objectif des présentes négociations étant de moderniser, améliorer et simplifier le système international de recouvrement des aliments, le nouvel instrument devrait parvenir à une coordination judicieuse entre les instruments multilatéraux, régionaux et bilatéraux existants. Le nouvel instrument remplacera certaines des Conventions les plus anciennes et fournira le cadre mondial au sein duquel de tels instruments régionaux et bilatéraux s'appliqueront. Cependant, étant donné qu'à ce stade des négociations d'un nouvel instrument sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, la majorité des caractéristiques fondamentales du nouveau régime de La Haye[2] sont connues des négociateurs, il est possible d'examiner cette question complexe[3] en amont de la Session diplomatique qui sera chargée de conclure prochainement ce nouveau texte. Finalement, cet exercice aidera les négociateurs à identifier des règles se trouvant dans les instruments les plus anciens, telle la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* (ci-après la Convention de New York de 1956)[4], qui n'ont pas encore été incorporées dans le nouveau régime de La Haye et qui, si possible, méritent d'y être incorporées, afin de réduire le besoin de coordination eu égard à ces instruments plus anciens.

2 Le nouveau régime de La Haye[5] contiendra très certainement : des règles de coopération administrative[6], dont une disposition visant à faciliter l'obtention d'éléments de preuve[7], une disposition concernant l'assistance à l'établissement de la filiation lorsque cela est nécessaire[8] et, éventuellement, une disposition visant à faciliter la signification et la notification des actes[9], des règles relatives à la reconnaissance et à l'exécution[10] comprenant une disposition relative aux modifications de décisions en matière d'aliments[11], ainsi que des règles concernant l'assistance juridique[12]. Enfin, des règles relatives à la loi applicable pourraient être disponibles pour les États intéressés[13].

3 Sur tous ces points, il sera peut-être nécessaire de coordonner le nouveau régime de La Haye avec un certain nombre d'instruments tels que[14] :

Les instruments globaux de nature spécifique relatifs aux obligations alimentaires, tels :

– la Convention de New York de 1956[15] ;

– la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* (ci-après la Convention Obligations alimentaires de 1956 (loi applicable))[16] ;

– la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* (ci-après la Convention Obligations alimentaires de 1958 (reconnaissance et exécution))[17] ;

– la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* (ci-après la Convention Obligations alimentaires de 1973 (reconnaissance et exécution))[18] ;

[1] Voir « La relation entre le projet sur les jugements et d'autres instruments internationaux », préparé par Andrea Schulz, Premier secrétaire, Doc. prél. No 24 de décembre 2003, *in Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome III, *Élection de for*, p. 148 à 164, pour une analyse détaillée des rapports entre instruments à propos de la *Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for*.

[2] Dans ce document, il sera fait référence au nouveau « régime de La Haye » car il reste à déterminer si la nouvelle Convention comportera un chapitre sur la loi applicable ou si la loi applicable fera l'objet d'un protocole séparé.

[3] Ian Sinclair, l'un des plus grands spécialistes du droit des traités, est d'avis qu'« [u]n aspect particulièrement obscur du droit des traités est la question de l'application de traités successifs portant sur la même matière » [*traduction du Bureau Permanent*]. Voir I. Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, 2e éd., Manchester University Press, 1984, 149 p., p. 93.

[4] Voir, *infra*, note 15.

[5] Voir « Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparée par le Comité de rédaction (La Haye, 5-9 septembre 2005), Doc. prél. No 16 d'octobre 2005, ci-dessus p. I-298 du présent tome, pour la version la plus récente du texte de l'Esquisse d'un projet de Convention.

[6] *Ibid*., chapitres II et III (c.-à-d. art. 4 à 13).

[7] *Ibid*., art. 6(2)(g).

[8] *Ibid*., art. 6(2)(h).

[9] *Ibid*., art. 6(2)(j) ; dans ce cas, la disposition est encore entre crochets.

[10] *Ibid*., chapitres V et VI (c.-à-d. art. 15 à 31).

[11] *Ibid*., art. 14 et 18(f).

[12] *Ibid*., art. 13, telle que définie à l'art. 3.

[13] Voir « Proposition du Groupe de travail sur la loi applicable aux obligations alimentaires », Rapport présenté à la Commission spéciale, Doc. prél. No 14 de mars 2005, *in Actes et documents de la Vingt et unième session (2007)*, tome II, *Loi applicable*.

[14] La liste des instruments présentés ne prétend pas à l'exhaustivité. Elle offre cependant un échantillon d'instruments suffisant pour les besoins de cette étude.

[15] La Convention de New York de 1956, 268 *RTNU* 3, dont le champ d'application s'étend à toutes les personnes sans distinction d'âge, instaure un système de coopération pour l'établissement et le recouvrement des obligations alimentaires. Elle comprend des règles relatives à l'assistance juridique (art. 9) et aux commissions rogatoires (art. 7). Elle prévoit aussi que l'institution intermédiaire peut représenter le demandeur (art. 6(1)) ; sans être expressément mentionnée à l'art. 6 de l'Esquisse d'un projet de Convention, cette fonction possible des Autorités centrales pourrait être couverte par l'art. 6(1)(b). Il faut souligner que le champ d'application de la Convention de New York peut être modifié par des réserves (art. 17).

[16] La Convention Obligations alimentaires de 1956 (loi applicable), dont le champ d'application se limite aux enfants de moins de 21 ans, traite strictement des questions de loi applicable. Les Conventions de La Haye sont accessibles sur le site web de la Conférence de La Haye (<www.hcch.net>).

[17] La Convention Obligations alimentaires de 1958 (reconnaissance et exécution), dont le champ d'application se limite aux enfants de moins de 21 ans, comporte des règles sur la reconnaissance et l'exécution ainsi que sur l'assistance juridique.

[18] La Convention Obligations alimentaires de 1973 (reconnaissance et exécution), dont le champ d'application s'étend aux enfants et aux adultes, prévoit des règles relatives à la reconnaissance et à l'exécution, à l'assistance juridique et aux institutions publiques. Il faut souligner qu'en application de l'art. 26 de la Convention, tout État contractant peut se réserver le droit de ne pas reconnaître ni déclarer exécutoire une décision ou une transaction : a) au bénéfice d'une personne âgée de plus de 21 ans ; b) entre collatéraux ou alliés ; c) à moins qu'elle ne prévoie la prestation d'aliments par paiements périodiques.

Coordination avec d'autres instruments

Co-ordination between the Maintenance Project and other International Instruments

DRAWN UP BY PHILIPPE LORTIE
FIRST SECRETARY

Preliminary Document No 18 of June 2006

INTRODUCTION[1]

1 The inclusion of provisions dealing with the co-ordination of a new instrument and other international instruments is usually dealt with at the very end of the negotiations of the new instrument. It is only at this final stage that it will be possible to verify the co-ordination of the new rules of the new instrument with similar rules found in other international instruments. Such co-ordination is necessary in order to give effect, between different instruments in force between the same Contracting States, to the most effective rules of these instruments and to address possible conflicts upon the application of their different rules. Moreover, as the objective of the current negotiations is to modernise, improve and simplify the international system for the recovery of maintenance, the new instrument should achieve a sensible co-ordination between existing multilateral, regional and bilateral instruments. The new instrument will replace some of the old multilateral Conventions and provide the global framework within which such regional and bilateral instruments will operate. However, at the current stage of negotiations of a new instrument on the international recovery of child support and other forms of family maintenance, as most of the main characteristics of the new Hague regime[2] are known to the negotiators, it is possible to examine this complex issue[3] in advance of the Diplomatic Session which will be responsible for concluding this new text in the near future. Finally, this exercise will assist negotiators in identifying rules found in older instruments, such as the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* (hereinafter the 1956 New York Convention),[4] that have not yet been incorporated in the new Hague regime and that may be worth incorporating, if possible, in order to reduce the need to co-ordinate in relation to these older instruments.

2 The new Hague regime[5] will most certainly contain: rules in relation to administrative co-operation,[6] including a provision to facilitate the obtaining of evidence,[7] another one to provide assistance in establishing parentage where necessary[8] and, possibly, a provision to facilitate service of documents;[9] rules regarding recognition and enforcement,[10] including a provision with regard to modification of maintenance decisions;[11] and, rules concerning legal assistance.[12] Finally, rules in relation to applicable law could be available to States with an interest.[13]

3 In respect of all these subject matters, the new Hague regime may need to be co-ordinated with a number of instruments such as:[14]

Global instruments of a specific nature concerning maintenance, for example:

– the 1956 New York Convention;[15]

– the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children (hereinafter the 1956 Hague Maintenance Convention on Applicable Law);[16]

– the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children (hereinafter the 1958 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement);[17]

– the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* (hereinafter the 1973 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement);[18]

[1] See "The Relationship between the Judgments Project and other International Instruments", prepared by Andrea Schulz, First Secretary, Prel. Doc. No 24 of December 2003, in *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome III, *Choice of Court*, pp. 149-165, for a detailed analysis of the issue of the relationship between instruments in relation to the Choice of Court Convention project.

[2] In this document, reference will be made to the new "Hague regime" since it remains to be decided whether the new Convention will include a chapter on applicable law or if applicable law will be the subject of a separate protocol.

[3] Ian Sinclair, one of the leading scholars on treaty law, is of the opinion that "[a] particularly obscure aspect of the law of treaties is the question of application of successive treaties which relate to the same subject-matter". See I. Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, 2nd ed., Manchester University Press, 1984, 149 p., at p. 93.

[4] See, *infra*, note 15.

[5] See "Tentative Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee (The Hague, 5-9 September 2005), Prel. Doc. No 16 of October 2005, *supra* p. I-299 of this tome, for the latest version of the text of the Tentative Draft Convention.

[6] *Ibid*., Chapters II and III (*i.e.*, Arts 4-13).

[7] *Ibid*., Art. 6(2)(g).

[8] *Ibid*., Art. 6(2)(h).

[9] *Ibid*., Art. 6(2)(j); in this case the provision is still between square brackets.

[10] *Ibid*., Chapters V and VI (*i.e.*, Arts 15-31).

[11] *Ibid*., Arts 14 and 18(f).

[12] *Ibid*., Art. 13, as defined in Art. 3.

[13] See "Proposal by the Working Group on the Law Applicable to Maintenance Obligations", Report presented to the Special Commission, Prel. Doc. No 14 of March 2005, in *Proceedings of the Twenty-First Session (2007)*, Tome II, *Applicable law*.

[14] The list of instruments presented does not pretend to be exhaustive. However, it will provide an adequate sample of instruments for the purpose of this study.

[15] The 1956 New York Convention, 268 *UNTS* 3, the scope of which extends to persons of any age, establishes a system of co-operation for the establishment and recovery of maintenance. It includes rules regarding legal assistance (Art. 9) and letters of request (Art. 7). It also provides that the Receiving Agency can represent the claimant (Art. 6(1)); although not specifically mentioned in Art. 6 of the Tentative Draft Convention this possible function of Central Authorities could be covered by Art. 6(1)(b). It is important to note that the scope of the New York Convention can be modified by way of reservations (Art. 17).

[16] The 1956 Hague Maintenance Convention on Applicable Law, the scope of which extends only to children below the age of 21, strictly deals with issues of applicable law. The texts of the Hague Conventions are available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

[17] The 1958 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement, the scope of which extends only to children below the age of 21, includes rules on recognition and enforcement and legal assistance.

[18] The 1973 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement, the scope of which extends to both children and adults, provides rules for recognition and enforcement, legal assistance and public bodies. It is important to note that it is possible to reserve under Art. 26 of the Convention the right not to recognise or enforce a decision or settlement: a) for the benefit of a person above the age of 21; b) between persons related collaterally or by affinity; c) unless it provides for the periodical payment of maintenance.

– la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* (ci-après la Convention Obligations alimentaires de 1973 (loi applicable))[19].

Les instruments globaux de nature spécifique concernant des règles spécifiques incluses dans le nouveau régime de La Haye, tels :

– la *Convention de La Haye du premier mars 1954 relative à la procédure civile* (ci-après la Convention Procédure civile) ;

– la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale* (ci-après la Convention Notification) ;

– la *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale* (ci-après la Convention Obtention des preuves) ;

– la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice* (ci-après la Convention Accès à la justice).

Les instruments régionaux de nature générale, tels :

– la *Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, telle que modifiée (ci-après la Convention de Bruxelles de 1968)[20] ;

– la *Convention de Lugano du 16 septembre 1988 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, telle que modifiée (ci-après la Convention de Lugano de 1988)[21] ;

– la *Convention de Minsk du 22 janvier 1993 relative à l'entraide judiciaire et aux relations judiciaires en matière civile, familiale et pénale*, telle que modifiée le 28 mars 1997 (ci-après la Convention de Minsk de 1993)[22] ;

– le Règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (ci-après le Règlement (CE) Bruxelles I)[23].

Les instruments régionaux de nature spécifique relatifs aux obligations alimentaires, tels :

– la *Convention interaméricaine de Montevideo du 15 juillet 1989 sur les obligations alimentaires* (ci-après la Convention de Montevideo de 1989)[24] ;

– la Proposition de Règlement du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (ci-après le futur Règlement de Bruxelles relatif aux aliments)[25].

Les instruments régionaux de nature spécifique concernant des règles spécifiques incluses dans le nouveau régime de La Haye, tels :

– le Règlement (ce) No 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (ci-après le Règlement (CE) Notification) ;

– le Règlement (ce) No 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (ci-après le Règlement (CE) Obtention des preuves) ;

– la Directive 2002/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires (ci-après la Directive CE relative à l'accès à la justice) ;

– la *Convention interaméricaine de Panama du 30 janvier 1975 sur l'obtention des preuves à l'étranger* (ci-après la Convention de Panama de 1975)[26].

Les instruments bilatéraux de nature générale, telle :

– la *Convention d'Ottawa du 10 juin 1996 entre le Canada et la France relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière de pensions alimentaires* (ci-après la Convention Canada-France)[27].

Les instruments bilatéraux de nature spécifique concernant les obligations alimentaires, tels :

[19] La Convention Obligations alimentaires de 1973 (loi applicable), dont le champ d'application s'étend aux enfants et aux adultes, prévoit des règles relatives à la loi applicable, y compris des règles relatives aux institutions publiques. Comme sa Convention sœur, elle permet des réserves similaires en application des art. 13 à 15.

[20] La Convention de Bruxelles de 1968, qui est en vigueur entre le Danemark et les 14 anciens États membres de l'Union européenne, comporte des règles sur la compétence (art. 2 à 24), la reconnaissance et l'exécution (art. 25 à 49) et l'aide juridique (art. 44 et 45) en matière civile et commerciale, y compris en ce qui concerne les obligations alimentaires. Les normes européennes sont accessibles sur le site web de l'Union européenne (<eur-lex.europa.eu>).

[21] La Convention de Lugano de 1988 est conçue sur le modèle de la Convention de Bruxelles de 1968. Elle s'applique entre les 15 anciens États membres de l'UE, l'Islande, la Norvège, la Pologne et la Suisse.

[22] La Convention de Minsk de 1993, qui concerne les affaires familiales, comporte des règles en matière d'aide juridique (art. 4 à 19), d'obtention des preuves (art. 9, 13 et 14), de notification (art. 10 à 12), de compétence – incluant l'établissement du lien de filiation (art. 31), et de reconnaissance et d'exécution (art. 51 à 55). La Convention de Minsk est accessible dans sa version anglaise et dans sa version française dans « La relation entre le projet sur les jugements et certains instruments régionaux dans le cadre de la Communauté d'États indépendants », préparé par Eleonora Gerasimchuk pour le Bureau Permanent, Doc. prél. No 27 d'avril 2005, *in Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome III, *Élection de for*, p. 230 à 270, à l'annexe.

[23] Le Règlement (CE) Bruxelles I, qui est en vigueur entre tous les États membres de l'Union européenne excepté le Danemark, comporte des règles sur la compétence (art. 2 à 31), la reconnaissance et l'exécution (art. 32 à 58) et l'assistance juridique (art. 50 et 51) en matière civile et commerciale, obligations alimentaires comprises.

[24] La Convention de Montevideo de 1989, dont le champ d'application se limite aux obligations alimentaires envers les enfants de moins de 18 ans et à celles qui découlent des relations matrimoniales entre époux ou ceux qui avaient ce statut, comprend des règles sur la loi applicable (art. 6 et 7), la compétence (art. 8 à 10), la reconnaissance et l'exécution (art. 11 à 18) et l'assistance juridique (art. 14). Il faut souligner qu'aux termes de la Convention, la qualité de créancier et de débiteur est régie par la loi la plus favorable au créancier (art. 6).

[25] Le futur Règlement de Bruxelles relatif aux aliments, dont le champ d'application s'étend aux obligations alimentaires découlant de relations de famille ou de relations ayant un effet comparable, comprendra probablement des règles concernant la compétence (art. 3 à 11), la loi applicable (art. 12 à 21), les institutions publiques (art. 16), la notification et la signification des actes (art. 22), la reconnaissance et l'exécution (art. 25 à 38), l'assistance juridique (art. 29), la coopération (art. 39 à 43) et l'accès à l'information (art. 44 à 47). Le texte du futur Règlement est disponible sur le site web « L'accès au droit de l'Union européenne » (<eur-lex.europa.eu>) ; veuillez noter que des changements ont pu y être apportés depuis la version diffusée en janvier 2006.

[26] Le texte de cette Convention (en anglais et en espagnol) est accessible sur le site web de l'Organisation des États américains (<www.oas.org>).

[27] La Convention Canada-France, qui n'est pas en vigueur, contient des dispositions relatives à l'assistance juridique mutuelle pour le recouvrement des aliments (art. 10 à 16). Le texte de cette Convention est accessible sur le site web de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (<www.chlc.ca>).

Coordination avec d'autres instruments

– the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* (hereinafter the 1973 Hague Maintenance Convention on Applicable Law).[19]

Global instruments of a specific nature relating to specific rules included in the new Hague regime, for example:

– the Hague Convention of 1 March 1954 on civil procedure (hereinafter the Hague Civil Procedure Convention);

– the *Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters* (hereinafter the Hague Service Convention);

– the *Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters* (hereinafter the Hague Evidence Convention);

– the *Hague Convention of 25 October 1980 on International Access to Justice* (hereinafter the Hague Access to Justice Convention).

Regional instruments of a general nature, for example:

– the *Brussels Convention of 27 September 1968 on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters*, as amended (hereinafter the 1968 Brussels Convention);[20]

– the *Lugano Convention of 16 September 1988 on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters*, as amended (hereinafter the 1988 Lugano Convention);[21]

– the *Minsk Convention of 22 January 1993 on Legal Assistance and Legal Relations in Civil, Family, and Criminal Matters*, as amended on 28 March 1997 (hereinafter the 1993 Minsk Convention);[22]

– Council Regulation (EC) No 44/2001 of 22 December 2000 on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters (hereinafter the EC Brussels I Regulation).[23]

Regional instruments of a specific nature concerning maintenance, for example:

– the *Inter-American / Montevideo Convention of 15 July 1989 on Support Obligations* (hereinafter the 1989 Montevideo Convention);[24]

– Proposal for a Council Regulation on jurisdiction, applicable law, recognition and enforcement of decisions and cooperation in matters relating to maintenance obligations (hereinafter the future Brussels Regulation on Maintenance).[25]

Regional instruments of a specific nature relating to specific rules included in the new Hague regime, for example:

– Council Regulation (EC) No 1348/2000 of 29 May 2000 on the service in the Member States of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters (hereinafter the EC Service Regulation);

– Council Regulation (EC) No 1206/2001 of 28 May 2001 on cooperation between the courts of the Member States in the taking of evidence in civil or commercial matters (hereinafter the EC Evidence Regulation);

– Council Directive 2002/8/EC of 27 January 2003 to improve access to justice in cross-border disputes by establishing minimum common rules relating to legal aid for such disputes (hereinafter EC Access to Justice Directive);

– the *Inter-American / Panama Convention of 30 January 1975 on the Taking of Evidence Abroad* (hereinafter the 1975 Panama Convention).[26]

Bilateral instruments of a general nature, for example:

– the Ottawa *Convention of 10 June 1996 between Canada and France on the Recognition and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters and on Mutual Assistance in Maintenance* (hereinafter the Canada-France Convention).[27]

Bilateral instruments of a specific nature concerning maintenance, for example:

[19] The 1973 Hague Maintenance Convention on Applicable Law, the scope of which extends to both children and adults, provides rules for applicable law, including rules in relation to public bodies. As with its sister Convention, it is possible to make similar reservations in accordance with Arts 13-15.

[20] The 1968 Brussels Convention, which is in force between Denmark and the 14 "old" Member States of the European Union, includes rules on jurisdiction (Arts 2-24), recognition and enforcement (Arts 25-49), and legal aid (Arts 44-45) in civil and commercial matters including maintenance obligations. The texts of European norms are available on the website of the European Union (<eur-lex.europa.eu>).

[21] The 1988 Lugano Convention is modelled on the 1968 Brussels Convention. It applies between the 15 "old" EU Members States, Iceland, Norway, Poland and Switzerland.

[22] The 1993 Minsk Convention, which concerns family matters, includes rules regarding legal assistance (Arts 4-19), taking of evidence (Arts 9, 13 and 14), service (Arts 10-12), jurisdiction – including establishment of parentage (Art. 31), and recognition and enforcement (Arts 51-55). The French and English texts of the Minsk Convention can be found in "The Relationship between the Judgments Project and Certain Regional Instruments in the Arena of the Commonwealth of Independent States", prepared by Eleonora Gerasimchuk for the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 27 of April 2005, in *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome III, *Choice of Court*, pp. 231-271, at Annexes.

[23] The EC Brussels I Regulation, which is in force between all the Member States of the European Union with the exception of Denmark, includes rules on jurisdiction (Arts 2-31), recognition and enforcement (Arts 32-58), and legal assistance (Arts 50 and 51) in civil and commercial matters including maintenance obligations.

[24] The 1989 Montevideo Convention, the scope of which is limited to children below the age of 18 and to spouses or former spouses from a matrimonial relationship, includes rules on applicable law (Arts 6-7), jurisdiction (Arts 8-10), recognition and enforcement (Arts 11-18), and legal assistance (Art. 14). It is important to note that the definition of creditor and debtor under that Convention is governed by the law which is most favourable to the creditor (Art. 6).

[25] The future Brussels Regulation on Maintenance, the scope of which extends to maintenance obligations arising from family relationships or relationships of a comparable effect, will likely include rules on jurisdiction (Arts 3-11), applicable law (Arts 12-21), public bodies (Art. 16), service of documents (Art. 22), recognition and enforcement (Arts 25-38), legal assistance (Art. 29), co-operation (Arts 39-43), and access to information (Arts 44-47). The text of the future Regulation is available on the "Access to European Union law" website (<eur-lex.europa.eu>); please note that the text may have changed since it was distributed in January 2006.

[26] The text of this Convention is available on the OAS website (<www.oas.org>).

[27] The Canada-France Convention, which is not in force, contains mutual legal assistance provisions for the recovery of maintenance (Arts 10-16). The text of this Convention is available on the website of the Uniform Law Conference of Canada (<www.ulcc.ca>).

– l'Accord-type des États-Unis d'Amérique pour l'exécution des obligations alimentaires (ci-après l'Accord-type des États-Unis)[28] ;

– les accords d'exécution réciproque des ordonnances alimentaires (ci-après EROA)[29].

4 En outre, un certain nombre d'instruments bilatéraux de coopération judiciaire internationale pouvant couvrir un ensemble de règles concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution, la notification et la signification de documents, l'obtention de preuves et l'assistance juridique, pourraient aussi être pris en compte[30].

5 Il faut souligner que le champ d'application *ratione personae* de tous les instruments mentionnés n'est pas systématiquement identique car certains concernent exclusivement les enfants ou, lorsqu'ils couvrent les aliments envers d'autres membres de la famille, leur champ d'application peut être limité par des réserves. Enfin, comme ces instruments ne font pas tous partie du droit international public, comme les Règlements européens et les mécanismes de réciprocité basés sur l'EROA, leur coordination devra tenir compte de leurs caractères différents.

6 L'objectif de ce document est d'examiner s'il convient d'insérer, dans le nouveau régime de La Haye, des dispositions visant à coordonner ses relations avec d'autres instruments[31]. Il faudra pour cela évaluer le résultat des rapports entre le nouveau régime de La Haye et les différents instruments énumérés ci-dessus en l'absence de disposition de ce type dans le nouveau régime de La Haye. Cette évaluation sera réalisée en appliquant les règles du droit international public en la matière.

7 En l'absence de disposition de coordination dans le nouveau régime de La Haye, une clause similaire sera recherchée dans l'autre instrument afin d'évaluer leur coordination. Si les deux instruments sont exempts de clause, on pourrait appliquer l'article 30 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (ci-après la Convention de Vienne), qui couvre l'application de traités successifs relatifs à la même matière. Sinon, si les deux États parties ne sont pas Parties à la Convention de Vienne ou si son application est infructueuse, on pourrait tenter d'interpréter les deux instruments, tout particulièrement le plus récent, afin de déterminer lequel des deux peut être appliqué[32]. L'interprétation de traités obéit à certains principes en matière de détermination de la priorité tels que la règle *lex specialis* selon laquelle un ensemble de règles spécifiques, censées représenter une élaboration des règles plus générales, l'emportent sur ces dernières[33]. L'interprétation du traité pourrait aussi être entreprise en suivant les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne. À cet égard, il sera possible de se référer aux travaux préparatoires, aux circonstances de la conclusion du traité ou aux déclarations des Parties pouvant indiquer comment la relation entre les instruments doit être résolue[34]. Si l'interprétation de l'instrument n'est pas concluante pour les deux États parties, le principe de la *lex posterior* devrait être appliqué en dernier ressort[35].

8 En conclusion, l'analyse démontrera qu'il est fortement recommandé d'inclure des dispositions visant à coordonner le nouveau régime de La Haye vis-à-vis d'instruments existants ou futurs[36].

I PRÉSENCE DANS L'INSTRUMENT ANTÉRIEUR D'UNE DISPOSITION VISANT À COORDONNER LA RELATION AVEC D'AUTRES INSTRUMENTS

9 Lors des négociations de la Convention de Vienne, la Commission du droit international a proposé une définition d'une clause de conflit, ou disposition tendant à coordonner les rapports entre différents instruments : c'est « une clause ayant pour objet de régler les rapports entre les dispositions de ce traité et celles d'un autre traité, ou de tout autre traité portant sur la matière qui fait l'objet du premier traité. La clause a tantôt trait aux rapports du traité avec un traité antérieur, tantôt à ses rapports avec un traité à venir ou, parfois encore, à ses rapports avec tout traité, antérieur ou postérieur. »[37] La plupart des instruments mondiaux et régionaux mentionnés en introduction comportent une clause de ce type[38] excepté la Convention Procédure civile et la Convention Obligations alimentaires de 1956 (loi applicable). En revanche, cette clause ne figure que dans un seul des instruments bilatéraux examinés[39]. Il faut souligner cependant que dans le cas des Règlements CE et de la Directive CE relative à l'accès à la justice, les dispositions prévues n'abordent que la question de la compétence de la CE sur la matière. À cet égard, les instruments CE l'emportent sur d'autres dispositions incluses dans des instruments conclus par les États membres de l'UE et permettent aux États membres de conclure entre eux des accords renforcés sur la même matière sous réserve qu'ils soient compatibles avec l'instrument CE.

10 Quatre éléments au moins devront être considérés pour déterminer s'il y a lieu de prendre compte, dans le nouveau régime de La Haye, une disposition visant à coordonner les rapports avec les dispositions d'instruments antérieurs. En premier lieu, il importera d'identifier des

[28] L'Accord-type des États-Unis comprend des règles sur la coopération (art. 3 à 5), la reconnaissance et l'exécution (art. 7), la loi applicable (art. 8), l'assistance juridique (art. 6) et l'établissement du lien de filiation (art. 5). Voir « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 3 d'avril 2003, ci-dessus p. I-54 du présent tome, annexe 4, pour une copie de l'Accord-type des États-Unis.

[29] Les EROA, qui sont des accords de réciprocité, reposent dans une large mesure sur l'application du droit interne dans les États concernés. Ils peuvent couvrir tout un ensemble de règles concernant, par exemple, la coopération, la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution, la modification des décisions et l'établissement du lien de filiation. Pour un complément d'information sur les EROA, voir Doc. prél. No 3 d'avril 2003 (*ibid.*), aux para. 115 à 118.

[30] Il s'agit par exemple des traités bilatéraux en matière de procédure civile conclus dans les années 30 au sein de l'Empire britannique, qui comprennent des règles sur la notification et la signification ainsi que sur l'obtention des preuves.

[31] L'art. 30(2) de la *Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités*, (1969) 1155 *RTNU* 331, offre un exemple de ce type de disposition : « Lorsqu'un traité précise qu'il est subordonné à un traité antérieur ou postérieur ou qu'il ne doit pas être considéré comme incompatible avec cet autre traité, les dispositions de celui-ci l'emportent. »

[32] J. Mus, « Conflicts between Treaties in International Law », *NILR* (1998), p. 208 à 232, p. 231.

[33] CPJI 30 août 1924, arrêt (*Mavromatis Palestine Concessions*), *CPJI* (1924), série A No 2, p. 31.

[34] J. Mus (*op. cit.* note 32), p. 218 et 219.

[35] C'est la règle de conflit énoncée à l'art. 30(4) et (5) de la Convention de Vienne. Voir, *infra*, para. 26.

[36] Voir, *infra*, para. 32 à 35.

[37] Commission du droit international, 858e session, *Annuaire de la Commission du droit international* (1966), vol. II, p. 233.

[38] Art. 1(2) de la Convention de New York de 1956, Art. 11 de la Convention Obligations alimentaires de 1958 (reconnaissance et exécution), Art. 23 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (reconnaissance et exécution), Art. 19 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (loi applicable), Art. 25 de la Convention Notification, Art. 32 de la Convention Obtention des preuves, Art. 21 de la Convention Accès à la justice, Art. 57 de la Convention de Bruxelles de 1968, Art. 57 de la Convention de Lugano de 1988, Art. 82 de la Convention de Minsk de 1993, Art. 71 du Règlement (CE) Bruxelles I, Art. 29 de la Convention de Montevideo de 1989, Art. 49 du futur Règlement de Bruxelles relatif aux aliments, Art. 20 du Règlement (CE) Notification, Art. 21 du Règlement (CE) Obtention des preuves, Art. 20 de la Directive CE relative à l'accès à la justice, Art. 14 de la Convention de Panama de 1975, Art. 17 de la Convention Canada-France.

[39] Il s'agit de la Convention Canada-France. Nous ne pouvons toutefois prétendre avoir examiné tous les instruments bilatéraux concernant directement ou indirectement cette matière.

– United States Model Agreement for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations (hereinafter the U.S. Model Agreement);[28]

– agreements for the Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders (hereinafter REMO).[29]

4 Furthermore, a number of bilateral international judicial co-operation instruments that may encompass a mixture of rules concerning jurisdiction, applicable law, recognition and enforcement, service of documents, taking of evidence and legal assistance, could also be taken into consideration.[30]

5 It is important to note that the scope *ratione personae* of all the instruments listed may not always coincide as some can be limited to children or, when they embrace other forms of family maintenance, their scope can be limited by way of reservation. Finally, as these instruments are not all part of public international law, such as the European Regulations and the reciprocity schemes based on REMO, their co-ordination will have to take into account their different character.

6 The objective of this document is to examine the need for the inclusion in the new Hague regime of provisions to co-ordinate its relationship with other instruments.[31] This will be achieved by assessing the result of the relationship between the new Hague regime and the different instruments listed above in the absence of such a provision in the new Hague regime. This will be conducted using the rules of public international law in this respect.

7 In the absence of a co-ordinating provision in the new Hague regime, one will look for a similar clause in the other instrument in order to assess their co-ordination. In the absence of any clause in the two instruments, one could apply Article 30 of the *Vienna Convention on the Law of Treaties* (hereinafter the Vienna Convention) which deals with the application of successive treaties relating to the same subject matter. Alternatively, if both States Parties are not Parties to the Vienna Convention or if its application is inconclusive, one could try to interpret both instruments, especially the later one, in order to determine which one can be applied.[32] Treaty interpretation includes certain principles to determine priority such as the *lex specialis* rule according to which a specific set of rules has priority over a general set of rules as the former is supposed to be an elaboration of the more general rules.[33] The interpretation of the treaty could also be undertaken in accordance with Articles 31 and 32 of the Vienna Convention. In that respect, it will be possible to have recourse to the *travaux préparatoires*, the circumstances of the conclusion of the treaty or statements of the Parties that could indicate how the relationship between the instruments is to be resolved.[34] If the interpretation of the instrument is inconclusive for both States Parties, the *lex posterior* rule should be applied in the last resort.[35]

8 In conclusion, the analysis will show that the inclusion of provisions to co-ordinate the new Hague regime vis-à-vis existing and future instruments is highly advisable.[36]

I PRESENCE IN THE EARLIER INSTRUMENT OF A PROVISION TO CO-ORDINATE THE RELATIONSHIP WITH OTHER INSTRUMENTS

9 During the negotiations of the Vienna Convention, the International Law Commission proposed a definition of a conflict clause or what is also known as a provision to co-ordinate the relationship between different instruments. It is "a clause [in a treaty] intended to regulate the relation between the provisions of the treaty and those of another treaty or of any other treaty relating to the matters with which the treaty deals. Sometimes the clause concerns the relation of the treaty to a prior treaty, sometimes its relation to a future treaty and sometimes to any treaty past or future."[37] Most of the global and regional instruments listed in the introduction contain such a clause[38] with the exception of the Hague Civil Procedure Convention and the 1956 Hague Maintenance Convention on Applicable Law; only one of the bilateral instruments examined contains this clause.[39] However, it is important to note that in the case of the EC Regulations and the EC Access to Justice Directive, the provisions contained therein only address the issue of competence of the EC over the subject matter. In this respect, the EC instruments prevail over other provisions contained in instruments concluded by the EU Member States and allow the Member States to conclude between them enhanced agreements on the same matter as long as they are compatible with the EC instrument.

10 At least four elements will have to be taken into account to decide whether the new Hague regime will require the inclusion of a provision to co-ordinate its relationship with the provisions of prior instruments. First, it will be

[28] The U.S. Model Agreement contains rules on co-operation (Arts 3-5), recognition and enforcement (Art. 7), applicable law (Art. 8), legal assistance (Art. 6) and the establishment of parentage (Art. 5). See "Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 3 of April 2003, *supra* p. I-55 of this tome, Annex 4, for a copy of the U.S. Model Agreement.

[29] REMOs, which are reciprocity agreements, rest in great part on the application of domestic law in the States concerned. They may encompass a mixture of rules such as rules on co-operation, jurisdiction, applicable law, recognition and enforcement, modification of decisions and establishment of parentage. For additional information on REMOs, see Prel. Doc. No 3 of April 2003 (*ibid.*), at paras 115-118.

[30] Examples of such instruments are the bilateral Civil Procedure British Empire Treaties of the 1930s which include rules on the service of documents and the taking of evidence.

[31] Art. 30(2) of the *Vienna Convention of 23 May 1969 on the Law of Treaties*, (1969) 1155 *UNTS* 331, provides an example of such a provision: "When a treaty specifies that it is subject to, or that it is not to be considered as incompatible with, an earlier or later treaty, the provisions of that other treaty prevail."

[32] J. Mus, "Conflicts between Treaties in International Law", *NILR* (1998), pp. 208-232, at p. 231.

[33] PCIJ 30 August 1924, Judgment (*Mavromatis Palestine Concessions*), *PCIJ* (1924), Series A, No 2, at p. 31.

[34] J. Mus (*op. cit.* note 32), at pp. 218-219.

[35] This is the conflict rule found in Art. 30(4) and (5) of the Vienna Convention. See, *infra*, para. 26.

[36] See, *infra*, paras 32-35.

[37] International Law Commission, 858th Meeting, *ILC Yearbook* (1966), Vol. II, p. 214.

[38] Art. 1(2) of the 1956 New York Convention, Art. 11 of the 1958 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement, Art. 23 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement, Art. 19 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Applicable Law, Art. 25 of the Hague Service Convention, Art. 32 of the Hague Evidence Convention, Art. 21 of the Hague Access to Justice Convention, Art. 57 of the 1968 Brussels Convention, Art. 57 of the 1988 Lugano Convention, Art. 82 of the 1993 Minsk Convention, Art. 71 of the EC Brussels I Regulation, Art. 29 of the 1989 Montevideo Convention, Art. 49 of the future Brussels Regulation on Maintenance, Art. 20 of the EC Service Regulation, Art. 21 of the EC Evidence Regulation, Art. 20 of the EC Access to Justice Directive, Art. 14 of the 1975 Panama Convention, Art. 17 of the Canada-France Convention.

[39] The Canada-France Convention. However, we cannot pretend to have examined all the bilateral instruments that could directly or indirectly relate to this subject matter.

conflits possibles entre le nouveau régime de La Haye et les instruments existants. Il sera aussi nécessaire d'analyser si ces instruments antérieurs sont « sans préjudice des instruments futurs » (c.-à-d. le nouveau régime de La Haye). Si la coordination se limite à leurs rapports avec les instruments antérieurs, leurs rapports avec les futurs instruments pourraient être expressément réglés par le nouveau régime de La Haye. Deuxièmement, il y aura lieu de vérifier si ces instruments antérieurs ne couvrent que leurs rapports avec les instruments portant sur la même matière en soi ou s'ils couvrent les rapports avec les instruments renfermant des dispositions sur les mêmes matières[40]. Il s'agit d'un point important car très peu des instruments couverts dans cette analyse portent strictement sur la même matière. Si l'intention des futurs États contractants au nouveau régime de La Haye est d'utiliser au mieux d'autres règles pertinentes prévues dans d'autres instruments internationaux – ne portant pas strictement sur la même matière – en combinaison avec le nouvel instrument, il faudra traiter ce point spécifiquement. Ce qui nous amène au troisième point : il sera peut-être possible de concevoir des règles explicites qui orienteraient les personnes utilisant le nouveau régime de La Haye vers les règles disponibles les plus efficaces. Enfin, le quatrième point consistera à examiner si le nouveau régime de La Haye doit remplacer les Conventions plus anciennes entre les mêmes États contractants.

A *Coordination des rapports avec les instruments existants et / ou futurs – Identification de conflits potentiels*

11 Il semble qu'un seul conflit, produisant différents résultats, pourrait naître entre le nouveau régime de La Haye et les instruments existants. En ce qui concerne la reconnaissance des décisions, il faut souligner que le nouveau régime de La Haye comprendra une règle spéciale limitant les circonstances dans lesquelles le débiteur peut modifier une décision en matière d'aliments rendue dans un État contractant. L'article 14 de l'Esquisse d'un projet de Convention énonce la règle matérielle alors que l'article 18(f) protège la règle au stade de la reconnaissance en prévoyant un motif spécial de refus de la reconnaissance et de l'exécution d'une décision si celle-ci a été rendue en violation de l'article 14. Par conséquent, une personne ne peut avoir recours à d'autres dispositions relatives à la reconnaissance et à l'exécution au titre d'un autre instrument ou du droit interne que si ce recours est « sans préjudice de l'article 18(f) de la Convention »[41].

12 De plus, il appert que certains des plus anciens instruments contiennent uniquement des règles régissant leurs relations avec des instruments antérieurs. La Convention de Minsk de 1993 utilise les termes « traités internationaux dont les États contractants sont signataires »[42]. La Convention de New York de 1956 utilise une formulation moins claire : « toutes autres voies de droit existantes en droit interne ou en droit international »[43]. Cette clause pourrait être interprétée au sens des voies de droit existantes, soit à tout moment dans le temps ou au moment de l'adoption de la Convention. Enfin, les Conventions Obligations alimentaires de 1958 et 1973 (reconnaissance et exécution) utilisent l'expression « en vigueur entre les États contractants »[44]. Là encore, l'expression peut être interprétée comme en vigueur à tout moment dans le temps ou à la date de l'adoption de la Convention. Il semble que les rapports de ces instruments plus anciens avec un futur régime de La Haye pourraient être réglés expressément dans le nouveau régime de La Haye par une disposition dont la formulation pourrait être la suivante :

> La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels les États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention[45].

13 La plupart des autres instruments font référence aux instruments antérieurs et postérieurs en recourant à l'expression, assez similaire, suivante : « Conventions auxquels les États contractants sont ou seront Parties »[46]. À cet égard, le nouveau régime de La Haye devrait également prévoir une possibilité de coordination vis-à-vis de futurs instruments. Dans ce cas, l'exemple ci-dessus pourrait être modifié et formulé comme suit :

> La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels les États contractants sont, *ou seront*, Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

14 Il faut souligner que le nouveau régime de La Haye comprend déjà, dans l'article 43 de l'Esquisse d'un projet de Convention, une disposition relative aux accords complémentaires. Cette disposition, qui est formulée comme suit, pourrait être intégrée à la disposition précédente :

> « Tout État contractant peut conclure des accords avec un ou plusieurs États contractants afin d'améliorer l'application de la présente Convention entre eux à condition que de tels accords soient conformes à l'objet et au but de la présente Convention. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention. »[47]

---

[40] La question de la « même matière », qui constitue une des limites de la Convention de Vienne, fait l'objet d'une analyse plus approfondie, *infra*, para. 24.

[41] Un autre conflit, pouvant amener différents résultats, pourrait se produire relativement aux règles relatives à la loi applicable de la Convention de Montevideo de 1989. Ces règles de la Convention de Montevideo sont différentes des règles prévues aux Conventions de La Haye existantes et les règles du futur régime de La Haye risquent aussi d'être différentes des règles de Montevideo. La loi applicable désignée dans la Convention de Montevideo est celle que l'autorité compétente juge la plus favorable au créancier : soit la loi de l'État du domicile ou de la résidence habituelle du créancier, soit la loi de l'État du domicile ou de la résidence habituelle du débiteur. Comme les règles relatives à la loi applicable du nouveau régime de La Haye ont de fortes chances d'être optionnelles et que la Convention de Montevideo est un instrument régional, il n'est peut-être pas nécessaire de résoudre ce potentiel conflit. Il se peut que les Parties à la Convention de Montevideo veuillent profiter de l'application des règles optionnelles relatives à la loi applicable du nouveau régime de La Haye entre eux ou avec des tierces Parties. En revanche, si dans ce dernier cas ils veulent se réserver entre eux l'application des règles optionnelles de La Haye cela devra être réglé spécifiquement.

[42] Art. 82 de la Convention de Minsk de 1993.

[43] Art. 1(2) de la Convention de New York de 1956.

[44] Voir l'art. 11 de la Convention Obligations alimentaires de 1958 (reconnaissance et exécution) et l'art. 23 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (reconnaissance et exécution).

[45] Ce projet de disposition s'inspire des précédents des Conventions de La Haye suivants : art. 18 de la *Convention de La Haye du premier juin 1970 sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps*, art. 19 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (loi applicable), art. 20 de la *Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux,* art. 21 de la *Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages*, art. 22 de la *Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation*, art. 25 de la *Convention de La Haye du premier juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance,* art. 52 de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* et art. 49 de la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes.*

[46] Voir l'art. 19 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (loi applicable), l'art. 25 de la Convention Notification, l'art. 32 de la Convention Obtention des preuves, l'art. 21 de la Convention Accès à la justice, l'art. 57 de la Convention de Bruxelles de 1968 (telle que modifiée), l'art. 57 de la Convention de Lugano de 1988 (telle que modifiée), l'art. 71 du Règlement (CE) Bruxelles I, l'art. 30 de la Convention de Montevideo de 1989, l'art. 14 de la Convention de Panama de 1975 et l'art. 17 de la Convention Canada-France, ce dernier ne traitant que des futurs instruments.

[47] Ce projet de disposition s'inspire des précédents des Conventions de La Haye suivants : art. 52 de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* et art. 49 de la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes*.

important to identify possible conflicts between the new Hague regime and existing instruments. It will also be necessary to analyse whether existing instruments are "without prejudice to future instruments" (*i.e.*, the new Hague regime). If the co-ordination of their relationship is limited to past instruments, their relationship with future instruments could be addressed expressly in the new Hague regime. Secondly, it will be necessary to verify whether these prior instruments only address their relationship with instruments on the same subject matter per se or if they encompass relationships with instruments containing provisions regarding the same matters.[40] This is an important issue since very few of the instruments that are the subject of this analysis cover strictly in the general sense the same subject matter. If it is the intention of the future Contracting States to the new Hague regime to make the best use of other rules found in other international instruments – not strictly on the same subject matter – in combination with the new instrument, it will have to be addressed specifically. This brings us to the third element: It may be possible to devise some explicit rules that would point persons using the new Hague regime to the more effective rules available. Finally, the fourth element will consist of examining whether the new Hague regime should replace older Conventions between the same Contracting States.

A *Co-ordinating the relationship with existing and / or future instruments – Identification of possible conflicts*

11 It appears that only one conflict, leading to different results, could arise between the new Hague regime and the existing instruments. In relation to the recognition of decisions, it is to be noted that the new Hague regime will include a special rule limiting the circumstances in which a debtor may modify a maintenance decision made in a Contracting State. Article 14 of the Tentative Draft Convention stipulates the substantive rule whereas Article 18(f) safeguards the rule at the recognition stage by incorporating a special ground for refusing recognition and enforcement of a decision if the rule contained in Article 14 is violated. Therefore, if a person is to make use of other recognition and enforcement provisions under another instrument or domestic law it should be "without prejudice to Article 18(f) of the Convention".[41]

12 Furthermore, it appears that some of the older instruments only have rules governing their relationship with earlier instruments. The 1993 Minsk Convention uses the term "international agreements to which the Contracting States are parties".[42] The 1956 New York Convention is less clear when using the expression "any remedies available under municipal or international law".[43] This could be interpreted as being remedies available either at any moment in time or at the time the Convention was adopted. Finally, the 1958 and 1973 Hague Maintenance Conventions on Recognition and Enforcement make use of the expression "in force between the Contracting States".[44] Here again this could be interpreted as being in force either at any moment in time or at the time of the adoption of the Convention. It seems that the relationship of these older instruments with a future Hague regime could be addressed expressly in the new Hague regime by a provision that could read:

> This Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are Parties and which contains provisions on matters governed by this Convention.[45]

13 Most of the other instruments refer to earlier and later instruments by making use of a somewhat similar expression that reads "Conventions to which Contracting States are, or will become, Parties".[46] In this respect, the new Hague regime should also take into consideration the possibility of co-ordination vis-à-vis future instruments. In that case, the example provided above could be adjusted to read:

> This Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are, *or will become*, Parties and which contains provisions on matters governed by this Convention.

14 It is important to note that the new Hague regime already includes in Article 43 of the Tentative Draft Convention a provision with regard to supplementary agreements. This provision which reads as follows could be integrated with the previous provision:

> "Any Contracting State may enter into agreements with one or more other Contracting States with a view to improving the application of this Convention between or among themselves, provided that such agreements are consistent with the objects and purpose of this Convention. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention."[47]

[40] The issue of "same subject-matter", which constitutes one of the limits of the Vienna Convention, will be examined more closely, *infra*, para. 24.

[41] Another conflict, leading to different results, could appear in relation to the applicable law rules of the 1989 Montevideo Convention. These rules of the Montevideo Convention are different from the rules found in the existing Hague Conventions and the rules of the future Hague regime may also differ from the Montevideo rules. The applicable law designated under the Montevideo Convention is whichever is the law the competent authority finds the most favourable to the creditor: either the law of the State of domicile or habitual residence of the creditor or the law of the State of domicile or habitual residence of the debtor. As the applicable law rules of the new Hague regime will most likely be optional and the Montevideo Convention is a regional instrument, it may not be necessary to resolve this possible conflict. It may be that States Parties to the Montevideo Convention want to benefit from the application of the optional applicable law rules of the new Hague regime among themselves or with third parties. However, if in the latter case they want to reserve the application of the Hague optional rules between themselves this would need to be addressed specifically.

[42] Art. 82 of the 1993 Minsk Convention.

[43] Art. 1(2) of the 1956 New York Convention.

[44] Art. 11 of the 1958 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement [*translation by the United Nations*] and Art. 23 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement.

[45] This suggested draft provision is inspired by the following Hague Convention precedents: Art. 18 of the *Hague Convention of 1 June 1970 on the Recognition of Divorces and Legal Separations*, Art. 19 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Applicable Law, Art. 20 of the *Hague Convention of 14 March 1978 on the Law Applicable to Matrimonial Property Regimes*, Art. 21 of the *Hague Convention of 14 March 1978 on Celebration and Recognition of the Validity of Marriages*, Art. 22 of the *Hague Convention of 14 March 1978 on the Law Applicable to Agency*, Art. 25 of the *Hague Convention of 1 July 1985 on the Law Applicable to Trusts and on their Recognition*, Art. 52 of the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*, and Art. 49 of *Hague Convention of 13 January 2000 on the International Protection of Adults*.

[46] See Art. 19 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Applicable Law, Art. 25 of the Hague Service Convention, Art. 32 of the Hague Evidence Convention, Art. 21 of the Hague Access to Justice Convention, Art. 57 of the 1968 Brussels Convention (as amended), Art. 57 of the 1988 Lugano Convention (as amended), Art. 71 of the EC Brussels I Regulation, Art. 30 of the 1989 Montevideo Convention, Art. 14 of the 1975 Panama Convention and Art. 17 of the Canada-France Convention, this latter Convention only dealing with future instruments.

[47] This suggested draft provision is inspired by the following Hague Convention precedents: Art. 52 of the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*, and Art. 49 of the *Hague Convention of 13 January 2000 on the International Protection of Adults*.

B *Instruments portant sur la même matière ou contenant des dispositions sur les mêmes matières*

15 Il est intéressant de noter qu'*aucun* des instruments mondiaux ou régionaux listés en introduction ne fait référence à « d'autres traités portant sur la même matière » dans ses dispositions relatives à la coordination avec d'autres instruments, ce qui résout dans une large mesure le manque de clarté qui découle de l'emploi de cette expression à l'article 30 de la Convention de Vienne[48]. La coordination de ces instruments n'est pas limitée à ceux « portant sur la même matière » mais couvrira plutôt ceux qui contiennent des dispositions sur les mêmes matières. Même les instruments antérieurs adoptent cette approche flexible et font référence à des dispositions existant aussi bien en droit international qu'en droit interne. La Convention de New York de 1956 indique que « [l]es voies de droit prévues à la présente Convention complètent, sans les remplacer, toutes autres voies de droit existantes en droit interne ou en droit international »[49]. La Convention Obligations alimentaires de 1958 (reconnaissance et exécution) stipule à son tour qu'« [a]ucune disposition de la présente Convention ne peut faire obstacle au droit du créancier d'aliments d'invoquer toute autre disposition applicable à l'exécution des décisions en matière d'aliments soit en vertu de la loi interne du pays où siège l'autorité d'exécution, soit aux termes d'une autre Convention en vigueur entre les États contractants »[50]. Enfin, les instruments interaméricains font eux aussi référence aux dispositions d'instruments existants et futurs mais ils mentionnent en outre les pratiques plus favorables observées par les États en la matière. L'article 30 de la Convention de Montevideo de 1989 est rédigé ainsi : « La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions des Conventions qui auront été souscrites dans ce domaine ou qui seront souscrites à l'avenir, par la voie bilatérale ou multilatérale, par les États parties, ou aux pratiques plus favorables que ces États peuvent suivre en la matière. »[51] Cette dernière partie de la disposition fait peut-être référence au droit interne. Elle fait aussi référence à ce que l'on appelle la « règle de l'efficacité maximale »[52].

C *Règle de l'efficacité maximale*

16 Le résultat de cette analyse démontre que de nombreuses règles prévues dans le nouveau régime de La Haye peuvent s'appliquer sans préjudice d'autres règles prévues dans d'autres instruments. Il s'agit des règles relatives à la coopération[53], à la reconnaissance et à l'exécution[54], à l'assistance juridique[55], à l'établissement de la filiation[56], à l'obtention de preuves[57] et peut-être à la notification et à la signification des actes[58]. Toutefois, étant donné la complexité de ce domaine et compte tenu de tous les instruments multilatéraux, régionaux et bilatéraux, régimes de réciprocité et droits internes auxquels il est possible de recourir en matière de recouvrement des aliments, il peut être souhaitable d'indiquer expressément aux personnes utilisant le futur régime de La Haye qu'il est possible d'employer certaines de ces autres règles. Ceci sera certainement utile lors d'une période transitoire durant laquelle plusieurs instruments coexisteront. En revanche, avec le temps, le nouveau régime de La Haye offrant un cadre mondial au sein duquel des instruments régionaux et bilatéraux évolueront, une disposition visant à coordonner la « règle de l'efficacité maximale » devrait être utilisée moins fréquemment.

17 Le nouveau régime de La Haye mettant en place le cadre mondial relatif à la coopération administrative avec les règles les plus complètes et les plus modernes qui soient, il ne sera peut-être pas nécessaire de prévoir une disposition visant à coordonner la « règle de l'efficacité maximale » en matière de coopération administrative. Comme il est probable que les Autorités centrales désignées dans le cadre du nouveau régime de La Haye seront les mêmes que celles instituées au titre de la Convention de New York de 1956 et / ou de systèmes bilatéraux, leur coordination devrait être réglementée de façon autonome afin de guider de façon appropriée les personnes ayant recours à leurs services. Cependant, en ce qui a trait aux règles relatives à la reconnaissance, l'exécution et l'assistance juridique, lorsque ces règles sont également disponibles aux personnes, soit dans le cadre d'une demande par le biais de l'assistance d'Autorités centrales ou d'une demande directe à l'autorité compétente étrangère, il serait recommandé d'indiquer expressément la règle de l'efficacité maximale à cet égard. D'autre part, les règles du nouveau régime de La Haye relatives à la filiation, la preuve et la notification et la signification sont limitées aux demandes par le biais des Autorités centrales. Ces règles n'ont pas la prétention d'être complètes ou restrictives ou de remplacer les mécanismes existants lorsqu'ils sont en vigueur comme les Conventions Obtention des preuves et Notification ou d'autres instruments bilatéraux qui pourraient être utilisés dans le cadre de demandes directes[59]. Ainsi, il n'y aurait pas lieu de

[48] Voir, *infra*, para. 24. En sus de l'art. 30, les art. 41, 59 et 60 de la Convention de Vienne concernent l'application de traités successifs portant sur la même matière.

[49] À l'art. 1(2).

[50] À l'art. 11. La Convention Obligations alimentaires de 1973 (reconnaissance et exécution) contient une disposition similaire à l'art. 23. Toutefois, les Conventions de La Haye ont, à une époque, limité les références aux « matières réglées par la Convention » exclusivement aux autres Conventions en utilisant la formule suivante : « La présente Convention ne déroge pas aux Conventions auxquelles les États contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention. » Voir, par exemple, art. 19 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (loi applicable), art. 25 de la Convention Notification et art. 32 de la Convention Obtention des preuves pour une formulation similaire. On notera toutefois avec intérêt que l'art. 17 de la *Convention de La Haye du premier juin 1970 sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps* faisait référence aux « règles de droit » et non à la « loi interne ou à […] une autre Convention ». L'art. 21 de la Convention Accès à la justice faisait référence aux « lois d'un État contractant » et à une « convention » : « […] aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un État contractant ou conformément à toute autre convention à laquelle cet État est ou sera partie ». Une formulation similaire est employée dans les instruments régionaux. Voir, par exemple, l'art. 57 de la Convention de Bruxelles de 1968 qui stipule que « [l]a présente Convention ne déroge pas aux conventions auxquelles les États contractants sont ou seront parties et qui, dans des matières particulières, règlent la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions ». L'art. 57 de la Convention de Lugano de 1988 et l'art. 71 du Règlement (CE) Bruxelles I empruntent le même langage. L'art. 82 de la Convention de Minsk de 1993 emploie une formule très directe qui dispose que « [l]a présente Convention n'affecte pas les dispositions des autres traités internationaux dont les États contractants sont signataires ».

[51] On trouve une formulation similaire à l'art. 14 de la Convention de Panama de 1975 :

« La présente Convention ne restreint pas la portée des dispositions relatives aux commissions rogatoires sur l'obtention des preuves qui ont été souscrites ou qui seront souscrites à l'avenir par les États parties aux termes de traites bilatéraux ou multilatéraux, ni la portée de pratiques plus favorables que lesdits États auront pu observer en la matière.

Elles ne restreint pas non plus l'application des dispositions d'autres conventions en vigueur relatives à l'intervention des fonctionnaires consulaires dans l'obtention des preuves, ni l'observation des pratiques admises en la matière. » [*Traduction du Bureau Permanent.*]

[52] Sur la « règle de l'efficacité maximale », voir F. Majoros, *Les Conventions internationales en matière de droit privé – Abrégé théorique et traité pratique*, tome I, Paris, A. Pedone, 1976, 470 p., p. 253, 281, 291 et 371.

[53] Voir Doc. prél. No 16 (*op. cit.* note 5), chapitres II et III (c.-à-d. art. 4 à 13).

[54] *Ibid*., chapitres V et VI (c.-à-d. art. 15 à 31).

[55] *Ibid*., art. 13.

[56] *Ibid*., art. 6(2)(h).

[57] *Ibid*., art. 6(2)(g).

[58] *Ibid*., art. 6(2)(j).

[59] De plus, il est à noter que contrairement aux Conventions Obtention des preuves et Notification dont l'application est limitée aux affaires transfrontalières, les règles du nouveau régime de La Haye relatives à la filiation, la preuve et la signification et la notification auront une application domestique comme par exemple dans le cadre de l'obtention d'une décision en matière d'aliments lorsque l'Autorité centrale agit à titre de représentant du demandeur étranger.

B *Instruments on the same subject matter per se or containing provisions on the same matters*

15 It is interesting to note that *none* of the global or regional instruments listed in the introduction make reference to "other treaties relating to the same subject matter" in their provisions concerning co-ordination with other instruments, thus resolving to a large extent the lack of clarity resulting from the use of this expression in Article 30 of the Vienna Convention.[48] The co-ordination of these instruments is not limited to those "on the same subject matter" but rather to those that contain provisions on the same matters. Even the earlier instruments provide for this flexible approach and make reference to provisions available both under international and domestic law. The 1956 New York Convention states that "[t]he remedies provided for in this Convention are in addition to, and not in substitution for, any remedies available under municipal or international law".[49] The 1958 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement in turn stipulates that "[n]othing precludes the creditor to make use of another provision with regard to the recognition of a decision either under domestic law or under a Convention in force between the Contracting States".[50] Finally, the Inter-American instruments also make reference to provisions of existing and future instruments but, in addition, they mention the more favourable practices observed by States in this area. Article 30 of the 1989 Montevideo Convention reads: "This Convention shall limit neither the provisions of existing or future bilateral or multilateral conventions on this subject entered into by the States Parties, nor the more favourable practices that those States may observe in this area."[51] This latter part of the provision could be making reference to domestic law. It also makes reference to something known as the "most effective rule".[52]

C *Most effective rule co-ordination provision*

16 The result of this analysis demonstrates that a number of rules provided in the new Hague regime may be without prejudice to other rules provided for in other instruments. They will include rules on co-operation,[53] recognition and enforcement,[54] legal assistance,[55] establishment of parentage,[56] obtaining of evidence[57] and possibly service of documents.[58] However, in the light of the complexity of this area and taking into account all the multilateral, regional and bilateral instruments, reciprocity schemes and domestic laws to which it is possible to have recourse in relation to the recovery of maintenance, it may be advisable to indicate specifically to the persons using the future Hague regime that it is possible to make use of certain of these other rules. This will certainly be useful during an interim period when several instruments will have to continue to live together. However, over time, as the new Hague regime will provide a global framework within which regional and bilateral instruments will operate, a "most effective rule" co-ordination provision should be used less frequently.

17 As the new Hague regime will clearly set the global framework for administrative co-operation with the most comprehensive and modern rules, it may not be necessary to provide a "most effective rule" co-ordination provision in respect of administrative co-operation. As the Central Authorities designated under the new Hague regime are likely to be the same as the ones instituted under the 1956 New York Convention and / or under bilateral schemes, their co-ordination should be self-regulated in order to appropriately guide the persons having recourse to their services. However, in relation to the rules regarding recognition, enforcement and legal assistance, where these rules may be equally available to persons either by applications through the assistance of Central Authorities or through direct applications to the foreign competent authority, it may be advisable to expressly indicate what should be the most effective rule in that respect. On the other hand, rules available in the new Hague regime on parentage, evidence and service are limited to applications through Central Authorities. These rules are not meant to be comprehensive or limitative or to replace existing mechanisms where they are in force, such as the Hague Service and Evidence Conventions or other bilateral instruments which could be used in the course of direct applications.[59] Therefore, there would

[48] See, *infra*, para. 24. In addition to Art. 30, Arts 41, 59 and 60 of the Vienna Convention also concern the application of successive treaties relating to the same subject matter.

[49] At Art. 1(2).

[50] At Art. 11 [*translation by the United Nations*]. The 1973 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement provides similarly in Art. 23. However, during a certain period, the Hague Conventions limited the reference to "matters governed by the Convention" only to other Conventions by using the following formula: "The present Convention shall not derogate from Conventions containing provisions on the matters governed by this Convention to which the Contracting States are, or shall become, Parties." See, *e.g.*, Art. 19 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Applicable Law, Art. 25 of the Hague Service Convention, and Art. 32 of the Hague Evidence Convention for similar wording. However, it is interesting to note that Art. 17 of the *Hague Convention of 1 June 1970 on the Recognition of Divorces and Legal Separations* made reference to "rules of law" instead of "domestic law or […] a Convention". Under Art. 21 of the Hague Access to Justice Convention reference was made to "law of any Contracting State" and "convention": "[…] nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party". Similar wording is used in regional instruments. See, *e.g.*, Art. 57 of the 1968 Brussels Convention which stipulates that "[t]his Convention shall not affect any conventions to which the Contracting States are or will be parties and which, in relation to particular matters, govern jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments". Art. 57 of the 1988 Lugano Convention and Art. 71 of the EC Brussels I Regulation borrow the same language. Art. 82 of the 1993 Minsk Convention uses a very direct formula which provides that "[t]his Convention shall not affect the provisions of other international agreements to which the Contracting States are parties".

[51] Similar wording can be found in Art. 14 of the 1975 Panama Convention:
"This Convention shall not limit any provisions regarding letters rogatory for the taking of evidence abroad in bilateral or multilateral agreements that may have been signed or may be signed in the future by the States Parties or preclude the continuation of more favorable practices in this regard that may be followed by these States Parties.
This Convention shall not limit the application of any provisions on the taking of evidence by consuls that may be in force in other conventions or preclude the continuation of accepted practices in this regard."

[52] On "most effective rule", see F. Majoros, *Les Conventions internationales en matière de droit privé – Abrégé théorique et traité pratique*, Vol. I, Paris, A. Pedone, 1976, 470 p., at pp. 253, 281, 291 and 371.

[53] See Prel. Doc. No 16 (*op. cit.* note 5), Chapters II and III (*i.e.*, Arts 4-13).

[54] *Ibid*., Chapters V and VI (*i.e.*, Arts 15-31).

[55] *Ibid*., Art. 13.

[56] *Ibid*., Art. 6(2)(h).

[57] *Ibid*., Art. 6(2)(g).

[58] *Ibid*., Art. 6(2)(j).

[59] Furthermore, it is to be noted that contrary to the Hague Service and Evidence Conventions whose application is limited to cross-border matters, the rules of the new Hague regime on parentage, evidence and service will have a domestic application such as, for example, in relation to the establishment of a maintenance decision where the Central Authority acts as legal representative of the foreign applicant.

coordonner la règle de l'efficacité maximale portant sur ces matières[60]. En résumé, une disposition dans le nouveau régime de La Haye visant à coordonner la règle de l'efficacité maximale pourrait se lire :

> La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'un instrument international en vigueur entre l'État requérant et l'État requis ou d'une autre loi en vigueur dans l'État requis et qui prévoit :
>
> (a) des bases plus larges pour la reconnaissance des décisions en matière d'aliments, sans préjudice de l'article 18(f) de la Convention ;
>
> (b) des procédures simplifiées ou accélérées relatives à une demande de reconnaissance ou d'exécution de décisions en matière d'aliments ;
>
> [(c) une assistance juridique plus favorable][61, 62].

D *Remplacement d'instruments plus anciens*

18 Des Commissions spéciales de la Conférence de La Haye de droit international privé se sont réunies en novembre 1995 et en avril 1999 pour examiner le fonctionnement des quatre Conventions Obligations alimentaires et de la Convention de New York de 1956. La seconde de ces Commissions spéciales a été invitée à examiner « l'opportunité de reviser ces Conventions de La Haye et l'inclusion dans un nouvel instrument de dispositions sur la coopération judiciaire et administrative »[63]. La Commission spéciale d'avril 1999 a formulé la Recommandation suivante à l'unanimité :

> « La Commission spéciale sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York sur le recouvrement des aliments à l'étranger,
>
> – après avoir examiné le fonctionnement pratique de ces Conventions et tenu compte d'autres instruments et arrangements régionaux et bilatéraux,
>
> – constatant le besoin de moderniser et d'améliorer le système international de recouvrement des aliments pour enfants et pour d'autres personnes à charge,
>
> – recommande que la Conférence de La Haye entame des travaux en vue de l'établissement d'un nouvel instrument mondial.
>
> Ce nouvel instrument devrait
>
> – […]
>
> – être complet et s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes, en particulier des dispositions en matière de reconnaissance et d'exécution des obligations alimentaires,
>
> – prendre en considération les besoins futurs, les développements survenant dans les systèmes nationaux et internationaux de recouvrement d'obligations alimentaires […],
>
> – être structuré de manière à combiner l'efficacité maximale avec la flexibilité nécessaire pour assurer une large ratification. »[64]

19 Il ressort de cette Recommandation qu'il y a une intention de remplacer les Conventions Obligations alimentaires existantes. La situation était à peu près identique en 1973 lorsque les nouvelles Conventions Obligations alimentaires ont remplacé celles des années 50[65]. Cependant, l'extinction des Conventions Obligations alimentaires antérieures n'était pas implicite car il n'y avait pas totale identité des Parties aux différentes Conventions[66]. En outre, étant donné qu'une partie des États contractants aux Conventions Obligations alimentaires antérieures n'étaient intéressés par les nouvelles Conventions Obligations alimentaires que pour ce qui concerne les adultes, il était important de protéger l'application des Conventions antérieures et de coordonner leur application avec les nouvelles Conventions exclusivement pour ce qui concernait les adultes. Cela a donné lieu à la réserve relative au champ d'application *ratione personae* des nouvelles Conventions. Il était nécessaire d'exclure de leur application les enfants de moins de 21 ans et les obligations alimentaires vis-à-vis des collatéraux, l'âge de 21 ans étant l'âge limite d'une personne relevant du champ d'application des Conventions antérieures et les collatéraux étant exclus de leur champ d'application. Une coordination similaire pourrait être envisagée entre le nouveau régime de La Haye et les Conventions Obligations alimentaires existantes. La rédaction d'une telle disposition pourrait néanmoins s'avérer difficile car le champ d'application du nouveau régime de La Haye, qui peut faire l'objet d'une éventuelle réserve au titre de l'article 44 de l'Esquisse d'un projet de Convention[67], ne coïncide pas systématiquement avec le champ d'application des Conventions de La Haye antérieures. Ainsi, dans sa forme actuelle, le nouveau régime de La Haye s'appliquerait à un enfant de moins de 18 ans. Dans ce cas, un État qui serait également Partie aux Conventions des années 50 pourrait souhaiter continuer à les appliquer aux enfants âgés de 18 à 21 ans. De plus, sous le nouveau régime de La Haye, il serait possible de se réserver le droit de ne pas appliquer tout ou partie de la Convention[68] aux collatéraux ou alliés spécifiés, alors qu'en vertu des Conventions Obligations alimentaires existantes, les réserves afférentes à ces liens de parenté étaient spécifiques[69]. Il semble cependant, à ce stade des négociations de l'instrument, que le nouveau régime de La Haye soit compatible avec les Conventions Obligations alimentaires existantes car il intègre toutes les règles de ces instruments. Une disposition coordonnant les rapports entre le nouveau régime de La Haye et les anciennes Conventions Obligations alimentaires pourrait être formulée comme suit :

[60] Le Rapport explicatif pourrait clarifier ce point.
[61] La question de l'assistance juridique requiert d'autres discussions de la Commission spéciale.
[62] L'art. 11 de la Convention Obligations alimentaires de 1958 (reconnaissance et exécution), reproduit, *supra,* au para. 15, et l'art. 17 de la *Convention de La Haye du premier juin 1970 sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps* qui dispose que « [l]a présente Convention ne met pas obstacle dans un État contractant à l'application de règles de droit plus favorables à la reconnaissance des divorces et des séparations de corps acquis à l'étranger », ont servi d'exemple à cet égard. L'art. 27 de la Convention Obtention des preuves a également servi de précédent.
[63] Acte final de la Dix-huitième session, 19 octobre 1996, Partie B, Décision 7 *a*, *Actes et documents de la Dix-huitième session (1996)*, tome I, *Matières diverses*, p. 28 à 56, à la p. 46.
[64] « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234, aux p. 226 et 228, para. 46.
[65] Voir l'art. 29 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (reconnaissance et exécution) et l'art. 18 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (loi applicable).
[66] Sur la question de l'extinction d'un traité ou de la suspension de son application implicite du fait de la conclusion d'un traité postérieur, voir l'art. 59 de la Convention de Vienne.
[67] Il est à noter que le texte de l'art. 44, dans lequel figurent plusieurs crochets, requiert d'autres discussions de la Commission spéciale.
[68] C'est une des questions restant à débattre par la Commission spéciale.
[69] Il faut souligner qu'en vertu de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (reconnaissance et exécution), il est possible, aux termes de l'art. 26, « [de] se réserver le droit de ne pas reconnaître ni déclarer exécutoires […] (3) les décisions et les transactions ne prévoyant pas la prestation d'aliments par paiements périodiques ». Le nouveau régime de La Haye ne prévoit pas de telles réserves.

be no need to co-ordinate the most effective rule in relation to these matters.[60] In summary, a provision in the new Hague regime to co-ordinate the most effective rule could read:

> This Convention shall not prevent the application of an international instrument in force between the requesting State and the requested State or other law in force in the requested State that provides for –
>
> (a) broader bases for recognition of maintenance decisions, without prejudice to Article 18(f) of the convention;
>
> (b) simplified or more expeditious procedures on an application for recognition or enforcement of maintenance decisions;
>
> [(c) more beneficial legal assistance][61].[62]

D *Replacing older instruments*

18 Special Commissions of the Hague Conference on Private International Law were held in November 1995 and April 1999 to examine the operation of the four Hague Maintenance Conventions and of the 1956 New York Convention. The second of these Special Commissions was asked to examine "the desirability of revising those Hague Conventions, and the inclusion in a new instrument of rules on judicial and administrative co-operation".[63] The Special Commission of April 1999 reached the following unanimous Recommendation –

> "The Special Commission on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the New York Convention on the Recovery Abroad of Maintenance,
>
> – having examined the practical operation of these Conventions and having taken into account other regional and bilateral instruments and arrangements,
>
> – recognising the need to modernise and improve the international system for the recovery of maintenance for children and other dependent persons,
>
> – recommends that the Hague Conference should commence work on the elaboration of a new worldwide international instrument.
>
> The new instrument should:
>
> – […]
>
> – be comprehensive in nature, building upon the best features of the existing Conventions, including in particular those concerning the recognition and enforcement of maintenance obligations,
>
> – take account of future needs, the developments occurring in national and international systems of maintenance recovery […],
>
> – be structured to combine the maximum efficiency with the flexibility necessary to achieve widespread ratification."[64]

19 It appears from this Recommendation that there is an intention to replace the existing Hague Maintenance Conventions. This was somewhat the same situation in 1973 when the new Hague Maintenance Conventions replaced those of the 1950s.[65] However, the termination of the earlier Hague Maintenance Conventions could not be implied as there was no complete Party identity between the different Conventions.[66] Furthermore, as some of the Contracting States to the earlier Hague Maintenance Conventions were attracted to the new Hague Maintenance Conventions in relation to adults only, it was important to safeguard the application of the earlier Conventions and to co-ordinate their application with the new Conventions in relation to adults only. This gave rise to the reservation with regard to the scope *ratione personae* of the new Conventions. It was necessary to exclude from their application children below the age of 21 and maintenance obligations vis-à-vis collaterals, the former being the age limit of a person falling under the scope of the earlier Conventions and the latter being excluded from their scope of application. A similar co-ordination could be envisaged between the new Hague regime and the existing Hague Maintenance Conventions. However, drafting such a provision could prove to be difficult since the scope of application of the new Hague regime, which may be subject to a possible reservation under Article 44 of the Tentative Draft Convention,[67] may not always coincide with the scope of application of the older Hague Conventions. For instance, in its present form, the new Hague regime would apply to a child under the age of 18. In that case, a State also Party to the Conventions of the 1950s may want to continue to apply them to children between the ages of 18 and 21. Moreover, under the new Hague regime, it will be possible to reserve the right not to apply the Convention, or parts of it,[68] to any specified family relationships or relationships based on affinity where under the existing Maintenance Conventions the reservations in relation to these relationships were specific.[69] That being said, it appears that at this stage of the negotiations of the instrument the new Hague regime is compatible with the existing Hague Maintenance Conventions as it incorporates all the rules of these instruments. A provision co-ordinating the relationship between the new Hague regime and the old Hague Maintenance Conventions could read as follows:

[60] The Explanatory Report could clarify this point.
[61] The issue of legal assistance still requires discussion by the Special Commission.
[62] Art. 11 of the 1958 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement, reproduced, *supra*, at para. 15, and Art. 17 of the *Hague Convention of 1 June 1970 on the Recognition of Divorces and Legal Separations* which provides that "[t]his Convention shall not prevent the application in a Contracting State of rules of law more favourable to the recognition of foreign divorces and legal separations", served as examples in this respect. Art. 27 of the Hague Evidence Convention was also used as a precedent.
[63] Final Act of the Eighteenth Session, 19 October 1996, Part B, Decision 7 *a*, *Proceedings of the Eighteenth Session (1996)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 29-56, at p. 47.
[64] "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235, at pp. 227 and 229, para. 46.
[65] See Art. 29 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement, and Art. 18 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Applicable Law.
[66] On the issue of termination or suspension of the operation of a treaty implied by conclusion of a later treaty, see Art. 59 of the Vienna Convention.
[67] It is to be noted that the text of Art. 44, in which appear several square brackets, still requires discussion by the Special Commission.
[68] This is one of the issues that remain to be discussed by the Special Commission.
[69] It is important to note that under the 1973 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement, it is possible, under Art. 26, "[to] reserve the right not to recognise or enforce […] (3) a decision or settlement unless it provides for the periodical payment of maintenance". The new Hague regime does not include such a reservation.

Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* et la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention[70].

Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* et la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention[71].

II RÈGLES PAR DÉFAUT PRÉVUES PAR LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC EN L'ABSENCE DE DISPOSITION DE COORDINATION DANS LES INSTRUMENTS CONCERNÉS[72]

20 Comme il a été dit plus haut, certains instruments mondiaux tels que la Convention Obligations alimentaires de 1956 (loi applicable) ne contiennent aucune disposition coordonnant leurs rapports avec d'autres instruments. Ce pourrait être la même chose pour de nombreux accords bilatéraux comme l'Accord-type des États-Unis pour l'exécution des obligations alimentaires. Il n'est pas nécessaire de les examiner tous. Il suffirait d'un seul pour déclencher l'application des règles par défaut du droit international public concernant les rapports avec d'autres instruments[73] si le nouveau régime de La Haye ne comportait pas de clause à cet effet[74].

21 Cela étant, il semblerait, si les dispositions suggérées dans la partie I ci-dessus étaient incluses dans le nouveau régime de La Haye, que les instruments mentionnés au paragraphe précédent pourraient coexister sans difficulté. Toutefois, comme indiqué plus haut, l'objectif de cette étude est de souligner les conséquences possibles de l'absence dans le nouveau régime de La Haye d'une disposition visant à coordonner ses rapports avec d'autres instruments.

A *La Convention de Vienne sur le droit des traités – Règle par défaut de l'article 30 concernant les relations entre États parties aux deux traités en question*

22 Bien que la Convention de Vienne soit en vigueur dans plus de 100 États, 16 des États membres de la Conférence de La Haye n'y sont pas Parties[75]. Par conséquent, le recours que pourraient y faire les États contractants au nouveau régime de La Haye pourrait être limité[76].

23 Les règles concernant les relations entre les États parties à des traités successifs portant sur la même matière sont énoncées à l'article 30 de la Convention de Vienne. Il faut souligner que les règles de l'article 30 sont résiduelles, quoique non exprimées comme telles[77]. Elles s'appliquent à moins que les rapports avec d'autres traités ne soient réglés par le traité, par convention entre les Parties ou par une intention différente. Le principe de l'autonomie des parties est ainsi préservé[78]. Pour certains experts, ces règles ne sont pas une codification du droit coutumier[79]. D'autres pensent différemment[80]. Cependant, il est possible qu'elles ne soient pas une codification de la pratique des organisations internationales en matière d'élaboration de conventions[81]. Au vu de ces remarques préliminaires, il est clair qu'il sera préférable d'inclure autant que possible une disposition coordonnant les rapports entre les instruments[82].

1 *Traités « portant sur la même matière »*

24 Le sens de l'expression « portant sur la même matière », tel qu'elle figure à l'article 30, n'est pas clair[83]. Selon l'opinion dominante, elle devrait probablement être interprétée strictement, de sorte que l'article ne s'applique pas lorsqu'un traité général empiète indirectement sur le contenu d'une disposition particulière d'un traité antérieur[84]. L'expression a également été interprétée comme signifiant le « même degré de généralité »[85]. Par conséquent, si l'un des traités revêt un caractère spécial vis-à-vis de l'autre traité, la *lex specialis* devrait l'emporter, en application de la maxime *generalia specialibus non derogant*[86], à moins qu'il ne résulte implicitement ou explicitement du traité le plus récent que les États contractants ont

[70] Cette proposition de disposition s'inspire des précédents des Conventions de La Haye suivants : art. 22 de la Convention Notification, art. 29 de la Convention Obtention des preuves, art. 29 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (reconnaissance et exécution), art. 18 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (loi applicable), art. 22 de la *Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages,* art. 22 de la Convention Accès à la justice, art. 51 de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* et art. 48 de la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes.* Voir également l'art. 29 de la Convention de Montevideo de 1989 et l'art. 49 du futur Règlement de Bruxelles relatif aux aliments.

[71] *Id*. Cette proposition de disposition pour les Conventions Obligations alimentaires (loi applicable) est sans préjudice de la forme des règles sur la loi applicable (c.-à-d. chapitre optionnel ou Protocole séparé).

[72] Voir Doc. prél. No 24 de décembre 2003 (*op. cit.* note 1), para. 4 à 50, pour une analyse détaillée des règles par défaut prévues par le droit international public en l'absence de disposition de coordination dans les instruments concernés.

[73] Les règles du droit international public relatives aux rapports entre instruments se trouvent dans les « conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les États en litige », « la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit » et « les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées ». Voir l'art. 38 du Statut de la Cour internationale de Justice. Ces trois sources ont valeur égale ; il n'y a aucune hiérarchie entre elles. Voir P. Daillier, A. Pellet et Quoc Dinh, *Droit international public*, 7e éd., Paris, L.G.D.J., 1999, 1455 p., p. 267, No 171.

[74] J. Mus (*op. cit.* note 32), p. 211 et 212.

[75] Les 16 États membres suivants de la Conférence de La Haye ne sont pas Parties à la Convention de Vienne : Afrique du Sud, Brésil, République de Corée, États-Unis d'Amérique, France, Irlande, Islande, Israël, Jordanie, Malte, Monaco, Norvège, Roumanie, Sri Lanka, Turquie et Venezuela.

[76] En outre, il est intéressant de noter qu'en 1969, avec plus de 75 ans de pratique d'élaboration de conventions et 22 Conventions conclues, les Conventions de droit international privé n'étaient pas explicitement couvertes par les travaux préparatoires conduisant à la Convention de Vienne. Il est possible de ce fait que la Convention de Vienne ne reflète pas les pratiques de la Conférence de La Haye en matière d'élaboration de conventions. Voir Doc. prél. No 24 de décembre 2003 (*op. cit.* note 1), para. 36.

[77] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), p. 66 et 67 ; A. Aust, *Modern Treaty Law and Practice*, Cambridge University Press, 2000, 443 p., p. 174 et 181 ; J. Mus (*op. cit.* note 32), p. 213, note 25 ; E.W. Vierdag, « The Time of the 'Conclusion' of a Multilateral Treaty: Article 30 of the Vienna Convention on the Law of Treaties and Related Provisions », *BYIL* 59 (1988), p. 75 à 111.

[78] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), p. 7.

[79] M. Zuleeg, « Vertragskonkurrenz im Völkerrecht, Teil I: Verträge zwischen souveränen Staaten », *German Yearbook of International Law* (*GYIL*) 20 (1977), p. 246 à 276.

[80] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), p. 8 à 21.

[81] L'art. 5 de la Convention de Vienne prévoit « [qu'elle] s'applique à tout traité qui est l'acte constitutif d'une organisation internationale et à tout traité adopté au sein d'une organisation internationale, sous réserve de toute règle pertinente de l'organisation ».

[82] A. Aust (*op. cit.* note 77), p. 181.

[83] Elle s'applique à l'art. 30(2) à (5).

[84] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), p. 68 ; A. Aust (*op. cit.* note 77), p. 183 ; E. Vierdag (*id.*), p. 90 à 111. À titre d'exemple, un traité général sur l'exécution de jugements n'affecterait pas l'application d'une disposition spécifique concernant l'exécution de jugements contenue dans un traité antérieur concernant la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, voir A. Aust (*id.*), p. 183.

[85] P. Daillier, A. Pellet et Quoc Dinh (*op. cit.* note 73), p. 266, No 172.

[86] C'est-à-dire que les dispositions générales ne dérogent pas aux dispositions spéciales.

Coordination avec d'autres instruments

In relations between the Contracting States, this Convention replaces the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* and the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.[70]

In relations between the Contracting States, this Convention replaces the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* and the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.[71]

II DEFAULT RULES PROVIDED BY PUBLIC INTERNATIONAL LAW IN THE ABSENCE OF A CO-ORDINATING PROVISION IN THE INSTRUMENTS CONCERNED[72]

20 As indicated earlier, some global instruments such as the 1956 Hague Maintenance Convention on Applicable Law do not contain any provisions co-ordinating their relationship with other instruments. It could be the same for many bilateral agreements such as the U.S. Model Agreement for the Enforcement of Maintenance (Support) Obligations. One does not need to examine them all. It would take only one to trigger the application of the default rules of public international law regarding the relationship with other instruments[73] if the new Hague regime was not to include a clause to this effect.[74]

21 That being said, it would appear that if the provisions suggested under Part I above were included in the new Hague regime the instruments mentioned in the preceding paragraph could coexist without any difficulty. However, as mentioned before, the objective of this study is to highlight possible consequences of not including in the new Hague regime any provision to co-ordinate its relationship with other instruments.

A *The Vienna Convention on the Law of Treaties – Default rule in Article 30 concerning the relations between States Parties to both treaties in question*

22 Even though the Vienna Convention is in force for more than 100 States, 16 of the Member States of the Hague Conference are not Parties to it.[75] Therefore, recourse to it by Contracting States to the new Hague regime could be limited.[76]

23 The rules concerning the relations between States Parties to successive treaties relating to the same subject matter are found in Article 30 of the Vienna Convention. It is important to note that the rules in Article 30 are residual, though not expressed as such.[77] They will operate unless the relationship with other treaties is provided otherwise by the treaty, by the Parties by agreement, or by a different intention. Thus, the principle of party autonomy is preserved.[78] Some experts are of the view that these rules are not a codification of customary law.[79] Other experts have a different view.[80] However, it may not be a codification of the practice of international organisations regarding their development of conventions.[81] In the light of these preliminary comments, it is clear that it will be preferable to include a provision to co-ordinate the relationship between instruments whenever possible.[82]

1 *Treaties "relating to the same subject-matter"*

24 The meaning of the expression "relating to the same subject-matter", as it is found in Article 30, is not clear.[83] According to the prevailing opinion, it should probably be construed strictly, so that the Article would not apply when a general treaty impinges indirectly on the content of a particular provision of an earlier treaty.[84] The expression has also been interpreted as meaning the "same degree of generality".[85] Therefore, if one of the treaties has a special character vis-à-vis the other treaty, the *lex specialis* should prevail, in application of the maxim *generalia specialibus non derogant*,[86] unless it results implicitly or expressly from the later treaty that the Contracting States have decid-

[70] This suggested draft provision is inspired by the following Hague Convention precedents: Art. 22 of the Hague Service Convention, Art. 29 of the Hague Evidence Convention, Art. 29 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Recognition and Enforcement, Art. 18 of the 1973 Hague Maintenance Convention on Applicable Law, Art. 22 of the *Hague Convention of 14 March 1978 on Celebration and Recognition of the Validity of Marriages*, Art. 22 of the Hague Access to Justice Convention, Art. 51 of the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*, and Art. 48 of *Hague Convention of 13 January 2000 on the International Protection of Adults*. See also Art. 29 of the 1989 Montevideo Convention and Art. 49 of the future Brussels Regulation on Maintenance.

[71] *Id.* This draft proposal for the Hague Maintenance Conventions on Applicable Law is without prejudice to the form of the rules on applicable law (*i.e.*, optional chapter or separate Protocol).

[72] See Prel. Doc. No 24 of December 2003 (*op. cit.* note 1), paras 4-50, for a detailed analysis of the default rules provided by public international law in the absence of a co-ordinating provision in the instruments concerned.

[73] The rules of public international law regarding the relationship between instruments are found in "international conventions, whether general or particular, establishing rules expressly recognized by the contesting states", "international custom, as evidence of a general practice accepted as law", and "the general principles of law recognized by civilized nations". See Art. 38 of the Statute of the International Court of Justice. All three sources are of equal value; there exists no hierarchy between them. See P. Daillier, A. Pellet and Quoc Dinh, *Droit international public*, 7th ed., Paris, L.G.D.J., 1999, 1455 p., at p. 267, No 171.

[74] J. Mus (*op. cit.* note 32), at pp. 211-212.

[75] The following 16 Member States of the Hague Conference are not Parties to the Vienna Convention: Brazil, France, Iceland, Ireland, Israel, Jordan, Republic of Korea, Malta, Monaco, Norway, Romania, South Africa, Sri Lanka, Turkey, United States of America and Venezuela.

[76] Furthermore, it is interesting to note that in 1969, with more than 75 years of convention-making practice and 22 Conventions concluded, private international law Conventions were not explicitly covered by the preparatory work leading to the Vienna Convention. Thus, the Vienna Convention may not reflect Hague Conference convention-making practice. See Prel. Doc. No 24 of December 2003 (*op. cit.* note 1), para. 36.

[77] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), at pp. 66-67; A. Aust, *Modern Treaty Law and Practice*, Cambridge University Press, 2000, 443 p., at pp. 174 and 181; J. Mus (*op. cit.* note 32), at p. 213, note 25; E.W. Vierdag, "The Time of the 'Conclusion' of a Multilateral Treaty: Article 30 of the Vienna Convention on the Law of Treaties and Related Provisions", *BYIL* 59 (1988), at pp. 75-111.

[78] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), at p. 7.

[79] M. Zuleeg, "Vertragskonkurrenz im Völkerrecht, Teil I: Verträge zwischen souveränen Staaten", *German Yearbook of International Law* (*GYIL*) 20 (1977) at pp. 246-276.

[80] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), at pp. 8-21.

[81] Art. 5 of the Vienna Convention provides that "[it] applies to any treaty which is the constituent instrument of an international organization and to any treaty adopted within an international organization without prejudice to any relevant rules of the organization".

[82] A. Aust (*op. cit.* note 77), at p. 181.

[83] It applies to Art. 30(2)-(5).

[84] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), at p. 68; A. Aust (*op. cit.* note 77), at p. 183; E. Vierdag (*id.*), at pp. 90-111. For example, a general treaty on the enforcement of judgments would not affect the application of a specific provision concerning the enforcement of judgments contained in an earlier treaty concerning third-party liability in the field of nuclear energy, see A. Aust (*id.*), at p. 183.

[85] P. Daillier, A. Pellet and Quoc Dinh (*op. cit.* note 73), at p. 266, No 172.

[86] *I.e.*, general provisions would not create an exception to the specialised provisions.

décidé de retenir la solution inverse[87]. Les choses peuvent se compliquer et produire des résultats imprévisibles lorsqu'on définit la « généralité » et la « spécificité » si deux traités spécifiques se superposent en partie[88].

2 *Compatibilité du traité antérieur avec le traité postérieur*

25 Si deux traités en question portent sur la même matière et entrent ainsi dans le champ d'application de l'article 30, la question qu'il faut examiner ensuite est de savoir si leurs dispositions sont « compatibles » en vertu de l'article 30(2) et (3). Pour répondre à cette question, il faut comparer, entre les traités en question, le résultat de l'application de dispositions particulières à un cas spécifique. Il n'y a aucune incompatibilité lorsque l'application à une certaine situation de deux traités ou plus produirait le même résultat[89] ou une simple différence[90]. Ils seraient incompatibles si les résultats étaient contradictoires[91]. L'incompatibilité pourrait résulter du fait qu'il n'est pas possible dans un cas particulier d'établir un lien de filiation en application du nouveau régime de La Haye alors qu'il serait possible de le faire en vertu d'un instrument bilatéral ou régional. Si aucun des instruments concernés n'est plus spécifique que l'autre, le traité le plus récent l'emportera en cas d'incompatibilité des dispositions particulières[92]. Toutefois, l'interprétation des traités pourrait inverser ce résultat si l'on peut conclure que les Parties au traité postérieur (soit le nouveau régime de La Haye) ne souhaitaient pas qu'il l'emporte étant donné que le traité antérieur se fondait, par exemple, sur des liens régionaux ou prévoyait une intégration accrue.

3 *Règle* lex posterior *comme règle par défaut pour les autres cas d'incompatibilité*

26 En ce qui concerne la situation décrite au paragraphe précédent pour les traités incompatibles, à moins que l'interprétation des traités ne conduise à l'extinction du traité antérieur ou à la conclusion que les Parties au traité antérieur voulaient qu'il l'emporte, le traité postérieur l'emporterait en application de la règle *lex posterior*. Cette règle est intégrée au paragraphe 3 de l'article 30, qui concerne la situation d'une parfaite identité des Parties, et au paragraphe 4(a), qui concerne les hypothèses dans lesquelles les Parties aux traités antérieurs ne sont pas toutes Parties au traité postérieur. L'article 30(4)(b) règle une question évidente : les États qui ne sont pas Parties à tous les traités en question ne sont pas affectés par un traité auquel ils ne sont pas Parties[93].

B *Droit coutumier international*

27 Il pourrait être fait recours au droit coutumier international parce que certains États contractants ne sont pas Parties à la Convention de Vienne, les traités en question ne portent pas sur la même matière ou de nombreux instruments en question sont antérieurs à la Convention de Vienne[94].

28 Dans le droit coutumier international, le fait qu'un traité soit en violation d'un traité antérieur n'entraîne pas la nullité du traité le plus récent. Dans ce cas, il faudra décider du traité qui s'appliquera à une question particulière. Lorsque toutes les Parties aux traités successifs sont identiques, on peut supposer que leur intention est de donner la priorité à l'instrument le plus spécifique (soit la règle d'interprétation *lex specialis*)[95]. Dans la même situation, mais lorsqu'aucun des instruments n'est plus spécifique, le traité le plus récent est appliqué en cas d'incompatibilité (soit la règle de conflit *lex posterior*). Cette règle de conflit n'est censée s'appliquer qu'en dernier ressort, lorsque l'interprétation des traités n'a pas permis de déterminer la priorité[96]. Il semble que la règle *lex specialis* s'appliquerait, lorsque les Parties au traité antérieur ne sont pas toutes Parties au traité plus récent ou lorsqu'il n'y a pas identité de toutes les Parties aux deux instruments. « Cependant, lorsqu'aucun des traités en cause n'est plus spécifique, à un niveau abstrait et général, ni la primauté de la *lex prior*, ni celle de la *lex posterior* n'ont été généralement acceptées à titre de règle par défaut non écrite de droit international public. »[97] Dans ce cas, l'inclusion d'une disposition de coordination des rapports entre les instruments serait fortement recommandée.

C *Principes généraux du droit international public*

29 « Les principes matérialisés par la Convention de Vienne discutés dans les paragraphes concernant le droit international coutumier sont considérés par d'autres comme faisant partie des principes généralement admis de droit international public : les principes de *pacta sunt servanda* [et] *lex specialis derogat legi generali* […]. Cependant, si l'étiquette qui leur est affectée par certains auteurs – 'principes généraux' ou 'droit coutumier international' – peut varier, ce n'est pas le cas de la teneur. […] »[98]

D *Comment le droit communautaire européen s'insère-t-il dans les règles décrites ?*

30 Selon les spécialistes du droit international public, la législation secondaire de la Communauté européenne (c.-à-d. les directives et règlements) se présente comme un type de « droit interne » par opposition au droit des traités internationaux[99] parce qu'elle crée des règles harmonisées s'appliquant à un sous-groupe d'États parties à un traité global qui remplacent les lois nationales de ces États. Si la Cour de justice européenne réaffirme clairement le caractère « par-

[87] P. Daillier, A. Pellet et Quoc Dinh (*loc. cit.* note 85).
[88] Par exemple, entre le nouveau régime de La Haye et un accord bilatéral sur les obligations alimentaires incluant exactement le même type de règles, lequel sera le plus spécifique ? L'accord bilatéral parce qu'il est spécifique aux deux États ou le nouveau régime de La Haye parce que les règles qu'il contient sont plus précises ?
[89] P. Volken, « Conflicts between Private International Law Treaties », *in* W.P. Heere (dir.), *International Law and The Hague's 750th Anniversary*, La Haye, T.M.C. Asser, 1999, 466 p., p. 149 à 158, aux p. 152 et 155.
[90] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), p. 97.
[91] P. Volken (*op. cit.* note 89), p. 155.
[92] C'est la date d'adoption du texte qui sera retenue pour déterminer lequel des deux instruments est « antérieur » et lequel est « postérieur » et la règle s'appliquera si les instruments sont en vigueur. A. Aust (*op. cit.* note 77), p. 182 et 183 ; E. Vierdag (*id.*), p. 93.
[93] L'art. 30(5) dispose que le paragraphe 4 s'applique « sans préjudice de l'art. 41 ». L'art. 43 de l'Esquisse d'un projet de Convention est un exemple de ce type de disposition qui tombe sous le couvert de l'art. 41 de la Convention de Vienne. Il n'autorise la modification du régime de La Haye qu'entre des États contractants spécifiques. Certains pourraient être tentés de décrire le nouveau régime de La Haye comme la conclusion d'un accord modifiant des traités antérieurs conformément à l'art. 41 de la Convention de Vienne (il faut souligner que l'art. 41 ne couvre pas les traités bilatéraux ; il se limite expressément aux traités multilatéraux). Ce ne serait pas le cas puisque la conclusion du nouveau régime de La Haye ne se limite pas à certains États ; plus de 100 États ont été invités à participer à l'élaboration du nouveau régime de La Haye. De plus, le nouveau régime de La Haye sera très probablement ouvert à la signature et à l'adhésion de tous les États, contrairement aux accords conclus en vertu de l'art. 41 qui sont fermés à d'autres États. Cette question reste à débattre par la Commission spéciale.

[94] Il faut souligner à cet égard que la Convention de Vienne n'a pas d'effet rétroactif.
[95] Arrêt, *Mavromatis Palestine Concessions* (*op. cit.* note 33), p. 31.
[96] J. Mus (*op. cit.* note 32), p. 219.
[97] Voir Doc. prél. No 24 de décembre 2003 (*op. cit.* note 1), para. 44. En pratique, les États concluent souvent des instruments contenant des dispositions portant sur des matières réglées par d'autres traités. La règle *pacta sunt servanda* (art. 26 de la Convention de Vienne) conduirait à l'application de l'instrument auquel les deux États sont Parties dans leurs relations mutuelles, que l'un des deux ait ou non conclu avec d'autres États des obligations qui pourraient être incompatibles.
[98] *Ibid*., para. 49.
[99] P. Daillier, A. Pellet et Quoc Dinh (*op. cit.* note 73), p. 277, No 176; et p. 281, No 181.

ed to retain the reverse solution.[87] Things could become more difficult and lead to unpredictable results when defining "generality" and "specificity" where two specific treaties overlap in part.[88]

2 *Compatibility of the earlier treaty with the later one*

25 If two treaties in question relate to the same subject matter, thus falling under the scope of Article 30, the next question to be examined is whether their provisions are "compatible" in accordance with Article 30(2) and (3). To answer this question, it is necessary to compare between the treaties in question the result of application of individual provisions in a particular case. There will be no incompatibility where the application to a certain situation of two or more treaties would lead to the same result[89] or a mere difference.[90] They would be incompatible if the results were contradictory.[91] Incompatibility could also result from the fact that in a particular situation it is not possible to establish parentage when applying the rules of the new Hague regime where it would be possible under a bilateral or regional instrument. If none of the instruments concerned is more specific than the other, the more recent treaty will prevail in case of incompatibility of individual provisions.[92] However, treaty interpretation could reverse this result if it can be concluded that the Parties to the later treaty (*i.e.*, the new Hague regime) did not want it to prevail since the earlier treaty was based for example on special regional ties or provided for more integration.

3 Lex posterior *rule as default rule for remaining cases of incompatibility*

26 With regard to the situation described in the preceding paragraph in relation to incompatible treaties, unless treaty interpretation would lead to the termination of the earlier treaty or to the conclusion that the Parties to the earlier treaty wanted it to prevail, the later treaty would prevail in accordance with the *lex posterior* rule. This rule is incorporated in both paragraph 3 of Article 30, which concerns the situation of full Party identity, and sub-paragraph 4(a), which concerns cases where not all Parties to the earlier treaties are Parties to the later one. Article 30(4)(b) provides for the obvious; States that are not Party to all of the treaties in question remain unaffected by a treaty to which they are not a Party.[93]

B *International customary law*

27 Recourse could be made to international customary law because some Contracting States are not Party to the Vienna Convention, the treaties in question do not relate to the same subject matter or many of the instruments at issue predate the Vienna Convention.[94]

28 Under international customary law, where a more recent treaty is in breach of an earlier one, it does not make the more recent treaty invalid. In that case, it will have to be decided which treaty to apply to a particular issue. Where all Parties to successive treaties are identical, it may be assumed that their intention is to give precedence to the more specific instrument (*i.e.*, the *lex specialis* interpretation principle).[95] In the same situation, but where none of the instruments is more specific, the latest treaty is to be applied in case of incompatibility (*i.e.*, the *lex posterior* conflict rule). This conflict rule is only meant as a last resort when treaty interpretation has failed to determine priority.[96] It appears that the *lex specialis* rule would apply where not all Parties to the earlier treaty are Parties to the later one or where there is no identity of all the Parties to both instruments. "However, where none of the treaties in question is more specific, at an abstract and general level, neither precedence of the *lex prior* nor of the *lex posterior* have been generally accepted as default rules of unwritten public international law."[97] In that case, the inclusion of a provision to co-ordinate the relationship between the instruments would be highly recommended.

C *General principles of public international law*

29 "The principles embodied in the Vienna Convention that were discussed in the paragraphs on customary international law are considered by others to form part of the generally accepted principles of public international law: the principles of *pacta sunt servanda* [and] *lex specialis derogat legi generali* […]. However, while the label attributed to them by some authors – 'general principles' or 'customary international law' – may be different, the content is not. […]"[98]

D *How does European Community law fit into the rules described?*

30 Public international law specialists are of the view that secondary legislation of the European Community (*i.e.*, directives and regulations) appears as a type of "internal law" as opposed to international treaty law[99] because it creates harmonised rules applying to a sub-group of States Parties to a global treaty that replace those States' national laws. While the European Court of Justice strongly reaf-

[87] P. Daillier, A. Pellet and Quoc Dinh (*loc. cit.* note 85).
[88] For example, which of the new Hague regime and a maintenance bilateral agreement including exactly the same type of rules will be more specific? Will it be the bilateral agreement because it is specific to two States or will it be the new Hague regime because the rules therein are more elaborate?
[89] P. Volken, "Conflicts between Private International Law Treaties", in W.P. Heere (ed.), *International Law and The Hague's 750th Anniversary*, The Hague, T.M.C. Asser, 1999, 466 p., pp. 149-158, at pp. 152 and 155.
[90] I. Sinclair (*op. cit.* note 3), at p. 97.
[91] P. Volken (*op. cit.* note 89), at p. 155.
[92] It is the date of adoption of the text that will be retained in order to determine which instrument is the "earlier" and the "later" and the rule will apply if the instruments are in force. A. Aust (*op. cit.* note 77), at pp. 182-183; E. Vierdag (*id.*), at p. 93.
[93] Art. 30(5) provides that paragraph 4 applies "without prejudice to article 41". Art. 43 of the Tentative Draft Convention is an example of a provision falling under the scope of Art. 41 of the Vienna Convention. Art. 43 allows the modification of the Hague regime by agreement concluded between specific Contracting States only. Some may be tempted to describe the new Hague regime as the conclusion of an agreement modifying earlier treaties in accordance with Art. 41 of the Vienna Convention (it is important to note that Art. 41 does not cover bilateral treaties; it is specifically limited to multilateral treaties). This would not be the case since the conclusion of the new Hague regime is not limited to certain States; more than 100 States have been invited to participate in the development of the new Hague regime. Furthermore, the new Hague regime will most probably be open for signature and accession by all States, contrary to agreements concluded in accordance with Art. 41 that are closed to other States. This last issue remains to be discussed by the Special Commission.
[94] It is important to note in that respect that the Vienna Convention does not have retroactive effect.
[95] Judgment, *Mavromatis Palestine Concessions* (*op. cit.* note 33), at p. 31.
[96] J. Mus (*op. cit.* note 32), at p. 219.
[97] See Prel. Doc. No 24 of December 2003 (*op. cit.* note 1), at para. 44. In practice, States often conclude instruments containing provisions on matters governed by other treaties. The rule of *pacta sunt servanda* (Art. 26 of the Vienna Convention) would lead to the application of the instrument to which both States are Party in their mutual relationship notwithstanding whether one of them has concluded obligations with other States that could be incompatible.
[98] *Ibid.*, at para. 49.
[99] P. Daillier, A. Pellet and Quoc Dinh (*op. cit.* note 73), at p. 277, No 176; and at p. 281, No 181.

ticulier » du droit communautaire, elle respecte aussi, dans les relations avec les États tiers, la primauté du droit international vis-à-vis de son régime communautaire « interne ». Par conséquent, sauf disposition contraire explicite dans le traité international, ce dernier prévaut sur le droit communautaire secondaire, que le traité soit plus ancien[100] ou plus récent[101] que le droit communautaire en question.

31 Cela étant, maintenant que la Communauté européenne a ou aura bientôt compétence concernant la plupart des règles du nouveau régime de La Haye[102], avec peut-être l'exception de l'établissement de la filiation, elle pourrait adhérer au nouveau régime de La Haye. Il semblerait que les esquisses de dispositions proposées dans la partie I ci-dessus seraient appropriées pour coordonner le nouveau régime de La Haye avec la législation communautaire européenne – une clause de déconnexion ne serait pas nécessaire[103] – pour autant que le terme « loi » couvre ce type de législation, comme il est envisagé dans l'ébauche de disposition proposée au paragraphe 17 ci-dessus. En outre, l'ajout, à l'article 43 de l'Esquisse d'un projet de Convention[104], ou à un article à cette fin, d'une disposition formulée comme suit pourrait être suffisante :

> Le paragraphe précédent s'applique également aux mécanismes de réciprocité, aux normes régionales ou aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux[105].

CONCLUSION

32 Il ressort clairement de l'analyse qui précède que l'inclusion de dispositions visant à coordonner le nouveau régime de La Haye vis-à-vis d'instruments existants ou futurs est fortement recommandée. Elle pourrait résoudre la situation dans laquelle des instruments antérieurs ne contiennent pas de telles dispositions, ce qui garantirait leur coexistence avec le nouveau régime de La Haye. Elle permettrait en outre la coordination des instruments non pas en termes généraux, mais au niveau plus spécifique de la règle. Ainsi, la coordination pourrait orienter les personnes utilisant les instruments vers l'application de la règle de l'efficacité maximale. De plus, les dispositions visant à coordonner les rapports entre le nouveau régime de La Haye et d'autres instruments existants et futurs pourraient résoudre les conflits potentiels. Enfin, ces dispositions pourraient régler la question du remplacement des anciennes Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires.

33 L'importance de l'inclusion, dans le nouveau régime de La Haye, de clauses de coordination avec d'autres instruments procède aussi du fait que les règles par défaut du droit international public relatives aux rapports entre instruments sont loin d'être satisfaisantes en ce qui concerne le nouveau régime de La Haye. Premièrement, il est possible que la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ne soit pas applicable pour différentes raisons. Près de la moitié des États membres des Nations Unies n'y sont pas Parties. En outre, de nombreux instruments pouvant avoir des liens directs ou indirects avec le nouveau régime de La Haye sont antérieurs à la Convention de Vienne. Par ailleurs, nombre de ces instruments n'entreraient pas dans le champ d'application de la Convention parce que ce ne sont pas intrinsèquement des normes de droit international public, et / ou dans le champ d'application de l'article 30 de cette Convention parce qu'ils ne concernent pas « la même matière ». Deuxièmement, lorsqu'elles sont applicables, les règles de la Convention de Vienne pourraient produire des résultats inattendus et non désirés lorsqu'on applique le test de « compatibilité », la règle d'interprétation *lex specialis* et la règle de conflit *lex posterior*. Enfin, il en va de même en ce qui concerne l'application des règles par défaut du droit coutumier international et des principes généraux du droit international public.

34 Partant de cette analyse et des ébauches de dispositions suggérées dans la partie I ci-dessus, il serait judicieux d'inclure dans le nouveau régime de La Haye un ensemble de dispositions, toutes inspirées des précédents des Conventions de La Haye, dans l'esprit suivant :

Article A Coordination avec les Conventions Obligations alimentaires antérieures

1 Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* et la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention.

2 Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* et la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention.

---

[100] *Ibid*., p. 283 et 284, No 181, mentionnant que ceci se traduit également dans la pratique diplomatique des Communautés européennes, par exemple dans la déclaration jointe au Protocole de Varsovie de 1982 à la Convention de Gdansk de 1973 sur la pêche en Mer Baltique, *JO* CE No L 237 du 26 août 1983, p. 12. Voir également CEJ, 12 décembre 1972, Aff. 21-24/72 (jointes), *International Fruit Cy*, *Rec.* 1972, p. 1219 (No 11); CEJ, 10 septembre 1996, Aff. 61/94, *Commission c. Allemagne*, *Rec.* 1996-I, p. 3989 (Nos 39, 44, 45, 52); CEJ 16 juin 1998, Aff. 162/96, *A. Racke GmbH & Co c. Hauptzollamt Mainz*, *Rec.* 1998-I, p. 3655 (Nos 5, 7, 8, 29 et ss).

[101] P. Daillier, A. Pellet et Quoc Dinh (*op. cit.* note 73), p. 283 et 284, No 181 ; voir aussi implicitement CEJ, 30 avril 1979, Aff. 181/73, *Haegemann c. Belgian State*, *Rec.* 1974, p. 449.

[102] Selon l'Avis 1/03 de la CEJ (assemblée plénière) du 7 février 2006 sur la Compétence de la Communauté pour conclure la nouvelle *Convention de Lugano concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*, au para. 126 : « […] Lorsqu'il y a lieu de déterminer si le critère énoncé par la formule 'd'un domaine déjà couvert en grande partie par des règles communautaires' (avis 2/91, précité, points 25 et 26) est rempli, l'analyse doit se fonder non seulement sur l'étendue des règles en cause, mais également sur leur nature et leur contenu. Il importe également de prendre en compte non seulement l'état actuel du droit communautaire dans le domaine concerné, mais également ses perspectives d'évolution, lorsque celles-ci sont prévisibles au moment de cette analyse (voir, en ce sens, avis 2/91, précité, point 25). »

[103] Dans l'Avis 1/03 (*ibid*.), la CEJ a opiné au para. 155 : « Par ailleurs, ainsi que l'a relevé la Commission, une clause de déconnexion dans un accord international de droit international privé a un caractère particulier et elle est différente d'une clause de déconnexion classique. En l'espèce, l'objectif n'est pas de préserver l'application du règlement No 44/2001 chaque fois que cela est possible, mais bien de régler de manière cohérente la relation entre ce règlement et la nouvelle convention de Lugano. » Ce qui importe ici est de réguler de façon cohérente la relation entre le nouveau régime de La Haye et la législation de la Communauté européenne.

[104] Reproduit au para. 14, *supra*.

[105] Voir art. 23 de la *Convention de La Haye du premier août 1989 sur la loi applicable aux successions à cause de mort* et art. 52 de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* pour des exemples similaires.

Coordination avec d'autres instruments

firms the Community law's "particular" character, in relations with third States it also respects the precedence of international law with regard to its own "internal" Community regime. Consequently, an international treaty prevails over secondary Community law, no matter whether the treaty is older[100] or more recent[101] than the Community law in question, unless explicitly provided otherwise in the treaty.

31 That being said, now that the European Community has competence or will soon have competence in relation to most of the rules included in the new Hague regime,[102] with maybe the exception of the establishment of parentage, it could accede to the new Hague regime. It would appear that the draft provisions proposed in Part I above would be appropriate to co-ordinate the new Hague regime with European Community legislation – a disconnection clause would not be necessary[103] – as long as the term "law" would cover this type of legislation as it is proposed in the draft provision suggested under paragraph 17 above. Furthermore, the addition to Article 43 of the Tentative Draft Convention,[104] or to an Article to the same effect, of a provision that would read as follows would probably be sufficient:

> The preceding paragraph also applies to reciprocity schemes, regional norms or uniform laws based on special ties between the States concerned.[105]

CONCLUSION

32 It is clear from the previous analysis that the inclusion of provisions to co-ordinate the new Hague regime vis-à-vis existing and future instruments is highly advisable. It could address the situation where earlier instruments do not contain such provisions, thereby ensuring their coexistence with the new Hague regime. In addition, it could allow the co-ordination of the instruments not in general terms but rather at the more specific rule level. In so doing, the co-ordination could guide the persons making use of the instruments to the application of the most effective rule. Furthermore, the provisions to co-ordinate the relation between the new Hague regime and other existing and future instruments could address potential conflicts. Finally, the provisions could deal with the replacement of older Hague Conventions regarding maintenance.

33 The inclusion, in the new Hague regime, of provisions to co-ordinate its relation with other instruments is equally important since the default rules of public international law regarding the relationship between instruments are far from being satisfactory in relation to the new Hague Regime. First, the *Vienna Convention on the Law of Treaties* may not be applicable for different reasons. Almost half of the Member States of the United Nations are not Party to it. In addition, a good number of the instruments that may relate directly or indirectly with the new Hague regime predate the Vienna Convention. Moreover, many of these instruments would fall outside the scope of the Convention, as they are not norms of public international law per se, and / or of the scope of Article 30 of that Convention because they don't relate to the "same subject-matter". Secondly, where applicable, the rules of the Vienna Convention could lead to some unexpected and even unwanted results when applying the "compatibility" test, the *lex specialis* interpretation rule and the *lex posterior* conflict rule. Finally, the same can be said in relation to the application of the default rules of international customary law and of general principles of public international law.

34 On the basis of this analysis, and the draft provisions suggested in Part I above, it would be advisable to include in the new Hague regime a set of provisions, all based on Hague Convention precedents, along the following lines:

> *Article A Co-ordination with prior Hague Maintenance Conventions*
>
> 1 In relations between the Contracting States, this Convention replaces the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* and the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.
>
> 2 In relations between the Contracting States, this Convention replaces the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations* and the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.

[100] *Ibid*., at pp. 283-284, No 181, mentioning that this is also reflected in the diplomatic practice of the European Communities, *e.g.*, in the declaration attached to the Warsaw Protocol of 1982 to the 1973 Gdansk Convention concerning fishing in the Baltic Sea, *OJ* EC No L 237 of 26 August 1983, p. 12. See also ECJ, 12 December 1972, cases 21-24/72 (joint), *International Fruit Cy*, *ECJR* 1972, p. 1219 (No 11); ECJ 10 September 1996, case 61/94, *Commission* v. *Germany*, *ECJR* 1996-I, p. 3989 (Nos 39, 44, 45, 52); ECJ 16 June 1998, case 162/96, *A. Racke GmbH & Co* v. *Hauptzollamt Mainz*, *ECJR* 1998-I, p. 3655 (Nos 5, 7, 8, 29 *et seq.*).

[101] P. Daillier, A. Pellet and Quoc Dinh (*op. cit.* note 73), at pp. 283-284, No 181; see also implicitly ECJ 30 April 1979, case 181/73, *Haegemann* v. *Belgian State*, *ECJR* 1974, p. 449.

[102] According to Opinion 1/03 of the ECJ (Full Court) of 7 February 2006 on the Competence of the Community to conclude the new *Lugano Convention on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters*, at para. 126: "[…] Where the test of 'an area which is already covered to a large extent by Community rules' (Opinion 2/91, paragraphs 25 and 26) is to be applied, the assessment must be based not only on the scope of the rules in question but also on their nature and content. It is also necessary to take into account not only the current state of Community law in the area in question but also its future development, insofar as this is foreseeable at the time of that analysis (see, to that effect, Opinion 2/91, paragraph 25)."

[103] In Opinion 1/03 (*ibid*.), the ECJ opined in para. 155: "Furthermore, as the Commission pointed out, a disconnection clause in an international agreement of private international law has a particular nature and is different from a classic disconnection clause. In the present case, the purpose is not to ensure that Regulation No 44/2001 is applied each time that that is possible, but rather to regulate in a consistent manner the relationship between that regulation and the new Lugano Convention." What counts here is to regulate in a consistent manner the relationship between the new Hague regime and European Community legislation.

[104] Reproduced at para. 14, *supra*.

[105] See Art. 23 of the *Hague Convention of 1 August 1989 on the Law Applicable to Succession to the Estates of Deceased Persons* and Art. 52 of the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children* for similar examples.

Article B Coordination des instruments et accords complémentaires

1 La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont, ou seront, Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

2 Tout État contractant peut conclure avec un ou plusieurs États contractants des accords qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention afin d'améliorer l'application de la présente Convention entre eux à condition que de tels accords soient conformes à l'objet et au but de la présente Convention et n'affectent pas, dans les rapports de ces États avec d'autres États contractants, l'application des dispositions de la présente Convention. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention[106].

3 Le paragraphe précédent s'applique également aux mécanismes de réciprocité, aux normes régionales ou aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux.

Article C Règle de l'efficacité maximale

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'un instrument international en vigueur entre l'État requérant et l'État requis ou d'une autre loi en vigueur dans l'État requis et qui prévoit :

(a) des bases plus larges pour la reconnaissance des décisions en matière d'aliments, sans préjudice de l'article 18(f) de la Convention ;

(b) des procédures simplifiées ou accélérées relatives à une demande de reconnaissance et d'exécution de décisions en matière d'aliments ;

[(c) une assistance juridique plus favorable][107].

35 En résumé, ces dispositions vont simplifier la coordination du nouveau régime de La Haye avec d'autres instruments contenant des dispositions portant sur la même matière. En revanche, cela risque de ne pas être suffisant. Le cas échéant, le Rapport explicatif devrait fournir plus d'indications. Finalement, un Guide de bonnes pratiques relatif à la mise en œuvre pourrait approfondir la question de la coordination des instruments et offrir des indications aux États dans le futur afin de conclure des accords en vertu de l'article B(2) ci-dessus, plutôt que des instruments indépendants parallèles, donnant ainsi pleine vie à l'accord-cadre mondial du nouveau régime de La Haye.

[106] Ce paragraphe, qui suit la structure de l'art. 52 de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* et de l'art. 49 de la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes*, est proposé en remplacement de l'art. 43 de l'Esquisse d'un projet de Convention.

[107] La question de l'assistance juridique requiert d'autres discussions de la Commission spéciale.

Article B Co-ordination of instruments and supplementary agreements

1 This Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are, or will become, Parties and which contains provisions on matters governed by this Convention.

2 Any Contracting State may conclude with one or more Contracting States agreements, which contain provisions on matters governed by this Convention, with a view to improving the application of this Convention between or among themselves, provided that such agreements are consistent with the objects and purpose of this Convention and do not affect, in the relationship of such States with other Contracting States, the application of the provisions of this Convention. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.[106]

3 The preceding paragraph also applies to reciprocity schemes, regional norms or uniform laws based on special ties between the States concerned.

Article C – Most effective rule

This Convention shall not prevent the application of an international instrument in force between the requesting State and the requested State or other law in force in the requested State that provides for –

(a) broader bases for recognition of maintenance decisions, without prejudice to Article 18(f) of the Convention;

(b) simplified or more expeditious procedures on an application for recognition or enforcement of maintenance decisions;

[(c) more beneficial legal assistance][107].

35 In summary, these provisions will simplify the co-ordination of the new Hague regime with other instruments containing provisions on the same subject matter. However, this may still not be sufficient. Where appropriate the Explanatory Report should provide further guidance. Finally, a Guide to Good Practice on implementing measures might address further the issue of co-ordination of instruments and offer guidance to States in the future to conclude agreements under Article B(2) above, instead of parallel independent instruments, thus giving full life to the global framework of the new Hague regime.

[106] This paragraph, which follows the structure of Art. 52 of the *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*, and Art. 49 of the *Hague Convention of 13 January 2000 on the International Protection of Adults*, is proposed as a replacement of Art. 43 of the Tentative Draft Convention.

[107] The issue of legal assistance still requires discussion by the Special Commission.

Questions se rapportant à l'Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

PRÉPARÉES PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 21 de juin 2006

Table des matières

		Page
INTRODUCTION		I-348
PART I – POINTS INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR		I-350
1	*Champ d'application et réserves relatives au champ d'application*	I-350
2	*Fonctions des Autorités centrales*	I-350
3	*Demande par l'intermédiaire d'une Autorité centrale*	I-352
4	*Demandes disponibles*	I-352
5	*Contenu de la demande et formulaires*	I-352
6	*Traitement des demandes*	I-354
7	*Frais de l'Autorité centrale*	I-354
8	*Accès effectif*	I-354
9	*Propositions du Groupe de travail sur la coopération administrative*	I-356
10	*Bases de reconnaissance et d'exécution*	I-356
11	*Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution*	I-358
12	*Procédure pour une demande de reconnaissance et d'exécution*	I-358
13	*Demandes directes de reconnaissance et d'exécution (art. 15(5))*	I-360
14	*Exigences en matière de documents (art. 20) et emploi de formulaires obligatoires / recommandés dans les procédures de reconnaissance et d'exécution*	I-362
15	*Instruments authentiques et accords privés (art. 15(4) et 25)*	I-362
16	*Exécution d'une décision relative aux frais*	I-362
17	*Loi applicable*	I-362
18	*Exigences linguistiques et coûts de traduction*	I-364
19	*Systèmes juridiques non unifiés*	I-364
20	*Coordination avec d'autres instruments*	I-364
21	*Renseignements à caractère personnel*	I-364
PART II – QUESTIONS NE FIGURANT PAS À L'ORDRE DU JOUR		I-366
22	*Table des matières*	I-366
23	*Préambule*	I-366
24	*Article 1 – Objet*	I-366
25	*Article 3 – Définitions*	I-366
26	*Article 14 – Limite aux procédures ouvertes au débiteur*	I-368
27	*Article 15 – Champ d'application du chapitre sur la reconnaissance et l'exécution*	I-368
28	*Article 17 – Divisibilité et reconnaissance ou exécution partielle*	I-368
29	*Article 24 – Présence de l'enfant ou du demandeur*	I-368
30	*Article 29 – Mesures d'exécution*	I-368
31	*Article 32 – Institutions publiques en qualité de demandeur*	I-368
32	*Article 37 – Procuration*	I-370
33	*Article 38 – Recouvrement des frais*	I-370
34	*Article 49 – Signature, ratification et adhésion*	I-370
35	*Texte neutre par rapport au support*	I-370
36	*Chapitre VIII – Dispositions générales*	I-370

INTRODUCTION

Le présent document s'efforce de résumer les questions se rapportant au texte de l'« Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille » (Doc. prél. No 16)[1], dont il reste à discuter ou pour lesquelles des décisions doivent être prises par la Commission spéciale. Ces questions proviennent de plusieurs sources :

a) le texte lui-même, dans lequel des options sont parfois indiquées, des crochets utilisés afin d'indiquer que le texte est de nature provisoire ou qu'il n'a pas été entièrement considéré, et des notes de bas de page ajoutées afin de décrire certaines questions identifiées par le Comité de rédaction ;
b) les observations des États et des organisations sur l'Esquisse d'un projet de Convention (Doc. prél. No 23)[2] ;
c) le Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires (Doc. prél. No 17)[3], le document sur la « Coordination entre le projet sur les aliments et d'autres instruments internationaux » (Doc. prél. No 18)[4], le Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative (Doc. prél. No 19)[5], le document sur la « Forme des règles en matière de loi applicable et possibles clauses finales » (Doc. prél. No 20)[6] et le Rapport du Groupe de travail sur la loi applicable (Doc. prél. No 22)[7] ;
d) les commentaires de la Présidente du Comité de rédaction ;
e) d'autres consultations effectuées par le Bureau Permanent.

Le présent document est constitué de deux parties. La première partie reprend les titres du projet d'ordre du jour de la Commission spéciale préparé par le Bureau Permanent. La deuxième partie aborde des questions qui ne figurent pas au projet d'ordre du jour.

Trois colonnes sont utilisées afin de présenter ces questions. La première colonne indique l'article de l'Esquisse d'un projet de Convention dont il est question. La deuxième colonne identifie la question. La troisième colonne indique les États qui ont fait des observations (Doc. prél. No 23) sur la question et les autres sources pertinentes.

[1] Préparée par le Comité de rédaction (La Haye, 5-9 septembre 2005), Doc. prél. No 16 d'octobre 2005, ci-dessus p. I-298 du présent tome.
[2] « Observations portant sur l'Esquisse d'un projet de Convention (Doc. prél. No 16) », Doc. prél. No 23 de juin 2006, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
[3] Coordonné par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 17 de mai 2006, *id.* Une version ultérieure de ce document a toutefois été publiée, voir le « Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires », Doc. prél. No 31-A de juillet 2007, ci-dessous p. I-446 du présent tome.
[4] Document établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 18 de juin 2006, ci-dessus p. I-328 du présent tome.
[5] Préparé par le Groupe de travail sur la coopération administrative, Doc. prél. No 19 de juin 2006, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>). Une version ultérieure de ce document a toutefois été publiée, voir le « Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative », Doc. prél. No 34 d'octobre 2007, ci-dessous p. I-458 du présent tome.
[6] Suggestions du Bureau Permanent, Doc. prél. No 20 de juin 2006, voir *Actes et documents de la Vingt et unième session (2007)*, tome II, *Loi applicable*.
[7] Préparé par le président du Groupe de travail, Andrea Bonomi, Doc. prél. No 22 de juin 2006, *ibid*.

Questions sur l'Esquisse

Issues arising under the Tentative Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

PREPARED BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 21 of June 2006

Table of contents

		Page
INTRODUCTION		I-349
PART I – ITEMS ON THE DRAFT AGENDA		I-351
1	*Scope and reservations on scope*	I-351
2	*Central Authority functions*	I-351
3	*Application through Central Authority*	I-353
4	*Available applications*	I-353
5	*Application contents and forms*	I-353
6	*Processing of applications*	I-355
7	*Central Authority costs*	I-355
8	*Effective access*	I-355
9	*Proposals of the Administrative Co-operation Working Group*	I-357
10	*Bases for recognition and enforcement*	I-357
11	*Grounds for refusing recognition and enforcement*	I-359
12	*Procedure on an application for recognition and enforcement*	I-359
13	*Direct applications for recognition and enforcement (Art. 15(5))*	I-361
14	*Documentary requirements (Art. 20) and the use of mandatory / recommended forms in proceedings for recognition and enforcement*	I-363
15	*Authentic instruments and private agreements (Arts 15(4) and 25)*	I-363
16	*Enforcement of a decision for costs*	I-363
17	*Applicable law*	I-363
18	*Language requirements and translation costs*	I-365
19	*Non-unified legal systems*	I-365
20	*Co-ordination with other instruments*	I-365
21	*Personal information*	I-365
PART II – MATTERS NOT SPECIFIED ON THE DRAFT AGENDA		I-367
22	*Table of contents*	I-367
23	*Preamble*	I-367
24	*Article 1 – Object*	I-367
25	*Article 3 – Definitions*	I-367
26	*Article 14 – Limit on debtors bringing proceedings*	I-369
27	*Article 15 – Scope of Chapter on recognition and enforcement*	I-369
28	*Article 17 – Severability and partial recognition and enforcement*	I-369
29	*Article 24 – Physical presence of the child or applicant*	I-369
30	*Article 29 – Enforcement measures*	I-369
31	*Article 32 – Public bodies as applicants*	I-369
32	*Article 37 – Power of attorney*	I-371
33	*Article 38 – Costs recovery*	I-371
34	*Article 49 – Signature, ratification and accession*	I-371
35	*Media-neutral text*	I-371
36	*Chapter VIII – General provisions*	I-371

INTRODUCTION

The focus of this document is the text of the "Tentative Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance" (Prel. Doc. No 16).[1] An effort is made to summarise the issues that remain to be addressed / decided within the Special Commission. The issues emerge from several sources:

a) the text itself, in which options are sometimes expressed, square brackets are employed to indicate text which is tentative or has not yet been fully considered, and footnotes are used to describe issues identified by the Drafting Committee;

b) the comments of States and organisations on the Tentative Draft Convention (Prel. Doc. No 23);[2]

c) the Report of the Forms Working Group (Prel. Doc. No 17),[3] the document on "Co-ordination between the Maintenance Project and other International Instruments" (Prel. Doc. No 18),[4] the Report of the Administrative Co-operation Working Group (Prel. Doc. No 19),[5] the document on "Form of the Rules on Applicable Law and Possible Final Clauses" (Prel. Doc. No 20)[6] and the Report of the Working Group on Applicable Law (Prel. Doc. No 22);[7]

d) comments made by the Chair of the Drafting Committee;

e) other consultations carried out by the Permanent Bureau.

The document is set out in two parts. Part I follows the headings of the draft agenda of the Special Commission prepared by the Permanent Bureau. Part II addresses issues that are not covered by the draft agenda.

Three columns are used in setting out the issues. The first column sets out the relevant Article in the Tentative Draft Convention. The second column identifies the issue. The third column indicates which States have comments (Prel. Doc. No 23) on the particular issue and which other sources are relevant.

[1] Prepared by the Drafting Committee (The Hague, 5-9 September 2005), Prel. Doc. No 16 of October 2005, *supra* p. I-299 of this tome.

[2] "Comments on the Tentative Draft Convention (Prel. Doc. No 16)", Prel. Doc. No 23 of June 2006, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

[3] Co-ordinated by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 17 of May 2006, *id.* An updated version of this Report is published herein, see "Report of the Forms Working Group", Prel. Doc. No 31-A of July 2007, *infra* p. I-447 of this tome.

[4] Drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 18 of June 2006, *supra* p. I-329 of this tome.

[5] Prepared by the Administrative Co-operation Working Group, Prel. Doc. No 19 of June 2006, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>). An updated version of this Report is published herein, see "Report of the Administrative Co-operation Working Group", Prel. Doc. No 34 of October 2007, *infra* p. I-459 of this tome.

[6] Suggestions by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 20 of June 2006, see *Proceedings of the Twenty-First Session (2007)*, Tome II, *Applicable law*.

[7] Prepared by the President of the Working Group, Andrea Bonomi, Prel. Doc. No 22 of June 2006, *ibid.*

1 *Champ d'application et réserves relatives au champ d'application*

Articles 2 et 44	En ce qui concerne les chapitres II et III (coopération administrative et demandes), existe-t-il un accord quant à la possibilité, pour un État, de faire une réserve relative à toute obligation alimentaire autre que celle envers un « enfant » ? En ce qui concerne le chapitre V (reconnaissance et exécution) et d'autres chapitres, la gamme de réserves possibles devrait-elle être plus limitée ? (Par ex. toute obligation alimentaire autre que celle envers un enfant ou envers un époux.)	Voir, de façon générale, les observations des États-Unis d'Amérique et de la Norvège
Article 44	Aux fins de l'article 44, la définition d'un enfant (moins de 18 ans) devrait-elle être étendue ? Aux fins de la coordination avec d'autres instruments : – l'âge de l'enfant pourrait-il être modifié pour 21 ans, et – devrait-on exiger que les réserves soient explicitement prévues ?	Voir note de bas de page 45 du Document préliminaire No 16 Voir Document préliminaire No 18, paragraphe 19
Article 2(1)	Peut-on éliminer les crochets ou les termes entre crochets à l'article 2, paragraphe 1 ? L'élimination des termes entre crochets modifierait-elle le fond ?	États-Unis d'Amérique
Article 2(2)	Suggestion de reformulation.	Canada

2 *Fonctions des Autorités centrales*

Article 6(1)(b)	Est-il suffisamment clair que l'Autorité centrale requise peut représenter le demandeur, comme dans la Convention de New York (art. 6(1)) ?	Voir Document préliminaire No 18, note de bas de page 15. Voir aussi le Document de travail No 83 de l'Institut allemand pour les Services à la jeunesse et le droit de la famille.
Article 6(2)	Y a-t-il une inquiétude quant à l'étendue des fonctions qu'exerceront les Autorités centrales ? Suggestions générales de reformulation.	Suisse / États-Unis d'Amérique Allemagne – Document de travail No 82 / Canada
Article 6(2)	Termes entre crochets : – paragraphe 2, chapeau – paragraphe 2(f) – paragraphe 2(i) et (j) – paragraphe 2(h) – des modifications sont-elles nécessaires ? – paragraphe 2(b) et (c).	 États-Unis d'Amérique / Nouvelle-Zélande / Canada États-Unis d'Amérique / Nouvelle-Zélande États-Unis d'Amérique / Nouvelle-Zélande / Canada Japon / Nouvelle-Zélande / Suisse / Canada Norvège

Questions sur l'Esquisse

1 *Scope and reservations on scope*

Articles 2 and 44	In respect of Chapters II and III (Administrative co-operation and Applications), is there agreement that a State may make a reservation in respect of any maintenance obligations other than "child support"? In respect of Chapter V (Recognition and enforcement) and other Chapters, should the possible range of reservation be narrower? (*E.g.*, Any maintenance obligation other than child support or spousal support.)	See generally comments of United States of America and Norway
Article 44	For the purposes of Article 44 should the definition of child (under 18) be expanded?	See footnote 45 of Preliminary Document No 16
	For the purposes of co-ordination with other instruments: – should the age of the child be modified to 21, and – should there be a requirement that reservations be specified?	See Preliminary Document No 18, paragraph 19
Article 2(1)	Should the brackets or the bracketed language be removed from Article 2, paragraph 1? Would removal of the bracketed language make any difference in substance?	United States of America
Article 2(2)	Suggestion for redrafting.	Canada

2 *Central Authority functions*

Article 6(1)(b)	Is it sufficiently clear that, as in the New York Convention (Art. 6(1)), the requested Central Authority may represent the applicant?	See Preliminary Document No 18, footnote 15. See also Working Document No 83 of the German Institute for Youth Human Services and Family Law.
Article 6(2)	Are there any general concerns about the extent of the functions to be carried out by Central Authorities?	Switzerland / United States of America
	General suggestions for redrafting.	Germany – Working Document No 82 / Canada
Article 6(2)	Bracketed language in:	
	– paragraph 2, *chapeau*	United States of America / New Zealand / Canada
	– paragraph 2(f)	United States of America / New Zealand
	– paragraph 2(i) and (j)	United States of America / New Zealand / Canada
	– paragraph 2(h) – Is any modification needed?	Japan / New Zealand / Switzerland / Canada
	– paragraph 2(b) and (c).	Norway

Article 7	Termes entre crochets	États-Unis d'Amérique / Suisse

3 *Demande par l'intermédiaire d'une Autorité centrale*

Article 9	Est-il possible dans certains cas de présenter une demande à l'Autorité centrale requise directement ?	États-Unis d'Amérique
	Dans l'affirmative, toutes les dispositions relatives aux demandes s'appliquent-elles (c.-à-d. art. 11, 12(3), (4) et (8), 13, 33 à 40) ?	Document préliminaire No 17, paragraphe 8
	Définition d'« État requérant » aux fins de l'article 9 (voir art. 3(e)).	États-Unis d'Amérique
	Des dispositions additionnelles sur la relation entre l'Autorité centrale requise et le demandeur sont-elles nécessaires ?	Document de travail No 83 de l'Institut allemand pour les Services à la jeunesse et le droit de la famille.

4 *Demandes disponibles*

Article 10(1)(a)	Est-il clair que les « demandes » visées à l'article 10 sont des demandes par l'intermédiaire des Autorités centrales ? La formulation de l'article 10 permet-elle de présenter des demandes à l'autorité compétente directement ?	États-Unis d'Amérique
	Est-ce que le terme « demande » devrait être remplacé par le terme « requête » (à l'art. 11 aussi) ?	Japon
Article 10(1)(c)	La clause finale devrait-elle être supprimée ?	Japon
Article 10(1)(c)	Les crochets devraient-ils être supprimés ?	États-Unis d'Amérique
Article 10(2)	Une demande d'obtention d'une décision devrait-elle être disponible pour le débiteur potentiel ? (note de bas de page 9 du Document préliminaire No 16)	États-Unis d'Amérique
Article 10(2)(b)	Devrait-il être supprimé ?	Mexique
Article 10(1)(e) et (f) et (2)(a) et (b)	La référence à la loi de l'État requis est-elle acceptable ?	Suisse

5 *Contenu de la demande et formulaires*

Article 11		Voir, de façon générale, les recommandations du Groupe de travail chargé des formulaires, Document préliminaire No 17, paragraphe 11
	Formulaires obligatoires ou recommandés ? Première ou deuxième option ?	Japon / États-Unis d'Amérique / Nouvelle-Zélande / Suisse
	Termes entre crochets à la première option : – paragraphe 1(b)	Document préliminaire No 17, p. 4 et 11 à 13

Article 7	Bracketed language	United States of America / Switzerland

3 *Application through Central Authority*

Article 9	Should a direct application to the requested Central Authority be possible in some cases?	United States of America
	If so, will all the provisions relating to applications apply (*i.e.*, Arts 11, 12(3), (4) and (8), 13, 33-40)?	Preliminary Document No 17, paragraph 8
	Definition of "requesting State" for the purpose of Article 9 (see Art. 3(e)).	United States of America
	Are additional provisions needed on the relationship between the requested Central Authority and the applicant?	Working Document No 83 of the German Institute for Youth Human Services and Family Law.

4 *Available applications*

Article 10(1)(a)	Is it clear that the "applications" referred to in Article 10 are applications through Central Authorities? Does the wording of Article 10 allow direct applications to a competent authority?	United States of America
	Should the term "application" be replaced by "request" (also in Art. 11)?	Japan
Article 10(1)(c)	Should the final clause be deleted?	Japan
Article 10(1)(c)	Should the brackets be removed?	United States of America
Article 10(2)	Should an application be available to a potential debtor for the establishment of a decision? (footnote 9 of Preliminary Document No 16)	United States of America
Article 10(2)(b)	Should this be deleted?	Mexico
Article 10(1)(e) and (f) and (2)(a) and (b)	Is the reference to the law of the requested State acceptable?	Switzerland

5 *Application contents and forms*

Article 11		See generally the recommendations of the Forms Working Group, Preliminary Document No 17, paragraph 11
	Mandatory or recommended forms? Option 1 or 2?	Japan / United States of America / New Zealand / Switzerland
	Bracketed language in Option 1: – paragraph 1(b)	Preliminary Document No 17, pp. 4 and 11-13

	– l'« adresse » devrait-elle figurer au formulaire ?	Document préliminaire No 17, paragraphe 8
	– paragraphe 11(1)(f)	États-Unis d'Amérique
	– paragraphe 11(1)(g)	États-Unis d'Amérique
	– paragraphe 11(2)(c).	États-Unis d'Amérique

6 *Traitement des demandes*

Article 12(2)	Formulaire de transmission figurant en annexe de la Convention	
Article 12(3)	Accusé de réception – devrait-il figurer en annexe de la Convention ?	Voir le Groupe de travail chargé des formulaires
Article 12(4)	Suppression des crochets ?	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
Article 12(8)	Suppression des crochets ?	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
	Modification du libellé ?	Mexique
Article 12	Une autorité judiciaire saisie d'une affaire est-elle obligée de donner des informations quant à l'état d'avancement du dossier ?	Suisse

7 *Frais de l'Autorité centrale*

Article 8	Faut-il supprimer les termes « notamment dans le cadre du traitement des demandes » du paragraphe 1 ?	Canada
	Le paragraphe 2 devrait-il être supprimé ?	États-Unis d'Amérique
	Le libellé du paragraphe 2 devrait-il être modifié pour plus de clarté ?	Nouvelle-Zélande

8 *Accès effectif*

Article 13	Des questions ont été soulevées (pour différentes raisons) quant à la pertinence de l'article 13 de façon générale et, en particulier, des paragraphes 2 à 5. Certaines questions peuvent être abordées telles que :	Japon / Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
	Les paragraphes 2, 3, 4 et 5 devraient-ils être supprimés ?	Japon (para. 2, 3 et 5) / Canada (para. 3, 4 et 5)
	Le libellé du paragraphe 1 devrait-il être modifié ?	Canada
	Le libellé du paragraphe 5 devrait-il être modifié ?	États-Unis d'Amérique (référence à la note de bas de page 19 du Document préliminaire No 16)
	Le libellé du paragraphe 7 devrait-il être modifié ?	Note de bas de page 19 du Document préliminaire No 16 / Canada / États-Unis d'Amérique
	Les paragraphes 3 et 7 s'appliquent-ils aux débiteurs ?	

	– should "address" be included in the form?	Preliminary Document No 17, paragraph 8
	– paragraph 11(1)(f)	United States of America
	– paragraph 11(1)(g)	United States of America
	– paragraph 11(2)(c).	United States of America

6 *Processing of applications*

Article 12(2)	Transmittal Form set out in Annex to Convention.	
Article 12(3)	Acknowledgment of Receipt Form – to be set out in Annex to Convention?	See Working Group on Forms
Article 12(4)	Removal of brackets?	New Zealand / United States of America
Article 12(8)	Removal of brackets?	New Zealand / United States of America
	Modify wording?	Mexico
Article 12	Should a judicial authority seised with a case be obliged to provide information concerning progress?	Switzerland

7 *Central Authority costs*

Article 8	Should the words "including the processing of applications" be deleted in paragraph 1?	Canada
	Should paragraph 2 be deleted?	United States of America
	Should the wording of paragraph 2 be modified to improve clarity?	New Zealand

8 *Effective access*

Article 13	Issues have been raised (for different reasons) about the adequacy in general of Article 13, and in particular paragraphs 2 to 5. Among the questions that may be addressed are:	Japan / New Zealand / United States of America
	Should paragraphs 2, 3, 4 or 5 be deleted?	Japan (paras 2, 3 and 5) / Canada (paras 3, 4 and 5)
	Should the wording of paragraph 1 be modified?	Canada
	Should the wording of paragraph 5 be modified?	United States of America (refers to footnote 19 of Preliminary Document No 16)
	Should the wording of paragraph 7 be modified?	Footnote 19 of Preliminary Document No 16 / Canada / United States of America
	Should paragraphs 3 and 7 apply to debtors?	

	L'article 13 s'applique-t-il en entier ou en partie aux demandes des institutions publiques ?	Voir note de bas de page 18 du Document préliminaire No 16 / États-Unis d'Amérique
	L'article 13 s'applique-t-il en entier ou en partie aux demandes (par ex. de reconnaissance et d'exécution) présentées directement aux autorités compétentes dans l'État requis (c.-à-d. non pas par l'intermédiaire d'une Autorité centrale) ?	Voir note de bas de page 18 du Document préliminaire No 16 / États-Unis d'Amérique
	Le principe d'accès effectif s'applique-t-il de manière explicite aux procédures d'exécution en vertu de la loi interne ?	
	Devrait-on exiger des États contractants qu'ils décrivent la façon dont ils rempliront leurs obligations d'assurer l'accès effectif ? (Sera abordé au point suivant de l'ordre du jour.)	Voir le Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative (Doc. prél. No 19), et le paragraphe 9 ci-dessus

9 *Propositions du Groupe de travail sur la coopération administrative*

	Propositions relatives aux informations à fournir par les États au moment de la ratification, l'adhésion ou l'entrée en vigueur de la Convention :	Rapport du GTCA (Doc. prél. No 19), qui inclut un Rapport du Sous-comité chargé du suivi et de l'examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de la Convention et le Rapport du Sous-comité sur le Profil des États
Article 4(1) et 4(3)	Désignation de l'Autorité centrale, ses coordonnées et l'étendue de ses fonctions.	
Article 5(b)	Informations sur la législation et les procédures en matière d'aliments.	
Article 6(2)	Description des mesures à prendre afin de remplir les obligations prévues à l'article 6(2). Proposition d'un article 5(c) *bis*.	
Article 13	Description de la façon dont l'accès effectif aux procédures sera assuré en vertu de l'article 13.	
Article 32	Amendements suggérés au libellé de l'article 32(5).	
Chapitre VIII	Proposition d'ajouter un nouvel article concernant l'utilisation du Profil des États.	
	Autres questions soulevées dans le Rapport sur le Profil des États, paragraphe 8.	
	Proposition de création d'un « Comité de coopération de l'Autorité centrale ».	

10 *Bases de reconnaissance et d'exécution*

Article 16	Faut-il utiliser la « résidence » ou la « résidence habituelle » comme facteur de rattachement ?	États-Unis d'Amérique
Article 16(1)(b)	Faut-il préciser le libellé ?	Nouvelle-Zélande
Article 16(1)(e)	Faut-il supprimer les crochets ?	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
	Le terme « écrit » doit-il être précisé ?	Nouvelle-Zélande

	Should Article 13 apply in whole or in part to applications by public bodies?	See footnote 18 of Preliminary Document No 16 United States of America
	Should Article 13 apply in whole or in part to applications (*e.g.*, for recognition and enforcement) made directly to the competent authority in the requested State (*i.e.*, not through the Central Authority)?	See footnote 18 of Preliminary Document No 16 United States of America
	Should the general principle of effective access apply explicitly to procedures for enforcement under national law?	
	Should Contracting States be required to describe how they will comply with the obligations to provide effective access? (To be dealt with under next item on the Agenda.)	See Report of the Administrative Co-operation Working Group (Prel. Doc. No 19), and paragraph 9 below

9 *Proposals of the Administrative Co-operation Working Group*

	Proposals concerning information to be supplied by States at the time of ratification, accession or entry into force of the Convention:	Report of the ACWG (Prel. Doc. No 19), which includes the Report of the Monitoring and Review of the Operation and Implementation of the Convention Sub-committee and the Report of the Country Profile Sub-committee
Article 4(1) and 4(3)	Designation of Central Authority, contact details and extent of functions.	
Article 5(b)	Provision of information on laws and procedures concerning maintenance obligations.	
Article 6(2)	Description of measures to be taken to meet obligations under Article 6(2). Proposed Article 5(c) *bis*.	
Article 13	Description of how effective access to procedures will be provided under Article 13.	
Article 32	Suggested amendment to the language of Article 32(5).	
Chapter VIII	Proposal to add new Article concerning use of the Country Profile.	
	Further issues raised in Country Profile Report, paragraph 8.	
	Proposal for a "Central Authority Co-operation Committee".	

10 *Bases for recognition and enforcement*

Article 16	Is "residence" or "habitual residence" to be used as a connecting factor?	United States of America
Article 16(1)(b)	Should the wording be clarified?	New Zealand
Article 16(1)(e)	Should the brackets be removed?	New Zealand / United States of America
	Is the further elaboration of the words "in writing" needed?	New Zealand

Article 16(1)(f)	Faut-il supprimer les crochets ?	Japon / Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
Article 16(2)	Faut-il permettre une réserve quant au paragraphe 1(e) ou (f) ? Faut-il permettre une réserve quant au paragraphe 1(d) ?	États-Unis d'Amérique Canada
Article 16(3)	Faut-il garder les termes « de fait » ? Est-ce que la compétence basée sur les faits devrait figurer au paragraphe 1 plutôt qu'au paragraphe 3 ? Devrait-il y avoir une obligation, pour les États faisant une réserve au titre du paragraphe 2, d'énumérer au moyen d'une déclaration les bases de compétence qu'ils acceptent en plus de celles énumérées au paragraphe 1 ?	États-Unis d'Amérique Japon Voir note de bas de page 23 du Document préliminaire No 16 et Document de travail No 63
Article 16(4)	Faut-il préciser / reformuler la deuxième phrase ?	Japon / États-Unis d'Amérique
Article 16(5)	Ce principe est-il acceptable ? Faut-il supprimer les crochets ? Faut-il restreindre l'application de ce principe aux affaires impliquant des obligations alimentaires de parents envers des enfants (selon l'art. 44) ?	Japon Note de bas de page 24 du Document préliminaire No 16
Article 16(6)	Cette révision est-elle nécessaire ?	Japon

11 *Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution*

Article 18(b)	Faut-il supprimer les crochets Faut-il modifier le libellé ?	 Mexique
Article 18(e)	Est-ce trop restrictif ?	Suisse

12 *Procédure pour une demande de reconnaissance et d'exécution*

Article 19	Voir, de façon générale, le diagramme qui figure à l'annexe A du Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative. Voir observations générales	Document préliminaire No 19 Canada
Article 19(2)	Faut-il ajouter, après le terme « déterminer / détermination » prévu à l'article 19(2) et à d'autres paragraphes, l'expression « ou pour enregistrement pour reconnaissance et exécution » ?	États-Unis d'Amérique
Article 19(4)	Quelles devraient être les motifs de révision *ex officio* à ce stade – les articles 16 et 18 ou l'article 18(a) seulement ?	Japon / États-Unis d'Amérique / Nouvelle-Zélande / Suisse

Article 16(1)(f)	Should the brackets be removed?	Japan / New Zealand / United States of America
Article 16(2)	Should a reservation be possible in respect of 1(e) or (f)? Should a reservation be possible also in respect of 1(d)?	United States of America Canada
Article 16(3)	Should the word "factual" be retained? Should the reference to fact-based jurisdiction appear in paragraph 1 instead of paragraph 3? For States making the reservation under paragraph 2, should there be an obligation to list in a declaration the bases of jurisdiction which they accept in addition to those listed in paragraph 1?	United States of America Japan See footnote 23 of Preliminary Document No 16 and Working Document No 63
Article 16(4)	Is clarification / redrafting of the second sentence needed?	Japan / United States of America
Article 16(5)	Is this principle acceptable? Should the brackets be deleted? Should this principle be restricted to cases involving maintenance obligations of parents towards children (in terms of Art. 44)?	Japan Footnote 24 of Preliminary Document No 16
Article 16(6)	Is this revision needed?	Japan

11 *Grounds for refusing recognition and enforcement*

Article 18(b)	Should the brackets be removed? Is a drafting change needed?	 Mexico
Article 18(e)	Is this too restrictive?	Switzerland

12 *Procedure on an application for recognition and enforcement*

Article 19	See generally the flow chart, which appears as Annex A to the Report of the Administrative Co-operation Working Group. See general comments.	Preliminary Document No 19 Canada
Article 19(2)	Following the word "determination", where it appears in Article 19(2), and other paragraphs, should the expression "or for registration for recognition and enforcement" be added?	United States of America
Article 19(4)	What should be the bases for *ex officio* review at this stage – Articles 16 and 18 or Article 18(a) alone?	Japan / United States of America / New Zealand / Switzerland

	Les motifs de révision *ex officio* devraient-ils varier selon qu'il s'agit de « demandes » par l'intermédiaire d'une Autorité centrale ou de « requêtes » présentées directement à l'autorité compétente de l'État requis ?	Nouvelle-Zélande
	Faut-il ajouter une disposition afin de préciser que la décision ne pourrait pas être exécutée avant l'expiration du délai d'appel ou de contestation ?	Japon
	Est-il satisfaisant qu'à ce stade, il ne soit pas permis au demandeur et au défendeur de présenter d'objection ?	Japon
Article 19(5) et article 19(7)	Le libellé du paragraphe 5 (par ex. la référence à l'appel en [droit et] en fait) est-il cohérent par rapport au paragraphe 7 ?	Nouvelle-Zélande
	Faut-il ajouter des termes au paragraphe 5 ?	Japon
	Faut-il fusionner les paragraphes 5 et 7 ?	Nouvelle-Zélande
Article 19(6)	Faut-il supprimer cette disposition ou laisser les délais être déterminés par la loi interne ?	Japon / Mexique
	Les délais qui figurent entre crochets sont-ils acceptables ou doivent-ils être modifiés ?	États-Unis d'Amérique
Article 19(8)	Cet article devrait-il être supprimé ?	Japon
	Devrait-on ajouter une disposition exigeant une notification rapide au défendeur de la décision suite à la contestation ou à l'appel ?	États-Unis d'Amérique
Article 19(2) et (3)	La procédure doit-elle tenir compte des efforts afin d'obtenir une résolution à l'amiable ?	Suisse
Article 19(9)	Faut-il supprimer les crochets ?	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
	Faut-il ajouter une disposition interdisant un sursis ou une suspension de l'exécution lorsqu'un appel est pendant en application de ce paragraphe ?	Note de bas de page 26 du Document préliminaire No 16

13 *Demandes directes de reconnaissance et d'exécution (art. 15(5))*

Article 15(5)	Faut-il utiliser le terme « requête » plutôt que « demande » (ici et à d'autres endroits) en ce qui concerne les demandes présentées directement à l'autorité compétente dans l'État requis (c.-à-d. non pas par l'intermédiaire de l'Autorité centrale) ?	États-Unis d'Amérique
	Est-ce que la procédure de l'article 19 (à l'exception de l'art. 19(2)) s'applique entièrement aux demandes directes ? (Voir, ci-dessus, à l'art. 19(4).)	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
	Une disposition supplémentaire est-elle nécessaire en raison de l'exclusion des demandes directes de l'article 19(2) ?	Voir note de bas de page 22 du Document préliminaire No 16
	L'article 36 devrait-il s'appliquer aux demandes directes ?	

	Should there be any difference in the bases for *ex officio* review between "applications" processed through a Central Authority and "requests" made directly to the competent authority in the requested State?	New Zealand
	Should a provision be added making it clear that the decision may not be enforced until the period allowed for appeal or challenge has expired?	Japan
	Is it satisfactory that at this stage the applicant and respondent are not entitled to make submissions?	Japan
Article 19(5) and Article 19(7)	Is the language in paragraph 5 (*e.g.*, the reference to appeal on ground[s] of [fact and] law) consistent with paragraph 7?	New Zealand
	Should further language be added to paragraph 5?	Japan
	Should paragraphs 5 and 7 be merged?	New Zealand
Article 19(6)	Should this provision be deleted, or the time periods left to national law?	Japan / Mexico
	Are the time periods in brackets acceptable or should they be modified?	United States of America
Article 19(8)	Should this Article be deleted?	Japan
	Should a provision be added requiring prompt notification to the respondent of the decision following challenge or appeal?	United States of America
Article 19(2) and (3)	Should the procedure take account of efforts to achieve an amicable resolution?	Switzerland
Article 19(9)	Should the brackets be removed?	New Zealand / United States of America
	Should a provision be added prohibiting a stay or suspension of enforcement while an appeal under this paragraph is pending?	Footnote 26 of Preliminary Document No 16

13 *Direct applications for recognition and enforcement (Art. 15(5))*

Article 15(5)	Should the word "request" rather than "application" be used (here and other places) in relation to a direct application to the competent authority in the requested State (*i.e.*, one not channelled through a Central Authority)?	United States of America
	Should the Article 19 procedure (with the exception of Art. 19(2)) apply fully to direct applications? (See above under Art. 19(4).)	New Zealand / United States of America
	Is any further provision required as a result of the exclusion of direct applications from Article 19(2)?	See footnote 22 of Preliminary Document No 16
	Should Article 36 apply to direct applications?	

14 *Exigences en matière de documents (art. 20) et emploi de formulaires obligatoires / recommandés dans les procédures de reconnaissance et d'exécution*

Article 20(a)	Quelle option, entre la première (original de la décision) et la seconde (extrait de la décision), est préférée ; ou y a-t-il une possibilité de compromis ? Dans la première option, devrait-on simplement exiger une « décision en matière d'aliments » ?	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique / Suisse / Canada Note de bas de page 28
Article 20(b)	Faut-il supprimer les premiers crochets ? Faut-il supprimer les mots qui figurent entre les deuxièmes crochets ou faut-il les conserver ?	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique Japon / Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
Article 20(d)	Faut-il supprimer les crochets ?	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
Article 20(e)	Faut-il supprimer les crochets ? Une reformulation est-elle nécessaire ?	Nouvelle-Zélande États-Unis d'Amérique
Article 20(f)	Une reformulation est-elle nécessaire ?	États-Unis d'Amérique
Article 20	Devrait-il y avoir un formulaire obligatoire pour une demande / requête de reconnaissance et d'exécution ?	Document préliminaire No 17, p. 17 à 23

15 *Instruments authentiques et accords privés (art. 15(4) et 25)*

Article 15(4)	Certains États s'opposent, réservent leur position ou désirent des précisions additionnelles en ce qui concerne l'inclusion des instruments authentiques et des accords privés au chapitre V.	Japon / Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique / Suisse
Article 25	Devrait-il être possible pour les États de décider d'être lié par les dispositions relatives aux instruments authentiques et aux accords privés ? Les règles relatives aux demandes directes (art. 15(5)) devraient-elles s'appliquer aux instruments authentiques et aux accords privés ?	Nouvelle-Zélande Note de bas de page 30 du Document préliminaire No 16
Article 25(1)	Supprimer les termes « ou contestée » ?	Canada
Article 25(3)(a)	Le libellé devrait-il être amendé afin d'être rédigé simplement comme « l'instrument authentique ou l'accord privé » ?	Note de bas de page 31 du Document préliminaire No 16

16 *Exécution d'une décision relative aux frais*

Article 26	Devrait-on inclure une disposition telle que celle prévue à la note de bas de page 32 du Document préliminaire No 16 ?	Communauté européenne

17 *Loi applicable*

	Présentation et discussion du texte soumis par le Groupe de travail sur la loi applicable	Document préliminaire No 22

14 *Documentary requirements (Art. 20) and the use of mandatory / recommended forms in proceedings for recognition and enforcement*

Article 20(a)	Is the first (original decision) or second (abstract of decision) alternative preferred, or is a compromise possible? In the first alternative, should the requirement refer simply to "a maintenance decision"?	New Zealand / United States of America / Switzerland / Canada Footnote 28
Article 20(b)	Should the first set of brackets be removed? Should the words in the second set of brackets be deleted or retained?	New Zealand / United States of America Japan / New Zealand / United States of America
Article 20(d)	Should the brackets be removed?	New Zealand / United States of America
Article 20(e)	Should the brackets be removed? Is redrafting required?	New Zealand United States of America
Article 20(f)	Is redrafting required?	United States of America
Article 20	Should there be a mandatory form for an application / request for recognition and enforcement?	Preliminary Document No 17, pp. 17-23

15 *Authentic instruments and private agreements (Arts 15(4) and 25)*

Article 15(4)	Certain States object to, reserve their position in respect of, or seek further clarification concerning the inclusion in Chapter V of authentic instruments and private agreements.	Japan / New Zealand / United States of America / Switzerland
Article 25	Should it be possible for States to opt-in to the provisions concerning authentic instruments and private agreements? Should the rules concerning direct applications (Art. 15(5)) apply to authentic instruments and private agreements?	New Zealand Footnote 30 of Preliminary Document No 16
Article 25(1)	Delete the words "or challenged"?	Canada
Article 25(3)(a)	Should the wording be amended to read simply "the authentic instrument or the private agreement"?	Footnote 31 of Preliminary Document No 16

16 *Enforcement of a decision for costs*

Article 26	Should a provision be included such as that set out in footnote 32 of Preliminary Document No 16?	European Community

17 *Applicable law*

	Presentation and discussion of text submitted by the Working Group on Applicable Law	Preliminary Document No 22

	Règles spécifiques en matière de loi applicable dans le texte principal de la Convention : Article 16(5) Article 27 Article 32(2)	 Voir ci-dessus, paragraphe 10 Japon / Nouvelle-Zélande / Canada
	L'instrument contenant le régime général de loi applicable : Quelle forme devrait-il revêtir ?	Voir Document préliminaire No 20

18 *Exigences linguistiques et coûts de traduction*

Article 39	Devrait-on supprimer les crochets et des amendements sont-ils nécessaires ?	Japon / États-Unis d'Amérique
Article 39(1)	Phrase additionnelle proposée : « Lorsqu'exigée, la décision en matière alimentaire est accompagnée d'une telle traduction. »	États-Unis d'Amérique
Article 40(1)	Faut-il supprimer les crochets ?	États-Unis d'Amérique
Article 40(3)	Préciser si les frais de traduction encourus en vertu de l'article 39 peuvent être couverts par cette disposition ?	Nouvelle-Zélande
Article 40	Phrase additionnelle proposée : « Si l'État requis exige, en plus de l'extrait de la décision, la traduction intégrale de la décision en matière d'aliments, il doit prendre en charge les frais d'une telle traduction. »	États-Unis d'Amérique

19 *Systèmes juridiques non unifiés*

Article 41	Cet article n'a pas encore fait l'objet de discussion en Commission spéciale.	

20 *Coordination avec d'autres instruments*

	Possibilité d'ajouter des articles concernant : – la coordination avec les Conventions de La Haye antérieures en matière d'aliments – la coordination des instruments et des accords complémentaires – la règle la plus efficace	Voir Document préliminaire No 18

21 *Renseignements à caractère personnel*

Article 33	Possible reformulation	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
Article 34	Possible reformulation	États-Unis d'Amérique
Article 35	Faut-il supprimer les crochets ? Faut-il restructurer / reformuler la disposition ?	Nouvelle-Zélande États-Unis d'Amérique / Canada

	Specific applicable law rules in the main body of the Convention: Article 16(5) Article 27 Article 32(2)	 See above, paragraph 10 Japan / New Zealand / Canada
	The instrument containing the general applicable law regime: What form should it take?	See Preliminary Document No 20

18 *Language requirements and translation costs*

Article 39	Should the brackets be removed, and are amendments required?	Japan / United States of America
Article 39(1)	Proposed additional sentence, *viz.*: "If requested, the maintenance decision should be accompanied by such a translation."	United States of America
Article 40(1)	Should the brackets be removed?	United States of America
Article 40(3)	Clarify whether translation costs under Article 39 can be passed on under this provision?	New Zealand
Article 40	Possible additional paragraph, *viz.*: "If the requested State requires a translation of the entirety of the maintenance decision, in addition to the abstract of the decision, it should bear the cost of such translation."	United States of America

19 *Non-unified legal systems*

Article 41	This Article has not yet been discussed in the Special Commission.	

20 *Co-ordination with other instruments*

	Possibility of additional Articles to deal with: – co-ordination with prior Hague Maintenance Conventions – co-ordination of instruments and supplementary agreements – the most effective rule	See Preliminary Document No 18

21 *Personal information*

Article 33	Possible drafting changes	New Zealand / United States of America
Article 34	Possible drafting changes	United States of America
Article 35	Should brackets be removed? Should the provision be restructured / redrafted?	New Zealand United States of America / Canada

22 *Table des matières*

	Devrait-on ajouter une table des matières au début de la Convention ?	États-Unis d'Amérique

23 *Préambule*

De façon générale	Le contenu du préambule n'a pas été entièrement considéré par la Commission spéciale.	
Paragraphe 1	Les termes « et judiciaire » devraient-ils être ajoutés après le terme « administrative » ?	Mexique

24 *Article 1 – Objet*

Paragraphe (b)	Faut-il ajouter une référence à la « modification » ?	États-Unis d'Amérique
	Devrait-il s'appliquer de façon subsidiaire au paragraphe (a) ?	Suisse
Paragraphe (d)	Le terme « assurer » est-il préférable à « requérir » ?	Nouvelle-Zélande
	Faut-il fusionner (d) avec (c) ?	

25 *Article 3 – Définitions*

	Voir, ci-dessus, au paragraphe 3.	
Paragraphes (a) et (b)	Dans la version anglaise, le terme « *person* » est-il préférable à « *individual* » ?	Mexique
Paragraphe (c)	Faut-il distinguer l'assistance juridique publique de l'assistance privée ?	Nouvelle-Zélande
	Difficultés en ce qui concerne l'inclusion de la « représentation en justice ».	États-Unis d'Amérique
	Difficultés en ce qui concerne l'inclusion du « conseil juridique ».	Suisse
	Faut-il préciser que l'« assistance juridique » comprend « certains ou tous » les services énumérés ?	
Paragraphes (d) et (e)	Une définition de résidence est-elle nécessaire au chapitre III ?	Paragraphe 3 ci-dessus
	L'expression « dans lequel le demandeur vit » devrait-elle remplacer les termes « dans lequel le demandeur a sa résidence [habituelle] » ?	Note de bas de page 2 du Document préliminaire No 16
	La « résidence habituelle » ou la « résidence » doit faire l'objet de plus amples considérations.	Note de bas de page 1 du Document préliminaire No 16

22 *Table of contents*

	Should a table of contents be added at the beginning of the Convention?	United States of America

23 *Preamble*

Generally	The contents of the Preamble have not yet been fully considered by the Special Commission.	
Paragraph 1	Should the words "and judicial" be inserted after "administrative"?	Mexico

24 *Article 1 – Object*

Paragraph (b)	Should a reference to "modification" be added?	United States of America
	Should this be made subsidiary to paragraph (a)?	Switzerland
Paragraph (d)	Is "providing for" preferable to "requiring"?	New Zealand
	Should (d) be merged with (c)?	

25 *Article 3 – Definitions*

	See above under paragraph 3	
Paragraphs (a) and (b)	Is the word "person" preferable to "individual"?	Mexico
Paragraph (c)	Is clarification needed with regard to publicly funded legal assistance and private assistance?	New Zealand
	Difficulties regarding inclusion of "legal representation".	United States of America
	Difficulties regarding inclusion of "legal advice".	Switzerland
	Should it be made clear that "legal assistance" comprises "some or all" of the matters enumerated?	
Paragraphs (d) and (e)	Is a definition of residence necessary for Chapter III?	Paragraph 3 above
	Should the expression "where the applicant lives" be substituted for "in which the applicant has his or her [habitual] residence"?	Footnote 2 of Preliminary Document No 16
	Further consideration is needed concerning "habitual residence" or "residence".	Footnote 1 of Preliminary Document No 16

26 *Article 14 – Limite aux procédures ouvertes au débiteur*

Article 14	Proposition de supprimer l'article.	Japon
	Supprimer la référence au « débiteur » dans le titre du chapitre et de l'article.	États-Unis d'Amérique / Canada
Article 14(1)	Insérer après « un autre État contractant » la phrase : « dans lequel l'original de la décision peut être reconnu et enregistré en application de la Convention ».	Note de bas de page 20 du Document préliminaire No 16. Japon
Article 14(2)	Alinéa additionnel, aux mêmes fins que ci-dessus.	États-Unis d'Amérique

27 *Article 15 – Champ d'application du chapitre sur la reconnaissance et l'exécution*

Article 15(4)	Voir, ci-dessus, paragraphe 15.	
Article 15(5)	Voir, ci-dessus, paragraphe 13.	
Article 15(1)	Ajouter à la fin de la deuxième phrase : « exécutoire de la même façon qu'un jugement dans l'État d'origine ».	Nouvelle-Zélande
	Supprimer les crochets autour de « [, les aliments rétroactivement] ».	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique
	Les termes « arrérages » et « aliments rétroactivement » doivent-ils être définis ?	Note de bas de page 21 du Document préliminaire No 16. Nouvelle-Zélande

28 *Article 17 – Divisibilité et reconnaissance ou exécution partielle*

Article 17	Précisions demandées.	Japon

29 *Article 24 – Présence de l'enfant ou du demandeur*

Article 24	Faut-il supprimer les crochets ou le texte entre crochets ?	Nouvelle-Zélande / États-Unis d'Amérique / Suisse

30 *Article 29 – Mesures d'exécution*

Article 29	Faut-il supprimer les crochets ou le texte entre crochets ?	Japon / États-Unis d'Amérique

31 *Article 32 – Institutions publiques en qualité de demandeur*

Article 32	Suggestion de reformulation de tout l'article	Canada
Article 32(1)	Devrait-il aussi y avoir une référence à l'article 13(5) ?	États-Unis d'Amérique
	Ce paragraphe est-il nécessaire, à la lumière de l'article 2(2) ?	Note de bas de page 34 du Document préliminaire No 16
	Cette disposition ne devrait-elle pas se trouver à l'article relatif aux définitions (art. 3) ?	
Article 32(3)	Les termes entre crochets sont-ils redondants ?	États-Unis d'Amérique. Note de bas de page 35 du Document préliminaire No 16

26 *Article 14 – Limit on debtors bringing proceedings*

Article 14	Proposal to delete Article.	Japan
	Delete reference to "debtor" in Chapter and Article heading.	United States of America / Canada
Article 14(1)	Insert after "any other Contracting State" the phrase: "in which the original decision can be recognised or enforced under the Convention".	Footnote 20 of Preliminary Document No 16. Japan
Article 14(2)	Additional sub-paragraph to the same effect as above.	United States of America

27 *Article 15 – Scope of Chapter on recognition and enforcement*

Article 15(4)	See above, paragraph 15.	
Article 15(5)	See above, paragraph 13.	
Article 15(1)	Add to end of second sentence: "and enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin".	New Zealand
	Remove brackets around "[, retroactive maintenance]".	New Zealand / United States of America
	Should the terms "arrears" and "retroactive maintenance" be defined?	Footnote 21 of Preliminary Document No 16. New Zealand

28 *Article 17 – Severability and partial recognition and enforcement*

Article 17	Clarification sought.	Japan

29 *Article 24 – Physical presence of the child or applicant*

Article 24	Should the brackets or the text be removed?	New Zealand / United States of America / Switzerland

30 *Article 29 – Enforcement measures*

Article 29	Should the brackets or the text be deleted?	Japan / United States of America

31 *Article 32 – Public bodies as applicants*

Article 32	Redrafting suggested throughout.	Canada
Article 32(1)	Should there also be a reference to Article 13(5)?	United States of America
	Is this paragraph necessary having regard to Article 2(2)?	Footnote 34 of Preliminary Document No 16
	Would this provision be better located within the Article on definitions (Art. 3)?	
Article 32(3)	Is the language in brackets redundant?	United States of America. Footnote 35 of Preliminary Document No 16

Article 32(5)	Faut-il supprimer les termes entre crochets ? Voir aussi le paragraphe 9, ci-dessus.	États-Unis d'Amérique

32 *Article 37 – Procuration*

Article 37	Une reformulation est-elle nécessaire ? Faut-il supprimer les crochets ? Voir la proposition de l'Institut allemand pour les Services à la jeunesse et le droit de la famille.	Japon / Suisse. Voir aussi le paragraphe 2 ci-dessus. Document de travail No 83

33 *Article 38 – Recouvrement des frais*

Article 38(1)	Le principe doit-il seulement s'appliquer dans le cas des aliments envers les enfants ? Une discussion plus approfondie est-elle nécessaire en ce qui concerne la relation entre les articles 8(2), 26, 39 et 40 ?	Note de bas de page 36 du Document préliminaire No 16 Nouvelle-Zélande / Suisse
Article 38(2)	Considérer l'inclusion d'une disposition permettant le recouvrement des frais de la partie qui succombe.	Note de bas de page 37 du Document préliminaire No 16

34 *Article 49 – Signature, ratification et adhésion*

Article 49	Quelles options / alternatives devraient être retenues ?	États-Unis d'Amérique

35 *Texte neutre par rapport au support*

En particulier, le préambule et les articles 11, 14, 15 et 20	En ce qui concerne l'utilisation de termes tels que « documents », « accord écrit ou verbal avec confirmation par écrit », « instruments authentiques et accords privés », « original », « certifié », « certificat », « assermenté », etc., le texte de la Convention est-il neutre par rapport au support ?	Notes de bas de page 14 et 27 du Document préliminaire No 16 Document préliminaire No 17, paragraphe 8 et annexe C, p. 15 Notes d'information de 2003 et 2005 du Bureau Permanent États-Unis d'Amérique / Suisse

36 *Chapitre VIII – Dispositions générales*

Nouvel article	Devrait-on ajouter un article similaire à l'article 30 de la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* ?	Canada

Article 32(5)	Should the bracketed language be deleted? See also paragraph 9 above.	United States of America

32 *Article 37 – Power of attorney*

Article 37	Is rewording required? Should the brackets be removed? See proposal of the German Institute for Youth Human Services and Family Law.	Japan / Switzerland. See also paragraph 2 above. Working Document No 83

33 *Article 38 – Costs recovery*

Article 38(1)	Should the principle apply only in respect of child support? Further discussion needed concerning relationship between Articles 8(2), 26, 39 and 40?	Footnote 36 of Preliminary Document No 16 New Zealand / Switzerland
Article 38(2)	Consider inclusion of a provision ensuring that costs may be recovered from unsuccessful party.	Footnote 37 of Preliminary Document No 16

34 *Article 49 – Signature, ratification and accession*

Article 49	Which options / alternatives within options should be retained?	United States of America

35 *Media-neutral text*

In particular Preamble and Articles 11, 14, 15 and 20	In relation to the use of terms such as "documents", "agreement in writing or evidenced in writing", "authentic instruments and private agreements", "original", "certified", "certificate", "sworn by", etc., is the text of the Convention media-neutral?	Footnotes 14 and 27 of Preliminary Document No 16 Preliminary Document No 17, paragraph 8 and Annex C, p. 15 Permanent Bureau Information Notes of 2003 and 2005 United States of America / Switzerland

36 *Chapter VIII – General provisions*

New Article	Should an Article be added similar to Article 30 of the *Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*?	Canada

Avant-projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

ÉTABLI PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION SOUS L'AUTORITÉ DE LA COMMISSION SPÉCIALE

Document préliminaire No 25 de janvier 2007

AVANT-PROJET DE CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS ET D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE

[Note : Sauf indication contraire, les crochets sont utilisés pour identifier une proposition de rédaction ou un sujet qui n'a pas été pleinement considéré par la Commission spéciale.]

PRÉAMBULE

Les États signataires de la présente Convention,

[Désireux d'améliorer la coopération entre les États en matière de recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille,

Conscients de la nécessité de disposer de procédures produisant des résultats et qui soient accessibles, rapides, efficaces, économiques, équitables et adaptées à diverses situations,

Souhaitant s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions de La Haye existantes, ainsi que d'autres instruments internationaux,

Cherchant à tirer parti des avancées technologiques et à créer un système souple et évolutif susceptible de s'adapter aux nouveaux besoins et aux opportunités offertes par les nouvelles technologies,

Rappelant que, en application des articles 3 et 27 de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* du 20 novembre 1989,

– l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale dans toutes les décisions concernant les enfants,

– tout enfant a droit à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social,

– il incombe au premier chef aux parents ou autres personnes ayant la charge de l'enfant d'assurer, dans la limite de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant,

– les États parties devraient prendre toutes les mesures appropriées, notamment la conclusion d'accords internationaux, en vue d'assurer le recouvrement des aliments envers l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes responsables à son égard, en particulier lorsque ces personnes vivent dans un territoire autre que celui de l'enfant,

Ont résolu de conclure la présente Convention, et sont convenus des dispositions suivantes :]

CHAPITRE PREMIER – OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

Article premier Objet

La présente Convention a pour objet d'assurer l'efficacité du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, en particulier en :

(a) établissant un système complet de coopération entre les autorités des États contractants ;

(b) permettant de présenter des demandes en vue d'obtenir des décisions en matière d'aliments ;

(c) assurant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'aliments ; et

(d) requérant des mesures efficaces en vue de l'exécution rapide des décisions en matière d'aliments.

Article 2 Champ d'application[1]

1 La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant à l'égard d'un enfant de moins de 21 ans [y compris aux demandes d'aliments entre époux et ex-époux concomitantes aux demandes d'aliments envers un tel enfant] et, à l'exception des chapitres II et III, aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux.

2 Tout État contractant peut, en vertu de l'article 58, déclarer qu'il étendra l'application de l'ensemble ou d'une partie de la Convention à l'une ou l'autre des obligations alimentaires découlant des relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance. Une telle déclaration ne crée d'obligation entre deux États contractants que dans la mesure où leurs déclarations visent les mêmes obligations alimentaires et parties de la Convention.

[3 Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux enfants indépendamment du statut conjugal des parents.]

4 La Convention s'applique aussi aux demandes des organismes publics relatives aux obligations alimentaires couvertes par les paragraphes premier, 2 [et 3].

Article 3 Définitions

Aux fins de la présente Convention :

(a) « créancier » signifie une personne à qui des aliments sont dus ou sont allégués être dus ;

(b) « débiteur » signifie une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ;

[1] Au moins une délégation a exprimé des inquiétudes quant à l'application de toute partie de la Convention à d'autres personnes que des enfants.

Avant-projet de Convention

Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

PREPARED BY THE DRAFTING COMMITTEE UNDER THE AUTHORITY OF THE SPECIAL COMMISSION

Preliminary Document No 25 of January 2007

PRELIMINARY DRAFT CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOVERY OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS OF FAMILY MAINTENANCE

[Note: Except where otherwise indicated, square brackets are used to signify text which is tentative or which deals with a matter which was not fully considered by the Special Commission.]

PREAMBLE

The States signatory to the present Convention,

[Desiring to improve co-operation among States for the international recovery of child support and other forms of family maintenance,

Aware of the need for procedures which produce results and are accessible, prompt, efficient, cost-effective, responsive, and fair,

Wishing to build upon the best features of existing Hague Conventions and other international instruments,

Seeking to take advantage of advances in information technology and to create a flexible system which can continue to evolve as needs change and further advances in technology create new opportunities,

Recalling that, in accordance with Articles 3 and 27 of the *United Nations Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989,

– in all actions concerning children the best interests of the child shall be a primary consideration,

– every child has a right to a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development,

– the parent(s) or others responsible for the child have the primary responsibility to secure, within their abilities and financial capacities, the conditions of living necessary for the child's development, and

– States Parties should take all appropriate measures, including the conclusion of international agreements, to secure the recovery of maintenance for the child from the parent(s) or other responsible persons, in particular where such persons live in a State different from that of the child,

Have resolved to conclude this Convention and have agreed upon the following provisions –]

CHAPTER I – OBJECT, SCOPE AND DEFINITIONS

Article 1 Object

The object of the present Convention is to ensure the effective international recovery of child support and other forms of family maintenance in particular by –

(a) establishing a comprehensive system of co-operation between the authorities of the Contracting States;

(b) making available applications for the establishment of maintenance decisions ;

(c) providing for the recognition and enforcement of maintenance decisions; and

(d) requiring effective measures for the prompt enforcement of maintenance decisions.

Article 2 Scope[1]

1 This Convention shall apply to maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a child under the age of 21 [including claims for spousal support made in combination with claims for maintenance in respect of such a child] and, with the exception of Chapters II and III, to spousal support.

2 Any Contracting State may declare in accordance with Article 58 that it will extend the application of the whole or any part of the Convention to any maintenance obligation arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity. Any such declaration shall give rise to obligations between two Contracting States only in so far as their declarations cover the same maintenance obligations and parts of the Convention.

[3 The provisions of this Convention shall apply to children regardless of the marital status of the parents.]

4 The Convention also applies to claims by a public body in respect of maintenance obligations covered by paragraphs 1, 2 [and 3].

Article 3 Definitions

For the purposes of this Convention –

(a) "creditor" means an individual to whom maintenance is owed or is alleged to be owed;

(b) "debtor" means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance;

[1] At least one delegation expressed concern with regard to applying any part of the Convention to anyone other than children.

[(c) « assistance juridique » comprend le conseil juridique, l'assistance dans le cadre d'une affaire portée devant une autorité, la représentation en justice et l'exonération des frais de procédure ;]

(d) « accord par écrit » comprend un accord consigné sur quelque support que ce soit, dont le contenu est accessible pour être consulté ultérieurement.

CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Article 4 Désignation des Autorités centrales

1 Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2 Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et doit spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

3 Chaque État contractant informe le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé de la désignation de l'Autorité centrale ou des Autorités centrales ainsi que de leurs coordonnées et, le cas échéant, de l'étendue de leurs fonctions visées au paragraphe 2 au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion. Les États contractants informent aussitôt le Bureau Permanent de tout changement.

Article 5 Fonctions générales des Autorités centrales

Les Autorités centrales :

(a) coopèrent entre elles et favorisent la collaboration entre les autorités compétentes de leur État pour atteindre les objectifs de la Convention ;

(b) fournissent des informations au Bureau Permanent sur la législation et les procédures applicables dans leur État en matière d'aliments ;

(c) recherchent, dans la mesure du possible, des solutions aux difficultés pouvant survenir dans le cadre de l'application de la Convention.

Article 6 Fonctions spécifiques des Autorités centrales

1 Les Autorités centrales fournissent une assistance relative aux demandes visées au chapitre III, notamment en :

(a) transmettant et recevant ces demandes ;

(b) introduisant ou facilitant l'introduction de procédures relatives à ces demandes.

2 En ce qui concerne ces demandes, elles prennent toutes les mesures appropriées pour :

(a) accorder ou faciliter l'octroi d'une assistance juridique, lorsque les circonstances l'exigent ;

(b) aider à localiser le débiteur ou le créancier ;

(c) faciliter la recherche des informations pertinentes relatives aux revenus et, si nécessaire, au patrimoine du débiteur ou du créancier, y compris la localisation des biens ;

(d) encourager le règlement amiable des différends afin d'obtenir un paiement volontaire des aliments, lorsque cela s'avère approprié par le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres moyens analogues ;

(e) faciliter l'exécution continue des décisions en matière d'aliments, y compris les arrérages ;

(f) faciliter le recouvrement et le virement rapide des paiements d'aliments ;

(g) faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre ;

(h) fournir une assistance pour établir la filiation lorsque cela est nécessaire pour le recouvrement d'aliments ;

[(i) introduire ou faciliter l'introduction de procédures afin d'obtenir toute mesure nécessaire et provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande pendante d'aliments ;]

(j) faciliter la signification et la notification des actes.

3 Les fonctions conférées à l'Autorité centrale en vertu du présent article peuvent être exercées, dans la mesure prévue par la loi de l'État concerné, par des organismes publics, ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de cet État. La désignation de tout organisme public ou autre organisme, ainsi que ses coordonnées et l'étendue de ses fonctions sont communiquées par l'État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé. En cas de changement, les États contractants en informent aussitôt le Bureau Permanent.

4 Le présent article et l'article 7 ne peuvent en aucun cas être interprétés comme imposant à une Autorité centrale l'obligation d'exercer des attributions qui relèvent exclusivement des autorités judiciaires selon la loi de l'État requis.

Article 7 Requête de mesures spécifiques

1 Une Autorité centrale peut, sur requête motivée, demander à une autre Autorité centrale qu'elle prenne des mesures spécifiques appropriées en vertu de l'article 6(2)(b), (c), [(g), (h), (i) et (j)] lorsque aucune demande en application de l'article 10 n'est pendante. L'Autorité centrale requise prend ces mesures si elle les considère nécessaires afin d'aider un demandeur potentiel [à faire une demande prévue à l'article 10 ou] à déterminer si une telle demande doit être introduite.

[2 Une Autorité centrale peut également prendre des mesures spécifiques, à la requête d'une autre Autorité centrale, dans une affaire comportant un élément international concernant le recouvrement des aliments qui est pendante dans l'État requérant.]

Avant-projet de Convention

[(c) "legal assistance" includes legal advice, assistance in bringing a case before an authority, legal representation and exemption from costs of proceedings;]

(d) "agreement in writing" means an agreement recorded in any medium the information contained in which is accessible so as to be usable for subsequent reference.

CHAPTER II – ADMINISTRATIVE CO-OPERATION

Article 4 Designation of Central Authorities

1 A Contracting State shall designate a Central Authority to discharge the duties that are imposed by the Convention on such an authority.

2 Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and shall specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

3 The designation of the Central Authority or Central Authorities, their contact details, and where appropriate the extent of their functions as specified in paragraph 2, shall be communicated by a Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law at the time when the instrument of ratification or accession is deposited. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

Article 5 General functions of Central Authorities

Central Authorities shall –

(a) co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to achieve the purposes of the Convention;

(b) provide information to the Permanent Bureau as to the laws and procedures concerning maintenance obligations in their States;

(c) seek as far as possible solutions to difficulties which arise in the application of the Convention.

Article 6 Specific functions of Central Authorities

1 Central Authorities shall provide assistance in relation to applications under Chapter III. In particular they shall –

(a) transmit and receive such applications;

(b) initiate, or facilitate the institution of, proceedings in respect of such applications.

2 In relation to such applications they shall take all appropriate measures –

(a) where the circumstances require, to provide or facilitate the provision of legal assistance;

(b) to help locate the debtor or the creditor;

(c) to help obtain relevant information concerning the income and, if necessary, other financial circumstances of the debtor or creditor, including the location of assets;

(d) to encourage amicable solutions with a view to obtaining voluntary payment of maintenance, where suitable by use of mediation, conciliation or similar processes;

(e) to facilitate the ongoing enforcement of maintenance decisions including any arrears;

(f) to facilitate the collection and expeditious transfer of maintenance payments;

(g) to facilitate the obtaining of documentary or other evidence;

(h) to provide assistance in establishing parentage where necessary for the recovery of maintenance;

[(i) to initiate or facilitate the institution of proceedings to obtain any necessary provisional measures that are territorial in nature and the purpose of which is to secure the outcome of a pending maintenance application;]

(j) to facilitate service of documents.

3 The functions of the Central Authority under this Article may, to the extent permitted under the law of that State, be performed by public bodies, or other bodies subject to the supervision of the competent authorities of that State. The designation of any such public bodies or other bodies as well as their contact details and the extent of their functions shall be communicated by a Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

4 Nothing in this Article or Article 7 shall be interpreted as imposing an obligation on a Central Authority to exercise powers that can be exercised only by judicial authorities under the law of the requested State.

Article 7 Requests for specific measures

1 A Central Authority may make a request, supported by reasons, to another Central Authority to take appropriate specific measures under Article 6(2)(b), (c), [(g), (h), (i) and (j)] when no application under Article 10 is pending. The requested Central Authority shall take such measures if satisfied that they are necessary to assist a potential applicant [in making an application under Article 10 or] in determining whether such an application should be initiated.

[2 A Central Authority may also take specific measures on the request of another Central Authority in relation to a case having an international element concerning the recovery of maintenance pending in the requesting State.]

Article 8 Frais de l'Autorité centrale

1 Chaque Autorité centrale supporte ses propres frais découlant de l'application de la Convention.

2 Les Autorités centrales ne peuvent mettre aucuns frais à la charge du demandeur pour les services qu'elles fournissent en vertu de la Convention sauf s'il s'agit de frais ou de dépenses exceptionnels découlant d'une requête en vertu de l'article 7.

CHAPITRE III – DEMANDES PAR L'INTERMÉDIAIRE DES AUTORITÉS CENTRALES

Article 9 Demande par l'intermédiaire des Autorités centrales

Une demande en vertu de ce chapitre est transmise à l'Autorité centrale de l'État requis par l'intermédiaire de l'Autorité centrale de l'État contractant dans lequel réside le demandeur. Aux fins de la présente disposition, la résidence exclut la simple présence.

Article 10 Demandes disponibles

1 Dans un État requérant, les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un créancier qui poursuit le recouvrement d'aliments en vertu de la présente Convention :

(a) reconnaissance ou reconnaissance et exécution d'une décision ;

(b) exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis ;

(c) obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation si nécessaire ;

(d) obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée en raison de l'absence d'une base de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 17 ou sur le fondement de l'article 19(b) ou (e) ;

(e) modification d'une décision rendue dans l'État requis ;

(f) modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis.

2 Dans un État requérant, les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un débiteur à l'encontre duquel existe une décision en matière d'aliments :

(a) modification d'une décision rendue dans l'État requis ;

(b) modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis.

3 À moins que la Convention en dispose autrement, les demandes prévues aux paragraphes premier et 2 sont déterminées conformément au droit de l'État requis et, dans le cas des demandes prévues aux paragraphes premier (c) à (f) et 2, sont soumises aux règles de compétence applicables dans cet État[2].

Article 11 Contenu de la demande

Première option (s'il n'existe aucun formulaire obligatoire)

1 Toute demande en vertu de l'article 10 comprend au moins :

(a) une déclaration relative à la nature de la demande ou des demandes ;

(b) le nom et les coordonnées du demandeur, y compris son adresse et sa date de naissance ;

(c) le nom du défendeur et, lorsqu'elles sont connues, son adresse et sa date de naissance ;

(d) le nom et la date de naissance des personnes pour lesquelles des aliments sont demandés ;

(e) les motifs au soutien de la demande ;

(f) dans une demande formée par le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement ;

(g) à l'exception de la demande présentée en vertu de l'article 10(1)(a), toute information ou tout document exigé par une déclaration faite conformément à l'article 58 par l'État requis ;

[(h) les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale de l'État requérant responsable du traitement de la demande.]

2 Lorsque cela s'avère approprié, la demande inclut également, lorsqu'elles sont connues :

(a) les revenus et le patrimoine du créancier ;

(b) les revenus et le patrimoine du débiteur y compris le nom et l'adresse de l'employeur du débiteur ainsi que la localisation et la nature des biens du débiteur ;

(c) toute autre information permettant de localiser le défendeur.

3 La demande est accompagnée de toute information ou tout document justificatif nécessaire y compris la documentation relative à l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique. Lorsqu'une demande est présentée en vertu de l'article 10(1)(a), elle n'est accompagnée que des documents énumérés à l'article 21.

4 Une demande formée en vertu de l'article 10 peut être présentée conformément au formulaire recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé.

Deuxième option (s'il existe des formulaires obligatoires)

Une demande en vertu de l'article 10 est établie conformément aux formulaires annexés à cette Convention et accompagnée de tout document nécessaire, sans préjudice du droit de l'État requis d'exiger toute information ou tout

[2] Une délégation a exprimé des inquiétudes quant à ce paragraphe.

Article 8 Central Authority costs

1 Each Central Authority shall bear its own costs in applying this Convention.

2 Central Authorities may not impose any charge on an applicant for the provision of their services under the Convention save for exceptional costs or expenses arising from a request for a specific measure under Article 7.

CHAPTER III – APPLICATIONS THROUGH CENTRAL AUTHORITIES

Article 9 Application through Central Authorities

An application under this Chapter shall be made through the Central Authority of the Contracting State in which the applicant resides to the Central Authority of the requested State. For the purpose of this provision, residence excludes mere presence.

Article 10 Available applications

1 The following categories of application shall be available to a creditor in a requesting State seeking to recover maintenance under this Convention –

(a) recognition or recognition and enforcement of a decision;

(b) enforcement of a decision made or recognised in the requested State;

(c) establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage;

(d) establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused because of the lack of a basis for recognition and enforcement under Article 17 or on the grounds specified in Article 19(b) or (e);

(e) modification of a decision made in the requested State;

(f) modification of a decision made in a State other than the requested State;

2 The following categories of application shall be available to a debtor in a requesting State against whom there is an existing maintenance decision –

(a) modification of a decision made in the requested State;

(b) modification of a decision made in a State other than the requested State.

3 Save as otherwise provided in this Convention, the applications in paragraphs 1 and 2 shall be determined under the law of the requested State, and applications in paragraphs 1(c) to (f) and 2, shall be subject to the jurisdictional rules applicable in the requested State.[2]

Article 11 Application contents

Option 1 (if no mandatory forms exist)

1 All applications under Article 10 shall as a minimum include –

(a) a statement of the nature of the application or applications;

(b) the name and contact details, including the address, and date of birth of the applicant;

(c) the name and, if known, address and date of birth of the respondent;

(d) the name and the date of birth of any person for whom maintenance is sought;

(e) the grounds upon which the application is based;

(f) in an application by a creditor, information concerning where the maintenance payment should be sent or electronically transmitted;

(g) save in an application made under Article 10(1)(a), any information or document specified by declaration in accordance with Article 58 by the requested State;

[(h) the name and contact details of the person or unit from the Central Authority of the requesting State responsible for processing the application.]

2 As appropriate, and to the extent known, the application shall in addition in particular include –

(a) the financial circumstances of the creditor;

(b) the financial circumstances of the debtor including the name and address of the employer of the debtor and the nature and location of the assets of the debtor;

(c) any other information that may assist with the location of the respondent.

3 The application shall be accompanied by any necessary supporting information or documentation including documentation concerning the entitlement of the applicant to legal assistance. In the case of applications under Article 10(1)(a), the application shall be accompanied only by the documents listed under Article 21.

4 An application under Article 10 may be made in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

Option 2 (if mandatory forms exist)

Applications under Article 10 shall be in accordance with the forms annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice,

[2] One delegation expressed concern in relation to this paragraph.

document supplémentaire lorsque cela s'avère nécessaire, sauf s'il s'agit d'une demande présentée en vertu de l'article 10(1)(a).

Article 12 Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires par l'intermédiaire des Autorités centrales

1 L'Autorité centrale de l'État requérant assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et toutes les informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'examen de la demande.

2 L'Autorité centrale de l'État requérant transmet la demande à l'Autorité centrale de l'État requis, après s'être assurée qu'elle satisfait aux exigences de la Convention. La demande est accompagnée du formulaire de transmission prévu à l'annexe 1 de la présente Convention. [Lorsque cela est exigé par l'Autorité centrale de l'État requis, l'Autorité centrale de l'État requérant fournit une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine des documents énumérés aux articles 21(1)(a), (b) et (d) [et 26(2)].]

3 L'Autorité centrale requise, dans un délai de six semaines à compter de la date de réception de la demande, en accuse réception [au moyen du formulaire dont le contenu est prévu à l'annexe ..], avise l'Autorité centrale de l'État requérant des premières démarches qui ont été ou qui seront entreprises pour traiter la demande et sollicite tout document ou toute information supplémentaire qu'elle estime nécessaire. Dans ce même délai de six semaines, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante des nom et coordonnées de la personne ou du service chargé de répondre aux questions relatives à l'état d'avancement de la demande.

4 Dans un délai de trois mois suivant l'accusé de réception, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante de l'état de la demande.

5 Les Autorités centrales requise et requérante :

(a) s'informent mutuellement de l'identité de la personne ou du service responsable d'une affaire particulière ;

(b) s'informent mutuellement de l'état d'avancement du dossier et répondent en temps utile aux demandes de renseignements.

6 Les Autorités centrales traitent un dossier aussi rapidement que l'autorise un examen adéquat de son contenu.

7 Les Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides dont elles disposent.

8 Une Autorité centrale requise ne peut refuser de traiter une demande que s'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies. Dans ce cas, cette Autorité centrale informe aussitôt l'Autorité centrale requérante de ses motifs.

9 L'Autorité centrale requise ne peut rejeter une demande au seul motif que des documents ou des informations supplémentaires sont nécessaires. Toutefois, l'Autorité centrale requise peut impartir un délai d'au moins trois mois à l'Autorité centrale requérante pour la production de ceux-ci. Si l'Autorité centrale requérante ne produit pas les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti, l'Autorité centrale requise peut décider de cesser de traiter la demande, auquel cas elle en informe l'Autorité centrale requérante.

[*Article 13 Moyens de communication – recevabilité*

La recevabilité, devant les tribunaux ou les autorités administratives des États contractants, de toute demande transmise par l'Autorité centrale de l'État requérant en vertu de la présente Convention, ou de tout document ou information qui y est annexé ou fourni par une Autorité centrale, ne peut être contestée uniquement en raison du support ou des moyens de communication utilisés entre les Autorités centrales concernées.]

Première option

Article 14 Accès effectif aux procédures

1 L'État requis assure aux demandeurs un accès effectif aux procédures, y compris aux procédures d'appel, qui découlent des demandes présentées conformément au chapitre III, et s'il y a lieu par la fourniture gratuite d'assistance juridique.

2 L'État requis n'est pas tenu de fournir l'assistance juridique visée au paragraphe premier lorsque les procédures sont conçues de telle sorte qu'elles permettent au demandeur d'agir sans avoir besoin d'assistance et lorsque l'Autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires.

3 L'octroi d'une assistance juridique gratuite peut être subordonné à l'examen des ressources du demandeur ou à l'analyse du bien-fondé de l'affaire. Un État contractant peut déclarer, conformément à l'article 58, qu'il octroiera une assistance juridique gratuite dans le cas des demandes d'aliments envers les enfants, sur le seul fondement d'une évaluation des ressources de l'enfant, ou au contraire sans procéder à aucune évaluation des ressources.

4 Les conditions d'accès à l'assistance juridique gratuite sont équivalentes à celles fixées dans les affaires internes équivalentes.

[5 Un créancier qui, dans l'État d'origine, a bénéficié d'une assistance juridique couvrant en tout ou en partie des coûts ou d'une exonération des frais a droit, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de bénéficier de l'assistance juridique la plus favorable ou de l'exonération la plus complète des coûts et frais prévus par la loi de l'État requis.]

6 Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais dans les procédures introduites par le créancier en vertu de la Convention.

[7 Dans le cadre des demandes relatives à des aliments envers les enfants, un État contractant peut déclarer, conformément à l'article 58, qu'il octroiera une assistance juridique gratuite sur la base de la réciprocité à tout autre État contractant qui fera la même déclaration.]

Avant-projet de Convention

save in relation to an application under Article 10(1)(a), to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

Article 12 Transmission, receipt and processing of applications and cases through Central Authorities

1 The Central Authority of the requesting State shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application.

2 The Central Authority of the requesting State shall, when satisfied that the application complies with the requirements of the Convention, transmit the application to the Central Authority of the requested State. The application shall be accompanied by the transmittal form set out in Annex 1 to the Convention. [The Central Authority of the requesting State shall, when requested by the Central Authority of the requested State, provide a complete copy certified by the competent authority in the State of origin of any document specified under Article 21(1)(a), (b) and (d) [and 26(2)].]

3 The requested Central Authority shall, within six weeks from the date of receipt of the application, acknowledge receipt [in the form the content of which is set out in Annex ..] and inform the Central Authority of the requesting State what initial steps have been or will be taken to deal with the application and may request any further necessary documents and information. Within the same six-week period, the requested Central Authority shall provide to the requesting Central Authority the name and contact details of the person or unit responsible for responding to inquiries regarding the progress of the application.

4 Within three months after the acknowledgement, the requested Central Authority shall inform the requesting Central Authority of the status of the application.

5 Requesting and requested Central Authorities shall –

(a) keep each other informed of the person or unit responsible for a particular case;

(b) keep each other informed of the progress of the case and provide timely responses to enquiries.

6 Central Authorities shall process a case as quickly as a proper consideration of the issues will allow.

7 Central Authorities shall employ the most rapid means of communication at their disposal.

8 A requested Central Authority may refuse to process an application only if it is manifest that the requirements of this Convention are not fulfilled. In such case, that Central Authority shall promptly inform the requesting Central Authority of its reasons.

9 The requested Central Authority may not reject an application solely on the basis that additional documents or information are needed. However, the requested Central Authority may ask the requesting Central Authority to produce these within a period of at least three months. If the requesting Central Authority does not produce the additional documents or information within that period, the requested Central Authority may decide that it will no longer process the application, in which case it shall inform the requesting Central Authority of this decision.

[*Article 13 Means of communication – admissibility*

The admissibility in the courts or administrative authorities of the Contracting States of any application transmitted by the Central Authority of a requesting State in accordance with the terms of this Convention, or of any documents or other information appended thereto or provided by a Central Authority, may not be challenged by reason only of the medium or means of communications employed between the Central Authorities concerned.]

Option 1

Article 14 Effective access to procedures

1 The requested State shall provide applicants with effective access to the procedures, including appeal procedures, arising from applications under Chapter III, where necessary by the provision of free legal assistance.

2 The requested State shall not be obliged to provide the legal assistance referred to in paragraph 1 where the procedures are designed to enable the applicant to make the case without the need for such assistance, and where the Central Authority provides such free services as are necessary.

3 The provision of free legal assistance may be made subject to a means or a merits test. A Contracting State may declare in accordance with Article 58 that it will provide free legal assistance in applications concerning child support on the basis of the assessment of the child's means only, or without any means test at all.

4 Entitlements to free legal assistance shall not be less than those available in equivalent domestic cases.

[5 A creditor, who in the State of origin has benefited from complete or partial legal aid or exemption from costs or expenses, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit from the most favourable legal aid or the most extensive exemption from costs or expenses provided for by the law of the State addressed.]

6 No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in proceedings brought by a creditor under the Convention.

[7 A Contracting State may declare in accordance with Article 58 that it will provide free legal assistance in applications concerning child support on the basis of reciprocity with any other Contracting State that makes the same declaration.]

Deuxième option (articles 14 à 14 quater*)*

Article 14 Accès effectif aux procédures

1 L'État requis assure aux demandeurs un accès effectif aux procédures, y compris dans le cadre des procédures d'exécution et d'appel, qui découlent des demandes présentées conformément au chapitre III, et s'il y a lieu par la fourniture gratuite d'assistance juridique.

2 L'État requis n'est pas tenu de fournir l'assistance juridique visée au paragraphe premier lorsque les procédures sont conçues de telle sorte qu'elles permettent au demandeur d'agir sans avoir besoin d'assistance et lorsque l'Autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires.

Article 14 bis *Assistance juridique gratuite dans le cadre des demandes d'aliments relatives aux enfants*

1 Sous réserve du paragraphe 2 du présent article, l'assistance juridique gratuite est fournie au regard de toutes les demandes d'aliments relatives aux enfants présentées en vertu du chapitre III.

2 L'Autorité centrale requise peut :

(a) imposer des frais raisonnables pour couvrir le coût d'un test génétique lorsqu'un tel test est nécessaire pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments dans l'État requis ; ou

(b) transmettre la demande à l'organisme approprié dans l'État requis si elle considère que la demande est manifestement mal fondée, afin que l'éligibilité à l'assistance juridique gratuite du demandeur soit décidée en vertu de l'article 14 *ter* ; ou exiger le remboursement de coûts et frais juridiques raisonnables engagés pour une demande dont le caractère déraisonnable a été décidé par une autorité compétente qui s'est prononcée sur le fond de la décision ;

(c) informer l'Autorité centrale requérante lorsqu'elle conclut que la situation financière du demandeur est disproportionnée par rapport aux conditions d'admissibilité à l'assistance juridique à laquelle les demandeurs sont présumés avoir droit. Si l'Autorité centrale requérante conclut que, dans l'État requérant, le demandeur pourrait bénéficier d'une assistance juridique gratuite, dans les mêmes circonstances et dans le cadre d'une demande internationale, l'Autorité centrale requise doit fournir l'assistance juridique gratuite. Si l'Autorité centrale requérante conclut que le demandeur ne pourrait bénéficier d'une assistance juridique gratuite dans l'État requérant, elle doit en informer l'Autorité centrale requise. Avec l'autorisation préalable du demandeur, l'Autorité centrale requise traite la demande et peut imposer des frais relatifs à l'assistance juridique.

Article 14 ter *Assistance juridique gratuite pour les demandes d'aliments relatives à d'autres membres de la famille*

Dans les affaires autres que celles portant sur les demandes relatives aux aliments envers les enfants transmises en vertu du chapitre III :

(a) l'octroi d'une assistance juridique gratuite peut être subordonné à l'examen des ressources du demandeur ou à l'analyse du bien-fondé de l'affaire ;

(b) les conditions d'accès à l'assistance juridique gratuite sont équivalentes à celles fixées dans les affaires internes équivalentes ;

(c) un créancier qui, dans l'État d'origine, a bénéficié d'une assistance juridique totale ou partielle des coûts ou d'une exonération des frais a droit, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de bénéficier de la même assistance juridique ou de l'exonération des coûts et frais prévus par la loi de l'État requis dans les mêmes circonstances.

Article 14 quater *Caution pour les frais*

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais dans les procédures introduites par le créancier en vertu de la Convention.

CHAPITRE IV – RESTRICTIONS AUX PROCÉDURES

Article 15 Limite aux procédures

1 Lorsqu'une décision a été rendue dans un État contractant où le créancier a sa résidence habituelle, des procédures pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision ne peuvent être introduites par le débiteur dans un autre État contractant, tant que le créancier continue à résider habituellement dans l'État où la décision a été rendue.

2 Le précédent paragraphe ne s'applique pas :

(a) lorsque, dans un litige portant sur une obligation alimentaire autre que celle à l'égard d'un enfant, la compétence de cet autre État contractant a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties[3] ;

(b) lorsque le créancier se soumet à la compétence de cet autre État contractant, soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en est offerte pour la première fois ;

(c) si l'autorité compétente de l'État d'origine ne peut ou refuse d'exercer sa compétence pour modifier la décision ou rendre une nouvelle décision ; ou,

(d) lorsque la décision rendue dans l'État d'origine ne peut pas être reconnue ou déclarée exécutoire dans l'État contractant dans lequel des procédures pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision sont envisagées.

CHAPITRE V – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

Article 16 Champ d'application du chapitre

1 Ce chapitre s'applique aux décisions rendues par une autorité judiciaire ou une autorité administrative en matière d'obligations alimentaires. Ces décisions comprennent les transactions ou accords passés devant ces autorités ou homologués par elles. Une décision peut comprendre un ajustement automatique par indexation et une obligation de payer les arrérages, les aliments rétroactivement ou les intérêts, de même que la fixation des frais et dépens.

[3] Une délégation a exprimé des inquiétudes quant à ce paragraphe.

Avant-projet de Convention

Option 2 (Articles 14 to 14 quater*)*

Article 14 Effective access to procedures

1 The requested State shall provide applicants with effective access to the procedures, including enforcement and appeal procedures, arising from applications under Chapter III, where necessary by the provision of free legal assistance.

2 The requested State shall not be obliged to provide the legal assistance referred to in paragraph 1 where the procedures are designed to enable the applicant to make the case without the need for such assistance, and where the Central Authority provides such free services as are necessary.

Article 14 bis *Free legal assistance for child support applications*

1 Subject to paragraph 2 of this Article, free legal assistance shall be provided in respect of all applications under Chapter III concerning child support.

2 The requested Central Authority may –

(a) impose reasonable charges for the costs of genetic testing when such testing is necessary in order to establish a maintenance decision in that State; or

(b) if it considers that, on the merits, the application is manifestly unfounded, refer the application to the appropriate body in the requested State, for a determination of the eligibility for free legal assistance under Article 14 *ter*; or, if after a decision has been made on the substance of an application, the competent authority determines that the application was frivolous, seek reimbursement of costs and reasonable legal fees;

(c) where it considers that the economic situation of the applicant is disproportionate to the requirements under which legal assistance applicants are deemed able to bear the costs of proceedings, so inform the requesting Central Authority. If the requesting Central Authority determines that, in the requesting State, the applicant would be entitled in an international case under the same circumstances to free legal assistance, the requested Central Authority shall provide free legal assistance. If the requesting Central Authority determines that the applicant would not be entitled to free legal assistance in the requesting State, it shall so notify the requested Central Authority. With prior authorisation of the applicant, the requested Central Authority shall proceed upon the application and may charge for legal assistance.

Article 14 ter *Free legal assistance for applications for other forms of family maintenance*

In cases other than applications under Chapter III concerning child support –

(a) the provision of free legal assistance may be made subject to a means or a merits test;

(b) entitlements to free legal assistance shall not be less than those available in equivalent domestic cases;

(c) a creditor, who in the State of origin has benefited from complete or partial legal aid or exemption from costs or expenses, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit from the same legal aid or exemption from costs or expenses provided for by the law of the State addressed under the same circumstances.

Article 14 quater *Security for costs*

No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in proceedings brought by a creditor under the Convention.

CHAPTER IV – RESTRICTIONS ON BRINGING PROCEEDINGS

Article 15 Limit on proceedings

1 Where a decision is made in a Contracting State where the creditor is habitually resident, proceedings to modify the decision or to make a new decision cannot be brought by the debtor in any other Contracting State as long as the creditor remains habitually resident in the State where the decision was made.

2 The previous paragraph shall not apply –

(a) where, except in disputes relating to maintenance obligations in respect of children, there is agreement in writing between the parties to the jurisdiction of that other Contracting State;[3]

(b) where the creditor submits to the jurisdiction of that other Contracting State either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;

(c) where the competent authority in the State of origin cannot, or refuses to, exercise jurisdiction to modify the decision or make a new decision; or,

(d) where the decision made in the State of origin cannot be recognised or declared enforceable in the Contracting State where proceedings to modify the decision or make a new decision are contemplated.

CHAPTER V – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 16 Scope of the Chapter

1 This Chapter applies to a decision rendered by a judicial or administrative authority in respect of a maintenance obligation. Such decision includes a settlement or agreement concluded before or approved by such an authority. A decision may include automatic adjustment by indexation and a requirement to pay arrears, retroactive maintenance or interest and a determination of costs or expenses.

[3] One delegation expressed concern in relation to this paragraph.

2 Si la décision ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de ce chapitre reste limité à cette dernière.

3 Aux fins du paragraphe premier, « autorité administrative » signifie un organisme public dont les décisions, en vertu de la loi de l'État où il est constitué :

(a) peuvent faire l'objet d'un appel ou d'un contrôle par une autorité judiciaire ; et

(b) ont la même force et le même effet qu'une décision d'une autorité judiciaire sur le même sujet.

[4 Ce chapitre s'applique aussi aux actes authentiques et accords privés en matière d'obligations alimentaires, conformément à l'article 26.]

5 Les dispositions de ce chapitre s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à l'autorité compétente de l'État requis en conformité avec l'article 34.

Article 17 Bases de reconnaissance et d'exécution

1 Une décision rendue dans un État contractant (« l'État d'origine ») est reconnue et exécutée dans les autres États contractants si :

(a) le défendeur résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(b) le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en était offerte pour la première fois ;

(c) le créancier résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(d) l'enfant pour lequel des aliments ont été accordés résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance, à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans cet État ou qu'il ait résidé dans cet État et y ait fourni des aliments à l'enfant ;

(e) sauf dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l'égard d'un enfant, la compétence a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties ; ou

(f) la décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes ou à la responsabilité parentale, sauf lorsque cette compétence était fondée uniquement sur la nationalité de l'une des parties.

2 Un État contractant peut faire une réserve quant au paragraphe premier (c), (e) ou (f), conformément à l'article 57[4].

3 Un État contractant ayant fait une réserve en application du paragraphe 2 reconnaît et exécute une décision si sa législation, dans des circonstances de fait similaires, confère ou aurait conféré compétence à ses autorités pour rendre une telle décision.

4 Un État contractant prend toutes les mesures appropriées pour qu'une décision soit rendue si la reconnaissance d'une décision n'est pas possible en raison d'une réserve faite en application du paragraphe 2, et si le débiteur réside habituellement dans cet État. Cette disposition ne s'applique pas aux demandes directes de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 16(5) à moins qu'une nouvelle demande ne soit faite en vertu de l'article 10(1)(d).

5 Une décision en faveur d'un enfant de moins de 18 ans, qui ne peut être reconnue uniquement en raison d'une réserve faite quant à l'article 17(1)(c), (e) ou (f), est acceptée comme établissant l'éligibilité de cet enfant à des aliments dans l'État requis.

6 Une décision n'est reconnue que si elle produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécutée que si elle est exécutoire dans l'État d'origine.

Article 18 Divisibilité et reconnaissance ou exécution partielle

1 Si l'État requis est incapable de reconnaître ou d'exécuter toute la décision, il reconnaît ou exécute chaque partie divisible de la décision qui peut être reconnue ou exécutée.

2 La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

Article 19 Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution

La reconnaissance et l'exécution de la décision peuvent être refusées :

(a) si la reconnaissance et l'exécution de la décision sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;

(b) si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure ;

(c) si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie ;

(d) si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis ;

(e) si le défendeur :

(i) n'a pas été dûment avisé de la procédure et n'a pas eu la possibilité de se faire entendre ; et

(ii) n'a pas été dûment avisé de la décision et n'a pas eu la possibilité de la contester en fait et en droit ; ou

(f) si la décision a été rendue en violation de l'article 15.

[4] Deux délégations examinent encore la possibilité d'amender cette disposition afin de permettre une réserve quant à l'art. 17(1)(d).

Avant-projet de Convention

2 If a decision does not relate solely to a maintenance obligation, the effect of this Chapter is limited to the parts of the decision which concern maintenance obligations.

3 For the purpose of paragraph 1, "administrative authority" means a public body whose decisions, under the law of the State where it is established –

(a) may be made subject of an appeal to or review by a judicial authority; and

(b) have the same force and effect as a decision of a judicial authority on the same matter.

[4 This Chapter also applies to authentic instruments and private agreements relating to a maintenance obligation in accordance with Article 26.]

5 The provisions of this Chapter apply to an application for recognition and enforcement made directly to a competent authority of the State addressed in accordance with Article 34.

Article 17 Bases for recognition and enforcement

1 A decision made in one Contracting State ("the State of origin") shall be recognised and enforced in other Contracting States if –

(a) the respondent was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(b) the respondent has submitted to the jurisdiction either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;

(c) the creditor was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(d) the child for whom maintenance was ordered was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted, provided that the respondent has lived with the child in that State or has resided in that State and provided support for the child there;

(e) except in disputes relating to maintenance obligations in respect of children, there has been agreement to the jurisdiction in writing by the parties; or

(f) the decision was made by an authority exercising jurisdiction on a matter of personal status or parental responsibility, unless that jurisdiction was based solely on the nationality of one of the parties.

2 A Contracting State may make a reservation, in accordance with Article 57, in respect of paragraph 1(c), (e) or (f).[4]

3 A Contracting State making a reservation under paragraph 2 shall recognise and enforce a decision if its law would in similar factual circumstances confer or would have conferred jurisdiction on its authorities to make such a decision.

4 A Contracting State shall, if recognition of a decision is not possible as a result of a reservation under paragraph 2, and if the debtor is habitually resident in that State, take all appropriate measures to establish a decision. The preceding sentence does not apply to direct applications for recognition and enforcement under Article 16(5) unless a new application is made under Article 10(1)(d).

5 A decision in favour of a child under the age of 18 which cannot be recognised by virtue only of a reservation under Article 17(1)(c), (e) or (f) shall be accepted as establishing the eligibility of that child for maintenance in the requested State.

6 A decision shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

Article 18 Severability and partial recognition and enforcement

1 If the State addressed is unable to recognise or enforce the whole of the decision it shall recognise or enforce any severable part of the decision which can be so recognised or enforced.

2 Partial recognition or enforcement of a decision can always be applied for.

Article 19 Grounds for refusing recognition and enforcement

Recognition and enforcement of a decision may be refused –

(a) if recognition and enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ("*ordre public*") of the State addressed;

(b) if the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;

(c) if proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted;

(d) if the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed;

(e) if the respondent had neither –

(i) proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard, nor

(ii) proper notice of the decision and the opportunity to challenge it on fact and law; or

(f) if the decision was made in violation of Article 15.

[4] Further consideration is being given by two delegations to the possibility of an amendment that would provide for a reservation in relation to Art. 17(1)(d).

Article 20 Procédure pour une demande de reconnaissance et d'exécution[5]

1 Sous réserve des dispositions de cette Convention, les procédures de reconnaissance et d'exécution sont régies par la loi de l'État requis.

2 Lorsqu'une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision a été présentée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale conformément au chapitre III, l'Autorité centrale requise :

(a) transmet promptement la décision à l'autorité compétente pour l'enregistrement de la décision aux fins d'exécution ou pour la déclaration de force exécutoire ; ou

(b) si elle est l'autorité compétente, prend promptement elle-même ces mesures.

3 Dans le cas d'une demande présentée directement à l'autorité compétente dans l'État requis en vertu de l'article 16(5), cette autorité, dans les plus brefs délais, déclare la décision exécutoire ou procède à son enregistrement aux fins de son exécution.

4 Les paragraphes 2 et 3 ne font pas obstacle au recours à des procédures plus simples ou plus rapides.

5 Une déclaration ou un enregistrement ne peut être refusé que pour les raisons spécifiées [aux articles 17 et 19] [à l'article 19(a)]. À ce stade, ni le demandeur ni le défendeur ne sont autorisés à présenter d'objection.

6 Le demandeur et le défendeur reçoivent dans les plus brefs délais notification de la déclaration ou de l'enregistrement, ou de leur refus, fait en vertu des paragraphes 2 et 3 et peuvent le contester ou en faire appel en fait et en droit.

7 La contestation ou l'appel est formé dans les 30 jours qui suivent la notification en vertu du paragraphe 6. Si l'auteur de la contestation ou de l'appel ne réside pas dans l'État contractant où la déclaration ou l'enregistrement a été fait ou refusé, la contestation ou l'appel est formé dans les 60 jours qui suivent la notification.

8 La contestation ou l'appel ne peut être fondé que sur :

(a) les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus à l'article 19 ;

(b) les bases de reconnaissance et d'exécution prévues à l'article 17 ;

(c) l'authenticité, la véracité ou l'intégrité d'un document transmis conformément à l'article 21(1)(a), (b) ou (d).

9 La contestation ou l'appel formé par le défendeur peut aussi être fondé sur le paiement de la dette lorsque la reconnaissance et l'exécution n'ont été demandées que pour les paiements échus.

10 Le demandeur et le défendeur reçoivent promptement notification de la décision résultant de la contestation ou de l'appel.

11 Un recours subséquent n'est possible que s'il est permis par la loi de l'État requis.

Article 21 Documents

1 Une demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 20 est accompagnée des documents suivants :

(a) un texte complet de la décision ;

(b) un document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine et, dans le cas d'une décision d'une autorité administrative, un document établissant que les exigences prévues à l'article 16(3) sont remplies ;

(c) si le défendeur n'a pas comparu dans la procédure dans l'État d'origine, un document établissant que les conditions de l'article 19(e) ont été remplies ;

(d) si nécessaire, un document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué ;

(e) si nécessaire, dans le cas d'une décision prévoyant un ajustement automatique par indexation, un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés ;

(f) si nécessaire, la documentation relative à l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique dans l'État d'origine.

2 Un État contractant peut, par déclaration en vertu de l'article 58, préciser les circonstances dans lesquelles il acceptera un résumé ou un extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine au lieu du texte complet de la décision ; [en pareil cas l'État contractant pourra utiliser le formulaire prévu à l'annexe ..].

3 Dans le cas d'une contestation ou d'un appel fondé sur un motif visé à l'article 20(8)(c) ou à la requête de l'autorité compétente dans l'État requis, une copie complète du document en question, certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine, est fournie promptement :

(a) par l'Autorité centrale de l'État requérant, lorsque la demande a été présentée conformément au chapitre III ;

(b) par le demandeur, lorsque la demande a été présentée directement à l'autorité compétente de l'État requis.

Article 22 Procédure relative à une demande de reconnaissance

Ce chapitre s'applique *mutatis mutandis* à une demande de reconnaissance d'une décision, à l'exception de l'exigence du caractère exécutoire qui est remplacée par l'exigence selon laquelle la décision produit ses effets dans l'État d'origine.

Article 23 Constatations de fait

Une autorité compétente de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence.

[5] Certaines délégations sont d'avis que la Convention ne devrait pas interférer, plus que cela est nécessaire, avec la loi interne des États contractants en ce qui concerne les questions traitées à cet article.

Avant-projet de Convention

Article 20 Procedure on an application for recognition and enforcement[5]

1 Subject to the provisions of this Convention, the procedures for recognition and enforcement shall be governed by the law of the State addressed.

2 Where an application for recognition and enforcement of a decision has been made through Central Authorities in accordance with Chapter III, the requested Central Authority shall promptly either –

(a) refer the application to the competent authority for registration of the decision for enforcement or for a declaration of enforceability; or

(b) if it is the competent authority take such steps itself.

3 In the case of a direct application to a competent authority in the requested State in accordance with Article 16(5), that authority shall without delay declare the decision enforceable or register the decision for enforcement.

4 Nothing in paragraphs 2 and 3 shall prevent the use of simpler or more expeditious procedures.

5 A declaration or registration may be refused only for the reasons specified in [Articles 17 and 19] [Article 19(a)]. At this stage neither the applicant nor the respondent is entitled to make any submissions.

6 The applicant and the respondent shall be promptly notified of the declaration or registration, or the refusal thereof, made under paragraphs 2 and 3 and may bring a challenge or appeal on fact and on a point of law.

7 A challenge or an appeal is to be lodged within 30 days of notification under paragraph 6. If the contesting party is not resident in the Contracting State in which the declaration or registration was made or refused, the challenge or appeal shall be lodged within 60 days of notification.

8 A challenge or appeal may be founded only on the following –

(a) the grounds for refusing recognition and enforcement set out in Article 19;

(b) the bases for recognition and enforcement under Article 17;

(c) the authenticity, veracity or integrity of any document transmitted in accordance with Article 21(1)(a), (b) or (d).

9 A challenge or an appeal by a respondent may also be founded on the fulfilment of the debt if the recognition and enforcement was only applied for in respect of payments that fell due in the past.

10 The applicant and the respondent shall be promptly notified of the decision following the challenge or the appeal.

11 Further appeal is possible only if permitted by the law of the State addressed.

Article 21 Documents

1 An application for recognition and enforcement under Article 20 shall be accompanied by the following –

(a) a complete text of the decision;

(b) a document stating that the decision is enforceable in the State of origin and, in the case of a decision by an administrative authority, a document stating that the requirements of Article 16(3) are met;

(c) if the respondent did not appear in the proceedings in the State of origin, a document establishing that the conditions of Article 19(e) were met;

(d) where necessary, a document showing the amount of any arrears and the date such amount was calculated;

(e) where necessary, in the case of a decision providing for automatic adjustment by indexation, a document providing the information necessary to make the appropriate calculations;

(f) where necessary, documentation concerning the entitlement of the applicant to legal assistance in the State of origin.

2 A Contracting State may by declaration under Article 58 specify circumstances in which it will accept an abstract or extract of the decision drawn up by the competent authority of the State of origin in lieu of a complete text of the decision; [in such a case a Contracting State may use the form set out in Annex ..].

3 Upon a challenge or appeal under Article 20(8)(c) or upon request by the competent authority in the requested State, a complete copy of the document concerned, certified by the competent authority in the State of origin, shall be provided promptly –

(a) by the Central Authority of the requesting State, where the application has been made in accordance with Chapter III;

(b) by the applicant, where the application has been made directly to a competent authority of the State addressed.

Article 22 Procedure on an application for recognition

This Chapter shall apply *mutatis mutandis* to an application for recognition of a decision, save that the requirement of enforceability is replaced by the requirement that the decision has effect in the State of origin.

Article 23 Findings of fact

Any competent authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.

[5] It was the view of some delegations that the Convention should not interfere more than necessary with the domestic law of Contracting States in respect of matters covered by this Article.

Article 24 Interdiction de la révision au fond

Une autorité compétente de l'État requis ne procède à aucune révision au fond de la décision.

Article 25 Présence physique de l'enfant ou du demandeur

[La présence physique de l'enfant ou du demandeur n'est pas exigée lors de procédures introduites en vertu du présent chapitre dans l'État requis.]

[*Article 26 Actes authentiques et accords privés*

1 Un acte authentique établi ou un accord privé conclu dans un État contractant doit pouvoir être reconnu et exécuté comme une décision en application de ce chapitre s'il est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.

2 Une demande de reconnaissance et d'exécution d'un acte authentique ou d'un accord privé est accompagnée :

(a) du texte complet de l'acte authentique ou de l'accord privé ;

(b) d'un document établissant que l'acte authentique ou l'accord privé visé est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.

3 La reconnaissance et l'exécution d'un acte authentique ou d'un accord privé peuvent être refusées si :

(a) la reconnaissance et l'exécution sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;

(b) l'acte authentique ou l'accord privé a été obtenu par fraude ou a fait l'objet de falsification ;

(c) l'acte authentique ou l'accord privé est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis.

4 Les dispositions de ce chapitre, à l'exception des articles 17, 19, 20(8) et 21(1) et (2), s'appliquent *mutatis mutandis* à la reconnaissance et l'exécution d'un accord privé ou d'un acte authentique ; toutefois :

(a) une déclaration ou un enregistrement fait conformément à l'article 20(5) ne peut être refusé que pour les raisons visées au [paragraphe (3)] [paragraphe (3)(a)] ; et

(b) une contestation ou un appel en vertu de l'article 20(7) ne peut être fondé que sur :

(i) les motifs de refus de reconnaissance prévus à l'article 26(3) ;

(ii) l'authenticité, la véracité ou l'intégrité d'un document transmis conformément à l'article 26(2).

5 La procédure de reconnaissance et d'exécution d'un acte authentique ou d'un accord privé est suspendue si des procédures concernant sa validité sont en cours devant une autorité compétente.

6 Un État peut déclarer que les demandes de reconnaissance et d'exécution des actes authentiques et des accords privés ne peuvent être présentées directement à une autorité compétente.]

[*Article 27 Arrangements réciproques impliquant des ordonnances provisoires et de confirmation*

Lorsqu'une décision résulte de l'effet combiné d'une ordonnance provisoire rendue dans un État et d'une ordonnance rendue par l'autorité d'un autre État (État qui rend l'ordonnance de confirmation) qui confirme cette ordonnance provisoire,

(a) chacun de ces États est considéré, aux fins du présent chapitre, comme étant un État d'origine ;

(b) les conditions prévues à l'article 19(e) sont remplies si le défendeur a été dûment avisé de la procédure dans l'État qui a rendu l'ordonnance de confirmation et a eu la possibilité de contester la confirmation de l'ordonnance provisoire ; et

(c) les conditions prévues à l'article 17(6) à l'effet que la décision soit exécutoire dans l'État d'origine sont remplies si la décision est exécutoire dans l'État qui a rendu l'ordonnance de confirmation.]

CHAPITRE VI – EXÉCUTION PAR L'ÉTAT REQUIS

Article 28 Exécution en vertu de la loi interne

1 Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les mesures d'exécution ont lieu conformément à la loi de l'État requis.

2 L'exécution est rapide.

3 Dans le cas des demandes présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales, lorsqu'une décision a été déclarée exécutoire ou enregistrée pour exécution en application du chapitre V, il est procédé à l'exécution sans autre action du demandeur.

4 Toute règle applicable dans l'État d'origine de la décision relative à la durée de l'obligation alimentaire reçoit application.

5 Le délai de prescription relatif à l'exécution des arrérages est déterminé par la loi de l'État d'origine de la décision ou par celle de l'État requis, selon celle qui prévoit le délai plus long.

Article 29 Non-discrimination

Dans les affaires relevant de la présente Convention, l'État requis prévoit au moins les mêmes mesures d'exécution que celles qui sont applicables aux affaires internes.

Article 30 Mesures d'exécution

1 Les États contractants rendent disponibles dans leur droit interne des mesures efficaces afin d'exécuter les décisions en application de la Convention.

Avant-projet de Convention

Article 24 No review of the merits

There shall be no review by any competent authority of the State addressed of the merits of a decision.

Article 25 Physical presence of the child or applicant

[The physical presence of the child or applicant shall not be required in any proceedings in the requested State under this Chapter.]

[*Article 26 Authentic instruments and private agreements*

1 An authentic instrument or a private agreement made in a Contracting State shall be entitled to recognition and enforcement as a decision under this Chapter provided that it is enforceable as a decision in the State of origin.

2 An application for recognition and enforcement of an authentic instrument or a private agreement shall be accompanied by the following –

(a) a complete text of the authentic instrument or of the private agreement;

(b) a document stating that the particular authentic instrument or private agreement is enforceable as a decision in the State of origin.

3 Recognition and enforcement of an authentic instrument or a private agreement may be refused if –

(a) the recognition and enforcement is manifestly incompatible with the public policy of the requested State;

(b) the authentic instrument or the private agreement was obtained by fraud or falsification;

(c) the authentic instrument or the private agreement is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed.

4 The provisions of this Chapter, with the exception of Articles 17, 19, 20(8) and 21(1) and (2), shall apply *mutatis mutandis* to the recognition and enforcement of a private agreement or authentic instrument save that –

(a) a declaration or registration in accordance with Article 20(5) may be refused only for the reasons specified in [paragraph 3] [paragraph 3(a)]; and

(b) a challenge or appeal as referred to in Article 20(7) may be founded only on the following –

(i) the grounds for refusing recognition and enforcement set out in Article 26(3);

(ii) the authenticity, veracity or integrity of any document transmitted in accordance with Article 26(2).

5 Proceedings for recognition and enforcement of an authentic instrument or a private agreement shall be suspended if proceedings concerning its validity are pending before a competent authority.

6 A State may declare that applications for recognition and enforcement of authentic instruments and private agreements shall not be made directly to a competent authority.]

[*Article 27 Reciprocal arrangements involving the use of provisional and confirmation orders*

Where a decision is produced by the combined effect of a provisional order made in one State and an order by an authority in another State ("the confirming State") confirming the provisional order,

(a) each of those States shall be deemed for the purposes of this Chapter to be a State of origin;

(b) the requirements of Article 19(e) shall be met if the respondent had proper notice of the proceedings in the confirming State and an opportunity to oppose the confirmation of the provisional order; and

(c) the requirement of Article 17(6) that a decision be enforceable in the State of origin shall be met if the decision is enforceable in the confirming State.]

CHAPTER VI – ENFORCEMENT BY THE REQUESTED STATE

Article 28 Enforcement under national law

1 Subject to the provisions of this Chapter, enforcement shall take place in accordance with the law of the State addressed.

2 Enforcement shall be prompt.

3 In the case of applications through Central Authorities, where a decision has been declared enforceable or registered for enforcement under Chapter V, enforcement shall proceed without the need for further action by the applicant.

4 Effect shall be given to any rules applicable in the State of origin of the decision relating to the duration of the maintenance obligation.

5 Any limitation on the period for which arrears may be enforced shall be determined either by the law of the State of origin of the decision or by the law of the State addressed, whichever provides for the longer limitation period.

Article 29 Non-discrimination

The requested State shall provide at least the same range of enforcement methods for cases under this Convention as are available in domestic cases.

Article 30 Enforcement measures

1 Contracting States shall make available in domestic law effective measures to enforce decisions under this Convention.

[2 De telles mesures peuvent comprendre :

(a) la saisie des salaires ;

(b) les saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources ;

(c) les déductions sur les prestations de sécurité sociale ;

(d) gage sur les biens ou vente forcée ;

(e) la saisie des remboursements d'impôt ;

(f) la retenue ou saisie des pensions de retraite ;

(g) le signalement aux organismes de crédit ;

(h) le refus de délivrance, la suspension ou la révocation de divers permis (le permis de conduire par exemple).]

Article 31 Transferts de fonds

1 Les États contractants sont encouragés à promouvoir, y compris au moyen d'accords internationaux, l'utilisation des moyens disponibles les moins coûteux et les plus efficaces pour effectuer des transferts de fonds destinés à être versés comme aliments.

2 Un État contractant dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorde la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés en vertu de la présente Convention.

Article 32 Informations relatives aux règles et procédures d'exécution

Les États contractants, au moment où ils deviennent Partie à la Convention, fournissent au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé une description de leurs procédures et règles d'exécution, y compris les règles de protection du débiteur. De telles informations sont tenues à jour par les États contractants.

CHAPITRE VII – ORGANISMES PUBLICS

Article 33 Organismes publics en qualité de demandeur

1 Aux fins d'une demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 10(1), le terme « créancier » comprend un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou auquel est dû le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments.

2 Le droit d'un organisme public d'agir à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou de demander le remboursement de la prestation fournie au créancier à titre d'aliments est soumis à la loi qui régit l'organisme.

3 Un organisme public peut demander la reconnaissance ou l'exécution :

(a) d'une décision rendue contre un débiteur à la demande d'un organisme public qui poursuit le paiement de prestations fournies à titre d'aliments ;

(b) d'une décision rendue entre un créancier et un débiteur, à concurrence des prestations fournies au créancier à titre d'aliments.

4 L'organisme public qui invoque la reconnaissance ou qui sollicite l'exécution d'une décision produit, sur demande, tout document de nature à établir son droit en application du paragraphe 2 et le paiement des prestations au créancier.

CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 34 Demandes présentées directement aux autorités compétentes

1 La présente Convention n'exclut pas la possibilité de recourir à de telles procédures lorsqu'elles sont disponibles en vertu du droit interne d'un État contractant autorisant une personne (un demandeur) à saisir directement une autorité compétente de cet État dans une matière régie par cette Convention, y compris, sous réserve de l'article 15, en vue de l'obtention ou de la modification d'une décision en matière d'aliments.

2 Toutefois, les dispositions des chapitres V, VI et VII s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à une autorité compétente d'un État contractant, sous réserve que :

(a) la disposition suivante remplace l'article 20(2) :

> « Lorsqu'une demande directe est portée devant une autorité compétente de l'État requis, cette autorité déclare sans délai la décision exécutoire ou enregistre la décision pour exécution » ;

(b) […].

Article 35 Protection des renseignements à caractère personnel

Les renseignements à caractère personnel réunis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été réunis ou transmis.

Article 36 Confidentialité

Toute autorité traitant de renseignements à caractère personnel en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Article 37 Non-divulgation de renseignements

1 Une autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que, ce faisant, la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise.

2 Lorsqu'une telle décision est prise par une Autorité centrale, elle lie toute autre Autorité centrale.

3 Cette disposition ne peut être interprétée comme empêchant les autorités de recueillir et de se transmettre des renseignements.

Avant-projet de Convention

[2 Such measures may include –

(a) wage withholding;

(b) garnishment from bank accounts and other sources;

(c) deductions from social security payments;

(d) lien on or forced sale of property;

(e) tax refund withholding;

(f) withholding or attachment of pension benefits;

(g) credit bureau reporting;

(h) denial, suspension or revocation of various licenses (for example, driving licenses).]

Article 31 Transfer of funds

1 Contracting States are encouraged to promote, including by means of international agreements, the use of the most cost-effective and efficient methods available to transfer funds payable as maintenance.

2 A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable under this Convention.

Article 32 Information concerning enforcement rules and procedures

Contracting States, at the time of becoming a Party to this Convention, shall provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with a description of their enforcement rules and procedures, including any debtor protection rules. Such information shall be kept up to date by the Contracting States.

CHAPTER VII – PUBLIC BODIES

Article 33 Public bodies as applicants

1 For the purposes of applications for recognition and enforcement under Article 10(1), "creditor" includes a public body acting in place of an individual to whom maintenance is owed or one to which reimbursement is owed for benefits provided in lieu of maintenance.

2 The right of a public body to act in place of an individual to whom maintenance is owed or to seek reimbursement of benefits provided to the creditor in place of maintenance shall be governed by the law to which the body is subject.

3 A public body may seek recognition or claim enforcement of –

(a) a decision rendered against a debtor on the application of a public body which claims payment of benefits provided in place of maintenance;

(b) a decision rendered between a creditor and debtor to the extent of the benefits provided to the creditor in place of maintenance.

4 The public body seeking recognition or claiming enforcement of a decision shall upon request furnish any document necessary to establish its right under paragraph 2 and that benefits have been provided to the creditor.

CHAPTER VIII – GENERAL PROVISIONS

Article 34 Direct requests to competent authorities

1 This Convention does not exclude the possibility of recourse to such procedures as may be available under the national law of a Contracting State allowing a person (an applicant) to seize directly a competent authority of that State in a matter governed by this Convention including, subject to Article 15, for the purpose of having a maintenance decision established or modified.

2 However, the provisions of Chapters V, VI and VII shall apply in relation to a request for recognition and enforcement made directly to a competent authority in a Contracting State, save that –

(a) the following is substituted for Article 20(2) –

"In the case of a direct application to a competent authority in the requested State, that authority shall without delay declare the decision enforceable or register the decision for enforcement";

(b) […].

Article 35 Protection of personal information

Personal information gathered or transmitted under the Convention shall be used only for the purposes for which it was gathered or transmitted.

Article 36 Confidentiality

Any authority processing personal information shall ensure its confidentiality in accordance with the law of its State.

Article 37 Non-disclosure of information

1 An authority shall not disclose or confirm information gathered or transmitted in application of this Convention if it determines that to do so could jeopardise the health, safety or liberty of a person.

2 A determination to this effect made by one Central Authority shall be binding on another Central Authority.

3 Nothing in this provision shall impede the gathering and transmitting of information between authorities.

Article 38 Dispense de légalisation

Aucune légalisation ni formalité similaire ne sera requise dans le contexte de la Convention.

[*Article 39 Procuration*

L'Autorité centrale de l'État requis ne peut exiger une procuration du demandeur que si elle le représente en justice ou dans des procédures devant d'autres autorités.]

Article 40 Recouvrement des frais

1 Le recouvrement de tous frais encourus pour l'application de cette Convention n'a pas préséance sur le recouvrement des aliments.

2 Rien dans la présente Convention n'empêche le recouvrement des frais de la partie qui succombe.

Article 41 Exigences linguistiques

1 Toute demande et tout document s'y rattachant sont adressés dans la langue originale et accompagnés d'une traduction dans une langue officielle de l'État requis ou dans toute autre langue que l'État requis aura indiqué pouvoir accepter, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article 58, sauf dispense de traduction de l'autorité compétente de cet État.

2 Tout État contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents dans l'une de ces langues, doit faire connaître, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article 58, la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

3 Sauf si les Autorités centrales en ont convenu autrement, toute autre communication entre elles est adressée dans une langue officielle de l'État requis ou en français ou en anglais. Toutefois, un État contractant peut, en faisant une réserve conformément à l'article 57, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.

Article 42 Moyens et coûts de traduction

1 Dans le cas d'une demande présentée en application du chapitre III, les Autorités centrales peuvent convenir, dans une affaire particulière, que la traduction dans la langue officielle de l'État requis sera faite dans l'État requis à partir de la langue originale ou de toute autre langue convenue. S'il n'y a pas d'accord et si l'Autorité centrale requérante ne peut remplir les exigences de l'article 41(1) et (2), la demande et les documents y afférant peuvent être transmis accompagnés d'une traduction en français ou anglais[6] pour traduction ultérieure dans une langue officielle de l'État requis.

2 Les frais de traduction d'une demande faite en vertu du paragraphe précédent sont à la charge de l'État requérant, sauf accord contraire des Autorités centrales des États concernés.

3 Nonobstant l'article 8, l'Autorité centrale requérante peut mettre à la charge du demandeur les frais de traduction d'une demande et des documents s'y rattachant, sauf si ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance juridique.

Article 43 Systèmes juridiques non unifiés

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

(a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;

(b) toute référence à une décision obtenue, reconnue et / ou exécutée, et modifiée dans cet État vise, le cas échéant, une décision obtenue, reconnue et / ou exécutée, et modifiée dans l'unité territoriale considérée ;

(c) toute référence à une autorité judiciaire ou administrative de cet État vise, le cas échéant, une autorité judiciaire ou administrative de l'unité territoriale considérée ;

(d) toute référence aux autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes de cet État à l'exception des Autorités centrales vise, le cas échéant, les autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes habilités à agir dans l'unité territoriale considérée ;

(e) toute référence à la résidence ou la résidence habituelle dans cet État vise, le cas échéant, la résidence ou la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;

(f) toute référence à la localisation des biens dans cet État vise, le cas échéant, les biens dans l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal dans une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter une décision d'un autre État contractant au seul motif que la décision a été reconnue ou exécutée dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

[*Article 44 Coordination avec les Conventions obligations alimentaires antérieures*

Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* et la

[6] Une délégation a exprimé des difficultés à accepter les termes « en français ou anglais ».

Avant-projet de Convention

Article 38 No legalisation

No legalisation or similar formality may be required in the context of this Convention.

[*Article 39 Power of attorney*

The Central Authority of the requested State may require a power of attorney from the applicant only if it acts as legal representative in judicial proceedings or before other authorities.]

Article 40 Costs recovery

1 Recovery of any costs incurred in the application of this Convention shall not take precedence over the recovery of maintenance.

2 Nothing in this Convention shall prevent the recovery of costs from an unsuccessful party.

Article 41 Language requirements

1 Any application and related documents shall be in the original language, and shall be accompanied by a translation into an official language of the requested State or in another language which the requested State has indicated, by way of declaration in accordance with Article 58, it will accept, unless the competent authority of that State dispenses with translation.

2 A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents in one of those languages shall by declaration in accordance with Article 58 specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

3 Unless otherwise agreed by the Central Authorities, any other communications between such Authorities shall be in an official language of the requested State or in either English or French. However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article 57, object to the use of either French or English.

Article 42 Means and costs of translation

1 In case of applications made under Chapter III, the Central Authorities may agree in an individual case that the translation into an official language of the requested State may be made in the requested State from the original language or from any other agreed language. If no agreement can be reached and it is not possible for the requesting Central Authority to comply with the requirements of Article 41(1) and (2), then the application and related documents may be transmitted with translation into French or English[6] for further translation into an official language of the requested State.

2 The cost of translation arising from the application of the preceding paragraph shall be borne by the requesting State unless otherwise agreed by Central Authorities of the States concerned.

3 Notwithstanding Article 8, the requesting Central Authority may charge an applicant for the costs of translation of an application and related documents, except in so far as those costs may be covered by its system of legal assistance.

Article 43 Non-unified legal systems

1 In relation to a State in which two or more systems of law or sets of rules of law with regard to any matter dealt with in this Convention apply in different territorial units –

(a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;

(b) any reference to a decision established, recognised and / or enforced, and modified in that State shall be construed as referring, where appropriate, to a decision established, recognised and / or enforced, and modified in a territorial unit;

(c) any reference to a judicial or administrative authority in that State shall be construed as referring, where appropriate, to a judicial or administrative authority in the relevant territorial unit;

(d) any reference to competent authorities, public bodies, and other bodies of that State, other than Central Authorities, shall be construed as referring, where appropriate, to those authorised to act in the relevant territorial unit;

(e) any reference to residence or habitual residence in that State shall be construed as referring, where appropriate, to residence or habitual residence in a territorial unit;

(f) any reference to location of assets in that State shall be construed as referring, where appropriate, to the assets in the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a decision from another Contracting State solely because the decision has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

[*Article 44 Co-ordination with prior Hague Maintenance Conventions*

In relations between the Contracting States, this Convention replaces the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* and the Hague Convention of

[6] One delegation expressed difficulties in accepting the words "into French or English".

Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention.

Article 45 Coordination avec les instruments et accords complémentaires

1 La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

2 Tout État contractant peut conclure avec un ou plusieurs États contractants des accords qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention afin d'améliorer l'application de la présente Convention entre eux à condition que de tels accords soient conformes à l'objet et au but de la présente Convention et n'affectent pas, dans les rapports de ces États avec d'autres États contractants, l'application des dispositions de la présente Convention. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

3 Les paragraphes précédents s'appliquent également aux mécanismes de réciprocité et aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux.

4 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de décisions entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

Article 46 Règle de l'efficacité maximale

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'un instrument international en vigueur entre l'État requérant et l'État requis ou d'une autre loi en vigueur dans l'État requis et qui prévoit :

(a) des bases plus larges pour la reconnaissance des décisions en matières d'aliments, sans préjudice de l'article 19(f) de la Convention ;

(b) des procédures simplifiées ou accélérées relatives à une demande de reconnaissance et d'exécution de décisions en matières d'aliments ;

[(c) une assistance juridique plus favorable].]

Article 47 Interprétation uniforme

Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 48 Examen du fonctionnement pratique de la Convention

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention et d'encourager le développement de bonnes pratiques en vertu de la Convention.

À cette fin, les États contractants collaborent avec le Bureau Permanent afin de réunir des informations relatives au fonctionnement pratique de la Convention, y compris des statistiques et de la jurisprudence.

Article 49 Amendement des formulaires

1 Les formulaires modèles annexés à la présente Convention pourront être amendés par décision d'une Commission spéciale qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé et à laquelle seront invités tous les États contractants et tous les États membres. La proposition d'amender les formulaires devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.

2 Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des États contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur pour tous les États contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les États contractants.

3 Au cours du délai prévu au paragraphe précédent, tout État contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement, conformément à l'article 57. L'État qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

[*Article 50 Dispositions transitoires*

1 La Convention s'applique chaque fois :

(a) qu'une requête visée à l'article 7 ou une demande visée au chapitre III a été reçue par l'Autorité centrale de l'État requis après l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État requérant et l'État requis ;

(b) qu'une demande de reconnaissance et d'exécution a été présentée directement à une autorité compétente de l'État requis après l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis.

[2 L'État requis n'est pas tenu, en vertu de la présente Convention, d'exécuter une décision[, un acte authentique ou un accord privé] pour ce qui concerne les paiements échus avant l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis.]]

[*Article 51 Informations relatives aux lois, procédures et services*

1 Un État contractant, au moment où il dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, fournit au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye :

(a) une description de sa législation et de ses procédures applicables en matière d'aliments ;

Avant-projet de Convention

15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.

Article 45 Co-ordination of instruments and supplementary agreements

1 This Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are Parties and which contains provisions on matters governed by this Convention.

2 Any Contracting State may conclude with one or more Contracting States agreements, which contain provisions on matters governed by this Convention, with a view to improving the application of this Convention between or among themselves, provided that such agreements are consistent with the objects and purpose of this Convention and do not affect, in the relationship of such States with other Contracting States, the application of the provisions of this Convention. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.

3 The preceding paragraphs also apply to reciprocity schemes and uniform laws based on special ties between the States concerned.

4 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention, as concerns the recognition or enforcement of decisions as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

Article 46 Most effective rule

This Convention shall not prevent the application of an international instrument in force between the requesting State and the requested State or other law in force in the requested State that provides for –

(a) broader bases for recognition of maintenance decisions, without prejudice to Article 19(f) of the Convention;

(b) simplified or more expeditious procedures on an application for recognition or enforcement of maintenance decisions;

[(c) more beneficial legal assistance].]

Article 47 Uniform interpretation

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 48 Review of practical operation of the Convention

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Convention and to encourage the development of good practices under the Convention.

For the purpose of such review Contracting States shall co-operate with the Permanent Bureau in the gathering of information, including statistics and case law, concerning the practical operation of the Convention.

Article 49 Amendment of forms

1 The forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

2 Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.

3 During the period provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands make a reservation, in accordance with Article 57, with respect to the amendment. The State making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

[*Article 50 Transitional provisions*

1 The Convention shall apply in every case where –

(a) a request pursuant to Article 7 or an application pursuant to Chapter III has been received by the Central Authority of the requested State after the Convention has entered into force between the requesting State and the requested State;

(b) a direct application for recognition and enforcement has been received by the competent authority of the State addressed after the Convention has entered into force between the State of origin and the State addressed.

[2 The State addressed shall not be bound under this Convention to enforce a decision[, an authentic instrument or a private agreement] in respect of payments falling due prior to the entry into force of the Convention between the State of origin and the State addressed.]]

[*Article 51 Provision of information concerning laws, procedures and services*

1 A Contracting State, by the time its instrument of ratification or accession is deposited, shall provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with –

(a) a description of its laws and procedures concerning maintenance obligations;

(b) une description des mesures qu'il prendra pour satisfaire à ses obligations en vertu de l'article 6(2) ;

(c) une description de la manière dont il procurera aux demandeurs un accès effectif aux procédures conformément aux paragraphes premier et 2 de l'article 14 ;

(d) une description de ses règles et procédures d'exécution, y compris les limites à l'exécution.

2 Les États contractants peuvent, pour satisfaire à leurs obligations en vertu du paragraphe premier, utiliser le profil des États [annexé à la Convention]. Le profil des États peut être modifié par une Commission spéciale.

3 Les informations sont tenues à jour par les États contractants.]

[CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Article 52 Signature, ratification et adhésion

Première option

1 La Convention est ouverte à la signature des États qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session et des autres États qui ont participé à cette Session.

2 Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

3 Tout autre État pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 55.

4 L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

5 L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérant et les États contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 60. Une telle objection pourra également être élevée par tout État au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

OU

5 L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérant et les États contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion, en vertu de l'article 58. Une telle déclaration devra également être faite par tout État membre ratifiant, acceptant ou approuvant la Convention ultérieurement à l'adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du dépositaire qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des États contractants.

Deuxième option

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États signataires.

3 Tout État pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

Article 53 Organisations régionales d'intégration économique

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver la présente Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par la présente Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont délégué leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Pour les fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 54, que ses États membres ne seront pas Partie à cette Convention.

4 Toute référence à « État contractant » ou « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

Article 54 Adhésion des Organisations régionales d'intégration économique

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer, en vertu de l'article 58, qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais y seront liés en raison du fait de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à « État contractant » ou « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

Article 55 Entrée en vigueur

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième [/ deuxième] instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par l'article 52.

Avant-projet de Convention

(b) a description of the measures it will take to meet the obligations under Article 6(2);

(c) a description of how it will provide applicants with effective access to procedures, as required under Article 14(1) and (2);

(d) a description of its enforcement rules and procedures, including any limitations on enforcement.

2 Contracting States may, in fulfilling their obligations under paragraph 1, utilise the Country Profile [annexed to the Convention]. The Country Profile may be amended from time to time by a Special Commission.

3 Information shall be kept up to date by the Contracting States.]

[CHAPTER IX – FINAL PROVISIONS

Article 52 Signature, ratification and accession

Option 1

1 The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twenty-First Session and by the other States which participated in that Session.

2 It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

3 Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 55.

4 The instrument of accession shall be deposited with the depositary.

5 Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the six months after the receipt of the notification referred to in Article 60. Such an objection may also be raised by States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the depositary.

OR

5 The accession will have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession in accordance with Article 58. Such a declaration will also have to be made by any Member State ratifying, accepting or approving the Convention after an accession. Such declaration shall be deposited with the depositary which shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

Option 2

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the depositary.

Article 53 Regional Economic Integration Organisations

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 54 that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention applies equally to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it, where appropriate.

Article 54 Accession by Regional Economic Integration Organisations

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare in accordance with Article 58 that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention applies equally to the Member States of the Organisation, where appropriate.

Article 55 Entry into force

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the third [/ second] instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 52.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

(a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique au sens de l'article 53 ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

(b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 56, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification de la déclaration visée dans ledit article.

Article 56 Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer, en vertu de l'article 58, que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

Article 57 Réserves

1 Tout État contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 56(1), faire soit une, soit plusieurs réserves prévues aux articles 17(2), 41(3) et 49(3). Aucune autre réserve ne sera admise.

2 Tout État pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au dépositaire.

3 L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée au paragraphe précédent.

4 Les réserves en application de cet article ne sont pas réciproques.

Article 58 Déclarations

1 Les déclarations visées aux articles 2(2), 11(1)(g) première option, 14(3) et (7), 21(2), 41(1) et (2), 52(5) première option, 54(1) et 56(1) peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 59 Dénonciation

1 Tout État contractant pourra dénoncer la présente Convention par une notification par écrit au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un État à plusieurs unités auxquelles s'applique la Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 60 Notification

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles 52 et 53, les renseignements suivants :

Première option

(a) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées aux articles 52 et 53 ;

(b) les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 52(5) première option ;

OU

Deuxième option

(a) + (b) les signatures et ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues aux articles 52 et 53 ;

(c) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 55 ;

(d) les déclarations visées aux articles 2(2), 11(1)(g) première option, 14(3) et (7), 21(2), 41(1) et (2), 52(5) première option, 54(1) et 56(1) ;

(e) les accords visés à l'article 45(2) ;

(f) les réserves visées aux articles 17(2), 41(3) et 49(3) et le retrait des réserves prévu à l'article 57(2) ;

(g) les dénonciations visées à l'article 59.

Avant-projet de Convention

2 Thereafter the Convention shall enter into force –

(a) for each State or Regional Economic Integration Organisation referred to in Article 53 subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

(b) for a territorial unit to which the Convention has been extended in accordance with Article 56, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

Article 56 Declarations with respect to non-unified legal systems

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in the Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare in accordance with Article 58 that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

Article 57 Reservations

1 Any State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article 56(1), make one or more of the reservations provided for in Articles 17(2), 41(3) and 49(3). No other reservation shall be permitted.

2 Any State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the depositary.

3 The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.

4 Reservations under this Article shall have no reciprocal effect.

Article 58 Declarations

1 Declarations referred to in Articles 2(2), 11(1)(g) Option 1, 14(3) and (7), 21(2), 41(1) and (2), 52(5) Option 1, 54(1) and 56(1), may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of three months after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 59 Denunciation

1 A Contracting State to the Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a multi-unit State to which the Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 60 Notification

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles 52 and 53 of the following –

Option 1

(a) the signatures, ratifications, acceptances and approvals referred to in Articles 52 and 53;

(b) the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 52(5) Option 1;

OR

Option 2

(a) + (b) the signatures and ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Articles 52 and 53;

(c) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 55;

(d) the declarations referred to in Articles 2(2), 11(1)(g) Option 1, 14(3) and (7), 21(2), 41(1) and (2), 52(5) Option 1, 54(1) and 56(1);

(e) the agreements referred to in Article 45(2);

(f) the reservations referred to in Articles 17(2), 41(3) and 49(3), and the withdrawals referred to in Article 57(2);

(g) the denunciations referred to in Article 59.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le ?? ?? 2007, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session.]

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the ?? day of ??, 2007, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twenty-First Session.]

ANNEXE 1

Formulaire de transmission en vertu de l'article 12(2)

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements personnels réunis ou transmis conformément à la Convention ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été réunis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

☐ Ne pas divulguer les renseignements, contenus dans le présent formulaire, aux demandes en annexe et aux documents s'y rattachant, qui permettraient de localiser une partie ou un enfant, conformément à l'article 37.

1 Autorité centrale requérante	2 Personne à contacter dans l'État requérant
	a Langue(s)
a Adresse	b Adresse (si différente)
b ☎	c ☎ (si différent)
c Téléfax	d Téléfax (si différent)
d Télex	e Courriel (si différent)
e Courriel	f Numéro de référence

3 Autorité centrale requise .....

Adresse .....

.....

4 Renseignements personnels concernant le demandeur

a Nom et prénom(s) : .....

b Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

5 Renseignements personnels relatifs à la (aux) personne(s) pour laquelle (lesquelles) des aliments sont demandés

a ☐ La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus

b i Nom et prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

ii Nom et prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

iii Nom et prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

ANNEX 1

Transmittal Form under Article 12(2)

CONFIDENTIALITY AND PERSONAL INFORMATION PROTECTION NOTICE

Personal information gathered or transmitted shall be used only for the purposes for which they were gathered or transmitted. Any authority processing such information shall ensure its confidentiality, in accordance with the law of its State.

☐ Do not disclose information included in this transmittal form, attached applications and supporting documents which may lead to the location of any party or child in accordance with Article 37.

1 Requesting Central Authority	2 Contact person in requesting State
	a Language(s)
a Address	b Address (if different)
b ☎	c ☎ (if different)
c Telefax	d Telefax (if different)
d Telex	e E-mail (if different)
e E-mail	f Reference number

3 Requested Central Authority .....

Address .....

.....

4 Particulars of the applicant

a Family name: .....

b Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

5 Particulars of the person(s) for whom maintenance is sought

a ☐ The person is the same as the applicant named above

b i Full name: .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

ii Full name: .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

iii Full name: .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

6 Renseignements personnels concernant le débiteur[1]

a ☐ La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus

b Nom et prénom(s) : .....

d Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

7 Ce Formulaire de transmission concerne et est accompagné d'une demande visée à :

☐ l'article 10(1)(a) : reconnaissance ou reconnaissance et exécution d'une décision rendue dans un État contractant

☐ l'article 10(1)(b) : exécution d'une décision rendue [ou reconnue] dans l'État requis

☐ l'article 10(1)(c) : obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation lorsque cela est nécessaire

☐ l'article 10(1)(d) : obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée

☐ l'article 10(1)(e) ou (2)(a) : modification d'une décision rendue dans l'État requis dans la limite permise par la loi de cet État

☐ l'article 10(1)(f) ou (2)(b) : modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis dans la limite permise par la loi de l'État requis

☐ l'article 10(1)(g) : recouvrement des arrérages

8 Les documents suivants sont joints et accompagnent la demande :

a Pour les fins d'une demande en vertu de l'article 10(1)(a) et :

Conformément à l'article 21 :

[☐ 1 Texte complet de la décision en matière d'aliments] (article 21(a))

[OU]

[☐ 1 Résumé ou extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine établi conformément au formulaire qui se trouve en annexe … de la Convention] (article 21(a))

☐ 2 Document établissant que la décision est exécutoire [et, dans le cas d'une décision d'une autorité administrative, que les exigences prévues à l'article 16(3) sont remplies] (article 21(b))

☐ 3 Document établissant que le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu la possibilité de se faire entendre, ou qu'il a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester, dans le cas où le défendeur n'a pas comparu dans la procédure dans l'État d'origine (article 21(c))

[☐ 4 Document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué] (article 21(d))

[☐ 5 Document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés dans le cadre d'une décision prévoyant un ajustement automatique par indexation] (article 21(e))

☐ 6 Document relatif à l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique dans l'État d'origine (article 21(f))

Conformément à l'article 26(2) :

☐ 7 Texte complet de l'acte authentique ou de l'accord privé (article 26(2)(a))

☐ 8 Document établissant que l'acte authentique ou l'accord privé visé est exécutoire comme une décision de l'État d'origine (article 26(2)(b))

[1] En vertu de l'art. 3 de la Convention, « 'débiteur' signifie une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ».

6 Particulars of the debtor[1]

a ☐ The person is the same as the applicant named above

b Full name: .....

c Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

7 This Transmittal Form concerns and is accompanied by an application under:

☐ Article 10(1)(a) – recognition or recognition and enforcement of a decision made in a Contracting State

☐ Article 10(1)(b) – enforcement of a decision made [or recognised] in the requested State

☐ Article 10(1)(c) – establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage

☐ Article 10(1)(d) – establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused

☐ Article 10(1)(e) or (2)(a) – modification of a decision made in a requested State to the extent permissible under the law of that State

☐ Article 10(1)(f) or (2)(b) – modification of a decision made in a State other than the requested State to the extent permissible under the law of the requested State

☐ Article 10(1)(g) – recovery of arrears

8 The following documents are enclosed together with the application:

a For the purpose of an application under Article 10(1)(a), and:

In accordance with Article 21:

[☐ 1 Complete text of the decision] (Article 21(a))

[OR]

[☐ 1 Abstract or extract of the decision drawn up by the competent authority in the State of origin in the form set out in Annex ... to the Convention] (Article 21(a))

☐ 2 Document stating that the decision is enforceable [and, in the case of a decision by an administrative authority, that the requirements of Article 16(3) are met] (Article 21(b))

☐ 3 Document establishing that the respondent had proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard, or had proper notice of the decision and the opportunity to challenge it, where the respondent did not enter an appearance in the proceedings in the State of origin (Article 21(c))

[☐ 4 Document showing the amount of any arrears and the date such amount was calculated] (Article 21(d))

[☐ 5 Document providing the information necessary to make appropriate calculations in case of a decision providing for automatic adjustment by indexation] (Article 21(e))

☐ 6 Documentation concerning the entitlement of the applicant to legal assistance in the State of origin (Article 21(f))

In accordance with Article 26(2):

☐ 7 Complete text of the authentic instrument or of the private agreement (Article 26(2)(a))

☐ 8 A document stating that the particular authentic instrument or private agreement is enforceable as a decision in the State of origin (Article 26(2)(b))

[1] According to Art. 3 of the Convention "'debtor' means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance".

Conformément à l'article 33(4), tout document de nature à prouver que :

☐ 9 L'institution publique répond aux conditions prévues par l'article 33(2)

☐ 10 Les prestations ont été fournies au créancier d'aliments

☐ 11 Tout autre document accompagnant la demande :

.....

.....

b Pour les fins d'une demande en vertu de l'article 10(1)(b), (c), (d), (e), (f) et (2)(a) ou (b) les documents justificatifs nécessaires conformément à l'article 11(3) :

.....

.....

9 Autres questions sur lesquelles l'Autorité centrale requérante attire l'attention de l'Autorité centrale requise :

.....

.....

☐ L'information contenue dans ce formulaire de transmission, la demande l'accompagnant et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante.

Date : .....

Nom : .....

Représentant de l'Autorité centrale requérante

In accordance with Article 33(4), any document necessary to prove that:

☐ 9 The public body fulfils the conditions of Article 33(2)

☐ 10 Benefits have been provided for the maintenance creditor

☐ 11 Any other documents accompanying the application:

.....

.....

b For the purpose of an application under Article 10(1)(b), (c), (d), (e), (f), and (2)(a) or (b) the necessary supporting documents in accordance with Article 11(3):

.....

.....

9 Other matters to which the requesting Central Authority draws attention for the consideration of the requested Central Authority:

.....

.....

☐ The information contained in this transmittal form and accompanying application, and the enclosed documents, correspond to and are in conformity with the information and documents provided by the applicant to the requesting Central Authority.

Date: .....

Name: .....

Representative of the requesting Central Authority

Observations du Comité de rédaction sur le texte de l'avant-projet de Convention

Document préliminaire No 26 de janvier 2007

INTRODUCTION

L'objectif de ces observations du Comité de rédaction est d'attirer l'attention des délégués de la Session diplomatique sur :

a) toutes explications pertinentes relatives à certaines modifications apportées par le Comité de rédaction au Document de travail No 98 du 26 juin 2006 ;

b) certaines questions d'orientation devant être prises en compte ; et,

c) d'éventuels changements de rédaction pouvant résulter de l'acceptation ou du rejet de certaines propositions entre crochets.

Article premier

Le Comité de rédaction a considéré qu'il était inapproprié de faire une référence à « demandes directes » dans l'article traitant de l'« objet ». Cet article n'empêche pas les « demandes directes », et il serait trompeur de suggérer que la mise en place des dispositions relatives aux « demandes directes » constitue l'un des principaux objets de la Convention.

Article 2

La nouvelle structure de l'article 2 n'en affecte pas le fond. Elle reflète le souhait de la Commission spéciale de, premièrement, décrire les principales obligations alimentaires auxquelles la Convention s'applique, puis les obligations auxquelles la Convention peut, en tout ou en partie, s'étendre par déclaration.

Article 3

Une définition de « résidence » ne figure plus à l'article 3. La définition partielle figure maintenant à l'article 9, le seul endroit où le concept de « résidence » est utilisée de façon autonome.

[Article 3(c)]

La définition d'« assistance juridique » devra être revue à la lumière des discussions qui auront lieu lors de la réunion de la Commission spéciale de mai 2007.

Article 5(b)

Cette disposition devra être biffée si l'article 51 est accepté.

Article 7(1)

L'ajout du deuxième jeu de termes entre crochets (c.-à-d. « à faire une demande prévue à l'article 10 ou ») pourrait être nécessaire si la référence à l'article 6(2)(g), (h), (i) et (j) est retenue dans le premier jeu de termes entre crochets.

Article 9

Voir l'article 3 ci-dessus pour une explication concernant l'insertion de la phrase : « Aux fins de la présente disposition, la résidence exclut la simple présence. »

Article 10(2)

Il faudra examiner la possibilité d'inclure une demande de reconnaissance ou d'obtention d'une décision par le débiteur.

Article 11(1)(h) – Option 1

Cette disposition a été ajoutée suite à une suggestion du Comité chargé des formulaires. Elle prévoit, pour les fins de suivi de l'article 12(3), (4), (5), (8) et (9), la mention des noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale de l'État requérant responsable du traitement de la demande.

Article 12(2) (et art. 13, 21 et 26)

Des dispositions additionnelles ont été ajoutées aux articles 12(2), 13, 21 et 26, suite au mandat donné par la Présidente de la réunion de la Commission spéciale au Comité de rédaction de veiller à ce que la rédaction de la Convention soit neutre quant aux choix des supports des documents et ce, sans modifier le fond (entre autres, respecter les droits de la défense et assurer la transmission rapide des documents par les moyens de communication les plus rapides disponibles).

L'objectif des dispositions additionnelles est d'assurer, dans un premier temps, une transmission rapide (peu importe le support utilisé) des demandes et des documents s'y rattachant entre Autorités centrales, tout en reconnaissant le besoin de pouvoir si nécessaire accéder à un stade ultérieur à une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine des documents énumérés aux articles 21(1)(a), (b) et (d)[, et 26(2)], soit à la demande de l'Autorité centrale requise (art. 12(2)), ou à la demande de l'autorité compétente de l'État requis (art. 21(3)) ou dans le cas d'une contestation ou d'un appel du défendeur (art. 21(3)).

Article 12(9)

La Présidente de la réunion de la Commission spéciale a demandé au Comité de rédaction d'insérer le texte proposé au Document de travail No 95, sous réserve d'améliorations de rédaction.

[Article 13]

Le projet reflète l'analyse et les suggestions du Bureau Permanent. Il faut comprendre que cette disposition doit se

Observations du Comité de rédaction

Observations of the Drafting Committee on the Text of the Preliminary Draft Convention

Preliminary Document No 26 of January 2007

INTRODUCTION

The purpose of these observations of the Drafting Committee is to bring to the attention of the delegates to the Diplomatic Session:

a) any necessary explanations with regard to certain amendments made by the Drafting Committee to Working Document No 98 of 26 June 2006;

b) certain policy issues that still need to be addressed; and,

c) certain possible drafting changes that may result from the acceptance or rejection of some bracketed language.

Article 1

The Drafting Committee considered that a reference to "direct applications" in the "object" Article was inappropriate. Nothing in this Article precludes "direct applications", and it would be misleading to suggest that provision for "direct applications" is a primary object of the Convention.

Article 2

The new structure of Article 2 does not involve a change of substance. It reflects the wish of the Special Commission that the Article should begin by describing the core maintenance obligations to which the whole of the Convention applies, followed by the obligations to which the Convention, or parts of the Convention, may be extended by declaration.

Article 3

A definition of "residence" no longer appears in Article 3. The partial definition now appears in Article 9, the only place where the concept of "residence" is used on its own.

[Article 3(c)]

The definition of the term "legal assistance" may need to be revisited in the light of the discussions that are to take place at the Special Commission meeting of May 2007.

Article 5(b)

This provision may need to be deleted if Article 51 is accepted.

Article 7(1)

The addition of the language in the second set of brackets (*i.e.*, "in making an application under Article 10 or") may be necessary if reference to Article 6(2)(g), (h), (i) and (j) is retained in the first set of bracketed language.

Article 9

See Article 3 above for an explanation concerning the inclusion of the sentence: "For the purpose of this provision, residence excludes mere presence."

Article 10(2)

Consideration should be given to the inclusion of an application by the debtor for recognition or for establishment of a decision.

Article 11(1)(h) – Option 1

This provision was added at the suggestion of the Forms Committee. It provides for the name and contact details of the person or unit from the Central Authority of the requesting State responsible for processing the application that are necessary for follow-up purposes under Article 12(3), (4), (5), (8) and (9).

Article 12(2) (and Arts 13, 21 and 26)

Additional language has been added to Articles 12(2), 13, 21 and 26, further to the mandate of the Chair of the Meeting of the Special Commission to the Drafting Committee to ensure that the language of the Convention is media-neutral and without altering the substance (*inter alia*, respecting due process principles and ensuring the swift transmission of documents by the most rapid means of communication available).

The aim of this additional language, is to ensure in a first stage the swift transmission (whatever the medium employed) of applications, including accompanying documents, between Central Authorities while recognising the need for sometimes making available at a later stage, either at the request of the requested Central Authority (Art. 12(2)), or at the request of the competent authority of the State addressed (Art. 21(3)) or upon a challenge or an appeal by the defendant (Art. 21(3)), a complete copy certified by the competent authority in the State of origin of any document specified under Articles 21(1)(a), (b) and (d)[, and 26(2)].

Article 12(9)

The Drafting Committee was instructed by the Chair of the Meeting of the Special Commission to insert the text proposed in Working Document No 95 subject to drafting improvements.

[Article 13]

The draft reflects the analysis and suggestions of the Permanent Bureau. It is to be understood that this provision

lire avec l'article 12(7) qui prévoit que « [l]es Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides dont elles disposent ».

Lorsque cette disposition est employée conjointement avec l'article 21(3), une autorité compétente de l'État requis pourrait par exemple demander à l'Autorité centrale de l'État requérant de produire une copie complète certifiée conforme de l'état des arrérages, lorsque les règles de preuve de l'État requis l'exigent, et lorsque l'état des arrérages sur support papier reçu en premier lieu par courrier postal n'est pas certifié. Le résultat serait identique, peu importe le support, que l'état des arrérages ait été envoyé par télécopie ou courriel. Cependant, si l'autorité compétente de l'État requis ne dispose pas d'une ligne de télécopie ou d'un courriel sécurisés (c.-à-d. de systèmes garantissant l'authentification (l'identité de l'auteur), la véracité et l'intégrité des documents transmis) pour recevoir une copie certifiée conforme de l'état des arrérages, ce moyen de communication et le support utilisé ne pourraient être ouverts aux autorités concernées et la copie certifiée conforme du document devrait alors être transmise sur un autre support et / ou par le biais d'un autre moyen.

La question de savoir si l'interaction entre l'article 13 et l'article 21(3) peut créer des difficultés reste à examiner.

Article 14, première option, ou Articles 14 à 14 quater*, deuxième option*

Afin d'aider la discussion de l'article 14 lors de la réunion de mai 2007 de la Commission spéciale, le Comité de rédaction a préparé deux options de l'article 14. L'option 1 correspond au texte antérieur. L'option 2 fait une distinction claire entre l'assistance juridique gratuite dans le cadre des demandes d'aliments relatives aux enfants en vertu du chapitre III et l'assistance juridique gratuite dans le cas d'autres demandes. L'option 2 est basée sur le Document de travail No 94.

Article 14 – En général

La question de savoir si l'article 14 doit s'appliquer (totalement ou en partie) aux « demandes directes » et / ou aux demandes des organismes publics reste à examiner.

Article 14 bis *(2)(b)*

L'article 14 *bis* (2)(b) présente une alternative. Une Autorité centrale peut utiliser la première possibilité si elle est disponible. Dans ce cas, s'il est établi que le demandeur ne remplit pas les conditions d'obtention de l'assistance juridique gratuite, l'Autorité centrale requise doit en informer l'Autorité centrale requérante. Le demandeur peut alors décider de faire une demande directe auprès de l'autorité compétente, conformément à l'article 34.

Article 14 ter *(c)*

L'article 14 *ter* (c) pourrait faire l'objet d'une déclaration ou d'une réserve.

Article 14 quater

L'article 14 *quater* pourrait faire l'objet d'une déclaration ou d'une réserve pour les demandes qui ne concernent pas les enfants.

Article 15

Il faut noter que l'article 34 prévoit clairement que les dispositions de l'article 15 s'appliquent également aux « demandes présentées directement aux autorités compétentes ».

Article 16

Il devra être décidé si les actes authentiques et les accords privés seront compris dans le champ d'application générale de la Convention et, dans l'affirmative, s'ils doivent faire l'objet d'une disposition par laquelle les États peuvent déclarer vouloir être liés, selon les termes suivants : « Un État contractant peut déclarer, conformément à l'article 58, qu'il appliquera aussi cette Convention aux actes authentiques et aux accords privés en matière d'aliments, conformément à l'article 26. »

Le Comité de rédaction reconnaît que certains amendements au chapitre III ou à d'autres chapitres seront nécessaires si une disposition optionnelle ou obligatoire concernant les accords privés et les actes authentiques est acceptée.

Le Comité de rédaction note que la Commission spéciale considère plus amplement la question de savoir si l'application d'autres dispositions du chapitre doivent s'étendre aux actes authentiques et accords privés. Par exemple, si les actes authentiques et les accords privés devaient être compris dans le champ d'application générale de la Convention, pourraient-ils faire l'objet d'une « demande directe » ?

Article 17

Il faudra considérer la possibilité d'étendre l'exception de l'article 17(1)(e) aux litiges portant sur une obligation alimentaires à l'égard des « adultes frappés d'une incapacité ».

Article 20(11)

La question de savoir si cette disposition doit faire l'objet de plus amples développements, notamment dans le sens des lignes suivantes, demeure ouverte :

– une interruption ou une suspension de l'exécution pourrait être interdite lorsqu'un recours est en cours.

– la décision rendue sur la contestation ou l'appel pourrait ne faire l'objet que d'un seul recours. Un tel recours pourrait être limité à des points de droit.

– s'il y a interruption ou suspension de l'exécution, une caution ou un dépôt pourrait être exigé.

– si la décision n'est pas rendue dans un délai spécifié, il pourrait y avoir une obligation, sur demande, d'expliquer les raisons de ce retard.

Article 21

Le projet reflète l'analyse et les suggestions du Bureau Permanent.

Article 26

Voir sous l'article 16 ci-dessus.

Observations du Comité de rédaction

has to be read in conjunction with Article 12(7) which provides that "Central Authorities shall employ the most rapid means of communication at their disposal".

Applying this Article in conjunction with Article 21(3), a competent authority in the State addressed could for example request the Central Authority in the requesting State to produce a complete certified copy of a statement of arrears, if that is required by the rules of evidence of the State addressed, where the paper version of the statement of arrears received in the first place by regular mail was not certified. The result would be the same, whatever the medium employed, whether the statement of arrears was sent in the first place by fax or by e-mail. However, if the competent authority in the State addressed is not equipped with a secured fax or a secured e-mail (*i.e.*, systems that can ensure the authentification (identity of the author), veracity and integrity of the documents transmitted) to receive a certified copy of the statement of arrears, this means of communication and the medium employed would not be at the disposal of the authorities concerned and the certified copy of the document would have to be transmitted using another medium and / or means of communication.

Consideration should be given to whether the interaction between Article 13 and Article 21(3) creates any difficulty.

Article 14, Option 1, or Articles 14 to 14 quater*, Option 2*

In order to assist the discussion of Article 14 during the May 2007 Meeting of the Special Commission, the Drafting Committee has prepared two alternatives for Article 14. Option 1 is the pre-existing text. Option 2 makes a clear distinction between free legal assistance for applications concerning child support under Chapter III and free legal assistance for other applications. Option 2 is based on Working Document No 94.

Article 14 – General

Consideration should be given to whether Article 14 should apply (in whole or in part) to "direct applications" and / or to applications by public bodies.

Article 14 bis *(2)(b)*

Article 14 *bis* (2)(b) sets out alternatives. A Central Authority may use the first alternative, if such procedure is available. In this case, if there is a determination that there is no eligibility for free legal assistance, the requested Central Authority should notify the requesting Central Authority. The applicant may then decide to file directly with the Competent Authority in accordance with Article 34.

Article 14 ter *(c)*

Article 14 *ter* (c) could be subject to a declaration or reservation.

Article 14 quater

Article 14 *quater* could be subject to a declaration or reservation for non-child support cases.

Article 15

Note that Article 34 makes it clear that the provisions of Article 15 apply also to "direct requests to competent authorities".

Article 16

It remains to be decided whether authentic instruments and private agreements should be covered by the general scope of application of the Convention and, if so, whether they should be the subject of an opt-in provision. Such provision could read as follows: "A Contracting State may, in accordance with Article 58 declare that it will apply this Convention also to authentic instruments and private agreements relating to maintenance obligations, in accordance with Article 26."

The Drafting Committee recognises that if a mandatory or optional provision relating to private agreements and authentic instruments is eventually accepted, some consequential amendments to Chapter III and possibly other Chapters will be needed.

The Drafting Committee notes that the Special Commission is further considering whether any other provisions of the Chapter should not apply to authentic instruments and private agreements. For example, if authentic instruments and private agreements are to be covered by the general scope of application of the Convention, may they be the subject of "direct applications"?

Article 17

Consideration should be given to whether disputes relating to maintenance obligations in respect of "vulnerable adults" should also be excepted in Article 17(1)(e).

Article 20(11)

The question remains open whether there should be any further elaboration of this provision along, for example, any of the following lines:

– stay or suspension of enforcement might be prohibited while an appeal is pending;

– the decision given on the challenge or appeal might be contested only by a single appeal. Such an appeal might be limited to points of law;

– if there is a stay or suspension of enforcement there might be a requirement for the posting of a security or a bond;

– if the decision is not taken within a specified period of time there might be an obligation, on request, to provide an explanation for the delay.

Article 21

The draft reflects the analysis and suggestions of the Permanent Bureau.

Article 26

See under Article 16 above.

Article 27

Le contenu du Document de travail No 81 a été inséré dans cet article. Le titre de la disposition devrait se lire « Arrangements réciproques impliquant des ordonnances provisoires et de confirmation » au lieu de « Mécanismes du Commonwealth pour l'exécution réciproque des obligations alimentaires ». Il est noté que ces arrangements s'appliquent parfois à des États autres que des États membres du Commonwealth.

Article 28(3)

Il faudra examiner s'il faut inclure un libellé selon lequel une demande présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales n'entraîne aucun frais additionnel pour le demandeur au stade de l'exécution.

Article 33

La question de savoir si les organismes publics peuvent présenter dans l'État requis, en plus d'une demande de reconnaissance et d'exécution, d'autres demandes, telles qu'une demande d'obtention d'une décision en faveur de l'organisme public, et si les organismes publics peuvent présenter des demandes directement à une autorité compétente dans l'État requis aux fins de reconnaissance et d'exécution, devra être examinée.

Voir également les commentaires figurant ci-dessus, sous l'article 14 – En général.

Article 34

Le Comité de rédaction reconnaît que si l'article 34 est accepté, certains amendements seront nécessaires. L'article 20(3) devra être biffé et l'article 20(4) deviendra l'article 20(3) et pourra se lire : « Le paragraphe 2 n'empêche pas le recours à des procédures plus simples ou plus rapides. »

Il faudrait examiner la nécessité d'exclure les demandes directes de reconnaissance et d'exécution portées devant les autorités compétentes de l'application de certaines dispositions des chapitres V, VI ou VIII, comme, par exemple, l'article 38.

Article 40(1)

Il est nécessaire d'examiner la question de savoir si ce principe devrait s'appliquer uniquement aux aliments envers les enfants.

Article 43

Cet article sera examiné plus avant par un groupe d'États intéressés, avec l'assistance du Bureau Permanent.

Article 44

Il faudra examiner la possibilité d'inclure une disposition concernant la relation entre cette Convention et la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*.

Si les règles relatives à la loi applicable font l'objet d'un protocole séparé, une disposition concernant la relation entre le nouveau protocole et les anciennes Conventions de La Haye de 1956 et 1973 relatives à la loi applicable devra être incorporée dans les dispositions générales du protocole.

Article 46(c)

Cette disposition devra être ajustée en fonction des résultats de la réunion de mai 2007 de la Commission spéciale.

Article 49

Des travaux supplémentaires spécifiques à la question de l'« amendement des formulaires » seront effectués par le Bureau Permanent préalablement à la Session diplomatique.

Article 51

Il convient de noter que si cette disposition est approuvée, les articles 5(b) et 32 seront supprimés.

Article 52 – Option 1

Cette option est utilisée si l'on désire faire une distinction entre les États membres, les États ayant participé à la Session et les États tiers aux fins de bilatéralisation.

Article 52 – Option 2

Cette option est utilisée pour une Convention complétement ouverte, c'est-à-dire dans laquelle la bilatéralisation n'est pas possible.

Article 60(b)

Des ajustements devront être apportés à cette disposition en fonction du choix opéré à l'article 52.

Formulaire de transmission – Nouvelle déclaration à la fin du formulaire de transmission

Cette déclaration prévoit que l'information contenue dans le formulaire de transmission, la demande l'accompagnant et les documents joints à celle-ci correspondent et sont conformes aux informations et documents fournis par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. Cela pourrait être une solution à la question des demandes sous serment soulevée dans le Document de travail No 100.

Observations du Comité de rédaction

Article 27

The content of Working Document No 81 has been inserted in this Article. The title of the provision would read "Reciprocal arrangements involving the use of provisional and confirmation orders" instead of "Commonwealth arrangements for the reciprocal enforcement of maintenance obligations". It is to be noted that these arrangements sometimes apply to States other than Member States of the Commonwealth.

Article 28(3)

Consideration should be given to the inclusion of wording to the effect that in the case of applications through Central Authorities enforcement should be without further cost to the applicant.

Article 33

Consideration needs to be given to whether public bodies should be able to pursue applications in the State addressed other than for recognition and enforcement such as for establishment of a decision in favour of the public body and whether a public body should be entitled to apply directly to a competent authority in the State addressed for recognition and enforcement.

See also comments under Article 14 – General, above.

Article 34

The Drafting Committee recognises that if Article 34 is accepted some consequential amendments will be required. Article 20(3) should be deleted and Article 20(4) would become 20(3) and could read: "Nothing in paragraph 2 shall prevent the use of simpler or more expeditious procedures."

Further consideration needs to be given to whether any other provisions of Chapters V, VI or VIII should be excepted in respect of direct requests for recognition and enforcement such as, for instance, Article 38.

Article 40(1)

Consideration should be given to the question whether this principle should apply only in respect of child support.

Article 43

Further consideration will be given to this Article by a group of interested States assisted by the Permanent Bureau.

Article 44

Consideration should be given to the inclusion of a provision addressing the relationship between this Convention and the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*.

If the applicable law rules are the subject of a separate protocol, a provision concerning the relationship between the new protocol and the old 1956 and 1973 Hague Conventions on applicable law will need to be incorporated into the general provisions of the protocol.

Article 46(c)

This provision may require adjustments depending on the results of the May 2007 meeting of the Special Commission.

Article 49

Further work on the matter of "amendment of forms" will be carried out by the Permanent Bureau in advance of the Diplomatic Conference.

Article 51

It is to be noted that, if this provision is approved, Article 5(b) and Article 32 may be deleted.

Article 52 – Option 1

This option is used when a distinction is made for bilateralisation purposes between Member States, States participating in the Session, and third States.

Article 52 – Option 2

This option is used for a completely open Convention, *i.e.*, one where no bilateralisation is possible.

Article 60(b)

Adjustments to this provision will be required depending on the option adopted under Article 52.

Transmittal form – New declaration at the end of the transmittal form

This declaration provides that the information contained in the transmittal form and accompanying application, and the enclosed documents, correspond to and are in conformity with the information and documents provided by the applicant to the requesting Central Authority. This may address the sworn statement issue raised in Working Document No 100.

Drafting Committee Observations

Avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

PRÉPARÉ PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION SOUS L'AUTORITÉ DE LA COMMISSION SPÉCIALE

Document préliminaire No 29 de juin 2007

AVANT-PROJET RÉVISÉ DE CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS ENVERS LES ENFANTS ET D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE

[Note : Sauf indication contraire, les crochets sont utilisés pour identifier une proposition de rédaction ou un sujet qui n'a pas été pleinement considéré par la Commission spéciale.]

PRÉAMBULE

Les États signataires de la présente Convention,

[Désireux d'améliorer la coopération entre les États en matière de recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille,

Conscients de la nécessité de disposer de procédures produisant des résultats et qui soient accessibles, rapides, efficaces, économiques, équitables et adaptées à diverses situations,

Souhaitant s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions de La Haye existantes, ainsi que d'autres instruments internationaux,

Cherchant à tirer parti des avancées technologiques et à créer un système souple et évolutif susceptible de s'adapter aux nouveaux besoins et aux opportunités offertes par les nouvelles technologies,

Rappelant que, en application des articles 3 et 27 de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* du 20 novembre 1989,

– l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale dans toutes les décisions concernant les enfants,

– tout enfant a droit à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social,

– il incombe au premier chef aux parents ou autres personnes ayant la charge de l'enfant d'assurer, dans la limite de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant,

– les États parties devraient prendre toutes les mesures appropriées, notamment la conclusion d'accords internationaux, en vue d'assurer le recouvrement des aliments envers l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes responsables à son égard, en particulier lorsque ces personnes vivent dans un territoire autre que celui de l'enfant,

Ont résolu de conclure la présente Convention, et sont convenus des dispositions suivantes :]

CHAPITRE PREMIER – OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

Article premier Objet

La présente Convention a pour objet d'assurer l'efficacité du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, en particulier en :

(a) établissant un système complet de coopération entre les autorités des États contractants ;

(b) permettant de présenter des demandes en vue d'obtenir des décisions en matière d'aliments ;

(c) assurant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'aliments ; et

(d) requérant des mesures efficaces en vue de l'exécution rapide des décisions en matière d'aliments.

Article 2 Champ d'application[1]

1 La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant à l'égard d'un enfant de moins de 21 ans [y compris aux demandes d'aliments entre époux et ex-époux concomitantes aux demandes d'aliments envers un tel enfant] et, à l'exception des chapitres II et III, aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux.

2 Tout État contractant peut, en vertu de l'article 58, déclarer qu'il étendra l'application de l'ensemble ou d'une partie de la Convention à l'une ou l'autre des obligations alimentaires découlant des relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance. Une telle déclaration ne crée d'obligation entre deux États contractants que dans la mesure où leurs déclarations visent les mêmes obligations alimentaires et parties de la Convention.

[3 Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux enfants indépendamment du statut conjugal des parents.]

4 La Convention s'applique aussi aux demandes des organismes publics relatives aux obligations alimentaires couvertes par les paragraphes premier, 2 [et 3][2].

Article 3 Définitions

Aux fins de la présente Convention :

[1] Au moins une délégation a exprimé des inquiétudes quant à l'application d'une quelconque partie de la Convention à d'autres personnes que des enfants.

[2] L'art. 33 du présent avant-projet ne s'applique aux organismes publics qu'en ce qui concerne les demandes de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'art. 10(1). Il doit être décidé ultérieurement si des dispositions doivent être introduites afin de permettre aux organismes publics de demander l'obtention d'une décision ou la modification d'une décision en vertu du chapitre III.

Avant-projet révisé de Convention

Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

PREPARED BY THE DRAFTING COMMITTEE UNDER THE AUTHORITY OF THE SPECIAL COMMISSION

Preliminary Document No 29 of June 2007

REVISED PRELIMINARY DRAFT CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOVERY OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS OF FAMILY MAINTENANCE

[Note: Except where otherwise indicated, square brackets are used to signify text which is tentative or which deals with a matter which was not fully considered by the Special Commission.]

PREAMBLE

The States signatory to the present Convention,

[Desiring to improve co-operation among States for the international recovery of child support and other forms of family maintenance,

Aware of the need for procedures which produce results and are accessible, prompt, efficient, cost-effective, responsive, and fair,

Wishing to build upon the best features of existing Hague Conventions and other international instruments,

Seeking to take advantage of advances in information technology and to create a flexible system which can continue to evolve as needs change and further advances in technology create new opportunities,

Recalling that, in accordance with Articles 3 and 27 of the United Nations *Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989,

– in all actions concerning children the best interests of the child shall be a primary consideration,

– every child has a right to a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development,

– the parent(s) or others responsible for the child have the primary responsibility to secure, within their abilities and financial capacities, the conditions of living necessary for the child's development, and

– States Parties should take all appropriate measures, including the conclusion of international agreements, to secure the recovery of maintenance for the child from the parent(s) or other responsible persons, in particular where such persons live in a State different from that of the child,

Have resolved to conclude this Convention and have agreed upon the following provisions –]

CHAPTER I – OBJECT, SCOPE AND DEFINITIONS

Article 1 Object

The object of the present Convention is to ensure the effective international recovery of child support and other forms of family maintenance in particular by –

(a) establishing a comprehensive system of co-operation between the authorities of the Contracting States;

(b) making available applications for the establishment of maintenance decisions;

(c) providing for the recognition and enforcement of maintenance decisions; and

(d) requiring effective measures for the prompt enforcement of maintenance decisions.

Article 2 Scope[1]

1 This Convention shall apply to maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a child under the age of 21 [including claims for spousal support made in combination with claims for maintenance in respect of such a child] and, with the exception of Chapters II and III, to spousal support.

2 Any Contracting State may declare in accordance with Article 58 that it will extend the application of the whole or any part of the Convention to any maintenance obligation arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity. Any such declaration shall give rise to obligations between two Contracting States only in so far as their declarations cover the same maintenance obligations and parts of the Convention.

[3 The provisions of this Convention shall apply to children regardless of the marital status of the parents.]

4 The Convention also applies to claims by a public body in respect of maintenance obligations covered by paragraphs 1, 2 [and 3].[2]

Article 3 Definitions

For the purposes of this Convention –

[1] At least one delegation expressed concern with regard to applying any part of the Convention to persons other than children.

[2] The present preliminary draft in Art. 33 deals, in respect of public bodies, only with applications for recognition and enforcement under Art. 10(1). It has yet to be decided whether provision should be made to allow public bodies under Chapter III to apply for the establishment of a decision or the modification of a decision.

(a) « créancier » signifie une personne à qui des aliments sont dus ou sont allégués être dus ;

(b) « débiteur » signifie une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ;

[(c) « assistance juridique » signifie l'assistance nécessaire afin de permettre aux demandeurs d'être informés de leurs droits et de pouvoir les faire valoir et afin que leur demande soit traitée de façon complète et efficace dans l'État requis. Ceci comprend une assistance telle que le conseil juridique, l'assistance dans le cadre d'une affaire portée devant une autorité, la représentation en justice et l'exonération des frais de procédure ;]

(d) « accord par écrit » comprend un accord consigné sur quelque support que ce soit, dont le contenu est accessible pour être consulté ultérieurement.

CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Article 4 Désignation des Autorités centrales

1 Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2 Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et doit spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

3 Chaque État contractant informe le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé de la désignation de l'Autorité centrale ou des Autorités centrales ainsi que de leurs coordonnées et, le cas échéant, de l'étendue de leurs fonctions visées au paragraphe 2 au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion. Les États contractants informent aussitôt le Bureau Permanent de tout changement.

Article 5 Fonctions générales des Autorités centrales

Les Autorités centrales :

(a) coopèrent entre elles et favorisent la collaboration entre les autorités compétentes de leur État pour atteindre les objectifs de la Convention ;

(b) fournissent des informations au Bureau Permanent sur la législation et les procédures applicables dans leur État en matière d'aliments ;

(c) recherchent, dans la mesure du possible, des solutions aux difficultés pouvant survenir dans le cadre de l'application de la Convention.

Article 6 Fonctions spécifiques des Autorités centrales

1 Les Autorités centrales fournissent une assistance relative aux demandes visées au chapitre III, notamment en :

(a) transmettant et recevant ces demandes ;

(b) introduisant ou facilitant l'introduction de procédures relatives à ces demandes.

2 En ce qui concerne ces demandes, elles prennent toutes les mesures appropriées pour :

(a) accorder ou faciliter l'octroi d'une assistance juridique, lorsque les circonstances l'exigent ;

(b) aider à localiser le débiteur ou le créancier ;

(c) faciliter la recherche des informations pertinentes relatives aux revenus et, si nécessaire, au patrimoine du débiteur ou du créancier, y compris la localisation des biens ;

(d) encourager le règlement amiable des différends afin d'obtenir un paiement volontaire des aliments, lorsque cela s'avère approprié par le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres moyens analogues ;

(e) faciliter l'exécution continue des décisions en matière d'aliments, y compris les arrérages ;

(f) faciliter le recouvrement et le virement rapide des paiements d'aliments ;

(g) faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre ;

(h) fournir une assistance pour établir la filiation lorsque cela est nécessaire pour le recouvrement d'aliments ;

[(i) introduire ou faciliter l'introduction de procédures afin d'obtenir toute mesure nécessaire et provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande pendante d'aliments ;]

(j) faciliter la signification et la notification des actes.

3 Les fonctions conférées à l'Autorité centrale en vertu du présent article peuvent être exercées, dans la mesure prévue par la loi de l'État concerné, par des organismes publics, ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de cet État. La désignation de tout organisme public ou autre organisme, ainsi que ses coordonnées et l'étendue de ses fonctions sont communiquées par l'État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé. En cas de changement, les États contractants en informent aussitôt le Bureau Permanent.

4 Le présent article et l'article 7 ne peuvent en aucun cas être interprétés comme imposant à une Autorité centrale l'obligation d'exercer des attributions qui relèvent exclusivement des autorités judiciaires selon la loi de l'État requis.

Article 7 Requête de mesures spécifiques

1 Une Autorité centrale peut, sur requête motivée, demander à une autre Autorité centrale qu'elle prenne des mesures spécifiques appropriées en vertu de l'article 6(2)(b), (c), [(g), (h), (i) et (j)] lorsque aucune demande en application de l'article 10 n'est pendante. L'Autorité centrale requise prend ces mesures si elle les considère nécessaires afin d'aider un demandeur potentiel [à faire une demande prévue à l'article 10 ou] à déterminer si une telle demande doit être introduite.

Avant-projet révisé de Convention

(a) "creditor" means an individual to whom maintenance is owed or is alleged to be owed;

(b) "debtor" means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance;

[(c) "legal assistance" means the assistance necessary to enable applicants to know and assert their rights and to ensure that applications are fully and effectively dealt with in the requested State. This includes assistance such as legal advice, assistance in bringing a case before an authority, legal representation and exemption from costs of proceedings;]

(d) "agreement in writing" means an agreement recorded in any medium the information contained in which is accessible so as to be usable for subsequent reference.

CHAPTER II – ADMINISTRATIVE CO-OPERATION

Article 4 Designation of Central Authorities

1 A Contracting State shall designate a Central Authority to discharge the duties that are imposed by the Convention on such an authority.

2 Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and shall specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

3 The designation of the Central Authority or Central Authorities, their contact details, and where appropriate the extent of their functions as specified in paragraph 2, shall be communicated by a Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law at the time when the instrument of ratification or accession is deposited. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

Article 5 General functions of Central Authorities

Central Authorities shall –

(a) co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to achieve the purposes of the Convention;

(b) provide information to the Permanent Bureau as to the laws and procedures concerning maintenance obligations in their States;

(c) seek as far as possible solutions to difficulties which arise in the application of the Convention.

Article 6 Specific functions of Central Authorities

1 Central Authorities shall provide assistance in relation to applications under Chapter III. In particular they shall –

(a) transmit and receive such applications;

(b) initiate, or facilitate the institution of, proceedings in respect of such applications.

2 In relation to such applications they shall take all appropriate measures –

(a) where the circumstances require, to provide or facilitate the provision of legal assistance;

(b) to help locate the debtor or the creditor;

(c) to help obtain relevant information concerning the income and, if necessary, other financial circumstances of the debtor or creditor, including the location of assets;

(d) to encourage amicable solutions with a view to obtaining voluntary payment of maintenance, where suitable by use of mediation, conciliation or similar processes;

(e) to facilitate the ongoing enforcement of maintenance decisions including any arrears;

(f) to facilitate the collection and expeditious transfer of maintenance payments;

(g) to facilitate the obtaining of documentary or other evidence;

(h) to provide assistance in establishing parentage where necessary for the recovery of maintenance;

[(i) to initiate or facilitate the institution of proceedings to obtain any necessary provisional measures that are territorial in nature and the purpose of which is to secure the outcome of a pending maintenance application;]

(j) to facilitate service of documents.

3 The functions of the Central Authority under this Article may, to the extent permitted under the law of that State, be performed by public bodies, or other bodies subject to the supervision of the competent authorities of that State. The designation of any such public bodies or other bodies as well as their contact details and the extent of their functions shall be communicated by a Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law. Contracting States shall promptly inform the Permanent Bureau of any changes.

4 Nothing in this Article or Article 7 shall be interpreted as imposing an obligation on a Central Authority to exercise powers that can be exercised only by judicial authorities under the law of the requested State.

Article 7 Requests for specific measures

1 A Central Authority may make a request, supported by reasons, to another Central Authority to take appropriate specific measures under Article 6(2)(b), (c), [(g), (h), (i) and (j)] when no application under Article 10 is pending. The requested Central Authority shall take such measures if satisfied that they are necessary to assist a potential applicant [in making an application under Article 10 or] in determining whether such an application should be initiated.

[2 Une Autorité centrale peut également prendre des mesures spécifiques, à la requête d'une autre Autorité centrale, dans une affaire comportant un élément international concernant le recouvrement des aliments qui est pendante dans l'État requérant.]

Article 8 Frais de l'Autorité centrale

1 Chaque Autorité centrale supporte ses propres frais découlant de l'application de la Convention.

2 Les Autorités centrales ne peuvent mettre aucuns frais à la charge du demandeur pour les services qu'elles fournissent en vertu de la Convention sauf s'il s'agit de frais ou de dépenses exceptionnels découlant d'une requête en vertu de l'article 7.

CHAPITRE III – DEMANDES PAR L'INTERMÉDIAIRE DES AUTORITÉS CENTRALES

Article 9 Demande par l'intermédiaire des Autorités centrales

Une demande en vertu de ce chapitre est transmise à l'Autorité centrale de l'État requis par l'intermédiaire de l'Autorité centrale de l'État contractant dans lequel réside le demandeur. Aux fins de la présente disposition, la résidence exclut la simple présence.

Article 10 Demandes disponibles

1 Dans un État requérant, les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un créancier qui poursuit le recouvrement d'aliments en vertu de la présente Convention :

(a) reconnaissance ou reconnaissance et exécution d'une décision ;

(b) exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis ;

(c) obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation si nécessaire ;

(d) obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée en raison de l'absence d'une base de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 17 ou sur le fondement de l'article 19(b) ou (e) ;

(e) modification d'une décision rendue dans l'État requis ;

(f) modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis.

2 Dans un État requérant, les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un débiteur à l'encontre duquel existe une décision en matière d'aliments :

(a) modification d'une décision rendue dans l'État requis ;

(b) modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis.

3 À moins que la Convention en dispose autrement, les demandes prévues aux paragraphes premier et 2 sont déterminées conformément au droit de l'État requis et, dans le cas des demandes prévues aux paragraphes premier (c) à (f) et 2, sont soumises aux règles de compétence applicables dans cet État[3].

Article 11 Contenu de la demande

Première option (s'il n'existe aucun formulaire obligatoire)

1 Toute demande en vertu de l'article 10 comprend au moins :

(a) une déclaration relative à la nature de la demande ou des demandes ;

(b) le nom et les coordonnées du demandeur, y compris son adresse et sa date de naissance ;

(c) le nom du défendeur et, lorsqu'elles sont connues, son adresse et sa date de naissance ;

(d) le nom et la date de naissance des personnes pour lesquelles des aliments sont demandés ;

(e) les motifs au soutien de la demande ;

(f) dans une demande formée par le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement ;

(g) à l'exception de la demande présentée en vertu de l'article 10(1)(a), toute information ou tout document exigée par une déclaration faite conformément à l'article 58 par l'État requis ;

[(h) les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale de l'État requérant responsable du traitement de la demande.]

2 Lorsque cela s'avère approprié, la demande inclut également, lorsqu'elles sont connues :

(a) les revenus et le patrimoine du créancier ;

(b) les revenus et le patrimoine du débiteur y compris le nom et l'adresse de l'employeur du débiteur ainsi que la localisation et la nature des biens du débiteur ;

(c) toute autre information permettant de localiser le défendeur.

3 La demande est accompagnée de toute information ou tout document justificatif nécessaire y compris la documentation relative à l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique. Lorsqu'une demande est présentée en vertu de l'article 10(1)(a), elle n'est accompagnée que des documents énumérés à l'article 21.

4 Une demande formée en vertu de l'article 10 peut être présentée conformément au formulaire recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé.

[3] Une délégation a exprimé des inquiétudes quant à ce paragraphe.

[2 A Central Authority may also take specific measures on the request of another Central Authority in relation to a case having an international element concerning the recovery of maintenance pending in the requesting State.]

Article 8 Central Authority costs

1 Each Central Authority shall bear its own costs in applying this Convention.

2 Central Authorities may not impose any charge on an applicant for the provision of their services under the Convention save for exceptional costs or expenses arising from a request for a specific measure under Article 7.

CHAPTER III – APPLICATIONS THROUGH CENTRAL AUTHORITIES

Article 9 Application through Central Authorities

An application under this Chapter shall be made through the Central Authority of the Contracting State in which the applicant resides to the Central Authority of the requested State. For the purpose of this provision, residence excludes mere presence.

Article 10 Available applications

1 The following categories of application shall be available to a creditor in a requesting State seeking to recover maintenance under this Convention –

(a) recognition or recognition and enforcement of a decision;

(b) enforcement of a decision made or recognised in the requested State;

(c) establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage;

(d) establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused because of the lack of a basis for recognition and enforcement under Article 17 or on the grounds specified in Article 19(b) or (e);

(e) modification of a decision made in the requested State;

(f) modification of a decision made in a State other than the requested State.

2 The following categories of application shall be available to a debtor in a requesting State against whom there is an existing maintenance decision –

(a) modification of a decision made in the requested State;

(b) modification of a decision made in a State other than the requested State.

3 Save as otherwise provided in this Convention, the applications in paragraphs 1 and 2 shall be determined under the law of the requested State, and applications in paragraphs 1(c) to (f) and 2, shall be subject to the jurisdictional rules applicable in the requested State.[3]

Article 11 Application contents

Option 1 (if no mandatory forms exist)

1 All applications under Article 10 shall as a minimum include –

(a) a statement of the nature of the application or applications;

(b) the name and contact details, including the address, and date of birth of the applicant;

(c) the name and, if known, address and date of birth of the respondent;

(d) the name and the date of birth of any person for whom maintenance is sought;

(e) the grounds upon which the application is based;

(f) in an application by a creditor, information concerning where the maintenance payment should be sent or electronically transmitted;

(g) save in an application made under Article 10(1)(a), any information or document specified by declaration in accordance with Article 58 by the requested State;

[(h) the name and contact details of the person or unit from the Central Authority of the requesting State responsible for processing the application.]

2 As appropriate, and to the extent known, the application shall in addition in particular include –

(a) the financial circumstances of the creditor;

(b) the financial circumstances of the debtor including the name and address of the employer of the debtor and the nature and location of the assets of the debtor;

(c) any other information that may assist with the location of the respondent.

3 The application shall be accompanied by any necessary supporting information or documentation including documentation concerning the entitlement of the applicant to legal assistance. In the case of applications under Article 10(1)(a), the application shall be accompanied only by the documents listed under Article 21.

4 An application under Article 10 may be made in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

[3] One delegation expressed concern in relation to this paragraph.

Deuxième option (s'il existe des formulaires obligatoires)

Une demande en vertu de l'article 10 est établie conformément aux formulaires annexés à cette Convention et accompagnée de tout document nécessaire, sans préjudice du droit de l'État requis d'exiger toute information ou tout document supplémentaire lorsque cela s'avère nécessaire, sauf s'il s'agit d'une demande présentée en vertu de l'article 10(1)(a).

Article 12 Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires par l'intermédiaire des Autorités centrales

1 L'Autorité centrale de l'État requérant assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et toutes les informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'examen de la demande.

2 L'Autorité centrale de l'État requérant transmet la demande à l'Autorité centrale de l'État requis, après s'être assurée qu'elle satisfait aux exigences de la Convention. La demande est accompagnée du formulaire de transmission prévu à l'annexe 1 de la présente Convention. [Lorsque cela est exigé par l'Autorité centrale de l'État requis, l'Autorité centrale de l'État requérant fournit une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine des documents énumérés aux articles 21(1)(a), (b) et (d) [et 26(2)].]

3 L'Autorité centrale requise, dans un délai de six semaines à compter de la date de réception de la demande, en accuse réception [au moyen du formulaire dont le contenu est prévu à l'annexe ..], avise l'Autorité centrale de l'État requérant des premières démarches qui ont été ou qui seront entreprises pour traiter la demande et sollicite tout document ou toute information supplémentaire qu'elle estime nécessaire. Dans ce même délai de six semaines, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante des nom et coordonnées de la personne ou du service chargé de répondre aux questions relatives à l'état d'avancement de la demande.

4 Dans un délai de trois mois suivant l'accusé de réception, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante de l'état de la demande.

5 Les Autorités centrales requise et requérante :

(a) s'informent mutuellement de l'identité de la personne ou du service responsable d'une affaire particulière ;

(b) s'informent mutuellement de l'état d'avancement du dossier et répondent en temps utile aux demandes de renseignements.

6 Les Autorités centrales traitent un dossier aussi rapidement que l'autorise un examen adéquat de son contenu.

7 Les Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides dont elles disposent.

8 Une Autorité centrale requise ne peut refuser de traiter une demande que s'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies. Dans ce cas, cette Autorité centrale informe aussitôt l'Autorité centrale requérante de ses motifs.

9 L'Autorité centrale requise ne peut rejeter une demande au seul motif que des documents ou des informations supplémentaires sont nécessaires. Toutefois, l'Autorité centrale requise peut impartir un délai d'au moins trois mois à l'Autorité centrale requérante pour la production de ceux-ci. Si l'Autorité centrale requérante ne produit pas les documents ou les informations supplémentaires dans le délai imparti, l'Autorité centrale requise peut décider de cesser de traiter la demande, auquel cas elle en informe l'Autorité centrale requérante.

[*Article 13 Moyens de communication – recevabilité*

La recevabilité, devant les tribunaux ou les autorités administratives des États contractants, de toute demande transmise par l'Autorité centrale de l'État requérant en vertu de la présente Convention, ou de tout document ou information qui y est annexé ou fourni par une Autorité centrale, ne peut être contestée uniquement en raison du support ou des moyens de communication utilisés entre les Autorités centrales concernées.]

Première option

Article 14 Accès effectif aux procédures

1 L'État requis assure aux demandeurs un accès effectif aux procédures, y compris aux procédures d'appel, qui découlent des demandes présentées conformément au chapitre III, et s'il y a lieu par la fourniture gratuite d'assistance juridique.

2 L'État requis n'est pas tenu de fournir l'assistance juridique visée au paragraphe premier lorsque les procédures sont conçues de telle sorte qu'elles permettent au demandeur d'agir sans avoir besoin d'assistance et lorsque l'Autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires.

3 L'octroi d'une assistance juridique gratuite peut être subordonné à l'examen des ressources du demandeur ou à l'analyse du bien-fondé de l'affaire. Un État contractant peut déclarer, conformément à l'article 58, qu'il octroiera une assistance juridique gratuite dans le cas des demandes d'aliments envers les enfants, sur le seul fondement d'une évaluation des ressources de l'enfant, ou au contraire sans procéder à aucune évaluation des ressources.

4 Les conditions d'accès à l'assistance juridique gratuite sont équivalentes à celles fixées dans les affaires internes équivalentes.

5 Sous réserve du paragraphe 2, un créancier qui, dans l'État d'origine, a bénéficié d'une assistance juridique gratuite a droit, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de bénéficier, au moins dans la même mesure, d'une assistance juridique gratuite telle que prévue par la loi de l'État requis dans les mêmes circonstances.

6 Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais dans les procédures introduites par le créancier en vertu de la Convention.

Avant-projet révisé de Convention

Option 2 (if mandatory forms exist)

Applications under Article 10 shall be in accordance with the forms annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice, save in relation to an application under Article 10(1)(a), to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

Article 12 Transmission, receipt and processing of applications and cases through Central Authorities

1 The Central Authority of the requesting State shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application.

2 The Central Authority of the requesting State shall, when satisfied that the application complies with the requirements of the Convention, transmit the application to the Central Authority of the requested State. The application shall be accompanied by the transmittal form set out in Annex 1 to the Convention. [The Central Authority of the requesting State shall, when requested by the Central Authority of the requested State, provide a complete copy certified by the competent authority in the State of origin of any document specified under Articles 21(1)(a), (b) and (d) [and 26(2)].]

3 The requested Central Authority shall, within six weeks from the date of receipt of the application, acknowledge receipt [in the form the content of which is set out in Annex ..] and inform the Central Authority of the requesting State what initial steps have been or will be taken to deal with the application and may request any further necessary documents and information. Within the same six-week period, the requested Central Authority shall provide to the requesting Central Authority the name and contact details of the person or unit responsible for responding to inquiries regarding the progress of the application.

4 Within three months after the acknowledgement, the requested Central Authority shall inform the requesting Central Authority of the status of the application.

5 Requesting and requested Central Authorities shall –

(a) keep each other informed of the person or unit responsible for a particular case;

(b) keep each other informed of the progress of the case and provide timely responses to enquiries.

6 Central Authorities shall process a case as quickly as a proper consideration of the issues will allow.

7 Central Authorities shall employ the most rapid means of communication at their disposal.

8 A requested Central Authority may refuse to process an application only if it is manifest that the requirements of this Convention are not fulfilled. In such case, that Central Authority shall promptly inform the requesting Central Authority of its reasons.

9 The requested Central Authority may not reject an application solely on the basis that additional documents or information are needed. However, the requested Central Authority may ask the requesting Central Authority to produce these within a period of at least three months. If the requesting Central Authority does not produce the additional documents or information within that period, the requested Central Authority may decide that it will no longer process the application, in which case it shall inform the requesting Central Authority of this decision.

[*Article 13 Means of communication – admissibility*

The admissibility in the courts or administrative authorities of the Contracting States of any application transmitted by the Central Authority of a requesting State in accordance with the terms of this Convention, or of any documents or other information appended thereto or provided by a Central Authority, may not be challenged by reason only of the medium or means of communications employed between the Central Authorities concerned.]

Option 1

Article 14 Effective access to procedures

1 The requested State shall provide applicants with effective access to procedures, including appeal procedures, arising from applications under Chapter III, where necessary by the provision of free legal assistance.

2 The requested State shall not be obliged to provide the legal assistance referred to in paragraph 1 where the procedures are designed to enable the applicant to make the case without the need for such assistance, and where the Central Authority provides such free services as are necessary.

3 The provision of free legal assistance may be made subject to a means or a merits test. A Contracting State may declare in accordance with Article 58 that it will provide free legal assistance in applications concerning child support on the basis of the assessment of the child's means only, or without any means test at all.

4 Entitlements to free legal assistance shall not be less than those available in equivalent domestic cases.

5 Subject to paragraph 2, a creditor, who in the State of origin has benefited from free legal assistance, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit, at least to the same extent, from free legal assistance as provided for by the law of the State addressed under the same circumstances.

6 No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in proceedings brought by a creditor under the Convention.

Deuxième option (art. 14 à 14 ter*)*

Article 14 Accès effectif aux procédures

1 L'État requis assure aux demandeurs un accès effectif aux procédures, y compris dans le cadre des procédures d'exécution et d'appel, qui découlent des demandes présentées conformément au chapitre III.

2 Pour assurer un tel accès effectif, l'État requis fournit une assistance juridique gratuite conformément aux articles 14, 14 *bis* et 14 *ter* à moins que le paragraphe 3 s'applique.

3 L'État requis n'est pas tenu de fournir une telle assistance juridique gratuite si et dans la mesure où les procédures de cet État permettent au demandeur d'agir sans avoir besoin d'une telle assistance et que l'Autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires.

4 Les conditions d'accès à l'assistance juridique gratuite sont équivalentes à celles fixées dans les affaires internes équivalentes.

5 Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais dans les procédures introduites [par le créancier] en vertu de la Convention.

Article 14 bis *Assistance juridique gratuite pour les demandes d'aliments relatives aux enfants*

1 L'État requis fournit l'assistance juridique gratuite au regard de toutes les demandes relatives aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant envers un enfant âgé de moins de 21 ans présentées [par un créancier] en vertu du chapitre III.

2 Par dérogation au paragraphe premier, l'État requis peut, en ce qui a trait aux demandes autres que celles visées à l'article 10(1)(a) et (b) :

[(a) imposer des frais raisonnables pour couvrir le coût d'un test génétique lorsqu'un tel test est nécessaire pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments dans l'État requis ; ou]

(b) refuser l'octroi d'une assistance juridique gratuite s'il considère que la demande ou [quelqu'appel que ce soit] est manifestement mal fondée ; [ou]

Option A

(c) refuser l'octroi d'une assistance juridique gratuite, s'il est manifeste que la situation économique du demandeur est exceptionnellement confortable. Pour déterminer le caractère exceptionnellement confortable de la situation économique, le coût de la vie dans l'État demandeur doit être pris en considération.

Option B

(c) informer l'Autorité centrale requérante lorsqu'elle conclut que la situation financière du demandeur est disproportionnée par rapport aux conditions d'admissibilité à l'assistance juridique à laquelle les demandeurs sont présumés avoir droit. Si, prenant en compte les frais prévisibles dans l'État requis, l'Autorité centrale requérante conclut qu'une assistance juridique gratuite devrait être fournie, l'Autorité centrale requise fournit une telle assistance. Si l'Autorité centrale requérante conclut que le demandeur ne pourrait bénéficier d'une assistance juridique gratuite, elle en informe l'Autorité centrale requise. Avec l'autorisation préalable du demandeur, l'Autorité centrale requise traite la demande et peut imposer des frais relatifs à l'assistance juridique.

Option C

Supprimer l'alinéa (c).

Article 14 ter *Demandes ne permettant pas de bénéficier de l'article 14* bis

Dans le cadre d'une demande ne permettant pas de bénéficier de l'assistance juridique gratuite conformément à l'article 14 *bis* :

(a) l'octroi d'une assistance juridique gratuite peut être subordonné à l'examen des ressources du demandeur ou à l'analyse de son bien-fondé ;

(b) un [demandeur][créancier] qui, dans l'État d'origine, a bénéficié d'une assistance juridique gratuite a droit, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, de bénéficier au moins dans la même mesure, d'une assistance juridique gratuite telle que prévue par la loi de l'État requis dans les mêmes circonstances.

CHAPITRE IV – RESTRICTIONS AUX PROCÉDURES

Article 15 Limite aux procédures

1 Lorsqu'une décision a été rendue dans un État contractant où le créancier a sa résidence habituelle, des procédures pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision ne peuvent être introduites par le débiteur dans un autre État contractant, tant que le créancier continue à résider habituellement dans l'État où la décision a été rendue.

2 Le précédent paragraphe ne s'applique pas :

(a) lorsque, dans un litige portant sur une obligation alimentaire autre que celle à l'égard d'un enfant, la compétence de cet autre État contractant a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties[4] ;

(b) lorsque le créancier se soumet à la compétence de cet autre État contractant, soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en est offerte pour la première fois ;

(c) si l'autorité compétente de l'État d'origine ne peut ou refuse d'exercer sa compétence pour modifier la décision ou rendre une nouvelle décision ; ou,

(d) lorsque la décision rendue dans l'État d'origine ne peut pas être reconnue ou déclarée exécutoire dans l'État contractant dans lequel des procédures pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision sont envisagées.

[4] Une délégation a exprimé des inquiétudes quant à ce paragraphe.

Option 2 (Arts 14 to 14 ter*)*

Article 14 Effective access to procedures

1 The requested State shall provide applicants with effective access to procedures, including enforcement and appeal procedures, arising from applications under Chapter III.

2 To provide such effective access, the requested State shall provide free legal assistance in accordance with Articles 14, 14 *bis* and 14 *ter* unless paragraph 3 applies.

3 The requested State shall not be obliged to provide such free legal assistance if and to the extent that the procedures of that State enable the applicant to make the case without the need for such assistance, and the Central Authority provides such services as are necessary free of charge.

4 Entitlements to free legal assistance shall not be less than those available in equivalent domestic cases.

5 No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in proceedings [brought by the creditor] under the Convention.

Article 14 bis *Free legal assistance for child support applications*

1 The requested State shall provide free legal assistance in respect of all applications [by a creditor] under Chapter III concerning maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a child under the age of 21.

2 Notwithstanding paragraph 1, the requested State may, in relation to applications other than under Article 10(1)(a) and (b) –

[(a) impose reasonable charges for the costs of genetic testing when such testing is necessary in order to establish a maintenance decision in that State; or]

(b) refuse free legal assistance, if it considers that, on the merits, the application [or any appeal] is manifestly unfounded; [or]

Option A

(c) refuse free legal assistance, if it is manifest that the applicant's financial circumstances are exceptionally strong. In assessing whether the financial circumstances are exceptionally strong, account shall be taken of the cost of living in the requesting State.

Option B

(c) where it considers that the economic situation of the applicant is disproportionate to the requirements under which legal assistance applicants are deemed able to bear the costs of proceedings, so inform the requesting Central Authority. If the requesting Central Authority determines that, taking into account costs foreseen in the requested State, the applicant should be provided free legal assistance, the requested Central Authority shall provide such assistance. If the requesting Central Authority determines that the applicant would not be entitled to free legal assistance, it shall so notify the requested Central Authority. With prior authorisation of the applicant, the requested Central Authority shall proceed upon the application and may charge for legal assistance.

Option C

Delete sub-paragraph (c).

Article 14 ter *Applications not qualifying under Article 14* bis

In the case of an application not qualifying for free legal assistance under Article 14 *bis* –

(a) the provision of free legal assistance may be made subject to a means or a merits test;

(b) [an applicant][a creditor], who in the State of origin has benefited from free legal assistance, shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement, to benefit, at least to the same extent, from free legal assistance as provided for by the law of the State addressed under the same circumstances.

CHAPTER IV – RESTRICTIONS ON BRINGING PROCEEDINGS

Article 15 Limit on proceedings

1 Where a decision is made in a Contracting State where the creditor is habitually resident, proceedings to modify the decision or to make a new decision cannot be brought by the debtor in any other Contracting State as long as the creditor remains habitually resident in the State where the decision was made.

2 The previous paragraph shall not apply –

(a) where, except in disputes relating to maintenance obligations in respect of children, there is agreement in writing between the parties to the jurisdiction of that other Contracting State;[4]

(b) where the creditor submits to the jurisdiction of that other Contracting State either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;

(c) where the competent authority in the State of origin cannot, or refuses to, exercise jurisdiction to modify the decision or make a new decision; or,

(d) where the decision made in the State of origin cannot be recognised or declared enforceable in the Contracting State where proceedings to modify the decision or make a new decision are contemplated.

[4] One delegation expressed concern about this paragraph.

Article 16 Champ d'application du chapitre

1 Ce chapitre s'applique aux décisions rendues par une autorité judiciaire ou une autorité administrative en matière d'obligations alimentaires. Ces décisions comprennent les transactions ou accords passés devant ces autorités ou homologués par elles. Une décision peut comprendre un ajustement automatique par indexation et une obligation de payer les arrérages, les aliments rétroactivement ou les intérêts, de même que la fixation des frais et dépens.

2 Si la décision ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de ce chapitre reste limité à cette dernière.

3 Aux fins du paragraphe premier, « autorité administrative » signifie un organisme public dont les décisions, en vertu de la loi de l'État où il est constitué :

(a) peuvent faire l'objet d'un appel ou d'un contrôle par une autorité judiciaire ; et

(b) ont la même force et le même effet qu'une décision d'une autorité judiciaire sur le même sujet.

[4 Ce chapitre s'applique aussi aux actes authentiques et accords privés en matière d'obligations alimentaires, conformément à l'article 26.]

5 Les dispositions de ce chapitre s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à l'autorité compétente de l'État requis en conformité avec l'article 34.

Article 17 Bases de reconnaissance et d'exécution

1 Une décision rendue dans un État contractant (« l'État d'origine ») est reconnue et exécutée dans les autres États contractants si :

(a) le défendeur résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(b) le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en s'expliquant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en était offerte pour la première fois ;

(c) le créancier résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;

(d) l'enfant pour lequel des aliments ont été accordés résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance, à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans cet État ou qu'il ait résidé dans cet État et y ait fourni des aliments à l'enfant ;

(e) sauf dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l´égard d´un enfant, la compétence a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties ; ou

(f) la décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes ou à la responsabilité parentale, sauf lorsque cette compétence était fondée uniquement sur la nationalité de l'une des parties.

2 Un État contractant peut faire une réserve quant au paragraphe premier (c), (e) ou (f), conformément à l'article 57[5].

3 Un État contractant ayant fait une réserve en application du paragraphe 2 reconnaît et exécute une décision si sa législation, dans des circonstances de fait similaires, confère ou aurait conféré compétence à ses autorités pour rendre une telle décision.

4 Un État contractant prend toutes les mesures appropriées pour qu'une décision soit rendue si la reconnaissance d'une décision n'est pas possible en raison d'une réserve faite en application du paragraphe 2, et si le débiteur réside habituellement dans cet État. Cette disposition ne s'applique pas aux demandes directes de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 16(5) à moins qu'une nouvelle demande ne soit faite en vertu de l'article 10(1)(d).

5 Une décision en faveur d'un enfant de moins de 18 ans, qui ne peut être reconnue uniquement en raison d'une réserve faite quant à l'article 17(1)(c), (e) ou (f), est acceptée comme établissant l'éligibilité de cet enfant à des aliments dans l'État requis.

6 Une décision n'est reconnue que si elle produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécutée que si elle est exécutoire dans l'État d'origine.

Article 18 Divisibilité et reconnaissance ou exécution partielle

1 Si l'État requis est incapable de reconnaître ou d'exécuter toute la décision, il reconnaît ou exécute chaque partie divisible de la décision qui peut être reconnue ou exécutée.

2 La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.

Article 19 Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution

La reconnaissance et l'exécution de la décision peuvent être refusées :

(a) si la reconnaissance et l'exécution de la décision sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;

(b) si la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure ;

(c) si un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie ;

(d) si la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis ;

(e) si le défendeur :

[5] Deux délégations examinent encore la possibilité d'amender cette disposition afin de permettre une réserve à l'art. 17(1)(d).

Avant-projet révisé de Convention

Article 16 Scope of the Chapter

1 This Chapter applies to a decision rendered by a judicial or administrative authority in respect of a maintenance obligation. Such decision includes a settlement or agreement concluded before or approved by such an authority. A decision may include automatic adjustment by indexation and a requirement to pay arrears, retroactive maintenance or interest and a determination of costs or expenses.

2 If a decision does not relate solely to a maintenance obligation, the effect of this Chapter is limited to the parts of the decision which concern maintenance obligations.

3 For the purpose of paragraph 1, "administrative authority" means a public body whose decisions, under the law of the State where it is established –

(a) may be made subject of an appeal to or review by a judicial authority; and

(b) have the same force and effect as a decision of a judicial authority on the same matter.

[4 This Chapter also applies to authentic instruments and private agreements relating to a maintenance obligation in accordance with Article 26.]

5 The provisions of this Chapter apply to an application for recognition and enforcement made directly to a competent authority of the State addressed in accordance with Article 34.

Article 17 Bases for recognition and enforcement

1 A decision made in one Contracting State ("the State of origin") shall be recognised and enforced in other Contracting States if –

(a) the respondent was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(b) the respondent has submitted to the jurisdiction either expressly or by defending on the merits of the case without objecting to the jurisdiction at the first available opportunity;

(c) the creditor was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted;

(d) the child for whom maintenance was ordered was habitually resident in the State of origin at the time proceedings were instituted, provided that the respondent has lived with the child in that State or has resided in that State and provided support for the child there;

(e) except in disputes relating to maintenance obligations in respect of children, there has been agreement to the jurisdiction in writing by the parties; or

(f) the decision was made by an authority exercising jurisdiction on a matter of personal status or parental responsibility, unless that jurisdiction was based solely on the nationality of one of the parties.

2 A Contracting State may make a reservation, in accordance with Article 57, in respect of paragraph 1(c), (e) or (f).[5]

3 A Contracting State making a reservation under paragraph 2 shall recognise and enforce a decision if its law would in similar factual circumstances confer or would have conferred jurisdiction on its authorities to make such a decision.

4 A Contracting State shall, if recognition of a decision is not possible as a result of a reservation under paragraph 2, and if the debtor is habitually resident in that State, take all appropriate measures to establish a decision. The preceding sentence does not apply to direct applications for recognition and enforcement under Article 16(5) unless a new application is made under Article 10(1)(d).

5 A decision in favour of a child under the age of 18 which cannot be recognised by virtue only of a reservation under Article 17(1)(c), (e) or (f) shall be accepted as establishing the eligibility of that child for maintenance in the requested State.

6 A decision shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

Article 18 Severability and partial recognition and enforcement

1 If the State addressed is unable to recognise or enforce the whole of the decision it shall recognise or enforce any severable part of the decision which can be so recognised or enforced.

2 Partial recognition or enforcement of a decision can always be applied for.

Article 19 Grounds for refusing recognition and enforcement

Recognition and enforcement of a decision may be refused –

(a) if recognition and enforcement of the decision is manifestly incompatible with the public policy ("*ordre public*") of the State addressed;

(b) if the decision was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;

(c) if proceedings between the same parties and having the same purpose are pending before an authority of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted;

(d) if the decision is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed;

(e) if the respondent had neither –

[5] Further consideration is being given by two delegations to the possibility of an amendment that would provide for a reservation in relation to Art. 17(1)(d).

(i) n'a pas été dûment avisé de la procédure et n'a pas eu la possibilité de se faire entendre ; et

(ii) n'a pas été dûment avisé de la décision et n'a pas eu la possibilité de la contester en fait et en droit ; ou

(f) si la décision a été rendue en violation de l'article 15.

Article 20 Procédure pour une demande de reconnaissance et d'exécution[6]

1 Sous réserve des dispositions de cette Convention, les procédures de reconnaissance et d'exécution sont régies par la loi de l'État requis.

2 Lorsqu'une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision a été présentée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale conformément au chapitre III, l'Autorité centrale requise :

(a) transmet promptement la décision à l'autorité compétente pour déclarer la décision exécutoire ou procéder à son enregistrement aux fins d'exécution, dans les plus brefs délais ; ou

(b) si elle est l'autorité compétente, prend promptement elle-même ces mesures.

3 Dans le cas d'une demande présentée directement à l'autorité compétente dans l'État requis en vertu de l'article 16(5), cette autorité, dans les plus brefs délais, déclare la décision exécutoire ou procède à son enregistrement aux fins d'exécution.

4 Une déclaration ou un enregistrement ne peut être refusé que pour les raisons spécifiées [aux articles 17 et 19] [à l'article 19(a)][7]. À ce stade, ni le demandeur ni le défendeur ne sont autorisés à présenter d'objection.

5 Le demandeur et le défendeur reçoivent dans les plus brefs délais notification de la déclaration ou de l'enregistrement, ou de leur refus, fait en vertu des paragraphes 2 et 3 et peuvent le contester ou en faire appel en fait et en droit.

6 La contestation ou l'appel est formé dans les 30 jours qui suivent la notification en vertu du paragraphe 6. Si l'auteur de la contestation ou de l'appel ne réside pas dans l'État contractant où la déclaration ou l'enregistrement a été fait ou refusé, la contestation ou l'appel est formé dans les 60 jours qui suivent la notification.

7 La contestation ou l'appel ne peut être fondé que sur :

(a) les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus à l'article 19 ;

(b) les bases de reconnaissance et d'exécution prévues à l'article 17 ;

(c) l'authenticité, la véracité ou l'intégrité d'un document transmis conformément à l'article 21(1)(a), (b) ou (d).

8 La contestation ou l'appel formé par le défendeur peut aussi être fondé sur le paiement de la dette lorsque la reconnaissance et l'exécution n'ont été demandées que pour les paiements échus.

9 Le demandeur et le défendeur reçoivent promptement notification de la décision résultant de la contestation ou de l'appel.

10 Un recours subséquent n'est possible que s'il est permis par la loi de l'État requis.

11 Le présent article ne fait pas obstacle au recours à des procédures plus simples ou plus rapides[8].

Article 21 Documents

1 Une demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 20 est accompagnée des documents suivants :

(a) un texte complet de la décision ;

(b) un document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine et, dans le cas d'une décision d'une autorité administrative, un document établissant que les exigences prévues à l'article 16(3) sont remplies ;

(c) si le défendeur n'a pas comparu dans la procédure dans l'État d'origine, un document établissant que les conditions de l'article 19(e) ont été remplies ;

(d) si nécessaire, un document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué ;

(e) si nécessaire, dans le cas d'une décision prévoyant un ajustement automatique par indexation, un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés ;

(f) si nécessaire, un document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine.

2 Un État contractant peut, par déclaration en vertu de l'article 58, préciser les circonstances dans lesquelles il acceptera un résumé ou un extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine au lieu du texte complet de la décision[; en pareil cas l'État contractant pourra utiliser le formulaire prévu à l'annexe ..].

3 Dans le cas d'une contestation ou d'un appel fondé sur un motif visé à l'article 20(7)(c) ou à la requête de l'autorité compétente dans l'État requis, une copie complète du document en question, certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine, est fournie promptement :

(a) par l'Autorité centrale de l'État requérant, lorsque la demande a été présentée conformément au chapitre III ;

(b) par le demandeur, lorsque la demande a été présentée directement à l'autorité compétente de l'État requis.

[6] Certaines délégations sont d'avis que la Convention ne devrait pas interférer, plus que cela est nécessaire, avec la loi interne des États contractants en ce qui concerne les questions traitées à cet article.

[7] La Commission spéciale a reconnu que d'autres compromis sont possibles comme, par exemple, une combinaison des art. 17 et 19(a).

[8] Le Comité de rédaction pose la question de savoir s'il doit y avoir des dispositions de l'art. 20 auxquelles les États contractants ne devraient pas pouvoir déroger.

(i) proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard, nor

(ii) proper notice of the decision and the opportunity to challenge it on fact and law; or

(f) if the decision was made in violation of Article 15.

Article 20 Procedure on an application for recognition and enforcement[6]

1 Subject to the provisions of this Convention, the procedures for recognition and enforcement shall be governed by the law of the State addressed.

2 Where an application for recognition and enforcement of a decision has been made through Central Authorities in accordance with Chapter III, the requested Central Authority shall promptly either –

(a) refer the application to the competent authority which shall without delay declare the decision enforceable or register the decision for enforcement; or

(b) if it is the competent authority take such steps itself.

3 In the case of a direct application to a competent authority in the requested State in accordance with Article 16(5), that authority shall without delay declare the decision enforceable or register the decision for enforcement.

4 A declaration or registration may be refused only for the reasons specified in [Articles 17 and 19] [Article 19(a)].[7] At this stage neither the applicant nor the respondent is entitled to make any submissions.

5 The applicant and the respondent shall be promptly notified of the declaration or registration, or the refusal thereof, made under paragraphs 2 and 3 and may bring a challenge or appeal on fact and on a point of law.

6 A challenge or an appeal is to be lodged within 30 days of notification under paragraph 6. If the contesting party is not resident in the Contracting State in which the declaration or registration was made or refused, the challenge or appeal shall be lodged within 60 days of notification.

7 A challenge or appeal may be founded only on the following –

(a) the grounds for refusing recognition and enforcement set out in Article 19;

(b) the bases for recognition and enforcement under Article 17;

(c) the authenticity, veracity or integrity of any document transmitted in accordance with Article 21(1)(a), (b) or (d).

8 A challenge or an appeal by a respondent may also be founded on the fulfilment of the debt if the recognition and enforcement was only applied for in respect of payments that fell due in the past.

9 The applicant and the respondent shall be promptly notified of the decision following the challenge or the appeal.

10 Further appeal is possible only if permitted by the law of the State addressed.

11 Nothing in this Article shall prevent the use of simpler or more expeditious procedures.[8]

Article 21 Documents

1 An application for recognition and enforcement under Article 20 shall be accompanied by the following –

(a) a complete text of the decision;

(b) a document stating that the decision is enforceable in the State of origin and, in the case of a decision by an administrative authority, a document stating that the requirements of Article 16(3) are met;

(c) if the respondent did not appear in the proceedings in the State of origin, a document establishing that the conditions of Article 19(e) were met;

(d) where necessary, a document showing the amount of any arrears and the date such amount was calculated;

(e) where necessary, in the case of a decision providing for automatic adjustment by indexation, a document providing the information necessary to make the appropriate calculations;

(f) where necessary, documentation showing the extent to which the applicant received free legal assistance in the State of origin.

2 A Contracting State may by declaration under Article 58 specify circumstances in which it will accept an abstract or extract of the decision drawn up by the competent authority of the State of origin in lieu of a complete text of the decision[; in such a case a Contracting State may use the form set out in Annex ..].

3 Upon a challenge or appeal under Article 20(7)(c) or upon request by the competent authority in the requested State, a complete copy of the document concerned, certified by the competent authority in the State of origin, shall be provided promptly –

(a) by the Central Authority of the requesting State, where the application has been made in accordance with Chapter III;

(b) by the applicant, where the application has been made directly to a competent authority of the State addressed.

[6] It was the view of some delegations that the Convention should not interfere more than necessary with the domestic law of Contracting States in respect of matters covered by this Article.

[7] The Special Commission recognised that other compromise positions are possible, *e.g.*, a combination of Arts 17 and 19(a).

[8] The Drafting Committee raises the question of whether there are any provisions in Art. 20 from which Contracting States should not be allowed to derogate.

Article 22 Procédure relative à une demande de reconnaissance

Ce chapitre s'applique *mutatis mutandis* à une demande de reconnaissance d'une décision, à l'exception de l'exigence du caractère exécutoire qui est remplacée par l'exigence selon laquelle la décision produit ses effets dans l'État d'origine.

Article 23 Constatations de fait

Une autorité compétente de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence.

Article 24 Interdiction de la révision au fond

Une autorité compétente de l'État requis ne procède à aucune révision au fond de la décision.

Article 25 Présence physique de l'enfant ou du demandeur

[La présence physique de l'enfant ou du demandeur n'est pas exigée lors de procédures introduites en vertu du présent chapitre dans l'État requis.]

[*Article 26 Actes authentiques et accords privés*

1 Un acte authentique établi ou un accord privé conclu dans un État contractant doit pouvoir être reconnu et exécuté comme une décision en application de ce chapitre s'il est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.

2 Une demande de reconnaissance et d'exécution d'un acte authentique ou d'un accord privé est accompagnée :

(a) du texte complet de l'acte authentique ou de l'accord privé ;

(b) d'un document établissant que l'acte authentique ou l'accord privé visé est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.

3 La reconnaissance et l'exécution d'un acte authentique ou d'un accord privé peuvent être refusées si :

(a) la reconnaissance et l'exécution sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;

(b) l'acte authentique ou l'accord privé a été obtenu par fraude ou a fait l'objet de falsification ;

(c) l'acte authentique ou l'accord privé est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque, dans ce dernier cas, elle remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis.

4 Les dispositions de ce chapitre, à l'exception des articles 17, 19, 20(7) et 21(1) et (2), s'appliquent *mutatis mutandis* à la reconnaissance et l'exécution d'un accord privé ou d'un acte authentique ; toutefois :

(a) une déclaration ou un enregistrement fait conformément à l'article 20(4) ne peut être refusé que pour les raisons visées au [paragraphe 3] [paragraphe 3(a)] ; et

(b) une contestation ou un appel en vertu de l'article 20(6) ne peut être fondé que sur :

(i) les motifs de refus de reconnaissance prévus à l'article 26(3) ;

(ii) l'authenticité, la véracité ou l'intégrité d'un document transmis conformément à l'article 26(2).

5 La procédure de reconnaissance et d'exécution d'un acte authentique ou d'un accord privé est suspendue si des procédures concernant sa validité sont en cours devant une autorité compétente.

6 Un État peut déclarer que les demandes de reconnaissance et d'exécution des actes authentiques et des accords privés ne peuvent être présentées directement à une autorité compétente.]

[*Article 27 Arrangements réciproques impliquant des ordonnances provisoires et de confirmation*

Lorsqu'une décision résulte de l'effet combiné d'une ordonnance provisoire rendue dans un État et d'une ordonnance rendue par l'autorité d'un autre État (État qui rend l'ordonnance de confirmation) qui confirme cette ordonnance provisoire :

(a) chacun de ces États est considéré, aux fins du présent chapitre, comme étant un État d'origine ;

(b) les conditions prévues à l'article 19(e) sont remplies si le défendeur a été dûment avisé de la procédure dans l'État qui a rendu l'ordonnance de confirmation et a eu la possibilité de contester la confirmation de l'ordonnance provisoire ; et

(c) les conditions prévues à l'article 17(6) à l'effet que la décision soit exécutoire dans l'État d'origine sont remplies si la décision est exécutoire dans l'État qui a rendu l'ordonnance de confirmation.]

CHAPITRE VI – EXÉCUTION PAR L'ÉTAT REQUIS

Article 28 Exécution en vertu de la loi interne

1 Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les mesures d'exécution ont lieu conformément à la loi de l'État requis.

2 L'exécution est rapide.

3 Dans le cas des demandes présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales, lorsqu'une décision a été déclarée exécutoire ou enregistrée pour exécution en application du chapitre V, il est procédé à l'exécution sans autre action du demandeur.

4 Toute règle applicable dans l'État d'origine de la décision relative à la durée de l'obligation alimentaire reçoit application.

Avant-projet révisé de Convention

Article 22 Procedure on an application for recognition

This Chapter shall apply *mutatis mutandis* to an application for recognition of a decision, save that the requirement of enforceability is replaced by the requirement that the decision has effect in the State of origin.

Article 23 Findings of fact

Any competent authority of the State addressed shall be bound by the findings of fact on which the authority of the State of origin based its jurisdiction.

Article 24 No review of the merits

There shall be no review by any competent authority of the State addressed of the merits of a decision.

Article 25 Physical presence of the child or applicant

[The physical presence of the child or applicant shall not be required in any proceedings in the requested State under this Chapter.]

[*Article 26 Authentic instruments and private agreements*

1 An authentic instrument or a private agreement made in a Contracting State shall be entitled to recognition and enforcement as a decision under this Chapter provided that it is enforceable as a decision in the State of origin.

2 An application for recognition and enforcement of an authentic instrument or a private agreement shall be accompanied by the following –

(a) a complete text of the authentic instrument or of the private agreement;

(b) a document stating that the particular authentic instrument or private agreement is enforceable as a decision in the State of origin.

3 Recognition and enforcement of an authentic instrument or a private agreement may be refused if –

(a) the recognition and enforcement is manifestly incompatible with the public policy of the requested State;

(b) the authentic instrument or the private agreement was obtained by fraud or falsification;

(c) the authentic instrument or the private agreement is incompatible with a decision rendered between the same parties and having the same purpose, either in the State addressed or in another State, provided that this latter decision fulfils the conditions necessary for its recognition and enforcement in the State addressed.

4 The provisions of this Chapter, with the exception of Articles 17, 19, 20(7) and 21(1) and (2), shall apply *mutatis mutandis* to the recognition and enforcement of a private agreement or authentic instrument save that –

(a) a declaration or registration in accordance with Article 20(4) may be refused only for the reasons specified in [paragraph 3] [paragraph 3(a)]; and

(b) a challenge or appeal as referred to in Article 20(6) may be founded only on the following –

(i) the grounds for refusing recognition and enforcement set out in Article 26(3);

(ii) the authenticity, veracity or integrity of any document transmitted in accordance with Article 26(2).

5 Proceedings for recognition and enforcement of an authentic instrument or a private agreement shall be suspended if proceedings concerning its validity are pending before a competent authority.

6 A State may declare that applications for recognition and enforcement of authentic instruments and private agreements shall not be made directly to a competent authority.]

[*Article 27 Reciprocal arrangements involving the use of provisional and confirmation orders*

Where a decision is produced by the combined effect of a provisional order made in one State and an order by an authority in another State ("the confirming State") confirming the provisional order –

(a) each of those States shall be deemed for the purposes of this Chapter to be a State of origin;

(b) the requirements of Article 19(e) shall be met if the respondent had proper notice of the proceedings in the confirming State and an opportunity to oppose the confirmation of the provisional order; and

(c) the requirement of Article 17(6) that a decision be enforceable in the State of origin shall be met if the decision is enforceable in the confirming State.]

CHAPTER VI – ENFORCEMENT BY THE REQUESTED STATE

Article 28 Enforcement under national law

1 Subject to the provisions of this Chapter, enforcement shall take place in accordance with the law of the State addressed.

2 Enforcement shall be prompt.

3 In the case of applications through Central Authorities, where a decision has been declared enforceable or registered for enforcement under Chapter V, enforcement shall proceed without the need for further action by the applicant.

4 Effect shall be given to any rules applicable in the State of origin of the decision relating to the duration of the maintenance obligation.

5 Le délai de prescription relatif à l'exécution des arrérages est déterminé par la loi de l'État d'origine de la décision ou par celle de l'État requis, selon celle qui prévoit le délai plus long.

Article 29 Non-discrimination

Dans les affaires relevant de la présente Convention, l'État requis prévoit au moins les mêmes mesures d'exécution que celles qui sont applicables aux affaires internes.

Article 30 Mesures d'exécution

1 Les États contractants rendent disponibles dans leur droit interne des mesures efficaces afin d'exécuter les décisions en application de la Convention.

[2 De telles mesures peuvent comprendre :

(a) la saisie des salaires ;

(b) les saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources ;

(c) les déductions sur les prestations de sécurité sociale ;

(d) gage sur les biens ou vente forcée ;

(e) la saisie des remboursements d'impôt ;

(f) la retenue ou saisie des pensions de retraite ;

(g) le signalement aux organismes de crédit ;

(h) le refus de délivrance, la suspension ou la révocation de divers permis (le permis de conduire par exemple).]

Article 31 Transferts de fonds

1 Les États contractants sont encouragés à promouvoir, y compris au moyen d'accords internationaux, l'utilisation des moyens disponibles les moins coûteux et les plus efficaces pour effectuer des transferts de fonds destinés à être versés comme aliments.

2 Un État contractant dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorde la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés en vertu de la présente Convention.

Article 32 Informations relatives aux règles et procédures d'exécution

Les États contractants, au moment où ils deviennent Partie à la Convention, fournissent au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé une description de leurs procédures et règles d'exécution, y compris les règles de protection du débiteur. De telles informations sont tenues à jour par les États contractants.

CHAPITRE VII – ORGANISMES PUBLICS

Article 33 Organismes publics en qualité de demandeur

1 Aux fins d'une demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 10(1), le terme « créancier » comprend un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou auquel est dû le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments.

2 Le droit d'un organisme public d'agir à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou de demander le remboursement de la prestation fournie au créancier à titre d'aliments est soumis à la loi qui régit l'organisme.

3 Un organisme public peut demander la reconnaissance ou l'exécution :

(a) d'une décision rendue contre un débiteur à la demande d'un organisme public qui poursuit le paiement de prestations fournies à titre d'aliments ;

(b) d'une décision rendue entre un créancier et un débiteur, à concurrence des prestations fournies au créancier à titre d'aliments.

4 L'organisme public qui invoque la reconnaissance ou qui sollicite l'exécution d'une décision produit, sur demande, tout document de nature à établir son droit en application du paragraphe 2 et le paiement des prestations au créancier.

CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 34 Demandes présentées directement aux autorités compétentes

1 La présente Convention n'exclut pas la possibilité de recourir à de telles procédures lorsqu'elles sont disponibles en vertu du droit interne d'un État contractant autorisant une personne (un demandeur) à saisir directement une autorité compétente de cet État dans une matière régie par cette Convention, y compris, sous réserve de l'article 15, en vue de l'obtention ou de la modification d'une décision en matière d'aliments.

2 Toutefois, l'article 14(5) et (6)[9] et les dispositions des chapitres V, VI et VII s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à une autorité compétente d'un État contractant.

Article 35 Protection des renseignements à caractère personnel

Les renseignements à caractère personnel réunis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été réunis ou transmis.

[9] Cette référence correspond à la première option de l'art. 14. Si la deuxième option était préférée, il conviendrait de se référer aux art. 14(5) et 14 *ter* (b).

Avant-projet révisé de Convention

5 Any limitation on the period for which arrears may be enforced shall be determined either by the law of the State of origin of the decision or by the law of the State addressed, whichever provides for the longer limitation period.

Article 29 Non-discrimination

The requested State shall provide at least the same range of enforcement methods for cases under this Convention as are available in domestic cases.

Article 30 Enforcement measures

1 Contracting States shall make available in domestic law effective measures to enforce decisions under this Convention.

[2 Such measures may include –

(a) wage withholding;

(b) garnishment from bank accounts and other sources;

(c) deductions from social security payments;

(d) lien on or forced sale of property;

(e) tax refund withholding;

(f) withholding or attachment of pension benefits;

(g) credit bureau reporting;

(h) denial, suspension or revocation of various licenses (for example, driving licenses).]

Article 31 Transfer of funds

1 Contracting States are encouraged to promote, including by means of international agreements, the use of the most cost-effective and efficient methods available to transfer funds payable as maintenance.

2 A Contracting State, under whose law the transfer of funds is restricted, shall accord the highest priority to the transfer of funds payable under this Convention.

Article 32 Information concerning enforcement rules and procedures

Contracting States, at the time of becoming a Party to this Convention, shall provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with a description of their enforcement rules and procedures, including any debtor protection rules. Such information shall be kept up to date by the Contracting States.

CHAPTER VII – PUBLIC BODIES

Article 33 Public bodies as applicants

1 For the purposes of applications for recognition and enforcement under Article 10(1), "creditor" includes a public body acting in place of an individual to whom maintenance is owed or one to which reimbursement is owed for benefits provided in lieu of maintenance.

2 The right of a public body to act in place of an individual to whom maintenance is owed or to seek reimbursement of benefits provided to the creditor in place of maintenance shall be governed by the law to which the body is subject.

3 A public body may seek recognition or claim enforcement of –

(a) a decision rendered against a debtor on the application of a public body which claims payment of benefits provided in place of maintenance;

(b) a decision rendered between a creditor and debtor to the extent of the benefits provided to the creditor in place of maintenance.

4 The public body seeking recognition or claiming enforcement of a decision shall upon request furnish any document necessary to establish its right under paragraph 2 and that benefits have been provided to the creditor.

CHAPTER VIII – GENERAL PROVISIONS

Article 34 Direct requests to competent authorities

1 This Convention does not exclude the possibility of recourse to such procedures as may be available under the national law of a Contracting State allowing a person (an applicant) to seize directly a competent authority of that State in a matter governed by this Convention including, subject to Article 15, for the purpose of having a maintenance decision established or modified.

2 However, Article 14(5) and (6)[9] and the provisions of Chapters V, VI and VII shall apply in relation to a request for recognition and enforcement made directly to a competent authority in a Contracting State.

Article 35 Protection of personal information

Personal information gathered or transmitted under the Convention shall be used only for the purposes for which it was gathered or transmitted.

[9] This reference is to Option 1 of Art. 14. Should Option 2 be preferred, the reference would be to Arts 14(5) and 14 *ter* (b).

Article 36 Confidentialité

Toute autorité traitant de renseignements à caractère personnel en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Article 37 Non-divulgation de renseignements

1 Une autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que, ce faisant, la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise.

2 Lorsqu'une telle décision est prise par une Autorité centrale, elle lie toute autre Autorité centrale.

3 Cette disposition ne peut être interprétée comme empêchant les autorités de recueillir et de se transmettre des renseignements.

Article 38 Dispense de légalisation

Aucune légalisation ni formalité similaire ne sera requise dans le contexte de la Convention.

[*Article 39 Procuration*

L'Autorité centrale de l'État requis ne peut exiger une procuration du demandeur que si elle le représente en justice ou dans des procédures devant d'autres autorités.]

Article 40 Recouvrement des frais

1 Le recouvrement de tous frais encourus pour l'application de cette Convention n'a pas préséance sur le recouvrement des aliments.

2 Rien dans la présente Convention n'empêche le recouvrement des frais de la partie qui succombe.

Article 41 Exigences linguistiques

1 Toute demande et tout document s'y rattachant sont adressés dans la langue originale et accompagnés d'une traduction dans une langue officielle de l'État requis ou dans toute autre langue que l'État requis aura indiqué pouvoir accepter, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article 58, sauf dispense de traduction de l'autorité compétente de cet État.

2 Tout État contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents dans l'une de ces langues, doit faire connaître, au moyen d'une déclaration en vertu de l'article 58, la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

3 Sauf si les Autorités centrales en ont convenu autrement, toute autre communication entre elles est adressée dans une langue officielle de l'État requis ou en français ou en anglais. Toutefois, un État contractant peut, en faisant une réserve conformément à l'article 57, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.

Article 42 Moyens et coûts de traduction

1 Dans le cas d'une demande présentée en application du chapitre III, les Autorités centrales peuvent convenir, dans une affaire particulière, que la traduction dans la langue officielle de l'État requis sera faite dans l'État requis à partir de la langue originale ou de toute autre langue convenue. S'il n'y a pas d'accord et si l'Autorité centrale requérante ne peut remplir les exigences de l'article 41(1) et (2), la demande et les documents y afférant peuvent être transmis accompagnés d'une traduction en français ou anglais[10] pour traduction ultérieure dans une langue officielle de l'État requis.

2 Les frais de traduction d'une demande faite en vertu du paragraphe précédent sont à la charge de l'État requérant, sauf accord contraire des Autorités centrales des États concernés.

3 Nonobstant l'article 8, l'Autorité centrale requérante peut mettre à la charge du demandeur les frais de traduction d'une demande et des documents s'y rattachant, sauf si ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance juridique.

Article 43 Systèmes juridiques non unifiés

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

(a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;

(b) toute référence à une décision obtenue, reconnue et / ou exécutée, et modifiée dans cet État vise, le cas échéant, une décision obtenue, reconnue et / ou exécutée, et modifiée dans l'unité territoriale considérée ;

(c) toute référence à une autorité judiciaire ou administrative de cet État vise, le cas échéant, une autorité judiciaire ou administrative de l'unité territoriale considérée ;

(d) toute référence aux autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes de cet État à l'exception des Autorités centrales vise, le cas échéant, les autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes habilités à agir dans l'unité territoriale considérée ;

(e) toute référence à la résidence ou la résidence habituelle dans cet État vise, le cas échéant, la résidence ou la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;

(f) toute référence à la localisation des biens dans cet État vise, le cas échéant, les biens dans l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans

[10] Une délégation a exprimé des difficultés à accepter les termes « en français ou anglais ».

Article 36 Confidentiality

Any authority processing personal information shall ensure its confidentiality in accordance with the law of its State.

Article 37 Non-disclosure of information

1 An authority shall not disclose or confirm information gathered or transmitted in application of this Convention if it determines that to do so could jeopardise the health, safety or liberty of a person.

2 A determination to this effect made by one Central Authority shall be binding on another Central Authority.

3 Nothing in this provision shall impede the gathering and transmitting of information between authorities.

Article 38 No legalisation

No legalisation or similar formality may be required in the context of this Convention.

[*Article 39 Power of attorney*

The Central Authority of the requested State may require a power of attorney from the applicant only if it acts as legal representative in judicial proceedings or before other authorities.]

Article 40 Recovery of costs

1 Recovery of any costs incurred in the application of this Convention shall not take precedence over the recovery of maintenance.

2 Nothing in this Convention shall prevent the recovery of costs from an unsuccessful party.

Article 41 Language requirements

1 Any application and related documents shall be in the original language, and shall be accompanied by a translation into an official language of the requested State or in another language which the requested State has indicated, by way of declaration in accordance with Article 58, it will accept, unless the competent authority of that State dispenses with translation.

2 A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents in one of those languages shall by declaration in accordance with Article 58 specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

3 Unless otherwise agreed by the Central Authorities, any other communications between such Authorities shall be in an official language of the requested State or in either English or French. However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article 57, object to the use of either French or English.

Article 42 Means and costs of translation

1 In case of applications made under Chapter III, the Central Authorities may agree in an individual case that the translation into an official language of the requested State may be made in the requested State from the original language or from any other agreed language. If no agreement can be reached and it is not possible for the requesting Central Authority to comply with the requirements of Article 41(1) and (2), then the application and related documents may be transmitted with translation into French or English[10] for further translation into an official language of the requested State.

2 The cost of translation arising from the application of the preceding paragraph shall be borne by the requesting State unless otherwise agreed by Central Authorities of the States concerned.

3 Notwithstanding Article 8, the requesting Central Authority may charge an applicant for the costs of translation of an application and related documents, except in so far as those costs may be covered by its system of legal assistance.

Article 43 Non-unified legal systems

1 In relation to a State in which two or more systems of law or sets of rules of law with regard to any matter dealt with in this Convention apply in different territorial units –

(a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;

(b) any reference to a decision established, recognised and / or enforced, and modified in that State shall be construed as referring, where appropriate, to a decision established, recognised and / or enforced, and modified in a territorial unit;

(c) any reference to a judicial or administrative authority in that State shall be construed as referring, where appropriate, to a judicial or administrative authority in the relevant territorial unit;

(d) any reference to competent authorities, public bodies, and other bodies of that State, other than Central Authorities, shall be construed as referring, where appropriate, to those authorised to act in the relevant territorial unit;

(e) any reference to residence or habitual residence in that State shall be construed as referring, where appropriate, to residence or habitual residence in a territorial unit;

(f) any reference to location of assets in that State shall be construed as referring, where appropriate, to the assets in the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which differ-

[10] One delegation expressed difficulties in accepting the words "into French or English".

lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal dans une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter une décision d'un autre État contractant au seul motif que la décision a été reconnue ou exécutée dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

Article 44 Coordination avec les Conventions obligations alimentaires antérieures

Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* et la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention.

Article 45 Coordination avec les instruments et accords complémentaires

1 La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

2 Tout État contractant peut conclure avec un ou plusieurs États contractants des accords qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention afin d'améliorer l'application de la présente Convention entre eux à condition que de tels accords soient conformes à l'objet et au but de la présente Convention et n'affectent pas, dans les rapports de ces États avec d'autres États contractants, l'application des dispositions de la présente Convention. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

3 Les paragraphes précédents s'appliquent également aux mécanismes de réciprocité et aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux.

4 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de décisions entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

Article 46 Règle de l'efficacité maximale

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'un accord, d'un arrangement ou d'un instrument international en vigueur entre l'État requérant et l'État requis ou d'une autre loi en vigueur dans l'État requis et qui prévoit :

(a) des bases plus larges pour la reconnaissance des décisions en matières d'aliments, sans préjudice de l'article 19(f) de la Convention ;

(b) des procédures simplifiées ou accélérées relatives à une demande de reconnaissance et d'exécution de décisions en matières d'aliments ;

(c) une assistance juridique plus favorable que celle prévue aux articles 14, 14 *bis* et 14 *ter*.

Article 47 Interprétation uniforme

Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 48 Examen du fonctionnement pratique de la Convention

1 Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention et d'encourager le développement de bonnes pratiques en vertu de la Convention.

2 A cette fin, les États contractants collaborent avec le Bureau Permanent afin de réunir des informations relatives au fonctionnement pratique de la Convention, y compris des statistiques et de la jurisprudence.

Article 49 Amendement des formulaires

1 Les formulaires modèles annexés à la présente Convention pourront être amendés par décision d'une Commission spéciale qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé et à laquelle seront invités tous les États contractants et tous les États membres. La proposition d'amender les formulaires devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.

2 Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des États contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur pour tous les États contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les États contractants.

3 Au cours du délai prévu au paragraphe précédent, tout État contractant pourra notifier par écrit au dépositaire qu'il entend faire une réserve à cet amendement, conformément à l'article 57. L'État qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

[*Article 50 Dispositions transitoires*

1 La Convention s'applique chaque fois :

(a) qu'une requête visée à l'article 7 ou une demande visée au chapitre III a été reçue par l'Autorité centrale de l'État requis après l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État requérant et l'État requis ;

Avant-projet révisé de Convention

ent systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a decision from another Contracting State solely because the decision has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

Article 44 Co-ordination with prior Hague Maintenance Conventions

In relations between the Contracting States, this Convention replaces the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations* and the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.

Article 45 Co-ordination of instruments and supplementary agreements

1 This Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are Parties and which contains provisions on matters governed by this Convention.

2 Any Contracting State may conclude with one or more Contracting States agreements, which contain provisions on matters governed by this Convention, with a view to improving the application of this Convention between or among themselves, provided that such agreements are consistent with the objects and purpose of this Convention and do not affect, in the relationship of such States with other Contracting States, the application of the provisions of this Convention. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.

3 The preceding paragraphs also apply to reciprocity schemes and uniform laws based on special ties between the States concerned.

4 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention, as concerns the recognition or enforcement of decisions as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

Article 46 Most effective rule

This Convention shall not prevent the application of an agreement, arrangement or international instrument in force between the requesting State and the requested State or other law in force in the requested State that provides for –

(a) broader bases for recognition of maintenance decisions, without prejudice to Article 19(f) of the Convention;

(b) simplified or more expeditious procedures on an application for recognition or enforcement of maintenance decisions;

(c) more beneficial legal assistance than that provided for under Articles 14, 14 *bis* and 14 *ter*.

Article 47 Uniform interpretation

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 48 Review of practical operation of the Convention

1 The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Convention and to encourage the development of good practices under the Convention.

2 For the purpose of such review Contracting States shall co-operate with the Permanent Bureau in the gathering of information, including statistics and case law, concerning the practical operation of the Convention.

Article 49 Amendment of forms

1 The forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convened by the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

2 Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.

3 During the period provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the depositary make a reservation, in accordance with Article 57, with respect to the amendment. The State making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

[*Article 50 Transitional provisions*

1 The Convention shall apply in every case where –

(a) a request pursuant to Article 7 or an application pursuant to Chapter III has been received by the Central Authority of the requested State after the Convention has entered into force between the requesting State and the requested State;

(b) qu'une demande de reconnaissance et d'exécution a été présentée directement à une autorité compétente de l'État requis après l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis.

[2 L'État requis n'est pas tenu, en vertu de la présente Convention, d'exécuter une décision[, un acte authentique ou un accord privé] pour ce qui concerne les paiements échus avant l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis.]]

[*Article 51 Informations relatives aux lois, procédures et services*

1 Un État contractant, au moment où il dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, fournit au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé :

(a) une description de sa législation et de ses procédures applicables en matière d'aliments ;

(b) une description des mesures qu'il prendra pour satisfaire à ses obligations en vertu de l'article 6(2) ;

(c) une description de la manière dont il procurera aux demandeurs un accès effectif aux procédures conformément à l'article 14 ;

(d) une description de ses règles et procédures d'exécution, y compris les limites apportées à l'exécution, en particulier, les délais de prescription.

2 Les États contractants peuvent, pour satisfaire à leurs obligations en vertu du paragraphe premier, utiliser le profil des États [annexé à la Convention]. Le profil des États peut être modifié par une Commission spéciale.

3 Les informations sont tenues à jour par les États contractants.]

[CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Article 52 Signature, ratification et adhésion

Première option

1 La Convention est ouverte à la signature des États qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session et des autres États qui ont participé à cette Session.

2 Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

3 Tout autre État pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 55.

4 L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

5 L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérant et les États contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 60. Une telle objection pourra également être élevée par tout État au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

OU

5 L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérant et les États contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion, en vertu de l'article 58. Une telle déclaration devra également être faite par tout État membre ratifiant, acceptant ou approuvant la Convention ultérieurement à l'adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du dépositaire qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des États contractants.

Deuxième option

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des États signataires.

3 Tout État pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

Article 53 Organisations régionales d'intégration économique

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver la présente Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par la présente Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont délégué leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Pour les fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 54, que ses États membres ne seront pas Partie à cette Convention.

4 Toute référence à « État contractant » ou « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

Avant-projet révisé de Convention

(b) a direct application for recognition and enforcement has been received by the competent authority of the State addressed after the Convention has entered into force between the State of origin and the State addressed.

[2 The State addressed shall not be bound under this Convention to enforce a decision[, an authentic instrument or a private agreement] in respect of payments falling due prior to the entry into force of the Convention between the State of origin and the State addressed.]]

[*Article 51 Provision of information concerning laws, procedures and services*

1 A Contracting State, by the time its instrument of ratification or accession is deposited, shall provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with –

(a) a description of its laws and procedures concerning maintenance obligations;

(b) a description of the measures it will take to meet the obligations under Article 6(2);

(c) a description of how it will provide applicants with effective access to procedures, as required under Article 14;

(d) a description of its enforcement rules and procedures, including any limitations, in particular limitation periods, on enforcement.

2 Contracting States may, in fulfilling their obligations under paragraph 1, utilise the Country Profile [annexed to the Convention]. The Country Profile may be amended from time to time by a Special Commission.

3 Information shall be kept up to date by the Contracting States.]

[CHAPTER IX – FINAL PROVISIONS

Article 52 Signature, ratification and accession

Option 1

1 The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twenty-First Session and by the other States which participated in that Session.

2 It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

3 Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 55.

4 The instrument of accession shall be deposited with the depositary.

5 Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the six months after the receipt of the notification referred to in Article 60. Such an objection may also be raised by States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the depositary.

OR

5 The accession will have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession in accordance with Article 58. Such a declaration will also have to be made by any Member State ratifying, accepting or approving the Convention after an accession. Such declaration shall be deposited with the depositary which shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

Option 2

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the depositary.

Article 53 Regional Economic Integration Organisations

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 54 that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention applies equally to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it, where appropriate.

Article 54 Adhésion des Organisations régionales d'intégration économique

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer, en vertu de l'article 58, qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais y seront liés en raison du fait de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à « État contractant » ou « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

Article 55 Entrée en vigueur

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième [deuxième] instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par l'article 52.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

(a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique au sens de l'article 53 ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

(b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 56, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification de la déclaration visée dans ledit article.

Article 56 Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer, en vertu de l'article 58, que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

Article 57 Réserves

1 Tout État contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 56(1), faire soit une, soit plusieurs réserves prévues aux articles 17(2), 41(3) et 49(3). Aucune autre réserve ne sera admise.

2 Tout État pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au dépositaire.

3 L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée au paragraphe précédent.

4 Les réserves en application de cet article ne sont pas réciproques.

Article 58 Déclarations

1 Les déclarations visées aux articles 2(2), 11(1)(g) première option, 14(3) première option, 21(2), 41(1) et (2), 52(5) option 1, 54(1) et 56(1) peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 59 Dénonciation

1 Tout État contractant pourra dénoncer la présente Convention par une notification par écrit au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un État à plusieurs unités auxquelles s'applique la Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 60 Notification

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles 52 et 53, les renseignements suivants :

Avant-projet révisé de Convention

Article 54 Accession by Regional Economic Integration Organisations

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare in accordance with Article 58 that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention applies equally to the Member States of the Organisation, where appropriate.

Article 55 Entry into force

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the third [second] instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 52.

2 Thereafter the Convention shall enter into force –

(a) for each State or Regional Economic Integration Organisation referred to in Article 53 subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

(b) for a territorial unit to which the Convention has been extended in accordance with Article 56, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

Article 56 Declarations with respect to non-unified legal systems

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in the Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare in accordance with Article 58 that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

Article 57 Reservations

1 Any State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article 56(1), make one or more of the reservations provided for in Articles 17(2), 41(3) and 49(3). No other reservation shall be permitted.

2 Any State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the depositary.

3 The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.

4 Reservations under this Article shall have no reciprocal effect.

Article 58 Declarations

1 Declarations referred to in Articles 2(2), 11(1)(g) Option 1, 14(3) Option 1, 21(2), 41(1) and (2), 52(5) first option, 54(1) and 56(1), may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of three months after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 59 Denunciation

1 A Contracting State to the Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a multi-unit State to which the Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 60 Notification

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles 52 and 53 of the following –

Première option

(a) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées aux articles 52 et 53 ;

(b) les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 52(5) première option ;

OU

Deuxième option

(a) + (b) les signatures et ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues aux articles 52 et 53 ;

(c) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 55 ;

(d) les déclarations visées aux articles 2(2), 11(1)(g) première option, 14(3) première option, 21(2), 41(1) et (2), 52(5) option 1, 54(1) et 56(1) ;

(e) les accords visés à l'article 45(2) ;

(f) les réserves visées aux articles 17(2), 41(3) et 49(3) et le retrait des réserves prévu à l'article 57(2) ;

(g) les dénonciations visées à l'article 59.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le [...] [...] 2007, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session.]

Option 1

(a) the signatures, ratifications, acceptances and approvals referred to in Articles 52 and 53;

(b) the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 52(5) Option 1;

OR

Option 2

(a) + (b) the signatures and ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Articles 52 and 53;

(c) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 55;

(d) the declarations referred to in Articles 2(2), 11(1)(g) Option 1, 14(3) Option 1, 21(2), 41(1) and (2), 52(5) first option, 54(1) and 56(1);

(e) the agreements referred to in Article 45(2);

(f) the reservations referred to in Articles 17(2), 41(3) and 49(3), and the withdrawals referred to in Article 57(2);

(g) the denunciations referred to in Article 59.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the [...] day of [...], 2007, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twenty-First Session.]

Formulaire de transmission en vertu de l'article 12(2)

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE PERSONNEL

Les renseignements à caractère personnel recueillis ou transmis en application de la Convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou transmis. Toute autorité traitant de tels renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.

Une autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle juge que ce faisant la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait être compromise, conformément à l'article 37.

☐ Une décision de non-divulgation a été prise par une Autorité centrale conformément à l'article 37.

1 Autorité centrale requérante	2 Personne à contacter dans l'État requérant
a Adresse	a Adresse (si différente)
b Numéro de téléphone	b Numéro de téléphone (si différent)
c Numéro de télécopie	c Numéro de télécopie (si différent)
d Courriel	d Courriel (si différent)
e Numéro de référence	e Langue(s)

3 Autorité centrale requise .....

Adresse .....

.....

4 Renseignements à caractère personnel concernant le demandeur

a Nom(s) de famille : .....

b Prénom(s) : .....

c Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

ou

a Nom de l'organisme public : .....

.....

Transmittal Form under Article 12(2)

CONFIDENTIALITY AND PERSONAL INFORMATION PROTECTION NOTICE

Personal information gathered or transmitted under the Convention shall be used only for the purposes for which it was gathered or transmitted. Any authority processing such information shall ensure its confidentiality, in accordance with the law of its State.

An authority shall not disclose or confirm information gathered or transmitted in application of this Convention if it determines that to do so could jeopardise the health, safety or liberty of a person in accordance with Article 37.

☐ A determination of non-disclosure has been made by a Central Authority in accordance with Article 37.

1 Requesting Central Authority	2 Contact person in requesting State
a Address	a Address (if different)
b Telephone number	b Telephone number (if different)
c Fax number	c Fax number (if different)
d E-mail	d E-mail (if different)
e Reference number	e Language(s)

3 Requested Central Authority .....

Address .....

.....

4 Particulars of the applicant

a Family name(s): .....

b Given name(s): .....

c Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

or

a Name of the public body: .....

.....

5 Renseignements à caractère personnel concernant la (les) personne(s) pour qui des aliments sont demandés ou dus

a ☐ La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus

b i Nom(s) de famille : .....

Prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

ii Nom(s) de famille : .....

Prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

iii Nom(s) de famille : .....

Prénom(s) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

6 Renseignements à caractère personnel concernant le débiteur[1]

a ☐ La personne est la même que le demandeur identifié ci-dessus

b Nom(s) de famille : .....

c Prénom(s) : .....

d Date de naissance : ..... (jj/mm/aaaa)

7 Ce Formulaire de transmission concerne et est accompagné d'une demande visée à :

☐ l'article 10(1)(a) : reconnaissance ou reconnaissance et exécution d'une décision

☐ l'article 10(1)(b) : exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis

☐ l'article 10(1)(c) : obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation si nécessaire

☐ l'article 10(1)(d) : obtention d'une décision dans l'État requis lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision n'est pas possible ou est refusée en raison de l'absence d'une base de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 17 ou sur le fondement de l'article 19(b) ou (e)

☐ l'article 10(1)(e) : modification d'une décision rendue dans l'État requis

☐ l'article 10(1)(f) : modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis

☐ l'article 10(2)(a) : modification d'une décision rendue dans l'État requis

☐ l'article 10(2)(b) : modification d'une décision ayant été rendue dans un État autre que l'État requis

8 Les documents suivants accompagnent la demande :

a Pour les fins d'une demande en vertu de l'article 10(1)(a) et :

Conformément à l'article 21 :

☐ Texte complet de la décision (art. 21(1)(a))

☐ Résumé ou extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine (art. 21(2)) (le cas échéant)

[1] En vertu de l'art. 3 de la Convention, « 'débiteur' signifie une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ».

5 Particulars of the person(s) for whom maintenance is sought or payable

a ☐ The person is the same as the applicant named above

b i Family name(s): .....

Given name(s): .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

ii Family name(s): .....

Given name(s): .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

iii Family name(s): .....

Given name(s): .....

Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

6 Particulars of the debtor[1]

a ☐ The person is the same as the applicant named above

b Family name(s): .....

c Given name(s): .....

d Date of birth: ..... (dd/mm/yyyy)

7 This Transmittal Form concerns and is accompanied by an application under:

☐ Article 10(1)(a) – recognition or recognition and enforcement of a decision

☐ Article 10(1)(b) – enforcement of a decision made or recognised in the requested State

☐ Article 10(1)(c) – establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage

☐ Article 10(1)(d) – establishment of a decision in the requested State where recognition and enforcement of a decision is not possible or is refused because of the lack of a basis for recognition and enforcement under Article 17 or on the grounds specified in Article 19(b) or (e)

☐ Article 10(1)(e) – modification of a decision made in the requested State

☐ Article 10(1)(f) – modification of a decision made in a State other than the requested State

☐ Article 10(2)(a) – modification of a decision made in the requested State

☐ Article 10(2)(b) – modification of a decision made in a State other than the requested State

8 The following documents are enclosed together with the application:

a For the purpose of an application under Article 10(1)(a), and:

In accordance with Article 21:

☐ Complete text of the decision (Art. 21(1)(a))

☐ Abstract or extract of the decision drawn up by the competent authority of the State of origin (Art. 21(2)) (if applicable)

[1] According to Art. 3 of the Convention "'debtor' means an individual who owes or who is alleged to owe maintenance".

☐ Document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine et, dans le cas d'une décision d'une autorité administrative, un document établissant que les exigences prévues à l'article 16(3) sont remplies (art. 21(1)(b))

☐ Si le défendeur n'a pas comparu dans la procédure dans l'État d'origine, un document établissant que le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu la possibilité de se faire entendre, ou qu'il a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester en fait et en droit (art. 21(1)(c))

☐ Si nécessaire, le document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué (art. 21(1)(d))

☐ Si nécessaire, le document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés dans le cadre d'une décision prévoyant un ajustement automatique par indexation (art. 21(1)(e))

☐ Si nécessaire, le document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (art. 21(1)(f))

Conformément à l'article 26(2) :

☐ Texte complet de l'acte authentique ou de l'accord privé (art. 26(2)(a))

☐ Document établissant que l'acte authentique ou l'accord privé visé est exécutoire comme une décision de l'État d'origine (art. 26(2)(b))

☐ Tout autre document accompagnant la demande (ex : si requis, un document pour les besoins de l'art. 33(4)) :

.....

.....

b Pour les fins d'une demande en vertu de l'article 10(1)(b), (c), (d), (e), (f) et (2)(a) ou (b) le nombre de documents justificatifs (à l'exclusion du Formulaire de transmission et de la demande elle-même) conformément à l'article 11(3) :

☐ article 10(1)(b) .....

☐ article 10(1)(c) .....

☐ article 10(1)(d) .....

☐ article 10(1)(e) .....

☐ article 10(1)(f) .....

☐ article 10(2)(a) .....

☐ article 10(2)(b) .....

Nom : ..... (en majuscules) Date : .....

Nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale (jj/mm/aaaa)

☐ Document stating that the decision is enforceable in the State of origin and, in the case of a decision by an administrative authority, a document stating that the requirements of Article 16(3) are met (Art. 21(1)(b))

☐ Where the respondent did not appear in the proceedings in the State of origin, a document establishing that the respondent had proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard, or had proper notice of the decision and the opportunity to challenge it on fact and law (Art. 21(1)(c))

☐ Where necessary, a document showing the amount of any arrears and the date such amount was calculated (Art. 21(1)(d))

☐ Where necessary, a document providing the information necessary to make appropriate calculations in case of a decision providing for automatic adjustment by indexation (Art. 21(1)(e))

☐ Where necessary, documentation showing the extent to which the applicant received free legal assistance in the State of origin (Art. 21(1)(f))

In accordance with Article 26(2):

☐ Complete text of the authentic instrument or of the private agreement (Art. 26(2)(a))

☐ A document stating that the particular authentic instrument or private agreement is enforceable as a decision in the State of origin (Art. 26(2)(b))

☐ Any other documents accompanying the application (*e.g.*, if required, a document for the purpose of Art. 33(4)):

.....

.....

b For the purpose of an application under Article 10(1)(b), (c), (d), (e), (f) and (2)(a) or (b) the following number of supporting documents (excluding the Transmittal Form and the application itself) in accordance with Article 11(3):

☐ Article 10(1)(b) .....

☐ Article 10(1)(c) .....

☐ Article 10(1)(d) .....

☐ Article 10(1)(e) .....

☐ Article 10(1)(f) .....

☐ Article 10(2)(a) .....

☐ Article 10(2)(b) .....

Name: ..... (in block letters) Date: .....

Authorised representative of the Central Authority (dd/mm/yyyy)

Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires

COORDONNÉ PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 31-A de juillet 2007

I INTRODUCTION

1 Depuis le début de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après la Commission spéciale), la valeur des formulaires modèles de transmission et réception des demandes à être utilisés principalement entre Autorités centrales a été maintes fois soulignée, que le recours à ces formulaires soit obligatoire ou simplement recommandé[1]. Des formulaires modèles sont couramment utilisés en vertu d'autres Conventions de La Haye[2]. Ils facilitent la présentation des informations et donnent la possibilité de résumer et d'énumérer les documents nécessaires à une demande spécifique, tout en réduisant les exigences documentaires à un strict minimum. Bien que certains documents ne puissent pas être remplacés par ces formulaires, peut-être pourront-ils contribuer à réduire le nombre des traductions demandées. La familiarité des formulaires modèles facilite le traitement des demandes, même lorsque ces derniers sont traduits dans différentes langues. Les formulaires développés pour la Session diplomatique ont recours autant que possible à un système de « cases à cocher » et ne requièrent que très peu de réponses libres, nécessaires cependant pour saisir le nom des parties et des autorités compétentes ainsi que leurs coordonnées. En mettant à disposition ces formulaires dans différentes langues, les pays pourront surmonter les barrières linguistiques, compléter un formulaire en anglais et en lire un autre en espagnol, à l'exception des réponses libres qui, reprenant principalement des informations relatives aux noms et coordonnées des parties, ne devront pas être nécessairement traduites[3]. Les formulaires modèles permettront d'encourager des pratiques cohérentes, une interprétation uniforme de la Convention ainsi que son fonctionnement régulier, dans la mesure toutefois où il n'existera qu'un seul jeu de formulaires en vertu de la Convention. Ils participeront à la transmission rapide des documents et des informations. Enfin, l'utilisation de ces formulaires modèles constituera un élément essentiel du développement d'un système électronique multilingue de communication et de gestion des affaires dans le cadre de la future Convention de La Haye (« *iSupport* »)[4].

II ACTIVITÉS DU GROUPE DE TRAVAIL DEPUIS JUIN 2006

1 *Organisation du travail*

2 Le Groupe de travail chargé des formulaires (ci-après le Groupe de travail) s'est réuni le 28 juin 2006 à La Haye, à l'issue de la Quatrième réunion de la Commission spéciale, afin de fixer le programme de travail jusqu'à la Session diplomatique. Entre les mois de juin 2006 et août 2007, le Groupe de travail s'est réuni par conférences téléphoniques à sept reprises : les 30 août 2006, 22 mars, 12 et 26 avril, 31 mai et 5 et 19 juillet 2007, et en personne avant et pendant la Cinquième réunion de la Commission spéciale les 6, 7 et 13 mai 2007[5].

3 Le Groupe de travail, qui est un groupe indépendant de la Commission spéciale, a travaillé en étroite coopération avec le Groupe de travail sur la coopération administrative, conformément à son mandat de travail initial. En application de ce même mandat, la coordination du Groupe de travail continue d'être assurée par le Bureau Permanent. L'ensemble des formulaires produits au cours de cette dernière année ont été simultanément préparés en anglais et français. Les versions définitives de ces formulaires ont été traduites en espagnol pour la Session diplomatique.

4 Comme annoncé au cours de la Quatrième réunion de la Commission spéciale, le Bureau Permanent a cherché à obtenir la participation de plus d'experts issus d'États de droit romano-germanique afin d'accroître leur représentation dans le Groupe de travail. À cet égard, des experts du Canada (Québec) et de la Slovaquie se sont joints au Groupe de travail début 2007. Au cours de cette dernière année, la représentation des États de tradition civiliste et des États de *common law* a été équilibrée au sein du Groupe de travail, tout en conservant une représentation adéquate des différents systèmes judiciaires et administratifs existants. Veuillez trouver ci-dessous la liste complète des membres du Groupe de travail :

[1] Voir le Rapport du Sous-comité chargé des formulaires aux p. 16 à 22 du « Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative de la Commission spéciale d'avril 2005 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Doc. prél. No 15 de mars 2005, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>). Voir également le « Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », coordonné par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 17 de mai 2006, *id*. L'élaboration des formulaires modèles pour le recouvrement des aliments a débuté lors de la Commission spéciale de novembre 1995 sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*. Leur valeur a été rappelée au cours de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999, voir « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établis par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 1 de mars 2000, *Actes et documents de la Dix-neuvième session (2001/2002)*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234, para. 14 à 21.

[2] Voir par ex. les Formules de demande et d'attestation de la *Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale*, les Formules modèles pour Requête en vue du retour, Requête en vue de l'obtention d'un droit de visite et l'Accusé de réception avec demande d'informations supplémentaires en vertu de la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* et les Formules modèles recommandées pour la déclaration de consentement à l'adoption et pour le certificat de conformité d'une adoption internationale en vertu de la *Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*.

[3] Les réponses libres pourraient être saisies en utilisant les caractères alphabétiques déterminés par les utilisateurs.

[4] Voir « Développement d'un système international électronique de gestion de dossiers et de communication à l'appui de la future Convention de La Haye sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Bureau Permanent, Doc. info. No 1 de juin 2006 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).

[5] Le Groupe de travail s'est réuni par conférence téléphonique à 23 reprises depuis le début de ses travaux : 27 janvier, 3, 9, 17 et 23 février, 3 mars, 25 mai, 8 juin, 6 et 20 juillet, 28 septembre, 26 octobre et 23 novembre 2005 ; 24 janvier, 15 mars, 26 avril et 30 août 2006 ; 22 mars, 12 et 26 avril, 31 mai et 5 et 19 juillet 2007. Le Groupe s'est en outre réuni en personne à quatre reprises : 15 avril 2005, 28 juin 2006 et 6, 7 et 13 mai 2007.

Report of the Forms Working Group

CO-ORDINATED BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 31-A of July 2007

I INTRODUCTION

1 Since the beginning of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (hereinafter the Special Commission), the value of model forms to be used primarily between Central Authorities, whether mandatory or recommended, for the transmission and receipt of applications has been emphasised again and again.[1] Model forms are widely used under other Hague Conventions.[2] They facilitate the presentation of information and provide the opportunity to summarise and list documents for specific applications while reducing documentary requirements to a necessary minimum. While they may not act as substitutes for certain required documents, they may reduce the need for full translations. The familiarity of model forms, even when translated into different languages, facilitates the handling of applications. The forms developed for the Diplomatic Session make use as much as possible of "tick-boxes" and require "open text" answers as little as possible, such as for names of parties and competent authorities and their contact details. Thus making these forms available in different languages will allow countries to overcome language barriers; it will be possible to complete a form in English and to read it in Spanish, with the exception of the "open text" answers, which, in most cases being names and numbers would not need to be translated.[3] Model forms will encourage consistent practices, regular operation and uniform interpretation of the Convention as long as there is only one single set of model forms used under the Convention. They will assist with the swift transmission of documents and information. Finally, the use of model forms will be an essential component of the development of a multilingual international electronic case management and communication system in support of the future Hague Convention ("iSupport").[4]

II WORKING GROUP ACTIVITIES SINCE JUNE 2006

1 *Organisation of the work*

2 On 28 June 2006, the Forms Working Group (hereinafter the Working Group) met in person at The Hague after the Fourth Meeting of the Special Commission to discuss its work programme until the Diplomatic Session. Between June 2006 and August 2007, the Working Group met by conference calls on seven occasions: 30 August 2006, 22 March, 12 and 26 April, 31 May and 5 and 19 July 2007 and in person before and during the Fifth Meeting of the Special Commission on 6, 7 and 13 May 2007.[5]

3 The Working Group, which is an independent Working Group of the Special Commission, has been working in close co-operation with the Administrative Co-operation Working Group, as required by its initial mandate. Also in line with this mandate, the co-ordination of the Working Group continued to be undertaken by the Permanent Bureau. All the forms produced during the past year have been prepared simultaneously in both French and English. The final versions of the forms have been prepared in Spanish for the Diplomatic Session.

4 As announced during the Fourth Meeting of the Special Commission, the Permanent Bureau sought the participation of additional experts from States of civil law tradition in order to increase their representation in the Working Group. In that regard, additional experts from Canada (Quebec) and Slovakia joined the Working Group in early 2007. During the last year, the membership of the Working Group was equally balanced between States of civil law tradition and States of common law tradition while keeping an appropriate representation of judicial and administrative systems. The following is a full list of the members of the Working Group:

[1] See the Report of the Forms Sub-committee at pp. 16-22 of the "Report of the Administrative Co-operation Working Group of the Special Commission of April 2005 on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", Prel. Doc. No 15 of March 2005, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>), and "Report of the Forms Working Group of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", co-ordinated by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 17 of May 2006, *id*. The development of model forms for the recovery of maintenance began during the Special Commission of November 1995 on the operation of the Hague Conventions relating to maintenance obligations and of the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*. The value of model forms was re-emphasised during the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999. See "Report on and Conclusions of the Special Commission on Maintenance Obligations of April 1999", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 1 of March 2000, *Proceedings of the Nineteenth Session (2001/2002)*, Tome I, *Miscellaneous matters*, pp. 217-235, at paras 14-21.

[2] See, *e.g.*, the Request and Certificate Forms of the *Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters*, the Request for Return Form, the Access Request Form and the Acknowledgment Form Requesting Additional Information under the *Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*, and the Recommended Model Forms for the Statement of Consent to the Adoption and for the Certificate of Conformity of Intercountry Adoption under the *Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption*.

[3] "Open text" answers would be completed using alphabetical characters agreed upon by the users.

[4] See "Development of an International Electronic Case Management and Communication System in Support of the Future Hague Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Permanent Bureau, Info. Doc. No 1 of June 2006 for the attention of the Special Commission of June 2006 on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

[5] Since the beginning of its work the Working Group has met by conference calls on 23 occasions: 27 January, 3, 9, 17 and 23 February, 3 March, 25 May, 8 June, 6 and 20 July, 28 September, 26 October and 23 November 2005, 24 January, 15 March, 26 April et 30 August 2006, 22 March, 12 and 26 April, 31 May and 5 and 19 July 2007. It has met in person on four occasions: 15 April 2005, 28 June 2006 and 6, 7 and 13 May 2007.

Shireen Fisher, IAWJ[6] (vice-présidente)
Zoe Cameron, Australie (vice-présidente)[7]

Jorge Aguilar Castillo, Costa Rica
Philip Ashmore, Royaume-Uni
Ana-Sabine Boehm, DIJuF[8]
Edouard de Leiris, France
Hilde Drenth, Pays-Bas
Kay Farley, NCSEA
Meg Haynes, États-Unis d'Amérique
Helena Kasanova, Slovaquie
Katie Levasseur, Canada (droit civil)
Tracy Morrow, Canada (*common law*)
Anna Svantesson, Suède
Hans-Michael Veith, Allemagne
Patricia Whalen, IAWJ
Christina Wicke, Allemagne

William Duncan, Bureau Permanent
Philippe Lortie, Bureau Permanent
Sandrine Alexandre, Bureau Permanent
Jenny Degeling, Rapporteur

2 *Mandat donné par la Quatrième réunion de la Commission spéciale*

5 Le mandat du Groupe de travail chargé des formulaires, tel que fixé par la Quatrième réunion de la Commission spéciale, est le suivant :

a) poursuivre le travail sur une terminologie neutre des formulaires et préparer des propositions qui seront examinées par le Comité de rédaction et la Session diplomatique ;

b) mettre à jour les formulaires développés pour cette Commission spéciale et poursuivre le travail sur les autres formulaires à la lumière de l'avant-projet de Convention que le Comité de rédaction devait préparer en septembre 2006[9]. Une fois préparés, les projets de formulaires devaient être distribués au Comité de rédaction pour commentaires avant la Commission spéciale du printemps 2007 et par la suite distribués aux États avant la Session diplomatique.

III BREF APERÇU DES FORMULAIRES ÉLABORÉS À L'INTENTION DE LA SESSION DIPLOMATIQUE

6 Ayant comme objectif de simplifier la mise en œuvre de la Convention dans tous les futurs États contractants à la Convention, tous les formulaires développés par le Groupe de travail, dont le formulaire de transmission (art. 12(2) de l'avant-projet révisé de Convention[10]) et l'accusé de réception (art. 12(3)), sont respectueux des traditions juridiques de droit civil et de *common law* et compatibles avec leurs systèmes judiciaires et administratifs. Tous sont établis sur le même modèle et peuvent être utilisés dans le cadre de demandes d'aliments envers les enfants et / ou envers d'autres membres de la famille[11]. Les formulaires ont été préparés simultanément en anglais et français et ont été traduits en espagnol. Le texte des formulaires est calqué sur celui de la Convention, permettant ainsi leur traduction dans toute langue dans laquelle la Convention elle-même sera traduite. En plus de prévoir un formulaire de transmission, un accusé de réception et des rapports sur l'état d'avancement, la Convention prévoit huit différents types de demandes (art. 10). Travaillant au développement de formulaires harmonisés afin de faciliter le rôle des Autorités centrales, le Groupe de travail a réussi à développer un nombre minimal de quatre formulaires pour traiter ces huit demandes[12]. Au cours des trois dernières années, le Groupe de travail a développé les formulaires suivants :

1) Formulaire de transmission (art. 12(2))[13]

2) Accusé de réception (art. 12(3))

3) Demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision (art. 10(1)(a)) accompagnée un Rapport sur l'état d'avancement (art. 12(4)) et des documents suivants :
– Résumé de la décision (art. 21(2))
– Document attestant du caractère exécutoire de la décision (art. 21(1)(b))
– Document attestant de la notification (art. 21(1)(c))

4) Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis (art. 10(1)(b)) accompagnée d'un Rapport sur l'état d'avancement spécifique (art. 12(4))

5) Demande d'obtention d'une décision (art. 10(1)(c) et (d)) accompagnée d'un Rapport spécifique sur l'état d'avancement (art. 12(4))

6) Demande de modification d'une décision (art. 10(1)(e) et (f) et (2)(a) et (b)) accompagnée d'un rapport spécifique sur l'état d'avancement (art. 12(4))

7) Formulaire relatif à la situation financière (art. 11(2)(a) et (b) et 21(1)(f))

1 *Formulaires cohérents et harmonisés – Caractéristiques communes*

7 Le Groupe de travail a développé des formulaires cohérents et harmonisés afin de faciliter leur utilisation par les Autorités centrales. À cet égard, l'information requise, telle que les coordonnées des Autorités centrales, la description des parties, l'information relative aux paiements, la description de la décision, l'information à divulgation restreinte ou l'attestation, est toujours présentée de la même façon peu importe le formulaire. Par exemple, les points 1 à 5 de toutes les demandes utilisent la même terminologie et suivent la même structure[14]. Seulement le point 6 et les suivants sont différents d'une demande à une autre. Les formulaires de la même catégorie suivent toujours la même présentation. Des formulaires cohérents et harmonisés vont aussi rendre plus facile l'adoption des formulaires et leur modification. Finalement, les formulaires sont neutres quant aux supports de la même façon que la Convention.

[6] *International Association of Women Judges*.
[7] En juin 2006, Zoe Cameron a remplacé Sheila Bird (Australie) vice-présidente de janvier 2005 à avril 2006.
[8] *Deutsches Institut für Jugendhilfe und Familienrecht e.V.*
[9] Voir l'« Avant-projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Comité de rédaction sous l'autorité de la Commission spéciale, Doc. prél. No 25 de janvier 2007, ci-dessus p. I-372 du présent tome.
[10] « Avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Comité de rédaction sous l'autorité de la Commission spéciale, Doc. prél. No 29 de juin 2007, ci-dessus p. I-412 du présent tome. Les références dans le présent Rapport aux articles de la nouvelle Convention proviennent du Doc. prél. No 29.
[11] Selon certains membres du Groupe de travail, les formulaires développés pourraient être utilisés dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives.
[12] Dans le cadre de son programme de travail futur, le Groupe de travail suggère fortement de développer un Manuel pratique sur l'utilisation des formulaires.
[13] Lors de la réunion du 16 au 18 mai 2007, le Comité de rédaction a examiné le Formulaire de transmission de l'art. 12(2) et la demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution pour les besoins de l'art. 10(1)(a) et les documents l'accompagnant en vertu de l'art. 21.
[14] On peut en dire autant au sujet des sections 1 à 7 de tous les Rapports sur l'état d'avancement.

Shireen Fisher, IAWJ[6] (co-Chair)
Zoe Cameron, Australia (co-Chair)[7]

Jorge Aguilar Castillo, Costa Rica
Philip Ashmore, United Kingdom
Ana-Sabine Boehm, DIJuF[8]
Edouard de Leiris, France
Hilde Drenth, Netherlands
Kay Farley, NCSEA
Meg Haynes, United States of America
Helena Kasanova, Slovakia
Katie Levasseur, Canada (civil law)
Tracy Morrow, Canada (common law)
Anna Svantesson, Sweden
Hans-Michael Veith, Germany
Patricia Whalen, IAWJ
Christina Wicke, Germany

William Duncan, Permanent Bureau
Philippe Lortie, Permanent Bureau
Sandrine Alexandre, Permanent Bureau
Jenny Degeling, Rapporteur

2 *Mandate from the Fourth Meeting of the Special Commission*

5 The mandate of the Forms Working Group from the Fourth Meeting of the Special Commission was:

a) to continue its work on medium-neutral language in relation to forms and to prepare proposals for the consideration of the Drafting Committee and the Diplomatic Session;

b) to update the forms developed for this Special Commission and to continue its work on other forms in the light of the Preliminary Draft Convention to be prepared by the Drafting Committee in September 2006.[9] Once prepared, the draft forms were to be distributed to the Drafting Committee for comments before the spring 2007 Special Commission and then distributed to States prior to the Diplomatic Conference.

III SHORT OVERVIEW OF THE FORMS DEVELOPED FOR THE DIPLOMATIC SESSION

6 With a view to facilitate the implementation of the Convention in all future Contracting States, all the forms developed by the Working Group, including the Transmittal Form (Art. 12(2) of the Revised Preliminary Draft Convention[10]) and the Acknowledgement Form (Art. 12(3)), are respectful of civil law and common law legal traditions and are compatible with either administrative and judicial systems. They all follow the same model; they can all be used for either child support and / or other forms of family maintenance.[11] The forms have been prepared simultaneously in both English and French and have been translated into Spanish. As the forms follow diligently the text of the Convention they can be easily translated into any other language the Convention is translated into. In addition to the Transmittal Form, the Acknowledgement Form and Status Reports, the Convention provides for eight different applications (Art. 10). Working towards the development of harmonised forms to facilitate the work of Central Authorities, the Working Group has managed to produce a minimal number of four forms to cover these eight applications.[12] During the last three years, the Working Group developed the following forms:

1) Transmittal Form (Art. 12(2))[13]

2) Acknowledgement Form (Art. 12(3))

3) Application for Recognition or Recognition and Enforcement of a Decision (Art. 10(1)(a)) with a specific Status of Application Report (Art. 12(4)) and the following accompanying documents:
– Abstract of a Decision (Art. 21(2))
– Statement of Enforceability of a Decision (Art. 21(1)(b))
– Statement of Proper Notice (Art. 21(1)(c))

4) Application for Enforcement of a Decision Made or Recognised in the Requested State (Art. 10(1)(b)) with a specific Status of Application Report (Art. 12(4))

5) Application for Establishment of a Decision (Art. 10(1)(c) and (d)) with a specific Status of Application Report (Art. 12(4))

6) Application for Modification of a Decision (Art. 10(1)(e) and (f) and (2)(a) and (b)) with a specific Status of Application Report (Art. 12(4))

7) Financial Circumstances Form (Arts 11(2)(a) and (b) and 21(1)(f))

1 *Harmonised and consistent forms – Common features*

7 The Working Group has developed harmonised and consistent forms to facilitate processing by Central Authorities. In that respect, required information, such as contact details of Central Authorities, description of the parties, payment information, description of a decision, restricted information or attestation, is always presented in the same fashion regardless of the form. For example, items 1 to 5 of all applications follow the same language and structure.[14] Only items 6 and following differ from one application to another. Forms of the same kind always follow the same format. Harmonised and consistent forms will also facilitate the adoption of the forms and their amendments. Finally, the forms are medium-neutral, as is the text of the Convention.

[6] International Association of Women Judges.
[7] In June 2006, Zoe Cameron replaced Sheila Bird (Australia), co-Chair from January 2005 until April 2006.
[8] *Deutsches Institut für Jugendhilfe und Familienrecht e.V.*
[9] See "Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee under the authority of the Special Commission, Prel. Doc. No 25 of January 2007, *supra* p. I-373 of this tome.
[10] "Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee under the authority of the Special Commission, Prel. Doc. No 29 of June 2007, *supra* p. I-413 of this tome. References in this Report to Articles of the new Convention are derived from Prel. Doc. No 29.
[11] According to some members of the Working Group, the forms developed could be used in court or administrative tribunal proceedings in some jurisdictions.
[12] As part of its future work programme the Forms Working Group highly suggests developing a Practical Handbook on the use of Forms.
[13] During its 16-18 May 2007 meeting, the Drafting Committee reviewed the Transmittal Form under Art. 12(2) and the Application for Recognition or Recognition and Enforcement for the purpose of Art. 10(1)(a) and related documents under Art. 21.
[14] The same can be said about sections 1 to 7 of all the Status of Application Reports.

a *Terminologie neutre quant aux supports*

8 Le Groupe de travail a examiné les questions pratiques entourant les transmissions électroniques des formulaires et des documents joints, pour ensuite présenter des recommandations et conseils au Comité de rédaction sur ces points spécifiques. Le texte élaboré par le Comité de rédaction permet de mettre en œuvre les technologies de l'information sans compromettre les garanties relatives à la régularité de la procédure. Le texte en résultant évite autant que possible le recours à des exigences telles que « signature » (lorsque seule une simple identification est nécessaire), « écrit », « original », « assermenté » et « certifié ». En outre, les échanges de points de vue avec le secrétariat de la CNUDCI sur la notion de « authentification » ont contribué au développement de nouvelles dispositions portant sur la transmission des documents et des informations complémentaires. Conformément au mandat de la Commission spéciale, des termes ont été ajoutés aux articles 12(2), 13, 20(7)(c), 21(3) et 26(4) de la Convention, afin de garantir que la formulation de la Convention reste neutre quant aux supports, sans altérer le fond, de manière à rendre possible la transmission rapide des documents par les moyens de communication les plus rapides disponibles (c.-à-d. neutres par rapport aux technologies).

b *Contenu commun à tous les formulaires*

9 Le formulaire de transmission, l'accusé de réception, toutes les demandes, y compris les rapports sur l'état d'avancement (art. 12(4)) conçus pour chaque demande, ainsi que le formulaire relatif à la situation financière comportent des caractéristiques communes découlant du texte de la Convention. Tous comprennent un « Avis de confidentialité et de protection des renseignements à caractère personnel » reprenant le texte des articles 35, 36 et 37 de la Convention. Les formulaires relatifs aux demandes relevant du chapitre III de la Convention étant pour les fins et transmises par l'intermédiaire des Autorités centrales (art. 9), tous comportent une section permettant d'indiquer les coordonnées de l'Autorité centrale et le nom du contact au sein de cette Autorité centrale (art. 11(1)(h)). Un numéro de dossier est toujours fourni pour les besoins de suivi, de même que les noms du demandeur, de la personne pour laquelle les aliments sont demandés ou dus et le nom du débiteur (défendeur). Le Groupe de travail a délibérément choisi de toujours identifier séparément le demandeur dans les formulaires, ce dernier pouvant en effet être également soit le bénéficiaire des aliments demandés, soit un représentant de cette personne, soit le débiteur des aliments (par ex. dans une demande de modification d'une décision[15]). En outre, toutes les demandes indiquent l'identité du défendeur. Enfin, le formulaire indiquera à la fin le nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale, chargé d'instruire la demande, et mentionnera la date à laquelle la demande a été transmise.

c *Contenu commun à toutes les demandes, dont le formulaire relatif à la situation financière*

10 Le contenu de toutes les demandes, y compris le formulaire relatif à la situation financière, est basé sur l'article 11, première option. L'intitulé de la demande indique clairement la nature de celle-ci (art. 11(1)(a)) et comprend toutes les informations permettant d'identifier le demandeur, le débiteur (défendeur) et toute personne au nom de laquelle les aliments sont demandés ou dus (art. 11(1)(b) à (d)). Une section précise la nature de l'obligation alimentaire sur laquelle repose la demande (art. 11(1)(e)). Tous les formulaires comprennent une clause finale selon laquelle la demande satisfait aux exigences de la Convention (art. 12(2)) et que les informations contenues dans la demande sont conformes et correspondent aux documents qui lui sont joints et sont communiqués par le demandeur à l'Autorité centrale requérante. Cette attestation concernant la régularité de la demande et des informations et documents qui l'accompagnent vise à limiter la nécessité pour l'Autorité centrale requise de vérifier la validité de la demande[16]. L'attestation comporte également une mention selon laquelle le formulaire est transmis au nom du demandeur et avec son consentement[17]. L'attestation, combinée avec une « case à cocher » précisant que la demande a été remplie par le demandeur et transmise par l'intermédiaire de l'Autorité centrale, pourrait servir d'équivalent fonctionnel aux déclarations assermentées requises par certains États. Tous les formulaires de demande, y compris le formulaire relatif à la situation financière, comprennent une dernière page – « Informations à divulgation restreinte relatives au demandeur » – permettant de fournir des informations personnelles sur le demandeur que ne doivent pas être divulguées, sauf exception en vertu de l'article 37(3)[18].

d *Contenu commun à tous les rapports sur l'état d'avancement d'une demande (art. 12(4))*

11 Tous les rapports sur l'état d'avancement sont construits sur le même modèle. Tous contiennent un rapport sur l'état d'avancement de la demande dans l'État requis, conformément soit aux règles contenues dans la Convention (par ex. reconnaissance, exécution et modification), soit au droit interne. Ils précisent les démarches entreprises au préalable (passé), celles en cours (présent) et les démarches qui seront prises (futur). Enfin, une section permet à l'Autorité centrale requise d'indiquer les raisons de son refus de traiter une demande (c.-à-d. en cas de non-respect des conditions de la Convention (art. 12(8)) ou l'absence de production dans les délais impartis des documents ou informations supplémentaires requis (art. 12(9))).

e *Contenu commun à tous les documents joints à une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution*

12 Le résumé de la décision, le document attestant du caractère exécutoire de la décision et le document attestant de la notification comportent les mêmes éléments permettant d'identifier l'État d'origine de la décision, l'autorité compétente délivrant le document et ses coordonnées, ainsi que l'identification de la décision et le nom du débiteur dans le cadre de la décision. Ces documents comportent enfin le nom du fonctionnaire de l'autorité compétente de l'État d'origine ayant délivré le document et la date à laquelle le document a été établi, ainsi que le nom du fonctionnaire autorisé de l'Autorité centrale traitant la demande et la date à laquelle le document est transmis.

[15] Cela serait également possible en cas de demande de reconnaissance ou de reconnaissance et exécution. Voir para. 23, *infra*, pour des explications sur cette possibilité.

[16] Il a été estimé qu'une attestation n'était pas nécessaire dans l'hypothèse du formulaire de transmission, de l'accusé de réception et du rapport sur l'état d'avancement car ils ne peuvent être complétés que par un représentant autorisé de l'Autorité centrale et ne contiennent pas en tant que tels des informations ou documents pouvant entraîner un quelconque préjudice.

[17] Voir les recommandations du Groupe de travail à la Session diplomatique, *infra*, para. 25.

[18] Voir para. 27, *infra*, pour les recommandations portant sur l'art. 37.

Groupe de travail chargé des formulaires

a *Medium-neutral language*

8 The Working Group examined the practical issues surrounding electronic communication of forms and other accompanying documents and presented recommendations and advice to the Drafting Committee on these matters. The text developed by the Drafting Committee allows the implementation of information technologies without endangering due process principles. The result is a text that avoids as much as possible the use of requirements such as "signature" (where what is usually needed is a simple identification), "writing", "original", "sworn" and "certified". Furthermore, exchange of views with the UNCITRAL Secretariat in relation to "authentication" issues helped the development of new provisions on the transmission of documents and related information. Language has been added to Articles 12(2), 13, 20(7)(c), 21(3) and 26(4), further to the mandate of the Special Commission, to ensure that the language of the Convention is media-neutral, without altering its substance thereby making possible the swift transmission of documents by the most rapid means of communication available (*i.e.*, technology-neutral).

b *Content common to all the forms*

9 The Transmittal Form, the Acknowledgement Form, all the applications, including the specific Status of Application Report (Art. 12(4)) designed for each application, and the Financial Circumstances Form have common features deriving from the text of the Convention. They all include a "Confidentiality and Personal Information Protection Notice" that follows the text of Articles 35, 36 and 37 of the Convention. As the application forms for the purpose of Chapter III are to be used by and made through Central Authorities (Art. 9), they all include a section where it is possible to provide the contact details of the Central Authority and the name of the contact person in that Central Authority (Art. 11(1)(h)). A file reference number is always included for follow-up purposes in combination with the names of the applicant, the person(s) for whom maintenance is sought or payable and the debtor (respondent). The Working Group deliberately chose to always identify in the forms the applicant separately as he or she could either be the person for whom maintenance is sought, a representative of that person or the debtor (*i.e.*, in the case of an Application for Modification[15]). Furthermore, in all the applications there is always an indication as to who is the respondent. Finally, at the very end of each form will appear the name of the authorised representative of the Central Authority who is processing the form and the date upon which the form is transmitted.

c *Content common to all applications, including the Financial Circumstances Form*

10 The content of all the applications, including the Financial Circumstances Form, follow Article 11, Option 1. The title of the application indicates clearly the nature of the application (Art. 11(1)(a)). All the information to identify the applicant, the debtor (respondent) and any person for whom maintenance is sought or payable is provided for (Art. 11(1)(b) to (d)). A section indicates the nature of the maintenance obligation relied on (Art. 11(1)(e)). At the end of all the forms an attestation is included indicating that the form complies with the requirements of the Convention (Art. 12(2)). It also specifies that the information contained in the form and the attached documents correspond to and are in conformity with the information and documents provided by the applicant to the requesting Central Authority. This attestation concerning the regularity of the application and the information and documents contained therein is designed to minimise the need for the requested Central Authority to inquire into the validity of the application.[16] The attestation also includes an indication that the form is forwarded on behalf and with the consent of the applicant.[17] The attestation, used in combination with a "tick-box" indicating that the application has been completed directly by the applicant and transmitted through the Central Authority, may provide a functional equivalent to sworn statements as required by some States. All the applications, including the Financial Circumstances Form, include a final page – "Restricted Information on the Applicant" – where it is possible to provide personal information concerning the applicant that should not be disclosed except in accordance with Article 37(3).[18]

d *Content common to all Status of Application Reports (Art. 12(4))*

11 All the Status Reports follow the same structure. They all provide for a report on the status of the application in the requested State either in accordance with the rules provided for under the Convention (*e.g.*, recognition and enforcement and modification) or under domestic law. They indicate the steps that have already been taken (past), those that are being taken (present) and the steps that will be taken (future). Finally, a section allows the requested Central Authority to indicate the reasons for any refusal to process an application (*i.e.*, requirements of the Convention manifestly not fulfilled (Art. 12(8)) or additional documents or information not provided in time (Art. 12(9))).

e *Content common to all documents in support of an Application for Recognition or Recognition and Enforcement*

12 The Abstract of a Decision, Statement of Enforceability of a Decision and Statement of Proper Notice include the same content with regard to the identification of the State of origin of the decision, the identification and contact details of the competent authority producing the document and the identification of the decision and the name of the debtor in relation to the decision. Finally, at the very end of these documents will appear the name of the official from the competent authority of the State of origin who will have produced the document and the date on which the document was made in addition to the name of the authorised representative of the Central Authority who is processing the document and the date upon which the document is transmitted.

[15] It could also be possible in the case of an Application for Recognition or Recognition and Enforcement. See, para. 23, *infra*, for an explanation concerning this possibility.

[16] It was felt that an attestation was not necessary in the case of the Transmittal Form, Acknowledgement Form and Status of Application Report because they can only be completed by an authorised representative of the Central Authority and do not contain *per se* information or documents from the applicant that could create any liability.

[17] See Working Group recommendations to the Diplomatic Session, *infra*, para. 25.

[18] See para. 27, *infra*, for recommendations regarding Art. 37.

2 *Caractéristiques particulières des différents formulaires*

a *Formulaire de transmission (art. 12(2))*

13 Le formulaire de transmission étant à ce point le seul formulaire obligatoire, il reprend très fidèlement les termes de la Convention. Il devra donc être modifié dans la mesure où les dispositions de fond de la Convention le seront. Afin de réduire au maximum la longueur du formulaire, les données relatives au demandeur, au bénéficiaire des aliments demandés ou dus et au débiteur sont réduites au strict minimum, suffisant toutefois pour créer un lien approprié avec la (les) demande(s) jointe(s). Le formulaire fournit une liste des documents pouvant accompagner la demande en application de l'article 10(1)(a) (art. 11(1)(g) et (3)). Pour les autres demandes, le nombre de documents transmis à l'appui de la demande pourra être précisé, aux fins de vérification (exclusion faite du formulaire de transmission et de la demande elle-même).

b *Accusé de réception (art. 12(3))*

14 Le recours à ce formulaire permet à l'Autorité centrale requise d'accuser réception d'une demande spécifique visant des individus identifiés et fournit à l'Autorité requérante le nom et les coordonnées de la personne ou du département chargé de répondre aux demandes d'informations portant sur l'avancement de la demande. Il est destiné à indiquer s'il manque une information ou si le dossier est complet. Il peut être utilisé en combinaison avec le rapport sur l'état d'avancement spécifique à la demande. Enfin, une section permet à l'Autorité centrale d'indiquer qu'elle refuse de traiter une demande (art. 12(8)).

c *Demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision (art. 10(1)(a))*

15 Il est important de relever que le formulaire de demande comprend une liste des bases de reconnaissance et d'exécution (art. 17) sous forme de « cases à cocher » par l'Autorité centrale requérante, afin d'assister l'autorité compétente de l'État requis. Le formulaire permet également d'indiquer si le défendeur a comparu dans la procédure de l'État d'origine, et dans la négative, renvoie au document attestant de la notification. Le rapport sur l'état d'avancement spécifique à cette demande indique si les bases de reconnaissance de l'article 17 sont respectées ou s'il existe d'autres motifs pour refuser de reconnaître ou d'exécuter la décision (art. 19). Outre le formulaire relatif à la situation financière (art. 11(2)(a) et (b) et 21(1)(f)) et les documents énumérés dans le formulaire de transmission, aucun autre document ne peut être joint à ce formulaire.

d *Résumé de la décision (art. 21(2))*

16 Le résumé de la décision, à être complété par l'autorité compétente, fournit toutes les informations nécessaires pour établir un résumé : 1) d'une décision dont les dispositions s'appliqueraient à une seule personne ou à un groupe de personnes ; 2) d'une décision qui contiendrait des dispositions différentes pour différentes personnes ; ou 3) d'une décision qui combinerait des dispositions communes pour un groupe de personnes et des dispositions particulières visant des personnes déterminées de ce même groupe. Le résumé peut comprendre des informations sur tout mode de paiement, qu'il porte sur le paiement des aliments, des arrérages, des intérêts, des frais d'assurances santé, des frais de scolarisation ou de tout autre arrangement portant sur des paiements ou conditions. Le résumé fournit des échéances standards pour ces paiements (par ex. la semaine, la quinzaine, le mois, etc.) mais permet de donner d'autres périodicités si cela s'avère nécessaire. Enfin, le résumé permet de fournir les décisions relatives à l'indexation des aliments, aux intérêts et aux frais et dépens. Il sera également possible de mentionner la date à laquelle la décision cessera de produire ses effets. Le résumé d'une décision pourrait en fait être utilisé comme décision modèle.

e *Document attestant du caractère exécutoire de la décision (art. 21(b))*

17 Le document attestant du caractère exécutoire de la décision, également à être complété par l'autorité compétente, indique de manière très simple si la décision est exécutoire dans l'État d'origine.

f *Document attestant de la notification (art. 21(c))*

18 Conformément à la Convention (art. 19(e)), le document attestant de la notification fait apparaître que le défendeur n'a pas comparu lors de la procédure dans l'État d'origine mais qu'il a été dûment avisé de la procédure et a eu la possibilité de se faire entendre, ou que le défendeur n'a pas comparu lors de la procédure dans l'État d'origine, mais a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester en fait et en droit. Ce document devra aussi être complété par l'autorité compétente.

g *Demande d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis (art. 10(1)(b))*

19 Le Groupe de travail a développé une liste de documents devant être joints à cette demande, car la Convention ne comporte pas de dispositions à cet égard pour cette demande particulière. La liste comprend donc la décision, l'état des arrérages et le formulaire relatif à la situation financière. Tout autre document pourrait être joint à la demande. Il est cependant important de souligner que, sauf si une demande relève de l'article 10(1)(a), toute disposition relative à la communication d'informations ou documents à joindre à la demande devrait faire l'objet d'une déclaration de l'État requis, conformément à l'article 58 (art. 11(1)(g))[19].

h Demande d'obtention d'une décision (art. 10(1)(c) et (d))

20 Le Groupe de travail a également élaboré une liste de documents pouvant être joints à cette demande[20].

i *Demande de modification d'une décision (art. 10(1)(e) et (f) et (2)(a) et (b))*

21 Le Groupe de travail a, pour cette demande également, développé une liste de documents pouvant être joints à la demande[21]. Le demandeur sera invité, au moment où il complétera la demande, à préciser, à l'aide d'une liste préétablie, 1) les modifications réclamées et 2) les changements de circonstances intervenus depuis que la décision a été rendue ou modifiée pour la dernière fois et justifiant sa demande de modification. La même demande peut être utilisée pour toute demande relevant de l'article 10(1)(e) et (f) et (2)(a) et (b). Le même formulaire peut donc être utilisé, que le demandeur soit créancier ou débiteur d'aliments. Dans l'hypothèse d'une demande relevant de l'article 10(2)(b), le demandeur sera invité à préciser les dispositions applicables de l'article 15.

[19] Le Profil d'État de chaque État Contractant indiquerait les documents à joindre à chaque demande.
[20] *Id.*
[21] *Id.*

2 *Specific features of individual forms*

a *Transmittal Form (Art. 12(2))*

13 The Transmittal Form is meant to be at this point the only mandatory form. It follows very closely the wording of the Convention. Therefore, the Transmittal Form would need to be amended only if substantive provisions of the Convention were to be amended. In order to keep the form as short as possible, particulars of the applicant, the person for whom maintenance is sought or payable and the debtor are kept to a minimum: just enough to create an appropriate link with the attached application or applications. The form provides a closed list of the documents that can be attached to an application under Article 10(1)(a) (Art. 11(1)(g) and (3)). For other applications, it will be possible, for verification purposes, to indicate the number of supporting documents (excluding the Transmittal Form and the application itself).

b *Acknowledgement Form (Art. 12(3))*

14 By using this form the requested Central Authority acknowledges receipt of a specific application, concerning particular individuals and provides the requesting Central Authority with the name and contact details of the person or unit responsible for responding to inquiries regarding the progress of the application. It is to be used to indicate whether the file is complete or if information is missing. It can be used in combination with a Status of Application Report specific to an application. Finally, a section allows the Central Authority to indicate whether it refuses to process an application (Art. 12(8)).

c *Application for Recognition or Recognition and Enforcement of a Decision (Art. 10(1)(a))*

15 It is important to note that the Application provides a list of the bases for recognition and enforcement (Art. 17) to be completed by the requesting Central Authority in order to assist the competent authority in the State addressed. It is also possible to indicate in the form whether the respondent appeared in the proceedings in the State of origin; if not, it refers to the attached Statement of Proper Notice. The Status Report for that application indicates whether the bases of Article 17 were met or if there were other grounds for refusing recognition and enforcement (Art. 19). Apart from the Financial Circumstances Form (Arts 11(2)(a) and (b) and 21(1)(f)), and those listed in the Transmittal Form, no other document can be attached to this form.

d *Abstract of a Decision (Art. 21(2))*

16 The Abstract of a Decision, to be completed by the competent authority, provides all the necessary information in order to make an abstract either of: 1) a decision the terms of which would apply to a single person or to a group of persons; 2) a decision that would have different terms for different persons; or, 3) a decision that combines common terms for a group of persons and individual terms for separate persons within the same group. The Abstract can cover any kind of payments whether they are maintenance payments *per se*, arrears, interest, health insurance, school fees, or any other specified payments, arrangements or conditions. The Abstract provides for standard periods for these payments (e.g., one week, two weeks, one month, etc.) but allows the possibility to specify other periods if necessary. Finally, the Abstract provides for any decisions on indexation of maintenance, interest, and costs and expenses. It will also be possible to indicate the time until which the decision shall remain in effect. The Abstract of a decision could in effect be used as a model decision.

e *Statement of Enforceability of a Decision (Art. 21(b))*

17 The Statement of Enforceability, also to be completed by the competent authority, indicates in a very simple way whether the decision is enforceable in the State of origin.

f *Statement of Proper Notice (Art. 21(c))*

18 In accordance with the Convention (Art. 19(e)), the Statement of Proper Notice indicates that the respondent did not appear in the proceedings in the State of origin, but had proper notice of the proceedings and an opportunity to be heard or that the respondent did not appear in the proceedings in the State of origin, but had proper notice of the decision and an opportunity to challenge it on fact and law. This document will also have to be completed by the competent authority.

g *Application for Enforcement of a Decision Made or Recognised in the Requested State (Art. 10(1)(b))*

19 As the Convention does not set out any documentary requirements for this Application, the Working Group developed a list of documents to be attached to this Application: the decision, a statement of arrears and the Financial Circumstances Form. Any other document could be attached to the Application. It is important to note that, save for an application made under Article 10(1)(a), any information to be included in or document to be attached to an application would have to be specified by declaration in accordance with Article 58 by the requested State (Art. 11(1)(g)).[19]

h *Application for Establishment of a Decision (Art. 10(1)(c) and (d))*

20 The Working Group also developed a list of possible documents that could be attached to this application.[20]

i *Application for Modification of a Decision (Art. 10(1)(e) and (f) and (2)(a) and (b))*

21 Again for this Application, the Working Group developed a list of possible documents that could be attached to the Application.[21] When completing the application, the applicant will be invited to select pre-defined 1) modifications that are sought and 2) changes that have occurred since the decision was made or last modified, in support of the Application for Modification. The same Application can be used for any of the applications under Article 10(1)(e) and (f) and (2)(a) and (b). Thus the same form can be used whether the applicant is the creditor or the debtor. In the case of an application made under Article 10(2)(b), the applicant will be invited to identify the requirements of Article 15 that apply or may apply.

[19] The Country Profile of each Contracting State would indicate the documentary requirements for each application.
[20] *Id.*
[21] *Id.*

j *Formulaire relatif à la situation financière (art. 11(2)(a) et (b) et 21(1)(f))*

22 Le même formulaire relatif à la situation financière peut être utilisé pour toute demande : du fait de cette multifonctionnalité, ce formulaire est plutôt très détaillé. Le formulaire n'a cependant pas à être entièrement rempli pour chaque demande. Une section du formulaire précise quelles parties de ce dernier doivent être complétées pour chaque type de demande. Cela pourra également varier selon les exigences relatives aux informations financières propres à chaque État (par ex. pour établir le montant ou la provision au titre de l'aide juridique). À cet égard, le Groupe de travail recommande l'utilisation du Profil d'État en combinaison avec le formulaire relatif à la situation financière[22].

IV RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL À LA SESSION DIPLOMATIQUE

1 *Propositions de modification de l'avant-projet révisé de Convention*

a *Article 10(2) – Demande de reconnaissance et d'exécution par le débiteur*

23 Le Groupe de travail suggère de mettre à la disposition du débiteur une demande supplémentaire en vertu de l'article 10(2) pour la reconnaissance et l'exécution d'une décision. Le débiteur pourrait utiliser cette demande pour rechercher la reconnaissance et l'exécution d'une décision.

b *Article 11, première option : Représentation du demandeur par l'Autorité centrale*

24 Certains membres du Groupe de travail ont indiqué que dans certains États, les Autorités centrales et les autorités compétentes n'ont pas le pouvoir d'agir au nom d'un demandeur pour toute action relative à l'exécution ou l'établissement d'une décision. Il serait peut-être possible d'insérer dans tous les formulaires une mention indiquant que le demandeur autorise l'Autorité centrale de l'État requis à agir en son nom dans les procédures administratives ou judiciaires ou à l'égard d'autres autorités. Le profil des pays pourrait préciser si l'Autorité centrale peut agir au nom du demandeur. Une disposition supplémentaire rédigée de la manière suivante : « une mention que l'Autorité centrale de l'État requis peut agir au nom du demandeur devant les autorités compétentes » pourrait être insérée à l'article 11, première option, comme élément supplémentaire à insérer dans une demande. Dans cette hypothèse, l'article 39 relatif à la procuration, toujours entre crochets, pourrait être supprimé.

c *Article 12(2) – Demandes envoyées au nom du demandeur et avec son consentement*

25 En ce qui concerne l'attestation annexée à chaque demande[23], le Groupe de travail est d'avis que l'article 12 pourrait être modifié. La première phrase de l'article 12(2) pourrait être rédigée ainsi : « L'Autorité centrale de l'État requérant transmet, *au nom du demandeur et avec son consentement*, la demande à l'Autorité centrale de l'État requis, après s'être assurée qu'elle satisfait aux exigences de la Convention ».

d *Article 12(9) – Délai d'au moins trois mois pour produire tout document ou information supplémentaires*

26 Le Groupe de travail est d'avis que la mention relative au délai de trois mois devrait être exprimée différemment. Telle que rédigée actuellement, le terme de ce délai n'est pas exprimé clairement. La détermination du moment à partir duquel l'Autorité centrale peut décider de cesser de traiter la demande n'est donc pas très claire. Le Groupe de travail suggère que les documents ou informations supplémentaires soient produites dans « un délai de trois mois » plutôt que dans « un délai d'au moins trois mois ».

e *Article 37(3)*

27 Le Groupe de travail est d'avis que les règles de non-divulgation de renseignements, prévue à l'article 37, ne sont pas assez claires. Il n'est pas certain que le paragraphe 3 de cet article procure suffisamment de souplesse. Le Groupe de travail suggère la formulation suivante : « Cette disposition ne peut être interprétée comme empêchant les autorités de recueillir et de se transmettre des renseignements *dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des obligations découlant de la présente Convention*. »

2 *Statut des formulaires – Formulaires obligatoires ou recommandés*

a *Formulaire de transmission (art. 12(2))*

28 Le Groupe de travail soutient très fermement le consensus existant (et reflété dans le texte de l'avant-projet révisé de Convention) sur le fait que le formulaire de transmission devrait être obligatoire. Le recours à ce formulaire simplifiera le processus de demande. En un seul coup d'œil, le gestionnaire du dossier saura que la demande est déposée en application de la Convention de La Haye. En outre, le formulaire identifie clairement les seuls documents pouvant être joints à la demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution en vertu de la Convention de La Haye, garantissant ainsi le fonctionnement correct de la Convention. La terminologie de ce formulaire étant calquée sur celle de la Convention, il serait peu probable qu'il requière une modification, sous réserve bien sûr que la Convention ne soit pas substantiellement amendée.

b *Accusé de réception (art. 12(3))*

29 Le Groupe de travail, pour les mêmes motifs, estime que le recours à l'accusé de réception devrait être obligatoire. Cet accusé de réception met en œuvre l'article 12(8) (c.-à-d. le refus de traiter une demande) ainsi qu'une partie de l'article 12(9) (c.-à-d. la possibilité pour l'Autorité centrale requise de rechercher des informations ou documents supplémentaires auprès de l'Autorité centrale requérante).

c *Résumé de la décision (art. 21(2))*

30 Le Groupe de travail suggère que le résumé de la décision ne soit pas obligatoire pour les États ayant fait une déclaration au titre de l'article 21(2). Le résumé serait inscrit en annexe à la Convention pour les États souhaitant l'utiliser. Le Groupe de travail est d'avis que ce formulaire est probablement celui qui permettra le plus de réduire les frais de traduction et de garantir un traitement rapide des demandes. Si ce formulaire n'est pas obligatoire, cela permettra à la Commission spéciale de le modifier si besoin. À cet égard, il ne serait peut-être pas nécessaire que la procédure de modification du formulaire de résumé suive la procédure d'amendement décrite à l'article 49.

[22] Voir Doc. prél. No 17 de mai 2006 (*op. cit.* note 1), au para. 14, pour plus d'informations sur ce formulaire.
[23] Voir, *supra*, para. 10.

Groupe de travail chargé des formulaires

j *Financial Circumstances Form (Arts 11(2)(a) and (b) and 21(1)(f))*

22 The same Financial Circumstances Form can be used for any of the applications. Thus, the Financial Circumstances Form being multifunctional is rather comprehensive. However, the form does not have to be completed in full for each application. A section of the form indicates which parts have to be completed for each application. It will also depend on the requirements of each State for financial information (*e.g.*, to establish the quantum or the provision of legal assistance). In that respect, the Working Group recommends using the Country Profile in combination with the Financial Circumstances Form.[22]

IV WORKING GROUP RECOMMENDATIONS TO THE DIPLOMATIC SESSION

1 *Proposals to modify the Revised Preliminary Draft Convention*

a *Article 10(2) – Application by the debtor for recognition and enforcement*

23 The Working Group suggests making available to a debtor an additional application under Article 10(2) for recognition and enforcement of a decision. The debtor could use this application to seek the recognition and enforcement of a decision.

b *Article 11, Option 1: Representation of the applicant by the Central Authority*

24 Some members of the Working Group indicated that, in some States, Central Authorities and competent authorities cannot act on behalf of an applicant in relation to enforcement actions or the establishment of a decision. One possible solution could be to include in all applications an indication to the effect that the applicant authorises the Central Authority of the requested State to act on his or her behalf in judicial or administrative proceedings or before other authorities. Country profiles could indicate whether the Central Authority is acting on behalf of the applicant. An additional provision that could read "an indication that the Central Authority of the requested State can act on behalf of the applicant before competent authorities" could be included in Article 11, Option 1, as an additional element to be included in an application. If so, Article 39 concerning power of attorney, which is still between brackets, could be deleted.

c *Article 12(2) – Application sent on behalf and with the consent of the applicant*

25 With regard to the attestation included at the end of each application,[23] the Working Group is of the view that Article 12 should be amended. The first sentence of Article 12(2) could read as follows: "The Central Authority of the requesting State shall, when satisfied that the application complies with the requirements of the Convention, transmit *on behalf of and with the consent of the applicant* the application to the Central Authority of the requested State."

d *Article 12(9) – At least three months to produce additional documents or information*

26 The Working Group is of the view that the period of three months should be expressed differently. As it now reads it is not clear when this periods ends. Therefore it is not clear when the Central Authority may decide that it will no longer process the application. The Working Group suggests that additional documents or information be produced "within a period of three months" rather than "within a period of at least three months".

e *Article 37(3)*

27 The Working Group is of the view that the rules for non-disclosure of information provided for under Article 37 may be insufficiently clear. It is not certain whether paragraph 3 of the Article provides enough flexibility. The Working Group suggests the following wording: "Nothing in this provision shall impede the gathering and transmitting of information *by and* between authorities *in so far as necessary to carry out the obligations under this Convention*."

2 *Status of the forms – Mandatory or recommended forms*

a *Transmittal Form (Art. 12(2))*

28 The Working Group strongly supports the existing consensus (as reflected in the text of the Revised Preliminary Draft Convention) that the Transmittal Form should be mandatory. The use of this form will streamline the process of applications. At a glance the caseworker will know that he / she is dealing with an application under the Hague Convention. Furthermore, the form clearly identifies the only attachments under the Convention that can accompany an Application for Recognition or Recognition and Enforcement thus ensuring regular application of the Convention. As the language of that form strictly follows the language of the Convention it is unlikely to need amendment unless substantive parts of the Convention are also amended.

b *Acknowledgement Form (Art. 12(3))*

29 For the same reasons, the Working Group is also of the view that the Acknowledgement Form should be mandatory. The Acknowledgement Form implements Article 12(8) (*i.e.*, refusal to process an application) and parts of Article 12(9) (*i.e.*, the possibility for the requested Central Authority to seek additional documents or information from the requesting Central Authority).

c *Abstract of a Decision (Art. 21(2))*

30 The Working Group is not proposing that the Abstract of a Decision be mandatory for the States that make a declaration under Article 21(2). The Abstract would be set out in an Annex to the Convention for the States that may want to use it. The Working Group is of the view that this is probably the form that will assist most in reducing costs of translations and ensuring the swift processing of applications. As the Abstract would not be mandatory, it could be amended from time to time by Special Commissions. In that respect, the amendment of the Abstract may not need to follow the amendment procedure set out in Article 49.

[22] See Prel. Doc. No 17 of May 2006 (*op. cit.* note 1), at para. 14, for additional information on this form.
[23] See, *supra*, para. 10.

d *Autres formulaires*

31 Le Groupe de travail comprend que la modification des formulaires obligatoires annexés à la Convention s'analyse en une modification de la Convention et que cela entraîne, pour bon nombre d'États, une procédure parlementaire complexe. Le Groupe de travail comprend également que pour certains États de tradition moniste, le recours à des formulaires obligatoires constituerait une trop grande ingérence en droit interne. Enfin, le Groupe de travail réalise que de nombreux formulaires doivent être adaptés aux différentes législations des États contractants. De tels formulaires nécessiteront en conséquent des ajustements réguliers. Néanmoins, pour les raisons exposées dans le présent Rapport[24], le Groupe de travail estime que tous les autres formulaires inscrits en annexe[25] de ce Rapport devraient idéalement être adoptés comme formulaires recommandés pendant la Session diplomatique de novembre 2007. Leur insertion dans l'Acte final de la Session diplomatique garantirait leur publication au sens de l'article 11(4) et faciliterait ainsi la mise en œuvre rapide de la Convention pour tous les États souhaitant devenir Parties à cet instrument[26]. Se faisant, un seul jeu de formulaire serait utilisé pour la Convention, réduisant ainsi la multiplication du travail et des efforts et la confusion pouvant en résulter[27].

32 Si la Session diplomatique n'était pas en mesure d'adopter (par manque de temps par exemple) tous les formulaires recommandés ou certains d'entre eux pour insertion dans l'Acte final, le Comité chargé des formulaires demande que la Session diplomatique:

1) approuve les formulaires exposés au Document préliminaire No 31-B, et plus particulièrement leur structure uniforme,

2) recommande l'examen approfondi des formulaires en vue de leur adoption lors d'une Commission spéciale qui sera convoquée à la première opportunité en application de l'article 48.

e *Modifications suggérées à l'article 49 – Amendement des formulaires*

33 Du fait que la Convention comprendrait des formulaires obligatoires et recommandés, le Groupe de travail pense qu'une procédure différente, s'ajoutant à celle prévue à l'article 49, devrait être inscrite dans la Convention pour l'élaboration et l'adoption de nouveaux formulaires recommandés, la modification et l'adoption des formulaires recommandés existants par la Commission spéciale ou même hors Commission spéciale.

V TRAVAUX FUTURS

34 Le Groupe de travail a établi une liste des travaux futurs qui pourraient être entrepris de manière prioritaire et non prioritaire. Le Groupe de travail suggère le développement des thèmes suivants :

1 *Prioritaire*

– Manuel pratique sur l'utilisation des formulaires
– Modèle de décision
– Formulaire de localisation du débiteur (art. 6(2)(b))
– Déclaration d'arrérages et / ou des sommes dues et payées (art. 21(1)(d))
– Formulaire sur l'ajustement automatique par indexation (art. 21(1)(e))
– Formulaire sur l'assistance juridique gratuite : 1) demande et 2) attestation relative à l'assistance juridique gratuite accordée (art. 21(1)(f))

2 *Non prioritaire*

– Requêtes de mesures spécifiques (art. 7)
– Déclarations de caractère exécutoire des actes authentiques et des accords privés (art. 26(2)(b))
– Document établissant que les conditions de l'article 33(2) sont remplies et que des prestations ont été accordées au créancier (art. 33(4))

[24] Voir en particulier, *supra*, para. 1.
[25] L'annexe de ce Rapport, Doc. prél. No 31-B de juillet 2007, n'est pas reproduite dans ce tome ; voir le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
[26] Cela permettrait également d'aider le Bureau Permanent à avancer dans le développement de son système *iSupport*, voir *supra*, para. 1.
[27] Il est important de noter qu'une Autorité centrale ne peut refuser de traiter une demande que s'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies (art. 12(8)). Ainsi, les formulaires en soi développés par le Groupe de travail devrait être traités puisque les informations et les documents qui y sont requis sont conformes aux exigences de la Convention. La seule façon de réserver le traitement de formulaires spécifiques entre deux États serait de conclure un accord à cet effet en vertu de l'art. 45.

Groupe de travail chargé des formulaires

d *Other forms*

31 The Working Group understands that the amendment of mandatory forms annexed to a Convention equates the amendment of a Convention, and for a number of States it implies complex parliamentary procedures. Furthermore, the Working Group understands that for some States of monist tradition the use of mandatory applications would intrude too far into domestic law. Finally, the Working Group realises that many of the forms have to adapt to the different laws of the Contracting States. As a result, such forms may need regular adjustments. Nevertheless, for all the reasons explained in this Report,[24] the Working Group is of the view that all the other forms set out in the Annex[25] to this Report should ideally be adopted as recommended forms during the November 2007 Diplomatic Session. Their inclusion in the Final Act of the Diplomatic Session would ensure their publication for the purpose of Article 11(4) thus facilitating the rapid implementation of the Convention for all the States that want to become Party to it.[26] Doing so will also assist ensuring that only one single set of forms will be used for the Convention thus alleviating duplication of work and efforts and the resulting confusion.[27]

32 Should it not be possible (*e.g.*, for reasons of time) for the Diplomatic Session to adopt some or all of the recommended forms for inclusion in the Final Act, the Forms Committee requests that the Diplomatic Session:

1) give its general endorsement to the forms set out in Preliminary Document No 31-B, in particular with regard to their uniform structure,

2) recommend further consideration, with a view to adoption, of the forms at a Special Commission meeting to be convened at the earliest opportunity under Article 48.

e *Modifications suggested to Article 49 – Amendment of forms*

33 As the Convention would include mandatory and recommended forms, the Working Group is of the view that a different procedure, in addition to the one provided for in Article 49, should be set out in the Convention for the development of new recommended forms, the amendment of existing recommended forms and their adoption, from time to time, during Special Commissions or maybe even outside Special Commissions.

V FUTURE WORK

34 The Working Group has made a list of possible future work to be undertaken on priority and non-priority bases. The Working Group suggests the development of the following items:

1 *Priority*

– Practical Handbook on the use of forms
– Model decision
– Form to locate the debtor (Art. 6(2)(b))
– Statement of arrears and / or amounts due and paid (Art. 21(1)(d))
– Form regarding automatic adjustment by indexation (Art. 21(1)(e))
– Free legal assistance forms: 1) application and 2) certificate regarding free legal assistance granted (Art. 21(1)(f))

2 *Non-priority*

– Request for specific measures (Art. 7)
– Statements of enforceability with respect to authentic instruments as well as private agreements (Art. 26(2)(b))
– Document establishing that the conditions of Article 33(2) are fulfilled and that benefits have been provided to the creditor (Art. 33(4))

[24] See in particular, *supra*, para. 1.
[25] The Annex to this Report, Doc. Prel. No 31-B of July 2007, has not been reproduced in this tome; see the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
[26] This would also assist the Permanent Bureau in advancing the development of the iSupport system, see *supra*, para. 1.
[27] It is to be noted that a Central Authority may refuse to process an application only if it is manifest that the requirements of the Convention are not fulfilled (Art. 12(8)). Therefore, the forms *per se* developed by the Working Group would have to be processed as their information and documentary requirements meet the requirements of the Convention. The only way to reserve the process of specific forms between two States would be to enter an agreement to that effect under Article 45.

Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative

PRÉPARÉ PAR LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Document préliminaire No 34 d'octobre 2007

PARTIE I – RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPÉRATION ADMINISTRATIVE[1]

INTRODUCTION

1 Durant la réunion de la Commission spéciale de juin 2004, le Groupe de travail informel sur la coopération administrative est devenu un Groupe de travail pleinement constitué de la Commission spéciale sur les aspects opérationnels de la coopération administrative dans le cadre de la Conférence de La Haye. La fonction du Groupe de travail en tant que comité officiel, secondé dans sa tâche par le Bureau Permanent, et doté de co-présidents et co-responsables des sous-comités plus nombreux, était d'appuyer la Commission spéciale dans l'exercice de ses attributions et de lui rendre compte de ses activités par les voies officielles.

2 Durant les réunions de la Commission spéciale tenues en 1999 et en 2003, les experts ont décidé que « le système de recouvrement international des aliments est excessivement complexe et les dispositions relatives à la coopération administrative devraient faire l'objet d'une refonte et d'un suivi adéquat »[2]. Ils ont soutenu que « l'instauration d'un système efficace de coopération administrative sera une composante essentielle, voire primordiale, du nouvel instrument sur le recouvrement international des aliments »[3]. Sur un plan général, ce système devrait être économique, souple et convivial ; les demandes devraient pouvoir être traitées rapidement et ne pas donner lieu à des obligations trop lourdes[4]. Le Groupe de travail sur la coopération administrative œuvre à la réalisation de ces objectifs.

Participation au Groupe de travail

3 Tout Membre de la Conférence de La Haye et tout État ou organisation internationale invités à participer aux travaux de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille pouvaient se joindre au Groupe de travail. Les invitations y afférentes ont été transmises à toutes les personnes qui ont assisté aux réunions de la Commission spéciale durant les trois dernières années.

4 Environ 60 personnes venues de 24 États et organisations ont participé aux travaux du Groupe de travail sur la coopération administrative entre la réunion de la Commission spéciale de juin 2006 et la Session diplomatique de novembre 2007.

Objectifs

5 Le Groupe de travail sur la coopération administrative poursuivait deux principaux objectifs :

– améliorer la coopération administrative entre les États qui traitent des obligations alimentaires internationales envers les enfants et d'autres membres de la famille ; et

– s'il y a lieu, formuler d'éventuelles recommandations sur la coopération administrative en vue des réunions de la Commission spéciale.

6 Ces objectifs ont été établis en partant du principe qu'une meilleure coopération administrative entre les États est la clé d'une application plus efficace des décisions relatives aux obligations alimentaires internationales envers les enfants et d'autres membres de la famille.

Structures

7 Le Groupe de travail sur la coopération administrative, structuré en tant que tel, prenait ses décisions par consensus. Les membres du Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé en étaient les animateurs. Mmes Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique) et Maria Kurucz (Hongrie) et M. Jorge Aguilar Castillo (Costa Rica) ont été désignés responsables des convocations pour le Groupe de travail.

8 Des sous-comités ont été formés pour cibler certains sujets prioritaires déjà identifiés par le Groupe de travail. Les sous-comités étaient composés de bénévoles de nombreux États et organisations internationales invités à participer aux travaux de la Commission spéciale.

Méthodes de travail

9 Durant la période séparant la Commission spéciale de 2006 et la Session diplomatique de 2007, le Groupe de travail sur la coopération administrative a continué de tenir des téléconférences en langue anglaise, l'interprétation en français et en espagnol étant disponible sur demande. Les sous-comités se sont réunis plus souvent, également au moyen de téléconférences, de listes de diffusion individuelles et par courrier électronique. De plus, une réunion présentielle s'est tenue entre les réunions de 2006 et de 2007 de la Commission spéciale.

Activités

10 Le Groupe de travail sur la coopération administrative s'est réuni deux fois par téléconférence, le 23 janvier 2007 et le 27 septembre 2007. Durant la première réunion, les participants ont donné la priorité à l'examen de deux thèmes en vue de la Commission spéciale de 2007, à savoir, le Profil des États et le suivi et l'examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de la Convention. Le Groupe de travail a conclu à la nécessité d'une réunion présentielle, qui s'est tenue en mars 2007 à Londres (Royaume-Uni).

[1] États et Organisations régionales d'intégration économique (ORIE) qui ont participé aux activités du GTCA depuis sa création : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Communauté européenne (Commission européenne), Costa Rica, États-Unis d'Amérique (co-présidence), Finlande, Hongrie (co-présidence), Israël, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, DIJuF, IAWJ, IBA et NCSEA. Les États et les ORIE n'ont pas assisté chaque année aux travaux du Groupe de travail depuis sa création.

[2] « Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) », établi par le Bureau Permanent, Doc. prél. No 5 d'octobre 2003, ci-dessus p. I-160 du présent tome, para. 10.

[3] « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par William Duncan, Secrétaire général adjoint, Doc. prél. No 3 d'avril 2003, ci-dessus p. I-54 du présent tome, chapitre II, para. 15.

[4] *Ibid.*, para. 15 et s.

Report of the Administrative Co-operation Working Group

PREPARED BY THE ADMINISTRATIVE CO-OPERATION WORKING GROUP

Preliminary Document No 34 of October 2007

PART I – REPORT OF THE ADMINISTRATIVE CO-OPERATION WORKING GROUP[1]

INTRODUCTION

1 At the Special Commission meeting of June 2004, the informal Administrative Co-operation Working Group became a fully constituted Hague Special Commission Working Group on the Operational Aspects of Administrative Co-operation. The Working Group's role as a formal committee, assisted by the Permanent Bureau, with an expanded number of co-convenors and sub-committee co-chairs, was to support the work of, and to report formally to, the Special Commission.

2 During the 1999 and 2003 Special Commissions, experts agreed that "the international system for the recovery of child support and other forms of family maintenance is excessively complex and that provisions for administrative co-operation need to be overhauled and properly monitored".[2] The view has been supported that "the establishment of an effective system of administrative co-operation will be an essential, and perhaps the most important, element in the new instrument on the international recovery of maintenance".[3] Overall, the system should be capable of being cost-effective, flexible and user-friendly, of processing requests swiftly, and should not impose obligations which are too burdensome.[4] The Administrative Co-operation Working Group works to support these objectives.

Membership

3 Any Member of the Hague Conference and any State or international organisation invited to participate in the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance could have taken part in the Working Group. Invitations to join in this work have been sent to all people attending the Special Commission meetings for the past three years.

4 Approximately 60 individuals from 24 countries and organisations participated in the Administrative Co-operation Working Group between the June 2006 Special Commission meeting and the November 2007 Diplomatic Session.

Goals

5 The Administrative Co-operation Working Group had two main goals:

– to improve administrative co-operation among those countries that handle international child support and other forms of family maintenance; and

– as appropriate, to develop possible recommendations on administrative co-operation for Special Commission meetings.

6 These goals are based on the assumption that improving administrative co-operation among countries is the key to improving international child support and other forms of family maintenance enforcement.

Structures

7 The Administrative Co-operation Working Group was structured as a working group, and decisions were reached by group consensus. Members of the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law served as facilitators, and Mary Helen Carlson (United States of America), Maria Kurucz (Hungary) and Jorge Aguilar Castillo (Costa Rica) were appointed as co-convenors of the Working Group.

8 Sub-committees were utilised in order to focus on priority topics that were identified by the Working Group. The Sub-committees were made up of volunteers from the numerous States and international organisations invited to participate in the Special Commission.

Working methods

9 The Administrative Co-operation Working Group continued to undertake teleconferences between the 2006 Special Commission meeting and the 2007 Diplomatic Session. Teleconferences were in fact conducted in English though facilities were available on request for French and Spanish interpretation. Sub-committees met more frequently, also by teleconference calls, individual listserv's and e-mail. An in-person meeting was also held between the 2006 and 2007 Special Commission meetings.

Activities

10 The Administrative Co-operation Working Group met twice via teleconference, on 23 January 2007 and 27 September 2007. During the first teleconference, participants prioritised continuing to focus on two topics for the upcoming 2007 Special Commission: the Country Profile, and the monitoring and review of the operation and implementation of the Convention. The Working Group concluded that an in-person meeting would be necessary. The meeting was held in March 2007 in London.

[1] States and Regional Economic Integration Organisations (REIOs) that have participated in ACWG activities since its formation: Australia, Austria, Belgium, Brazil, Canada, China, Costa Rica, Czech Republic, European Community (European Commission), Finland, Germany, Hungary (Co-convenor), Israel, Japan, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Romania, Slovenia, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States of America (Co-convenor), DIJuF, IAWJ, IBA, and NCSEA. Not all States or REIOs have participated in the ACWG every year since its formation.

[2] "Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003)", drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 5 of October 2003, *supra* p. I-161 of this tome, para. 10.

[3] "Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by William Duncan, Deputy Secretary General, Prel. Doc. No 3 of April 2003, *supra* p. I-55 of this tome, Chapter II, para. 15.

[4] *Ibid.*, paras 15 *et seq*.

11 Cette réunion a été divisée en deux parties : une réunion du Sous-comité chargé du Profil des États, et une autre du Groupe de travail sur la coopération administrative consacrée au suivi et à l'examen. Les conclusions de cette réunion seront reprises en détail dans le présent rapport.

12 Le Sous-comité chargé du Profil des États s'est réuni les 14 et 15 mars 2007 à Londres pour finaliser un questionnaire qui servira à diffuser « l'information spécifique sur les États afin que les autres pays puissent comprendre les exigences administratives, opérationnelles et politiques dans le cadre du traitement des demandes de ce pays »[5]. Ce Profil constituera un moyen extrêmement utile pour traiter des dossiers internationaux relevant de la nouvelle Convention et est évoqué à l'article 51 de l'avant-projet révisé de Convention de juin 2007, lequel établit que « [l]es États contractants peuvent, pour satisfaire à leurs obligations […], utiliser le profil des États [annexé à la Convention] »[6].

13 Le Sous-comité chargé du suivi et de l'examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de la Convention s'est réuni les 15 et 16 mars 2007 à Londres et a reçu le mandat d'approfondir les discussions sur les thèmes relatifs à la mise en œuvre post-Convention, à savoir, l'établissement des divers mécanismes nécessaires à l'examen de la mise en œuvre de la Convention, la diffusion des bonnes pratiques, et la création éventuelle d'un comité consultatif qui fournira un appui continu au titre de la mise en œuvre post-Convention.

14 Les rapports complets des deux Sous-comités suivent. Il importe de noter toutefois que durant l'année, le Groupe de travail sur la coopération administrative et le Groupe de travail chargé des formulaires se sont consultés. (Ce dernier était auparavant un sous-comité du Groupe de travail sur la coopération administrative ; lors de la réunion d'avril 2005 de la Commission spéciale, il est devenu un Groupe de travail indépendant, fonctionnant sous la coordination du Bureau Permanent.)

15 Les travaux effectués par le Groupe de travail sur la coopération administrative et ses Sous-comités devraient être considérés selon une perspective « évolutive ». Les rapports de ces Sous-comités contiennent de nombreuses propositions détaillées, qui ne font pas toutes l'unanimité au sein du Sous-comité ou du Groupe de travail. Nonobstant cela, tous les membres du Groupe de travail ont examiné les rapports des Sous-comités et ont approuvé les orientations générales, reconnaissant ainsi la nécessité de poursuivre des activités qui tiendront compte de toutes les observations et de toutes les recommandations formulées par la Session diplomatique.

PARTIE II – RAPPORT DU SOUS-COMITÉ CHARGÉ DU SUIVI ET DE L'EXAMEN DU FONCTIONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

INTRODUCTION

1 La réunion du Groupe de travail sur la coopération administrative, tenue les 15 et 16 mars 2007 à Londres, a permis au Sous-comité chargé du suivi et de l'examen de discuter de trois thèmes principaux : 1) l'élaboration de processus rationnels permettant de minimiser les coûts et donner ainsi un accès efficace aux procédures ; 2) la préparation de Guides de bonnes pratiques et d'autres sources d'informations qui guideront les États ayant mis en œuvre la Convention ou qui envisagent de le faire ; 3) la création et le fonctionnement d'un Comité de coopération des Autorités centrales en application de la Convention.

2 Cette réunion a rassemblé des représentants de 14 États (Allemagne, Brésil, Canada, Chine, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Finlande, Hongrie, Israël, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Slovénie et Suisse), de la Communauté européenne (Commission européenne), de l'Association internationale des femmes juges et de la *National Child Support Enforcement Association*. En outre, des représentants du Bureau Permanent ont assisté à la réunion et fait part de leurs connaissances ainsi que des enseignements qu'ils ont pu tirer d'autres Conventions sur le droit de la famille et qui se sont avérés utiles pour déterminer les modalités de suivi et d'examen de la Convention sur les obligations alimentaires envers les enfants.

Mise au point de processus rationnels qui minimisent les coûts afin de donner un accès efficace aux procédures

3 La question de la gratuité des services fournis par les États dans le cadre de dossiers internationaux demeure l'une des questions en suspens du projet de Convention. Bien que les services fournis par l'Autorité centrale de chaque État soient gratuits, il reste à déterminer si d'autres services, y compris l'assistance juridique, devraient être fournis à titre gracieux. Cette question a fait l'objet de discussions lors d'une réunion de la Commission spéciale tenue en mai 2007.

4 Le Sous-comité chargé du suivi et de l'examen a décidé que les membres du GTCA et d'autres États pourraient mieux analyser les questions de coûts s'ils disposaient d'un diagramme décrivant le cheminement des dossiers et présentant les coûts éventuels (par ex. de traduction, de tests génétiques, de localisation du débiteur) découlant de la Convention. Le diagramme en question a été préparé par un membre du GTCA et fait l'objet de discussions durant la réunion de Londres. À l'issue de ces discussions, les participants ont conclu qu'il serait utile aux membres du GTCA et autres délégués que des pays présentent des procédures mises en place pour réduire au minimum certains coûts.

5 L'Australie, le Brésil, le Costa Rica, la Norvège et la Slovaquie ont préparé des documents sur des procédures judiciaires ou administratives simples en vigueur sur leurs territoires respectifs. Certains de ces États ont également présenté des exposés sur leurs systèmes durant la réunion de la Commission spéciale de mai 2007.

[5] Doc. trav. No 5.
[6] « Avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Comité de rédaction sous l'autorité de la Commission spéciale, Doc. prél. No 29 de juin 2007, ci-dessus p. I-412 du présent tome, art. 51(2).

11 The in-person meeting was divided into two parts: a Country Profile Sub-committee meeting, and a monitoring and review-focused Administrative Co-operation Working Group meeting. The outcomes of this meeting will be discussed further in this report.

12 The Country Profile Sub-committee met on 14 and 15 March 2007 in London. The Sub-committee was tasked with finalising a Country Profile questionnaire, for the purpose of sharing "relevant country-specific information so that other countries can understand the administrative, operational and policy requirements for processing cases with that country".[5] This Profile will be an extremely useful tool for international case processing under the new Convention and is referenced in Article 51 of the June 2007 revised preliminary draft Convention, which provides that "Contracting States may, in fulfilling their obligations […], utilise the Country Profile [annexed to the Convention]".[6]

13 The Monitoring and Review of the Operation and Implementation of the Convention Sub-committee met on 15 and 16 March 2007 in London and was tasked with furthering discussion on issues related to post-Convention implementation. Examples of such issues include determining various mechanisms for reviewing Convention implementation, disseminating good practices, and considering the establishment of an advisory committee that will provide ongoing post-Convention implementation assistance.

14 The full reports of the two Sub-committees follow. It should be noted that throughout the year, consultations have taken place between the Administrative Co-operation Working Group and the Forms Working Group. (The Forms Working Group was previously a sub-committee of the Administrative Co-operation Working Group but was made an independent Working Group under the co-ordination of the Permanent Bureau at the April 2005 Special Commission meeting.)

15 The work being carried out by the Administrative Co-operation Working Group and its Sub-committees should be regarded as work "in progress". The Sub-committee reports contain many detailed suggestions, not all of which are necessarily supported by every member of the Sub-committee or of the Administrative Co-operation Working Group. However, the Working Group as a whole has reviewed the Sub-committee reports and endorses their general directions, recognising the need for continuing work which will take into account any feedback and guidance from the Diplomatic Session.

PART II – REPORT OF THE MONITORING AND REVIEW OF THE OPERATION AND IMPLEMENTATION OF THE CONVENTION SUB-COMMITTEE

INTRODUCTION

1 The 15 to 16 March 2007 meeting of the Administrative Co-operation Working Group in London afforded the Monitoring and Review Sub-committee an opportunity to discuss three main issues: 1) the development of streamlined processes that minimise costs as a means of providing effective access to procedures, 2) the development of Guides to Good Practice and other information that will assist countries that have implemented or are seeking to implement the Convention, and 3) the establishment and functions of a Central Authority Co-operation Committee under the Convention.

2 At the meeting, there were representatives from 14 countries (Brazil, Canada, China, Costa Rica, Finland, Germany, Hungary, Israel, New Zealand, Norway, Slovenia, Switzerland, the United Kingdom and the United States of America), the European Community (European Commission), the International Association of Women Judges, and the National Child Support Enforcement Association. In addition, Permanent Bureau representatives attended and shared knowledge and lessons learned from other family law Conventions that have proved helpful in deciding how to shape the monitoring and review of the Maintenance Convention.

The development of streamlined processes that minimise costs as a means of providing effective access to procedures

3 One of the remaining issues with the draft Convention is whether or not States will charge for services they provide in international cases. While services provided by each State's Central Authority will be provided free of charge, the issue of whether other services, including legal assistance, should be provided free of charge has not been resolved. It was discussed at a Special Commission meeting in May 2007.

4 The Monitoring and Review Sub-committee decided that it would help ACWG members and other States to better analyse the cost issue if there was a case processing flowchart that identified where costs (*e.g.*, translation, genetic testing, locating the debtor) might occur under the Convention. The flowchart was prepared by one ACWG member and was discussed at the London ACWG meeting. As a result of the discussion, it was agreed that it might be helpful to ACWG members and other delegates to the Special Commission if a number of countries identified procedures they had developed to minimise specific costs.

5 Australia, Brazil, Costa Rica, Norway and Slovakia prepared papers on simple judicial or administrative procedures in their States. Some of these countries also gave presentations on their systems during the May 2007 Special Commission meeting.

[5] Work. Doc. No 5.
[6] "Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee under the authority of the Special Commission, Prel. Doc. No 29 of June 2007, *supra* p. I-413 of this tome, Art. 51(2).

Élaboration de Guides de bonnes pratiques et d'autres éléments d'information pour guider les États qui appliqueront la Convention ou envisageront de le faire

Guides de bonnes pratiques

6 Les discussions relatives aux Guides de bonnes pratiques décrits ci-après sont un reflet des débats qui ont eu lieu durant la réunion du GTCA à Londres et figurent ici à toutes fins utiles. Il est entendu que les décisions à venir sur ces Guides émaneront, non pas du GTCA, mais des délégations à la Session diplomatique ou aux réunions de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention.

7 Les Guides de bonnes pratiques se sont avérés utiles dans le cadre d'autres Conventions de La Haye relatives au droit de la famille. En particulier, un de ces Guides, divisé en trois sections, a été mis au point pour la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*. Cet exemple est d'une utilité considérable pour cette dernière Convention et les avantages qui en résultent sont tels qu'il serait probablement utile d'en élaborer pour la Convention sur les obligations alimentaires aussi.

8 En consultation avec les États, les organisations compétentes et le Comité de coopération des Autorités centrales (voir plus loin la description de ce Comité), le Bureau Permanent pourrait établir des Guides, sur mandat de la Session diplomatique ou de la Commission spéciale chargée d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention. Une fois un mandat établi, et par le biais de questionnaires et de réunions de comités consultatifs, le Bureau Permanent pourrait produire un document réunissant un consensus et la Commission spéciale pourrait approuver la rédaction définitive.

9 En ce qui concerne la Convention sur les obligations alimentaires, trois Guides principaux pourraient s'avérer utiles : 1) un Guide de mise en œuvre de la Convention ; 2) un Guide sur le fonctionnement pratique de la Convention ; 3) un Guide sur l'administration d'une Autorité centrale efficace.

10 Le Guide sur la mise en œuvre de la Convention pourrait être employé par les États parties à la Convention ou ceux qui souhaitent le devenir. Il pourrait donc énumérer les étapes qu'un État doit franchir pour mettre en œuvre la Convention, décrire les mesures qui en garantiront le fonctionnement efficace dès l'entrée en vigueur, ainsi que les stratégies et les pratiques qui ont réussi dans d'autres États, sans oublier des exemples de mise en œuvre et d'expériences réussies.

11 Lors de la réunion du GTCA à Londres, il a été suggéré que le Guide sur la mise en œuvre de la Convention pourrait être élaboré peu après l'adoption de la Convention. Une première esquisse pourrait ainsi être disponible entre six et douze mois après la Session diplomatique. À ce moment, un groupe de travail pourrait examiner ce document et éventuellement le présenter lors d'une réunion de la Commission spéciale qui se tiendrait 18 mois après la Session diplomatique. Avec un peu de chance, la touche finale pourrait être apposée deux ans après ladite Session. Le Guide pourrait être mis à jour, le cas échéant sous forme de nouvelles éditions, à mesure que les États contractants gagnent en expérience. Les nouvelles éditions du Guide pourraient ainsi présenter des exemples de pratiques fructueuses et d'« enseignements tirés » par les États contractants.

12 Le Guide de bonnes pratiques sur le fonctionnement pratique de la Convention pourrait regrouper des « recettes » permettant aux États contractants de respecter leurs obligations conventionnelles et de s'acquitter de certaines fonctions indispensables. Ce Guide pourrait cibler en particulier les impératifs opérationnels, sans toutefois écarter certaines pratiques qui font uniquement l'objet de recommandations et n'auraient par conséquent aucune force juridiquement contraignante ; celles-ci n'entraveraient également pas l'autonomie du pouvoir judiciaire. À l'instar du Guide sur la mise en œuvre, ce manuel pourrait faire l'objet de mises à jour et d'actualisations grâce à l'expérience acquise dans la mise en œuvre de la Convention.

13 Le Guide sur l'administration d'une Autorité centrale efficace pourrait être conçu de manière à guider les Autorités centrales nouvelles et celles déjà établies, leur faire gagner du temps et ménager leurs efforts, en mettant à leur disposition tout un éventail de pratiques soumises à toutes les épreuves. Il traiterait de la création d'une Autorité centrale, de ses fonctions, qu'elle soit Autorité centrale requérante ou requise, ainsi que de la coopération avec ses homologues. Certains ont indiqué que ce Guide serait d'autant plus bénéfique que les travaux de rédaction débuteront immédiatement après la Session diplomatique. Comme les autres documents de cette nature, ce Guide pourrait être actualisé et mis à jour grâce à l'expérience acquise dans la mise en œuvre de la Convention.

14 Si besoin est, d'autres chapitres du Guide pourraient être rédigés sur demande de la Commission spéciale chargée de l'examen du fonctionnement pratique de la Convention. Cette Commission déterminerait les autres sections du Guide nécessaires, par exemple un Guide sur les mesures d'exécution ou le transfert de fonds. Il importerait également de réfléchir aux méthodes d'actualisation du Guide qui seraient efficaces.

Base de données jurisprudentielles

15 Le GTCA a également débattu d'une éventuelle base de données jurisprudentielles. Il a été convenu qu'une telle base de données est importante car elle encourage une interprétation uniforme de la Convention. Exploitées par les Autorités centrales, les juges, les avocats et toute personne intéressée, ces données sur la jurisprudence de la Convention pourraient être rassemblées dans une base gérée par le Bureau Permanent. Le meilleur exemple de ce type de base est celui de la base de données jurisprudentielles pour la Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants, INCADAT.

Système électronique de communication et de gestion de dossiers

16 L'élaboration d'un système électronique de communication et de gestion de dossiers a été suggérée comme l'un des moyens les plus efficaces pour améliorer la gestion des affaires interétatiques. Le Bureau Permanent travaille actuellement sur un système qui, éventuellement, pourrait être exploité dans chaque Autorité centrale.

17 Le système aurait pour objectif de gérer les dossiers, transmettre et recevoir dans différentes langues et en toute sécurité des demandes électroniques en rapport avec la Convention, et communiquer aux banques des directives sur le transfert électronique de fonds. Les membres du GTCA ont débattu diverses questions qui se posent dans le contexte d'un système de communication et de gestion de dossiers, parmi lesquelles : a) la possibilité d'utiliser ce

The development of Guides to Good Practice and other information that will support countries that have implemented or are seeking to implement the Convention

Guides to Good Practice

6 The following discussion of Good Practice Guides reflects the discussion at the ACWG London meeting and is presented here as it may be useful to other delegates. Of course, decisions about such Guides will be made by delegations at the Diplomatic Session or Special Commission meetings to review the practical operation of the Convention, and not by the ACWG.

7 Guides to Good Practice have proven beneficial under other Hague family law Conventions. In particular, a Good Practice Guide, to which there are three different parts, has been developed for the *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*. Such an example is extremely valuable to this Convention and the benefits are such that it seems likely that it would be useful for Good Practice Guides to be developed for the Maintenance Convention as well.

8 Guides could be developed by the Permanent Bureau in consultation with States, relevant organisations, and the Central Authority Co-operation Committee (discussed below). Development of various types of Guides would involve a mandate from the Diplomatic Session or of Special Commission meetings to review the practical operation of the Convention. Once a mandate is established, the Permanent Bureau could work through questionnaires and consultative committees to reach consensus, with a Special Commission approving the end product.

9 Three main Guides were identified as being potentially valuable to the Maintenance Convention: 1) a Guide to implementation of the Convention, 2) a Guide to Good Practice on the practical operation of the Convention, and 3) a Guide to operating an effective Central Authority.

10 The Guide to implementation of the Convention could be used by States that are Parties, or intend to become Parties, to the Convention. The Guide could describe the steps necessary for a State to be able to implement the Convention. It could include steps which ensure the Convention will operate effectively upon entry into force, and list strategies and practices that have been successful for other States, including implementation examples and success stories.

11 It was suggested at the ACWG London meeting that the Guide to implementation of the Convention should be developed soon after the Convention is adopted. An estimate for work on the Guide to implementation is that a first draft could be developed from six to twelve months after the Diplomatic Session. At this point a working group could review the draft, and possibly present it at a Special Commission meeting 18 months after the Diplomatic Session. With luck, final completion of the document could occur two years after the Diplomatic Session. The Guide could be revised as necessary, by producing a new edition, as Contracting States gain experience. The new edition to the Guide would build on successful practices listed and also provide examples of "lessons learned" by Contracting States.

12 The Guide to Good Practice on the practical operation of the Convention could be a practical "how-to" guide to help Contracting States meet their Convention obligations and perform necessary functions. The Guide could focus on operational needs, but would contain recommended practices only and would not be legally binding nor infringe on the independence of the judiciary. Like the Guide to implementation, this Guide could be revised and updated as experience with the Convention develops.

13 The Guide to operating an effective Central Authority could be designed to assist both new and established Central Authorities, and save them time and effort, by putting at their disposal a range of tried and tested practices. The Guide will discuss establishing the Central Authority, the role of the requesting Central Authority, the role of the requested Central Authority, and / or co-operation with other Central Authorities. It was suggested that this Guide would be most beneficial if work was started as soon as possible after the Diplomatic Session. Like the others, this Guide could be revised and updated as experience with the Convention develops.

14 Further Chapters of the Guide may be beneficial, as requested during the meetings of the Special Commission to review the practical operation of the Convention. The Special Commission will determine which further parts of the Guide will be needed, such as a Guide on enforcement techniques or transfer of payments. It would be important to consider the efficient and timely means of updating the Guide.

Case law database

15 The ACWG also discussed the possibility of a case law database. It was generally agreed that this would be important because it encourages consistent Convention interpretation. Used by Central Authorities, judges, lawyers and individuals, information about case law under the Convention could be housed in a database maintained by the Permanent Bureau. The best example is the existing case law database for the 1980 Child Abduction Convention ("INCADAT").

Electronic case management and communication system

16 It was suggested that the development of an electronic case management and communication system is one of the most effective means to enhance casework between countries. The Permanent Bureau is undertaking development of a system that could be implemented potentially in each Central Authority.

17 The goal of the system would be to manage cases, send and receive secured online applications under the Convention in different languages, and provide instructions to banks with regard to electronic transfer of funds. The ACWG members discussed various issues raised by a case management and communication system. These include a) the ability to use the case management system to produce

système pour produire des rapports sur les dossiers ; b) l'intégration ou non, dans le système, d'activités de recouvrement et de décaissement des fonds recouvrés ; c) la nécessité d'inclure dans le système les coordonnées des Autorités centrales ; d) la nécessité d'inclure dans le système une option permettant aux personnes chargées des dossiers de rédiger des notes permettant d'apporter un complément d'informations ; e) la capacité du système à s'accommoder de traductions dans différentes langues ; f) la capacité du système à faire la distinction entre les dossiers entrants et les dossiers sortants ; g) l'exclusion du système des dossiers transmis par demande directe.

18 Le logiciel *iChild* est un système de gestion de dossiers dans le cadre de la Convention sur l'enlèvement d'enfants. Ce système a nécessité, dans un premier temps, une phase pilote de trois mois dans 14 États et, dans un second temps, une autre phase pilote de 12 mois avec la participation de sept Autorités centrales, après une refonte du logiciel. Au total, 30 Autorités centrales se sont déclarées intéressées par une intégration de *iChild* dans leurs propres systèmes. Le logiciel peut produire des statistiques pour un utilisateur individuel (Autorité centrale) qui peuvent être incorporées à la base de données statistiques INCASTAT, laquelle regroupe les données sur l'enlèvement d'enfants et est accessible sur le site web de la Conférence de La Haye.

Statistiques

19 La production de données statistiques mesure le respect des normes conventionnelles et les résultats, aide à identifier des tendances dans le temps et permet également d'analyser les progrès réalisés. Plusieurs membres du GTCA ont fait part de la nécessité de trouver un point d'équilibre afin de réduire au minimum le fardeau que constitue la collecte de données pour les Autorités centrales, tout en garantissant que ces données soient pertinentes, qu'elles contribuent effectivement au suivi et à l'examen de la Convention et qu'elles mesurent les résultats de la mise en œuvre de la Convention.

20 Les données suivantes semblent être les plus pertinentes au suivi et à l'examen de la Convention ; elles pourraient également constituer la meilleure façon de mesurer les résultats de la mise en œuvre de cet instrument : a) nombre / volume de dossiers ; b) nature des demandes, par exemple celles relatives à la détermination, à la reconnaissance et à l'exécution ; c) pourcentage des sommes recouvrées ; et d) délais de traitement des dossiers.

Établissement d'un Comité de coopération des Autorités centrales dans le cadre de la future Convention

21 À l'issue de la Session diplomatique, le GTCA devrait poursuivre le précieux travail entrepris jusqu'à maintenant. Les États participants ont trouvé l'expérience utile, productive et souhaitable pour le travail post-Convention. Le GTCA offrirait une tribune permettant de poursuivre les discussions sur les questions de coopération administrative tandis que les États commenceraient à mettre en œuvre la Convention et permettrait d'assister le Bureau Permanent dans l'élaboration de Guides des bonnes pratiques sur la Convention. Cette mesure provisoire permettrait à une Commission spéciale ultérieure de considérer la mise sur pied d'un Comité permanent de coopération entre les Autorités centrales.

22 La Commission spéciale serait chargée de piloter les activités du Comité, qui n'aurait pas de pouvoir décisionnel mais remplirait plutôt une fonction consultative sous la direction de la Commission spéciale après l'entrée en vigueur de la Convention.

23 Un tel Comité pourrait avoir pour objectifs de remplir le rôle de tribune non officielle pour la promotion de la communication, de la coopération et des échanges entre les Autorités centrales et d'aider le Bureau Permanent et les Autorités centrales à réaliser le suivi et l'examen des activités post-Convention et à contribuer aux activités de mise en œuvre.

24 Le Comité de coopération des Autorités centrales fonctionnerait de façon informelle et flexible.

25 Les membres du Comité seraient en priorité les Autorités centrales des États qui ont adhéré à la Convention ou envisagent de le faire. Il a été suggéré que ce Comité crée également des sous-comités régionaux. Ainsi, les régions qui ont en commun une langue ou des défis particuliers pourraient éventuellement former leurs propres sous-comités dont les représentants (anglophones ou francophones) pourraient participer aux réunions ou aux conférences téléphoniques du Comité international. Cette solution réglerait, au moins en partie, les contraintes linguistiques au sein du Comité.

26 Il incomberait à la Commission spéciale de définir les fonctions du Comité, parmi lesquelles pourraient figurer les suivantes :

A Aider les Autorités centrales à assurer la mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention, notamment par les mesures suivantes :

a) former une tribune non officielle pour débattre des obstacles au fonctionnement efficace de la Convention et proposer des solutions à cet égard, par exemple la réduction du nombre de plaintes sur la Convention en identifiant les problèmes et en prenant les mesures nécessaires pour éliminer les obstacles et améliorer les résultats ;

b) former une tribune non officielle pour discuter des pratiques et procédures efficaces et encourager le recours à celles-ci au sein des Autorités et entre elles, et

c) promouvoir et animer des activités de formation pour toutes les entités et les personnes concernées par le recouvrement international des aliments.

(Note : l'on entend par « formation » le fait de familiariser les parties intéressées avec les dispositions particulières de la Convention et ses principes fondateurs, ainsi que d'identifier et de partager des bonnes pratiques. Par exemple, une entente de « jumelage » pourrait surgir d'une situation où une Autorité centrale débutante chercherait à obtenir le concours d'une Autorité centrale bien établie pour que celle-ci fournisse à la première des conseils, des procédures-types et des formations et lui propose éventuellement un échange de personnel pour une formation pratique ou pour mettre en commun les expériences acquises.)

B Prêter assistance au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye en :

a) transmettant des observations et commentaires sur le fonctionnement pratique de la Convention ;

b) fournissant une assistance et des contributions à la rédaction des Guides de bonnes pratiques ;

reports on cases, b) whether the system will incorporate activities regarding collections and disbursements of collections, c) the need for Central authority contact information to be incorporated into the system, d) the need for open text notes in the system where caseworkers can enter additional information, e) how the system will handle translation into different languages, f) how the system will distinguish between incoming and outgoing cases, and g) the exclusion of direct application cases in the system.

18 An example of a case management system is "iChild", the new case management software for the Child Abduction Convention. The development of this system involved a 3-month pilot with 14 States and a second 12-month pilot with seven Central Authorities after the software was revamped. Thirty Central authorities have expressed interest in incorporating iChild into their own system. iChild can generate statistics for the individual user (Central Authority) which may be added to the statistical database INCASTAT for child abduction cases which is hosted on the Hague Conference website.

Statistics

19 Statistical data reporting measures compliance and performance, helps to identify trends over time, and allows for analysis of progress made. Several ACWG members expressed the need to balance the need to minimise the burden of data collection on Central Authorities while ensuring the collection of data relevant to assist monitoring and review of the Convention and measure the results of the application of the Convention.

20 The types of data that may be most relevant to assisting the monitoring and review and measuring results of the application of the Convention could include the following: a) number / volume of cases; b) types of applications, such as establishment and recognition and enforcement; c) percentage of amount recovered; and d) the time taken to process cases.

The development of a Central Authority Co-operation Committee under the future Convention

21 After the Diplomatic Session, it is recommended that the ACWG continue the valuable work it has been engaged in to this point. Participating States have found it to be a useful and productive experience, as well as a desirable aspect of post-Convention work. Specifically the ACWG would offer a forum for continuing discussion of issues of administrative co-operation as States begin to implement the Convention and would provide advice to the Permanent Bureau in relation to the development of Guides to Good Practice under the Convention. This interim arrangement would be with a view to considering in a subsequent Special Commission the establishment of a standing Central Authority Co-operation Committee.

22 The Special Commission would direct the Committee's activities. The Committee would not be a decision-making body; it would serve an advisory role as directed by the Special Commission once the Convention is in effect.

23 The objectives of such a Committee could be to provide an informal forum for the promotion of communication, co-operation and networking among Central Authorities, and to assist the Permanent Bureau and the Central Authorities both in post-Convention monitoring and review activities and in providing implementation assistance.

24 The Central Authority Co-operation Committee would be informal and flexible.

25 Primary members might be Central Authorities of States that have joined or are considering joining the Convention. It was suggested that within this Committee, there could also be regional sub-committees. For example, regions which have a common language or problems could develop their own sub-committees, from which representatives (who speak English / French) could participate in meetings or conference calls of the international Committee. This would at least partially address the problem of how to deal with language issues in the Committee.

26 The Special Commission would determine the functions of the Committee, which could include the following:

A Assist Central Authorities with implementation and operation of the Convention, including by:

a) providing an informal forum to discuss obstacles to the effective operation of the Convention and propose solutions, for example, reducing complaints under the Convention by identifying issues and taking steps to remove barriers and improve performance;

b) providing an informal forum to discuss effective practices and procedures and promoting their use within and between Authorities; and

c) promoting and facilitating training for all bodies or persons involved in the international recovery of maintenance.

(Note: "training" includes familiarising interested parties with the details of the Convention and its underlying principles, as well as identifying and sharing good practices. For example, a "twinning" arrangement could arise if a developing Central Authority seeks assistance from a developed Central Authority to provide advice, model procedures, training and possibly an exchange of personnel for practical training and experience.)

B Assist the Permanent Bureau of the Hague Conference by:

a) providing feedback and making observations on the practical operation of the Convention;

b) providing assistance and input for the drafting of Guides to Good Practice;

c) produisant, pour examen par la Commission spéciale, un projet de rapport sur les activités réalisées par le Comité de coopération des Autorités centrales, et formulant également les recommandations qui s'imposent ; et

d) épaulant les actions de collecte de données statistiques, l'analyse et l'établissement de rapports, enfin la création et l'exploitation d'une base de données jurisprudentielles et d'une base de données sur la gestion des affaires.

27 De par sa structure, selon le besoin, le Comité de coopération des Autorités centrales pourrait éventuellement créer des sous-comités pour mieux traiter certaines questions précises qui entrent dans le cadre de son mandat. Ainsi, il serait peut-être nécessaire d'établir des sous-comités pour analyser de près la formation, les Guides de bonnes pratiques, la résolution des problèmes ou les communications.

PARTIE III – RAPPORT DU SOUS-COMITÉ CHARGÉ DU PROFIL DES ÉTATS

INTRODUCTION

1 Le Sous-comité chargé du Profil des États et de l'échange d'informations est composé de représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, des États-Unis d'Amérique, des Pays-Bas, de la Roumanie, du Royaume-Uni, du *National Child Support Enforcement Association* (NCSEA) et du Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé. Les vice-présidentes de ce Sous-comité sont Danièle Ménard, avocate et coordonnatrice de l'Unité de mise en œuvre de la politique d'appui à l'exécution des obligations alimentaires de la section de la Famille, des enfants et des adolescents du Ministère de la Justice du Canada et Ann Barkley, consultante et représentante du NCSEA (États-Unis d'Amérique).

2 En 2004, le Sous-comité a préparé un Profil des États qui comportait des informations significatives spécifiques aux pays, afin que les autres États puissent comprendre les exigences administratives, opérationnelles et politiques internes. Une première ébauche du Profil des États a été présentée à la Commission spéciale de juin 2004 et des ébauches subséquentes ont été présentées aux réunions de la Commission spéciale d'avril 2005 et de juin 2006.

3 Le Sous-comité a affiné le Profil des États entre les réunions de la Commission spéciale de 2006 et 2007. Le travail fait par le Sous-comité a été accompli par courriel, audioconférence et deux rencontres tenues à Ottawa les 13 et 14 mars 2006 et à Londres les 14 et 15 mars 2007. Ces rencontres, couronnées de succès, ont été parrainées par le Ministère de la Justice du Canada. Les participants aux deux rencontres comptaient des représentants de l'Australie, de l'Autriche, de la Barbade, de la Belgique, du Canada, de la Chine, du Costa Rica, des États-Unis d'Amérique, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Suède, du NCSEA et du Bureau Permanent. À la rencontre de Londres, les observateurs, qui ont aussi fait part de leurs commentaires durant les discussions, comptaient des représentants du Brésil, de la Communauté européenne (Commission européenne), du Costa Rica, de la Finlande, d'Israël, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Slovénie

4 Le Profil se veut un outil extrêmement utile pour le traitement des demandes internationales en vertu de la nouvelle Convention, et l'avant-projet révisé de Convention de juin 2007 y fait référence à l'article 51, qui dispose que « [l]es États contractants peuvent, pour satisfaire à leurs obligations […], utiliser le profil des États [annexé à la Convention] »[7]. Pour cette raison, le Sous-comité s'est efforcé de s'assurer que le langage employé dans le Profil des États reflète le plus fidèlement possible les articles pertinents de la Convention qui définissent les obligations qu'ont les pays en vertu de la Convention. Dans ce contexte, la principale préoccupation du Sous-comité et des participants de la rencontre de Londres était que la Convention adoptée précise le moment auquel l'information doit être fournie et qu'elle soit plus explicite sur le caractère, obligatoire ou recommandé, des informations qui devront être fournies par les États parties à la Convention.

5 Le Sous-comité a aussi travaillé à l'organisation du Profil des États et a décidé qu'il devrait être divisé en par-

[7] Doc. prél. No 29 de juin 2007 (*loc. cit.* note 6).

c) producing, for consideration by the Special Commission, a (draft) report on the activities of the Central Authority Co-operation Committee, including recommendations where appropriate; and

d) supporting efforts for statistical data collection, analysis and reporting, the establishment and operation of a case law database, and the establishment and operation of a case management database.

27 The structure of the Central Authority Co-operation Committee could involve establishing, as needed, sub-committees to better address specific topics that are applicable to the mandate of the Central Authority Co-operation Committee. For example, sub-committees may be needed to focus on different topics such as training, Guides to Good Practice, problem-solving and communications.

PART III – REPORT OF THE COUNTRY PROFILE SUB-COMMITTEE

INTRODUCTION

1 The Sub-committee on Country Profiles / Information Exchange included representatives from Australia, Belgium, Canada, Germany, the National Child Support Enforcement Association (NCSEA), the Netherlands, Romania, the United Kingdom, the United States of America, and the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law. The co-chairs of this Sub-committee were Danièle Ménard, Senior Counsel and Coordinator, Support Enforcement Policy and Implementation Unit, Family Children and Youth Section of the Department of Justice of Canada and Ann Barkley, Consultant and NCSEA representative (United States of America).

2 In 2004 the Sub-committee drafted a Country Profile that included relevant country-specific information so that other countries could understand the administrative, operational, and policy requirements for processing cases with that country. A first draft of the Country Profile was presented at the Special Commission held in June 2004 and subsequent drafts were presented at the Special Commission meetings of April 2005 and June 2006.

3 The Sub-committee continued to refine the Country Profile between the 2006 and 2007 Special Commission meetings. The work done by this Sub-committee was accomplished by e-mail, conference calls, and two in-person meetings held in Ottawa on 13 and 14 March 2006 and in London on 14 and 15 March 2007. These very successful meetings were sponsored by the Canadian Department of Justice. Participants in the two meetings included representatives from Australia, Austria, Barbados, Belgium, Canada, China, Costa Rica, Czech Republic, Poland, Romania, Sweden, the United Kingdom, the United States of America, NCSEA and the Permanent Bureau. At the London meeting, observers, who also commented during the discussions, included representatives from Brazil, Costa Rica, the European Community (European Commission), Finland, Israel, New Zealand, Norway and Slovenia.

4 The Profile is intended to be an extremely useful tool for international case processing under the new Convention and is currently referenced in Article 51 of the June 2007 revised preliminary draft Convention, which provides that "Contracting States may, in fulfilling their obligations […], utilise the Country Profile [annexed to the Convention]".[7] Therefore, the Sub-committee has made every effort to ensure that the Country Profile closely tracks the relevant Articles of the Convention that define what States' obligations will be under the Convention. In this context, the primary concern of the Sub-committee and participants at the London meeting was that the adopted Convention clearly describe when information is to be provided and be more explicit about what information is mandatory for States Party to the Convention and which is recommended for efficient processing.

5 The Sub-committee also worked on the organisation of the Country Profile and decided that it should be divided

[7] Prel. Doc. No 29 of June 2007 (*loc. cit.* note 6).

ties, tout en gardant en mémoire qu'il devrait refléter la terminologie de l'avant-projet de Convention, être plus convivial et convenir aux pays malgré leurs systèmes différents, tel que des systèmes judiciaire ou administratif ou tel que des États fédéraux ou unifiés. La partie 1 comprend des informations minimales ou obligatoires requises en vertu de la Convention lors de sa ratification et nécessaires au traitement efficace. La partie 2 comprend des informations pouvant être fournies à une date ultérieure, lesquelles sont recommandées pour un meilleur fonctionnement en vertu de la Convention.

6 Le consensus obtenu lors de la rencontre de Londres sur les délais pour compléter le Profil et limiter les frais se scinde en trois volets : Premièrement, la disponibilité d'une version électronique du Profil des États et le recours à un système de cases à cocher ou présélectionnées, de préférence à un système de questions appelant des réponses à développement, devrait grandement réduire le temps nécessaire pour répondre aux questions. Deuxièmement, l'élimination de réponses à développement va considérablement réduire les coûts de traduction. En outre, si cela est nécessaire au soutien de la Convention adoptée, les pays ayant participé à la rencontre de Londres ont convenu de traduire le document original (qui sera fourni aux délégués en anglais, français et espagnol) dans la langue spécifique à leur pays. Troisièmement, le Profil des États devrait comporter une table des matières incluant les titres du Profil des États, fournir des références aux articles de la Convention pour chaque question, si possible, et fournir des espaces facilement repérables indiquant la dernière mise à jour du pays participant.

7 Les participants de la rencontre de Londres ont convenu que le Profil des États ne devrait pas être annexé à la Convention. Les participants ont pensé qu'il serait peu judicieux que plusieurs années s'écoulent entre deux modifications de la Convention avant que le document soit mis à jour. De plus, les participants ont reconnu que le Profil des États présenté à la Session diplomatique de novembre 2007 devra être modifié pour refléter les décisions finales de la Session diplomatique. Par conséquent, le Sous-comité recommande que le Profil des États soit recommandé à l'article 51(2) de l'avant-projet révisé de Convention de juin 2007 et soit publié par la Conférence de La Haye. Le Sous-comité suggère d'utiliser la même formulation que celle de l'article 11(4) (première option) de l'avant-projet révisé.

8 En ce qui concerne le moment qui devrait être retenu pour soumettre les informations exigées par la Convention, le Sous-comité appuie la formulation utilisée à l'article 51(1) de l'avant-projet révisé de Convention.

9 Le Sous-comité adhère à la formulation de l'article 51(3) de l'avant-projet révisé de Convention : « Les informations sont tenues à jour par les États contractants. » Le Sous-comité recommande que toute modification des informations relatives à l'Autorité centrale soit immédiatement faite. Le format électronique du Profil des États recommandé fournit un moyen facile d'effectuer ces changements rapidement et avec précision. Les participants de la réunion de Londres, de même que le Sous-comité, recommandent que les pays se voient rappelé que les informations doivent être mise à jour annuellement.

into stages, keeping in mind that it should reflect the language of the draft Convention, be more user-friendly and be adapted to countries that have very different systems, such as court-based and administrative systems or federal and unified States. Stage 1 reflects the minimum or mandatory information required under the Convention upon ratification and which is needed for efficient processing. Stage 2 is the information that may be provided at a later date and is recommended for better operations under the Convention.

6 The consensus of the London meeting regarding the time and cost to complete the Country Profile was threefold: First, the electronic availability of the Country Profile and the inclusion of check-off or tick-boxes in lieu of questions that elicit narrative answers will greatly reduce the length of time required to respond to the questions. Second, the elimination of narrative answers will dramatically reduce the costs of translation. In support of this consensus, participating countries at the London meeting agreed that they would voluntarily translate the original document (which will be provided to delegates in English, French and Spanish) into their own country-specific languages if needed to support the adopted Convention. Third, the Country Profile should include a table of contents including the headings of the Country Profile, provide references to the Articles of the Convention for each question where possible, and provide easily viewable spaces of the last update by the participating country.

7 The consensus of the London meeting was that the Country Profile should not be annexed to the Convention. Participants thought it unwise to wait for years between amendments to the Convention to update the document. Also, participants recognise that the Country Profile presented to the Diplomatic Session in November 2007 will need to be modified to reflect the final decisions of the Diplomatic Session. Therefore, the Sub-committee recommends that the Country Profile be recommended in Article 51(2) of the revised preliminary draft Convention dated June 2007 and published by the Hague Conference. The Sub-committee suggests using the same wording as Article 11(4) (Option 1) of the revised preliminary draft.

8 With regards to the timing for submittal of the information required by the Convention, the Sub-committee supports the language of Article 51(1) of the revised preliminary draft Convention.

9 The Sub-committee agrees with Article 51(3) of the revised preliminary draft Convention: “Information shall be kept up to date by the Contracting States.” The Sub-committee recommends that any changes in the information provided about the Central Authority be made immediately. The electronic format of the recommended Country Profile provides an easy means of making those changes quickly and accurately. The consensus of the London meeting and the recommendation of the Sub-committee is that countries be reminded to update their required information annually.

Liste complète des observations relatives à l'avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille

Consolidated List of Comments on the Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance

Document préliminaire No 36 d'octobre 2007
Preliminary Document No 36 of October 2007

Table des matières/Table of contents

	Page
INTRODUCTION	I-470
PARTIE / *PART* I – OBSERVATIONS PAR ARTICLE SUR LE DOC. PRÉL. NO 29 / *COMMENTS BY ARTICLE ON PREL. DOC. NO 29*	I-470
PARTIE / *PART* II – OBSERVATIONS DU BUREAU PERMANENT RELATIVES AU DOC. PRÉL. NO 29 CONCERNANT LA LANGUE ET LE STYLE* / *COMMENTS OF THE PERMANENT BUREAU ON PREL. DOC. NO 29 CONCERNING LANGUAGE AND STYLE**	
ADDENDUM – PROPOSITIONS ET OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE SUR LA PRISE EN CONSIDÉRATION DES FRAIS DANS LE DOC. PRÉL. NO 29 / *PROPOSALS AND COMMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA ON THE TREATMENT OF COSTS IN PREL. DOC. NO* 29	I-501
ANNEXE / *APPENDIX*	I-505

INTRODUCTION

En vue de la préparation de la Session diplomatique qui aura lieu du 5 au 23 novembre 2007, le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé a envoyé, le 29 janvier 2007, une lettre circulaire invitant les Membres de la Conférence de La Haye, ainsi que les États non membres et les organisations internationales invités à prendre part aux réunions de la Commission spéciale, à transmettre au Bureau Permanent leurs commentaires et propositions de modifications relatifs à l'avant-projet de Convention (révisé ultérieurement par la Commission spéciale en mai 2007)[1]. Les commentaires et les propositions de modifications ayant été adressés au Bureau Permanent ont été regroupés dans le présent document préliminaire. L'ensemble des commentaires et des propositions de modification, tels que reçus par le Bureau Permanent, a déjà été publié sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).

Afin de faciliter les travaux de la Session diplomatique, le document préliminaire inclut également :
a) les observations du Comité de rédaction issues du Document préliminaire No 26[2] ;
b) les suggestions relatives au texte issues du projet de Rapport explicatif sur le l'avant-projet révisé de Convention[3], du Rapport du Groupe de travail sur les formulaires[4], et du Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative[5] ;
c) les suggestions du Bureau Permanent, incluant des commentaires relatifs à la langue et au style*.

In preparation for the 5 to 23 November 2007 Diplomatic Session, the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law, on 29 January 2007, sent a circular letter inviting Members of the Hague Conference, as well as non-Member States and international organisations which had been invited to participate as observers in the meetings of the Special Commission, to send to the Permanent Bureau their comments on, and any proposed amendments to, the preliminary draft Convention (subsequently revised by the Special Commission in May 2007).[1] The comments and proposed amendments addressed to the Permanent Bureau are consolidated in the present preliminary document. All the comments and proposed amendments have already been published, as received by the Permanent Bureau, on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

To facilitate the work of the Diplomatic Session, the preliminary document also includes:
a) observations of the Drafting Committee drawn from Preliminary Document No 26;[2]
b) suggestions concerning the text drawn from the draft Explanatory Report on the revised preliminary draft Convention,[3] from the Report of the Forms Working Group,[4] and from the Report of the Administrative Co-operation Working Group;[5]
*c) suggestions of the Permanent Bureau, including comments concerning language and style.**

PARTIE / *PART* I – OBSERVATIONS PAR ARTICLE SUR LE DOC. PRÉL. NO 29 / *COMMENTS BY ARTICLE ON PREL. DOC. NO 29*

PRÉAMBULE / *PREAMBLE*

CHAPITRE / *CHAPTER* I

Article premier / Article 1

Comité de rédaction/Drafting Committee – Le Comité de rédaction a considéré qu'il était inapproprié de faire une référence à « demandes directes » dans l'article traitant de l'« objet ». Cet article n'empêche pas les « demandes directes », et il serait trompeur de suggérer que la mise en place des dispositions relatives aux « demandes directes » constitue l'un des principaux objets de la Convention.
The Drafting Committee considered that a reference to "direct applications" in the "object" Article was inappro-

* La partie II de ce document n'est pas reproduite dans ce tome, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
* Part II of this document has not been reproduced in this tome, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
1 « Avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Comité de rédaction sous l'autorité de la Commission spéciale, Doc. prél. No 29 de juin 2007, ci-dessus p. I-412 du présent tome.

2 Doc. prél. No 26 de janvier 2007, ci-dessus p. I-406 du présent tome.
3 Doc. prél. No 32 d'octobre 2007, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
4 Doc. prél. No 31-A de juillet 2007, ci-dessus p. I-446 du présent tome.
5 Doc. prél. No 34 d'octobre 2007, ci-dessus p. I-458 du présent tome.
1 "Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", prepared by the Drafting Committee under the authority of the Special Commission, Prel. Doc. No 29 of June 2007, *supra* p. I-413 of this tome.
2 Prel. Doc. No 26 of January 2007, *supra* p. I-407 of this tome.
3 Prel. Doc. No 32 of August 2007, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).
4 Prel. Doc. No 31-A of July 2007, *supra* p. I-447 of this tome.
5 Prel. Doc. No 34 of October 2007, *supra* p. I-459 of this tome.

priate. Nothing in this Article precludes "direct applications", and it would be misleading to suggest that provision for "direct applications" is a primary object of the Convention.

Suisse/Switzerland – L'énumération des objectifs figurant à l'article premier (a) à (d) ne correspond pas aux buts primordiaux qu'est censé poursuivre le nouvel instrument, à savoir renforcer la coopération entre les autorités des États contractants et assurer la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'aliments. L'objectif fixé au paragraphe (b) a donc un caractère subsidiaire par rapport aux dits buts ; il serait même plus exact de dire qu'il fait partie intégrante de la coopération visée au paragraphe (a).
The aims contained in Article 1(a) to (d) do not correspond to the main aims that the new instrument is supposed to pursue, viz. to strengthen co-operation between the authorities of the Contracting States and to ensure the recognition and enforcement of maintenance decisions. The aim set out under paragraph (b) is therefore subsidiary to the other aims; it would even be more accurate to say that it is an integral part of the co-operation as defined under paragraph (a).

Article 2

Comité de rédaction/Drafting Committee – La nouvelle structure de l'article 2 n'en affecte pas le fond. Elle reflète le souhait de la Commission spéciale de, premièrement, décrire les principales obligations alimentaires auxquelles la Convention s'applique, puis les obligations auxquelles la Convention peut, en tout ou en partie, s'étendre par déclaration.
The new structure of Article 2 does not involve a change of substance. It reflects the wish of the Special Commission that the Article should begin by describing the core maintenance obligations to which the whole of the Convention applies, followed by the obligations to which the Convention, or parts of the Convention, may be extended by declaration.

Article 2(1)

Canada – Le Canada préférerait que les demandes d'aliments entre époux et ex-époux concomitantes aux demandes d'aliments envers des enfants soient incluses dans la Convention. En conséquence, nous proposons de garder le texte entre parenthèses au paragraphe 2(1).
Canada would prefer that the Convention include claims for spousal support made in combination with claims for maintenance in respect of children. Therefore, we would suggest retaining the bracketed text at Article 2(1).

États-Unis d'Amérique/United States of America – Remove the brackets and retain the bracketed language. We note that this paragraph needs to be read in conjunction with Article 10(3), which states that applications under the Convention shall be determined according to the law of the requested State.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We have a query about the interface between this paragraph and Option 2 of Article 14. Article 2(1) refers to "maintenance obligations arising from a parent-child relationship". Assuming the words in square brackets remain, this concept is extended to include a combined claim for spousal support. Article 14 *bis* (1) also refers to maintenance obligations arising from a parent-child relationship. It does not expressly refer to a combined claim for spousal support.
In light of Article 14 *ter*, we understand that the requirement to provide free legal assistance under Article 14 *bis* would not extend to spousal support that might be combined with that child support claim. However, the extended concept in Article 2(1) might be seen as colouring references to "maintenance obligations arising from a parent-child relationship" in other parts of the Convention, such as Article 14 *bis*.
We would have concerns if this were the case. To avoid this outcome, we would like to either see the drafting clarified or the intended approach reflected in the Explanatory Report.

Suisse/Switzerland – La Convention devrait tenir compte du fait que, dans nombre de pays, la formation initiale des enfants se prolonge au-delà de 21 ans et que, bien souvent, ceux-ci ne disposent pas de moyens de financement personnels jusqu'à ce qu'elle soit achevée. Cela étant, l'applicabilité de la Convention ne devrait pas être limitée aux obligations alimentaires à l'égard d'enfants de moins de 21 ans mais prolongée au-delà de cet âge notamment pour les enfants qui disposent d'un titre qui leur reconnaît un droit aux aliments au-delà de l'âge de 21 ans.
S'agissant des obligations alimentaires entre époux et ex-époux, nous apprécierions qu'un nouvel effort soit entrepris dans le but d'assurer une application aussi large que possible de la Convention.
The Convention should take account of the fact that initial education for children in many countries continues beyond the age of 21 and that these children often do not have their own financial means until this is completed. The applicability of the Convention should therefore not be restricted to support obligations to children up to the age of 21 but go beyond this and in particular also cover those who have obtained the entitlement to support beyond the age of 21.
In respect of the maintenance of a spouse, we would appreciate it if an additional effort could be made to secure as comprehensive as possible an application of the Convention.

Mercosur* **–** a) Propose to extend the capacity as beneficiary granted by the Convention to a child under the age of 21 to whomever, having reached that age, continues being a creditor pursuant to the law governing the application for support.
b) Delete brackets foreseen in Article 2, paragraph 1, in connection to claims between spouses or former spouses in combination with claims for maintenance in respect of such children, thereby confirming its contents.
c) Extend the rights granted to spouses and former spouses to non-married couples.
d) Include disabled persons.

Article 2(3)

Rapporteurs – Le Comité de rédaction n'a pas de mandat pour supprimer les mots du paragraphe 3. Étant donné que la Convention Protection des enfants de 1996 ne comporte pas de mots similaires, il est sans doute possible de les supprimer. Cependant, qu'ils demeurent ou non, la Commission spéciale s'est massivement prononcée pour l'extension des avantages de la Convention à tous les enfants sans discrimination, conformément aux articles 2 et 27 de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* (voir le para. 54 du projet de Rapport explicatif).
The Drafting Committee had no mandate to delete the words in paragraph 3. Given that no similar words appear in the 1996 Hague Child Protection Convention, it may

* Les membres de Mercosur sont : l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Les membres associés sont : la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela. / The Members of Mercosur are: Argentina, Brazil, Paraguay and Uruguay. Associated Members are: Bolivia, Chile, Colombia, Ecuador, Peru and Venezuela.

well be possible to delete them. However, whether the words remain or not, it was the overwhelming view of the Special Commission that the benefits of the Convention should extend to all children without discrimination in line with Articles 2 and 27 of the UN Convention on the Rights of the Child *(see para. 54 of the draft Explanatory Report).*

Australie/Australia – The text within square brackets should be retained. The draft Explanatory Report at paragraph 54 states that even if paragraph 3 is deleted, it is the overwhelming view of the Special Commission that the Convention applies to all children without discrimination. Paragraph 3 should be retained because it is preferable that it be overt that the Convention applies to all children without discrimination.
The difficulties for States that cannot accommodate this scope are acknowledged. The preferred approach is that these States rely on the "public policy" exception in Article 19(a) or an additional ground for refusing recognition and enforcement, as proposed in Working Document No 51.

Canada – Nous croyons que les dispositions de la Convention devraient s'appliquer aux enfants indépendamment du statut conjugal des parents et, par conséquent, que le texte entre crochets devrait être conservé à l'article 2, paragraphes 3 et 4.
We believe that the provisions of the Convention should apply to children regardless of the marital status of the parents, and therefore, that the text in square brackets should be retained at Article 2, paragraphs 3 and 4.

États-Unis d'Amérique/United States of America – Children cannot control the circumstances into which they are born. All children are entitled to support from their parents, without regard to the marital status of the parents. Even without the bracketed language, we would interpret Article 2 to cover all children. However, if there is any question about whether the Convention applies to all children, regardless of the marital status of the parents, the United States supports the removal of the brackets and the retention of the bracketed language.

Philippines – In paragraph 3 please delete square brackets. Consistent with the *Convention on the Rights of the Child*, this Convention should apply to all children without discrimination.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We strongly support the Convention extending to children regardless of the marital status of their parents. Having regard to the discussion in the draft Explanatory Report, we are relaxed whether this clause remains or is deleted.
Where States have concerns with the inclusion of children regardless of the marital status of their parents, we consider the Convention provides, or could readily provide, scope for these concerns to be accommodated:
– States can refuse to accept a case under Article 19(a) on the basis that recognition is manifestly incompatible with the public policy of the State addressed.
– The Convention could be amended to allow States to make a reservation if they have legal problems with the words (on the basis that Art. 57 is amended to allow this).
We recognise the validity of other States' concerns, but we believe they should not cause those States to reject the Convention altogether.

Mercosur – Delete brackets, confirming the wording of the paragraph and adding that "Decisions rendered pursuant to this Convention shall be without prejudice to questions of parentage and family relationships between support creditors and debtors. Where relevant, however, such decisions may be used as evidence", in accordance with the provisions set forth in Article 5 of the 1989 *Inter-American Convention on Support Obligations*.

Article 2(4)

Rapporteurs – Il faudrait peut-être préciser si un État contractant peut, tout en étendant ainsi l'application de la Convention, exclure les dispositions du chapitre VII (voir le para. 56 du projet de Rapport explicatif).
It should perhaps be clarified whether a Contracting State may, while extending the application of the Convention, exclude the provisions of Chapter VII (see para. 56 of the draft Explanatory Report).

Canada – Voir les observations du Canada sous l'article 2(3).
See comments of Canada under Article 2(3).

Mercosur – Delete brackets.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – Consequent on our comment above, if Article 2(3) is retained, we would support the removal of [ ] and retaining the text.

Footnote 2

We support allowing public bodies to apply to establish or modify a decision on behalf of a creditor. This ensures that those States which provide support for children and seek reimbursement from child support payments are not disadvantaged, if they need to take these steps.

Article 3

Comité de rédaction/Drafting Committee – Une définition de « résidence » ne figure plus à l'article 3. La définition partielle figure maintenant à l'article 9, le seul endroit où le concept de « résidence » est utilisée de façon autonome.
A definition of "residence" no longer appears in Article 3. The partial definition now appears in Article 9, the only place where the concept of "residence" is used on its own.

Article 3(a) et / and *(b)*

Australie/Australia – The definitions of "creditor" and "debtor" should be retained to make it clear that the Convention applies to persons who are seeking a maintenance decision for the first time, as well as persons who are already subject to a maintenance decision.

Canada – Nous proposons que la définition de « créancier » apparaissant à l'article 3 de la Convention soit précisée. Dans le projet de Rapport explicatif (para. 484), il est mentionné que « *the term 'creditor' includes, without any doubt, the child for whom maintenance was ordered* ». Toutefois, ailleurs dans le Rapport, le mot « créancier » semble parfois exclure l'enfant (à titre d'exemples, voir les para. 310, 313 et 320 du Rapport concernant l'art. 11 de la Convention). Le Canada est d'avis que la question est d'importance dans l'application de la Convention, notamment en ce qui a trait à l'article 15 qui pourrait viser la résidence habituelle du parent gardien, la résidence habituelle de l'enfant ou les deux à la fois. La signification exacte du mot « créancier » devrait donc être recherchée et précisée.
We suggest that the definition of "creditor" in Article 3 of the Convention be clarified. In the draft Explanatory Report (para. 484), it is stated that "the term 'creditor' includes, without any doubt, the child for whom maintenance was ordered". However, elsewhere in the Report, the term "creditor" appears at times to exclude the child (see, e.g.*,*

paras 310, 313 and 320 of the Report dealing with Art. 11 of the Convention). Canada is of the view that this issue is of importance in the application of the Convention, notably with respect to Article 15, which could be referring to the custodial parent's habitual residence, the child's habitual residence or both. Clarification of the exact meaning of the term "creditor" should therefore be sought.

Article 3(c)

États-Unis d'Amérique/United States of America – The definition of "legal assistance" is closely related to the treatment of costs in Articles 8 and 14. The United States intends to submit a separate paper on that topic and will address this definition there.

Mercosur – Delete brackets and ratify the definition given in Article 3(c), specially mentioning the costs of genetic testing, when such testing is necessary, and leaving the wording of the last sentence as follows: "[…] This includes assistance such as legal advice, assistance in bringing a case before an authority, legal representation and exemption *from costs of genetic testing when this is necessary and* from costs of proceedings."

Suisse/Switzerland – Afin de garantir que les autorités compétentes soient réellement en mesure de s'acquitter des obligations au titre de « l'assistance juridique », nous proposons d'abréger la définition de celle-ci selon le libellé ci-après :
« assistance juridique » signifie l'assistance nécessaire afin de permettre aux demandeurs de pouvoir faire valoir leurs droits et afin que leur demande soit traitée de façon efficace dans l'État requis. Cela comprend une assistance telle que des informations générales d'ordre juridique (au minimum), l'assistance dans le cadre d'une affaire portée devant une autorité et la représentation en justice.
En ce qui concerne les « conseils juridiques », nous maintenons qu'en Suisse les autorités compétentes (Autorité centrale à l'échelon fédéral et autorités cantonales chargées du recouvrement) ne sont pas en mesure d'offrir une telle prestation.
In order to ensure that the competent authorities can really comply with the duties that come under "legal assistance", we propose the following short text:
"legal assistance" means the assistance necessary to enable applicants to assert their rights and to ensure that applications are effectively dealt with in the requested State. This includes assistance such as general information of a legal nature (at least), assistance in bringing a case before an authority and legal representation.
In respect of "legal advice", we note that in Switzerland the competent authorities (Central Authority at federal level and cantonal authorities responsible for recovery) are not in a position to offer such a service.

CHAPITRE / *CHAPTER* II

Article 5

Article 5(*b)*

Comité de rédaction/Drafting Committee – Cette disposition devra être biffée si l'article 51 est accepté.
This provision may need to be deleted if Article 51 is accepted.

Australie/Australia – The obligation in paragraph (b) should be retained. It is important for the effective operation of the Convention. If Article 51 is accepted then paragraph (b) could be deleted.

États-Unis d'Amérique/United States of America – Article 5(b) is repeated in Article 51(1)(a), except that Article 5 imposes the obligation to provide the information about maintenance laws and procedures on the Central Authority, while Article 51 imposes it on the Contracting State. We strongly support the retention of all of Article 51 and the removal of the brackets. If Article 51 is retained, Article 5(b) can be deleted.

Article 6

États-Unis d'Amérique/United States of America – Article 6 is closely related to the treatment of costs, and we will address this relationship in the separate paper we submit on costs.

Suisse/Switzerland – C'est ici le lieu de rappeler les fonctions des Autorités centrales, y compris la requête de mesures spécifiques (v., notamment, art. 5 à 7), et de souligner l'importance de la coordination de la nouvelle Convention avec les autres instruments internationaux existants (art. 45). À ce propos, la délégation suisse a toujours insisté sur le fait que la nouvelle Convention ne saurait entraîner la caducité de normes en vigueur dans le domaine de l'entraide judiciaire. Cette remarque vaut en particulier pour les dispositions qui ont trait aux notifications des actes judiciaires et à l'obtention de preuves (notamment celles que contiennent la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale* et la *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale*). Ainsi la notification des actes judiciaires et l'obtention des preuves sont soumises à des règles précises. Celles-ci sont garantes du respect des droits des défendeurs. Leur non-respect peut entraver la reconnaissance d'une décision, ce qu'il convient d'éviter. De ce point de vue, nous considérons comme problématiques, d'une part, le fait de vouloir faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire et la signification et la notification des actes (art. 6(2)(g) et (j)), d'autre part, l'idée de fournir une assistance pour établir la filiation et d'introduire ou de faciliter l'introduction de procédures afin d'obtenir des mesures provisoires (art. 6(2)(h) et (i)). Qu'une demande soit pendante ou non ne change rien à ce problème (art. 7). Sous l'empire de la *Convention du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* (Convention de New York), la pratique actuelle permet, d'ores et déjà, de mesurer pleinement les difficultés auxquelles on se heurterait si la transmission des demandes de notification des actes et d'obtention des preuves était régie non plus par les normes sur l'entraide judiciaire mais par la Convention sur le recouvrement des aliments et si elle incombait aux Autorités centrales instituées par cette dernière : la garantie des droits de procédure des parties en serait sérieusement menacée, ne serait-ce qu'en raison de la brièveté excessive des délais applicables aux procédures, dans nombre de cas.
Under this heading, reference must be made to the functions of the Central Authorities including the application for specific measures (see Arts 5 to 7) and to the importance of the co-ordination of the new Convention with other existing international instruments (Art. 45). In this regard the Swiss delegation has always maintained that the new Convention would not be able to invalidate the existing provisions on international judicial assistance. This comment holds true particularly for the provisions on the service of documents and the taking of evidence (particularly those contained in the Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters *and the* Hague

Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters*). The service of documents and the taking of evidence are therefore subject to strict rules guaranteeing the respect of the rights of defendants. If these rights are not respected, this can prejudice the recognition of a decision, which should be avoided. From this point of view we consider as problematic both the fact of wanting to facilitate the obtaining of documentary or other evidence and the service of documents (Art. 6(2)(g) and (j)), and the idea of providing assistance in establishing parentage and to initiate or facilitate the institution of proceedings to obtain any necessary provisional measures (Art. 6(2)(h) and (i)). Whether or not an application is pending makes no difference at all to this problem (Art. 7). Current practice under the* Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance *(New York Convention) already makes it possible to fully gauge the difficulties that would arise if the transmission of requests for service of documents and the taking of evidence were no longer governed by international judicial assistance norms but by the Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance and if it were the responsibility of the Central Authorities established under the latter Convention: the guaranteeing of the rights of proceedings of the parties would be seriously threatened, not least by the extreme shortness of the deadlines applying to the proceedings.*

Article 6(1)(b)

Australie/Australia – The draft Explanatory Report states that sub-paragraph (b) is inspired by Article 7 of the 1980 Hague Child Abduction Convention, but the words "judicial or administrative" have been deleted before "proceedings". These additional words should be included in this Convention also, to avoid any doubt that appropriate proceedings may be of either a judicial or administrative nature.

Article 6(2)(b)

Australie/Australia – The words "or the creditor" in sub-paragraph (b) should be retained to ensure applications made by a debtor can be processed effectively.

Suisse/Switzerland – La délégation suisse s'est toujours opposée à ce que l'on instaure pour les Autorités centrales une obligation d'agir pour le compte des débiteurs, au titre de la Convention, et cela notamment en raison des difficultés auxquelles se heurteraient ces autorités si elles devaient déployer la même activité en faveur du créancier et du débiteur (v. également la section 2.5 des commentaires formulés par la Suisse et portant sur l'Esquisse de Convention d'octobre 2005, dans le Doc. prél. No 23 de juin 2006 : « […] La faculté accordée au débiteur de demander, par la voie de l'Autorité centrale, la modification d'une décision en matière d'aliments est, à notre avis, de nature à engendrer un conflit d'intérêts pour les Autorités centrales, lorsqu'elles ont déjà entrepris des démarches pour le compte du créancier. Cette faculté entraîne pour le moins une complication notable du déroulement des procédures. Il convient également de ne pas perdre de vue les problèmes de coûts qui se poseront aux autorités […] »[1]). Or, par la suite, le Comité de rédaction a introduit une clause obligeant les Autorités centrales à localiser les créanciers (et ce avant même qu'une demande au sens de la Convention ait été introduite ; v. art. 7). Cette clause ne correspond plus du tout à l'objectif de la Convention qui est de garantir le recouvrement d'aliments par des créanciers (souvent nécessiteux).
The Swiss delegation has always resisted an obligation to act on behalf of debtors being imposed under the Convention on the Central Authorities in large part due to the difficulties these authorities would encounter if they had to carry out the same activity on behalf of the creditor and debtor (see, too, section 2.5 of the comments made by Switzerland regarding the tentative draft Convention of October 2005, in Preliminary Document No 23 of June 2006: "[…] The right granted to the debtor to request, via the Central Authorities, a modification of a maintenance decision is, in our opinion, likely to cause a conflict of interests for the Central Authorities which are already taking steps on behalf of the creditor. At the very least this right would substantially complicate the course of the proceedings. It is important also not to lose sight of the problems regarding costs which the authorities will face […]"[1]). Now the Drafting Committee has included a clause stipulating that the Central Authorities have a duty to locate the creditor (and this also prior to the submission of an application under the Convention, see Art. 7). This clause is no longer in keeping with the objective of the Convention, which is to guarantee recovery of maintenance by the (often needy) creditor.

Article 6(2)(c)

Suisse/Switzerland – En Suisse, les possibilités qui s'offrent en matière de recherche d'informations relatives au patrimoine sont très restreintes. Par ailleurs, il ressort du paragraphe 142 du projet de Rapport explicatif que de telles informations sur le débiteur pourraient être utilisées, par exemple, dans le cadre d'une procédure visant à l'obtention d'une décision en matière d'aliments engagée dans l'État de résidence du créancier. Toutefois, cela doit être mis en relation avec la problématique exposée ci-dessus dans le commentaire général concernant l'article 6. En l'occurrence, il s'agirait d'une obtention de preuves à laquelle il y aurait lieu de procéder conformément aux normes internationales en vigueur.
In Switzerland, opportunities to obtain information relating to financial circumstances are very limited. In addition, it can be seen from paragraph 142 of the draft Explanatory Report that such information on the debtor could be used, for example, for proceedings to obtain a ruling on maintenance in the creditor's state. This must be seen, however, in the light of the problem described in the general comments on Article 6 above. Here it would relate to a taking of evidence that would have to be carried out in accordance with existing international regulations.

Article 6(2)(h)

Suisse/Switzerland – L'établissement de la filiation sort du cadre de la Convention en préparation. Elle constitue une charge trop lourde pour les Autorités centrales. Il serait par conséquent souhaitable que ce point soit réglé dans un instrument distinct. De même, l'assistance que seraient tenues de fournir les Autorités centrales pour établir la filiation en vue du recouvrement d'aliments (art. 6(2)(h)) n'est-elle pas sans poser de problèmes, ainsi que nous l'avons déjà relevé.
The establishment of parentage goes beyond the scope of the Convention being drawn up. It is too great a burden for the Central Authorities. It would therefore be advisable to have this point regulated in a separate instrument. Similarly, any assistance that the Central Authorities would be required to provide in order to establish parentage with a

[1] « Observations portant sur l'Esquisse de projet de Convention (Doc. prél. No 16) », Doc. prél. No 23 de juin 2006, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).

[1] "Comments on the Tentative Draft Convention (Prel. Doc. No 16)", Prel. Doc. No 23 of June 2006, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

view to recovery of maintenance (Art. 6(2)(h)) also poses problems as we already pointed out.

Article 6(2)(i)

États-Unis d'Amérique/United States of America – The United States supports the removal of the brackets and the retention of the bracketed language. The obligation to take "all appropriate measures" to "initiate or facilitate" the institution of proceedings to obtain "any necessary provisional measures" (*i.e.*, freezing of the debtor's assets pending the outcome of the maintenance case) is extremely flexible. Given this flexibility, there can be no harm in including it. And, it might help countries that would like their child support Central Authorities to be able to handle requests from other countries for provisional measures such as the freezing of assets but need a treaty basis in order to be able to do so under their domestic law.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We favour removing the [ ] around this paragraph and retaining the text.

Mercosur – Ratify contents, deleting brackets.

Article 7

Canada – Nous sommes en faveur de l'inclusion des dispositions de l'article 7 concernant les requêtes de mesures spécifiques, mais nous sommes convaincus qu'il doit être clair que l'exécution de ces mesures est laissée à la discrétion de l'Autorité centrale requise.
We support the inclusion of the provisions at Article 7 concerning requests for specific measures, but feel strongly that it must be clear that performance of such measures are discretionary on the part of the requested Central Authority.

États-Unis d'Amérique/United States of America – Given the very real benefit to children that this Article will provide, the very flexible language of the measures under Article 6, and the discretionary nature of the obligations under Article 7, we support the deletion of all brackets within Article 7 and the retention of the bracketed language. The Explanatory Report notes, at paragraph 208, that such specific measures "can already be accomplished on a voluntary basis under the 1956 New York Convention", and the United States strongly agrees with the Reporters' comments at paragraph 217 that "[i]t would be unfortunate if [the language in square brackets was] omitted from a Convention whose primary aim is to improve the recovery of maintenance for children".

Suisse/Switzerland – Voir également les observations de la Suisse sous l'article 6.
See also comments of Switzerland under Article 6.

Article 7(1)

Comité de rédaction/Drafting Committee – L'ajout du deuxième jeu de termes entre crochets (c.-à-d. « à faire une demande prévue à l'article 10 ou ») pourrait être nécessaire si la référence à l'article 6(2)(g), (h), (i) et (j) est retenue dans le premier jeu de termes entre crochets.
*The addition of the language in the second set of brackets (*i.e.*, "in making an application under Article 10 or") may be necessary if reference to Article 6(2)(g), (h), (i) and (j) is retained in the first set of bracketed language.*

Australie/Australia – There is uncertainty about the application of Article 7 in a case where an application under the Convention is not yet contemplated. For example, if a creditor in Australia seeks establishment of a maintenance decision by an Australian authority against a debtor living in the United Kingdom. At this stage it is not yet necessary to contemplate an application under the Convention because the debtor may pay voluntarily, but it would be very useful to be able to obtain accurate information about the income and other financial resources of the debtor for the purpose of establishment.
The above situation is not covered by the current wording of Article 7(1), because at the time of the request no application under Article 10 is contemplated. It would appear to instead fall within Article 7(2) as an internal case having an international element. However, the draft Explanatory Report is not clear on this point. Paragraph 199 identifies one situation in which a request for specific measures could be made by a Central Authority as "where establishment, modification or enforcement of a maintenance decision is being undertaken in the requesting country and help from the requested country is needed for the proceedings" and implies that this situation does fall within Article 7(1). Paragraph 211 states that a request under Article 7(1) could be made to assist a person to decide if an Article 10 application "should or *could*" be made (emphasis added) and paragraph 212 refers to a "possible" Article 10 application. This also implies that a request under Article 7(1) could properly be made where no application under Article 10 is contemplated.
The wider application for Article 7(1) implied in the Explanatory Report is preferred because this would directly support the aim of the Convention to improve the international recovery of child maintenance. The wording of Article 7(1) could be clarified by amending the second sentence as follows:
"The Requested Central Authority shall take such measures if satisfied that they are necessary to assist a potential applicant under Article 10."
This would also make clear the difference between Article 7(1) and 7(2).
The reference in Article 7(1) to Article 6(2)(g), (h), (i) and (j) is supported.

Canada – Nous sommes en faveur de l'inclusion du texte entre crochets à la deuxième phrase du paragraphe 7(1) afin de clarifier que les demandes mentionnées au paragraphe 1 doivent être liées à une demande potentielle prévue à l'article 10.
We support the inclusion of the text in square brackets in the second sentence of Article 7(1) in order to clarify that the requests referred to in paragraph 1 must be tied to a potential application under Article 10.

États-Unis d'Amérique/United States of America – We believe that this [Article 7] is an important article, because, in some situations, it may be necessary for a requested Central Authority to take certain specific measures (such as locating the debtor) in order for an applicant in the requesting State to be able to complete an application to be sent to the requested State. That is the situation covered by Article 7(1). The United States strongly urges that Article 7(1) be as broad as possible. Therefore, we support the deletion of all of the brackets and the retention of all of the bracketed language. Including Article 6(2)(g), (h), (i), and (j) (facilitation of the obtaining of evidence, the provision of assistance in establishing parentage, assistance with provisional measures, and facilitation of service of documents) in the list of measures will expand the usefulness of Article 7(1).

Suisse/Switzerland – Voir commentaire sous l'article 6.
See comment under Article 6.

Article 7(2)

Australie/Australia – Article 7(2) should be retained.

Canada – Nous sommes en faveur de l'inclusion du texte de l'article 7(2).
We support the inclusion of the text in Article 7(2).

États-Unis d'Amérique/United States of America – Article 7(2) is important because it might enable a requesting State to keep the case, at least until an order is established, rather than sending the entire case to the requested State, if the requested State could, instead, simply take certain measures to help the requesting State. This could result in significantly improved efficiency and reduction in overall costs of the action. We support the deletion of the brackets and the retention of the bracketed language.

Article 8

États-Unis d'Amérique/United States of America – Article 8 is closely related to Articles 6, 14, and 40. The United States intends to submit a separate paper dealing with these cost-related articles because of the importance of these articles to us. Our only comment here is that we do not believe that there is any reason to treat costs related to Article 7 requests any differently than costs related to Article 10 requests. We will explain why in our costs paper.

Article 8(2)

Suisse/Switzerland – Avant d'entreprendre toute démarche, il y aurait lieu de communiquer à l'autorité requérante le montant des frais au sens de l'art 8, paragraphe 2, et de demander à celle-ci qu'elle en garantisse le paiement.
The costs as set out in Article 8(2) should be notified to the requesting authority prior to providing a service and the requesting authority should be requested to guarantee payment of these costs.

CHAPITRE / *CHAPTER* III

Article 9

Comité de rédaction/Drafting Committee – Voir l'article 3 ci-dessus pour une explication concernant l'insertion de la phrase : « Aux fins de la présente disposition, la résidence exclut la simple présence. »
See Article 3 above for an explanation concerning the inclusion of the sentence: "For the purpose of this provision, residence excludes mere presence."

Article 10

Article 10(1)

Suisse/Switzerland – L'obtention et la modification de décisions qui sont prévues à l'article 10(1), ne figurent pas au nombre des objets primordiaux de la Convention. En outre, elles devraient dans toute la mesure du possible avoir lieu dans l'État de résidence du créancier, à moins que toute compétence lui fasse défaut ou encore que la reconnaissance et l'exécution d'une décision rendue dans cet État soit impossible dans l'État requis en raison de l'absence d'une base de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 17.
The establishment and modification of decisions provided for in Article 10(1) are not the (primary) object of this Convention. They should also, as far as possible, take place in the creditor's State of residence unless this State has no jurisdiction in the matter, or recognition and enforcement of a decision issued in that State were not possible in the requested State due to the absence of a basis of recognition and enforcement as defined in Article 17.

Article 10(1)(c)

Suisse/Switzerland – Voir commentaire sous l'article 6.
See comment under Article 6.

Article 10(1)(d)

Australie/Australia – Sub-paragraph (d) is currently limited to cases where the bases for refusing to recognise or enforce a prior decision are a lack of jurisdiction under Article 17 or the grounds specified in Article 19(b) or (e). This provision should also apply where the ground for refusal was Article 19(a) (recognition or enforcement of a decision is manifestly incompatible with the public policy of the State addressed). It is possible that recognition of a decision is refused on this basis, but a decision could be established in the State addressed for the same parties under different conditions.
For example, the laws of a Contracting State may permit marriage between same-sex persons and a maintenance decision of that state may be based on such a marriage. The Commonwealth laws of Australia do not provide for recognition of a maintenance decision that is based on a same-sex relationship. However, some State and Territory legislation provides for the establishment of a maintenance decision based on a *de facto* relationship between the same parties.
A further example is a decision concerning a maintenance obligation towards a child born out of wedlock. At a previous Special Commission meeting it was suggested by one expert that a state may be unable to recognise and enforce such a decision, but this did not mean maintenance could not be obtained for the child by other means, for example if the debtor acknowledges the child. Provision for an application for establishment of a new decision may be useful in these circumstances.

Article 10(2)

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il faudra examiner la possibilité d'inclure une demande de reconnaissance ou d'obtention d'une décision par le débiteur.
Consideration should be given to the inclusion of an application by the debtor for recognition or for establishment of a decision.

Australie/Australia – Applications under Article 10(2) should be equally subject to the obligations to provide assistance in Article 6 and to provide effective access in Article 14.
Paragraph 2 should also provide for applications by "debtors" for establishment of a decision. This would create a greater equity between debtors and creditors and encourage debtors to accept responsibility for maintenance obligations. These applications would be subject to the jurisdictional rules of the requested state.
The following wording is proposed:
"The following categories of application shall be available to a debtor in a requesting State seeking to pay maintenance under this Convention or against whom there is an existing maintenance decision:
(a) establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision;
(b) modification of a decision made in the requested State;
(c) modification of a decision made in a State other than the requested State."

Suisse/Switzerland – S'agissant de l'obligation des Autorités centrales d'agir en faveur du débiteur (art. 10(2)), nous réitérons notre point de vue et renvoyons aux considérations que nous avons émises sous l'article 6(2)(b) : la faculté accordée au débiteur de demander, par la voie de l'Autorité centrale, la modification d'une décision en matière d'aliments est, à notre avis, de nature à engendrer un conflit d'intérêts pour les Autorités centrales, lorsqu'elles ont déjà entrepris des démarches pour le compte du créancier. Cette faculté entraîne, pour le moins, une complication notable du déroulement des procédures. Même si – ainsi que certains États l'affirment – il n'existe pas de représentation ni pour le débiteur ni pour le créancier, seuls les intérêts de l'État étant représentés, on ne voit pas pourquoi l'État devrait déployer des activités en faveur du débiteur. La Convention qui nous occupe vise à obtenir le recouvrement de créances alimentaires et non point à aider, gratuitement (en principe, les Autorités centrales ne facturent pas leurs prestations) et aux frais du contribuable, le débiteur juridiquement tenu de s'acquitter des aliments dont il est redevable, à se décharger de ses devoirs.
With regard to the obligation of the Central Authority to act on behalf of the debtor (Art. 10(2)), we reiterate our view and refer to our comments under Article 6(2)(b): The right granted to the debtor to request, via the Central Authorities, a modification of a maintenance decision is, in our opinion, likely to cause a conflict of interests for the Central Authorities which are already taking steps on behalf of the creditor. At the very least this right would substantially complicate the course of the proceedings. Even if, as some States maintain, there is no (legal) representation either for the debtor or for the creditor, with only the interests of the State being represented, it is still not clear why the State should act on behalf of the debtor. The Convention we are considering aims at obtaining recovery of maintenance and not at assisting, free of charge (the Central Authority does not usually charge for its services) and with taxpayers' money, debtors who are under a legal obligation to pay maintenance in exculpating themselves of their duties.

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – Le Groupe de travail suggère de mettre à la disposition du débiteur une demande supplémentaire en vertu de l'article 10(2) pour la reconnaissance et l'exécution d'une décision. Le débiteur pourrait utiliser cette demande pour rechercher la reconnaissance et l'exécution d'une décision.
The Working Group suggests making available to a debtor an additional application under Article 10(2) for recognition and enforcement of a decision. The debtor could use this application to seek the recognition and enforcement of a decision.

Article 10(3)

Suisse/Switzerland – Lorsque le défendeur ne réside pas dans l'État requis, il convient de laisser à celui-ci le soin de décider s'il ne donnera suite aux demandes prévues à l'article 10(1)(a) et (b) qu'à titre subsidiaire, après qu'il aura été établi que ces demandes n'avaient aucune chance d'aboutir dans l'État de résidence du défendeur. Nous proposons donc de compléter comme il se doit l'article 10, paragraphe 3.
If the defendant does not live in the requested State, it should be left to the requested State as to whether it acts only in a subsidiary capacity in respect of the applications provided for under Article 10(1)(a) and (b), i.e.*, after it has been proven that these applications would not be successful in the defendant's state of residence. We therefore suggest an amendment to Article 10(3) in this regard.*

Mercosur – Deletion is suggested, since if it refers to the law of procedure, it has already been foreseen in Article 20(1) and if it refers to the merits, it would be an unsuitable solution in view of the aforesaid reasons.

Article 11

Canada – Le Canada croit fermement que des garanties supplémentaires devraient être données au demandeur à l'article 11. Le Canada estime que les demandeurs ne devraient pas être tenus de fournir leur adresse personnelle sur les documents qui seront envoyés à l'Autorité centrale requise, lorsqu'ils ont choisi de faire leur demande par l'intermédiaire de l'Autorité centrale dans leur État. Il faudrait qu'il soit clair que l'adresse de l'Autorité centrale requérante peut constituer une adresse acceptable pouvant être fournie à l'Autorité centrale requise, aux fins de l'article 11(1)(b), première option, surtout si la santé, la sécurité ou la liberté du demandeur pourrait être compromise par la divulgation de son adresse. De ce fait, l'Autorité centrale requise n'aura plus la tâche de veiller à ce que l'adresse personnelle du demandeur ne soit pas divulguée par inadvertance dans les procédures se déroulant dans l'État requis. Le demandeur sera tenu de fournir ses coordonnées à l'Autorité centrale requérante, qui s'en servira pour le contacter. De plus, le demandeur devrait avoir la possibilité de demander que les coordonnées de son choix (par ex., son adresse personnelle ou l'adresse de l'Autorité centrale ou celle d'un tiers) soient données à l'Autorité centrale requise. Si l'adresse personnelle du demandeur est exigée par l'autorité compétente ou par la loi de l'État requis, l'Autorité centrale requise peut en informer l'Autorité centrale requérante. Le demandeur aura alors le choix de divulguer son adresse personnelle ou de se désister de sa demande. À notre avis, cela concorderait avec l'article 37. Si cela n'est pas dit clairement dans le texte de la Convention, il faudrait le faire dans le Rapport explicatif.
Il faudrait encore examiner la possibilité de prévoir des mécanismes, éventuellement dans le texte de la Convention, afin d'assurer que l'Autorité centrale de l'État requérant est toujours informée de tout contact direct qui a lieu entre l'Autorité centrale de l'État requis et le demandeur, lorsque celle-ci cherche à colliger des renseignements supplémentaires, et que ce contact direct soit limité à des circonstances exceptionnelles.
*Canada feels strongly that additional protections should be provided for the applicant at Article 11. Canada believes that applicants should not be required to provide their personal address on documents that will be sent to the requested Central Authority where they have chosen to make their application through the Central Authority in their State. It should be made clear that the address of the requesting Central Authority may serve as an acceptable address to be provided to the requested Central Authority for the purposes of Article 11(1)(b), Option 1, particularly where disclosure of the applicant's address might jeopardise their health, safety or liberty. This will remove the burden from the requested Central Authority of ensuring that the applicant's personal address is not inadvertently disclosed in proceedings in the requested State. The applicant will be required to provide a personal contact address to the requesting Central Authority which will be retained by that Central Authority for contact purposes. Moreover, the applicant should have discretion to request that the contact address of their choice (*e.g.*, their personal address, the Central Authority address, or the address of a third party) be provided to the requested Central Authority. If an applicant's personal address is required by a competent authority or the law of the requested State, the requested Central Authority can so inform the requesting Central Authority. The applicant will then have the option of choosing to dis-*

close her personal address or to discontinue her application. In our view, this would be consistent with Article 37. If this is not made clear in the text of the Convention, it should be made clear in the Explanatory Report.
Further consideration should be given to providing mechanisms, possibly in the text of the Convention, to ensure that the Central Authority of the requesting State is kept informed of any direct contact that is made between the Central Authority of the requested State and the applicant, where the former seeks to collect additional information and that such direct contact should be limited to exceptional circumstances.

États-Unis d'Amérique/United States of America – Although there are two options for Article 11, we believe that the consensus is in favor of Option 1, which would mean that the application forms would be recommended, rather than mandatory. We, too, prefer Option 1. We support the deletion of the brackets in 11(1)(h) (contact information for person or unit handling an application), which was inserted at the request of the Forms Working Group.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We support the recommendation of the Forms Working Group on the issue of which forms should be mandatory and which should be recommended only.

Suisse/Switzerland – Pour des motifs inhérents au droit international privé (aspects touchant au droit applicable ou à la reconnaissance et à l'exécution de décisions), il conviendrait également d'indiquer la nationalité des demandeurs et des défendeurs. En outre, il ne serait pas inutile de mentionner leur lieu de naissance ou leur lieu d'origine.
For reasons of private international law (issues concerning the applicable law or recognition and enforcement) the nationalities of the applicants and defendants should be given. Details of the place of birth or place of origin would also be useful.

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – *(Option 1)* Certains membres du Groupe de travail ont indiqué que dans certains États, les Autorités centrales et les autorités compétentes n'ont pas le pouvoir d'agir au nom d'un demandeur pour toute action relative à l'exécution ou l'établissement d'une décision. Il serait peut-être possible d'insérer dans tous les formulaires une mention indiquant que le demandeur autorise l'Autorité centrale de l'État requis à agir en son nom dans les procédures administratives ou judiciaires ou à l'égard d'autres autorités. Le profil des pays pourrait préciser si l'Autorité centrale peut agir au nom du demandeur. Une disposition supplémentaire rédigée de la manière suivante : « une mention que l'Autorité centrale de l'État requis peut agir au nom du demandeur devant les autorités compétentes » pourrait être insérée à l'article 11, première option, comme élément supplémentaire à insérer dans une demande. Dans cette hypothèse, l'article 39 relatif à la procuration, toujours entre crochets, pourrait être supprimé.
Some members of the Working Group indicated that, in some States, Central Authorities and competent authorities cannot act on behalf of an applicant in relation to enforcement actions or the establishment of a decision. One possible solution could be to include in all applications an indication to the effect that the applicant authorises the Central Authority of the requested State to act on his or her behalf in judicial or administrative proceedings or before other authorities. Country profiles could indicate whether the Central Authority is acting on behalf of the applicant. An additional provision that could read "an indication that the Central Authority of the requested State can act on behalf of the applicant before competent authorities" could be included in Article 11, Option 1, as an additional element to be included in an application. If so, Article 39 concerning power of attorney, which is still between brackets, could be deleted.
Voir également les observations du Comité chargé des formulaires sous la section « Autres observations relatives au chapitre V ».
See also comments of the Forms Committee under the section "Other comments on Chapter V".

Article 11(1)(e)

Australie/Australia – There is uncertainty about the precise meaning of the term "the grounds upon which the application is based", with regard to the different types of application that may be made under the Convention. For an application for recognition and enforcement of a decision, the "grounds" for the application might refer to the bases for recognition and enforcement under Article 17, *i.e.*, the grounds on which it is a decision entitled to recognition and enforcement under the Convention. For an application for modification of a decision, the "grounds" for the application might be that the applicant's circumstances have changed. However, the draft Explanatory Report at paragraph 312 suggests this term might refer instead to the grounds of the maintenance obligation in question, for example, parentage.
To clarify this the following amendment should be considered:
(e) the [legal] basis of the maintenance obligation;
(f) the grounds upon which the application is based.

Article 11(1)(h)

Comité de rédaction/Drafting Committee – Cette disposition a été ajoutée suite à une suggestion du Comité chargé des formulaires. Elle prévoit, pour les fins de suivi de l'article 12(3), (4), (5), (8) et (9), la mention des noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale de l'État requérant responsable du traitement de la demande.
This provision was added at the suggestion of the Forms Committee. It provides for the name and contact details of the person or unit from the Central Authority of the requesting State responsible for processing the application that are necessary for follow-up purposes under Article 12(3), (4), (5), (8) and (9).

Article 11(2)(a)

Suisse/Switzerland – Nous sommes d'accord que les documents concernant la situation financière du créancier ne devraient être communiqués à l'autorité uniquement lorsque cela se révèle nécessaire dans le cas d'espèce ou lorsque le créancier sollicite l'assistance judiciaire gratuite.
We agree that the documents regarding the creditor's financial circumstances should not be systematically communicated to the authorities, but solely if appropriate in the case in question or if the creditor requests free legal assistance.

Article 11(3)

Australie/Australia – There is no inconsistency between Article 11(3) and Article 14 (Option 1 or Option 2). Documentation concerning the entitlement of the applicant to legal assistance must only be provided if it is "necessary". It would only be necessary in cases where [under Option 1] Article 14(3) or 14(5), or [under Option 2] Article 14 *ter* apply, and not otherwise.

Article 12

Suisse/Switzerland – Il n'est pas certain que les tâches liées au « traitement des demandes » puissent être remplies de façon adéquate par la seule Autorité centrale (art. 12). Il semblerait au contraire préférable de prévoir une sorte d'obligation d'information des autorités judiciaires saisies du dossier.
It is not certain that the tasks linked to the "processing of applications" can be adequately accomplished by the Central Authority alone (Art. 12). On the contrary, it would seem preferable to provide for some sort of obligation on the judicial authorities who are dealing with the case to provide information.

Article 12(2)

Comité de rédaction/Drafting Committee – Des dispositions additionnelles ont été ajoutées aux articles 12(2), 13, 21 et 26, suite au mandat donné par la Présidente de la réunion de la Commission spéciale au Comité de rédaction de veiller à ce que la rédaction de la Convention soit neutre quant aux choix des supports des documents et ce, sans modifier le fond (entre autres, respecter les droits de la défense et assurer la transmission rapide des documents par les moyens de communication les plus rapides disponibles).
L'objectif des dispositions additionnelles est d'assurer, dans un premier temps, une transmission rapide (peu importe le support utilisé) des demandes et des documents s'y rattachant entre Autorités centrales, tout en reconnaissant le besoin de pouvoir si nécessaire accéder à un stade ultérieur à une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine des documents énumérés aux articles 21(1)(a), (b) et (d)[, et 26(2)], soit à la demande de l'Autorité centrale requise (art. 12(2)), ou à la demande de l'autorité compétente de l'État requis (art. 21(3)) ou dans le cas d'une contestation ou d'un appel du défendeur (art. 21(3)).
*Additional language has been added to Articles 12(2), 13, 21 and 26, further to the mandate of the Chair of the Meeting of the Special Commission to the Drafting Committee to ensure that the language of the Convention is media-neutral and without altering the substance (*inter alia*, respecting due process principles and ensuring the swift transmission of documents by the most rapid means of communication available).*
The aim of this additional language, is to ensure in a first stage the swift transmission (whatever the medium employed) of applications, including accompanying documents, between Central Authorities while recognising the need for sometimes making available at a later stage, either at the request of the requested Central Authority (Art. 12(2)), or at the request of the competent authority of the State addressed (Art. 21(3)) or upon a challenge or an appeal by the defendant (Art. 21(3)), a complete copy certified by the competent authority in the State of origin of any document specified under Article 21(1)(a), (b) and (d)[, and 26(2)].

Australie/Australia – The Transmittal Form referred to in Article 12(2) is supported. It is an important element of the improved procedural framework established within Chapter III.

États-Unis d'Amérique/United States of America – The *first sentence* of this paragraph provides that the requesting Central Authority may only decline to transmit an application if is not satisfied that the requirements of the Convention are met. The explanation of this sentence in the Explanatory Report (paras 336-338) concerns us, as we have a different understanding of the sentence. According to the Report, this sentence means that there is no possibility for the requesting Central Authority to refuse to transmit an application on the grounds that it is not made in good faith or is not well-founded. We agree with the Report that the Special Commission previously decided not to explicitly state that an application could be rejected on those grounds, because of fear that this might encourage a routine *ex officio* review of the merits of a case by a requesting Central Authority. We disagree, however, with the Report's interpretation of "when satisfied that the application complies with the requirements of the Convention". We believe that that language is flexible enough to allow a requesting Central Authority to reject an application in the rare case when it is obvious from the face of the application that it was completely without merit. Examples that come to mind would be multiple requests for modification with no claim of changed circumstances, or totally implausible claims against a public figure not based on any credible evidence. Under those very rare circumstances, a requesting Central Authority would certainly have the discretion not to pursue a purely domestic case, and it must also have this discretion in an international case. We believe that the first sentence of Article 12(2) can be read so as to provide this discretion. The Explanatory Report should be modified to reflect this understanding.
The *third sentence* of Article 12(2) should be retained without the brackets at the beginning and end of the sentence. It has already been agreed in Article 21 that the documents that accompany an application for recognition and enforcement of a decision do not need to be certified, unless requested. The third sentence simply explains in more detail that the requesting Central Authority would be responsible for obtaining the certified copies from the competent authority and transmitting them to the requested Central Authority. If private agreements and authentic instruments are included in the scope of Chapter IV, then the brackets within the third sentence should be removed and the language retained. We address authentic instruments and private agreements in our comments on Chapter IV.

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – En ce qui concerne l'attestation annexée à chaque demande[1], le Groupe de travail est d'avis que l'article 12 pourrait être modifié. La première phrase de l'article 12(2) pourrait être rédigée ainsi : « L'Autorité centrale de l'État requérant transmet, au nom du demandeur et avec son consentement, la demande à l'Autorité centrale de l'État requis, après s'être assurée qu'elle satisfait aux exigences de la Convention. »
With regard to the attestation included at the end of each Application,[1] the Working Group is of the view that Article 12 should be amended. The first sentence of Article 12(2) could read as follows "The Central Authority of the requesting State shall, when satisfied that the application complies with the requirements of the Convention, transmit on behalf of and with the consent of the applicant the application to the Central Authority of the requested State."

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – Le Groupe de travail soutient très fermement le consensus existant (et reflété dans le texte de l'avant-projet révisé de Convention) sur le fait que le formulaire de transmission devrait être obligatoire. Le recours à ce formulaire simplifiera le processus de demande. En un seul coup d'œil, le gestionnaire du dossier saura que la demande est déposée en application de la Convention de La Haye. En outre, le formulaire identifie clairement les seuls documents pouvant être joints à la demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution en vertu de la Convention de La Haye, garantissant ainsi le fonctionnement correct de la Conven-

[1] Voir Doc. prél. No 31-A de juillet 2007, para. 10.
[1] See Prel. Doc. No 31-A of July 2007, para. 10.

tion. La terminologie de ce formulaire étant calquée sur celle de la Convention, il serait peu probable qu'il requière une modification, sous réserve bien sûr que la Convention ne soit pas substantiellement amendée.
The Working Group strongly supports the existing consensus (as reflected in the text of the revised preliminary draft Convention) that the Transmittal Form should be mandatory. The use of this form will streamline the process of applications. At a glance the caseworker will know that it is dealing with an application under the Hague Convention. Furthermore, the form clearly identifies the only attachments under the Convention that can accompany an Application for Recognition or Recognition and Enforcement thus ensuring regular application of the Convention. As the language of that form strictly follows the language of the Convention it is unlikely to need amendment unless substantive parts of the Convention are also amended.

Article 12(3)

États-Unis d'Amérique/United States of America – The bracketed language refers to a form for acknowledging receipt of an application. In general, the United States supports the work of the Forms Working Group and the provision of recommended forms. We therefore suggest the deletion of the bracketed language and the addition of a new paragraph 3 *bis*, which would contain language similar to that in Article 11(4): "An acknowledgement under Article 12 may be made in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law."

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – Le Groupe de travail estime que le recours à l'accusé de réception devrait être obligatoire. Cet accusé de réception met en œuvre l'article 12(8) (c.-à-d. le refus de traiter une demande) ainsi qu'une partie de l'article 12(9) (c.-à-d. la possibilité pour l'Autorité centrale requise de rechercher des informations ou documents supplémentaires auprès de l'Autorité centrale requérante).
*The Working Group is also of the view that the Acknowledgement Form should be mandatory. The Acknowledgement Form implements Article 12(8) (*i.e.*, refusal to process an application) and parts of Article 12(9) (*i.e.*, the possibility for the requested Central Authority to seek additional documents or information from the requesting Central Authority).*

Article 12(7)

Bureau Permanent/Permanent Bureau – Le Bureau Permanent suggère que d'autres qualités telles que la sécurité et la fiabilité sont importantes et propose ainsi la modification suivante :
« Les Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides et les plus efficaces dont elles disposent. »
The Permanent Bureau suggests that other qualities are important such as security and reliability. Hence the proposed modification:
"Central Authorities shall employ the most rapid and efficient means of communication at their disposal."

Article 12(8)

États-Unis d'Amérique/United States of America – The first sentence of this paragraph states that the requested Central Authority may refuse to process an application only if it is manifest that the requirements of the Convention are not fulfilled. As such, it is similar to the first sentence of paragraph 2, except that the standard is even more stringent – it must be "manifest" that the Convention's requirements are not met. It makes sense to have a more stringent standard for the requested Central Authority, as the application will already have been reviewed by the requesting Central Authority to ensure that it complies with the Convention. We have the same concern about the Explanatory Report's interpretation (paras 360 and 361) of this paragraph as we have concerning the Report's interpretation of Article 12(2). The Report (para. 360) suggests that "vexatious" or repeat applications by a party "who is abusing the Convention process" could not be rejected under this paragraph. Our reading of Article 12(8) would allow a requested Central Authority to refuse to process an application in the extremely rare case where it was obvious from the face of the application that it had no merit. For example, if a previous application by the same party concerning the same debtor had already been processed, and had failed for cause, a subsequent application on the same grounds with no change of circumstances would be properly refused. The Report should be modified to reflect this understanding.

Article 12(9)

Comité de rédaction/Drafting Committee – La Présidente de la réunion de la Commission spéciale a demandé au Comité de rédaction d'insérer le texte proposé au Document de travail No 95, sous réserve d'améliorations de rédaction.
The Drafting Committee was instructed by the Chair of the Meeting of the Special Commission to insert the text proposed in Working Document No 95 subject to drafting improvements.

Australie/Australia – It is important to reduce delays that could be associated with seeking additional documents or information. To achieve this the word "may" in the second sentence ought to be replaced by the words "shall promptly".
There is also uncertainty about the precise length of the period to be allowed. The current wording suggests that the requested Central Authority must allow the requesting Central Authority a period of "at least" three months, and could allow a greater period. The draft Explanatory Report at paragraph 364 suggests that three months should be the maximum allowed. To resolve this uncertainty the words "at least" should be deleted from paragraph 9.
The following wording is suggested:
"However, the requested Central Authority shall promptly ask the requesting Central Authority to produce these within a period of three months."

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – Le Groupe de travail est d'avis que la mention relative au délai de trois mois devrait être exprimée différemment. Telle que rédigée actuellement, le terme de ce délai n'est pas exprimé clairement. La détermination du moment à partir duquel l'Autorité centrale peut décider de cesser de traiter la demande n'est donc pas très claire. Le Groupe de travail suggère plutôt que les documents ou informations supplémentaires soient produits « dans un délai de trois mois » plutôt que dans un « délai d'au moins trois mois ».
The Working Group is of the view that the period of three months should be expressed differently. As it now reads it is not clear when this periods ends. Therefore it is not clear when the Central Authority may decide that it will no longer process the application. The Working Group suggests that additional documents or information be produced "within a period of three months" rather than "within a period of at least three months".

Observations/Comments

Article 13

Comité de rédaction/Drafting Committee – Le projet reflète l'analyse et les suggestions du Bureau Permanent. Il faut comprendre que cette disposition doit se lire avec l'article 12(7) qui prévoit que « [l]es Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides dont elles disposent ».
Lorsque cette disposition est employée conjointement avec l'article 21(3), une autorité compétente de l'État requis pourrait par exemple demander à l'Autorité centrale de l'État requérant de produire une copie complète certifiée conforme de l'état des arrérages, lorsque les règles de preuve de l'État requis l'exigent, et lorsque l'état des arrérages sur support papier reçu en premier lieu par courrier postal n'est pas certifié. Le résultat serait identique, peu importe le support, que l'état des arrérages ait été envoyé par télécopie ou courriel. Cependant, si l'autorité compétente de l'État requis ne dispose pas d'une ligne de télécopie ou d'un courriel sécurisés (c.-à-d. de systèmes garantissant l'authentification (l'identité de l'auteur), la véracité et l'intégrité des documents transmis) pour recevoir une copie certifiée conforme de l'état des arrérages, ce moyen de communication et le support utilisé ne pourraient être ouverts aux autorités concernées et la copie certifiée conforme du document devrait alors être transmise sur un autre support et / ou par le biais d'un autre moyen.
La question de savoir si l'interaction entre l'article 13 et l'article 21(3) peut créer des difficultés reste à examiner.
The draft reflects the analysis and suggestions of the Permanent Bureau. It is to be understood that this provision has to be read in conjunction with Article 12(7) which provides that "Central Authorities shall employ the most rapid means of communication at their disposal".
*Applying this Article in conjunction with Article 21(3), a competent authority in the State addressed could for example request the Central Authority in the requesting State to produce a complete certified copy of a statement of arrears, if that is required by the rules of evidence of the State addressed, where the paper version of the statement of arrears received in the first place by regular mail was not certified. The result would be the same, whatever the medium employed, whether the statement of arrears was sent in the first place by fax or by e-mail. However, if the competent authority in the State addressed is not equipped with a secured fax or a secured e-mail (*i.e.*, systems that can ensure the authentification (identity of the author), veracity and integrity of the documents transmitted) to receive a certified copy of the statement of arrears, this means of communication and the medium employed would not be at the disposal of the authorities concerned and the certified copy of the document would have to be transmitted using another medium and / or means of communication.*
Consideration should be given to whether the interaction between Article 13 and Article 21(3) creates any difficulty.
Voir également les observations du Comité de rédaction sous l'article 12(2).
See also the comments of the Drafting Committee under Article 12(2).

Canada – Le Canada est d'avis que le libellé de l'article 13 devrait être modifié pour prévoir une recevabilité plus générale des documents transmis par l'intermédiaire des Autorités centrales. Le projet de Rapport explicatif énonce, au paragraphe 369, que le libellé de l'article 13 est emprunté à la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*. Bien que l'article 13 soit inspiré de l'article 30, l'article 13 est en fait centré sur le support ou les moyens de communication, au lieu d'être une disposition plus générale sur la recevabilité comme l'article 30.
À notre avis aussi, cet article serait bonifié s'il ordonnait aux autorités compétentes de donner une interprétation large et libérale aux documents transmis par l'intermédiaire des Autorités centrales. Cela permettrait de donner l'effet approprié aux documents reçus par l'autorité compétente, lorsque ceux-ci se présentent sous une forme différente de celle habituellement utilisée dans les procédures internes devant l'autorité compétente.
Prière de se reporter à la proposition de rédaction du Canada pour l'article 13.
À la lumière de la proposition du Canada d'élargir la portée de cet article, nous proposons aussi que le titre soit modifié en conséquence.
Canada is of the view that Article 13 should be redrafted in order to provide for a more general admissibility of documentation transmitted through Central Authorities. The draft Explanatory Report at line 369 states that the language of Article 13 is borrowed from the Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction. *Although Article 13 was inspired by Article 30, Article 13 really focuses on the medium or means of communication as opposed to being a more general admissibility provision like Article 30.*
We also suggest that it would add value to this Article to include direction to competent authorities to give a broad and liberal interpretation to documentation transmitted through Central Authorities. This will allow for appropriate effect being given to documentation received by a competent authority where the documentation is not in the form customarily in use in internal proceedings before the competent authority.
Please refer to Canada's drafting proposal for Article 13.
In light of Canada's proposal to broaden the focus of this Article, we also propose that the heading be changed accordingly.

Proposition de la délégation du Canada/Proposal of the delegation of Canada

Article 13 Recevabilité des documents transmis par les Autorités centrales

Toute demande présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales des États contractants, conformément au chapitre III, et tout document ou information qui y est annexé ou fourni par une Autorité centrale, est recevable par les autorités compétentes des États contractants et ne peut être contesté uniquement en raison du support ou des moyens de communication utilisés entre les Autorités centrales concernées [et doit recevoir une interprétation large et libérale de la part des autorités compétentes en vue de donner effet au document].

* * *

Article 13 Admissibility of documentation transmitted through Central Authorities

Any application made through Central Authorities of the Contracting States in accordance with Chapter III, and any document or information appended thereto or provided by a Central Authority, shall be admissible in the competent authorities of the Contracting States and may not be challenged by reason only of the medium or means of communications employed between the Central Authorities concerned [and must be given a broad and liberal interpretation by the competent authorities so as to give effect to the document].

États-Unis d'Amérique/United States of America – We would like an explanation of the scope of Article 13. Para-

graph 366 of the Explanatory Report states that domestic rules of evidence would still be applicable with regard to the substance of the documents. This suggests to us that Article 13 would prohibit a challenge to the admissibility of such documents based on the form of the document. However, Article 13 itself only addresses one aspect of the form of the document, namely the means of communication. Is Article 13 supposed to eliminate all challenges based on form, or just challenges based on the means of communication? For example, a State may require a raised seal in order for a certain type of document to be admissible. So far as we know, if a document with a raised seal is transmitted electronically, the seal is not going to be raised when the document is received. Would Article 13 mean that the requested State's rule on raised seals could not be applied? That is what we would infer from the Explanatory Report; but it is not the only way Article 13 itself could be interpreted. It could also be interpreted as permitting the requested State to apply its rule on raised seals, and not admit the document, so long as its refusal was not based on the fact that the document was transmitted electronically. (Someday there may be a way to transmit a raised seal electronically!) If this second, narrower, interpretation of Article 13 is correct, then the Report should be modified to make it clear that the Article only addresses one aspect of the form of a document. In our consultations with U.S. child support officials, there was no agreement on what Article 13 is intended to mean.

Bureau Permanent/Permanent Bureau – Le Bureau Permanent suggère que le chapitre VIII pourrait s'avérer être un emplacement plus approprié pour cet article. Voir la proposition du Bureau Permanent sous la partie II de ce document.
The Permanent Bureau suggests that this Article might be better positioned in Chapter VIII. See the proposal of the Permanent Bureau under Part II of this document.

Article 14 Observations générales / General comments

Rapporteurs – La Commission spéciale n'a pas déterminé si les articles 14 à 14 *ter* s'appliquent aux organismes publics et en particulier si les organismes publics devraient bénéficier d'une assistance juridique gratuite en vertu de l'article 14 *bis* (deuxième option). Il n'a pas été décidé non plus si les organismes publics peuvent solliciter une décision initiale ou la modification d'une décision en vertu de l'article 10 et dans l'affirmative, si les articles 14 à 14 *ter* s'appliqueraient à de telles demandes. La question la plus importante pour les organismes publics est de leur garantir, pour les demandes, l'accès à l'Autorité centrale et à ses services, sans frais pour un demandeur, conformément aux dispositions de l'article 8(2) (voir le para. 375 du projet de Rapport explicatif).
The Special Commission has not decided the question whether Articles 14 to 14 ter *apply to a public body and, in particular, whether free legal assistance should be provided to public bodies in accordance with Article 14* bis *(Option 2). Nor has it yet been decided whether public bodies may apply, under Article 10, for the establishment or modification of a decision and, if so, whether Articles 14 to 14* ter *would apply to such applications. The more important issue for public bodies is to ensure that they have access to the Central Authority route for applications and to the Central Authority services, free of cost to an applicant, as provided for in Article 8(2) (see para. 375 of the draft Explanatory Report).*

États-Unis d'Amérique/United States of America – The United States is submitting a separate paper on costs, which will address Articles 6, 8, 14 and 40.

Suisse/Switzerland – La délégation suisse donne sa préférence à la version qu'elle a proposée conjointement avec une autre délégation (Doc. trav. No 125) lors de la dernière réunion de la Commission spéciale.
The Swiss delegation prefers the version proposed jointly with another delegation at the last meeting of the Special Commission (Work. Doc. No 125).

Note du Bureau Permanent : le Document de travail No 125 a été distribué le 15 mai 2007 et consiste en une proposition des délégations d'Israël et de la Suisse (voir texte ci-dessous).
Note from the Permanent Bureau: Working Document No 125 was circulated on 15 May 2007 and consists in a proposal from the delegations of Israel and Switzerland (see text below).

"**Proposition des délégations d'Israël et de la Suisse/ Proposal of the delegations of Israel and Switzerland**

Article 14 Effective access to procedures

1 The requested State shall provide applicants with effective access to all necessary procedures, including appeal procedures to approve the complete fulfilment of the application in the following manners –

(a) services provided by Central Authority shall be cost-free;

(b) applicants shall be entitled to free legal assistance [or exemption from costs or expenses] not less than those available in equivalent domestic cases, and accordingly, applicants may be made subject to equivalent means or merits tests;

(c) a creditor, that the Central Authority in the State of the habitual residence of the creditor has confirmed benefited or is entitled to benefit from complete or partial legal assistance [or exemption from costs or expenses], shall be entitled, in any proceedings for recognition or enforcement or in respect of applications for establishment or modification concerning child support, to free legal assistance;

(d) no security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in proceedings brought by a creditor under the Convention.

2 Notwithstanding paragraph 1(b), free legal assistance shall be provided in respect of an application for recognition or enforcement of a creditor concerning child support.

3 This Article shall apply to cases of direct applications.

4 This Article shall apply to a creditor to whom [a person or] a public body has provided benefits in lieu of maintenance and is eligible for reimbursement in the State of origin."

Article 14 – Option 1 / Option 2 (Articles 14 à / to *14* ter*)*

Australie/Australia – Option 2 is preferred.
These provisions should apply to public bodies. Free legal assistance should be given to public bodies under Article 14 *bis* (Option 2).

Canada – Le Canada préfère la deuxième option pour l'article 14. Le Canada estime que, pour des motifs économiques, politiques et de politique publique, des services gratuits ou à faible coût doivent être mis à la disposition, tant des créanciers que des débiteurs agissant comme demandeurs.

Observations/Comments

Le Canada estime qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'enfant de restreindre les services aux seuls créanciers. Cela semble injuste, voire discriminatoire ; cela découragera probablement la participation du débiteur au processus et pourrait augmenter les coûts pour l'État, provoquer une perte de confiance dans le système de la part des autres participants, y compris des autorités judiciaires.
De plus, l'exclusion des débiteurs de l'article 14 peut avoir une incidence négative sur le créancier car elle conduira à des ordonnances inexécutables, où les débiteurs n'ont pas vraiment accès aux procédures de modification.
Cette exclusion de l'accès effectif aux procédures de modification pour les débiteurs, combinée à la restriction énoncée à l'article 15 sur la capacité du débiteur d'engager une procédure en modification dans son propre État, crée une situation difficile à soutenir au niveau politique. Il y a peu de flexibilité dans cette position.
Canada prefers Article 14, Option 2. Canada takes the position that for policy, economic and political reasons, free or low cost services must be made available to both creditors and debtors as applicants.
It is Canada's view that restricting services to creditors is not in the child's best interests. It appears unjust and may be discriminatory, will likely discourage debtor participation in the process, could lead to increased costs for the State and may lead to a lack of confidence in the system on the part of other participants, including the judiciary.
Furthermore, the exclusion of debtors from Article 14 may impact negatively on the creditor by resulting in unenforceable orders where debtors have no real access to modification procedures.
This exclusion from effective access to modification procedures for debtors together with the restriction set out in Article 15 on a debtor's ability to bring modification proceedings in his own State creates an unpalatable situation at the political level. There is little flexibility in this position.

Japon/Japan – It is unreasonable for an applicant to be entitled to more favourable legal assistance or extensive exemption from costs and expenses in the requested State than that available to the citizens of the requested State. Therefore, whether or not the applicant is entitled to legal assistance or exemption from the costs and expenses of the case, including cases concerning maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a child under the age of 21, should be left to the decision of the requested State. We consider Option 2 of Article 14, especially Options A and B of Article 14 *bis* (c), to be problematic. Consequently, Option 1 of Article 14 should be adopted.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We support Option 2.
Public bodies
We consider public bodies should be entitled to free legal assistance under Option 2. A public body is either acting in place of the creditor or seeking reimbursement of benefits provided to the creditor in lieu of maintenance. States that offer creditors these advantages should benefit from the same level of access to procedures as individual applicants would enjoy. If not, the extra costs incurred by the public body may ultimately be borne by the creditor, or systems that assist the creditor in this way will be disadvantaged and exposed to greater costs. This may negatively impact on their ability to assist future creditors.
If Option 2 is adopted, these States will be required to provide free legal assistance to applicants from States that do not provide creditors with benefits in lieu of maintenance. Yet they will be unable to secure reciprocal free assistance, simply because they have a system that supports and advantages creditors. It is inequitable that these States will end up bearing a double layer of cost under the Convention.

Mercosur – Chose Option 2 and delete the expression "brought by the creditor" in paragraph 5.

Article 14 – Option 2

Article 14(1)

Australie/Australia – "Applicant" should include a creditor, debtor or public body.

Article 14 bis

Canada – Notre préférence irait très nettement à l'extension des services gratuits pour toutes les demandes d'aliments relatives aux enfants, à l'exception du coût d'un test génétique.
Le Canada appuie une analyse du bien-fondé de l'affaire en ce qui concerne les appels. En particulier, lorsque des services gratuits sont fournis pour les demandes, les États doivent garder le pouvoir discrétionnaire de limiter l'accès à l'assistance juridique gratuite pour les appels, afin d'utiliser leurs ressources de manière responsable. Les États doivent avoir toute discrétion quand il s'agit de déterminer quelles sont les affaires les plus appropriées en appel pour lesquelles engager des deniers publics. Les États requis sont les mieux placés pour évaluer le bien-fondé d'une demande d'appel particulière en tenant compte de tous les facteurs pertinents, y compris le droit applicable et la portée ou la norme de contrôle existante en appel dans cet État.
Our strong preference would be the extension of free services in all child support applications, with the exception of costs for genetic testing.
Canada supports a merit test for the issue of appeals. Particularly where free services are provided for applications, States must retain discretion to limit access to free legal assistance for appeals in order to use their resources responsibly. States must have the discretion to determine the most appropriate appeal cases on which to spend public money. Requested States are in the best position to assess the merits of a particular appeal request taking into account all relevant factors, including the applicable law and the scope or standard of appellate review in that State.

Article 14 bis *(1)*

Australie/Australia – Article 14 *bis* (1) must apply to both creditors and debtors. There is an important relationship between the obligation to provide effective access and Article 15 – limit on proceedings. Article 15 will operate to restrict the right of a debtor to seek modification of a decision in a convenient jurisdiction. This can only be justified if the Convention also creates a means for the debtor to bring an application for modification under the Convention (Art. 10(2)) and a meaningful right for a debtor to effective access to procedures (Art. 14).

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We support the deletion of the words in [ ] as we consider that creditors and debtors should be treated on an equal basis, for the reasons outlined in the draft Explanatory Report. As noted above, we also support free services being made available to public bodies. As noted in our comments under Article 2, we query whether the reference to "maintenance obligations arising from a parent-child relationship" is intended to extend to a combined claim for spousal support. In our view, it should only apply to pure child support matters and not include the spousal support component. For one thing, it is likely to encourage the linking of claims to take advantage of the higher level of free assistance offered. Although we feel able to support special arrangements for child support, we would find it more difficult to do so for spousal maintenance.

Mercosur – Delete brackets, ratifying its contents. It has been understood that the situation of the debtor is envisaged under the provisions of 14 *ter*.
Extend the benefits foreseen for parent-child relationships to those envisaged in Article 2(1), according to the wording proposed *ut-supra*.

Article 14 bis *(2)(a)*

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We support the removal of the [ ] around sub-paragraph (a) and the retention of the text. This would enable States that currently were unable to fund the cost of such tests to have the option of charging. Over time, as testing costs decrease or States are better placed to provide the tests, more States could move to provide the service for free. This seems consistent with the discussion in the Explanatory Report about States and Central Authorities improving their services over time as resources allow. We note that States are still obliged to provide effective access to procedures and Central Authorities have obligations under Article 6.

Mercosur – To be deleted, insisting on the inclusion of the cost exemption for the necessary genetic testing in the definition of "legal assistance" of Article 3(c).

Article 14 bis *(2)(b)*

Australie/Australia – The words in square brackets regarding appeals should be reconsidered. Article 14 (Option 2), paragraph 1, refers to "[…] procedures, including enforcement and appeal procedures, arising from applications […]". This indicates that procedures arising from an application include appeals procedures. Thus the reference in paragraph 2(b) to "or any appeal" is incorrect. The words should either be deleted (and it would be implicit that this includes appeal processes), or be amended to: "including any appeal".

Nouvelle-Zélande/New Zealand – As explained at the meeting in May this year, our system is an administrative one. Child support is determined administratively using a statutory formula. There is an opportunity to seek an independent review of that determination within the administrative system. From there, there are rights of appeal into our courts system. Steps up to and including the review are free but after that people would need to apply for legal aid to pursue an appeal. With a formula basis for assessing child support, the scope for substantive appeals is significantly reduced. Our preference, with Option 2, would be to include the first review or appeal from the initial decision or determination but exclude subsequent ones. If that is not accepted by other States, then we would want to see the [ ] in this paragraph deleted but the words retained. This would clearly give us the ability to refuse free legal assistance to appeals devoid of merit.

Mercosur – To be deleted, since it was considered that its wording may authorize revisions, on the merits, of foreign decisions.
It is pointed out that the revision on the merits of the case, in proceedings for the recognition of foreign decisions, is expressly forbidden by the very same Article 24 of the preliminary draft Convention, as well as by Article 13 of the 1989 *Inter-American Convention on Support Obligations* (CIDIP IV).

Article 14 bis *(2)(c)*

Australie/Australia – Option C is preferred. The advantages of filtering out the few undeserving cases are outweighed by the burden of overly complex rules.

Canada – Le Canada est préoccupé par la façon dont, en pratique, on pourra établir si la situation économique du demandeur est « exceptionnellement confortable » et ce que l'État requérant devra fournir pour satisfaire l'État requis. Toutefois, le Canada préfère l'article 14 *bis* (c), option A, à l'article 14 *bis* (c), option B, compte tenu de la lourde charge administrative qui serait imposée en suivant cette dernière option.
Canada is concerned about the practicality of what will trigger an examination of whether the financial circumstances are "exceptionally strong" and what the requesting State will have to provide to satisfy the requested State. However, Canada prefers Article 14 bis *(c), Option A, to Article 14* bis *(c), Option B, given the heavy administrative burden that would be imposed under the latter.*

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We prefer option C, on the basis that the other two options are very complex and will be extremely difficult to apply. If these cases are likely to be rare, there seems little benefit in trying to apply complex tests. If Option A or B is favoured by the majority of States, then ideally the tests should be adjusted to make them easier to apply.

Mercosur – To be deleted, and if deletion would not be possible, maintaining the spirit of Option B, with pertinent modifications thereto, is considered adequate.

Article 14 ter

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We have a query about the placement of this Article. Article 2(1) states that Chapters II and III do not apply to spousal support claims. However, the discussion in paragraph 437 of the draft Explanatory Report suggests that this Article applies to a wide class of applications including those for spousal support (presumably including one that has been combined with a claim for child support as per our comments under Art. 14 *bis* (1)). We therefore query whether the placement of this Article is correct, or whether Article 2 should be adjusted to clarify that although Chapters II and III do not apply to spousal support claims, Article 14 *ter* does.

Article 14 ter *(a)*

Mercosur – For the reasons stated in the comments to Article 14 *bis*, paragraph 2, sub-paragraph (b), it does not seem convenient to have pronouncements based on the merits of the case, in the process of deciding whether a free legal assistance is relevant or not. Alternatively, it is proposed to replace the term "merits" by "admissibility".

Article 14 ter *(b)*

Rapporteurs – Le paragraphe (b) est identique à l'article 14(5) de la première option, excepté que dans la première option, la disposition ne s'applique qu'au créancier. Il reste à décider si cette disposition s'appliquera exclusivement aux créanciers ou à tout demandeur. Son objectif est de garantir au demandeur le même niveau d'assistance juridique, au stade de la reconnaissance et de l'exécution, que celui dont il bénéficiait dans la procédure d'origine dans la mesure permise par la loi de l'État requis. Le demandeur doit avoir bénéficié de la prestation avant de faire la demande de reconnaissance et d'exécution. La prestation

Observations/Comments

dans l'État d'origine n'est pas une prestation à laquelle le demandeur « a droit » (c.-à-d. dans le présent ou à l'avenir) mais celle dont il « a bénéficié » (c.-à-d. par le passé). Cette interprétation pourrait conduire à une injustice si le demandeur n'a jamais eu besoin d'aide juridique par le passé ni n'en a sollicité, mais en a besoin maintenant aux fins de reconnaissance et d'exécution. Il pourrait être envisagé de remplacer « a bénéficié de » par « a droit à » (à la première ligne) (voir le para. 441 du projet de Rapport explicatif).
*Paragraph (b) is the same as Option 1, Article 14(5) except that in Option 1, the provision only applies to a creditor. It remains to be decided whether this provision will apply only to creditors or to any applicant. Its purpose is to guarantee for the applicant, at the stage of recognition and enforcement, the same level of legal assistance which she / he enjoyed in the original proceedings to the extent that this is possible under the law of the State addressed. The applicant must have received the benefit before making the application for recognition and enforcement. The benefit in the State of origin is not one to which the applicant "is entitled" (*i.e.*, at present or in the future) but one from which she / he "has benefited" (*i.e.*, in the past). This interpretation could lead to injustice if the applicant has never needed or sought legal aid in the past, but needs it now for recognition and enforcement. Consideration might be given to substituting the words "is entitled to" for "has benefited from" (in line 1) (see para. 441 of the draft Explanatory Report).*

Australie/Australia – As the draft currently stands a debtor cannot apply for recognition and enforcement under the Convention, therefore this provision need apply only to creditors.

Mercosur – Delete "creditor" and ratify the term "applicant".

CHAPITRE / *CHAPTER* IV

Article 15

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il faut noter que l'article 34 prévoit clairement que les dispositions de l'article 15 s'appliquent également aux « demandes présentées directement aux autorités compétentes ».
Note that Article 34 makes it clear that the provisions of Article 15 apply also to "direct requests to competent authorities".

Article 15(2)(a)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We think there is a typographical error in the first sentence of paragraph 455 of the Explanatory Report. The last part of the sentence should state "*except in disputes* [emphasis added] relating to obligations in respect of children".

Mercosur – *Article 15(2)(a) and Article 17(1)(e)*
The inconvenience of including the party autonomy in this subject-matter, for the purpose of deciding the jurisdiction, is pointed out, since this would eventually affect the international public order in some of the States of the region and thus the recognition of judgments rendered in such cases.

CHAPITRE / *CHAPTER* V

Article 16

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il devra être décidé si les actes authentiques et les accords privés seront compris dans le champ d'application général de la Convention et, dans l'affirmative, s'ils doivent faire l'objet d'une disposition par laquelle les États peuvent déclarer vouloir être liés, selon les termes suivants : « Un État contractant peut déclarer, conformément à l'article 58, qu'il appliquera aussi cette Convention aux actes authentiques et aux accords privés en matière d'aliments, conformément à l'article 26. »
Le Comité de rédaction reconnaît que certains amendements au chapitre III ou à d'autres chapitres seront nécessaires si une disposition optionnelle ou obligatoire concernant les accords privés et les actes authentiques est acceptée. Si les actes authentiques et les accords privés devaient être compris dans le champ d'application générale de la Convention, pourraient-ils faire l'objet d'une « demande directe » ?
It remains to be decided whether authentic instruments and private agreements should be covered by the general scope of application of the Convention and, if so, whether they should be the subject of an opt-in provision. Such provision could read as follows: "A Contracting State may, in accordance with Article 58 declare that it will apply this Convention also to authentic instruments and private agreements relating to maintenance obligations, in accordance with Article 26."
The Drafting Committee recognises that if a mandatory or optional provision relating to private agreements and authentic instruments is eventually accepted, some consequential amendments to Chapter III and possibly other Chapters will be needed.
If authentic instruments and private agreements are to be covered by the general scope of application of the Convention, may they be the subject of "direct applications"?

Japon/Japan – Owing to the differences in the legal systems of the many States concerning authentic instruments and private agreements, it is questionable whether the Convention, intended for ratification by a large number of States with their diverse domestic legislation, should cover authentic instruments and private agreements in a uniform manner. Consequently, it is appropriate to permit the Contracting States to declare that they will apply the Convention to authentic instruments and private agreements (see comments of the Drafting Committee above).

Article 16(1)

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We understand that this paragraph is drawn from the 1973 Hague Maintenance Convention (Enforcement). However, we would prefer to see additional words added to clarify that settlements or agreements concluded before or approved by a judicial or administrative authority should be enforceable in the same manner as a decision rendered by the authority. This provides an assurance that only agreements or settlements that are enforceable as decisions in the State of origin are enforced as such in the State addressed. It would not be appropriate for an agreement or settlement to have greater effect under the Convention than it would have in the State of origin.

Article 16(3)(a)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We suggest that it would be clearer if the words "may be made subject of" are deleted and "are subject to" is inserted instead.

Article 16(3)(a) et / and *(b)*

Suisse/Switzerland – En ce qui concerne l'article 16, paragraphe 3(a) et (b), nous tenons à relever ce qui suit : la Suisse, à l'instar d'autres pays, connaît des accords en matière d'aliments. Ces accords doivent être homologués par les tribunaux ou les autorités tutélaires. Les décisions des autorités tutélaires sont attaquables. Toutefois elles ne le sont pas directement devant un tribunal dans tous les cantons mais devant une autre autorité. Ce n'est que dans le cadre de procédures ultérieures qu'elles peuvent faire l'objet d'une action devant un tribunal. Par ailleurs, dans la doctrine suisse, les avis sont partagés quant à savoir si les accords en matière d'aliments homologués par les autorités tutélaires constituent des titres de mainlevée définitifs (identiques à des jugements) ou des titres de mainlevée provisoires. Dans la seconde hypothèse, ils sont exécutoires mais peuvent faire l'objet d'une action en libération de dette devant un tribunal. Ces considérations amènent la délégation suisse à proposer de modifier comme suit le libellé de l'article 16(3)(a) et (b) : « (a) peuvent être modifiées par une autorité judiciaire ; et (b) ont une force et un effet similaires à ceux d'une décision d'une autorité judiciaire sur le même sujet ».
With reference to Article 16(3)(a) and (b) we maintain the following: Switzerland, like other countries, is familiar with maintenance agreements. These have to be approved by courts or by guardianship authorities. The decisions made by the guardianship authorities are subject to appeal but in certain cantons the appeal is not directly to a court of law but to another authority, i.e.*, it is only in the course of further proceedings that such issues come before a court of law. In addition there is no consensus of opinion in Swiss legal doctrine as to whether maintenance agreements approved by guardianship authorities override an objection in enforcement proceedings definitively (and hence are identical to court rulings) or only provisionally. If the effect is only provisional, they are enforceable but the debtor may bring a court action for a declaration that the claim is unfounded. The Swiss delegation proposes that the wording in Article 16(3)(a) and (b) be amended as follows: "(a) may be modified by a judicial authority; and (b) have a similar force and effect as a decision of a judicial authority on the same matter".*

Article 16(4)

Rapporteurs – Voir les commentaires des Rapporteurs sous l'article 26.
See the Rapporteurs' observations under Article 26.

États-Unis d'Amérique/United States of America – In the United States, private agreements are not recognized and enforced as decisions unless they are, in fact, incorporated in a decision. The concept of "authentic instruments" does not exist in the United States. However, we would have no objection to removing the brackets and retaining the bracketed language so long as the safeguards included in Article 26(5) and (6) are included. Article 26(5) would require that proceedings for recognition and enforcement of a private agreement or authentic instrument be suspended if either party is challenging its validity before a competent authority. Article 26(6) would allow a State to declare that applications for recognition and enforcement of private agreements and authentic instruments must be made through the requesting State's Central Authority and not directly to the competent authority in the requested State. If private agreements and authentic instruments are included in the scope of the chapter, we should consider carefully which specific provisions of the chapter should not apply to such agreements / instruments.

Article 16(5)

Rapporteurs – Il reste à déterminer si un demandeur qui s'adresse directement à une autorité compétente pourra utiliser les formulaires prévus à l'article 21 ou même s'il pourrait bénéficier de l'article 38, qui traite de l'exemption de légalisation ou de toute formalité analogue au regard des documents transmis en vertu de la Convention, ce qui pourrait comprendre les documents transmis directement à l'autorité compétente (voir le para. 474 du projet de Rapport explicatif).
It remains to be discussed whether an applicant making a direct application to a competent authority will have the possibility to use the forms provided under Article 21 or even to examine whether this person could benefit from Article 38 that deals with the exemption from legalisation or any analogous formality with regard to documents transmitted under the Convention, which could include documents transmitted directly to the competent authority (see para. 474 of the draft Explanatory Report).
Voir également les commentaires des Rapporteurs sous l'article 34.
See also the Rapporteurs' observations under Article 34.

Article 17

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il faudra considérer la possibilité d'étendre l'exception de l'article 17(1)(e) aux litiges portant sur une obligation alimentaires à l'égard des « adultes frappés d'une incapacité ».
Consideration should be given to whether disputes relating to maintenance obligations in respect of "vulnerable adults" should also be excepted in Article 17(1)(e).

Article 17(1)(d)

États-Unis d'Amérique/United States of America – A footnote indicates that two delegations may wish to add language permitting a reservation with respect to this paragraph. We urge States to accept this paragraph, the only consequence of which we believe will be to give the United States an additional mandatory jurisdictional basis on which it will be required to recognize other States' decisions. Sub-paragraph (d) covers a subset of the cases covered by sub-paragraph (c). Our understanding is that the United States will be the only or nearly the only State to take a reservation to sub-paragraph (c) (habitual residence of the creditor). But we would not need to take a reservation to sub-paragraph (d), which provides that States shall recognize and enforce a foreign order if the child was resident in the State of origin when the proceedings were instituted, PROVIDED that the respondent lived with the child in that State at some time or lived in that State and provided support for the child there at some time. All of the cases covered by sub-paragraph (d) would thus also be covered by sub-paragraph (c). Sub-paragraph (d) will impose an additional obligation only on States, like the United States, that are not bound by sub-paragraph (c), and that obligation will work to the benefit of other States.

Article 17(1)(e)

Rapporteurs – L'accord des parties sur la compétence a été discuté sous l'angle de l'acceptabilité de l'autonomie de la volonté des parties parmi les chefs de compétence en matière d'aliments. Il a été convenu de prévoir cette possibilité à l'exception des différends relatifs aux obligations alimentaires à l'égard des enfants. La Session diplomatique devrait débattre de l'opportunité d'étendre cette exception aux adultes vulnérables (voir le para. 488 du projet de Rapport explicatif).

The agreement to the jurisdiction by the parties has been discussed taking into account if party autonomy provides an adequate basis for jurisdiction in maintenance. It has been agreed to include this possibility with the exception of disputes relating to maintenance obligations in respect of children. The Diplomatic Session should discuss whether this exception should be extended to vulnerable adults (see para. 488 of the draft Explanatory Report).

Mercosur – See Article 15(2)(a).

Article 17(4)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We support the substance of this paragraph, which is to require States to take appropriate steps to institute a proceeding to establish a new decision (the State cannot guarantee the result) if they are unable to recognize and enforce a foreign decision as a result of a jurisdictional reservation taken under Article 17(2). Further, we support the proviso that this requirement only applies to applications made through Central Authorities. The last clause of the last sentence ("unless a new application is made under Article 10(1)(d)") could be misread as preventing private attorneys from instituting a proceeding to establish a new decision outside of the Central Authorities system. A direct applicant whose foreign decision has been rejected because of jurisdictional problems can always ask her private attorney to institute a new proceeding with the competent authority to establish a new decision. (We suggest that para. 499 of the Explanatory Report be revised to make this clear.) In order to remove these ambiguities, we propose the following language:
A Central Authority shall, if recognition of a decision is not possible as a result of a reservation under paragraph 2, and, if the debtor is habitually resident in that State, take all appropriate measures to institute a proceeding to establish a decision. The preceding sentence does not apply to direct applications for recognition and enforcement under Article 16(5).

Article 17(5)

États-Unis d'Amérique/United States of America – This paragraph needs to be revised to reflect its original intent. If a decision in favour of a child under the age of 18 is rejected by virtue only of a reservation under Article 17(1), we agree that the forum State, in a proceeding to establish a new decision, should not be allowed to declare the child ineligible for support by virtue only of the fact that under the *lex fori* the age of majority is lower than 18. This was the intent of paragraph 5 but, as currently drafted, "eligibility" could be read much more broadly.
The current draft states that a decision in favour of a child under the age of 18 that is rejected solely because of a reservation under Article 17(1) shall be accepted as establishing the "eligibility" of that child for maintenance. The Explanatory Report (para. 501) makes clear that this does not refer to the quantum of maintenance. However, the Report suggests in paragraph 500 that age is only an example of what "eligibility" means under Article 17(5). We believe that age was the sole criteria that this paragraph was intended to address. Otherwise, the paragraph could deny the respondent of legitimate defenses. The following example will illustrate this problem. A default order is established by a UK tribunal against a U.S. debtor. The order is rejected by the U.S. tribunal because the sole basis of jurisdiction that could be asserted against the U.S. debtor was that the creditor was habitually resident in the UK. Under those circumstances, the U.S. debtor had no obligation under U.S. law to participate in the UK proceeding. In a U.S. proceeding to establish a new decision, the U.S. debtor seeks to prove that he is not the father of the child. A refusal to allow him to raise this defense would be a denial of due process. And yet, "eligibility" as used in Article 17(5) could be read as meaning that parentage could not be contested.
If there are States where the age of majority is lower than 18, then Article 17(5) should be revised to reflect the narrow rule that such a State cannot declare a child ineligible for support on that basis alone in an establishment case brought under Article 17(4). Otherwise, Article 17(5) should be deleted.

Article 17(6)

Japon/Japan – Article 17(6) provides that a decision shall be recognized only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin. This provision should be revised so that recognition or enforcement may be postponed or refused if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired (see Art. 8(4) of the *Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements*). Otherwise, if a decision is reversed in the State of origin after it has been enforced in the State addressed, the debtor will have to recover his / her damages across the border, which would be detrimental to the interests of the debtor.

Article 19

Article 19(d)

États-Unis d'Amérique/United States of America – As the Explanatory Report points out (para. 516), the text of this paragraph does not say anything about the date of the incompatible decision made in a third State. Such a decision should only prevail if it was established prior to the decision at issue in Article 19(d) and the text should be modified to reflect this.

Article 19(e)

Australie/Australia – There has been discussion in the Special Commission meetings about whether the assessment of whether a respondent has had "proper notice" is to be made in accordance with the law of the state of origin or the law of the state addressed. The draft Explanatory Report is not clear on the question. At paragraph 517 the Report states that it is not necessary for the defendant to have been "duly served" and further that the term "proper notice" accommodates both judicial and administrative systems. However, paragraphs 519 and 520 of the Report suggest that if notice of a decision is not served in accordance with the internal law of the States of civil law tradition, the decision will not be entitled to recognition and enforcement under the Convention. This question should be clearly resolved in the Convention.

Suisse/Switzerland – Dans les cas où le défendeur réside dans un État différent de celui où se déroule la procédure, il y a lieu de veiller à ce qu'il soit dûment informé de celle-ci ou de la décision conformément aux dispositions pertinentes en matière d'entraide judiciaire. Dans sa version actuelle, le texte du projet ne fait pas état de cette exigence. *In cases where the defendant is resident in a State that is different from the State in which the proceedings are taking place, it should be ensured that he is duly notified of these proceedings or of the decision in accordance with the relevant provisions on international judicial assistance. In its current version, the wording of the draft does not mention this requirement.*

Article 20

Canada – En général, le Canada est satisfait du texte de l'article 20. Toutefois, il serait préférable qu'il n'y ait pas de révision d'office au stade de l'enregistrement. Si ce n'est pas possible, le Canada voudrait alors limiter, au paragraphe 4, les motifs de révision à celui de l'article 19(a).
In general, Canada is satisfied with the text of Article 20. However, it would be preferable that there be no ex officio *review at the stage of registration. If this is not possible, then Canada would want, in paragraph 4, to limit the ground to that in Article 19(a).*

Suisse/Switzerland – S'agissant du paragraphe 2(a), il convient de relever que, dans la plupart des cas (du moins en Suisse), les opérations ne se déroulent pas selon la procédure préconisée. En effet, les décisions émanant de l'État requérant ne sont pas transmises immédiatement au juge compétent pour prononcer la reconnaissance ; l'autorité contacte tout d'abord le débiteur pour tenter de trouver avec lui une solution amiable. Ce n'est que dans le cadre de l'exécution que l'on examine à titre préjudiciel la question de la reconnaissance de la décision étrangère. Le paragraphe 11 ne couvre pas cette façon de procéder ; en outre, celle-ci n'est pas non plus mentionnée dans la partie du projet de Rapport explicatif concernant l'article 20. Nous plaidons pour que, dans toute la mesure du possible, l'on cherche d'abord une solution amiable avec le débiteur, processus qui devrait lui aussi être expressément prévu à l'article 20 de la Convention.
As regards Article 20(2)(a), it should be noted that in most cases (at least in Switzerland) proceedings do not follow the recommended procedure. In fact, decisions from the requesting State are not immediately transmitted to the court with competence to decide on recognition; the authorities first of all contact the debtor to try to find an amicable solution with him. It is only in connection with enforcement that the question of recognition of the foreign decision is examined as a preliminary issue. Article 20(11) does not cover this type of procedure, nor is it mentioned in the draft Explanatory Report on Article 20. We recommend that, where possible, an amicable settlement with the debtor be sought first. This process should also be provided for in Article 20 of the Convention.

Article 20(4)

Rapporteurs – Il n'existe aucun doute quant à l'article 19(a), qui vise l'incompatibilité avec l'ordre public de l'État requis comme motif de refus de reconnaissance et d'exécution. Cette approche limite les possibilités de révision par l'Autorité compétente. La deuxième possibilité exprimée est d'élargir les motifs de révision à tous ceux qui sont prévus à l'article 19 et à l'article 17 (bases de reconnaissance et d'exécution). Il faut cependant souligner que d'autres positions de compromis sont possibles, telles qu'une combinaison des articles 17 et 19(a) (voir le para. 535 du projet de Rapport explicatif).
No doubt exists as to Article 19(a), which specifies incompatibility with public policy of the requested State as a ground for refusing recognition and enforcement. This approach limits the possibilities of examination by the competent authority. The second possibility expressed is to extend the grounds for review to all those included in Article 19 and to Article 17 (bases for recognition and enforcement). It should be noted, however, that other compromise positions are possible, such as a combination of Articles 17 and 19(a) (see para. 535 of the draft Explanatory Report).

Australie/Australia – The grounds on which the relevant authority in the requested State may review *ex officio* an application for recognition and enforcement should exclude Article 17, but include Article 19(a), (c) and (d). In Australia the competent authority for recognition and enforcement is likely to be aware, even without submissions by the applicant or respondent, that the circumstances in paragraph (c) or (d) apply. If the competent authority cannot refuse to make a declaration or registration at this point, the authority will be forced to register a decision that is incompatible with a prior decision that is also registered for enforcement.

Canada – Voir les observations du Canada sous l'article 20.
See comments of Canada under Article 20.

États-Unis d'Amérique/United States of America – Article 20(4) addresses the level of *ex officio* review that will be allowed at this stage in the process. The United States believes that this provision is one of the most important in the Convention. As one of the main goals of the Convention is to simplify the process of recognition and enforcement of foreign child support orders, we believe that the level of review at this stage should be minimal. Later, at the challenge or appeal stage (Art. 20(6)-(8)), the respondent will have a full opportunity to contest the decision. There is no reason why the full review process should be done more than once. At most, the review at the Article 20(4) stage should be limited to the grounds set forth in Article 19(a) (public policy).
We are very concerned that if the *ex officio* review is expanded to include the reasons specified in Articles 17 and all of 19, the result could be a significant delay in getting child support to needy families. It is our experience that the *exequatur* process at this stage can delay the final resolution of the case for months or years. It is our understanding that, in some countries, the competent authority for this *ex officio* review of a foreign order is not even the same entity as the competent authority for the appeal or challenge. Even in countries where there is a single competent authority, there is no reason to have two opportunities for review. *If the Convention provides for a level of review at this stage of the proceedings that goes beyond public policy, in practical terms this may mean that for large numbers of applicants, the Convention will be useless.*
A possible concern of some States is that they may have a one-stage process for recognition and enforcement of foreign orders, rather than the two-stage process contemplated by Article 20. Those States are free to use simpler or more expeditious procedures. This is reflected in Article 20(11), as well as in Article 46(b). We agree with paragraph 548 of the Explanatory Report that there is some overlap, and suggest the deletion of Article 20(11). We note the concern expressed in footnote 8 of the draft Convention and in paragraph 548 of the Report that, while allowing the use of simple expeditious procedures is a good thing, there should be a level of due process which these procedures must meet. We would propose adding language along the following lines to Article 46(b) and / or Article 20(11): "so long as the procedures include the grounds for challenge set forth in Article 20(7) and (8)".
We would ask those States that support an expanded *ex officio* review to consider what practical impact that would have. At the Article 20(4) stage, the competent authority will only have before it the documentation received from the petitioner. No additional evidence will be permitted, and the respondent will not at that point even have notice of the case. Thus, it is very unlikely that a competent authority would have any way of knowing whether any of the Article 17 or 19 reasons for refusing recognition exist. The only impact of building in a separate *ex officio* review at this stage would be delay.

Japon/Japan – The second sentence of Article 20(4) denies the right for the party to make submissions at the proceeding of recognition or enforcement of decisions. According to this provision and Article 20(5), the party may make submissions only after a challenge or an appeal has been brought. This treatment could cause such problems as the respondent being burdened with recovering that which has already been unjustly enforced across the border without the respondent being afforded the opportunity to make submissions. Therefore, the second sentence of Article 20(4) should be deleted and the party should be given the opportunity to make submissions at the proceeding of recognition or enforcement of decisions.
Further, even if the party is given the opportunity to make submissions at the proceeding of recognition or enforcement, the same problem will occur when the reasons for refusing recognition or enforcement are limited to those in Article 19(a) (public policy). Subsequently, the words "Articles 17 and 19" in Article 20(4) should be retained and "[Article 19(a)]" should be deleted.

Article 20(5) à / to *(9)*

États-Unis d'Amérique/United States of America – The use of the phrase "challenge or appeal" in Article 20(5) to (9): We strongly urge that the words "or appeal" be deleted from these paragraphs, as they are confusing and unnecessary. As used in these paragraphs, "challenge or appeal" refers to a review at the trial, or first, level. The word "appeal" is used with a different meaning in Article 20(10) and Article 14(1), where it means a second review by another body at an appellate level. The deletion of "or appeal" in Article 20(5) to (9) would make no substantive change but would prevent a great deal of confusion, at least in countries like the United States, where "appeal" is a term reserved for the second level of review, and is not used to refer to a trial-level proceeding.

Article 20(6)

Australie/Australia – There is a typographical error in paragraph 6 – it should read: "notification under paragraph 5".

États-Unis d'Amérique/United States of America – The reference to paragraph 6 should be a reference to paragraph 5.

Japon/Japan – As this Convention is intended to be ratified by a large number of States which have great diversity in geographical or legal conditions, the periods for challenges or appeals should not be treated in a uniform manner. Additionally, if the periods were to be fixed by this Convention, then the length of periods for challenges or appeals would depend on whether or not this Convention applies and therefore legal stability would be diminished. For these reasons, the length of the periods for challenges or appeals is a matter which should be left to the domestic laws of each State. Accordingly Article 20(6) should be deleted.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – The cross-reference to "paragraph 6" should refer to "paragraph 5".

Article 20(7)(c)

Bureau Permanent/Permanent Bureau – Le Bureau Permanent suggère de supprimer le mot « véracité » car le mot « véracité » concerne le contenu du document et semble constituer une contradiction avec les articles 23 (Constatations de fait) et 24 (Interdiction de la révision au fond).
Le Bureau Permanent propose en outre que l'article 20(7)(c) inclue une référence à l'article 21(2).
The Permanent Bureau suggests to delete the word "veracity" since the word "veracity" goes to the substance of the document and appears to be in contradiction with Articles 23 (Findings of fact) and 24 (No review of the merits).
The Permanent Bureau also proposes that Article 20(7)(c) include a reference to Article 21(2).

Article 20(8)

Australie/Australia – Recognition and enforcement might be applied for in respect of payments that fell due in the past as well as payments due in the future. If the debt for past payments has been fulfilled, a challenge or appeal should be allowed against recognition and enforcement of that part of the decision only.
The following wording is suggested:
"A challenge or an appeal by a respondent may also be founded on the fulfilment of the debt regarding recognition and enforcement in respect of payments that fell due in the past."

Article 20(10)

Comité de rédaction/Drafting Committee – La question de savoir si cette disposition doit faire l'objet de plus amples développements, notamment dans le sens des lignes suivantes, demeure ouverte :
– une interruption ou une suspension de l'exécution pourrait être interdite lorsqu'un recours est en cours ;
– la décision rendue sur la contestation ou l'appel pourrait ne faire l'objet que d'un seul recours. Un tel recours pourrait être limité à des points de droit ;
– s'il y a interruption ou suspension de l'exécution, une caution ou un dépôt pourrait être exigé ;
– si la décision n'est pas rendue dans un délai spécifié, il pourrait y avoir une obligation, sur demande, d'expliquer les raisons de ce retard.
The question remains open whether there should be any further elaboration of this provision along, for example, any of the following lines:
– *stay or suspension of enforcement might be prohibited while an appeal is pending;*
– *the decision given on the challenge or appeal might be contested only by a single appeal. Such an appeal might be limited to points of law;*
– *if there is a stay or suspension of enforcement there might be a requirement for the posting of a security or a bond;*
– *if the decision is not taken within a specified period of time there might be an obligation, on request, to provide an explanation for the delay.*

Article 20(11)

Australie/Australia – The Drafting Committee has raised the question whether there are any provisions in Article 20 from which Contracting States should not be able to derogate. The requirements to notify the applicant and the respondent under paragraphs 5 and 9 are important protections and should be guaranteed.

Article 21

Comité de rédaction/Drafting Committee – Le projet reflète l'analyse et les suggestions du Bureau Permanent.
The draft reflects the analysis and suggestions of the Permanent Bureau.
Voir également les observations du Comité de rédaction sous l'article 12(2).

See also comments of the Drafting Committee under Article 12(2).

Rapporteurs – Voir les commentaires des Rapporteurs sous l'article 16(5).
See the Rapporteurs' observations under Article 16(5).

Suisse/Switzerland – Pour les besoins des procédures devant les tribunaux et les autres autorités, il est indispensable de produire les originaux ou des copies certifiées conformes de certains documents. De simples copies ne suffisent pas. Au surplus, si l'on veut assurer un traitement expéditif des demandes, il convient que ces documents soient systématiquement joints à la demande et non pas produits lorsque l'autorité compétente le requiert, ainsi que le prévoit l'article 21, paragraphe 3, dans sa teneur actuelle.
For proceedings in courts of law and before other authorities, it is essential that certain documents are available in their original version or as a certified copy. Ordinary photocopies are not sufficient for this purpose. In addition, for the application to be efficiently processed, these documents should be systematically submitted together with the application and not produced only at the request of the competent authority, as is provided for in Article 21(3) as it stands at present.

Article 21(1)(b)

Australie/Australia – The documents listed in sub-paragraph (b) must be provided in all circumstances. However, for applications between some States a document stating that the requirements of Article 16(3) are met will never be necessary. Article 21 should provide flexibility for these States to operate on this basis and in accordance with the spirit of trust and co-operation underpinning the Convention.
The following wording is suggested:
"[…]
(b) a document stating that the decision is enforceable in the State of origin;
(c) in the case of a decision by an administrative authority, a document stating that the requirements of Article 16(3) are met, save where the requested State has made a declaration in accordance with Article 58 that such a document is not required".

Article 21(1)(c)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We have no disagreement with the intended substance of this sub-paragraph, but suggest that the drafting needs to be made consistent with Article 19(e). As drafted, Article 21(1)(c) literally means that the document must establish that there was NOT notice and an opportunity to be heard when, of course, it is the opposite that is intended.

Article 21(1)(f)

Australie/Australia – The wording of sub-paragraph (f) may need to be amended if Article 14 *ter* (b) (Option 2) is amended as suggested in paragraph 441 of the Explanatory Report.
The following wording could be considered:
"(f) where necessary, documentation showing the extent to which the applicant is entitled to free legal assistance in the State of origin".

Article 21(2)

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – Le Groupe de travail suggère que le résumé de la décision ne soit pas obligatoire pour les États ayant fait une déclaration au titre de l'article 21(2). Le résumé serait inscrit en annexe à la Convention pour les États souhaitant l'utiliser. Le Groupe de travail est d'avis que ce formulaire est probablement celui qui permettra le plus de réduire les frais de traduction et de garantir un traitement rapide des demandes. Si ce formulaire n'est pas obligatoire, cela permettra à la Commission spéciale de le modifier si besoin. À cet égard, il ne serait peut-être pas nécessaire que la procédure de modification du formulaire de résumé suive la procédure d'amendement décrite à l'article 49.
The Working Group is not proposing that the Abstract of a Decision be mandatory for the States that make a declaration under Article 21(2). The Abstract would be set out in an Annex to the Convention for the States that may want to use it. The Working Group is of the view that this is probably the form that will assist most in reducing costs of translations and ensuring the swift processing of applications. As the Abstract would not be mandatory, it could be amended from time to time by Special Commissions. In that respect, the amendment of the Abstract may not need to follow the amendment procedure set out in Article 49.

Article 24

Rapporteurs – L'interdiction de réviser une décision au fond est une autre disposition classique des conventions sur la reconnaissance et l'exécution des décisions[1]. En son absence, les jugements étrangers pourraient, dans certains pays, être révisés par le tribunal requis comme s'il s'agissait d'une cour d'appel connaissant d'un appel de la décision du tribunal d'origine. Cette interdiction s'entend sans préjudice de la révision nécessaire pour appliquer les dispositions de ce chapitre (chapitre V), même si cela n'est pas expressément déclaré[2]. Elle concerne la reconnaissance en vertu des articles 17 et suivants et s'appliquerait aussi à une procédure relative à une demande de reconnaissance en vertu de l'article 22. Elle s'étend à la fois aux systèmes fondés sur l'enregistrement et aux systèmes reposant sur des déclarations de force exécutoire. Il conviendrait peut-être d'intégrer à l'article 24 la dernière partie de l'article 13 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) : « à moins que la Convention n'en dispose autrement » (voir le para. 568 du projet de Rapport explicatif).
The prohibition of review on the merits of a decision is also a standard provision in conventions on recognition and enforcement of decisions.[1] Without it, foreign judgments might in some countries be reviewed by the court addressed as if it were an appellate court hearing an appeal from the court of origin. It is without prejudice to the review, necessary to apply the provisions of this Chapter (Chapter V), although this is not expressly stated.[2] This prohibition concerns recognition under Article 17 and following and would also apply to a procedure on an application for recognition under Article 22. This prohibition extends both to registration systems and to systems based on declarations of enforceability. It may be advisable to reintegrate into Article 24 the last portion of Article 13 of the 1973 Hague Maintenance Convention (Enforcement) which provided "unless this Convention otherwise provides" (see para. 568 of the draft Explanatory Report).

[1] Art. 27 de la Convention Protection des enfants de 1996 et art. 26 de la Convention Protection des adultes de 2000.
[2] Contrairement à l'art. 27 de la Convention Protection des enfants de 1996 et à l'art. 26 de la Convention Protection des adultes de 2000.
[1] Art. 27 of the 1996 Hague Child Protection Convention and Art. 26 of the 2000 Hague Adults Convention.
[2] As it is in Art. 27 of the 1996 Hague Child Protection Convention and Art. 26 of the 2000 Hague Adults Convention.

Article 25

Canada – Le Canada estime que la présence de l'enfant ou du demandeur, sous quelque forme que ce soit, ne devrait pas être exigée lors de procédures introduites dans l'État requis et que, par conséquent, le terme « physique » devrait être supprimé à l'article 25. Nous suggérerions aussi que l'article soit déplacé au chapitre VIII de la Convention, de façon à ce qu'il s'applique à toutes les demandes.
Canada believes that presence of the child or applicant, in any form, should not be required in any proceedings in the requested State and that therefore the word "physical" should be removed from Article 25. We would also suggest that the Article be moved under Chapter VIII of the Convention so that it would apply to all applications.

États-Unis d'Amérique/United States of America – This important, but not yet discussed, provision should be moved to Chapter VIII (General provisions), as the provision should apply to requests for establishment and modification, as well as for recognition and enforcement. The brackets should be removed and the bracketed language retained, except that "under this Chapter" should be changed to "under this Convention". Obviously, the entire structure and purpose of the Convention would be undermined if a tribunal could demand the physical presence of the child or other creditor.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We support removing the [ ] around this Article and retaining the text.

Article 26

Comité de rédaction/Drafting Committee – Voir sous l'article 16 ci-dessus.
See under Article 16 above.
Voir également les observations du Comité de rédaction sous l'article 12(2).
See also comments of the Drafting Committee under Article 12(2).

Rapporteurs – Il reste à décider si les actes authentiques et les accords privés doivent entrer dans le champ d'application général de la Convention et si oui, s'ils feront l'objet d'une option de participation *(opt-in provision)* à laquelle les États souscriraient. Voir article 16(4). Si l'article 26 est adopté, il conviendrait de déterminer si les règles applicables aux demandes directes (art. 34) devraient s'appliquer aux actes authentiques et aux accords privés (voir le para. 572 du projet de Rapport explicatif).
It remains to be decided finally whether authentic instruments and private agreements should be covered by the general scope of application of the Convention and, if so, if they would be the subject of an opt-in provision. See Article 16(4). If Article 26 is adopted, consideration should be given to whether the rules for direct requests (Art. 34) should apply to authentic instruments and private agreements (see para. 572 of the draft Explanatory Report).

Canada – Le Canada appuie l'inclusion des actes authentiques et des accords privés dans la Convention. Nous proposons que le paragraphe 26(5) précise quelle autorité compétente est visée en ajoutant à la fin de la phrase « dans l'État d'origine ». Nous estimons que les mesures de sauvegarde énoncées à l'article 26 sont suffisantes.
Canada supports the inclusion of authentic instruments and private agreements in the Convention. We suggest that Article 26(5) specify which competent authority by adding at the end of the sentence "in the State of origin". We are satisfied that the safeguards set out in Article 26 are sufficient.

États-Unis d'Amérique/United States of America – As stated in our comments on Article 16(4), we have no objection to the inclusion of authentic instruments and private agreements in this chapter, even though authentic instruments are not used in the United States, and private agreements are not recognized as decisions unless they are incorporated into a court decision.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We agree with the comment in the draft Explanatory Report that it is important to accommodate the trend towards using alternative dispute resolution. We therefore support, in principle, the idea of including authentic instruments and private agreements within the Convention. However, as noted in the draft Explanatory Report, some States do not have authentic instruments and others are unfamiliar with private agreements. There are also potential concerns with arrangements that have not been subject to judicial or administrative scrutiny. We therefore suggest that States should have the ability to "opt-in" to coverage under this Article either in respect of authentic agreements or private agreements, or both.

Mercosur – By reason of the doubts arising from the statements of this Article, it is deemed convenient that, for the purpose of deciding about the formula proposed, States attributing enforceability to authentic instruments and private agreements should explain the conditions that said instruments shall meet in order to be considered as such.

Article 26(2)

États-Unis d'Amérique/United States of America – Paragraph 2 generally: As with Article 21, the documents required under this paragraph do not have to be certified in the first instance. Obviously, there should be at least as much opportunity for authorities to require certified documents in the case of authentic instruments or private agreements as there is in the case of tribunal decisions. We are concerned that Article 26(2) does not completely mirror Article 21, at least with direct applications. If the application goes through the Central Authorities, then Article 12(2) provides that the requested Central Authority can require the submission of certified documents required by Article 21 or Article 26. But Article 21(3) also provides that certified documents can be demanded (in both Central Authority and direct application cases) if there is a challenge, or *sua sponte*, by the competent authority. Similar provisions should be added to Article 26.

Article 26(2)(c)

États-Unis d'Amérique/United States of America – Paragraph 2(c): We make the same comment with regards to this paragraph as we made with regard to Article 19(d), which is that this paragraph needs to address the timing of the decision made in the third State.

Article 26(4)

Japon/Japan – Regarding Article 26(4)(a), limiting the reasons for refusal of a declaration or registration to only those specified in paragraph 3(a) (public policy) would cause serious problems since, in the case of reasons other than the public policy specified in sub-paragraph (a), authentic instruments or private agreements which should not have otherwise been enforced will be enforced necessitating the return over national boundaries of that which has already been enforced. Therefore, the words "paragraph 3" in Article 26(4)(a) should be retained and "paragraph 3(a)" should be deleted.

Article 26(4)(b)(ii)

Bureau Permanent/Permanent Bureau – De même que pour l'article 20(7)(c), le Bureau Permanent suggère de supprimer le mot « véracité » car le mot « véracité » concerne le contenu du document et semble constituer une contradiction avec les articles 23 (Constatations de fait) et 24 (Interdiction de la révision au fond).
As in Article 20(7)(c), the Permanent Bureau suggests to delete the word "veracity" since the word "veracity" goes to the substance of the document and appears to be in contradiction with Articles 23 (Findings of fact) and 24 (No review of the merits).

Article 26(5)

Canada – Voir les observations du Canada sous l'article 26.
See comments of Canada under Article 26.

Article 27

Article 27(c)

Rapporteurs – La règle reste entre crochets car elle doit être adaptée à la structure de la Convention et d'autres discussions sont prévues sur la possibilité de limiter l'emploi de ces procédures aux demandes présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales (voir le para. 586 du projet de Rapport explicatif).
The rule is still in brackets as it has to be accommodated to the structure of the Convention and further discussion has to take place as to the possibility of limiting the use of these procedures to applications through Central Authorities (see para. 586 of the draft Explanatory Report).

* *Autres observations relatives au chapitre V /* Other comments on Chapter V

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – Le Groupe de travail comprend que la modification des formulaires obligatoires annexés à la Convention s'analyse en une modification de la Convention et que cela entraîne, pour bon nombre d'États, une procédure parlementaire complexe. Le Groupe de travail comprend également que pour certains États de tradition moniste, le recours à des formulaires obligatoires constituerait une trop grande ingérence en droit interne. Enfin, le Groupe de travail réalise que de nombreux formulaires doivent être adaptés aux différentes législations des États contractants. De tels formulaires nécessiteront en conséquent des ajustements réguliers. Néanmoins, pour les raisons exposées dans le […] Rapport [du Comité][1], le Groupe de travail estime que tous les autres formulaires inscrits en annexe de ce Rapport devraient idéalement être adoptés comme formulaires recommandés pendant la Session diplomatique de novembre 2007. Leur insertion dans l'Acte final de la Session diplomatique garantirait leur publication au sens de l'article 11(4) et faciliterait ainsi la mise en œuvre rapide de la Convention pour tous les États souhaitant devenir Parties à cet instrument[2]. Se faisant, un seul jeu de formulaire serait utilisé pour la Convention, réduisant ainsi la multiplication du travail et des efforts et la confusion pouvant en résulter[3].
Si la Session diplomatique n'était pas en mesure d'adopter (par manque de temps par exemple) tous les formulaires recommandés ou certains d'entre eux pour insertion dans l'Acte final, le Comité chargé des formulaires demande que la Session diplomatique:
1) approuve les formulaires exposés au Document préliminaire No 31-B, et plus particulièrement leur structure uniforme,
2) recommande l'examen approfondi des formulaires en vue de leur adoption lors d'une Commission spéciale qui sera convoquée à la première opportunité en application de l'article 48.
The Working Group understands that the amendment of mandatory forms annexed to a Convention equates the amendment of a Convention and for a number of States it implies complex parliamentary procedures. Furthermore, the Working Group understands that for some States of monist tradition the use of mandatory applications would intrude too far into domestic law. Finally, the Working Group realises that many of the forms have to adapt to the different laws of the Contracting States. As a result, such forms may need regular adjustments. Nevertheless, for all the reasons explained in [the] Report [of the Working Group],[1] the Working Group is of the view that all the other forms set out in the Annex to that Report should ideally be adopted as recommended forms during the November 2007 Diplomatic Session. Their inclusion in the Final Act of the Diplomatic Session would ensure their publication for the purpose of Article 11(4) thus facilitating the rapid implementation of the Convention for all the States that want to become Party to it.[2] Doing so will also assist ensuring that only one single set of forms will be used for the Convention thus alleviating duplication of work and efforts and the resulting confusion.[3]
*Should it not be possible (*e.g.*, for reasons of time) for the Diplomatic Session to adopt some or all of the recommended forms for inclusion in the Final Act, the Forms Committee requests that the Diplomatic Session –*
1) give its general endorsement to the forms set out in Preliminary Document No 31-B, in particular with regard to their uniform structure,
2) recommend further consideration, with a view to adoption, of the forms at a Special Commission meeting to be convened at the earliest opportunity under Article 48.

Canada – *Terminologie :*
Nous avons remarqué que, dans la version anglaise des chapitres V, VI, et VIII de la Convention, les termes « *requested State* » et « *State addressed* » ne sont pas toujours employés de façon cohérente. Nous suggérons d'apporter des corrections au texte pour assurer cette cohérence.
Terminology:
We have noticed that the English language text of Chapters V, VI and VIII of the Convention uses the terms "requested State" and "State addressed" inconsistently. We would suggest that the proper corrections be made to ensure consistency.

1 Voir en particulier le para. 1 du Doc. prél. No 31-A.
2 Cela permettrait également d'aider le Bureau Permanent à avancer dans le développement de son système iSupport, voir *ibid*.
3 Il est important de noter qu'une Autorité centrale ne peut refuser de traiter une demande que s'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies (art. 12(8)). Ainsi, les formulaires en soi développés par le Groupe de travail devrait être traités puisque les informations et les documents qui y sont requis sont conformes aux exigences de la Convention. La seule façon de réserver le traitement de formulaires spécifiques entre deux États serait de conclure un accord à cet effet en vertu de l'art. 45.

1 See in particular para. 1 of Prel. Doc. No 31-A.
2 This would also assist the Permanent Bureau in advancing the development of the iSupport system, see *ibid*.
3 It is to be noted that a Central Authority may refuse to process an application only if it is manifest that the requirements of the Convention are not fulfilled (Art. 12(8)). Therefore, the forms *per se* developed by the Working Group would have to be processed as their information and documentary requirements meet the requirements of the Convention. The only way to reserve the process of specific forms between two States would be to enter an agreement to that effect under Art. 45.

CHAPITRE / *CHAPTER* VI

Article 28

Article 28(3)

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il faudra examiner s'il faut inclure un libellé selon lequel une demande présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales n'entraîne aucun frais additionnel pour le demandeur au stade de l'exécution.
Consideration should be given to the inclusion of wording to the effect that in the case of applications through Central Authorities enforcement should be without further cost to the applicant.

Australie/Australia – Paragraph 3 contains a very important principle for Australia. Where a decision has been declared enforceable or registered for enforcement under the Convention, the competent authority in the State addressed must proceed to take enforcement measures, in accordance with the law of the State addressed.
The suggestion by the Drafting Committee in Preliminary Document No 26 for the inclusion of wording to the effect that in the case of applications through Central Authorities enforcement should be without further cost to the applicant is strongly supported.

Japon/Japan – Article 28(3) provides in the case of applications through Central Authorities, where a decision has been declared enforceable or registered for enforcement, enforcement shall proceed without the need for further action by the applicant. This provision, however, has not been discussed sufficiently at the Special Commission. In connection with this provision, Preliminary Document No 26 stated that there was a need for consideration for inclusion of wording to the effect that in the case of applications through Central Authorities, enforcement should be without further cost to the applicant. However, procedural matters such as whether an application for enforcement measures is required and whether a fee for the application is required should be left to the domestic laws of each State. Accordingly Article 28(3) should be deleted.

Article 29

Australie/Australia – There is a significant inter-relationship between Article 29 and the other provisions of Chapter VI that should be noted. For those States with well-developed enforcement infrastructure and a wide range of enforcement methods, Article 29 will create an obligation to extend their system to benefit international creditors. This will be at a significant cost burden to those States. For other States lacking extensive systems for enforcement, Article 29 does not impose any great burden at all. The other provisions in Chapter VI, such as Articles 28 and 30, are essential to address this imbalance. Those provisions encourage all Contracting States to make available effective measures for enforcement of decisions.

Article 30

Suisse/Switzerland – La manière d'appliquer les mesures d'exécution devrait être laissée à l'appréciation de l'État requis, d'où le caractère superflu de l'article 30.
The manner in which enforcement measures are applied should be left to the requested State, with the result that Article 30 is superfluous.

Article 30(2)

Australie/Australia – Paragraph 2 is an important provision for Australia. Article 30 requires Contracting States to make available effective measures for enforcement of decisions and paragraph 2 notes some measures that have proven to be effective in Member States. As noted above with respect to Article 29, this provision is intended to reassure States that already have effective systems for enforcement and will be obliged to apply these to cases under the Convention.

Article 31

Mercosur – There is agreement regarding the need of implementation of mechanisms tending to facilitate the transfer of funds and reduce its costs, taking into account for that purpose Preliminary Document No 9 of May 2004[1] and Article 20 of the *Inter-American Convention on Support Obligations*.

Article 32

Comité de rédaction/Drafting Committee – Voir les observations du Comité de rédaction sous l'article 51.
See comments of the Drafting Committee under Article 51.

États-Unis d'Amérique/United States of America – This Article can be deleted if Article 51 is retained. We think it makes sense to include all of the requirements for information to be submitted to the Permanent Bureau in Article 51, rather than scattering them throughout the Convention. This is especially true because Article 51 explains that States can fulfill all of their informational requirements by completing the Country Profile.

* *Autres observations relatives au chapitre VI /* Other comments on Chapter VI

Canada – *Terminologie :*
Nous avons remarqué que, dans la version anglaise des chapitres V, VI, et VIII de la Convention, les termes « *requested State* » et « *State addressed* » ne sont pas toujours employés de façon cohérente. Nous suggérons d'apporter des corrections au texte pour assurer cette cohérence.
Terminology:
We have noticed that the English language text of Chapters V, VI and VIII of the Convention uses the terms "requested State" and "State addressed" inconsistently. We would suggest that the proper corrections be made to ensure consistency.

CHAPITRE / *CHAPTER* VII

Article 33

Comité de rédaction/Drafting Committee – La question de savoir si les organismes publics peuvent présenter dans l'État requis, en plus d'une demande de reconnaissance et d'exécution, d'autres demandes, telles qu'une demande d'obtention d'une décision en faveur de l'organisme public, et si les organismes publics peuvent présenter des demandes directement à une autorité compétente dans l'État requis aux fins de reconnaissance et d'exécution, devra être examinée.

[1] "Transfer of Funds and the Use of Information Technology in relation to the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance", drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 9 of May 2004, *supra* p. I-237 of this tome.

Consideration needs to be given to whether public bodies should be able to pursue applications in the State addressed other than for recognition and enforcement such as for establishment of a decision in favour of the public body and whether a public body should be entitled to apply directly to a competent authority in the State addressed for recognition and enforcement.

Rapporteurs – Si les délégués, réunis en Séance plénière, acceptent les modifications apportées par le Comité de rédaction au paragraphe 1 afin de restreindre les demandes émanant d'organismes publics aux demandes de reconnaissance et d'exécution, le texte du paragraphe 1 serait amélioré si, après « l'article 10(1) », était ajouté « (a) ou (b) ». Une possible ambiguïté du texte [anglais] serait évitée si après le mot « *or* », le mot « *one* » était remplacé par « *a public body* » (voir le para. 611 du projet de Rapport explicatif).
If the Plenary accepts the Drafting Committee's changes to paragraph 1 to restrict applications by public bodies to applications for recognition and enforcement, the text in paragraph 1 would be improved if, after "Article 10(1)" was added "(a) or (b)". A possible ambiguity in the [English] text would be avoided if, after the word "or", the word "one" was replaced by "a public body" (see para. 611 of the draft Explanatory Report).
Voir également les observations des Rapporteurs sous l'article 14.
See also the Rapporteurs' comments under Article 14.

Canada – En ce qui concerne l'article 33, les organismes publics devraient avoir le droit de présenter une demande, non seulement pour la reconnaissance et l'exécution d'une décision, mais aussi pour l'obtention ou la modification d'une décision en vertu du chapitre III. L'article 33 devrait donc être modifié pour donner ces possibilités aux organismes publics.
De plus, au paragraphe 1, après la phrase « à laquelle des aliments sont dus », nous suggérons d'ajouter « ou sont allégués être dus », afin de tenir compte des affaires où une demande d'obtention d'une décision a été faite. Nous proposons aussi d'ajouter, au même paragraphe, le mot « paiement » au mot « remboursement » de façon à prévoir le recouvrement des aliments dans tous les cas, c'est-à-dire, le passé, le présent et le futur. Enfin, par souci de cohérence, nous suggérons de remplacer, dans la version anglaise, l'expression « *in lieu of* » par « *in place of* », qui est déjà utilisée aux paragraphes 2 et 3(b) de cet article.
With respect to Article 33, public bodies should be permitted to apply, not only for recognition and enforcement of a decision, but also for the establishment or modification of an order under Chapter III. Article 33 should therefore be modified to provide public bodies with these possibilities.
In addition, at paragraph 1, after the phrase "to whom maintenance is owed", we suggest adding, "or is allegedly owed", in order to account for the cases where an application for establishment of a decision has been made. We also suggest adding, in the same paragraph, the word "payment" to that of "reimbursement" so as to provide for recovery of maintenance in all situations, i.e.*, past, present and future. Finally, for the purposes of consistency, we suggest replacing the words "in lieu of", in the English language text, with the words "in place of", already used in paragraphs 2 and 3(b) of this Article.*

États-Unis d'Amérique/United States of America – We strongly believe that the definition of "creditor" should include a public body acting in place of an individual creditor for all child support cases (establishment, recognition and enforcement and modification) covered by the Convention. So long as the public body's recovery is restricted to benefits provided in lieu of child maintenance, we see no reason to treat the public body any differently than the individual creditor. We understand this to mean that the public body can only recover what the debtor would be (or, for prior periods, would have been) obliged to pay as child support. If the public body provided higher benefits than the debtor would be ordered to pay under the relevant child support guidelines, it cannot recover the excess from the debtor; if it provided lower benefits than the debtor was or would have been ordered to pay the individual creditor, it cannot recover more than it paid.
We also believe that, for child support cases, public bodies should be treated as applicants under Article 14, *i.e.*, receive the same level of free services. (If there is any exception to free services for wealthy individuals, that exception obviously would not apply to public bodies.)
As a technical drafting matter, we note that Article 33(1) uses the phrase "benefits provided in lieu of maintenance" while Article 33(2) uses the phrase "benefits provided […] in place of maintenance". We suggest that "in lieu of" be used in both paragraphs.

Nouvelle-Zélande/New Zealand – Please refer to our comments under Article 14 about public bodies.

CHAPITRE / *CHAPTER* VIII

Article 34

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il faudrait examiner la nécessité d'exclure les demandes directes de reconnaissance et d'exécution portées devant les autorités compétentes de l'application de certaines dispositions des chapitres V, VI ou VIII, comme, par exemple, l'article 38.
Further consideration needs to be given to whether any other provisions of Chapters V, VI or VIII should be excepted in respect of direct requests for recognition and enforcement such as, for instance, Article 38.

Rapporteurs – Au vu des discussions relatives à la possibilité pour les parties de saisir directement les autorités compétentes de l'État requis aux fins de reconnaissance et d'exécution des décisions alimentaires, il conviendrait de débattre de l'opportunité d'étendre la dispense de légalisation aux parties. Si c'était le cas, l'entière responsabilité de l'acceptation des documents et de la demande incomberait aux autorités compétentes de l'État requis. Il serait intéressant de savoir si les experts, compte tenu de leur expérience pratique dans leurs États respectifs, jugent cette solution appropriée dans les circonstances. Dans le cas contraire, il faudra peut-être apporter des ajustements à la disposition ou limiter son application aux documents transmis entre autorités en vertu de la Convention (voir le para. 632 du projet de Rapport explicatif).
In the light of the discussion concerning the possibility for parties to directly seize competent authorities in the requested State for the purpose of recognition and enforcement of maintenance orders, it would be appropriate to discuss whether those parties should benefit from the exemption from legalisation. To do so would leave the entire responsibility for the admittance of documents and application to the competent authorities of the requested State. It would be interesting to know from the experts in the light of their practical experience in their respective States if this would be appropriate in the circumstances. If not, the provision may require some adjustments or its application may be limited to documents transmitted between authorities under the Convention (see para. 632 of the draft Explanatory Report).
Voir également les commentaires des Rapporteurs sous l'article 38.
See also the Rapporteurs' observations under Article 38.

Canada – Dans le cas de l'article 34, le Canada préférerait que le renvoi au paragraphe 14(5) soit supprimé, si la première option est retenue. Si la deuxième option est choisie, alors le renvoi à l'article 14 *ter* (b) devrait être supprimé. Nous préférerions que ce changement soit fait (dans la première option ou dans la deuxième option) parce que si une demande est présentée directement, le demandeur ne devrait pas recevoir gratuitement les services des Autorités centrales. Le système de l'Autorité centrale vise la facilité administrative et donc, le fait d'encourager les demandes présentées directement irait à l'encontre de cet objectif. Les États qui fournissent gratuitement les services pour les demandes présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales ne devraient pas être contraints de le faire pour les demandes présentées directement. Enfin, à des fins de clarté, nous suggérons de remplacer le terme anglais « *national law* », au paragraphe 1, par « *internal law* ».
In the case of Article 34, Canada would prefer that reference to Article 14(5) be removed, if Option 1 is chosen. If Option 2 is chosen, then reference to Article 14 ter *(b) should be removed. We would prefer that this change be made (in Option 1 or Option 2) because if a direct application is made, the applicant should not benefit from the free services provided by Central Authorities. The Central Authority system is set up for administrative ease, therefore to encourage direct applications would run contrary to this objective. States that provide free services for applications through Central Authorities should not be obliged to provide free services for direct applications. Finally, for the purposes of clarity, we suggest that the term "national law" in paragraph 1 be substituted by "internal law".*

Article 35

Nouvelle-Zélande/New Zealand – We suggest that the Explanatory Report could, for the sake of clarity, explain the breadth of the term "use" as, for example, including disclosure of information, given this latter term is used in Article 37.

Article 37

Nouvelle-Zélande/New Zealand – While we strongly support the intention behind this Article, we suggest that the Explanatory Report could clarify that this Article is not intended to be used to protect debtors from enforcement action.

Article 37(3)

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – Le Groupe de travail est d'avis que les règles de non-divulgation de renseignements, prévue à l'article 37, ne sont pas assez claires. Il n'est pas certain que le paragraphe 3 de cet article procure suffisamment de souplesse. Le Groupe de travail suggère la formulation suivante : « Cette disposition ne peut être interprétée comme empêchant les autorités de recueillir et de se transmettre des renseignements dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des obligations découlant de la présente Convention. »
The Working Group is of the view that the rules for non-disclosure of information provided for under Article 37 may be insufficiently clear. It is not certain whether paragraph 3 of the Article provides enough flexibility. The Working Group suggests the following wording: "Nothing in this provision shall impede the gathering and transmitting of information by and between authorities in so far as necessary to carry out the obligations under this Convention."

Canada – Le Canada appuie la proposition du Comité de travail chargé des formulaires qui suggère la formulation suivante à l'article 37(3) : « Cette disposition ne peut être interprétée comme empêchant les autorités de recueillir et de se transmettre des renseignements dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des obligations découlant de la présente Convention. »
Canada supports the Forms Working Group proposal that suggests the following wording for Article 37(3): "Nothing in this provision shall impede the gathering and transmitting of information by and between authorities in so far as necessary to carry out the obligations under this Convention."

Article 38

Voir les commentaires des Rapporteurs sous l'article 34.
See the Rapporteurs' observations under Article 34.

Article 39

Suisse/Switzerland – Selon l'avant-projet révisé de Convention, l'Autorité centrale de l'État requis ne peut exiger une procuration l'autorisant à agir au nom du demandeur que si elle le représente en justice ou dans des procédures devant d'autres autorités. Toutefois, il est de fait que, notamment en Suisse, on exige du représentant du demandeur qu'il produise une procuration, cela qu'il représente ou non ses clients devant des tribunaux ou devant d'autres autorités. Il en va de même des autorités qui agissent au titre de la Convention car elles représentent les intérêts du demandeur face à ceux du défendeur. Dans ce cadre, il est parfaitement imaginable que les deux parties parviennent à une solution amiable et, partant, que l'on ne soit point obligé d'en arriver à une procédure judiciaire ou à une procédure devant une autre autorité. De plus, nous sommes d'avis qu'une demande doit toujours être l'émanation de la volonté univoque de celui qui la fait et que ce dernier doit également avoir conscience de l'ampleur du mandat qu'il confie. En conséquence, nous plaidons pour le maintien de la procuration. Celle-ci est également nécessaire pour la procédure au sens de l'article 20. Sur ce point, il y a donc lieu de compléter comme il se doit l'article 11(1).
As stated in the revised preliminary draft Convention, the requested State's Central Authority may require a power of attorney authorising it to act on behalf of the applicant only if it acts as legal representative in judicial proceedings or before other authorities. However, it is a fact, particularly in Switzerland, that the applicant's representative is required to produce a power of attorney whether or not he represents his clients in courts of law or before other authorities. This also applies to authorities who are acting in accordance with the Convention, since they represent the interests of the applicant vis-à-vis the defendant. It is therefore quite feasible that the two parties will come to an out-of-court settlement and hence there is no need for legal proceedings or proceedings before another authority. In addition, we believe that an application must always arise out of the unequivocal will of the person who makes the application and that this person must also be aware of the scope of the power that he is giving. Consequently, we advocate that the power of attorney be maintained. The power of attorney is also necessary for the proceedings in terms of Article 20. Amendments in this respect should be made to Article 11(1).

Article 40

Nouvelle-Zélande/New Zealand – To the extent that costs may be charged for services under Article 8, our understanding is that those costs that would be payable by an

applicant would normally be paid at the time the services are provided, before any maintenance is collected. We assume that this is not prevented by Article 40.

Article 40(1)

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il est nécessaire d'examiner la question de savoir si ce principe devrait s'appliquer uniquement aux aliments envers les enfants.
Consideration should be given to the question whether this principle should apply only in respect of child support.
Voir également le paragraphe 635 du projet de Rapport explicatif.
See also paragraph 635 of the draft Explanatory Report.

États-Unis d'Amérique/United States of America – Article 40(1) may be changed, depending on the resolution of Articles 8 and 14. We will address this in a separate paper on costs.

Article 42

Article 42(1)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We support the flexibility that this paragraph provides Central Authorities and would urge one addition that would provide even further flexibility. The first sentence provides that Central Authorities may agree in an individual case that the translation will be done in the requested State, rather than in the requesting State. We suggest inserting the words "or generally" after "in an individual case". This would make it clear that Central Authorities would have the flexibility to agree that all applications between the two of them would be translated in the requested State. Certain States with which the United States has bilateral arrangements have requested that we not attempt to translate our documents into their languages, but rather let them do it. We note that paragraph 2 addresses the cost of translation in such cases.

Article 42(3)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We suggest that a period be inserted after "related documents" and that the rest of the sentence be deleted. While the United States generally does not charge its own applicants for translation costs, it seems inappropriate for this Convention to be regulating the entirely internal procedures that govern the relation between the requesting Central Authority and its own applicant.

Article 43

Comité de rédaction/Drafting Committee – Cet article sera examiné plus avant par un groupe d'États intéressés, avec l'assistance du Bureau Permanent.
Further consideration will be given to this Article by a group of interested States assisted by the Permanent Bureau.

Rapporteurs – Le paragraphe 1 requiert un complément d'examen. Lors des négociations de la Session diplomatique, la question sera sans doute posée de l'opportunité d'avoir une liste prétendant à l'exhaustivité et d'apporter une réponse à toutes les possibilités envisageables, sachant qu'il est impossible d'imaginer toutes les conséquences imprévisibles qui pourraient survenir (voir le para. 652 du projet de Rapport explicatif).
En l'état actuel, le texte règle le problème en disposant que dans de tels cas, la Convention est interprétée comme s'appliquant à l'État au sens international ou, le cas échéant, à l'unité territoriale concernée (« le cas échéant » est l'expression employée dans la Convention) (voir le para. 653 du projet de Rapport explicatif).
Paragraph 1 needs further consideration. During the negotiations of the Diplomatic Session, the question will probably be raised as to whether it is wise to have a list that pretends to be exhaustive and to provide an answer to all the possibilities that may arise. On the other hand, it is impossible to imagine all the unforeseen consequences that could arise (see para. 652 of the draft Explanatory Report).
The current text solves the problem by providing that in those cases, the Convention is to be construed as applying either to the State in the international sense or to the relevant territorial unit, whichever is appropriate ("where appropriate" are the words used in the Convention) (see para. 653 of the draft Explanatory Report).

Canada – Les paragraphes (2) et (3) de l'article 43 traitent de questions de fond, dans des cas de conflits internes faisant intervenir seulement les différentes unités territoriales d'États dotés de systèmes juridiques non unifiés. Ces questions sont distinctes des règles d'interprétation applicables en relation avec ces États, qui sont énoncées au paragraphe 43(1). Du fait de la nature distincte de ces dispositions, le Canada suggère que les paragraphes (2) et (3) soient des articles autonomes, comme c'est le cas d'autres Conventions de La Haye en droit de la famille. De plus, l'emploi du terme « tribunal » au paragraphe 43(3) est trop restrictif. Le Canada suggère de le remplacer par « autorité compétente ».
Pour tenir compte des particularités associées à l'établissement et à l'application d'accords ou d'ententes de réciprocité dans des systèmes juridiques non unifiés comme le Canada, nous proposons d'ajouter un paragraphe à l'article 43 qui énoncera clairement que les accords et les ententes de réciprocité visés par les paragraphes 2 et 3 de l'article 45 doivent être interprétés comme faisant référence, le cas échéant, à un accord ou une entente de réciprocité en vigueur dans l'unité territoriale considérée.
Article 43(2) and (3) addresses substantive issues regarding internal conflict situations involving solely the different territorial units within States that have non-unified legal systems. These issues are separate from the rules of construction that apply in relation to such States, which are set out in Article 43(1). Given the distinct nature of these provisions, Canada suggests that paragraphs (2) and (3) constitute standalone articles as is the case in other Hague Conventions in the area of family law. In addition, the use of the term "court" in Article 43(3) is too restrictive. Canada suggests replacing it by the term "competent authority".
To account for the particularities associated with the establishment and application of agreements or reciprocity arrangements in non-unified judicial systems like Canada, we propose to add a paragraph at Article 43 that will make clear that agreements and reciprocity arrangements that are the subject of Article 45, paragraphs 2 and 3, shall be construed as referring, where appropriate, to an agreement or a reciprocity arrangement in force in the relevant territorial unit.

Proposition de la délégation du Canada/Proposal of the delegation of Canada

Article 43 Systèmes juridiques non unifiés

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

[…]

(g) toute référence à un accord conclu par cet État ou à une entente de réciprocité entre cet État et un autre État contractant vise, le cas échéant, un accord ou une entente de réciprocité en vigueur dans l'unité territoriale considérée.

[…]

Article 43(1)

Un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

Article 43(2)

Une autorité compétente dans une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter une décision d'un autre État contractant au seul motif que la décision a été reconnue ou exécutée dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

* * *

Article 43 Non-unified legal systems

1 In relation to a State in which two or more systems of law or sets of rules of law with regard to any matter dealt with in this Convention apply in different territorial units –

[…]

(g) any reference to an agreement concluded by that State or a reciprocity arrangement between that State and another Contracting State shall be construed as referring, where appropriate, to an agreement or a reciprocity arrangement in force in the relevant territorial unit.

Article 43(1)

A Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

Article 43(2)

A competent authority in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a decision from another Contracting State solely because the decision has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

Article 44

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il faudra examiner la possibilité d'inclure une disposition concernant la relation entre cette Convention et la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*.
Consideration should be given to the inclusion of a provision addressing the relationship between this Convention and the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance.

Rapporteurs – Les articles 44, 45 et 46 règlent les relations de cette Convention avec d'autres instruments internationaux. Ils ont été proposés par le Bureau Permanent[1], mais ils n'ont pas encore été entièrement débattus par la Commission spéciale (voir le para. 657 du projet de Rapport explicatif).
Étant donné que la Convention ne comporte pas de règles relatives à la loi applicable aux obligations alimentaires et que celles-ci seront probablement insérées dans un Protocole additionnel, les relations avec la Convention Obligations alimentaires de 1956 et la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Loi applicable) figureront dans le Protocole et non dans la Convention. Il conviendrait de réfléchir à l'insertion d'une disposition traitant des relations entre cette Convention et la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* (voir le para. 659 du projet de Rapport explicatif).
Articles 44, 45 and 46 concern the relation of this Convention with other international instruments. They have been proposed by the Permanent Bureau,[1] but they have not yet been fully discussed in detail by the Special Commission (see para. 657 of the draft Explanatory Report).
As the rules on applicable law to maintenance obligations are not included in the Convention but will most likely be included in an additional Protocol, the relations with the 1956 Hague Maintenance Convention and the 1973 Hague Maintenance Convention (Applicable Law) will appear in the Protocol and not in the Convention. Consideration should be given to the inclusion of a provision addressing the relationship between this Convention and the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance *(see para. 659 of the draft Explanatory Report).*

Bureau Permanent/Permanent Bureau – Proposition relative à l'introduction d'un article supplémentaire / *Proposal for an additional Article*

« Article 44 A

Dans les rapports entre États contractants, la présente Convention remplace la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, dans la mesure où son champ d'application entre lesdits États correspond au champ d'application de la présente Convention. »

* * *

"*Article 44 A*

In relations between the Contracting States, this Convention replaces the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*, in so far as its scope of application as between such States coincides with the scope of application of the Convention."

Article 45

Canada – Le Canada souhaite faire remarquer que les versions française et anglaise du paragraphe 45(1) de l'avant-projet révisé de Convention ne concordent pas. La version française fait référence aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont, ou seront, Parties (ce qui serait, en anglais, « *are or will become* »), tandis que l'an-

[1] « Coordination entre le projet sur les aliments et d'autres instruments internationaux », document établi par Philippe Lortie, Premier secrétaire, Doc. prél. No 18 de juin 2006, ci-dessus p. I-328 du présent tome.
[1] "Co-ordination between the Maintenance Project and other International Instruments", drawn up by Philippe Lortie, First Secretary, Prel. Doc. No 18 of June 2006, *supra* p. I-329 of this tome.

glais ne mentionne que ceux auxquels des États contractants sont Parties (en anglais, « *are* »).
Dans le Document préliminaire No 18, il a été suggéré d'employer les mots anglais « *are, or will become, Parties* » (voir la proposition d'article B(1) à la Conclusion), ce qui signifierait donc que le libellé de la version française actuelle serait correct. Toutefois, par renvoi au paragraphe 45(1), la version provisoire du projet de Rapport explicatif prévoit que « [c]e paragraphe concerne uniquement les accords antérieurs. Il est conforme aux clauses usuelles de compatibilité qu'on trouve dans de nombreuses conventions » (para. 661), ce qui signifierait que le libellé de la version anglaise actuelle serait correct.
Le Canada propose de clarifier l'intention des États en ce qui concerne la coordination des instruments internationaux et de modifier en conséquence le libellé utilisé au paragraphe 45(1) et, au besoin, au paragraphe 661 du projet de Rapport explicatif.
Le Canada suggère que les mots « mécanismes de réciprocité » au paragraphe 45(3) soient remplacés par « ententes de réciprocité », soit la terminologie généralement utilisée dans le contexte du système international de coopération bilatérale fondée sur la réciprocité. Nous suggérons aussi qu'un avis soit donné de ces ententes et des lois uniformes au dépositaire de la Convention.
Prière de se reporter à la proposition de rédaction du Canada pour les articles 43 et 45, pour avoir plus de détails.
Canada wishes to indicate that the French and the English versions of Article 45(1) of the revised preliminary draft Convention are inconsistent. The French version refers to international instruments to which Contracting States are, or will become, Parties ("sont, ou seront*"), while the English version refers only to those to which Contracting States are Parties.*
In Preliminary Document No 18, the use of "are, or will become, Parties" was suggested (see proposed Art. B(1) at Conclusion), which would indicate that the wording in the current French version is correct. However, in reference to Article 45(1), the provisional version of the draft Explanatory Report provides that "[t]his paragraph concerns only prior agreements. It is in line with the usual compatibility clauses which are found in numerous conventions" (para. 661), which would indicate that the wording in the current English version is correct.
Canada proposes that clarification regarding the States' intention concerning the co-ordination of international instruments be sought and that the wording used in Article 45(1) and, if necessary, in paragraph 661 of the draft Preliminary Report, be modified accordingly.
Canada suggests that the expression "reciprocity schemes" in Article 45(3) be replaced by "reciprocity arrangements", terminology generally used in the context of the international system of bilateral co-operation based on reciprocity. We also suggest notice may be given of those arrangements and uniform laws to the depositary of the Convention.
Please refer to Canada's drafting proposal for Articles 43 and 45 for more details.

Proposition de la délégation du Canada/Proposal of the delegation of Canada

Article 45 Coordination avec les instruments et accords complémentaires

[…]

3 Les paragraphes précédents s'appliquent également aux ententes de réciprocité entre États contractants et aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux. [Les États contractants peuvent informer le dépositaire de la Convention de la conclusion d'une entente de réciprocité ou de l'existence d'une loi uniforme.]

[…]

* * *

Article 45 Co-ordination of instruments and supplementary agreements

[…]

3 The preceding paragraphs also apply to reciprocity arrangements between Contracting States and uniform laws based on special ties between the States concerned. [The Contracting States may inform the depositary of the Convention of the conclusion of a reciprocity arrangement or of the existence of a uniform law.]

[…]

États-Unis d'Amérique/United States of America – Like many States, the United States has concluded a number of bilateral child support agreements, or more informal bilateral reciprocity arrangements, with many foreign countries, as well as nearly all Canadian provinces and territories. All of these are consistent with the objects and purposes of this Convention and, in fact, because of their bilateral nature, they provide for even closer co-operation and more efficient services than may be provided for under the draft Convention. We certainly want to preserve these bilateral agreements and arrangements, and the possibility to continue to conclude additional such agreements and arrangements. We believe that this Article achieves this goal, except in two respects. Article 45(1) protects existing international agreements; Article 45(2) protects the ability to conclude future agreements consistent with the Convention; and Article 45(3) states that the previous two paragraphs also apply to reciprocity schemes, which would cover our informal arrangements with other countries.
We have, however, two concerns about Article 45 which we think can be easily addressed. First, we note that Article 45(3) addresses reciprocity schemes "based on special ties between the States concerned". We propose deleting the quoted phrase. It does not add anything. The fact that a child and custodial parent are in one State and the noncustodial parent with a duty of support in the other seems to us to be enough of a special tie. And it might be misinterpreted as requiring something more. *Second*, Article 45 does not address reciprocity arrangements between a State and the territorial unit of another State, such as the arrangements the United States has, at the federal level, with nearly every Canadian jurisdiction, at the provincial and territorial level. We understand that Canada will be making a proposal to address this, and we expect to support that proposal.

Suisse/Switzerland – Ainsi que nous l'avons exposé dans les commentaires sous l'article 6, les procédures prévues par la Convention doivent être menées dans le respect des dispositions des instruments internationaux en matière d'entraide judiciaire. Au nombre de ceux-ci, citons notamment la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale* et la *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.*
As already discussed in the comments under Article 6, the provisions regarding international judicial assistance must also be complied with for proceedings under this Conven-

tion. The main instruments include the Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters *and the* Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters.

Bureau Permanent/Permanent Bureau – Le Bureau Permanent se demande si la référence à « loi uniforme » est nécessaire.
The Permanent Bureau queries whether the reference to "uniform law" is necessary.

Article 46

États-Unis d'Amérique/United States of America – We note that this article allows the application of any other law in force in the requested State that provides for more expeditious procedures on an application for recognition and enforcement of maintenance decisions. Among other things, this addresses the concerns of States that have simpler recognition and enforcement procedures than those detailed in Article 20. We refer to our comments on Article 20(11), which note that any simplified procedures still must meet due process standards.

Article 48

Suisse/Switzerland – L'examen du fonctionnement pratique de la Convention est une mesure louable. Toutefois, elle ne doit pas se traduire par des charges excessives (production de statistiques, etc.) pour les États parties.
It is recommended that the practical operation of the Convention is monitored. However, there should not be an inordinate number of obligations imposed on Contracting States with regard to statistics, etc.

Article 49

Bureau Permanent/Permanent Bureau – Le Bureau Permanent propose de remplacer les termes "le Secrétaire général" par "le dépositaire" à l'article 49(2).
The Permanent Bureau suggests that the words "the Secretary General" be replaced by the words "the depositary" in Article 49(2).

Comité chargé des formulaires/Forms Working Group – Du fait que la Convention comprendrait des formulaires obligatoires et recommandés, le Groupe de travail pense qu'une procédure différente, s'ajoutant à celle prévue à l'article 49, devrait être inscrite dans la Convention pour l'élaboration et l'adoption de nouveaux formulaires recommandés, la modification et l'adoption des formulaires recommandés existants par la Commission spéciale ou même hors Commission spéciale.
As the Convention would include mandatory and recommended forms, the Working Group is of the view that a different procedure, in addition to the one provided for in Article 49, should be set out in the Convention for the development of new recommended forms, the amendment of existing recommended forms and their adoption, from time to time, during Special Commissions or maybe even outside Special Commissions.

Article 50

Canada – Le Canada est satisfait du texte de l'article 50 dans son libellé actuel et appuierait le maintien du texte entre crochets.
Canada is satisfied with the text of Article 50 as it stands and would support retention of the text in square brackets.

Mercosur – Extend the application of this Convention to claims brought before it has entered into force, and, if this were not possible, confirm the provisions of paragraph 2, ratifying the provisions between brackets.

Article 50(1)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We support removing the brackets and retaining the bracketed language in the title and in Article 50(1). It is sensible that the Convention should apply to applications made after entry into force of the Convention for the relevant States.

Article 50(2)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We propose that Article 50(2) be deleted. There is no reason to exclude from the Convention payments falling due prior to the entry into force of the Convention. To exclude such overdue payments penalizes custodial parents and children with existing cases that involve arrears. It also creates an administrative burden on the competent authority which would have to carve out those arrears accruing prior to the Convention from those arrears accruing after the Convention. Children should not be penalized that way!

Article 51

Comité de rédaction/Drafting Committee – Il convient de noter que si cette disposition est approuvée, les articles 5(b) et 32 seront supprimés.
It is to be noted that, if this provision is approved, Article 5(b) and Article 32 may be deleted.

États-Unis d'Amérique/United States of America – We support removing the brackets and retaining the language of Article 51. It will be very useful for Central Authorities to have this information. Moreover, requiring States to make this information available to all will improve the monitoring and review of the implementation of the Convention.

Groupe de travail sur la coopération administrative/ Administrative Co-operation Working Group – En ce qui concerne le moment pour soumettre l'information exigée par la Convention, le Sous-comité appuie la formulation utilisée à l'article 51(1) de l'avant-projet de Convention daté de juin 2007.
With regards to the timing for submittal of the information required by the Convention, the Sub-committee supports the language of Article 51(1) of the draft Convention dated June 2007.

Article 51(1)(d)

États-Unis d'Amérique/United States of America – We think the phrase "including any limitations, in particular limitation periods, on enforcement" is unclear. We would like an explanation and perhaps some revisions to the drafting.

Article 51(2)

Canada – Le Canada voudrait exprimer son soutien au texte actuel de l'article 51 et au Profil des États. Nous suggérons toutefois que le texte entre crochets à l'article 51(2), soit supprimé.
Canada would like to express its support for the current text of Article 51 and the Country Profile. We suggest, however, that the text in square brackets at Article 51(2) be removed.

États-Unis d'Amérique/United States of America – The Country Profile will be a very valuable tool. We think the process of amending it should be flexible, and therefore the Country Profile should not be part of the Convention. We thus support deleting the bracketed language.

Groupe de travail sur la coopération administrative/ Administrative Co-operation Working Group – Le consensus à la rencontre de Londres était que le Profil des États ne devrait pas être annexé à la Convention. Les participants ont pensé qu'il serait peu judicieux de laisser écouler des années entre les Conventions avant de mettre à jour le document. De plus, les participants reconnaissent que le Profil des États présenté à la Session diplomatique de novembre 2007 devra être modifié pour refléter les décisions finales de la Session diplomatique. Par conséquent, le Sous-comité recommande que le Profil des États soit recommandé à l'article 51(2) et soit publié par la Conférence de La Haye. Le Sous-comité suggère d'utiliser la même formulation que l'article 11(4) (première option).
The consensus of the London meeting was that the Country Profile should not be annexed to the Convention. Participants thought it unwise to wait for years between amendments to the Convention to update the document. Also, participants recognise that the Country Profile presented to the Diplomatic Session in November 2007 will need to be modified to reflect the final decisions of the Diplomatic Session. Therefore, the Sub-committee recommends that the Country Profile be recommended in Article 51(2) and published by the Hague Conference. The Sub-committee suggests using the same wording as Article 11(4) (Option 1).

Article 51(3)

Groupe de travail sur la coopération administrative/ Administrative Co-operation Working Group – Le Sous-comité est en accord avec l'article 51(3) : « Les informations sont tenues à jour par les États contractants. » Le Sous-comité recommande que tout changement à l'information fournie au sujet de l'Autorité centrale soit fait immédiatement. Le format électronique du Profil des États recommandé fournit un moyen facile d'effectuer ces changements rapidement et avec précision. Le consensus à la rencontre de Londres et la recommandation du Sous-comité est qu'un rappel soit fait aux pays que l'information doit être mise à jour annuellement.
The Sub-committee agrees with Article 51(3): "Information shall be kept up to date by the Contracting States." The Sub-committee recommends that any changes in the information provided about the Central Authority be made immediately. The electronic format of the recommended Country Profile provides an easy means of making those changes quickly and accurately. The consensus of the London meeting and the recommendation of the Sub-committee is that countries be reminded to update their required information annually.

* *Autres observations relatives au chapitre VIII /* Other Comments on Chapter VIII

Canada – *Terminologie :*
Nous avons remarqué que, dans la version anglaise des chapitres V, VI, and VIII de la Convention, les termes « *requested State* » et « *State addressed* » ne sont pas toujours employés de façon cohérente. Nous suggérons d'apporter des corrections au texte pour assurer cette cohérence.
Terminology:
We have noticed that the English language text of Chapters V, VI and VIII of the Convention uses the terms "requested State" and "State addressed" inconsistently. We would suggest that the proper corrections be made to ensure consistency.

CHAPITRE / *CHAPTER* IX

Article 52

Option 1 / Option 2

Canada – Compte tenu de l'expérience du Canada dans la mise en œuvre des autres Conventions de La Haye, en particulier la *Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* et la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*, nous préférons l'article 52, première option, et dans la première option, la deuxième version du paragraphe 5. Avec la deuxième option, qui rend l'acceptation automatique si aucune objection n'est élevée dans les six mois, le Canada ne dispose pas d'assez de temps pour mener adéquatement les consultations requises auprès des provinces et territoires. Des consultations adéquates doivent être effectuées au Canada avant qu'une décision puisse être prise en ce qui concerne l'adhésion.
Given Canada's experience implementing other Hague Conventions, in particular the Convention of 29 May 1993 on the Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption *and the* Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*, we prefer Article 52, Option 1, and in Option 1, the second version of paragraph 5. Option 2, which makes acceptance automatic if no opposition is submitted within six months, does not provide Canada with enough time to conduct adequate consultations with provinces and territories. Adequate consultations must be completed in Canada before a decision can be taken regarding accession.*

États-Unis d'Amérique/United States of America – This provision is very important to the United States. It addresses the extent to which States are permitted to bilateralize the Convention, *i.e.*, decide whether or not to accept a treaty relationship with a specific country. The United States strongly prefers Option 1, which permits a Contracting State to reject a treaty relationship with States that are not members of the Hague Conference and have not participated in the negotiation of the Convention. Under Option 2, no bilateralization would be possible. Because the obligations imposed under this Convention on Central Authorities in Article 6 are drafted so flexibly, there may be a vast difference among States as to the level of services offered. This could result in a lack of reciprocity, with State A providing extensive, free services to State B, while State B provides very little to State A. Option 1 will not completely resolve this problem, because it provides for bilateralization only as regards certain categories of States. But, it is better than Option 2. Within Option 1, the United States strongly prefers the second alternative paragraph 5.
The United States remains very concerned about a lack of reciprocity, not so much as between a wealthy and a poor country, but as between two developed countries, one of which provides extensive child support services and one of which does not. We will address these concerns in detail in a separate paper dealing with costs.

Philippines – To give all States the opportunity to be a Party to this Convention, we prefer Option 2 as the mode of ratification and accession.

Mercosur – It was agreed that it was convenient to use Option 1, paragraph 5 (first wording).

Article 56

Canada – Le Canada est satisfait du texte de l'article 56 dans sa forme actuelle.
Canada is satisfied with the text of Article 56 as it stands.

Article 60

Option 1

Canada – Le Canada préfère l'article 60, deuxième option.
Canada prefers Article 60, Option 2.

PARTIE / *PART* II – OBSERVATIONS DU BUREAU PERMANENT RELATIVES AU DOC. PRÉL. NO 29 CONCERNANT LA LANGUE ET LE STYLE* / *COMMENTS OF THE PERMANENT BUREAU ON PREL. DOC. NO 29 CONCERNING LANGUAGE AND STYLE**

ADDENDUM

Propositions et observations des États-Unis d'Amérique sur la prise en considération des frais dans le Doc. prél. No 29 (art. 3(c), 6(2), 7, 8, 14 et 40) / Proposals and comments of the United States of America on the treatment of costs in Prel. Doc. No 29 (Arts 3(c), 6(2), 7, 8, 14 and 40)

I INTRODUCTION

1 We – the States and organizations participating in this nearly six-year negotiation – have overcome many obstacles in our journey toward achieving our goal: a modern, comprehensive, global child support Convention that improves procedures and ensures better results for children. At this Diplomatic Session, we need to preserve the progress we have made, and continue to make progress on the remaining open issues. If we retreat, we are in danger of falling backwards to where we started. We should not be focused upon the status quo at this stage in our proceedings.

2 We have all agreed that States wishing to apply the new Convention will have to contemplate making changes to their internal processes in order to ensure a progressive, sustainable process for the future. Indeed, the United States is in consultation with representatives from our courts and our state agency partners, to consider what changes we will need to make in our own laws and procedures. It is vital to the success of the Convention that, in these final deliberations, we must all be forward-thinking and mindful of what is best for children and families, not for maintaining our own internal institutions and operations.

3 A system that is virtually cost-free for an applicant who uses the Central Authority is essential to ensure equity and broad application, and to promote continuing improvements. Such a system benefits the government and the taxpayers as well, as in most countries the burden of providing for children who do not receive child support will fall on them and not on the parents, who should bear primary responsibility for their support. It is our fervent hope that we will conclude this Diplomatic Session with a consensus that all States should provide virtually cost-free services to international applicants in child support cases processed through Central Authorities. The United States will not join a Convention that imposes unequal treatment on States and applicants with respect to costs. We believe that any system that does not assure virtually cost-free services to all applicants would represent a step backwards.

II SUMMARY OF UNITED STATES POSITION ON ARTICLE 14

4 Articles 3(c), 6(2), 7, 8, and 40 all address costs in some respect. The focus of debate to this point has been primarily upon Article 14,[1] which directly addresses effective access to services and contains at present two options, with other options having been proposed in papers submitted during the last Special Commission.

5 The United States opposes Option 1 in Article 14, and would almost certainly not become a Party to the Convention if that Option were adopted. Option 1 would allow the provision of free legal assistance in child support cases to be subject to a means test. This would impose a financial burden where no such burden currently exists on those in need of child support in international cases involving the United States.

6 We strongly prefer Option 2, although in its present form it includes one possible provision that, in our view, would undermine the rest of the Article. Option 2 would require States to provide free legal assistance in child support cases under Chapter III (*i.e.*, cases that are processed through the Central Authorities), with specified limited exceptions. There are no exceptions for applications for recognition and enforcement of a child support decision. With respect to other applications (*i.e.*, establishment of a decision, including parentage, and modification), there are three potential exceptions: one for the cost of genetic testing, one for "manifestly unfounded" applications, and one for exceptionally wealthy applicants. We oppose any exception for "exceptionally wealthy" applicants, not because we believe such persons are deserving of free legal assistance, but because the exception is unnecessary, will not work, and could be abused. Based on our experience with the administrative difficulties of charging and collecting costs across U.S. state lines, and the inherent burden of applying a means test, the United States has rejected these policies in its interstate child support program as impractical and unworkable. Judgment by the requested State as to who is exceptionally wealthy, without objective standards and with no personal contact with the applicant, poses the risk of abuse and unfair treatment. We cannot see how it would be possible for the requested State to implement such a system fairly when the cost of living and circumstances of the applicant in the requesting State could never be adequately assessed with complete accuracy and fairness.

7 The United States submitted a compromise proposal (Working Document No 127) to the May 2007 Special Commission under which the requested State could recover its costs through retaining a small percentage of amounts collected on behalf of exceptionally wealthy applicants. This approach may bear further discussion.

8 Our strongly preferred option, however, remains the provision of virtually cost-free services to all child support applicants, with possible exceptions for genetic testing and manifestly unfounded applications. Because of Article 6(2)'s flexible language, there is no assurance of a minimum level of performance under the Convention. Any option other than virtually cost-free services under Article 14 would require us to reconsider not only Article 8 (which provides

* La partie II de ce document n'est pas reproduite dans ce tome, disponible sur le site web de la Conférence (<www.hcch.net>).
* Part II of this document has not been reproduced in this tome, available on the Hague Conference website (<www.hcch.net>).

[1] The reference to Art. 14 includes Option 1 and all parts of Option 2 (Arts 14, 14 *bis* and 14 *ter*).

that Central Authority services are to be provided at no cost), but also our commitment to provide expansive services under Article 6(2), when we expect that some other countries may provide U.S. applicants much less.

III INTERRELATIONSHIP OF COST PROVISIONS UNDER THE CONVENTION

Introduction

9 What follows is a more detailed discussion of the above positions and of the interrelationship among Articles 3(c), 6(2), 7, 8, 14 and 40, as well as other costs issues that have been raised, *e.g.*, costs related to debtors' requests for modification, appeals, and public bodies. Articles 6, 7, 8 and 14, in particular, are closely intertwined.

10 Article 6 sets forth the functions of Central Authorities, Article 8 addresses the costs of Central Authorities (which shall be borne by the Central Authority, "save for exceptional costs or expenses" under Article 7),[2] and Article 14 addresses the costs of legal assistance. Article 3(c) defines "legal assistance" and Article 40 provides that nothing in the Convention prevents the recovery of costs from the unsuccessful party, and that the recovery of maintenance must take precedence over the recovery of costs. The final text of any one of these Articles will affect the ultimate meaning of, and may invite changes to, the text of the others.

11 Article 6 is currently flexible as to which services a Central Authority must itself provide and which services may be provided by others. Article 8 only prohibits imposing charges for the services that the Central Authority itself provides. If the final text of Article 14 does not provide for virtually cost-free legal assistance for child support services which are NOT furnished by the Central Authorities, then there will be an unacceptable imbalance between those States, such as the United States and a number of others, whose Central Authorities provide comprehensive services and other States, whose Central Authorities provide very limited services and refer the applicant to private attorneys who, under Article 14, would be able to charge large fees. Articles 8 and 14 must mirror each other to ensure parity.

Article 3(c)

12 This definition of legal assistance is acceptable to the United States, provided that Article 14 provides for virtually cost-free legal assistance in child support cases. We note that the definition is very broad, and covers services that otherwise might not, strictly speaking, be considered "legal." We are concerned, however, that this definition does not appear to include such costs of essential services as those associated with location and ongoing enforcement outside of the court system, for which there may be additional charges, if not provided by the Central Authority. In the United States and many other countries, the Central Authorities perform all of these services. In some other countries, it is our understanding that the Central Authorities perform few if any of these services. If Article 14 does not provide virtually cost-free legal assistance, then we would need to have the definition of "legal assistance" further clarified.

Article 6(1) and (2)

13 Articles 6(1) and (2) set forth the specific functions of the Central Authority. The only inflexible, absolute obligation in the entire list is the obligation in Article 6(1)(a) to transmit and receive applications. ALL of the other obligations are extremely flexible, and permit a wide variation in the level of service that is actually provided by a Central Authority.

14 The benefit of the flexible formula in Article 6(1) and (2) is that it will allow widespread ratification of the Convention by both those countries with highly developed systems and also those countries in the process of developing or improving their child support enforcement systems. A State with a highly-developed Central Authority system will have a much greater capacity to carry out the Central Authority functions than a State whose Central Authority must delegate operations to public bodies and others using labor-intensive and expensive procedures. It is expected that these latter States will gradually improve their capacity to carry out the Central Authority functions in a more efficient and effective manner. A mandate for cost-free services will expedite such advancements.

15 An inevitable result of this flexible formula is that some countries' Central Authorities will be doing a lot, and others may be doing very little. A State whose Central Authority provides a very high level of service to foreign applicants will not necessarily receive the same level of services for its applicants. As a State with a highly effective child support system, under which the Central Authority provides comprehensive services (including locating the debtor and his or her assets, monitoring payments, and automating enforcement measures), we stress that our acceptance of Article 6 in its present form has been a major compromise for the United States.

16 We would, of course, greatly prefer to receive from other States approximately the same level of services we intend to provide their nationals. However, given the critical importance of the subject matter of the Convention, we want the Convention to be widely ratified. We are optimistic in believing that countries that are Parties to the Convention are much more likely to quickly develop or enhance their child support systems than those countries who are not Parties to the Convention. For these reasons, in the spirit of compromise and faith in ALL countries' desire to continually improve their systems, we are willing to accept Article 6, although it will guarantee little immediate improvement in services to our children whose parents live abroad.

Article 8 Central Authority costs

17 We support paragraph 1, which states that each Central Authority shall bear its own costs.

18 Paragraph 2 provides that a Central Authority may not impose costs for its services, except for exceptional costs arising from requests under Article 7. Given the entirely flexible nature of the Central Authority's obligations under Article 6, and the discretionary nature of Article 7, the cost of providing Article 6 services for an Article 7 request should also be absorbed by the Central Authority as costs under Article 6. Therefore, we propose putting a period after "under the Convention" and deleting the rest of paragraph 2.

19 So long as Article 14 provides for virtually cost-free legal assistance in child support cases, we agree that a Cen-

[2] See comment below under discussion of Art. 8. We believe that the exception allowing for charging for services under Art. 7 should be reconsidered in light of the further consideration of Arts 6, 8 and 14.

tral Authority should not impose charges on an applicant in child support cases. If Article 14, however, allows charges for legal assistance when that legal assistance is not provided by the Central Authority, then the United States would consider the Convention a step backwards and an invitation for disparate treatment of applicants in different countries. It is our hope that, even though there may be no assurance of a standard level of service in different countries, at least we may all commit to providing whatever services may be furnished without cost to the applicant in child support cases. If Article 14 were to allow charges for legal assistance then Article 8 would have to be changed to allow a Central Authority to charge when it provides legal assistance. We emphasize that the United States would be unlikely to join any Convention that allowed for significant charges for costs under either Article 8 or Article 14.

Article 14 Effective access to procedures

Option 1

20 The United States strongly opposes Option 1, which would allow the provision of free legal assistance in child support cases to be subject to a means test. Many low or moderate income individuals do not qualify for free legal assistance in their own country, much less in another country that may consider their relative means with no comprehensive understanding of the cost of living in the requesting country. The vast majority of users of U.S. child support agencies are people of low or moderate income who cannot afford to pay costs to pursue their claims, but Option 1 gives no assurance that current recipients of free services in the requesting State will receive equivalent protections in the requested State.

21 Supporters of Option 1 argue that this Option is as far as they are willing or able to go at the current time. They urge that it be adopted so that there will be wide ratification of the Convention. However, there comes a point where the benefits of wide ratification are outweighed by the detriments resulting from the compromises required to obtain that wide ratification. A widely ratified Convention that does not improve the status quo and encourage further enhancements over current practices is, in the view of the United States, an unfortunate step backwards.

Option 2

22 With one caveat (see paras 24-29, below), we support Option 2 (Arts 14, 14 *bis* and 14 *ter*), which would provide for free legal assistance in all child support cases, with a few, specific exceptions. We oppose the possible inclusion in Article 14 *bis* of language that would allow charges for services when the applicant's financial circumstances are exceptionally strong.

23 One objection to Option 2 by some States is that they do not provide such services to their own nationals, and that to do so for people from other countries would be considered to be discriminatory. But discrimination is treating two people who are similarly situated differently. Foreign and domestic applicants are not similarly situated. Foreign child support applicants face many more obstacles than do domestic applicants, *e.g.*, language differences, distance challenges, and unfamiliar procedures.

24 Another objection by some is simply the reluctance to accept an obligation to absorb any additional costs at all. We would counter by assuring these countries that there are cost-effective ways to provide free legal assistance, and there are ways to minimize the need for such assistance in both administrative and judicial systems. The continuation of the work of the Administrative Co-operation Working Group in some form under the Convention would build opportunities for countries to share their best practices with other countries that are Parties to the Convention, as well as with those that are making efforts to develop their child support systems so that they may become Parties. (See descriptions of these efforts in the Report of the Administrative Co-operation Working Group to the Diplomatic Conference.)

Exceptionally strong financial circumstances (Art. 14 bis *(2)(c))*

25 Under Option 2, there are no exceptions to the obligation to provide free legal assistance in child support applications for recognition and enforcement of a decision under Article 10(1)(a) and (b). There is, however, a proposed exception to allow charges in child support cases to an applicant who is "extremely wealthy" when the application is for establishment of a child support order (including establishing parentage if necessary) and modification of a decision (Art. 10(1)(c), (d), (e) and (f)). We strongly oppose this proposed exception.

26 There are three options that address the issue of "extremely wealthy" child support applicants: Option A would allow the requested State to refuse free legal assistance if it decides that it is manifest that the applicant's financial circumstances are exceptionally strong, taking into account the cost of living in the requesting State. Option B would allow the requested State to refuse such free assistance, but the determination of whether the applicant should be provided free legal assistance, "taking into account costs foreseen in the requested State", would be made by the requesting State. Option C would be to delete this exception completely. We strongly support Option C, deleting this exception altogether. The imposition of costs is unnecessary, unworkable, and inherently subject to abuse.

27 An exception for exceptionally wealthy people is unnecessary because those people will not use the Central Authority system. No matter how good the government supported systems may be, they will not provide the personally-tailored services that a highly paid private attorney can provide. While there has been much hypothetical discussion of "exceptionally wealthy" applicants, no one has pointed to actual situations where a person of exceptionally strong financial circumstances has shown a preference for the government's standardized program services.

28 An exception for exceptionally wealthy people is also unworkable, especially if the determination of means is made by the requested State. It is likely to cost the requested State more to determine who is "exceptionally wealthy", with any meaningful account for the cost of living where the applicant lives,[3] than the requested State will save by not providing cost-free services in all child support cases. The determination will inevitably result in complications and long delays as an applicant presents evidence, or challenges assumptions, regarding his or her financial circumstances and the cost of living where he or she lives. If the requesting State makes the determination, under Option B, similar problems will persist and there will certainly be disagreements and dissatisfaction when the requested State takes issue with the findings.

[3] Even within a particular country, the cost of living varies drastically from one geographical area to the next, and even, in some municipalities, from one block or township to the next.

29 Most importantly, an exception for the exceptionally wealthy applicant, whichever State makes the determination, would be subjective. The text of the proposed exception does not give any guidance as to what constitutes "exceptionally strong" financial circumstances, nor do we believe there is an acceptable definition of that term. A requesting State could conceivably decide that "exceptionally strong financial circumstances" describes individuals who do not meet that country's own means test. Similarly, as noted above, insufficient weight could be accorded the cost of living in the requesting State, either due to lack of proper investigation or inherent bias. This exception, on its face, invites controversy between States and could create a huge loophole in the Convention.

30 In the United States, we have consistently rejected applying means tests to applicants for child support services and have prohibited States from charging each other for virtually all services in interstate cases. The administrative burden of seeking income information internationally, accounting for differences in standards of living, applying a means test, charging and collecting fees, as children wait for child support they desperately need, seems short-sighted, ill-advised and against the shared vision of ensuring prompt child support services for children. The complexity of such a system is onerous whether it applies to all cases or to just to one segment of the population.

31 We would not be interested in joining a Convention that allowed a requested State arbitrarily to refuse free services to an applicant it considered exceptionally wealthy, with no objective criteria for determining who meets this definition. In theory, we might consider such an exception if there were agreed, fair, objective criteria for determining what constitutes exceptional wealth in a particular country, and whether a particular applicant meets that criteria. In terms of what constitutes exceptional wealth, it appears to us that we would first have to agree in the Convention to a number. A certain amount of income per year, or assets greater than a certain amount, or income more than a certain number of times the poverty level, are just some possibilities. Given that all of the examples of "exceptionally wealthy" individuals given by the proponents of this provision at the May 2007 Special Commission were U.S. movie stars who are probably multimillionaires, the number would need to be extremely high. Since "exceptionally wealthy" can mean different things in different countries, would we then have to determine what wealthy movie stars in every country earn, so that we could agree on a figure for each country? Once we had agreed on a definition of "exceptionally wealthy," we would then have to develop criteria for assessing whether an individual applicant was "exceptionally wealthy." Such criteria would necessarily have to address the issues of assessing the cost of living and special circumstances of the applicant in the requesting State, transmitting and verifying information essential to the determination, and permitting objections and appeals in the event of disputes. Just from describing what we would have to do to establish objective standards, it is obvious to us that it would be impossible to do so. The administrative cost of applying any such criteria in an individual case would far outweigh any savings gained by identifying the rare exceptionally wealthy applicant.

Additional concerns with Option 2

32 We have several additional concerns with the details of Option 2, which we share below.

Appeals

33 Whereas an applicant is always free to pursue an appeal on his or her own, Central Authorities need the discretion to decide whether or not to appeal a decision. Therefore, free legal assistance for appeal procedures should be subject to a merits test. First of all, let us clarify what we mean by "appeal." To us, this is not the first level review of an application for recognition and enforcement under Article 20(5). We interpret the reference to appeal procedures in Option 2 to refer to the possibility of "further appeal" which is referred to in Article 20(10), or to the appeal of an establishment or modification decision made pursuant to applications under Article 10(c), (d), (e) or (f). We should note that such appeals of child support decisions in the United States are rare, because the first-level tribunal's discretion is severely constrained by mandatory child support guidelines. There is very little likelihood of success in appealing a decision that is within the applicable guidelines.

34 But, even where there is a chance of success on appeal, there are reasons why a Central Authority might not appeal a particular decision. For example, the cost of the appeal may exceed the amount at issue. A reasonable person spending his or her own money would not appeal in such a case, and there is no reason why a Central Authority should be required to pay for such an appeal. Or a Central Authority might make a strategic decision not to appeal a decision if there is a reasonable chance that it will lose the appeal and the negative appellate decision will set a precedent that must be followed by all other tribunals in the same jurisdiction.

Treatment of debtors (14 bis *1)*

35 The only application a debtor is permitted to make under the Convention is an application to modify a decision under Article 10(2). Paragraph 282 of the Convention Explanatory Report comments:

36 "The applications in Articles 10(2)(a) and (b) are Chapter III applications. They are therefore subject to the general obligation to provide assistance in Article 6 and to provide effective access to procedures in Article 13. [NOTE: In the current draft the correct reference is to Article 14]."

37 In order for a debtor applicant to receive effective access to procedures, we strongly believe that he or she should receive the same free legal assistance as the creditor when seeking modification of a child support order. In many cases, the original decision will be made in the State of the creditor's residence. The debtor, when he wishes to modify that decision because of changed circumstances, will always be residing in another State. Article 15 severely restricts the debtor's ability to modify the decision in any State other than the State where the creditor resides. The debtor will thus be forced to proceed in a foreign country. If we want to encourage States to comply with Article 15, and debtors to act promptly to modify a decision so that arrears do not accumulate, we should provide debtors with free legal assistance in these cases, as highlighted by the Explanatory Report.

Public bodies

38 Public bodies should receive free legal assistance under Article 14. There is no justification for penalizing a public body for providing assistance to needy children to make up for the child support the noncustodial parent failed to pay.

Direct applications

39 Article 14 does not mention direct applications. In fact, as it applies only to applications under Article III, it would exclude direct applications from the provision of free legal assistance. We think that this is the correct approach. Central Authorities are able to control costs by developing streamlined, cost-effective procedures. If an applicant wants the benefit of virtually free legal assistance, he or she should be required to use the Central Authorities' services.

Recovery of costs from collections

40 The United States submitted a compromise proposal (Work. Doc. No 127) to the May Special Commission. Under this proposal, the requested State could recover its costs from applicants it determined to be exceptionally wealthy. It would do so by keeping a certain percentage of the amount collected (e.g., 10%). While this option has all the disadvantages described above (lack of any objective standard for deciding who is exceptionally wealthy, administrative burden of making this determination, etc.), at least it would only charge an applicant where the Central Authority had been successful in collecting child support. In this way, applicants would be guaranteed results and child support income before incurring any costs. Recovery of costs from collections ensures successful access to, and delivery of services. Further discussion of this concept may be warranted.[4]

IV CONCLUSION

41 In the United States, we have begun consultations on necessary changes to our system as a result of compromises we have already accepted. However, we repeat that there comes a point where the benefits of wide ratification are outweighed by the detriments resulting from the compromises required to obtain that wide ratification. A widely-ratified convention that does not significantly improve procedures and also serve as a catalyst for further enhancements is not much of an accomplishment. We believe that tipping point is reached in Article 14. The Convention cannot succeed unless it provides virtually cost-free legal services for child support cases. Anything less would be a step backwards. Unless virtually free legal assistance is provided in all child support cases, our progress to date – a draft Convention that establishes an amazing system of administrative cooperation and comprehensive procedures for the prompt handling of all applications – will be an empty promise for many needy families.

ANNEXE / ANNEX

Observations de la Suisse d'ordre général sur les formulaires / General comments of Switzerland on the forms

Formulaires modèles

Nous souhaitons éviter que l'introduction de formulaires modèles trop compliqués ne conduise à une inflation paperassière. En outre, nous attirons votre attention sur quelques cas de figure qui pourraient donner lieu à des difficultés :

– si les formulaires sont d'usage obligatoire pour les tribunaux ;

– si les Autorités centrales sont responsables du contenu des formulaires ;

– si les demandes sont rejetées au motif qu'elles ne répondent pas à 100 % aux exigences de forme (formalisme excessif) ;

– si les formulaires sont d'usage obligatoire, toute modification apportée au formulaire modèle devrait être avalisée dans le cadre du processus législatif interne. Pour certains États, cela signifierait qu'il faudrait obtenir une décision du Parlement. Ce système serait très pénible pour les États opposés à un amendement mais ayant été minorisés lors du vote (art. 49, para. 2). La possibilité de formuler des réserves, telle qu'elle est prévue à l'article 49, paragraphe 3, n'est pas pour simplifier la situation car elle aura pour conséquence que les formulaires à utiliser varieront selon les États. Si, en revanche, on optait pour des formulaires modèles dont l'usage ne serait pas obligatoire mais seulement recommandé, on aboutirait à une procédure d'amendement très simplifiée, procédure qui pourrait tout simplement être menée dans le cadre d'une Commission spéciale de la Conférence de La Haye, par exemple.

Le Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires et les formulaires qu'il propose appellent à notre sens les remarques suivantes (qui ne sont pas exhaustives) :

a) Nous estimons que les demandes doivent être signées par le demandeur et non par l'Autorité centrale. Les demandeurs doivent avoir une idée précise du mandat qu'ils confient. Si, comme nous l'avons relevé à propos de la procuration (sous l'art. 39), les demandeurs ne signent pas leur demande ni n'établissent une procuration, il ne sera plus possible de déterminer en quoi consiste le mandat qu'ils entendent donner. Or, il n'est ni possible ni souhaitable de faire supporter aux Autorités centrales la responsabilité du contenu des demandes.

b) L'utilisation de formulaires modèles ne dispense pas de respecter les voies de l'entraide judiciaire telles qu'elles sont mentionnées dans les commentaires sous l'article 6. Cette obligation pourrait être facilement perdue de vue étant donné que les formulaires font expressément état de la possibilité pour une Autorité centrale de transmettre tout simplement à l'autre Autorité centrale une décision rendue par un tribunal.

c) Résumé de la décision : il conviendrait de mentionner également le type de décision (jugement de divorce, décision statuant des mesures provisionnelles, etc.) de même que d'autres éléments (caractère exécutoire de la décision, existence d'un jugement rendu par défaut et informations concernant la notification et le droit d'être entendu du débiteur, etc.).

Standard forms

We would like to avoid having unnecessarily complicated forms which would lead to excess paperwork. We would also draw your attention to issues that could give rise to difficulties:

– *if the forms are binding for the courts*

– *if the Central Authorities are responsible for the content of the forms*

– *if the applications are turned down because they do not fully comply with the requirements of the form (excessive formalism)*

[4] If cost recovery from collections was accepted as a means of recovering the cost of legal assistance from exceptionally wealthy applicants, Art. 40 might need to be modified.

– if the forms are mandatory, any change made to the standard form would have to be made subject to the internal legislative procedure. For some States this would mean that they would have to obtain approval for the decision from their parliament. This system would be very difficult for States that did not agree to the change but lost out to a majority decision (Art. 49(2)). The possibility of making a reservation, as stipulated in Article 49(3), does not simplify the situation, as this would mean that the forms to be used would vary from State to State. If, however, there were a decision to opt for forms that are merely recommended, but whose use would not be mandatory, this would greatly simplify any modification procedure, which could then be carried out within a Hague Conference Special Commission, for example.

We have the following comments, which are not exhaustive, on the Report of the Forms Committee and the proposed forms:

a) We think that the applications should be signed by the applicants themselves and not by the Central Authority. The applicants should be quite clear about the authorisation they are conferring. If, as we mentioned under Article 39 on the power of attorney, the applicants do not sign their application or establish a power of attorney, it will no longer be possible to determine exactly what the nature of the authorisation that they are conferring is. Furthermore it is not possible or desirable for the Central Authority to be made responsible for the content of the applications.

b) The use of forms still means that international judicial assistance channels have to be complied with, as described in the comments under Article 6. This obligation could quite easily be overlooked as the forms state explicitly that a Central Authority may quite simply send the decision taken by a court to another Central Authority.

c) Abstract of a decision: The type of decision (divorce decree, decision on provisional measures, etc.) should also be mentioned as well as information that the ruling is enforceable, whether there is a default judgment, and information on the notification of the debtor and his right to be heard.

Table

Table des matières

page

(Partie 1)

Avis au lecteur I-5

Vingt et unième session – Travaux préliminaires I-7

Liste des Documents préliminaires I-8

Note sur l'opportunité de reviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative I-12

Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-46

Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-54

Filiation et aliments internationaux envers les enfants – Réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points I-128

Commission spéciale I-147

Liste des participants I-148

Rapport relatif à la Première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) I-160

Questionnaire supplémentaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-202

Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-206

Procédures de reconnaissance et d'exécution à l'étranger des décisions concernant les aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-226

Transfert de fonds et utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-236

Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-258

Application d'un instrument sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments I-278

Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-282

Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-298

Coordination entre le projet sur les aliments et d'autres instruments internationaux I-328

Questions se rapportant à l'Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-348

Avant-projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-372

Observations du Comité de rédaction sur le texte de l'avant-projet de Convention I-406

Avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-412

Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires I-446

Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative I-458

Liste complète des observations relatives à l'avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille I-470

(Partie 2)

Vingt et unième session – Actes II-5

Documents de travail de la Première commission II-7

Documents de travail Nos 1 à 8 II-8

Documents de travail Nos 9 à 15 II-10

Documents de travail Nos 16 à 20 II-12

Documents de travail Nos 21 à 28 II-14

Documents de travail Nos 29 à 35 II-17

Documents de travail Nos 36 à 40 II-18

Documents de travail Nos 41 à 50 II-20

Table of contents

page

(Part 1)

Notice to the reader I-5

Twenty-First Session – Preliminary work I-7

List of Preliminary Documents I-9

Note on the Desirability of Revising the Hague Conventions on Maintenance Obligations and Including in a New Instrument Rules on Judicial and Administrative Co-operation I-13

Information Note and Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-47

Towards a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-55

Parentage and International Child Support – Responses to the 2002 Questionnaire and an Analysis of the Issues I-129

Special Commission I-147

List of participants I-148

Report on the First Meeting of the Special Commission on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance (5-16 May 2003) I-161

Additional Questionnaire concerning a New Global Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-203

Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-207

Procedures for Recognition and Enforcement Abroad of Decisions concerning Child Support and other Forms of Family Maintenance I-227

Transfer of Funds and the Use of Information Technology in relation to the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-237

Administrative and Legal Costs and Expenses under the New Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance, including Legal Aid and Assistance I-259

Application of an Instrument on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance irrespective of the International or Internal Character of the Maintenance Claim I-279

Working Draft of a Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-283

Tentative Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-299

Co-ordination between the Maintenance Project and other International Instruments I-329

Issues arising under the Tentative Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-349

Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-373

Observations of the Drafting Committee on the Text of the Preliminary Draft Convention I-407

Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-413

Report of the Forms Working Group I-447

Report of the Administrative Co-operation Working Group I-459

Consolidated List of Comments on the Revised Preliminary Draft Convention on the International Recovery of Child Support and other Forms of Family Maintenance I-470

(Part 2)

Twenty-First Session – Acts II-5

Working Documents of the First Commission II-7

Working Documents Nos 1 to 8 II-8

Working Documents Nos 9 to 15 II-10

Working Documents Nos 16 to 20 II-12

Working Documents Nos 21 to 28 II-14

Working Documents Nos 29 to 35 II-17

Working Documents Nos 36 to 40 II-18

Working Documents Nos 41 to 50 II-20

Documents de travail Nos 51 à 53 II-24
Documents de travail Nos 54 à 63 II-29
Document de travail No 64 II-37
Document de travail No 65 II-41
Documents de travail Nos 66 à 72 II-78
Documents de travail Nos 73 à 83 II-80
Procès-verbaux de la Première commission II-89
Procès-verbal No 1 II-90
Procès-verbal No 2 II-102
Procès-verbal No 3 II-111
Procès-verbal No 4 II-120
Procès-verbal No 5 II-130
Procès-verbal No 6 II-141
Procès-verbal No 7 II-150
Procès-verbal No 8 II-160
Procès-verbal No 9 II-170
Procès-verbal No 10 II-181
Procès-verbal No 11 II-189
Procès-verbal No 12 II-199
Procès-verbal No 13 II-203
Procès-verbal No 14 II-215
Procès-verbal No 15 II-222
Procès-verbal No 16 II-232
Procès-verbal No 17 II-241
Procès-verbal No 18 II-251
Procès-verbal No 19 II-261
Procès-verbal No 20 II-268
Procès-verbal No 21 II-283
Procès-verbal No 22 II-291

Séances plénières II-305
Document de travail No 1 II-306
Document de travail No 3 II-344
Procès-verbal No 2 II-345
Extrait du Procès-verbal de la Séance de clôture II-354
Convention adoptée II-356
Rapport explicatif d'Alegría Borrás et Jennifer Degeling II-396

Table I-507
Table des matières I-508
II-572

Table des matières

Working Documents Nos 51 to 53 II-24
Working Documents Nos 54 to 63 II-29
Working Document No 64 II-37
Working Document No 65 II-41
Working Documents Nos 66 to 72 II-78
Working Documents Nos 73 to 83 II-80
Minutes of the First Commission II-89
Minutes No 1 II-90
Minutes No 2 II-102
Minutes No 3 II-111
Minutes No 4 II-120
Minutes No 5 II-130
Minutes No 6 II-141
Minutes No 7 II-150
Minutes No 8 II-160
Minutes No 9 II-170
Minutes No 10 II-181
Minutes No 11 II-189
Minutes No 12 II-199
Minutes No 13 II-203
Minutes No 14 II-215
Minutes No 15 II-222
Minutes No 16 II-232
Minutes No 17 II-241
Minutes No 18 II-251
Minutes No 19 II-261
Minutes No 20 II-268
Minutes No 21 II-283
Minutes No 22 II-291

Plenary Sessions II-305
Working Document No 1 II-306
Working Document No 3 II-344
Minutes No 2 II-345
Extract from the Minutes of the Closing Session II-354
Convention adopted II-357
Explanatory Report by Alegría Borrás and Jennifer Degeling II-397

Table I-507
Table of contents I-509
II-573